

ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE LÉGISLATURE

TABLES GÉNÉRALES

des **DOCUMENTS** et **DÉBATS** parlementaires
rédigées par les Services des Procès-Verbaux et des Archives

ASSEMBLÉE
28 Novembre 1946 — 4 Juillet 1951

2^e PARTIE

TABLE NOMINATIVE

TOME I

(Lettres **A** à **E**)

NUMELEX

PARIS

IMPRIMERIE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

1953



2^E PARTIE

TOME I (LETTRES **A** à **E**)

NOMS

Par ordre alphabétique.

Le présent tome comprend, pour chaque membre de l'Assemblée Nationale (Élue le 10 novembre 1946), les indications ayant trait :

- au département qu'il représente,
- à la validation de son élection,
- aux Commissions dont il a été membre,
- aux propositions de loi, de résolution, rapports et avis qu'il a déposés,
- aux projets de loi dont il a été signataire en tant que membre du Gouvernement le cas échéant,
- aux dates et pages de ses interventions en séance publique,
- aux excuses pour absence,
- aux congés obtenus, etc...

Voir l'avertissement en tête de la 1^{re} partie (TABLE DES MATIÈRES).

NOTA

A partir du présent volume,

Toutes indications relatives aux impressions du Conseil de la République et aux interventions de MM. les Sénateurs figurent dans

« LA TABLE DES DÉBATS »

publiée par le Service des Archives de cette Assemblée.

Cette table est insérée en fin d'année à la suite du dernier volume des ANNALES-DÉBATS du Conseil de la République.



EXPLICATION DES ABRÉVIATIONS

F	Feuilleton.
J. O	Journal officiel.
P.	page.



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE LÉGISLATURE

(1946 - 1951)

ASSEMBLÉE
NATIONALE

TABLE NOMINATIVE



A

ABELIN (M. Pierre), *Député de la Vienne.*

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil
(Cabinet SCHUMAN)

du 24 novembre 1947 au 26 juillet 1948,

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil
(2^e Cabinet SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [9 août 1948] (p. 5577), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission d'enquête chargée d'enquêter sur l'accident de l'avion *Cormoran N. C. 211* [21 juin 1949] (p. 3549). — Est désigné : par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale (application de l'art. 71 de la loi du 21 mars 1947) [15 mars 1947] (F. n° 527), [24 février 1951] (F. n° 680) ; par la Commission des finances

pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen [24 février 1951] (F. n° 680).

Dépôts :

Le 18 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'équilibre du budget, n° 615. — Le 29 mai 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. — Le projet de loi relatif à la reprise anticipée par l'Etat de la concession et des ouvrages du canal d'irrigation de Pierrelatte (Vaucluse et Drôme) ; II. — Les propositions de loi : 1° de M. Charles Lussy et plusieurs de ses collègues relative à la reprise anticipée par l'Etat de la concession et des ouvrages du canal d'irrigation de Pierrelatte (Vaucluse et Drôme) ; 2° de M. Arthaud et plusieurs de ses collègues tendant à remettre à l'Etat la concession et la charge du canal d'irrigation de Pierrelatte, n° 1477. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la

Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles). Etat A, Agriculture, n° 1556 — Le 30 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à proroger d'un mois le délai accordé pour dénoncer le forfait en matière d'impôt sur les bénéfices agricoles au titre de l'année 1947, n° 1874. — Le 12 février 1948, un projet de loi maintenant provisoirement en vigueur au-delà du 1^{er} mars 1948 certaines dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre prorogées par la loi du 28 février 1947 et la loi du 30 août 1947, n° 3326 — Le 1^{er} février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Peytel et plusieurs de ses collègues tendant à réserver au Parlement la fixation des taxes sur les carburants; 2° de M. Michel et plusieurs de ses collègues tendant à réserver au Parlement la fixation des taxes intérieures de consommation, notamment la taxe sur les produits pétroliers, n° 6273 — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de l'industrie et du commerce par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6511. — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale établissant les conditions dans lesquelles sont fixées les taxes intérieures de consommation visées à l'article 265 du Code des douanes, n° 6533 — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de l'industrie et du commerce par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 7075 — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 8426 (annexe n° 4). — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des

finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 8426 (annexe n° 34). — Le 2 mars 1950, un rapport d'information au nom de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la Convention de coopération économique européenne et du programme de relèvement européen en application de l'article 3 de la loi n° 48-1787 du 25 novembre 1948 relative à certaines dispositions financières à prendre pour l'application de l'accord de coopération économique conclu entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique, n° 9406. — Le 21 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre de la loi du 16 juillet 1949 portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles et fixation de ce budget pour l'exercice 1949, n° 10699 — Le 21 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Agriculture), n° 10702. — Le 3 août 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi instituant diverses mesures tendant à apporter une aide financière aux victimes des calamités agricoles, n° 10875. — Le 3 août 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à instituer une ristourne sur certains carburants utilisés pour la traction mécanique en agriculture, n° 10894. — Le 4 août 1950, un rapport au nom de la Commission des finances, sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale instituant diverses mesures tendant à apporter une aide financière aux victimes des calamités agricoles, n° 10937. — Le 4 août 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à instituer une ristourne sur certains carburants utilisés pour la traction mécanique en agriculture, n° 10939. — Le 2 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à présenter dans un budget spécial pour l'exercice 1951 les crédits destinés à faire face aux

dépenses d'armement et de sécurité ainsi que les mesures de tous ordres destinées à en assurer le financement, n° 11138. — Le 12 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11287) ouvrant une avance de trésorerie au profit du budget annexe des prestations familiales agricoles, n° 11599. — Le 13 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11035, annexes 1 et 2) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Agriculture et prestations familiales agricoles). Dispositions concernant le budget de l'agriculture, n° 11672. — Le 3 janvier 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11035 et annexes 1 et 2) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Agriculture et prestations familiales agricoles). Dispositions concernant le budget de l'Agriculture, n° 11837. — Le 1^{er} février 1951, une proposition de loi relative au règlement des créances de ressortissants français sur des personnes physiques ou morales allemandes, n° 12042. — Le 4 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 12635) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11035), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Agriculture), n° 12690. — Le 21 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 12226) portant réalisation d'un plan de 25 milliards d'économies en application de l'article premier, paragraphe 2, de la loi du 8 janvier 1951 portant autorisation d'un programme de réarmement, n° 12931. — Le 26 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11035) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Agriculture et prestations familiales agricoles). Dispositions concernant le budget annexe des prestations familiales agricoles, n° 12972. — Le 9 mai 1951, un rapport supplémentaire fait au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 12226) et la lettre rectificative (n° 13092) au projet de loi portant réalisation d'un plan de 5 milliards d'économies en application de l'ar-

ticle premier, paragraphe 2, de la loi du 8 janvier 1951 portant autorisation d'un programme de réarmement, n° 13135. — Le 17 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 13253) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 12226) adopté par l'Assemblée Nationale, portant réalisation d'un plan de 25 milliards d'économies en application de l'article premier, paragraphe 2, de la loi du 8 janvier 1951 portant autorisation d'un programme de réarmement, n° 13294. — Le 22 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 13343) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11035) adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (budget annexe des prestations familiales agricoles), n° 13344.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils) LOI DE FINANCES : *Ses observations sur l'ensemble (Redressement financier)* [22 décembre 1946] (p. 277). — Est entendu au cours du débat sur un projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier : Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à instituer un contrôle sur le compte spécial d'approvisionnement en bois* [4 février 1947] (p. 164); Art. 42 : *Fonds national d'amélioration de l'habitat* [6 février 1947] (p. 196); Art. 49 bis : *Son amendement tendant à maintenir au profit de la Ville de Paris le prélèvement de 1,5 0/0 sur les sommes engagées au pari mutuel* (p. 203); Art. 67 quinquies : *Amendement de M. Jean-Marie Louvel tendant à créer des sous-commissions habilitées à vérifier sur place et sur pièces la situation des entreprises nationalisées* [7 février 1947] (p. 254); Art. 80 : *Amendement de M. Gozard tendant à supprimer le recouvrement des cotisations établies par les comités d'organisation* (p. 256). — Participe à la discussion de la proposition de résolution tendant à réaliser l'équilibre du budget [18 février 1947] (p. 371). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif au maintien en vigueur de certaines dispositions prorogées par la loi du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités : Art. 1^{er} : *Son amendement ten-*

dant à prévoir une prorogation à terme du compte spécial du ravitaillement général [25 février 1947] (p. 451); Art. 3 : Son amendement tendant à proroger pour neuf mois le compte spécial du ravitaillement général (p. 452); le retire (p. 453). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales : Art. 6 : Son amendement tendant à ce que le concessionnaire puisse échapper à l'application des dispositions de cet article en établissant qu'il n'a pas été mis en mesure d'éviter le déficit [4 mars 1947] (p. 595); Art. 8 : Son amendement tendant à supprimer ces deux articles relatifs au cas où la concession est donnée à une société par actions cotées en Bourse (p. 596); Art. 9 : Amendement de M. André Guillant tendant à prévoir le versement d'une indemnité provisionnelle (p. 597). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947 : Art. 27 : Son amendement tendant à ce que le Parlement participe le plus possible à la fixation de la priorité des travaux [6 mars 1947] (p. 678); le retire [7 mars 1947] (p. 757); Art. 28 : Son amendement tendant à ce que le déblocage des autorisations de dépenses et de crédits de payement soit fait sur avis conforme d'un comité [6 mars 1947] (p. 679); le retire [7 mars 1947] (p. 757); Art. 28 bis : Communication aux Commissions des finances des autorisations de dépenses (p. 758); Etat A, AGRICULTURE. Discussion générale : Son exposé en qualité de Rapporteur spécial [6 mars 1947] (p. 691); Emprunts locaux (p. 696); Chap. 800 : Amendement de M. Thuillier tendant à rétablir les crédits de 2 millions pour le fonctionnement des établissements agricoles [7 mars 1947] (p. 708); Chap. 803 : Reconstitution des forêts domaniales détruites par faits de guerre (ibid.); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 917 : Son amendement tendant à réduire les crédits pour les travaux et installations de l'aéronautique (p. 748). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. Delahoutre relative au forfait en matière d'impôt sur les bénéfices agricoles : En qualité de Rapporteur, Discussion générale [22 mai 1947] (p. 1718); Article unique : Amendement de M. Garcia tendant à permettre au cultivateur de dénoncer uniquement le coefficient ou le bénéfice forfaitaire particulier qui ne lui convient pas (p. 1719); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : En qualité de Rapporteur [4 juin 1947] (p. 2758);

du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, exercice 1947); Art. 20 bis (nouveau) : Age limite d'accession aux emplois publics [29 mai 1947] (p. 1787); Art. 130 septième : Baux à loyer souscrits par les administrations présentant un caractère industriel ou commercial (p. 1808); Art. 45 bis (nouveau) : Indemnité allouée aux actionnaires de la Banque de France [3 juin 1947] (p. 1884, 1885); Dépenses civiles : Etat A, AGRICULTURE : Discussion générale, en qualité de Rapporteur [12 juin 1947] (p. 2042 et suiv.); Chap. 104 : Amendement de M. Delcos tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour l'administration centrale (Allocations et indemnités diverses) (p. 2050); Chap. 105 : Amendement de M. Delcos tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement pour l'indemnité de résidence (p. 2051); Chap. 3102 : Amendement de M. Burlot tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour la reconstitution agricole de certaines régions (p. 2054); Chap. 319 : Amendement de M. Gérard Vée tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les enquêtes statistiques (p. 2056); Chap. 343 : Compte spécial d'approvisionnement en bois (p. 2058, 2059); Chap. 362 : Amendement de M. Gérard Vée tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les conseils agricoles départementaux (p. 2066); Chap. 505 : Equipement rural (p. 2067); Chap. 100 : Traitements du Ministre et du personnel de l'Administration centrale (p. 2072, 2073). — Intervient dans la discussion d'un projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1947 : Discussion générale [31 juillet 1947] (p. 3766 et suiv.); Art. 2 additionnel : Amendement de M. Rigal tendant à calculer les provisions pour renouvellement de stock d'après les coefficients de 1945 [1^{er} août 1947] (p. 3859). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) amendé par le Conseil de la République; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 118 : Allocations et indemnités pour les directions départementales des services agricoles [7 août 1947] (p. 4024); Chap. 155 : Indemnités à la direction de la répression des fraudes (p. 4025); Chap. 164 : Indemnités à la direction du génie rural et de l'hydraulique agricole (p. 4025); Chap. 305 : Frais de déplacement (p. 4026). — Participe à la discussion

du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 1^{er}: *Amendement de M. René Pleven tendant à réduire de 50 milliards les dépenses que le Gouvernement doit assumer* [23 juin 1947] (p. 2355); Art. 7: *Amendements de MM. Jacques Duclos et Gilles Gozard tendant à instituer une taxe exceptionnelle sur les excédents de bénéfices des entreprises assujetties à l'impôt sur les B. I. C.* (p. 2368); *Ses observations sur l'ensemble* (p. 2393). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi tendant à accorder aux fonctionnaires un acompte provisionnel [16 juillet 1947] (*Renvoi devant la Commission des finances*) (p. 3072); Art. 1^{er}: *Ouverture d'un crédit de 13.770 millions au Ministère des Finances destiné à l'acompte provisionnel* (p. 3086). — Intervient dans la discussion du projet de loi de dégageant des cadres des fonctionnaires; Art. 4: *Son amendement tendant à ne pas licencier les fonctionnaires prisonniers de guerre ou déportés* [12 août 1947] (p. 4275); Art. 10: *Son amendement tendant à modifier la forme du premier alinéa* (p. 4280); Art. 11: *Son amendement concernant le droit à pension des veuves* (p. 4281). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits au budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie pour l'exercice 1947: *Demande de discussion d'urgence* [2 septembre 1947] (p. 4836, 4837).

Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* [24 novembre 1947] (*J. O.* du 24 novembre 1947, p. 11630).

En cette qualité :

Prend part à la discussion des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement [27 novembre 1947] (p. 5169). — Est entendu sur le Règlement de l'ordre du jour [27 novembre 1947] (p. 5194). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant une allocation de vieillesse pour les non salariés; Art. 4: *Allocations aux artisans urbains et ruraux* [28 décembre 1947] (p. 6409). — Est entendu au cours du débat sur la proposition de résolution de M. Gresa relative au maintien et au développement des postes et orchestres régionaux: *Discussion générale* [12 février 1948] (p. 670, 671, 672). — Répond à une question de M. Béranger relative aux immeubles occupés par des administrations publiques et dont la libération est ordonnée [13 février 1948] (p. 732). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruc-

tion et l'équipement (*Budget 1948, dépenses civiles*); Etat A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 908: *Crédits pour le Commissariat de l'énergie atomique* [25 février 1948] (p. 1082, 1083); — du projet de loi maintenant en vigueur certaines lois du temps de guerre; Art. 1^{er}: *Amendement de M. Rosenblatt tendant à ne pas maintenir en vigueur l'article 9 de l'ordonnance du 13 septembre 1945 relatif à la presse d'Alsace-Lorraine* [26 février 1948] (p. 1145). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur le prélèvement exceptionnel*) [2 mars 1948] (p. 1268, 1269, 1272); (*Débat sur les rentiers voyageurs et les sinistrés de l'Est*) [16 mars 1948] (p. 1747, 1748, 1749); (*Débat sur les accords de Londres concernant l'Allemagne*) [8 juin 1948] (p. 3292). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 100: *Situation de la presse* [26 juin 1948] (p. 4042 et suiv.); Chap. 104: *Frais de réception et de représentation* (p. 4049); Chap. 300: *Travaux d'entretien d'immeubles* (p. 4050); Chap. 303: *Sa demande d'augmentation de crédits pour le matériel automobile* (*ibid.*); Chap. 503: *Amendement de M. Pleven tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Commissariat à l'énergie atomique* [26 juin 1948] (p. 4051); INFORMATION, Chap. 100: *Liquidation des services de l'Information* [28 juin 1948] (p. 4086 et suiv.); Chap. 302: *Loyers et réquisitions d'immeubles* (p. 4091); Chap. 500: *Amendement de M. Mont tendant à rétablir les crédits pour France-Presse* (p. 4091, 4092); DÉFENSE NATIONALE, Chap. 100: *Etat-major de la défense nationale* (p. 4093); *Amendement de M. Bétolaud tendant à supprimer le chapitre* (p. 4093, 4094); Chap. 301: *Amendement de M. Bruyneel tendant à réduire les crédits pour le matériel* (p. 4095, 4096); CONTRE-ESPIONNAGE, Chap. 100: *Réorganisation du S. D. E. C.* [29 juin 1948] (p. 4132, 4133); Chap. 101: *Salaires du personnel auxiliaire* (p. 4134); Chap. 300: *Loyers et indemnités de réquisitions* (p. 4134, 4135); Chap. 304: *Matériel automobile* (p. 4135); Chap. 306: *Matériel de radio* (p. 4135); Chap. 307: *Fonctionnement des services techniques* (p. 4135); COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU PLAN, Chap. 302: *Information et propagande* (p. 4136); Chap. 303: *Travaux et enquêtes d'experts* (p. 4136); RADIODIFFUSION FRANÇAISE, Chap. 100: *Sa réponse aux diverses*

questions sur la réorganisation de la radio (p. 4143, 4144); Chap. 104 : *Emissions artistiques* (p. 4147). — Est entendu sur le Règlement de l'ordre du jour (*Renvoi du débat sur le cinéma*) [28 juin 1948] (p. 4099, 4100)

Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (1) (2^e Cabidet Schuman) [5 septembre 1948] (*J. O.* du 5 septembre 1948, p. 8786).

En qualité de Député (2) :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale* (*Ses observations sur le gonflement du budget, les subventions économiques, les investissements, la lutte contre la fraude fiscale, l'augmentation des impôts, la nécessité de stabiliser les prix*) [21 décembre 1948] (p. 7817, 7818, 7819); Art. 13 bis : *Son amendement tendant à prévoir le licenciement de fonctionnaires et de personnel des entreprises nationalisées* (23 décembre 1948) (p. 7923); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses ordinaires civiles pour 1949; Art. 37 bis : *Son amendement tendant à faire rembourser les avantages perçus indûment par des fonctionnaires* [31 décembre 1948] (p. 8265, 8266); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant financement des services de répartition de matières premières : En qualité de *Rapporteur pour avis* [31 décembre 1948] (p. 8302); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à confier les fonctions de l'O. C. R. P. I. à une direction du Ministère du Commerce et de l'Industrie* (p. 8303, 8304, 8306); Art. 2 : *Amendement de M. Poimboeuf tendant à supprimer la taxe couvrant les dépenses du service de répartition le 1^{er} juillet 1949* (p. 8307); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (ibid.); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa* (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : En qualité de *Rapporteur pour avis* [31 décembre 1948] (p. 8326, 8327); — de la proposition de loi relative à la fixation des taxes sur les carburants, en qualité de *Rapporteur* [1^{er} février 1949] (p. 266, 267); Article unique : *Contre-projet de M. Peytel tendant à laisser au Parlement seul la fixation des droits* [3 février 1949] (p. 297, 298); — d'une propo-

sition de loi relative aux conditions budgétaires d'une saine réforme administrative; Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre l'article 2 ne permettant des dépenses nouvelles qu'en contrepartie des ressources nouvelles* [10 février 1949] (p. 458, 460). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à l'enseignement technique une question relative à la subvention accordée proportionnellement au nombre d'apprentis formés aux chambres de métiers [18 février 1949] (p. 698). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à prendre pour organiser l'exportation de denrées agricoles [12 février 1949] (p. 794); la développe (*Ses observations sur la baisse excessive des prix agricoles par rapport à la baisse des prix industriels, la récolte de 1948 engendrant l'abondance bien qu'inférieure à celle de 1938, la nécessité de garantir des prix minima aux agriculteurs, les investissements nécessaires au stockage et au transport pour faciliter l'exportation, la hausse excessive du matériel agricole*) [25 février 1949] (p. 953, 954, 955). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine : *Discussion générale* [11 mars 1949] (p. 1565, 1566, 1567, 1568); — du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [21 mai 1949] (p. 2796); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir 20 milliards d'économies et le blocage de 20 0/0 des crédits de matériel* [31 mai 1949] (p. 2974, 2975, 2976, 2977). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Suppression de la séance du mardi matin*) [3 juin 1949] (p. 3152). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A. AIR, Chap. 320 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits proposés par le Gouvernement pour les frais de déplacement* [16 juin 1949] (p. 3438); *Son amendement tendant à réduire de 50 millions les crédits de ce chapitre* (p. 3439); — du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques; Art. 4 : *Amendement de M. Pleven tendant à prévoir un prêt de 2 milliards aux sociétés aéronautiques* [28 juin 1949] (p. 3893, 3894, 3895); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949; Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 9479 : *Subventions aux travaux*

(1) Le Cabinet Schuman auquel appartenait M. Ab lin a démissionné le 19 juillet 1948.

(2) Le 2^e Cabinet Schuman a démissionné le 7 septembre 1948.

d'aménagements sportifs [4 juillet 1949] (p. 4166); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor : *Discussion générale* [7 juillet 1949] (p. 4354, 4355, 4356, 437); — d'une proposition de loi relative au pipe line Le Havre—Paris, en qualité de *Rapporteur pour avis* [12 juillet 1949] (p. 4669; Art. 5 : *Son amendement tendant à fixer la participation de l'Etat à 31 0/0* (p. 4670; *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 4671); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [29 juillet 1949] (p. 5486); — du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget annexe de la radiodiffusion française; Art. 1^{er}. Etat A Chap 100 : *Amendement de M. Forcinat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Ses observations sur Radio Andorre)* [21 juillet 1949] (p. 4935); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 42 : *Revision du taux et du recouvrement de la taxe locale* [23 juillet 1949] (p. 5114); — du projet de loi relatif à la répartition des matières premières et produits industriels en qualité de *Rapporteur pour avis* [27 juillet 1949] (p. 5369, 5370; Art. 3 : *Amendement de M. Gazier tendant à prévoir, à titre temporaire, la prise en charge des agents de l'O. C. R. P. I. par l'Etat* p. 5376, 5377); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 juillet 1949] (p. 5439, 5440); — d'une proposition de loi relative au prix de l'essence; Art. 2 : *Demande de suspension du débat présentée par le Gouvernement* [16 décembre 1949] (p. 6976); *Son amendement tendant à supprimer les redevances annexes aux taxes* [20 décembre 1949] (p. 7024); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur les augmentations d'impôts, les économies hâtives sans portée pratique, la lutte contre la fraude fiscale et la possibilité d'emprunts)* [21 décembre 1949] (p. 7070, 7071, 7072, 7073); Art. 2 : *Son amendement tendant à intercaler le qualificatif « maximum »* [26 décembre 1949] (p. 7250); *Amendement de M. Bourges-Maunoury tendant à reprendre les chiffres de l'ensemble fixés par la Commission des finances* (p. 7252); Art. 8 : *Amendement de M. Dutard tendant à affecter à l'entretien des routes le produit du timbre sur les contrats de transports* [26 décembre 1949] (p. 7381); Art. 13 : *Nouveau texte de la Commission* (p. 7383); Art. 45 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Bourges-Maunoury*

tendant à prévoir le reclassement de 2.000 agents du contrôle économique mis au service de la lutte contre la fraude fiscale (p. 7425); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950; Art. 11 : *Amendement de M. Monteil tendant à rétablir l'article disjoint par la Commission concernant les autorisations de programme pour le budget de la Défense nationale* [31 décembre 1949] (p. 7656); Art. 12 : *Son amendement tendant à ne prévoir ni construction de casernes ni achats immobiliers pour la défense nationale avant le vote du budget* (p. 7657); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 24 : *Amendement de M. Emile Hugues tendant à ne maintenir que 100 emplois des services du ravitaillement* [31 décembre 1949] (p. 7686); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 amendé par le Conseil de la République; Art. 24 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la modification des taux des droits de mutation* [29 janvier 1950] (p. 760); Art. 25 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée par le Gouvernement sur l'adoption de l'amendement de M. Gabelle majorant la taxe à la production* [31 janvier 1950] (p. 816, 817); Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer le chiffre de 140 milliards 999 millions à celui de 131 milliards fixé par la Commission* (p. 833); — d'une proposition de résolution relative aux secours aux victimes de la catastrophe de Saint-Eloi-les-Mines, en qualité de *Rapporteur* [2 février 1950] (p. 883); — d'une proposition de loi relative au versement anticipé d'impôts, en qualité de *Rapporteur* [2 février 1950] (p. 885); Article unique : *Contre-projet de M. Lamps supprimant le paiement du tiers provisionnel pour les contribuables payant moins de 10.000 francs d'impôt* (p. 888); *Contre-projet de M. Lamps tendant à réduire l'acompte provisionnel du tiers au quart des sommes dues et à retarder la date d'exigibilité* (p. 889); *Contre-projet de M. Paumier tendant à ne pas exiger d'acomptes quand le montant total de l'impôt dû ne dépasse pas 20.000 francs* (p. 890); *Amendement de M. Marie tendant à retarder la date d'exigibilité du versement provisionnel* (p. 891); *Demande de disjonction de l'article unique présentée par le Gouvernement* (p. 891). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion de la proposition de loi relative aux cartes grises*) [17 mars 1950] (p. 2134, 2135). — Preud part à la discussion : d'une proposition

de loi créant un droit de timbre exceptionnel pour les récépissés de déclarations automobiles, en qualité de *Rapporteur* [17 mars 1950] (p. 2150, 2151); — d'une proposition de loi relative aux pensions des inscrits maritimes, en qualité de *Rapporteur pour avis* [21 mars 1950] (p. 2235). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Sa protestation contre la longueur des vacances parlementaires*) [21 mars 1950] (p. 2238); *Son amendement tendant à fixer la rentrée parlementaire au 18 avril* (p. 2239). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises, en qualité de *Rapporteur pour avis* [23 mars 1950] (p. 2272, 2273, 2274); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à appliquer les dispositions prévues sans attendre le versement de la subvention de l'Etat* (p. 2274, 2275); — d'une proposition de loi relative à la carte sociale des économiquement faibles (*Urgence*) [23 mars 1950] (p. 2275, 2276); en qualité de *Rapporteur pour avis* (p. 2281); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour la réparation des dommages de guerre, Etat A, Chap. 8540 : *Amendement de M. Hamon tendant à augmenter d'un milliard les crédits pour la reconstitution de la marine marchande* [28 mars 1950] (p. 2491, 2492); — du projet de loi portant répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [1^{er} avril 1950] (p. 2780, 2781); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Transfert de crédits à l'Agriculture* [26 avril 1950] (p. 2905); *Amendement de M. Pineau tendant à rétablir le crédit de 22,5 milliards prévu pour les charbonnages de France* [26 avril 1950] (p. 2913, 2914); *Amendement de M. René Schmitt tendant à réduire de 5 milliards les investissements en Indochine* (p. 2936); Art. 3, Etat C, *Amendement de M. F. Chevallier tendant à rétablir les crédits prévus pour le fonds de progrès social d'Algérie* (p. 2940); Art. 7 : *Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à interdire de transformer les locaux d'habitation construits avec l'aide de l'Etat en locaux commerciaux* [28 avril 1950] (p. 3080); *Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à appliquer les primes non seulement en 1950, mais pendant l'exercice budgétaire 1950* (p. 3080, 3081); *Amendement de M. Mondon tendant à*

permettre aux collectivités locales de majorer les primes annuelles prévues (p. 3081); Art. 7 : *Amendement de M. Dusseaux tendant à prévoir le financement de travaux de voirie, d'adduction d'eau et d'électrification* (p. 3082); Art. 11 : *Amendement de M. Siefriid tendant à accorder des remises d'intérêt aux emprunteurs du crédit immobilier* (p. 3085); — d'une proposition de loi relative au report du paiement du deuxième acompte provisionnel, en qualité de *Rapporteur* [17 mai 1950] (p. 3758, 3759); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950, AGRICULTURE, en qualité de *Rapporteur* [24 mai 1950] (p. 3847, 3848, 3949); *Motion préjudicielle de M. Legendre tendant à ajourner le débat* (p. 3869); Chap. 1000 : *Dépôt d'une lettre rectificative* (p. 3885); Chap. 1030 : *Demande le rétablissement des crédits pour le personnel auxiliaire de l'Administration centrale, présentée par le Gouvernement* (p. 3885); Chap. 1100 : *Demande de rétablissement des crédits pour indemnités de déplacement dans les territoires d'outre-mer, présentée par le Gouvernement* (p. 3886); Chap. 1150 : *Amendement de M. Loustau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour directions départementales des services agricoles (économies prévues par la Commission des économies)* (p. 3887); Chap. 1350 : *Contrôle des lois sociales en agriculture* (p. 3890, 3891); Chap. 1560 : *Service de la répression des fraudes* (p. 3895); Chap. 1630 : *Service des haras* (p. 3895, 3896); Chap. 1670 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits pour la direction générale du génie rural* (p. 3897); Chap. 1780 : *Amendement de M. Kauffmann tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les exploitations en régie* [25 mai 1950] (p. 3911); Chap. 3010 : *Matériel de l'Administration centrale* (p. 3913); Chap. 3020 : *Travaux d'entretien (Hôtel de Castries)* (p. 3913); Chap. 3022 : *Demande de rétablissement des crédits pour la liquidation des services du ravitaillement, présentée par le Gouvernement* (p. 3913); Chap. 3030 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits prévus pour les frais d'enquête et statistiques* (p. 3914, 3915); Chap. 3070 : *Amendement de M. Baudry d'Asson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de déplacement* (p. 3916); Chap. 3100 : *Achat de matériel automobile* (p. 3917); Chap. 3190 : *Ecole nationale d'enseignement agricole* (p. 3918); Chap. 3450 ;

Demande de rétablissement des crédits pour le fonctionnement du Comité supérieur du machinisme agricole, présentée par le Gouvernement (p. 3932); Chap. 3580 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'étude des questions intéressant la production agricole, présentée par le Gouvernement* (p. 3934); Chap. 3600 : *Demande de rétablissement des crédits pour la commission de surveillance des taureaux et béliers, présentée par le Gouvernement* (p. 3935); Chap. 4.000 : *Prestations familiales (Taxes sur les productions agricoles)* (p. 3935); Chap. 4060 : *Demande de rétablissement des crédits pour les œuvres sociales, présentée par le Gouvernement* (p. 3936); Chap. 5000 : *Participation de la France aux dépenses d'organismes internationaux* (p. 3939); Chap. 5030 : *Amendement de M. Garcia tendant à réduire de 5 millions les crédits pour congrès, missions et expositions* (p. 3940, 3941); Chap. 5050 : *Amendement de M. Jean Masson tendant à faire répartir par les conseils généraux les subventions aux activités culturelles* (p. 3946); Chap. 5110 : *Subventions à l'association nationale des migrations rurales* (p. 3948); Chap. 5140 : *Demande de rétablissement des crédits pour les recherches concernant l'hydraulique agricole, présentée par le Gouvernement* (p. 3951); Chap. 5150 : *Amendement de M. Juge tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la vulgarisation (prix du lait)* (p. 3952); Chap. 5230 : *Subvention aux aliments du bétail* (p. 3955); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, AGRICULTURE, Chap. 1770 : *Amendement de M. Garcia tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour le personnel ouvrier des eaux et forêts (statut des gardes forestiers)* [27 juillet 1950] (p. 6105); Chap. 4060 : *Œuvres sociales* (p. 6106). — Est entendu : sur une modification de l'ordre du jour (*Discussion du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, en seconde lecture*) [24 mai 1950] (p. 3901); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, en seconde lecture*) [25 mai 1950] (p. 3956). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant majoration du pourcentage des crédits de fonctionnement pour 1950. Article unique : *Son sous-amendement tendant à ne pas autoriser d'acquisition d'immeubles pour les logements militaires* [29 juin 1950] (p. 5280, 5281); — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles, en qualité de *Rapporteur pour avis*

[29 juillet 1950] (p. 6200, 6201, 6202); PROPOSITION DE LOI PORTANT EXONÉRATION DE COTISATIONS, Art. 2 : *Exemption de cotisation accordée aux bénéficiaires de l'allocation temporaire aux vieux* (p. 6213, 6214); *Son amendement tendant à exonérer de toute cotisation les économiquement faibles* (p. 6214); PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LE RÉGIME DES ALLOCATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 3 : *Amendement de M. Charpentier tendant à exonérer de toute cotisation les exploitations de revenu cadastral inférieur à 100 francs* (p. 6218); Art. 4 : *Application de l'article premier de la loi des maxima à l'article prévoyant une subvention de l'Etat* (p. 6220); *Amendement de M. Castera tendant à prévoir une subvention de l'Etat à échéances régulières* (p. 6221); PROJET DE LOI RELATIF AU BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Tanguy Prigent relatif aux recettes du budget annexe des prestations agricoles* (p. 6227); Art. 2 : *Amendement de MM. Tanguy Prigent et Charpentier tendant à supprimer l'article créant une taxe sur les ventes des coopératives agricoles* (p. 6231) [31 juillet 1950] (p. 6248); *Amendement de M. Lucas tendant à ne maintenir que la taxe prévue au profit du budget des prestations familiales agricoles* (p. 6250); Art. 4 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir la taxe de 4 0/0 sur les céréales* (p. 6252); Article additionnel : *Amendement de M. Garcia tendant à prévoir une subvention annuelle de l'Etat égale au cinquième de ce budget* (p. 6258); *Amendement de M. Garcia tendant à ne pas accorder les prestations familiales aux non salariés ayant un revenu supérieur à 500.000 francs* (p. 6271); *Amendement de M. Delachenal tendant à accorder à tous les exploitants agricoles les prestations familiales si le revenu cadastral est supérieur à 40 francs* (p. 6271, 6272); Art. 8 : *Amendement de M. Rincant tendant à calculer les prestations selon un salaire de base fixé à 8.000 fr. dans le département de la Seine* (p. 6275). — du projet de loi approuvant une convention avec la Banque de France : *Discussion générale (Réévaluation du stock d'or)* [2 août 1950] (p. 6523, 6524); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes de calamités agricoles, en qualité de *Rapporteur* [3 août 1950] (p. 6568, 6569); Art. A : *Institution en 1951 d'une caisse nationale de solidarité agricole* (p. 6580); *Amendement de M. Garet tendant à prévoir 20 milliards de prêts à 1 0/0*

amortissables en dix ans (p. 6586); Art. 1^{er} : Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à accorder des prêts à long terme au taux de 1 0/0 (p. 6586); Amendement de M. Durroux tendant à accorder des prêts pour la construction de bâtiments agricoles (p. 6588); Amendement de M. Charpentier tendant à accorder des prêts pour les bâtiments d'habitation (p. 6588); Amendement de M. Farinez tendant à réserver les prêts par priorité aux agriculteurs (p. 6589); Amendement de M. Mondon tendant à ramener le taux des prêts de 3 à 1 0/0 (p. 6589); Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à limiter l'extension des prêts aux exploitants agricoles, artisans ruraux et ouvriers agricoles (p. 6591); Amendement de M. Charpentier tendant à admettre des prêts sur remise des titres du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation (p. 6592); Sa demande de renvoi de l'article à la Commission (p. 6593); Art. 3 : Amendement de M. Olmi tendant à ramener le taux des prêts de 3 à 1 0/0 (p. 6596); Amendement de M. Paumier tendant à prévoir un représentant des organisations agricoles dans la commission d'examen des demandes de prêts (p. 6597); Amendement de M. Charpentier tendant à ne pas autoriser la saisie des biens de l'emprunteur défaillant (p. 6597); Amendement de M. Waldeck Rochet relatif aux garanties exigées des sinistrés pour les prêts [4 août 1950] (p. 6618, 6619); Sa demande de réserver l'amendement de M. Terpend tendant à appliquer l'article 3 aux prêts des caisses de crédit agricole libres (p. 6620); Article additionnel : Amendement de M. Delahoutre tendant à venir en aide aux sinistrés qui ne pourraient rembourser les prêts (p. 6621); Art. 4 bis : Amendement de M. Paumier tendant à abroger le dernier alinéa de l'article 1421 du Code des impôts directs n'accordant pas de dégrèvements aux agriculteurs non assurés (p. 6622, 6623); Art. 6 : Amendement de M. Ramarony tendant à prévoir le versement intégral de la majoration du droit de circulation des vins à la section viticole du fonds national (p. 6644); Amendement de M. Charpentier tendant à percevoir une taxe de 5 francs par quintal de blé (p. 6644); Art. 7 : Amendement de M. Cerclier tendant à créer une caisse départementale d'assurance contre les calamités agricoles (p. 6647); — du projet de loi instituant une ristourne sur certains carburants utilisés en agriculture, en qualité de Rapporteur [4 août 1950] (p. 6681); — du projet de loi relatif à

l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. -13 : Nouveau mode de financement de la loi [13 décembre 1950] (p. 9019, 9020); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951, AGRICULTURE, en qualité de Rapporteur [22 décembre 1950] (p. 9522, 9523); Chap. 3640 : Demande de rétablissement des crédits pour le compte de couverture des besoins complémentaires en bois, présentée par le Gouvernement (exploitations en Allemagne) [26 décembre 1950] (p. 9616); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : Discussion générale [27 décembre 1950] (p. 9705, 9706, 9707); Art. 2 bis : Son amendement tendant à bloquer une partie des crédits d'engagement [29 décembre 1950] (p. 9822, 9823); — d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951, en qualité de Rapporteur suppléant [30 décembre 1950] (p. 9881); Art. 2 : Dépenses de reconstruction et d'équipement (p. 9882); Art. 15 : Maintien de la taxe d'encouragement à la production textile (p. 9885); Art. 22 : Comptes spéciaux du Trésor (p. 9886); — d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951, en qualité de Rapporteur [31 décembre 1950] (p. 9951, 9952); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [31 décembre 1950] (p. 9967); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, AGRICULTURE, Chap. 5160 : Amendement de M. Jules-Julien tendant à libeller le chapitre « Vulgarisation et exposition internationale du bois » [26 janvier 1951] (p. 449); Chap. 5170 : Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour la sélection animale (p. 452); Chap. 5180 : Amendement de M. Valay tendant à rétablir les crédits pour l'encouragement aux exploitants agricoles (p. 452); Chap. 5220 : Amendement de M. Rincant tendant à rétablir partiellement les crédits pour la détaxe du carburant agricole (p. 463); Chap. 5230 : Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits pour la subvention aux engrais azotés et phosphatés (p. 472); Chap. 5240 : Amendement de M. Jean Masson tendant à rétablir les crédits pour le maïs importé (p. 477); Art. 1^{er} : Errata au projet gouvernemental (p. 478); Art. 3 : Amendement de M. Valay relatif à l'utilisation de la

taxe professionnelle de la production forestière (p. 479, 480); Art. 5 : *Demande de rétablissement de l'article remboursant les frais de contrôle des laits pasteurisés, présentée par le Gouvernement* (p. 480, 481); Art. 8 : *Amendement de M. Degoutte tendant à supprimer les articles relatifs à la taxe sur les viandes abattues* (p. 481, 482); Article additionnel : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à abroger la limitation à douze fois le revenu d'avant guerre des revenus agricoles imposables pour les surtaxes progressives* (p. 483, 484); *Amendement de M. Lussy tendant à mettre à la charge de l'acheteur la taxe d'achat additionnelle à la taxe sur les transactions* (p. 484); *Sa demande de deuxième délibération* (p. 484); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, amendé par le Conseil de la République, Chap. 1020 : *Personnel contractuel* [5 avril 1951] (p. 2762); AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [9 avril 1951] (p. 2964); Chap. 3090 : *Amendement de M. Paumier tendant à rétablir le chiffre du Conseil de la République pour les frais de mission à l'étranger (Exportation des pommes de terre bretonnes)* (p. 2965); Chap. 5120 : *Amendement de M. Lucas tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les jardins ouvriers* (p. 2967, 2968); Art. 8 : *Amendement de M. Charpentier relatif aux taxes municipales sur les viandes* (p. 2972); Art. 9 : *Taxe municipale sur les viandes* (p. 2972); Art. 10 : *Amendement de M. Tricart tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale n'imposant pas la pesée de la viande nette pour l'assiette des taxes* (p. 2972); RADIO-DIFFUSION, en qualité de Rapporteur [9 avril 1951] (p. 2973). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique et financière du Gouvernement [11 avril 1951] (p. 3169) et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [12 avril 1951] (p. 3217, 3218). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 10 : *Amendement de M. Fauvel tendant à étendre les primes à la construction, au logement des salariés agricoles* [19 avril 1951] (p. 3521, 3522); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 13 : *Taxe d'encouragement à la production textile* [19 avril 1951]

(p. 3590); — d'un projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies, en qualité de Rapporteur [5 mai 1951] (p. 4610); AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Chap. 1060 : *Abattement sur le personnel du Haut Commissariat* (p. 4615); *Vote de l'ensemble des abattements par Ministère* (p. 4615); AGRICULTURE, Chap. 5240 : *Demande de M. Charpentier de supprimer l'abattement sur la subvention au maïs importé* (p. 4620, 4621); ANCIENS COMBATTANTS : *Motion préjudicielle de M. Serre tendant à surseoir aux débats en raison des retards pour la délivrance de titres de déportés résistants* (p. 4622); Chap. 6020 : *Demande de disjonction de Mme Claeys du chapitre relatif à l'indemnisation de pertes de biens subies par les déportés* (p. 4623, 4624); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4020 : *Demande de disjonction de l'abattement sur le fonds national de chômage, présentée par M. Gabriel Paul* [8 mai 1951] (p. 4802); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5040 : *Demande de disjonction de l'abattement sur la subvention aux organismes de tourisme, présentée par M. Barel* (p. 4803); Chap. 5140 : *Demande de disjonction de l'abattement sur la subvention à la S. N. C. F.* (p. 4804, 4805); Art. 1^{er} : *Demande de deuxième délibération, présentée par M. Noguères* (p. 4806); Art. 2, AGRICULTURE : *Demande de disjonction des abattements sur les crédits de l'agriculture, présentée par M. Paumier* (p. 4807); *Amendement de M. Paumier tendant à supprimer l'abattement sur les crédits de l'agriculture* (p. 4807); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE : *Amendement de M. Auban tendant à supprimer l'abattement de 1.600 millions (Achat de matériel français)* (p. 4810); Art. 5 : *Amendement de M. Pineau tendant à soumettre les économies aux Ministères techniques intéressés* (p. 4812); Art. 5 bis : *Economies de 1.500 millions sur le plan de réarmement* (p. 4812); Art. 7 bis : *Amendement de M. Paumier tendant à vendre le carburant agricole la moitié du prix de l'essence ordinaire* (p. 4832); Art. 9 : *Amendement de M. Verneyras tendant à supprimer l'article relatif aux frais de gestion du fonds d'aide temporaire au cinéma* (p. 4833, 4834); Art. 16 : *Amendement de M. Minjoz relatif à l'utilisation de la taxe de compensation sur les logements insuffisamment occupés* [2 mai 1951] (p. 4895); Art. 7 bis : *Nouveau texte de la Commission* (p. 4895); *Résultats de l'adop-*

tion de l'amendement de M. Paumier (p. 4897); Art. 5 bis : Demande de disjonction prévoyant 3 milliards d'économies par décret, présentée par M. Lamps (p. 4897); Art. 1^{er}, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : 5 milliards d'abattement sur la subvention à la S. N. C. F. (p. 4898, 4899); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 1^{er}, Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 5050 : Amendement de M. Cristofol tendant à reprendre l'abattement de l'Assemblée Nationale pour la subvention aux collectivités locales atteintes par la guerre [18 mai 1951] (p. 5463); Art. 1^{er} bis : Demande de disjonction de l'article prévoyant 4.549 millions d'économies sur le budget civil, présentée par le Gouvernement (p. 5465); Art. 2, Etat B, INTÉRIEUR : Amendement de M. Cordonnier tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour la reconstruction des îlots insalubres et l'urbanisme (p. 5486); Art. 7 bis : Amendement de M. Paumier tendant à instituer un carburant agricole vendu aux deux tiers du prix du carburant ordinaire (p. 5487); Art. 9 : Amendement de M. Thuillier relatif au financement du Centre national du cinéma (p. 5488); Art 16 : Amendement de M. Moisan tendant à disjoindre l'article supprimant les offices de logement (p. 5488); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951, en qualité de Rapporteur [9 mai 1951] (p. 4902, 4903); Motion préjudicielle de M. Boulet tendant à surseoir à la discussion jusqu'à ce qu'un nouveau texte soit présenté (Apéritifs à base d'alcool) (p. 4906); — du projet de loi de finances pour 1951 : Demande de renvoi du débat, présentée par M. Betolaud [18 mai 1951] (p. 5503, 5504); Proposition de trier les amendements, présentée par le Gouvernement (p. 5504); Art. 14 ter : Amendement de M. Charpentier tendant à affecter 1.300 millions au paiement de la ristourne du carburant agricole (p. 5522); Art. 14 quinquies : Amendement de M. Arthaud tendant à mettre à la charge de l'acheteur les taxes à l'achat des produits agricoles (p. 5523); Art. 14 septies : Amendement de M. Lamps tendant à disjoindre l'article établissant une taxe unique sur les viandes (p. 5525, 5526); Art. 18 : Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à disjoindre l'article restreignant l'octroi de l'allocation temporaire aux vieux (p. 5537). = S'excuse de son absence [20 février 1951] (p. 1370). = Obtient un congé [20 février 1951] (p. 1370).

AHNNE (M. Georges), Député des Etablissements français de l'Océanie.

Son élection est validée [13 février 1947] (p. 299). = Est nommé membre de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34). — Est nommé *Juré à la Haute Cour de justice* (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [8 juin 1948] (p. 3276). = Son décès est annoncé à l'Assemblée [13 octobre 1949] (p. 5764).

AIROLDI (M. Julien), Député du Rhône (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347).

Dépôts :

Le 14 janvier 1947, une proposition de loi tendant à la nationalisation des usines automobiles Berliet, n° 265. — Le 9 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer dans toute la France un prix uniforme du pain sur la base du prix appliqué à Paris, n° 2360. — Le 3 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour accélérer le recrutement des professeurs et maîtres d'éducation physique et sportive nécessaire à l'enseignement de l'E. P. S. dans les établissements de l'enseignement et à l'encadrement des sociétés sportives, n° 2988. — Le 3 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour le rétablissement sur les chemins de fer du billet collectif à 50 0/0 par groupe de 10 pour les sportifs, n° 2989. — Le 12 février 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de résolution : 1° de M. Garaudy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour développer l'éducation physique, les sports et les activités de « plein air »; 2° de

Mme Viénot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre une série de mesures concernant la formation physique et sportive de la jeunesse, les activités de plein air et les activités de culture populaire; 3° de M. Temple tendant à inviter le Gouvernement à développer l'éducation physique et à encourager la pratique des sports par des mesures appropriées, n° 3361. — Le 17 février 1948, une proposition de loi ayant pour objet de régler définitivement le statut juridique des usines automobiles Berliet, n° 3395. — Le 3 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour étendre le bénéfice du billet collectif à 50 0/0 aux organisations de plein air et de jeunesse, n° 6299. — Le 16 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à maintenir et développer le patrimoine lyrique de notre pays, n° 7479. — Le 1^{er} décembre 1949, une proposition de résolution tendant à constituer une commission d'enquête pour rechercher les raisons qui ont motivé la décision du 24 décembre 1948 qui a ramené la confiscation des biens de M. Paul Berliet de 200 à 2 millions, n° 8574. — Le 23 mars 1950, une proposition de loi tendant à prendre toutes mesures utiles pour rétablir le bénéfice du billet collectif à 50 0/0 aux organisations de plein air et de jeunesse, n° 9610. — Le 14 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours aux sinistrés victimes des inondations provoquées par la crue du Rhône, de l'Ain et de l'Isère le 12 novembre 1950; 2° à prendre d'urgence les mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder à ces sinistrés l'exonération des impôts de 1950, n° 11252. — Le 22 décembre 1950, une proposition de loi tendant à organiser la pratique du camping, n° 11754.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'Exercice 1947, Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 912 : *Soutient l'amendement de M. Guy de Boysson tendant à rétablir les crédits pour les acquisitions des établissements nationaux d'éducation phy-*

sique et sportive [7 mars 1947] (p. 728). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (Services civils) pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947, Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 534 : *Son amendement tendant à réduire de 15 millions de francs les crédits alloués aux mouvements de jeunesse et associations d'étudiants* [25 mars 1947] (p. 1058); *le retire* (p. 1059). — Est entendu au cours du débat sur une demande en autorisation de poursuites contre les députés malgaches [6 juin 1947] (p. 1988 et 1989). — Dépose une demande d'interpellation sur la solution que le Gouvernement compte donner à la situation des établissements Berliet sous séquestre [27 novembre 1941] (p. 5194). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947, Etat I, EDUCATION NATIONALE, *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6308); — de sa proposition de résolution relative à l'enseignement physique : *Discussion générale* [20 mai 1948] (p. 2806, 2807); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 161 : *Services extérieurs de la jeunesse et des sports* [4 août 1948] (p. 5294, 5295, 5296). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Problème des loyers*) [20 janvier 1949] (p. 58). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux difficultés des collectivités locales pour construire des stades et piscines [28 janvier 1949] (p. 239). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution relative à la construction et à la reconstruction de bâtiments scolaires : *Son amendement tendant à prévoir un crédit de 70 milliards pour les constructions scolaires prélevé sur les crédits militaires* [3 mars 1949] (p. 1189); — d'une proposition de résolution relative aux billets collectifs des organisations de jeunesse et de plein air : *Discussion générale* [17 juin 1949] (p. 3465, 3466). — Dépose une demande d'interpellation sur la démission de M. Ansay, administrateur provisoire des usines Berliet, et le nouveau protocole conclu au sujet de cette société [15 novembre 1949] (p. 6074). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut de l'entreprise Berliet : *Discussion générale* [15 novembre 1949] (p. 6112, 6113, 6114); Art. 1^{er} ;

Son contre-projet tendant à dissoudre la société Berliet à la date du 5 novembre 1944 (p. 6129); Art 1^{er} : *Contre-projet de M. Philip dissolvant la société Berliet à la date du 5 décembre 1944 et attribuant actif et passif à l'Etat* (29 novembre 1949) (p. 6443). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents; *Discussion du statut de l'entreprise Berliet* [29 novembre 1949] (p. 6429). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Education nationale, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [21 novembre 1950] (p. 7944, 7945). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question relative à une enquête faite sur l'enseignement d'un professeur d'histoire [22 décembre 1950] (p. 9496). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951, EDUCATION NATIONALE, Chap. 9130 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les collèges nationaux d'éducation physique (Centre de Saint-Maur)* [11 avril 1951] (p. 3095); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, EDUCATION NATIONALE, Chap. 1580 : *Professeurs d'éducation physique (Ecole de Joinville)* [21 avril 1951] (p. 3745, 3746, 3747); Chap. 1650 : *Centres régionaux d'éducation physique* (p. 3748, 3749); Chap. 1670 : *Personnel des centres d'éducation physique* (p. 3749); Chap. 3630 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel sportif* [23 avril 1951] (p. 3768); Chap. 3650 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des C.R.E.P.S.* (p. 3769); Chap. 3711 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des centres régionaux de la jeunesse* (p. 3770); Chap. 3713 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de stages* (p. 3771); *le retire (ibid.)*; Chap. 5390 : *Subventions aux associations sportives* (p. 3779); Chap. 6050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les activités de plein air (Réduction sur les billets)* (p. 3781); Chap. 6070 : *Activités physiques dans les milieux ouvriers* (p. 3782); Chap. 6081 : *Fonds national sportif* (p. 3782); Chap. 3590 : *Son amendement tendant à porter le pécule des élèves des écoles normales supérieures à 72.000 francs par an* (p. 3809); *le retire (ibid.)*; — du projet de loi portant réalisation

d'un plan d'économies; Art. 2, EDUCATION NATIONALE; *Sa demande de disjonction des abattements sur les crédits de l'Education nationale* [8 mai 1951] (p. 4808) — d'une proposition de loi portant rémunération des étudiants et élèves de l'enseignement supérieur; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à insérer la référence à la loi du 22 août 1946* [12 mai 1951] (p. 5135).

AKU (M. Andréas), Député du Territoire du Togo.

Son élection est validée [12 décembre 1946] (p. 73). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des territoires d'outre mer [18 février 1947] (p. 357), [26 janvier 1948] (p. 195), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des affaires économiques [17 janvier 1950] (p. 299). — Est élu *Secrétaire de la Commission des territoires d'outre-mer* [J. O. du 26 janvier 1951] (p. 913). — Est nommé membre, par la Commission des territoires d'outre-mer, du Conseil de surveillance de la Caisse centrale de la France d'Outre-mer [21 février 1951] (F. n° 679).

Dépôts :

Le 27 février 1947. une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des Assemblées représentatives du Togo et du Cameroun, n° 759. — Le 16 mai 1950, une proposition de loi relative au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française, au Togo, au Cameroun et en Afrique équatoriale française, n° 9971. — Le 24 octobre 1950, une proposition de loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de la Côte française des Somalis, n° 11113.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République; Art 1^{er} : *Amendement de M. Guillon tendant à fixer à 44 le nombre des sièges pour les Territoires d'outre-mer* [18 août 1948] (p. 5907); Art. 51 : *Son amendement tendant à rétablir l'unicité du collège au Togo* (p. 5925, 5926); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 1^{er} : *Rappel au règlement de M. Patinaud (vote des indépendants d'outre-mer)* [3 janvier 1950] (p. 61). — Dépose une demande d'interpellation sur les conclusions du projet de pool franco-allemand de l'acier et du charbon [30 mai 1950] (p. 3983). = S'excuse de son absence [3 janvier 1948] (p. 13). = Obtient un congé [3 janvier 1948] (p. 13).

ALLIOT (M.), Député de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [17 décembre 1948] (p. 7670). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du ravitaillement [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des Entreprises industrielles nationalisées et des Sociétés d'économie mixte. (Application de l'art. 70 de la loi du 21 mars 1947, modifiée par la loi du 3 juillet 1947) [15 mars 1950] (**F. n° 527**), [24 février 1951] (**F. n° 680**).

Dépôt :

Le 24 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Genest et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à porter la ration de café de 125 à 250 grammes à compter du 1^{er} décembre 1949 sans augmentation de prix en attendant la suppression du rationnement pour cette denrée, **n° 8483**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1^{er}, Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 9289 : *Travaux du Palais de Versailles* [4 juillet 1949] (p. 4162); Etat D, P. T. T., Chap. 9029 : *Matériel électrique et radio-électrique; Ses observations sur le chômage à l'usine de matériel téléphonique de Conflans-Sainte-Honorine* [6 juillet 1949] (p. 4299); — du projet de loi portant création d'un Conseil supérieur de l'entraide sociale; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer la parité de représentation entre l'assistance publique et les établissements d'assistance privée* [28 février 1950] (p. 1537); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR, Chap. 6010 : *Secours aux victimes des calamités publiques* [1^{er} juin 1950] (p. 4101). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accident survenu le 13 novembre 1950 sur la ligne Paris—Versailles [21 novembre 1950] (p. 7951). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951; AGRICULTURE, Chap. 3300 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la protection des végétaux (ravage des chenilles)* [23 décembre 1950] (p. 9585); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; Art. 3 : *Son amendement tendant à permettre au Conseil économique de donner son avis sur les moyens matériels nécessaires à la réalisation des plans prévus* [7 février 1951] (p. 845); Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer « sur le rapport du Bureau »* (p. 881); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales* [4 mai 1951] (p. 4549, 4550); Chap. 5070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la lutte contre le cancer* (p. 4599); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies; Art. 3 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article relatif aux abattements sur les P. T. T.* [8 mai 1951] (p. 4811).

ALLIX (M.), *Directeur de la Comptabilité publique, Commissaire du Gouvernement.*

Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux conditions budgétaires d'une saine réforme administrative; Art. 3 : *Amenagement de M. Gozard tendant à faire produire les comptes en fin de trimestre et non pas en fin de mois* [10 février 1949] (p. 467, 468).

ALLONNEAU (M. Auguste), *Député du Maine-et-Loire.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission des moyens de communication [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011); de la Commission de l'intérieur [17 janvier 1950] (p. 300) [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné pour représenter l'Assemblée Nationale au sein de la commission de contrôle de la circulation monétaire [11 mars 1947] (796).

Dépôts :

Le 14 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 11 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 943** — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A. EDUCATION NATIONALE, **n° 1556** — Le 28 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles à la pneumoconiose professionnelle des ouvriers ardoisiers, **n° 6223** — Le 22 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Reeb et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étudier d'urgence la modification de la législation française sur la

sécurité de la navigation aérienne et maritime afin de rendre obligatoire la présence de pom-pomades spéciales contre les brûlures provoquées par les incendies à bord des avions, des bateaux-citernes, des paquebots à chauffe au mazout aussi bien que dans les stations aériennes et installations portuaires, **n° 8820**. — Le 16 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à assurer le respect du statut des fonctionnaires en matière de droit au logement, **n° 10332**. — Le 22 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'orage de grêle qui, le 20 juin 1950, a ravagé le département de Maine-et-Loire, **n° 10410**. — Le 4 août 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de Mme François et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une caisse nationale des retraites pour les agents des établissements psychiatriques autonomes; 2° de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 3 de l'ordonnance du 17 mai 1945 relative aux services publics des départements et communes et de leurs établissements publics, **n° 10916**. — Le 30 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 7615) de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues tendant à accorder des réductions sur le prix des transports par chemin de fer aux travailleurs saisonniers pour se rendre sur le lieu de leur travail, **n° 11463**. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 11026) prévoyant la participation des départements et des communes aux sociétés chargées d'exploiter des gares routières publiques de voyageurs, **n° 11640**. — Le 21 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 10857) de M. Biondi et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire appliquer strictement l'article 61 de la loi du 20 septembre 1948 sur les pensions civiles et militaires et l'article 63 du décret du 5 octobre 1949 concernant les retraités des collectivités locales, **n° 11734**. — Le 14 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement des mesures en

faveur des victimes de l'ouragan qui s'est abattu notamment sur les départements de la Loire-Inférieure et du Maine-et-Loire, n° 12484. — Le 19 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 11842) de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à accorder des facilités de transport par chemin de fer aux titulaires d'une pension de retraite attribuée en application d'un des régimes concernant les fonctionnaires et agents de la fonction publique de l'Etat, des départements et communes et des services concédés, n° 12894. — Le 4 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 9677) de M. Léo Hamon, sénateur, tendant à faire modifier le mode de calcul de la population dans les communes en voie d'ascension rapide, n° 13069. — Le 16 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 12855 rectifié) tendant à compléter l'article 13 du décret du 23 octobre 1935 relatif aux transports publics d'intérêt local, étendu par la loi du 17 mai 1946 aux licenciements motivés par des modifications de service résultant de circonstances tenant à l'état de guerre, n° 13264.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils). LOI DE FINANCES ; Art. 44 : *Retire son amendement tendant à publier le montant de l'impôt payé par chaque contribuable* [22 décembre 1946] (p. 251) ; — du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre du budget extraordinaire de l'exercice 1947, RECONSTRUCTION, ÉQUIPEMENT, DOMMAGES DE GUERRE (Services civils) ; EDUCATION NATIONALE : *Engagements de dépenses* [23 décembre 1946] (p. 304). — Est entendu au cours du débat sur un projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier. Art. 1^{er} : *Amendement de M. R. Mayer tendant à modifier la date de liquidation du compte spécial d'approvisionnement en bois* [4 février 1947] (p. 155) ; Art. 44 : *Amendements de MM. Fernand Grenier et Robert Bichet tendant à dégrever les petites salles de spectacles* [6 février 1947] (p. 199). — Prend

part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947, Art. 29 : *Amendement de M. Arthaud tendant à porter de 20 à 25 0/0 les subventions accordées pour les hôpitaux et hospices et les écoles d'infirmières* [6 mars 1947] (p. 679) ; Etat A, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale : Ses observations en qualité de Rapporteur* [7 mars 1947] (p. 717, 718) ; — des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [16 mai 1947] (p. 1635) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale, en qualité de Rapporteur pour l'éducation physique et les sports* [22 juillet 1947] (p. 3344, 3345) ; — du projet de loi portant réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques : *Discussion générale* [24 juin 1949] (p. 3776) ; — du projet de loi portant statut du personnel des communes, Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa relatif au mode d'élection des commissions paritaires communales* [1^{er} décembre 1949] (p. 6493) ; Art. 16 : *Son amendement relatif aux fonctions des commissions paritaires intercommunales* (p. 6495) ; Art. 18 : *Son amendement relatif aux concours pour les emplois administratifs* (p. 6496) ; Art. 20 : *Son amendement tendant à fixer la liste des diplômes exigés et le programme des concours par analogie avec l'Etat* (p. 6501) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 23 : *Son amendement tendant à fixer les échelles de traitement par analogie avec les emplois semblables de l'Etat* [2 décembre 1949] (p. 6591, 6592) ; Art. 33 : *Son amendement tendant à ne prononcer de révocation sans pension qu'après avis du Conseil de discipline* (p. 6594) ; Art. 34 : *Amendement de M. Cristofol relatif au fonctionnement du Conseil de discipline* (p. 6594) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950, INTÉRIEUR : *Sa demande de renvoi à la Commission du budget de l'Intérieur* [31 mai 1950] (p. 4060, 4061, 4063) ; *le retire* (p. 4063) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1420 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Fermeture de l'école primaire de La Prévrière)* [23 juin 1950] (p. 5245) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 3450 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles nationales d'enseignement technique* [18 juillet 1950] (p. 5520, 5521) ; Cha-

pitres réservés : *Participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales* [22 juillet 1950] (p. 5801, 5804, 5805); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 (*Loi des crédits*); Art. 5 : *Abrogation de l'article 100 de la loi du 26 septembre 1948, relatif aux achats des collectivités locales* [2 août 1950] (p. 6419). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents regrettables survenus lors de la réouverture des écoles publiques de Saint-André-de-la-Marche et de la Prévière (Maine-et-Loire) [17 octobre 1950] (p. 6920). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951, Art. 36 bis : *Question préalable posée par M. Betolaud sur l'article répartissant le produit de la taxe locale* [30 décembre 1950] (p. 9894); — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [5 janvier 1951] (p. 196, 197); Art. 3 : *Participation de l'Etat aux fonds de péréquation* (p. 204); *Son amendement tendant à accorder les subventions conformément aux lois en vigueur* (p. 205); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Truffaut tendant à attribuer un minimum de 500 francs par habitant aux communes* (p. 223); Art. 2 : *Amendement de M. Truffaut relatif à la répartition par le fonds de péréquation de contributions entre communes riches ou pauvres* (p. 228); *Amendement de M. Wagner tendant à exonérer de la contribution les communes ayant un nombre de centimes additionnels élevé* (p. 229); — d'une proposition de loi portant rémunération des étudiants et élèves de l'enseignement supérieur : *Son contre-projet tendant à établir un présalaire proportionnel au traitement des fonctionnaires* [12 mai 1951] (p. 5132).

AMIOT (M. Octave), Député de l'Allier.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011); de la Commission des pensions [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Com-

mission de la famille, de la population et de la santé publique [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276). — Est nommé *Juré à la Haute Cour de justice* (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [20 mai 1947] (p. 1678).

Dépôts :

Le 24 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des agriculteurs français une partie des stocks de harnachements existants, n° 3531. — Le 27 février 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de résolution : 1° de M. Jean Cayeux tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les « vieux travailleurs » de la taxe sur les postes de T. S. F.; 2° de M. Genest et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de l'impôt sur les postes de T. S. F. tous les vieillards jouissant de la retraite des vieux travailleurs, les bénéficiaires de l'allocation temporaire et les bénéficiaires de l'allocation d'assistance aux infirmes et incurables, n° 3589. — Le 23 avril 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de Mlle Prévert et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à demander à la S. N. C. F. d'étendre aux bénéficiaires de la retraite des vieux travailleurs les dispositions réglementant la délivrance des billets de congés payés, n° 4011. — Le 21 juin 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à l'attribution d'un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur à l'occasion du cinquantième anniversaire de la loi du 1^{er} avril 1898 sur la mutualité, n° 4645. — Le 30 juin 1948, une proposition de loi portant extension de la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux bénéficiaires de l'allocation temporaire, n° 4790. — Le 12 août 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de Mlle Prévert et plusieurs de ses collègues étendant le bénéfice de l'allocation aux vieux à certaines catégories,

n° 5258. — Le 17 février 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi modifiant l'article 25 du Livre I^{er} du Code du travail, **n° 6475.** — Le 28 juin 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale modifiant l'article 25 du Livre I^{er} du Code du travail, **n° 7660.** — Le 25 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale étendant le bénéfice de l'allocation aux vieux à certaines catégories, **n° 8020.** — Le 17 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice de l'allocation temporaire à tous les vieillards âgés de 65 ans disposant de revenus inférieurs au plafond fixé par la loi du 27 mars 1951, **n° 13289.**

Interventions :

Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi de M. Faure fixant certaines dispositions transitoires pour les loyers; Art. 6 : *Son amendement tendant à modifier le onzième alinéa* [29 juillet 1947] (p. 3669, 3670); — du projet de loi de dégagement des cadres des fonctionnaires : *Discussion générale* [12 août 1947] (p. 4265). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires de juin 1948 : *Discussion générale* [27 mai 1948] (p. 2979). — S'excuse de son absence [10 juin 1947] (p. 2000).

ANDRÉ (M. Pierre), Député de Meurthe-et-Moselle.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires [18 février 1947] (p. 357). — Est nommé *Juge à la Commission d'instruction de la Haute Cour de justice.* (Loi du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796). — Est nommé *Juré de la Haute Cour de justice*

[29 mai 1947] (p. 1783). — Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [21 juin 1949] (p. 3549); de la Commission de la défense nationale [23 janvier 1951] (p. 347).

Dépôts :

Le 12 décembre 1947, une proposition de loi tendant à abroger la réglementation de Vichy relative à la vente et à l'achat des véhicules d'occasion, **n° 62.** — Le 2 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la ration de pain, **n° 77.** — Le 12 décembre 1947, une proposition de loi tendant à rendre libres les prix de vente des produits nouveaux protégés par des brevets d'invention, **n° 78.** — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à indemniser les agents et courtiers d'assurances par suite du transfert de la gestion des risques d'accident du travail aux organismes de sécurité sociale, **n° 89.** — Le 12 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 1^{er} juillet 1947 l'application de l'ordonnance du 2 novembre 1945 sur la sécurité sociale, **n° 90.** — Le 28 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser les contrats d'assurances-vie et de rente viagère par attribution aux assurés des plus-values d'actif résultant de la réévaluation des bilans prescrits par le décret du 23 mai 1946, **n° 380.** — Le 13 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 25 février 1947 la date de clôture des inscriptions sur les listes électorales pour les élections aux conseils d'administration des caisses de sécurité sociale, **n° 547.** — Le 29 avril 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir les contingents de farine attribués aux biscuiteries, **n° 1159.** — Le 13 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les points textiles, **n° 1300.** — Le 3 juillet 1947, une proposition de loi tendant à exonérer les salariés et les

employeurs des charges sociales au-delà des quarante heures légales de travail, n° 1898. — Le 3 juillet 1947, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 7 mars 1925 sur les sociétés à responsabilité limitée, n° 1899. — Le 30 octobre 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Meek et plusieurs de ses collègues relative au cumul des rentes accidents du travail avec les traitements et les salaires, n° 2606. — Le 3 février 1948, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et le décret du 14 janvier 1948 en ce qui concerne les assujettis dont les revenus sont déclarés à la source quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent — professions dites commerciales ou non — (agents et courtiers d'assurances, experts-comptables, etc.), n° 3229. — Le 6 février 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de résolution : 1° de M. Barrachin tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement une série de mesures pour pallier les difficultés qui pèsent actuellement sur les travailleurs du taxi; 2° de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes dispositions utiles afin de faire inscrire les chauffeurs de taxis aux fonds de chômage et à donner toutes instructions utiles aux services des contributions afin de surseoir au recouvrement des taxes et impôts dus par cette catégorie de travailleurs, n° 3283. — Le 2 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les modalités d'application du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation en ce qui concerne l'industrie meunière, n° 3622. — Le 16 mars 1949, une proposition de loi précisant la portée de l'article 65 nouveau (loi du 10 septembre 1947) de la loi du 30 octobre 1946 relative à la faute inexcusable en autorisant l'assurance de ce risque sous la réserve d'une franchise obligatoirement supportée par l'employeur, n° 3800. — Le 25 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter les assujettis à la sécurité sociale en prévoyant l'ouverture des bureaux de la sécurité sociale en contact avec le public aux heures et jours où celui-ci n'est généralement pas absorbé par ses occupations

professionnelles, n° 4309. — Le 21 juin 1948, une proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi du 22 août 1946 fixant l'âge limite d'octroi des allocations familiales dans le cas où les enfants à charge se trouvent en apprentissage, n° 4640. — Le 25 octobre 1949, une proposition de loi tendant à modifier et compléter la loi du 5 juillet 1949 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier, n° 8237. — Le 24 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures utiles pour venir en aide aux cultivateurs, aux industriels, artisans, commerçants, collectivités et particuliers du département de Meurthe-et-Moselle, victimes des orages de mai et juin 1950, n° 10722. — Le 14 novembre 1950, une proposition de loi étendant le bénéfice des prestations en nature de l'assurance-maladie et de la longue maladie à certaines veuves de salariés, n° 11261.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif aux conventions collectives : *Discussion générale* [23 décembre 1946] (p. 293). — Prend part à la discussion de la proposition de loi de M. Godin tendant à repousser la mise en application de la prise en charge par les caisses de sécurité sociale des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles : *Discussion générale* [23 décembre 1946] (p. 329, 331); *Ses explications de vote* (p. 337) — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier, Art. 1^{er} : *Amendement de M. René Mayer tendant à modifier la date limite de liquidation du compte spécial d'approvisionnement en bois* [4 février 1947] (p. 155). — Dépose une demande d'interpellation sur les attributions du Ministre de la Défense nationale à la suite du décret n° 47-256 du 7 février 1947 et ses répercussions sur le moral des troupes qui se battent en Indochine [13 février 1947] (p. 316); la développe [11 mars 1947] (p. 804 et suiv.), [13 mars 1947] (p. 824, 825). — Prend part à la discussion des interpellations relatives à la politique économique, au commerce et au ravitaillement (*Situation du ravitaillement depuis la Libération*) [20 février 1947] (p. 388). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 20 février 1947 (*Compte rendu diffusé par radio*) [21 février 1947] (p. 420). — Dépose

une demande d'interpellation sur la crise du blé et ses répercussions sur le marché du pain [29 avril 1947] (p. 1332); la développe [2 mai 1947] (p. 1421 et suiv.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Interpellations relatives au problème du blé et aux événements de Madagascar* [29 avril 1947] (p. 1337). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'indemnisation des agents d'assurances, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Musmeaux tendant à réduire à 250 millions l'indemnité annuelle* [10 juin 1947] (p. 2003); Art. 2 : *Son amendement tendant à allouer l'indemnité à des personnes qui n'étaient pas encore titulaires de la carte professionnelle au 1^{er} juin 1945* (p. 2005); Art. 14 : *Amendement tendant à supprimer toute autre indemnité pour les bénéficiaires de l'article 2* (p. 2006, 2007); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A : *Haut Commissariat à la distribution*, Chap. 701 : *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 50 millions la charge du Trésor résultant du prix de vente du pain* [12 juin 1947] (p. 2041, 2042); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 308 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour achats d'automobiles* [9 juillet 1947] (p. 2858); Chap. 722 : *Son amendement tendant à réduire les crédits des unités gardant les prisonniers de guerre* (p. 2867); *le retire* (ibid.). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources, Art. 8 : *Amendement de M. Gilles Gozard tendant à reprendre le texte du Gouvernement sur les créations et extensions d'établissements commerciaux et industriels* [23 juin 1947] (p. 2372); Art. 22 : *Son amendement tendant à ne pas tenir compte de la présence de la première domestique du sexe féminin dans les familles d'au moins quatre enfants* (p. 2381); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 3 : *Pouvoir du Conseil de la République en matière financière* [25 juin 1947] (p. 2458). — Intervient dans la discussion de la proposition de loi de M. Meck tendant à instituer la représentation proportionnelle dans l'élection des délégués du personnel dans les entreprises : *Motion préjudicielle de M. Musmeaux tendant au renvoi devant le Conseil économique* [26 juin 1947] (p. 2486). — Est entendu au cours du débat sur les interpellations concernant la politique financière et économique du Gouvernement [1^{er} juillet 1947]

(p. 2592 et suiv.), (*Circulation monétaire*) (p. 2601, 2602). — Intervient dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du Budget général 1947 : *Discussion générale* [31 juillet 1947] (p. 3750, 3751). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires), MARINE, Etat A, Chap. 904 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire les crédits pour constructions neuves (Porte-avions)* [6 août 1947] (p. 3989). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises pour remédier à la pénurie de blé en France au cours de l'hiver 1947-1948 [23 août 1947] (p. 4612). — Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Lussy* [30 octobre 1947] (p. 4972, 4973); — des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement [27 novembre 1947] (p. 5171); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Répond à une accusation concernant le trafic de biens juifs* [29 novembre 1947] (p. 5312); *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi* [3 décembre 1947] (p. 5480, 5481). — Est entendu pour un fait personnel (*Origine d'une lettre à lui attribuée, concernant les biens juifs*) [29 novembre 1947] (p. 5424, 5425). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 6 décembre 1947 : *Arrestation prétendue arbitraire d'un militant syndicaliste en Lorraine* [9 décembre 1947] (p. 5564). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, Art. 40 : *Son amendement relatif à l'exploitation éventuelle par la régie de lignes privées* [18 décembre 1947] (p. 5408 et suiv.); *le retire* (p. 5812); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, Art. 4 : *Amendement de M. Montel tendant à prévoir un abattement à la base pour les contribuables ayant combattu dans l'armée de la Libération* [3 janvier 1948] (p. 33); Art 4 ter : *Son amendement tendant à exonérer totalement les victimes des inondations de l'Est* (p. 43, 44); *Ses explications de vote sur la question de confiance contre la prise en considération des amendements à l'article 2* [5 janvier 1948] (p. 69, 70); *Ses explica-*

tions de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération des amendements à l'article 4 ter (p. 88); — du projet de loi relatif au calcul des prestations familiales : *Discussion générale* [6 février 1948] (p. 465); — d'une proposition de résolution en faveur des travailleurs du taxi : *Demande de discussion d'urgence en qualité de Rapporteur* [6 février 1948] (p. 499). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Débat sur les inondations de l'Est*) [4 mars 1948] (p. 1327). — Prend part à la discussion : des propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [5 mars 1948] (p. 1420); — des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Ses observations sur l'Allemagne* [11 mars 1948] (p. 1654, 1655, 1656, 1657); — du projet de loi relatif aux secours aux victimes des inondations de l'Est; Article unique : *Son amendement tendant à augmenter les crédits* [18 mars 1948] (p. 1934). — Dépose une demande d'interpellation sur les difficultés de la presse française [13 mai 1948] (p. 2603). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution relative aux droits d'inscription au baccalauréat : *Discussion générale* [3 juin 1948] (p. 3186); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; État A, PRÉSIDENCE DU CONSEIL, INFORMATION, Chap. 100 : *Déficit de la S. N. E. P.* [28 juin 1948] (p. 4085, 4087, 4088, 4089, 4090); — des projets de loi ratifiant trois actes internationaux (coopération économique) : *Absence des orateurs inscrits* [5 juillet 1948] (p. 4316). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises contre une organisation étrangère appelée « Kominform » [7 juillet 1948] (p. 4422). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 4 : *Sous-amendement de M. Buron relatif à l'application des dispositions législatives existantes* [9 août 1948] (p. 5620); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Art. 96 : *Son amendement tendant à déduire les sommes versées par les sociétés d'assurances de la taxe d'apprentissage* [20 août 1948] (p. 6090); *Son amendement tendant à repousser au 1^{er} janvier 1949 la mise en vigueur de l'article* (ibid.); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales : *Question préalable posée par M. Barrachin* [24 août 1948] (p. 6153); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et amé-

nagement d'impôts; Art. 12 : *Son amendement tendant à exclure de la nouvelle taxe les véhicules commerciaux ou professionnels* [18 septembre 1948] (p. 6685); — d'une proposition de résolution relative aux gaspillages signalés par le rapport de la Cour des comptes : *Discussion générale* [31 décembre 1948] (p. 8316, 8317); *Son amendement tendant à fixer l'enquête avant la date du 1^{er} février 1949* (p. 8318). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences de la publication du rapport de la Cour des comptes [31 décembre 1948] (p. 8346). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur les déclarations du secrétaire général du parti communiste, Maurice Thorez : *Discussion générale (Ses observations sur la politique extérieure de l'Union Soviétique d'après les déclarations de M. Lénine, la politique extérieure du parti communiste d'après les circulaires du parti)* [24 février 1949] (p. 879, 880, 881); — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente : *Sa réponse à Mme Vaillant-Couturier* [25 février 1949] (p. 929); — pour une modification de l'ordre du jour : *Débat sur la taxe locale sur le chiffre d'affaires* [19 mai 1949] (p. 2691); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion des projets financiers du Gouvernement* [20 mai 1949] (p. 2753). — Dépose une demande d'interpellation sur le fonctionnement de la Sécurité sociale [3 juin 1949] (p. 3153). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la célébration du bimillénaire de la bataille d'Alésia : *Son opposition au vote sans débat* [24 juin 1949] (p. 3766); — du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques : *Discussion générale* [28 juin 1949] (p. 3816, 3817, 3818, 3819, 3820); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : *Ajournement du débat* [2 juillet 1949] (p. 4115); Art. 2 : *Son amendement tendant à porter à 2.000 francs par mois l'allocation* [5 juillet 1949] (p. 4179); — de la proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuite contre des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 2 : *Sous-amendement de M. Simonnet tendant à mentionner les trois Assemblées* [8 juillet 1949] (p. 4437); — des interpellations relatives au fonctionnement de la Sécurité sociale : *Discussion générale* [11 juillet 1949] (p. 4598, 4599, 4600, 4601, 4602, 4603, 4604, 4605, 4606); *Ordre du jour de confiance présenté par M. Gazier* [13 juillet

1949] (p. 4710, 4711); *Amendement de M. Bouxom à l'ordre du jour de confiance de M. Gazier tendant à préciser « dans le cadre de la législation actuelle »* (p. 4717, 4718). — Est entendu sur la fixation de la date des interpellations sur les primes de vacances [29 juillet 1949] (p. 5521). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à prendre pour mettre fin au martyrologe de l'aviation française [13 octobre 1949] (p. 5766). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture de M. René Mayer* [20 octobre 1949] (p. 5902). — Dépose une demande d'interpellation sur les conclusions que le Gouvernement tire de la décision du Comité directeur du parti S. F. I. O. favorable à la grève du 25 novembre 1949 [25 novembre 1949] (p. 6357). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur la grève du 25 novembre 1949* [29 novembre 1949] (p. 6430, 6431, 6432). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut de l'entreprise Berliet; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Philip dissolvant la Société Berliet à la date du 5 décembre 1944 et attribuant actif et passif à l'Etat* [29 novembre 1949] (p. 6442, 6443); *Son rappel au règlement (Absence du quorum nécessaire pour le vote)* (p. 6447); *Contre-projet de M. Delahoutre tendant à faire de l'entreprise une société anonyme à participation ouvrière* [6 décembre 1949] (p. 6625, 6626, 6627); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail : *Discussion générale* [15 décembre 1949] (p. 6913, 6914, 6915, 6916); Art. 1^{er} : *Son rappel au règlement (Absence du quorum)* [20 décembre 1949] (p. 7046); Art. 31 A du Code du travail : *Amendement de M. Hugues tendant à prévoir un règlement d'administration publique pour fixer les modalités d'application de la loi* [23 décembre 1949] (p. 7197, 7198, 7199); *Son amendement tendant à permettre aux salariés non syndiqués de conclure des conventions collectives* (p. 7199, 7200, 7201); *Son amendement tendant à permettre de consacrer des dispositions existantes* (p. 7202); le retire (ibid.); Art. 31 F du Code du travail : *Amendement de M. Besset relatif à la représentativité des organisations syndicales* (p. 7206); *Son amendement tendant à laisser le soin de la convocation des commissions paritaires au Ministre du Travail* (p. 7206, 7207); Art. 31 H du Code

du travail : *Son amendement tendant à n'accorder au Ministre du Travail que la possibilité de réunir une Commission* [3 janvier 1950] (p. 42); Art. 31 J : *Amendement de MM. Devinat et Bichet tendant à ne pas exiger l'extension obligatoire d'une convention collective à tous les employeurs et salariés dans le champ d'application de cette convention* (p. 58); Art. 31 N : *Amendement de M. Boutavant tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif à la non extension de certaines clauses de la convention collective par le Ministre du Travail* [4 janvier 1950] (p. 82); Art. 31 O : *Son amendement tendant à prévoir une référence aux primes à la production et primes de productivité* (p. 84); le retire (ibid.); Art. 31 P : *Rappel au règlement de M. Patinaud (Ses observations sur le vote de l'U.R.P.)* (p. 88); Art. 4 : *Amendement de M. Devinat tendant à rendre la conciliation obligatoire en cas de conflits du travail* (p. 111, 112); *Reprend l'amendement de M. Devinat* (p. 114); *Amendement de M. Delachenal tendant à ce qu'une grève ne rompe pas le contrat de travail si elle provient de la faute de l'employeur* (p. 115). Art. 7 : *Arbitrage obligatoire en cas de conflits* (p. 121); Art. 12 : *Son amendement relatif à la composition de la cour supérieure d'arbitrage* (p. 142); Art. 13 : *Son amendement tendant à substituer un délai de huit jours francs à celui de 5* (p. 144); Art. 3 bis : *Non-rupture du contrat de travail par une grève* (p. 158); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} (Art. 31 du Code du travail) : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la détermination des relations collectives entre travailleurs et employeurs* [2 février 1950] (p. 909); *Son amendement tendant à prévoir un décret pour l'application de la loi aux offices publics et ministériels* (p. 910, 911); *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au personnel des entreprises publiques* (p. 912); le retire (ibid.); *Son amendement tendant à reprendre le quatrième alinéa du texte du Conseil de la République relatif aux professions des transports* (p. 913); *Son amendement relatif à l'application des conventions aux professions agricoles* (p. 921); *Amendement analogue de M. de Sesmaisons* (p. 925); Art. 31 A : *Son amendement tendant à prévoir des conventions différentes pour chaque catégorie professionnelle* (p. 926, 927); le retire (p. 928); Art. 31 E : *Son amendement tendant à reprendre le texte du*

Conseil de la République supprimant l'extension automatique des conventions collectives (p. 928, 929); *le retire* (p. 929); Art. 31 F : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la composition des commissions mixtes* (p. 929); *Son amendement tendant à reprendre le quatrième alinéa du texte du Conseil de la République relatif au caractère représentatif des organisations syndicales* [3 février 1950] (p. 958); Art. 31 G : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la liste des dispositions obligatoires contenues dans les conventions collectives* (p. 974, 975); *Se rallie à l'amendement de M. Cordonnier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'emploi de personnel à capacité réduite* (p. 980); *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux dispositions facultatives* (p. 981); *le retire* (ibid.); Art. 31 H : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux conventions régionales et locales* (p. 983); *le retire* (p. 984); Art. 31 I : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République fixant les clauses contenues dans les conventions régionales ou locales* (p. 984); Art. 31 O : *Son rappel au règlement (démission imminente des Ministres socialistes)* (p. 992); Art. 31 Q : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au cas des organismes de sécurité sociale* [8 février 1950] (p. 1006); *le retire* (p. 1067); Art. 31 R : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'exécution de la convention par les groupements de travailleurs* (p. 1067); *le retire* (ibid.); Art. 31 X : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant le Ministre des Finances ou son représentant parmi les membres de la commission supérieure des conventions collectives* (p. 1068); *le retire* (ibid.); Art. 31 Z-A : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux sanctions en cas de récidive pour les infractions à l'affichage des conventions collectives* (p. 1069); *le retire* (p. 1070); Art. 31 Z-D : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au contrôle de l'exécution des clauses par les inspecteurs du travail* (p. 1070); Art. 2 bis : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau du Conseil de la République prévoyant la réglementation du*

droit de grève (p. 1070); Art. 3 bis : *Son amendement tendant à disjoindre l'article prévoyant la non-rupture du contrat de travail du fait de grève* (p. 1078). — Est entendu : pour un fait personnel (*Sa réponse aux allusions de M. Chambeiron quant à sa conduite pendant la guerre*) [15 décembre 1949] (p. 6935); — sur le procès-verbal de la séance précédente (*Ses observations sur la nécessité de la présence du quorum*) [21 décembre 1949] (p. 7065, 7066). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 25 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre les amendements à l'article majorant la taxe à la production* [30 décembre 1949] (p. 7600, 7601, 7602); Art. 27 bis : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'amendement de M. Robert Prigent reprenant le texte du Gouvernement concernant les transporteurs routiers* [2 janvier 1950] (p. 9, 10). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion des amendements à la loi de finances non encore examinés*) [31 décembre 1949] (p. 7669). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés : *Discussion générale* [26 janvier 1950] (p. 540, 541, 542); *Son contre-projet tendant à prévoir l'établissement de conventions collectives particulières avant le vote de la loi sur les conventions collectives* (p. 545, 546); *Ses explications de vote* (p. 553, 554); — du projet de loi relatif à l'élection des organismes de la sécurité sociale et des allocations familiales; Art. 2 : *Son amendement tendant à interdire les fonctions d'administrateur au personnel salarié de la sécurité sociale* [17 février 1950] (p. 1194); Art. 4 : *Retard dans la distribution des amendements déposés en séance* (p. 1196); Art. 5 : *Son amendement tendant à remplacer le chiffre 4 par celui de 5* (p. 1198); *Son amendement tendant à maintenir le panachage et l'ordre préférentiel dans les élections* (p. 1198, 1199, 1200); Art. 9 : *Son amendement tendant à interdire au personnel salarié de la sécurité sociale de devenir membre du Conseil d'administration des organismes de la sécurité sociale* (p. 1200); Art. 10 : *Son amendement tendant à prévoir un nombre de candidats égal à une fois et demie le nombre d'administrateurs à élire* (p. 1205); — des interpellations sur l'activité des brigades fiscales : *Discussion générale* [23 mai 1950] (p. 3798, 3799). — Prend part aux débats sur l'investiture

du Président du Conseil désigné (M. Queuille) (*Ses observations sur le programme ministériel de M. Queuille*) [30 juin 1950] (p. 5311). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 : **LOI DES CRÉDITS**; Art. 75 *ter* : *Amendements de MM. Moisan et Duprat tendant à supprimer l'article alignant les traitements des employés de la sécurité sociale sur ceux des fonctionnaires* [2 août 1950] (p. 6484); Article additionnel : *Son amendement tendant à permettre de transiger en cas de poursuites par le contrôle économique, même si l'instance est engagée* (p. 6517); — des interpellations sur les événements d'Indochine : *Discussion générale (Ses observations sur la politique de démission prônée par les communistes, les fautes du commandement français en Indochine)* [19 octobre 1950] (p. 6992); — des interpellations sur le réarmement allemand : *Discussion générale* [25 octobre 1950] (p. 7204); *Ordre du jour de confiance de M. Chevallier* (p. 7222, 7223); — des interpellations sur la situation en Indochine : *Discussion générale* [22 novembre 1950] (p. 8043); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Son rappel au règlement* [21 décembre 1950] (p. 9457); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Proposition de M. Frédéric-Dupont de renvoyer le débat au 13 février* [25 janvier 1951] (p. 366). — Dépose une demande d'interpellation sur la désignation d'un Haut Commissaire à l'énergie atomique en remplacement de M. Joliot-Curie [16 février 1951] (p. 1252). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Son contre-projet tendant à abroger la loi existante* [22 février 1951] (p. 1516, 1518); *Son contre-projet tendant à établir le scrutin de liste majoritaire* [23 février 1951] (p. 1587, 1588); Art. 13 : *Amendement de M. Bour tendant à répartir les sièges selon la règle du plus fort reste si aucune liste n'a la majorité* [21 mars 1951] (p. 2333); Art. 1^{er} *bis* : *Question préalable posée par M. Schaujffer contre l'article prévoyant la représentation proportionnelle dans la Seine* (p. 2437); *Amendement de M. Barrachin tendant à substituer la plus forte moyenne au plus fort reste* (p. 2418); Art. 16 *bis* : *Amendement de M. Weill Reynal relatif au punchage et au vote préférentiel* (p. 2426); *Son sous-amendement tendant à ne*

pas tenir compte des votes préférentiels s'ils sont inférieurs au quart des votes exprimés (p. 2429); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 : **TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE**, Chap 4010 : *Son rappel au règlement (renvoi à la Commission de l'amendement de M. P.-H. Teitgen relatif à l'enseignement libre)* [20 mars 1951] (p. 2219); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951; **DÉPENSES MILITAIRES** : *Motion préjudicielle de M. Nisse tendant à suspendre le débat jusqu'à ce que le Gouvernement fasse une déclaration sur sa politique sociale* [21 mars 1951] (p. 2402, 2403). — Dépose une demande d'interpellation sur le traité concernant le charbon et l'acier connu sous le nom de plan Schuman [12 avril 1951] (p. 3206); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (p. 3223, 3224); — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3417, 3418). = S'excuse de son absence [29 novembre 1947] (p. 5248). = Obtient un congé [29 novembre 1947] (p. 5248).

ANGELETTI (M. Yves), Député de la Marne.

Son élection est validée [30 janvier 1947] (p. 88). = Est nommé membre : de la Commission de la presse [4 février 1947] (p. 148), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la justice et de législation [29 mai 1947] (p. 1783), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276). — Est nommé juge suppléant à la Haute-Cour de justice (Application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946 [11 mars 1947] (p. 796).

Dépôts :

Le 21 mars 1947, un rapport au nom de la Commission chargée de l'examen d'une demande en autorisation de poursuites contre un mem-

bre de l'Assemblée, n° 1017. — Le 26 mars 1947, un rapport au nom de la Commission chargée de l'examen d'une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 1061. — Le 6 juin 1947, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 1609. — Le 12 décembre 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article 671 du Code civil pour les plantations dans la région de la Champagne viticole, n° 2843. — Le 16 décembre 1947, une proposition de loi tendant à compléter et à rendre applicable l'ordonnance n° 45-2394 du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, n° 2876. — Le 18 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la presse sur la proposition de résolution de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir et développer les postes et orchestres régionaux de la radiodiffusion française, n° 2906.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. Violette tendant à préciser que les membres non parlementaires de la Commission d'enquête sur les événements de 1933 à 1945 ne pourraient participer, ni à l'élection du bureau, ni à aucun scrutin : *Discussion générale* [20 mars 1947] (p. 959, 960); — d'une proposition de loi de M. Robert Bichet relative à la distribution des journaux : Art. 16 : *Son amendement tendant à ce que le personnel soit représenté au conseil supérieur des messageries de presse* [27 mars 1947] (p. 1163); — du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); RADIO-DIFFUSION NATIONALE : *Discussion générale* [15 juin 1947] (p. 3034, 3035); Chap. 103 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour les services techniques* [16 juillet 1947] (p. 3050); *le retire* (ibid.); Chap. 110 : *Rémunération du personnel (cas de M. Bénazet)* (p. 3050). — Intervient dans la discussion : d'une proposition de loi de M. Faure fixant certaines dispositions transitoires pour les loyers : *Discussion générale* [29 juillet 1947] (p. 3642 et suiv.); *Ses explications de vote sur*

l'ensemble de la loi (p. 3673); — du projet de loi de dégageant des cadres des fonctionnaires; Art. 7 : *Son amendement tendant à reclasser par préférence les catégories prioritaires de l'article 5* [12 août 1947] (p. 4278, 4279); Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer l'article (extension de la loi à l'Algérie)* (p. 4285); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail; Art. 1^{er} : *Ses explications de vote* [29 novembre 1947] (p. 5397 et suiv.); — d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers : *Contre l'urgence* [18 décembre 1947] (p. 5860 et suiv.); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 5871); *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa du texte modificatif* (p. 5873); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 2 nouveau : *Mesures en faveur des économiquement faibles* [27 décembre 1947] (p. 6332); Art. 3 nouveau : *Amendement de M. Charpin tendant à supprimer l'article* (p. 6333, 6334); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6334). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Etat 1, JUSTICE, chap. 1012 : *Son amendement relatif à la rémunération des membres du Conseil supérieur de la magistrature* [27 décembre 1947] (p. 6347, 6348); Art. 5, BUDGETS ANNEXES : *Son amendement relatif aux crédits pour le personnel de la Radiodiffusion française* (p. 6384, 6385); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 1^{er} : *Champ d'application de la nouvelle loi* [3 février 1948] (p. 315, 346); *Son amendement tendant à supprimer le septième alinéa* (p. 350); *Amendement de M. Faure tendant à supprimer le dernier alinéa concernant les sinistrés* (p. 353); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 553); Art. 2 bis : *Amendement de M. Péron tendant à supprimer l'article* [10 février 1948] (p. 563); Art. 3 : *Amendements de MM. Baron et Claudius-Petit relatifs au maintien dans les lieux des sinistrés et réfugiés* (p. 573, 574); Art. 3 bis : *Amendement de M. de Moro-Giafferri relatif aux bénéficiaires du maintien dans les lieux* (p. 577, 578); Art. 3 ter : *Amendement de M. Toujas relatif au maintien dans les lieux pour les personnes morales* [13 février 1948] (p. 707, 708); *Amendement de M. Minjoz relatif aux conditions*

d'exercice du droit de reprise par les propriétaires (p. 714); Art. 7 : Amendement de M. Thuillier tendant à supprimer l'article [17 février 1948] (p. 756); Art. 8 bis : Son amendement relatif aux occupants évincés pour cause de travaux (p. 759, 760); le retire (p. 760); Art. 3 bis : Amendement de M. Minjoz tendant à étendre l'article à diverses catégories de victimes de guerre [2 mars 1948] (p. 1232); Art. 6 : Amendement de M. Péron relatif aux ouvriers logés par leurs employeurs (p. 1234, 1235, 1236); Art. 33 : Son sous-amendement tendant à faire du juge de paix le juge unique des loyers [5 mars 1948] (p. 1382); Son sous-amendement tendant à faire remplacer le chiffre de 10.000 francs par celui de 40.000 (p. 1382, 1383); Chap. VII : Dispositions diverses (règles de louage) [9 mars 1948] (p. 1600); Son amendement tendant à permettre au locataire de demander des dommages et intérêts en cas de non-exécution des prescriptions de l'article (p. 1604); le retire (ibid.); Art. 51 : Son amendement tendant à supprimer l'article [16 mars 1948] (p. 1711); Art. 52 bis : Amendement de M. Faure tendant à ne pas interdire la transformation des locaux d'habitation en locaux professionnels (p. 1713). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (débat sur la Radiodiffusion nationale) [10 février 1948] (p. 602, 603). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution de M. Grésa relative au maintien et au développement des postes et orchestres régionaux : en qualité de Rapporteur [12 février 1948] (p. 666, 667); Discussion générale (p. 671, 671, 672); — du projet de loi tendant à la répression des hausses de prix injustifiées : Discussion générale [8 février 1948] (p. 830, 831, 832, 833); Art. 2 : Amendement de M. Llante tendant à supprimer l'article [19 février 1948] (p. 880); — des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : Ses observations sur la situation au Maroc [11 mars 1948] (p. 1660, 1661, 1662, 1663); — de la proposition de résolution modifiant l'article 34 du Règlement de l'Assemblée; Art. 1^{er} : Amendement de M. Bouxom tendant à restreindre à un orateur de chaque groupe le droit de parole [17 mars 1948] (p. 1806); — du projet de loi portant autorisation de dépenses et majoration de droits; Art. 5 : Amendement de M. Rivet relatif aux droits d'usage des postes de radio [18 mars 1948] (p. 1920). = Donne sa démission de député [1^{er} juin 1948] (p. 3049).

ANTIER (M. Paul). Député de la Haute-Loire.

Secrétaire d'Etat à l'Agriculture

(2^e Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin au 11 juillet 1950,

Secrétaire d'Etat à l'Agriculture

(Cabinet PLEVEN)

du 2 octobre 1950 au 9 mars 1951,

Secrétaire d'Etat à l'Agriculture

[3^e Cabinet QUEUILLE]

du 10 mars au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102). — Est élu secrétaire de cette Commission [J. O. du 21 décembre 1946] (p. 10803). — Est nommé : membre de la Commission de la presse [26 janvier 1948] (p. 195), [17 janvier 1950] (p. 300); vice-président de cette Commission [30 janvier 1948] (J. O., p. 1011). — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Appl. de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276). — Est nommé juge titulaire à la Haute Cour de justice (Appl. de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

Dépôts :

Le 24 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à modifier le mode de votation des membres de l'Assemblée Nationale, n° 2100.

— Le 19 janvier 1950, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-2384 du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, n° 9006.

— Le 29 juillet 1950, une proposition de loi portant création d'une société d'études d'économie mixte pour l'aménagement général des régions comprises entre Rhône et Océan (S. E. A. R. O.), n° 10818.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi complétant et modifiant la législation économique, amendé par le Conseil de la République,

Art. 11 : *Pouvoirs des agents du Contrôle économique* [20 mars 1947] (p. 969). — Son ordre du jour déposé à la suite des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [16 mai 1947] (p. 1617). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons qui ont motivé les perquisitions à domicile chez les producteurs de blé de certains départements, avec la troupe armée et la mise en état de siège de plusieurs villages [16 mai 1947] (p. 1659); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [20 mai 1947] (p. 1685). — Dépose une demande d'interpellation sur : 1° les raisons qui ont motivé la suppression de la ration de vin dans un certain nombre de départements; 2° les dispositions que le Gouvernement compte prendre pour donner, pendant la période de gros travaux, une ration normale de vin aux travailleurs de l'agriculture qui méritent, par le labeur et le ravitaillement qu'ils assurent, une ration de travailleurs de force [16 mai 1947] (p. 1660); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [20 mai 1947] (p. 1684). — Intervient dans la discussion de la proposition de loi de M. Castera sur le prix différentiel du blé [22 mai 1947] (p. 1721, 1722). — Pose : à M. le Président du Conseil une question relative à l'attribution d'une ration supplémentaire de vin, pendant la période des gros travaux, aux exploitants et ouvriers agricoles [30 mai 1947] (p. 1849, 1850); à M. le Ministre de l'Economie nationale une question relative aux cours des acquisitions prioritaires de produits alimentaires [6 juin 1947] (p. 1972); à M. le Ministre de l'Economie nationale une question relative à l'application de la baisse de 10 0/0 [20 juin 1947] (p. 2280). — Est entendu au cours du débat sur la nomination du Président de la Haute Cour de justice [10 juin 1947] (p. 2001). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles). Etat A, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Discussion générale* [19 juin 1947] (p. 2233). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de juillet 1947 : *Discussion générale* [26 juin 1947] (p. 2503); Art. 4 : Budget extraordinaire (Dépenses militaires) : *Proteste contre l'emploi des douzièmes provisoires* (p. 2504). — Est entendu dans la discussion : sur l'absence des

Ministres devant répondre à des questions orales [18 juillet 1947] (p. 3176); — du projet de loi tendant à la réalisation d'un plan de congélation de la viande, Art. 6 nouveau : *Amendement de M. Hulbout tendant à modifier la formule d'engagements de livraisons de viande pour les centres urbains* [25 juillet 1947] (p. 3527). — Dépose une demande d'interpellation sur les dispositions officielles de la collecte de la laine en 1947 [16 juillet 1947] (p. 3612). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, Art. 4 : *Son amendement tendant à accorder un abattement aux titulaires de retraites d'anciens combattants et de pensions* [22 décembre 1947] (p. 6142); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de 1948 : *Vote défavorable de la Commission des finances* [30 juin 1948] (p. 4194); — des interpellations sur la composition du Gouvernement et sa politique : *Son ordre du jour motivé* [7 septembre 1948] (p. 6452); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à liquider les entreprises nationalisées et à augmenter les économies* [18 septembre 1948] (p. 6649); — du projet de loi relatif à l'aménagement de la chute de Montpezat : *Discussion générale* [18 novembre 1948] (p. 7081); — de la proposition de résolution relative aux gaspillages signalés par le rapport de la Cour des comptes : *Discussion générale* [31 décembre 1948] (p. 8317). — Est entendu : au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses explications de vote sur la motion d'investiture de M. Moch*) [13 octobre 1949] (p. 5797); — pour un rappel au règlement (*Rectification des votes de MM. Ramarony et Sourbet lors du vote sur la question de confiance*) [31 décembre 1949] (p. 7640); — pour un incident (*Rectification des votes de MM. Ramarony et Sourbet*) [31 décembre 1949] (p. 7651). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les prix agricoles : *Son ordre du jour regrettant la politique du Gouvernement, demandant la suppression des importations de produits alimentaires et la réorganisation de l'économie française* [24 février 1950] (p. 1480); — d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires : *Demande de renvoi du débat au mardi 13 juin, présentée par M. de Menthon* [9 juin 1950]

(p. 4582). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Agriculture* (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950) (p. 7131). — Sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Agriculture* (Cabinet Pleven) [Décret du 2 octobre 1950] (*J. O.* du 3 octobre 1950, p. 10263). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Agriculture* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Agriculture* (3^e Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 901 : *Travaux dans la vallée de l'Isère* [11 avril 1951] (p. 3130).

ANXIONNAZ (M. Paul), Député de la Marne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370). — Est nommé membre : de la Commission du règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299); est élu président de cette Commission [*J. O.* du 27 février 1947] (p. 1851), [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 964). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la reconstruction [16 novembre 1948] (p. 6990), [25 janvier 1949] (p. 106), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de la presse [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des territoires d'outre-mer [8 mars 1949] (p. 1329); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé : membre de la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés dans la déclaration du Président du Conseil du 17 janvier 1950 [31 janvier 1950] (p. 383); membre titulaire de la Commission de la réforme administrative [21 novembre 1950] (p. 7934); membre du Conseil supérieur des transports [20 février 1951] (p. 1338).

Dépôts :

Le 28 octobre 1947, une proposition de loi tendant à augmenter les distances de plantation dans l'aire de la Champagne viticole, n° 2597. — Le 16 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la situation faite aux officiers et sous-officiers dégagés des cadres en exécution de l'article 11 de la loi du 5 avril 1946, portant fixation du budget général (Dépenses militaires) de l'exercice 1946, n° 2877. — Le 29 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 37 du décret du 28 novembre 1938 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938, en ce qui concerne l'évaluation des indemnités accordées en matière de réquisitions, n° 3040. — Le 24 février 1948, une proposition de loi ayant pour objet de modifier et de compléter la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrat, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, n° 3512. — Le 25 février 1948, une proposition de loi portant création d'un plan décennal d'encouragement à l'élevage ovin et à la production laitière, n° 3562. — Le 4 mars 1948, une proposition de loi portant admission à l'honorariat de leur grade des officiers titulaires d'un grade d'assimilation au titre de Forces françaises combattantes, homologué, n° 3638. — Le 18 mars 1948, une proposition de loi tendant à faire étendre le bénéfice de la sécurité sociale à tous les militaires en activité de service ou non ainsi qu'à leur famille, n° 3852. — Le 13 mai 1948, une proposition de loi tendant à l'intégration dans l'armée des militaires des troupes spéciales du Levant ayant rallié les troupes françaises en 1945, n° 4170. — Le 9 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réduire les tarifs postaux des paquets expédiés aux militaires du contingent affectés à des unités stationnées dans les zones françaises d'occupation d'Allemagne et d'Autriche, n° 5779. — Le 1^{er} avril 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi portant création de contingents de croix de la Légion d'honneur et de médailles militaires en faveur des personnels militaires n'appartenant pas à l'armée active, n° 6920. — Le 30 juin 1949, une proposition de

loi tendant à étendre l'application des majorations de service prévues par la loi du 26 mars 1937 aux médecins et pharmaciens de réserve admis dans l'armée active en vertu des articles 3 et 4 de la loi du 4 janvier 1929, n° 7692. — Le 12 juillet 1949, une proposition de loi étendant l'application des dispositions de l'article 93 de la loi du 19 octobre 1946 relative au statut général des fonctionnaires concernant les congés de maladie de longue durée aux militaires et assimilés de l'armée active, n° 7865. — Le 13 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier, au profit des familles de cinq enfants et plus, l'article 4 du décret du 16 janvier 1947 portant application de l'ordonnance du 11 octobre 1945 instituant des mesures exceptionnelles et temporaires en vue de remédier à la crise du logement, n° 7886. — Le 29 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter l'avance sur pension versée aux fonctionnaires dont le droit à pension a été admis avant 1945, n° 8515. — Le 6 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les jeunes gens remplissant les conditions requises à se présenter à l'École polytechnique (concours 1950), même s'ils ont déjà subi quatre fois les épreuves du concours, n° 8607. — Le 19 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter les mesures transitoires se rapportant au statut des commissaires-priseurs afin de permettre à certains greffiers de paix d'acquérir une charge de commissaire-priseur, n° 9002. — Le 2 février 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Anxionnaz tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les jeunes gens remplissant les conditions requises à se présenter à l'École polytechnique (concours 1950), même s'ils ont déjà subi quatre fois les épreuves du concours, n° 9126. — Le 2 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour faciliter la constitution des dossiers de sécurité sociale, n° 9149. — Le 28 mars 1950, un rapport, au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi fixant les contingents annuels de décorations de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, avec traitement, à attribuer aux personnels militaires des armées actives de terre, de

mer et de l'air, des services de la France d'outre-mer et des services pénitentiaires coloniaux, n° 9641. — Le 25 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à permettre le fractionnement et le regroupement des dommages de guerre, n° 10070. — Le 21 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à allouer des secours et indemnités de 180 millions aux vigneronnes victimes de la grêle et des orages dans le département de la Marne, n° 10382. — Le 29 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur les dispositions contenues dans l'article 6 du Code des contributions indirectes, n° 10484. — Le 30 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever les plafonds du chiffre d'affaires effectué par les bénéficiaires du forfait, n° 11999. — Le 2 février 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 74 du décret validé du 22 mars 1942 sur la police des chemins de fer, n° 12058. — Le 4 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à commémorer l'anniversaire de la naissance de Georges Clemenceau, n° 12689. — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 12058) de M. Anxionnaz tendant à modifier l'article 74 du décret validé du 22 mars 1942 sur la police des chemins de fer, n° 12807. — Le 25 avril 1951, une proposition de loi tendant à modifier le taux des pénalités appliquées aux employeurs en retard dans le pavement des cotisations de sécurité sociale, n° 12955. — Le 8 mai 1951, une proposition de loi tendant à protéger l'épargne au moyen de la modification de la loi du 13 novembre 1933 relative au droit de vote dans les assemblées d'actionnaires des sociétés par actions, n° 13125.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947, premier trimestre (Services civils) LOI DE FINANCES ; Art. 22 : *Son amendement relatif au forfait pour l'impôt sur les B. I. C.* [21 décembre 1946] (p. 227) ; Art. 23 : *Son amendement tendant à porter à 4 millions et*

1 million les chiffres au-dessous desquels les contribuables sont admis au forfait (p. 231); Art. 25 : *Son amendement tendant à ne pas priver du forfait le commerçant qui s'est rendu coupable d'infraction à la réglementation économique* (p. 233). — Est entendu sur le renvoi de la discussion d'un projet de loi relatif aux dépenses militaires pour le deuxième trimestre de 1947, en qualité de *Président de la Commission de la défense nationale* [27 mars 1947] (p. 1154). Prend part à la discussion de ce projet : *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1182, 1183); Art. 14 : *Son amendement tendant au rétablissement de cet article relatif aux fonds d'avances pour l'administration des corps de troupe* (p. 1203). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, Exercice 1947), en qualité de *Président de la Commission de la Défense nationale*; Art. 25 : *Suppression du corps du génie de l'air* [29 mai 1947] (p. 1788), [30 mai 1947] (p. 1846); Art. 129 : *Formation prémilitaire* [29 mai 1947] (p. 1805); PRÉSIDENCE DU CONSEIL : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2903, 2904); SERVICES DE LA DÉFENSE NATIONALE; CONTRE-ESPIONNAGE; Chap. 110 : *Dépenses de personnel* (p. 2908); RADIODIFFUSION FRANÇAISE, Chap. 112 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour les émissions d'informations* [16 juillet 1947] (p. 3051), *ne le soutient pas* (ibid.); EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [22 juillet 1947] (p. 3375-3376). — Participe à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 1^{er} : *Amendements de M.M. Lejeune et Malleret tendant à réduire les crédits militaires* [23 juin 1947] (p. 3358). — Est entendu au cours du débat sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement : *Ordre du jour de confiance de M. Lussy (Explications de vote)* [4 juillet 1947] (p. 2748, 2749). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour de la séance suivante [15 juillet 1947] (p. 3038). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Vote de douzièmes provisoires pour les crédits militaires*) [30 juillet 1947] (p. 3721). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (Dépenses militaires) pour les mois d'août à novembre 1947 : *Motion préjudicielle de M. Villon*

tendant à ne discuter que d'un seul douzième provisoire [31 juillet 1947] (p. 3786); *Discussion générale* (p. 3795 et suiv.); — du projet de loi portant fixation du Budget extraordinaire de l'Exercice 1947 (Dépenses militaires) : *Discussion générale*, en qualité de *Président de la Commission de la défense nationale* [5 août 1947] (p. 3925); GUERRE : *Sa demande de réserver les chapitres 903 et 912* (p. 3934); Chap. 907 : *Demande de M. Villon de réserver ce chapitre* (ibid.). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires (Budget ordinaire) de décembre 1947 : *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* [28 novembre 1947] (p. 5218). — Est entendu au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence d'un projet de loi tendant à assurer la défense de la République [29 novembre 1947] (p. 5249). — Prend part à la discussion : du projet de loi prévoyant l'inhumation du général Leclerc aux Invalides [5 décembre 1947] (p. 5509); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 2 : *Ses explications de vote sur l'article* [22 décembre 1947] (p. 6112); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1947 (Dépenses militaires); Art. 1^{er}, Etat A : *Soldes et indemnités de l'armée* [24 décembre 1947] (p. 6233); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires pour le premier trimestre 1948; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Gouvernement prévoyant le vote de 3 douzièmes au lieu de 2* [30 décembre 1947] (p. 6548); *Amendement de M. Villon tendant à réduire de cinq milliards les crédits* (p. 6550); Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre le texte gouvernemental* (p. 6550); Art. 4 : *Son amendement analogue* (ibid.); Art. 6 : *Son amendement analogue* (p. 6551); Art. 9 : *Amendement de M. de Récy tendant à supprimer l'article* (p. 6552, 6553); Art. 10 : *Amendement de M. Jean Masson tendant à abroger l'article 15 de la loi du 31 mars 1947 interdisant la nomination de nouveaux officiers généraux* (p. 6555, 6556); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les dépenses militaires de reconstruction et d'équipement [30 décembre 1947] (p. 6557); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement* (p. 6565); Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits de-*

mandés par le Gouvernement (p. 6567) ; — du projet de loi relatif au rappel à l'activité des officiers en non-activité ; Art. 3 : *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à ne pas appliquer la loi aux officiers ayant des titres de guerre ou de résistance* [31 décembre 1947] (p. 6685, 6686) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [4 février 1948] (p. 387, 388, 389, 390) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à réduire les crédits d'un million pour attirer l'attention sur le reclassement des militaires* [5 février 1948] (p. 440, 441, 442, 443), [6 février 1948] (p. 485, 487) ; — du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées ; Art. 1^{er} : *Amendements de MM. Faure et Péron tendant à n'appliquer la loi que lorsque les hausses ne sont pas justifiées par l'augmentation du prix de revient* [18 février 1948] (p. 859) ; — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [8 mars 1948] (p. 1558, 1559). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des projets sur l'armée* [9 mars 1948] (p. 1615). — du projet de loi portant statut de la Compagnie Air-France : *Question préalable posée par M. Clostermann* [16 mars 1948] (p. 1737, 1738) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à rattacher le statut d'Air-France au statut de l'aviation commerciale* [29 avril 1948] (p. 2336, 2337) ; *le retire* (p. 2338) ; *Amendement de M. Bouret tendant à interdire à la Compagnie de fabriquer du matériel d'aviation* (p. 2339) ; Art. 4 : *Son amendement relatif à la composition du conseil d'administration* (p. 2343, 2344) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à prendre des précautions contre l'extension des activités d'Air-France* (p. 2345) ; *le retire* (p. 2345) ; Art. 4 : *Amendement de M. Bouret tendant à modifier la composition du conseil d'administration* (p. 2361) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à tenir compte du statut de l'aviation commerciale* (p. 2363) ; *le retire* (ibid.) — Est entendu sur une motion d'ordre (*Débat sur les crédits militaires*) [17 mars 1948] (p. 1845, 1846). — Dépose une demande d'interpellation sur le droit de contrôle de la Commission de la défense nationale d'après la loi du 11 juillet 1938 [25 mai 1948] (p. 2932). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires de juin 1948 :

Discussion générale [27 mai 1948] (p. 2976) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, P. T. T., Chap. 103 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour les services d'études et recherches* [21 juin 1948] (p. 3744, 3745) ; Chap. 121 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le Centre national des télécommunications* (p. 3749) ; *le retire* (ibid.) ; DÉFENSE NATIONALE (PRÉSIDENTE DU CONSEIL), Chap. 100 : *Etat-major de la Défense nationale* [28 juin 1948] (p. 4993) ; Chap. 301 : *Amendement de M. Bruyneel tendant à réduire les crédits pour le matériel* (p. 4095, 4096) ; CONTRE-ESPIONNAGE, Chap. 100 : *Réorganisation du S.D.E.C.* [29 juin 1948] (p. 4132, 4133) ; — du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A. : en qualité de *Rapporteur pour avis* [22 juin 1948] (p. 3796, 3797) ; — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de 1948 : *Discussion générale* [29 juin 1948] (p. 4157) ; *Renvoi du débat* [30 juin 1948] (p. 4181) ; *Vote défavorable de la Commission des finances* (p. 4191, 4192) ; *Relève des troupes en Indochine* (p. 4200) ; *Ses observations sur la structure générale de l'armée, le recrutement, la valeur des officiers, la livraison de navires italiens* [1^{er} juillet 1948] (p. 4235 et suiv.) ; *Repêchage d'élèves-officiers* (p. 4249) ; Etat A, Chap. 1011 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 12.280.000 francs les crédits pour l'administration centrale de l'Air* [7 juillet 1948] (p. 4414) ; *Demande de M. Capdeville de renvoi du débat* (p. 4416) ; Chap. 1013 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 16.758.000 francs les crédits pour les services de l'Administration centrale de la Marine* (p. 4438) ; *Proposition de M. Montel de voter le budget en bloc* (p. 4440) ; Art. 1^{er} : *Son sous-amendement tendant à réduire l'ensemble des crédits militaires de 12 milliards et 1 francs* (p. 4738, 4740) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre son sous-amendement* [19 juillet 1948] (p. 4851, 4852) ; *Retire son sous-amendement* (p. 4853, 4854) et *le reprend en son nom personnel* (p. 4854) ; *le retire* (p. 4858) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à supprimer les corps de contrôle militaires* [6 août 1948] (p. 5454, 5455) ; Art. 31 : *Demande du Gouvernement de rétablir l'article concernant l'utilisation du produit de la vente d'excédents de matériel* (p. 5457, 5458) ; Art. 41 : *Interdiction faite aux Ministres de dépasser les crédits accordés* (p. 5459) ; de ce

projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 40 : *Son amendement tendant à augmenter le taux des subventions pour construction d'immeubles pour le logement du personnel* [26 août 1948] (p. 6327); — de la proposition de loi accordant des permissions spéciales aux soldats agriculteurs, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [7 juillet 1948] (p. 4417). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Son absence en séance* [8 juillet 1948] (p. 4489). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Minjot tendant à réserver au Parlement la réorganisation de l'armée* [9 août 1948] (p. 5593); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Art. 31 : *Son amendement tendant à accorder des réductions de service militaire* [20 août 1948] (p. 6065, 6066); *Son amendement relatif au statut des sous officiers de carrière* (p. 6066, 6067); — du projet de loi portant intégration des militaires dans la Sécurité sociale; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Fagon tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif aux avantages acquis supérieurs à ceux de la Sécurité sociale* [17 décembre 1948] (p. 7700); Art. 6 : *Amendement de M. Fagon relatif au remboursement des frais pharmaceutiques* (p. 7704); Art. 13 : *Amendement de M. Segelle tendant à prévoir un décret fixant le régime applicable aux familles des militaires servant outre-mer* (p. 7708, 7709, 7710); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 2 : *Ouverture d'un crédit de 350 milliards pour les dépenses militaires* [23 décembre 1948] (p. 7942); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour janvier-février 1949; Art. 13 : *Amendement de M. Pierre Villon tendant à supprimer l'article 13* [31 décembre 1948] (p. 8301); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance des effectifs en France et en Afrique du Nord, l'achèvement du Jean-Bart et du Clemenceau, la construction en France du « Vampire »)* [3 mars 1949] (p. 1203, 1216, 1217, 1218, 1219); — du projet de loi portant application aux militaires, du régime de la Sécurité sociale, amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : *Amendement de M. Fagon tendant à n'accorder les avantages de la Sécurité*

sociale qu'à partir de l'âge de 55 ans [31 mars 1949] (p. 1924); — du projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les drapeaux; Art. 4 : *Amendement de M. Theetten tendant à affecter les jeunes mariés dans des garnisons proches de leur domicile* [31 mars 1949] (p. 1931, 1932); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 2 et art. 3 : *Son rappel au règlement (Suspension de la séance)* [31 mai 1949] (p. 2980); Art. 3 : *18 milliards 900 millions d'économies sur le budget des dépenses militaires* (p. 2986, 2987); *Amendement de M. Dusseaulx tendant à disjointre cet article* (p. 2988); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 : *Discussion générale* [9 juin 1949] (p. 3247, 3248, 3249); Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 3030 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien du parc automobile* [16 juin 1949] (p. 3408); Chap. 3051 : *Amendement de M. Villon tendant à réduire de 300 millions les crédits pour le programme d'équipement de la gendarmerie* (p. 3049); Chap. 3060 : *Amendement de M. Villon tendant à réduire de 100 millions les crédits pour frais de déplacement de la gendarmerie* (p. 3409); Chap. 4000 : *Amendement de M. Le Troquer tendant à réduire de 50 millions les crédits pour secours et allocations diverses* (p. 3412); GUERRE, Chap. 121 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des officiers (Ses observations sur les médecins inspecteurs généraux)* [17 juin 1949] (p. 3491); le retire (*ibid.*). — Pose une question à M. le Ministre des Finances relative au paiement indu par un contribuable du quart provisionnel à deux reprises et majoré de 10 0/0 pour retard [17 juin 1949] (p. 3483). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques : *Son rappel au règlement* [24 juin 1949] (p. 3777); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 42 : *Son sous-amendement tendant à substituer le taux de 2 0/0 à celui de 2,70 0/0* [23 juillet 1949] (p. 5115, 5116); — de la proposition de loi portant majoration des indemnités pour accidents du travail, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [30 juillet 1949] (p. 5659, 5660); — d'une proposition de loi portant majoration de services pour certains médecins et pharmaciens de réserve, en qualité de *Rapporteur suppléant* [29 novembre

1949] (p. 5402); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art 3 : *Ouverture d'un crédit de 420 milliards pour les dépenses militaires* [26 décembre 1949] (p. 7301); — du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien : *Discussion générale* [28 juillet 1950] (p. 6145, 6146, 6147); Art 6 : *Amendement de M. Montel tendant à autoriser le Gouvernement à modifier les constructions dans le cadre du programme fixé* (p. 6185); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6188); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6577); — des interpellations sur la situation en Indochine : *Discussion générale* [22 novembre 1950] (p. 8033, 8034); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 décembre 1950] (p. 8570); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Discussion générale* [27 décembre 1950] (p. 9713, 9714, 9715). — Dépose une demande d'interpellation sur la réorganisation de la défense nationale et du haut commandement [30 janvier 1951] (p. 520). = S'excuse de son absence [16 septembre 1948] (p. 6594), [31 décembre 1948] (p. 8321), [25 janvier 1949] (p. 105), [8 mars 1949] (p. 1348), [24 novembre 1950] (p. 8101), [12 décembre 1950] (p. 8922), [17 mai 1951] (p. 5336). = Obtient des congés [16 septembre 1948] (p. 6564), [31 décembre 1948] (p. 8321), [25 janvier 1949] (p. 105), [8 mars 1949] (p. 1348), [24 novembre 1950] (p. 8101), [12 décembre 1950] (p. 8922), [17 mai 1951] (p. 5336).

APITHY (M. Sourou-Migan), Député du Dahomey.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [31 janvier 1947] (p. 124). = Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des moyens de communication [21 décembre 1946] (p. 202); de la Commission des affaires économiques [11 février 1947] (p. 275), [26 janvier 1948] (p. 194), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des finances [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300).

Dépôts :

Le 3 janvier 1948, une proposition de loi tendant à modifier les articles 27 et 28 de la loi du 29 août 1947 tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des assemblées de groupe en Afrique occidentale française et en Afrique équatoriale française, dites : Grands Conseils, n° 3083. — Le 12 juillet 1949, une proposition de loi portant création, en Afrique occidentale française et au Togo de la Banque africaine des coopératives, n° 7857.

Interventions :

Son rapport, au nom du 4^e bureau, sur les élections du territoire de la Guinée [25 février 1947] (p. 471). — Est entendu : au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (Services civils) pour le deuxième trimestre 1947; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 100 : *Traitements du Ministre et du personnel titulaire du Ministère* [25 mars 1947] (p. 1064); — dans la discussion du projet de loi fixant l'organisation et la compétence des assemblées de groupe en Afrique noire : *Discussion générale* [4 août 1947] (p. 3891 et suiv.); — sur le procès-verbal de la séance précédente (*Lettre de M. Boganda au Gouverneur de l'Oubangui-Chari*) [9 août 1948] (p. 5610); — pour un rappel au règlement (*Lettre de M. Boganda*) [9 août 1948] (p. 5610, 5611). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Aujoulat tendant à ne pas appliquer la loi dans les territoires d'outre-mer* [9 août 1948] (p. 5612); — du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République : *Discussion générale* [12 août 1948] (p. 5725); — des interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. de Menthon* [7 septembre 1948] (p. 6453). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses observations sur la politique de M. Queuille* [10 septembre 1948] (p. 6473). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant

autorisation de dépenses d'investissements : *Discussion générale* [2 mars 1949] (p. 1122, 1123 ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à prévoir 20 milliards pour les territoires d'outre-mer* (p. 1141 ; le retire (ibid.) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement sur le budget de la France d'outre-mer ; Chap 129 *Traitement du personnel d'autorité. Nécessité de maintenir en fonction les fonctionnaires d'une façon durable* [31 mars 1949] (p. 1960). — Dépose une demande d'interpellation sur les évasions de capitaux de la zone du franc C. F. A. vers la métropole [19 mai 1949] (p. 2693) ; la développe (*Ses observations sur la défektivité des moyens de communication, la stabilisation du franc C. F. A.*) [21 juin 1949] (p. 3560, 3561, 3562) ; *Discussion générale* (p. 3385). — Prend part : à la discussion du projet de loi organisant un referendum dans la ville libre de Chandernagor : *Discussion générale* [25 mai 1949] (p. 2882) ; — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses explications de vote sur la motion investissant M. Bidault de la confiance de l'Assemblée*) [27 octobre 1949] (p. 5940) ; — à la discussion du projet de loi portant réorganisation du régime d'émission à Madagascar : *Discussion générale* [29 novembre 1949] (p. 6406, 6407, 6408) ; Art. 2 : *Augmentation de capital de la société* [2 décembre 1949] (p. 6560) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à prévoir des prêts à long terme aux artisans et pour la construction d'immeubles* (p. 6565, 6566) ; Art. 4 : *Amendement de M. Duveau tendant à inclure dans le conseil d'administration quatre membres nommés sur proposition des assemblées représentatives et des chambres de commerce* (p. 6583) ; *Son amendement tendant à prévoir le transfert du siège social à Tananarive* (p. 6584), le retire (p. 6585) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à faire contrôler la Banque par deux commissaires aux comptes, experts-comptables* (p. 6585) ; le retire (ibid.) ; Art. 8 : *Amendement de M. Malbrant tendant à supprimer le troisième alinéa* (p. 6586) ; — à la discussion du projet de loi relatif à l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis : *Discussion générale* [22 juillet 1950] (p. 5834) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir un collège unique élisant des membres de toutes les races* [24 juillet 1950] (p. 5857) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [27 juillet 1950] (p. 6092, 6093) ; — à la discussion d'une proposition de loi relative à l'élec-

tion des députés dans les territoires d'outre-mer : Art. 3 : *Catégories d'électeurs inscrites sur les listes électorales* [24 avril 1951] (p. 3862, 3863) ; *Tableaux annexes, chiffre de la population du Sénégal* (p. 3899, 3900) : *Ses explications de vote sur l'ensemble (nécessité de la loi actuelle)* (p. 3904, 3905). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de Porto-Novo le 20 avril 1951 [2 mai 1951] (p. 4427). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Incidents survenus au Dahomey et discussion de son interpellation*) [8 mai 1951] (p. 4839).

ARAGON (M. Charles d'), Député des Hautes-Pyrénées.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39), = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299) ; de la Commission de l'intérieur [4 février 1947] (p. 148), [26 janvier 1948] (p. 194) ; secrétaire de la Commission des affaires étrangères [20 janvier 1949] (p. 782) ; membre de cette Commission [25 janvier 1951] (p. 364). — Est nommé juré de la Haute-Cour de justice (Application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [11 février 1947] (p. 276), [23 novembre 1948] (p. 7150). — Est nommé membre du Conseil supérieur de la protection civile [J. O. du 28 mai 1947] (p. 4891).

Dépôts :

Le 21 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour le ravitaillement en charbon de certaines catégories de consommateurs résidant dans les communes rurales, **n° 311**. — Le 20 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation en vigueur en matière de ravitaillement, **n° 1351**. — Le 10 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à abroger l'acte dit « loi du 1^{er} septembre 1942 » instituant l'exclusion des indésirables sur les champs de courses, **n° 1986**. — Le 18 juillet 1947, une proposition de loi

tendant à prévoir en faveur des aveugles de guerre et des aveugles ayant eu une activité notoire dans la résistance, des dérogations à l'article 15 de l'acte dit arrêté du 2 juillet 1942 concernant les conditions physiologiques requises des candidats à un emploi dans l'enseignement secondaire, n° 2071. — Le 18 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les bergers des hautes montagnes d'une ration de vin égale à celle des consommateurs les plus privilégiés, n° 2072. — Le 26 février 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution de M. Louis Marin tendant à la publication des séances ou fractions de séances en comité secret qui ont eu lieu, à la Chambre des députés, dans la période qui a précédé l'invasion de mai 1940, n° 3576. — Le 27 février 1948, une proposition de loi tendant à porter de quatre-vingts à cent vingt l'effectif des baudets nationaux, n° 3590. — Le 3 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Bentaïeb tendant à inviter le Gouvernement à garantir la liberté individuelle des musulmans algériens, n° 4447. — Le 4 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi abrogeant l'ordonnance du 1^{er} mars 1943 et modifiant celle du 19 mai 1943 relatives à la vente des poudres et explosifs de mine en Algérie, n° 4472. — Le 23 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord franco-italien relatif aux modalités d'application de l'article 79 du traité de paix, n° 4672. — Le 23 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi concernant la liquidation de biens, droits et intérêts italiens en Tunisie, n° 4676. — Le 8 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à hâter la publication du décret prévu par l'article 69 de la loi du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 6718. — Le 29 juin 1949, une proposition de loi tendant à rétablir au Ministère des Affaires étrangères les emplois supprimés en application des lois des 17 août, 14 septembre et 31 décembre 1948, n° 7676. — Le 29 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à la désignation par l'Assemblée Nationale d'une commission spéciale choisie en

son sein et chargée de procéder à une enquête sur les événements survenus le 28 septembre 1949 et les jours suivants au Douar Ali Bounab en Algérie, n° 8512. — Le 2 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer, dans les plus brefs délais, devant les Nations unies, une proposition de convention internationale tendant à proclamer comme coupables d'un crime contre l'humanité ceux qui, les premiers, en cas d'hostilités, auront utilisé l'arme atomique, n° 8601 (rectifié). — Le 2 mars 1950, une proposition de loi sur l'organisation et la défense de la paix, n° 9405. — Le 23 juin 1950, une proposition de loi tendant au rétablissement du scrutin uninominal et à l'établissement de la représentation proportionnelle intégrale pour l'élection des députés de la métropole et de l'Algérie à l'Assemblée Nationale, n° 10428. — Le 20 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles et à s'associer à toutes initiatives tendant à régler pacifiquement le conflit coréen, n° 10648.

Interventions :

Son rapport au nom du 3^e Bureau sur les opérations électorales du département du Doubs [28 novembre 1946] (p. 14). — Son rapport au nom du 3^e Bureau sur les opérations électorales du territoire du Gabon, Moyen-Congo [7 février 1947] (p. 268). — Prend part à la discussion des opérations électorales du Gabon, Moyen-Congo, en qualité de *Rapporteur* [25 février 1947] (p. 460). — Pose à M. le Président du Conseil, une question sur l'attribution aux consommateurs non producteurs des communes rurales, des mêmes avantages qu'à ceux des centres ruraux [30 mai 1947] (p. 1850). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles ont été effectuées le départ et l'embarquement d'Abd-el-Krim [3 juin 1947] (p. 1887). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion de son interpellation sur le départ d'Abd-el-Krim*) [3 juin 1947] (p. 1888). — Participe à la discussion du projet de loi portant approbation du traité de paix avec l'Italie [13 juin 1947] (p. 2119, 2120). — Pose à M. le Ministre de la France d'outre-mer une question concernant le fonctionnement des services sanitaires en Indo-

chine [8 août 1947] (p. 4117). — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des Présidents (*Ratification d'un accord franco-italien*) [10 août 1948] (p. 5648); — une rectification de l'ordre du jour (*Débat sur un accord franco-italien*) [19 août 1948] (p. 5999). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification d'un accord franco-italien en qualité de *Rapporteur* [20 août 1948] (p. 6020, 6021, 6024); — du projet de loi concernant la liquidation de biens et intérêts italiens en Tunisie : en qualité de *Rapporteur* [20 août 1948] (p. 6025); Art. 4 : *Amendement de M. Palewski relatif à la liquidation de biens indivis* (p. 6027); Art. 13 : *Amendement de M. Pourtalet tendant à supprimer l'article* (p. 6028); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Art 18 : *Amendement de M. Moussu relatif au règlement et à la répartition de la taxe locale* [20 août 1948] (p. 6059); — d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles; Article unique : *Contre-projet de M. Defos du Rau tendant à substituer un délai de quatre ans au délai de deux ans prévu par la loi du 13 avril 1946* [16 décembre 1948] (p. 7647); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et des voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur l'Administration du Ravitaillement, son inutilité et le nombre exagéré des fonctionnaires de la Reconstruction)* [21 décembre 1948] (p. 7812). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics une question relative à la récente suppression du Commissariat au tourisme [17 juin 1949] (p. 3485). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au prix de l'essence; Art. 2 : *Amendement de M. Denis tendant à insérer un article nouveau créant une essence agricole à prix réduit* [20 décembre 1949] (p. 7027). — Dépose une demande d'interpellation sur les licenciements massifs opérés à l'usine d'Ossun Louey par la direction des usines Morane-Saulnier [31 décembre 1949] (p. 7650). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 4 : *Son amendement tendant à ne pas rompre les contrats de travail du fait d'une grève* [4 janvier 1950] (p. 115, 116); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [2 février 1950] (p. 902);

Art. 3 bis : *Non rupture du contrat de travail du fait d'une grève* [8 février 1950] (p. 1072). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question relative à la protection du site de la vallée de Cauterets [3 février 1950] (p. 969). — Pose à M. le Ministre du Commerce et de l'Industrie une question relative au licenciement de personnel d'entreprises électriques dans la région pyrénéenne [31 mars 1950] (p. 2711). — Dépose une demande d'interpellation sur le licenciement du personnel des services du matériel de forage à Tarbes [5 juin 1950] (p. 4248). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Queuille) (*Ses observations sur la déclaration ministérielle de M. Queuille*) [30 juin 1950] (p. 5328, 5329, 5330). — Dépose une demande d'interpellation sur les saisies périodiques du journal *l'Algérie Libre* [4 août 1950] (p. 6772). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Rectification de son vote sur l'amnistie*) [5 décembre 1950] (p. 8693). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Afrique du Nord, les réformes prévues en Tunisie et au Maroc [19 décembre 1950] (p. 9280). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; Art. 5 : *Son amendement tendant à inclure un représentant des communautés de travail* [7 février 1951] (p. 849, 856); *le retire* (p. 856). — Dépose une demande d'interpellation sur l'évolution de la situation au Maroc [21 février 1951] (p. 1428). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [22 février 1951] (p. 1513, 1514); *Son contre-projet tendant à élire les députés métropolitains au scrutin uninominal avec représentation proportionnelle* [23 février 1951] (p. 1547, 1548). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Guy Mollet) : *Ses observations sur les événements du Maroc* [6 mars 1951] (p. 1768, 1769). — Dépose une demande d'interpellation : sur le comportement de la police à l'occasion de la grève des étudiants et sur les sanctions à prendre à l'égard des policiers reconnus coupables d'actes de brutalité [17 mars 1951] (p. 2121); — sur l'injustice sociale génératrice de troubles publics [21 mars 1951] (p. 2282); — sur l'activité du général Mac Arthur chef des forces des Nations Unies [11 avril 1951] (p. 3111).

— Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 13 : *Son amendement tendant à substituer le plus fort reste à la plus forte moyenne* [28 avril 1951] (p. 4198); Art. 28 : *Son amendement tendant à mentionner sur une liste apparentée les candidats des autres listes apparentées* (p. 4203). = S'excuse de son absence [2 mars 1949] (p. 1134), [8 mars 1949] (p. 1348), [24 juin 1949] (p. 3758), [14 mars 1950] (p. 1966). = Obtient des congés [2 mars 1949] (p. 1134), [8 mars 1949] (p. 1348), [24 juin 1949] (p. 3758), [14 mars 1950] (p. 1966).

ARCHIDICE (M. Georges), Député du Lot.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission des affaires étrangères [21 décembre 1946] (p. 201); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [11 février 1947] (p. 276), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de la défense nationale [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission de la réforme administrative [1^{er} août 1947] (p. 3837); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 [1^{er} février 1949] (p. 266). = Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de la loi du 27 décembre 1945) [3 décembre 1947] (p. 5452), [26 janvier 1948] (p. 195), [4 mai 1948] (p. 2484), [1^{er} juin 1948] (p. 3049).

Dépôt :

Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à modifier les articles 5 et 7 de la loi du 22 août 1946 relatifs aux allocations de maternité, n° 327.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (*Dépenses civiles*), ECONOMIE NATIONALE : *Discussion générale* [3 juillet 1947] (p. 2659 et suiv.). — Donne sa démission de député [17 octobre 1950] (p. 6918).

ARCHIMÈDE (Mlle), Député de la Guadeloupe.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommée membre : de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1945] (p. 102) [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des territoires d'outre-mer [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommée juge suppléant à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

Dépôts :

Le 21 février 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi maintenant en vigueur au delà du 1^{er} mars 1947 certaines dispositions prorogées par la loi du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités, n° 692. — Le 25 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi tendant à permettre aux femmes l'accession à diverses professions d'auxiliaires de justice, n° 1042. — Le 27 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à conserver au franc Antilles-Guyane le taux fixé par la réforme monétaire de décembre 1945, n° 3152. — Le 12 février 1948, une proposition de résolution invitant le Gouvernement à revenir sur la décision qu'il a prise d'étendre aux départements d'outre-mer les mesures de dévaluation appliquées dans la métropole, n° 3358. — Le 26 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à permettre aux femmes l'accession à diverses professions d'auxiliaires de justice, n° 3581. — Le 27 mai 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 4326. — Le 3 juin 1948, une proposition de loi tendant à appliquer aux départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion, la législation métropolitaine relative au fermage et au métayage, n° 4444. —

Le 24 juin 1948, une proposition de loi visant à grouper les départements créés par la loi du 19 mars 1946 en une zone territoriale de salaires dite « zone administrative des départements d'outre-mer » et fixant le taux d'abattement maximum praticable dans ladite zone sur les salaires de la région parisienne, n° 4697. — Le 29 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures indispensables à la reconstruction des quartiers incendiés de la ville de Pointe-à-Pitre et à prévenir le retour de semblables sinistres, n° 4751. — Le 15 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant à permettre de conférer, en cas d'adoption, un prénom supplémentaire à l'adopté; 2° de MM. Bernard Lafay et Teyssandier, conseillers de la République, tendant à faciliter le changement du nom patronymique et des prénoms de l'adopté dans le cas de légitimation adoptive, n° 4959. — Le 17 juin 1949, une proposition de loi portant amnistie de délits politiques, dans les départements d'outre-mer, à l'occasion du transfert au Panthéon des cendres de Victor Schoelcher et de Félix Eboué, n° 7520. — Le 21 juin 1949, une proposition de loi tendant au maintien dans les lieux jusqu'au 1^{er} juillet 1950, des locataires ou occupants de locaux d'habitations ou à usage professionnel dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et à fixer le prix des loyers applicable jusqu'à cette date, n° 7532. — Le 25 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1° le projet de loi prorogeant la loi n° 48-1977 du 31 décembre 1948 maintenant dans les lieux jusqu'au 1^{er} juillet 1949 les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, et fixant le prix des loyers applicable jusqu'à cette date; 2° de la proposition de loi de Mlle Archimède et plusieurs de ses collègues tendant au maintien dans les lieux jusqu'au 1^{er} juillet 1950, des locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et à fixer le prix des loyers applicable jusqu'à cette date, n° 7642. — Le 30 juin 1950, une proposition de loi ten-

dant à faciliter l'admission des Français dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, n° 10505. — Le 4 juillet 1950, une proposition de loi tendant à fixer le montant maximum des ressources annuelles des bénéficiaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés dans les départements d'outre-mer, n° 10515. — Le 11 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de MM. Jean Cayeux et Gabelle tendant à ouvrir un nouveau délai pour l'accomplissement des formalités permises par la loi n° 49-572 du 23 avril 1949 concernant les changements de prénom de l'adopté en cas d'adoption ou de légitimation adoptive, n° 10544. — Le 28 décembre 1950, une proposition de loi tendant à introduire dans les départements de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion les dispositions de la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale qui n'y sont pas en vigueur, n° 11801. — Le 30 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer, à compter du 1^{er} septembre 1950, l'abattement de 12 0/0 servant au calcul des salaires dans les départements d'outre-mer et à fixer provisoirement, avec effet à compter de la même date, le salaire minimum interprofessionnel garanti dans les départements intéressés au taux horaire de 78 francs en vigueur dans la première zone du département de la Seine, n° 11819. — Le 25 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 200 millions de francs aux sinistrés de l'incendie de Pointe-à-Pitre du 14 janvier 1951, n° 11950. — Le 21 février 1951, une proposition de loi tendant à fixer exceptionnellement pour l'année 1951 la date limite des inscriptions sur les listes électorales dans les départements d'outre-mer au 31 mars 1951 et la date de clôture définitive des listes au 1^{er} mai 1951, n° 12299. — Le 3 avril 1951, une proposition de loi portant fixation du salaire minimum interprofessionnel garanti applicable dans les départements d'outre-mer, n° 12671.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux conventions collectives; Art. 13 : *Application de la loi aux départements français d'outre-mer* [23 décembre 1946] (p. 299). — Est

entendue au cours du débat : sur le projet de loi relatif au maintien en vigueur de certaines dispositions prorogées par la loi du 10 mai 1946, en qualité de *Rapporteur* [25 février 1947] (p. 451); — sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 (Services civils); Etat A, INTÉRIEUR: *Discussion générale (Installation du préfet et des fonctionnaires de la préfecture dans les nouveaux départements : Guadeloupe, Réunion, Martinique et Guyane)* [25 mars 1947] (p. 1065, 1066); — sur le projet de loi portant création de postes préfectoraux dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [10 juillet 1941] (p. 2894, 2895). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique; Art. 5 : *Son amendement tendant à introduire l'indemnité de résidence pour les fonctionnaires d'outre-mer* [6 février 1948] (p. 504); *le retire* (ibid.); — de propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux : *Ses explications de vote sur le contre-projet de M. Pleven* [12 février 1948] (p. 663, 664); — du projet de loi portant organisation de la marine marchande : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [20 février 1948] (p. 976, 977); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (budget 1948, dépenses civiles); Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER: *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1075, 1076). — Est entendue sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Valentino sur la politique gouvernementale dans les départements d'outre-mer [16 mars 1948] (p. 1731). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 5 : *Application du Code des impôts directs aux nouveaux départements* [22 avril 1948] (p. 2182); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 358 : *Pêche et pisciculture* [25 mai 1948] (p. 2913); Chap. 512 : *Prophylaxie des maladies contagieuses des animaux* (p. 2920); Chap. 519 : *Subventions aux expositions agricoles* (p. 2922, 2923); CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE, Chap. 001 : *Chèques postaux aux colonies* [21 juin 1948] (p. 3751); — du projet de loi relatif à l'enfance délinquante : *Discussion générale* [8 juin 1948] (p. 3272, 3273); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 61 en seconde délibération : *Sa demande de suppression de l'extention*

de la loi aux départements d'outre-mer [24 juin 1948] (p. 3920); — de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 60 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à l'application dans les départements d'outre-mer* [26 août 1948] (p. 6298); — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République; Art. 31 : *Amendement de M. Valentino tendant à prévoir un régime spécial pour les départements d'outre-mer* [13 août 1948] (p. 5774); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Art. 15 : *Son amendement tendant à réduire de 35 0/0 la taxe sur le chiffre d'affaires dans les départements d'outre-mer* [20 août 1948] (p. 6052, 6053); Art. 16 septièm : *Droits de quai dans les départements d'outre-mer* [20 août 1948] (p. 6057); — du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1948; Art. 1^{er} : *Ouverture d'un crédit de 3 milliards pour la prime uniforme et exceptionnelle* [16 septembre 1948] (p. 6567, 6568); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 7 : *Son sous-amendement tendant à maintenir le taux de la taxe sur les rhums* [18 septembre 1948] (p. 6679); — du projet de loi modifiant le taux des amendes pénales; Art. 10 : *Amendement de M. de Menthon tendant à appliquer la loi dans les territoires d'outre-mer* [18 septembre 1948] (p. 6697). — Est entendue sur une motion d'ordre (*Débat sur les caisses de péréquation aux Antilles*) [25 septembre 1948] (p. 6927, 6928). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux loyers; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Berger tendant à étendre la loi sur les loyers à toute la France* [16 juin 1949] (p. 3389); — du projet de loi relatif aux circonscriptions électorales des départements d'outre-mer; Art. 2 : *Son amendement tendant à modifier le tableau des cantons de la Guadeloupe* [11 juillet 1949] (p. 4579); — du projet de loi portant réorganisation du régime d'émission à Madagascar; Art. 3 : *Amendement de M. Arthaud tendant à subvenir aux besoins de la production, indigène* [2 décembre 1949] (p. 6564); — des conclusions d'un rapport sur la codification des textes relatifs aux pouvoirs publics; Art. 27 : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa rendant possible le cumul de l'indemnité parlementaire avec les pensions de retraite* [6 décembre 1949] (p. 6647, 6648); — d'une proposition de loi reconduisant

l'allocation temporaire aux économiquement faibles : *Discussion générale* [14 décembre 1949] (p. 6859); Art. 7 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau accordant une allocation de 1.000 francs par mois aux vieux travailleurs non salariés des départements d'outre-mer* (p. 6873, 6874); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail : *Discussion générale* [15 décembre 1949] (p. 6925); — d'une proposition de loi organisant la coordination des services sociaux; Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [16 décembre 1949] (p. 6969); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 25 : *Majoration de la taxe à la production* [27 décembre 1949] (p. 7392, 7393); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Discussion générale* [20 janvier 1950] (p. 428); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à porter l'allocation aux vieux travailleurs dans les départements d'outre-mer au taux en vigueur dans la métropole* (p. 431); Article additionnel : *Son amendement tendant à majorer les allocations aux vieux travailleurs d'outre-mer dans la même proportion que dans la métropole* (p. 434); le modifie (p. 435); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés : *Discussion générale* [26 janvier 1950] (p. 534, 535); — du projet de loi relatif au maintien en vigueur de dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [23 février 1950] (p. 1352); Art. 6 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer la loi aux départements d'outre-mer* [24 février 1950] (p. 1411); — des interpellations sur les prix agricoles (*Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Moussu* [24 février 1950] (p. 1491, 1492); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat : *Discussion générale* [3 mars 1950] (p. 1746); — d'une proposition de loi relative au statut des fonctionnaires et auxiliaires des départements d'outre-mer; Art. 2 : *Indemnité de résidence accordée aux fonctionnaires des départements d'outre-mer* [31 mars 1950] (p. 2701, 2702, 2703); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 7 : *Amendement de M. R. Schmitt tendant à étendre le nombre des années pendant lesquelles les primes*

seront applicables et à consentir des taux plus favorables aux familles nombreuses [28 avril 1950] (p. 3075); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils, P. T. T. : *Ses observations sur les P. T. T. dans les départements d'outre-mer* [3 mai 1950] (p. 3192, 3193); AGRICULTURE, Chap. 3160 : *Entretien des jardins d'essais dans les territoires d'outre-mer* [25 mai 1950] (p. 3917); JUSTICE, Chap. 1280 : *Education surveillée* [1^{er} juin 1950] (p. 4132); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 1180 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités aux fonctionnaires des départements des territoires d'outre-mer* [5 juin 1950] (p. 4255); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 1450 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'Etat dans les départements des territoires d'outre-mer (Routes et ponts des Antilles)* [7 juin 1950] (p. 4408); FINANCES, Chap. 1000 : *Administration centrale (Rémunération des fonctionnaires des territoires d'outre-mer)* [16 juin 1950] (p. 4890, 4891, 4893); Chap. 1163 : *Délégués aux affaires économiques des territoires d'outre-mer (Situation économique de la Guadeloupe)* (p. 4938, 4939); AVIATION CIVILE, Chap. 1280 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les indemnités au personnel des territoires d'outre-mer (Suppression de la ligne d'Air France aux Antilles)* [19 juin 1950] (p. 4995, 4996); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 6020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour participation à des dépenses internationales (Commission des Caraïbes)* [20 juin 1950] (p. 6072, 6073); — d'une proposition de résolution relative à la situation des fonctionnaires des territoires d'outre-mer à la suite des grèves : *Discussion générale* [17 mai 1950] (p. 3757, 3758); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Education nationale : *Discussion générale* [8 juin 1950] (p. 4498); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 5 : *Son amendement tendant à amnistier les condamnations politiques prononcées dans les territoires d'outre-mer* [16 novembre 1950] (p. 7785, 7786); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4110 : *Assistance aux tuberculeux (Tuberculose à la Guadeloupe)* [4 mai 1951] (p. 4574, 4575); —

du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux; Etat B, INVESTISSEMENTS HORS MÉTROPOLE : *Discussion de son amendement relatif aux investissements dans les territoires d'outre-mer* [6 mai 1951] (p. 4704); *Son amendement tendant à augmenter de 500 millions les prêts à long terme dans les départements d'outre-mer* (p. 4706); Art. 2 : *Son amendement tendant à réserver 249 millions à l'équipement agricole des départements d'outre-mer* (p. 4727, 4728).

ARNAL (M. Frank), Député du Var.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des moyens de communication [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [4 mai 1948] (p. 2484), [1^{er} juin 1948] (p. 3049), [7 juin 1949] (p. 3172). — Est nommé membre : de la Commission d'enquête chargée d'enquêter sur l'accident de l'avion « Cormoran N.C. 211 » [21 juin 1949] (p. 3549); de la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés dans la déclaration du Président du Conseil du 17 janvier 1950 [31 janvier 1950] (p. 383). — Est élu : Vice-président [2 février 1950] (**F. n° 510**), puis Président de cette commission [17 mai 1950] (**F. n° 552**).

Dépôts :

Le 25 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi constatant la nullité des actes dits « loi du 29 mars 1941 » et « loi du 28 septembre 1942 » portant modification à la loi du 4 mars 1929 sur l'organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte, **n° 2143**. — Le 1^{er} août 1947, un rapport au nom de la Com-

mission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Manceau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fournir les crédits nécessaires et à prendre rapidement les dispositions pour activer la mise au point et la construction en série d'un appareil de sauvetage des équipages de sous-marins, **n° 2220**. — Le 24 février 1948, une proposition de loi tendant au redressement de la situation créée aux officiers d'administration et ingénieurs des directions de travaux de la marine atteints par le décret du 2 août 1940, **n° 3518**. — Le 4 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Arnal et plusieurs de ses collègues tendant au redressement de la situation créée aux officiers d'administration et ingénieurs des directions de travaux de la marine atteints par le décret du 2 août 1940, **n° 5142**. — Le 22 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi portant création d'un contingent exceptionnel de croix du Mérite maritime en faveur des états-majors et des équipages de la marine militaire ayant participé aux dragages, **n° 7570**. — Le 13 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Anxionnaz tendant à étendre l'application des majorations de services prévues par la loi du 26 mars 1937 aux médecins et pharmaciens de réserve admis dans l'armée active en vertu des articles 3 et 4 de la loi du 4 janvier 1929, **n° 7878**. — Le 3 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à étendre l'application des majorations de service prévues par la loi du 26 mars 1937 aux médecins et pharmaciens de réserve admis dans l'armée active en vertu des articles 3 et 4 de la loi du 4 janvier 1929, **n° 9434**. — Le 30 mai 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi modifiant à titre provisoire les articles 54, 55 et 58 de la loi du 4 mars 1929 portant organisation des différents corps d'officiers de l'armée de mer et du corps des équipages de la flotte, **n° 10096**. — Le 15 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter du 16 mars au 1^{er} avril 1951 l'application de la majoration de 10 0/0 en cas de non-paiement de l'impôt sur le revenu des per-

sonnes physiques, notamment en ce qui concerne les petits et moyens commerçants, **n° 12497**. — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Bartolini et plusieurs de ses collègues tendant à assimiler le salaire des ouvriers titulaires, auxiliaires ou journaliers des établissements militaires (Air, Guerre, Marine), avec le salaire pratiqué dans les industries similaires de la région parisienne; 2° du M. Alfred Coste-Floret tendant à fixer le salaire des ouvriers civils des établissements militaires, **n° 12790**.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947 : *Ses observations sur l'ensemble* [7 mars 1947] (p. 784). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires pour 1950; Art. 1^{er}, Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 9010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les travaux du service des poudres* [10 mai 1950] (p. 3513); *le retire* (ibid); Etat A, GUERRE, Chap. 912 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'armement* [11 mai 1950] (p. 3558); *le retire* (p. 3559); Etat A, MARINE, Chap. 9062 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'aéronautique navale (hélicoptères)* (p. 3589); *le retire* (ibid); — d'une proposition de loi relative au salaire des ouvriers des établissements militaires; en qualité de *Rapporteur* [11 mai 1951] (p. 5034, 5038).

ARTHAUD (M. René), Député du Vaucluse.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [21 janvier 1947] (p. 27), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34). — Est élu Vice-Président de cette Commission [J. O. du 29 janvier 1948] (p. 964). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1948] (p. 4036), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950]

(p. 299); de la Commission des territoires d'outre-mer [8 novembre 1949] (p. 6002), [19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945 [26 janvier 1948] (p. 195), [4 mai 1948] (p. 2484). — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur les incidents survenus en Côte d'Ivoire [9 mai 1950] (p. 3350).

Dépôts :

Le 7 février 1947, une proposition de loi tendant à remettre à l'Etat la concession et la charge du canal d'irrigation de Pierrelatte, **n° 498**. — Le 11 février 1947, une proposition de loi tendant à renforcer les sanctions professionnelles infligées à certains praticiens de professions médicales ou paramédicales pour des faits de collaboration, **n° 502**. — Le 11 février 1947, une proposition de loi tendant à faire remettre à chaque écolier, à la fin de sa scolarité obligatoire, un exemplaire officiel du texte de la Constitution de la République française, **n° 503**. — Le 11 février 1947, une proposition de loi tendant à ouvrir au budget du Ministère de la Santé publique et de la Population un crédit de dix millions destiné à permettre à des malades français de bénéficier de thérapeutiques seulement appliquées dans des pays étranger, **n° 508**. — Le 25 février 1947, une proposition de loi tendant à améliorer le contrôle médical scolaire, **n° 735**. — Le 19 juin 1947, une proposition de loi tendant à la création d'écoles normales d'infirmières ou infirmiers et d'assistantes ou assistants de service social, **n° 1763**. — Le 8 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer sans délai le prix du blé et le prix des battages, **n° 1938**. — Le 24 juillet 1947, une proposition de loi tendant à accorder une subvention d'un million de francs aux organisateurs des manifestations artistiques du théâtre antique d'Orange, **n° 2133**. — Le 7 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour la titularisation des inspecteurs des pharmacies à occupation accessoire, **n° 2295**. — Le 21 novembre 1947, une proposition de loi tendant à ouvrir au Ministère de l'Agriculture un crédit de vingt millions pour réparer les dégâts commis aux exploitations

viticoles de Bonnieux, Roussillon, Gargas et Apt. par l'orage de grêle du 13 août 1947, n° 2691. — Le 22 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter l'attribution de carburant liquide alloué aux distributeurs de gaz butane, n° 3982. — Le 13 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exempter du prélèvement de lutte contre l'inflation les agriculteurs et notamment les viticulteurs de la vallée de l'Aygues dont la récolte a été détruite par la gelée du 22 février, n° 4193. — Le 25 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un certain nombre d'avantages aux agriculteurs des communes de Bédarrides, Sarrians, Loriol, Carpentras et Montoux à la suite de l'orage de grêle du 16 mai 1948, n° 4315. — Le 28 mai 1948, une proposition de loi portant institution d'un statut des personnels hospitaliers, n° 4360. — Le 28 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître d'utilité publique la Société des amis de la Sorgue souterraine, n° 4367. — Le 23 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Regaudie et plusieurs de ses collègues tendant à planifier les prix de vente des spécialités pharmaceutiques, n° 4675. — Le 4 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à subventionner chaque année les chorégies d'Orange, la semaine d'art d'Avignon et les représentations de Vaison-la-Romaine, n° 5144. — Le 1^{er} février 1949, une proposition de loi tendant : 1° à abroger le décret n° 49-110 du 26 janvier 1949; 2° à suspendre l'activité de l'Entr'aide française; 3° à remettre ses attributions aux organismes d'aide sociale constitués auprès des collectivités locales; 4° à constituer une Commission parlementaire chargée d'enquêter sur la gestion et l'activité de cette œuvre de secours, n° 6246. — Le 11 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promulguer sans délai les textes d'application prévus par la loi n° 46-1172 du 23 mai 1946 portant création de la Société des produits biochimiques et notamment le décret prévu à l'article 6. approuvant les statuts de cette société, n° 6397. — Le 4 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire droit aux légitimes revendications du

personnel spécialisé des hôpitaux, n° 6669. — Le 4 mars 1949, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 6686. — Le 4 mars 1949, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 6687. — Le 30 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder au reclassement de la totalité du personnel du Centre national de la pénicilline, n° 6887. — Le 2 juin 1949, une proposition de loi tendant au rétablissement des crédits nécessaires au fonctionnement du laboratoire de contrôle des médicaments antivénéériens, n° 7322. — Le 1^{er} juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever le taux des subventions relatives aux travaux d'assainissement, n° 7721. — Le 8 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un contingent d'essence à titre prioritaire à tout salarié possesseur d'un véhicule automobile à l'occasion de son congé annuel, n° 7806. — Le 21 juillet 1949, une proposition de loi tendant à venir en aide aux agriculteurs sinistrés par l'orage de grêle du 16 juillet, notamment dans les communes de Faucon, Saint-Romain, Puymeras, Roaix et Vaison-la-Romaine, n° 7971. — Le 30 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux boulangers et aux pâtisseries le libre choix de leur meunier, n° 8125. — Le 27 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux invalides de guerre, blessés des membres inférieurs, possesseurs d'un vélomoteur, un contingent prioritaire de carburant, n° 8277. — Le 27 octobre 1950, une proposition de loi tendant à abroger l'article 14 de la loi n° 50-388 du 2 avril 1950 portant nouvelle répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950 et à assurer le financement des prestations familiales agricoles, n° 11126. — Le 17 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder sans délai les crédits nécessaires : 1° à venir en aide aux sinistrés des inondations du 14 mars 1951 dans le Vaucluse et notamment à Pertuis, Apt, Gavaillon et Sorgues; 2° au rétablissement des ouvrages d'art emportés par la crue de la Durance du 14 mars 1951, n° 12542. — Le 11 mai 1951, une proposition

de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à nouveau aux travailleurs saisonniers employés à la cueillette des fraises et venant de départements extérieurs, le retour gratuit dans leur département d'origine, n° 13216.

Interventions :

Son rapport au nom du 6^e Bureau sur les opérations électorales du territoire de la Nouvelle-Calédonie [23 décembre 1946] (p. 364). — Son rapport au nom du 6^e Bureau sur les élections du département de la Moselle [28 janvier 1947] (p. 64). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi sur l'organisation administrative de la sécurité sociale : en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique* [27 février 1947] (p. 505); — du projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947; Art. 29 : *Son amendement tendant à porter de 20 à 25 0/0 les subventions aux travaux pour les hôpitaux et hospices et les écoles d'infirmières* [6 mars 1947] (p. 679, 680); Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 901 : *Equipement des organismes d'hygiène sociale* [7 mars 1947] (p. 751); — du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (*Dépenses civiles*), SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale* [17 juillet 1947] (p. 3114, 3115, 3116, 3118, 3121, 3123); Chap. 546 : *Activité théâtrale en France (théâtre antique d'Orange)* (p. 3438); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail; Art. 1^{er} : *Les cheminots d'Avignon* [29 novembre 1947] (p. 5385); — de l'interpellation de M. Michel sur les incidents sanglants de Valence le 4 décembre 1947 [5 décembre 1947] (p. 5520, 5521). — Est entendu sur une communication du Gouvernement sur la situation sociale [6 décembre 1947] (p. 5539). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réorganisation des compagnies républicaines de sécurité; Art. 3 : *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à faire recruter parmi les radiés des cadres en cas de vacances* [9 décembre 1947] (p. 5583); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Etat I, AGRICULTURE, Chap. 517 : *Son amendement relatif aux primes à la reconstitution des oliveraies* [26 décembre 1947] (p. 6280); Chap. 518 : *Son amendement relatif aux recherches intéres-*

sant la viticulture (p. 6280); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour 1947; Art. 1^{er}, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 411 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour assistance aux tuberculeux* [19 mars 1948] (p. 1985); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1948, amendé par le Conseil de la République; Art. 29 : *Subventions aux départements et communes* [20 mars 1948] (p. 2052); — du projet de loi portant transformation en écoles publiques des écoles privées des houillères : *Ajournement de la discussion* [20 mars 1948] (p. 2054); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 20 : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Buron tendant à taxer les bénéfices perçus grâce à la sécurité sociale comme les traitements et salaires* [23 avril 1948] (p. 2253); — du projet de loi portant suspension de l'application de la taxe de 4 0/0 sur la viande fraîche; Art. unique : *Son amendement tendant à appliquer la loi partout* [30 avril 1948] (p. 2426, 2427); — du projet de loi relatif à la lutte contre les maladies vénériennes; Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir l'équipement technique nécessaire* [19 mai 1948] (p. 2717); — des propositions de loi relatives à la lutte contre l'alcoolisme : *Sa proposition de renvoi de la proposition de résolution à la Commission* [19 mai 1948] (p. 2742); — des propositions de loi relatives aux spécialités pharmaceutiques : *Demande du Gouvernement tendant au renvoi à la Commission* [20 mai 1948] (p. 2766, 2768, 2769); *Inscription à l'ordre du jour du mardi 25 mai* (p. 2769); *Discussion générale* [25 mai 1948] (p. 2881, 2882); Art. 2 : *Son amendement tendant à ne pas rembourser les produits dépassant le tarif pharmaceutique national* (p. 2882, 2883, 2884); *Amendement de M. Plevin tendant à rembourser aussi les produits faisant l'objet de publicité* (p. 2886); Art. 4 : *Amendement de M. Solinhac tendant à ajouter le mot « conforme » au deuxième alinéa* (p. 2888); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (ibid.); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 163 : *Services du génie rural et de l'hydraulique agricole* [25 mai 1948] (p. 2899, 2900); Chap. 305 2 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le canal de Pierrelatte* (p. 2912); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 133 :

Service de la pharmacie [29 juillet 1948] (p. 5049); Chap. 404 : *Dispensaires antituberculeux* (p. 5052); Chap. 511 : *Hygiène et prophylaxie mentales* (p. 5067); Chap. 519-2 : *Subventions à la Croix-Rouge* (p. 5069); Chap. 524 : *Amendement de M. Savard tendant à supprimer les subventions aux associations familiales* (p. 5071); Chap. 708 : *Ses observations sur l'ensemble de ce budget* [30 juillet 1948] (p. 5121, 5122); — du projet de loi ratifiant l'accord franco-polonais du 19 mars 1948 : *Discussion générale* [27 mai 1948] (p. 2969, 2970); — de la proposition de loi relative aux unions d'associations familiales : *Son rappel au règlement* [10 juin 1948] (p. 3399); *Contre la suspension de séance : Ses observations sur le décret Poinso-Chapuis* (p. 3399 et suiv.); *Ses explications de vote sur la demande de discussion d'urgence de M. Thamier* (p. 3408, 3409); — des projets de loi ratifiant trois actes internationaux (coopération économique) : *Discussion générale* [6 juillet 1948] (p. 4339 et suiv.); *Convention de coopération économique*; Art. 1^{er} : *Ses explications de vote* [7 juillet 1948] (p. 4388, 4389). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Son rappel au règlement : Débat sur la laïcité*) [15 juillet 1948] (p. 4611); — au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi abrogeant l'ordonnance Billoux relative aux associations familiales *Sur l'urgence* [16 juillet 1948] (p. 4664 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant au redressement économique et social; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa* [10 août 1948] (p. 5641); — du projet de loi relatif à l'application de l'accord économique franco-américain : *Discussion générale* [19 août 1948] (p. 6000, 6001); Art. 3 : *Son amendement tendant à assurer la représentation des divers groupes politiques dans les Sous-Commissions* (p. 6003); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Art. 19 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [20 août 1948] (p. 6061); — du projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation de dépenses pour 1948 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [23 août 1948] (p. 6127); — du projet de loi portant répression de crimes de guerre amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [26 août 1948] (p. 6319). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouverne-

ment envers le Gouvernement espagnol [26 août 1948] (p. 6361). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant modification d'autorisations d'engagement de dépenses et de crédits pour 1948 (Investissements); Art. 3 : *Investissements pour l'Électricité de France* [27 août 1948] (p. 6385); Art. 10 : *Demande de disjonction de M. Gresa* (p. 6389); — du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse; Art. 3 : *Représentation de l'Union des associations familiales* [27 janvier 1949] (p. 150); — d'une proposition de résolution relative à la création de la Société des produits biochimiques (*Demande de renvoi à la Commission des finances*) [1^{er} mars 1949] (p. 1028). — Est entendu pour un rappel au règlement (*Débat sur le Centre national de pénicilline*) [1^{er} mars 1949] (p. 1041). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949; Art. 3 : *Budgets annexes (Son amendement tendant à réduire de 40 millions les crédits pour le service des poudres, abandon de la fabrication de pénicilline)* [3 mars 1949] (p. 1232, 1233); — des interpellations sur la dissolution de l'Entraide française : *Discussion générale* [10 mars 1949] (p. 1479); — d'une proposition de loi relative à l'acquisition du Centre national de pénicilline : *Demande présentée par le Gouvernement de renvoi à la Commission* [22 mars 1949] (p. 1671, 1672); — d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à reclasser le personnel du Centre national de la pénicilline; en qualité de *Rapporteur : Sa demande d'un délai supplémentaire* [6 avril 1949] (p. 2120, 2121); — d'une proposition de loi relative au Centre national de la pénicilline : *Son contre-projet tendant à maintenir ce centre* [14 avril 1949] (p. 2442, 2443, 2444, 2445); *Amendement de M. Segelle tendant à transférer l'installation du Centre de la pénicilline à l'œuvre de la transfusion sanguine* (p. 2445); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2446); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la santé publique et de la population amendé par le Conseil de la République; Chap. 527 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur les subventions à la Croix-Rouge française* [14 avril 1949] (p. 2486); — d'une proposition de résolution relative au reclassement du personnel du Centre national de la pénicilline : *Discussion générale* [18 mai 1949]

(p. 2576, 2577); — d'une proposition de loi tendant à créer la carte sociale des économiquement faibles : *Discussion générale* [31 mai 1949] (p. 2941); Art. 3 : *Amendement de M. Duprat tendant à accorder aux économiquement faibles des réductions sur le prix du gaz et de l'électricité et des voyages gratuits* (p. 2943); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2944); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Définition juridique des économiquement faibles* [30 juillet 1949] (p. 5634, 5635); Art. 3 : *Droits attachés à la possession de cette carte* (p. 5635); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement; Art. 1^{er}, Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 802 : *Reconstruction des ouvrages d'art* [5 juillet 1949] (p. 4210); Chap. 901 : *Entretien des routes nationales* [5 juillet 1949] (p. 4211). — Dépose une demande d'interpellation sur la réorganisation des laboratoires de l'académie de médecine [6 juillet 1949] (p. 4306). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe; Art. 4 : *Son amendement tendant à permettre à l'Assemblée Nationale de retirer à un délégué sa qualité de membre titulaire ou suppléant* [9 juillet 1949] (p. 4501); Art. 5 : *Amendement de M. Giovoni tendant à supprimer l'article relatif aux dépenses du Conseil de l'Europe* (p. 4501, 4502); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4504, 4505). — Est entendu pour une prorogation du délai de validité de l'urgence de la proposition de loi relative aux aveugles et grands infirmes [13 juillet 1949] (p. 4720). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au minimum vital des aveugles et des grands infirmes; Art. 3 : *Amendement de M. Buron relatif à la délivrance de la carte d'invalidité* [19 juillet 1949] (p. 4764); Art. 4 : *Reprend les amendements de M. Frédéric-Dupont tendant à prévoir un crédit pour les livres en relief et à exonérer de droits de douane les appareils à l'usage des aveugles* (p. 4767); Art. 7 : *Application de l'article 16 de la loi des maxima* (p. 4769); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art 5 : *Son amendement tendant à supprimer les mots « qui peut être »* [30 juillet 1949] (p. 5626). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'achat à l'étranger de respirateurs artificiels [13 octobre 1949] (p. 5766); — sur la promulgation des textes d'application de la loi du 2 août 1949

venant en aide à certaines catégories d'aveugles et d'infirmes [3 novembre 1949] (p. 5960); — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'envoi d'une mission d'études aux Iles Kerguelen et Crozet : *Discussion générale* [4 novembre 1949] (p. 5980, 5981, 5982). — Dépose une demande d'interpellation : sur les conditions d'expropriation des terrains de Donzère-Mondragon par les compagnies nationales du Rhône [8 novembre 1949] (p. 6019); — sur la suppression du contingentement pour les importations de vêtements confectionnés [8 novembre 1949] (p. 6019). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réorganisation du régime d'émission à Madagascar : *Discussion générale* [24 novembre 1949] (p. 6409); Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Defferre tendant à confier l'émission de la monnaie à un institut d'émission* [2 décembre 1949] (p. 6557); *Amendement de M. Duveau tendant à maintenir les règles d'émission fixées par la loi du 22 décembre 1925* (p. 6558); *Son amendement tendant à limiter à trois ans la durée du renouvellement du privilège d'émission* (p. 6558); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 6560); Art. 3 : *Son amendement tendant à obliger la banque à subvenir aux besoins de la production indigène* (p. 6564); *le retire* (p. 6565); *Amendement de M. Apithy tendant à prévoir des prêts à long terme aux artisans ainsi que pour la construction d'immeubles* (p. 6566); Art. 4 : *Son amendement tendant à inclure dans le conseil d'administration six membres élus par les assemblées représentatives locales* (p. 6581, 6582); *Amendement de M. Duveau tendant à inclure dans ce conseil quatre membres nommés sur proposition des assemblées représentatives et des chambres de commerce* (p. 6583); *Son amendement tendant à substituer « désignation » à « proposition »* (p. 6583); Art. 7 : *Son amendement tendant à faire approuver par une loi les conventions sur les modalités d'application* (p. 6585); Art. 8 : *Amendement de M. Malbrant tendant à supprimer le troisième alinéa* (p. 6586); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6587); — du projet de loi portant création d'un établissement administratif à l'île Amsterdam : *Discussion générale* [1^{er} décembre 1949] (p. 6488); — du projet de loi réformant le régime de l'interdiction de séjour en Nouvelle-Calédonie (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [1^{er} décembre 1949] (p. 6491); — du projet de loi réformant le régime de l'interdiction de séjour dans les

territoires d'outre-mer, A. E. F., Océanie et Territoires de l'Inde : *Discussion générale* [1^{er} décembre 1949] (p. 6491); — du projet de loi portant suppression de la Cour de justice d'Indochine : *Discussion générale* [1^{er} décembre 1949] (p. 6492); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur la guerre d'Indochine, l'exploitation colonialiste du pays par la Banque d'Indochine)* [22 décembre 1949] (p. 7173, 7174, 7175); Art 3 : *Amendement de M. Rivet tendant à réduire de 5 milliards les dépenses militaires* [26 décembre 1949] (p. 7303, 7304); — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Motion préjudicielle de M. Defferre tendant à affirmer l'indépendance du Viet-Nam quel que soit son Gouvernement* [27 janvier 1950] (p. 605, 606); *Discussion générale (Ses observations sur la faiblesse du régime Bao-Daï, les ambitions américaines en Indochine et la lutte des peuples contre l'alcoolisme)* [28 janvier 1950] (p. 648, 651, 652, 653, 654); *Motion de M. Montel demandant l'affichage du discours de M. Pleven, Ministre de la Défense nationale* (p. 682); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Saravane Lambert tendant à prévoir la cessation des hostilités et une consultation des populations de l'Indochine* (p. 687) — Est entendu pour un fait personnel (*Sa réponse à M. Lussy au sujet de son attitude pendant l'occupation*) [28 janvier 1950] (p. 697, 698). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique de provocation poursuivie en Côte-d'Ivoire et la tentative d'arrestation de M. Houphouët-Boigny [1^{er} février 1950] (p. 865); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [16 février 1950] (p. 1129, 1130, 1139); *Son rappel au règlement* (p. 1141); — sur les événements scandaleux du 5 janvier 1950 à Bordj Cedria (Tunisie) [3 février 1950] (p. 967). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur la composition du Gouvernement à la suite de la démission des Ministres socialistes : *Discussion générale (Ses observations sur les troubles de la Côte-d'Ivoire)* [7 février 1950] (p. 1051, 1052); — d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre mer; Art. 4 : *Sous-amendement de M. Benoist tendant à prévoir des augmentations de crédit pour le personnel fonctionnaire des territoires d'outre-mer* [23 février 1950]

(p. 1342); *Sous-amendement de M. Benoist tendant à prévoir des augmentations de crédit en fonction des réductions effectuées sur d'autres chapitres* (p. 1343); — du projet de loi organisant un referendum dans les Etablissements français de l'Inde : *Discussion générale* [24 février 1950] (p. 1438); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis : *Discussion générale* [15 mars 1950] (p. 2073, 2074) — Dépose une demande d'interpellation sur la politique colonialiste et impérialiste du Résident général du Maroc [23 mars 1950] (p. 2290). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du budget de la France d'outre-mer*) [23 mai 1950] (p. 3820). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; FRANCE D'OUTRE-MER, Art. 2 : *Amendement de M. Lisette tendant à supprimer l'article faisant supporter, dès 1950, les dépenses de la magistrature par les budgets locaux* [6 juin 1950] (p. 4319); *Dépenses de la magistrature dans les territoires d'outre-mer* (p. 4319, 4320); Art 1^{er}, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.200.000 francs les crédits demandés pour le personnel de l'Administration centrale (politique colonialiste du Gouvernement)* (p. 4322, 4323, 4324, 4330); Chap. 1280 : *Amendement de M. Cermolacce tendant à réduire de 100.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité dans les territoires d'outre-mer (Incidents de la Côte-d'Ivoire)* (p. 4335, 4336); *Son amendement tendant à réduire de 398 millions les crédits de ce chapitre (guerre au Viet-Nam)* (p. 4338); *Amendement de M. Konate tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Incidents du Niger)* (p. 4340); Chap. 5020 : *Amendement de M. Laurelli tendant à rétablir les crédits pour subventions au budget de Saint-Pierre et Miquelon* (p. 4343, 4344); Chap. 5040 : *Amendement de M. Pronteau tendant à réduire de 2 millions les crédits pour subvention aux œuvres privées* (p. 4344); Chap. 5090 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour Radio France-Asie* (p. 4347); PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 5020 : *Subventions au Commissariat à l'énergie atomique* [14 juin 1950] (p. 4760, 4761); INFORMATION, Chap. 1000 : *Personnel temporaire (Ses observations sur le libre droit d'expression d'un parlementaire par brochures ou par les journaux)* (p. 4762, 4763). — Dépose

une demande d'interpellation : sur la continuation de la guerre au Viet-Nam et les propositions de paix du Gouvernement Ho Chi Minh [17 octobre 1950] (p. 6921); la développe (*Ses observations sur le caractère véritable de la guerre franco-vietnamienne, la politique impérialiste des États-Unis, la nécessité de traiter avec Ho Chi Minh et la générosité du Viet Minh à l'égard des prisonniers français*) [19 octobre 1950] (p. 6982, 6983, 6984, 6985); *Discussion générale (Menaces lancées par M. Theetten)* (p. 7009); *Son ordre du jour demandant le rapatriement des corps expéditionnaires* (p. 7013); — sur les événements militaires et politiques survenus au Vietnam [14 novembre 1950] (p. 7744); la développe [22 novembre 1950] (p. 8011, 8012, 8013, 8014, 8015, 8016, 8017); *Son ordre du jour demandant la paix en Indochine* (p. 8046). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [27 novembre 1950] (p. 8189, 8190, 8191, 8192); Art. 2 : *Demande de suspension du débat présentée par M. Castellani* [2 décembre 1950] (p. 8465); *Amendement de M. Malbrant tendant à interdire en principe le travail forcé* (p. 8465); *Amendement de M. Malbrant tendant à prévoir un certain nombre de cas où le travail forcé est maintenu* (p. 8467); Art. 1^{er} : *Sous-amendement de M. Castellani tendant à supprimer les mots « moyennant rémunération »* [9 décembre 1950] (p. 8898); Art. 3 : *Amendement de M. Benoist tendant à élargir le champ d'action des syndicats* (p. 8900); Article additionnel : *Amendement de M. Malbrant tendant à faire communiquer au Procureur de la République le bilan des syndicats* (p. 8902); Art. 21 : *Amendement de M. Castellani relatif à la constitution de caisses de secours par les syndicats* [16 décembre 1950] (p. 9203); Art. 21 : *Amendement de M. Castellani relatif au contrôle financier des caisses de solidarité* (p. 9205); Art. 27 : *Amendement de M. Martine tendant à prévoir la mise à la disposition de locaux par les Gouverneurs au profit des syndicats* (p. 9211); Art. 37 : *Amendement de M. Duveau relatif aux clauses interdisant aux travailleurs d'accepter un travail analogue dans la même région* [20 décembre 1950] (p. 9344); — des conclusions d'un rapport sur l'enquête concernant les faits relatés par le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 (l'affaire Revers-Mast) : *Ordre de priorité des propositions de résolution* [28 novembre 1950]

(p. 8235); — du projet de loi relatif aux engagements spéciaux pour l'Indochine : *Discussion générale* [3 janvier 1951] (p. 87, 88, 89); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Officiers français mis à la disposition de Bao Dai* [5 janvier 1951] (p. 216, 217) — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions et les motifs de l'exécution à Tananarive le 19 juillet 1948 de M. Samuel Rakotondrabe principal témoin du procès des parlementaires malgaches [9 février 1951] (p. 979). — Prend part : aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Henri Queuille) : *Ses observations sur la politique colonialiste du Gouvernement* [9 mars 1951] (p. 1810); — à la suite de la discussion du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer; Art. 109 : *Amendement de M. André Noël relatif à la fixation de la durée du travail par arrêté du chef du territoire* [17 mars 1951] (p. 2135); *Amendement de M. Douala Manga Bell tendant à prendre l'avis de l'Assemblée représentative locale* (p. 2137, 2138); Art. 208 : *Amendement de Mme Lejevre tendant à reconnaître comme légale la grève déclenchée après notification de l'opposition aux recommandations de l'expert* [30 avril 1951] (p. 4373) — Est entendu sur un incident (*refus par la Présidente, Mme Péri, du dépôt d'une demande d'interpellation de M. Pourtalet*) [17 mars 1951] (p. 2139). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 38 : *Son amendement tendant à augmenter le nombre des députés des territoires d'outre-mer* [21 mars 1951] (p. 2430); *Demande de disjonction des amendements concernant les territoires d'outre-mer présentée par M. de Menthon* (p. 2431); Art. 2 : *Amendement de M. Castellani tendant à rétablir la représentation des Français du Maroc, de Tunisie et d'Indochine* (p. 2448); Article additionnel : *Amendement de M. Juglas tendant à ne pas appliquer la loi aux départements d'outre-mer* (p. 2458, 2459); *Son sous-amendement tendant à prévoir un texte spécial pour les territoires d'outre-mer* (p. 2459); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; FRANCE D'OUTRE-MER : *Demande de renvoi du débat présentée par M. Juglas* [4 avril 1951] (p. 2671); Chap. 1010 : *Amendement de M. Tchicaya tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités et allocations diverses*

(réorganisation du service de santé) (p. 2688); Chap. 1280 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les magistrats dans les territoires d'outre-mer (Procès de l Côte-d'Ivoire et massacre de Madagascar)* (p. 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2707, 2708); Chap. 1310 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour les îles Kerguelen et Amsterdam* (p. 2708, 2709) — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Code du travail dans les territoires d'outre-mer*) [4 avril 1951] (p. 2711, 2712) — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 1^{er} : *Crédits du plan d'aide militaire (Occupation américaine en France)* [19 avril 1951] (p. 3543, 3544). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'attitude du Gouvernement à l'égard de la publication par un journal américain d'un article annonçant la remise de la base d'Orange (Vaucluse) aux forces aériennes américaines [6 mai 1951] (p. 4692); — sur l'ouverture d'un Commissariat général des Etats-Unis à Abidjan [6 mai 1951] (p. 4692). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour 1951; Etat B, ENERGIE, LIGNE 4 : *Demande de disjonction du prêt de 10 milliards à la Compagnie nationale du Rhône présentée par M. Michel* [6 mai 1951] (p. 4693, 4694) — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Exécution du noir Mac Gee aux U. S. A.*) [8 mai 1951] (p. 4830). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951; Art. 2 : *Son amendement tendant à abroger la taxe de 1 0 0 sur les produits agricoles et à surtaxer les bénéficiaires industriels et commerciaux supérieurs à 2 millions* [10 mai 1951] (p. 4996, 4997, 4998). — Est entendu sur la motion de censure de M. Chambeiron condamnant l'opposition du Gouvernement à la suppression des abattements de zones de salaires (*Date du vote sur la motion de censure*) [11 mai 1951] (p. 5060). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article unique (attitude colonialiste du Gouvernement)* [11 mai 1951] (p. 5076); — du projet de loi portant ouverture de crédits militaires supplémentaires pour 1951 : *Sa motion préjudicielle tendant à suspendre le débat pour protester contre l'exécution de 20 otages*

vietnamiens à Dulat [17 mai 1951] (p. 5358, 5359); — du projet de loi de finances pour 1951 : Art. 3 : *Ouverture de 743 milliards pour les départements militaires et nécessité probable de 55 milliards supplémentaires* [18 mai 1951] (p. 5507); Art. 14 quinquies : *Son amendement tendant à mettre à la charge de l'acheteur les taxes à l'achat des produits agricoles* (p. 5522, 5523).

ASSERAY (M. Louis), Député du Maine-et-Loire.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [8 février 1949] (p. 400); de la Commission de l'agriculture [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission des pensions [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 28 novembre 1944 modifiée) [20 mai 1947] (p. 1678) — Est nommé membre de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276).

Dépôts :

Le 18 juin 1948, une proposition de loi relative au Crédit mutuel, n° 4628. — Le 21 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Martineau tendant à compléter la loi n° 48-1250 du 5 août 1948 organisant le marché des sels de l'Ouest, n° 10386.

Interventions :

Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi de M. Gros concernant la réglementation du temps de travail dans les professions agricoles : *Discussion générale*; en qualité

de *Rapporteur pour avis* [25 juillet 1947] (p. 3529). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au calcul des prestations familiales; Art 2 : *Amendement de M. Valay relatif aux prestations au titre agricole*, 6 février 1948] (p. 470); — du projet de loi relatif à l'élection des conseils d'administration des organismes de la Mutualité agricole, amendé par le Conseil de la République: Art. 25 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République, prévoyant des exceptions à la règle de l'incompatibilité des fonctions d'administrateur avec certaines autres professions* [17 mai 1949] (p. 2546). — Ses rapports sur des pétitions [28 juin 1949] (p. 3915), [1^{er} décembre 1949] (p. 6539).

ASTIER DE LA VIGERIE (M. Emmanuel d'), Député d'Ille-et-Vilaine.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est élu président de la Commission de l'intérieur [*J. O.* du 23 décembre 1946] (p. 10803).

Dépôts :

Le 4 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux familles des victimes de l'incendie qui a eu lieu à Bruz (Ille-et-Vilaine) le 30 décembre 1950, un secours de 10 millions de francs, n° 11848. — Le 22 février 1951, une proposition de loi tendant à supprimer les abattements de zones, n° 12300 — Le 5 avril 1951, une proposition de loi tendant à réprimer la propagande de guerre, n° 12712.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif aux indemnités de fonctions des membres du Conseil général de la Seine; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Jean-Paul*

Palewski tendant à attribuer des indemnités équivalentes aux conseillers de Seine-et-Oise [7 février 1947] (p. 226) — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux indemnités de déplacement et de séjour allouées aux conseillers généraux, en qualité de *Président de la Commission de l'intérieur* (p. 227, 243, 244); — du projet de loi maintenant en vigueur certaines dispositions prorogées par la loi du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités; Art. 1^{er} : *Proposition d'un article premier bis* [25 février 1947] (p. 452); — des propositions de loi relatives aux contrats passés par les collectivités locales, en qualité de *Président de la Commission de l'intérieur : Discussion générale* [4 mars 1947] (p. 576); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Paul Bastid tendant à limiter les possibilités de résiliation des contrats passés par les collectivités locales* (p. 586); *Amendement de M. Charles Serre tendant à ce que, lors de la résiliation des contrats de concession, en vue de leur transformation en régie, M. le Ministre des Finances soit consulté et participe à la signature des décrets* (p. 587); *Poursuite de la discussion* (p. 590); Art. 9 : *Amendement de M. Serre tendant à permettre aux collectivités locales qui obtiendront le rachat d'une concession en vue de sa transformation en régie, de faire émettre des obligations par le Crédit foncier de France* (p. 596). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A. INTÉRIEUR : *Discussion générale : Son exposé en qualité de Président de la Commission de l'intérieur (Casernes et matériel de transmission)* [7 mars 1947] (p. 765) — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi abrogeant les taxes sur le statut provisoire de l'administration préfectorale, en qualité de *Président de la Commission de l'intérieur* [20 mars 1947] (p. 974, 975); — sur la proposition de loi de M. Robert Bichet relative à la distribution des journaux : *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1146); Art. 4 : *Son amendement tendant : 1° à remplacer dans le texte les mots « sociétés coopératives de presse » par « sociétés coopératives de messageries de presse » ; 2° à empêcher les coopératives de presse de se dessaisir de leur privilège en faveur d'entreprises commerciales* p. 1155, 1156); Art. 7 : *Amendement de M. Charles Lussy tendant à ce qu'à l'échelon national, il ne puisse y*

avoir qu'une seule coopérative de messageries ; Son amendement ayant le même objet (p. 1158, 1160) ; le retire (p. 1160) ; Date du scrutin public à la tribune (p. 1161) ; Art. 17 : Son amendement tendant à placer un commissaire du Gouvernement près de chaque société coopérative de presse et à procurer à celles-ci l'appui de l'Administration des P.T.T. (p. 1165, 1166), [28 mars 1947] (p. 1251) ; Art. 17 bis : Son amendement tendant à faire fixer par la loi le sort du matériel et des entreprises de distribution actuellement réquisitionnés [29 mars 1947] (p. 1292, 1293, 1294) ; Art. 17 ter : Son amendement tendant à ce que le contrôle du commissaire du Gouvernement s'étende aux sociétés où les coopératives sont majoritaires (p. 1294, 1296) ; Art. 5 bis : Heure de la discussion (p. 1297, 1309). — Intervient dans la discussion du projet de loi, amendé par le Conseil de la République, relatif aux indemnités allouées aux maires et adjoints, en qualité de *Président de la Commission de l'intérieur* [28 mars 1947] (p. 1231). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Renvoi au lendemain de la discussion des projets financiers*) [28 mars 1947] (p. 1265, 1266). — Participe à la discussion de la proposition de loi de Mme Lempereur relative aux limites d'âge et retraites des fonctionnaires et agents des services publics, en qualité de *Président de la Commission de l'intérieur* [17 juin 1947] (p. 2141). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947, INTÉRIEUR, Chap. 101 : Amendements de MM. Gaillard et Serre tendant à réduire les crédits [26 juin 1947] (p. 2519, 2521). — Est entendu : sur la demande de discussion d'urgence du projet de loi portant création de postes préfectoraux dans les départements d'outre-mer [7 juillet 1947] (p. 2772) ; — sur l'adoption en deuxième lecture d'une proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales ; Art. 1^{er} : Explications de vote sur les amendements de MM. René Mayer et Truffaut tendant à reprendre le texte voté en première lecture [24 juillet 1947] (p. 3461) ; Art. 5 : Amendement de M. Truffaut tendant à supprimer les mots « ou annulée » dans la première phrase (p. 3463) ; — dans la discussion d'une proposition de résolution de M. Lecourt tendant à la nomination d'une commission exceptionnelle de la réforme administrative : Discussion générale [24 juillet 1947] (p. 3482, 3483, 3484, 3485) ; Amendement de

M. Biondi tendant à ajouter un alinéa prévoyant que la Commission resterait compétente pour les autres projets (p. 3487) ; — du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : Motion d'ajournement de M. Cudenet [10 août 1947] (p. 4205) ; Renvoi du projet de loi devant la Commission de l'intérieur (p. 4205) ; Renvoi de la discussion (p. 4223) ; Renvoi de la discussion à une autre séance [13 août 1947] (p. 4382, 4383) ; Discussion générale [20 août 1947] (p. 4474) ; Explications de vote sur la prise en considération du projet gouvernemental [21 août 1947] (p. 4553) ; Renvoi de la discussion (p. 4553) ; Désignation d'un nouveau rapporteur [22 août 1947] (p. 4564, 4565, 4566) ; Passage à la discussion des articles (p. 4568) ; Fixation de la date de la discussion des articles (p. 4569) ; Sa proposition de limiter le temps de parole dans la discussion des articles et des amendements [25 août 1947] (p. 4626, 4627) ; Art. 8 : Amendement de M. Capitant tendant à supprimer les articles 8, 9 et 10 (p. 4632) ; Art. 11 : Amendement de M. Capitant tendant à donner à l'Assemblée algérienne le pouvoir de voter les lois algériennes (p. 4635, 4636) ; Renvoi de l'article à la Commission (p. 4636) ; Ordre de discussion des articles [26 août 1947] (p. 4646) ; Art. 28 : Amendements de MM. Robier et Fayet concernant les sessions ordinaires et extraordinaires de l'Assemblée algérienne (p. 4660) ; Art. 39 : Amendement de M. Temple tendant à assurer l'indépendance du culte musulman vis-à-vis de l'Etat (p. 4670) ; Art. 41 : Demande la clôture du débat sur l'amendement de M. Capitant tendant à supprimer l'article (p. 4673) ; Art. 43 : Amendement de M. Serre tendant à faire voter le budget de l'Algérie par les conseils généraux jusqu'à la réunion de l'Assemblée algérienne (p. 4675) ; Art. 6 réservé : Son commentaire sur le texte de la Commission fixant les catégories d'électeurs musulmans à inscrire sur les listes du premier collège (p. 4702). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite de la discussion du statut de l'Algérie*) [25 août 1947] (p. 4636). — Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement (*Ravitaillement du maquis du Vercors*) [28 octobre 1947] (p. 4925) ; — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : Son rappel au règlement [29 novembre 1947] (p. 5395) ; Art. 2 : Ses explications de vote (p. 5422) ; Son article additionnel tendant à

sanctionner les atteintes au droit de grève [3 décembre 1947] (p. 5454 et suiv.) ; — du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et communes : en qualité de *Président de la Commission de l'intérieur* [5 décembre 1947] (p. 5509, 5510, 5514) ; *Ajournement de la discussion* [9 décembre 1947] (p. 5567) ; — du projet de loi portant réorganisation des compagnies républicaines de sécurité ; Art. 3 : *Amendement de M. Palewski tendant à recruter par priorité parmi les licenciés jusqu'au 1^{er} mars 1948* [9 décembre 1947] (p. 5583). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application de l'article 414 du Code pénal et de la loi du 6 décembre 1947 visant les atteintes à la liberté du travail et le sabotage et les mesures prises par le Gouvernement pour respecter ses engagements vis-à-vis des travailleurs [18 décembre 1947] (p. 5880). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6024, 6025, 6026). — Est entendu pour un fait personnel (*Articles publiés dans Action sur les circonscriptions algériennes*) [29 décembre 1947] (p. 6468, 6469). — Est entendu au cours du débat sur : la nomination du Bureau de l'Assemblée Nationale : *Son opposition à la liste établie par les présidents de groupe* [14 janvier 1948] (p. 158) ; — la proposition de résolution de M. Lussy tendant à rendre hommage à M. Jean Mazaryk, Ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie : *Discussion générale* [11 mars 1948] (p. 1668) ; — le projet de loi relatif au dégagement de cadres ; Article unique : *Amendements de MM. Kuehn, Badie et Bruyneel tendant à ne pas licencier les fonctionnaires résistants* [3 juin 1948] (p. 3175) ; *Son amendement tendant à licencier par priorité les fonctionnaires frappés par l'épuration administrative* (p. 3177, 3178) ; — le projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, PRÉSIDENT DU CONSEIL, Chap. 100 : *Situation de la presse* [26 juin 1948] (p. 4044, 4045) ; — sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses observations sur la politique de M. Marie* [24 juillet 1948] (p. 4889, 4890) ; — sur la recevabilité d'une demande de discussion d'urgence (*Procès de Madagascar*) [23 septembre 1948] (p. 6856). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents du 11 novembre 1948 à Paris [24 novembre 1948] (p. 7203) ; est entendu sur la date

de discussion de cette interpellation [25 novembre 1948] (p. 7215, 7216, 7217) : *Ses explications de vote sur les demandes de renvoi à la suite* (p. 7225) — Est entendu sur les questions orales : *Ses observations sur les négligences des Ministres pour répondre aux questions orales* [10 décembre 1948] (p. 7533). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale : une question concernant les catégories d'engagés pouvant obtenir la résiliation de leur engagement [17 décembre 1948] (p. 7695) ; — une question relative à la restitution à la municipalité de Saint-Malo du terrain militaire du Petit Rocabey [17 décembre 1948] (p. 7695, 7696) — Est entendu sur les questions orales : *Possibilité de prévenir les députés intéressés de l'absence du Ministre qui doit leur répondre* [17 décembre 1948] (p. 7696). — Dépose une demande d'interpellation sur les retards apportés à la signature d'arrêtés faisant bénéficier les artisans des crédits votés le 21 mars 1948 [23 décembre 1948] (p. 7948). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général 1949 (Dépenses civiles) ; FINANCES : *Son amendement tendant à réduire de mille francs les crédits (Ses observations sur les prêts aux artisans)* [31 décembre 1948] (p. 8229) ; *le retire (ibid.)*. — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Problème des loyers*) [20 janvier 1949] (p. 58, 59) (*Délibérations de la Conférence des présidents*) (p. 61). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur la campagne de presse engagée contre M. Marie, Garde des Sceaux (*Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Chambeiron*) [3 février 1949] (p. 320) ; — d'interpellations sur la mutation d'un magistrat et la répression de faits de collaboration économique avec l'ennemi (A. Marie) : (*Son ordre du jour demandant la nomination d'une commission d'enquête*) [8 février 1949] (p. 420) ; *Ses explications de vote sur son ordre du jour* (p. 425, 426). — Dépose une demande d'interpellation sur l'entrée en France de M. Kravchenko titulaire d'un faux passeport [18 février 1949] (p. 743). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur les déclarations du secrétaire général du parti communiste (Maurice Thorez) (*Son ordre du jour invitant le Gouvernement à rester fidèle à la Charte de l'O.N. U. et à l'alliance soviétique*) [24 février 1949] (p. 899). — Dépose une demande d'interpellation sur la campagne de diffamation contre la Résis-

tance [30 juin 1949] (p. 3998); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [19 juillet 1949] (p. 4782, 4783, 4786). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à sanctionner une infraction au règlement : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [7 juillet 1949] (p. 4335, 4336); — d'une proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuite contre des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [8 juillet 1949] (p. 4421); — d'une proposition de loi relative à la détention préventive de résistants; Art. 3 : *Amendement de M. Chautard tendant à ne pas appliquer la loi aux actes n'ayant pas de rapport avec des faits de résistance* [29 juillet 1949] (p. 5485); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5485, 5486). — Est entendu au cours du débat : sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Moch*) [13 octobre 1949] (p. 5790, 5791); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. René Mayer*) [20 octobre 1949] (p. 5897). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne : *Discussion générale (Ses observations sur le rôle de la banque Dillon et Reed en Allemagne)* [25 novembre 1949] (p. 6291); *Son ordre du jour réclamant la dénonciation des accords de Washington et des prélèvements sur la production courante de l'Allemagne* (p. 6350); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 25 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre les amendements à l'article majorant la taxe à la production* [30 décembre 1949] (p. 7602, 7603). — Dépose une demande d'interpellation sur la survivance des pratiques colonialistes et les incidents qui viennent d'avoir lieu en Côte-d'Ivoire [3 février 1950] (p. 967); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [16 février 1950] (p. 1131, 1132). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur la composition du Gouvernement à la suite de la démission des Ministres socialistes : *Discussion générale (Ses observations sur la hausse des prix, le problème de la Sarre, la situation en Afrique noire et en Indochine)* [7 février 1950] p. 1046, 1047, 1048). — Est entendu sur le procès verbal de la séance précédente (*Sa réponse à une contre-vérité de M. Delbos*) [23 mars 1950] (p. 2270, 2271) —

Dépose une demande d'interpellation sur les poursuites lancées par le parquet de Rennes contre le quotidien *Ouest-Matin* [23 mars 1950] (p. 2290). — Prend part à la discussion des conclusions d'un rapport sur la commission d'enquête sur le vin : *Discussion générale* [29 mars 1950] (p. 2611, 2612, 2613). — Dépose une demande d'interpellation : sur les propositions de la commission nationale des économies [27 avril 1950] (p. 2995); — sur la dissolution de la Chambre des métiers de la Seine [30 mai 1950] (p. 3982); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [14 juin 1950] (p. 4752, 4753, 4754) — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Queuille) (*Ses observations sur la déclaration ministérielle de M. Queuille*) [30 juin 1950] (p. 5325, 5326, 5327). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition et la politique du Gouvernement [13 juillet 1950] (p. 5401); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [13 juillet 1950] (p. 5407). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion des interpellations sur la discrimination raciale et l'agression américaine en Corée*) [18 juillet 1950] (p. 5552, 5553). — Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [7 novembre 1950] (p. 7517, 7518, 7519, 7520). — Dépose une demande d'interpellation : sur la mise à la retraite d'un contre-amiral de l'état-major de la marine actuellement Conseiller de l'Union française [15 décembre 1950] (p. 9151); — sur la saisie du journal *Libération* [31 janvier 1951] (p. 593). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux impôts dus par les sociétés civiles immobilières [23 février 1951] (p. 1563). — Dépose une demande d'interpellation : sur les dispositions que le Gouvernement compte prendre pour que les initiatives du général Mac Arthur ne risquent pas d'entraîner la France dans un conflit général [10 avril 1951] (p. 3028); — sur la décision de police du Gouvernement à l'égard du congrès mondial de la paix [10 avril 1951] (p. 3028). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion des interpellations sur la politique de Mac Arthur et le congrès mondial de la paix*) [10 avril 1951] (p. 3044, 3045) — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres

de l'Assemblée Nationale : *Son rappel au règlement (demande de suspension de séance)* [28 avril 1951] (p. 4188, 4189); *Date du vote sur la question de confiance posée sur l'ensemble* (p. 4210). — Pose à M. le Ministre du budget une question relative au régime des patentes [4 mai 1951] (p. 4538). = S'excuse de son absence [26 janvier 1948] (p. 193), [11 janvier 1949] (p. 1). = Obtient un congé [11 janvier 1949] (p. 1).

AUBAME (M.), Député du Gabon.

Son élection est validée [31 janvier 1947] (p. 124). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande [17 décembre 1946] (p. 102) [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la presse [27 décembre 1946] (p. 370); de la Commission des moyens de communication [27 décembre 1946] (p. 370); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 juin 1947] (p. 2136). — Est désigné pour figurer sur la liste des jurés à la Haute-Cour de justice (Application de la loi du 27 décembre 1945, [3 décembre 1947] (p. 5152), [26 janvier 1948] (p. 195), [30 novembre 1948] (p. 7302)). Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [15 novembre 1949] (p. 6099), de la Commission des immunités parlementaires [23 janvier 1951] (p. 348).

Dépôts :

Le 20 février 1948, une proposition de loi instituant un Code du travail pour les territoires français d'Afrique relevant du Ministère de la France d'outre-mer, **n° 3501**. — Le 20 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement, sans préjudice de l'élaboration d'un projet de loi destiné à devenir le Code du travail définitif de la France d'outre-mer, à permettre, sous réserve d'aménagements à prévoir par arrêtés locaux, l'entrée en vigueur sans délai du décret du 17 octobre 1947, instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine, **n° 3503**. — Le 20 avril 1948 une proposition de résolution tendant à inviter le

Gouvernement à étendre en A. E. F. la loi n° 47 1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime des élections municipales en France, **n° 3903**. — Le 20 avril 1948, une proposition de loi tendant à instituer en A. E. F., des communes de moyen exercice, **n° 3904**. — Le 20 avril 1948, une proposition de loi instituant des communes de plein exercice en A. E. F., **n° 3905**. — Le 28 mai 1948, une proposition de loi tendant à organiser le territoire du Gabon, **n° 4353**. — Le 1^{er} juillet 1949 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser la célébration solennelle du centenaire de la présence française au Gabon et à ouvrir les crédits nécessaires à cet effet, **n° 7707** (Rectifié).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République ; Art 51 : *Son amendement tendant à ce que les membres de l'Assemblée de l'Union française soient délégués de droit* [18 août 1948] (p. 5921); — d'une proposition de résolution célébrant le centenaire de la présence française au Gabon : *Discussion générale* [10 juillet 1949] (p. 4517). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des pré-idents (*Débat sur les fonctionnaires des territoires d'outre-mer*) [16 février 1950] (p. 1142, 1143). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [21 février 1950] (p. 1258, 1259); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer le 3^e alinéa* [23 février 1950] (p. 1340); *Son amendement tendant à ne maintenir que les avantages acquis avant le 19 octobre 1948* (p. 1340, 1341); *Sous-amendement de M. Benoist tendant à prévoir des augmentations de crédit pour le personnel, en fonction de réductions de crédits effectuées sur d'autres chapitres* (p. 1343); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1346). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application du plan d'équipement et de modernisation dans les territoires d'outre-mer [23 mars 1950] (p. 2289). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et victimes de guerre : *Discussion générale* [24 mars 1950] (p. 2404, 2405); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Deveniy* (p. 2413).

AUBAN (M. Achille), Député de la Haute-Garonne.

Son élection est validée [31 janvier 1947] (p. 125). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [11 février 1947] (p. 276) ; de la Commission des pensions [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 janvier 1948] (p. 195) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission de la défense nationale [21 novembre 1950] (p. 7934), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommé membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392). — Est nommé juré de la Haute-Cour de justice (Loi du 27 décembre 1945) [25 novembre 1947] (p. 5131), [26 janvier 1948] (p. 195), [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 14 mars 1947, une proposition de loi tendant à autoriser la cession amiable d'un terrain par l'administration des domaines au profit de la fédération de la mutualité agricole de la Haute Garonne, n° 940. — Le 12 avril 1949, une proposition de loi tendant à organiser la liaison et la coordination des services sociaux, n° 7020. — Le 16 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence aux populations victimes des orages de grêle qui ont eu lieu le 17 mai 1950 dans le département de la Haute-Garonne, n° 10335. — Le 2 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à arbitrer le conflit entre les services du génie rural et des travaux publics, qui a amené l'interruption des travaux d'aménagement hydraulique de la Montagne Noire, n° 11495.

Interventions :

Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Fernand Grenier sur la dévolution des biens des entreprises de presse [30 mai 1947] (p. 1862) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (*Dépenses civiles*) ; Etat A, COMMISSARIAT AUX AFFAIRES

ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale* [18 juillet 1947] (p. 3168) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Discussion générale* [21 juillet 1947] (p. 3302, 3303) ; — du projet de loi relatif aux loyers ; Art. 6 : *Son amendement tendant à considérer les personnes tuées à l'ennemi ou mortes en déportation comme vivant au foyer* [13 février 1948] (p. 710) ; — des propositions de loi portant statut des déportés et internés de la Résistance. Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Roucaute tendant à élargir la notion de Résistance* [4 mars 1948] (p. 1304) ; *Sous-amendement de M. Mouton concernant les droits de toutes les catégories de Résistants* (p. 1309) ; Art. 4 : *Amendement de M. Terrenoire relatif aux travailleurs volontaires en Allemagne* (p. 1313) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget de l'intérieur ; Article unique : *Amendement de M. Fiévez tendant à afficher la liste des bénéficiaires de cette loi* [9 décembre 1948] (p. 7463, 7464). — Pose une question à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, relative à l'application de la loi du 17 janvier 1948 organisant en sections professionnelles les professions libérales en vue de l'extension à ces professions de l'allocation de vieillesse [8 juillet 1949] (p. 4413). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi organisant la coordination des services sociaux ; Art. 13 : *Amendement de Mlle Archimède tendant à supprimer l'article* [16 décembre 1949] (p. 6969) ; — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et des victimes de guerre : *Discussion générale* [24 mars 1950] (p. 2389, 2390) ; — d'une proposition de loi relative au statut des déportés du travail : *Discussion générale* [23 mai 1950] (p. 3784) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à étendre le délai de forclusion de l'interdiction de demande de pension* (p. 3786) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Lambert tendant à qualifier les déportés du travail de « requis »* [4 août 1950] (p. 6743, 6744) ; — d'une proposition de loi relative à l'affiliation à la sécurité sociale, des invalides, veuves et orphelins de guerre ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à étendre la loi aux victimes civiles de la guerre* [30 mai 1950] (p. 3992) ; le retire (*ibid.*) ; *Amendement de M. Fagon tendant à étendre la loi aux veuves et orphelins des invalides civils* (p. 3993) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à définir les*

catégories affiliées à la sécurité sociale (p. 3994) ; le retire (p. 3995). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accident de l'avion *Armagnac* [17 juillet 1950] (p. 5464). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre ; Art. 2 : *Amendement de M. Poirot tendant à calculer la pension des veuves de guerre par rapport aux pensions des invalides 100 0/0, y compris les allocations* [21 juillet 1950] (p. 5741, 5742) ; Art. 6 : *Son amendement relatif aux enfants des veuves de guerre* (p. 5744) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses militaires de fonctionnement et d'investissements pour 1950, amendé par le Conseil de la République ; Art. 5, Etat B : *Matériel de transport civil (plan de construction aéronautique)* [21 juillet 1950] (p. 5773) : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale prévoyant la construction de 15 Armagnac* (p. 5773, 5774) ; — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies ; Art. 2 : *Aviation civile et commerciale : Son amendement tendant à supprimer l'abattement de 1.500 millions (achat de matériel français)* [8 mai 1951] (p. 4810).

AUBRY (M. Albert), Député d'Ille-et-Vilaine.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195) ; de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission de la comptabilité [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [21 décembre 1946] (p. 202), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [24 janvier 1950] (p. 454), [23 janvier 1951] (p. 347) — Est élu Président de la Commission de la comptabilité [*J. O.* du 21 décembre 1946] (p. 10804), [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 965), [*J. O.* du 21 janvier 1949] (p. 817), [25 janvier 1950] (F. n° 500), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 883). — Est désigné par la Commission des pensions : en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein du Comité d'administration de l'Office national et des Offices départemen-

taux des anciens combattants et victimes de la guerre [26 janvier 1947] (p. 1043) ; pour faire partie de la Commission consultative pour la revalorisation de la retraite du combattant [*J. O.* du 7 mars 1947] (p. 2121) ; en vue de la représenter au sein de la Commission chargée d'élaborer le règlement d'administration publique prévu à l'article 11 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 et tendant à établir un rapport constant entre les taux des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre et les taux des traitements bruts des fonctionnaires [19 juin 1948] (*J. O.*, p. 5965).

Dépôts :

Le 20 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur le projet de résolution portant affectation des soldes comptables des dotations budgétaires des Assemblées Nationales Constituantes et de l'Administration de la Chambre des Députés au fonctionnement financier de l'Assemblée Nationale et prise en charge des différents comptes gérés antérieurement par les Assemblées Nationales Constituantes, n° 174. — Le 21 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur le projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale pour les trois premiers mois de l'exercice 1947, n° 184. — Le 6 février 1947, une proposition de loi tendant à l'abrogation du décret-loi du 20 janvier 1940 et des actes dits lois du 9 septembre 1941, 27 janvier 1942, 8 février 1942 et 11 janvier 1943, qui ont modifié la loi du 31 mars 1919 relative aux pensions militaires d'invalidité, n° 476. — Le 13 février 1947, un rapport au nom de la Commission de comptabilité concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de l'Assemblée Nationale pour les trois premiers mois de l'exercice 1947, n° 558. — Le 18 février 1947, un rapport au nom de la Commission de comptabilité concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de l'Assemblée Nationale pour les trois premiers mois de l'exercice 1947, n° 627. — Le 27 février 1947, une proposition de loi tendant à reculer le point de départ des délais de présomption d'origine en matière de pension en faveur des prisonniers de guerre évadés qui ont fait preuve de résistance et à rembourser aux évadés de guerre malades les

frais médicaux qu'ils ont dû avancer, **n° 769**. — Le 26 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur le projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947, **n° 1055**. — Le 29 avril 1947, une proposition de loi tendant à modifier au profit des prisonniers de guerre et déportés les règles habituelles en matière de liquidation de communauté après divorce ou séparation de corps, **n° 1179**. — Le 12 juin 1947, une proposition de loi tendant à instituer une aide spéciale au profit des aveugles de la Résistance, **n° 1649**. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles), Etat A : Anciens combattants et victimes de la guerre, **n° 1556**. — Le 7 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur le projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale pour le mois de juillet 1947, **n° 1920**. — Le 31 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur le projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale pour le mois d'août 1947, **n° 2190**. — Le 1^{er} août 1947, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur le projet de résolution et la proposition de loi tendant à l'application à l'Assemblée Nationale de la loi n° 47-1336 du 19 juillet 1947 portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'une allocation spéciale forfaitaire aux fonctionnaires civils ou militaires et agents de l'Etat, **n° 2199**. — Le 7 août 1947, une proposition de loi portant extension de l'allocation de grand mutilé de guerre aux aveugles qui se sont enrôlés dans la Résistance, **n° 2289**. — Le 21 août 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits au titre de l'exercice 1947 pour l'organisation du rassemblement sportif international, **n° 2468**. — Le 2 septembre 1947, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur le projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale pour l'exercice 1947, **n° 2551**. — Le 5 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de comptabilité concernant : 1° l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée Natio-

nale pour l'exercice 1947; 2° l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1947, **n° 2775**. — Le 19 février 1948, une proposition de loi modifiant et complétant l'article 198 de la loi de finances du 13 juillet 1925 instituant une indemnité temporaire en faveur des pensionnés à 100 0/0 pour tuberculose, **n° 3475**. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), Anciens combattants et victimes de la guerre, **n° 4046**. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), Anciens combattants et victimes de la guerre (Rapport sur la lettre rectificative n° 48-51), **n° 4046**. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), Anciens combattants et victimes de la guerre (Rapport sur les lettres rectificatives n°s 48-60 et 48-61), **n° 4046**. — Le 11 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur : 1° le projet de résolution portant règlement définitif des comptes de l'Assemblée Nationale pour l'exercice 1946; 2° le projet de résolution portant fixation pour l'exercice 1948 des dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française, **n° 4539**. — Le 25 novembre 1948, un rapport au nom de la Commission de comptabilité concernant : 1° l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée Nationale pour l'exercice 1948; 2° l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée de l'Union

française pour l'exercice 1948. n° 5661. — Le 7 décembre 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Biondi et plusieurs de ses collègues instituant à titre exceptionnel pour les personnes ayant pris une part active à la Résistance, des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics, n° 5723. — Le 22 décembre 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif aux droits à pension d'invalidité des militaires des troupes supplétives de l'Afrique du Nord, n° 5887. — Le 23 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur le projet de résolution portant fixation pour l'exercice 1949 des dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française, n° 5904. — Le 1^{er} février 1949, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi modifiant l'article 124 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre relatif aux anciens militaires internés pour aliénation mentale, n° 6267. — Le 11 février 1949, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur la proposition de loi de M. Edouard Herriot et les membres du Bureau de l'Assemblée Nationale tendant à l'abrogation de l'acte dit « loi du 14 décembre 1942 » relative aux droits à pension des fonctionnaires de l'Etat ayant appartenu aux services du Sénat et de la Chambre des Députés, n° 6408. — Le 17 février 1949, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à faire accorder une pension nationale à la veuve du docteur Charcot, capitaine au long cours, explorateur, n° 6468. — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des anciens combattants et victimes de guerre par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6522. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi instituant en faveur de certains grands invalides et mutilés de guerre une indemnité spéciale extraordinaire, n° 7034. — Le 2 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des anciens combat-

tants et victimes de guerre par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948. n° 7328. — Le 9 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de comptabilité concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée Nationale pour l'exercice 1949, n° 7833. — Le 11 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à l'abrogation de l'acte dit loi du 14 décembre 1942 relative aux droits à pension des fonctionnaires de l'Etat ayant appartenu aux services du Sénat et de la Chambre des Députés, n° 7850. — Le 10 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur le projet de résolution portant règlement définitif des comptes de l'Assemblée Nationale, de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil économique pour l'exercice 1947. n° 8355. — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950. n° 8426 (annexe n° 5). — Le 16 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de comptabilité portant ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée Nationale pour l'exercice 1949, n° 8753. — Le 21 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur le projet de résolution portant fixation pour l'exercice 1950 des dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française, n° 8798. — Le 27 janvier 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Le Coullier et plusieurs de ses collègues tendant à compléter ou à modifier les articles 36, 58 et 61 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 9075. — Le 16 février 1950, une proposition de loi tendant à exonérer les associations de mutilés et anciens combattants reconnues d'utilité publique, émettrices de participation à la Loterie nationale, de la contribution des patentes et de toutes taxes et impôts, n° 9250. — Le 17 février 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Emile-Louis Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 8 de la loi n° 47-1251 du 6 août 1948 établissant le

statut définitif des déportés et internés de la Résistance, n° 9260. — Le 2 mars 1950, une proposition de loi tendant à instituer au Ministère des Anciens combattants une promotion spéciale dans l'Ordre de la Légion d'honneur en faveur des « aveugles de la Résistance », n° 9418. — Le 17 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'orage qui s'est abattu sur le département d'Ille-et-Vilaine le 23 août 1949, n° 9537. — Le 3 mai 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les combattants de la guerre 1939-1945 et leurs ayants cause des dispositions de la loi du 4 août 1923 sur les caisses de retraites mutualistes, n° 9843. — Le 11 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950 en vue d'interdire toute réduction de crédit sur le budget du Ministère des Anciens combattants et Victimes de guerre, n° 9937. — Le 16 mai 1950, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 49-1014 du 28 juillet 1949 relative aux droits à pension des fonctionnaires de l'Etat ayant appartenu aux services des Assemblées parlementaires, n° 9960. — Le 23 mai 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Dagain et plusieurs de ses collègues tendant à permettre l'affiliation au régime de sécurité sociale des grands invalides de guerre, incapables, du fait de leurs blessures, de se livrer à un travail lucratif, n° 9989. — Le 24 mai 1950, un extrait du rapport général supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 10035 (annexe n° 5). — Le 24 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer d'urgence au chien-guide de l'aveugle la gratuité du voyage dans toutes les voitures de transports en commun publics ou privés utilisées par son maître, n° 10040. — Le 25 mai 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de

loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 8 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, n° 10063. — Le 1^{er} juin 1950, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur le projet de résolution portant règlement définitif des comptes de l'Assemblée Nationale, de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil économique pour l'exercice 1948, n° 10150. — Le 16 juin 1950, une proposition de loi tendant à modifier le régime des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, n° 10323. — Le 17 juillet 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale après déclaration d'urgence étendant le bénéfice de la sécurité sociale aux grands invalides de guerre, aux veuves de guerre et aux orphelins de guerre, n° 10627. — Le 19 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur la proposition de loi de M. Aubry tendant à compléter la loi n° 49-1014 du 28 juillet 1949 relative aux droits à pension des fonctionnaires de l'Etat ayant appartenu aux services des Assemblées parlementaires, n° 10640. — Le 20 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre, n° 10656. — Le 4 août 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre, n° 10918. — Le 30 novembre 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à évincer des opérations de la « révision des pensions dites abusives », celles qui furent attribuées par décision de justice, n° 11476. — Le 7 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur le projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1951, n° 11553. — Le 7 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de comptabilité concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de

l'Union française pour l'exercice 1950 n° 11554.

— Le 6 avril 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (n° 11090) établissant le statut des travailleurs déportés dans les pays ennemis ou occupés par l'ennemi et déterminant les droits de leurs ayants cause; 2° de M. Forcinal et plusieurs de ses collègues (n° 11168) établissant le statut du travailleur déporté, n° 12735. — Le 6 avril 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 6182) relatif à l'indemnisation des Alsaciens et Lorrains ayant contracté une invalidité dans l'organisation Todt ou le service allemand du travail, n° 12736. — Le 9 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de comptabilité sur le projet de résolution portant règlement définitif des comptes de l'Assemblée Nationale, de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil économique pour l'exercice 1949, n° 12745. — Le 27 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11036) et la lettre rectificative (n° 12949) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Anciens combattants et victimes de la guerre), n° 12997. — Le 4 mai 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Maurice Poirot et plusieurs de ses collègues (n° 8731) tendant à fixer la pension des veuves de guerre à la moitié et la pension des ascendants à 33 0/0 de la pension allouée à un invalide de 100 0/0 d'invalidité (allocations comprises), n° 13076. — Le 4 mai 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Tourné et plusieurs de ses collègues (n° 11615) tendant à créer le statut des sourds de guerre, n° 13077. — Le 4 mai 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Emile-Louis Lambert (n° 12015) tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 48-1251 du 6 août 1948 établissant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance, n° 13078. — Le 4 mai 1951, un avis supplémentaire au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Touchard et plusieurs de ses collègues (n° 458) tendant à évincer des opérations de la revision des pensions dites abusives celles qui furent attribuées par décision de justice, n° 13079. — Le 4 mai 1951, un avis

au nom de la Commission des finances sur :

I. Les propositions de loi : 1° de M. Darou et plusieurs de ses collègues (n° 8454) tendant à modifier l'article premier du décret du 20 janvier 1940 relatif aux pensions militaires en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (art 29 du Code des pensions); 2° de M. Draveny et plusieurs de ses collègues (n° 8455) tendant à étendre les délais pendant lesquels les anciens militaires peuvent demander une pension d'invalidité; 3° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (n° 10184) tendant à proroger d'un an le délai accordé aux anciens prisonniers de guerre pour se pourvoir devant une commission de réforme; 4° de M. Aubry et plusieurs de ses collègues (n° 10323) tendant à modifier le régime des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre; 5° de M. Touchard et plusieurs de ses collègues (n° 10573) tendant à l'aménagement du décret du 20 janvier 1940 et de la loi du 9 septembre 1941 concernant la présomption d'origine en matière de pensions; 6° de MM. Charles Schauflier, Temple et Lalle (n° 10802) tendant à modifier les délais de forclusion prévus aux articles 21 et 29 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre; 7° de M. Loison, sénateur (n° 8334) tendant à modifier le décret du 20 janvier 1940 relatif aux pensions militaires; II La proposition de résolution de M. Hénauld et plusieurs de ses collègues (n° 10073) tendant à inviter le Gouvernement à proroger d'un an le délai de cinq années accordé aux anciens prisonniers pour se pourvoir devant une commission de réforme, n° 13080. — Le 4 mai 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Touchard et plusieurs de ses collègues (n° 6974) tendant à modifier l'article 11 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 sur le rapport constant entre les pensions militaires d'invalidité et les traitements bruts des fonctionnaires, n° 13081. — Le 22 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 13332) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11036) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Anciens combattants et victimes de la guerre), n° 13333.

Interventions :

Est entendu sur le renvoi de la discussion sur l'acompte provisionnel aux membres de l'Assemblée Nationale, en qualité de *Président de la Commission de comptabilité* [14 février 1947] (p. 344). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Discussion générale* [7 mars 1947] (p. 716). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, en qualité de *Rapporteur* : *Discussion générale* [21 juillet 1947] (p. 3284, 3285, 3286, 3287, 3291); Chap. 001 : *Retraite du combattant* (p. 3314); Chap. 104 : *Traitements du personnel contractuel et technique de l'Administration centrale* (p. 3318, 3319); Chap. 110 : *Traitements du personnel des services extérieurs* (p. 3320); Chap. 300 : *Loyers et indemnités de réquisition* (p. 3321); Chap. 311 : *Payements de frais de correspondance* (p. 3325); Chap. 500 : *Amendement de Mme Darras tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'Office national des combattants et victimes de la guerre* (p. 3329, 3330); Chap. 702 : *Services des transports, des transferts de corps et observations de M. le Ministre des Anciens combattants sur les liquidations de dépenses résultant des hostilités* (p. 3331, 3332, 3333). — Est entendu au cours du débat : sur l'application à l'Assemblée Nationale de la loi du 19 juillet 1947, en qualité de *Rapporteur (Relèvement de l'indemnité parlementaire)* [1^{er} août 1947] (p. 3824, 3825); — sur un projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale pour le mois d'août 1947, en qualité de *Rapporteur* [1^{er} août 1947] (p. 3826). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [4 février 1948] (p. 408, 409, 410, 411, [5 février 1948] (p. 436); Art 6 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les victimes de guerre* [6 février 1948] (p. 517, 518, 519); Art 8 : *Son amendement concernant la pension des veuves de guerre* (p. 523); Art. 8 *ter* : *Son amendement tendant à augmenter le taux des pensions militaires d'invalidité* (p. 524). — Est entendu sur une

motion d'ordre (*Renvoi de la séance*) [19 mars 1948] (p. 2012). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement vis-à-vis des anciens combattants victimes de guerre [25 mai 1948] (p. 2932). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [8 juin 1948] (p. 3280 et suiv.). — Prend part à la discussion de deux projets de résolution relatifs aux dépenses de l'Assemblée Nationale et l'Assemblée de l'Union française, en qualité de *Rapporteur* [17 juillet 1948] (p. 4755); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Maton tendant à réduire de 60 millions le budget de l'Assemblée Nationale* (p. 4756, 4757, 4758). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et victimes de la guerre [27 juillet 1948] (p. 4936); la développe [5 août 1948] (p. 5355, 5356, 5357, 5358, 5359, 5360). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, FINANCES, Chap. 080 : *Amendement de M. Forcinal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les pensions d'invalidité* [30 juillet 1948] (p. 5152, 5153); ANCIENS COMBATTANTS, en qualité de *Rapporteur* [5 août 1948] (p. 5400); Chap. 001 : *Retraite du combattant* (p. 5406); Chap. 002 : *Allocations provisoires d'attente* [6 août 1948] (p. 5422); Chap. 100 : *Amendement de M. Jean Duclos tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Revalorisation des pensions)* (p. 5425); *Amendement de M. de Tinguy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Droits des prisonniers)* (p. 5426, 5427, 5428); Chap. 105 : *Personnel des services extérieurs annexes* (p. 5428); Chap. 315 : *Appareillage des mutilés* (p. 5430); Chap. 500 : *Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national du combattant* (p. 5447); *Amendement analogue de M. Touchard* (p. 5448); Chap. 716 : *Ses observations sur l'occupation de l'Hôtel des Invalides par le général de Lattre* (p. 5450) — Est entendu sur : le règlement de l'ordre du jour (*Suite de la discussion du budget des Anciens combattants*) [5 août 1948] (p. 5407); les conclusions d'un rapport concernant les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale (Relèvement de l'indemnité parlementaire)* [2 décembre 1948] (p. 7337). — Prend part à la discussion :

d'une proposition de loi fixant le statut financier de l'Assemblée de l'Union française, en qualité de *Rapporteur* [27 décembre 1948] (p. 8013); Art. 1^{er} *Amendement de M. André Mercier tendant à rendre autonome de l'Assemblée Nationale le budget de l'Assemblée de l'Union française* (p. 8014); — du projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1948] (p. 8149, 8150, 8151); Art. 2 : *Crédit de 523.274.000 francs pour l'Assemblée de l'Union française* (p. 8152); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses civiles ordinaires de 1949; Art. 42 : *Augmentation de la taxe radiophonique* [31 décembre 1948] (p. 8277); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour janvier-février 1949 : *Son amendement tendant à réduire de 40 millions les crédits pour l'Office national d'étude et de recherche aéronautique* [31 décembre 1948] (p. 8296, 8297); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Etat A, Chap. 923 2 : *Demande du Gouvernement de rétablir les crédits pour l'O. N. E. R. A.* [31 décembre 1948] (p. 8332); — du projet de loi portant inhumation du général Giraud à l'Hôtel des Invalides : *Discussion générale* [12 mars 1949] (p. 1607); — du projet de loi portant majoration des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre, en qualité de *Rapporteur* [12 avril 1949] (p. 2384, 2385, 2386); *Son contre-projet tendant à élever ces pensions* (p. 2388, 2391); Art. 5 : *Amendement de M. Hamani Diori tendant à étendre la loi aux invalides de Tunisie, du Maroc et des territoires d'outre-mer* (p. 2396, 2397, 2398); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et Victimes de la guerre, en qualité de *Rapporteur* [12 avril 1949] (p. 2399 et suiv.), [18 mai 1949] (p. 2583); *Ses observations sur les invalides de guerre à l'Hôtel des Invalides* [19 mai 1949] (p. 2651, 2658); Chap. 001• : *Retraite du combattant* (p. 2663, 2664, 2665); Chap. 002 : *Allocation provisoire d'attente* (p. 2668); Chap. 003 : *Allocation supplémentaire ire spéciale aux grands mutilés* (p. 2670, 2671); Chap. 304 : *Cimetières militaires* (p. 2685); Chap. 311 : *Soins médicaux gratuits aux pensionnés de guerre* (p. 2686); Chap. 500 : *Office national du combattant* (p. 2689); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la Répu-

blique, en qualité de *Rapporteur* [9 juin 1949] (p. 3210, 3211); Article unique : *Explications de vote* (p. 3212). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Débat sur le budget des Anciens combattants*) [7 juin 1949] (p. 3179). — Dépose une demande d'interpellation sur l'abrogation des lois dites de Vichy réclamée par l'unanimité des associations d'anciens combattants et victimes de la guerre [10 juin 1949] (p. 3313). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [5 juillet 1949] (p. 4196, 4198) — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion de son interpellation sur les anciens combattants* [21 juin 1949] (p. 3568). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'envoi d'une mission d'étude aux Iles Kerguelen et Crozet : *Discussion générale* [4 novembre 1949] (p. 5981, 5982); — d'une proposition de loi portant revalorisation de la retraite du combattant : *Discussion générale* [8 décembre 1949] (p. 6686 6687); *Amendement de M. Darou à la motion préjudicielle de M. Devémy tendant à prévoir la volonté du Gouvernement d'apporter une revalorisation de la retraite du combattant* (p. 6693); — d'une proposition de loi ouvrant un crédit supplémentaire pour les dépenses de l'Assemblée Nationale; Art. 1^{er} : *Ouverture d'un crédit de 164 millions* [20 décembre 1949] p. 7032; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 40 : *Son amendement tendant à mettre à parité les traitements des fonctionnaires et les pensions des victimes de guerre* [27 décembre 1949] (p. 7411, 7412, 7413); *Amendement de M. Dufour tendant à réserver les crédits destinés aux majorations de traitement des parlementaires* (p. 7415); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 janvier 1950] (p. 748; Art. 3 : *Ouverture d'un crédit de 420 milliards pour les dépenses militaires* (p. 770, 771). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard des victimes de la guerre, des anciens combattants, déportés et internés et de leurs ayants droit [13 janvier 1950] (p. 233); la développe [24 mars 1950] (p. 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2406); *Son ordre du jour demandant la revalorisation des pensions des victimes de guerre* (p. 2409 2410). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi et d'une proposition de résolution relatives aux pensions de certains orphelins de guerre; en qualité de *Rapporteur*

pour avis [17 mars 1950] (p. 2124); Sa demande de renvoi à la Commission des finances de la proposition de résolution (p. 2124); en qualité de Rapporteur de la proposition de résolution (p. 2124, 2125, 2126). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à un percepteur menacé d'expulsion [31 mars 1950] (p. 2721, 2722) — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950, P. T. T.; Chap. 1240 : Son amendement tendant à rétablir partiellement les crédits demandés pour les indemnités éventuelles [3 mai 1950] (p. 3222); Chap. 1290 : Amendement de M. Cartier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour mesures diverses en faveur du personnel (octroi de la prime de 3.000 francs) (p. 3224); Chap. 3010 : Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour indemnités de mission et de voyage (p. 3225); Chap. 3130 : Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le matériel automobile (p. 3228); FINANCES, Chap. 0810 : Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour les pensions d'invalidité [15 juin 1950] (p. 4867, 4868); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 1000 : Discussion du budget des Anciens combattants [20 juin 1950] (p. 5064); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE; en qualité de Rapporteur (Ses observations sur la comparaison entre les pensionnés 100 0/0 et les huissiers des Ministères, la situation des veuves de guerre, l'indemnité aux tuberculeux et la majoration des pensions promise depuis longtemps) [21 juin 1950] (p. 5083, 5084, 5085, 5086, 5087, 5088, 5091, 5106, 5109); Sa demande de renvoi à la Commission (p. 5109); Chap. 700 : Amendement de M. Touchard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant [24 juillet 1950] (p. 5874); Chap. 701 : Amendement de M. Serre tendant à réduire de 1.000 francs les allocations provisoires d'attente (Présomption d'origine de la maladie pour les anciens déportés) (p. 5876); Chap. 1000 : Amendement de M. Mouton tendant à réduire de 2.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Licenciement de personnel des Ministères) (p. 5882); Chap. 4070 : Amendement de M. Maillocheau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'appareillage des mutilés (p. 5900); Chap. 5000 : Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national

des Anciens combattants (Liquidation des dossiers des pupilles de la nation) (p. 5902); Chap. 6020 : Amendement de M. Serre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnisation des pertes subies par les déportés et les résistants (p. 5904); Chap. 6030 : Amendement de M. Serre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le règlement des droits pécuniaires des forces françaises de l'intérieur et déportés [26 juillet 1950] (p. 6004, 6005); Chap. 6032 : Première tranche du pécule aux anciens prisonniers de guerre (p. 6007); — d'une proposition de loi relative à l'affiliation à la Sécurité sociale des invalides, veuves et orphelins de guerre; en qualité de Rapporteur pour avis [30 mai 1950] (p. 3991); Art. 1^{er} : Amendement de M. Fagon tendant à étendre la loi aux veuves et orphelins des invalides civils (p. 3993); Art. 2 : Son amendement tendant à placer la loi dans le cadre de la loi sur la Sécurité sociale (p. 3993, 3994); Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à assimiler les veuves non remariées et celles qui ont des enfants du premier lit (p. 3996); — d'une proposition de résolution relative au règlement définitif des comptes de l'Assemblée Nationale et de l'Union française pour l'exercice 1948 en qualité de Rapporteur [14 juin 1950] (p. 4782); — d'une proposition de résolution fixant pour 1950 les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française; en qualité de Rapporteur [14 juin 1950] (p. 4784, 4785); Discussion générale (Ses observations sur M. Rousseau, traître de l'Assemblée Nationale, les pensions servies aux ex-parlementaires condamnés et à leurs ayants droit) (p. 4787, 4788); Art. 1^{er} : Amendement de M. Julian tendant à réduire de 1.000 francs les crédits du budget de l'Assemblée Nationale (p. 4793); Amendement de M. Julian tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Caisse des pensions des anciens députés (p. 4794); Art. 2 : Amendement de M. Theetten tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'Assemblée de l'Union française (p. 4794); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; en qualité de Rapporteur [21 juillet 1950] (p. 5717, 5718); Motion de M. Forcinal demandant le renvoi du budget des Anciens combattants à la Commission des finances (p. 5725, 5726, 5727); Art. 1^{er} Amendement de M. Tourné tendant à rétablir la parité entre les taux des pensions d'invalidité et les traitements

des fonctionnaires (p. 5737, 5738, 5739, 5740); Art. 2 : Amendement de M. Poirot tendant à calculer la pension des veuves de guerre par rapport aux pensions des invalides 100 0/0, y compris les allocations (p. 5741); Art. 10 : Amendement de M. Burlot tendant à porter à 10.000 francs la retraite des anciens combattants pour les anciens combattants économiquement faibles (p. 5746); Sous-amendement de M. Theetten tendant à inclure les anciens combattants inscrits au bureau de bienfaisance (p. 5747); Son amendement tendant à doubler la retraite des anciens combattants (p. 5747, 5748); Art. 11 : Demande la reprise du texte du Gouvernement concernant l'attribution d'un pécule aux anciens prisonniers de guerre présentée par le Gouvernement (5750, 5751); en qualité de Rapporteur [24 juillet 1950] (p. 5868); Art. 14 : Amendement de M. Delcos tendant à établir une surtaxe sur les apéritifs anisés et à détaxer les vins (p. 5869); Demande de disjonction de l'amendement de M. Delcos présentée par M. Barangé (p. 5872); Ses explications de vote sur l'ensemble [26 juillet 1950] (p. 6011, 6012); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 10 : Amnistie aux invalides et mutilés de guerre [17 novembre 1950] (p. 7880, 7881, 7882, 7883); Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer l'article (p. 7886); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 10 : Son amendement tendant à supprimer l'article amnistiant les grands invalides [2 janvier 1951] (p. 6, 7). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion des projets relatifs aux victimes de guerre*) [21 novembre 1950] (p. 7967, 7968). — Prend part à la discussion du projet de résolution relatif aux dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1951; Art. 1^{er} : Amendement de M. Dufour tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités des Députés [12 décembre 1950] (p. 8922, 8923); Amendement de M. A. Mercier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les pensions dues aux anciens députés (p. 8925); Amendement de M. Deixonne tendant à n'attribuer qu'une seule indemnité à deux parlementaires mariés ou vivant en concubinage (p. 8926); Amendement de M. Triboulet tendant à interdire la délégation de l'indemnité parlementaire à un parti ou une association (p. 8927). — Est entendu sur les propo-

sitions de la Conférence des présidents (*Discussion de la proposition de loi faisant du 8 mai un jour férié*) [17 avril 1951] (p. 3405). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; P.T.T., Chap. 1000 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour l'Administration centrale (*Auxiliaires détachés*) [2 mai 1951] (p. 4427, 4428); Chap. 1010 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les contractuels et auxiliaires (p. 4428); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE; en qualité de Rapporteur : *Discussion de propositions intéressant les anciens combattants* [15 mai 1951] (p. 5152, 5153); Demande de renvoi à la Commission des propositions intéressant les anciens combattants, présentée par le Gouvernement (p. 5154, 5155, 5156); en qualité de Rapporteur (p. 5156, 5157, 5158, 5159, 5167); Art. 2 : Amendement de M. Tourné tendant à doubler les pensions d'invalidité inférieures à 80 0/0 (p. 5177); Amendement de Mme Péri tendant à porter la pension des veuves de guerre à la moitié de la pension d'un invalide à 100 0/0 (p. 5178); Art. 2 quater : Amendement de Mme Péri tendant à accorder une pension spéciale à l'enfant unique orphelin de guerre et une pension pour chaque enfant d'un groupe familial (p. 5185); Art. 2 septies : Demande de prise en considération du texte gouvernemental relatif au pécule des prisonniers de guerre, présentée par le Gouvernement (p. 5188); Demande d'application de l'article 17 de la Constitution, présentée par le Gouvernement (p. 5190); Demande de renvoi à la Commission présentée par le Gouvernement (p. 5191); Article additionnel : Amendement de Mlle Weber relatif à l'allocation aux aveugles de la Résistance (p. 5193, 5194); Chap. 1000 : Amendement de M. Cherrier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (*Méfais de la « régionalisation » et lenteurs de l'examen des dossiers*) (p. 5197, 5198); Chap. 1020 : Suite du débat (p. 5199); Chap. 4020 : Prestations en espèces au titre de la Sécurité sociale (*Application de la Sécurité sociale à toutes les victimes de guerre*) [16 mai 1951] (p. 5281); Chap. 4060 : Demande de disjonction du chapitre relatif à l'appareillage des mutilés (*Insuffisance des centres d'appareillage*), présentée par M. Touchard (p. 5282); Chap. 5000 : Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office

national des combattants (Pupilles de la nation) [17 mai 1951] (p. 5325); *Utilisation de l'Hôtel des Invalides* (p. 5325); Chap. 5010 : *Subventions aux associations et œuvres diverses* (p. 5326); Chap. 6030 : *Droits pécuniaires des internés et déportés résistants* (p. 5339); Art. 2 : *Pécule des anciens prisonniers de guerre* (p. 5341); *Amendement de M. Draveny tendant à abroger les articles relatifs à la présomption d'origine* (p. 5342); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, amendé par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur* [22 mai 1951] (p. 5721, 5722); Art. 2 septième : *Remboursement des marks détenus par les anciens prisonniers de guerre* (p. 5723); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5723, 5724); — du projet de résolution relatif au règlement définitif des comptes de l'Assemblée Nationale, de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil économique en 1949; en qualité de *Rapporteur* [11 mai 1951] (p. 5024); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales; en qualité de *Rapporteur pour avis* [12 mai 1951] (p. 5111, 5114, 5115); *Passage à la discussion des articles* (p. 5122, 5123). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Vote du budget des Anciens combattants*) [22 mai 1951] (p. 5715). — Prend part à la discussion du second projet de loi de finances pour l'exercice 1951; Art. 38 bis : *Son rappel au règlement (Application de l'article 17 de la Constitution)* [22 mai 1951] (p. 5758). = S'excuse de son absence [4 août 1950] (p. 6339). = Obtient un congé [4 août 1950] (p. 6339).

AUDEGUIL (M. Fernand), Député de la Gironde.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102), [29 mai 1947] (p. 1783), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des boissons [17 janvier 1950] (p. 299). — Est désigné pour figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice (Application de la loi du 27 décembre 1945) [3 décembre 1947] (p. 5152), [26 janvier 1948] (p. 195).

Dépôts :

Le 21 février 1947, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution de MM. Henri Teitgen et Liquard tendant à inviter le Gouvernement à venir rapidement en aide aux marins pêcheurs ostréiculteurs et artisans des professions annexes, privés de leurs moyens de travail à la suite de la tempête qui a sévi sur le bassin d'Arcachon, n° 690. — Le 10 novembre 1949, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les victimes civiles des incendies de forêts des dispositions de la loi du 20 mai 1946 concernant les victimes civiles de la guerre, n° 8348.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (*Dépenses civiles*); Etat A, EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [22 juillet 1947] (p. 3373, 3374); *Théâtres lyriques subventionnés*, Chap. 546 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement pour l'activité théâtrale en France* (p. 3438). — Intervient dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du Budget général de l'exercice 1947; Article additionnel : *Son amendement autorisant les grandes villes à établir un tarif progressif pour les licences des débits de boisson* [1^{er} août 1947] (p. 3872). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi créant un conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à contrôler les décrets d'appellation d'origine* [14 mai 1948] (p. 2631); Art. 2 : *Son amendement tendant à modifier la composition de ce conseil* (p. 2632); Art. 3 : *Son amendement tendant à modifier la composition du bureau du conseil* (p. 2632), le retire (p. 2633); Art. 4 : *Son amendement relatif à la nomination du directeur* (p. 2633); Art. 5 : *Son amendement relatif aux délibérations du conseil* (p. 2633); Art. 7 : *Son amendement relatif à la perception des recettes du conseil* (ibid.); Art. 9 : *Son amendement tendant à ne permettre le retrait des fonds qu'aux membres du bureau* (p. 2635); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2635, 2636, 2638); — du projet de loi portant aménagement du Budget reconduit à l'Exercice 1948; Etat A, EDUCATION NATIONALE; Chap. 545 :

Activité musicale à Paris et en province [4 août 1948] (p. 5348, 5349); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'éducation nationale; Chap. 548 : *Amendement de M. Cayol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'activité théâtrale* [5 avril 1949] (p. 2092, 2093, 2094); — des interpellations sur les incendies de forêts des Landes : *Discussion générale* [19 janvier 1950] (p. 350, 351, 352, 353, 354); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Ses observations sur la décentralisation artistique, les subventions aux théâtres parisiens, les compagnies provinciales et les festivals musicaux)* [21 juin 1950] (p. 5114, 5115, 5116); Chap. 5490 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'activité théâtrale (décentralisation)* [19 juillet 1950] (p. 5592, 5593, 5595); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Décentralisation théâtrale* [20 avril 1951] (p. 3630, 3631).

AUGARDE (M. Jacques). *Député de Constantine (1^{er} collège).*

Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence, chargé des affaires musulmanes.

(Cabinet SCHUMAN)

Du 26 novembre 1947 au 26 juillet 1948.

Son élection est validée [30 janvier 1947] (p. 99). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [8 novembre 1949] p. 6002), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364); de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (n. 102), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des territoires d'outre-mer [19 janvier 1950] (p. 361). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice (Application de la loi du 27 décembre 1945, modifiée) [20 mai 1947] (p. 1678).

Dépôts :

Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les autochtones des territoires d'outre-mer du régime de la loi du 16 avril 1930, concernant la retraite du combattant, n° 605. — Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de la loi du 31 mars 1919 à tous les militaires autochtones des territoires d'outre-mer et leurs ayants cause, n° 606. — Le 18 février 1947, une proposition de loi tendant à augmenter les retraites des anciens militaires marocains et tunisiens, n° 626. — Le 18 mars 1947, une proposition de loi tendant à l'application de la sécurité sociale en Algérie, n° 957. — Le 27 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à encourager le développement des sports par l'institution, à période fixe, des jeux de l'Union française, n° 1103. — Le 28 mars 1947, une proposition de loi tendant à augmenter les retraites des anciens militaires autochtones des territoires d'outre-mer, n° 1133. — Le 23 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser au Maroc les candidats au baccalauréat à présenter comme langues vivantes, l'arabe classique et l'arabe dialectal, n° 1809. — Le 24 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter les voyages des Algériens, n° 2101. — Le 24 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les établissements agricoles d'Algérie des dispositions de la législation du travail en vigueur en France dans les établissements similaires, n° 2102. — Le 24 juillet 1947, une proposition de loi tendant à étendre le champ d'application de la preuve testimoniale en matière de paiements par l'Etat, les départements, les communes, les établissements publics et les caisses faisant des versements au titre de la sécurité sociale, n° 2103. — Le 6 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi relatif au reclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Bougie (Algérie), n° 7773. — Le 23 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder au recensement des anciens goumiers et mokhaznis des ex-territoires du sud de l'Al-

gérie et à verser l'indemnité annuelle à ceux d'entre eux qui ont accompli au moins quinze ans de services, n° 12342. — Le 21 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à titulariser dans leurs fonctions les contrôleurs sociaux nord-africains, n° 12636.

Interventions :

Son rapport au nom du 5^e bureau sur les opérations électorales du département de la Martinique [18 mars 1947] (p. 912, 913). — Est entendu au cours du débat sur les opérations électorales du département de la Martinique, en qualité de *Rapporteur* [22 mai 1947] (p. 1713, 1714, 1716). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (*Dépenses civiles*); Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE; Chap. 002 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour allocations provisoires d'attente* [21 juillet 1947] (p. 3316), *le retire (Cas des militaires des forces supplétives)* (p. 3317); Chap. 305 : *Construction et entretien des cimetières militaires en Italie* [21 juillet 1947] (p. 3324); EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [22 juillet 1947] (p. 3370, 3371, 3372); Chap. 364 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour frais de déplacement et de missions de l'éducation physique et sportive* (p. 3416), *le retire (ibid.)*; Chap. 538 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions aux associations sportives* (p. 3431), *le retire (ibid.)*. — Participe à la discussion : du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4506, 4507, 4508, 4509); Art. 5 : *Son amendement tendant à modifier la composition du Conseil du Gouvernement* [23 août 1947] (p. 4608, 4609, 4611); Art. 9 : *Son amendement tendant à faire homologuer par décret les dispositions d'extension prises par l'Assemblée* [25 août 1947] (p. 4632); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [27 août 1947] (p. 4740); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [1^{er} septembre 1947] (p. 4816).

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à la Présidence, chargé des affaires musulmanes* [26 novembre 1947] (*J. O.* du 27 novembre 1947, p. 11734).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à venir en aide aux victimes de la catastrophe de Kenadsa : *Discussion générale* [14 mars 1948] (p. 2664); — de la proposition de résolution accordant une avance de la Caisse nationale de crédit agricole aux producteurs de fleurs : *Renvoi à la Commission des finances* [7 juillet 1948] (p. 4421).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des anciens combattants et victimes de guerre : *Discussion générale* [19 mai 1949] (p. 2652); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 4000 : *Amendement de M. Le Troquer tendant à réduire de 50 millions les crédits pour secours et allocations diverses* [16 juin 1949] (p. 3414); AIR, Chap. 942 : *Amendement de M. Temple tendant à reprendre les crédits proposés par le Gouvernement pour les acquisitions immobilières* [17 juin 1949] (p. 3489), GUERRE, Chap. 122 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde de la troupe (Ses observations sur la solde des forces supplétives)* (p. 3492 3493); *le retire* (p. 3493); Chap. 904 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement des pistes sahariennes* (p. 3518); *le retire (ibid.)*; MARINE, Chap. 904 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les refontes et gros travaux de la flotte* [22 juin 1949] (p. 3534); — Dépose une demande d'interpellation : sur la situation matérielle et morale des travailleurs nord-africains dans la Métropole et notamment le contrôle sanitaire des malades et des tuberculeux [17 juin 1949] (p. 3520); — sur la situation matérielle et morale des travailleurs nord-africains dans la Métropole et notamment le contrôle sanitaire des malades et des tuberculeux [1^{er} décembre 1949] (p. 6531). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'incompatibilité des fonctions publiques avec le mandat parlementaire : *Discussion générale (Politique de M. Naegelen, Gouverneur général de l'Algérie)* [20 octobre 1950] (p. 7072); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Discussion générale* [27 décembre 1950] (p. 9711, 9712); — du projet de loi portant développement des crédits

de fonctionnement des services civils en 1951 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 1070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les agents contractuels des services de la main-d'œuvre (contrôleurs des ouvriers nord-africains)* [20 mars 1951] (p. 2191), *le retire* (*ibid.*) ; Chap. 3070 : *Amendement de M. Viatte tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les nord-africains (misère des nord-africains immigrés)* (p. 2199, 2200) ; Chap. 5050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la formation professionnelle des adultes* [21 mars 1951] (p. 2261) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : Art. 2 : *Amendement de M. Castellani tendant à rétablir la représentation des Français du Maroc, de Tunisie et d'Indochine* [21 mars 1951] (p. 2449).

AUGUET (M. Gaston), *Député de la Seine* (2^e circonscription), *Vice-Président de l'Assemblée Nationale*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). == Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347).

Dépôts :

Le 18 juin 1947, une proposition de loi relative à l'organisation municipale, n° 1731. — Le 3 juillet 1947, une proposition de loi relative à l'organisation départementale, n° 1893. — Le 22 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever pour certaines catégories d'enfants l'âge limite prévu en matière de réduction accordée aux familles nombreuses sur les tarifs de la S. N. C. F., n° 2090. — Le 4 août 1947, une proposition de loi tendant à instituer une prime de départ pour les bénéficiaires de l'allocation des vieux travailleurs et pour les personnes économiquement faibles âgées au moins de 60 ans, qui abandonneraient le département de la Seine pour s'installer dans une localité non pourvue d'un service municipal du logement, n° 2232. — Le 27 janvier 1948, une proposition de loi tendant à la prorogation, pour une

nouvelle période de deux ans, des délais prévus à l'article 13 de l'ordonnance n° 45 2469 du 20 octobre 1945 sur la limitation des débits de boissons, n° 3157. — Le 23 septembre 1948, une proposition de loi tendant à la modification de l'assiette du droit proportionnel de la contribution des patentes, n° 5523. — Le 26 novembre 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'assiette et les tarifs des licences des débitants d'alcool, n° 5669. — Le 2 décembre 1948, une proposition de loi tendant à abaisser à 55 ans l'âge exigé des rentiers viagers de l'Etat susceptibles de bénéficier des majorations prévues par la loi du 4 mai 1948, n° 5705. — Le 25 octobre 1949, une proposition de loi tendant à résorber le déficit des transports parisiens afin de maintenir les tarifs à leur niveau actuel, n° 8242. — Le 25 octobre 1949, une proposition de loi tendant à la suppression de la contribution des patentes à partir du 1^{er} janvier 1950, n° 8243. — Le 25 octobre 1949, une proposition de loi tendant à ramener le montant de la contribution des patentes due pour l'année 1949 à celui qui a été payé par les assujettis pendant l'année 1948, n° 8244. — Le 22 novembre 1949, une proposition de loi tendant à faire admettre en paiement des impôts les certificats de souscription à l'emprunt libératoire du prélèvement exceptionnel, n° 8436. — Le 22 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application des décisions des commissions paritaires du prélèvement si les assujettis n'ont pas été entendus dans lesdites commissions, n° 8441. — Le 16 février 1950, une proposition de loi tendant à modifier le tarif de la taxe sur les spectacles, applicable aux music-halls et spectacles de variétés, n° 9225. — Le 23 mai 1950, une proposition de loi portant révision des rentes viagères servies au titre de réparations civiles, n° 9999. — Le 23 mai 1950, une proposition de loi tendant à améliorer la situation des rentiers viagers de l'Etat, n° 10001. — Le 1^{er} juin 1950, une proposition de loi tendant à interdire toute expulsion de concierge ou de gardien d'immeuble si, au préalable, il n'a pas été pourvu au relogement des intéressés, n° 10142. — Le 1^{er} juin 1950, une proposition de loi tendant à interdire l'expulsion de tout locataire ou de tout occupant si, au préalable, le locataire ou l'occupant n'a pas été pourvu d'un logement, n° 10143. — Le 13 juin 1950, une proposition de loi ten-

dant à instituer un abattement à la base égal au salaire minimum garanti pour la détermination du revenu imposable à la taxe proportionnelle en ce qui concerne les bénéficiaires des professions industrielles, commerciales et artisanales et des professions non commerciales, **n° 10267**. — Le 27 octobre 1950, une proposition de loi tendant à la suppression de la contribution des patentes à partir du 1^{er} janvier 1951, **n° 11133**. — Le 3 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier quelques dispositions de la loi n° 49-420 du 25 mars 1949 revisant certaines rentes viagères constituées entre particuliers, **n° 11167**. — Le 3 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier quelques dispositions de la loi n° 49-1098 du 2 août 1949 portant révision de certaines rentes viagères constituées par les compagnies d'assurances, par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou par des particuliers moyennant l'aliénation de capitaux en espèces, **n° 11173**. — Le 22 novembre 1950, une proposition de loi tendant à instituer des commissions paritaires chargées d'examiner la situation des contribuables menacés de saisie-exécution et à surseoir provisoirement à toute saisie-exécution de contribuable de bonne foi en attendant la constitution des dites commissions, **n° 11380**. — Le 4 décembre 1950, une proposition de loi tendant à établir la gratuité des droits de timbre et d'enregistrement des actes judiciaires et extra-judiciaires, **n° 11498**.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne : *Discussion générale* [11 décembre 1947] (p. 5646, 5647, 5648); Art. 3 *Amendement de M. Albert Petit tendant à reprendre le texte du Gouvernement concernant la dénonciation des conventions passées depuis 1945* [12 décembre 1947] (p. 5672, 5673); Art. 8 : *Son amendement concernant l'indemnité aux anciens concessionnaires* (p. 5676, 5677); Art. 14 : *Amendements de MM. Benoist et Regaudie concernant la nomination du Président du conseil d'administration de la Régie* [16 décembre 1947] (p. 5733); Art. 15 : *Amendement de M. André Mercier tendant à inclure l'Oise dans la région parisienne* (p. 5734); Art. 16 : *Amendement de M. Regaudie concer-*

nant les indemnités aux membres du conseil d'administration de la Régie (p. 5735); Art. 19 : *Amendement de M. Regaudie tendant à écarter le Conseil des Ministres pour la nomination du directeur général de la Régie* (p. 5737); *Amendement de M. Regaudie tendant à inclure un nouvel article interdisant à la Régie de participer à d'autres entreprises* (p. 5738); Art. 21 : *Son amendement concernant l'entrée en fonctionnement de la Régie* (p. 5740); le retire (*ibid.*); Art. 23 : *Son amendement tendant à supprimer les deuxième et troisième alinéas concernant les subventions de l'Etat à la Régie* (p. 5741, 5742); Art. 29 : *Amendement de M. Albert Petit relatif au contrôle financier de la Régie* (p. 5760); Art. 31 : *Amendement de M. Charles Benoist tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 3761, 3762); *Amendement de M. Palewski tendant à ajouter un alinéa prévoyant un décret au cas où un accord n'interviendrait pas au sujet des comités d'entreprise* (p. 5762, 5763); Art. 32 : *Amendement de M. Midol tendant à supprimer le deuxième alinéa* (p. 5763); *Amendement de M. Regaudie tendant à supprimer le troisième alinéa* (p. 5764); *Amendement de M. Schauffler concernant les vieux retraités de la T.C.R.P.* (p. 5764); *Amendement de M. Midol tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 5765); Art. 37 : *Amendement de M. Charles Benoist tendant à supprimer l'article* (p. 5766); Art. 38 : *Amendement de M. Palewski tendant à modifier la composition de l'assemblée générale de l'Office* (p. 5768); Art. 40 : *Son amendement relatif aux fonctions de l'assemblée générale de l'Office des transports* [18 décembre 1947] (p. 5803, 5804, 5805); *Amendement de M. Palewski relatif au rôle du Conseil supérieur d'aménagement de la région parisienne* (p. 5805); *Amendement de M. David relatif au rôle du Conseil supérieur des transports* (p. 5807, 5808); Art. 41 : *Amendement de M. Regaudie tendant à insérer un article nouveau prévoyant un Commissaire du Gouvernement auprès de l'Office* (p. 5819); Art. 45 : *Son amendement relatif aux dépenses de fonctionnement de l'Office des Transports* (p. 5847); Art. 47 : *Amendement de M. Robert Schmidt relatif au cahier des charges imposé aux entrepreneurs* (p. 5848); Art. 52 : *Son amendement tendant à ajouter in fine « pendant les trois dernières années »* (p. 5851); Art. 53 : *Son amendement relatif à la liquidation de la Compagnie du chemin de fer métropolitain* (p. 5851, 5852); *Son amendement relatif à la distribution*

de réserves par l'assemblée générale de la Compagnie du chemin de fer métropolitain (p. 5853); Art. 54 : Amendement de M. Benoist tendant à supprimer l'article (p. 5853, 5854); Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi (p. 5855, 5856, 5857); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 9 : Amendement de M. Midol tendant à reprendre le texte déjà voté en première lecture [16 mars 1948] (p. 1698); Art. 19 : Fonctions du directeur général de la Régie (p. 1702); Art. 21 : Rectification d'une erreur matérielle (p. 1703); Art. 24 : Son amendement tendant à reprendre le texte déjà voté concernant la procédure de la participation financière de l'Etat aux dépenses de la Régie (p. 1704); Art. 40 : Son amendement tendant à reprendre le texte déjà voté concernant le rôle de l'Assemblée générale de l'Office des transports (p. 1707); Art. 41 bis : Création d'un contrôleur financier (p. 1708); Art. 54 : Son amendement relatif aux fonctions des comités techniques départementaux (p. 1710); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et communes, amendé par le Conseil de la République; Art. 10 : Amendement de M. de Tinguy tendant à rétablir le texte du Conseil de la République [21 décembre 1947] (p. 6000, 6001); — du projet de loi relatif à l'aménagement de la réglementation des changes : Discussion générale [28 janvier 1948] (p. 241, 242, 243); — de la proposition de résolution relative à l'amélioration du sort des rentiers-viagers : Discussion générale [13 février 1948] (p. 717, 718); Son contre-projet sous forme de proposition de loi (p. 719, 722); Son rappel au règlement (Discussion de son contre-projet sous forme d'amendement) (p. 722); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 1^{er} : Amendement de M. Duclos tendant à fractionner l'emprunt en plusieurs tranches [6 mars 1948] (p. 1458); Article additionnel : Amendement de M. Duclos tendant à relever les abattements à la base [7 mars 1948] (p. 1511); Art. 5 : Amendement de M. Duclos tendant à prévoir un abattement de 60.000 fr. sur le bénéfice imposable [8 mars 1948] (p. 1548); — du projet de loi tendant à améliorer le sort des rentiers viagers : Discussion générale [19 mars 1948] (p. 2019, 2020); Art. 1^{er} : Son amendement tendant à revaloriser au coefficient 7 les rentes viagères antérieures à 1939 et au coefficient 3 celles postérieures (p. 2021, 2022);

Art. 3 : Son amendement tendant à substituer le montant du minimum vital au montant de l'abattement prévu pour l'impôt sur le revenu [20 mars 1948] (p. 2044, 2045); Art. 6 : Son amendement tendant à porter la majoration de 150 0/0 à 300 0/0 (p. 2045); Art. 7 : Son amendement tendant à porter la majoration de 1.200 0/0 à 1.600 0/0 (p. 2046); Art. 9 : Son amendement tendant à remplacer le taux de 175 0/0 par celui de 300 0/0 (p. 2046); Art. 11 : Son amendement tendant à porter la majoration de 150 0/0 à 300 0/0 (p. 2047); Art. 13 : Son amendement tendant à introduire la notion de minimum vital (p. 2047); le retire (*ibid.*); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Discussion générale [29 avril 1948] (p. 2354, 2355); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : Discussion générale [20 avril 1948] (p. 2083, 2084, 2085, 2086, 2100); Art. 3 bis : Son amendement tendant à insérer un article tendant à admettre la déduction du salaire versé par un patron à son conjoint du bénéfice net imposable [22 avril 1948] (p. 2174, 2175, 2176, 2177); Art. 3 ter : Son amendement tendant à déduire le salaire versé par un exploitant à son conjoint du bénéfice imposable dans la limite de 150.000 francs (p. 2168); Art. 36 : Ses explications de vote sur l'article concernant les droits d'enregistrement et de timbre [27 avril 1948] (p. 2279); Art. 51 ter : Exonération de la taxe sur les transactions des recettes des terrains de sport (p. 2283); Son amendement tendant à fixer à 140 francs par hectolitre le droit de circulation sur les vins (p. 2286, 2287); Art. 55 : Déductions aux entrepositaires de boissons (p. 2302); Amendement de M. Denais tendant à augmenter les déductions aux entrepositaires de boissons (*ibid.*); Art. 64 : Son amendement tendant à insérer un article permettant aux contribuables de s'acquitter en titres de rente (p. 2306); Ses explications de vote sur l'ensemble du projet (p. 2312); — de la proposition de loi de M. Duclos modifiant les lois portant aménagement du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : Discussion générale [20 mai 1948, (p. 2790, 2791, 2792); Article unique : Son amendement tendant à insérer un article abrogeant la majoration de 10 0/0 pour les contribuables retardataires (p. 2792, 2793); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A. RECONSTRUCTION, Chap. 402 : Application de l'ordonnance du 11 octobre 1945

relative au relogement [18 juillet 1948] (p. 4780); Chap. 403 : *Participation de l'Etat aux dépenses de personnel des services du logement* (p. 4780, 4781, 4784, 4885, 4786); FINANCES, Chap. 112 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les contrôleurs des dépenses engagées* [31 juillet 1948] (p. 5171); Chap. 132 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel départemental des contributions directes* (p. 5172, 5173); Chap. 161 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les auxiliaires des contributions indirectes* (p. 5174, 5175); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Discussion générale* [9 août 1948] (p. 5578, 5579, 5580); Art. 5 : *Réforme fiscale* [10 août 1948] (p. 5646); *Son amendement établissant un plan de réforme fiscale* (p. 5664, 5665); — du projet de loi relatif à l'Office national d'immigration : *Discussion générale* [24 septembre 1948] (p. 6885); — du projet de loi portant création d'une cour de discipline budgétaire, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [25 septembre 1948] (p. 6924, 6925); — d'une proposition de loi relative aux rentes viagères constituées entre particuliers; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à majorer respectivement de 700, 300 et 200 0/0 les rentes viagères* [17 décembre 1948] (p. 7719); Art. 3 : *Son amendement relatif aux rentes viagères servies au titre de réparation civile* (p. 7724); *Son amendement relatif aux rentes viagères constituées par des compagnies d'assurances* (p. 7724); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur le fardeau des impôts, la soumission du Gouvernement français aux U.S.A., la situation du Trésor, le vote trop rapide du budget, la réforme fiscale, la majoration des impôts indirects et la politique financière du groupe communiste)* [21 décembre 1948] (p. 7802, p. 7803, 7804, 7805, 7806); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} bis : *Son amendement tendant à reprendre l'article du Conseil de la République relatif à l'application de la réforme fiscale* [31 décembre 1948] (p. 8322, 8323); Art. 18 bis : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa relatif à l'augmentation des taxes sur les augmentations de capital* (p. 8324). — Prend part à la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et

portant dispositions d'ordre financier; Art. 11 : *Amendement de M. Tourtaud tendant à supprimer l'article relatif aux droits d'examen pour le brevet élémentaire* [29 décembre 1948] (p. 8104); Art. 26 : *Demande du Gouvernement de disjonction des articles 26 à 32* (p. 8108, 8109); — du projet de loi portant fixation du Budget général 1949 (Dépenses civiles) : Art. 1^{er} : FINANCES; *Son amendement tendant à réduire les crédits de 1.000 francs (Ses observations sur le centre mécanographique)* [31 décembre 1948] (p. 8227, 8228); le retire (ibid.); Art. 25 ter : *Son amendement tendant à abaisser le taux des taxes d'enlèvement d'ordures ménagères et déversement à l'égout* (p. 8261); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Baylet tendant à rétablir le chiffre du Conseil de la République pour les Travaux publics et transports* (p. 8341, 8342); — du projet de loi relatif au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [14 avril 1949] (p. 2474); — du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Finances, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [14 avril 1949] (p. 2478, 2479, 2480); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (Ses observations sur le déficit, le chômage, la grève des commis de Bourse, la crise de consommation et les difficultés d'exportation, la réforme de la S. N. C. F., la conférence de M. Flouret sur les contrôles spéciaux à la S. N. C. F., l'imposition additionnelle à la contribution des patentes et la hausse du prix de l'essence)* [23 mai 1949] (p. 2825, 2826, 2827, 2828, 2829); *Ses observations sur le rapport Pellenc* [24 mai 1949] (p. 2857); Art. 14 : *Amendement de M. Badie tendant à réduire les taxes et droits sur les alcools* [2 juin 1949] (p. 3062); — d'une proposition de loi portant révision du montant des patentes : *Discussion générale* [30 juin 1949] (p. 3991, 3992); Article unique : *Son contre-projet tendant à retenir pour base de calcul la valeur locative fixée en 1948* [1^{er} juillet 1949] (p. 4003); *Son amendement tendant à ne pas tenir compte de l'équilibre du budget départemental* (p. 4018); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 2 : *Son rappel au règlement* [5 juillet 1949] (p. 4179); *Rappel au règlement de M. Frédéric-Dupont*

(p. 4181); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 38 ter : *Amendement de M. Baylet tendant à prévoir un décret réglant les modalités de la suppression de la C.C.D.V.T.* [7 juillet 1949] (p. 4379); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Proposition de M. David de suspendre le débat* [21 juillet 1949] (p. 4967) : *Discussion générale* [23 juillet 1949] (p. 5108); Art. 42 : *Amendement de M. Hughes tendant à insérer un article diminuant de moitié la taxe locale sur les ventes de produits agricoles portant à 2,70 0/0 le taux de cette taxe sur les entreprises intégrées* (p. 5114); *Révision du taux du recouvrement de la taxe locale* (p. 5112, 5113); *Amendement de M. Hughes tendant à définir les entreprises intégrées* (p. 5117); Art. 39 E : *Son amendement tendant à supprimer l'article 291 du décret portant réforme fiscale* (p. 5197); *Son amendement tendant à modifier le mode de calcul de la patente* (ibid); Art. 31 : *Enregistrement des actes sous seing privé portant cession de parts d'intérêt* (p. 5210); — du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget de la radiodiffusion française, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à augmenter la réduction de redevance en faveur des économiquement faibles* [30 juillet 1949] (p. 5579); — de la proposition de loi relative à la contribution des patentes pour 1949 : *urgence* [22 novembre 1949] (p. 6156, 6157); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur l'augmentation du budget, les recommandations de M. Hoffmann, administrateur de l'E. C. A., le marasme de l'industrie française, le chômage grandissant, l'augmentation des prix de gros, le déficit de la balance commerciale, le relèvement de l'impôt sur les patentes et les subventions à la S. N. C. F.)* [21 décembre 1949] (p. 7090, 7091, 7092, 7093, 7094, 7095); Article additionnel : *Amendement de M. Bourguès-Maunoury tendant à dispenser les sociétés du versement de l'acompte trimestriel* [27 décembre 1949] (p. 7367); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 7 A : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif au maintien du principal fictif de la contribution des patentes au montant de 1948* [29 janvier 1950] (p. 753, 754, 755, 756); *Recevabilité d'un nouvel amendement* (p. 756, 757); *Son amendement tendant à fixer la contribution des patentes au montant de 1948* (p. 757,

758); *Amendement de M. Gilbert Cartier tendant à fixer le principal fictif de la contribution des patentes à la moyenne des montants pour 1948-1949* (p. 758, 759).

Est élu *Vice-Président* de l'Assemblée Nationale [10 janvier 1950] (p. 194).

En cette qualité :

Préside : la 1^{re} séance du 19 janvier 1950 (p. 325); — la séance du 25 janvier 1950 (p. 485); — la 1^{re} séance du 31 janvier 1950 (p. 813); — la 1^{re} séance du 16 février 1950 (p. 1105); — la 1^{re} séance du 21 février 1950 (p. 1249); — la 3^e partie de la 3^e séance du 24 février 1950 (p. 1484); — la 1^{re} séance du 28 février 1950 (p. 1505); — la 1^{re} séance du 17 mars 1950 (p. 2122); — la 1^{re} séance du 21 mars 1950 (p. 2202); — la 3^e séance du 23 mars 1950 (p. 2315); — la 2^e partie de la 3^e séance du 24 mars 1950 (p. 2398); — la 1^{re} séance du 28 mars 1950 (p. 2429); — la 1^{re} partie de la 3^e séance du 28 mars 1950 (p. 2469); — la 3^e séance du 31 mars 1950 (p. 2741); — la 1^{re} séance du 28 avril 1950 (p. 3034); — la 2^e séance du 3 mai 1950 (p. 3187); — la 1^{re} séance du 9 mai 1950 (p. 3354); — la 3^e séance de 9 mai 1950 (p. 3409); — la 1^{re} partie de la 3^e séance du 11 mai 1950 (p. 3577); — la 1^{re} séance du 16 mai 1950 (p. 3673); — la 1^{re} séance du 23 mai 1950 (p. 3774); — la 1^{re} séance du 1^{er} juin 1950 (p. 4094); — la 1^{re} séance du 5 juin 1950 (p. 4229); — la 3^e séance du 6 juin 1950 (p. 4361); — la 3^e séance du 14 juin 1950 (p. 4782); — la 3^e séance du 15 juin 1950 (p. 4856); — la 3^e séance du 20 juin 1950 (p. 5065); — la 1^{re} séance du 18 juillet 1950 (p. 5518); — la 1^{re} séance du 19 juillet 1950 (p. 5582); — la 2^e séance du 22 juillet 1950 (p. 5820); — la 1^{re} séance du 24 juillet 1950 (p. 5842); — la 1^{re} séance du 25 octobre 1950 (p. 7173); — la séance du 30 novembre 1950 (p. 8322); — la 1^{re} séance du 4 décembre 1950 (p. 8473); — la 3^e séance du 7 décembre 1950 (p. 8783); — la 1^{re} séance du 12 décembre 1950 (p. 8922); — la 3^e séance du 14 décembre 1950 (p. 9098); — la 1^{re} séance du 19 décembre 1950 (p. 9262); — la 3^e séance du 20 décembre 1950 (p. 9381); — la 1^{re} séance du 29 décembre 1950 (p. 9761); — la 1^{re} séance du 3 janvier 1951 (p. 49). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; EDUCATION NATIONALE, Chap. 5410 : *Œuvres*

post-scolaires et mouvements de jeunesse [22 juillet 1950] (p. 5806); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; **LOI DES CRÉDITS: Discussion générale** [2 août 1950] (p. 6415, 6416); Art. 3 : *Liste des dépenses obligatoires échelonnées sur plusieurs budgets* (p. 6417, 6418); Art. 29 : *Fixation du montant des budgets annexes* (p. 6440); Art. 37 : *Sa demande de vote par division de l'amendement de M. le Coutaller tendant à limiter le cumul d'une retraite et d'un traitement à quatre fois le minimum vital* (p. 6444); — Dépose une demande d'interpellation sur la révocation des 3 maires et des vingt-neuf maires adjoints communistes de Paris [9 novembre 1950] (p. 7567); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [12 décembre 1950] (p. 8946, 8947, 8951). — Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Sa motion préjudicielle demandant le retrait du projet* [27 décembre 1950] (p. 9663, 9664, 9665, 9666).

Est élu *Vice-Président* de l'Assemblée Nationale [11 janvier 1951] (p. 326).

En cette qualité :

Préside : la 1^{re} séance du 1^{er} février 1951 (p. 605); — la séance du 3 février 1951 (p. 726); — la 1^{re} séance du 8 février 1951 (p. 893); — la séance du 10 février 1951 (p. 1021); — la séance du 17 février 1951 (p. 1306); — la 1^{re} séance du 20 février 1951 (p. 1337); — la 1^{re} séance du 24 février 1951 (p. 1601); — la 1^{re} séance du 20 mars 1951 (p. 2188); — la 3^e séance du 20 mars 1951 (p. 2233); — la 1^{re} séance du 3 avril 1951 (p. 2572); — la 2^e partie de la 3^e séance du 6 avril 1951 (p. 2845); — la 1^{re} séance du 11 avril 1951 (p. 3084); — la 2^e séance du 21 avril 1951 (p. 3730); — la 1^{re} séance du 23 avril 1951 (p. 3765); — la 2^e partie de la 2^e séance du 28 avril 1951 (p. 4154); — la 2^e séance du 29 avril 1951 (p. 4296); — la 1^{re} partie de la 3^e séance du 2 mai 1951 (p. 4466); — la 2^e séance du 6 mai 1951 (p. 4691); — la 3^e séance du 6 mai 1951 (p. 4725); — la 1^{re} séance du 9 mai 1951 (p. 4872); — la 3^e séance du 10 mai 1951 (p. 4983); — la 1^{re} séance du 15 mai 1951 (p. 5151); — la 1^{re} séance du 22 mai 1951 (p. 5656). — Est entendu pour une motion d'ordre (**Vote en seconde lecture de la majoration des prestations familiales**) [1^{er} mai 1951] (p. 4401). — Prend

part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1951; Article additionnel : *Son amendement tendant à supprimer la contribution des patentes à dater du 1^{er} janvier 1952* [18 mai 1951] (p. 5547).

AUJOLAT (M. Louis), Député du Cameroun
(Collège des citoyens du statut français).

Sous-Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer

[Cabinet BIDAULT]

du 28 octobre 1949 au 2^e juin 1950,

Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer

[2^e Cabinet QUEUILLE]

du 30 juin au 11 juillet 1950,

Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer

[Cabinet PLEVEN]

du 13 juillet 1950 au 9 mars 1951,

Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer

[3^e Cabinet QUEUILLE]

du 10 mars au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [20 décembre 1946] (p. 186). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102). [11 mars 1947] (p. 796), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer en vue de représenter l'Assemblée au sein du Comité de gestion du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [*J. O.* du 25 janvier 1947] (p. 1025). — Est nommé juré de la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 195), [30 novembre 1948] (p. 7302).

Dépôts :

Le 20 décembre 1946, une proposition de loi tendant à faire bénéficier dès leur naissance les

métis des territoires d'outre-mer de l'Union française des droits attachés au titre de citoyen français, n° 178. — Le 17 juin 1947, un rapport, au nom de la Commission des territoires d'outre-mer, sur la proposition de résolution de M. Senghor et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer outre-mer, pour chaque administration ou service, à côté du cadre général, un cadre commun unique par territoire et, pour l'Afrique occidentale française et l'Afrique équatoriale française, par groupe de territoires, cadre, où, dans l'établissement des traitements, suppléments et indemnités, toute discrimination raciale ou religieuse sera supprimée, n° 1717. — Le 11 décembre 1947, une proposition de loi tendant à instituer le Conseil général de la Haute-Volta, n° 2824. — Le 19 mai 1948, une proposition de loi tendant à insérer, dans le programme d'études du doctorat en médecine, un enseignement élémentaire en pathologie tropicale, n° 4251. — Le 19 mai 1948, une proposition de loi tendant à créer un Institut supérieur de médecine et d'hygiène tropicales, n° 4252. — Le 19 mai 1948, une proposition de loi tendant à la réorganisation des services de la santé publique dans les territoires d'outre-mer de l'Union française, n° 4253.

Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations sur les événements de Madagascar [9 mai 1947] (p. 1436, 1437) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (*Dépenses civiles*) ; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER ; Chap. 100 : *Direction du plan* [19 juin 1947] (p. 2220) ; Chap. 101 : *Personnel des services de statistiques* (p. 2221). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi fixant l'organisation et la compétence des assemblées de groupe en Afrique noire : *Explications de vote sur l'ensemble de la loi* [4 août 1947] (p. 3913) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour la reconstruction et l'équipement en 1948 (*Dépenses civiles*) ; en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des territoires d'outre-mer* [31 décembre 1947] (p. 6642, 6643) : *Discussion générale* (p. 6646). — Prend part à la discussion : des propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux : *Discussion générale* [12 février 1948] (p. 628, 629 ; Contre-

projet de M. Plevin (p. 663) ; — de la proposition de loi instituant le conseil général de la Haute-Volta : *Discussion générale* [18 mars 1948] (p. 1882) ; Art. 2 : *Amendement de M. Lisette tendant à instituer un système mixte entre le double collège et le collège unique* (p. 1883) ; *Amendement de M. Caillavet tendant à réduire le nombre des membres du 2^e collège* (p. 1885, 1886) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1900) ; — du projet de loi tendant au redressement économique et financier ; en qualité de *Rapporteur pour avis* [8 août 1948] (p. 5521, 5522) ; *Motion préjudicielle de M. Guillon tendant au renvoi à l'Assemblée de l'Union française* (p. 5537) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ne pas appliquer la loi dans les territoires d'outre-mer* [9 août 1948] (p. 5611). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine [19 août 1948] (p. 5995). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses observations sur le programme de M. Queuille* [30 septembre 1948] (p. 6477, 6478). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant élection des conseillers de la République, amendé par le Conseil de la République ; Art. 51 : *Amendement de M. Silvacandre tendant à appliquer le scrutin majoritaire au Sénégal, Soudan et Madagascar* [20 septembre 1948] (p. 6747) ; — du projet de loi relatif à la procédure de vote du Budget de l'Exercice 1949 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [10 décembre 1948] (p. 7551, 7552) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949 : *Discussion générale* [31 décembre 1948] (p. 8206, 8207) ; — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour janvier-février 1949 ; Art. 1^{er} : *Ouverture d'un crédit de 62 milliards 670 millions de francs : Ses observations sur la campagne d'Indochine* [31 décembre 1948] (p. 8293) ; — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Apithy tendant à prévoir 20 millions pour les territoires d'outre-mer* [2 mars 1949] (p. 1141, 1142). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application des accords de la Baie d'Along et la fin du conflit entre la France et le Viet-Nam [2 mars 1949] (p. 1150). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'une assemblée représentative élue en Cochinchine : *Contre*

l'urgence [11 mars 1949] (p. 1542, 1543); *Discussion générale* (p. 1576, 1577, 1578); — des conclusions du rapport sur les opérations électorales de Haute-Volta : *Demande de M. Coulibaly de retrait de l'ordre du jour* [22 mars 1949] (p. 1673); *Discussion générale* (p. 1679, 1686, 1687, 1689, 1690); — des interpellations sur la politique économique et financière dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Ses observations sur la liberté des échanges en Afrique, le coût du fret et de la répartition des marchandises, l'action du F. I. D. E. S.)* [21 juin 1949] (p. 3553, 3576, 3577, 3578, 3579). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance : *Débat sur la validation des élections du Niger* [20 juillet 1949] (p. 4835, 4836); — au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : (*Ses observations sur le programme de M. Moch*) [13 octobre 1949] (p. 5788, 5789). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* (Cabinet Bidault), décret du 29 octobre 1949 (*J. O.* du 31 octobre 1949) (p. 10846).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'un établissement administratif à l'île Amsterdam : *Discussion générale* [1^{er} décembre 1949] (p. 6489); — d'un projet de loi réformant le régime de l'interdiction de séjour dans les territoires d'outre-mer (Nouvelle-Calédonie) : *Discussion générale* [1^{er} décembre 1949] (p. 6492); — d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires des territoires d'outre-mer : *Renvoi du débat* [2 février 1950] (p. 882); — du projet de loi portant validation des actes réglementaires provisoires du Gouvernement de Cochinchine : *Discussion générale* [21 mars 1950] (p. 2230, 2231). — Répond à une question de M. Duveau relative à l'indemnité de cherté de vie des pensionnés d'outre-mer [31 mars 1950] (p. 2718, 2719). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale (Ses observations sur l'Institut supérieur de médecine tropicale)* [6 juin 1950] (p. 4312, 4316, 4317); Chap. 1000 : *Amendement de M. Hamani tendant à réduire de 1000 francs les crédits pour le personnel de l'administration centrale (Crise de l'enseignement dans les territoires d'outre-mer et construction d'hôpitaux)* [6 juin 1950] (p. 4324,

4325, 4326); Chap. 1280 : *Amendement de M. Juge tendant à réduire de 1000 francs les crédits pour le personnel d'autorité des territoires d'outre-mer (Situation des malgaches prisonniers politiques)* (p. 4337); Chap. 1320 : *Rapatriement des travailleurs indochinois* (p. 4341); Chap. 3220 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'entretien des travailleurs indochinois* (p. 4342, 4343); Chap. 4030 : *Œuvres sociales de la France d'outre-mer* (p. 4343); Chap. 5050 : *Amendement de M. Malbrant tendant à réduire de 1000 francs les crédits pour l'Office de la recherche scientifique d'outre-mer* (p. 4345); *Amendement de M. Lisette tendant à réduire de 1000 francs les crédits de ce chapitre (Culture du coton et du riz en Afrique noire)* (p. 4346); Chap. 1000 : *Direction de l'enseignement de la France d'outre-mer* (p. 4349); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1000 : *Diminution de crédits pour l'administration centrale par suite de non-création d'emplois* [4 août 1950] (p. 6758). — Donne sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* (Cabinet Bidault) [29 juin 1950] (p. 5278). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* (Cabinet Quéuille) [29 juin 1950] (p. 5276). — Sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* (Cabinet Pleven) [13 juillet 1950] (*J. O.* du 14 juillet 1950) (p. 7643).

En cette qualité :

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du projet relatif à l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis* [22 juillet 1950] (p. 5808). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis; Art. 2 : *Amendement de M. Silvandre tendant à prévoir 24 membres élus pour cinq ans en un collège unique* [24 juillet 1950] (p. 5846); Art. 7 : *Amendement de M. Castellani tendant à supprimer le 4^e alinéa relatif aux administrateurs des colonies* (p. 5848); Art. 13 : *Amendement de M. Hamani tendant à prévoir des bulletins de couleur pour permettre aux illettrés de voter* (p. 5849); Art. 40 : *Amendement de M. Hamani tendant à ne pas inclure dans les dépenses obligatoires celles pour les forces armées* (p. 5853); Art. 50 : *Amendement de M. Duveau relatif au délai de présentation du rapport an-*

nuel par le chef du territoire (p. 5854); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 38 : Amendement de M. Martine relatif à l'initiative des dépenses partagée entre l'Assemblée et le chef du territoire [4 août 1950] (p. 6760); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer : Discussion générale [18 novembre 1950] (p. 7929), [27 novembre 1950] (p. 8191, 8194, 8195, 8196, 8197, 8198, 8199); Art. 1^{er} : Contre-projet de M. Castellani tendant à prévoir des décrets particuliers pour chaque territoire [2 décembre 1950] (p. 8462); Amendement de M. Senghor tendant à définir le travailleur dans les territoires d'outre-mer (p. 8463, 8464); Art. 2 : Amendement de M. Malbrant tendant à interdire le travail forcé en principe (p. 8465); Amendement de M. Malbrant tendant à prévoir un certain nombre de cas où le travail forcé est maintenu (p. 8466, 8467, 8468); Art. 1^{er} : Amendement de M. Senghor relatif à la définition du travailleur et de l'employeur dans les territoires d'outre-mer [9 décembre 1950] (p. 8897); Sous-amendement de M. Castellani relatif aux conditions de travail des fonctionnaires (p. 8899); Art. 3 : Amendement de M. Benoist tendant à élargir le champ d'application des syndicats (p. 8900); Article additionnel : Amendement de M. Malbrant tendant à faire communiquer au procureur de la République le bilan des syndicats (p. 8901, 8902, 8903); Art. 8 : Amendement de M. Benoist tendant à permettre aux mineurs de 14 ans de s'inscrire à un syndicat (p. 8904); Art. 16 : Amendement de M. Castellani tendant à limiter aux membres des syndicats et à leur famille la clientèle des coopératives [16 décembre 1950] (p. 9200); Art. 17 : Amendement de M. Castellani relatif au statut des travailleurs étrangers (p. 9200, 9201); Art. 21 : Amendement de M. Martine tendant à soumettre les caisses de secours aux dispositions réglementaires en vigueur (p. 9204); Art. 23 : Amendement de M. Castellani tendant à prévoir un délai de huit ans d'appartenance pour qu'un ex-membre du syndicat puisse encore faire partie des sociétés de secours mutuels (p. 9206); Art. 24 : Amendement de M. Benoist tendant à inclure les intérêts moraux (p. 9207); Art. 27 : Amendement de M. Martine tendant à prévoir la mise à la disposition de locaux par les gouverneurs, au profit des syndicats (p. 9210, 9211); Art. 28 : Amendement de M. Castellani

tendant à supprimer le troisième alinéa relatif aux activités des associations professionnelles (p. 9212); Art. 31 : Amendement de M. Castellani tendant à fixer à deux ans la durée des contrats d'embauche [20 décembre 1950] (p. 9336); Amendement de M. Castellani relatif à l'embauche de travailleurs venant d'autres territoires (p. 9337); Amendement de M. Senghor tendant à prévoir des contrats de trois ans pour les travailleurs venant d'autres territoires (p. 9337, 9338); Art. 33 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à mettre le rapatriement à la charge de l'employeur (p. 9340); Art. 37 : Amendement de M. Benoist tendant à supprimer la mention de durée maxima légale du travail (p. 9342); Amendement de M. Duveau relatif aux clauses interdisant aux travailleurs d'accepter un travail analogue dans la même région (p. 9343); Art. 38 : Sous-amendement de M. Castellani tendant à ne pas exiger de l'employeur un certificat dans tous les cas de congédiement (p. 9345); Art. 40 : Amendement de M. Cermolacce tendant à supprimer la fin de l'article énumérant les fautes lourdes entraînant le congédiement (p. 9347); Art. 43 : Dommages et intérêts dus aux travailleurs considérés comme créance privilégiée (p. 9348); Art. 45 : Maintien du contrat de travail en cas de cession ou de vente de l'entreprise (p. 9349); Art. 46 : Sous-amendement de M. Castellani relatif à la durée du préavis en cas de rupture du contrat [3 février 1951] (p. 728); Sous-amendement de M. Duveau relatif au cas de maladie prolongée (p. 729); Art. 54 : Logement des jeunes apprenties mineures (p. 731); Art. 55 : Amendement de M. Castellani tendant à appliquer l'article aux employeurs amnistiés (p. 732); Art. 57 : Amendement de M. Castellani tendant à prévoir le cas de conventions spéciales entre l'employeur et la famille de l'apprenti (p. 733); Art. 59 : Amendement de M. Ninine tendant à prolonger le contrat d'apprentissage en cas d'absence de l'apprenti pendant plus de quinze jours (p. 735); Art. 60 : Amendement de M. Castellani relatif à la définition du tâcheron (p. 736); Art. 61 : Amendement de M. Castellani relatif à la responsabilité de l'entrepreneur en cas d'insolvabilité du tâcheron (p. 738); Art. 62 : Amendement de M. Castellani relatif aux déclarations à remplir par le tâcheron (p. 739); Art. 64 : Extension des conventions collectives du travail aux territoires d'outre-mer [10 février 1951] (p. 1022, 1023, 1024, 1025, 1027);] Amendement de

M. Castellani tendant à limiter le champ d'application des conventions collectives au domaine territorial et professionnel (p. 1029); Art. 66 : Amendement de M. Castellani tendant à n'appliquer les conventions collectives qu'après avis du chef de territoire (p. 1032); Art. 67 : Amendement de M. Malbrant tendant à appliquer les conventions après notification de l'approbation du Ministre des Territoires d'outre-mer ou dans un délai de trois mois après la publication des arrêtés (p. 1034); Art. 69 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à interdire à l'Administration de prendre connaissance des registres d'adhésion et de la comptabilité des syndicats (p. 1036); Suite du débat (p. 1037); Art. 70 : Amendement de M. Ninine relatif à la désignation des délégués du personnel [17 février 1951] (p. 1310); Amendement de M. Ninine tendant à permettre aux travailleurs de se faire assister d'un conseiller de leur choix (p. 1311); Amendement de M. Castellani tendant à prévoir l'attribution de logements, la cession de vivres, des avantages en nature (p. 1312); Amendement de M. Senghor tendant à prévoir des décrets qui rendront obligatoires certaines dispositions jusque-là facultatives (p. 1314, 1315); Art. 73 : Amendement de M. Castellani tendant à supprimer le premier alinéa relatif à la cessation des conventions collectives par dénonciation ou non-renouvellement (p. 1317); Art. 74 : Amendement de M. Castellani tendant à supprimer l'article prévoyant que les conventions conclues dans un territoire pourront être rédigées en tenant compte de celles conclues dans d'autres territoires (p. 1318); Art. 79 : Amendement de M. Castellani tendant à tenir compte des usages locaux dans chaque territoire (p. 1320); Art. 85 : Conditions du retrait de dépôts dans les caisses d'épargne (p. 1321, 1322); Amendement de M. Castellani tendant à supprimer la présence de deux témoins pour les illettrés (p. 1322); Art. 87 : Amendement de M. Castellani tendant à prévoir une indemnité spéciale d'expatriement pour les travailleurs recrutés dans la métropole (p. 1323); Art. 90 : Renvoi du débat (p. 1324); Amendement de M. Castellani tendant à prévoir une indemnité spéciale d'expatriement (p. 1324, 1325); Indemnités spéciales pour les travailleurs venant d'autres territoires [24 février 1951] (p. 1605); Amendement de M. Malbrant tendant à tenir compte des conditions ethniques (p. 1607); Amendement de M. Malbrant tendant à rattacher au salaire la prime d'éloigne-

ment (p. 1608); Amendement de M. Lisette tendant à accorder une indemnité à tout travailleur déplacé du centre où il réside (p. 1609, 1610); Art. 91 : Amendement de M. Ninine tendant à spécifier les indemnités par catégories professionnelles (p. 1612); Amendement de M. Benoist tendant à supprimer l'alinéa relatif aux conditions de rendement (p. 1620); Amendement de M. Castellani tendant à supprimer « par catégories professionnelles » (p. 1622); Amendement de M. Castellani tendant à ne pas prévoir de tarif distinct pour le travail de nuit (p. 1622); Amendement de M. Benoist tendant à supprimer les alinéas relatifs au cas d'attribution d'indemnités (p. 1623); Amendement de M. Senghor tendant à fixer par arrêtés des chefs de territoire, le taux minimum des indemnités (p. 1624); Amendement de M. Malbrant tendant à tenir compte de l'avis de la Commission consultative du travail du Ministère des Territoires d'outre-mer (p. 1624); Amendement de M. Castellani relatif au remboursement de la valeur du logement (p. 1625); Art. 92 : Amendement de M. Benoist tendant à supprimer l'article définissant les travailleurs adultes (p. 1626); Art. 95 : Amendement de M. Castellani tendant à ne pas calculer les dommages-intérêts suivant le mode prévu dans l'article (p. 1630); Art. 96 : Amendement de M. Castellani tendant à supprimer le troisième alinéa relatif au lieu où est faite la paye (p. 1630); Amendement de M. Castellani tendant à payer les travailleurs absents n'importe quel jour (p. 1630); Art. 97 : Amendement de M. Castellani tendant à payer le salaire dans les huit jours suivant la fin du mois où il est dû (p. 1631); Amendement de M. Ninine tendant à effectuer les paiements le dernier jour ouvrable du mois (p. 1632); Amendement de M. Castellani tendant à supprimer le sixième alinéa relatif à la compétence des tribunaux du travail (p. 1633); Sous-amendement de M. Ninine relatif au dépôt de l'indemnité de préavis (p. 1634); Art. 98 : Amendement de M. Castellani tendant à faire signer le délégué du personnel sur l'état de payement quand le salarié est illettré [17 mars 1951] (p. 2101); Amendement de M. Ninine tendant à ne pas mettre le service social sous la dépendance de l'inspecteur du travail (p. 2102, 2103); Amendement de M. Malbrant tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif à la délivrance d'un bulletin individuel de paye (p. 2165); Amendement de Mme Lefebvre

tendant à ne pas tenir compte de la mention « pour solde de tout compte » (p. 2108); Art. 99: Privilèges et garanties de la créance du salaire (p. 2109); Amendement de M. Castellani tendant à ne pas faire des salaires des créances privilégiées par rapport aux autres créances (p. 2109); Art. 104: Amendement de M. Castellani tendant à préciser les cas exceptionnels où des retenues peuvent être faites sur les salaires (p. 2112, 2113); Amendement de M. Castellani tendant à prévoir le consentement écrit devant le chef de canton (p. 2113, 2114); Amendement de M. Castellani tendant à ne pas considérer comme avances les acomptes inférieurs à deux mois de salaire (p. 2122); Amendement de M. Ninine tendant à ce que les retenues ne puissent dépasser 10 0/0 du salaire (p. 2123); Amendement de M. Castellani tendant à ce que les retenues ne puissent dépasser le quart du salaire (p. 2124); Art. 107: Amendement de M. Castellani tendant à prévoir un amortissement pour marchandises avariées (p. 2125, 2126); Amendement de M. Castellani tendant à ne prévoir que deux membres dans la commission de surveillance (p. 2127); Amendement de M. Malbrant tendant à interdire la vente d'alcools et spiritueux dans les économats (p. 2128); Art. 108: Amendement de M. Ninine tendant à rendre obligatoire un économat dans une entreprise employant plus de 100 salariés (p. 2129); Amendement de M. Duveau relatif au contrôle du fonctionnement des économats (p. 2129); Amendement de M. Castellani tendant à prévoir le contrôle des économats par le chef de la circonscription administrative (p. 2130, 2131); Art. 109: Amendement de M. André Noël relatif à la fixation de la durée du travail par arrêté du chef du territoire (p. 2134, 2135); Sous-amendement de M. Douala Manga Bell tendant à prendre l'avis de l'assemblée représentative locale (p. 2138); Amendement de M. Senghor tendant à fixer la durée légale du travail à quarante heures par semaine [7 avril 1951] (p. 2910); Art. 113: Amendement de M. Castellani tendant à réduire les congés de maternité (p. 2912); Amendement de M. Benoist tendant à supprimer le cas de force majeure pour les congés de maternité (p. 2913); Amendement de M. Castellani tendant à substituer l'Etat à l'employeur (p. 2914); Art. 114: Repos accordé aux mères pour allaiter (p. 2916); Art. 116: Examen médical des femmes et enfants salariés (p. 2918); Amendement de M. Castellani ten-

dant à licencier les femmes et enfants inaptes au travail (p. 2918, 2919); Art. 128: Amendement de M. Castellani tendant à n'accorder au salarié le rapatriement que dans les limites du cautionnement versé par lui [14 avril 1951] (p. 3309); Art. 130: Amendement de M. Malbrant tendant à limiter aux seuls territoires les unités où seront créés des comités consultatifs techniques (p. 3309, 3310); Art. 131: Amendement de M. Malbrant tendant à substituer les chefs de territoire aux chefs de groupes de territoire (p. 3311); Art. 134: Amendement de M. Castellani tendant à substituer un délai de dix jours à celui de quarante-huit heures (p. 3312); Amendement de M. Castellani tendant à n'accorder qu'un délai de six mois au lieu de deux ans pour la déclaration de maladie par le travailleur (p. 3312); Art. 135: Assistance médicale aux travailleurs (p. 3313); Amendement de M. Castellani tendant à obliger les entreprises occupant plus de 100 employés à entretenir un infirmier (p. 3313); Art. 140: Amendement de M. Martine tendant à prévoir le cas de défaut de service médical public (p. 3315); Art. 142: Inspection du travail (p. 3315, 3316, 3319, 3320); Proposition de M. Benoist de réserver le chapitre (p. 3321); Amendement de M. Guissou tendant à assurer l'indépendance des inspecteurs de travail (p. 3321, 3322); Art. 143: Amendement de M. Castellani tendant à soumettre les inspecteurs du travail aux chefs du territoire (p. 3322); Art. 144: Amendement de M. Guissou tendant à préciser les attributions d'inspecteur général (p. 3322); Amendement de M. Castellani tendant à tenir compte des pouvoirs normaux des chefs de territoire (p. 3323); Amendement de M. Castellani tendant à mettre les inspecteurs généraux sous l'autorité des chefs de territoire (p. 3323); Amendement de M. Malbrant tendant à intercaler « en même temps » (p. 3323); Art. 145: Soldes et indemnités des inspecteurs du travail (p. 3324); Sa demande de disjonction du second alinéa mettant la rémunération des inspecteurs à la charge de l'Etat (p. 3324, 3325); Sa demande de réserver l'article (p. 3325); Art. 118: Amendement de M. Castellani tendant à supprimer le sixième alinéa relatif aux mères de famille [29 avril 1951] (p. 4277); Art. 157: Amendement de Mme Lefebvre tendant à supprimer « qui auront voix délibérative » (p. 4278); Art. 158: Amendement de M. Castellani tendant à énumérer les décisions que peut prendre par arrêté le chef du territoire (p. 4279);

Amendement de Mme Lefebvre relatif aux modalités d'élections (p. 4280); Art. 166 : *Amendement de M. Duveau tendant à rétablir l'article instituant une carte de travail remise aux salariés* (p. 4283); Art. 167 : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à reprendre l'article prévoyant un duplicatum de la carte de travail remise aux travailleurs* (p. 4284); Art. 168 : *Amendement de M. Malbrant relatif au contrôle de l'Office de la main-d'œuvre* (p. 4284); Art. 171 : *Amendement de Mme Lefebvre relatif au rôle de l'Office de la main-d'œuvre en cas de grève* (p. 4285); Art. 172 : *Amendement de M. Castellani tendant à supprimer l'article interdisant les bureaux d'embauche privés* (p. 4286); Art. 174 : *Amendement de M. Duveau relatif à la compétence des tribunaux du travail* (p. 4287); Art. 189 : *Amendement de M. Duveau tendant à prévoir le cas de conciliation partielle* (p. 4299); Art. 191 : *Amendement de M. Castellani tendant à écourter le délai si le tribunal le juge utile* (p. 4300); Art. 195 : *Amendement de M. Castellani relatif à l'exécution du jugement devenu définitif* (p. 4301); Art. 196 : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à remplacer 10.000 par 36.000 francs* (p. 4302); Art. 197 : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à prévoir la représentation des parties convoquées* (p. 4302); Article additionnel : *Amendement de M. Castellani relatif au droit d'appel attribué au chef du service judiciaire* (p. 4303); Art. 200 : *Arbitrage en cas de différends collectifs* (p. 4304); *Demande de disjonction de l'article présentée par M. Benoist* (p. 4308); Art. 209 : *Amendement de M. Duveau tendant à spécifier « monnaie métropolitaine »* (p. 4309); Art. 212 : *Amendement de M. Benoist tendant à supprimer la deuxième phrase permettant de frapper non seulement le secrétariat du syndicat, mais le syndicat lui-même* (p. 4310); Art. 3 : *Formation des syndicats professionnels* [30 avril 1951] (p. 4367, 4368); Art. 202 bis : *Amendement de M. Dumas relatif au rôle de l'expert d'arbitrage* (p. 4372); Art. 208 : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à reconnaître comme légale la grève déclenchée après notification de l'opposition aux recommandations de l'expert* (p. 4373); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 4376, 4377). — Répond à une question de M. Senghor relative à la gestion des finances des collectivités publiques du Sénégal [2 février 1951] (p. 680). — Donne sa démission de Secrétaire

d'Etat à la France d'outre-mer [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer (3^e Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (J. O. du 11 mars 1951, p. 2642).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1000 : *Amendement de M. Benoist tendant à réduire de 1 million les crédits pour le Ministre (Code du travail dans les territoires d'outre-mer)* [4 avril 1951] (p. 2686, 2687); Chap. 1010 : *Amendement de M. Tchicaya tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités et allocations diverses (Réorganisation du service de santé)* (p. 2687, 2688, 2689); Chap. 1060 : *Amendement de M. Tchicaya tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'inspection de la France d'outre-mer (Corps des inspecteurs des colonies)* (p. 2691); Chap. 1280 : *Amendement de M. Arthaud tendant à rétablir les crédits pour les magistrats des territoires d'outre-mer* (p. 2707); Chap. 3010 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les missions temporaires à l'étranger* (p. 2709); Chap. 4020 : *Œuvres sociales (Etudiants des territoires d'outre-mer en France)* (p. 2710); *Amendement de M. Coulibaly tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Etudiants africains en France)* (p. 2710, 2711); Chap. 4040 : *Amendement de M. Coulibaly tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour bourses de voyages d'enseignement* [5 avril 1951] (p. 2724, 2725); *Bourses d'enseignement et de voyages* (p. 2725); Chap. 5040 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à supprimer les crédits pour les œuvres privées* (p. 2728); Chap. 5050 : *Office de la recherche scientifique des territoires d'outre-mer* (p. 2728). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite du débat sur le Code du travail dans les territoires d'outre-mer*) [4 avril 1951] (p. 2711). — Répond à une question de M. Senghor relative à la situation des ménages de fonctionnaires dans les territoires d'outre-mer [6 avril 1951] (p. 2814). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; Art. 1^{er} : *Investissements du F.I.D.E.S. dans les territoires d'outre-mer* [11 avril 1951] (p. 3086, 3087); AGRICULTURE, Chap. 901 :

Équipement rural (Assainissement de la plaine de l'Isère) (p. 3089); Chap. 915 : *Demande de réserver le chapitre relatif à la mise en valeur de la forêt de Gascogne, présentée par M. Garcia* (p. 3090); Art. 18 bis : *Amendement de M. Juglas relatif à la composition du comité directeur du F.I.D.E.S.* (p. 3162); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 9001 : *Amendement de M. Juglas tendant à reprendre le chiffre du Gouvernement pour les subventions au F.I.D.E.S.* (p. 3163, 3164); — d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer; Art. 1^{er} : *Nombre de députés attribués au Sénégal* [24 avril 1951] (p. 3855); Art. 7 : *Amendement de M. Juglas tendant à prévoir le scrutin uninominal à un tour* (p. 3893); *Sa proposition de poursuivre le débat* (ibid.); TABLEAUX ANNEXES, *Chiffre de la population au Sénégal* (p. 3899). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion de la loi électorale dans les territoires d'outre-mer*) [24 avril 1951] (p. 3868) = S'excuse de son absence [16 novembre 1948] (p. 6989). — Obtient un congé [16 novembre 1948] (p. 6989).

AUMERAN (M. Adolphe), Député d'Alger (1^{er} collège).

Son élection est validée [3 décembre 1946] (p. 46). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [18 janvier 1949] (p. 34), [25 janvier 1951] (p. 364). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [1^{er} juin 1948] (p. 3049).

Dépôts :

Le 1^{er} décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir les crédits d'équipement de l'Algérie, n^o 8567. — Le 13 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à élever à la 1^{re} classe le tribunal civil de Blida, n^o 8700.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard de l'Union

française [28 janvier 1947] (p. 42); la retire [6 février 1947] (p. 188) — Développe une interpellation de M. Barrachin sur la composition du Gouvernement [28 janvier 1947, (p. 47 et suiv.) — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi de M. Gros concernant la réglementation du temps de travail dans les professions agricoles; Art. 9 : *Amendement de M. Fayet tendant à appliquer la loi en Algérie* [29 juillet 1947] (p. 3684, 3685) Art. 10 nouveau : *Application de la loi en Algérie par règlement d'administration publique* [30 juillet 1941] (p. 3720, 3721); — du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Pose la question préalable (inconstitutionnalité du projet de loi)* [10 août 1947] (p. 4192, 4193) : *Discussion générale* (p. 4218, 4219, 4221) : *Discussion générale* [19 août 1947] (p. 4420, 4421, 4422); Art. 2 : *Droits civils des ressortissants français d'Algérie* [23 août 1947] (p. 4601, 4602); Art. 11 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau prévoyant la discussion de toutes les questions en sections séparées* [26 août 1947] (p. 4640, 4641); Art. 29 : *Son amendement concernant l'élection du président de l'Assemblée algérienne* (p. 4661, 4662); Art. 37 : *Son amendement tendant à laisser les services de l'éducation nationale et de l'enseignement agricole sous le pouvoir du Ministre* (p. 4666, 4667, 4669); Art. 6 réservé : *Son amendement tendant à ne comprendre dans le 1^{er} collège que les citoyens de droits civils français* (p. 4696) : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [27 août 1947] (p. 4734). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Fixation de la date des débats sur le statut de l'Algérie*) [12 août 1947] (p. 4299). — Prend part à la discussion ; de la proposition de résolution adressant un hommage de sympathie à l'Etat d'Israël : *Demande la discussion immédiate* [19 mai 1948] (p. 2744); *Sa demande d'ajournement* [20 mai 1948] (p. 2782); — du projet de loi portant institution de la compagnie Air France, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [2 juin 1948] (p. 3102, 3103); — du projet de loi relatif aux élections cantonales : *Discussion générale* [24 août 1948] (p. 6154, 6155); Art. 2 bis : *Sa demande de disjonction* [25 août 1948] (p. 6190) — Est entendu pour un rappel au règlement (*Contre-appel des cinquante signataires pour une demande de fixation de la date de discussion d'une interpellation*) [17 septembre 1948]

(p. 6592); — du projet de loi fixant l'organisation et la composition du Haut Conseil de l'Union française : *Pose la question préalable* [10 décembre 1948] (p. 7515); *la retire (ibid.)* : *Sa demande d'ajournement du débat* (p. 7515 et suivantes); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ne donner qu'un rôle consultatif au Haut Conseil* (p. 7520, 7521); Art. 3 : *Son amendement tendant à fixer par une loi les modalités de fonctionnement du Haut Conseil* (p. 7522); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7523); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Sa demande d'ajournement du débat en vertu de l'article 46 du règlement* [14 avril 1949] (p. 2470, 2471) — du projet de loi portant création d'une assemblée représentative élue en Cochinchine : *Pose la question préalable* [11 mars 1949] (p. 1545, 1546, 1547, 1548 et 1550); *Discussion générale* (p. 1572), de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [12 mars 1949] (p. 1610). — Dépose une demande d'interpellation sur la participation du Gouvernement français à la reconstitution de l'unité allemande [17 mai 1949] (p. 2549). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine : *Renvoi du débat* [21 mai 1949] (p. 2761); *Pose la question préalable* (p. 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2774); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2795); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [3 juin 1949] (p. 3142, 3143); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3146); — du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [9 juillet 1949] (p. 4503); — du projet de loi portant ratification du pacte Atlantique : *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5262, 5263, 5264). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard de l'Allemagne [3 novembre 1949] (p. 5959); la développe (*Ses observations sur la situation de la France et de l'Allemagne depuis les traités de Westphalie et les dangers de la politique allemande du Gouvernement actuel*) [22 novembre 1949] (p. 6158, 6159, 6160, 6161, 6162, 6163). — Prend part à la discussion du projet de loi approuvant les rapports des États associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Pose la question préalable* [27 janvier 1950] (p. 598, 599, 600). — Dépose une demande d'interpellation sur la proposition du Gouvernement français de placer l'ensemble de

la production franco-allemande de charbon et d'acier sous une autorité commune [11 mai 1950] (p. 3545). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Queuille) (*Ses observations sur le programme ministériel de M. Queuille*) [30 juin 1950] (p. 5309). — Dépose une demande d'interpellation : sur le plan du pool franco-allemand du charbon et de l'acier [13 juillet 1950] (p. 5400); — sur la politique du Gouvernement en Tunisie [19 juillet 1950] (p. 5607). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 : COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale (Ses observations sur le projet de pool franco-allemand)* [25 juillet 1950] (p. 5920, 5921, 5922, 5923). — Dépose une demande d'interpellation : sur le réarmement de l'Allemagne [20 octobre 1950] (p. 7062); la développe (*Ses observations sur les erreurs américaines, le danger du réarmement allemand, le rapprochement possible germano-soviétique*) [24 octobre 1950] (p. 7135, 7136, 7137, 7138); — sur les conséquences de la politique suivie en Indochine [14 novembre 1950] (p. 7686); la développe [22 novembre 1950] (p. 8010, 8011). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux recommandations de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe : *Pose la question préalable* [14 novembre 1950] p. 7696, 7697). — Dépose une demande d'interpellation sur la signature du traité dit « de communauté européenne » du charbon et de l'acier [5 mai 1951] (p. 4609). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux : INVESTISSEMENTS HORS MÉTROPOLE : *Amendement de M. Charpentier tendant à réduire de un milliard les prêts pour l'Afrique du Nord (Construction d'une usine de caoutchouc synthétique)* [6 mai 1951] (p. 4700). — S'excuse de son absence [18 février 1947] (p. 355).

ASSEMBLÉE

AURIOL (M. Vincent), Député de la Haute-Garonne.

Président de l'Assemblée Nationale,
puis, *Président de la République,*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38).

Prononce une allocution le 3 décembre 1946. n° 3. — Prononce une allocution le 14 janvier 1947. n° 236. — Message du Président de la République, lu le 21 janvier 1947 par M. Jacques Duclos, n° 307. — Présente, le 5 septembre 1947, une demande de nouvelle délibération sur la loi autorisant le relèvement de la limite des engagements de l'Etat au titre de l'assurance-crédit, n° 2561. — Le 28 octobre 1947, une demande de nouvelle délibération sur la loi relative au changement de nationalité sur les territoires réunis à la France par le traité de Paris du 10 février 1947 avec l'Italie, n° 2569. — Le 18 juin 1948, un message du Président de la République et délibération du Comité constitutionnel en date des 17 et 18 juin 1947 (Application des art. 91, 92, 93 de la Constitution), n° 4613.

Interventions :

Est élu *Président de l'Assemblée Nationale* [3 décembre 1946] (p. 47). — Son allocution en prenant place au fauteuil [3 décembre 1946] (p. 48). — Préside : la séance du 4 décembre 1946 (p. 51); la séance du 5 décembre 1946 (p. 59); la séance du 10 décembre 1946 (p. 69); la séance du 12 décembre 1946 (p. 73); la séance du 13 décembre 1946 (p. 93); la séance du 18 décembre 1946 (p. 102); la séance du 19 décembre 1946 (p. 130); la séance du 20 décembre 1946 (p. 186); la séance du 21 décembre 1946 (p. 201); la deuxième séance du 21 décembre 1946 (p. 219); la séance du 22 décembre 1946 (p. 242); la deuxième séance du 22 décembre 1946 (p. 266); la première partie de la deuxième séance du 23 décembre 1946 (p. 302); la première et la troisième parties de la troisième séance du 23 décembre 1946 (p. 335, 353); la séance du 27 décembre 1946 (p. 370). — Rend hommage, au nom de l'Assemblée, à M. Edouard Herriot, élu membre de l'Académie française [5 décembre 1946] (p. 63). — Son allocution à l'occasion du décès

de M. Paul Langevin [19 décembre 1946] (p. 130). — Ses communications relatives : à la désignation des membres de la Haute Cour de justice (*ibid.*); à la représentation au Conseil de la République des Français résidant dans les pays de protectorat et autres pays étrangers (*ibid.*). — Est entendu au cours du débat sur les dépenses de l'Assemblée Nationale (*Indemnité parlementaire*) [22 décembre 1946] (p. 278). — Adresse un salut cordial, au nom de l'Assemblée Nationale, au Conseil de la République [23 décembre 1946] (p. 363). — Donne lecture d'une communication de M. le Président du Conseil de la République (*Résultats des élections du Bureau*) [27 décembre 1946] (p. 378). — Déclare close la session de 1946 [27 décembre 1946] (p. 380). — Est élu *Président de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1947] (p. 3). — Son allocution, en prenant place au fauteuil (p. 4). — Est élu *Président de la République* [16 janvier 1947] (*J. O.* du 17 janvier 1947. p. 589). — Donne sa démission de *Président de l'Assemblée et de député de la Haute-Garonne* [21 janvier 1947] (p. 26).

En qualité de *Président de la République* :

Son message demandant une nouvelle délibération en vue d'introduire une disposition nouvelle abrogeant l'article 68 de la loi du 8 août 1947 [5 septembre 1947] (p. 4870). — Son message demandant une nouvelle délibération sur la loi relative au changement de nationalité sur les territoires enlevés à l'Italie par le traité de Paris du 10 février 1947 [28 octobre 1947] (p. 4928). — Son message demandant une nouvelle délibération sur la loi portant réfection du réseau routier algérien [19 juillet 1949] (p. 4760). — Son message demandant une nouvelle délibération de la loi fixant les conditions de levée de l'immunité parlementaire [13 octobre 1949] (p. 5764). — Son message demandant une seconde délibération de la loi ratifiant la convention relative à l'exploitation des navires météorologiques [23 janvier 1951] (p. 346).

B

BABET (M. Raphaël), Député de la Réunion.

Son élection est validée [25 janvier 1949] (p. 113). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu vice-président de cette Commission [J. O. du 21 décembre 1946] (p. 10803), [J. O. du 29 janvier 1948] (p. 964), [J. O. du 20 janvier 1949] (p. 782) [J. O. du 19 janvier 1950] (p. 717), [J. O. du 25 janvier 1951] (p. 882). — Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [18 février 1947] (p. 357) ; de la Commission de la production industrielle [23 novembre 1948] (p. 7150), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [4 mai 1948] (p. 2484), [1^{er} juin 1948] (p. 3049).

Dépôts :

Le 16 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Eugène Claudius-Petit et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire appliquer, de toute urgence, la loi du 7 janvier 1918 sur les chèques postaux aux départements de la Réunion, de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane, n° 5822. —

Le 3 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale des télécommunications, signée à Atlantic-City (Etats-Unis d'Amérique) le 2 octobre 1947, n° 6659. — Le 6 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les Conventions et Arrangements de l'Union postale universelle, signés à Paris le 5 juillet 1947, n° 7780. — Le 28 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention immédiate de 250 millions au département de la Réunion en vue de secourir les sinistrés et de réparer les dégâts causés par le cyclone qui s'est abattu sur l'île le 13 janvier 1950, n° 9080. — Le 7 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer le prix du sucre de canne en même temps que celui de la betterave et d'accorder aux sucres de la Réunion, de la Guadeloupe et de la Martinique, le bénéfice d'une participation de la Caisse nationale de péréquation des transports maritimes des sucres ou une subvention budgétaire, n° 11191.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour les secours aux victimes du cyclone de la Réunion : Dis-

cussion générale [17 mars 1948] (p. 1820). — Dépose une demande d'interpellation sur le prix du sucre à la Réunion [27 avril 1948] (p. 2318). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [4 mai 1948] (p. 2501, 2502, 2503, 2504). — Dépose une demande d'interpellation sur l'octroi d'une concession exclusive de trente ans pour la pêche aux îles Saint-Paul et Amsterdam [8 août 1948] (p. 5557). — Prend part à la discussion : des conclusions du rapport sur les opérations électorales du département de la Réunion : *Discussion générale* [25 janvier 1949] (p. 112); — du projet de loi relatif aux circonscriptions électorales des départements d'outre-mer : *Discussion générale* [11 juillet 1949] (p. 4573); Art. 2 : *Amendement de M. Vergès tendant à augmenter le nombre des cantons de la Réunion* (p. 4581); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 25 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Gouvernement relatif à la création d'une caisse de prêt aux artisans* [25 avril 1950] (p. 2822).

BACHELET (M. Claudius), Député de Saône-et-Loire.

Son élection est validée [21 décembre 1949] (p. 7084) = Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348).

BACON (M. Paul), Député de la Seine (4^e circonscription).

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

[Cabinet BIDAULT]

du 28 octobre 1949 au 7 février 1950

Ministre du Travail et de la Sécurité sociale

[Cabinet BIDAULT]

du 7 février 1950 au 29 juin 1950

Ministre du Travail et de la Sécurité sociale

[2^e Cabinet QUEUILLE]

du 30 juin 1950 au 11 juillet 1950

Ministre du Travail et de la Sécurité sociale

[Cabinet PLEVEN]

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951

Ministre du Travail et de la Sécurité sociale

[3^e Cabinet QUEUILLE]

du 10 mars 1951 au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la Presse [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des finances [18 janvier 1949] (p. 34). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (Application de la loi du 27 décembre 1945 modifiant l'ordonnance du 18 novembre 1944) [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à la création d'une nouvelle forme de société dite « Société de travail et d'épargne », n° 96. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à assurer la protection de la liberté du travail dans la liberté d'opinion, n° 97. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à instituer l'élection de « délégués des jeunes » dans les entreprises, n° 99. — Le 22 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi relatif aux conventions collectives de travail, n° 188. — Le 9 août 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à déterminer la situation professionnelle et sociale des conducteurs de taxi propriétaires de leur véhicule, n° 2366. — Le 28 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rapporter le décret du 27 novembre 1946 déclarant d'utilité publique l'acquisition, par le Ministère de l'Air, des bâtiments de la Renaissance sanitaire de Bagneux, n° 2516. — Le 6 février 1948, une proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance n° 45-2493 du 24 octobre 1945 relative à la création d'un ensemble universitaire et scientifique dans la région parisienne, n° 3295. — Le 3 juin 1948,

un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi relatif à la mise en vente et à l'emploi de produits nocifs à usage industriel, n° 4449. — Le 2 août 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 44 assurant aux chômeurs involontaires des indemnités ou des allocations, n° 5131. — Le 5 août 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Savard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder au rétablissement du régime dit « d'insalubrité » pour le personnel du service des égouts, n° 5182. — Le 17 février 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi portant extension de la législation des assurances sociales aux écrivains non salariés, n° 6479. — Le 23 mars 1949, une proposition de loi tendant à modifier le taux du salaire de base servant au calcul des prestations familiales dues aux employeurs et travailleurs indépendants du régime non agricole, n° 6848. — Le 30 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 45 du décret-loi du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, n° 8128. — Le 28 janvier 1950, un projet de loi relatif à la suppression des cartes de rationnement, n° 9087. — Le 23 février 1950, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention internationale du Travail n° 62 concernant les prescriptions de sécurité dans l'industrie du bâtiment n° 9292. — Le 23 février 1950, un projet de loi tendant à modifier l'article 134 du 27 novembre 1946 portant organisation de la sécurité sociale dans les mines, n° 9293. — Le 23 février 1950, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale n° 95 concernant la protection du salaire, adoptée par la Conférence internationale du Travail, dans sa 32^e session tenue à Genève du 8 juin au 2 juillet 1949, n° 9294. — Le 23 février 1950, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention tendant à étendre et à coordonner l'application des législations de sécurité sociale aux ressortissants des parties contractantes du Traité de Bruxelles, n° 9315. — Le 28 février 1950, un projet de loi tendant à autoriser le

Président de la République à ratifier la convention entre la France et l'organisation européenne de coopération économique sur la situation au regard des législations françaises de sécurité sociale, du personnel français et du personnel étranger employés par ladite organisation, n° 9386. — Le 14 mars 1950, un projet de loi modifiant l'article 5 de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, n° 9470. — Le 21 mars 1950, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la Sécurité sociale intervenus le 12 novembre 1949 entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg, n° 9551. — Le 28 mars 1950, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention entre la France et la Suisse sur l'assurance vieillesse et survivants, n° 9646. — Le 25 avril 1950, un projet de loi instituant, pour le mois de janvier 1950, une majoration familiale de la prime exceptionnelle sur les salaires, n° 9722. — Le 16 mai 1950, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention générale entre la France et la Yougoslavie sur la sécurité sociale intervenue le 5 janvier 1950, n° 9958. — Le 23 mai 1950, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 96 concernant les bureaux de placement payants, n° 9991. — Le 30 mai 1950, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la Sécurité sociale, intervenus le 7 janvier 1950 entre la France et les Pays-Bas, n° 10104. — Le 30 mai 1950, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention générale entre la France et le Royaume-Uni, relative aux régimes de sécurité sociale applicables en France et en Irlande du Nord, intervenue le 28 janvier 1950, n° 10107. — Le 31 mai 1950, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale n° 94 concernant les clauses de travail dans les contrats passés par une autorité publique, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa 32^e session tenue à Genève du 8 juin au 2 juillet 1949, n° 10126. — Le 23 juin 1950, un projet de loi tendant à modifier l'article 69 du Livre IV du Code du travail, n° 10447. — Le 31 juillet 1950, un projet de loi modifiant l'article 156 du Livre II du Code du travail, n° 10826. — Le 4 août 1950, un projet de loi tendant à modifier les

articles 64 et 64 a du Livre II du Code du travail, pour mettre des textes en harmonie avec les dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945, relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers, n° 10905. — Le 4 août 1950, un projet de loi instituant un fonds de garantie et de compensation pour le service des prestations de chauffage et de logement au personnel retraité des exploitations minières et assimilées, n° 10909. — Le 24 octobre 1950, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les conventions internationales du travail n° 91 concernant les congés payés des marins et n° 92 concernant le logement de l'équipage à bord, adoptées par la Conférence internationale du travail dans sa 32^e session tenue à Genève du 8 juin au 2 juillet 1949, n° 11098. — Le 14 novembre 1950, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les avenants n°s 1 et 2 de l'accord complémentaire n° 5 à la Convention générale entre la France et la Sarre sur la sécurité sociale, signée le 27 juillet 1950, n° 11251. — Le 22 novembre 1950, un projet de loi tendant à compléter l'ordonnance n° 45-2456 du 19 octobre 1945 portant statut de la mutualité, n° 11344. — Le 22 novembre 1950, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 87 concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, n° 11387. — Le 23 novembre 1950, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 98 concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa 32^e session tenue à Genève du 8 juin au 2 juillet 1949, n° 11388. — Le 29 novembre 1950, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention internationale n° 89 concernant le travail de nuit des femmes, n° 11458. — Le 21 décembre 1950, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention générale, le protocole général et les accords complémentaires relatifs à la Sécurité sociale, intervenus le 10 juillet 1950 à Paris entre la France et la République fédérale d'Allemagne, n° 11725. — Le 23 janvier 1951, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République française à ratifier la Convention concernant les travailleurs frontaliers, signée le 17 avril 1950 entre les cinq pays co-signataires

du traité de Bruxelles, n° 11928. — Le 25 janvier 1951, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République française à ratifier la Convention concernant les stagiaires, signée le 17 avril 1950 entre les cinq pays co-signataires du traité de Bruxelles, n° 11954. — Le 25 janvier 1951, un projet de loi portant abrogation des articles 112, 113 et 114 du Livre II du Code du travail et modification de l'article 185 du même Livre, n° 11955. — Le 25 janvier 1951, un projet de loi tendant à relever le salaire servant de base au calcul des prestations familiales des salariés et assimilés, n° 11958. — Le 6 février 1951, un projet de loi relatif au statut du personnel des organismes de sécurité sociale, n° 12078. — Le 7 février 1951, un projet de loi relatif au régime de l'assurance-vieillesse et portant ouverture de crédits, n° 12104. — Le 8 février 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 11958) tendant à relever le salaire servant de base au calcul des prestations familiales des salariés et assimilés, n° 12112. — Le 8 février 1951, un projet de loi étendant aux salariés des départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, le bénéfice des allocations familiales, n° 12117. — Le 9 février 1951, un projet de loi relatif au recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales et à la remise des majorations de retard, n° 12156. — Le 21 mars 1951, un projet de loi relatif à l'application des législations de sécurité sociale à diverses catégories de personnes assimilées à des salariés, n° 12583. — Le 17 avril 1951, un projet de loi portant reconduction, à titre exceptionnel, de la majoration des prestations familiales, n° 12849.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif aux conventions collectives de travail en qualité de *Rapporteur* : *Discussion générale* [23 décembre 1946] (p. 289); Art. 3 : *Application de la loi à l'Algérie et aux départements français d'outre-mer* (p. 297, 298, 299). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail; Art. 3 : *Son sous-amendement tendant à supprimer au premier alinéa la définition du sabotage* [3 décembre 1947] (p. 5464); *le retire* (p. 5468). — Est élu membre suppléant de l'Assemblée

consultative européenne [26 juillet 1949] (p. 5313).

Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet Bidault) [d.cret du 29 octobre 1949] (*J.O.* du 31 octobre 1949, p. 10846).

En cette qualité :

Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion des interpellations sur le statut du Fezzan* [29 novembre 1949, (p. 6431); *Discussion de l'interpellation de M. André sur la grève du 25 novembre 1949* (p. 6432). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950 : Art. 24 : *Sa demande de reprise du texte gouvernemental portant suppression d'emplois au service du ravitaillement* [31 décembre 1949 (p. 7662-7663); *Amendement de Mlle Dupuis tendant à limiter à 200 le nombre des fonctionnaires du ravitaillement maintenus* (p. 7663, 7664).

Est nommé *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet Bidault) [7 février 1950, (*J. O.* du 7 février 1950, p. 1479).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} [Art. 31 Q du Code du travail] : *Amendement de M. André tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au cas des organismes de la Sécurité sociale* [8 février 1950] (p. 1067); Art. 18 bis : *Amendement de M. Coste-Floret tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant la création d'emplois au Conseil d'Etat* (p. 1088); Art. 19 : *Discussion des conventions avant la promulgation de la loi* (p. 1088); Art. 20 : *Maintien en vigueur des conventions collectives signées sous le régime de la loi du 23 décembre 1946* (p. 1089); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 1090, 1091); — du projet de loi relatif à l'élection des organismes de la Sécurité sociale et des allocations familiales; Art. 4 : *Amendement de Mme Claeys tendant à supprimer la représentation des unions départementales d'associations familiales auprès des caisses régionales d'allocations familiales* [17 février 1950, (p. 1197); Art. 10 : *Amendement de M. Degoutte tendant à permettre aux cotisants aux allocations familiales non allocataires de devenir électeurs* (p. 1206); *Amendement de M. Degoutte tendant à remplacer le président du tribunal civil par le Trésorier payeur*

général (p. 1206); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 10 : *Modalités des élections des membres des conseils d'administration* [3 mars 1950] (p. 1677); — d'une proposition de loi relative à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises : *Urgence* [17 mars 1950] (p. 2129); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 2132, 2133); — du projet de loi instituant une majoration familiale de la prime exceptionnelle sur les salaires; Art. 1^{er} : *Majoration de 20 0/0 des allocations familiales en mai 1950* [16 mai 1950] (p. 3731, 3732); Art. 3 : *Octroi de la majoration aux travailleurs des territoires d'outre-mer* [31 mai 1950] (p. 4046); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [24 juillet 1950, (p. 5858); — d'une proposition de loi relative au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 : TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale* [5 juin 1950] (p. 4243); Chap. 1000 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel de l'administration centrale* (p. 4248); Chap. 1050 : *Amendement de M. Gazier tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour le contrôle de la Sécurité sociale (Suppression d'emplois de contrôleurs généraux)* (p. 4250); Chap. 1060 : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à rétablir partiellement les crédits pour les services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre* (p. 4251, 4252, 4253); Chap. 1070 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les auxiliaires des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre* (p. 4253); Chap. 1090 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les contractuels des services extérieurs du travail* (p. 4253, 4254); Chap. 1120 : *Amendement de M. Marcel David tendant à rétablir les crédits pour les attachés du travail* (p. 4255); Chap. 1130 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les directions régionales de la Sécurité sociale* (p. 4255); Chap. 1140 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel des directions régionales de la Sécurité sociale* (p. 4255); Chap. 1150 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les auxiliaires des directions régionales de la Sécurité sociale* (p. 4255); Chap. 1180 : *Amendement de Mlle Archimède tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités aux fonctionnaires des départements des territoires d'outre-mer (Allocation aux vieux travailleurs)* (p. 4256,

4257); Chap. 3040 : *Amendement de M. Mazier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour paiement aux P. T. T. (Forfait de correspondance)* (p. 4258); Chap. 3060 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les frais d'enquête de la main-d'œuvre* (p. 4259); Chap. 3090 : *Crédits affectés aux Nords-Africains* (p. 4260); Chap. 3190 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les dépenses de fonctionnement des conseils et des commissions* (p. 4262); Chap. 4030 : *Amendement de M. Mazier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonds national de chômage* (p. 4265, 4266, 4267); Chap. 4060 : *Motion de M. Musmeaux tendant à réserver le chapitre relatif aux subventions aux sociétés mutualistes* (p. 4268); Chap. 4120 : *Prestations en espèces au titre de la Sécurité sociale* (p. 4280); Chap. 4140 : *Amendement de M. Th-etten tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les primes de change aux travailleurs immigrés italiens* (p. 4282); Chap. 5020 : *Aide aux travailleurs immigrants* (p. 4282); Chap. 5050 : *Formation professionnelle accélérée* (p. 4285); *Amendement de M. Mazier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 4287); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale* [1^{er} août 1950] (p. 6384); — d'une proposition de loi relative à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 4 : *Amendement de M. Paumier tendant à prévoir des avances illimitées du Ministère des Finances* [23 juin 1950] (p. 5198, 5199). — Donne sa démission de *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* [29 juin 1950] (p. 5278).

Est nommé *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950, p. 7131); sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368).

Est nommé *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950, p. 7563).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux prestations familiales; Art. 6 : *Amendement de M. Coudray tendant à faire bénéficier de la prime les travailleurs indépendants* [16 décembre 1950] (p. 9234, 9235); *Amendement de M. Gabelle tendant à majorer de 20 0/0 les allocations familiales en décembre 1950 et janvier 1951* (p. 9240); *Amendement de Mme Lefebvre tendant à limiter le champ d'appli-*

cation de cette majoration des allocations familiales (p. 9241, 9242); *Disjonction des articles 2 à 5* (p. 9243); Article additionnel; *Amendement de M. Valentino tendant à appliquer la majoration des allocations familiales dans les départements d'outre-mer* (p. 9244, 9245). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Beugniez sur les allocations familiales du régime minier [19 décembre 1950] (p. 9281, 9282). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Sa demande de renvoi du débat à la séance du soir* [25 janvier 1951] (p. 374); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bentaieb tendant à faire bénéficier de la loi les vieux travailleurs de l'Afrique du Nord* [9 février 1951] (p. 999); *Amendement de M. Bissol tendant à porter l'allocation aux vieux travailleurs salariés dans les départements d'outre-mer au niveau de l'allocation dans la métropole* (p. 999); *Amendement de M. Duquesne tendant à tenir compte des années de guerre en territoire occupé comme années de travail* (p. 1000); *Amendement de M. Duquesne tendant à supprimer les conditions de rémunération minima pour ouvrir droit à l'allocation* (p. 1000); *Amendement de M. Moktari tendant à réserver les droits des travailleurs nord-africains se retirant dans leur territoire d'origine* (p. 1002); Art. 2 : *Revalorisation des rentes versées aux vieux travailleurs salariés* (p. 1002, 1003); Article additionnel : *Amendement de M. Beugniez relatif aux vieux travailleurs salariés des communes sinistrées* (p. 1041). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Suite du débat sur les vieux travailleurs salariés*) [25 janvier 1951] (p. 376). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux prestations familiales : *Demande de prise en considération par le Gouvernement de la lettre rectificative* [8 février 1951] (p. 913); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Betolaud tendant à majorer les allocations des travailleurs indépendants* (p. 927, 928); *Amendement de M. Félix relatif aux ouvriers agricoles cotisant dans une zone de salaire différente de celle de leur domicile* (p. 932); *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à verser les allocations familiales pour les jeunes apprentis* (p. 933); *Rappel au règlement de M. Betolaud (Irrecevabilité de l'amendement de Mme Rabaté)* (p. 944). — Répond à une question : de M. Gautier relative à la situation de familles de Seine-et-Marne

expulsées de leur appartement [9 février 1951] (p. 982); — de M. Theetten relative au calcul des salaires à la S.N.E.C.M.A. [9 février 1951] (p. 982, 983); — de M. Michel relative au pécule des anciens prisonniers de guerre [9 février 1951] (p. 983). — Donne sa démission de *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* [6 mars 1951] (p. 1762).

Est nommé *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (3^e Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

En cette qualité :

Répond à une question de Mme Braun relative aux allocations familiales accordées aux réfugiés espagnols [16 mars 1951] (p. 2049). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 : TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 1000 : *Ses observations sur les problèmes du travail, la suppression des zones de salaire, l'application des conventions collectives* [16 mars 1951] (p. 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087); *Amendement de M. Duprat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Suppression des zones de salaire)* [20 mars 1951] (p. 2188); Chap. 1020 : *Personnel temporaire de l'Administration centrale* (p. 2190); Chap. 1050 : *Services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre* (p. 2190, 2191); Chap. 1070 : *Amendement de M. Augarde tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les agents contractuels des services de la main-d'œuvre (Contrôleurs et ouvriers nord-africains)* (p. 2191); Chap. 1110 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les directions régionales de la Sécurité sociale* (p. 2191, 2192); *Amendement de Mme Duvernois tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre* (p. 2192); *Amendement de M. Viatte tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour ce chapitre* (p. 2193); Chap. 1120 : *Amendement de M. Viatte tendant à rétablir les crédits demandés pour les auxiliaires des directions régionales de la Sécurité sociale* (p. 2193); Chap. 3000 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le remboursement des frais de tournée* (p. 2194); Chap. 3030 : *Remboursement de frais aux autres administrations* (p. 2194); Chap. 3050 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les frais d'enquête de main-d'œuvre* (p. 2194, 2195); *Amendement de M. Barel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Salaire*

minimum interprofessionnel garanti) (p. 2195); Chap. 3060 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le service mécanographique* (p. 2195); Chap. 3070 : *Amendement de M. Viatte tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services de la main-d'œuvre nord-africaine* (p. 2214); Chap. 3100 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le matériel automobile* (p. 2215); Chap. 3110 : *Loyers et frais de réquisition* (p. 2215); Chap. 4010 : *Amendement de M. P.-H. Feitgen tendant à insérer un chapitre nouveau garantissant un salaire minimum aux maîtres laïques de l'enseignement privé* (p. 2334); Chap. 4020 : *Amendement de M. Besset tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonds national de chômage* (p. 2339, 2340); Chap. 4030 : *Sécurité des ouvriers mineurs (Danger de la silicose)* [21 mars 1951] (p. 2257); Chap. 4120 : *Prime d'accueil aux immigrants italiens* (p. 2257); Chap. 5050 : *Formation professionnelle des adultes* (p. 2260, 2261). — Répond à une question de M. Bouxom relative au cumul de l'allocation de salaire unique et des pensions d'invalidité [20 avril 1951] (p. 3649, 3650). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer; Art. 148 : *Amendement de M. Castellani tendant à supprimer le dernier alinéa relatif au secret professionnel à observer* [29 avril 1951] (p. 4268); Art. 153 : *Amendement de M. Benoit tendant à ne pas restreindre les droits de l'inspecteur dans les établissements travaillant pour la défense nationale* (p. 4270, 4271); Art. 118 : *Congés payés accordés aux salariés* (p. 4276); — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales; Art. 6 : *Amendement de M. Beugniez tendant à ne pas considérer comme revenu les pensions d'invalidité* [30 avril 1951] (p. 4345); — d'une proposition de loi portant suppression des zones de salaires : *Discussion générale* [11 mai 1951] (p. 5059).

BADIE (M. Vincent), Député de l'Hérault.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu vice-président

de cette Commission [*J. O.* du 20 décembre 1946] (p. 10784). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [16 novembre 1948] (p. 6990), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de la production industrielle [18 janvier 1949] (p. 34) :

Dépôts :

Le 14 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide efficace à une cave coopérative « pilote », n° 562. — Le 13 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 *bis* de la loi du 30 juin 1926, modifié par la loi du 18 avril 1946, relatif à la propriété commerciale, n° 922. — Le 20 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer à l'industrie pharmaceutique et aux pharmaciens d'officine les moyens d'une exploitation normale, n° 994. — Le 13 novembre 1947, une proposition de loi relative au cumul des professions de médecin et de pharmacien, n° 2636. — Le 13 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réprimer les abus relatifs au prix de vente des vins dans l'hôtellerie et à assurer la loyauté du commerce, n° 2639. — Le 3 février 1948, une proposition de loi tendant à la suppression de toutes les juridictions d'exception en matière de collaboration et au renvoi de toutes les affaires en cours devant les tribunaux militaires, n° 3228. — Le 23 avril 1948, une proposition de loi tendant à modifier le premier alinéa de l'article 9 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 en vue de la réalisation d'une première tranche de reclassement de la fonction publique (agents en activité ou en retraite) et de l'amélioration de la situation des victimes de guerre, n° 4018. — Le 3 février 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de MM. Forcinat et Badie tendant à inviter le Gouvernement à attribuer incessamment la carte d'ancien combattant à tous ceux qui ont acquis des titres au cours de la campagne 1939-1945, conformément au décret du 1^{er} juillet 1930, n° 6282. — Le 11 mars 1949, une proposition de loi tendant à assurer la protection de la liberté individuelle dans le droit pénal français, n° 6796.

— Le 4 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1^o de M. Darou et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir la présomption d'origine pour les militaires présents sous les drapeaux ; 2^o de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à établir la présomption d'origine pour toutes les affections ou maladies contractées par les soldats du contingent au cours de leur service militaire, dans les conditions prévues par l'article 150 de la loi du 31 décembre 1937, n° 11177. — Le 7 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 44 de la loi du 11 septembre 1944 concernant le contrôle des spécialités pharmaceutiques, n° 11185. — Le 9 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative aux pensions d'invalidité et de décès des victimes civiles de guerre, conclue le 23 janvier 1950 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, n° 11221. — Le 14 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de la prestation d'alcool vinique les viticulteurs durement éprouvés par les orages de grêle, n° 12191. — Le 15 février 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 11557) de M. Bruynea et plusieurs de ses collègues portant extension à la guerre 1939-1945 des dispositions de la loi du 27 avril 1916 instituant un diplôme à remettre aux familles des officiers, sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer morts pour la patrie, depuis les hostilités, n° 12225. — Le 24 février 1951, une proposition de loi tendant à faire bénéficier de l'amnistie certains délinquants primaires poursuivis ou condamnés pour des infractions et délits mineurs ou des délinquants primaires combattants d'Indochine, n° 12355. — Le 14 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi (n° 12165) relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les pensions civiles et militaires de retraite, n° 12487.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant amnistie ; Art. 1^{er} : *Observations*

de M. Teitgen sur l'ensemble de l'article [18 juin 1947] (p. 2198); Art. 9, 5^e alinéa : *Son amendement tendant à rédiger le début de l'alinéa : « Anciens combattants, titulaires de la carte du combattant »* [21 juin 1947] (p. 2307); Art. 9, 9^e alinéa : *Son amendement tendant à amnistier les infractions à la législation économique et fiscale* (p. 2309, 2310, 2311); Art. 30 : *Son amendement tendant à ne pas inscrire au casier judiciaire la condamnation ayant fait l'objet d'une réhabilitation* [7 juillet 1947] (p. 2785); Art. 31 : *Son amendement tendant à sanctionner les fonctionnaires judiciaires qui n'auraient pas détruit les pièces des procès amnistiés* (p. 2785). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources : *Ses observations sur l'ensemble* [23 juin 1947] (p. 2390). — Est entendu au cours du débat sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement : *Ordre du jour de confiance de M. Lussy (Explications de vote)* [4 juillet 1947] (p. 2749). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale, en qualité de Président de la Commission des pensions* [21 juillet 1947] (p. 3289). — Intervient dans la discussion du projet de loi de dégage-ments de cadres des fonctionnaires; Art. 5 : *Son amendement tendant à garder par priorité les déportés politiques* [12 août 1947] (p. 4275). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Lussy* [30 octobre 1947] (p. 4972). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition et la politique générale du Gouvernement [25 novembre 1947] (p. 5134); la développe [27 novembre 1947] (p. 5152, 5153, 5154). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur la question de confiance contre la prise en considération des amendements à l'article 2* [5 janvier 1948] (p. 68, 69); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [5 février 1948] (p. 426, 427); — du projet de loi ten-

dant à réprimer les hausses de prix injustifiées : *Discussion générale* [18 février 1948] (p. 840, 841); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires d'avril et mai 1948 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [18 mars 1948] (p. 1962, 1963); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, JUSTICE, Chap. 106 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les tribunaux de première instance* [2 juin 1948] (p. 3116); — du projet de loi relatif au dégage-ment de cadres; Article unique : *Son amendement tendant à ne pas licencier les déportés et résistants* [3 juin 1948] (p. 3173, 3174, 3175); — de la proposition de loi relative aux unions d'associations familiales : *Ses explications de vote sur les conclusions de la Commission* [10 juin 1948] (p. 3404); — des interpellations sur les recommandations de la Conférence de Londres : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Scherer, accepté par le Gouvernement* [16 juin 1948] (p. 3595, 3596); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Discussion générale* [8 août 1948] (p. 5547, 5548, 5549, 5550, 5551). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses observations sur le programme de M. Schuman* [31 août 1948] (p. 6406, 6407). — Dépose une demande d'interpellation : sur le déroulement à Madagascar du procès des parlementaires malgaches [16 septembre 1948] (p. 6576); sur les conditions du procès de Madagascar [21 septembre 1948] (p. 6814). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [22 septembre 1948] (p. 6820, 6821, 6822, 6823, 6828). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie en matière de faits de collaboration; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Rollin tendant à amnistier les mutilés des deux guerres* [26 novembre 1948] (p. 7275); — de propositions de loi portant statut des combattants volontaires de la Résistance : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [14 décembre 1948] (p. 7574, 7575, 7577); — de la proposition de loi relative aux rentes viagères contractées entre particuliers; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à étendre la loi aux rentes constituées jusqu'en 1947* [17 décembre 1948] (p. 7718); — du projet de loi accordant un contingent exceptionnel de croix de la Lé-

gion d'honneur (Centenaire de 1848); Art. 1^{er}: *Amendement de M. Sigrist tendant à tripler le nombre des croix accordées* [17 février 1949] (p. 647); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et Victimes de la guerre: *Discussion générale (Ses observations sur la carte du combattant)* [19 mai 1949] (p. 2654, 2655); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 14: *Son amendement tendant à réduire les taxes et droits sur les alcools* [2 juin 1949] (p. 3058, 3059); *Son amendement tendant à diminuer les droits sur les vins de liqueur* [3 juin 1949] (p. 3132); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre au sujet de l'affaire Joanovici, agent de la Gestapo [2 juin 1949] (p. 3080). — Est entendu pour une motion d'ordre (*Débat sur les cours de justice et affaire Joanovici*) [7 juin 1949] (p. 3179). — Prend part à la discussion du projet de loi portant suppression des cours de justice: *Question préalable posée par M. Péron (Ses observations sur l'affaire Scaffa-Joanovici)* [7 juin 1949] (p. 3182, 3183, 3184, 3185); *Discussion générale* (p. 3196, 3197). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. René Mayer et les résultats du plan financier de M. Mayer réalisé en 1948*) [20 octobre 1949] (p. 5886, 5887). — Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question relative à la rétrocession aux commerçants des stocks d'alcool de l'Etat [2 décembre 1949] (p. 6579). — Prend part à la discussion: d'une interpellation sur les scandales de la guerre du Viet-Nam et l'affaire Revers-Mast (*Ordre du jour de M. Juglas demandant la constitution d'une commission d'enquête et fixant la composition de celle-ci*) [17 janvier 1950] (p. 291, 292); — d'une interpellation sur la composition du Gouvernement à la suite de la démission des Ministres socialistes: *Discussion générale (Ses observations sur le replâtrage ministériel et la fin du tripartisme)* [7 février 1950] (p. 1043, 1044). — Dépose une demande d'interpellation sur l'enquête ordonnée par le Ministre des Finances au sujet de l'École vétérinaire de Toulouse [31 mars 1950] (p. 2718). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; ANCIENS COMBAT-

TANTS ET VICTIMES DE GUERRE: *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance des pensions de guerre, la démarche du Président Herriot, les lenteurs de l'Administration et la grève administrative des médecins)* [21 juin 1950] (p. 5092, 5093, 5094); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration: *Discussion générale* [2 novembre 1950] (p. 7395, 7396, 7397), [4 novembre 1950] (p. 7471, 7472); — des interpellations sur la situation en Indochine: *Discussion générale* [22 novembre 1950] (p. 8026, 8027, 8028); — des conclusions du rapport sur l'enquête concernant les faits relatés par le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 (Affaire Revers-Mast): *Discussion générale* [24 novembre 1950] (p. 8128); — d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 (Jules Moch): *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Chevallier* [1^{er} décembre 1950] (p. 8429); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement: *Discussion générale* [27 décembre 1950] (p. 9699); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse: *Oppose la question préalable* [4 janvier 1951] (p. 108, 109). — Dépose une demande d'interpellation: sur la perquisition faite chez un avocat pour saisir des pièces confiées sous le sceau du secret professionnel [5 janvier 1951] (p. 188); — sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour enrayer la hausse continue du prix de la vie [15 février 1951] (p. 1180); — sur la crise viticole [11 avril 1951] (p. 3111). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement (*Crise viticole*) [12 avril 1951] (p. 3226). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; ANCIENS COMBATANTS ET VICTIMES DE GUERRE: *Son rappel au règlement (Procédure du renvoi à la Commission)* [15 mai 1951] (p. 5154, 5155); Chap. 700: *Retraite du combattant (Relèvement des pensions de guerre)* (p. 5164). = S'excuse de son absence [10 juillet 1947] (p. 2892). [24 février 1948] (p. 998), [31 mars 1949] (p. 1925). = Obtient des congés [24 février 1948] (p. 998), [31 mars 1949] (p. 1925).

BADIOU (M. Raymond), Député de la Haute-Garonne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission du règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu vice-président de cette Commission [J. O. du 21 décembre 1946] (p. 10803). — Est désigné par la Commission de l'intérieur pour faire partie du Conseil national des services publics départementaux et communaux [J. O. du 29 janvier 1947] (p. 1090). — Est nommé : membre de la Commission de la réforme administrative [1^{er} août 1947] (p. 3837); membre suppléant de cette commission [23 août 1947] (p. 4600).

Dépôts :

Le 13 décembre 1946, une proposition de loi relative à la révision et à la résiliation de certains contrats passés par les collectivités locales, **n° 117**. — Le 19 décembre 1946, une proposition de loi tendant à simplifier et à accélérer la procédure relative aux opérations immobilières poursuivies par les collectivités publiques, **n° 151**. — Le 30 janvier 1947 un rapport au nom de la commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Badiou et plusieurs de ses collègues relative à la révision et à la résiliation de certains contrats passés par les collectivités locales ; 2° de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser la résiliation ou la révision des contrats de concessions passées par les collectivités locales, **n° 416**. — Le 30 janvier 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Badiou et plusieurs de ses collègues relative à la révision et à la résiliation de certains contrats passés par les collectivités locales ; 2° de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser la résiliation ou la révision des contrats de concessions passés par les collectivités locales, **n° 416 (annexe)**. — Le 13 février 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : 1° le projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945, relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions

des maires et adjoints ; 2° la proposition de loi relative au barème des indemnités de fonctions allouées aux maires et aux adjoints par l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945, **n° 553**. — Le 16 mai 1947, une proposition de loi tendant à modifier les taux du barème annexé à la loi du 21 mars 1947 concernant la taxe sur les spectacles (4^e catégorie), **n° 1318**. — Le 29 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Auban et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser la cession amiable d'un terrain par l'administration des Domaines au profit de la Fédération de la mutualité agricole de la Haute-Garonne, **n° 1493**. — Le 16 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale relative à la révision et à la résiliation exceptionnelles de certains contrats passés par les collectivités locales, **n° 2038**. — Le 18 décembre 1947, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 47-1682 du 3 septembre 1947 régularisant la situation des entreprises placées sous réquisition, **n° 2895**. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : 1° le projet de loi relatif à l'exploitation en régie par les communes d'entreprises industrielles et commerciales ; 2° la proposition de loi de M. Defferre et plusieurs de ses collègues relative à l'exploitation en régie par les communes d'entreprises industrielles et commerciales, **n° 3738**. — Le 23 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Césaire et plusieurs de ses collègues tendant à faire du 21 juillet, jour anniversaire de la naissance de Victor Schœlcher, un jour férié dans les départements d'outre-mer ; 2° de Mme Eboué, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à faire du 27 avril un jour férié dans les départements d'outre-mer en vue de commémorer l'œuvre de Victor Schœlcher le grand abolitionniste de l'esclavage, **n° 7608**. — Le 20 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux maires et adjoints des communes ainsi qu'aux conseillers municipaux de Paris le bénéfice de la sécurité sociale, lorsque leurs fonctions ne leur permettent plus l'exercice de leur profession antérieure, **n° 8775**. — Le

23 février 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues portant réforme des impôts perçus au profit des collectivités locales et de divers organismes ou établissements publics ou privés et transfert à l'Etat de certaines dépenses (Dispositions relatives à la taxe d'abattement perçue par les communes), n° 9320. — Le 21 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. Le projet de loi portant réforme des impôts perçus au profit des collectivités locales et de divers organismes ou établissements publics ou privés et transfert à l'Etat de certaines dépenses ; II. Les propositions de loi : 1° de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues portant réforme des impôts perçus au profit des collectivités locales et de divers organismes ou établissements publics ou privés et transfert à l'Etat de certaines dépenses ; 2° de M. Restat, sénateur, portant réforme des finances locales et départementales (Dispositions relatives à la réforme des impôts locaux à l'exception de la taxe d'abattement perçue par les communes), n° 10696. — Le 9 novembre 1950, un avis au nom de la Commission de l'intérieur sur : 1° le projet de loi portant création de bureaux d'aide sociale ; 2° la proposition de loi de M. Segelle et plusieurs de ses collègues tendant à fusionner les bureaux de bienfaisance et les bureaux d'assistance en bureaux d'aide sociale, n° 11227.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints; en qualité de *Rapporteur* [25 février 1947] (p. 445); Art. 4 : Amendements de M. Meck tendant à améliorer la rémunération des maires des communes de moins de 2.500 habitants et des communes suburbaines à caractère industriel des villes de plus de 100.000 habitants (p. 447); Amendement de M. René Pleven tendant à n'autoriser le cumul d'une indemnité parlementaire avec les indemnités de maire et adjoint qu'à concurrence de 50 0/0 de ces dernières indemnités (p. 448); Amendement de M. Demusois tendant à permettre, lorsqu'un maire est député et se trouve empêché d'exercer son mandat de maire, de déléguer son indemnité à

l'adjoint qui le remplace (p. 449); *Ses observations sur l'ensemble* (p. 450). — Prend part à la discussion des propositions de loi relatives aux contrats passés par les collectivités locales en qualité de *Rapporteur de la Commission de l'intérieur : Discussion générale* [4 mars 1947] (p. 574, 580, 581); Art. 1^{er} : Amendement de M. Paul Bastid tendant à limiter les possibilités de résiliation et de révision des contrats passés par les collectivités locales (p. 585); Amendement de M. Louvel tendant à préciser les causes d'intérêt public justifiant la résiliation des contrats (p. 588); Amendement de M. Guy Petit tendant à préciser d'une façon plus juridique la manière dont les intérêts du personnel seront respectés (p. 588); Amendement de M. Maurice Viollette tendant à ce que le texte s'applique aux régies créées par application de la loi et non aux régies existantes (p. 589); Art. 2 : Amendement de MM. Louvel et Paul Bastid tendant à ce que les transferts soient obligatoires pour ceux de ces biens dont la reprise par le concédant est imposée par le cahier des charges (ibid.); Art. 5 : Amendement de MM. Paul Bastid et Guy Petit tendant à supprimer l'article 5 relatif aux entreprises réquisitionnées (p. 593); Art. 6 : Amendement de M. Guy Petit tendant à reprendre le texte du Gouvernement relatif à la question du métropolitain en ce qui concerne l'indemnité d'éviction (p. 595); Art. 7 et 8 : Amendement de MM. Guy Petit, Abelin et Pierre Truffaut tendant à supprimer ces deux articles relatifs au cas où la concession est donnée à une société par actions cotées en Bourse (p. 596); Art. 10 : Amendement de M. Serre tendant à ce que la collectivité se substitue au concessionnaire pour remplir les obligations contractées envers l'Etat à la suite de subventions (p. 599); Art. 15 : Amendement de M. Serre relatif à l'application de la loi aux territoires d'outre-mer (p. 601, 602). — Est entendu : dans la discussion de l'interpellation de M. Fernand Grenier sur la dévolution des biens des entreprises de presse [30 mai 1947] (p. 1861, 1862, 1866); — au cours du débat sur l'adoption en deuxième lecture d'une proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales; en qualité de *Rapporteur* [24 juillet 1947] (p. 3456, 3457); Art. 1^{er} : Amendement de MM. René Mayer et Truffaut tendant à reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée (p. 3459, 3460, 3461); Art. 5 : Amendement de M. Truffaut tendant à supprimer les mots « ou annulée » dans la pré-

mière phrase (p. 3462, 3463); *Amendement de M. Biondi tendant à supprimer les mots « jusqu'à l'intervention dudit décret »* (p. 3463); Art. 9 : *Amendement de M. Truffaut tendant à reprendre le projet voté en première lecture relatif à l'indemnité au concessionnaire* (p. 3464, 3465). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents du camp de Noë et les mesures prises par le Gouvernement [28 octobre 1947] (p. 4914). — Demande à interpellier sur la violation flagrante de la loi que constitue la parution à Toulouse du journal *La Dépêche du Midi* et sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement tolère cette violation [29 novembre 1947] (p. 5428). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferi tendant à prévoir certaines dispositions transitoires en matière de loyers : Art. 2 : *Son amendement relatif aux offices d'habitations à bon marché* [18 décembre 1947] (p. 5873); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accident de l'avion prototype *Armagnac* [14 juillet 1950] (p. 5345). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut général des agents communaux ; Art. 80 : *Son amendement tendant à avancer la limite d'âge requise pour la retraite* [16 avril 1951] (p. 3343).

BALLANGER (M. Robert), *Député de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé secrétaire de la Commission de l'intérieur [20 janvier 1949] (p. 782). — Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale [23 janvier 1951] (p. 347).

Dépôts :

Le 30 janvier 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi modifiant et complétant l'article 49 de la loi de finances du 30 juillet 1913, relatif aux indemnités de déplacement et de séjour allouées aux conseillers généraux, n° 415. — Le 14 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de

l'intérieur, sur l'avis donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale modifiant et complétant l'article 49 de la loi de finances du 30 juillet 1913 relatif aux indemnités de déplacement et de séjour allouées aux conseillers généraux, n° 944. — Le 16 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. la proposition de loi de M. Berger et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une caisse nationale d'aménagement des lotissements défectueux ; II. la proposition de résolution de M. Gilbert Cartier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'aménagement des lotissements défectueux n° 2036 (nouvelle rédaction). — Le 1^{er} septembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux familles des victimes de l'incendie de Rueil-Malmaison, n° 2546. — Le 5 septembre 1947, une proposition de loi tendant à augmenter les sommes mises à la disposition des vieillards hospitalisés dans les asiles pour leur argent de poche, n° 2564. — Le 7 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 2 mars 1948 concernant les indemnités de résidence, n° 4891. — Le 16 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 2 mars 1948 concernant les indemnités de résidence, n° 4979. — Le 18 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'arrêté du 6 septembre 1948 et la circulaire d'application du 6 septembre 1948, relative à la prime exceptionnelle de 2.500 francs, n° 5498. — Le 17 novembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à aider le groupement de défense contre les parasites des cultures, n° 5609. — Le 23 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Berger et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'acte dit « loi de Vichy » du 14 février 1941 qui fut ajouté à l'article 12 de la loi du 15 mars 1928 portant aménagement des lotissements défectueux, n° 5892. — Le 23 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire respecter l'article 105 de la Constitution de la

République française, n° 6849. — Le 17 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 25 millions destiné à venir en aide au personnel lock-outé de l'entreprise Ford, à Poissy, n° 7499. — Le 23 février 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Auguet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le tarif de la taxe sur les spectacles, applicable aux music-halls et spectacles de variétés, n° 9322. — Le 21 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder tous les ans un voyage gratuit aux travailleurs de l'Etat déplacés pour les besoins du service, n° 9564. — Le 23 mars 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. la proposition de loi de M. Berger et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une caisse nationale d'aménagement des lotissements défectueux ; II. la proposition de résolution de M. Gilbert Cartier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'aménagement des lotissements défectueux, n° 9602. — Le 30 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence toutes les personnes sinistrées par l'orage qui s'est abattu en Seine-et-Oise le 20 mai 1950, n° 10081. — Le 11 juillet 1950, une proposition de loi tendant à appliquer les dispositions de la loi du 3 avril 1950 aux agents du cadre complémentaire de bureau ou de service, aux employés de bureau recrutés sur contrat, aux auxiliaires de bureau ou de service et au personnel assimilé des préfectures et des sous-préfectures, rétribués sur les budgets départementaux, en vue de permettre la titularisation de ces personnels dans le cadre départemental, n° 10572. — Le 27 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux agents des collectivités locales le bénéfice des dispositions de l'article 8 du décret du 20 octobre 1947 concernant le capital décès (sécurité sociale des fonctionnaires), n° 10783. — Le 10 novembre 1950, une proposition de loi tendant à la construction de classes primaires, élémentaires et maternelles dans le département de Seine-et-Oise, n° 11244. — Le 1^{er} décembre 1950, une proposition de loi tendant à proroger d'une

année les délais pendant lesquels les créden-tiers pourront introduire une demande de révi-sion de rentes viagères en vertu de la loi du 2 août 1949, n° 11490. — Le 7 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses col-lègues (n° 10572) tendant à appliquer les dis-positions de la loi du 3 avril 1950 aux agents du cadre complémentaire de bureau ou de ser-vice, aux employés de bureau recrutés sur con-trat, aux auxiliaires de bureau ou de service et au personnel assimilé des préfectures et des sous-préfectures, rétribués sur les budgets dé-partementaux, en vue de permettre la titulari-sation de ces personnels dans le cadre départe-mental, n° 11532. — Le 6 mars 1951, une proposition de loi tendant à modifier le décret du 29 décembre 1936 fixant la participation de l'Etat aux dépenses d'assistance des départe-ments et des communes, n° 12418. — Le 20 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'intégration totale des commis et commis prin-cipaux des préfectures et sous-préfectures dans le cadre des secrétaires administratifs et à sus-pendre tout recrutement extérieur dans ce der-nier cadre, n° 12561. — Le 17 avril 1951, une proposition de loi tendant à permettre la vali-dation pour la retraite de certains services rémunérés sur les crédits non budgétaires, n° 12865.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif aux indemnités de déplacement et de séjour allouées aux conseillers généraux, en qualité de *Rapporteur* [7 février 1947] (p. 226, 242, 243). — Pose une question à M. le Ministre des Finances concernant les retenues opérées sur les retraites des vieux hospitalisés dans les asiles [4 juillet 1947] (p. 2744). — Est entendu au cours du débat : sur la proposition de résolution invitant le Gouvernement à venir en aide aux familles des victimes de l'incendie de Rueil-Malmaison : *Discussion générale* [2 sep-tembre 1947] (p. 4832); — sur le projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne ; Art. 33 : *Son amendement relatif au rôle du conseil d'ad-ministration de la Régie dans la répartition de la prime de gestion au personnel* [16 décembre

bre 1947] (p. 5765). — Pose : à M. le Ministre des Finances une question relative à la délimitation des zones de salaires et de pensions en Seine-et-Oise [23 avril 1948] (p. 2245); — à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative au classement des communes de Seine-et-Oise pour le ravitaillement [4 juin 1948] (p. 3230). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : *Urgence du débat sur la S.N.E.C.M.A.* [9 juin 1948] (p. 3350); — de la proposition de loi de M. Pleven tendant à accorder une garantie de l'Etat à la Caisse des marchés : *sur l'urgence* [9 juin 1948] (p. 3350, 3351); Art. 1^{er} : *Ouverture d'un crédit de 600 millions pour la S.N.E.C.M.A.* [9 juin 1948] (p. 3351, 3352); — de la proposition de loi de M. Pleven tendant à accorder une garantie de l'Etat à la Caisse des marchés : *sur l'urgence* [9 juin 1948] (p. 3350, 3351); Art. 1^{er} : *Ouverture d'un crédit de 600 millions pour la S.N.E.C.M.A.* [9 juin 1948] (p. 3351, 3352). — Est entendu pour un rappel au règlement (*Délai apporté par le Conseil de la République au vote de l'ouverture de crédits à la S.N.E.C.M.A.*) [11 juin 1948] (p. 3478, 3479). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut provisoire de la S.N.E.C.M.A. : *Pose la question préalable* [22 juin 1948] (p. 3797 et suiv.); *la retire* (p. 3798); Art. 2 : *Amendement de M. Métayer relatif aux activités annexes de la S.N.E.C.M.A.* [25 juin 1948] (p. 3990, 3992); Art. 4 : *Son amendement tendant à diminuer les pouvoirs de l'administrateur spécial* (p. 4001); *Son amendement relatif au rôle du conseil d'administration et à sa composition* (p. 4001, 4003); *Son amendement tendant à soumettre les décisions de l'administrateur spécial au conseil d'administration* (p. 4003); *Son amendement tendant à remplacer le comité consultatif par le conseil d'administration* (p. 4003); *Amendement de M. Métayer tendant à soumettre au Gouvernement les décisions importantes* (p. 4003, 4004); *Son sous-amendement tendant à soumettre ces décisions au Parlement* (p. 4004); Art. 5 : *Son amendement tendant à réorganiser le service des marchés de l'Air pour régler les arriérés dû à la S.N.E.C.M.A.* (p. 4005, 4006). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Procédure de la discussion d'urgence*) [20 septembre 1948] (p. 6732). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut du personnel de la police; Art. 4 : *Son*

amendement tendant à n'attribuer aucune indemnité exceptionnelle aux policiers en mission contre des grévistes [21 septembre 1948] (p. 6782, 6783). — Dépose une demande d'interpellation sur les circonstances dans lesquelles fut blessé un habitant d'Argenteuil par M. Revoil, commissaire de police [21 décembre 1948] (p. 7832). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à aider le personnel lockouté de l'ord à Poissy : *Discussion générale* [23 juin 1949] (p. 3664, 3665); -- du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques; Art. 3 : *Transformation des créances de l'Etat en apport de capital* [28 juin 1949] (p. 3889, 3890, 3894). Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif au licenciement du personnel* (p. 3897, 3898); *Son amendement tendant à effectuer ces licenciements conformément au règlement en vigueur* (p. 3899). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture des usines de la S.N.E.C.M.A. à Argenteuil [13 octobre 1949] (p. 5765). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant organisation des services de police dans les départements d'outre-mer; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux droits de police des préfets* [4 novembre 1949] (p. 5985, 5986); Art. 3 : *Demande de disjonction du deuxième alinéa relatif au montant des retraites des agents de police municipaux* (p. 5988); — du projet de loi portant réforme de l'auxiliarat; Art. 1^{er} : *Son amendement relatif aux emplois classés dans les catégories C et D* [10 novembre 1949] (p. 6064); *le retire* (p. 6065); *Amendement de M. Barangé tendant à interdire un excédent de dépenses par rapport au crédit accordé l'année précédente* (p. 6065, 6066); Art. 2 : *Son amendement relatif aux aides temporaires* (p. 6068); *le retire* (ibid); *Son amendement tendant à maintenir les dispositions de l'ordonnance du 21 mai 1945 relative aux auxiliaires* (p. 6070); Art. 3 : *Son amendement relatif à l'intégration des auxiliaires avec un échelon de traitement égal ou supérieur à celui précédemment occupé* (p. 6070, 6071). — Est entendu pour un rappel au règlement (*Difficultés pour l'Assemblée nationale de siéger un jour de grève générale*) [24 novembre 1949] (p. 6261). -- Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture de l'usine S.N.E.C.M.A. à Argenteuil [1^{er} décembre 1949] (p. 6531). — Pose : à M. le

Ministre de l'Intérieur une question relative à la présomption de tentative d'assassinat par un commissaire de police [20 janvier 1950] (p. 418); — à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative à l'expulsion de 60 Nord-Africains de leur logement au Raincy [20 janvier 1950] (p. 418). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi créant la Caisse nationale d'aménagement des lotissements défectueux, en qualité de *Rapporteur* [28 février 1950] (p. 1554, 1555); *Demande de renvoi du débat, présentée par le Gouvernement* (p. 1557); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Berger tendant à prévoir l'aménagement des lotissements créés entre le 19 juillet 1924 et le décret-loi du 8 août 1935* [2 mars 1950] (p. 1620); *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Truffaut* (p. 1621, 1622). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion de son interpellation sur la S.N.E.C.M.A.*) [14 mars 1950] (p. 1999, 2000). — Prend part à la discussion des interpellations sur la fermeture des usines de la S.N.E.C.M.A. et sur l'attitude du Gouvernement à l'égard des travailleurs [28 mars 1950] (p. 2463, 2464); *Son rappel au règlement (Discussion des interpellations déposées par le parti communiste)* (p. 2465). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture des usines de la S.N.E.C.M.A. et notamment celle d'Argenteuil [25 avril 1950] (p. 2806); *la développe* [2 mai 1950] (p. 3113, 3114); *Ses explications de vote sur les divers ordres du jour* (p. 3156). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR, Chap. 1190 : *Personnel auxiliaire des préfectures* [31 mai 1950] (p. 4070); Chap. 507 : *Son amendement tendant à rétablir pour mémoire le chapitre prévoyant une contribution exceptionnelle au fonds commun de la taxe locale* [1^{er} juin 1950] (p. 4095); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; INTÉRIEUR, Art. 3 : *Son amendement tendant à réduire le taux de la taxe sur les affiches dans les lieux couverts ou dans des voitures servant au transport du public* (p. 6755); *Son amendement tendant à réduire le taux pour toute la durée de l'affichage* (p. 6755). — Dépose une demande d'interpellation sur le lock-out de 280 travailleurs de l'usine M.A.P. d'Argenteuil [1^{er} juin 1950] (p. 4100). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la fixation d'un pro-

gramme aérien : *Son contre-projet tendant à ouvrir un crédit de 113 milliards pour rouvrir les usines françaises fermées et à interdire les importations de matériel étranger* [28 juillet 1950] (p. 6180, 6181, 6182). — Dépose une demande d'interpellation sur l'installation d'une usine de tracteurs agricoles de la compagnie Mac Kormick [4 novembre 1950] (p. 7469). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question relative aux bourses nationales des cours complémentaires de Seine-et-Oise [15 décembre 1950] (p. 9156). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 2 : *Amendement de M. L'Huillier tendant à prévoir des subventions du Gouvernement au Fonds national de péréquation* [5 janvier 1951] (p. 227); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils; INTÉRIEUR, Chap. 9020 : *Travaux d'équipement collectifs* [11 avril 1951] (p. 3099, 3100); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 901 : *Equipement des routes nationales* (p. 3116); Chap. 9059 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement national et l'assainissement (Egouts et îlots insalubres)* (p. 3118, 3119); Chap. 8011 : *Réparation des chemins départementaux et communaux* (p. 3124); — du projet de loi portant statut des agents communaux; Art. 45 : *Son amendement tendant à accorder des congés exceptionnels aux agents des cours de formation professionnelle* [16 avril 1951] (p. 3338); Art. 50 : *Amendement de M. Berger tendant à inclure la poliomyélite et la maladie de Parkinson* (p. 3339); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR : amendé par le Conseil de la République, Chap. 1180 : *Personnel auxiliaire des préfectures* [25 avril 1951] (p. 3950); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4080 : *Protection infantile* [4 mai 1951] (p. 4570); Chap. 4120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance médicale gratuite (Radiation de vieillards de la liste bénéficiaire de l'assistance médicale gratuite)* (p. 4576, 4577, 4578); — d'une proposition de loi relative à l'aménagement des lotissements défectueux, en qualité de *Rapporteur* [11 mai 1951] (p. 5026, 5027, 5028, 5029, 5031); Art. 1^{er} : *Application de l'article premier de la loi du 27 mars 1951 au texte prévoyant des sub-*

ventions de l'Etat (p. 5031); Art. 2 : *Proportion des subventions et des dépenses totales* (p. 5032); Article additionnel : *Amendement de M. Fiévez relatif à l'extension des canalisations d'eau, de gaz et d'électricité* (p. 5032) : Art. 3 : *Amendement de M. Palewski tendant à prévoir des crédits pour les subventions prévues dans le budget de l'exercice 1952* (p. 5039); — d'une proposition de loi portant rémunération des étudiants et élèves de l'enseignement supérieur; Art. 1^{er} : *Son rappel au règlement (Application de la loi des maxima)* [12 mai 1951] (p. 5141).

BARANGÉ (M. Charles), Député du Maine-et-Loire.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est élu rapporteur général de cette Commission [*J. O.* du 22 décembre 1946] (p. 10824), [*J. O.* du 27 janvier 1948] (p. 848), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 765), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 716), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 882). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la commission chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales [13 mars 1951] (**F. n° 687**).

Dépôts :

Le 17 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (services civils) pour le premier trimestre de l'exercice 1947, **n° 150**. — Le 22 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre du budget extraordinaire de l'exercice 1947 : reconstruction, équipement, dommages de guerre (services civils), **n° 191**. — Le 22 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant autorisation d'en-

gagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1947 (dépenses militaires), **n° 192**. — Le 22 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (services civils) pour le premier trimestre de l'exercice 1947, **n° 193**. — Le 28 janvier 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier, **n° 363**. — Le 30 janvier 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, **n° 406**. — Le 24 février 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi approuvant une convention entre l'Etat et la Banque de France et l'augmentation du montant de la quote-part française dans les organismes de Bretton-Woods, **n° 693**. — Le 25 février 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur : l'avis transmis par M. le Président du Conseil de la République; le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, **n° 724**. — Le 28 février 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947, **n° 789**. — Le 5 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, **n° 825**. — Le 5 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, **n° 826**. — Le 6 mars 1947, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Bouvier-O'Cottureau et plusieurs de ses collègues tendant à revaloriser les pensions et retraites des mutilés, anciens combattants, veuves, ascendants et orphelins de la guerre; 2° de M. Morice et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter le taux de la retraite du combattant; 3° de M. Touchard et plusieurs

de ses collègues tendant à revaloriser la retraite du combattant, n° 846. — Le 20 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif à diverses dispositions d'ordre financier, n° 971. — Le 21 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (services civils) pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947, n° 1013. — Le 28 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947, n° 1130. — Le 23 mai 1947, un rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget ordinaire de l'exercice 1947 (services civils), n° 1436. — Le 3 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles), tome II (crédits civils), n° 1556. — Le 17 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, n° 1719. — Le 18 juin 1947, un avis au nom de la Commission des finances sur : I. Le projet de loi et la lettre rectificative portant réforme des finances locales ; II. Les propositions de loi : 1° de M. Jean Meunier tendant à l'abrogation de l'acte dit « loi du 22 décembre 1940 » portant modification de dispositions financières intéressant les départements et les communes ; 2° de M. Biondi et plusieurs de ses collègues tendant à l'institution d'une Caisse nationale coopérative de solidarité des collectivités locales ; 3° de MM. Léo Hamon, Trémintin et Voyant, transmise par M. le Président du Conseil de la République, tendant à la réforme des finances locales, n° 1734. — Le 21 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources, n° 1797. — Le 21 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le

projet de loi tendant à élever la limite d'exonération en matière d'impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères, n° 1798. — Le 25 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressource (2° lecture). — Le 24 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant autorisation de percevoir les impôts, droits, produits et revenus publics fixant l'évaluation des voies et des moyens du budget général pour l'exercice 1947 et relatif à diverses dispositions d'ordre financier, n° 2112. — Le 26 juillet 1947, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Yves Fagon et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux ouvriers des établissements industriels de l'Etat de faire valider en regard de leur régime des retraites le temps accompli en dehors des établissements par suite des hostilités, n° 2146. — Le 30 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis transmis par M. le Président du Conseil de la République, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à certaines dispositions d'ordre financier, n° 2162. — Le 30 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif à la clôture et à la liquidation du compte spécial « Ravitaillement général de la Nation en temps de guerre » créé par le décret du 1^{er} septembre 1939 modifié par l'acte dit loi du 1^{er} septembre 1943 provisoirement applicable, n° 2179. — Le 4 août 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation du budget extraordinaire (dépenses militaires) pour l'exercice 1947, n° 2228. — Le 5 août 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses au titre du budget ordinaire (dépenses militaires), n° 2238. — Le 6 août 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation du budget extraordinaire (dépenses militaires) pour l'exercice 1947, n° 2249. — Le 7 août 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947, n° 2288. — Le 13 novembre 1947, un rapport au nom de la

Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, n° 2605. — Le 13 novembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif à la composition du conseil d'administration de la Caisse autonome d'amortissement, n° 2620. — Le 13 novembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif à la composition de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, n° 2621. — Le 13 novembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif à certains aménagements de la Dette de l'Etat, de la Société nationale des chemins de fer français et de la Ville de Paris, n° 2622. — Le 20 novembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France, n° 2674. — Le 20 novembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 2679. — Le 5 décembre 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 2777. — Le 11 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et les deux lettres rectificatives au projet de loi portant : 1° reconduction à l'exercice 1948 des crédits ouverts par la loi n° 47 1496 du 13 août 1947 au titre du budget ordinaire (Services civils) et des budgets annexes (Dépenses ordinaires civiles) pour l'exercice 1947 ; 2° autorisation de percevoir les impôts, droits, produits et revenus publics pour l'exercice 1948, n° 2813. — Le 12 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 au titre du budget ordinaire (Services civils) et du budget de reconstruction et d'équipement ; 2° ratification de décrets, n° 2852. — Le 12 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1946 à l'exercice 1947, n° 2853. — Le 16 décembre 1947, un rapport

au nom de la Commission des finances sur l'avis, transmis par M. le Président du Conseil de la République, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 2868. — Le 16 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, n° 2873. — Le 16 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, n° 2874. — Le 19 décembre 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant : 1° reconduction à l'exercice 1948 des crédits ouverts par la loi n° 47-1496 du 13 août 1947 au titre du budget ordinaire (Services civils) et des budgets annexes (Dépenses ordinaires civiles) pour l'exercice 1947 ; 2° autorisation de percevoir les impôts, droits, produits et revenus publics pour l'exercice 1948, n° 2935. — Le 19 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre budgétaire pour l'exercice 1948 et portant création de ressources nouvelles, n° 2944. — Le 19 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt, n° 2945. — Le 19 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi autorisant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n° 2946. — Le 20 décembre 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi autorisant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n° 2952. — Le 27 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant réforme fiscale, n° 3018, tome I. — Le 27 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant réforme fiscale, n° 3018, tome II. — Le 28 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant ou-

verture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 (Collectif de régularisation), n° 3034. — Le 29 décembre 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur : le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre budgétaire pour l'exercice 1948 et portant création de ressources nouvelles, n° 3045. — Le 30 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances, sur l'avis transmis par M. le Président du Conseil de la République, sur le projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt, n° 3049. — Le 30 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances, sur l'avis transmis par M. le Président du Conseil de la République, sur le projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n° 3050. — Le 30 décembre 1947, un deuxième rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre budgétaire pour l'exercice 1948 et portant création de ressources nouvelles, n° 3055. — Le 30 décembre 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant réforme fiscale, n° 3056. — Le 3 février 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1948 en vue de la réalisation d'une première tranche du reclassement de la fonction publique (agents en activité ou en retraite) et de l'amélioration de la situation des victimes de guerre, n° 3224 (rectifié). — Le 12 février 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement) au titre du budget général et des budgets annexes pour l'exercice 1948, n° 3335. — Le 12 février 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 au titre du budget ordinaire (services civils) et du budget de reconstruction et d'équipement ; 2° ratification de décrets, n° 3336. — Le 13 février 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de résolution : 1° de M. Juglas et plusieurs de ses

collègues tendant à inviter le Gouvernement à revenir sur la décision qu'il a prise d'étendre aux territoires où circule le franc C.F.A., les mesures de dévaluation qu'il a appliquées dans la métropole ; 2° de Mlle Archimède et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à revenir sur la décision qu'il a prise d'étendre aux départements d'outre-mer les mesures de dévaluation appliquées dans la métropole, n° 3381. — Le 18 février 1948, un rapport supplémentaire au nom de la commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement) au titre du budget général et des budgets annexes pour l'exercice 1948, n° 3458. — Le 19 février 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant ouverture et annulation de crédits au titre des dépenses militaires de l'exercice 1947, n° 3468. — Le 19 février 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Maurice-Petsche et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de modifier l'article 2 de la loi n° 48-164 du 30 janvier 1948 portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs de la Banque de France, n° 3474. — Le 25 février 1948, un rapport, au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant ouverture de crédits sur l'exercice 1948 en vue de la réalisation d'une première tranche du reclassement de la fonction publique (agents en activité ou en retraite) et de l'amélioration de la situation des victimes de guerre, n° 3552. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi portant aménagements fiscaux, n° 3749. — Le 17 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (collectif d'ordonnancement) portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 ; 2° ratification de décrets, n° 3823. Le 19 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis transmis par M. le Président du Conseil de la République, sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses (dépenses

civiles de reconstruction et d'équipement) au titre du budget général et des budgets annexes pour l'exercice 1948, n° 3880. — Le 29 avril 1948, un rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires) (I. — Loi de crédit), n° 4046. — Le 29 avril 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur la lettre rectificative n° 48-A au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires civiles) (I. — Articles de loi), n° 4046. — Le 13 mai 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant aménagement de certains impôts directs, n° 4173. — Le 13 mai 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (collectif d'ordonnancement) adopté par l'Assemblée Nationale portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947; 2° ratification de décrets, n° 4175. — Le 13 mai 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à élever, à dater du 1^{er} janvier 1947, les abattements à la base appliqués au département de la Réunion, pour le calcul de l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires et de l'impôt général sur le revenu, n° 4180. — Le 13 mai 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits au titre du budget général (dépenses ordinaires des services civils) et des budgets annexes (services civils) pour l'exercice 1948 comme conséquence de l'érection en départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, n° 4181. — Le 20 mai 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 13 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948

relatif au paiement provisionnel des impôts, n° 4268. — Le 20 mai 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à sanctionner la violation des règles administratives à l'exécution des dépenses de l'Etat et portant création d'une « Cour de discipline budgétaire », n° 4275. — Le 8 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant aménagements fiscaux, n° 4483. — Le 8 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif à l'engagement des dépenses de l'exercice 1948, n° 4484. — Le 13 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Edouard Herriot et plusieurs de ses collègues fixant le statut financier de l'Assemblée de l'Union française, n° 4635 (nouvelle rédaction). — Le 18 juin 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de MM. Crouzier et Barbier tendant à restituer aux anciens agriculteurs expropriés les terrains d'aviation militaire désaffectés, n° 4636. — Le 8 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant prorogation des dispositions de la loi du 20 août 1947, créant un compte spécial intitulé « Approvisionnement en denrées et produits alimentaires », n° 4910. — Le 8 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi simplifiant la gestion de la Dette de la Société nationale des chemins de fer français et du Crédit foncier de France, n° 4911. — Le 8 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à autoriser le Ministre des Finances à passer des conventions avec le Gouverneur de la Banque de France, n° 4912. — Le 16 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution transmise par le Conseil de la République tendant à demander à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour l'examen de la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à proroger jusqu'au 15 septembre 1948 les délais de souscription à l'emprunt libérateur institué par la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948 modifiée par la loi n° 48-424 du 12 mars 1948, n° 4908. — Le 29 juillet 1948,

un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif à certaines dispositions financières à prendre pour l'application de l'Accord de coopération économique conclu entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique, n° 5084. — Le 6 août 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de M. Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à constituer immédiatement le Fonds national de modernisation et d'équipement prévu par l'article premier de la loi du 7 janvier 1948 ; 2° à affecter à ce fonds de modernisation et d'équipement le tiers du produit du prélèvement exceptionnel et à fixer aux trois cinquièmes de cette somme la fraction devant être utilisée au bénéfice de l'équipement rural, n° 5194. — Le 7 août 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant au redressement économique et financier, n° 5206. — Le 17 août 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant au redressement économique et financier, n° 5278. — Le 18 août 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général pour l'exercice 1948 et relatif à diverses dispositions d'ordre financier, n° 5287. — Le 19 août 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses sur l'exercice 1948, n° 5312. — Le 20 août 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif à la garantie des titres néerlandais circulant en France, n° 5331. — Le 20 août 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de M. Gros et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux viticulteurs sinistrés de l'Hérault, du Gard et de l'Aude, à la suite des orages de grêle du 4 août dernier, des indemnités, des crédits à faible intérêt et des dégrèvements d'impôts, n° 5332. — Le 20 août 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits au titre du budget ordinaire de l'exercice 1948 (services civils), n° 5333. — Le 25 août 1948, un rapport

au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits au titre de l'exercice 1948 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, n° 5373. — Le 25 août 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif à la garantie des titres néerlandais circulant en France, n° 5377. — Le 2 septembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires civiles), n° 5409. — Le 17 septembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant création de ressources nouvelles au profit du Trésor et aménagements de certains impôts, n° 5487. — Le 24 septembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant création de ressources nouvelles au profit du Trésor et aménagements de certains impôts, n° 5539. — Le 24 septembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale après déclaration d'urgence, tendant à sanctionner les fautes de gestion commises à l'égard de l'Etat et de diverses collectivités et portant création d'une cour de discipline budgétaire, n° 5542. — Le 23 novembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif à certaines dispositions financières à prendre pour l'application de l'Accord de coopération économique conclu entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique, n° 5640. — Le 2 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 5682. — Le 2 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant création d'un emploi de Haut Commissaire au Ravitaillement et ouverture de

crédits sur l'exercice 1948, n° 5683. — Le 7 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant modification des statuts de la Banque d'Algérie et approbation d'une convention passée entre le Gouvernement général de l'Algérie et la Banque de l'Algérie, n° 5720. — Le 9 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, portant création d'un emploi de Haut Commissaire au Ravitaillement et ouverture de crédits sur l'exercice 1948, n° 5744. — Le 9 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à porter de 3.000 francs à 10.000 francs la limite relative à l'admission de la preuve testimoniale pour les paiements de l'Etat, des collectivités et établissements publics, n° 5745. — Le 9 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à simplifier la procédure de vote du budget général de l'exercice 1949 et relatif aux économies budgétaires, n° 5774. — Le 10 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant approbation de la Convention signée, le 6 août 1948, entre la France et la Tchécoslovaquie et tendant à éviter les doubles impositions résultant de l'application des impôts sur la fortune ou sur l'accroissement de fortune, établis en France et en Tchécoslovaquie, n° 5787. — Le 10 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à la reconstitution des archives des comptables du Trésor préposés à la Caisse des dépôts et consignations qui ont été détruites par faits de guerre, n° 5804. — Le 16 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens, n° 5831. — Le 20 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à simplifier la procédure de vote du Budget général de l'exercice 1949 et relatif aux économies budgétaires, n° 5860. — Le 23 décembre 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation pour l'exercice 1949 des

maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens, n° 5891. — Le 28 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du Budget général de l'exercice 1949 et relatif à diverses dispositions d'ordre financier, n° 5949. — Le 29 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1949 (Dépenses civiles de reconstruction et d'équipement), n° 5956. — Le 28 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1949 (Dépenses ordinaires civiles), n° 5957. — Le 30 décembre 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1949 (Dépenses ordinaires civiles), n° 5981. — Le 31 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, portant fixation pour l'exercice 1949 des maxima des dépenses publiques et évaluation des voies et moyens, n° 6021. — Le 2 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, fixant l'évaluation des voies et moyens du Budget général de l'exercice 1949 et relatif à diverses dispositions d'ordre financier, n° 6042. — Le 31 décembre 1948, un rapport au nom de la commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 5653), adopté par l'Assemblée Nationale, portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (Dépenses ordinaires civiles), n° 6050. — Le 8 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de MM. Lecourt, Yves Fagon et Philippe Farine tendant à créer les conditions budgétaires d'une saine réforme administrative, n° 6335. — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget du Travail et de la Sécurité sociale par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6521. — Le 24 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Bourgès-Maunoury tendant à exonérer de certains impôts les béné-

fices réalisés par les sociétés d'investissement, **n° 6580**. — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de la Justice par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, **n° 6652**. — Le 4 mars 1949 un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1947 à l'exercice 1948, **n° 6674**. — Le 8 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant annulation de crédits en application de l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 et ouverture de crédits au titre du budget annexe de la Caisse nationale d'épargne pour l'exercice 1949, **n° 6708 (rectifié)**. — Le 11 mars 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. René Pleven tendant à tenir compte d'un abattement à la base forfaitaire de 350.000 fr. pour l'application de l'article 3 de la loi du 24 septembre 1948 relatif à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, **n° 6812**. — Le 30 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de M. Eugène Rigal tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 30 avril 1949 le délai de déclaration des bénéfices industriels et commerciaux des entreprises ayant terminé leur exercice avant le 31 décembre 1948 et qui, désirant procéder à la révision du bilan de 1948, auront avisé l'inspecteur des contributions directes de leur intention avant le 10 avril 1949, **n° 6891**. — Le 6 avril 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant annulation de crédits en application de l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 et ouverture de crédits au titre du budget annexe des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1949, **n° 6954**. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de la Justice par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, **n° 7042**. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au report de crédits de l'exercice 1947 à l'exercice 1948,

n° 7043. — Le 17 mai 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagements fiscaux, **n° 7174**. — Le 17 mai 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagements fiscaux, **n° 7174 (annexe)**. — Le 17 mai 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (Collectif d'ordonnancement) portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948 ; 2° ratification de décrets, **n° 7175**. — Le 17 mai 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant aménagements fiscaux en matière de bénéfices agricoles et de revenus fonciers, **n° 7176**. — Le 17 mai 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses au titre du Budget général de l'exercice 1949 (Dépenses civiles de reconstruction et d'équipement. — Opérations nouvelles), **n° 7177**. — Le 21 mai 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, **n° 7245**. — Le 21 mai 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, **n° 7245 (nouvelle rédaction)**. — Le 25 mai 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, **n° 7269**. — Le 2 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances, sur l'avis donné par le Conseil de la République, sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à créer les conditions budgétaires d'une saine réforme administrative, **n° 7338**. — Le 17 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances, sur l'avis donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif à diverses dispositions d'ordre économique et financier, **n° 7524**. — Le 28 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de M. Joseph Denais et plusieurs de ses collègues tendant à ajourner l'application des pénalités fiscales pour certaines catégories de redevables, **n° 7669**. — Le 30 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le pro-

jet de loi fixant le taux de l'impôt sur les opérations de bourse, **n° 7685** — Le 8 juillet 1949, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant réforme du régime des pensions des personnels de l'Etat tributaires de la loi du 21 mars 1928 et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, **n° 7808**. — Le 8 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ratification de décrets pris en application de l'article 43 de la loi du 30 avril 1921 et de l'article 7 du décret du 24 mai 1938, **n° 7813**. — Le 19 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant approbation : 1° de la convention signée à Paris, le 18 octobre 1946, entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique, en vue d'éviter la double imposition et l'évasion en matière d'impôts sur les successions et de modifier et compléter la convention franco-américaine du 25 juillet 1939 relative aux impôts sur les revenus ; 2° du protocole signé à Washington, le 17 mai 1948 modifiant et complétant la convention du 18 octobre 1946, **n° 7906**. — Le 19 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant approbation de la convention signée le 29 décembre 1947 entre la France et la Belgique et tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le capital, **n° 7907**. — Le 19 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant modification du tarif de l'impôt progressif sur les jeux dans les casinos, **n° 7908**. — Le 20 juillet 1949 un rapport au nom de la Commission des finances, sur l'avis donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses au titre du Budget général de l'exercice 1949 (Dépenses civiles de reconstruction et d'équipement. — Opérations nouvelles), **n° 7928**. — Le 21 juillet 1949, un deuxième rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur : I. le projet de loi portant aménagements fiscaux en matière de bénéfices agricoles et de revenus fonciers ; II. le projet de loi portant aménagement de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires et la proposition de loi de M. Eugène Rigal tendant à instituer, au profit des départements et des communes, une taxe locale frap-

pant les ventes à la consommation et les prestations de service, obligatoire dans toutes les communes, au taux uniforme de 2 0,0 (en remplacement des art. 250 et 251 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948) ; III. le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagements fiscaux (art. 13 B, 13 C, 13 E, 13 F, 13 G, 13 H, 17, 21, 26 G, 26 H, 26 I, 26 J, 28 B, 29, 30, 31, 33 D, 39 A, 39 E et 39 F), **n° 7954**. — Le 26 juillet 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant modification du tarif de l'impôt progressif sur les jeux dans les casinos, **n° 8039**. — Le 27 juillet 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et sur la lettre rectificative au projet de loi (Collectif d'ordonnancement) portant : 1° ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948 ; 2° ratification de décrets, **n° 8052**. — Le 27 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des finances, sur l'avis donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant aménagements fiscaux en matière de bénéfices agricoles et de revenus fonciers, **n° 8054**. — Le 28 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des finances, sur l'avis donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant aménagement de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, **n° 8085**. — Le 30 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des finances, sur l'avis donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant aménagements d'ordre fiscal, **n° 8119** — Le 10 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à ajourner l'application de l'article 107 du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, **n° 8382**. — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, **n° 8426 (Etats législatifs)**. — Le 22 novembre 1949, un rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi relatif au développement des

crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 8426. — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 8426. — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 8426 (annexe n° 35). — Le 24 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 8468. — Le 20 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices périmés, n° 8790. — Le 31 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture des crédits applicables au mois de janvier 1950 et autorisation provisoire de percevoir les impôts pour l'exercice 1950, n° 8917. — Le 31 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits applicables au mois de janvier 1950 et autorisation provisoire de percevoir les impôts pour l'exercice 1950, n° 8934. — Le 27 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Lamps et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation des dispositions exigeant le versement anticipé d'impôts pour les contribuables imposés au titre des revenus des personnes physiques pour une somme supérieure à 10.000 fr., n° 9072. — Le 27 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi de finances pour l'exercice 1950 adopté par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, n° 9073. — Le 31 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950, n° 9109. — Le 2 mars 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur l'avis

donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant autorisation de transformation d'emplois et réforme de l'auxiliariat, n° 9390. — Le 28 février 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Marcel David et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux fonctionnaires pour les dernières tranches du reclassement une majoration double de la majoration accordée par le décret n° 49-42 du 12 janvier 1949, n° 9381. — Le 2 mars 1950, un rapport au nom de la commission des finances sur la proposition de loi de M. Jean Charlot et plusieurs de ses collègues tendant, dans le cadre de la loi de finances pour l'exercice 1950 (n° 50-135 du 31 janvier 1950) à substituer au premier alinéa de l'article 16 de ladite loi, la création d'un droit de timbre exceptionnel dont la perception serait préalable au renouvellement des récépissés de déclaration de véhicules automobiles, prévu à l'article 13 de la loi n° 48-1477 du 24 septembre 1948, n° 9391. — Le 8 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (Réparation des dommages de guerre), n° 9445. — Le 15 mars 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Jean Charlot et plusieurs de ses collègues tendant, dans le cadre de la loi de finances pour l'exercice 1950 (n° 50-135 du 31 janvier 1950) à substituer au premier alinéa de l'article 16 de ladite loi, la création d'un droit de timbre exceptionnel dont la perception serait préalable au renouvellement des récépissés de déclaration de véhicules automobiles, prévu à l'article 13 de la loi n° 48-1477 du 24 septembre 1948, n° 9505. — Le 28 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de la majoration de 100,0 frappant les impôts dus au 15 mars 1950, les contribuables grévistes et chômeurs, n° 9634. — Le 29 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant une nouvelle répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950 et relatifs à diverses dispositions d'ordre financier, n° 9654. — Le 30 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des

finances sur l'avis transmis par M. le Président du Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant, dans le cadre de la loi de finances pour l'exercice 1950 (n° 50-135 du 31 janvier 1950), à substituer au premier alinéa de l'article 16 de ladite loi, la création d'un droit de timbre exceptionnel dont la perception serait préalable au renouvellement des récépissés de déclaration de véhicules automobiles prévu à l'article 13 de la loi n° 48-1477 du 24 septembre 1948, n° 9673. — Le 31 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, portant une nouvelle répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950 et relatifs à diverses dispositions d'ordre financier, n° 9698. — Le 25 avril 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (Prêts et garanties), n° 9717. — Le 11 mai 1950, un rapport, au nom de la Commission des finances sur : 1° Les propositions de loi : a) de M. Pierre Meunier et plusieurs de ses collègues, tendant à supprimer jusqu'au 15 octobre 1950 toute majoration des sommes réclamées à titre d'acompte sur l'imposition des bénéfices agricoles ; b) de M. M. Thamier et plusieurs de ses collègues, tendant à reporter au 30 juin la date du paiement du 2^e tiers provisionnel des impôts dus en 1950 et à supprimer la majoration de 10 0/0 pour les impôts mis en recouvrement par anticipation ; c) de M. Crouzier et plusieurs de ses collègues, tendant à supprimer les pénalités pour retard applicable aux acomptes provisionnels d'impôts ; 2° la proposition de résolution de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 30 juin la date du paiement du 2^e acompte provisionnel sur les impôts de 1950, n° 9925. — Le 4 mai 1950, un extrait du rapport général supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 10035. — Le 31 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au

développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (Réparation des dommages de guerre), n° 10128. — Le 1^{er} juin 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Guille et plusieurs de ses collègues relative aux apports de vendanges, n° 10152. — Le 8 juin 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Marcel David et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux fonctionnaires pour les dernières tranches du reclassement une majoration double de la majoration accordée par le décret n° 49-42 du 12 janvier 1949, n° 10226. — Le 16 juin 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ratification de décrets, n° 10334. — Le 21 juin 1950, un deuxième rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Marcel David et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux fonctionnaires pour les dernières tranches du reclassement une majoration double de la majoration accordée par le décret n° 49-42 du 12 janvier 1949, n° 10380. — Le 22 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence des crédits exceptionnels au département de Maine-et-Loire en raison des dommages subis par suite d'un orage de grêle sur les cantons d'Angers-Nord-Ouest, Chalonnes-sur-Loire, Durtal et Seiches, n° 10390. — Le 29 juin 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à majorer le pourcentage des crédits mis à la disposition des Ministres pour les dépenses de fonctionnement de l'exercice 1950, n° 10476. — Le 4 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 (Prêts et garanties), n° 10533. — Le 17 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissement pour l'exercice 1950 (Travaux neufs, subventions et participations en capital), n° 10626. — Le 25 avril 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi collectif d'ordonnancement portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice

1949, n° 10632 — Le 18 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1948 aux exercices 1949 et 1950, n° 10633. — Le 26 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Marine marchande), n° 10756. — Le 26 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à fixer les modalités de la réalisation complète du reclassement de la fonction publique et à améliorer la situation de certaines catégories des personnels de l'Etat, n° 10775. — Le 27 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Finances et Affaires économiques. I. — Finances), n° 10788. — Le 28 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses militaires de l'exercice 1949, n° 10803. — Le 29 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Caisse nationale d'épargne. — Imprimerie nationale. — Légion d'honneur. — Ordre de la Libération. — Monnaies et médailles. — Postes, Télégraphes et Téléphones), n° 10822. — Le 29 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif à l'aide à la construction, n° 10824. — Le 2 août 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le Ministre des Finances et des Affaires économiques et le gouverneur de la Banque de France, n° 10856. — Le 3 août 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi

relatif à l'aide à la construction, n° 10877. — Le 3 août 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Radiodiffusion française), n° 10880. — Le 3 août 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des dépenses civiles d'investissement pour l'exercice 1950 (Travaux neufs, subventions et participations en capital), n° 10895. — Le 4 août 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République relatif au budget des anciens combattants et victimes de la guerre, n° 10907. — Le 4 août 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis du Conseil de la République sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Prestations familiales agricoles), n° 10911. — Le 4 août 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (France d'outre-mer), n° 10929. — Le 3 novembre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Fernand Grenier et plusieurs de ses collègues tendant à subventionner l'érection à Châteaubriant d'un Monument du Souvenir, n° 11163. — Le 4 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur : I. Les propositions de loi : 1° de M. Garcia et plusieurs de ses collègues tendant à reporter au 1^{er} février 1951 la date de paiement des impôts directs exigibles le 1^{er} novembre 1950 ; 2° de MM. Eugène Rigal et Dhers tendant à reporter du 15 novembre au 15 décembre 1950 la majoration de 10 0/0 applicable aux cotisations comprises dans les rôles mis en recouvrement durant les mois de mai, juin, juillet et août 1950 ; II. Les propositions de résolution : 1° de M. André Mutter et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder des délais

supplémentaires pour le paiement des impôts ; 2° de MM. Bouxom et Gabelle tendant à inviter le Gouvernement à donner toutes instructions permettant le règlement par fractions de la surtaxe progressive jusqu'au 15 janvier 1951, n° 11175. — Le 9 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédit pour les obsèques de M. Albert Lebrun, ancien Président de la République française, n° 11200. — Le 9 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits pour les obsèques de M. Léon Blum, ancien Président du Conseil, n° 11201. — Le 16 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et d'exercices périmés, n° 11297. — Le 16 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de Mme Lucie Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à établir un programme de constructions scolaires, n° 11310. — Le 16 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Courant tendant à permettre la modification par décret du tarif des droits de quai, n° 11315. — Le 23 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11483) portant autorisation d'un programme de réarmement et des dépenses de défense nationale pour l'exercice 1951 et fixant les modalités de leur financement, n° 11758. — Le 30 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11809) portant ouverture de crédits applicables aux mois de janvier et février 1951 et autorisation provisoire de percevoir les impôts pour l'exercice 1951, n° 11816. — Le 31 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 11828) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11827), adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits applicables aux mois de janvier et février 1951 et autorisation provisoire de percevoir les impôts pour l'exercice 1951, n° 11829. — Le 5 janvier 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 11861) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11483), adopté par l'Assemblée Nationale,

portant autorisation d'un programme de réarmement et des dépenses de défense nationale pour l'exercice 1951 et fixant les modalités de leur financement, n° 11866. — Le 27 février 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 12359) portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois de mars 1951, n° 12366. — Le 15 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 12454) portant ouverture de crédits en vue de couvrir les dépenses entraînées par le voyage du Président de la République aux Etats-Unis et au Canada, n° 12493. — Le 15 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11775) et la lettre rectificative (n° 12452) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1951, n° 12513. — Le 21 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 12545) portant ouverture de crédits provisoires et arrêtant certaines dispositions générales relatives à l'exécution du budget de l'exercice 1951, n° 12585. — Le 21 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 211) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 12545), adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits provisoires applicables au mois d'avril 1951 (Dépenses militaires), n° 12646. — Le 21 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 207) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 12545), adopté par l'Assemblée Nationale, portant ouverture de crédits provisoires (Dépenses civiles) et arrêtant certaines dispositions générales relatives à l'exécution du budget de l'exercice 1951, n° 12647. — Le 5 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11766) relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1951 (Réparation des dommages de guerre et investissements économiques et sociaux). — I — Dispositions concernant la réparation des dommages de guerre et la construction, n° 12694. — Le 5 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11766) et la lettre rectificative (n° 12932) au projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1951 (Réparation des dommages de guerre et investis-

sements économiques et sociaux). — II. — Dispositions concernant les investissements économiques et sociaux, n° 12698. — Le 11 avril 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11775) et la deuxième lettre rectificative (n° 12758) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils pour l'exercice 1951, n° 12760. — Le 19 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 10943) et la lettre rectificative (n° 12570) au projet de loi relatif au report de crédits de l'exercice 1949 à l'exercice 1950, n° 12888. — Le 27 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 12992) portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de mai 1951, n° 12998. — Le 9 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 12993) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11775), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses d'équipement des services civils, n° 13136. — Le 11 mai 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11766) et la lettre rectificative (n° 13212) au projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1951 (Réparation des dommages de guerre et investissements économiques et sociaux). — I. — Disposition concernant la réparation des dommages de guerre et la construction, n° 13215. — Le 17 mai 1951, un extrait du rapport de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 12850) et la lettre rectificative (n° 13261) au projet de loi relatif à l'exécution du budget de l'exercice 1951 et portant relèvement du plafond des dépenses militaires, n° 13293. — Le 18 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 13302) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11766), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1951 (Réparation des dommages de guerre et construction), n° 13306. — Le 21 mai 1951, un rapport fait au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 13317) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11766) et la lettre rectificative (n° 12932) au projet de loi relatif au développement des

dépenses d'investissement pour l'exercice 1951 (Investissements économiques et sociaux), n° 13319. — Le 22 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 13351) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi de finances pour l'exercice 1951 (n° 12850), adopté par l'Assemblée Nationale, n° 13354. — Le 22 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République (n° 13359) sur le projet de loi de finances (n° 13557) pour l'exercice 1951, adopté par l'Assemblée Nationale, n° 13360.

Interventions :

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour, en qualité de *Rapporteur général de la Commission des finances (vote des cahiers de crédits)* [17 décembre 1946] (p. 116). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947, premier trimestre, en qualité de *Rapporteur général* [19 décembre 1946] (p. 134), LOI DE FINANCES : *Discussion générale : son exposé d'ensemble* [21 décembre 1946] (p. 202) ; Art. 9 : *Amendement de M. Le Coutaller relatif à l'approvisionnement en bois* (p. 221) ; Art. 17 : *Limite d'âge des fonctionnaires révoqués sous le gouvernement de fait* (p. 224) ; Art. 22 bis : *Amendement de M. de Tinguy en vue de supprimer l'article 22 bis relatif à la taxation du bénéfice imposable d'après les salaires alloués aux employés* (p. 229) ; Art. 44 : *Amendement de M. Pierre Meunier tendant à la publication des bases d'imposition pour chaque contribuable* [22 décembre 1946] (p. 250) ; Art. 63 : *Taxe sur les voitures automobiles de tourisme* (p. 254) ; Art. 128 et 129 : *Demande le vote immédiat de ces articles* (p. 267) ; Art. 8 : *Assurances sociales agricoles* (p. 267). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Date de discussion de la loi des finances*) (p. 175). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre du Budget extraordinaire de l'Exercice 1947 : RECONSTRUCTION, ÉQUIPEMENT, DOMMAGES DE GUERRE (Services civils), en qualité de *Rapporteur général : Son exposé* [23 décembre 1946] (p. 303) ; Art. 2 : *Suppression des crédits destinés aux groupements des contrôles radio-électriques* (p. 307) ; Art. 3 : *Suppression des crédits d'outillage pour*

la télévision (p. 309); Art. 4 : *Suppression des crédits destinés aux bâtiments pour la télévision* (ibid.); *Articles additionnels de M. Louis Marin, tendant à permettre aux sinistrés de contracter des emprunts en vue de la reconstruction* (p. 315); — du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des Budgets ordinaire et extraordinaire de l'Exercice 1947 (Dépenses militaires): Art. 12 : *Rétablissement de cet article demandé par le Gouvernement* [23 décembre 1946] (p. 356); Art. 14 : *Transfert de crédits du Budget ordinaire au Budget extraordinaire* (p. 358). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1947, comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement en qualité de *Rapporteur général* : *Discussion générale* [31 janvier 1947] (p. 125); COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU PLAN, Chap. 100 (p. 126); — Est entendu sur une motion d'ordre (*discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier*) (p. 127); — Intervient dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'Exercice 1947 en vue de l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat en activité et en retraite en qualité de *Rapporteur général* (p. 127); Art. 5 : *Amendement de M. Pineau tendant à maintenir les indemnités payées pour les heures supplémentaires comprises entre 40 et 45 heures* (p. 139); — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier, en qualité de *Rapporteur général* [4 février 1947] (p. 150); Art. 1^{er} : *Amendement de M. René Mayer tendant à modifier la date limite de liquidation du compte spécial d'approvisionnement en bois* (p. 155); Art. 7 : *Droit de préemption de l'administration de l'enregistrement* (p. 153); Art. 17 : *Amendement de M. René Mayer tendant à diminuer le droit de timbre des affiches lumineuses* (p. 159); *Amendement de M. Robert Buron tendant à diminuer le droit de timbre sur les billets délivrés à l'entrée des spectacles* (p. 159); Art. 17 bis : *Amendement présenté par la Commission des finances en vue d'étendre à tous les départements le droit de percevoir certaines taxes additionnelles aux droits d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux* (p. 160); Art. 1^{er} (suite) : *Amendement de M. Félix Garcia, relatif à la liquidation du compte spécial d'approvisionnement en bois* (p. 163); Art. 23 :

Amendement de M. Gozard tendant à présumer frauduleux les actes ayant pour effet de soustraire des biens à la confiscation (p. 167); Art. 42 : *Fonds national d'amélioration de l'habitat* (p. 196); Art. 44 : *Amendements de MM. Fernand Grenier et Robert Bichet tendant à dégrever les petites salles de spectacles* (p. 199); Art. 49 bis : *Amendement de M. Abelin tendant à maintenir, au profit de la Ville de Paris, un prélèvement de 1,50 0/0 sur les sommes engagées au pari mutuel* (p. 203); Art. 57 bis : *Date de clôture des opérations des comités départementaux de confiscation* [7 février 1947] (p. 245); Art. 67 bis : *Contrôle des existants effectué par les membres des sous-commissions de la défense nationale* (p. 248); sur ce projet de loi amendé par le Conseil de la République [21 mars 1947] (p. 988); Art. 23 : *Soustraction des biens aux mesures de confiscation* (p. 989); Art. 67 quater : *Communication à la Commission des finances de toutes les rémunérations* (p. 992); Art. 80 B bis : *Bilan des sociétés nationales de constructions aéronautiques* (p. 993); — d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'équilibre du Budget : *Publication des fascicules du Budget ordinaire et limitation du Budget extraordinaire* [18 février 1947] (p. 371). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [6 février 1947] (p. 207). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux indemnités de déplacement et de séjour allouées aux conseillers généraux, en qualité de *Rapporteur général* [7 février 1947] (p. 227); — d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'équilibre du budget [18 février 1947] (p. 371); — du projet de loi approuvant une convention entre l'Etat et la Banque de France et l'augmentation de la quote-part française dans les organismes de Bretton-Woods en qualité de *Rapporteur général* [25 février 1947] (p. 456). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*examen du budget extraordinaire*) en qualité de *Rapporteur général* [4 mars 1947] (p. 577); — au cours du débat sur la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales en qualité de *Rapporteur général* : Art. 1^{er} : *Amendement de M. Charles Serre tendant à ce que, lors de la résiliation des contrats de concession, M. le Ministre des finances soit consulté et participe à la signature des décrets* [4 mars 1947] (p. 587). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de

crédits sur l'Exercice 1947, en qualité de *Rapporteur général* (*Payement de l'indemnité des Conseillers de la République*) [5 mars 1947] (p. 628); — du projet de loi portant fixation du Budget de reconstruction et d'équipement pour l'Exercice 1947, en qualité de *Rapporteur général* [5 mars 1947] (p. 629, 630, 645); [6 mars 1947] (p. 671); Art. 15 : (*Articles 15 à 26 réservés*) (p. 677); Art. 27 : *Amendement de M. Abelin tendant à ce que le Parlement participe, le plus possible, à la fixation des travaux* (p. 678); Art. 29 : *Amendement de M. Arthaud tendant à porter de 20 à 25 0/0 les subventions accordées aux hôpitaux et hospices et aux écoles d'infirmières pour leurs travaux* (p. 680); Art. 32 : *Dépenses à engager au cours de l'année 1947 par l'administration des chemins de fer de la Méditerranée au Niger* (p. 684, 685); Art. 15 : (*Suspension de la séance*) (p. 691); ÉTAT A : AGRICULTURE : *Discussion générale (Scandale des comptes spéciaux)* (p. 695); Chap. 907 : *Amendement de M. Paurier tendant à supprimer les crédits pour la mise en valeur de la Sologne* [7 mars 1947] (p. 713); Chap. 923 : *Institut national de la recherche agronomique* (p. 714); ÉCONOMIE NATIONALE : *Discussion générale* (p. 717); EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* (p. 719); Chap. 936 : *Travaux pour l'enseignement supérieur* (p. 733); Chap. 947 : *Amendements de M. Albert Masson, de Mlle Dienesch et de Mme Lempereur tendant à reprendre les crédits accordés par le Gouvernement aux collectivités pour les travaux d'aménagement sportif* (p. 738); Art. 27 : *Amendement de M. Abelin tendant à permettre au Parlement d'être renseigné sur l'utilisation des crédits et l'ordre de priorité* (p. 756); Art. 28 : *Amendement de M. Siefridt tendant à ce que les autorisations de dépenses et les crédits de l'état F soient débloqués en totalité et par priorité* (p. 757); Art. 38 bis : *Constructions d'habitations à bon marché* (p. 759); INTÉRIEUR : Chap. 902 : *Amendement de M. Jean Biondi tendant à reprendre les crédits accordés par le Gouvernement pour l'entretien des bâtiments des collectivités locales* (p. 765, 766); Art. 17 : *Demande le retrait des amendements relatifs aux autorisations de programme et aux promesses de subventions* (p. 771); ÉTAT G, P. T. T., Chap. 902 : *Équipement en matériel électrique et radio-électrique* (p. 777); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 mars 1947] (p. 1297, 1298); ÉTAT B : TRA-

VAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : Chap. 900 : *Achèvement de l'immeuble Fontenoy* (p. 1302); — du projet de loi portant ouverture de crédits au Ministère de l'Éducation nationale, au titre du chapitre 3863 : « *Funérailles nationales de M. Champetier de Ribes* » [6 mars 1947] (p. 681); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947, comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, en qualité de *Rapporteur général* [6 mars 1947] (p. 681); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits au titre de l'exercice 1946, en qualité de *Rapporteur général : Discussion générale* [20 mars 1947] (p. 935, 936); ÉTAT A, PRÉSIDENTE DU GOUVERNEMENT PROVISOIRE; Chap. G : *Participation de l'Etat aux dépenses du Commissariat général à l'énergie atomique* (p. 939). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (Services civils) pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947, en qualité de *Rapporteur général : Discussion générale* [25 mars 1947] (p. 1044, 1045); ÉTAT A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL; Chap. 100 : *Traitements et rémunération du personnel du groupement des contrôles radioélectriques* (p. 1073) Art. 7 : *Amendement de M. Bloquaux tendant à attribuer aux agents des régies financières un pourcentage sur les recouvrements opérés* (p. 1085); Art. 7 bis : *Amendement de M. Livry-Level tendant à supprimer cet article interdisant toute création d'emploi* (p. 1087, 1088); Art. 7 ter : *Annulation de 1 milliard de crédits par suppression de 5.000 emplois d'auxiliaires* (p. 1089, 1090). — Intervient dans la discussion : du projet de loi relatif à la convention entre le Ministre des Finances et la Banque de France, en qualité de *Rapporteur général : Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1204); — d'une proposition de loi de M. Robert Bichet relative à la distribution des journaux : *Ses observations sur l'heure de la reprise de la discussion* [28 mars 1947] (p. 1243); Art. 5 bis : *Heure de la discussion* [29 mars 1947] (p. 1297); *Garantie de l'Etat aux ouvertures de crédits bancaires consenties aux sociétés coopératives de messageries de presse* (p. 1309); *Amendement de M. Jacques Chastellain tendant à n'accorder la garantie de l'Etat qu'autant que les présidents et gérants auront donné leur caution personnelle* (p. 1310). En qualité de *Rapporteur général*, est entendu :

sur une motion d'ordre : *Renvoi au lendemain de la discussion de tous les projets financiers* [28 mars 1947] (p. 1264, 1265); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du budget* [20 mai 1947] (p. 1694). — Intervient dans la discussion du projet de loi approuvant un contrat entre le Gouvernement français et la Banque internationale, en qualité de *Rapporteur général* [23 mai 1947] (p. 1750). — Est entendu sur une motion d'ordre tendant à ajourner le débat sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire de l'exercice 1947 (Services civils) [29 mai 1947] (p. 1774, 1775, 1776, 1778). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, services civils, exercice 1947), en qualité de *Rapporteur général* [29 mai 1947] (p. 1785); Art. 20 bis (nouveau) : *Age limite d'accession aux emplois des diverses administrations* (p. 1787); Art. 27 bis (nouveau) : *Amendement de M. J. Denais tendant à reculer à l'âge de 28 ans l'embauchage dans les services publics* (p. 1789); Art. 27 ter (nouveau) : *Prorogation accordée aux fonctionnaires avant leur mise à la retraite* (p. 1791); Art. 124 bis (nouveau) : *Amendement de M. Marcel Hamon tendant à accorder à partir du 1^{er} janvier 1947 un traitement aux élèves de quatrième année des écoles normales* (p. 1801, 1812); Art. 38 : *Article additionnel de M. Bétolaud relatif à la déduction du revenu imposable de la moitié des sommes payées au titre de l'impôt général sur le revenu* [30 mai 1947] (p. 1837); Art. 42 : *Article additionnel de M. Garcia tendant à majorer de 10 0/0 les droits de mutation lorsqu'une donation ou une succession échoit à un condamné à une peine d'indignité nationale* (p. 1838); Art. 130 septièmes : *Article additionnel de M. Pleven tendant à maintenir les délégations de solde aux veuves de guerre* (p. 1841); *Date de discussion de la suite du projet de loi* (p. 1848); Art. 87 : *Excédent des ressources de la Caisse autonome d'amortissement* [3 juin 1947] (p. 1879); Art. 45 bis (nouveau) : *Indemnité allouée aux actionnaires de la Banque de France* (p. 1884, 1885); Etat A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, HAUT COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION [10 juin 1947] (p. 2010); *fection d'imprimés* [12 juin 1947] (p. 2038); Chap. 601 : *Amendement de Mme Galicier tendant à réduire de 1 million les crédits pour CON-AGRICULTURE*, Chap. 104 : *Amendement de M. Delcos tendant à rétablir les crédits demandés*

par le Gouvernement pour l'Administration centrale (Allocations et indemnités diverses) (p. 2049); Chap. 127 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à rétablir les crédits prévus pour le Gouvernement pour l'Institut national agronomique* (p. 2052); Chap. 100 : *Traitements du Ministère et du personnel de l'Administration centrale* (p. 2072, 2073); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 100 : *Direction du plan et inspection générale des chasses* [19 juin 1947] (p. 2218); Chap. 312 : *Jurisclasser colonial* (p. 2228); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, : *Discussion générale* (p. 2233); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 502 : *Subventions aux organismes chargés de délivrer les permis de conduire* (p. 2248); Chap. 700 : *Contrôle des transports routiers* (p. 2256); INTÉRIEUR, Chap. 307-2 : *Amendement de M. Fievez tendant à réduire les crédits pour missions temporaires à l'étranger* [26 juin 1947] (p. 2524); ECONOMIE NATIONALE : *Discussion générale* [3 juillet 1947] (p. 2660); Chap. 100 : *Réduction de crédits faite par la Commission des finances* (p. 2669, 2670); Chap. 102 : *Réduction de crédits de 7 0/0* (p. 2670); Chap. 115 : *Quotas d'importation et exportation* (p. 2673); Chap. 118 : *Réduction de crédits pour le personnel de l'Economie nationale* (p. 2675); *Renvoi de la discussion* (p. 2680); Chap. 126 : *Missions d'achat aux U. S. A. et en Grande-Bretagne* (p. 2682); Chap. 304 : *Réduction de crédits pour frais de mission* (p. 2685); P. T. T., Budget annexe : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2945, 2946); Chap. 102 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à augmenter les crédits pour l'Inspection générale* [11 juillet 1947] (p. 2968); Chap. 103 : *Services d'études et recherches* (p. 2969); Chap. 117 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à augmenter les crédits pour indemnités* (p. 2970); Chap. 300 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à augmenter les crédits pour indemnités pour difficultés d'existence* (p. 2971); Chap. 303 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à augmenter les crédits pour fournitures et matériel de bureau* (p. 2971); Chap. 310 : *Transport de correspondances et de matériel* (p. 2973, 2974); Chap. 312 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à augmenter les crédits pour achat de matériel automobile* (p. 2974); Chap. 313 : *Amendements de MM. Laurens et Barthélemy tendant à réduire et à augmenter les crédits pour fonctionnement du parc automobile* (p. 2975); Chap. 402 : *Œuvres sociales* (p. 2976); FR-

NANCES : Chap. 081 : *Amendement de M. Tourné tendant à réduire les crédits pour pensions d'invalidité* (p. 2978) ; Chap. 093 : *Réduction des crédits pour l'Assemblée nationale* (p. 2979) ; Chap. 350 : *Amendement de M. l'agon tendant à augmenter les crédits pour remboursement de frais aux contributions indirectes* (p. 2983) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale* [17 juillet 1947] (p. 3417) ; COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRIENNES, Chap. 617 : *Suppression d'emplois dans l'enseignement* [18 juillet 1947] (p. 3173) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Secrétariat de la Marine marchande, Chap. 514 : *Subvention au Crédit maritime mutuel* [18 juillet 1947] (p. 3243) ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 304 : *Amendement de M. Coudray tendant à réduire les crédits pour frais de correspondance* (p. 3260) ; Chap. 306 : *Edification de baraquements provisoires* (p. 3261) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Discussion générale* [21 juillet 1947] (p. 3285, 3291, 3292) ; Chap. 001 : *Retraite du combattant* (p. 3314, 3315, 3316) ; Chap. 102 : *Salaires du personnel auxiliaire* (p. 3317, 3318) ; Chap. 104 : *Traitements du personnel contractuel et technique de l'administration centrale* (p. 3319) ; Chap. 110 : *Traitements du personnel des services extérieurs* (p. 3320) ; Chap. 113 : *Salaires des auxiliaires des services extérieurs* (p. 3321) ; Chap. 115 : *Traitements des cadres complémentaires des services extérieurs* (p. 3321) ; Chap. 300 : *Loyers et indemnités de réquisition* (p. 3322) ; Chap. 301 : *Matériel et dépenses de chauffage de l'administration centrale* (p. 3322) ; Chap. 307 : *Frais de mission et indemnités aux médecins civils* (p. 3325) ; Chap. 311 : *Frais de correspondance et de téléphone* (p. 3325) ; Chap. 314 : *Travaux d'entretien des services extérieurs* (p. 3326) ; Chap. 500 : *Amendement de Mme Darras tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'Office national des combattants et victimes de guerre* (p. 3329, 3330) ; Chap. 702 : *Service des transports, transfert des corps et observations concernant les liquidations de dépenses résultant des hostilités* (p. 3331, 3332, 3333) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 302 : *Dépenses de réquisition et de location* [22 juillet 1947] (p. 3404) ; Chap. 304 : *Entretien du matériel automobile* (p. 3405) ; Chap. 307 : « *Bulletin officiel du Ministère de l'Education nationale* » (p. 3405) ; Chap. 357 : *Amendement de Mme Viénot tendant à rétablir les crédits pré-*

vus par le Gouvernement pour le fonctionnement des centres éducatifs d'éducation populaire (p. 3414) ; Chap. 363 : *Matériel des services extérieurs de la jeunesse et des sports* (p. 3416) ; Chap. 364 : *Amendement de M. Augarde tendant à réduire les crédits pour frais de déplacement de l'éducation physique et sportive* (p. 3416) ; LOI DE FINANCES, Art. 5 : *Disjonction de l'article* (p. 3442) ; Art. 10-11 : *Disjonction de ces articles* (ibid.) ; Art. 13 : *Amendements de MM. Dagain et Barthélemy tendant à autoriser le Ministre des P.T.T. à effectuer des changements de dénomination dans le personnel des P. T. T.* (p. 3445) ; TITRE III : *Vote de l'ensemble de la loi de finances* (p. 3445-3446) ; Est entendu dans la discussion de ce projet en deuxième lecture (Budget ordinaire, Exercice 1947, Services civils) ; *Discussion générale* [31 juillet 1947] (p. 3736) ; Art. 27 : *Attributions du préfet de la Seine* (p. 3737) ; Art. 27 ter : *Prorogation des fonctionnaires au delà de la limite d'âge* (p. 3738) ; Art. 49 : *Droits de timbre sur les cartes d'entrée des salles de jeu* [31 juillet 1947] (p. 3740). — Intervient dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du Budget général 1947 : *Discussion générale, en qualité de Rapporteur général* [31 juillet 1947] (p. 3746, 3747) ; Art. 2 bis : *Affichage de la liste des contribuables ayant encouru des majorations ou des amendes fiscales* (p. 3772) ; Art. 2 quinquies : *Amendement de M. Dupuy tendant à réduire les droits spéciaux sur les vins d'appellation contrôlée* (p. 3772) ; *Application de l'article 48 du règlement* (p. 3779) ; Art. 2 quater nouveau : *Nouveau texte de la commission élevant le droit de circulation sur les vins d'appellation contrôlée* [1^{er} août 1947] (p. 3853) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [8 août 1947] (p. 4101). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du Budget ordinaire de l'Exercice 1947 (*Dépenses civiles*), amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [7 août 1947] (p. 4021, 4022) ; Etat A, AGRICULTURE ; Chap. 406 : *Contributions de l'Etat aux Caisses Mutuelles d'allocations familiales agricoles* (p. 4027) ; *Ordre de discussion des budgets* (p. 4033) ; ECONOMIE NATIONALE : Chap. 115 : *Service des importations et exportations* (p. 4035) ; JEUNESSE, ART ET LETTRES, INFORMATION : Chap. 310 : *Diffusion d'infor-*

mations à l'étranger (p. 4047) ; FRANCE D'OUTRE-MER : Chap. 320 : *Entretien des immeubles* (p. 3052) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Chap. 107 : *Demande de M. le Ministre des Travaux publics et transports de reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les ingénieurs des travaux publics de l'Etat* [7 août 1947] (p. 4053) ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : Chap. 720 : *Entretien des prisonniers de guerre* (p. 4073) ; P. T. T. : Chap. 121 : *Amendement de M. Reeb tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour le Centre national des Télécommunications* (p. 4076) ; *Explications de vote sur l'ensemble de l'état A* (p. 4087) ; — Est entendu : au cours du débat sur la proposition de loi de Mme Lempereur relative aux limites d'âge et à la retraite des fonctionnaires et agents des services publics, en qualité de *Rapporteur général* [17 juin 1947] (p. 2144) ; — sur le règlement de l'ordre du jour (*Projet de réforme des finances locales*) [18 juin 1947] (p. 2199). — Participe à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources en qualité de *Rapporteur général* : *Discussion générale* [23 juin 1947] (p. 2326, 2327, 2330) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Patrice Bougrain tendant à ramener aux chiffres du 1^{er} septembre 1939, les effectifs de fonctionnaires* (p. 2359) ; Art. 3 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à supprimer cet article relatif à la contribution de l'Etat au financement des allocations familiales agricoles* (p. 2360) ; Art. 5 : *Cinquième quart de l'impôt de solidarité* (p. 2364) ; *Amendement de M. Paul Ribeyre tendant à supprimer cet article* (p. 2365) ; *Amendement de M. Gilles Gozard tendant à exonérer de la majoration les économiquement faibles* (p. 2366) ; Art. 22 : *Amendement de M. Triboulet tendant à supprimer la valeur locative comme indice de revenu imposable* (p. 2379) ; *Amendements de MM. André et Terrenoire tendant à ne pas tenir compte de la présence de la première domestique du sexe féminin dans les familles d'au moins quatre enfants* (p. 2381) ; Art. 30 : *Amendement de M. Gozard relatif à la limitation des bénéficiaires* (p. 2383). — Intervient dans la discussion du projet de loi tendant à élever la limite d'exonération en matière d'impôt sur les traitements, salaires, pensions et rentes viagères, en qualité de *Rapporteur général* : *Discussion générale* [25 juin 1947] (p. 2428) ; Art. 1^{er} : *Application*

de la loi aux soldes de dégageement des cadres (p. 2429) ; Art. 4 : *Amendement de M. Gabelle tendant à prévoir qu'il sera tenu compte, lors de chaque paiement, des charges effectives de la famille au moment de ce paiement* (p. 2429). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant approbation de deux conventions avec la Banque de France, en qualité de *Rapporteur général* [25 juin 1947] (p. 2454) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [25 juin 1947] (p. 2454) ; Art. 22 : *Charge de la preuve du revenu imposable* (p. 2460). — Est entendu sur une motion d'ordre : *Examen du budget de l'économie nationale* [26 juin 1947] (p. 2488). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de juillet 1947 ; Art. 2 : *Refus de vote de M. Antier* [26 juin 1947] (p. 2504). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du budget* [3 juin 1947] (p. 2689) ; — sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du budget de l'information* [9 juillet 1947] (p. 2880). — Est entendu au cours du débat : sur la discussion d'urgence d'une proposition de résolution de M. Dagain invitant le Gouvernement à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires [16 juillet 1947] (p. 3058) ; — Sur le projet de loi tendant à accorder aux fonctionnaires un acompte provisionnel : *Renvoi à la commission des finances* [16 juillet 1947] (p. 3072) ; *Discussion générale* (p. 3072, 3073, 3079). — Est entendu sur : le règlement de l'ordre du jour de la séance suivante [16 juillet 1947] (p. 3090) ; — la fixation de l'ordre de la suite de la discussion du budget [18 juillet 1947] (p. 3196, 3197). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique : *Discussion générale* [18 juillet 1947] (p. 3199) ; Art. 6 : *Amendement de M. Guyon tendant à instituer un trésorier agent comptable responsable des paiements* (p. 3200) ; Art. 8 : *Amendement de M. Guyon tendant à fixer le montant de l'indemnité des membres du Conseil économique* (p. 3201) ; Art. 12 : *Amendement de M. Guyon tendant à limiter à cinq le nombre des chargés de mission* (p. 3203) ; Art. 13 : *Amendement de M. Guyon tendant à supprimer dix emplois de commis* (p. 3203) ; Art. 14 : *Amendement de M. Guyon tendant à préciser le*

nombre des agents employés par le Conseil économique (p. 3204); sur ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 6 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Contrôle par la Cour des Comptes)* [11 août 1947] (p. 4239); le retire (ibid.); Art. 17 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Trésorier agent comptable dépendant de la Cour des Comptes)* (p. 4240); le retire (ibid.); Art 13 : *Son amendement tendant à remplacer le mot « adjoint administratif » par « commis »* (p. 4240); le retire (ibid.). — Est entendu sur le règlement de l'ordre de jour (*Suite des débats sur le budget*) [21 juillet 1947] (p. 3334). — S'associe aux paroles du Président Herriot au sujet de la catastrophe de Brest en juillet 1947 [29 juillet 1947] (p. 3677). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre de jour : *Vote de douzièmes provisoires pour les crédits militaires* [30 juillet 1947] (p. 3722); — dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables au budget ordinaire pour le mois d'août 1947 : *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur général* [31 juillet 1947] (p. 3744); — sur le règlement de l'ordre du jour (*troisième séance de la journée*) [1^{er} août 1947] (p. 3849). — Intervient dans la discussion du projet de loi relatif à la clôture et liquidation du compte spécial « Ravitaillement général de la nation en temps de guerre », *Discussion générale* [7 août 1947] (p. 4012, 4013). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses au titre du budget ordinaire (*Dépenses militaires*), en qualité de *Rapporteur général* [7 août 1947] (p. 4021). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour le budget de la reconstruction et de l'équipement, exercice 1947 : *Discussion générale* [8 août 1947] (p. 4103, 4104). — Est entendu dans la discussion du projet de loi ouvrant les crédits nécessaires aux secours aux habitants de la ville de Brest victimes de l'explosion du 28 juillet [8 août 1947] (p. 4122). — Est entendu au cours du débat sur une motion d'ordre (*Fixation de la date de discussion de la loi sur le dégagement des cadres*) [11 août 1947] (p. 4242). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi de dégagement de cadres des fonctionnaires : *Motion préjudicielle de M. Gresa tendant à ajourner le débat* [12 août 1947] (p. 4256), en qualité de *Rapporteur général*

(p. 4262); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [21 août 1947] (p. 4542, 4543); Art. 8 : *Amendement de M. Gresa tendant à modifier le calcul des bonifications de services accordées aux militaires et marins dégagés* (p. 4544); *Reprise du texte du Conseil de la République* (ibid.). — Participe à la discussion : d'un projet de loi relatif à l'organisation d'une tournée aérienne commerciale en Amérique latine, en qualité de *Rapporteur* [28 août 1947] (p. 4753); — du projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre, en qualité de *Rapporteur général* [14 novembre 1947] (p. 5026, 5027); *Débat sur le passage à la discussion des articles* (p. 5036). — Est entendu au cours du débat sur l'avis conforme du Conseil de la République concernant le projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre (*Abus de la procédure de discussion d'urgence*) [14 novembre 1947] (p. 5043). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [22 novembre 1947] (p. 5128). — Participe à la discussion : du projet de loi approuvant une convention avec la Banque de France, en qualité de *Rapporteur général* [25 novembre 1947] (p. 5132, 5133); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement [25 novembre 1947] (p. 5136). — Prend part à la discussion des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement [27 novembre 1947] (p. 5162, 5172). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour [27 novembre 1947] (p. 5194). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1947 : en qualité de *Rapporteur général* [28 novembre 1947] (p. 5219); *Discussion générale* (p. 5224); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République [29 novembre 1947] (p. 5259). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour de la séance du 29 novembre 1947 (*Fixation de l'heure de la séance*) [28 novembre 1947] (p. 5233). — Est entendu au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence de deux projets de loi portant création de ressources nouvelles pour les collectivités locales et portant réorganisation des compagnies républicaines de sécurité [29 novembre 1947] (p. 5247). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et les communes (*Urgence de la discus-*

sion) [5 décembre 1947] (p. 5507); *Demande de suspension de la séance* [11 décembre 1947] (p. 5608); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les funérailles nationales du général Leclerc, en qualité de *Rapporteur général* [5 décembre 1947] (p. 5510); — d'une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des délais pour le paiement de l'impôt général sur le revenu aux petits contribuables, salariés, retraités et rentiers [9 décembre 1947] (p. 5566). — Est entendu sur la réglementation de l'ordre du jour des séances suivantes [9 décembre 1947] (p. 5568). — Participe à la discussion d'une proposition de loi de M. Duveau accordant des secours aux victimes de l'insurrection malgache; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à modifier l'énoncé des motifs des secours* [11 décembre 1947] (p. 5619); Art. 2 : *Son amendement tendant à répartir les crédits alloués par une Commission nommée par le gouverneur général* (p. 5619); Art. 3 : *Son amendement tendant à considérer ces secours comme une avance sur les dommages dus* (p. 5619). — Prend part à la discussion : d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946, en qualité de *Rapporteur général* [11 décembre 1947] (p. 5624); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République [18 décembre 1947] (p. 5800); — d'un projet de loi relatif à la dette de l'Etat, à celles de la S. N. C. F. et de la Ville de Paris, en qualité de *Rapporteur général* [11 décembre 1947] (p. 5636); — d'un projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 au titre du budget ordinaire et du budget de reconstruction et d'équipement [18 décembre 1947] (p. 5831); — du projet de loi portant report de crédits de l'exercice 1946 à l'exercice 1947 [18 décembre 1947] (p. 5834, 5835). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Examen des projets financiers de M. René Mayer*) [19 décembre 1947] (p. 5932). — Prend part à la discussion d'un projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Urgence du projet* [20 décembre 1947] (p. 5971, 5972, 5975, 5976) : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6018); *Renvoi du débat* [22 décembre 1947] (p. 6082); Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Denais tendant à transformer le prélèvement en emprunt* (p. 6089); *Amendement de M. de Tinguy instituant un emprunt de 3 0/0 obligatoire* (p. 6092); *Amendement de M. Ribeyre tendant à tenir compte du*

quotient familial (p. 6092); *Dix amendements tendant à exempter les sinistrés* (p. 6097, 6098); Art. 2 : *Amendement de M. Delachenal tendant à employer le système utilisé pour l'impôt global sur le revenu* (p. 6105); *Amendement de M. Pleven tendant à exempter de prélèvement les sociétés qui ont subi une perte d'exploitation en 1946* (p. 6111); *Explications de vote sur l'ensemble de l'article* (p. 6112); Art. 3 : *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à exonérer les petits agriculteurs et à appliquer aux autres les taux prévus pour les commerçants et industriels* (p. 6118, 6131); *Amendement de M. Laurens tendant à exonérer les petits agriculteurs* (p. 6120, 6121); *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à diminuer le taux du prélèvement en faveur des agriculteurs* (p. 6131); *Alinéa 3 concernant l'abattement à la base sur le bénéfice imposable* (p. 6132); *Amendements de MM. Pleven, Vée et Moussu tendant à exonérer les agriculteurs établis depuis peu* (p. 6133, 6134); Art. 4 : *Prélèvement sur les contribuables soumis à l'impôt sur les bénéfices non commerciaux* (p. 6138); Art. 5 : *Amendements de MM. Ramette, Montel, Queuille et Triboulet tendant à affecter le produit du prélèvement à la reconstruction* (p. 6147); Art. 6 : *Amendement de M. Montel tendant à opérer une compensation entre le prélèvement et les indemnités de réquisition* (p. 6148); Art. 7 bis : *Amendement de M. Masson tendant à ne percevoir le prélèvement que si les réductions de dépenses de l'Etat ont été faites* (p. 6153); *Amendements de MM. Pleven et Devinat tendant à prévoir la réduction du nombre des fonctionnaires* (p. 6157); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [31 décembre 1947] (p. 6666); Art. 1^{er} : *Création d'un impôt exceptionnel* (p. 6671, 6672, 6673); Art. 2 : *Amendements de MM. Delachenul et Duclos tendant à exonérer les contribuables dont les bénéfices forfaitaires n'ont pas dépassé 100.000 francs pour la tranche de 1 à 32.500 fr.* (p. 6676). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents [22 décembre 1947] (p. 6167). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement [26 décembre 1947] (p. 6245, 6246, 6247); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947, en qualité de *Rapporteur général*

[26 décembre 1947] (p. 6249); Art. 1^{er}. Etat 1 : *Amendement de M. de Chambrun tendant à incorporer dans cet état les chapitres concernant le Commissariat aux affaires allemandes et autrichiennes* (p. 6262, 6263, 6264); AGRICULTURE : *Discussion générale* (p. 6278); Chap. 527 : *Subventions au blé de printemps* (p. 6281, 6282); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE. Chap. 001 : *Retraite du combattant* (p. 6283); Chap. 002 : *Amendement de Mme Darras relatif aux allocations d'attente aux anciens combattants* (p. 6284); JUSTICE, Chap. 402 : *Amendement de M. Toujas relatif à l'entretien des mineurs délinquants* [27 décembre 1947] (p. 6355); Etat 2, EDUCATION NATIONALE, Chap. 308-3 : *Célébration du Centenaire de la Révolution de 1848* (p. 6381); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [31 décembre 1947] (p. 6674). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*suite des discussions financières*) [26 décembre 1947] (p. 6264). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. Duveau accordant des secours aux victimes de l'insurrection malgache, en seconde lecture [26 décembre 1947] (p. 6274); Art. 3 : *Amendement de M. Simonnet tendant à inclure trois articles nouveaux reconnaissant aux victimes le droit aux réparations* (p. 6276); — d'une proposition de loi relative aux allocations familiales et pensions des veuves de guerre, en seconde lecture : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6292). — Est entendu pour une motion d'ordre (*son appel aux auteurs d'amendements*) [26 décembre 1947] (p. 6292). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à maintenir le prix du tabac [27 décembre 1947] (p. 6322). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*lenteur de la discussion sur la reconduction du budget*) [27 décembre 1947] (p. 6334, 6335, 6360, 6361). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires et relèvement des prestations familiales, en qualité de *Rapporteur général* [28 décembre 1947] (p. 6398); Art. 5 : *Amendement de M. Delachenal relatif aux allocations familiales aux travailleurs des départements* (p. 6401); *sa demande de nouvelle délibération du projet* (p. 6404); *Discussion en deuxième délibération* [29 décembre 1947] (p. 6431); Art. 5 bis : *Allocations familiales aux salariés agricoles*

(p. 6435); — du projet de loi portant réforme fiscale, en qualité de *Rapporteur général* [29 décembre 1947] (p. 6447, 6448); Art. 70 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à supprimer l'article* (p. 6451, 6452); Art. 74 : *Amendement de M. Grimaud tendant à supprimer l'article* (p. 6455); Art. 88 bis (nouveau) : *Amendement de M. Ramette concernant la publicité des rôles de l'impôt général sur le revenu* (p. 6465); Art. 88 bis : *Affichage des contribuables pénalisés, ses observations sur le maintien de cet article (ibid.)*; Art. 94 : *Amendement de M. Bétolaud tendant à la suppression du 2^e paragraphe* (p. 6468); Art. 10 : *Taux et base de l'impôt général sur le revenu* [30 décembre 1947] (p. 6572, 6573). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Réparation des dommages de guerre*) [29 décembre 1947] (p. 6469); — Demande l'adoption du projet de loi, amendé par le Conseil de la République, portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946; En qualité de *Rapporteur général* [29 décembre 1947] (p. 6482); — Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et de la réparation des dommages de guerre pour l'Exercice 1948, en qualité de *Rapporteur général* [29 décembre 1947] (p. 6483); *Renvoi de la discussion* (p. 6491); — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents (*Discussion de la modification du règlement*) [30 décembre 1947] (p. 6542, 6543, 6544); — Prend part à la discussion du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour 1948 et relatif à diverses dispositions budgétaires : Art. 50 : *Demande de disjonction de l'article par la Commission* [30 décembre 1947] (p. 6615). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Suite de la discussion des projets financiers*, 30 décembre 1947] (p. 6617); — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour la reconstruction et l'équipement en 1948 (*Dépenses civiles*) : en qualité de *Rapporteur général* [31 décembre 1947] (p. 6642); — du projet de loi portant ouverture de crédits en faveur des victimes des inondations de l'Est [31 décembre 1947] (p. 6659, 6665); — du projet de loi relatif à la composition de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rap-*

porteur général [31 décembre 1947] (p. 6666); — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite de la discussion des textes retour du Conseil de la République*) [31 décembre 1947] (p. 6660); — sur une motion d'ordre (*Renvoi du débat sur le prélèvement exceptionnel au 2 janvier 1948*) [31 décembre 1947] (p. 6678). — En qualité de *Rapporteur général de la Commission des finances*, est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Prochains débats financiers*) [15 janvier 1948] (p. 176); — sur la demande de discussion d'urgence du projet de loi relatif à l'aménagement de la réglementation des changes [27 janvier 1948] (p. 221, 222, 223); *renvoi du débat sur le projet* [29 janvier 1948] (p. 297); — sur la demande de discussion d'urgence du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5 000 francs, en qualité de *Rapporteur général* [29 janvier 1948] (p. 266, 267, 268); Art. 1^{er} : *Démonétisation des billets de 5.000 francs* (p. 283); Art. 2 : *Amendement de M. Duclos tendant à rembourser 50.000 francs aux déposants dont le revenu imposable est inférieur à 200.000 francs* (p. 286, 287); — sur la proposition de résolution de M. Malbrant invitant le Gouvernement à accorder des secours aux victimes du cyclone de la Réunion [30 janvier 1948] (p. 324); — sur le règlement de l'ordre du jour (*prochain débat sur le reclassement des fonctionnaires et augmentation des retraites*) [30 janvier 1948] (p. 334, 335); — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution de M. Jacques Duclos invitant le Gouvernement à prolonger le délai de dépôt des billets de 5.000 francs et à rembourser les petits porteurs, en qualité de *Rapporteur général* [3 février 1948] (p. 355, 356); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique et amélioration de la situation des victimes de guerre, en qualité de *Rapporteur général* [4 février 1948] (p. 382, 383); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Anxionnaz tendant à réduire les crédits de 1 million* [5 février 1948] (p. 443, 444); *Amendement de M. Le Coutaller tendant à réduire les crédits de 1 million* (p. 444, 445); *Amendement de M. Marcel David tendant à réduire de 1 million les crédits* (p. 446); Art. 1^{er} : *Ouverture d'un crédit de 100 milliards* [6 février 1948] (p. 485); Art. 2 : *Amendement de M. Gresa tendant à augmenter la majoration provisoire pour les fonctionnaires* (p. 493); *Amendement de M. Gresa tendant à fixer un minimum de*

24.000 francs à cette majoration (p. 493); *Amendement de M. Gresa concernant la péréquation des pensions* (p. 494); *Renvoi de la discussion* (p. 498); Art. 4 : *Amendement de M. Césaire relatif aux modalités d'application dans les territoires d'outre-mer* (p. 501); Art. 5 : *Amendement de M. Cogniot tendant à inclure un alinéa concernant la clause de sauvegarde* (p. 509); Art. 8 ter : *Amendement de Mme Péri tendant à modifier le taux des pensions militaires d'invalidité* (p. 526); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [27 février 1948] (p. 1166, 1167); Art. 6 bis : *Disjonction de l'article établissant un rapport entre le taux des pensions militaires et celui des traitements* (p. 1168); *Amendement de MM. Montel et Touchard tendant à reprendre ce texte* (p. 1169); — du projet de loi portant prise en charge par l'Etat du personnel de la France d'outre-mer : *Demande de renvoi à la Commission intéressée* [6 février 1948] (p. 484); — Est entendu : sur un incident (*Suite de la discussion sur la dévaluation des francs coloniaux*) [12 février 1948] (p. 666); — sur le dépôt de propositions de résolution avec demande de discussion d'urgence [12 février 1948] (p. 673, 674, 675); — Prend part à la discussion : de propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux, en qualité de *Rapporteur général* [13 février 1948] (p. 714); *Son rappel au règlement (Renvoi à la Commission du contre-projet de M. Lamine Guèye)* (p. 715); — de la proposition de résolution relative à l'amélioration du sort des rentiers-viagers : *Contre-projet de M. Frédéric-Dupont sous forme de proposition de loi* [13 février 1948] (p. 721). — Est entendu sur le règlement du jour (*Débat sur la dévaluation des francs coloniaux*) [13 février 1948] (p. 749). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 au titre du budget de reconstruction et du budget ordinaire (services civils) amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [17 février 1948] (p. 777, 778). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur la proposition de loi de M. Petsche concernant le déblocage des billets de 5.000 francs*) [19 février 1948] (p. 919, 920); *Explications de vote sur la question de confiance posée contre l'inscription à l'ordre du jour de cette proposition de loi* [24 février 1948] (p. 1001); *Débat sur les projets retour du*

Conseil de la République (p. 1013) ; (*Débat sur le budget de la reconstruction* (p. 1024). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (budget 1948), en qualité de *Rapporteur général* [25 février 1948] (p. 1047, 1048) ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 921 : *Centres de recherches du génie rural* (p. 1061) ; *Renvoi de la discussion* (p. 1062) ; ÉDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* (p. 1064) ; Chap. 934 : *Centre national de la recherche scientifique* (p. 1068) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 90 : *Équipement des ports de pêche* (p. 1098) ; Art. 8 bis : *Amendement de M. Louvel tendant à interdire la possibilité d'emprunt sans contrôle aux sociétés nationalisées* (p. 1105) ; Art 9 : *Amendement de MM. Louvel et Lousteau relatifs au rééquipement de l'Électricité et Gaz de France et des Houillères nationales* (p. 1107) ; Art. 15 : *Disjonction de l'amendement de M. Pâumier tendant à augmenter les avances à la Caisse de crédit agricole* (p. 1113) ; *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 1122) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, un qualité de *Rapporteur général* [20 mars 1948] (p. 2049) ; Art. 9 : *Crédits pour les travaux neufs des entreprises nationalisées* (p. 2050). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente (*Inutilité des séances de nuit*) [26 février 1948] (p. 1134) ; — sur une motion d'ordre (*Respect de l'ordre du jour*) [26 février 1947] (p. 1149). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation judiciaire en Sarre : Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer des articles nouveaux ouvrant des crédits* [27 février 1948 (p. 1177). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur le prélèvement exceptionnel*) [4 mars 1948] (p. 1300, 1301) ; (*Ordre des débats à venir*) [16 mars 1948] (p. 1748, 1749). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 1^{er} : *Fractionnement de l'emprunt en tranches* [5 mars 1948] (p. 1438, 1439) ; *Amendement de MM. Duclos et Viollette relatifs au fractionnement de l'emprunt* [6 mars 1948] (p. 1459) ; Art. 9 bis : *Amendement de MM. de Raulin-Laboureur et Furaud tendant à accorder des délais de paiement* (p. 1470) ; *Amendement de M. Courant tendant à modifier les commissions paritaires de prélèvement* (p. 1472, 1473) ;

Art. 5 : *Option pour le contribuable entre le bénéfice réel et le forfait* [7 mars 1948] (p. 1508, 1509) ; Art. 7 : *Rappel au règlement de M. Pawlewski : Renvoi à la Commission* (p. 1518, 1519) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la Conférence des Indes occidentales à la Guadeloupe, en seconde lecture, en qualité de *Rapporteur général* [11 mars 1948] (p. 1674). — Est entendu : sur une motion d'ordre (*Suite de la discussion des projets financiers*) [17 mars 1948] (p. 1844, 1845, 1846) ; — sur le retrait de l'ordre du jour du projet de loi tendant à constituer des caisses de compensation concernant la main-d'œuvre étrangère [17 mars 1948] (p. 1852). — Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation de dépenses pour 1948 et majoration de droits, en qualité de *Rapporteur général* [18 mars 1948] (p. 1912) ; Art. 5 : *Amendement de M. Rivet relatif au droit d'usage des postes de radio* (p. 1921) ; Art. nouveau : *délai supplémentaire pour les déclarations d'impôt sur le revenu* (p. 1921, 1922) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [20 mars 1948] (p. 2061). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*débat sur le statut des déportés et internés*) [18 mars 1948] (p. 1924) ; sur une motion d'ordre (*continuation du débat*) [18 mars 1948] (p. 1938). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947, en qualité de *Rapporteur général* [19 mars 1948] (p. 1978) ; Art. 1^{er} : ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 541 : *Subventions pour le Jamboree mondial* (p. 1980) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 411 : *Amendement de M. Arthaud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour assistance aux tuberculeux* (p. 1985) ; — du projet de loi relatif au statut des internés et déportés de la Résistance (2^e partie), en qualité de *Rapporteur général* [19 mars 1948] (p. 2004, 2005). — Est entendu sur une motion d'ordre (*débat sur les rentiers-viagers et travailleurs frontaliers*) [19 mars 1948] (p. 2012). — Prend part à la discussion du projet de loi créant des caisses de compensation pour la main-d'œuvre étrangère frontalière, en qualité de *Rapporteur général* [19 mars 1948] (p. 2014, 2015) — Est entendu pour une communication à l'Assemblée Nationale (*ajournement du débat au lendemain malgré son avis*) [19 mars 1948] (p. 2015). — Prend part à la

discussion : du projet de loi instituant une Caisse autonome de la Reconstruction en seconde lecture, en qualité de *Rapporteur général* [20 mars 1948] (p. 2061); — du projet de loi portant aménagements fiscaux, en qualité de *Rapporteur général* [20 avril 1948] (p. 2077); *Discussion générale* (p. 2104); Art. 1^{er}: *Réévaluation de leurs actifs par les entreprises commerciales et industrielles* [22 avril 1948] (p. 2172); Art. 3 : *Amendement de M. Denais relatif au cas de vente ou cession de charge ou office* (p. 2174); Art. 3 bis : *Amendement de M. Auguet tendant à admettre la déduction du salaire versé par le patron à son conjoint du bénéfice net imposable* [22 avril 1948] (p. 2175); *Sa demande de suspension* (p. 2187); Art. 4 : *Amendement de M. Lamps tendant à élever à 84.000 francs l'abattement pour les commerçants soumis au forfait* (p. 2188); Art. 10 : *Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales* (p. 2195); *Amendement de M. Louvel tendant à ne faire porter l'impôt que sur 80 0/0 du bénéfice* [23 avril 1948] (p. 2221); Art. 12 bis : *Impôt cédulaire sur les ostréiculteurs* (p. 2226); Art. 14 : *Amendement de M. Rigal tendant à déduire des revenus imposables la moitié de l'impôt sur le revenu* (p. 2233); *Continuation du débat* (p. 2235); *Amendements de MM. Delahoutre, Meunier, Siefridt et Gozard relatifs aux abattements pour charges de famille* (p. 2238); Art. 17 : *Amendement de M. Pinay tendant à ne publier que la liste des fraudeurs de mauvaise foi* (p. 2250); Art. 24 : *Amendement de M. Paumier tendant à faire calculer les majorations d'impôt foncier par des commissions paritaires* (p. 2256); Art 27 bis : *Amendement de M. Bardoux tendant à étendre à 1948 les dégrèvements pour ensemencements de blé* (p. 2259); Art 28 bis : *Amendement de M. Guillon tendant à reporter au 31 mai 1948 la majoration de 10 0,0 pour impôts non payés* (p. 2261, 2262); *Amendement de M. Pleven tendant à déduire des bénéfices imposables les versements faits à l'entraide française* (p. 2262); Art. 31 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à exempter de la taxe sur les oisifs les anciens combattants* [27 avril 1948] (p. 2277); *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à exonérer de cette taxe les personnes payant un impôt sur le revenu* (p. 2277); Art. 32 : *Amendement de M. Hugues tendant à supprimer la contrainte par corps en cas de non-paiement de la taxe sur les oisifs* (p. 2278); Art. 45 : *Amendement*

de M. Guillant tendant à réduire à 5 0/0 la taxe sur l'incorporation des réserves au capital (p. 2281); Art. 51 : *Amendement de M. Denais relatif aux mutations de rentes constituées en application de la loi du 4 août 1923* (p. 2282); Art. 51 ter : *Exonération de la taxe sur les transactions des recettes des terrains de sport* (p. 2283); Art. 52 : *Amendement de M. Auguet tendant à fixer à 140 francs par hectolitre le droit de circulation sur les vins à appellation contrôlée* (p. 2286, 2287); *Amendement de M. Gozard tendant à maintenir au taux actuel l'impôt sur les bicyclettes* (p. 2289); Art. 64 : *Amendement de M. Auguet tendant à permettre aux contribuables de s'acquitter en titres de rentes* (p. 2306); Art 66 : *Amendement de M. Denais relatif au régime des liquidations judiciaires et failli es* (p. 2307); Art. 69 ter : *Amendement de M. Denais tendant à maintenir des suppléments de rémunération en faveur des agents du contrôle économique* (p. 2309); *Amendement de M. Denais tendant à insérer un nouvel article tendant à supprimer définitivement le prélèvement de 10 0/0 établi sur les dépenses de l'Etat en 1935* (p. 2309); *Amendements précédemment disjointes de MM. Denais, Rochet et Pleven* (p. 2311); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République première partie, en qualité de *Rapporteur général* [13 mai 1948] (p. 2569); Art. 4 A : *Amendement de M. Lespès tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 2570); Art. 16 bis : *Disjonction de l'article relatif aux droits de succession* (p. 2574); deuxième partie, en qualité de *Rapporteur général* [10 juin 1948] (p. 3376); Art. 12 : *Régime fiscal en cas de scission de sociétés* (p. 3378); Art. 22 bis : *Exonérations pour les partages de successions inférieures à 1 million* (p. 3379); Art. 27 ter A : *Amendement de M. Hugues tendant à reprendre l'article relatif au régime des taxes locales sur les ventes* (p. 3381) Art. 56 bis : *Amendement de M. Paumier tendant à reprendre l'article relatif à l'impôt sur les bénéfices agricoles* (p. 3386, 3387); — du projet de loi portant majoration des rentes viagères de l'Etat amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [29 avril 1948] (p. 2355); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 2357); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la visite de la Princesse Elisabeth d'Angleterre, en qualité de *Rapporteur général* [13 mai 1948] (p. 2565); — du projet de loi

approuvant une Convention entre le Gouvernement et la Banque de France, en qualité de *Rapporteur général* [13 mai 1948] (p. 2566); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [13 mai 1948] (p. 2567, 2568). — Est entendu sur le dépôt de la proposition de résolution de M. Grenier relative au cinéma français : *Sa demande de renvoi à la Commission des finances* [13 mai 1948] (p. 2577). — Prend part à la discussion : des propositions de loi relatives aux spécialités pharmaceutiques : *Inscription à l'ordre du jour du 25 mai* [20 mai 1948] (p. 2769); — du projet de loi portant aménagement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1948, Etat A, AGRICULTURE, Chap. 119 : *Demande du Gouvernement de rétablissement des crédits pour les écoles nationales d'agriculture* [20 mai 1948] (p. 2779); JUSTICE : *Ses observations sur l'ensemble* [2 juin 1948] (p. 3110); Chap. 106 : *Traitements des tribunaux de première instance* (p. 3115, 3116); *Amendements de MM. Mabrut et Badie tendant à réduire de 1.000 francs les crédits* (p. 3117); TERRITOIRES D'OUTRE-MER; *Continuation de la discussion* [9 juin 1948] (p. 3344); *Renvoi du débat* (p. 3348); JUSTICE (suite), Chap. 106 : *Satisfaction donnée à l'amendement de M. Badie* [21 juin 1948] (p. 3754); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 1022 : *Personnel contractuel de l'administration centrale* (p. 3757), Chap. 341 : *Acquisition de véhicules automobiles* (p. 3761, 3762); PRÉSIDENTIE DU CONSEIL, INFORMATION, Chap. 100 : *Liquidation des services d'information* [28 juin 1948] (p. 4084, 4087); DÉFENSE NATIONALE, Chap. 100 : *Rappel au règlement de M. Brusset* (p. 4094); RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale* [17 juin 1948] (p. 4761), Chap. 3023 : *Demande du Gouvernement de rétablir les crédits pour regrouper les délégations départementales* (p. 4780), Chap. 403 : *Participation de l'Etat aux dépenses des services de logement* (p. 4784), Chap. 6042 : *Diffusion des études et recherches relatives à l'urbanisme* (p. 4788), Chap. 6043 : *Contrôle technique des travaux de reconstruction* (p. 4789); COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 315 : *Achat de matériel automobile* [18 juillet 1948] (p. 4809); *Suite de la discussion du budget* (p. 4814); INTÉRIEUR; *Discussion générale* [19 juillet 1948] (p. 4836-4837),

Chap. 319 : *Loyers et indemnités de réquisitions* [27 juillet 1948] (p. 4931), Chap. 503 : *Participation aux charges des collectivités locales* [28 juillet 1948] (p. 4955); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 502 : *Hygiène et prophylaxies dentaire* [29 juillet 1948] (p. 5064); RAVITAILLEMENT, Chap. 107 : *Amendement de Mme Degron tendant à rétablir les crédits prévus pour le personnel des services extérieurs* [2 août 1948] (p. 5216), Chap. 300 : *Amendement de Mlle Prévert tendant à rétablir les crédits prévus pour le matériel roulant* (p. 5217), Chap. 308 : *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1 million les crédits pour frais de déplacements* (p. 5218, 5219), Chap. 601 : *Imprimés nécessaires aux mesures de rationnement* (p. 5223); FINANCES : *Transfert de chapitres du budget des Affaires économiques à celui des Finances* [3 août 1948] (p. 5271); EDUCATION NATIONALE, Chap. 150 : *Personnel de l'enseignement technique (pauvreté en matériel des centres d'apprentissage)* (p. 5281); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Etat A, RAVITAILLEMENT, Chap. 308 : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour frais de déplacement* (14 septembre 1948) (p. 6513); FINANCES, Chap. 1072 : *Salaires du service des importations et exportations* (p. 6516); PRÉSIDENTIE DU CONSEIL, INFORMATION, Chap. 500 : *Amendement de M. Mont tendant à augmenter la subvention à l'agence France-Presse* (p. 6518); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 508 : *Amendement de M. Ségelle tendant à augmenter les crédits pour prophylaxie des maladies vénériennes* (p. 6519), Art. 9 : *Amendement de M. Fagon relatif aux subventions aux sociétés mutualistes de fonctionnaires* (p. 6521); — de la proposition de loi de M. Blocquaux relative au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Article unique : *Sa demande de renvoi à la Commission* [20 mai 1948] (p. 2789, 2790); — de la proposition de loi de M. Ducloux modifiant la loi relative au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. unique : *Amendement de M. Auguet tendant à insérer un article abrogeant la majoration de 10 0/0 pour les défaillants* [20 mai 1948] (p. 2792); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les nouveaux départements d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur général* [21 mai 1948] (p. 2820); *Demande de M. Valentino de renvoi à la Commission* (p. 2822); *Passage à la discus-*

sion des articles (p. 2824); Art. 1^{er}, Etat A, AGRICULTURE : Ensemble de ce budget (p. 2826). — Est entendu : sur les propositions de la conférence des Présidents (*débat sur les coopératives de reconstruction*) [25 mai 1948] (p. 2914); — sur le règlement de l'ordre du jour (*discussion de plusieurs projets financiers*) [9 juin 1948] (p. 3348, 3349). — Prend part à la discussion du projet de loi portant engagement des dépenses de l'exercice 1948 : *Demande de discussion d'urgence* [10 juin 1948] (p. 3372); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la tenue, à Paris, de la 3^e session de l'Organisation des Nations Unies, en qualité de *Rapporteur général* [10 juin 1948] (p. 3373); Art. 1^{er} : *Ouverture de crédits au titre des Affaires étrangères* (p. 3375, 3376). — Est entendu sur une motion d'ordre (*débat sur l'application de la sécurité sociale aux militaires*) [21 juin 1948] (p. 3770). — Prend part à la discussion des propositions de résolution tendant à apporter une aide aux victimes des inondations dans les Alpes : *Discussion générale* [24 juin 1948] (p. 3916). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*suite du débat sur la S. N. E. C. M. A. et le budget*) [24 juin 1948] (p. 3946); [25 juin 1948] (p. 3978). — Prend part à la discussion des propositions de loi portant revision des zones de salaires, en qualité de *Rapporteur général* [28 juin 1948] (p. 4063). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*renvoi de la discussion du budget*) [28 juin 1948] (p. 4100); [29 juin 1948] (p. 4129). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'exercice 1948 : *Discussion générale : différences d'opinions entre les diverses commissions intéressées* [29 juin 1948] (p. 4157, 4160); *Vote défavorable de la Commission des finances* [30 juin 1948] (p. 4190, 4192); *Nouveau vote favorable de la Commission des finances* (p. 4196); Etat A, Chap. 1012 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 13.708.000 francs les crédits pour le personnel militaire de l'administration centrale de la guerre* [8 juillet 1948] (p. 4436); Chap. 1013 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 10.758.000 francs les crédits pour les services de l'administration centrale de la marine* (p. 4439); GUERRE, Chap. 318 : *Demande du Gouvernement de rétablir les crédits pour le couchage, l'habillement et l'ameublement* [9 juillet 1948] (p. 4519); Chap. 323-2 : *Convocation des réserves* (p. 4521, 4522); Etat B, Chap. 905 : *Amendement de*

M. Girardot tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour équipement du service des transmissions (p. 4538); MARINE, Etat A : *Continuation de la discussion* (p. 4553); AIR, Chap. 318 : *Amendement de M. Montel tendant à rétablir les crédits prévus pour l'ameublement (éplucheuses et frigidaires)* [15 juillet 1948] (p. 4605); Chap. 323 : *Amendements de M. Livry-Level et Clostermann tendant à rétablir les crédits prévus pour les centres d'instruction et écoles* (p. 4614); Chap. 804 : *Amendement de M. Clostermann tendant à rétablir les crédits prévus pour le budget annexe de reconstruction* [16 juillet 1948] (p. 4649); Chap. 909 : *Amendement de M. Clostermann tendant à augmenter les crédits d'engagement et de paiement pour les télécommunications* (p. 4650); Chap. 911 : *Amendement de M. Clostermann tendant à augmenter les crédits pour travaux de premier établissement de constructions aéronautiques (ibid.)*; Chap. 912 : *Matériel de série de l'air* (p. 4652, 4653); Chap. 942 : *Acquisitions immobilières* (p. 4654); Etat C, Chap. 331 : *Amendement de M. Clostermann tendant à rétablir les crédits prévus pour fabrications d'avions* (p. 4658, 4659); Etat D, Chap. 931 : *Amendement de M. Gresa tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux neufs (O. N. E. R. A.)* (p. 4662); FRANCE D'OUTRE-MER : *Absence de M. Daladier, Rapporteur* (p. 4710); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 40 : *Subventions pour constructions d'immeubles pour loger le personnel* [26 août 1948] (p. 6327); — des projets de loi ratifiant trois actes internationaux (*Coopération économique européenne*); Art. 2 : *Ouverture de crédits pour la délégation française* [7 juillet 1948] (p. 4391); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à aider les producteurs de fleurs et plantes à parfum : *Discussion générale* [8 juillet 1948] (p. 4495). — Est entendu pour une motion d'ordre (*renvoi de la discussion du budget militaire*) [9 juillet 1948] (p. 4561). — Prend part à la discussion de la proposition de loi modifiant le régime de l'assurance vieillesse : *Sa réponse au Rapporteur* [16 juillet 1948] (p. 4674, 4675). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*suite de la discussion du budget*) [17 juillet 1948] (p. 4753, 4754); [18 juillet 1948] (p. 4793). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant prorogation du compte spécial du ravitaillement, en qualité de *Rapporteur général* [18 juillet 1948] (p. 4791,

4792); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires pour juillet et août 1948: *Sa demande de renvoi de la discussion* [20 juillet 1948] (p. 4864). — Est entendu sur l'ajournement de la discussion des propositions de loi étendant la sécurité sociale aux étudiants [3 août 1948] (p. 5269). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi portant application de la sécurité sociale aux étudiants, Art. 3 : *Son amendement tendant à prévoir le contreseing du Ministre des Finances* [4 août 1948] (p. 5334); Art. 5 : *Son amendement tendant à baser la contribution de l'Etat sur le montant des cotisations de l'Etat* (p. 5334, 5335); Art. 7 : *Amendement de M. Ramette tendant à faire participer aux Commissions certains membres des caisses de la sécurité sociale* (p. 5335); — de l'interpellation de M. Aubry relative à la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et victimes de guerre : *Discussion générale* [5 août 1948] (p. 5358). — Est entendu sur : le procès-verbal de la séance du 4 août (*débat sur le budget*) [5 août 1948] (p. 5375); — la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi attribuant le minimum vital aux aveugles et grands infirmes : *Sur l'urgence* [5 août 1948] (p. 5393); — le règlement de l'ordre du jour (*suite de la discussion du budget des anciens combattants*) [5 août 1948] (p. 5407). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, Art 9 : *Son amendement tendant à accorder la pension aux militaires non officiers ayant quinze années de service* [6 août 1948] (p. 5481); *le retire* (p. 5482); Art. 25 : *Son amendement tendant à interdire de mettre d'office à la retraite les fonctionnaires invalides* (p. 5485); Art. 26 : *Son amendement analogue* (p. 5486); Art. 42 : *Son amendement tendant à prévoir un règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article* (p. 5492, 5493); Art. 52 : *Son amendement relatif aux conditions de paiement des pensions* (p. 5494); Art. 60 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 5496); Art. 63 : *Son amendement relatif aux mesures d'application pour la pension de réversion* (p. 5497); *le retire* (ibid.); Art. 64 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (ibid.); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif à l'application de l'accord bilatéral de coopération économique [7 août 1948] (p. 5507). — Prend part à la discussion

du projet de loi relatif aux conventions avec la Banque de France (*or récupéré en Allemagne*), en qualité de *Rapporteur général* [7 août 1948] (p. 5508). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*débat sur le projet de loi tendant au redressement économique et financier*) [7 août 1948] (p. 5509). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant au redressement économique et financier, en qualité de *Rapporteur général* [8 août 1948] (p. 5516, 5517); [9 août 1948] (p. 5572); Art. 1^{er} : *Amendements de MM. Triboulet et Frédéric-Dupont tendant à limiter au Gouvernement présent les pouvoirs de cette loi* (p. 5586); *Amendement de M. Minjoz tendant à réserver au Parlement la réorganisation de l'armée* (p. 5593); Art. 4 : *Sous-amendement de M. Buron relatif à l'application des dispositions législatives existantes* (p. 5620); Art. 5 : *Demande du Gouvernement de réserver l'article* (p. 5621); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [17 août 1948] (p. 5822); Art. 2 : *Amendements de MM. René Schmitt et Gresa tendant à supprimer la transformation possible de sociétés nationales en sociétés d'économie mixte* (p. 5823); Art. 3 : *Amendement de M. Renard tendant à reprendre au troisième alinéa le texte du Conseil de la République* (p. 5824); Art. 5 : *Amendement de M. Duclos tendant à reprendre le texte de l'Assemblée pour la soumission à l'Assemblée des décrets modifiant les impôts* (p. 5828); Art. 7 A : *Disjonction de l'article* (p. 5829); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à venir en aide aux victimes de la tempête de Bretagne : *Discussion générale* [9 août 1948] (p. 5576). — Est entendu sur : la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine (*pensions aux veuves et orphelins*) [19 août 1948] (p. 5996, 5997); — une rectification de l'ordre du jour (*débat sur les accords bilatéraux franco-américains*) [19 août 1948] (p. 5999). — Prend part à la discussion : du projet relatif à l'application de l'accord de coopération économique franco-américain, en qualité de *Rapporteur général* [19 août 1948] (p. 5999); Art. 3 : *Amendement de M. Leenhardt relatif à la constitution d'une Commission mixte d'application des crédits du Plan Marshall* (p. 6003); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [25 novembre 1948] (p. 7226); —

du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour le budget général 1948 : en qualité de *Rapporteur général* [20 août 1948] (p. 6050); Art. 7 : *Amendement de M. Denis tendant à disjoindre les articles 7 et 8* (p. 6051); Art. 17 : *Disjonction de l'article et nouvelle rédaction* (p. 6058); Art. 18 : *Amendement de M. Moussu relatif au règlement et à la répartition de la taxe locale* (p. 6060, 6061); Art. 20 : *Amendement de M. Brillouet tendant à supprimer l'article relatif aux droits d'examens* (p. 6062); Art. 21 : *Amendement analogue de M. Brillouet* (ibid.); Art. 31 : *Amendement de M. Anxionnaz tendant à accorder des réductions de service militaire* (p. 6066); Art. 43 : *Taxe sur l'utilisation des aéroports* (p. 6070); Art. 59 : *Amendement de M. Bergasse tendant à rétablir l'article augmentant les avances à la ville de Marseille* (p. 6081, 6082); Art. 63 : *Amendement de M. Paumier tendant à élever le plafond des avances aux agriculteurs victimes des calamités publiques* (p. 6084); Art. 88 : *Centimes additionnels sur la contribution foncière des propriétés non bâties* (p. 6088); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [26 septembre 1948] (p. 6938); Art. 31 *ter* : *Amendement de M. Guesdon concernant le statut des sous-officiers de carrière* (p. 6941, 6942). — Est entendu sur : une motion d'ordre (*Etat des travaux de l'Assemblée*) [20 août 1948] (p. 6071); — le retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif aux titres néerlandais circulant en France [23 août 1948] (p. 6108). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits au budget du Ministère de la Production industrielle (subventions), en qualité de *Rapporteur général* [23 août 1948] (p. 6114); — du projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation de dépenses (exercice 1948) (*Collectif de dévaluation*), en qualité de *Rapporteur général* [23 août 1948] (p. 6119, 6120); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [26 septembre 1948] (p. 6946, 6947); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le budget ordinaire 1948, en qualité de *Rapporteur général* (*Subventions*) [23 août 1948] (p. 6127). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur les investissements du 2^e semestre*) [23 août 1948] (p. 6129); — sur une motion d'ordre (*Modification de l'ordre du jour*) [26 août 1948] (p. 6309); —

sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur les rentiers viagers*) [14 septembre 1948] (p. 6527, 6528). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1948, en qualité de *Rapporteur général* [16 septembre 1948] (p. 6565); Art. 1^{er} : *Ouverture d'un crédit de 3 milliards pour la prime unique, uniforme et exceptionnelle* (p. 6566, 6567); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts : *Renvoi du débat* [17 septembre 1948] (p. 6591); *Demande de discussion d'urgence* [18 septembre 1948] (p. 6596, 6597); *Discussion générale* (p. 6602, 6603); Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Duclos* (p. 6643, 6646, 6647); *Continuation du débat* (p. 6648); Art. 6 *bis* : *Abrogation de l'article 4 de la loi du 24 septembre 1941* (p. 6676); — de la proposition de résolution tendant à octroyer une prolongation de délai au Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [23 septembre 1948] (p. 6852); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour l'organisation des élections au Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [23 septembre 1948] (p. 6853, 6854); — du projet de loi portant création d'une cour de discipline budgétaire, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [25 septembre 1948] (p. 6924). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Ordre du jour des travaux*) [25 septembre 1948] (p. 6927). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits en conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [26 septembre 1948] (p. 6947, 6948); — du projet de loi portant création d'un emploi de Haut Commissaire au Ravitaillement, en qualité de *Rapporteur général* [2 décembre 1948] (p. 7339); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [9 décembre 1948] (p. 7455); — d'un projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés, en qualité de *Rapporteur général* [2 décembre 1948] (p. 7340); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à dissoudre la Commission parlementaire de la réforme fiscale : *urgence* [2 décembre 1948] (p. 7357 7360); — du projet de loi portant modification du statut de la Banque d'Algérie, en qualité de *Rapporteur général* [9 décembre

1948] (p. 7449); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Serre tendant à augmenter le nombre des titres cédés à l'Algérie et à la Tunisie* (p. 7452); Art. 2 : *Amendement de Mme Sportisse tendant à interdire les fonctions d'administrateur de la Banque aux personnes ayant des fonctions dans les banques privées* (p. 7454). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du budget de l'exercice 1949* [9 décembre 1948] (p. 7468). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la procédure de vote du budget de l'exercice 1949, en qualité de *Rapporteur général* [10 décembre 1948] (p. 7533 et suiv.); Art. 1^{er} : *Modalités de vote du budget ministère par ministère* (p. 7546); Art. 2 : *Amendement de M. Bardoux tendant à adopter le texte de la loi du 12 décembre prévoyant l'examen du détail des crédits par les Commissions des finances* (p. 7548 et suiv.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [20 décembre 1948] (p. 7780); *Ses observations sur les économies budgétaires faites en 1948* [21 décembre 1948] (p. 7794); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949, en qualité de *Rapporteur général* (*Ses observations sur l'augmentation de la production française, les 3 catégories de ressources possibles : Impôts, emprunt, aide extérieure; la réforme administrative, la gestion des sociétés nationales, l'équilibre du budget général* [17 décembre 1948] (p. 7748, 7749, 7750, 7751); *Ses observations sur les comptes spéciaux du Trésor* (p. 7765); *Ses observations sur la nécessité de hâter le débat* [21 décembre 1948] (p. 7832); *Ses observations sur la comparaison des budgets de 1938 et 1949* [22 décembre 1948] (p. 7863); *Ses observations sur les décisions de la Commission des finances* [23 décembre 1942] (p. 7883); Art. 9 : *Amendement de M. Baylet tendant à majorer de 25 0/0 le taux de la taxe à la production et de 15 0/0 les autres impôts indirects* (*Ses observations sur le déficit des entreprises nationalisées*) (p. 7901); Art. 10 : *Amendement de MM. Crouzier, Lenormand et Nisse tendant à supprimer l'article relatif au paiement des indemnités de dommages de guerre* (p. 7914); *Amendement de M. Siefridt tendant à rendre facultatif le paiement par titres* (p. 7917); Art. 14 : *Son amendement tendant à ne faire appliquer qu'au 1^{er} juin 1949 les augmentations d'impôts en cas d'échec de l'emprunt* (p. 7928); Art. 14 bis : *Amendement de M. Courant*

tendant à n'appliquer la réforme fiscale qu'après son examen par le Parlement (p. 7931). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion de la loi de finances*) [28 décembre 1948] (p. 8072, 8073, 8074) — Prend part à la discussion : du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et dispositions d'ordre financier, en qualité de *Rapporteur général* [29 décembre 1948] (p. 8086, 8087); Art. 11 : *Amendement de M. Touchard tendant à supprimer l'article relatif aux droits d'examen pour le Brevet élémentaire* (p. 8104); Art. 13 : *Abrogation de l'article 47 de la loi du 29 avril 1926* (p. 8105); Art. 15 : *Demande de M. Paumier de disjonction de l'article élevant la taxe sur la viande abattue* (ibid.); Art. 18 : *Application de la réforme fiscale* (p. 8106); Art. 24 : *Amendement de M. Temple tendant à supprimer l'obligation de paiement aux notaires par chèques au-dessous de 200.000 francs* (p. 8107); Art. 26 : *Demande du Gouvernement de disjonction des articles 26 à 32* (p. 8107, 8108); Article additionnel : *Amendement de M. Cayeux tendant à augmenter le délai pour faire valoir le droit à pension en raison de la loi du 20 septembre 1948* (p. 8114); *Amendement de M. Cayeux tendant à autoriser la création de sociétés coopératives d'achat* (p. 8114, 8115); *Amendement de M. Pleven tendant à augmenter les avances remboursables à la Banque coopérative des sociétés ouvrières de production* (p. 8117); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [31 décembre 1948] (p. 8249, 8250). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débats sur les crédits pour la reconstruction et les avances aux Houillères nationales*) [29 décembre 1948] (p. 8119). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949, en qualité de *Rapporteur général* [31 décembre 1948] (p. 8205, 8206); Art. 1^{er} : AGRICULTURE : *Amendement de M. Paumier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits ouverts* (p. 8209); Art. 6 : *Utilisation des fonds de la Caisse d'épargne* (p. 8215, 8216); — du projet de loi portant fixation du budget général de 1949 (Dépenses civiles), en qualité de *Rapporteur général* [31 décembre 1948] (p. 8220); Art. 1^{er} : *Vote ultérieur d'un collectif d'annulation* (p. 8223); INDUSTRIE ET COMMERCE : *Amendement de M. Desjardins tendant à réduire de 10 millions les crédits* (*Répartition de*

l'essence) (p. 8230, 8231); *Explications de vote sur l'ensemble de l'article* (p. 8239); Art. 10 : *Amendement de M. Fagon tendant à supprimer l'article* (p. 8257); Art. 11 : *Amendement de M. Mayer tendant à rétablir l'article supprimé par la Commission* (p. 8258); Art. 14 bis : *Demande du Gouvernement de rétablir l'article* (p. 8259); Art. 37 bis : *Amendement de M. Caron tendant à amnistier fiscalement les prisonniers, déportés, anciens combattants, veuves et orphelins de guerre* (p. 8264); *Amendement de Mme Péri tendant à accorder une pension aux orphelins majeurs atteints d'infirmité* (p. 8265); *Amendement de M. Pleven relatif au paiement de la taxe sur les transactions par les établissements industriels de l'Etat* (p. 8266, 8280); Art. 38 : *Budget annexe des P. T. T.* (p. 8270); Art. 42 : *Augmentation de la taxe radiophonique* (p. 8277); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [31 décembre 1948] (p. 8341); Art. 18 bis : *Demande de disjonction présentée par le Gouvernement, de l'article relatif au compte rendu semestriel de l'emploi des crédits* (p. 8342, 8343); Art. 30 bis : *Traitement et indemnités des magistrats de la France d'outre-mer* (p. 8344). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Catastrophe de Groix*) [31 décembre 1948] (p. 8239, 8240); — sur la demande d'arbitrage sur l'urgence de la discussion d'une proposition de loi relative aux taxes sur les carburants, en qualité de *Rapporteur général* [27 janvier 1949] (p. 138); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur l'établissement du Budget des collectivités locales [27 janvier 1949] (p. 191, 192). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux conditions budgétaires d'une saine réforme administrative, en qualité de *Rapporteur général* [10 février 1949] (p. 452, 453); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Dreyfus-Schmidt tendant à inclure les fondations subventionnées par l'Etat* (p. 457); Art. 2 : *Amendement de M. Abelin tendant à reprendre l'article 2 tendant à ne permettre de dépenses nouvelles qu'en contre-partie de ressources nouvelles* (p. 460); Art. 3 : *Amendement de M. Gozard tendant à faire produire les comptes en fin de trimestre et non pas en fin de mois* (p. 467, 468); *Amendement de M. Blocquaux tendant à inclure les résultats des comptes spéciaux du Trésor* (p. 468); Article additionnel : *Amendement de M. Lecourt tendant à prévoir, grâce aux économies réalisées,*

l'amélioration du reclassement des fonctionnaires (p. 472); — du projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles; Art. 4 : *Amendement de M. Charpentier tendant à n'appliquer la limitation à 25 0/0 des charges totales, des charges dues au titre des cotisations et impositions, qu'en 1950* [10 février 1949] (p. 484); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 29 bis : *Amendement de M. Pleven tendant à prévoir des crédits pour un programme de 200.000 logements à bon marché* [15 février 1949] (p. 590); *Nouvelle rédaction de l'article* (p. 593); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 29 bis A : *Ouverture de crédits pour le développement de la construction de logements à bon marché* [8 mars 1949] (p. 1358, 1359); *Amendements de MM. Gabelle, Albert Petit et René Schmitt, tendant à subventionner les Offices d'habitations à bon marché* (p. 1360); Art 37 septième : *Amendements de MM. Caron, Louvel et Poulain, tendant à disjoindre l'article relatif à la taxe d'encouragement à la production textile* (p. 1365). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Vote des douzièmes provisoires pour l'armée*) [22 février 1949] (p. 818). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution demandant le report du délai pour les déclarations fiscales; Article unique : *Report au 31 mars* [24 février 1949] (p. 876); — d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux (*Demande du Gouvernement de renvoi à la Commission*) [25 février 1949] (p. 932, 933, 934); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements (*Discussion générale*) [2 mars 1949] (p. 1116); Art. 2, Etat B : *Amendement de M. Triboulet tendant à porter à 15 milliards les indemnités mobilières* [9 mars 1949] (p. 1399). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur les douzièmes provisoires pour les crédits militaires*) [2 mars 1949] (p. 1131, 1132). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949, en qualité de *Rapporteur général* (*Organisation du débat*) [3 mars 1949] (p. 1199). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur les comptes spéciaux du Trésor*) [3 mars 1949] (p. 1239); — pour une modification de l'ordre du jour (*Douzième provisoire pour les crédits militaires*)

[9 mars 1949] (p. 1455, 1456). — Prend part à la discussion du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, en qualité de *Rapporteur* [10 mars 1949] (p. 1488). — Est entendu sur une communication du Gouvernement concernant les résultats de l'emprunt : *Demande d'affichage de M. de Menthon* [10 mars 1949] (p. 1506). — Prend part à la discussion : du projet de loi simplifiant la procédure de vote du budget et relative aux économies budgétaires, en qualité de *Rapporteur général* [11 mars 1949] (p. 1550); — du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget du travail et de la sécurité sociale, en qualité de *Rapporteur général* [22 mars 1949] (p. 1691); Chap. 506 : *Centre de formation professionnelle accélérée* (p. 1702). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des anciens combattants [22 mars 1949] (p. 1702). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'aviation civile et commerciale, en qualité de *Rapporteur général* [22 mars 1949] (p. 1713, 1719); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [14 avril 1949] (p. 2476); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la justice, en qualité de *Rapporteur général* [22 mars 1949] (p. 1720); Chap. 101 : *Indemnités pour le personnel de l'administration centrale* (p. 1721); Chap. 116 : *Demande de rétablissement de crédits pour le personnel auxiliaire de l'administration centrale présentée par le Gouvernement* (p. 1722, 1723); Chap. 301 : *Demande présentée par le Gouvernement de rétablissement des crédits pour l'installation du Conseil supérieur de la magistrature* (p. 1724). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Abattement du taux de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux*) [29 mars 1949] (p. 1814). — Prend part à la discussion du projet de loi portant report de crédits de l'exercice 1947 à l'exercice 1948, en qualité de *Rapporteur général* [30 mars 1949] (p. 1861, 1862); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [14 avril 1949] (p. 2472). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Encombrement de l'ordre du jour*) [30 mars 1949] (p. 1874). — Prend part à la discussion d'une proposition de

loi relative à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, en qualité de *Rapporteur général* [30 mars 1949] (p. 1876). — Est entendu sur un rappel au règlement (*Application abusive de la loi des maxima*) [30 mars 1949] (p. 1878). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil (*Ravitaillement*) : *Discussion générale* [30 mars 1949] (p. 1886). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Ordre de discussion des collectifs d'aménagement du budget*) [31 mars 1949] (p. 1936). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'éducation nationale; Chap. 361 : *Amendement de Mlle Rumeau tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur le contrôle médical et l'hygiène scolaire* [5 avril 1949] (p. 2064); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil : *Modification de l'ordre du jour en l'absence du Rapporteur* [7 avril 1949] (p. 2178, 2179); Chap. 100 : *Amendement de M. Forcinal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Brouillage des émissions de Radio-Andorre)* (p. 2205); Etat A, Chap. 300 : *Matériel du Secrétariat général de la Présidence* [8 avril 1949] (p. 2224, 2225); Etat B, Chap. 501 : *Amendement de M. Barel tendant à supprimer l'abattement sur la subvention à la Maison des journalistes* (p. 2228); Etat D, Chap. 360 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 10 millions l'abattement sur les frais de déplacement et de mission* (p. 2234). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour; *Ordre de la discussion budgétaire* [7 avril 1949] (p. 2198, 2199); — sur une modification de l'ordre du jour (*Discussion du projet de loi portant autorisation d'investissements en seconde lecture*) [8 avril 1949] (p. 2240). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur le budget des P. T. T. : *Discussion générale* [8 avril 1949] (p. 2264); — du projet de loi portant majoration des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2394, 2395); — du projet de loi portant prorogation des délais prévus pour le vote des projets de loi tendant à la réalisation d'économies, en qualité de *Rapporteur* [14 avril 1949] (p. 2468); — du projet de loi portant réparti-

tion de l'abattement global opéré sur le budget des finances, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [14 avril 1949] (p. 2478); — du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des affaires étrangères, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [14 avril 1949] (p. 2480) — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : *Réunion de la Commission des finances le 10 mai 1949* [14 avril 1949] (p. 2491); — sur une modification de l'ordre du jour : *Débat sur la taxe locale sur le chiffre d'affaires* [19 mai 1949] (p. 2691); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion des projets financiers du Gouvernement* [20 mai 1949] (p. 2753). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières, en qualité de *Rapporteur général* (*Ses observations sur la baisse du prix de la vie, le déficit de 83 milliards, la réforme de la S.N.C.F., la gestion des sociétés nationales, l'amnistie fiscale et la fiscalité excessive*) [21 mai 1949] (p. 2817, 2818, 2842); *Renvoi du débat* [25 mai 1949] (p. 2876); *Nouveau texte de la Commission* (p. 2887, 2888); Art. 8 : *Institution d'un double secteur pour l'essence, nouveau texte de la Commission* (p. 2900); *Amendement de M. Peytel tendant à limiter au 31 octobre 1949 le secteur libre de l'essence* (p. 2900, 2901); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bergeret tendant à n'accorder à la S. N. C. F. que des avances de trésorerie* [31 mai 1949] (p. 2965, 2968); Art. 2 : *Amendement de M. Abelin tendant à prévoir 20 milliards d'économies sur les dépenses civiles et le blocage de 20 0/0 des crédits de matériel* (p. 2976); *Rappel au règlement de M. Montel (continuation des débats)* (p. 2981); Art. 3 : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à disjoindre l'article prévoyant 18 milliards d'économies sur le budget des dépenses militaires* (p. 2988, 2989); Art. 5 : *15 milliards d'économies à réaliser par la S. N. C. F. sur les travaux en cours* (p. 2992); Art. 6 : *Sous-amendement de M. Bour tendant à ajouter les charges aux diverses servitudes de la S. N. C. F.* (p. 3000); Art. 14 : *Amendement de M. Badie tendant à réduire les taxes et droits sur les alcools* [2 juin 1949] (p. 3061); Art. 23 : *Amendement de M. E. Rigal tendant à reprendre l'article 23 en supprimant la diminution d'impôt pour les sociétés développant leur chiffre d'affaires en 1949* (p. 3067); Art. 30 : *Amendement de*

Mme Galicier tendant à supprimer l'article relatif aux dispositions pour développer la productivité des entreprises (p. 3074); Art. 34 : *Amendement de M. Pleven tendant à admettre les titres de l'emprunt exceptionnel aux emprunts des collectivités locales* [3 juin 1949] (p. 3111); Art. 36 : *Amendement de M. Louvel tendant à ne prolonger que de trois mois le délai pour scinder Gaz et électricité de France* (p. 3114, 3115); Art. 2 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à insérer deux articles supplémentaires créant un budget annexe du service des alcools en 1950* (p. 3117); *Nouvelle rédaction de l'article 14* (p. 3131); Art. 26 bis : *Nouvelle rédaction* (p. 3134); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République (régime de vente de l'essence), en qualité de *Rapporteur* [2 juin 1949] (p. 3048, 3049); Art. 8 : *Amendement de M. Michel tendant à augmenter les rations d'essence des prioritaires* (p. 3053-3054); *Dispositions générales, en qualité de Rapporteur* [1^{er} juillet 1949] (p. 4033); — Est entendu : pour une interversion de l'ordre du jour (*Suite de la discussion des projets financiers*) [3 juin 1949] (p. 3130); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite de la discussion du budget des dépenses militaires*) [23 juin 1949] (p. 3709). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la revision du montant des patentes en 1949; Article unique : *Rappel au règlement de M. Cristofol (Application de l'article 48 du règlement)* [1^{er} juillet 1949] (p. 4009); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 4034); — du projet de loi fixant le taux de l'impôt sur les opérations de bourse, en qualité de *Rapporteur* [1^{er} juillet 1949] (p. 4031, 4032); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949, en qualité de *Rapporteur* [4 juillet 1949] (p. 4137, 4143, 4144); Art. 1^{er}, Etat A, FINANCES, Chap. 8009 : *Demande de rétablissement des crédits pour la reconstruction des services financiers présentée par le Gouvernement* [5 juillet 1949] (p. 4187); Chap. 9020 : *Demande de rétablissement des crédits pour la participation de l'Etat aux augmentations de capital des sociétés nationales, présentée par le Gouvernement* (p. 4188); Chap. 9039 : *Amendement de M. Ginestet tendant à augmenter de 200 millions les subventions aux collectivités locales pour le réseau routier départemental et communal* (p. 4189); Chap. 9129 : *Amendement de M. Cristofol ten-*

dant à rétablir les crédits demandés pour le programme d'urbanisme à Paris et à Marseille (p. 4200) ; MARINE MARCHANDE, Chap. 8049 : Amendement de M. Yvon tendant à rétablir les crédits demandés pour la reconstruction d'immeubles de la Marine marchande (p. 4204) ; PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 9089 : Commissariat à l'énergie atomique (p. 4205) ; Suite du débat (p. 4213) ; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 900 : Subventions au F. I. D. E. S. [6 juillet 1949] (p. 4295) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [25 juillet 1949] (p. 5204) ; — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux ; Art. 2 : Demande de disjonction présentée par le Gouvernement en vertu de l'article 16 de la loi des maxima [5 juillet 1949] (p. 4178, 4179) ; Explications de vote sur l'ensemble (p. 4186) ; — d'une proposition de loi portant prorogation des baux commerciaux : urgence [6 juillet 1949] (p. 4261) ; Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par le Gouvernement (p. 4262). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour ; Débat sur les comptes spéciaux du Trésor [6 juillet 1949] (p. 4305). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au minimum vital des aveugles et grands infirmes : urgence [7 juillet 1949] (p. 4321). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : Suite du débat sur les comptes spéciaux du Trésor [7 juillet 1949] (p. 4366, 4367). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor ; Article additionnel : Amendement de M. Serre tendant à communiquer à l'Assemblée Nationale le projet de budget de l'Algérie [7 juillet 1949] (p. 4381) ; Rectification d'une lacune à l'article 5 (p. 4382). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : Date de la rentrée parlementaire en octobre [12 juillet 1949] (p. 4673) ; — pour une prorogation du délai de validité de l'urgence de la proposition de loi relative aux aveugles et grands infirmes [13 juillet 1949] (p. 4720). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au contrôle des organismes de la sécurité sociale ; Article additionnel : Amendement de M. Viatte tendant à créer de nouveaux conseillers et fonctionnaires de la Cour des Comptes [13 juillet 1949] (p. 4731) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur général

[22 décembre 1949] (p. 7131, 7132, 7134) ; Art. 1^{er} : Amendement de M. Viatte tendant à reprendre le texte voté en première lecture (p. 7135) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux : Discussion générale [20 juillet 1949] (p. 4841, 4855, 4864) ; Art. 1^{er} bis : Demande présentée par M. Garcia de réserver l'article (p. 4870) ; Art. 2 bis : Nouvelle rédaction de l'article (p. 4887) ; Art. 10 quater : Amendement de M. de Baudry d'Asson tendant à limiter l'exonération d'impôts directs dont jouissent les coopératives [21 juillet 1949] (p. 4958) ; Amendement de M. Jean Masson tendant à exonérer d'impôt les coopératives pour certaines opérations commerciales d'achat et de vente (p. 4959) ; Proposition de M. Marcel David de suspendre le débat (p. 4966, 4967) ; Art. 11 : Amendement de M. Charpentier tendant à faire signer par le Ministre de l'Agriculture l'arrêté appliquant la loi outre-mer (p. 4968) ; Art. 1^{er} bis : Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à ce que le total des impôts agricoles en 1949 ne soit pas supérieur au total de 1948 pour les petits exploitants (p. 4976) ; Explications de vote sur l'ensemble (p. 4985) ; Sa demande de modification du titre de la loi [24 juillet 1949] (p. 5162) ; Art. 13 E : Imposition pesant sur les artisans travaillant chez eux et exploitant un magasin (p. 5179) ; Art. 13 H : Son amendement tendant à ajouter « à partir du 1^{er} janvier 1950 » (p. 5187) ; — d'une proposition de loi relative au régime de l'essence : Discussion générale [21 juillet 1949] (p. 4901). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (Suite du débat sur les aménagements fiscaux) [21 juillet 1949] (p. 4943). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948, en qualité de Rapporteur [28 juillet 1949] (p. 5399, 5400) ; Art. 1^{er}, Etat B, AGRICULTURE, Chap. 525 : Subventions pour créations de foyers ruraux (p. 5420) ; — du projet de loi relatif aux sociétés nationales de constructions aéronautiques amendé par le Conseil de la République ; Art. 1^{er} quinquies : Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture [29 juillet 1949] (p. 5492) ; Art. 4 bis : Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture en supprimant le mot « quatre » (p. 5492) ; — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales aux travailleurs indépendants ; Art. 2 : Demande de renvoi à la Commission présentée par le Gouvernement [29 juillet 1949]

(p. 5515). — Est entendu sur le procès-verbal (*Ordre du jour de la fin de session*) [30 juillet 1949] (p. 5570). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget de la radio-diffusion amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [30 juillet 1949] (p. 5577); — du projet de loi portant réforme du régime des pensions de certains personnels de l'Etat amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Son amendement relatif au décompte du temps de travail par année de service sans majoration pour heures supplémentaires* [30 juillet 1949] (p. 5615); Art. 26 : *Son amendement tendant à ne pas accorder aux ouvriers employés par l'Etat des avantages supérieurs à ceux des fonctionnaires* (p. 5617); — de la proposition de loi portant majoration des indemnités pour accidents du travail amendée par le Conseil de la République; Art. 6 : *Son amendement tendant à substituer au taux de 180.000 francs celui de 150.000 francs* [30 juillet 1949] (p. 5660); *Le retire* (ibid.); Art. 10 : *Son amendement analogue* (p. 5661); *Le retire* (ibid.); — du projet de loi portant ratification de décrets portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits, en qualité de *Rapporteur général* [4 novembre 1949] (p. 5978, 5979); — du projet de loi relatif à l'envoi d'une mission d'études aux Iles Kerguelen et Crozet, en qualité de *Rapporteur général* [4 novembre 1949] (p. 5980, 5982, 5983); — du projet de loi portant réforme de l'auxiliaryariat : *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Cordonnier* [4 novembre 1949] (p. 5590); en qualité de *Rapporteur général* [10 novembre 1949] (p. 6061); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à interdire l'excédent de dépenses par rapport au crédit accordé l'année précédente pour les auxiliaires* (p. 6065, 6066); Art. 2 : *Son amendement tendant à porter à 7 ans, la durée des services nécessaires pour obtenir éventuellement la titularisation* (p. 6068); — du projet de loi portant ouverture de crédits d'exercice clos, en qualité de *Rapporteur général* [1^{er} décembre 1949] (p. 6517, 6518); Art. 1^{er}, Etat A : *Amendement de M. Bichet tendant à rétablir les subventions à l'agence France-Presse* (p. 6520, 6521); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [22 décembre 1949] (p. 7130); Art. 1^{er} : *Amendement de MM. Mont et Noël tendant à*

reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les services de presse de la Présidence du Conseil (p. 7131); — d'une proposition de loi portant révalorisation de la retraite du combattant : *urgence* [8 décembre 1949] (p. 6676); *Sa demande de renvoi à la Commission des finances* (p. 6677); *Discussion générale* (p. 6687, 6688); *Motion préjudicielle de M. Devemy* (p. 6691); — d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles; Art. 1^{er} : *Demande de disjonction présentée par le Gouvernement des amendements tendant à augmenter l'allocation temporaire* [14 décembre 1949] (p. 6869); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (ses observations sur l'équilibre du budget)* [21 décembre 1949] (p. 7073); *Ses observations sur l'intégration de la fiscalité dans les prix* (p. 7112); *Sa proposition de renvoyer le débat à lundi 26 décembre* [24 décembre 1949] (p. 7236); Art. 2 : *Amendement de M. Devemy tendant à augmenter de 10 milliards les crédits pour les anciens combattants et victimes de la guerre* [26 décembre 1949] (p. 7265); *Amendement de M. Michel tendant à prévoir deux milliards pour le pécule des anciens prisonniers de guerre* (p. 7278); Art. 4 : *Amendement de M. Lenormand tendant à augmenter de 100 milliards les crédits pour la reconstruction* [27 décembre 1949] (p. 7332); *Motion de M. Nisse tendant à discuter l'article 4 après l'article 5* (p. 7334); Article additionnel : *Amendement de M. Deixonne tendant à instituer le pari au livre pour les courses de chevaux* (p. 7370); *Motion de M. Bichet tendant à renvoyer les articles additionnels à la loi sur les voies et moyens* (p. 7379); Art. 24 : *Amendement de M. Gaillard tendant à supprimer l'article majorant les droits de mutation* (p. 7385, 7386); Art. 40 : *Amendement de MM. Devemy et Aubry tendant à mettre à parité les traitements des fonctionnaires et les pensions des victimes de guerre* (p. 7412, 7413); Article additionnel : *Nouvelles conclusions de la Commission* [28 décembre 1949] (p. 7473); *Amendement de M. Bergeret tendant à créer un impôt nouveau sur les salariés gagnant plus de 960.000 francs par an* (p. 7474); *Amendement de M. Gozard tendant à porter l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières à 30 0/0* (p. 7474); *Amendement de M. Valentino tendant à ne pas appliquer les articles 8 et 9 dans les départements d'outre-mer* (p. 7474); Art. 25 : *Ses expli-*

cations de vote sur la question de confiance posée contre les amendements à l'article majorant la taxe à la production [30 décembre 1949] (p. 7604, 7605); Art. 27 : *Rappel au règlement de M. Laurens (Recevabilité de l'amendement de M. Tanguy-Prigent)* (p. 7614); Art. 28 et suivants : *Equilibre des dépenses et des recettes* [31 décembre 1949] (p. 7666); Art. 27 bis : *Amendement de M. Robert Prigent tendant à reprendre le texte gouvernemental relatif à l'impôt sur les transporteurs routiers* (p. 7668). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*discussion du projet de loi relatif aux conventions collectives*) [21 décembre 1949] (p. 7104); — sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion du projet de loi relatif aux taxes locales*) [27 décembre 1949] (p. 7356); — sur une motion d'ordre (*demande de suspension de séance présentée par le Gouvernement*) [28 décembre 1949] (p. 7470). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1949] (p. 7651); Art. 1^{er} : *Demande de reprise du texte gouvernemental n'affectant aucun crédit au reclassement des fonctionnaires, présentée par le Gouvernement* (p. 7652); Art. 24 : *Suppression des emplois des services du ravitaillement* (p. 7663); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [29 janvier 1950] (p. 734); *Discussion générale* (p. 746, 749); Art. 7 bis : *Amendement de M. Brillouet tendant à reprendre le texte voté en première lecture concernant la mytiliculture* (p. 759); Art. 25 : *Amendement de M. Gabelle tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la majoration de la taxe à la production* (p. 761); — du projet de loi relatif à la répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950, en qualité de *Rapporteur général* [1^{er} février 1950] (p. 859); Art. 2 bis : *Interdiction de nommer des fonctionnaires titulaires nouveaux* (p. 860); Art. 4 : *Ouverture de crédits équivalents à 6 mois de dépenses pour la défense nationale* (p. 861). — Est entendu sur le renvoi d'une proposition de loi relative au droit de timbre pour les récépissés de déclaration d'automobiles [2 mars 1950] (p. 1610). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre, en qualité de *Rapporteur général* [23 mars 1950] (p. 2306,

2307, 2308, 2309, 2313); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Lenormand tendant à supprimer le deuxième alinéa permettant de faire des virements de crédits d'un chapitre à l'autre* [28 mars 1950] (p. 2486); Etat A, Chap. 8500 : *Amendement de M. Crouzier tendant à augmenter de 6 milliards les crédits pour la S.N.C.F.* (p. 2487, 2488, 2489, 2490); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Nisse tendant à imputer le coût des constructions expérimentales sur les investissements productifs et non sur les dommages de guerre* (p. 2494); Art. 2 : *Amendement de M. Brillouet tendant à prévoir la répartition de ces crédits entre les diverses catégories de sinistrés* (p. 2495, 2496); *Amendement de M. Cance tendant à ne diminuer en aucun cas les crédits pour les immeubles d'habitation* (p. 2497); *Demande de reprise du texte gouvernemental n'affectant que 12 milliards aux dommages mobiliers, présentée par le Gouvernement* (p. 2501, 2502, 2503); Art. 11 : *Amendement de M. Triboulet tendant à autoriser les associations de remembrement à donner des terrains pour construire des immeubles en préfinancement* (p. 2516); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [2 juin 1950] (p. 4161, 4162); Art. 1^{er} : Etat A : *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République diminuant de 6 milliards les crédits pour la S.N.C.F.* (p. 4166); — du projet de loi portant répartition provisoire des crédits ouverts pour 1950, en qualité de *Rapporteur général* [30 mars 1950] (p. 2638, 2639, 2640); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950, en qualité de *Rapporteur général* [25 avril 1950] (p. 2839, 2840, 2841, 2842, 2847); *Discussion générale* [26 avril 1950] (p. 2886, 2887); Art. 2 : *Crédits prévus pour les investissements privés* (p. 2900); *Transfert des crédits des charbonnages de France aux prêts d'intérêt agricole* (p. 2904, 2908); *Amendement de M. Védrières tendant à poursuivre jusqu'à achèvement les travaux en cours* (p. 2908); *Amendement de M. Jean Masson relatif aux avances à la Caisse centrale de la France d'outre-mer pour l'équipement des territoires d'outre-mer* (p. 2909); *Amendement de M. Gourdon relatif à l'utilisation des crédits dans le secteur agricole* (p. 2911); *Amendement de M. Pineau tendant à rétablir le crédit de 22,5 milliards prévu pour les charbonnages de France* (p. 2913); Etat C : *Amendement de M. Biscarlet tendant à sup-*

primer les investissements en Indochine (p. 2932, 2933); Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à réduire de 2 milliards les investissements en Indochine et à augmenter de 2 milliards les prêts agricoles (p. 2934); Art. 4 : Amendement de M. Bourgès-Maunoury tendant à faire ordonner par le Commissariat général aux plans les prêts prévus à l'article 2 [28 avril 1950] (p. 3040, 3041); Amendement de M. Gabelle tendant à accorder le concours financier de l'Etat aux entreprises ou collectivités émettant des emprunts pour financer des programmes susceptibles de bénéficier de prêts (p. 3042); Art. 6 : Crédits pour les habitations à bon marché (p. 3065, 3066); Amendement de M. René Schmitt tendant à porter de 37 à 42 milliards les crédits pour les habitations à bon marché (p. 3071); Amendement de M. Coudray tendant à préciser le montant des crédits de paiement affectés aux sociétés de crédits immobiliers (p. 3072); Article additionnel : Amendement de M. Siefridt tendant à placer sous le contrôle technique du Ministère de la Reconstruction, les constructions de logements réalisées par les services publics [3 mai 1950; (p. 3171); Art. 11 bis : Amendement de M. Gaillard relatif au financement des travaux de recherche d'eau (p. 3173); Amendement de M. Gaillard relatif à la forme de l'aide de l'Etat (allocation en capital et annuités) (p. 3173); Art. 11 ter : Amendement de M. Coudray tendant à réserver, par priorité, la participation de l'Etat au logement des familles nombreuses (p. 3174); Amendement de M. Paumier tendant à réserver, par priorité, la participation de l'Etat aux ouvriers agricoles (p. 3175); Art. 11 quater : Amendement de M. Coudray tendant à porter le maximum de la participation financière de l'Etat à 1 million (p. 3175); Art. 18 : Amendement de M. Gabelle tendant à accorder la garantie de l'Etat aux exportateurs (p. 3176, 3177); Amendement de M. Paumier tendant à augmenter le montant maximum des garanties au crédit artisanal (p. 3177); Art. 21 bis : Amendement de M. Poumadère tendant à supprimer l'article accordant un intérêt aux actionnaires d'Air-France (p. 3179); Art. 23 : Amendement de M. Schmitt tendant à disjoindre l'article relatif au budget des œuvres sociales de l'Electricité de France (p. 3180, 3181); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur général [19 juillet 1950] (p. 5612); Art. 2, Etat C : Amendement de M. Finet tendant à augmenter de

1 milliard les crédits pour les Charbonnages de France (p. 5617); Amendement de M. Goudoux tendant à augmenter de 500 millions les crédits pour l'Electricité de France (p. 5618, 5619). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (Discussion du budget des P.T.T.) [3 mai 1950] (p. 3183). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; P. T. T., Chap. 3040 : Amendement de M. E. Hughes tendant à rétablir les crédits demandés pour les travaux d'impression [3 mai 1950] (p. 3226, 3227); INTÉRIEUR, Chap. 503 : Rétablissement du chapitre pour mémoire [31 mai 1950] (p. 4082, 4083); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1000 : Amendement de M. Martine tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour le personnel de l'Administration centrale (création d'emplois) [6 juin 1950] (p. 4330, 4331); COMMERCE ET INDUSTRIE, en qualité de Rapporteur général [11 juin 1950] (p. 4640, 4645); Sa demande de renvoi du débat (p. 4645); Chap. 1000 : Demande de rétablissement des crédits pour le personnel de l'Administration centrale, présentée par le Gouvernement (p. 4646); Chap. 1020 : Personnel des services extérieurs (Service de la propriété bâtie) (p. 4647); Chap. 1060 : Amendement de M. Poulain tendant à rétablir les crédits du Gouvernement pour les services extérieurs de la direction des mines (p. 4647); Chap. 1100 : Amendement de M. Poulain tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les services extérieurs de la direction du gaz et de l'électricité (p. 4647); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 4040 : Amendement de M. René Schmitt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales (scandales de la mutuelle) [13 juin 1950] (p. 4701); Chap. 4080 : Demande de rétablissement des crédits pour les services de logement, présentée par le Gouvernement (p. 4711); FINANCES, en qualité de Rapporteur général [15 juin 1950] (p. 4849, 4856); Chap. 0260 : Service des titres émis pour rembourser les dommages de guerre (p. 4866); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Discussion générale [21 juin 1950] (p. 5085); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 5490 : Amendements de Mlle Rumeau et de M. Audeguil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'activité théâtrale (décentralisation) [19 juillet 1950] (p. 5595); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 1090 :

Amendement de M. Le Coutaller tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les commissions chargées de l'examen des candidatures aux emplois réservés [24 juillet 1950] (p. 5893); — d'une proposition de loi relative aux statut des déportés du travail, en qualité de *Rapporteur pour avis* [23 mai 1950] (p. 3783); Art. 5 : *Amendement de M. Poirot tendant à inclure les maladies ou infirmités aggravées pendant la déportation* (p. 3785); Art. 11 : *Octroi d'une indemnité forfaitaire (application de l'article premier de la loi des maxima)* (p. 3786). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du budget de la France d'outre-mer* [23 mai 1950] (p. 3820). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Éducation nationale : *Discussion générale* [30 mai 1950] (p. 4017). — Est entendu pour une modification de l'ordre du jour : *Discussion du budget des finances et des affaires économiques* [7 juin 1950] (p. 4395, 4396); *Discussion de la proposition de M. David relative au reclassement des fonctionnaires* (p. 4422); *Sa demande de réserver le vote sur l'article unique* [26 juillet 1950] (p. 6008); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; AGRICULTURE, Chap. 3290 bis : *Caisse de solidarité pour les calamités agricoles* [27 juillet 1950] (p. 6105); FRANCE D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur général* [31 juillet 1950] (p. 6342); P. T. T., Chap. 6120 : *Diminution des crédits du chapitre d'équilibre* [1^{er} août 1950] (p. 6384); FINANCES, Article unique : *Non-adoption de l'article* (p. 6383); en qualité de *Rapporteur général* [4 août 1950] (p. 6704); INDUSTRIE ET COMMERCE, en qualité de *Rapporteur général* (p. 6706). — Est entendu : sur une modification de l'ordre du jour (*discussion du budget de l'aviation civile*) [16 juin 1950] (p. 4905); — sur le règlement de l'ordre du jour (*cote de douzièmes provisoires*) [24 juin 1950] (p. 5271). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant majoration du pourcentage des crédits de fonctionnement pour 1950, en qualité de *Rapporteur général* [29 juin 1950] (p. 5279); Article unique : *Amendement de M. Lejeune tendant à débloquer les crédits pour la construction de logements militaires* (p. 5284); — d'une proposition de loi relative aux dommages causés par les calamités agricoles, en qualité de *Rapporteur général* [20 juillet 1950] (p. 5649, 5650, 5651); — d'une proposition de résolution relative à l'aide aux

victimes des calamités agricoles : *Urgence* [20 juillet 1950] (p. 5654); — du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950 : *Travaux neufs*, en qualité de *Rapporteur général* [20 juillet 1950] (p. 5664, 5665); Etat A, AGRICULTURE, Chap. 8019 : *Amendement de M. Joubert tendant à rétablir les crédits pour les haras de Besançon* (p. 5669); EDUCATION NATIONALE, Chap. 9380 : *Amendement de Mme Lucie Guérin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les constructions scolaires de l'enseignement du 1^{er} degré* (p. 5684); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; Article additionnel : *Sa demande de disjonction de l'amendement de M. Delcos tendant à établir une surtaxe sur les apéritifs anisés* [24 juillet 1950] (p. 5872); le retire (p. 5873); *Sa demande de disjonction de l'amendement de M. Delcos* [26 juillet 1950] (p. 6008). — Est entendu sur une motion d'ordre (*discussion du budget des anciens combattants*) [26 juillet 1950] (p. 6004). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles; Budget annexe des prestations familiales agricoles : *Demande de seconde délibération de l'article 7 présentée par M. Waldeck Rochet* [31 juillet 1950] (p. 6280); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1949, en qualité de *Rapporteur général* [31 juillet 1950] (p. 6294); Art. 1^{er} : *Supplément de recettes perçu en 1949* (p. 6295); Art. 2, Etat A, AGRICULTURE, Chap. 174 : *Amendement de M. Gros tendant à supprimer les crédits pour les conseils agricoles départementaux* [31 juillet 1950] (p. 6297); — du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre des dépenses militaires en 1949, en qualité de *Rapporteur général* [31 juillet 1950] (p. 6314, 6316); — du projet de loi portant report de crédits de l'exercice 1948 aux exercices 1949 et 1950, en qualité de *Rapporteur général* [31 juillet 1950] (p. 6324); — du projet de loi portant ratification de décrets, en qualité de *Rapporteur général* [31 juillet 1950] (p. 6339). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*discussion du budget des dépenses civiles en seconde lecture*) [31 juillet 1950] (p. 6344). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, en qualité de *Rapporteur général* [1^{er} août 1950]

(p. 6391, 6392, 6404): Art. 4 : *Demande de disjonction de l'article relatif à la publicité des contrats et des comptes des entreprises nationales, présentée par le Gouvernement* [2 août 1950] (p. 6418, 6419); Art. 28 : *Demande de rétablir l'article relatif à la rémunération des agents des ponts et chaussées, présentée par le Gouvernement* (p. 6423); Art. 28 ter : *Amendement de M. Halbout tendant à donner plus de liberté à l'initiative gouvernementale pour les allègements fiscaux* (p. 6428); Art. 49 bis : *Amendement de M. Minjoz tendant à rétablir l'article relatif à la fixation du nombre des conseillers d'Etat* (p. 6450); Art. 64 : *Amendement de M. Pierre Meunier tendant à ne plus assujettir les collectivités locales à l'impôt sur les sociétés au taux de 24 0/0* (p. 6481); Art. 75 ter : *Amendement de M. Moisan tendant à supprimer l'article alignant les traitements des employés de la sécurité sociale sur ceux des fonctionnaires* (p. 6484); Articles additionnels : *Recevabilité des amendements de M. Palewski* (p. 6514); *Amendement de M. Palewski tendant à transformer le service de la propriété industrielle en Institut national* (p. 6515); *Rappel au règlement de M. Garcia (application de l'article 68 du règlement)* (p. 6517); *Demande de seconde délibération présentée par M. Cristofol* (p. 6518). — Est entendu sur une modification de l'ordre du jour (*discussion du projet de loi relatif à la convention conclue avec la Banque de France*) [2 août 1950] (p. 6492). — Prend part à la discussion : du projet de loi approuvant une convention conclue avec la Banque de France, en qualité de *Rapporteur général* [2 août 1950] (p. 6521, 6522); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles; Article additionnel : *Amendement de M. Duprat tendant à accorder une réduction du prix du fergage aux fermiers sinistrés* [4 août 1950] (p. 6625); Art. 5 : *Amendement de M. Rincant tendant à ne pas limiter le fonds national de solidarité viticole à la viticulture* (p. 6627, 6628). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif aux chambres d'agriculture [4 août 1950] (p. 6653). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'aide à la construction, en qualité de *Rapporteur général* [4 août 1950] (p. 6654); Art. 3 : *Amendement de M. Siefridt tendant à fixer les allègements fiscaux prévus après avis des Commissions parlementaires intéressées* (p. 6661); *Amendement de M. Coudray tendant à organiser un fonds*

national d'aménagement du territoire (p. 6663); — du projet de loi instituant une ristourne sur certains carburants utilisés en agriculture; Art. 4 : *Amendement de M. Lucien Lambert tendant à payer la ristourne tous les trois mois* [4 août 1950] (p. 6689). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour du rapport concernant le report du paiement des impôts [9 novembre 1950] (p. 7587). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés, en qualité de *Rapporteur général* [30 novembre 1950] (p. 8323, 8324); — du projet de loi relatif aux crédits des services civils pour l'exercice 1951, INDUSTRIE ET COMMERCE, en qualité de *Rapporteur général* [5 décembre 1950] (p. 8618); AGRICULTURE, Chap. 5020 : *Amendement de M. Lucas tendant à rétablir les crédits pour frais de vulgarisation et d'information éducative* [26 décembre 1950] (p. 9623); Chap. 5120 : *Amendement de M. Moussu tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux jardins ouvriers* (p. 9627). — Est entendu sur le règlement de l'ordre de jour (*Retrait de l'ordre du jour du projet de loi ouvrant des crédits pour le fonctionnement de la délégation française au pacte atlantique*) [6 décembre 1950] (p. 8699). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 13 : *Amendement de MM. Vée et Tanguy Prigent tendant à fixer la participation de l'Etat à 75 0/0 des dépenses de l'allocation vieillesse agricole* [8 décembre 1950] (p. 8716, 8717, 8718, 8719); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement, en qualité de *Rapporteur général* [27 décembre 1950] (p. 9642, 9643, 9644, 9645, 9650, 9651); *Nouveau texte de la Commission* [28 décembre 1950] (p. 9750, 9751); Art. 1^{er} : *Ouverture d'un crédit de 740 milliards pour le budget militaire* (p. 9773, 9774); Art. 6 : *25 milliards d'économies à réaliser en 1951* (p. 9828); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur général* [5 janvier 1951] (p. 209, 210); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Retrait de l'ordre du jour proposé par la Conférence des Présidents* [25 janvier 1951] (p. 365); *Proposition de M. Frédéric-Dupont de renvoyer le débat au 13 février* (p. 366); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en

1951; INTÉRIEUR, Chap. 5020 : *Participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales* [15 février 1951] (p. 1164, 1165); Chap. 6030 : *Réparations civiles (lenteur de la discussion du budget)* [20 février 1951] (p. 1349); INDUSTRIE ET COMMERCE : amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [14 mars 1951] (p. 1915); RECONSTRUCTION ET URBANISME : amendé par le Conseil de la République [14 mars 1951] (p. 1922); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4010 : *Amendement de M. P.-H. Teitgen tendant à insérer un chapitre nouveau garantissant le salaire minimum des maîtres laïques de l'enseignement privé* [20 mars 1951] (p. 2216, 2217, 2235); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1300 : *Demande de rétablissement des crédits pour les comptables du Trésor, présentée par le Gouvernement* [3 avril 1951] (p. 2581); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, en qualité de *Rapporteur général* (p. 2632); *Motion préjudicielle de M. Cayeux tendant à surseoir à la discussion jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative* (p. 2635, 2636); FRANCE D'OUTRE-MER : *Sa demande de renvoi du débat* [4 avril 1951] (p. 2668); Chap. 1060 : *Contrôleurs techniques du chemin de fer franco-éthiopien* [4 avril 1951] (p. 2691); RADIODIFFUSION, Chap. 1000 : *Demande de rétablissement des crédits, présentée par le Gouvernement (suppression d'emplois)* [10 avril 1951] (p. 2998); Chap. 1090 : *Publicité compensée* (p. 3001); Chap. 3060 : *Amendement de M. Thuillier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour droits d'auteur (rémunération des œuvres inédites)* (p. 3006); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Barel tendant à exonérer de la redevance radiophonique les vieux travailleurs et économiquement faibles* (p. 3036); P. T. T. : *Demande de renvoi à la Commission des finances, présentée par M. Bianchini* [2 mai 1951] (p. 4416, 4417). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite du budget de l'Intérieur*) [16 février 1951] (p. 1270); — sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Suite de la discussion du budget*) [20 février 1951] (p. 1368). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de mars 1951, en qualité de *Rapporteur* [28 février 1951] (p. 1700, 1701, 1702); Art. 4 : *Demande de rétablissement de l'article ouvrant des crédits pour les programmes d'entretien courant de la défense nationale, présentée par le Gouvernement* (p. 1707, 1708);

Art. 11 : *Incorporation des textes dans le Code général des impôts* (p. 1710); *Amendement de M. Degoutte tendant à rendre exécutoire l'article 11 de la loi de finances pour 1951, déduisant du revenu imposable les primes d'assurances sur la vie* (p. 1711); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 1712). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Vote du douzième provisoire en seconde lecture*) [28 février 1951] (p. 1723). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951 (Dépenses civiles), en qualité de *Rapporteur* [21 mars 1951] (p. 2307, 2308); *Demande d'ajournement des débats, présentée par M. Jeanmot* (p. 2309); Art. 2 : *Amendement de M. Perdon tendant à prévoir une avance de trésorerie aux caisses d'allocations familiales pour couvrir la majoration de 20 0/0 des prestations familiales* (p. 2315); *Modification du titre de la loi* (p. 2316). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Suspension de séance; discussion des crédits militaires*) [21 mars 1951] (p. 2397); — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951 (DÉPENSES MILITAIRES) : *Motion préjudicielle de M. Nisse tendant à suspendre le débat jusqu'à ce que le Gouvernement fasse une déclaration sur sa politique sociale* [21 mars 1951] (p. 2401). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du budget du Commissariat des Affaires allemandes et autrichiennes* [4 avril 1951] (p. 2668, 2669); *Suite du budget* (p. 2961); *Suite de la discussion du budget de la Radiodiffusion* [9 avril 1951] (p. 2986, 2987). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils, en qualité de *Rapporteur général* [10 avril 1951] (p. 3037, 3038); *Motion préjudicielle de M. Thamier demandant l'augmentation des crédits pour les constructions scolaires* (p. 3069, 3070); *Sa demande de réserver les articles 5 et 16* [11 avril 1951] (p. 3084); AGRICULTURE, Chap. 801 : *Équipement rural* (p. 3089); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 8070 : *Opérations d'urbanisme dans les villes sinistrées (Boulogne-sur-mer)* (p. 3113); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 801 : *Route nationale* (p. 3115); Art. 10 : *Amendement de M. Rollin relatif à l'évacuation des locaux d'habitation occupés par les administrations publiques* (p. 3133). — Est entendu sur les propositions de la confé-

rence des Présidents (*discussion du budget de la Reconstruction*) [10 avril 1951] (p. 3041). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, en qualité de *Rapporteur général* [12 avril 1951] (p. 3182, 3183, 3184, 3185, 3186); *Motion préjudicielle de M. Lenormand tendant à demander 500 milliards pour la Reconstruction* (p. 3191); *Motion préjudicielle de Mme Rabaté tendant à demander 100 milliards pour les habitations à loyer modéré* (p. 3194); *Sa demande de réserver les articles 1 à 10* [13 avril 1951] (p. 3277); Article additionnel: *Amendement de M. Siefert tendant à prévoir une aide de l'Etat aux fonctionnaires désirant faire construire* (p. 3289); Art. 2: *Amendement de M. R. Schmitt tendant à prévoir un emprunt de 80 milliards au profit de la Caisse autonome de la reconstruction*. [18 avril 1951] (p. 3494); *Amendement de M. Coudray tendant à supprimer la phrase relative à l'utilisation du produit des emprunts* (p. 3494); *Renvoi de la discussion* [19 avril 1951] (p. 3538); Art. 8: *Nouveau texte de la Commission* [11 mai 1951] (p. 5067); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 26 quater: *Amendement de M. Leenhardt tendant à reprendre l'article créant un poste de commissaire du Gouvernement* [22 mai 1951] (p. 5673); Art. 27: *Amendement de M. Leenhardt tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux déclarations de dommages par les sinistrés* (p. 5674). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents (*débat sur les majorations des allocations familiales*) [28 avril 1951] (p. 4153). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour mai 1951 [30 avril 1951] (p. 4352): *Discussion générale (brigades polyvalentes)* (p. 4355); Art. 2: *Montant des crédits alloués pour le mois de mai* (p. 4359); Art. 10: *Demande de reprise de l'article relatif aux taxes locales, présentée par le Gouvernement* (p. 4361); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour l'exercice 1951, en qualité de *Rapporteur* [5 mai 1951] (p. 4649, 4650, 4651, 4652, 4653, 4654) Etat B, ENERGIE; *Demande de disjonction des prêts aux charbonnages de France, présentée par Mme Schell* [6 mai 1951] (p. 4682); ligne 4: *Demande de discussion du prêt de 10 milliards à la Compagnie nationale*

du Rhône, présentée par M. Michel (p. 4693); COMMUNICATIONS: (*prêts à Air France*) (p. 4696); AGRICULTURE: *Amendement de M. Girard tendant à ouvrir des crédits à la Caisse Nationale de crédit agricole pour des prêts dans les territoires d'outre-mer* (p. 4698); ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES: *Demande de M. Leenhardt de réserver le paragraphe (insuffisance des crédits pour le secteur libre)* (p. 4699); INVESTISSEMENTS HORS MÉTROPOLE: *Amendement de M. Charpentier tendant à réduire de 1 milliard les prêts pour l'Afrique du Nord (construction d'une usine de caoutchouc synthétique)* (p. 4700, 4702); *Amendement de Mlle Archimède tendant à augmenter de 500 millions les prêts à long terme dans les départements d'outre-mer* (p. 4707); Article additionnel: *Amendement de M. Leenhardt tendant à prévoir 31 milliards de crédits pour les entreprises privées* (p. 4708, 4709); *Sous-amendement de M. Julian tendant à prévoir 3 milliards pour les entreprises artisanales et petites entreprises* (p. 4710); Etat B, ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES: *Disjonction des prêts pour le plan de modernisation et d'équipement* (p. 4726); *Sa demande de renvoi à la Commission des prêts au tourisme* (p. 4726); Etat C: ELECTRICITÉ DE FRANCE: *Amendement de M. Goudoux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (arrêt de construction des centrales dans la Corrèze)* (p. 4730) Article additionnel: *Amendement de M. Valentino tendant à prévoir des prêts aux artisans par des sociétés de caution mutuelle dans les départements des territoires d'outre-mer* (p. 4735); *Amendement de M. Valentino tendant à prévoir 300 millions pour l'équipement rural des départements* (p. 4736); Article additionnel: *Amendement de M. Mudry tendant à rétablir le conseil central des œuvres sociales d'Electricité et Gaz de France* (p. 4738, 4739); *Amendement de M. Camphin tendant à interdire toute fermeture de mine* (p. 4740); *Suite du débat* (p. 4740); *Nouveau texte de la Commission* [9 mai 1951] (p. 4872, 4873, 4875); Art. 2, Etat B, ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES: *Amendement de M. Leenhardt tendant à prévoir des prêts pour les « trains à bandes »* (p. 4875); *Amendement de M. Julian tendant à prévoir des prêts pour les petites entreprises artisanales* (p. 4876, 4877); *Amendement de M. Médecin tendant à augmenter les prêts pour l'équipement touristique* (p. 4879); Article additionnel:

Amendement de M. Valentino tendant à créer des sociétés d'économie mixte pour la construction de logements (p. 4881); *Amendement de M. Leenhardt tendant à fixer à 20 milliards le montant maximum des garanties de l'Etat* (p. 4883); *Amendement de M. Leenhardt tendant à accorder l'aide de l'Etat aux entreprises qui lanceront des emprunts en 1951* (p. 4884); *Seconde délibération* (p. 4485); Art. 5 : *Sa demande de rétablir l'article relatif à l'équipement de l'agriculture et de l'industrie de l'azote* (p. 4885); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 4902); *de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République*; Art. 2, Etat B : *Amendement de M. Michel tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée nationale pour les prêts aux Charbonnages de France* [22 mai 1951] (p. 5675); — du projet de loi relatif à la réalisation d'un plan d'économies; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Suppression de la direction de l'architecture* [7 mai 1951] (p. 4754); FINANCES, Chap. 6000 : *Amendement de M. M. David tendant à prévoir un abattement de 30 millions sur les frais de trésorerie* (p. 4757); Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir 1,500 milliards d'économies par décret* [9 mai 1951] (p. 4900); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4900); *de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République*; Art. 1 bis : *Demande de disjonction de l'article prévoyant 4.549 millions d'économies sur le budget civil* [18 mai 1951] (p. 5465). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*vote de la loi d'investissements pour la réparation des dommages de guerre* [11 mai 1951] (p. 5066)). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1951, en qualité de *Rapporteur général* [18 mai 1951] (p. 5489, 5490); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951 amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [22 mai 1951] (p. 5724); Art. 2 : *Amendement de Mme Boutard tendant à fixer la cotisation à 48 0/0 du revenu imposable à la contribution foncière* (p. 5725)

BARBIER (M. André), *Député des Vosges.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commis-

sion des moyens de communication [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la population, de la famille et de la santé publique [4 février 1947] (p. 148), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de comptabilité [22 décembre 1947] (p. 6071). — Est nommé juge suppléant à la Haute-Cour de justice. (Application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice. (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 4 juin 1948, une proposition de loi organisant la lutte contre les parasites animaux et végétaux des bois et forêts, n° 4462. — Le 24 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder l'aide nécessitée par le cataclysme dont a été victime une partie du département des Vosges dans la nuit du 22 mai 1950, n° 10042.

Interventions :

S'excuse de son absence [16 mai 1947] (p. 1630). = Obtient un congé [16 mai 1947] (p. 1630).

BARDOUX (M. Jacques), *Député du Puy-de-Dôme.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300). — Est élu Président de cette Commission [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 964), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 782). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364). — Est élu Vice-Président de la Commission des affaires étrangères [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 716), [*J. O.* du 27 janvier 1951] (p. 944). — Est nommé

membre de la Commission de la réforme administrative [8 août 1947] (p. 4109). — Est nommé juré de la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 195), [1^{er} juin 1948] (p. 3049).

Dépôts :

Le 17 décembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier le paragraphe 2 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 sur la sécurité sociale, **n° 146**. — Le 20 décembre 1946, une proposition de loi portant définition de la nationalité française et fixant les règles de l'immigration des étrangers et de leur naturalisation, **n° 166**. — Le 20 décembre 1946, une proposition de loi relative aux conseils cantonaux, **n° 167**. — Le 20 décembre 1946, une proposition de loi tendant à créer dans les départements des chambres de paysannerie, **n° 168**. — Le 20 décembre 1946, une proposition de loi tendant à créer dans les départements des chambres du travail, **n° 169**. — Le 14 janvier 1947, une proposition de loi relative à la gestion des administrations industrielles et commerciales de l'Etat, **n° 237**. — Le 14 janvier 1947, une proposition de loi sur la liberté individuelle, **n° 273**. — Le 28 janvier 1947, une proposition de loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, **n° 394**. — Le 28 janvier 1947, une proposition de loi relative au recrutement, à l'organisation et à la composition des conseils de préfecture, **n° 397**. — Le 7 février 1947, une proposition de loi relative aux élections municipales, **n° 491**. — Le 7 février 1947, une proposition de loi relative à l'administration municipale, **n° 492**. — Le 11 février 1947, une proposition de loi sur le caractère nominatif des actions et obligations, **n° 518**. — Le 4 mars 1947, une proposition de loi relative à l'élection des membres du Conseil de la République, **n° 806**. — Le 20 mars 1947, une proposition de loi relative aux associations et partis politiques, **n° 993 (rectifié)**. — Le 29 avril 1947, une proposition de résolution tendant à modifier le règlement de l'Assemblée Nationale, **n° 1158**. — Le 23 mai 1947, une proposition de loi tendant à favoriser l'extension des emblavures de blé au cours de l'automne 1947 et du printemps 1948, **n° 1444**. — Le 30 juin 1947, une proposition de loi ayant pour

objet d'assurer pour les entreprises artisanales et moyennes la déduction du salaire du conjoint, l'exonération des réserves, le relèvement de l'abattement à la base, et l'accroissement du nombre de compagnons toléré dans le régime spécial de l'artisanat, **n° 1791**. — Le 17 juillet 1947, une proposition de loi portant statut des entreprises nationalisées, **n° 2044**. — Le 4 août 1947, une proposition de loi modifiant l'article 11 de la loi du 7 mai 1946 sur les jardins ouvriers, **n° 2229**. — Le 7 août 1947, une proposition de loi ayant pour objet la construction de maisons d'habitation, **n° 2304**. — Le 25 novembre 1947, une proposition de loi tendant à accroître les rentes des créanciers et petits propriétaires, **n° 2699**. — Le 25 novembre 1947, une proposition de loi relative aux régions administratives, **n° 2700**. — Le 26 décembre 1947, une proposition de loi sur l'indemnisation du chômage intempéries dans les entreprises artisanales du bâtiment, **n° 3002**. — Le 26 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever l'indemnité de fonctions allouée aux greffiers de paix et de police, **n° 3120**. — Le 4 février 1948, une proposition de loi ayant pour objet de réviser et de compléter la loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation (loi du 7 janvier 1948), **n° 3238 (rectifié)**. — Le 19 février 1948, une proposition de loi tendant à intéresser les fonctionnaires aux économies, **n° 3463**. — Le 24 février 1948, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 4 septembre 1947 sur la domiciliation obligatoire des lettres de change et des billets à ordre, **n° 3528**. — Le 2 février 1948, une proposition de loi tendant à la révision de l'article 12 de la loi n° 47-1504 portant amnistie en date du 16 août 1947, **n° 3623**. — Le 4 mars 1948, une proposition de loi ayant pour but d'assurer l'exonération fiscale de l'épargne investie, **n° 3641**. — Le 30 avril 1948, une proposition de loi sur le cumul des Greffes de juridiction, **n° 4101**. — Le 13 mai 1948, une proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 14 janvier 1933 et l'article 623 du Code de commerce, relatifs à l'élection des membres des tribunaux de commerce, **n° 4162 (rectifié)**. — Le 27 mai 1948, un avis au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords et protocoles signés à Paris le 19 mars 1948 entre la France et la Pologne et relatifs à di-

verses questions d'ordre financier et économique, n° 4320. — Le 1^{er} juillet 1948, une proposition de loi complétant l'Organisation des justices de paix, n° 4795. — Le 15 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur : I. Le projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République; II. Les propositions de loi : 1^o de M. Jacques Bardoux relative à l'élection des membres du Conseil de la République; 2^o de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues sur la composition et l'élection du Conseil de la République, n° 4953. — Le 19 juillet 1948, une proposition de loi sur le statut disciplinaire des greffiers, officiers publics et ministériels, n° 4992. — Le 24 juillet 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur : I. Le projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République; II. Les propositions de loi : 1^o de M. Jacques Bardoux relative à l'élection des membres du Conseil de la République; 2^o de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues sur la composition et l'élection du Conseil de la République; 3^o de M. René Capitant relative à l'élection des Conseillers de la République, n° 5047. — Le 24 juillet 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur : I. Le projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République; II. Les propositions de loi : 1^o de M. Jacques Bardoux relative à l'élection des membres du Conseil de la République; 2^o de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues sur la composition et l'élection du Conseil de la République; 3^o de M. René Capitant relative à l'élection des Conseillers de la République, n° 5047 (nouvelle rédaction). — Le 24 juillet 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur : I. Le projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République; II. Les propositions de loi : 1^o de M. Jacques Bardoux relative à l'élection des membres du Conseil de la République; 2^o de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues sur la composition et l'élection du Conseil de la République; 3^o de M. René Capitant relative à l'élection des Conseillers de la République, n° 5047 (nouvelle rédaction [2]). — Le 30 juillet 1948, une proposition de loi tendant à compléter la loi du

17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, n° 5110. — Le 16 novembre 1948, une proposition de résolution tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 5604. — Le 16 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 5604 (rectifié). — Le 14 novembre 1948, une proposition de loi permettant la revision du prix des baux commerciaux visés par l'article 6 de la loi du 30 juin 1926, n° 5605 (rectifié). — Le 7 décembre 1948, une proposition de loi ayant pour objet d'ajouter à l'article 23 du Code des impôts directs un article 23 bis sur les ouvriers à domicile, n° 5730. — Le 7 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 45 du décret du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, n° 5731. — Le 18 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le texte du décret du 4 juin 1948, sur les tarifs des huissiers, n° 6089. — Le 28 janvier 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 6219 (rectifié). — Le 22 février 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'article 10 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 6542. — Le 23 mars 1949, une proposition de loi ayant pour objet de faciliter la construction de maisons pour familles nombreuses, n° 6847. — Le 8 avril 1949, une proposition de loi sur l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, n° 6998. — Le 17 mai 1949, une proposition de loi tendant à accroître les ressources et l'action des Chambres d'agriculture, n° 7178. — Le 17 mai 1949, une proposition de loi sur la participation des Caisses d'épargne au financement de la reconstruction, n° 7179. — Le 17 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le statut du Conseil de l'Europe signé à Londres le 5 mai 1949 et fixant les modalités de désignation des représentants de la France à l'Assemblée consultative prévue par ce statut, n° 7523. — Le 17 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le statut du Conseil de l'Europe signé à Londres le 5 mai 1949 et fixant les modalités de désignation des représentants

de la France à l'Assemblée consultative prévue par ce statut, n° 7523 (rectifié). — Le 23 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères, sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant le Président de la République à ratifier le statut du Conseil de l'Europe signé à Londres le 5 mai 1949 et fixant les modalités de désignation des représentants de la France à l'Assemblée consultative prévue par ce statut, n° 7996. — Le 18 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à modifier les articles 106 et 107 du Règlement, n° 8214. — Le 18 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à modifier les articles 106 et 107 du Règlement, n° 8214 (rectifié). — Le 20 octobre 1949, une proposition de loi sur le marché libre de l'or et des monnaies-or, n° 8231. — Le 25 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 83 du Règlement sur le scrutin public à la tribune, n° 8249. — Le 25 octobre 1949, une proposition de loi sur les donations et fondations des cinq académies de l'Institut de France, n° 8251 (rectifié). — Le 29 novembre 1949, une proposition de loi sur les donations et fondations des associations, sociétés et académies reconnues d'utilité publique, n° 8525. — Le 17 janvier 1950, une proposition de loi sur le « marché noir du travail artisanal », n° 8985. — Le 16 février 1950, une proposition de loi tendant à autoriser les clercs assermentés, à défaut d'huissier, à rédiger et à signer les procès-verbaux de saisies, de ventes mobilières aux enchères, procès-verbaux d'exécution, d'accidents d'autos, états de lieux, etc., n° 9245. — Le 15 mars 1950, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 110 du Règlement sur la discipline de l'Assemblée, n° 9486. — Le 31 mars 1950, une proposition de loi sur les cotisations des petits employeurs maîtres artisans et travailleurs indépendants aux allocations familiales, n° 9687. — Le 25 avril 1950, une proposition de loi tendant à alléger, dans certains cas précis, le montant des cotisations patronales à la sécurité sociale, n° 9711. — Le 25 avril 1950, une proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 8 du chapitre 2 du titre II de la loi n° 50-205 du 11 février 1950, relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs de travail, n° 9712. — Le 16 mai 1950, une proposition

de résolution tendant à la modification des articles du Règlement relatifs à la procédure d'urgence, n° 9965. — Le 6 juin 1950, une proposition de loi tendant à permettre l'acquisition d'immeubles inachevés ou partiellement détruits ou abandonnés, n° 10187. — Le 7 juin 1950, une proposition de loi sur la copropriété immobilière, n° 10201. — Le 16 juin 1950, une proposition de loi ayant pour objet d'assurer l'achèvement du monument du maréchal Foch, n° 10326. — Le 20 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour mettre un terme à la situation matérielle et morale des travailleurs nord-africains en France, n° 10367. — Le 20 juin 1950, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution de M. Mokhtari tendant à la nomination d'une commission chargée : 1° d'enquêter sur la situation exacte des travailleurs nord-africains en France, leurs difficultés et leurs besoins ; 2° de proposer dans un délai d'un mois, et compte tenu des doléances recueillies, des mesures sociales et financières qui feront l'objet d'un débat au Parlement et seront susceptibles d'assurer, avec le maximum d'efficacité, la défense des intérêts des travailleurs en cause, n° 10368. — Le 11 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours aux sinistrés, victimes des orages qui se sont produits les 15 et 16 juin et le 1^{er} juillet 1950, dans les communes de Clerlande, Les Martes-sur-Morge, Thuret, Sardon, Saint-Amant-Tallende, Sauviat, Saint-Bonnet près Riom et Riom (Puy-de-Dôme) ; 2° à accorder aux sinistrés l'exonération des impôts de 1950 ; 3° à prendre des mesures propres à indemniser les sinistrés, n° 10545. — Le 11 juillet 1950, une proposition de loi relative à la reconstruction du monument commémoratif du général Mangin, détruit par les Allemands en 1940, et instituant une souscription nationale à cet effet, n° 10570. — Le 9 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'O.N.U. d'un projet de convention internationale, sur la répression des agressions et des complicités d'agressions, ainsi que sur la limitation des armements, n° 11583 (rectifié). — Le 21 février 1951, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur la pro-

position de résolution de M. Bétolaud (n° 11981) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour que la prochaine session de l'O.N.U. se tienne à Paris, n° 12295 — Le 15 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser et à coordonner, entre le 2 octobre et le 11 novembre 1951, des cérémonies pour célébrer le 100^e anniversaire de la naissance du maréchal Foch, n° 12500. — Le 20 avril 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, afin d'assurer le libre exercice du culte dans les établissements scolaires de l'Etat et d'autoriser les subventions aux établissements scolaires libres, n° 12922.

Interventions :

Prend part à la discussion de la déclaration du Gouvernement [17 décembre 1946] (p. 114). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi tendant à proroger la législation sur les locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Son amendement tendant à permettre aux petits propriétaires de relever le loyer de leur immeuble* [20 décembre 1946] (p. 189); *Le retire* (p. 190). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils); Art. 4 : *Son amendement tendant à l'établissement d'un bilan des entreprises nationalisées* [21 décembre 1946] (p. 220); *le retire* (ibid.). Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 67 *quinquies* : *Son amendement tendant à assurer le contrôle de l'Etat sur les entreprises nationalisées* [7 février 1947] (p. 251); *le retire* (p. 252); — Dépose une demande d'interpellation sur la politique étrangère du Gouvernement [11 février 1947] (p. 285) — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 932 : *Centre national de la recherche scientifique* [7 mars 1947] (p. 729). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires sur l'exercice 1947 (Dépenses militaires) : *Vote sur la question de confiance (Campagne d'Indochine)* [22 mars 1947] (p. 1022); — Sur le projet de loi portant

ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 (Services civils); Art. 7 *bis* : *Son amendement tendant à interdire toute promotion dans le corps des officiers généraux ou supérieurs* [25 mars 1947] (p. 1089); *le retire* (ibid.); Art. 12 : *Son amendement tendant à reprendre l'article 12* (p. 1091); *le retire* (ibid.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel; Art. 2 : *Son amendement tendant à introduire un article additionnel en vue d'augmenter les loyers au cas où les gains du locataire l'ont été* [26 mars 1947] (p. 1119); — du projet de loi instituant une carte d'acheteur du commerce du bétail et de la viande; Art. 2 : *Son amendement tendant à ce que le retrait de la carte ne soit effectué que conformément à l'avis du Conseil départemental de la viande* [28 mars 1947] (p. 1262); *le retire* (ibid.); — de la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé; Art. 2 : *Son amendement tendant à fixer la prime par quintal commercialisé* [5 juin 1947] (p. 1935); *le retire* [6 juin 1947] (p. 1952). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant approbation du traité de paix avec l'Italie [13 juin 1947] (p. 2112, 2113, 2114); — Ses rapports sur des pétitions [13 juin 1947] (p. 2128). — Participe à la discussion du projet de loi portant amnistie; Art. 9, 2^e alinéa : *Soutient l'amendement de M. Dixmier tendant à ajouter les mots « de la guerre 1914-1918 » à ceux « de la guerre 1939-1945 »* [21 juin 1947] (p. 2305); Art. 17 : *Son amendement tendant à amnistier les mineurs de vingt et un ans de l'indignité nationale* [30 juin 1947] (p. 2568, 2569); Art. 19 : *Amendement de M. Ribeyre tendant à amnistier les anciens combattants condamnés* [7 juillet 1947] (p. 2778). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer cet article relatif au délai de paiement du quatrième quart de l'impôt de solidarité nationale* [23 juin 1947] (p. 2360); — Sur la proposition de loi de M. Meck tendant à instituer la représentation proportionnelle dans l'élection des délégués dans les entreprises : *Motion préjudicielle de M. Musmeaux tendant au renvoi devant le Conseil économique* [26 juin 1947] (p. 2487); — Ses rapports sur des pétitions [31 juillet 1947]

(p. 3807, 3811). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); ECONOMIE NATIONALE, Chap. 117: *Service du contrôle et des enquêtes économiques* [3 juillet 1947] (p. 2673), Chap. 118: *Réduction du nombre des fonctionnaires de l'Economie nationale* (p. 2675), Chap. 128: *Mission commerciale en Allemagne* (p. 2684); JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, Chap. 502: *Son amendement tendant à diminuer les crédits pour subventions diverses* [40 juillet 1947] (p. 2941); PRODUCTION INDUSTRIELLE, Chap. 319: *Frais de déplacement* [11 juillet 1947] (p. 3008), Chap. 503: *Avances et subventions aux entreprises de transports et production d'électricité* (p. 3009), Chap. 710: *Subventions à la production d'or* (p. 3011). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier (exercice 1947), budget ordinaire, dépenses civiles); Art. 27 quater: *Confiscations prononcées par le Ministère des Finances* [31 juillet 1947] (p. 3739). — Participe à la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie: *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [27 août 1947] (p. 4734). — Prend part à la discussion: de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement: *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Lussy* [30 octobre 1947] (p. 4973, 4974); — de la procédure d'élection des membres de l'Assemblée de l'Union française: *Ses explications de vote sur la motion d'ajournement de M. Capitant tendant à ne désigner les membres de l'Assemblée de l'Union française qu'après le renouvellement du Conseil de la République* [13 novembre 1947] (p. 4997); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires (Budget ordinaire) de décembre 1947: *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* [28 novembre 1947] (p. 5218); — d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyer: Art. 2: *Son amendement tendant à permettre à certains propriétaires de demander un loyer supérieur pour les locaux sous-loués* [18 décembre 1947] (p. 5873); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation: Art. 4: *Amendement de M. Antier tendant à accorder un abattement en faveur des titulaires de la*

retraite du combattant ou de pensions [22 décembre 1947] (p. 6142); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation: *Contre l'urgence* [3 janvier 1948] (p. 3, 4); Art. 4: *Son amendement tendant à consentir un abattement à la base pour les anciens combattants et pensionnés de guerre* (p. 34). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique étrangère du Gouvernement après l'échec de la conférence des quatre à Londres [26 janvier 1948] (p. 202); *La développe* [13 février 1948] (p. 737, 738, 739, 740, 741); *Son ordre du jour de confiance* [11 mars 1948] (p. 1665); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Longueur des séances de nuit*) [6 mars 1948] (p. 1455). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à améliorer le sort des rentiers-viagers: Art. 14: *Son amendement tendant à compenser la perte pour le créancier qu'a entraînée la dévaluation* [20 mars 1948] (p. 2047); — Dépose une demande d'interpellation sur la création, par le Gouvernement, d'un projet de fédération européenne [22 avril 1948] (p. 2197); *la retire* [13 mai 1948] (p. 2603). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant aménagement fiscaux: Art. 28 bis: *Son amendement tendant à étendre à 1948 les dégrèvements pour ensemencement de blé* [23 avril 1948] (p. 2259); *le retire* (ibid.); — du projet de loi modifiant la loi du 28 avril 1919 relative à l'organisation judiciaire: Article unique: *Son amendement tendant à étendre les avantages de la loi aux greffiers* [25 mai 1948] (p. 2891); — du projet de loi portant ratification de l'accord franco-polonais du 19 mars 1948, en qualité de Rapporteur pour avis [27 mai 1948] (p. 2965, 2966); — du projet de loi relatif au dégagement de cadres: *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre les conclusions de la Commission* [1^{er} juin 1948] (p. 3053); — du projet de loi relatif aux loyers: Art. 44 bis: *Amendement de M. Minjoz tendant à exclure du bénéfice de la loi les personnes condamnées pour collaboration* [4 juin 1948] (p. 3213); — des interpellations sur la conférence de Londres: *Ses observations dans la discussion générale sur le projet de fédéralisme allemand, la forme des recommandations de Londres, la politique anglo-saxonne et soviétique en Allemagne* [12 juin 1948] (p. 3488 et suiv.); — des projets de loi ratifiant trois actes internationaux: *Convention de coopération écono-*

mique européenne : Art. 1^{er} : *Ses explications de vote* [6 juillet 1948] (p. 4376, 4377, 4378); — son rapport sur une pétition [10 septembre 1948] (p. 6493). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'ordre du jour de M. Duclos, prévoyant la création de Commissions d'enquête : ses observations sur les textes portant répression des délits de sabotage* [23 novembre 1948] (p. 7156, 7157); — du projet de loi relatif à la réunion de plusieurs Justices de paix : *Discussion générale* [7 décembre 1948] (p. 7405); — de la proposition de résolution relative à la procédure de discussion d'urgence : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [9 décembre 1948] (p. 7447); — du projet de loi relatif à la procédure de vote du budget de l'exercice 1949 : Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à affirmer la limitation à l'exercice 1949 de cette procédure* [10 décembre 1948] (p. 7547); Art. 2 : *Son amendement tendant à adopter le texte de la loi du 12 décembre prévoyant l'examen du détail des crédits par les Commissions des finances* (p. 7547); — du projet de loi portant statut des centres d'apprentissage : Art. 2 : *Son amendement tendant à former des centres avec des maîtres artisans* [16 décembre 1948] (p. 7609, 7610); — du projet de loi consentant des avances aux Houillères nationales (*Ses explications de vote sur l'article unique*) [30 décembre 1948] (p. 8143). — du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse ; Art. 2 : *Son amendement tendant à inclure la lâcheté parmi les vices condamnés* [21 janvier 1949] (p. 97, 98); Art. 3 : *Son amendement tendant à modifier la composition de la Commission de surveillance de la presse enfantine* [27 janvier 1949] (p. 141, 142); — du projet de loi relatif à la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires (*ses explications de vote sur l'ensemble*) [28 janvier 1949] (p. 225); — d'une proposition de loi relative aux conditions budgétaires d'une saine réforme administrative ; Article additionnel : *Amendements de MM. Fagon, Petit et Mme Lempereur relatifs au reclassement des fonctionnaires* [10 février 1949] (p. 470); — de la proposition de loi relative à l'organisation administrative (*question préalable posée par M. Triboulet*) [22 février 1949] (p. 787); — ses rapports sur des pétitions [24 février 1949] (p. 918); — de propositions de loi relatives aux

loyers ; Art. 2 : *Amendement de M. Péron relatif à la procédure en cas de désaccord entre locataires et propriétaires* [8 mars 1949] (p. 1301); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements ; Art. 10 *quater* : *Son amendement tendant à préciser la nature des travaux d'équipement rural* [9 mars 1949] (p. 1407); — d'une proposition de loi amendée par le Conseil de la République, portant révision des rentes viagères constituées entre particuliers (*discussion générale*) [10 mars 1949] (p. 1486); — du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine (*discussion générale*) [11 mars 1949] (p. 1580, 1581); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à augmenter la représentation des Français de cette Assemblée* (p. 1583); le retire (p. 1584); Art. 3 : *Son amendement relatif à la composition du Collège électoral de Saïgon-Cholon* (p. 1586); le retire (p. 1587); Art. 4 : *Son amendement tendant à limiter les compétences de cette Assemblée* (p. 1588); le retire (*ibid.*). — Pose à M. le Ministre des finances une question relative aux augmentations de capital faites par les sociétés d'assurances nationalisées en dehors des formes légales [10 juin 1949] (p. 3288). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour 1949 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [24 juin 1949] (p. 3756); — d'une proposition de résolution relative aux propositions de loi émanant de Conseillers de la République : *Discussion générale* [28 juin 1949] (p. 3803, 3804); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières, amendé par le Conseil de la République : (Dispositions générales); Art. 23 *bis* : *Son amendement tendant à reprendre l'article du Conseil de la République facilitant l'exportation de produits français* [1^{er} juillet 1949] (p. 4060); Art. 25 *bis* : *Son amendement tendant à reprendre l'article du Conseil de la République détaxant les produits français exportés* (p. 4060); — d'une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à sanctionner une infraction au règlement, en qualité de Rapporteur [7 juillet 1949] (p. 4324, 4325); — du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe, en qualité de Rapporteur [8 juillet 1949] (p. 4403, 4404, 4405); *Discussion générale* [9 juillet 1949] (p. 4479); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Cot tendant à prévoir un vote du Parlement sur l'entrée de l'Allemagne dans le Conseil de l'Europe* (p. 4498); Art. 2 : *Amende-*

ment de *M. Tempie* tendant à choisir deux représentants de la délégation française dans l'Assemblée de l'Union française (p. 4499); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [23 juillet 1949] (p. 5107). — Est élu membre suppléant de l'Assemblée consultative européenne [26 juillet 1949] (p. 5313). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut du personnel des communes; Art. 20 : *Son amendement tendant à ajouter trois articles nouveaux relatifs aux secrétaires de mairies* [1^{er} décembre 1949] (p. 6526, 6527); — des interpellations sur la politique française à l'égard du Fezzan : *Discussion générale* [13 décembre 1949] (p. 6823, 6824); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Article additionnel : *Son amendement relatif au commerce de l'or* [27 décembre 1949] (p. 7370); *le retire* (ibid.); — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France (*ses explications de vote sur l'article unique*) [28 janvier 1950] (p. 690); — d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre mer (*ses explications de vote sur l'ensemble*) [23 février 1950] (p. 1347); — des conclusions d'un rapport relatif à la procédure d'élection de treize membres de l'Assemblée de l'Union française : *Prise en considération du contre-projet de Mme Peyroles* [24 février 1950] (p. 1420); — d'une proposition de loi relative au renouvellement du Conseil économique : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2300). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Violation du règlement la nuit précédente* [5 mai 1950] (p. 3325, 3326). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; *Etat A*, DÉFENSE NATIONALE, Service de la documentation extérieure et du contre-espionnage : *Amendement de M. Cherrier tendant à supprimer les crédits de ce service* [12 mai 1950] (p. 3661); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 1040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les agents diplomatiques et consulaires à l'étranger (situation de la Lybie et de la Palestine)* [20 juin 1950] (p. 5066, 5067); *le retire* (p. 5067); — d'une proposition de loi relative à l'imposition des tisseurs à domicile; *Urgence* [16 mai 1950] (p. 3682); *Son contre-projet tendant à étendre le texte à d'autres caté-*

gories d'artisans [23 mai 1950] (p. 3778, 3779); Article unique : *Imposition des travailleurs à domicile* [30 mai 1950] (p. 3985); *Son amendement tendant à étendre l'article aux artisans employant de la main-d'œuvre familiale ou un apprenti* (p. 3986); — d'une proposition de loi modifiant la législation relative aux membres des familles ayant régné en France; Art 2 : *Son amendement tendant à ne pas faire ratifier par le Parlement l'expulsion éventuelle des prétendants ou de membres de leur famille* [16 mai 1950] (p. 3727); — du projet de loi relatif à l'incompatibilité des fonctions publiques avec le mandat parlementaire : *Ses explications de vote sur l'article unique (cas de M. Naegelen, Gouverneur général de l'Algérie)* [20 octobre 1950] (p. 7079); — du projet de loi portant ratification des accords franco-sarrois : *Discussion générale* [20 octobre 1950] (p. 7082); — des interpellations sur le réarmement allemand : *Discussion générale (ses observations sur la supériorité militaire soviétique, le réarmement de l'Allemagne orientale, l'ultimatum soviétique contre le réarmement allemand)* [25 octobre 1950] (p. 7198, 7199, 7200). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Inauguration de la nouvelle chambre des communes à Londres*) [2 novembre 1950] (p. 7374). — Son rapport sur une pétition [4 novembre 1950] (p. 7483). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 1000 : *Ses observations sur le réarmement de l'Allemagne* [12 décembre 1950] (p. 8971, 8972, 8973); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ne pas appliquer le transfert aux journaux régulièrement autorisés ou ayant bénéficié d'un non-lieu* [4 janvier 1951] (p. 141, 142); — du projet de loi portant statut général des agents communaux; Art. 80 : *Amendements de MM. Fagon, Cristofol et Badiou relatifs à la limite d'âge pour la retraite* [16 avril 1951] (p. 3344); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [26 avril 1951] (p. 4038, 4039); *Ses explications de vote sur l'ensemble (défauts de la loi)* [27 avril 1951] (p. 4104). = S'excuse de son absence [27 décembre 1946] (p. 370), [31 janvier 1947] (p. 124), [25 février 1947] (p. 444), [12 décembre 1947] (p. 5664),

[23 avril 1948] (p. 2276), [29 avril 1948] (p. 2333), [29 juillet 1948] (p. 5016), [2 août 1948] (p. 5188), [3 mars 1949] (p. 1157), [22 mars 1949] (p. 1670), [29 mars 1949] (p. 1800), [2 juin 1949] (p. 3044), [10 juillet 1949] (p. 4515), [8 novembre 1949] (p. 6002), [11 mai 1950] (p. 3545), [17 juillet 1950] (p. 5464), [1^{er} février 1951] (p. 607), [15 février 1951] (p. 1161), [20 mars 1951] (p. 2188), [5 mai 1951] (p. 4592). = Obtient des congés [25 février 1947] (p. 444), [12 décembre 1947] (p. 5664), [29 avril 1948] (p. 2333), [2 août 1948] (p. 5188), [3 mars 1949] (p. 1157), [22 mars 1949] (p. 1670), [29 mars 1949] (p. 1800), [10 juillet 1949] (p. 4515), [17 juillet 1950] (p. 5464), [1^{er} février 1951] (p. 607), [15 février 1951] (p. 1161), [20 mars 1951] (p. 2188), [5 mai 1951] (p. 4592).

BAREL (M. Virgile), Député des Alpes-Maritimes.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194) ; de la Commission de la presse [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de l'intérieur [13 mai 1948] (p. 2564) ; de la Commission des moyens de communication et du tourisme [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; — Est nommé membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392) ; — Est nommé juré de la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 195), [4 mai 1948] (p. 2484).

Dépôts :

Le 12 décembre 1947, une proposition de loi tendant à réglementer les réquisitions, la vente et la transformation en appartements, d'hôtels ou pensions de famille présentant un intérêt touristique, **n° 105**. — Le 28 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures contre les incendies de forêts dans les départements du

Sud-Est de la France, **n° 374**. — Le 4 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures susceptibles de développer le tourisme, le thermalisme et le climatisme, **n° 819**. — Le 28 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer à Nice une région radiophonique pourvue de moyens importants en vue d'une exploitation rationnelle des ressources radiophoniques de la Côte d'Azur, **n° 1140**. — Le 20 mai 1947, une proposition de loi tendant à décréter gratuite et obligatoire la vaccination des animaux (ovins et caprins) dans les départements du Sud-Est de la France dont les communes sont contaminées par la fièvre de Malte, **n° 1376**. — Le 12 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire reconstruire dans le plus bref délai, les ouvrages détruits au cours des hostilités sur la ligne des chemins de fer d'intérêt général de Nice à Meyrargues (Bouches-du-Rhône), exploitée par les chemins de fer de la Provence, **n° 1680**. — Le 19 juin 1947, une proposition de loi concernant la suppression de bons matières, points d'appareillage et tous autres bons de matières premières pour le stade de la distribution et de l'utilisation du matériel et des appareils électriques dans l'industrie électrique, **n° 1764**. — Le 19 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une dotation supplémentaire d'essence aux bénéficiaires de congés payés et de vacances durant la saison d'été 1947, **n° 1776**. — Le 7 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux cultivateurs des Alpes-Maritimes victimes de la grêle du 28 juin, **n° 2297**. — Le 8 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre en charge une partie des frais occasionnés par l'organisation d'un festival de la fleur et de son parfum dans les Alpes-Maritimes et à en constituer le Comité national, **n° 2323**. — Le 8 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la ristourne sur le prix de l'essence, accordée avant guerre aux chauffeurs de taxi, **n° 2325**. — Le 12 août 1947, une proposition de résolution portant renonciation des membres de l'Assemblée Nationale à prévoir l'augmentation de l'indemnité parlementaire votée le 1^{er} août 1947, **n° 2412**. — Le 17 février 1948, une proposition

de loi étendant aux veuves d'origine française mariées à un étranger victime civile de la guerre, le bénéfice de la loi du 20 mai 1946, n° 3420. — Le 2 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire étudier de façon spéciale la situation présente des populations de Tende, de Saint-Dalmas et de La Brigue, récemment rattachées à la France et à prendre les mesures que cette situation impose, n° 3625. — Le 19 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir une caisse de chômage dans le département des Alpes-Maritimes, n° 3884. — Le 22 avril 1948, une proposition de loi exonérant de l'impôt cédulaire les allocations spéciales de saison des musiciens, artistes, techniciens, cadres, ouvriers et employés du spectacle, n° 3989. — Le 29 avril 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à envoyer aux Etats-Unis une mission commerciale à l'effet d'y négocier la vente des grandes inventions françaises, n° 4082. — Le 30 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux stations de la Côte d'Azur et autres régions touristiques un ravitaillement normal respectant les attributions de la population et les besoins des touristes, n° 4096. — Le 13 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une dotation spéciale d'essence aux bénéficiaires de congés payés et de vacances durant la saison d'été 1948 et saisons d'été suivantes si l'attribution d'essence aux voitures de tourisme n'est pas rétablie, n° 4199. — Le 25 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer sa décision supprimant le Commissariat au tourisme et le remplaçant par une direction générale du Ministère des Travaux publics et des Transports, n° 4312. — Le 2 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à favoriser l'exploitation des brevets d'invention français, n° 4412. — Le 3 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de la presse sur la proposition de résolution de M. Kriégel-Valrimont et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir dans le budget de 1948 certains crédits destinés à permettre l'installation d'émetteurs au poste de Radio-Nancy, n° 4437. — Le 4 juin 1948,

une proposition de loi étendant à toutes les familles nombreuses de France le bénéfice de certains avantages accordés dans le département de la Seine concernant la consommation d'électricité et de gaz, n° 4470. — Le 22 juin 1948, une proposition de loi accordant une subvention en capital de 300 millions de francs au syndicat intercommunal de l'Estéron et du Var inférieur (Alpes-Maritimes) pour permettre l'exécution complète des travaux d'irrigation commencés, n° 4653. — Le 24 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Arthaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître d'utilité publique la Société des Amis de la Sorgue souterraine, n° 4708. — Le 29 juin 1948, une proposition de loi autorisant la ville de Menton (Alpes-Maritimes), à traiter avec la Société Monégasque d'assainissement pour l'incinération des ordures ménagères, n° 4754. — Le 29 juin 1948, une proposition de loi intégrant dans la catégorie des chargés d'enseignement des instituteurs anciens prisonniers de guerre ou déportés ayant exercé dans l'enseignement du deuxième degré, n° 4756. — Le 31 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi tendant à accorder un délai de route de six jours aux travailleurs corses des administrations publiques et privées, résidant sur le continent et se rendant en Corse pour y passer leur congé annuel ou exceptionnel, n° 5126. — Le 26 août 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de MM. Hugues, Médecin et Olmi tendant à inviter le Gouvernement à assurer le financement d'un programme d'assainissement, d'équipement rural et d'équipement scolaire des territoires recouverts rattachés aux Alpes-Maritimes, n° 5398. — Le 7 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir immédiatement un crédit de 10 millions de francs pour les sinistrés de la tornade de Saint-Laurent-du-Var (Alpes-Maritimes), n° 5455. — Le 16 septembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Barel et plusieurs de ses collègues autorisant la ville de Menton (Alpes-Maritimes), à traiter avec la Société Monégasque d'assainissement pour l'incinération des ordures ménagères, n° 5476. — Le 9 décembre 1948, une proposition de réso-

lution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le pourcentage de sa participation aux frais d'assistance pour le département des Alpes-maritimes, n° 5763. — Le 30 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit de 20 millions de francs pour la lutte contre la fourmi d'Argentine, n° 6000. — Le 11 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les dispositions légales actuelles sur les lois concernant les habitations à bon marché, et la petite propriété, n° 6429. — Le 11 mars 1949, une proposition de loi étendant à la deuxième naissance et aux suivantes le bénéfice d'allocation de maternité accordée à la première naissance sans aucune condition quand la mère a moins de 25 ans, n° 6793. — Le 31 mars 1949, une proposition de loi tendant à exonérer du payement de la taxe de séjour dans les stations climatiques pendant la durée de leur hospitalisation les malades de la sécurité sociale, n° 6904. — Le 2 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inclure les cultures florales des Alpes-Maritimes dans le programme national d'investissements agricoles, n° 7349. — Le 17 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire étudier d'urgence les moyens de protéger la production de l'huile d'olive française, n° 7510. — Le 19 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues tendant à créer sous forme de principalat, un avancement d'échelon pour les facteurs, chargeurs, manutentionnaires et plantons des P. T. T., en vue de maintenir un parallélisme de carrière entre les personnels similaires de diverses administrations, n° 7912. — Le 20 juillet 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de loi : 1° de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues tendant à créer, sous forme de principalat, un avancement d'échelon pour les facteurs, chargeurs, manutentionnaires et plantons des P. T. T., en vue de maintenir un parallélisme de carrière entre les personnels similaires de diverses administrations ; 2° de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'un principalat pour les agents des lignes des P. T. T., n° 7943. — Le

21 juillet 1949, une proposition de loi tendant à l'indemnisation équitable et rapide des expropriés du nouvel aéroport de Nice, n° 7972. — Le 28 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit suffisant pour venir en aide aux agriculteurs de Saint-Jeannet (Alpes-Maritimes), victimes du sinistre météorologique du 24 juillet 1949, n° 8076. — Le 6 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir la ligne de chemin de fer de Nice à Meyrargues, n° 8614. — Le 17 janvier 1950, une proposition de loi tendant à surseoir à la mise aux enchères du domaine de la Conque à Vence (Alpes-Maritimes) et à l'affecter, pour une maison de retraite de veuves de guerre, à l'Office national des anciens combattants, n° 8984. — Le 2 mars 1950, une proposition de loi tendant à modifier la composition et les attributions du Conseil supérieur de la radiodiffusion et de la télévision française de manière à lui donner un caractère démocratique, n° 9417. — Le 15 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'attentat à caractère fasciste qui s'est produit à Nice le 27 février 1950, n° 9500. — Le 21 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à allouer à Electricité de France les crédits nécessaires à la mise en chantier du futur barrage de Vallabre (Alpes-Maritimes), n° 9562. — Le 30 mars 1950, une proposition de loi tendant à autoriser le cumul par un orphelin des pensions obtenues par son père et sa mère au titre de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, par modification de l'article 58 de ladite loi, n° 9671. — Le 31 mars 1950, une proposition de loi tendant à accorder 10 millions de francs à la rencontre internationale de la jeunesse organisée à Nice et sur la Côte d'Azur du 13 au 20 août 1950, n° 9690. — Le 31 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à favoriser le camping sur les plages méditerranéennes, n° 9693. — Le 25 avril 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à confier aux départements des Alpes-Maritimes, du Var et des Bouches-du-Rhône l'exploitation par autobus de la ligne Nice-Meyrargues, n° 9760. — Le 11 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues

tendant à inviter le Gouvernement à confier aux départements des Alpes-Maritimes, du Var et des Bouches-du-Rhône, l'exploitation par autobus de la ligne Nice-Meyrargues, n° 9924. — Le 31 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les relations ferroviaires internationales entre la France et l'Italie, sur la ligne Nice-Coni-Turin par la reconstruction du tronçon de ligne de Breil-sur-Roya à la frontière italienne, n° 10123. — Le 7 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité la ligne de chemin de fer de Digne à Nice, n° 11193. — Le 15 décembre 1950, un rapport au nom de la commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues (n° 10610) tendant à l'attribution aux facteurs des P.T.T., obligés par leurs obligations professionnelles à prendre leur repas de midi hors de leur domicile, de l'indemnité de mission dans la résidence, n° 11656. — Le 15 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues (n° 9693) tendant à inviter le Gouvernement à favoriser le camping sur les plages méditerranéennes, n° 11657. — Le 4 janvier 1951, une proposition de loi tendant à amnistier les condamnés consécutivement à la manifestation du 5 mai 1950 à La Bocca de Cannes (Alpes-Maritimes), n° 11851. — Le 2 février 1951, une proposition de loi tendant à accorder une subvention en capital de 160 millions de francs au syndicat intercommunal de l'Esteron et du Var inférieur (Alpes-Maritimes) pour permettre la terminaison complète des travaux d'adduction d'eau en bonne voie d'achèvement, n° 12065. — Le 22 février 1951, une proposition de loi tendant à exclure du champ d'application des taxes sur le chiffre d'affaires et de divers impôts les organisations de culture et de loisirs populaires, n° 12323. — Le 13 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir un prix normal du lait aux producteurs des Alpes-Maritimes dont les difficultés particulières ne permettent plus de conserver leurs vaches laitières, n° 12829. — Le 2 mai 1951, une proposition de loi tendant à mettre au compte de l'Etat les dépenses nécessitées par la prolongation dans certains bureaux des

P. T. T. du service télégraphique de nuit, n° 13051. — Le 16 mai 1951, une proposition de loi tendant à permettre à certains assurés sociaux domiciliés dans les régions dans lesquelles se sont effectuées des opérations de débarquement ou des opérations militaires de demander le rachat des cotisations non versées, n° 13259. —

Interventions :

Son rapport au nom du 1^{er} bureau sur les opérations électorales du département d'Alger (1^{er} collège) [29 novembre 1946] (p. 42). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947 : Etat A : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale (Industrie touristique)* [7 mars 1947] (p. 742, 743); — sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre 1947 (Services civils) : Etat A : JEUNESSE, ARTS ET LETTRES : Chap. 501 : *Centre national de la cinématographie* [25 mars 1947] (p. 1068). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles) : Etat A : AGRICULTURE : Chap. 356 : *Contribution de l'Etat aux mesures de protection contre l'incendie* [12 juin 1947] (p. 2064); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Chap. 505 : *Subventions aux organismes de tourisme* [19 juin 1947] (p. 2250, 2251, 2252); Chap. 507 : *Ports autonomes (Sète)* (p. 2253, 2254); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Chap. 137 : *Aérodrome de Nice* [4 juillet 1947] (p. 2717, 2718); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale* (p. 2734); PRÉSIDENCE DU CONSEIL : COMMISSARIAT GÉNÉRAL DU PLAN : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2910); P. T. T. (BUDGET ANNEXE) : Chap. 310 : *Transport du matériel et des correspondances (Ligne aérienne Paris-Nice)* [11 juillet 1947] (p. 2972); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : Chap. 603 : *Sanatorium de Lantosque* [18 juillet 1947] (p. 3163). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier en deuxième lecture (Budget ordinaire, Exercice 1947, Dépenses civiles) : Art. 104 : *Amendement de M. Buron tendant à augmenter les avances à l'industrie du cinéma* [31 juillet 1947] (p. 3741, 3742, 3743). — Est entendu au cours du débat sur les interpellations concernant la politique

économique et financière du Gouvernement : *Encouragement nécessaire au tourisme étranger et organisation de « Tourisme et Travail »* [1^{er} juin 1947] (p. 2586, 2587, 2588). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant statut de la coopération : *Discussion générale* [30 juillet 1947] (p. 3705); Art. 20 : *Formalités de contrôle et de constitution de sociétés coopératives* (p. 3714); — du projet de loi portant reconduction à l'Exercice 1948 des crédits du Budget 1947 : Etat I : AGRICULTURE : Chap. 527 : *Subventions au blé de printemps* [26 décembre 1947] (p. 6281, 6282); ÉCONOMIE NATIONALE : *Amendement de M. Chambeiron tendant à réduire de 58 millions les dépenses pour missions à l'étranger* (p. 6288); ÉDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* (p. 6312); PRÉSIDENTE DU CONSEIL : Chap. 302 : *Amendement de M. Girardot relatif aux dépenses de propagande* [27 décembre 1947] (p. 6358, 6359); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* [27 décembre 1947] (p. 6378); Art. 5 : *Budgets annexes : Réductions de crédits de la Radiodiffusion nationale* (p. 6382). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le 4^e trimestre 1947 : Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à accorder cette allocation aux étrangers ayant deux enfants français* [29 décembre 1947] (p. 6444); — de la proposition de résolution relative au maintien et au développement des postes et orchestres de la radiodiffusion : *Discussion générale* [12 février 1948] (p. 668, 669); — du projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels : *Discussion générale* [16 mars 1948] (p. 1760); — de la proposition de résolution relative aux accords Blum-Byrnes : *Discussion générale* [18 mars 1948] (p. 1891, 1892); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 69 *ter* : *Son amendement tendant à insérer un article exonérant de l'impôt cédulaire les allocations saisonnières des travailleurs des spectacles* [27 avril 1948] (p. 2310); — du projet de loi relatif aux loyers : *Continuation du débat* [18 juin 1948] (p. 3672). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur les allocations-logement*) [18 juin 1948] (p. 3690). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la S. N. E. C. M. A.; Art. 1^{er} : *Epuration incomplète des dénonciateurs pendant l'occupation* [24 juin 1948] (p. 3933); — du projet de loi portant aménagement du budget recon-

duit à l'Exercice 1948 : Etat A : PRÉSIDENTE DU CONSEIL : Chap. 100 : *Situation de la presse, à Nice, notamment* [26 juin 1948] (p. 4041, 4042); RADIODIFFUSION FRANÇAISE : Chap. 100 : *Réorganisation du personnel* [29 juin 1948] (p. 4145, 4146); INTÉRIEUR : Chap. 509 : *Subvention aux communes du comté de Nice pour impositions payées en Italie* [28 juillet 1948] (p. 4963); ÉDUCATION NATIONALE : Chap. 546 : *Activité théâtrale à Paris et en province* [4 août 1948] (p. 5349, 5350); — du projet de loi créant une aide temporaire à l'industrie cinématographique; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à accorder une subvention immédiate d'un milliard* [30 juillet 1948] (p. 5088, 5089); Art. 3 : *Avance de 400 millions par le Ministère des Finances* (p. 5097); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à respecter le statut général des fonctionnaires* [9 août 1948] (p. 5591, 5592); Art. 7 : *Son amendement tendant à retirer de la compétence des pouvoirs réglementaires la limite d'âge des fonctionnaires* [10 août 1948] (p. 5672); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 7 : *Son amendement tendant à excepter de la compétence des pouvoirs réglementaires la limite d'âge des fonctionnaires* [17 août 1948] (p. 5828, 5829); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Art. 30 : *Son amendement tendant à réduire l'impôt progressif sur les jeux* [20 août 1948] (p. 6064, 6065); Art. 42 : *Son amendement tendant à ne pas louer ou vendre le matériel de tourisme* (p. 6069, 6070); Art. 54 : *Augmentation des avances à l'industrie cinématographique* (p. 6081); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales; Art. 2 : *Amendement de M. Cristofol tendant à renouveler les conseils généraux tous les quatre ans* [25 août 1948] (p. 6185); Art. 8 : *Son amendement tendant à rendre éligibles dans leur département les fonctionnaires des Finances* (p. 6196); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et des voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (ses observations sur la situation des retraités)* [22 décembre 1948] (p. 7861); — du projet de résolution portant fixation des dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française; Art. 2 : *Crédit de 533.274.000 francs pour l'Assemblée de l'Union française* [30 décembre 1948] (p. 8152); — du projet de loi portant recon-

duction de l'allocation temporaire aux vieux : *Discussion générale* [31 décembre 1948] (p. 8200); — du projet de loi portant fixation des dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949; Art. 1^{er}, ÉDUCATION NATIONALE : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits ouverts (ses observations sur l'augmentation de la population scolaire)* [31 décembre 1948] (p. 8210); *le retire* (ibid.); Art. 3 : *Ouverture de crédits pour la radiodiffusion française* (p. 8212, 8213); — du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour l'exercice 1948 : *Discussion générale (ses observations sur le reclassement des fonctionnaires des départements)* [21 janvier 1949] (p. 86, 87); — du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse; Art. 4 : *Son amendement tendant à exclure de la presse enfantine les directeurs et rédacteurs en chef de journaux condamnés pour collaboration* [27 janvier 1949] (p. 151, 152, 153). — Est entendu sur la fixation de la discussion des interpellations sur l'établissement du budget des collectivités locales [27 janvier 1949] (p. 190, 191). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires de garnis et chambres meublées (*renvoi à la Commission*) [17 février 1949] (p. 634); — du projet de loi relatif à l'acquisition de la naturalisation française par déclaration; Article unique : *Son amendement tendant à étendre la loi aux personnes résidant à Monaco* [17 février 1949] (p. 639, 640); *le retire* (p. 641); *Son amendement tendant à proroger le délai pour la demande à faire par les intéressés* (p. 641). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*retard d'une réponse à une question adressée au Ministre de l'Intérieur*) [17 février 1949] (p. 656). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des travaux publics, transports et tourisme : *Discussion générale* [1^{er} mars 1949] (p. 1068, 1069, 1070, 1071); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement; Art. 2 : *Ouverture de 270 milliards de crédit pour la reconstruction (aérodrome de Nice)* [3 mars 1949] (p. 1192); *Son amendement tendant à prévoir la reconstruction du chemin de fer de Tende à Meyrargues* (p. 1397); *le retire* (ibid.); — des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuite contre M. M. Cachin : *Discussion générale* [4 mars 1949] (p. 1264, 1265); — du projet de loi portant répartition

de l'abattement opéré sur le budget de la présidence du conseil; Chap. 100 : *Amendement de M. Forcinal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (ses observations sur le brouillage des émissions de Radio Andorre)* [7 avril 1949] (p. 2211); Etat B, Chap. 501 : *Son amendement tendant à supprimer l'abattement sur la subvention à la maison des journalistes* [8 avril 1949] (p. 2227); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 26 : *Amendement de M. Pleven tendant à détaxer les hôtels de tourisme saisonniers* [2 juin 1949] (p. 3069); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1^{er}, Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 802 : *Reconstruction d'ouvrages d'art* [5 juillet 1949] (p. 4209). — Est entendu pour une motion d'ordre : *Discussion du budget de la radiodiffusion française* [13 juillet 1949] (p. 4733). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget annexe de la Radiodiffusion française : *Discussion générale* [19 juillet 1949] (p. 4772, 4773, 4774, 4801); Art. 2 : *Amendement de M. Desson tendant à augmenter le taux de la taxe radiophonique* (p. 4806, 4807); Art. 4 : *Amendement de M. Pierrard tendant à rembourser les services rendus par la Radiodiffusion française aux divers Ministères* [21 juillet 1949] (p. 4924), Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 100 : *Amendement de M. Forcinal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel* (p. 4927); *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement des crédits de ce chapitre* (p. 4935, 4936); Chap. 108 : *Amendement de M. Desson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions artistiques (prix Italia)* (p. 4940). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'attitude du préfet des Alpes-Maritimes, lors d'une manifestation pour la paix au cours de la Cérémonie de remise de la Croix de guerre à la ville de Menton par M. Ramadier [13 octobre 1949] (p. 5766); — sur les incidents de Menton de septembre 1949 et le dépôt d'une bombe au siège du parti communiste à Nice [3 novembre 1949] (p. 5959). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Interdiction de l'émission radiophonique de M. Thorez intitulée Fils du peuple*) [15 novembre 1949] (p. 6120). — Pose à M. le Ministre des finances et des affaires économiques une question relative

au résultat de l'application de la retenue de 6 0/0 sur le traitement des fonctionnaires pour ouvrir le droit à pension et le total des arrérages de pensions servies aux fonctionnaires [2 décembre 1949] (p. 6578, 6579). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : Art. 2 : *Insuffisance des crédits pour la Radiodiffusion* [26 décembre 1949] (p. 7249, 7250) ; Art. 29 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à l'utilisation de la contre-valeur de l'aide Marshall* [27 décembre 1949] (p. 7398, 7399, 7400). — Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude contradictoire du Gouvernement vis-à-vis de la presse progressiste qu'il poursuit sans base légale pour fausses nouvelles [3 février 1950] (p. 967). — Est entendu sur le report d'une question orale (*Ses observations sur l'incorrection du Ministre qui est absent*) [3 février 1950] (p. 967). — Pose à M. le Ministre des anciens combattants et victimes de la guerre, une question relative à la situation d'une employée du Centre de réforme de Nice [17 février 1950] (p. 1221, 1222). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat : Art. 1^{er} : *Application de la peine de réclusion pour les infractions prévues à l'alinéa 2 de l'article 76 du Code pénal* [3 mars 1950] (p. 1766) ; *Sous-amendement de M. Tourtaud tendant à ne pas punir toute aide aux ouvriers exerçant leur droit de grève* (p. 1826) ; *Son sous-amendement tendant à ne pas punir le jet d'un pylone à la mer* (p. 1835, 1836, 1837) ; — d'une proposition de résolution relative au versement trimestriel supplémentaire à certains retraités : *Discussion générale* [14 mars 1950] (p. 1974) ; — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de famille et immeubles : *Discussion générale* [30 mars 1950] (p. 2665) ; Article unique : *Son amendement tendant à étendre l'article aux locataires contre lesquels un jugement d'expulsion a été rendu* (p. 2666, 2667). — Pose à M. le Ministre des finances une question relative au régime fiscal de la ville de Menton [31 mars 1950] (p. 2722, 2723). — Prend part à la discussion des interpellations sur les événements de Brest : *Discussion générale* [27 avril 1950] (p. 3024) — Dépose une demande d'interpellation sur le licenciement des membres du comité d'entreprise du Chantier de la Cour basse-Massoins après la grève des tra-

vailleurs de ce barrage [28 avril 1950] (p. 3059). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; P.T.T., Chap. 1070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel du service de la distribution (observations sur la création d'emplois nouveaux)* [3 mai 1950] (p. 3205) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (suppression d'emplois existants)* (p. 3205, 3206) ; *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (principalat pour les facteurs)* (p. 3206) ; JUSTICE, Chap. 3050 : *Amendement de M. Courant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de la Cour d'appel (rajeunissement de l'équipement)* [1^{er} juin 1950] (p. 4135) ; RADIODIFFUSION FRANÇAISE : *Organisation du débat* [2 juin 1950] (p. 4182) ; *Reprend la motion de M. Gosset tendant à instituer un débat sur la publicité à la radio* (p. 4187, 4188) ; *Discussion générale (ses observations sur la propagande américaine et la révocation de M. Delferrière)* (p. 4188, 4189, 4190) ; Chap. 6030 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour participation à des entreprises annexes* [5 juin 1950] (p. 4231) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale (ses observations sur le tourisme et l'équipement hôtelier)* [7 juin 1950] (p. 4382, 4383, 4384, 4385, 4392) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 5400 : *Son amendement tendant à réduire de un franc les crédits pour l'organisation d'épreuves de masse (meeting pour la paix tenu sur la Riviera)* [18 juillet 1950] (p. 5570, 5571). — Pose à MM. les Ministres des anciens combattants, de l'Intérieur et de la Justice, une question relative aux manifestations du 28 mars à Nice contre la guerre atomique [2 juin 1950] (p. 4179, 4180). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950 ; TRAVAUX NEUFS, Art. 9 : *Prêt de 4 milliards aux sociétés de constructions aéronautiques et à la S.N.E.C.M.A. (licenciement dans les ateliers de la S.N.C.F. à Cannes)* [20 juillet 1950] (p. 5697, 5698) ; Art. 12 : *Programme d'équipement de la radiodiffusion française (émission publicitaire)* (p. 5699). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture, une question relative à l'importation des huiles d'olive d'Espagne [21 juillet 1950] (p. 5735). — Est entendu sur les questions

orales (*son rappel au règlement — non-réponse du ministre à sa question écrite*) [28 juillet 1950] (p. 6152). — Pose à M. le Ministre : de l'agriculture une question relative aux producteurs de lait du Boréon [4 août 1950] (p. 6640); — des finances et des affaires économiques une question relative à la production laitière dans les Alpes-Maritimes [20 octobre 1950] (p. 7064, 7065); — de l'intérieur une question relative à l'interdiction en France du journal italien l'*Unità* [20 octobre 1950] (p. 7065). — Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [4 novembre 1950] (p. 7472); *Contre-projet de M. Michelet tendant à amnistier les condamnés à moins de 5 ans de prison* [9 novembre 1950] (p. 7572, 7573); Chap. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le chapitre relatif aux amnisties par mesures individuelles* [16 novembre 1950] (p. 7786, 7787, 7788). — Est entendu sur une question posée par M. André Mercier au Ministre du travail relative aux salaires dans l'industrie hôtelière [17 novembre 1950] (p. 7875, 7876). — Pose à M. le Ministre des finances, une question relative au financement par un département d'une opération commerciale ou industrielle [17 novembre 1950] (p. 7880). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5040 : *Subventions aux organismes de tourisme* [19 décembre 1950] (p. 9286, 9287, 9288, 9291); Chap. 5090 : *Amendement de M. Giovoni tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'exploitation des chemins de fer concédés (ligne de Nice-Côti)* (p. 9299, 9300); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse : *Discussion générale* [4 janvier 1951] (p. 130, 131, 132); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 1240 : *Son amendement tendant à réduire de 1 franc les crédits pour le personnel de la sûreté nationale (arrestation de militants communistes sur la côte d'azur)* [13 février 1951] (p. 1058, 1059); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 3050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour frais d'enquête de main-d'œuvre (salaire minimum garanti)* [20 mars 1951] (p. 2195); RADIODIFFUSION, Chap. 1000 : *Partialité de la Radio d'Etat* [9 avril 1951] (p. 2973,

2974, 2975); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (licenciement arbitraire de 2 fonctionnaires)* [10 avril 1951] (p. 2996, 2997); *Amendement de M. Borra tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (situation des auxiliaires de Radio France à Alger)* (p. 2997); Chap. 3010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel technique (coût des magnétophones)* (p. 3006); Chap. 3080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la mécanographie des services de la redevance (suppression des centres régionaux)* (p. 3028, 3029); Chap. 6032 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour participation à l'exploitation de Radio 51* (p. 3030, 3034); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à exonérer de la redevance radiophonique les vieux travailleurs et économiquement faibles* (p. 3035); P.T.T., Chap. 1070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des lignes (création du principalat)* [2 mai 1951] (p. 4431); Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des services spéciaux (service télégraphique de nuit)* (p. 4434, 4435); Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel des services de distribution (principalat des facteurs)* [4 mai 1951] (p. 4546); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION; Chap. 4120 : *Amendement de M. Ballanger tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance médicale gratuite (subventions aux Alpes-Maritimes)* [4 mai 1951] (p. 4577); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de M. P. Chevallier tendant à élire les députés au scrutin d'arrondissement uninominal à deux tours* [23 février 1951] (p. 1570, 1571, 1572). — Dépose une demande d'interpellation : sur la présence de navires américains à Villefranche-sur-Mer et à Golf-Juan [21 mars 1951] (p. 2281); — sur le nouvel attentat perpétré à la bombe contre le siège du parti communiste à Nice [12 avril 1951] (p. 3203). — Pose à M. le Ministre des anciens combattants et victimes de la guerre une question relative à la maison de repos pour les veuves de guerre à Vence [4 mai 1951] (p. 4538). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux, Etat C, ELECTRICITÉ DE FRANCE : *Son amendement*

tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de paiement (chantier d'Eglores [Alpes-Maritimes]) [6 mai 1951] (p. 4731); — du projet de loi relatif à la réalisation d'un plan d'économies; FINANCES, Chap. 0720 : *Sa demande de disjonction de l'abattement sur les pensions civiles* [7 mai 1951] (p. 4754); INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 5040 : *Sa demande de disjonction de l'abattement sur la subvention au centre de cinématographie* (p. 4758); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5040 : *Sa demande de disjonction de l'abattement sur la subvention aux organismes de tourisme* [8 mai 1951] (p. 4802). — Pose à M. le Ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, une question relative à la reconstruction de la ligne Breil—Tende—Vievolta [11 mai 1951] (p. 5048). —

BARRACHIN (M. Edmond), Député de la Seine (5^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194). Est élu vice-président de cette Commission [J. O. du 21 décembre 1946] (p. 10824), [J. O. du 30 janvier 1948] (p. 1012). — Est élu Président de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [J. O. du 20 janvier 1949] (p. 783), [J. O. du 19 janvier 1950] (p. 717), [30 janvier 1951] (F. n° 661). — Est nommé membre de la Commission des pensions [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [9 août 1948] (p. 5577), [23 novembre 1948] (p. 7150).

Dépôts :

Le 8 mai 1947, une proposition de résolution tendant à compléter l'article 107 du Règlement de l'Assemblée nationale, n° 1259. — Le 13 juin 1947, une proposition de loi tendant à fixer les conditions dans lesquelles il sera pro-

cedé aux élections municipales, n° 1697. — Le 24 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur le projet de loi tendant à suspendre les élections municipales complémentaires jusqu'aux élections municipales générales, n° 2110. — Le 18 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 janvier 1948 la date limite de versement du dernier quart de l'impôt foncier, n° 2903. — Le 5 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement une série de mesures pour pallier les difficultés qui pèsent actuellement sur les travailleurs du taxi, n° 3262. — Le 1^{er} septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les attributions d'essence et de pneumatiques accordées aux artisans du taxi et à les exonérer des taxes locales et de transaction, n° 5432. — Le 2 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à instituer une commission permanente d'instruction des demandes en autorisation de poursuites, n° 5706. — Le 10 juin 1949, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 82 du Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 7417. — Le 10 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à l'installation à la salle des séances d'un système de votation électrique, n° 7916. — Le 26 juillet 1949, une proposition de loi tendant à établir pour l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, le scrutin majoritaire à deux tours dans le cadre du département, n° 8043. — Le 20 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à compléter l'article 81 du Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 8228. — Le 5 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer avant le 15 juin 1950 un projet de loi portant modification de la loi relative à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, n° 10170.

Interventions :

Demande à interpeller sur la composition du Gouvernement [28 janvier 1947] (p. 42). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales: Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer dans le quatrième alinéa le mot « gratuitement »* [4 mars 1947] (p. 596); — de

l'interpellation de M. Lespès sur la gestion des entreprises nationalisées [13 juin 1947] (p. 2089). — Son rapport sur une pétition [13 juin 1947] (p. 2128). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 22 : *Son amendement tendant à déduire de la valeur locative de la résidence principale une somme égale, pour chaque personne à charge, aux abattements en vigueur en matière de contribution mobilière* [23 juin 1947] (p. 2380); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à ne considérer comme domestiques que ceux qui sont retenus pour l'application de la taxe sur les domestiques* (p. 2381); *le retire* (ibid.); Art. 33 : *Son amendement tendant à rétablir l'égalité de tous les chefs de famille devant les charges fiscales* (p. 2383); *le retire* (ibid.). — Son rapport sur une pétition [31 juin 1947] (p. 3807). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (dépenses civiles); Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale* [21 juillet 1947] (p. 3304, 3305). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (dépenses militaires); AIR : *Discussion générale* [6 août 1947] (p. 3961); — du projet de loi concernant les élections municipales : *Discussion générale* [8 août 1947] (p. 4119); [9 août 1947] (p. 4144, 4145, 4146, 4168, 4171); *Explications de vote sur la question de confiance* [11 août 1947] (p. 4235, 4236). — Participe à la discussion du projet de loi concernant les élections au conseil municipal de Paris et Conseil général de la Seine, amendé par le Conseil de la République; Art 10 : *Mode de répartition des sièges entre les listes* [28 août 1947] (p. 4782). — Dépose une demande d'interpellation sur les principes du plan de délestage électrique de la banlieue parisienne [13 novembre 1947] (p. 5003). — Est entendu sur : le règlement de l'ordre du jour (*Lenteur de la discussion sur la reconduction du budget*) [27 décembre 1947] (p. 6335); — le procès-verbal de la séance du 29 janvier (*Rectification des votes avant le pointage*) [30 janvier 1948] (p. 321, 322); — la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi de M. Duclos **abrogeant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation** : *Contre l'urgence* [4 février 1948] (p. 403); — le projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique;

Art 9 : *Son amendement concernant le droit à reversion de pension de veuve* [6 février 1948] (p. 527); — le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur l'abrogation du prélèvement exceptionnel*) [10 février 1948] (p. 603). — Son rapport sur des pétitions [2 mars 1948] (p. 1290); [28 juin 1948] (p. 4102). — Prend part à la discussion de la proposition de résolution modifiant l'article 34 du règlement de l'Assemblée : *Discussion générale* [17 mars 1948] (p. 1795). — Est entendu pour un rappel au règlement (*Réponse aux questions orales*) [21 mai 1948] (p. 2849, 2850). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi accordant la garantie de l'Etat à la Caisse des marchés : *Discussion générale (crédits à la S. N. E. C. M. A.)* [3 juin 1948] (p. 3162); — du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A. : *Discussion générale* [23 juin 1948] (p. 3863 et suiv.); Art. 4 : *Son amendement tendant à prévoir l'embauchage par priorité des ouvriers licenciés* [25 juin 1948] (p. 4005); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 1^{er} : *Amendements de MM. Frédéric Dupont et Triboulet tendant à limiter au Gouvernement actuel les pouvoirs de cette loi* [9 août 1948] (p. 5587); — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République : *Organisation du débat* [12 août 1948] (p. 5708); *Discussion générale* (p. 5727, 5728); Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Cristofol* (p. 5733); *Continuation du débat* [13 août 1948] (p. 5784); *Sa demande de renvoi du débat à la prochaine séance* [17 août 1948] (p. 5819, 5820); *Continuation du débat toute la nuit* [18 août 1948] (p. 5901); Art. 1^{er} : *Nouvelle rédaction* (p. 5904); Art. 5 : *Son amendement tendant à modifier le tableau de répartition des sièges parmi les départements* (p. 5905). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Date de la prochaine séance*) [17 août 1948] (p. 5832). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à la formation du Conseil général et aux élections cantonales : *Sa demande de renvoi à la Commission du suffrage universel* [18 août 1948] (p. 5892); *pose la question préalable* [24 août 1948] (p. 6141 et suiv.); Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Dreyfus-Schmitt tendant à fixer l'organisation départementale* (p. 6167, 6168); Art 2 : *Amendement de M. Marin tendant à fixer en mai la date des élections cantonales* [25 août 1948] (p. 6186, 6187); Article additionnel : *Amendement de M. Marin ten-*

dant à renouveler les Conseils généraux en 1949 (p. 6215, 6216, 6217); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 6218, 6219); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Motion préjudicielle de M. Lussy tendant à fixer les élections en 1949* [22 septembre 1948] (p. 6837); Art. 2 : *Demande de M. Valentino de renvoi de la discussion* (p. 6842); *Ses explications de vote sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi Cudenet-Lussy* [23 septembre 1948] (p. 6859, 6860); *Demande de renvoi de la discussion de la proposition de loi Cudenet-Lussy* (p. 6862). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Débat sur les élections cantonales*) [20 août 1948] (p. 6071). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique et la composition du Gouvernement : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. de Menthon* [7 septembre 1948] (p. 6452, 6453); — des interpellations sur les événements de Grenoble : *Discussion générale* [21 septembre 1948] (p. 6810). — Est entendu : sur la recevabilité d'une demande de discussion d'urgence (*Proportionnelle dans les élections cantonales*) [22 septembre 1948] (p. 6838); — pour un rappel au règlement (*Compétence de la Commission du suffrage universel*) [23 septembre 1948] (p. 6852, 6853). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative au renouvellement des Conseils généraux : *Discussion générale* [23 septembre 1948] (p. 6866); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [25 septembre 1948] (p. 6924); — de la proposition de résolution relative à la procédure de discussion d'urgence : *Discussion générale* [9 décembre 1948] (p. 7426); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour l'installation des Commandants en chef de l'Europe occidentale : *Discussion générale* [27 décembre 1948] (p. 8005); — du projet de loi fixant les maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [31 décembre 1948] (p. 8249). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Problème des loyers*) [20 janvier 1949] (p. 61). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution instituant une Commission permanente d'instruction des demandes en autorisation de poursuite : *Discussion générale* [22 février 1949] (p. 810); — Ses rapports sur des pétitions [24 février 1949] (p. 917, 918). — Est entendu sur la motion de

censure déposée par M. Capitant : *Motion préjudicielle de M. Duclos tendant à organiser le débat* [15 mars 1949] (p. 1630, 1631); *Ses explications de vote sur la motion de censure* (p. 1641, 1642). — Dépose une demande d'interpellation sur les conclusions de la consultation électorale des 20 et 27 mars 1949 [29 mars 1949] (p. 1830); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [5 avril 1949] (p. 2045, 2046, 2047, 2050). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à la répartition de l'essence : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1916, 1917). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Rationalisation des travaux parlementaires*) [31 mai 1949] (p. 2963). — Dépose une demande d'interpellation sur le reclassement du personnel et des ouvriers licenciés par la fermeture de certaines usines de constructions aéronautiques [20 juillet 1949] (p. 4895). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux sociétés nationales de constructions aéronautiques amendé par le Conseil de la République; Art. 6 : *Licenciement des employés de ces sociétés* [29 juillet 1949] (p. 5495). — Est entendu : sur le procès-verbal : *Ses observations sur le truquage du vote sur la proposition de loi relative aux immunités parlementaires* [30 juillet 1949] (p. 5571); — au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Rappel au règlement de M. Prigent, recevabilité d'une demande de scrutin public à la tribune*) [13 octobre 1949] (p. 5785, 5798); — sur le procès-verbal de la séance précédente : *Truquage du scrutin d'investiture de M. Moch* [18 octobre 1949] (p. 5827, 5828). — Prend part à la discussion d'une motion de confiance à M. le président Herriot : *Discussion générale* [18 octobre 1949] (p. 5831). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Bidault*) [27 octobre 1949] (p. 5919, 5920). — Prend part à la discussion des conclusions d'un rapport sur des demandes en autorisation de poursuite (M. de Récy) : *Discussion générale* [3 novembre 1949] (p. 5955). — Dépose une demande d'interpellation sur l'arrestation, par un gouvernement étranger, d'un secrétaire de consulat en contrevenant à tous les usages diplomatiques [24 novembre 1949] (p. 6261); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [13 décembre 1949]

(p. 6775, 6776, 6784, 6785). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Insuffisance des crédits pour les anciens combattants et victimes de la guerre* [26 décembre 1949] (p. 7248); Art. 3 : *Son amendement tendant à affecter 1.200 millions au solde dû aux ex-prisonniers de guerre* (p. 7307). — Ses rapports sur des pétitions [2 janvier 1950] (p. 17, 18). — Prend part à la discussion du projet de loi approuvant les rapports des états associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos, avec la France : *Discussion générale* [27 janvier 1950] (p. 610); — Ses rapports sur des pétitions [1^{er} février 1950] (p. 869); [14 mars 1950] (p. 2022); [21 juillet 1950] (p. 5779). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les incidents survenus en Afrique noire et particulièrement en Côte d'Ivoire [16 février 1950] (p. 1136). — Prend part à la discussion des conclusions d'un rapport relatif à la procédure d'élection de 13 membres de l'Assemblée de l'Union française : *Contre-projets de Mme Peyroles, et de MM. Capitant et Bétolaud tendant à modifier la répartition des sièges entre les partis* [24 février 1950] (p. 1418); *Renvoi du débat* (p. 1421); *Ses explications de vote sur le rapport* (p. 1443, 1444). — Dépose une demande d'interpellation sur l'aide que le Gouvernement compte apporter à l'ensemble des victimes de la guerre [2 mars 1950] (p. 1619). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*attitude du parti communiste*) [8 mars 1950] (p. 1924). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux pensions de certains orphelins de guerre : *Discussion générale* [17 mars 1950] (p. 2125); — des interpellations sur la fermeture d'usines de constructions aéronautiques (*Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Montel demandant la réalisation du plan quinquennal aéronautique faisant confiance au Gouvernement*) [2 mai 1950] (p. 3156, 3157); — d'une proposition de loi relative au statut des déportés du travail : *Discussion générale* [23 mai 1950] (p. 3783, 3784). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement Pleven [13 juillet 1950] (p. 5410, 5411). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution modifiant certaines dispositions du règlement de l'Assemblée; Art. 1^{er} : *Amende-*

ment de M. Minjoz tendant à interdire les amendements aux propositions de la conférence des Présidents ayant pour objet des discussions d'urgence ou des interpellations [17 octobre 1950] (p. 6927). — Ses rapports sur des pétitions [4 novembre 1950] (p. 7482); [12 décembre 1950] (p. 8986, 8987). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la revision de la Constitution; Article unique : *Contre-projet de M. Capitant tendant à reviser de nombreux articles de la Constitution* [30 novembre 1950] (p. 8363); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Question préalable posée par M. Boulet* [21 décembre 1950] (p. 9421); *Discussion générale* (p. 9427); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 9450, 9457). — Son rapport sur une pétition [12 janvier 1951] (p. 340). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Motion préjudicielle de M. Boulet tendant à suspendre le débat et à prévoir un référendum sur ce sujet* [22 février 1951] (p. 1486); *Discussion générale* (p. 1494, 1495, 1496, 1497, 1498); *Son contre-projet tendant à prévoir un scrutin de liste majoritaire à 2 tours* (p. 1519, 1520); *Son contre-projet tendant à prévoir un scrutin de liste départemental à 2 tours* (p. 1521, 1522, 1523, 1524); *Contre-projet de M. Delachenal tendant à prévoir le groupement de listes apparentées* [23 février 1951] (p. 1580); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Delachenal tendant à prévoir le scrutin majoritaire à un tour* [15 mars 1951] (p. 1974); *Sa proposition de suspendre la séance, puis de continuer jusqu'à achèvement du débat* [19 mars 1951] (p. 2148); Art. 6 : *Son amendement tendant à prévoir des apparentements nationaux qui devront être respectés sur le plan départemental* (p. 2152, 2153); *Son rappel au règlement (adoption du cinquième alinéa)* (p. 2157); *demande de renvoi à la Commission présentée par M. Mazuez* (p. 2161); *Demande de renvoi à la Commission de l'amendement de M. Bétolaud relatif aux appartements* [21 mars 1951] (p. 2306); Art. 14 : *Son amendement tendant à permettre aux électeurs de se prononcer sur l'appareillage* (p. 2335, 2336); *Renvoi du débat* (p. 2347); Art. 1^{er} bis : *Son amendement tendant à substituer la plus forte moyenne au plus fort reste* (p. 2417); Art. 10 bis : *Amendement de M. Bichet tendant à établir le vote obligatoire* (p. 2420); Art. 16 bis : *Amendement de*

M. Weill-Reynal relatif au panachage associé au vote préférentiel (p. 2427); *Sa demande de suspension de séance* (p. 2429); *Sa demande de suspension de séance* (p. 2446); Article additionnel : *Sous-amendement de M. Arthaud tendant à prévoir un texte spécial pour les territoires d'outre-mer* (p. 2459); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2466, 2467); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er}: *Sous-amendement de M. Bour tendant à prévoir le scrutin de liste majoritaire à un tour* [26 avril 1951] (p. 4049); *Ses explications de vote sur l'ensemble (panorama électoral de la France, attitude opportuniste de la majorité, suppression du double collègue en Afrique noire, panachage et vote préférentiel)* [27 avril 1951] (p. 4109, 4110, 4111, 4112, 4113, 4114); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement: *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3396, 3397, 3398). — Son rapport sur une pétition [27 avril 1951] (p. 4126) — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*dépôt d'un nouveau projet de réforme électorale*) [28 avril 1951] (p. 4136). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 17: *Son amendement tendant à prévoir 2 tours aux élections partielles* [28 avril 1951] (p. 4199); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale: *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article unique (nécessité d'une réforme fiscale, faiblesse de la troisième force)* [11 mai 1951] (p. 5069, 5070, 5071, 5072); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 700: *Retraite du combattant (office national des anciens combattants)* [15 mai 1951] (p. 5169). — Ses rapports sur des pétitions [2 juin 1951] (p. 5826). = S'excuse de son absence [17 mai 1949] (p. 2536); [21 juin 1949] (p. 3528). = Obtient des congés [17 mai 1949] (p. 2536); [21 juin 1949] (p. 3528).

BARROT (M. Noël), Député de la Haute-Loire.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre: de la Commis-

sion de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950], (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la production industrielle [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la presse [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (application de la loi du 27 décembre 1945) [15 juillet 1947] (p. 3016).

Dépôts :

Le 27 décembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance (n° 45-2456) du 19 octobre 1945 portant statut de la mutualité, n° 226. — Le 5 juin 1947, un avis au nom de la Commission de la famille de la population et de la santé publique sur le projet de loi modifiant la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 relative à l'organisation des services médicaux du travail, n° 1571. — Le 25 juillet 1947, une proposition de loi complétant les dispositions de l'ordonnance n° 45 2283 du 9 octobre 1945 relative à la formation, au recrutement et au statut de certaines catégories de fonctionnaires, modifiée par l'article 118 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946, n° 2141. — Le 12 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les cultivateurs victimes de la grêle dans les départements de la Haute Loire et de la Loire, n° 2414. — Le 19 décembre 1947 un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Arthaud et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour la titularisation des inspecteurs des pharmacies à occupation accessoire, n° 2942. — Le 19 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Badie relative au cumul des professions de médecin et de pharmacien, n° 2943. — Le 24 février 1948 une proposition de loi tendant à créer des commissions départementales chargées d'étudier et de proposer les économies réalisables, n° 3530. — Le 19 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours aux communes et aux particuliers du département de la Haute-Loire,

victimes du sinistre du 13 mai 1948, n° 4259. — Le 2 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Edgar Faure, tendant à abroger l'article 13 de la loi du 21 décembre 1941 relatif aux hôpitaux et hospices publics, n° 4415. — Le 1^{er} juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Edgar Faure tendant à modifier l'article 39 de la loi validée du 11 septembre 1941, modifiée par l'article 6 de l'ordonnance du 23 mai 1945, relatif à l'organisation des sociétés de produits pharmaceutiques, n° 4818. — Le 30 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accélérer le règlement des sommes dues par les différents ministères aux hôpitaux et hospices publics, n° 5976. — Le 29 mars 1949, une proposition de loi tendant à accorder un délai supplémentaire aux assujettis au prélèvement exceptionnel pour demander la remise ou la modération de leur imposition, n° 6868. — Le 1^{er} avril 1949, une proposition de loi tendant à rendre au Ministère de la Santé publique et de la Population les prérogatives dont on l'a successivement dessaisi, n° 6923. — Le 6 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi tendant à interdire l'emploi de certains gaz toxiques dans la désinsectisation et la dératisation des locaux d'habitation, n° 6951. — Le 8 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Louvel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'arrêté du 12 septembre 1946 fixant les modalités d'application du décret du 28 mai 1946, relatif à la cessation des activités des exploitations d'électricité et de gaz, en ce qui concerne les installations intérieures et les appareils ménagers, n° 7008. — Le 13 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi tendant à instituer un laboratoire national du Ministère de la Santé publique et de la Population et de l'Académie de médecine groupant en un laboratoire unique le laboratoire de contrôle des médicaments antivénéériens et l'Institut supérieur de vaccine, n° 7883. — Le 28 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille,

de la population et de la santé publique sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à interdire l'emploi des gaz toxiques dans la désinsectisation, la dératisation ou la désinfection de locaux, n° 8072. — Le 15 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à instituer un laboratoire national du Ministère de la Santé publique et de la Population groupant en laboratoire unique le laboratoire central du Ministère de la Santé publique et de la Population, le laboratoire de contrôle des médicaments antivénéériens et l'Institut supérieur de vaccine, n° 8390. — Le 8 décembre 1949, une proposition de loi tendant à reconnaître la coopération dans la pharmacie d'officine et à organiser son statut, n° 8651. — Le 23 mars 1950, une proposition de loi tendant à modifier les articles 10 et 25 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles et à permettre dans certains cas l'avance par les caisses de la part garantie à l'assuré social, n° 9613. — Le 24 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Barrot et plusieurs de ses collègues tendant à reconnaître la coopération dans la pharmacie d'officine et à organiser son statut, n° 9623. — Le 14 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi relatif aux radioéléments artificiels, n° 11256. — Le 7 février 1951, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi (n° 11926) relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant la pharmacie, n° 12098.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (dépenses civiles); Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 102: *Salaires des auxiliaires* [17 juillet 1947] (p. 3125), Chap. 326: *Sa demande de réduction de crédit pour le laboratoire du Bouchet* (p. 3136). —

Prend part à la discussion : des propositions de lois relatives aux spécialités pharmaceutiques : Art. 2 : *Amendement de M. Arthaud tendant à ne pas rembourser les produits dépassant le tarif pharmaceutique national* [25 mai 1948] (p. 2884) ; *Amendement de M. Solinhac tendant à rembourser les élixirs et vins* (p. 2885, 2886) ; — du projet de loi relatif aux loyers : Titre II : *Allocations logements* : en qualité de *Rapporteur pour avis* [18 juin 1948] (p. 3709, 3710) ; Art. 64 : *Son amendement tendant à accorder l'allocation logement aux familles ayant deux enfants à charge* (p. 3715) ; *le retire* (p. 3716) ; *Son amendement tendant à ne pas accorder l'allocation aux personnes ayant des ressources supérieures à un plafond fixé* (p. 3719) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 16 C : *Son amendement tendant à tenir compte des personnes à charges pour l'allocation logement* [23 juin 1948] (p. 2820) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 16 II : *Son amendement tendant à ne pas accorder l'allocation logement aux personnes jouissant d'un logement gratuit* (p. 3835) ; *Son amendement tendant à faire régler par décret le plafond des ressources nécessaires pour obtenir l'allocation logement* (p. 3836) ; Art. 16 I : *Son amendement relatif à la date d'application de l'allocation logement* (p. 3837) ; *Amendement de M. Duquesne relatif à la mise en vigueur de l'allocation logement* (p. 3839, 3840) ; Art. 65 : *Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer les deux derniers alinéas* (p. 3840, 3841) ; Art. 69 : *Son amendement relatif au financement des allocations-logement* [24 juin 1948] (p. 3897) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A. SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 100 : *Ses observations sur la situation sanitaire* [29 juillet 1948] (p. 5039, 5040, 5041) ; Chap. 416 : *Protection sociale des aveugles* (p. 5057) ; — du projet de loi relatif à l'aménagement de la chute de Montpezat : *Discussion générale* [18 novembre 1948] (p. 7078) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la santé publique et de la population : *Discussion générale* [23 mars 1949] (p. 1774, 1775, 1776). — Est entendu au sujet d'un conflit de compétence entre deux commissions [13 juillet 1949] (p. 4705). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au minimum vital des aveugles et des grands infirmes ; Art. 4 : *Son amendement tendant à ne pas dimi-*

nuer la pension des aveugles [19 juillet 1949] (p. 4764) ; Art. 5 : *Son amendement relatif à l'allocation spéciale aux parents d'enfants déficients* (p. 4768) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à maintenir l'ordonnance du 3 juillet 1945 relative au statut social des aveugles* (p. 4770) ; — d'une proposition de loi relative à la carte sociale des économiquement faibles, en qualité de *Rapporteur par intérim* (*Sa demande de renvoi à la Commission*) [28 mars 1950] (p. 2431, 2432) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; P.T.T., Chap. 1020 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le Centre national d'études des télécommunications* [3 mai 1950] (p. 3199) ; Chap. 1040 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour les auxiliaires du Centre national d'études des télécommunications* (p. 3200) ; Chap. 3090 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le fonctionnement du centre national d'études des télécommunications* (p. 3228) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION ; *Discussion générale (ses observations sur la construction d'hôpitaux et la fabrication de la cortisone)* [12 juin 1950] (p. 4602, 4603) ; — d'une proposition de loi relative à l'imposition des tisseurs à domicile ; Article unique : *Assimilation fiscale des artisans à domicile et des salariés* [30 mai 1950] (p. 3986) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 1000 : *Ses observations sur l'hygiène sociale, l'insuffisance des crédits prévus* [4 mai 1951] (p. 4525, 4526, 4527) ; Chap. 1090 : *Inspecteurs de la pharmacie (personnel contractuel)* (p. 4527) ; Chap. 3000 : *Matériel de l'administration centrale* (p. 4530) ; Chap. 3100 : *Contrôle des sérums et vaccins (morts survenues après vaccination anti-diphthérique et anti-tétanique)* (p. 4530) ; Chap. 4070 : *lutte anti-vénérienne* (p. 4569).

BARTHÉLEMY (M. André), Député du Jura.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier

1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu secrétaire de cette Commission [21 décembre 1946] (p. 10803). — Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [29 mai 1947] (p. 1783); de la Commission des territoires d'outre-mer [23 janvier 1951] (p. 348) — Est nommé : membre suppléant du Conseil supérieur de la magistrature [18 mars 1947] (p. 868); membre de la Commission de la réforme administrative [1^{er} août 1947] (p. 3837). — Est nommé, par la Commission des territoires d'outre-mer, membre du Conseil de surveillance de la caisse centrale de la France d'outre-mer [21 février 1951] (**F. n° 679**). — Est nommé juge titulaire de la Haute-Cour de justice (Application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

Dépôts :

Le 28 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la charge des budgets du Ministère de l'Éducation nationale et de l'Agriculture les frais d'administration, d'entretien et de fonctionnement du collège technique et moderne et Ecole du Bois de Mouchard (Jura) qui serait ainsi transformée en Ecole nationale professionnelle du Bois, **n° 372**. — Le 31 janvier 1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur le projet de loi autorisant l'exploitation en régie des transports postaux dans Paris et sa banlieue, **n° 423**. — Le 27 février 1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale autorisant l'exploitation en régie des transports postaux dans Paris et sa banlieue, **n° 745**. — Le 16 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de l'administration des P. T. T. le tissu nécessaire pour l'attribution immédiate de vêtements au personnel doté d'une tenue d'uniforme, **n° 1323**. — Le 10 juin 1947, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945 portant reclassement de carrière à tous les fonctionnaires et agents des services publics coupés du pouvoir central par fait de guerre, y compris certains bénéficiaires de la loi d'am-

nistie n° 46-729 du 16 avril 1946, **n° 1630**. — Le 25 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur les propositions de résolution : 1^o de M. Jean Masson tendant à inviter le Gouvernement à assurer au personnel des P. T. T. les prestations en nature auxquelles il a droit; 2^o de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de l'administration des P. T. T. le tissu nécessaire pour l'attribution immédiate de vêtements au personnel doté d'une tenue d'uniforme, **n° 1819**. — Le 8 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à encourager la fabrication du gruyère de qualité, **n° 2331**. — Le 26 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures nécessaires pour favoriser le développement du tourisme populaire dans les départements de la région jurassienne, **n° 2495**. — Le 4 août 1948, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les fonctionnaires exerçant dans la métropole, originaires de l'Afrique du Nord ou des territoires d'outre-mer, des mêmes délais de route et droit de passage gratuit que les fonctionnaires métropolitains exerçant en Afrique du Nord ou dans les territoires d'outre-mer, **n° 5143**. — Le 6 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier le personnel féminin des P. T. T. des dispositions précisées au statut général des fonctionnaires par l'article 140 1^o *in fine*, **n° 5193**. — Le 12 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre au personnel de l'ex-Compagnie générale des automobiles postales intégré dans les cadres de l'Administration des P. T. T., en vertu de la loi n° 47-431 du 12 mars 1947, le bénéfice de l'article premier de la loi du 14 avril 1924, permettant d'effectuer des versements rétroactifs basés sur le temps d'auxiliarat, pour constitution de pension de retraite, **n° 5247**. — Le 30 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi établissant des servitudes et obligations dans l'intérêt des réceptions radioélectriques, **n° 6003**. — Le 30 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi établissant des servitudes dans l'intérêt des transmissions radioélectriques, **n° 6004**. — Le 15 février 1949,

une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un crédit supplémentaire pour la systématisation de la lutte contre les insectes parasites des forêts et, plus particulièrement, contre les bostryches qui causent d'inquiétants ravages dans les Vosges, le Jura et les Landes, n° 6440. — Le 15 février 1949, une proposition de loi tendant à faire bénéficier de plein droit, à titre transitoire, de la présomption d'origine pour l'application des dispositions du deuxième alinéa de l'article 93 de la loi du 19 octobre 1946, les fonctionnaires non guéris, en congé de longue durée à la date du 22 octobre 1946, n° 6441. — Le 9 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à octroyer une subvention annuelle de 300.000 francs pour l'entretien des maisons natale et familiale de Louis Pasteur, transformées en musées à Dôle et à Arbois et contrôlées par l'Etat, n° 6736. — Le 10 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de l'administration des P. T. T. les crédits nécessaires pour que les facteurs et agents techniques des P. T. T. soient dotés de tenues et de vêtements de travail dans les mêmes conditions que le personnel similaire des autres administrations, n° 6751. — Le 10 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des facteurs ruraux des bicyclettes à moteur auxiliaire, n° 6778. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale établissant des servitudes et obligations dans l'intérêt des réceptions radio-électriques, n° 7053. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale établissant des servitudes dans l'intérêt des transmissions radioélectriques, n° 7054. — Le 19 mai 1949, une proposition de loi tendant à créer sous forme de principalat, un avancement d'échelon, pour les facteurs, chargeurs, manutentionnaires et plantons des P. T. T., en vue de maintenir un parallélisme de carrière entre les personnels similaires de diverses admi-

nistrations, n° 7205. — Le 2 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de l'administration des P. T. T. les crédits nécessaires pour que les facteurs et agents techniques des P. T. T. soient dotés de tenues et de vêtements de travail dans les mêmes conditions que le personnel similaire des autres administrations, n° 7324. — Le 3 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'immédiates mesures de sauvegarde pour assurer la protection et le développement de l'industrie pipière française, n° 7351. — Le 3 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures de sauvegarde de l'industrie horlogère française sérieusement menacée par la crise économique et le rétrécissement de ses débouchés et à prendre toutes dispositions pour encourager le développement et la prospérité de cette production, n° 7363. — Le 24 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les receveurs et chefs de centre des P. T. T. des dispositions des articles 3 et 6 du décret n° 49-742 du 7 juin 1949 fixant le régime d'occupation de logements par les personnels civils de l'Etat, n° 7638. — Le 8 juillet 1949, une proposition de loi tendant à la création d'un principalat pour les agents des lignes des P. T. T., n° 7802. — Le 10 novembre 1949, une proposition de loi tendant à considérer la poliomyélite comme maladie permettant d'accorder aux fonctionnaires le bénéfice des dispositions de l'article 93 de la loi du 19 octobre 1946, n° 8357. — Le 22 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'application des dispositions du statut des personnels ouvrier et employé de l'Institut géographique national et de l'imprimerie de l'Etablissement central de la météorologie, en ce qui concerne la parité de leurs salaires avec ceux des professions similaires de l'industrie, n° 8442. — Le 24 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître d'utilité publique l'association : Groupe spéléologique jurassien, n° 8475. — Le 20 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur

la proposition de résolution de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à étendre au personnel de l'ex-Compagnie générale des automobiles postales intégré dans les cadres de l'Administration des P. T. T., en vertu de la loi n° 47-431 du 12 mars 1947, le bénéfice de l'article premier de la loi du 14 avril 1924, permettant d'effectuer des versements rétroactifs basés sur le temps d'auxiliarat, pour constitution de pension de retraite, n° 9022. — Le 8 février 1950, une proposition de loi tendant à porter de 6.000 à 30.000 francs le chiffre limite prévu par le décret du 25 août 1937, modifié par l'acte dit loi du 6 août 1941, de la procédure de recouvrement simplifiée des petites créances commerciales, n° 9218. — Le 16 février 1950, une proposition de loi tendant à permettre aux fonctionnaires des services actifs issus des services sédentaires, atteints par la limite d'âge de leur catégorie, de demeurer en fonction — au plus tard jusqu'à l'âge de 60 ans — jusqu'à ce qu'ils aient acquis le droit à pension liquidée sur la totalité de leurs services, n° 9251. — Le 16 février 1950, une proposition de loi tendant à la réalisation immédiate de la réforme du Cadre des ouvriers d'Etat des P. T. T., n° 9253. — Le 9 mai 1950, une proposition de loi tendant à faire bénéficier le personnel titulaire et auxiliaire des P. T. T. des dispositions de l'arrêté ministériel du 12 mars 1941 accordant une déduction supplémentaire pour le calcul de l'impôt cédulaire sur les salaires à certaines catégories de contribuables, n° 9898. — Le 16 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement toutes mesures utiles pour assurer la sauvegarde de l'industrie française de la taille du diamant, n° 9955. — Le 16 mai 1950, une proposition de loi tendant à classer dans la catégorie B, pour la détermination de l'âge du droit à la retraite, les inspecteurs, inspecteurs-adjoints des installations électromécaniques et des lignes souterraines à grande distance, n° 9969. — Le 25 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un premier secours d'urgence aux sinistrés par la grêle du 25 mai 1950 des régions de Pontarlier à Besançon (Doubs), n° 10053. — Le 25 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer d'urgence les con-

ditions de diplômes fixées pour l'accès des inspecteurs des P. T. T. à l'indice 390 et contraires à la loi du 19 octobre 1946, n° 10068. — Le 20 juin 1950, une proposition de loi revalorisant le taux et le maximum de l'allocation viagère accordée aux personnels auxiliaires temporaires des administrations et établissements publics de l'Etat par la loi validée du 18 septembre 1940, n° 10363. — Le 13 juillet 1950, une proposition de loi tendant à l'attribution aux facteurs des P. T. T., obligés par leurs obligations professionnelles à prendre leur repas de midi hors de leur domicile, de l'indemnité de mission dans la résidence, n° 10610. — Le 20 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à conférer la Légion d'honneur au mécanicien du train n° 611 et à l'aiguilleur de service au poste 2 à Saint-Amour, le 3 juillet 1950, dont le sang-froid a évité une double catastrophe, n° 10671. — Le 22 juillet 1950, une proposition de loi tendant à conserver, au point de vue de la rémunération, les avantages acquis dans le premier emploi aux agents, employés et ouvriers des administrations de l'Etat et des services publics qui ont été mutés dans un emploi plus compatible avec leur aptitude physique en conséquence d'une aggravation de blessure de guerre, d'accident ou de maladie, n° 10714. — Le 4 août 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues tendant à classer dans la catégorie B, pour la détermination de l'âge du droit à la retraite, les inspecteurs, inspecteurs-adjoints des installations électromécaniques et des lignes souterraines à grande distance, n° 10902. — Le 4 août 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à conférer la Légion d'honneur au mécanicien du train n° 611 et à l'aiguilleur de service au poste 2 à Saint-Amour le 3 juillet 1950, dont le sang-froid a évité une double catastrophe, n° 10903. — Le 16 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier le mode de calcul des retenues rétroactives effectuées pour la validation du temps de service de non-titulaires des administrations publiques en vue de l'établissement au droit à pension d'ancienneté, n° 11322. —

Le 29 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux communes et aux sinistrés des récentes inondations dans le département du Jura un premier secours de 200 millions de francs et à exonérer les sinistrés du paiement de leurs impôts pour 1951, n° 11446. — Le 1^{er} février 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 92 de la loi du 26 septembre 1948 en portant respectivement à 50.000, 25.000 et 125.000 francs, les chiffres des règlements de paiement prévus par les alinéas premier, 2 et 3 de l'article premier de la loi validée du 22 octobre 1940, relative aux règlements par chèques et virements, n° 12047. — Le 2 février 1951, une proposition de loi tendant à l'attribution d'une prime d'insularité aux agents, employés et ouvriers des P. T. T., en fonction dans le département de la Corse, n° 12062. — Le 22 février 1951, une proposition de loi tendant à l'attribution aux catégories les plus défavorisées du personnel des P. T. T. et des autres administrations qui, à la faveur du reclassement, n'ont bénéficié d'aucun avantage ou d'un avantage restreint, d'une indemnité corrective mensuelle égale à la différence entre le montant de la dernière tranche de reclassement et 4.250 francs, n° 12332. — Le 1^{er} mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser et à unifier l'indemnité de frais de voyage des agents et employés des services ambulants de l'administration des P. T. T., n° 12398. — Le 5 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 11364) de M. Kriegel-Valrimont et plusieurs de ses collègues tendant à reconnaître la qualité d'auxiliaire aux gérants d'agences postales, avec toutes les garanties et avantages concédés à cette catégorie, n° 12699. — Le 2 mai 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 de la loi du 2 août 1927 modifiant la loi du 8 octobre 1919 portant création d'une carte d'identité professionnelle pour les voyageurs et représentants de commerce, n° 13052. — Le 12 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à consentir des dégrèvements d'impôts et à indemniser les viticulteurs et cultivateurs jurassiens victimes des gelées tardives qui ont causé de très gros dégâts dans les régions du vignoble du Revermont et de la plaine du Finage et de la Bresse, n° 13229.

Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à l'exploitation en régie des transports postaux dans Paris, en qualité de *Rapporteur* [7 février 1947] (p. 220) ; sur ce projet de loi amendé par le Conseil de la République [4 mars 1947] (p. 558) ; — sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'Exercice 1947 : Etat C : POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES : *Discussion générale* [7 mars 1947] (p. 776) ; Chap. 902 : *Équipement en matériel électrique et radio-électrique* (p. 777) ; — Son rapport sur une pétition [13 juin 1947] (p. 2128). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles), P. T. T. : BUDGET ANNEXE : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2943, 2944, 2945, 2946) ; Chap. 303 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour fournitures et mobiliers de bureau* [11 juillet 1947] (p. 2971) ; *le maintient* (p. 2972) ; Chap. 312 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour achats de matériel automobile* (p. 2974) ; *le maintient* (ibid) ; Chap. 313 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour fonctionnement des automobiles* (p. 2975) ; *le maintient* (ibid.) ; Chap. 315 : *Services extérieurs* (ibid.) ; CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE : Chap. 108 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour indemnités aux services extérieurs* [16 juillet 1947] (p. 3056, 3057) ; *le maintient, puis le retire* (p. 3057) ; Chap. 302 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour les locaux et le mobilier* (p. 3057) ; LOI DE FINANCES : Art. 13 : *Son amendement tendant à autoriser le Ministre des P. T. T. à changer, par décret, la dénomination de plusieurs catégories de personnel des P. T. T.* [22 juillet 1947] (p. 3343, 3344). — Pose à M. le Ministre des P. T. T. une question relative au calcul de l'allocation de salaire unique des fonctionnaires des P. T. T. [8 août 1947] (p. 4117). — Intervient dans la discussion du projet de loi de dégageant des cadres de fonctionnaires ; Art. 5 : *Son amendement tendant à préciser les fonctions des commissions paritaires de licenciement* [12 août 1947] (p. 4276) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à tenir compte de l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique dans les licenciements* (p. 4277) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à soumettre les opérations*

des commissions paritaires de licenciement à l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique (p. 4285) — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à assurer la protection de la liberté du travail; Art. 3 : *Ses explications de vote sur le troisième alinéa* [3 décembre 1947] (p. 5477, 5478); — du projet de loi portant reconduction, à l'Exercice 1948, des crédits du Budget 1947 : Etat I, FINANCES : *Son amendement relatif au rajustement des pensions civiles et militaires* [27 décembre 1947] (p. 6326); Art. 5 . BUDGETS ANNEXES : *Reconduction des crédits des budgets annexes* (p. 6382, 6383). — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [4 février 1948] (p. 396, 397, 398); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour attirer l'attention sur les agents des P. T. T.* [5 février 1948] (p. 447, 448), [6 février 1948] (p. 491, 492); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses de reconstruction et d'équipement (Budget 1948) : Etat A, ÉDUCATION NATIONALE : Chap. 908 : *Equiperment des écoles d'enseignement technique* [25 février 1948] (p. 1066, 1067); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'Exercice 1948 : Etat A, P. T. T. : Chap. 100 : *Ses observations sur le budget des P. T. T., les abonnements au téléphone, les traitements des fonctionnaires* [21 juin 1948] (p. 3737 et suiv.); *Son amendement tendant à prévoir le reclassement des commis des P. T. T. par la création d'emplois de contrôleurs* (p. 3743); Chap. 106 : *Différence de traitement entre les agents des P. T. T. et ceux des Finances* (p. 3746); Chap. 117 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour les indemnités de responsabilité et les frais de déplacement* (p. 3748); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : Chap. 133 : *Service de la pharmacie (Hopital de Saint-Yllie)* [29 juillet 1948] (p. 5048, 5049); — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires : *Discussion générale* [6 août 1948] (p. 5475); Art. 64 : *Amendement de M. Cherrier tendant à définir le minimum vital pour l'application de la loi* (p. 5497, 5498); — du projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation de dépenses pour l'Exercice 1948 (*collectif de dévaluation*) : Art. 3 : *Ouverture de crédits pour les budgets annexes* (P. T. T.) [23 août 1948] (p. 6125); Art. 5 : *Crédits pour l'équipement et*

investissements (P. T. T.) (p. 6126, 6127). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures de licenciement prises à l'égard des travailleurs des P. T. T. [16 novembre 1948] (p. 6990). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949; Art. 3 : *Ouverture de crédits pour les P. T. T., travaux de reconstruction et d'équipement des P. T. T.* [31 décembre 1948] (p. 8213, 8214); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses civiles ordinaires pour 1949; Art. 38 : *Budget annexe des P. T. T.* [31 décembre 1948] (p. 8266, 8267, 8268, 8269, 8270); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : *Discussion générale* [2 mars 1949] (p. 1118, 1119). — Pose à M. le Ministre des finances une question relative à l'insuffisance des crédits obtenus par les P. T. T. en janvier 1948 [4 mars 1949] (p. 1256, 1257). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour le budget des P. T. T. : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293); Chap. 112 : *Son amendement tendant à réduire de 3.800.000 francs l'annulation sur les lignes et installations électriques* (p. 2301); *le retire* (ibid.); Chap. 113 : *Son amendement tendant à réduire de 977.000 francs l'annulation sur le service des locaux* (p. 2301); Chap. 1242 : *Son amendement tendant à augmenter de mille francs l'annulation des crédits sur le reclassement de la fonction publique* (p. 2303, 2304); *Son amendement analogue* (p. 2304); Chap. 106 : *Son amendement tendant à augmenter de 1 million l'annulation sur les crédits du service des directions (transformation d'emplois)* [14 avril 1949] (p. 2448); *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'annulation sur les crédits de ce chapitre (création de 60 emplois de directeurs adjoints)* (p. 2449); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Etat F, Chap. 106 : *Services des directions* [9 juin 1949] (p. 3213, 3214); Chap. 107 : *Services intérieurs des bureaux* (p. 3214); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 9019 : *Travaux d'équipement rural* [4 juillet 1949] (p. 4450, 4451); Etat D, P. T. T., Chap. 9029 : *Matériel électrique et radio-électrique* [6 juillet 1949] (p. 4298, 4299). — Dépose une demande d'in-

terpellation sur les sanctions arbitraires prises par le Gouvernement contre le personnel des P. T. T. [28 février 1950] (p. 1524). — Pose à M. le Ministre des travaux publics et des transports, une question relative à l'accident d'autorail de Salins-les-Bains [28 avril 1950] (p. 3059, 3060). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; P. T. T., Chap. 0010 : *Ses observations sur les recettes des P. T. T.* [3 mai 1950] (p. 3193, 3194, 3195); Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des services intérieurs des bureaux* (p. 3202, 3203); Chap. 1080 : *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des lignes (Observations sur les transformations d'emplois)* (p. 3217); Chap. 1140 : *Son amendement tendant à rétablir complètement les crédits demandés pour le personnel du service technique spécialisé* (p. 3219); Chap. 1240 : *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités éventuelles (Observations sur la prime de vacances)* (p. 3223); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 1390 : *Personnel ouvrier de l'Institut national géographique* [7 juin 1950] (p. 4406, 4407); Chap. 5140 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités à la S.N.C.F. (billets de congés payés à prix réduits)* (p. 4421, 4422); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1130 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de l'expansion économique à l'étranger (crise des tailleries françaises de diamants)* [16 juin 1950] (p. 4936, 4937); *le retire* (p. 4937); AVIATION CIVILE, Chap. 1130 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de la navigation aérienne* [19 juin 1950] (p. 4990); Chap. 1170 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de la météorologie nationale (imprimeurs de la météorologie)* (p. 4994); Chap. 5020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la couverture du déficit d'Air-France (prime de vacances au personnel d'Air-France)* [20 juin 1950] (p. 5023, 5024); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5031, 5032); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1630 : *Indemnités de suppléances aux professeurs d'éducation physique* [17 juillet 1950] (p. 5481, 5482); Chap. 5550 : *Son amendement tendant à*

réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention aux musées de France (Maison de Pasteur) [19 juillet 1950] (p. 5595, 5596); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; P. T. T. : *Discussion générale* [1^{er} août 1950] (p. 6379, 6380); Chap. 1140 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour le personnel des services techniques (transformation d'emplois)* (p. 6380). — Dépose une demande d'interpellation sur la catastrophe du passage à niveau de Saint-Amour (Jura) [13 juillet 1950] (p. 5401). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950; Travaux neufs, Art. 5 : *Modernisation des télécommunications* [20 juillet 1950] (p. 5693, 5694); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 62, Etat C, P T T. : *Son amendement tendant à transformer 10.000 emplois d'agents d'exploitation en 10.000 emplois de contrôleurs* [2 août 1950] (p. 6480); *le retire* (ibid). — Pose à M. le Ministre des travaux publics et des transports une question relative aux passages à niveau de lignes de la S.N.C.F. [20 octobre 1950] (p. 7063); — une question relative au trafic ferroviaire dans la région de Dijon [20 octobre 1950] (p. 7064, 7065). — Pose à M. le Ministre des finances une question relative au logement des receveurs et chefs de centres des P.T.T. [10 novembre 1950] (p. 7633). — Pose à M. le ministre de l'agriculture une question relative à la culture des pommes de terre dans la vallée de la Saône [24 novembre 1950] (p. 8120) — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 3130 : *Son amendement tendant à réduire de 4.916.000 francs les crédits pour les frais de mission des membres français du Conseil de l'Europe* [12 décembre 1950] (p. 8977, 8978); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 3140 : *Personnel ouvrier de l'Institut géographique national* [19 décembre 1950] (p. 9271); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [22 décembre 1950] (p. 9482); AGRICULTURE, Chap. 3300 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la protection des végétaux (bostryches des forêts de pins)* [23 décembre 1950] (p. 9585); *le retire* (p. 9586). — Pose à M. le Ministre des travaux publics une

question relative aux facilités de transport accordées à certains assurés sociaux [26 janvier 1951] (p. 443). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons des mesures de suspension prises par le Ministre des P.T.T. contre des militants responsables de la Fédération des travailleurs des Postes [8 février 1951] (p. 907); Demande la jonction de cette interpellation à celle de M. de Menthon [16 février 1951] (p. 1296); et est entendu sur la fixation de la date de sa discussion [20 février 1951] (p. 1353, 1354, 1355, 1357). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 1120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les contractuels de la navigation aérienne (personnel complémentaire de bord)* [14 mars 1951] (p. 1926, 1927); le retire (ibid.); Chap. 3110 : *Ecole nationale de l'aviation civile* (p. 1942, 1943); Chap. 3200 : *Entretien des bases aériennes (Aérodrome de Tavaux près de Dôle restitué aux anciens propriétaires)* (p. 1946, 1947); Chap. 5040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le déficit d'Air-France (revendications du personnel complémentaire d'Air-France)* (p. 1956); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 5040 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour les œuvres privées dans les territoires d'outre-mer* [5 avril 1951] (p. 2728); P.T.T. en qualité de *Rapporteur pour avis* [2 mai 1951] (p. 4415, 4416); Chap. 1000 : *Ses observations sur les revendications des postiers* (p. 4418, 4419, 4420, 4421); Chap. 1040 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le service des directions (création de 80 directeurs adjoints)* (p. 4430); Chap. 1130 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des services techniques spécialisés (transformations d'emplois)* (p. 4435); Chap. 1160 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de remplacement (étalement de la période des congés)* (p. 4437, 4438); Chap. 1230 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités éventuelles (travail de nuit)* (p. 4469); Chap. 3300 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités (repas pris au dehors)* (p. 4475, 4476); Chap. 3090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour rattachement des abonnés au télé-*

phone (centre des Laumes à Montbard) (p. 4478, 4479); Chap. 6000 : *Secours (personnel atteint de poliomyélite)* [4 mai 1951] (p. 4518); Chap. 1050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel titulaire (contrôleurs des installations mécanographiques)* (p. 4541, 4542, 4543); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (corps des receveurs et chefs de centre)* (p. 4544, 4545); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (congé des agents comptables)* (p. 4545); Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des services de distribution (création d'emplois de facteurs chefs)* (p. 4545, 4546); P.T.T. : amendé par le Conseil de la République, Art. 4 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la redevance exigible des fonctionnaires logés* [22 mai 1951] (p. 5670).

BARTOLINI (M. Jean), Député du Var.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40) = Est nommé membre : de la Commission de défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des territoires d'outre-mer [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la presse [2 mars 1948] (p. 1248), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des immunités parlementaires [8 mars 1949] (p. 1328, 1329), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé : juré à la Haute-Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 195); juge suppléant à la Haute-Cour de justice instituée par l'article 58 de la Constitution [8 mai 1949] (p. 1328).

Dépôts :

Le 21 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à restituer la carte et les avantages du combattant aux marins embarqués durant la guerre 1914-1918 sur les navires-hôpitaux et ayant été affectés dans les bases navales françaises à

l'étranger et dans les colonies, n° 341. — Le 28 janvier 1947, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de l'article 60 de la loi du 31 mars 1919 aux fonctionnaires, agents et ouvriers soumis au régime des pensions militaires et atteints d'invalidités imputables au service, n° 360. — Le 29 avril 1948, une proposition de loi tendant à étendre les dispositions de l'article 5 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 aux ouvriers des établissements industriels de l'Etat, soumis aux régimes de pensions des lois du 21 octobre 1919 et du 21 mars 1928, n° 4060. — Le 2 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi pour la refonte de la loi de retraite du 21 mars 1928, des ouvriers et ouvrières des Etablissements industriels de l'Etat, n° 4411. — Le 24 juillet 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 6 *ter*, prévu par l'ordonnance du 17 octobre 1945, concernant la législation spéciale de retraite des ouvriers et employés des carrières de bauxite, n° 5054. — Le 10 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux retraités de l'Etat et des services publics une allocation exceptionnelle de 2.500 francs, n° 5461. — Le 16 décembre 1948, une proposition de loi tendant à attribuer aux travailleurs une prime spéciale uniforme mensuelle de transport de 500 francs, n° 5834. — Le 28 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7142) concernant M. Védrières, n° 7658. — Le 6 juillet 1949, une proposition de loi tendant à l'organisation des services sociaux pour l'ensemble des personnels civils relevant du Ministère de la Défense nationale, n° 7766. — Le 13 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Cherrier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer l'article 18 du décret du 26 février 1897 qui détermine le taux des salaires des ouvriers et ouvrières de l'Etat d'après celui des industries similaires, n° 7879 (rectifié). — Le 1^{er} décembre 1949, une proposition de loi tendant à verser, pour les prochains trimestres, à tous les retraités tributaires de la loi du 2 septembre 1948 et du 2 août 1949, le montant de deux versements trimestriels, jusqu'à la réalisation de la péréquation, n° 8564. —

Le 21 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à développer le secteur reconversion qui permettra de donner du travail aux 5.000 ouvriers des arsenaux de la marine, menacés de licenciement, n° 9549. — Le 26 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à revaloriser, à compter du 1^{er} octobre 1950, les salaires des travailleurs de l'Etat sur la base de l'accord parisien du 31 octobre 1950; 2° à accorder immédiatement le versement d'un acompte uniforme de 4.000 francs à tous les travailleurs de l'Etat, n° 11986. — Le 14 février 1951, une proposition de loi tendant à modifier les articles 6 et 7 de la loi du 2 août 1949 portant réforme du régime des pensions des personnels de l'Etat, n° 12198. — Le 16 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer aux travailleurs de l'Etat en Tunisie le décret beylical du 2 décembre 1950 allouant 17 0/0 d'augmentation sur les salaires, n° 12534. — Le 21 mars 1951, une proposition de loi tendant à assimiler le salaire des ouvriers titulaires, auxiliaires ou journaliers des établissements militaires (Air, Guerre et Marine) avec le salaire pratiqué dans les industries similaires de la région parisienne, n° 12630.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires); ARMEMENT: *Discussion générale* [23 décembre 1946] (p. 351). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires); MARINE; *Discussion générale* [6 août 1947] (p. 3971, 3972, 3973). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi de dégagement des cadres des fonctionnaires; Art. 1^{er}: *Catégories de fonctionnaires touchées par la loi (ouvriers des arsenaux et ateliers d'Etat)* [12 août 1947] (p. 4269, 4270); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les dépenses militaires de reconstruction et d'équipement; Art. 1^{er}: *Ouverture d'un crédit de 6.731.246.000 francs* [30 décembre 1947] (p. 6564, 6565). — Prend part à la dis-

eussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires d'avril et mai 1948; Art. 3: *Reconversion des arsenaux de l'Etat* [18 mars 1948] (p. 1957); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1947: *Discussion générale* [1^{er} juillet 1948] (p. 4261, 4262, 4263, 4264); Etat C, GUERRE, Chap. 161: *Son amendement tendant à élever les crédits pour les ouvriers des fabrications d'armement* [9 juillet 1948] (p. 4540); Chap. 360: *Son amendement tendant à relever les crédits pour fonctionnement des fabrications d'armement* (p. 4541); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1948; Art. 1^{er}: *Ouverture d'un crédit de 3 milliards pour la prime unique et exceptionnelle* [16 septembre 1948] (p. 6566): *Son amendement tendant à étendre cette prime aux retraités* (p. 6568); — du projet de loi portant intégration des militaires dans la sécurité sociale; Art. 3: *Son amendement tendant à faire bénéficier des prestations les militaires en retraite dès l'âge de 50 ans* [17 décembre 1948] (p. 7701); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour janvier-février 1949; Art. 1^{er}: *Ouverture d'un crédit de 62 milliards 670 millions (ses observations sur les arsenaux et les usines d'armement)* [31 décembre 1948] (p. 8286, 8287); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949; Art. 3: *Budgets annexes (Ses observations sur la standardisation des armements et l'importation du matériel américain)* [3 mars 1949] (p. 1231, 1232). — Dépose une demande d'interpellation sur le licenciement d'ouvriers dans les arsenaux de l'Etat [4^{er} avril 1949] (p. 2016). — Prête serment en qualité de membre de la Haute Cour de justice [12 avril 1949] (p. 2310). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949: *Discussion générale* [9 juin 1949] (p. 3257, 3258); Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 4000: *Amendement de M. Le Troquer tendant à réduire de 50 millions les crédits pour secours et allocations diverses* [16 juin 1949] (p. 3413); MARINE, Chap. 131: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier du service du commissariat* [21 juin 1949] (p. 3528, 3529); Chap. 138: *Son amendement tendant à réduire*

de 1.000 francs les crédits pour le reclassement de la fonction publique (p. 3529, 3530); Chap. 316: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation* (p. 3530); Chap. 905: *Son amendement tendant à réduire de 500 millions les crédits pour travaux maritimes (base de Mers El Kébir)* (p. 3539); Etat C, CONSTRUCTIONS NAVALES, Chap. 181: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier* [23 juin 1949] (p. 3721); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er}, Etat A, GUERRE, Chap. 133: *Ouvriers du personnel civil extérieur* [22 juillet 1949] (p. 5021, 5022, 5023); — du projet de loi portant réforme du régime des pensions de certains personnels de l'Etat: *Discussion générale* [30 juillet 1949] (p. 5613, 5614); Art. 4: *Amendement de M. Barangé relatif au décompte du temps de travail par année de service sans majoration pour heures supplémentaires* (p. 5615, 5616); — d'une proposition de résolution relative à la péréquation intégrale des retraites civiles et militaires: *Discussion générale* [24 novembre 1949] (p. 6212); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés: *Son amendement tendant à intégrer les primes horaires dans les salaires afin de revaloriser la hiérarchie des salaires* [26 janvier 1950] (p. 551); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 42 B: *Réduction du nombre des fonctionnaires au nombre de 1939 + 10 0/0* [29 janvier 1950] (p. 785). — Dépose une demande d'interpellation : sur la violation des libertés syndicales et démocratiques et la révocation du secrétaire du syndicat de l'arsenal de Toulon [3 février 1950] (p. 967); — Sur le licenciement de milliers d'ouvriers des arsenaux de la Marine [2 mars 1950] (p. 1619). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative au versement trimestriel supplémentaire à certains retraités: *Discussion générale* [14 mars 1950] (p. 1971, 1972); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis; Article unique: *Ratification de l'accord franco-américain du 27 janvier 1950* [15 mars 1950] (p. 2087, 2088, 2089); — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950;

Art. 1^{er} : MARINE, Etat B, Chap. 181 : *Personnel ouvrier* [11 mai 1950] (p. 3591, 3592, 3593, 3594); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [2 novembre 1950] (p. 7385, 7386); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement; Art. 1^{er} : Etat A, AIR, Chap. 9121 : *Matériel de série de l'armée de l'air* [29 décembre 1950] (p. 9794, 9795) — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures de répression que le Gouvernement vient de prendre contre des fonctionnaires et des employés d'usines nationalisées [25 janvier 1951] (p. 362). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 5160 : *Vulgarisation (taxation sur les viticulteurs)* [26 janvier 1951] (p. 448, 450); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951 : *Discussion générale (révalorisation des salaires des fonctionnaires)* [21 mars 1951] (p. 2313, 2314); — d'une proposition de loi relative au salaire des ouvriers des établissements militaires : *Discussion générale* [11 mai 1951] (p. 5034, 5035, 5037, 5038).

BAS (M. André), Député du Haut-Rhin.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission d'agriculture [27 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la défense nationale [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission des boissons [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommé membre : de la Commission spéciale chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin aux attributaires [18 février 1947] (p. 357); de la Commission chargée d'enquêter sur l'accident de l'avion « Cormoran N. C. 211 » [21 juin 1949] (p. 3549) Est élu vice-président de cette Commission [5 juillet 1949] (F. n° 434). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

Dépôts :

Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à faire bénéficier des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945, relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder, les personnes domiciliées en Alsace-Lorraine et en Algérie pendant toute ou une partie de l'occupation ennemie, ainsi que les Alsaciens-Lorrains insoumis, déserteurs et anciens militaires incorporés de force dans l'armée allemande, n° 315. — Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les Alsaciens-Lorrains insoumis, déserteurs et anciens militaires incorporés de force dans l'armée allemande des dispositions de l'ordonnance du 20 octobre 1945, relative à l'attribution de prêts du crédit agricole mutuel aux agriculteurs et artisans ruraux, prisonniers et anciens déportés, n° 318. — Le 25 février 1947, une proposition de loi tendant à maintenir l'affiliation des salariés agricoles et forestiers des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle : 1° aux Caisses primaires de Sécurité sociale en ce qui concerne les risques maladie, longue maladie, maternité, décès et accidents du travail ou maladies professionnelles (incapacités temporaires); 2° aux Caisses régionales de Sécurité sociale quant aux risques invalidité-vieillesse; 3° aux Caisses accidents agricoles pour ce qui est des risques accidents du travail et maladies professionnelles (incapacités permanentes), n° 725. — Le 20 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Bas et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les Alsaciens-Lorrains insoumis, déserteurs et anciens militaires incorporés de force dans l'armée allemande des dispositions de l'ordonnance du 20 octobre 1945 relative à l'attribution de prêts du crédit agricole mutuel aux agriculteurs et artisans ruraux, prisonniers et anciens déportés, n° 975. — Le 20 mars 1947, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les Alsaciens et Mosellans, expulsés ou déportés, insoumis, déserteurs et anciens militaires incorporés de force dans l'armée allemande, retenus dans des camps ou faits prisonniers, des dispositions de l'ordonnance du 20 octobre 1945, relative à l'attribution de prêts du crédit agricole mutuel aux agriculteurs et artisans ruraux, prisonniers et anciens déportés, n° 978. — Le 13 août 1947, une proposition

de loi tendant à modifier la législation relative aux bouilleurs de cru, n° 2424. — Le 27 novembre 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi étendant à certaines catégories d'Alsaciens et de Lorrains le bénéfice des dispositions de l'ordonnance du 20 octobre 1945 relative à l'attribution de prêts du Crédit agricole mutuel aux agriculteurs et artisans ruraux prisonniers rapatriés et anciens déportés, n° 2710. — Le 3 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi introduisant dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle la loi du 9 mars 1941, validée et modifiée par l'ordonnance du 7 juillet 1945, sur la réorganisation foncière et le remembrement, n° 2771. — Le 11 décembre 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi introduisant dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle la loi du 9 mars 1941, validée et modifiée par l'ordonnance du 7 juillet 1945, sur la réorganisation foncière et le remembrement, n° 2814. — Le 4 mars 1948, une proposition de loi tendant à l'application de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative à la taxe spéciale destinée à la direction de la répression des fraudes pour assurer la surveillance des vins à appellation d'origine « vins d'Alsace », n° 3662. — Le 6 mars 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 3703. — Le 17 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Wasmer et plusieurs de ses collègues tendant au rétablissement du régime hydraulique de la région supérieure de la plaine d'Alsace, n° 4593. — Le 18 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Bas et plusieurs de ses collègues tendant à l'application de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative à la taxe spéciale destinée à la direction de la répression des fraudes pour assurer la surveillance des vins à appellation d'origine « vins d'Alsace », n° 4630. — Le 3 août 1948, une proposition de loi modifiant la loi tendant à encourager la culture du blé et du seigle par l'établissement d'une prime à l'hectare pour les récoltes de 1947 et de 1948, n° 5136. — Le 25 novembre 1948, un rapport supplémentaire

au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Bas et plusieurs de ses collègues tendant à l'application de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative à la taxe spéciale destinée à la direction de la répression des fraudes pour assurer la surveillance des vins à appellation d'origine « vins d'Alsace », n° 5663. — Le 13 février 1951, une proposition de loi tendant à compléter les articles 3 et 5 de la loi n° 46-2423 du 30 octobre 1946 sur la médaille des évadés en faveur des jeunes Alsaciens et Mosellans qui se sont soustraits totalement à la conscription militaire et paramilitaire allemande de juin 1940 à novembre 1944, n° 12184. — Le 16 février 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Girardot et plusieurs de ses collègues (n° 9859) tendant à donner dorénavant aux gardes des eaux et forêts et aux brigadiers la dénomination d'agents techniques des eaux et forêts et chefs de district des eaux et forêts; 2° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 11504) relative aux fonctions du personnel des eaux et forêts; 3° de M. Marcel David et plusieurs de ses collègues (n° 11863) tendant à modifier l'appellation des préposés aux eaux et forêts, n° 12249. — Le 10 avril 1951, une proposition de loi tendant à réparer les dommages résultant de l'annexion de fait de certaines parties du territoire national, n° 12751. — Le 26 avril 1951, une proposition de loi relative à l'assurance volontaire des membres non salariés des professions agricoles, n° 12985.

Interventions :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux dommages de guerre : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8128); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à préciser toutes les catégories de Français intéressées* (p. 8129); *le retire* (ibid.); — des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuite contre M. Marcel Cachin, *en qualité de Rapporteur* [4 mars 1949] (p. 1263, 1264); — d'une proposition de loi relative aux rentes et allocations des mutilés du travail; Art. 15 : *Son amendement tendant à prévoir un décret fixant les nouvelles primes et cotisations* [20 mai 1949] (p. 2734); *Son amendement tendant à prévoir des avances du Trésor*

au fonds agricole de majoration des rentes (p. 2734). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Alsaciens-Lorrains retenus en U.R.S.S.*) [13 décembre 1950] (p. 9017). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1951; AGRICULTURE, Chap. 1660 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les exploitations en régie (Forêts d'Alsace)* [22 décembre 1950] (p. 9537); *Son amendement tendant à rétablir partiellement les crédits de ce chapitre et à augmenter les indemnités des agents des Eaux et Forêts* (p. 9538). — S'excuse de son absence [13 octobre 1949] (p. 5764), [6 mars 1951] (p. 1762), [7 mai 1951] (p. 4785). — Obtient un congé [7 mai 1951] (p. 4785).

BASTID (M. Paul), Député de la Seine
(2^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40) = Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [29 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 [1^{er} mars 1949] (p. 1046). — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [4 mai 1948] (p. 2484), [1^{er} juin 1948] (p. 3049), [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 20 février 1947, une proposition de loi relative à la révision et à la résiliation de certains contrats passés par les collectivités locales, n° 638. — Le 6 mars 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions en vue de présenter les candidatures pour les sept sièges du Comité constitutionnel à la nomination de l'Assemblée Nationale (Application de l'art. 91

de la Constitution, des art 1^{er} et 2 de la résolution du 27 décembre 1946 et de l'art. 16 du Règlement), n° 837. — Le 15 janvier 1948, une proposition de loi tendant à prévoir, au profit de certains assujettis au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, l'autorisation de s'acquitter par souscriptions mensuelles à l'emprunt, échelonnées sur l'année 1948, n° 3106. — Le 4 mars 1948, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'ordonnance du 30 septembre 1944 relative à la création, à titre provisoire, de l'Agence France-Press et à l'organisation de l'Institut Havas d'information, n° 3643. — Le 10 juin 1948, une proposition de loi tendant à compléter l'article 160 du Code de commerce relatif aux protêts, n° 4509. — Le 19 juin 1950, une proposition de loi sur les locations de fonds de commerce, n° 10349.

Interventions :

Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Louis Marin sur les préparatifs de la conférence de Moscou [27 février 1947] (p. 492 et suiv.); — de la proposition de loi relative au statut des membres du Conseil supérieur de la magistrature [4 mars 1947] (p. 561); Art. 15 : *Mise en congé des avocats membres du Conseil supérieur de la magistrature* (p. 562); — des propositions de loi relatives aux contrats passés par les collectivités locales : *Discussion générale* [4 mars 1947] (p. 574, 575); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à limiter les possibilités de révision ou de résiliation des contrats passés par les collectivités locales* (p. 585, 586); *Son amendement tendant à ce que les décrets de résiliation soient signés par le Ministre des finances* (p. 590); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. Bétolaud tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article* (p. 591); *Son amendement tendant à remplacer dans le dernier alinéa le mot « Ministre » par celui de « Ministres »* (ibid.); Art. 2 : *Son amendement tendant à remplacer les mots « affectés au service public » par ceux-ci : « affectés par le contrat à l'usage spécial et exclusif du service public »* (ibid.); *Son amendement tendant à ménager l'équilibre des stipulations contractuelles qui lient le concessionnaire à une collectivité* (p. 592); Art 5 : *Son amendement tendant à supprimer cet article relatif aux entreprises réquisitionnées* (p. 593); *le retire* (p. 594); Art. 6 :

Son amendement tendant à supprimer les mots « affectés au service public qui doivent être effectivement repris, y compris ceux... » (p. 595); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à ajouter, dans le 8^e alinéa de l'article 6, après les mots « valeur actuelle », les mots : « des biens visés à l'article 2, 2^e alinéa »* (ibid.); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à compléter le 13^e alinéa par les mots « ou en établissant qu'il n'a pas été mis en mesure d'éviter le déficit »* (ibid.); *Son amendement tendant à supprimer dans le 15^e alinéa, les mots « affectés au service public qui doivent être effectivement repris y compris ceux... »* (ibid.); *le retire* (ibid.); Art. 9 : *Son amendement tendant à augmenter le taux des obligations remises au concessionnaire par la collectivité locale* (p. 596); *Retire la dernière partie de son amendement relative à la garantie de l'Etat* (p. 597); *Son amendement visant le versement d'une indemnité* (ibid.); Art. 10 : *Son amendement tendant à étendre l'article à tous les engagements pris en vue d'exécuter le service public* (p. 598); *Son amendement tendant à rendre obligatoire pour la collectivité, la subrogation aux droits et obligations résultant pour le concessionnaire ou fermier, des conventions passées en vue de l'exploitation* (p. 598). — Prend part à la discussion des interpellations sur les recommandations de la Conférence de Londres : *Ses observations sur la politique anglo-saxonne, la Ruhr, le fédéralisme* [15 juin 1948] (p. 3529 et suiv.). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur le déroulement du procès de Madagascar (*Ses observations sur l'état d'esprit colonialiste*) [22 septembre 1948] (p. 6832, 6833). — Prend part à la discussion : de propositions de lois relatives aux loyers : *Discussion générale* [28 janvier 1949] (p. 252); — de la proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuite contre des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Fonlupt-Esperaber limitant la levée d'immunité parlementaire aux seuls faits visés* [8 juillet 1949] (p. 4431); — du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe : *Discussion générale* [9 juillet 1949] (p. 4463, 4464, 4465, 4466); — du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique : *Discussion générale* [25 juillet 1949] (p. 5242, 5243, 5244, 5245, 5246). — Est élu membre de l'Assemblée consultative européenne [26 juillet 1949] (p. 5296). — Prend part à la discussion; d'une interpellation sur les scandales de la guerre du Viet-Nam

et l'affaire Revers-Mast : *Discussion générale* [17 janvier 1950] (p. 285); — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France (*Ses explications de vote sur l'article unique*) [28 janvier 1950] (p. 690, 691, 692). — Est entendu sur une communication du Gouvernement (*Ses observations sur son voyage en Indochine*) [7 février 1950] (p. 1028). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le réarmement allemand (*Ordre du jour de confiance de M. Chevallier*) [25 octobre 1950] (p. 7213, 7214, 7215); — d'une proposition de résolution relative aux recommandations de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe : *Discussion générale* [14 novembre 1950] (p. 7722, 7723, 7724); — d'une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution (*Question préalable posée par M. Cot*) [29 novembre 1950] (p. 8271, 8272, 8273). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les entretiens de Washington [7 février 1951] (p. 867, 868, 869). — Sa demande d'affichage du discours du Président Herriot [22 mai 1951] (p. 5775). = S'excuse de son absence [20 mai 1947] (p. 1678), [9 juillet 1948] (p. 4561), [4 mars 1949] (p. 1254), [13 octobre 1949] (p. 5764), [22 juin 1950] (p. 5158), [17 novembre 1950] (p. 7857). = Obtient des congés [20 mai 1947] (p. 1678), [9 juillet 1948] (p. 4561), [4 mars 1949] (p. 1254), [13 octobre 1949] (p. 5764), [22 juin 1950] (p. 5158) [17 novembre 1950] (p. 7857).

BASTIDE (Mme Denise), Député de la Loire.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommée membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102) [18 janvier 1949] (p. 34); — de la Commission du travail et de la sécurité sociale [5 janvier 1947] (p. 66); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34). Est élue secrétaire de cette Commission [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 965); [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 783). — Est nommée membre de la Commission de la justice et de législation [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348).

Dépôts :

Le 6 juin 1947, une proposition de loi tendant à accorder la gratuité du transport en chemin de fer des guides d'aveugles, n° 1614. — Le 6 juin 1947, une proposition de loi tendant à améliorer le régime des prestations journalières fixé à l'article 22, chapitre II du titre II, de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945, fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, n° 1615. — Le 12 juin 1947, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 25 octobre 1919 modifiée par l'ordonnance du 2 août 1945, relative aux maladies d'origine professionnelle, n° 1660. — Le 12 juin 1947, une proposition de loi tendant à organiser la profession de mécanicien-dentiste, n° 1672. — Le 12 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre de toute urgence, les mesures nécessaires pour assurer la gratuité du pain, pendant deux semaines, à tout gréviste et à sa famille, n° 2842. — Le 27 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la prime départementale de natalité, n° 3022. — Le 13 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toute mesure nécessaire afin de rembourser aux déposants de billets de 5.000 francs une somme égale à celle qu'il avaient perçue au titre d'allocations familiales, n° 3388. — Le 13 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les travailleurs des heures de travail perdues pour cause du dépôt et du remboursement des billets de 5.000 francs, n° 3389. — Le 24 février 1948, une proposition de loi tendant à accorder aux conjointes ex-salariées le bénéfice de l'intégralité de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, n° 3538. — Le 9 octobre 1948, une proposition de loi tendant à asseoir le calcul des allocations familiales sur de nouvelles bases, n° 5761. — Le 10 décembre 1948, une proposition de loi tendant au remboursement des sommes indûment perçues par diverses sociétés de gaz butane, en ce qui concerne le prix de consigne des bouteilles de cette compagnie, n° 5801. — Le 29 décembre 1948, une proposition de loi modifiant et complétant l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 relative aux allocations aux vieux travailleurs salariés,

n° 5968. — Le 29 décembre 1948, une proposition de loi tendant à compléter le décret n° 48-1555 du 6 octobre 1948, en donnant à l'expression « enfant à charge », le sens de la définition fiscale, n° 5969. — Le 4 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ramener à 81 le taux de blutage du blé, n° 6332. — Le 9 juillet 1949, une proposition de loi tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles afin que la journée fériée du 14 juillet soit payée à tous les travailleurs, n° 7831. — Le 29 décembre 1950, une proposition de loi tendant à amnistier les faits commis à l'occasion des grèves et des conflits sociaux, n° 11810.

Interventions :

Son rapport, au nom du 8^e bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine (2^e circonscription) [28 novembre 1946] (p. 30). — Est élue *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [3 décembre 1946] (p. 47), [14 janvier 1947] (p. 4). — Est entendue : au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du Budget d'équipement et de reconstruction pour l'Exercice 1947; Etat A : SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : Chap. 902 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits du Gouvernement pour les dépenses d'équipement pour la protection de l'enfance* [7 mars 1947] (p. 751, 752); *le retire* (p. 752); — sur une proposition de censure dont elle est l'objet au cours de la discussion du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail [29 novembre 1947] (p. 5414); -- au cours du débat sur la nomination du bureau de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur l'opposition de M. d'Astier de la Vigerie à la liste établie par les présidents de groupe* [14 janvier 1948] (p. 159). — Est élue *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1948] (p. 159). — Donne sa démission de *Secrétaire de l'Assemblée* [15 janvier 1948] (p. 175). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au calcul des prestations familiales : *Discussion générale* [6 février 1948] (p. 464). — Est entendue sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder les allocations familiales aux travailleurs en grève [24 novembre 1948] (p. 7200, 7201). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits au

budget de l'Intérieur : Article unique : *Son amendement tendant à accorder ces crédits aux enfants des grévistes sous forme d'allocations familiales* [9 décembre 1948] (p. 7460). — Dépose une demande d'interpellation sur le régime d'exception imposé dans le département de la Loire et l'interdiction de tenue de réunions [10 décembre 1948] (p. 7554). — Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Viatte sur les prestations familiales aux travailleurs indépendants : *Discussion générale (Ses observations sur le plan Croizat, la campagne mensongère menée par M. Gingembre contre la Sécurité sociale et le régime de la Sécurité sociale en Angleterre)* [17 décembre 1948] (p. 7731, 7732); — du projet de loi consentant des avances aux Houillères nationales : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8135, 8136, 8137). — Est élue *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6). — Dépose une demande d'interpellation sur le chômage à la Manufacture d'armes et cycles de Saint-Etienne qui fabrique des machines à coudre au moment où la France en importe de l'étranger [11 février 1949] (p. 548). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A, DÉFENSE NATIONALE : Chap. 4000 : *Amendement de M. Le Troquer tendant à réduire de 50 millions les crédits pour secours et allocations diverses* [16 juin 1949] (p. 3413); — d'une proposition de résolution tendant à payer la journée du 14 juillet à tous les travailleurs : *Urgence* [20 juillet 1949] (p. 4836, 4837); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales aux travailleurs indépendants; Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer le chiffre de 10.500 francs à celui de 9.000 francs* [29 juillet 1949] (p. 5513); *Ses explications de vote sur l'article* [30 juillet 1949] (p. 5588, 5589); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Joubert tendant à exclure de la loi les gens de maison* [20 décembre 1949] (p. 7045, 7046); — du projet de loi relatif au maintien en vigueur de dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre; Art. 1^{er} : *Son contre-projet tendant à ne maintenir que quatre lois seulement* [23 février 1950] (p. 1349, 1350). — Dépose une demande d'interpellation sur la violation des libertés individuelles par la police lors de

perquisitions chez le secrétaire général du secours populaire français, le 5 mai 1950 [12 mai 1950] (p. 3650). — Pose, à M. le Ministre de l'Intérieur, une question relative à l'expulsion d'un marin grec [12 mai 1950] (p. 3654). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements; Art. 7 : *Son amendement tendant à annuler les jugements prononcés en vertu de la loi du 1^{er} septembre 1948 contre des locataires occupant encore les lieux* [16 mai 1950] (p. 3721, 3722); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; JUSTICE : Chap. 3060 : *Matériel des cours de justice* [1^{er} juin 1950] (p. 4135, 4136, 4137); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : Chap. 1050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le contrôle de la sécurité sociale (retraite des vieux)* [5 juin 1950] (p. 4249); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; JUSTICE : Chap. 1000 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale pour l'administration centrale (politique de répression gouvernementale)* [27 juillet 1950] (p. 6101); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [2 novembre 1950] (p. 7375, 7376, 7377, 7378, 7379, 7380); Art. 10 : *Amendement de M. Rollin tendant à amnistier les condamnés cités ou décorés pour des faits postérieurs aux délits commis* [17 novembre 1950] (p. 7889, 7890); Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase relative à l'exercice de la contrainte par corps devant une juridiction civile* [4 décembre 1950] (p. 8474); *Son amendement tendant à faciliter la perception des dommages et intérêts* (p. 8474, 8475); Art. 24 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux effets de la dégradation nationale* (p. 8534, 8535); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 20 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée définissant les effets de la dégradation nationale* [2 janvier 1951] (p. 13); Art. 27 quinquies A : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République amnistiant les petits délinquants condamnés jusqu'en 1950* (p. 17, 18, 19); — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux, industriels et artisanaux; Art. 3 : *Son amendement relatif aux formalités de notification du congé* [14 décembre

1950] (p. 9086); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR : Chap. 3310 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour la création de 10 nouvelles compagnies républicaines de sécurité* [13 février 1951] (p. 1096, 1097); JUSTICE : Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (arrestation de militants syndicalistes et répression colonialiste en Afrique noire)* [15 février 1951] (p. 1202, 1203, 1204, 1205, 1206, 1207, 1208); Chap. 6040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'approvisionnement des cantines de prison* [16 février 1951] (p. 1259, 1260); — d'une proposition de loi relative à la révision de certaines rentes et pensions; Art. 2 : *Amendement de M. Péron tendant à majorer de 600 0/0 les pensions antérieures à 1939 et de 200 0/0 celles conclues entre 1939 et 1946* [13 mars 1951] (p. 1856); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ne pas définir le logement à mettre à la disposition des expulsés* [28 avril 1951] (p. 4160).

BAUDRY D'ASSON (M. Armand de),
Député de la Vendée.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice. (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 31 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur la loi du 15 août 1936 et à donner à l'Office national interprofessionnel des céréales les attributions qu'avait l'Office du blé

pour la fixation du prix du blé, n° 432. — Le 18 février 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Ramarony et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique d'encouragement à la production et à la livraison du blé et du lait, n° 622. — Le 21 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier les conditions d'application de la loi du 21 novembre 1940 sur l'amélioration de l'habitat rural, n° 1009. — Le 13 août 1947, une proposition de loi portant réorganisation de l'enseignement primaire, n° 2437. — Le 22 avril 1948, une proposition de loi tendant à faciliter le financement de l'équipement rural, n° 4008. — Le 16 décembre 1948, une proposition de loi modifiant l'article 22 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée par la loi du 13 avril 1946 sur le statut du fermage et du métayage en vue de régler, à partir du 1^{er} janvier 1949, le mode de calcul des fermages, n° 5820. — Le 25 avril 1950, une proposition de loi tendant à modifier les articles premier et 2 de la loi du 2 janvier 1932 au profit des grands mutilés en service commandé, bénéficiaires des articles 10 ou 12 de la loi du 31 mars 1919 et titulaires de la carte de combattant, n° 9738. — Le 28 février 1951, une proposition de loi tendant à l'agrément par l'Etat d'établissements scolaires, n° 12378.

Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947, Etat A, AGRICULTURE, Chap. 903 : *Son amendement tendant à reprendre le crédit de 730 millions, proposé par le Gouvernement pour l'amélioration de l'habitat rural* [7 mars 1947] (p. 712); *le retire* (ibid.); — sur la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé [5 juin 1947] (p. 1930, 1931). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de loi de M. Gras tendant à réglementer le temps de travail dans les professions agricoles, Art. 3 : *Son amendement tendant à subordonner à un arrêté préfectoral la mise en vigueur des articles concernant les heures supplémentaires* [29 juillet 1947] (p. 3678, 3679, 3681); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [2 mars 1948] (p. 1250);

— du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères : *Discussion générale* [13 mai 1948] (p. 2598, 2599) ; — de la proposition de loi stabilisant le prix des baux à ferme amendée par le Conseil de la République, Article unique : *Amendement de M. Moussu tendant à reprendre le texte voté en première lecture* [7 juillet 1948] (p. 4400). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique agricole du Gouvernement [22 février 1949] (p. 794) ; *la développe (Ses observations sur l'avenir de l'O.N.I.C., les frais trop lourds de ramassage, transport et revente des produits agricoles, la lourdeur des impôts depuis la réforme fiscale)* [25 février 1949] (p. 963). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles, amendée par le Conseil de la République ; *Discussion générale* [10 juin 1949] (p. 3277, 3278) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au cas où la demande d'amodiation ne serait pas recevable* [10 juin 1949] (p. 3278) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. 10 *quater* : *Son amendement tendant à limiter l'exonération d'impôts directs dont jouissent les coopératives* [21 juillet 1949] (p. 4957) ; Art. 10 *sexiès* : *Son amendement tendant à supprimer la distinction entre les différentes opérations commerciales des coopératives agricoles* (p. 4965, 4966) ; — d'une proposition de loi relative au prix du blé : *Discussion générale* [28 juillet 1949] (p. 5449, 5450) ; — des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance de l'équipement rural, la mévente des engrais, les débouchés européens de l'agriculture française, la vente des porcs en Angleterre et en Allemagne et la vente des surplus de blé)* [21 février 1950] (p. 1268, 1269). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du budget de l'agriculture* [23 mai 1950] (p. 3820). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950, AGRICULTURE : *Discussion générale (Ses observations sur l'enseignement ménager, les subventions au blé et aux oléagineux)* [24 mai 1950] (p. 3869, 3870) ; Chap. 3070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités et frais de déplacement* [25 mai 1950] (p. 3915) ; *le retire* (p. 3916) ; — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du mé-

tayage : *Discussion générale* [10 novembre 1950] (p. 7616) ; [17 novembre 1950] (p. 7869, 7870, 7871, 7872) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à accorder le droit de retrait à l'exploitant en cas d'aliénation* [8 décembre 1950] (p. 8812, 8813, 8814) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à restreindre l'exercice du droit de préemption* [20 décembre 1950] (p. 9385) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4010 : *Amendement de M. P.-H. Teitgen tendant à insérer un chapitre nouveau garantissant un salaire minimum aux maîtres laïques de l'enseignement privé* [20 mars 1951] (p. 2234, 2235) ; — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage ; Art. 8 : *Son amendement tendant à faciliter l'exercice du droit de reprise par le bailleur* [6 avril 1951] (p. 2846, 2847). — S excuse de son absence [23 novembre 1948] (p. 7162). [15 mars 1949] (p. 1622), [1^{er} juillet 1949] (p. 3947), [27 novembre 1950] (p. 8177), [6 février 1951] (p. 784). — Obtient des congés [23 novembre 1948] (p. 7162), [15 mars 1949] (p. 1622) [1^{er} juillet 1949] (p. 3947), [27 novembre 1950] (p. 8177), [6 février 1951] (p. 784).

BAURENS (M. Alexandre), Député du Gers.

Son élection est validée [29 novembre 1948] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 novembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299). Est élu vice-président de cette Commission [J. O. du 14 avril 1951] (p. 3691). — Est nommé membre de la Commission de la réforme administrative [4 mai 1948] (p. 2483). — Est désigné par la Commission de l'agriculture pour faire partie de la Commission chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales [13 mars 1951] (**F. n° 687**). — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice, (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [4 mai 1948]

(p. 2484), [1^{er} juin 1948] (p. 3049), [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 27 décembre 1946, une proposition de loi tendant à fixer le mode de recouvrement des cotisations des syndicats de planteurs de tabac indigène, n° 207. — Le 30 janvier 1947, une proposition de loi tendant à l'institution d'un Office national des engrais, amendements et pesticides, n° 410. — Le 14 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un secteur agricole de l'essence, n° 600. — Le 22 mai 1947, une proposition de loi relative aux foyers ruraux, n° 1412. — Le 17 juin 1947, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Maurellet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer une allocation d'essence aux boulangers ruraux effectuant des tournées dans les communes rurales, n° 1712. — Le 1^{er} août 1947; un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de MM. Jean-Raymond Guyon, Liquard et Sourbet tendant à la création du Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux, n° 2219. — Le 29 avril 1948, une proposition de loi relative à la prorogation des Sociétés arrivées à leur terme statutaire qui, par suite de faits de guerre, n'ont pu procéder à cette prorogation, n° 4076. — Le 7 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à la création du Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux, n° 4900. — Le 19 mai 1949, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions de la législation réglementant les rentes d'accidents du travail; 2° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à majorer le montant de l'allocation spéciale aux mutilés du travail dont l'état nécessite l'aide d'une tierce personne; 3° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant au rajustement des rentes accidents du travail; 4° de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant au relèvement du plafond du salaire non réductible pour le calcul des rentes

accidents du travail; 5° de M. Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à rajuster le taux des rentes et allocations accordées aux victimes d'accidents du travail, n° 7201. — Le 27 juillet 1949, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à majorer les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail, n° 8062. — Le 8 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale réglementant la profession de courtiers en vins dits « courtiers de campagne », n° 8645. — Le 24 mai 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Maurellet et plusieurs de ses collègues tendant à exonérer les agriculteurs bénéficiant de l'allocation temporaire aux vieux du versement de cotisations aux caisses mutuelles d'allocations familiales agricoles; 2° de M. Vée et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier des exonérations de cotisation aux allocations familiales les veuves cultivant une petite exploitation agricole, n° 10046. — Le 4 août 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis du Conseil de la République sur la proposition de loi modifiant l'article 27 du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité française, n° 10928. — Le 2 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution de M. Jean Charlot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réparer les injustices fiscales dont sont l'objet les viticulteurs des départements du Var, du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône en matière d'impôts sur les bénéfices agricoles, n° 11157.

Interventions :

Intervient dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1947; Article additionnel: *Son amendement tendant à modifier les droits sur l'alcool* [1^{er} août 1947] (p. 3870, 3871). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 1^{er} août (*correction du Journal officiel*) [4 août 1947] (p. 3884). — Prend part à la discussion: du projet de loi tendant à

modifier le statut viticole : *Discussion générale* [25 novembre 1948] (p. 7236); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur l'importance des charges sociales pesant sur les agriculteurs et la constitution d'un stock commercial de vin trop important)* [25 février 1949] (p. 997, 998); — du projet de loi relatif à l'élection des Conseils d'administration des organismes de la mutualité agricole, amendé par le Conseil de la République; Art. 14: *Amendement de M. de Sesmaisons relatif à la composition du Conseil d'administration de la mutualité sociale agricole* [17 mai 1949] (p. 2544); Art. 16: *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à prévoir, dans le Conseil d'administration de la mutualité sociale agricole, deux représentants des familles* (p. 2548); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [18 mai 1949] (p. 2578, 2579); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 14: *Son amendement tendant à diminuer les droits sur les vins de liqueur* [3 juin 1949] (p. 3132); *le retire* (ibid.). — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. A: *Amendement de M. Jean Masson tendant à supprimer l'article rétablissant la contribution foncière des propriétés non bâties* [20 juillet 1949] (p. 4869); Art. 1 bis: *Amendement de M. Mazier tendant à supprimer l'impôt sur la culture des pommes de terre de semence* (p. 4871); Art. 7 bis: *Son amendement tendant à prévoir que les décisions des commissions départementales seront prises à la majorité des deux tiers* (p. 4888); Art. 9: *Son amendement tendant à prévoir l'audition de l'ingénieur directeur des services agricoles* (p. 4890); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 1350: *Contrôle des lois sociales en Agriculture* [24 mai 1950] (p. 3891); Chap. 1630: *Service des haras* (p. 3896); Chap. 3200: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'apprentissage agricole et horticole* (p. 3918, 3919); *le retire* (p. 3919); INTÉRIEUR, Chap. 6010: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les victimes de calamités publiques (victimes de la grêle)* [1^{er} juin 1950] (p. 4102); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles; Art. 1^{er}: *Institution en 1951 d'une caisse nationale de solidarité agricole* [3 août 1950] (p. 6579, 6580);

Amendement de M. Charpentier tendant à accorder des prêts pour les bâtiments d'habitation (p. 6589); Art. 3: *Amendement de M. Terpend tendant à appliquer l'article aux prêts des caisses de crédit agricole mutuel libres* [4 août 1950] (p. 6620); Art. 6: *Son amendement tendant à prélever 5 francs par hectolitre sur le droit de circulation du vin déjà existant* (p. 6643); *le retire* (ibid.); Art. 3: *Amendement de M. Terpend tendant à solliciter des subventions des collectivités locales en faveur du fonds de garantie de la caisse nationale de solidarité agricole* (p. 6650). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise de la viticulture française [3 avril 1951] (p. 2596).

BAYLET (M. Jean), Député du Tarn-et-Garonne.

— Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre: de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [29 juillet 1950] (p. 6198); de la Commission des pensions [23 janvier 1951] (p. 348). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice. (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 26 juillet 1949, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions prévues à l'article 2, paragraphe 4, de la loi du 3 avril 1942 en ce qui concerne le classement des stations uvales françaises, n° 8029. — Le 4 août 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer le contrôle fiscal simultané, n° 10899. — Le 4 août 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser la situation des rentiers viagers des compagnies d'assurances, de la Caisse nationale des retraites et des caisses autonomes mutualistes, n° 10922.

Interventions :

Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Fernand Grenier relative à la dévolution des biens des entreprises de presse [30 mai 1947] (p. 1862, 1863, 1864, 1865, 1866, 1867); [20 juin 1947] (p. 2278); — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République; Art 55: *Amendement de M. Bichet tendant à réduire la représentation des français des protectorats* [13 août 1948] (p. 5787); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 5: *Son amendement relatif à la modification du régime de l'impôt sur les traitements et salaires* [18 septembre 1948] (p. 6672); Art. 12: *Son amendement tendant à augmenter la taxe pour les véhicules de luxe* (p. 6686); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 9: *Son amendement tendant à majorer de 25 0/0 le taux de la taxe à la production et de 15 0/0 les autres impôts indirects* [23 décembre 1948] (p. 7892, 7893, 7896); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses ordinaires civiles 1949 en seconde lecture; Art. 1^{er}: *Son amendement tendant à rétablir le chiffre du Conseil de la République pour les travaux publics et les transports* [31 décembre 1948] (p. 8341, 8342); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 38 *ter*: *Son amendement tendant à prévoir un décret réglant les modalités de la suppression de la C.C.D.V.T.* [7 juillet 1949] (p. 4379). — Est entendu sur: le procès-verbal de la séance précédente (*absence du quorum*) [31 janvier 1951] (p. 582); *Manque d'empressement des parlementaires à assister aux débats* [2 février 1951] (p. 661, 662); — les propositions de la conférence des présidents (*discussion du statut du fermage et du métayage*) [20 mars 1951] (p. 2223). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; RADIODIFFUSION, Art. 16: *Son amendement tendant à établir une taxe sur la publicité diffusée par les postes situés à l'étranger* [11 avril 1951] (p. 3140, 3141); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 16: *Son amendement tendant à rétablir le texte voté en première lecture créant une taxe sur la publicité diffusée par les postes étrangers de langue française* [21 mai 1951] (p. 5593, 5594); — du projet de loi relatif au dévelop-

pement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; P.T.T., Chap. 1000: *Ses observations sur la gratuité du logement accordé aux receveurs* [2 mai 1951] (p. 4422); Chap. 1040: *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à rétablir les crédits demandés pour le service des directions (création de 20 directeurs adjoints)* (p. 4429, 4430); Chap. 1070: *Amendement de M. Dufour tendant à rétablir les crédits pour le service des lignes (suppression d'emplois)* (p. 4431); *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour ce service (effort de modernisation)* (p. 4430, 4431); Chap. 1110: *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le personnel des services spéciaux (ateliers du boulevard Brune)* (p. 4433, 4434); Chap. 1260: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les gérants de bureaux secondaires (situation difficile des gérants)* (p. 4473); Article additionnel: *Son sous-amendement tendant à prévoir un règlement d'administration publique* [4 mai 1951] (p. 4519); *Son amendement relatif au taux des communications téléphoniques interurbaines de la presse* (p. 4521); *Amendement de M. de Moro-Giafferri relatif à la redevance exigible des receveurs pour le logement* (p. 4522); RADIODIFFUSION FRANÇAISE, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [21 mai 1951] (p. 5594); Art. 1^{er bis}: *Amendement de M. Thuillier tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif aux émissions compensées* (p. 5595, 5596). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer l'indépendance de la presse française et des parlementaires devant les pressions et les menaces des trusts français et étrangers de la publicité et de la radio [10 mai 1951] (p. 4975). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour 1951; Art. 5: *Amendement de M. Gozard tendant à permettre aux journaux la constitution de réserves et provisions pour achats* [18 mai 1951] (p. 5508); Article additionnel: *Amendement de M. Jean Masson tendant à exonérer les successions entre époux et en ligne directe* (p. 5511); Art. 7: *Amendement de M. Delcos tendant à modifier la composition des commissions départementales des impôts directs* (p. 5512); Art. 14 *ter*: *Amendement de M. Charpentier tendant à affecter 1.300 millions en paiement de la ristourne du carburant agricole* (p. 5522).

BAYROU (M. Maurice), *Député du Gabon-Moyen Congo.*

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [25 février 1947] (p. 465). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [23 novembre 1948] (p. 7150); de la Commission des pensions [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la défense nationale [25 janvier 1949] (p. 106), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute-Cour de justice, (Application de l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [30 novembre 1948] (p. 7302). — Est nommé juge suppléant à la Haute-Cour de justice, (Application de l'article 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

Dépôts :

Le 26 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour améliorer le fonctionnement de la justice en Afrique équatoriale française, n° 8848. — Le 22 février 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 12018) de M. Dusseaux tendant à reconnaître la qualité de combattants volontaires, avec droit au port de la Croix de combattant volontaire, aux militaires ou marins des classes 1905 et plus jeunes du service auxiliaire qui sont partis, sur leur demande écrite, au front dans une unité combattante, n° 12308. — Le 19 mars 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 12018) de M. Dusseaux tendant à reconnaître la qualité de combattants volontaires, avec droit au port de la Croix de combattant volontaire, aux militaires ou marins des classes 1905 et plus jeunes du service auxiliaire qui sont partis, sur leur demande écrite, au front dans une unité combattante, n° 12559.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur la validation de son élection [25 février 1947] (p. 461).

— Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [4 février 1948] (p. 416); Art. 4 : *Son amendement tendant à donner un effet rétroactif aux décrets aménageant le reclassement* (p. 502). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [19 février 1948] (p. 902); [11 janvier 1949] (p. 6). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement sur le budget de la France d'outre-mer : *Ses explications de vote sur l'article unique* [1^{er} avril 1949] (p. 1980); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2411); Chap. 001 : *Retraite du combattant* [19 mai 1949] (p. 2663); Chap. 003 : *Allocation spéciale supplémentaire aux grands mutilés (ses observations sur les anciens combattants d'outre-mer)* (p. 2669, 2670, 2672); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A, AIR, Chap. 121 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des officiers (ses observations sur les vétérinaires généraux)* [17 juin 1949] (p. 3490, 3491); Chap. 318 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'habillement et le campement* (p. 3507, 3508); le retire (p. 3508); Chap. 320 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de déplacement* (p. 3508); le retire (*ibid.*); Chap. 323 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'instruction des réserves (ses observations sur la revue « Médecine tropicale »)* (p. 3511); le retire (p. 3512); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 152 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des officiers* [23 juin 1949] (p. 3665); le retire (*ibid.*); Chap. 153 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde du personnel non officier* (p. 3670). — Dépose une demande d'interpellation : sur les conséquences de la décision de l'O.N.U. concernant l'indépendance du Fezzan [1^{er} décembre 1949] (p. 6531); la développe (*ses observations sur l'unification par l'O.N.U. de la Lybie et l'hostilité des Senoussis envers la France*) [13 décembre 1949] (p. 6817, 6818, 6819); — sur les incidents survenus en Afrique équatoriale française à l'occasion du voyage de certains conseillers de l'Union française [23 décembre 1949] (p. 7195). — Est élu *Secrétaire*

de l'Assemblée Nationale [10 janvier 1950] (p. 194). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de son interpellation sur les incidents survenus en Afrique équatoriale française à l'occasion du voyage de certains conseillers de l'Union française [16 février 1950] (p. 1127, 1128). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950; Art. 1^{er}, Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1520 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des officiers (prime capital-décès)* [11 mai 1950] (p. 3610, 3611); *le retire* (p. 3611); Chap. 1530 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la solde de la troupe (volontaires du contingent)* (p. 3612); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950, amendé par le Conseil de la République; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1270 : *Amendement de M. Duveau tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour rétablir dans leurs droits des fonctionnaires épurés dont la révocation a été annulée* [4 août 1950] (p. 6758); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 1 bis : *Prime aux militaires servant dans les territoires d'outre-mer* [23 novembre 1950] (p. 8034); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Senghor relatif à la définition du travailleur et de l'employeur dans les territoires d'outre-mer* [9 décembre 1950] (p. 8895). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1951] (p. 326). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 9051 : *Subventions au bureau de recherches du pétrole (recherches au Gabon)* [11 avril 1951] (p. 3166, 3167); — d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer; Art. 6 : *Revision annuelle des listes électorales* [24 avril 1951] (p. 3890).

BEAQUIER (M. Pierre), Député de Belfort.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946]

(p. 102); de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu : vice-président de cette Commission [J. O. du 21 décembre 1946] (p. 10803), [J. O. du 29 janvier 1948] (p. 964), [J. O. du 20 janvier 1949] (p. 782); puis président de cette Commission [J. O. du 19 janvier 1950] (p. 717), [J. O. du 25 janvier 1951] (p. 882). — Est nommé membre : de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [1^{er} août 1947] (p. 3837), [26 janvier 1948] (p. 195); [18 janvier 1949] (p. 34). [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); — du Conseil supérieur des transports [18 novembre 1947] (p. 5060). — Est nommé : membre suppléant de la Commission d'instruction de la Haute-Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370); membre de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276). — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par l'ordonnance du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 195).

Dépôts :

Le 9 août 1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur : I. Le projet de loi tendant au rétablissement et à la réglementation du Conseil supérieur des transports; II. La proposition de loi de M. Jean-Paul David tendant à la création d'un Conseil national des transports français, n° 2371. — Le 27 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur le projet de loi prorogeant la réglementation relative à la coordination des transports ferroviaires et routiers, n° 3023. — Le 10 juin 1948, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution de M. Louis Martel et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 14 du Règlement en vue de décider le renvoi de tous les projets et propositions concernant le tourisme à l'examen, pour le fond, de la Commission des moyens de communication, n° 4522. — Le 20 décembre 1948, une proposition de loi ten-

dant à modifier et compléter la loi n° 47-1684 du 3 septembre 1947, rétablissant et réglementant le Conseil supérieur des transports, n° 5857. — Le 23 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Beauquier tendant à modifier et compléter la loi n° 47-1684 du 3 septembre 1947, rétablissant et réglementant le Conseil supérieur des transports, n° 5912. — Le 10 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Saïd Mohamed Cheikh tendant à associer l'Assemblée Nationale au deuil éprouvé par les ailes françaises lors de l'accident de l'avion régulier d'Air-France « Paris—New-York », tombé aux Açores, le 28 octobre 1949, n° 8344. — Le 28 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi relatif à l'amodiation des bacs et passages d'eau, n° 9083. — Le 23 février 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi relatif à la procédure de fixation des conditions d'admission des objets de correspondance dans le service postal, n° 9299. — Le 14 mars 1950, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Jean Charlot et plusieurs de ses collègues tendant, dans le cadre de la loi de finances pour l'exercice 1950 (n° 50-135 du 31 janvier 1950), à substituer, au premier alinéa de l'article 16 de ladite loi, la création d'un droit de timbre exceptionnel dont la perception serait préalable au renouvellement des récépissés de déclaration de véhicules automobiles, prévu à l'article 13 de la loi n° 48-1477 du 24 septembre 1948, n° 9478. — Le 24 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention franco-suisse du 4 juillet 1949 relative à la construction et à l'exploitation de l'aéroport de Bâle—Mulhouse à Blotzheim, n° 9628. — Le 24 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention franco-suisse du 4 juillet 1949 relative à la construction et à l'exploitation de

l'aéroport de Bâle—Mulhouse à Blotzheim, n° 9528 (annexe). — Le 22 juin 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la résolution adoptée par le Conseil de la République tendant à demander à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République, pour formuler son avis sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à étendre le bénéfice de la retraite prévue par la loi du 22 juillet 1922 aux agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises, n° 10399. — Le 10 mai 1951, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 10175) concernant la procédure de fixation des taxes postales et assimilées applicables aux groupes de territoires ou territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 13172.

Interventions :

Son rapport au nom du 5^e bureau sur les opérations électorales du département de la Haute-Marne [28 novembre 1946] (p. 21). — Est entendu au cours du débat sur la proposition de loi de M. Robert Bichet relative à la distribution des journaux, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des moyens de communication* [27 mars 1947] (p. 1141) — Intervient dans la discussion : du projet de loi concernant la réglementation du Conseil supérieur des transports : En qualité de *Rapporteur* [11 août 1947] (p. 4240); — du projet de loi tendant à la réorganisation des transports dans la région parisienne : *Discussion générale* [11 décembre 1947] (p. 5645, 5646); Art. 1^{er} : *Contre-projets de MM. David et Peytel tendant à créer une Régie autonome des transports parisiens* [12 décembre 1947] (p. 5648); *Amendements de MM. Demusois, Regaudie, Robert Schmidt et Lespès tendant à modifier la définition de la région parisienne* (p. 5670); Art. 2 : *Son amendement tendant à fixer des limites au pouvoir de la Régie* (p. 5672); Art. 3 : *Son amendement tendant à reculer au 1^{er} juillet 1948 la date jusqu'à laquelle les actes accomplis seront validés* (p. 5673); *le modifie* (ibid.); Art. 6 nouveau : *Son amendement tendant à inclure un nouvel article prévoyant la date de fonctionnement de l'office régional des transports parisiens* (p. 5674); Art. 7 : *Son amendement tendant à modifier la*

date de fonctionnement de l'organisme (p. 5675); le retire (ibid.); Art. 8 : Son amendement tendant à substituer la juridiction compétente au Conseil de préfecture (p. 5677); Art. 14 : Amendements de M. Benoist et Regaudie concernant la nomination du président du Conseil d'administration de la Régie [16 décembre 1947] (p. 5733, 5734); Art. 15 : Son amendement concernant l'élection des membres du conseil d'administration de la Régie (p. 5734, 5735); Art. 19 : Amendement de M. Regaudie tendant à écarter le Conseil des Ministres pour la nomination du directeur général de la Régie (p. 5736, 5737); Art. 21 : Son amendement relatif à l'entrée en fonctionnement de la Régie (p. 5740); le retire (ibid.); Art. 30 : Son amendement tendant à fixer un délai pour l'homologation par le Ministre intéressé des accords conclus au sujet du personnel (p. 5761); le retire (ibid.); Art. 37 : Son amendement concernant la date d'entrée en fonctionnement de la Régie (p. 5767); le retire (ibid.); Art. 38 : Son amendement concernant la résiliation éventuelle des membres de l'assemblée générale (p. 5770); Art. 39 : Son amendement concernant la composition du comité consultatif technique [18 décembre 1947] (p. 5802); Art. 40 : Amendement de M. David relatif au rôle du Conseil supérieur des transports (p. 5806, 5807); Son amendement concernant les attributions de l'assemblée générale de l'office (p. 5815); le retire (ibid.); Son amendement tendant à reporter l'entrée en fonctions de l'assemblée générale en 1948 (p. 5815); Art. 41 : Amendement de M. Regaudie tendant à insérer un article nouveau prévoyant un Commissaire du Gouvernement auprès de l'office (p. 5818); Art. 42 : Amendement de M. Robert Schmidt tendant à rendre nécessaire une délibération du Conseil supérieur des transports (p. 5846); Art. 54 : Son amendement relatif au rôle du Conseil supérieur des transports (p. 5854); Art. 60 (ancien 55) : Son amendement relatif aux règlements d'administration publique fixant les modalités d'application (p. 5855); le retire (ibid.); Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi (p. 5857). — Prend part à la discussion; du projet de loi portant organisation de la Marine marchande; Art. 2 : Son amendement concernant la liaison entre le Conseil supérieur des transports [19 février 1948] (p. 919); — du projet de loi instituant la Compagnie Air-

France; Art. 56 : Sa demande de renvoi à la Commission [29 avril 1948] (p. 2346); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 2380). — Ses rapports sur des pétitions [30 avril 1948] (p. 2449) [28 juin 1948] (p. 4102), [8 août 1948] (p. 5559), [10 septembre 1948] (p. 6492). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative à la fixation des taxes sur les carburants; Article unique : Contre-projet de M. Peytel tendant à laisser au Parlement seul la fixation des droits [1^{er} février 1949] (p. 272). — Dépose une demande d'interpellation sur la catastrophe ferroviaire du 18 février 1949 à Port-d'Atelier [22 février 1949] (p. 821). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement, en qualité de Rapporteur pour avis (Ses observations sur l'accident de Port-d'Atelier) [1^{er} mars 1949] (p. 1050, 1051, 1052, 1053); — du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Travaux publics, transports et tourisme; Etat A, Chap. 133 : Commissariat général au tourisme [1^{er} mars 1949] (p. 1077); Chap. 510 : Subventions pour déficit d'exploitation des sociétés de transport de la région parisienne (p. 1083); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Chap. 103 : Amendement de M. Bour tendant à reprendre l'abattement de 967.000 francs sur la rémunération des contractuels de l'administration centrale [14 avril 1949] (p. 2491); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 6 : Amendement de M. Robert Schmidt tendant à reprendre l'article relatif à la coordination des transports [31 mai 1949] (p. 2995, 2996); — d'une proposition de résolution relative à l'accident de l'avion Paris-New-York, en qualité de Rapporteur [15 novembre 1949] (p. 6105); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 27 bis : Ses explications de vote sur la question de confiance posée par le Gouvernement sur l'adoption de l'amendement de M. Marcel David portant création de ressources nouvelles [31 janvier 1950] (p. 819). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (Discussion d'une proposition de loi relative aux cartes grises) [17 mars 1950] (p. 2134). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi créant un droit de timbre exceptionnel pour les récépissés de déclarations automobiles, en qualité de Rapporteur pour avis

[17 mars 1950] (p. 2151, 2153); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Palewski tendant à fixer les modalités de la perception du droit de timbre spécial* (p. 2155); *Amendement de M. Dusseaulx tendant à exonérer les véhicules ayant une charge utile égale à une tonne* (p. 2157); *Amendement de M. Mauroux tendant à ne faire payer les droits qu'aux véhicules en circulation en 1950* (p. 2159); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; P. T. T., Chap. 0010 : *Ses observations sur les services postaux* [3 mai 1950] (p. 3191); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* [6 juin 1950] (p. 4367); AVIATION CIVILE : *Discussion générale (Ses observations sur la fusion de l'aviation civile et militaire)* [19 juin 1950] (p. 4972, 4973); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS; Chap. 5150 : *Reconstruction des voies ferrées de la S.N.C.F. (ligne de Bort—Eygurande)* [1^{er} août 1950] (p. 6376, 6377); — du projet de loi relatif à la construction et à l'exploitation de l'aéroport de Bâle—Mulhouse—Blotzheim, en qualité de *Rapporteur* [9 mai 1950] (p. 3396); — du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien, en qualité de *Rapporteur pour avis* [28 juillet 1950] (p. 6142); — d'une proposition de loi relative au statut des déportés du travail, amendée par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Lambert tendant à reprendre le texte du Conseil de la République supprimant le mot « déportation »* [3 août 1950] (p. 6552); — d'une proposition de loi relative à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [4 août 1950] (p. 6739, 6740); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS; Chap. 1310 : *Commissariat général au tourisme* [19 décembre 1950] (p. 9268); Chap. 3280 : *Entretien des voies de navigation* (p. 9274); Chap. 5140 : *Couverture du déficit de la S.N.C.F. par une subvention de 70 milliards* (p. 9306); Art. 2 : *Amendement de M. Poumader tendant à ne licencier aucun cheminot et à ne supprimer aucun atelier de la S.N.C.F.* [22 décembre 1950] (p. 9480); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951;

P. T. T., Chap. 1000 : *Ses observations sur l'attitude de M. Barthélemy en Commission* [2 mai 1951] (p. 4421).

BÉCHARD (M. Paul), Député du Gard.

Sous-Secrétaire d'Etat à l'Armement

(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947,

Secrétaire général à la Présidence du Conseil

(Cabinet RAMADIER)

du 9 mai 1947 au 22 octobre 1947,

Secrétaire d'Etat aux Forces armées

(Cabinet SCHUMAN)

du 24 novembre 1947 au 26 juillet 1948.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la production industrielle (*ibid.*); de la Commission de la défense nationale [11 février 1947] (p. 276).

Dépôts :

Le 30 juin 1947, un projet de loi sur l'organisation générale de la défense nationale, n° 1871. — Le 1^{er} août 1947, un projet de loi portant autorisation de céder à la Manufacture des produits chimiques du Nord, Etablissements Kuhlmann, un terrain industriel de 90 ares 54 centiares, dépendant de l'usine de Port-de-Bouc (Bouches-du-Rhône) et appartenant à l'Etat, n° 2215. — Le 13 mai 1948, une lettre rectificative au projet de loi n° 1871 sur l'organisation générale de la défense nationale, n° 4164.

Interventions :

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Armement* [J. O. du 17 décembre 1946] (p. 10691). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (décret du 9 mai 1947) [J. O. du 10 mai 1947] (p. 4334).

En cette qualité :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant réalisation d'économies et amé-

nagement de ressources, Art. 1^{er} : *Amendement de MM. Malleret et Legendre tendant à réduire les crédits militaires* [23 juin 1947] (p. 2358). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles), PRÉSIDENTE DU CONSEIL : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2902, 2903); SERVICES DE LA DÉFENSE NATIONALE : *Discussion générale* (p. 2907); GROUPEMENT DES CONTRÔLES RADIO-ÉLECTRIQUES : *Discussion générale* (p. 2909); Chap. 307 : *Frais de déplacement* (ibid.); RADIO-DIFFUSION FRANÇAISE : *Discussion générale* [15 juillet 1947] (p. 3035, 3036); Chap. 100 : *Traitement du personnel d'administration et des services extérieures* [16 juillet 1947] (p. 3048); Chap. 103 : *Indemnités pour les services techniques et administratifs* (p. 3050); Chap. 110 : *Rémunération du personnel* (ibid.); Chap. 114 : *Traitements et cachets pour la région d'Alger* (p. 3051); Chap. 306 : *Entretien du matériel automobile* (p. 3052); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Etat A, RADIO-DIFFUSION, Chap. 104 : *Amendement de M. Rivet tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les émissions artistiques* [7 août 1947] (p. 4049); Chap. 110 : *Amendement de M. Jouve tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les émissions d'information* (p. 4050); Chap. 304 : *Matériel d'exploitation technique et d'expérimentation* (p. 4050). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget extraordinaire de l'Exercice 1947 (Dépenses militaires), amendé par le Conseil de la République, PRÉSIDENTE DU CONSEIL; Chap. 903 : *Service cinématographique des armées* [9 août 1947] (p. 4152); Chap. 903 : *Installations du service cinématographique* (p. 4153). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour de la séance suivante [15 juillet 1947] (p. 3038, 3039). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées* [24 novembre 1947] (*J.O.* du 24 novembre 1947, p. 41630).

En cette qualité :

Répond à une question de M. Touchard concernant le rétablissement et le paiement de la prime mensuelle dite « spéciale » aux services de la Garde républicaine de Paris [19 décembre 1947] (p. 5919). = S'excuse de son absence [10 février 1948] (p. 584) = Obtient un congé [10 février 1948] (p. 584). = Donne sa démission de député [2 décembre 1948] (p. 7370).

BÈCHE (M. Emile), Député des Deux-Sèvres.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40) = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du suffrage universel, du règlement et de pétitions [21 décembre 1946] (p. 202); de la Commission de la production industrielle [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [19 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute-cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [15 juin 1948] (p. 3522), [30 novembre 1948] (p. 7302), [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 27 février 1947, une proposition de loi relative à l'exploitation des œuvres littéraires après l'expiration des droits patrimoniaux des écrivains, n° 768. — Le 20 mars 1947, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice des congés de longue durée aux fonctionnaires de l'enseignement atteints de poliomyélite et de ses séquelles, n° 999. — Le 16 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter sans délai les attributions de charbon en faveur des foyers domestiques et à prendre toutes dispositions en vue de rendre, dans les plus brefs délais, la liberté de vente du charbon à usages domestiques, n° 4578. — Le 13 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser aux retraités de la Gendarmerie et de la Garde républicaine rappelés en activité lors des grèves de 1947 et 1948 les indemnités de déplacement et de maintien de l'ordre auxquelles ils peuvent légitimement prétendre, n° 10587.

Interventions :

Pose à M. le Ministre des finances une question relative à la loi du 13 mai 1948 aux termes de laquelle un exploitant qui constitue avec ses héritiers une société à responsabilité limitée, bénéficie de la suspension de l'imposition de la plus-value de cession [25 février 1949] (p. 943). — Prend part à la discussion du projet de loi

relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; EDUCATION NATIONALE, Chap 1450 : *Indemnités pour les écoles primaires (écoles d'application temporaire)* [17 juillet 1950] (p. 5466, 5467); Chap. 4010 *Amendement de Mme Charbonnel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses nationales* [18 juillet 1950] (p. 5543).

BECQUET (M. Raoul), *Député de la Seine-Inférieure (2^e circonscription)*.

Son élection est validée [17 décembre 1948] (p. 7670). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission du ravitaillement [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des affaires économiques [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de l'agriculture [23 janvier 1951] (p. 347). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée) [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôt :

Le 10 février 1949, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Serre et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder à l'industrie de la biscuiterie les contingents de farine, sucre et matières grasses nécessaires à une production égale à celle de l'avant-guerre, n° 6374.

BEGOIN (M. Lucien), *Député de Seine-et-Marne*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Com-

mission de la production industrielle [25 février 1947] (p. 444), [18 janvier 1948] (p. 34); de la Commission des pensions [25 juin 1947] (p. 2440), [15 novembre 1949] (p. 6099), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des affaires économiques [16 décembre 1947] (p. 5757). — Est élu secrétaire de la Commission du ravitaillement [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 965). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission de l'agriculture [29 juillet 1950] (p. 6198); de la Commission de l'intérieur [2 novembre 1950] (p. 7375) — Est élu président de la Commission des pensions [*J. O.* du 26 janvier 1951] (p. 913) — Est nommé membre : de la Commission chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires [18 février 1947] (p. 357); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 [16 décembre 1947] (p. 5757); de la Commission chargée d'enquêter sur la gestion de la société des éleveurs du bourbonnais [28 juillet 1948] (p. 4970). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice [20 mai 1947] (p. 1678).

Dépôt :

Le 12 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide et à indemniser les victimes du cyclone qui, au cours de la semaine du 20 au 27 mai 1950, a ravagé plusieurs localités de Seine-et-Marne, n° 10243.

Interventions :

Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Vote du budget des anciens combattants*) [24 avril 1951] (p. 3865, 3866). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : Chap 700 : *Retraite du combattant (Veuves de guerre, emplois réservés, retraite du combattant)* [15 mai 1951] (p. 5172, 5173, 5174). — S'excuse de son absence [28 janvier 1947] (p. 39).

BEN ALI CHERIF (M. Allaoua), *Député de Constantine (Deuxième collège, 3^e circonscription)*.

Son élection est validée [20 décembre 1946] (p. 186). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la production industrielle [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des pensions [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [1^{er} février 1950] (p. 858).

Dépôt :

Le 2 novembre 1950, une proposition de loi portant amnistie de condamnations prononcées en Algérie, n° 11143.

Intervention :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales en Algérie; Article unique : *Son amendement tendant à modifier les circonscriptions électorales du Constantinois* [12 février 1948] (p. 679); *le retire* (p. 680).

BENCHENNOUF (M. Hachemi), *Député de Constantine (Deuxième collège, 1^{re} circonscription)*.

Son élection est validée [20 décembre 1946] (p. 186). — Est nommé membre de la Commission du règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51). Est élu Secrétaire de cette Commission [*J. O.* du 22 décembre 1946] (p. 10824). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission de l'intérieur [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé Vice-Président de la Commission de l'intérieur [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 782), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 717), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 882). — Est nommé membre de la

Commission des affaires économiques [25 janvier 1949] (p. 106), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347).

Dépôts :

Le 20 mai 1947, une proposition de loi tendant à établir la Constitution de la République algérienne en tant qu'Etat associé, membre de l'Union française, n° 1352. — Le 29 janvier 1948, une proposition de loi tendant à remplacer la date du 1^{er} juillet 1947 prévue par l'alinéa 2, paragraphe premier, de l'article 5 du titre 1^{er} de la loi n° 46-2922 du 23 décembre 1946 portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1947 (dépenses militaires), par la date du 1^{er} juillet 1948, n° 3179. — Le 5 juillet 1948, une proposition de loi tendant à établir la parité de la représentation des deux collèges au sein des conseils municipaux des communes de plein exercice en Algérie, n° 4856. — Le 5 juillet 1948, une proposition de loi tendant à établir la parité de la représentation des deux collèges au sein des conseils généraux algériens, n° 4857. — Le 5 juillet 1948, une proposition de loi tendant à l'inscription d'un crédit de 500 millions pour réparer les torts matériels subis par les familles françaises et musulmanes, lors des événements du 8 mai 1945 et les jours suivants, en Algérie, n° 4858. — Le 24 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi relatif aux conditions de recevabilité par les greffes des justices de paix et des mahakmas, des appels interjetés en matière musulmane, n° 5049. — Le 10 février 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant extension à l'Algérie de la loi du 18 mars 1918 réglementant la fabrication et la vente des sceaux, timbres et cachets officiels, n° 6370. — Le 10 février 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi modifiant l'article 48 de l'ordonnance du 23 novembre 1944 relative à l'organisation de la justice musulmane en Algérie, n° 6371. — Le 1^{er} juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi tendant à compléter, par des dispositions pénales, des textes applicables en Algérie, n° 7711. — Le 13 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la

République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale modifiant l'article 48 de l'ordonnance du 23 novembre 1944 relative à l'organisation de la justice musulmane en Algérie, n° 7874. — Le 25 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux territoires du Sud Constantinois une subvention de 300 millions de francs destinée au forage de puits artésiens, n° 8016. — Le 10 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer d'urgence une commission pour étudier le problème de l'immigration des Nord-Africains dans la métropole et en proposer une solution d'ensemble, n° 8377. — Le 9 décembre 1949, une proposition de loi tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 49-1111 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail, n° 8691. — Le 8 mars 1950, une proposition de loi relative aux tribunaux de commerce et aux chambres de commerce d'Algérie, n° 9446. — Le 13 juillet 1950, une proposition de loi tendant à modifier, pour les départements algériens, la législation des élections, n° 10616. — Le 19 juillet 1950, une proposition de loi tendant à instituer en Algérie le collège électoral unique, n° 10639. — Le 27 décembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier, en ce qui concerne l'Algérie, la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 11770. — Le 5 janvier 1951, une proposition de loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée algérienne, n° 11860.

Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur l'élection du Président du Gouvernement provisoire de la République [4 décembre 1946] (p. 56). — Intervient dans la discussion du projet de loi sur le prix des baux à ferme : *Repousse l'amendement de M. David* [20 décembre 1946] (p. 195). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi complétant et modifiant la législation économique (*Renvoi à la Commission de l'agriculture*) [14 février 1947] (p. 328) : Art. 3 : *Son amendement tendant à prévoir l'intervention des élus musulmans en ce qui concerne les arrêtés d'application de la loi à l'Algérie* (p. 332) ; *le retire* (p. 333) — Est entendu sur la fixation de la date des interpellations relatives à l'Indo-

chine et à l'Algérie [21 février 1947] (p. 434). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947 ; Art. 32 : *Dépenses à engager par l'administration des chemins de fer de la Méditerranée au Niger* [6 mars 1947] (p. 685). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Date de l'interpellation sur l'Algérie*) (p. 691). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique française en Indochine (*Incidents de Fedj M'Zala*) [14 mars 1947] (p. 849) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires sur l'Exercice 1947 (Dépenses militaires) ; *Vote sur la question de confiance (Politique en Indochine)* [22 mars 1947] (p. 1027) ; — des interpellations relatives aux événements de Madagascar [9 mai 1947] (p. 1557, 1558) ; *ses explications de vote sur l'ordre du jour déposé par M. Jacques Duclos comportant l'institution d'une Commission d'enquête* (p. 1564). — Ses rapports sur des pétitions [13 mai 1947] (p. 1604, 1605 et 1606) ; [13 juin 1947] (p. 2128). — Participe à la discussion des interpellations relatives à la Conférence de Moscou (*Heure du débat*) [20 juin 1947] (p. 2291). — Est entendu : sur le procès-verbal de la précédente séance (*Vote du groupe musulman indépendant sur le projet de loi relatif à la réalisation d'économies et à l'aménagement de ressources*) [25 juin 1947] (p. 2439) ; — sur le règlement de l'ordre du jour (*Date de discussion de l'interpellation sur le statut politique de l'Algérie*) [25 juin 1947] (p. 2462). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 : INTÉRIEUR : *Statut de l'Algérie* [26 juin 1947] (p. 2513) ; *Police spéciale des Nord-Africains* (p. 2517) ; Chap. 401 : *Amendements de MM. Serre et Gaillard tendant à réduire les crédits* (p. 2519) ; ECONOMIE NATIONALE : Chap. 114 : *Suppression des crédits de ce chapitre par la Commission des finances* [3 juillet 1947] (p. 2671) ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : Chap. 401 : *Fonds de chômage* [9 juillet 1947] (p. 2861) ; Chap. 701 : *Contrôleurs sociaux des Nord-Africains* (p. 2864) ; Chap. 720 : *Entretien des prisonniers de guerre* (p. 2866) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : Chap. 001 : *Retraite du combattant, son application en Afrique du Nord* [21 juillet 1947] (p. 3315, 3316). — Son rapport sur une pétition [31 juillet 1947] (p. 3807). — Est

entendu au cours du débat : sur le projet de loi d'amnistie, Art. 25 : *Amendement de M. Bentaïeb tendant à ce que les musulmans français amnistiés ne subissent pas de confiscations pour profits illicites* [7 juillet 1947] (p. 2783); Art 15 bis : *Amnistie en Algérie* [8 juillet 1947] (p. 2809); Art. 15 ter : *Amendement de M. Serre tendant à étendre l'amnistie aux amendes et confiscations de profits illicites en Algérie* (p. 2811); — sur la proposition de loi de M. Castéra relative au prix différentiel du blé, Art. 4 : *Rôle des Comités départementaux des céréales* [8 juillet 1947] (p. 2819); — sur le projet de loi tendant à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires : *Discussion générale (fonctionnaires d'Algérie)* [16 juillet 1947] (p. 3085, 3086). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Date des débats sur le statut de l'Algérie*) [9 août 1947] (p. 4181). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Question préalable de M. le général Aumeran sur l'inconstitutionnalité du projet* [10 août 1947] (p. 4195); *Discussion générale* (p. 4221); *Suite de la discussion générale* [19 août 1947] (p. 4403, 4424); *Suite de la discussion générale* [20 août 1947] (p. 4509, 4510, 4511, 4512); *Demande du Gouvernement de prendre en considération le projet gouvernemental* [21 août 1947] (p. 4551, 4552); *Renvoi de la discussion* (p. 4554); Art. 1^{er} : *Son contre-projet tendant à accorder l'entière autonomie à l'Algérie* [22 août 1947] (p. 4572, 4573); *Son amendement tendant à accorder l'autonomie à l'Algérie et à reconnaître la République algérienne* (p. 4578). — Intervient dans la discussion du projet de loi concernant les élections municipales : *Explications de vote sur la question de confiance* [11 août 1947] (p. 4233); Art. 8 : *Amendement de M. Moktari tendant à ne pas appliquer la loi du 5 avril 1884 en Algérie* (p. 4313, 4314). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*fixation de la date de discussion du statut de l'Algérie*) [12 août 1947] (p. 4299, 4300); — sur le procès-verbal de la séance du 22 août 1947 (*décision des députés musulmans de ne plus participer aux débats sur le statut de l'Algérie*) [23 août 1947] (p. 4599, 4600). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits au budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie : *Demande de discussion d'urgence* [2 septembre 1947] (p. 4848, 4849). — Est entendu : pour un rap-

pel au règlement (*retrait de l'ordre du jour du projet de loi modifiant la loi du 27 octobre 1946 relative à l'Assemblée de l'Union française*) [18 novembre 1947] (p. 5053, 5054); — sur le règlement de l'ordre du jour (*débat de politique étrangère*) [13 février 1948] (p. 747, 748). — Prend part à la discussion du projet de loi portant organisation de la marine marchande : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [20 février 1948] (p. 977). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*débat sur les affaires musulmanes*) [27 février 1948] (p. 1190, 1191, 1192). — Son rapport sur une pétition [2 mars 1948] (p. 1289). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Fayet et Mezerna sur les incidents d'Algérie lors des élections du 4 avril 1948 [4 mai 1948] (p. 2492, 2493). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions des élections algériennes le 4 avril 1948 [4 mai 1948] (p. 2523). — Prend part à la discussion : de la proposition adressant un hommage au nouvel état d'Israël : *Ses explications de vote sur la demande d'ajournement* [20 mai 1948] (p. 2783) et sur l'ensemble de la proposition (p. 2783, 2784); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, RECONSTRUCTION, Chap. 403 : *Participation de l'Etat aux dépenses des services de logement* [18 juillet 1948] (p. 4786); — des propositions de loi portant statut des déportés et internés de la Résistance amendées par le Conseil de la République; Art. 5 : *Amendements de MM. Deveny et Michelet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux travailleurs en Allemagne* [18 juillet 1948] (p. 4817, 4818); — du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République; Art. 20 : *Amendements de MM. Cristofol et Pinay relatifs à l'application de la représentation proportionnelle à cette élection* [12 août 1948] (p. 5749); Art. 24 : *Son amendement tendant à supprimer l'intervention dans la réunion du collège électoral d'un chef de division de la préfecture* (p. 5750); Art. 25 : *Son amendement tendant à préciser le droit d'assister au dépouillement des votes pour le représentant de chaque candidat* (p. 5751); le retire (ibid.); Art. 37 : *Son amendement tendant à remettre un des bulletins au candidat* [13 août 1948] (p. 5783); *Son amendement relatif au candidat se dispensant du cautionnement* (p. 5784); Art. 1^{er} : *Ses explications de vote*

sur l'article (p. 5898); Art. 41 bis: *Amendement de Mme Sportisse tendant à prévoir en Algérie des délégués élus au suffrage universel* [18 août 1948] (p. 5916); *Amendement de M. Rabier tendant à augmenter la représentation des villes de plus de 9.000 habitants* (p. 5917); Art. 46: *Son amendement relatif au déroulement des opérations électorales* (p. 5918); le retire (ibid.); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales: *Question préalable posée par M. Barrachin* [24 août 1948] (p. 6153); Art. 2 bis: *Amendement de M. Quilici tendant à supprimer l'article* [25 août 1948] (p. 6190); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 2: *Renouvellement du Conseil général intégralement, tous les six ans* [23 septembre 1948] (p. 6956, 6857). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Kriegel-Valrimont sur la composition du Gouvernement [14 septembre 1948] (p. 6511). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut du personnel de la police: *Question préalable posée par M. Servin* [20 septembre 1948] (p. 6754, 6755). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*débat sur l'abrogation du décret Régnier*) [20 septembre 1948] (p. 6758). — Prend part à la discussion de la proposition de loi tendant à abroger le décret du 30 mars 1935, dit « Régnier »: *Discussion générale* [21 septembre 1948] (p. 6813). — Est entendu: sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur le déroulement des procès de Madagascar [22 septembre 1948] (p. 6829); — sur un rappel au règlement (*dépôt d'une motion en seconde lecture d'un texte*) [23 septembre 1948] (p. 6853); — au cours du débat sur la recevabilité d'une demande de discussion d'urgence (*procès de Madagascar*) [23 septembre 1948] (p. 6855). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant ouverture de crédits pour l'installation des Commandants en chef de l'Europe occidentale: *Discussion générale* [27 décembre 1948] (p. 8004); Article unique: *Amendement de M. Michelet tendant à intercaler « organisme d'étude »* (p. 8011); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 8012, 8013); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'intérieur; Chap. 326: *Subvention pour les pistes transahariennes* [14 avril 1949] (p. 2478); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des

anciens combattants et victimes de la guerre Chap. 003: *Allocation spéciale supplémentaire aux grands mutilés (Anciens combattants d'outre-mer)* [19 mai 1949] (p. 2672); Article unique: *Son amendement tendant à assimiler les anciens combattants d'outre-mer et les anciens combattants métropolitains* (p. 2690, 2691); — du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine: *Demande de renvoi du débat présentée par M. Chambeiron* [21 mai 1949] (p. 2762); *Question préalable présentée par M. Aumeran* (p. 2767); *Discussion générale* (p. 2779); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 4000: *Amendement de M. Le Troquer tendant à réduire de 50 millions les crédits pour secours et allocations diverses* [16 juin 1949] (p. 3414); Chap. 7052: *Amendement de M. Mokhtari tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les militaires autochtones rapatriables* (p. 3421); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Article additionnel: *Amendement de M. Serre tendant à communiquer à l'Assemblée Nationale le projet de budget de l'Algérie* [7 juillet 1949] (p. 4381); — des interpellations relatives au fonctionnement de la sécurité sociale: *Discussion générale* [11 juillet 1949] (p. 4623), [12 juillet 1949] (p. 4695); — du projet de loi portant ratification du pacte Atlantique: *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5282); — d'une proposition de loi relative au prix du blé: *Discussion générale* [28 juillet 1949] (p. 5444, 5445). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses explications de vote sur la motion d'investiture de M. René Mayer*) [20 octobre 1949] (p. 5903). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [23 février 1950] (p. 1345, 1346); — du projet de loi portant réforme de l'auxiliarat, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er}: *Amendement de M. E.-L. Lambert tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux emplois réservés aux victimes de la guerre* [30 mars 1950] (p. 2670). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Renvoi de la rentrée parlementaire au 25 avril*) [1^{er} avril 1950] (p. 2787, 2788). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils

en 1950; **RADIODIFFUSION** : *Discussion générale (Ses observations sur les émissions en langue arabe)* [2 juin 1950] (p. 4198); — d'une proposition de résolution fixant pour 1950 les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française; Art. 2 : *Amendement de M. Theetten tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'Assemblée de l'Union française (réorganisation de cette Assemblée)* [14 juin 1950] (p. 4794). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Programme de gouvernement de M. Plevin*) [11 juillet 1950] (p. 5378, 5379). — Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 10 : *Amendement de M. Bentaieb tendant à appliquer la loi du 16 août 1947 amnistiant les infractions économiques en Algérie* [4 décembre 1950] (p. 8558, 8559); *Amendement de M. Bentaieb tendant à amnistier les Nord-Africains ayant servi dans des formations para-militaires pendant l'occupation* (p. 8567). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Suite du débat sur les loyers en Algérie*) [30 novembre 1950] (p. 8354). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 10 *bis* : *Son amendement tendant à assurer l'honnêteté et la sincérité du vote en Algérie* [21 mars 1951] (p. 2418, 2419); Art. 2 : *Amendement de M. Castellani tendant à rétablir la représentation des Français du Maroc, de Tunisie et de l'Indochine* (p. 2448); Art. 21 : *Amendement de M. Bentaieb tendant à attribuer 51 sièges à l'Algérie* (p. 2451); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 1 *ter* : *Amendement de M. Chevalier tendant à supprimer l'article relatif à la désignation des assesseurs des bureaux de vote en Algérie* [28 avril 1951] (p. 4207). = S'excuse de son absence [20 février 1947] (p. 387). = Obtient un congé [20 février 1947] (p. 387) = Donne sa démission de député [7 mai 1951] (p. 4778).

BÉNÉ (M. Maurice), Député de Seine-et-Oise (2^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [17 dé-

cembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34) [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [29 juillet 1950] (p. 6198), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée) [23 novembre 1948] (p. 7150).

Dépôts :

Le 13 février 1947, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'acte du Gouvernement de fait de Vichy dit loi du 30 novembre 1941 déclassant la ligne de chemin de fer Saint-Rémy-les-Chevreuse à Limours, **n° 536**. — Le 5 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur la proposition de loi de M. Maurice Béné et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation de l'acte du Gouvernement de fait de Vichy dit loi du 30 novembre 1941 déclassant la ligne de chemin de fer Saint-Rémy-les-Chevreuse à Limours, **n° 1562**. — Le 1^{er} septembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement au secours des familles des victimes de la catastrophe de Rueil-Malmaison, **n° 2545**. — Le 10 février 1948, une proposition de loi tendant à maintenir aux fonctionnaires retraités demeurés en activité le traitement afférent à la fonction qu'ils occupent et à les dispenser du prélèvement pour la retraite, **n° 3304**. — Le 10 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à effectuer le double versement à la Sécurité sociale pour les jeunes gens appelés sous les drapeaux ou mobilisés, **n° 3305**. — Le 10 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux comptables du Trésor d'accorder des délais aux contribuables de bonne foi, **n° 3306**. — Le 20 avril 1948, une proposition de loi tendant à étendre à tous les titulaires de la carte du combattant les avantages accordés par l'arrêté du 9 septembre 1946, **n° 3913**. — Le 10 juin 1948, une proposition de loi relative à la prolongation de service des fonctionnaires et employés civils nommés tardivement, **n° 4507**. — Le 22 juin 1948, une pro-

position de loi tendant à modifier l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés anonymes, n° 4662. — Le 23 juin 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des moyens de communication sur la proposition de loi de M. Maurice Béné et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation de l'acte du Gouvernement de fait de Vichy dit loi du 30 novembre 1941 déclassant la ligne de chemin de fer Saint-Rémy-les-Chevreuse à Limours, n° 4694. — Le 26 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire honorer la mémoire des victimes du travail et du devoir, n° 8849. — Le 5 juin 1950, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale, n° 10179. — Le 18 novembre 1950, une proposition de loi tendant à préciser que les membres de la famille de l'artisan rural, non domiciliés chez ledit artisan et réputés salariés bénéficient des prestations du salaire unique, n° 11342. — Le 21 mars 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'appellation des bureaux de bienfaisance et à les dénommer, dès à présent, bureaux d'entraide sociale, n° 12627.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur l'incendie de Rueil-Malmaison et les mesures prises par le Gouvernement [1^{er} septembre 1947] (p. 4818). — Est entendu au cours du débat sur sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à venir en aide aux familles des victimes de la catastrophe de Rueil-Malmaison : *Discussion générale* [2 septembre 1947] (p. 4832). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 ; Art. 1^{er} : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre le sous-amendement de M. Anxionnaz tendant à réduire l'ensemble des crédits* [19 juillet 1948] (p. 4855). — Dépose une demande d'interpellation sur le lockout de Pussay [15 mars 1949] (p. 1647). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget du travail et de la sécurité sociale ; Chap. 506 : *Centre de formation professionnelle accélérée* [22 mars 1949] (p. 1701). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat à la fonction publique une question relative au nombre des hauts fonctionnaires des

différents ministères [8 juillet 1949] (p. 4414). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Guy Mollet) : *Ses observations sur le programme socialiste* [6 mars 1951] (p. 1765, 1766). = S'excuse de son absence [25 avril 1950] (p. 2806) ; [5 janvier 1951] (p. 172) = Obtient des congés [25 avril 1950] (p. 2806) ; [5 janvier 1951] (p. 172).

BENOIST (M. Charles), Député de Seine-et-Oise (2^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300) ; de la Commission de la presse [26 janvier 1948] (p. 195) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [2 mars 1948] (p. 1248), [18 janvier 1949] (p. 34), [19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission chargée d'enquêter sur l'accident de l'avion « Cormoran N.C.Q. 11 » [21 juin 1949] (p. 3549). — Est nommé : Juge titulaire à la Haute Cour de justice (application de l'article 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796) ; Juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 195).

Dépôts :

Le 29 mai 1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur la proposition de résolution de M. Demusois et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer les mesures augmentant les tarifs des abonnements aux chemins de fer (S.N.C.F.) dans la région parisienne, n° 1494. — Le 5 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur le projet de loi modifiant l'article 5 de l'ordonnance du 12 octobre 1945, relative au cahier des charges de la Société nationale des chemins de fer pour l'ensemble des voies ferrées des quais des ports maritimes et de navigation intérieure, n° 1574. — Le 5 février 1948, un

rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur le projet de loi tendant à approuver un 4^e avenant à la convention du 26 novembre 1929, approuvée par la loi du 4 mars 1933, passée entre l'Etat et la Société générale des Chemins de fer économiques pour l'exploitation des lignes secondaires d'intérêt général de Châteaumeillant à La Guerche et de Saneoins à Lapeyrouse, n° 3258. — Le 17 août 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Gabriel Paul et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence pour la remise en service du port de Brest et la réparation des digues, n° 5286. — Le 18 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter de 50 0/0 les contingents d'essence ou de gas-oil attribués aux prioritaires, n° 5494. — Le 24 septembre 1948, une proposition de résolution sur le dessaisissement de la Cour de Tananarive du procès des parlementaires malgaches et de leurs co-inculpés, n° 5545. — Le 17 novembre 1948, une proposition de loi tendant à abroger le décret du 4 décembre 1930, complétant l'article 91 du Code pénal et amnistiant toutes les peines prononcées en application dudit décret, n° 5614. — Le 17 novembre 1948, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 47-1892 du 26 septembre 1947, relatif à la liberté de la presse et de réunion à Madagascar, n° 5615. — Le 2 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rapporter le décret n° 48-1816 fixant la date de l'élection des représentants du territoire de Madagascar à l'Assemblée de l'Union française, n° 5692. — Le 9 décembre 1948, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Airoidi et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour le rétablissement sur les chemins de fer du billet collectif à 50 0/0 par groupe de 10 pour les sportifs, n° 5766. — Le 21 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer le trafic des transports S.N.C.F. dans la banlieue de Paris et à procéder au déclassement des voitures dans lesdits trains aux heures de pointes, n° 5878. — Le 19 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire

accorder aux bénéficiaires des congés payés, des réductions de tarifs sur les navires reliant la métropole à l'Afrique du Nord et la Corse, n° 7204. — Le 23 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir d'urgence toutes les personnes sinistrées par l'orage qui s'est abattu en Seine-et-Oise le 20 mai 1950, n° 10024. — Le 22 juillet 1950, une proposition de loi tendant à amnistier les peines prononcées et à annuler les sanctions prises en A. O. F. en application du décret du 20 mars 1937, n° 10713.

Interventions :

Son rapport au nom du 2^me bureau sur les opérations électorales du département des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription) [28 novembre 1946] (p. 10). — Son rapport au nom du 2^me bureau sur les opérations électorales du territoire des Comores [30 janvier 1947] (p. 102). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Bétolaud relative à l'installation de centres de recherche scientifique à proximité de Paris [25 mars 1947] (p. 1043). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics et des Transports : une question relative aux réductions de tarif accordées par la S.N.C.F. aux sociétés sportives [30 mai 1947] (p. 1852); — une question relative au rétablissement de certains trains entre les gares de Boissy-Saint-Léger et Briec-Comte-Robert [13 juin 1947] (p. 206). — Intervient dans la discussion : du projet de loi de dégagement des cadres des fonctionnaires; Art. 3 : *Sa demande de renvoi à la Commission* [12 août 1947] (p. 4272, 4273); Art. 9 : *Son amendement tendant à n'offrir aucune compensation spéciale aux fonctionnaires ayant refusé un poste sans raison valable* (p. 4280); Art. 10 : *Son amendement tendant à n'accorder aucune mensualité aux fonctionnaires ayant refusé un autre emploi sans motif valable* (p. 4280); — du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne; Art. 7 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Gouvernement concernant le fonctionnement de la Régie autonome* [12 décembre 1947] (p. 5675); Art. 14 : *Son amendement concernant la nomination du président du conseil d'administration de la régie* [16 décembre 1947] (p. 5733); Art. 31 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa*

(p. 5761); Art. 37: *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 5766); Art. 39: *Son amendement tendant à supprimer l'article* [18 décembre 1947] (p. 5802); *le retire* (ibid.): *Amendement de M. Robert Schmidt concernant la composition et le fonctionnement du Comité consultatif technique* [18 décembre 1947] (p. 5802); Art. 41: *Rôle du Comité consultatif technique* (p. 5816); Art. 54: *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 5853): *Amendement de M. Beauquier relatif au rôle du Conseil supérieur des transports* (p. 5854). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et de la réparation des dommages de guerre en 1948; Art. 1^{er}: *Son amendement tendant à augmenter les autorisations de paiement pour le premier semestre 1948* [30 décembre 1947] (p. 6503, 6504); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour 1948 et relatif à diverses dispositions budgétaires; Art. 26: *Son amendement tendant à exonérer de la taxe radiophonique les hôpitaux et sanatoria* [30 décembre 1947] (p. 6605); — du projet de loi portant réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, amendé par le Conseil de la République; Art. 42: *Son amendement tendant à reprendre le texte déjà voté* [16 mars 1948] (p. 1708); — de la proposition de loi tendant à instituer un Conseil général de Haute Volta, amendé par le Conseil de la République: *Ses explications de vote sur l'ensemble* [20 mars 1948] (p. 2060); — du projet de loi instituant la compagnie Air France; Art. 9: *Son amendement relatif à l'établissement d'un cahier des charges* [29 avril 1948] (p. 2363); Art. 18: *Son amendement tendant à exproprier sans indemnités les actionnaires ayant voté la mise à la disposition de la Lufthansa* (p. 2376); — de la proposition de loi accordant une garantie de l'Etat à la caisse des marchés: *Discussion générale (crédits à la S.N.E.C.M.A)* [3 juin 1948] (p. 3161, 3162); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948: Etat A, TERRITOIRES D'OUTRE-MER, Chap. 100: *Ses observations sur les déplacements de fonctionnaires* [9 juin 1948] (p. 3317); *et sur les salaires indigènes à Madagascar* (p. 3330, 3331); AVIATION CIVILE, Chap. 320: *Matériel de l'aviation légère et sportive* [29 juillet 1948] (p. 5031, 5032); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République;

P.T.T., Chap. 107: *Service intérieur des bureaux* [14 septembre 1948] (p. 6524, 6525). — Est entendu sur une motion d'ordre (*débat sur la revision des zones de salaires*) [21 juin 1948] (p. 3770). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Art. 43: *Taxe d'utilisation des aéroports* [20 août 1948] (p. 6070); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 3: *Impôt sur les véhicules des sociétés* [18 septembre 1948] (p. 6666, 6667); Art. 7: *Amendement de M. Faure tendant à diminuer le taux des droits sur les alcools* (p. 6678); Art. 14: *Son amendement tendant à augmenter les allocations en essence des prioritaires* (p. 6691). — Est entendu au cours du débat sur la recevabilité d'une demande de discussion d'urgence de sa proposition de résolution concernant les procès de Madagascar [24 septembre 1948] (p. 6885). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant ouverture de crédits pour l'exploitation des lignes aériennes du Pacifique sud: *Discussion générale* [24 septembre 1948] (p. 6898, 6899); — du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de l'aviation civile et commerciale: *Discussion générale* [22 mars 1949] (p. 1715, 1716); — du projet de loi portant répartition de l'abattement sur le budget de la France d'outre-mer: *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1952); — d'une proposition de résolution célébrant le centenaire de la présence française au Gabon (*Ses explications de vote*) [10 juillet 1949] (p. 4518). — Dépose une demande d'interpellation sur la réquisition du personnel chargé de l'exploitation des aérodromes et de la sécurité aérienne [24 janvier 1950] (p. 454). — Pose à M. le Ministre de la France d'outre-mer une question relative au débauchage des Malgaches dans les entreprises publiques pour motif politique [27 janvier 1950] (p. 598). — Prend part à la discussion: du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France: *Discussion générale (Ses observations sur les accords avec le Laos et le Cambodge)* [28 janvier 1950] (p. 678); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 2: *Amendement de M. Simonnet tendant à réduire de 3 milliards les crédits pour les dépenses civiles* [29 janvier 1950]

(p. 769). — Pose à M. le Ministre de la France d'outre-mer : une question relative au régime pénitencier de certains condamnés malgaches [3 février 1950] (p. 970); — une question relative au traitement infligé à certains condamnés malgaches [3 février 1950] (p. 970, 971). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer : *Demande de renvoi du débat présentée par M. E. Lambert* [21 février 1950] (p. 1254); Art. 1^{er} : *Amendement de M. E. Lambert tendant à supprimer la mention des différences de race* [23 février 1950] (p. 1335); *Amendement de M. Burlot tendant à prévoir des suppléments de solde au personnel de la France d'outre-mer selon un barème fixé par décret* (p. 1336); *Son sous-amendement tendant à faire verser le supplément de solde aux militaires dans les mêmes conditions qu'aux civils* (p. 1337); Art. 2 : *Amendement de M. E. Lambert tendant à ne pas appliquer l'article aux militaires* (p. 1338); *Amendement de M. Duveau tendant à prévoir une réglementation uniforme pour les prestations familiales* (p. 1340); *Son amendement tendant à ne maintenir que les avantages acquis avant le 19 octobre 1948* (p. 1341); *Amendement de M. Burlot tendant à ne pas augmenter le total des dépenses de personnel* (p. 1341); *Son sous-amendement tendant à prévoir des augmentations de crédit pour le personnel fonctionnaire des territoires d'outre-mer* (p. 1341); *Son sous-amendement tendant à prévoir des augmentations de crédit pour le personnel, en fonction des réductions effectuées sur d'autres chapitres* (p. 1342); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1345); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [15 juin 1950] (p. 4826). — Dépose une demande d'interpellation sur l'interdiction du congrès du parti progressiste au Tchad [24 mars 1950] (p. 2361). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 3290 : *Amendement de M. Lussy tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la protection des végétaux (ravages de la gelée)* [25 mai 1950] (p. 3923); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [18 novembre 1950] (p. 7925, 7926, 7927, 7928, 7929, 7930); [27 novembre 1950] (p. 8188, 8189); Art. 1^{er} : *Contre-projet de*

M. Castellani tendant à prévoir des décrets particuliers pour chaque territoire [2 décembre 1950] (p. 8460, 8461); Art. 2 : *Amendement de M. Malbrant tendant à prévoir un certain nombre de cas où le travail forcé est maintenu* (p. 8468, 8469); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Senghor relatif à la définition du travailleur et de l'employeur dans les territoires d'outre-mer* [9 décembre 1950] (p. 8896, 8897); Art. 3 : *Ses amendements tendant à élargir le champ d'action des syndicats* (p. 8900); Art. 8 : *Son amendement tendant à permettre aux mineurs de 14 ans de s'inscrire à un syndicat* (p. 8904); Art. 21 : *Amendement de M. Martine tendant à soumettre les caisses de secours aux dispositions réglementaires en vigueur* [16 décembre 1950] (p. 9205); Art. 24 : *Son amendement tendant à inclure les intérêts moraux* (p. 9207); le retire (ibid.); Art. 31 : *Son amendement tendant à fixer à deux ans la durée des contrats d'embauche* [20 décembre 1950] (p. 9336); Art. 31 : *Son amendement tendant à prévoir pour les travailleurs venant d'autres territoires des contrats de trois ans* (p. 9338); le retire (ibid.); *Amendement de M. Duveau tendant à prévoir des contrats de quatre ans à Madagascar* (p. 9338); Art. 32 : *Son amendement tendant à supprimer le mot « circonscription »* (p. 9339); *Amendement de M. Castellani tendant à supprimer le 4^e alinéa relatif aux formalités des contrats d'embauche* (p. 9339); Art. 35 : *Amendement de M. Solinhac relatif aux conditions de discipline, d'hygiène et de sécurité du travail* (p. 9341); Art. 37 : *Son amendement tendant à supprimer la mention de durée maxima légale du travail* (p. 9342); *Amendement de M. Castellani relatif aux clauses interdisant aux travailleurs d'accepter un travail analogue dans la même région* (p. 9343); Art. 46 : *Son amendement relatif au cas de suspension ou de rupture de contrat* [3 février 1951] (p. 727); Art. 57 : *Amendement de M. Castellani tendant à prévoir le cas de conventions spéciales entre l'employeur et la famille de l'apprenti* [p. 733]; Art. 64 : *Extension des conventions collectives du travail dans les territoires d'outre-mer* [10 février 1951] (p. 1024, 1025); Art. 66 : *Son rappel au règlement (lenteur de la discussion)* (p. 1033); Art. 67 : *Son amendement tendant à appliquer les conventions après notification de l'approbation du ministre des territoires d'outre-mer ou dans un délai de trois mois après la publication des arrêtés* (p. 1034); Art. 46 : *Amendement de M. Duveau relatif à l'indemnité due à l'employé*

en cas de rupture de contrat [17 février 1951] (p. 1307); Art. 70 : *Amendement de M. Ninine tendant à permettre aux travailleurs de se faire assister d'un conseiller de leur choix* (p. 1310, 1311); Art. 90 : *Indemnités spéciales pour les travailleurs venant d'autres territoires (grève de l'arsenal de Diégo-Suarez)* [24 février 1951] (p. 1602); *Amendement de M. Lisette tendant à accorder une indemnité à tout travailleur déplacé du centre où il réside* (p. 1609); Art. 91 : *Son amendement tendant à supprimer le 7^e alinéa relatif aux conditions de rendement* (p. 1610, 1611); *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa relatif aux conditions de rendement* (p. 1619); *Son amendement tendant à prévoir que les arrêtés cesseront d'être appliqués après la conclusion de conventions collectives* (p. 1621); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à supprimer les 2^e et 3^e alinéas relatifs au cas d'attribution d'indemnités* (p. 1622, 1623); Art. 92 : *Son amendement tendant à supprimer l'article définissant les travailleurs adultes* (p. 1626, 1627); Art. 94 : *Affichage du taux des salaires et des conditions de rémunération* (p. 1628); Art. 97 : *Délais de paiement en cas de rupture de contrat* (p. 1631); *Amendement de M. Castellani tendant à payer le salaire dans les huit jours suivant la fin du mois* (p. 1631); *Sous-amendement de M. Ninine relatif au dépôt de l'indemnité de préavis* (p. 1634); Art. 98 : *Amendement de M. Castellani tendant à faire signer le délégué du personnel sur l'état de paiement quand le salarié est illettré* [17 mars 1951] (p. 2101); *Amendement de M. Ninine tendant à ne pas mettre le service social sous la dépendance de l'inspecteur du travail* (p. 2103, 2104); *Amendement de M. Malbrant tendant à supprimer le 2^e alinéa relatif à la délivrance d'un bulletin individuel de paye* (p. 2106); Art. 104 : *Amendement de M. Castellani tendant à préciser les cas exceptionnels où des retenues peuvent être faites sur les salaires* (p. 2112); *Amendement de M. Castellani tendant à ne pas considérer comme avances les acomptes inférieurs à deux mois de salaires* (p. 2122); Art. 107 : *Amendement de M. Castellani tendant à prévoir un amortissement pour marchandises avariées* (p. 2126); *Amendement de M. Castellani tendant à ne prévoir que deux membres dans la commission de surveillance* (p. 2127); *Amendement de M. Malbrant tendant à interdire la vente d'alcools et spiritueux dans les économats* (p. 2128); Art. 108 : *Amendement de M. Ninine*

tendant à rendre obligatoire un économat dans une entreprise employant plus de cent salariés (p. 2129); Art. 109 : *Amendement de M. Malbrant relatif à la fixation de la durée du travail par arrêté du chef du territoire* (p. 2134, 2135, 2136); *Son amendement tendant à mentionner « travail à temps, à tâche ou aux pièces »* [7 avril 1951] (p. 2910); *Amendement de M. Bonnet tendant à préciser que les heures supplémentaires seront majorées* (p. 2910); *Son amendement tendant à ne pas prévoir de dérogations permanentes* (p. 2911); Art. 112 : *Amendement de M. Malbrant tendant à inclure les travailleurs non adultes* (p. 2912); Art. 113 : *Son amendement tendant à supprimer le cas de force majeure pour les congés de maternité* (p. 2913); *Amendement de M. Castellani tendant à substituer l'Etat à l'employeur pour le paiement des allocations pendant le congé de maternité* (p. 2915); Art. 115 : *Son amendement relatif à l'âge limite au-dessous duquel certains travaux sont interdits aux enfants* (p. 2918); Art. 121 : *Amendement de M. Castellani relatif à l'allocation de congé payé dans les territoires du Pacifique* (p. 2920); *Amendement de M. Castellani relatif à l'inclusion des délais de route dans la durée du congé payé* (p. 2922); Art. 122 : *Son amendement tendant à tenir compte de la résidence habituelle du salarié* (p. 2924); Art. 142 : *Inspecteurs du travail* [14 avril 1951] (p. 3320); *Sa proposition de réserver ce chapitre* (p. 3321); *Amendement de M. Guissou tendant à assurer l'indépendance des inspecteurs du travail* (p. 3321); Art. 145 : *Solde et indemnités des inspecteurs du travail* (p. 3324); *Demande de disjonction du deuxième alinéa mettant la rémunération des inspecteurs à la charge de l'Etat, présentée par le Gouvernement* (p. 3325); Art. 145 : *Amendement de M. Buriot relatif au salaire et à l'indemnité des inspecteurs du travail* [29 avril 1951] (p. 4266); Art. 148 : *Amendement de M. Malbrant tendant à supprimer l'article relatif au serment prêté par les inspecteurs du travail* (p. 4267); Art. 153 : *Son amendement tendant à ne pas restreindre les droits de l'inspecteur dans les établissements travaillant pour la défense nationale* (p. 4270); Art. 154 : *Amendement de M. Martine relatif au rôle du suppléant légal* (p. 4271); Art. 155 bis : *Amendement de M. Malbrant tendant à modifier la composition des commissions consultatives du travail* (p. 4272, 4273); Art. 91 : *Son amendement relatif au rendement des diverses catégories*

de travailleurs (p. 4274); Art. 165 : *Son amendement tendant à supprimer l'article instituant un dossier du travailleur* (p. 4282); Art. 174 : *Amendement de M. Dureau relatif à la compétence des tribunaux du travail* (p. 4287); Art. 179 : *Son amendement relatif aux indemnités des assesseurs des tribunaux du travail* (p. 4297); Art. 200 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif à l'arbitrage en cas de grève* (p. 4305 4306); Art. 3 : *Fonctions des syndicats professionnels* [30 avril 1951] (p. 4368); Art. 200 : *Son amendement tendant à soumettre à conciliation tous les différends collectifs* (p. 4370); Art. 201 : *Son amendement tendant à prévoir l'arbitrage à défaut de conciliation* (p. 4371); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4374); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 3260 : *Entretien des routes et ponts* [19 décembre 1950] (p. 9273); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 42 : *Son amendement tendant à prévoir dans les départements d'outre-mer la représentation proportionnelle sans panachage ni vote préférentiel* [21 mars 1951] (p. 2446); Article additionnel : *Sous-amendement de M. Arthaud tendant à prévoir un texte spécial pour les territoires d'outre-mer* (p. 2459); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour le Ministre (Vote du Code du travail dans les territoires d'outre-mer)* [4 avril 1951] (p. 2686, 2687); Chap. 1270 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité des territoires d'outre-mer (Incidents de Tieme dans la Côte d'Ivoire)* [26 avril 1951] (p. 4014, 4015); FRANCE D'OUTRE-MER, amendé par le Conseil de la République, Chap. 1260 : *Son amendement tendant à reprendre le chapitre du Conseil de la République pour le personnel d'autorité des territoires d'outre-mer (Répression en Côte d'Ivoire)* [21 mai 1951] (p. 5600). — Dépose une demande d'interpellation sur les événements de Tieme (Côte d'Ivoire) le 22 février 1951 où des femmes et des vieillards ont été torturés [13 avril 1951] (p. 3263). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les terri-

toires d'outre-mer; Art. 15 : *Amendement de M. Mercier tendant à supprimer dans les commissions chargées de distribuer les cartes électorales, le représentant de l'administration* 24 avril 1951] (p. 3898); *Sa demande de seconde délibération de l'article* (p. 3902); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3903); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à reprendre le tableau des circonscriptions établi par l'Assemblée Nationale* [22 mai 1951] (p. 5732); Art. 3 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale fixant les catégories d'indigènes à inscrire sur les listes électorales* (p. 5733); *Son amendement tendant à inscrire sur les listes d'électeurs les fonctionnaires ou anciens fonctionnaires* (p. 5735); *Son amendement tendant à inscrire sur les listes d'électeurs les militaires et anciens militaires* (p. 5735); Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer « à titre consultatif »* (p. 5736); *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa déclarant nulle toute inscription intervenue depuis la clôture de la session d'inscription* (p. 5737); *Son amendement relatif à la composition des commissions chargées des opérations électorales* (p. 5737); Art. 11 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale interdisant la candidature des membres des cabinets ministériels* (p. 5738, 5739); *Son amendement tendant à supprimer le premier paragraphe interdisant la candidature des membres de l'Union française ou du Conseil économique chargés de mission dans les territoires d'outre-mer* (p. 5739).

BENOIT (M. Alcide), Député de la Marne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Elu Conseiller de la République, donne sa démission de député [23 décembre 1946] (p. 362).

BENTAIEB (M. Mohamed), Député d'Alger (2^e collège).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [21 janvier 1947] (p. 141). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre

1946] (p. 102); de la Commission de l'intérieur [29 mai 1947] (p. 1783), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300) [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la presse [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des pensions [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300).

Dépôts :

Le 4 février 1947, une proposition de loi tendant à créer dans les agglomérations rurales algériennes les éléments d'une organisation d'action sanitaire et sociale, n° 443 — Le 4 février 1947, une proposition de loi portant création d'un plan sommaire d'équipement des campagnes algériennes, n° 444. — Le 6 février 1947, une proposition de loi tendant à étendre, jusqu'à l'âge de 18 ans, pour les filles célibataires demeurant au foyer, le bénéfice des allocations familiales accordées aux travailleurs musulmans algériens des secteurs public et privé, n° 469. — Le 6 février 1947, une proposition de loi tendant à créer dans les centres ruraux algériens, une école primaire française-musulmane et une école coranique, n° 470. — Le 6 février 1947, une proposition de loi tendant à permettre aux Français-musulmans d'Algérie l'accès à tous les emplois et cadres de l'administration civile et militaire algérienne dans la proportion de 50 0,0, au grand minimum, du nombre total de ces emplois, n° 471 — Le 7 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à la prompte amélioration de l'habitat rural algérien, n° 493. — Le 7 février 1947, une proposition de résolution tendant à la création d'une Commission chargée d'enquêter sur la situation générale de l'Algérie, n° 499. — Le 18 février 1947, une proposition de loi tendant à accorder de façon permanente des secours en nature aux éléments nécessiteux de la population musulmane algérienne, n° 628. — Le 28 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à conférer aux musulmans algériens un statut personnel conforme, dans toute la mesure du possible, aux préceptes de la loi et de la culture coraniques, n° 793. — Le 7 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer à certaines catégories de fonctionnaires et retrai-

tés musulmans d'Algérie une situation matérielle suffisante, n° 866. — Le 7 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à garantir la liberté individuelle des musulmans algériens, n° 867. — Le 12 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à apporter d'urgence un secours aux populations durement éprouvées du Sud algérien, n° 3368. — Le 14 avril 1949, une proposition de loi tendant à permettre à une nouvelle catégorie de citoyens de statut local l'accès au premier collège algérien, n° 7101. — Le 28 novembre 1950, une proposition de loi tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi du 13 avril 1946 tendant à la fermeture des maisons de tolérance et au renforcement de la lutte contre le proxénétisme, n° 11438. — Le 28 novembre 1950, une proposition de loi tendant à créer dans les agglomérations rurales algériennes les éléments d'une organisation d'action sanitaire et sociale, n° 11439. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 443) de M. Ben Taïeb et plusieurs de ses collègues tendant à créer dans les agglomérations rurales algériennes les éléments d'une organisation d'action sanitaire et sociale, n° 13179. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 444) de M. Ben Taïeb et plusieurs de ses collègues portant création d'un plan sommaire d'équipement des campagnes algériennes, n° 13180. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 470) de M. Ben Taïeb et plusieurs de ses collègues tendant à créer, dans les centres ruraux algériens, une école primaire française-musulmane et une école coranique, n° 13188.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur les opérations électorales du département d'Alger (2^e collège) [31 janvier 1947] (p. 118 et 123). —^a Prend part à la discussion du projet de loi complétant et modifiant la législation économique, Art. 1^{er} : *Non-application de la loi à l'Algérie* [14 février 1947] (p. 328, 329). — Est entendu au cours du débat : sur une proposition de résolution relative à la renonciation volontaire par les membres de l'Assemblée Nationale à l'acompte provisionnel [18 février

1947] (p. 371); — sur une proposition de loi de M. Castéra relative au prix différentiel sur le blé [5 juin 1947] (p. 1928); sur cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République: *Discussion générale* [8 juillet 1947] (p. 2816); Art. 4: *Rôle des Comités départementaux des céréales* (p. 2819). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du projet de loi d'amnistie*) [10 juin 1947] (p. 2018). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant amnistie: *Cas des musulmans d'Algérie* [18 juin 1947] (p. 2183 et 2184); Art. 1^{er}, 45^e alinéa: *Son amendement tendant à supprimer le 45^e alinéa de l'article et à faire bénéficier de l'amnistie certains délits commis entre le 16 janvier 1947 et le 16 juin 1947, en Algérie* (p. 2197); [21 juin 1947] (p. 2301); Art. 9, 4^e alinéa: *Amendements de M. Rosenblatt et de M. Mondon tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie aux incorporés de force dans la Wehrmacht* (p. 2307); Art. 19: *Son amendement tendant à accorder l'amnistie pour les crimes et délits de collaboration commis par les musulmans* [7 juillet 1947] (p. 2777, 2778); Art. 25: *Son amendement tendant à ce que les musulmans français amnistiés ne subissent pas de confiscation pour profits illicites* [7 juillet 1947] (p. 2782, 2783); Art. 15: *Nouvelle rédaction de l'article (Amnistie en Algérie)* [8 juillet 1947] (p. 2807); Art. 15 bis: *Amnistie en Algérie* (p. 2809); Art. 15 ter: *Amendement de M. Serre tendant à étendre l'amnistie aux amendes et confiscations de profits illicites en Algérie* (p. 2810). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 1^{er}: *Amendements de MM. Malheret et Lejeune tendant à réduire les crédits militaires (Allocations pour charges de famille aux soldats indigènes)* [23 juin 1947] (p. 2358). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947: INTÉRIEUR: *Licenciement des fonctionnaires algériens et crédits pour l'Algérie* [26 juin 1947] (p. 2515, 2516); ECONOMIE NATIONALE: Chap. 114: *Suppression des crédits par la Commission des finances* [3 juillet 1947] (p. 2671); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS: *Discussion générale* (p. 2706); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République: Etat A. ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE: *Discussion générale* [7 août 1947] (p. 4086). — Est entendu au

cours du débat: sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement: *Salaires en Algérie* [1^{er} juillet 1947] (p. 2584, 2585); *Ravitaillement en Algérie* (p. 2608); *Ordre du jour de confiance de M. Lussy (explications de vote)* [4 juillet 1947] (p. 2756, 2757); — sur le projet de loi tendant à la réalisation d'un plan de congélation de la viande; Art. 3: *Son amendement tendant à exclure l'Algérie de la zone d'application de la loi* [8 juillet 1947] (p. 2832). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie: *Question préalable de M. le général Aumeran sur l'inconstitutionnalité du projet* [10 août 1947] (p. 4196); *Motion d'ajournement de M. Cudenet* (p. 4205); *Discussion générale* [19 août 1947] (p. 4407, 4408, 4409, 4410, 4411, 4412); *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4503); *Explications de vote sur le passage à la discussion des articles* [21 août 1947] (p. 4550); Art. 1^{er}: *Son contre-projet tendant à assimiler complètement l'Algérie aux départements français et à appliquer toutes les lois françaises en Algérie* [22 août 1947] (p. 4573-4574). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits au Budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie: *Demande de discussion d'urgence* [2 septembre 1947] (p. 4849). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que va prendre le Gouvernement pour secourir la misère en Algérie [2 septembre 1947] (p. 4850). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur la misère en Algérie*) [10 février 1948] (p. 602). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales en Algérie: Article unique: *Amendement de M. Rabier tendant à créer une nouvelle circonscription dans les territoires du Sud* [12 février 1948] (p. 678); *Son amendement tendant à modifier les circonscriptions électorales de l'Algérie* (p. 679). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises pour soulager la misère et la détresse des populations du Sud-Algérien [12 février 1948] (p. 682). — Est entendu: sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de son interpellation*) [17 février 1948] (p. 792). [2 mars 1948] (p. 1270); — sur la demande d'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi de M. Petsche concernant le remboursement des billets de 5.000 francs: *Ses explications de vote*

sur la question de confiance posée contre cette demande [24 février 1948] (p. 1010, 1011); — sur l'ordre du jour (*Débat sur les affaires musulmanes*) [27 février 1948] (p. 1183, 1184); — sur le procès-verbal de la séance précédente (*Débat sur les affaires musulmanes*) [27 février 1948] (p. 1191, 1192), [2 mars 1948] (p. 1230). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement: *Ses observations sur la politique musulmane* [4 mars 1948] (p. 1135, 1136). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises envers le bey de Tunis [25 juin 1948] (p. 4015). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Kriegel-Valrimont sur la composition du Gouvernement [14 septembre 1948] (p. 6509, 6510, 6511). — Dépose une demande d'interpellation: sur la politique du Gouvernement en Algérie [14 septembre 1948] (p. 6529); — sur l'égalité des droits entre les pensionnés militaires musulmans nord-africains et les pensionnés de la métropole [25 février 1949] (p. 1005). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Discussion de son interpellation* [1^{er} mars 1949] (p. 1063). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des anciens combattants et victimes de la guerre: *Discussion générale* [18 mai 1949] (p. 2592, 2593); Chap. 003: *Allocation spéciale aux grands mutilés (anciens combattants d'outre-mer)* [19 mai 1949] (p. 2670, 2671); Chap. 100: *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur les traitements du personnel (anciens combattants musulmans d'Afrique française du Nord)* (p. 2680); le retire (p. 2681). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents: *Discussion d'une proposition de loi relative aux pensions militaires accordées aux musulmans d'Afrique française du Nord* [5 juillet 1949] (p. 4213, 4214). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Bidault*) [27 octobre 1949] (p. 5933). — Prend part à la discussion: du projet de loi de finances pour l'exercice 1950: *Discussion générale (Ses observations sur le programme gouvernemental)* [22 décembre 1949] (p. 7182); — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et des victimes de guerre: *Discussion générale* [24 mars 1950]

(p. 2398, 2399); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Devemy* (p. 2413). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer les pèlerinages à la Mecque des musulmans de l'Afrique du Nord et de l'Afrique noire [29 mars 1950] (p. 2585). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950: EDUCATION NATIONALE, Chap. 1090: *Administration académique (Médersas de Tlemcen et Constantine)* [23 juin 1950] (p. 5223); *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 frs les crédits de ce chapitre* (p. 5224); — d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires; Article unique: *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'application de l'article premier de la loi des maxima* [24 juin 1950] (p. 5267). — Prend part: aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Queuille): (*Ses observations sur le programme ministériel de M. Queuille*) [30 juin 1950] (p. 5312, 5313); — aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Plevin): (*Ses observations sur le programme de M. Plevin*) [11 juillet 1950] (p. 5370, 5371). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la composition du gouvernement Plevin [13 juillet 1950] (p. 5417, 5418). — Dépose une demande d'interpellation sur l'octroi aux pèlerins algériens de la Mecque du cargo *Anne-Marie* [17 octobre 1950] (p. 6919). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à l'incompatibilité des fonctions publiques avec le mandat parlementaire: *Discussion générale (Politique de M. Naegelen, Gouverneur de l'Algérie)* [20 octobre 1950] (p. 7069, 7070); *Ses explications de vote sur l'article unique* (p. 7077); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration: *Discussion générale* [3 novembre 1950] (p. 7435, 7436); Art. 2: *Amnistie pour les condamnés à moins de 15 ans de dégradation nationale (Epuración en Afrique du Nord)* [9 novembre 1950] (p. 7583); *Amendement de M. Quilici tendant à amnistier les condamnés algériens à la dégradation nationale* [10 novembre 1950] (p. 7642); *Son amendement tendant à amnistier les Algériens et Alsaciens-Lorrains condamnés à 15 ans ou moins de dégradation nationale* (p. 7645); Art. 3: *Amnistie des délits commis par des mineurs de moins de*

21 ans [14 novembre 1950] (p. 7663, 7664); *Son amendement tendant à amnistier les Nord-Africains venus en France travailler avec un contrat de travail ou appelés par l'armée* [16 novembre 1950] (p. 7771); Art. 9 : *Etendue de l'amnistie* (p. 7820, 7821); *Son amendement tendant à amnistier les Nord-Africains venus en France avec un contrat de travail ou appelés par l'armée* (p. 7832, 7833); le retire (p. 7833); Art. 10 : *Amendement de M. Minjot tendant à prévoir la consultation d'une commission du comité d'action de la Résistance* [17 novembre 1950] (p. 7888); *Son amendement tendant à amnistier les soldats et travailleurs Nord-Africains amenés dans la métropole* (p. 7890); Article additionnel : *Son amendement tendant à amnistier les musulmans algériens venus avec un contrat de travail ou engagés dans une formation armée* [21 novembre 1950] (p. 7956, 7957, 7958); le retire (p. 7958); Art. 25 : *Son amendement tendant à étendre à l'Algérie l'article relatif aux effets de l'épuration administrative* [4 décembre 1950] (p. 8545); le retire (ibid.); *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à supprimer les sanctions prises contre des militaires de carrière* (p. 8547, 8548); Article additionnel : *Demande de disjonction des amendements relatifs à l'épuration administrative présentée par la Commission* (p. 8551); *Son amendement tendant à supprimer la contrainte par corps en matière de condamnation pour profits illicites en Algérie* (p. 8557, 8558); *Son rappel au règlement (Sa demande de vote par scrutin public)* (p. 8558); *Son amendement tendant à appliquer la loi du 16 août 1947 amnistiant les infractions économiques en Algérie* (p. 8558, 8559); le retire (p. 8559); *Son amendement tendant à supprimer les rétrogradations prononcées contre les officiers promus par le gouvernement de Vichy* (p. 8560); *Son amendement tendant à amnistier les Nord-Africains ayant servi dans des formations para-militaires pendant l'occupation* (p. 8567); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 8573); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 10 ter : *Son amendement tendant à accorder le droit d'amnistie aux musulmans engagés en France dans des formations spéciales* [2 janvier 1951] (p. 9, 10); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire, amendé par le Conseil de la République; Art. 1 A : *Amendement de M. Tourné tendant à affecter orphelins, chefs et soutiens de*

famille dans les unités proches de leur domicile [23 novembre 1950] (p. 8081, 8082); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour la reprise du texte voté en première lecture* [8 janvier 1951] (p. 285). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1951] (p. 326). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion d'une proposition relative au Tribunal de Blida* [6 février 1951] (p. 801). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations familiales; Art. 2 : *Allocations familiales en Algérie* [8 février 1951] (p. 938); Article additionnel : *Son amendement tendant à appliquer la loi en Algérie* (p. 945); le retire (ibid.); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Discussion générale* [9 février 1951] (p. 992); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à faire bénéficier de la loi les vieux travailleurs d'Afrique du Nord* (p. 998, 999); le retire (p. 999); *Amendement de M. Moktari tendant à préserver les droits des travailleurs Nord-Africains se retirant sur leur territoire d'origine* (p. 1002); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; JUSTICE, Chap. 1000 : *Ses observations sur les magistrats musulmans* [15 février 1951] (p. 1192, 1193); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour la prise en considération du projet gouvernemental* [27 février 1951] (p. 1672); Art. 19 : *Amendement de M. Rencurel tendant à ne pas prévoir un régime spécial en Algérie* [21 mars 1951] (p. 2342); *Frappe M. Quilici* (p. 2343); Art. 10 bis : *Son amendement tendant à assurer la sincérité du vote en Algérie* (p. 2418); le retire (p. 2419); *Son amendement tendant à assurer la régularité des opérations électorales en Algérie* (p. 2449); Art. 21 : *Son amendement tendant à attribuer 51 sièges à l'Algérie* (p. 2450, 2451); *Son amendement tendant à inscrire dans le 1^{er} collège les descendants des membres du 1^{er} collège* (p. 2451, 2452); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 10 quinquies : *Amendement de M. Cadi tendant à supprimer l'article relatif à la composition des bureaux de vote en Algérie* [26 avril 1951] (p. 4065, 4066). — Est entendu sur un

incident (*Coup donné à M. Quilici*) [21 mars 1951] (p. 2397). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale; Article unique : *Fixation des élections au 17 juin (Date des élections en Algérie)* [10 mai 1951] (p. 4963, 4964) = S'excuse de son absence [22 août 1947] (p. 4585). = Obtient un congé [22 août 1947] (p. 4585).

BENTOUNES (M. Abderrahmane), Député d'Alger (2^e collège).

Son élection est validée [31 janvier 1947] (p. 144). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission du ravitaillement [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la presse [17 janvier 1950] (p. 300).

Dépôt :

Le 20 mai 1947, une proposition de loi portant formation et mise en expérience, dans la Constitution de l'Union française, du statut particulier de l'Algérie dans le cadre à venir de la Fédération nord-africaine, n° 1357.

Interventions :

Est entendu dans la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Question préalable de M. le général Aumeran sur l'inconstitutionnalité du projet* [10 août 1947] (p. 4195); *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4472, 4473); *Election de M. Fonlupt-Esperaber en tant que Rapporteur* [22 août 1947] (p. 4566); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Benchennouf tendant à accorder l'autonomie à l'Algérie et à reconnaître la République algérienne* (p. 4578); *Ses observations à M. le Rapporteur Fonlupt-Esperaber concernant l'attitude des députés musulmans* [23 août 1947] (p. 4600, 4601). — Participe à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits au Budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie :

Explications de vote sur la question de confiance (Subventions au charbon) [5 septembre 1947] (p. 4866, 4867). — Demande à interpeller sur la politique du Gouvernement vis-à-vis du monde musulman [29 novembre 1947] (p. 5427). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Développe son interpellation déposée le 29 novembre 1947 sur les affaires musulmanes* [27 février 1948] (p. 1207, 1208, 1209, 1210). — Dépose une demande d'interpellation : sur la situation matérielle et morale des travailleurs nord africains en France [10 juin 1949] (p. 3313); — sur la composition du nouveau Gouvernement [13 juillet 1950] (p. 5401); Est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation [13 juillet 1950] (p. 5409, 5410). — Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [7 novembre 1950] (p. 7527, 7528, 7529). = S'excuse de son absence [13 novembre 1947] (p. 4992), [23 septembre 1948] (p. 6862), [27 janvier 1950] (p. 595). = Obtient des congés [13 novembre 1947] (p. 4992), [23 septembre 1948] (p. 6862), [27 janvier 1950] (p. 595).

BERANGER (M. André), Député de la Nièvre.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 janvier 1948] (p. 195), [8 février 1949] (p. 400), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [18 janvier 1949] (p. 34). — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1946] (p. 195); [1^{er} juin 1948] (p. 3049).

Dépôt :

Le 27 janvier 1948, une proposition de loi tendant à assimiler les mutilés « hors guerre » aux mutilés de guerre en ce qui concerne le taux de leur pension, n° 3151.

Interventions :

Est élu *Secrétaire de l'Assemblée nationale* [3 décembre 1946] (p. 47), [14 janvier 1947] (p. 4). — Pose à M. le Ministre de l'éducation nationale une question relative à la Commission d'appel des centres d'apprentissage [13 juin 1947] (p. 2105). — Pose à M. le Président du Conseil une question relative aux immeubles, occupés par des administrations publiques, dont la libération est ordonnée [13 février 1948] (p. 732). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux loyers; Art. 9: *Son amendement relatif au maintien dans les lieux pour les cours ou jardins* [2 mars 1948] (p. 1241); *le retire* (p. 1242); — du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères nationales: *Discussion générale* [13 mai 1948] (p. 2583, 2584, 2585, 2586, 2587). — Pose à M. le Président du Conseil, une question relative au nombre et à l'importance des immeubles libérés par les administrations publiques depuis 1947 [3 juin 1949] (p. 3128). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques: *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 juin 1949] (p. 3906).

BERGASSE (M. Henry), *Député des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38) = Est nommé membre: de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347) Est élu vice-président de cette commission [*J. O.* du 21 décembre 1946] (p. 10803), [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 964), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 782), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 716), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 881). — Est nommé membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention de coopération écono-

mique européenne et du programme de relèvement européen [24 février 1951] (**F. n° 680**). — Est désigné pour figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice (Ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée); (Session du 7 décembre 1948) [30 novembre 1948] (p. 7302); (Session du 14 juin 1949) [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 27 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier et à codifier les dispositions actuellement en vigueur entre propriétaires et locataires des locaux à usage d'habitation, **n° 765**. — Le 28 janvier 1948, une proposition de loi tendant à l'ajournement d'application de la loi du 7 janvier 1948 et du décret du 14 janvier 1948, ainsi qu'à la présentation par le Gouvernement d'un nouveau texte adapté aux capacités de paiement des contribuables, **n° 3163**. — Le 27 août 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à modifier la loi n° 47-1682 du 3 septembre 1947 régularisant la situation des entreprises placées sous réquisition, **n° 5405**. — Le 31 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant financement des services assurant la répartition des matières premières et produits industriels, **n° 6048**. — Le 8 décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi du 5 juillet 1949, n° 49-874, relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier, **n° 8656**. — Le 26 décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 49-874 du 5 juillet 1949 relative à diverses dispositions d'ordre économique et financier, **n° 8843**. — Le 31 janvier 1950, une proposition de loi tendant à créer à Marseille une école de rééducation professionnelle, **n° 9108**. — Le 24 mai 1950, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 36, paragraphe premier, de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 10032**. — Le 2 juin 1950, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 28 octobre 1946 sur la réparation des dommages de guerre en ce qui concerne les dommages

causés soit par les troupes françaises et alliées soit par l'ennemi, n° 10167 — Le 8 juin 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur les propositions de résolution : 1° de M. Fernand Chevalier tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application des dispositions envisagées dans le protocole du 7 mars 1950 signé entre la délégation française et la délégation italienne pour l'application du traité d'union douanière entre la France et l'Italie ; 2° de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à suspendre immédiatement l'application du protocole signé le 7 mars 1950 entre la France et l'Italie et des accords relevant de l'union douanière et à remettre en vigueur des mesures de protection de la production française, n° 10234. — Le 27 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi (n° 8196) tendant à ratifier la délibération du conseil d'administration du Cameroun en date du 9 avril 1948 demandant la modification du décret du 17 février 1921 portant réglementation du service des douanes au Cameroun, n° 11777.

Interventions :

Son rapport au nom du 3^e bureau sur les opérations électorales du territoire du Gabon (collège des autochtones) [30 janvier 1947] (p. 105). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (*Dépenses civiles*) ; Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Secrétariat de la Marine marchande, Chap. 403 : *Subventions à l'établissement national des invalides de la Marine* [18 juillet 1947] (p. 3209) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Discussion générale* [21 juillet 1947] (p. 3307, 3308, 3309). — Participe à la discussion : du projet de loi portant statut de la coopération : *Explications de vote sur l'ensemble de la loi* [30 juillet 1947] (p. 3720) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République en qualité de *Rapporteur par intérim* [26 août 1947] (p. 4659) ; — du projet de loi relatif à l'assainissement des professions industrielles, commerciales et artisanales, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale (renvoi à la Commission des affaires économiques)* [9 août 1947] (p. 4149) ; — du projet de loi

portant ouverture de crédits au budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie : *Explications de vote sur la question de confiance (subventions au charbon)* [5 septembre 1947] (p. 4867, 4868, 4869). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de Marseille le 12 novembre 1947 et les sanctions prises par le Gouvernement [13 novembre 1947] (p. 4997). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [13 novembre 1947] (p. 4999, 4500) ; la développe [18 novembre 1947] (p. 5063, 5064, 5065, 5066) ; — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 ; Art. 5 : *Reconduction des crédits des budgets annexes* [27 décembre 1947] (p. 6383) : *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6385) ; — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions budgétaires ; Art. 46 : *Son amendement tendant à faire établir par la Commission de vérification des comptes un rapport sur le bilan des sociétés nationalisées* [30 décembre 1947] (p. 6613, 6614). — Prend part à la discussion du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 fr. : Art. 2 : *Ses explications de vote* [29 janvier 1948] (p. 292). — Dépose une demande d'interpellation sur le caractère rétroactif des quittances de l'Electricité de France [5 février 1948] (p. 450). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [4 février 1948] (p. 1614) ; [4 mai 1948] (p. 2496, 2497) ; la développe [21 mai 1948] (p. 2857 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux loyers ; Art. 3 bis : *Amendement de M. Delachenal relatif aux bénéficiaires du maintien dans les lieux* [10 février 1948] (p. 576) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 13 bis : *Ses explications de vote sur l'article* [25 août 1948] (p. 6257). — Dépose une demande d'interpellation sur la hausse des prix et les mesures prises pour y remédier [12 février 1948] (p. 682) ; en modifie le titre [24 juin 1948] (p. 3947) — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion de son interpellation*) [17 février 1948] (p. 791) ; [2 mars 1948] (p. 1267). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées : *Discussion générale* [17 février 1948] (p. 802, 803, 804, 805) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [19 février 1948] (p. 893) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la

République; Art. 3: *Amendement de M. Faure tendant à supprimer le dernier alinéa* [24 février 1948] (p. 1021, 1022); — du projet de loi portant organisation de la Marine marchande; Art. 14: *Amendement de M. Pleven relatif à la prise de participation par des compagnies de navigation dans d'autres compagnies* [20 février 1948] (p. 943); Art. 19: *Amendements de MM Cermolacce et Reeb tendant à concéder une ligne France-Corse à la Compagnie générale Transatlantique* (p. 950, 951); Art. 25: *Amendement de M. Reeb relatif au statut du personnel des compagnies de navigation* (p. 955); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 956); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 9: *Révision par décret des coefficients établis* [7 mars 1948] (p. 1522, 1523, 1524); Art. 5: *Amendement de M. Schauffler tendant à substituer le bénéfice réel à la notion de chiffre d'affaires* [8 mars 1948] (p. 1550). — du projet de loi portant aménagements fiscaux: Art. 17: *Amendement de M. Pinay tendant à ne publier que la liste des contribuables de mauvaise foi* [23 avril 1948] (p. 2250); — de propositions de loi relatives à la lutte contre l'alcoolisme: *Discussion générale* [19 mai 1948] (p. 2738, 2739); — de la proposition de loi accordant la garantie de l'Etat à la Caisse des marchés (Crédits pour la S. N. E. C. M. A.): *Discussion générale* [3 juin 1948] (p. 3163); — des projets de loi ratifiant trois actes internationaux (coopération économique): *Discussion générale* [6 juillet 1948] (p. 4359 et suiv.). — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires; Art. 9: *Son amendement relatif aux militaires non officiers ayant quinze années de service* [6 août 1948] (p. 5481); *le retire* (ibid.); Art. 32: *Son amendement relatif au droit à pension des veuves* (p. 5488); *le retire* (p. 5489); *Son amendement relatif au droit à pension des orphelins* (p. 5489); Art. 36: *Son amendement relatif à l'application de la loi du 14 avril 1924* (p. 5491); *le retire* (ibid.); Art. 58: *Son amendement tendant à élever le plafond en dessous duquel est autorisé le cumul des pensions* (p. 5495); Art. 61: *Son amendement relatif à l'allocation viagère annuelle* (p. 5497); — de la proposition de loi relative à la répartition des produits industriels; Article unique: *Son amendement tendant à remplacer la date du 31 août par celle du 15 septembre* [13 août 1948] (p. 5793); — du projet de loi

relatif à l'élection des conseillers de la République; Art. 8: *Amendement de M. Desson relatif au mode d'élection des délégués des conseils municipaux* [17 août 1948] (p. 5847, 5848); — du projet de loi portant ratification d'un accord franco-italien, en qualité de *Rapporteur pour avis* [20 août 1948] (p. 6021); — du projet de loi concernant la liquidation de biens et intérêts italiens en Tunisie, en qualité de *Rapporteur pour avis* [20 août 1948] (p. 6025, 6026); Art. 4: *Amendement de M. Palewski relatif à la liquidation des biens indivis* (p. 6027); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Art. 59: *Son amendement tendant à rétablir l'article augmentant les avances à la ville de Marseille* [20 août 1948] (p. 6081); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales; Article additionnel: *Amendement de M. Marin tendant à renouveler les conseils généraux en mai 1949* [25 août 1948] (p. 6217); — du projet de loi portant modification des autorisations d'engagement de dépenses et de crédits pour 1948 (investissements): *Discussion générale* [27 août 1948] (p. 6380, 6381); — de la proposition de loi relative au renouvellement des conseils généraux, amendée par le Conseil de la République; Art. 1^{er}: *Amendement de M. J. Duclos tendant à fixer la date du renouvellement en octobre 1948* [25 septembre 1948] (p. 6922, 6923); — du projet de loi relatif à la procédure de vote du budget de l'exercice 1949: *Ses explications de vote sur l'ensemble* [10 décembre 1948] (p. 7552); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et voies et moyens pour 1949: *Discussion générale* (*Ses observations sur l'importance du budget, l'insuffisance des économies, la ruine économique et financière de la France, la faible production nationale, le lourd pourcentage de l'impôt par rapport au revenu national, la nécessité de réformes réelles dans le domaine fiscal*) [21 décembre 1948] (p. 7793, 7794, 7795, 7796); Art. 14: *Amendement de M. Mauroux tendant à supprimer l'article* [23 décembre 1948] (p. 7926); — du projet de loi fixant la participation de l'Etat au déficit d'exploitation du Gaz de France: *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8167); — du projet de loi portant financement des services de répartition de matières premières, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1948] (p. 8326, 8327); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses ordinaires

civiles 1949; (discussion en seconde lecture); Art. 18 bis : *Demande de disjonction présentée par le Gouvernement de l'article relatif au compte rendu semestriel de l'emploi des crédits* [31 décembre 1948] (p. 8342); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : *Discussion générale* [2 mars 1949] (p. 1123, 1124); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 6 : *Amendement de M. Schmidt tendant à reprendre l'article relatif à la coordination des transports* [31 mai 1949] (p. 2996); Art. 11 bis : *Autorisation de fabrication d'apéritifs à base d'alcool* (p. 3004); *Amendement de M. Cayeux tendant à supprimer l'article* (p. 3006); — d'une proposition de loi relative au minimum vital des aveugles et des grands infirmes; Art. 4 : *Amendement de M. Arthaud tendant à exonérer de droits de douane les appareils à l'usage des aveugles et à prévoir un crédit pour les livres en relief système Braille* [19 juillet 1949] (p. 4767); Art. 7 : *Application de l'article 16 de la loi des maxima à l'article prévoyant la gratuité des transports pour les invalides* (p. 4769). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur le statut des entreprises nationalisées* [19 juillet 1949] (p. 4793, 4794). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget de la radiodiffusion française; Art. 2 : *Etablissement d'une redevance sur les postes de télévision* [19 juillet 1949] (p. 4802, 4803, 4804); — du projet de loi relatif à la répartition des matières premières et produits industriels : *Discussion générale* [27 juillet 1949] (p. 5370, 5371); Art. 3 : *Amendement de M. Gazier tendant à prévoir à titre temporaire la prise en charge des agents de l'O. C. R. P. I. par l'Etat* (p. 5376); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 juillet 1949] (p. 5340); — d'une proposition de loi accordant des allocations au personnel des chantiers de Provence; Article unique : *Amendement de M. de Tinguy tendant à accorder des allocations de chômage pendant la fermeture des usines* [30 juillet 1949] (p. 5593); — des interpellations sur la péréquation des retraites civiles et militaires : *Discussion générale* [29 novembre 1949] (p. 6421). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Election d'un conseiller de la République représentant les Français à l'étranger*) [27 décembre 1949] (p. 7363). — Prend part à la discussion : du projet de loi de

finances pour l'exercice 1950; Art. 4 : *Continuation du débat au-delà de minuit* [26 décembre 1949] (p. 7310); *Son amendement tendant à réduire les crédits d'investissements de 52 milliards 500 millions, montant du prêt accordé à la S. N. C. F.* [28 décembre 1949] (p. 7481, 7482); *le retire* (p. 7482); — du projet de loi relatif au régime des réquisitions de logement; Art. 2 : *Amendement de M. Montillot tendant à supprimer les deux derniers alinéas relatifs à l'exécution des jugements rendus* [28 décembre 1949] (p. 7473). — Est entendu sur une demande du Gouvernement au sujet de l'affaire Revers-Mast [17 janvier 1950] (p. 281). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République; Art. 3 bis : *Amendement de M. Ramarony tendant à disjoindre l'article prévoyant la non-rupture du contrat de travail du fait d'une grève* [8 février 1950] (p. 1080, 1081); — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements; Art. 3 : *Son rappel au règlement (Discussion de son amendement)* [24 mars 1950] (p. 2350); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 18 : *Emission de pièces de monnaie* [25 avril 1950] (p. 2822); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [3 mai 1950] (p. 3182, 3183); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 7 : *Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à ne pas accorder de primes de construction pour les logements de fonction* [19 juillet 1950] (p. 5625). — Est entendu pour le règlement d'un incident (*Levée inopinée de la séance*) [5 mai 1950] (p. 3306). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur l'enquête des faits relatés par M. le Président du Conseil (Affaire Revers-Mast) : *Motion de M. Delcos constatant que les ministres ont agi dans l'intérêt national* [5 mai 1950] (p. 3313); — d'une proposition de résolution fixant pour 1950 les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale* [14 juin 1950] (p. 4793); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; FINANCES : *Discussion générale (Ses observations sur l'union douanière franco-italienne, l'élargissement des crédits à l'industrie privée et l'exploitation des souffrières*

françaises de Malvaisy [15 juin 1950] (p. 4857, 4858, 4859); AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Discussion générale (Ses observations sur l'importation de sucre tohèque)* [16 juin 1950] (p. 4923, 4929); Chap. 1000 : *Amendement de Mme Lejeune tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Comité économique interministériel)* (p. 4924); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; Article additionnel : *Demande de disjonction de l'amendement de M. Delcos tendant à établir une surtaxe sur les apéritifs anisés, présentée par M. Barangé* [24 juillet 1950] (p. 5872); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Discussion générale* [27 décembre 1950] (p. 9702, 9703, 9704); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption du texte gouvernemental* [31 décembre 1950] (p. 9941, 9942); — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique, amendée par le Conseil de la République; Art. 5 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République assurant une représentation distincte pour le petit commerce* [13 mars 1951] (p. 1848, 1849); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1260 : *Amendement de M. Lambert tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le comité supérieur du tarif des douanes (Accords commerciaux franco-espagnol et franco-italien)* [25 avril 1951] (p. 3697); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Amendement de M. Bétolaud tendant à supprimer l'article 4 bis de la loi du 5 octobre 1946 (Elections au régime de la représentation proportionnelle dans la Seine et la Seine-et-Oise)* [26 avril 1951] (p. 4063, 4064). = S'excuse de son absence [16 mai 1947] (p. 1613), [29 novembre 1947] (p. 5245), [15 mars 1949] (p. 1622). = Obtient des congés [16 mai 1947] (p. 1613). [29 novembre 1947] (p. 5245), [15 mars 1949] (p. 1622).

BERGER (M. Gilbert), *Député de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre de la Commis-

sion de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392).

Dépôts :

Le 20 mars 1947, une proposition de loi tendant à la création d'une Caisse nationale d'aménagement des lotissements défectueux, **n° 987**. — Le 25 juin 1947, une proposition de loi tendant à faire disparaître une injustice causée à l'égard des collectivités locales dont les employés ont été frappés par les décrets-lois des 26 septembre, 18 novembre 1939 et 9 avril 1940, ainsi qu'en application des lois de Vichy des 17 juillet 1940, 30 août 1940 et 5 octobre 1941, **n° 1825**. — Le 11 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi fixant les limites de l'arrondissement judiciaire de Mantes, **n° 2823**. — Le 19 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Toujas et plusieurs de ses collègues tendant à surseoir à l'exécution de jugements d'expulsion; 2° de M. Toujas et plusieurs de ses collègues tendant à suspendre l'exécution de certains jugements d'expulsion, **n° 4255**. — Le 20 mai 1948, une proposition de loi tendant à l'annulation de tous contrats de location d'immeubles passés entre les collectivités locales et l'administration des P. T. T., **n° 4270**. — Le 4 juin 1948, une proposition de loi tendant à l'exonération de la taxe de prestations qui frappe les propriétaires de voitures automobiles dont l'attribution d'essence a été supprimée, **n° 4471**. — Le 2 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux aux locataires ou occupants des chambres garnies et des chambres d'hôtels; 2° de M. Dominjon et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients d'hôtels, pensions de famille et meublés, **n° 4847**. — Le 6 juillet 1948, une proposition de loi tendant à abroger l'acte dit « loi de Vichy » du 14 février 1941 qui fut ajouté à

l'article 12 de la loi du 15 mars 1928 portant aménagement des lotissements défectueux, n° 4876. — Le 20 août 1948, une proposition de loi tendant à proroger la loi n° 48-1083 du 7 juillet 1948 qui surseoit à l'expulsion des clients de certains hôtels, garnis ou meublés et pensions de famille, n° 5345. — Le 24 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de MM. Berger, Toujas et Citerne tendant à proroger la loi n° 48-1083 du 7 juillet 1948 qui surseoit à l'expulsion des clients de certains hôtels, garnis ou meublés et pensions de famille, n° 5365. — Le 15 février 1949, une proposition de loi tendant à établir un prix spécial pour les carburants utilisés par les services des collectivités locales, n° 6442. — Le 17 février 1949, une proposition de loi tendant à faire bénéficier de l'assistance judiciaire les locataires dont les ressources sont insuffisantes pour faire valoir leurs droits ou pour se défendre, n° 6459. — Le 17 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 10, alinéa 7, de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 6460. — Le 24 février 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux aux locataires ou occupants des chambres garnies et des chambres d'hôtels ; 2° de M. Dominjon et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients d'hôtels, pensions de famille et meublés, n° 6575. — Le 25 mai 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, n° 7278. — Le 25 mai 1949, une proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives aux H. B. M., H. B. M. A. et I. L. M. de la loi du 1^{er} septembre 1948, n° 7279. — Le 25 mai 1949, une proposition de loi tendant à accorder des allocations compensatrices des majorations de loyer aux occupants des H. B. M. et des locaux meublés et garnis, n° 7280. — Le 15 novembre 1949, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les habitants des lotissements dits « cités-jardins » des mêmes dispositions qui sont accordées aux habitants des lotissements qui ont bénéficié de

la loi du 15 mars 1928 et se voient accorder des subventions provenant de la tranche de démarage, n° 8394. — Le 15 novembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 33 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 8405. — Le 29 novembre 1949, une proposition de loi tendant à surseoir à l'application de la majoration des loyers, tant que n'est pas effectuée la revalorisation des traitements, salaires, pensions et retraites, n° 8523. — Le 1^{er} décembre 1949, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux à certains bénéficiaires de réquisition et à proroger la durée des autres réquisitions, n° 8573. — Le 13 décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, n° 8706. — Le 19 décembre 1949, une proposition de loi tendant à abroger l'article 68 de la loi du 30 mars 1929 qui permet au Conseil d'administration des Offices d'habitation à bon marché de mettre l'impôt foncier à la charge des locataires habitant dans ces immeubles, n° 8766. — Le 24 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Albert Petit et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique ; 2° de M. Solinhac et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 45 du décret-loi du 8 août 1935 concernant les indemnités dues aux propriétaires de biens frappés d'expropriation publique ; 3° de M. Barrel et plusieurs de ses collègues tendant à l'indemnisation équitable et rapide des expropriés du nouvel aéroport de Nice ; 4° de MM. Bacon et Bour tendant à modifier l'article 45 du décret-loi du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique ; 5° de M. Wasmer tendant à modifier l'article 45 du décret-loi du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique ; II. la proposition de résolution de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 45 du décret du 8 août 1935 relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique, n° 9043. — Le 9 novembre 1950, une proposition de loi tendant à préciser qu'aucune indemnité, autre que celle correspondant au loyer licite et aucuns dommages-intérêts, ne peuvent être réclamés, pour

occupation sans droit ni titre, à tout occupant d'un local à usage d'habitation, professionnel, commercial ou rural, dès lors que le bailleur n'établit pas qu'il peut se loger ailleurs dans des conditions satisfaisantes, n° 11215. — Le 13 avril 1951, une proposition de loi tendant à surseoir à l'augmentation semestrielle des loyers tant que n'est pas effectuée la revalorisation des traitements, salaires, pensions et retraites en fonction de l'augmentation du coût de la vie, n° 12831.

Interventions :

Son rapport au nom du 5^e bureau sur les opérations électorales du département de la Loire [28 novembre 1946] (p. 18). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel; Art. 2 : *Soutient l'amendement de M. André Mercier tendant à ce que les locaux occupés par les syndicats ou unions de syndicats soient considérés comme locaux à usage professionnel* [26 mars 1947] (p. 1115). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur trois questions relatives : 1^o au remboursement des avances consenties par les trésoreries municipales pour l'augmentation de 25 0/0; 2^o au remboursement des indemnités versées par les municipalités aux fonctionnaires et agents révoqués en exécution des décrets de 1939 et des lois de Vichy; 3^o au paiement des subventions « d'équilibre » [20 juin 1947] (p. 2280 et 2281). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Faure tendant à proroger la loi du 28 mars 1947* [28 juillet 1947] (p. 3632); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Décrets-loi Daladier en 1939* [29 novembre 1947] (p. 5312); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et communes; Art. 1^{er} bis : *Amendement de M. de Tinguy tendant à limiter dans l'avenir les subventions au montant de celles accordées en 1947* [11 décembre 1947] (p. 5610); — de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 5998); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : État A, POPULATION (Charges sociales); Chap. 91 : *Assistance à la famille (nombreux décès à l'asile de vieillards d'Aulnay-*

sous-Bois) [11 décembre 1947] (p. 5625, 5626). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne; Art. 33 : *Amendement de M. Ballanger relatif au rôle du conseil d'administration de la Régie pour la répartition de la prime de gestion au personnel* [16 décembre 1947] (p. 5765); — d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers; Art. 2 : *Son amendement tendant à suspendre toute expulsion jusqu'au vote de la loi définitive* [18 décembre 1947] (p. 5874); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6018); — du projet de loi relatif aux loyers : Art. 1^{er} : *Amendement de M. Kriegel-Valrimont tendant à appliquer la nouvelle loi à toutes les communes* [3 février 1948] (p. 348, 349); Art. 8 : *Son amendement relatif à l'éviction de locataires pour cause de travaux* [17 février 1948] (p. 758); Art. 6 : *Son amendement relatif aux ouvriers logés par leurs employeurs* [2 mars 1948] (p. 1234); Art. 9 : *Son amendement tendant à faire commencer les travaux dans le mois suivant l'éviction* (p. 1242); Art. 33 : *Son amendement relatif à la forme de procédure en référés* [5 mars 1948] (p. 1384); Art. 12 : *Amendement de M. Citerne relatif au degré d'hygiène des logements offerts en échange* [21 mai 1948] (p. 2838); Art. 13 : *Amendement de M. Citerne tendant à ne pas permettre le droit de reprise pour des intérêts de famille* (p. 2842); Art. 44 bis : *Amendement de M. Minjoz tendant à exclure du bénéfice de la loi les personnes condamnées pour collaboration* [4 juin 1948] (p. 3213); Art. 16 : *Amendement de M. Citerne tendant à supprimer l'article* [15 juin 1948] (p. 3509); Art. 18 : *Son amendement tendant à prévoir une loi au lieu d'un décret* (p. 3510); Art. 21 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [17 juin 1948] (p. 3620, 3621); Art. 23 : *Amendement de M. Citerne tendant à ne pas rembourser les prestations aux propriétaires* (p. 3625, 3626); Art. 25 : *Amendements de MM. Claudius Petit, Ramarony et Minjoz relatifs aux délais d'application de la hausse des loyers* (p. 3647); *Amendement de M. Claudius Petit tendant à fixer le prix de base d'un local-type par rapport au salaire moyen départemental* [18 juin 1948] (p. 3676); Art. 26 : *Amendement de M. Coudray tendant à ne pas appliquer la hausse aux*

économiquement faibles (p. 3681); Art. 62 bis : *Pas de majoration d'impôts à la suite des majorations de loyers* (p. 3689); Art. 16 c : *Allocations logement en fonction des enfants à charge* [23 juin 1948] (p. 3830); Art. 69 : *Amendement de M. Minjot tendant à créer un fonds commun d'allocations-logement et à supprimer l'allocation de salaire unique* [24 juin 1948] (p. 3894, 3895); Art. 70 : *Institution d'un fonds commun d'allocations-logement* (p. 3899, 3900); En seconde délibération : Art. 26 : *Augmentation des loyers par paliers depuis leur niveau actuel* (p. 3914); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Art. 3 : *Amendement de M. Dominjon tendant à ne pas accorder le maintien dans les lieux aux bénéficiaires de réquisitions* [25 août 1948] (p. 6225); Art. 7 : *Son amendement tendant à n'accorder que trois mois aux propriétaires pour commencer les travaux* (p. 6231); Art. 24 A : *Son amendement tendant à reprendre l'article réprimant les spéculations sur sous-locations* [26 août 1948] (p. 6288); Art. 48 : *Amendement de M. Lenormand tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 6295); Art. 13 bis : *Son amendement tendant à ne pas exercer le droit de reprise aux dépens de locataires appartenant aux mêmes catégories privilégiées* (p. 6314); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (dépenses civiles, budget 1948) : Etat A, RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1085, 1086, 1087). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : (*Discussion de sa proposition de loi concernant les expulsions de locataires*) [27 mai 1948] (p. 2944). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à l'application de l'ordonnance du 25 octobre 1945 relative aux allocations familiales [28 mai 1948] (p. 3032). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. Toujas tendant à surseoir à l'exécution de jugements d'expulsion, en qualité de *Rapporteur* [2 juin 1948] (p. 3104); — du projet de loi relatif à l'enfance délinquante : *Discussion générale* [8 juin 1948] (p. 3272); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, P. T. T. : Chap. 307 : *Loyers des P. T. T.* [21 juin 1948] (p. 3749). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Situation des locataires de garnis*) [3 août 1948] (p. 5268). — Prend part à la discussion : du projet de loi

l'exercice 1948 : *Discussion générale* [20 août 1948] (p. 6050); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [23 août 1948] (p. 6119); — d'une proposition de loi relative à l'expulsion des clients de certains garnis, hôtels et meublés : en qualité de *Rapporteur* [14 septembre 1948] (p. 6526); — d'une proposition de loi portant amnistie en matière de faits de collaboration : Art. 1^{er} : *Amendement de M. Rollin tendant à amnistier les mutilés des deux guerres* [26 novembre 1948] (p. 7274); — d'un rapport concernant les subventions spéciales aux budgets communaux : *Discussion générale* [12 décembre 1948] (p. 7356); — de la proposition de loi relative aux rentes viagères constituées entre particuliers : Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à étendre la loi aux rentes constituées jusqu'en 1948* [17 décembre 1948] (p. 7718); Art. 2 : *Son amendement tendant à ne pas faire supporter par le crédit rentier les pertes éventuelles faites par le débit rentier* (p. 7720, 7721); Art. 3 : *Amendement de M. Auguet relatif aux rentes viagères servies à titre de réparation civile* (p. 7724); — du projet de loi prorogeant l'ordonnance du 11 octobre 1945 relative aux réquisitions : *Discussion générale* [28 décembre 1948] (p. 8051, 8052); Art. 2 : *Son amendement tendant à considérer les prioritaires comme locataires de bonne foi* (p. 8056); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et dispositions d'ordre financier : Art. 26 : *Demande du Gouvernement de disjonction des articles 26 à 32* [29 décembre 1948] (p. 8108); — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires de garnis et chambres meublées, en qualité de *Rapporteur* [17 février 1949] (p. 629); *Renvoi à la Commission* (p. 632, 633); — d'une proposition de résolution et de propositions de loi relatives aux loyers (*Son amendement à la proposition de résolution tendant à prévoir que le loyer des chômeurs sera à la charge de l'Etat*) [1^{er} mars 1949] (p. 1038, 1039); Art. 4 : *Amendement de M. Minjot tendant à prévoir des arrêtés préfectoraux pour fixer les loyers des cours, jardins et garages* [8 mars 1949] (p. 1305, 1306); Art. 1 bis : *Amendement de M. Bourbon tendant à étendre partout le maintien dans les lieux* (p. 1308); *Amendement de M. Palewski tendant à majorer de 10 0/0 la surface corrigée des locaux affectés à un usage professionnel* (p. 1310). — Est

entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur les loyers des meublés et garnis*) [1^{er} mars 1949] (p. 1041). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution relative à la construction et à la reconstruction de bâtiments scolaires : *Discussion générale* [13 mars 1949] (p. 1184) ; — d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'essence aux médecins et aux représentants de commerce : *Demande d'ajournement du débat* [23 mars 1949] (p. 1747). — Est entendu sur une modification de l'ordre du jour (*Discussion d'une proposition de loi sur le maintien dans les lieux des locataires de meublés*) [23 mars 1949] (p. 1769). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la santé publique et de la population ; Chap. 420 : *Dépenses des services d'immigration en France* [23 mars 1949] (p. 1780, 1781, 1782) ; — de sa proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires des garnis et chambres d'hôtel ; en qualité de *Rapporteur* [29 mars 1949] (p. 1802, 1803) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à limiter à deux ans la durée d'application de cette loi* (p. 1803) ; *Amendement de Mme Rabaté tendant à distinguer entre « locataires » et « clients »* (p. 1804) ; *Amendement de M. Rollin tendant à exclure les étrangers de la loi* (p. 1804) ; Art. 3 : *Amendement de Mme Ginollin tendant à accorder aux locataires expulsés pour réparations un droit de priorité pour réoccuper* (p. 1809) ; Art. 6 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri relatif à la procédure devant le juge des référés* (p. 1812) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [1^{er} avril 1949] (p. 2000) ; — d'une proposition de loi relative aux loyers ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à étendre la loi du 1^{er} septembre 1948 relative aux loyers, à toute la France* [16 juin 1949] (p. 3388, 3389) ; Art. 4 : *Amendement de M. Moisan relatif au maintien dans les lieux des sinistrés et réfugiés ayant obtenu un local de l'administration* (p. 3391) ; Art. 4 bis : *Amendement de Mme Claeys tendant à ne rendre applicable l'augmentation prévue qu'après accord amiable entre propriétaires et locataires* (p. 3393, 3394) ; — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières, amendé par le Conseil de la République ; Art. 1^{er} : *Subvention de 21 milliards 500 millions à la S. N. C. F.* [1^{er} juillet 1949] (p. 4034) ; — du projet de loi

portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949 ; Art. 1^{er}, Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 9059 : *Travaux de voirie, urbanisme* [5 juillet 1949] (p. 4190, 4191) ; — du projet de loi portant suppression des Cours de justice ; Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer les Cours d'assises aux tribunaux militaires* [5 juillet 1949] (p. 4225) ; — d'une proposition de loi portant révision de certaines rentes viagères : *Discussion générale* [12 juillet 1949] (p. 4649) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4668) ; — d'une proposition de loi créant la Caisse nationale d'aménagement des lotissements défectueux : *Discussion générale* [28 février 1950] (p. 1555, 1556, 1557) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à prévoir l'aménagement des lotissements créés entre le 19 juillet 1924 et le décret-loi du 8 août 1935* [2 mars 1950] (p. 1620) ; — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat : *Discussion générale* [3 mars 1950] (p. 1739) ; Art. 1^{er} : *Sous-amendement de M. Cot tendant à substituer « sera » à « ne sera pas » au paragraphe A de l'amendement de M. Dominjon* (p. 1815) ; *Sous-amendement de Mme Ginollin tendant à interdire la mise en liberté de policiers condamnés pour collaboration* (p. 1817) ; — d'une proposition de loi relative à la carte sociale des économiquement faibles : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2277) ; — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Rollin tendant à n'autoriser le droit de reprise que sur les appartements achetés dix ans avant l'exercice de ce droit* [24 mars 1950] (p. 2344) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à faire rembourser le locataire acquéreur de son appartement qui ne pourrait payer la totalité des versements* [16 mai 1950] (p. 3719) ; — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de famille et immeubles ; *Discussion générale* [30 mars 1950] (p. 2663, 2664, 2665) ; Article unique : *Son amendement tendant à substituer la date du 31 décembre 1950 à celle du 1^{er} avril 1952* (p. 2666) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour la réparation des dommages de guerre, amendé par le Conseil de la République ; Art. 2 : *Allocation d'attente* [2 juin 1950] (p. 4171) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; SANTÉ

PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4060 : *Centre national des soins aux brûlés* [12 juin 1950] (p. 4617, 4618); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; INTÉRIEUR : *Discussion générale* [4 août 1950] (p. 6750); — du projet de loi relatif à l'aide à la construction (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [4 août 1950] (p. 6664); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 6 : *Amendement de M. Girardot tendant à supprimer l'article prévoyant l'amnistie par décret, des condamnations à la dégradation nationale* [16 novembre 1950] (p. 7788, 7789); — du projet de loi relatif aux prestations familiales; Art. 2 : *Suppression des abattements de zone* [8 février 1951] (p. 937, 938); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à porter l'allocation à 55.000 francs par an sans abattement de zone* [9 février 1951] (p. 996); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; JUSTICE, Chap. 1100 : *Suppression de justices de paix* [15 février 1951] (p. 1214); Chap. 3050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le matériel des Cours d'appel (frais d'entretien des bâtiments)* (p. 1217); Chap. 3140 : *Matériel des services extérieurs pénitenciers (Camp de Beauregard)* [16 février 1951] (p. 1255); — d'une proposition de loi relative à la révision de certaines rentes et pensions : *Discussion générale* [13 mars 1951] (p. 1854, 1855); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 1^{er} : *Insuffisance des 265 milliards prévus pour la reconstruction* [13 avril 1951] (p. 3273); — du projet de loi portant statut général des agents communaux; Art. 39 : *Son amendement relatif au conseil de discipline pour statuer* [16 avril 1951] (p. 3337); Art. 50 : *Son amendement tendant à inclure la polyomyélite et la maladie de Parkinson* (p. 3339); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires : *Discussion générale* [17 avril 1951] (p. 3382, 3383); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Chautard tendant à prévoir que le juge des loyers pourra autoriser des expulsions sans relogement* [28 avril 1951] (p. 4162); — d'une proposition de loi relative à l'aménagement des lotissements défectueux : *Discussion générale* [11 mai 1951] (p. 5029, 5030); Article addi-

tionnel : *Amendement de M. Fiévez relatif à l'extension des canalisations d'eau, de gaz et d'électricité* (p. 5032); *Ses explications de vote sur l'ensemble (sort misérable des mal lotis de la région parisienne)* (p. 5039, 5040).

BERGERET (M. Henri), Député de la Loire.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194), [19 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102). — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [15 juillet 1947] (p. 3016).

Dépôts :

Le 4 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de M. André tendant à abroger la réglementation de Vichy relative à la vente et à l'achat des véhicules d'occasion, n° 802. — Le 30 mai 1947, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution de M. Charles Lussy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à octroyer des bons de priorité aux propriétaires de voitures automobiles, de motocyclettes, vélos-moteurs et bicyclettes dont les machines ou seulement les pneus ont été réquisitionnés, n° 1531. — Le 17 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à abroger la réglementation de Vichy relative à la vente et à l'achat des véhicules d'occasion, n° 1722. — Le 16 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide exceptionnelle à la ville de Saint-Etienne pour la réparation des dommages causés par les perturbations atmosphériques exceptionnelles des 24 janvier, 10 mai, 10 juin et 13 juin 1948, n° 4575. — Le 11 février 1949, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'As-

semblée, n° 6414. — Le 23 février 1950, une proposition de loi tendant à modifier les articles 37, 38 et 39 de la loi n° 46-1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des mines de combustibles minéraux, n° 9286. — Le 29 juin 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution de M. Francis Leenhardt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à autoriser l'importation de certains biens d'équipement en franchise des droits de douane, n° 10470. — Le 14 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution de MM. Francis Leenhardt, Catrice et Joseph André Ilugues tendant à inviter le Gouvernement à assouplir les conditions d'octroi du crédit consenti aux entreprises privées pour assurer leur modernisation et leur équipement, n° 11255.

Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 : (dépenses militaires); Art. 5 : *Fabrication d'armes par la manufacture de Saint-Etienne* [27 mars 1947] (p. 1200); — Sur le projet de loi portant dissolution d'organismes professionnels et répartition des produits industriels : *Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1267). — Pose à M. le Ministre de l'Economie nationale une question relative à la vente du matériel des surplus alliés [23 mai 1947] (p. 1743, 1744). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Services civils); ECONOMIE NATIONALE : *Discussion générale* [3 juillet 1947] (p. 2653, 2654); Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire les crédits* (p. 2663, 2664, 2665), *le maintient* (p. 2665); *le retire* (p. 2666); Chap. 700 : *Indemnités pour pertes sur stocks de vin* (p. 2688). — Intervient dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1947; Article additionnel : *Son amendement tendant à considérer les étudiants de 21 à 25 ans comme enfants à charge* [1^{er} août 1947] (p. 3865). — Prend part à la discussion : de propositions de loi portant révision de zones de salaires : en qualité de *Rapporteur pour avis* [28 juin 1948] (p. 4062, 4063); — du projet

de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1947; Etat B, GUERRE, Chap. 160 : *Personnel des fabrications d'armement* [9 juillet 1948] (p. 4539); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A : COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 100 : *Ses observations sur la politique commerciale et les échanges avec l'étranger* [18 juillet 1948] (p. 4798, 4799, 4802, 4803); Chap. 122 : *Personnel du corps des mines* (p. 4807); Chap. 124 : *Traitements des contractuels* (ibid.); AFFAIRES ÉCONOMIQUES : en qualité de *Rapporteur pour avis* [31 juillet 1948] (p. 5180, 5181, 5182); Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale* [2 août 1948] (p. 5191); Chap. 102 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à rétablir les crédits pour les contractuels de l'administration centrale* (p. 5192); Chap. 106 : *Secrétaires et commissaires aux prix* (p. 5193); Chap. 108 : *Contrôleurs d'Etat* (p. 5193, 5194); Chap. 117 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le contrôle et les enquêtes économiques* (p. 5195); *le retire* (ibid.); Chap. 118 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la direction du contrôle économique (décentralisation régionale)* (p. 5195); Chap. 312 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de déplacements du contrôle économique* (p. 5199, 5200); — du projet de loi portant organisation de la répartition des produits industriels; Article unique : *prorogation de la loi existante au 31 août 1948* [28 juillet 1948] (p. 4991); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [31 juillet 1948] (p. 5184); — du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République; Art. 20 : *Amendement de M. Pinay tendant à ne prévoir l'élection à la représentation proportionnelle qu'à partir de cinq sièges* [12 août 1948] (p. 5748); — du projet de loi relatif à la répartition des produits industriels, en qualité de *Rapporteur* [14 septembre 1948] (p. 6526); — du projet de loi relatif à l'aménagement de la chute de Montpezat : *Discussion générale* [18 novembre 1948] (p. 7076 et suiv.); *Pose la question préalable* (p. 7082); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7083); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 3 : *Son amendement tendant à réduire les crédits*

pour reconstruction du réseau S. N. C. F. [23 décembre 1948] (p. 7950, 7951); *le retire* (p. 7951); *Son amendement tendant à faire adresser à l'Assemblée, chaque trimestre, un compte rendu de l'emploi des crédits* (p. 7953); — du projet de loi consentant des avances aux Houillères nationales : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 3138, 3139); — de propositions de loi relatives aux loyers : *Discussion générale* [3 février 1949] (p. 309, 310); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement; Art. 1^{er}, Etat A : *Son amendement tendant à réduire de 2 milliards les prêts à la S. N. C. F.* [2 mars 1949] (p. 1143, 1144, 1145, 1146); Art. 1^{er} bis : *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir le renouvellement du matériel roulant de la S. N. C. F.* (p. 1148); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des affaires économiques; en qualité de *Rapporteur pour avis* [22 mars 1949] (p. 1725); *Ses observations pour la suppression du rationnement de l'essence, l'augmentation des exportations, l'effort d'électrification, la procédure d'obtention des licences d'importation, la dissolution de la société nationale des surplus* [23 mars 1949] (p. 1748, 1749, 1750, 1751); Chap. 103 : *Amendement de M. Chambeiron tendant à porter à 155.416.000 francs l'abattement sur la direction des approvisionnements français aux U.S.A.* (p. 1763, 1764); Chap. 112 : *Son amendement tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement sur les services d'expansion économique à l'étranger* (p. 1764); Chap. 113 : *Son amendement tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement sur les salaires du service d'expansion économique à l'étranger* (ibid.); Chap. 117 : *Son amendement tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour la direction générale du contrôle économique* (p. 1765); Chap. 119 : *Son amendement tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour le personnel auxiliaire de la direction du contrôle économique* (p. 1765); Chap. 302 : *Son amendement tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour l'achat d'automobiles* (p. 1766); Chap. 303 : *Son amendement tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour l'entretien du matériel automobile* (p. 1768); Chap. 307 : *Son amendement tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour les frais d'expansion économique à l'étranger* (p. 1767); Chap. 310 : *Son*

amendement tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour le fonctionnement de la direction du contrôle économique (p. 1767); Chap. 316 : *Son amendement tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour l'Institut national de la statistique* (ibid.); Chap. 401 : *Son amendement tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour les œuvres sociales* (p. 1768); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 1^{er} : *Ouverture d'un crédit de 21 milliards 500 millions pour couvrir le déficit de la S. N. C. F.* [31 mai 1949] (p. 2961); *Son amendement tendant à n'accorder à la S.N.C.F. que des avances de trésorerie* (p. 2963, 2964, 2965, 2966); *le retire* (p. 2969); Art. 6 : *Sous-amendement de M. Bour relatif à l'harmonisation des horaires des autocars et des trains* (p. 3001) — du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Discussion générale* [20 juillet 1949] (p. 4843); — d'une proposition de loi relative au régime de l'essence; Article unique : *Amendement de M. Buron tendant à porter le contingent accordé aux prioritaires de 175 à 200 millions de litres* [21 juillet 1949] (p. 4908); — du projet de loi portant statut du personnel des communes; Art. 20 : *Son amendement tendant à préciser « administration publique »* [1^{er} décembre 1949] (p. 6502); Art. 19 : *Amendement de M. Ginestet tendant à ajouter à l'âge limite pour le recrutement une année par enfant à charge* (p. 6504, 6505); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, en qualité de *Rapporteur pour avis pour la Commission des affaires économiques* [19 décembre 1949] (p. 6992, 6993, 6994, 6995, 6996); *Discussion générale (ses observations sur les investissements)* [22 décembre 1949] (p. 7178); Art. 2 : *Insuffisance des crédits pour les dépenses d'assistance des collectivités* [26 décembre 1949] (p. 7245); *Son amendement tendant à réduire de un milliard les subventions aux charbon, blé et plantes fourragères* (p. 7267, 7268); *le retire* (p. 7268); Art. 3 : *Ouverture d'un crédit de 420 milliards pour les dépenses militaires* (p. 7300); Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir un impôt spécial sur les salariés recevant plus d'un million de francs par an* [27 décembre 1949] (p. 7370, 7371); *Son amendement tendant à instituer un impôt sur les salariés recevant plus de 960.000 francs par an* (p. 7374); Article additionnel : *Son amendement tendant à créer un impôt nouveau sur les salariés*

gagnant plus de 960.000 francs par an [28 décembre 1949] (p. 7474); Art. 5 : *Son amendement tendant à réduire de 20 milliards les crédits d'investissements* (p. 7484); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 6 : *Son amendement relatif à la consolidation des avances faites par le Trésor aux sociétés nationales d'économie mixte* [25 avril 1950] (p. 2815); Art. 15 : *Fonds de soutien aux hydrocarbures et assimilés* (p. 2818); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Crédits prévus pour les investissements privés* [26 avril 1950] (p. 2899, 2900, 2902); *Transfert des crédits à l'agriculture* (p. 2905, 2907); *Son amendement tendant à rétablir le crédit de 22,5 milliards prévu pour les charbonnages de France* (p. 2912, 2913); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4120 : *Prestations en espèces au titre de la sécurité sociale* [5 juin 1950] (p. 4280); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5150 : *Amendement de M. Cartier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prise en charge du déficit de la S. N. C. F. (fermeture de lignes de chemins de fer)* [7 juin 1950] (p. 4433); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (déficit grandissant)* (p. 4437, 4438, 4439, 4440); *le retire* (p. 4440); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1000 : *Administration centrale (suppression d'emplois et réorganisation des services)* [16 juin 1950] (p. 4933, 4934); Chap. 3040 : *Frais de fonctionnement de l'administration centrale* (p. 4942); Chap. 3140 : *Matériel de l'Institut national de statistiques* (p. 4943, 4944); Chap. 6031 : *Liquidation des comptes spéciaux* (p. 4948). — Dépose une demande d'interpellation sur l'explosion d'un camion de munitions à Boen-sur-Lignon [25 juillet 1950] (p. 5931). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5140 : *Couverture du déficit de la S. N. C. F.* [19 décembre 1950] (p. 9306); — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; Art. 4 : *Amendement de M. Greffier tendant à permettre aux rapporteurs du Conseil économique d'assister aux débats de l'Assemblée Nationale* [7 février 1951] (p. 846); Art. 7 :

Amendement de M. Hugues tendant à supprimer les deux premiers alinéas relatifs à la représentation des régions économiques (p. 878); *Amendement de M. Lavergne tendant à supprimer le dernier alinéa relatif à la consultation de fonctionnaires par le Conseil économique* (p. 879); Art. 15 : *Son amendement tendant à modifier le titre de la loi du 20 août 1947 relative au Conseil économique* (p. 883); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, en qualité de *Rapporteur pour avis* [25 avril 1951] (p. 3936, 3937, 3938); Chap. 1050 : *Demande de rétablissement du chapitre relatif aux subventions économiques, présentée par le Gouvernement* (p. 3963); Chap. 1170 : *Demande de renvoi du chapitre relatif aux enquêtes économiques, présentée par le Gouvernement* (p. 3966); Chap. 5080 : *Son amendement tendant à reprendre les chapitres prévoyant le remboursement de charges fiscales à certaines industries (exportations vers la zone dollar)* (p. 3974).

BERLIOZ (M. Joanny), Député de l'Isère.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Elu Conseiller de la République, donne sa démission de Député [23 décembre 1946] (p. 362).

BERTHOIN (M. Jean), Sénateur.

Secrétaire d'Etat à l'Intérieur

(Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin au 11 juillet 1950.

Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* (cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950) (p. 7131). — Sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368).

BESSAC (M. Albert), Député du Lot.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 dé-

cembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de l'agriculture [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3014), [17 janvier 1950] (p. 299). — Est désigné pour figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice (ordonnance du 18 novembre 1944) [25 mars 1947] (p. 1040), [30 novembre 1948] (p. 7302), [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôt :

Le 28 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Ruffe et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer, pour la campagne 1949-1950, le prix du tabac à la production au même taux que pour la campagne 1948-1949, n° 8863.

Interventions :

Son rapport, au nom du 9^e bureau, sur les opérations électorales du département de la Seine (3^e circonscription) [28 novembre 1946] (p. 30). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 7 bis : *Son amendement tendant à prévoir l'assainissement de la circulation monétaire* [22 décembre 1947] (p. 6158). — Est entendu pour un fait personnel (*Gifle donnée par Mme Galicier*) [24 juin 1948] (p. 3937). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 12 : *Son amendement tendant à réduire la taxe de moitié pour les véhicules ayant huit ans d'âge* [18 septembre 1948] (p. 6686); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à différer la perception de l'impôt pour les automobilistes qui ne roulent pas* (p. 6687); *le retire* (ibid.); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 40 : *Son amendement tendant à bloquer les crédits de la deuxième tranche du reclassement* [27 décembre 1949] (p. 7414); Art. 27 bis : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'amendement de M. Robert Prigent reprenant le texte du Gouvernement concernant les transporteurs routiers* [2 janvier 1950] (p. 5, 6). — des interpellations sur le prix du tabac à la production : *Discussion générale* [20 février 1951] (p. 1388); — des interpellations sur la poli-

tique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3398, 3399); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (défauts de la réforme électorale)* [27 avril 1951] (p. 4108); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (scandale des apparentements)* [7 mai 1951] (p. 4789) = S'excuse de son absence [8 février 1949] (p. 393), [15 mars 1949] (p. 1622), [6 juillet 1949] (p. 4256), [6 juillet 1949] (p. 4291), [26 décembre 1949] (p. 7242), [1^{er} février 1951] (p. 607), [28 avril 1951] (p. 4137). = Obtient des congés [8 février 1949], (p. 393), [15 mars 1949] (p. 1622), [6 juillet 1949] (p. 4291), [26 décembre 1949] (p. 7242), [1^{er} février 1951] (p. 607), [28 avril 1951] (p. 4137).

BESSET (M. Pierre), Député du Puy-de-Dôme.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité sociale en vue de représenter cette Commission au sein de la Commission supérieure des comités d'entreprise [25 janvier 1947] (p. 1025). — Est nommé membre de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche d'Allier. (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276).

Dépôts :

Le 13 mai 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi modifiant la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 relative à l'organisation des services médicaux du travail, n° 1311. — Le 16 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre

libre le marché intérieur du pneu vélo, vélomoteur et du pneu auto poids lourd, n° 1324. — Le 30 mai 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant à réaliser en province l'alignement des prestations familiales sur les salaires, n° 1529. — Le 19 juin 1947, une proposition de loi tendant à faire bénéficier des majorations pour heures supplémentaires prévues par la loi du 25 février 1946 les heures de récupération faites à la suite d'arrêts collectifs du travail dans les industries du bâtiment et du bois, n° 1766. — Le 11 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à sanctionner les infractions aux dispositions des articles 42 A suivants du Livre I^{er} du Code du travail, instituant des règles particulières au contrôle et à la répartition des pourboires, n° 1997. — Le 24 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Garcia et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier rapidement le classement des communes en zones en ce qui concerne l'attribution des allocations familiales, n° 2118. — Le 18 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de Mme Denise Bastide et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi du 25 octobre 1919 modifiée par l'ordonnance du 2 août 1945, relative aux maladies d'origine professionnelle, n° 2926. — Le 6 février 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'enquêter sur la demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 3286. — Le 4 mai 1948, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 11 octobre 1940 ainsi que les décrets des 6 mai 1939 et 27 novembre 1941 concernant l'attribution d'indemnité aux ouvriers privés totalement ou partiellement de leur travail du fait de conditions économiques anormales, n° 4126. — Le 25 juin 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à l'application de sanctions pénales et judiciaires à l'encontre des loueurs de voitures automobiles de 2^e classe convaincus de se livrer au trafic de location d'autorisation de circuler, n° 4725. — Le

25 juin 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Virgile Barel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la ristourne sur le prix de l'essence, accordée avant-guerre aux chauffeurs de taxi, n° 4726. — Le 2 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi d'amnistie visant les grévistes et manifestants de Clermont-Ferrand condamnés à la suite des récents événements survenus dans cette ville, n° 4840. — Le 23 mars 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi n° 46-1823 du 19 août 1946 relative aux congés payés des jeunes travailleurs, n° 6850. — Le 30 juin 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à étendre aux entreprises de transport les dispositions de l'article premier de la loi n° 46-2195 du 11 octobre 1946 relative à l'organisation des services médicaux du travail, n° 7695. — Le 30 juin 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1^o de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice des indemnités d'intempéries prévues par la loi n° 46-2299 du 21 octobre 1946 à certaines catégories de travailleurs du bâtiment, du bois, des carrières et matériaux de construction ; 2^o de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues sur l'indemnisation du chômage intempéries dans les entreprises artisanales du bâtiment ; 3^o de M. Henri Buffet et plusieurs de ses collègues sénateurs relative à la non-application aux entreprises artisanales du bâtiment et des travaux publics de la loi du 21 octobre 1946 instituant une indemnité de chômage en cas d'intempéries, n° 7696. — Le 1^{er} juillet 1949, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, n° 7719. — Le 28 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux victimes de la catastrophe de Saint-Eloy-les-Mines un premier secours d'urgence de 10 millions, n° 9078. — Le 26 avril 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser un secours d'urgence de 50 millions aux 13.500 ouvriers de l'usine Michelin à Clermont-Ferrand,

n° 9766. — Le 26 avril 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à verser un secours d'urgence de 50 millions aux 13 500 ouvriers de l'usine Michelin à Clermont-Ferrand, **n° 9791.** — Le 22 juin 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. Les propositions de loi : 1° de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 11 octobre 1940 ainsi que les décrets des 6 mai 1939 et 27 novembre 1941 concernant l'attribution d'indemnité aux ouvriers privés totalement ou partiellement de leur travail du fait des conditions économiques anormales; 2° de Mme Francine Lefebvre tendant à faire bénéficier des allocations de chômage les travailleurs sans emploi, quelle que soit la localité dans laquelle ils résident; 3° de Mme Francine Lefebvre et Mlle Prévert portant codification des textes sur le chômage et modification de certaines de leurs dispositions; 4° de M. Patinaud et plusieurs de ses collègues tendant à remédier d'urgence à la situation angoissante des chômeurs totaux et partiels; 5° de M. Signor et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le bénéfice de l'allocation de chômage partiel aux ouvrières des usines de conserves; 6° de Mme François et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le bénéfice de l'allocation de chômage aux jeunes filles sans travail; II. La proposition de résolution de M. Barel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir une caisse de chômage dans le département des Alpes-Maritimes, **n° 10400.** — Le 7 novembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder une subvention de 6 milliards aux Caisses de sécurité sociale et des allocations familiales, en vue de pallier le déficit prévisionnel, consécutif à la prolongation du service militaire, telle qu'elle est prévue : 1° par le décret n° 50-1098 du 11 septembre 1950; 2° par une loi portant à dix-huit mois la durée du service militaire, **n° 11196.** — Le 12 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à décréter les modalités d'application de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de 40 heures au commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires, de manière à assurer aux employés deux jours de repos consécutifs,

n° 11597. — Le 15 décembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder immédiatement à l'occasion des fêtes de Noël et du Nouvel An une somme de 5.000 francs à tous les jeunes travailleurs anciens salariés, à laquelle s'ajoute 2.500 francs pour conjoint à charge, **n° 11654 (rectifié).** — Le 23 février 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. Les propositions de loi : 1° de M. Morand et plusieurs de ses collègues (n° 6680) tendant à faire bénéficier les mineurs ardoisiers ainsi que ceux qui travaillent dans les mines de fer, atteints par la schistose pneumoconiose, du décret n° 47-2201 du 17 novembre 1947 fixant les dispositions spéciales d'application à la silicose professionnelle de la loi du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles; 2° de Mme Darras et plusieurs de ses collègues (n° 7811) tendant à compléter le décret du 31 décembre 1946 pris en application de la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles; II. La proposition de résolution de M. Allonneau et plusieurs de ses collègues (n° 6223) tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles à la pneumoconiose professionnelle des ouvriers ardoisiers, **n° 12349.** — Le 23 février 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les proposition de loi : 1° de M. Besset et plusieurs de ses collègues (n° 7719) tendant à compléter la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles; 2° de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues (n° 9726) tendant à modifier l'ordonnance du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle, **n° 12350.** — Le 2 mars 1951, une proposition de loi tendant à accorder, sous certaines conditions, aux parents et amis des jeunes gens sous les drapeaux, la franchise postale pour l'envoi de colis de vivres, **n° 12410.** — Le 5 avril 1951, une proposition de loi tendant à interdire le calcul de la rémunération du travail au rendement sur la base de salaires inférieurs : 1° au salaire minimum interprofessionnel garanti; 2° aux salaires garantis suivant les classifications par les con-

ventions collectives du travail, n° 12709. — Le 9 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'intempérie qui a endommagé les vignes et les vergers dans un certain nombre de communes du département du Puy-de-Dôme, n° 13130.

Interventions :

Son rapport au nom du 3^e bureau sur les opérations électorales du département de la Dordogne [28 novembre 1946] (p. 13). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif aux conventions collectives : *Discussion générale* [23 décembre 1946] (p. 292); — sur la proposition de loi de M. Meck tendant à instituer la représentation proportionnelle dans l'élection des délégués des entreprises : *Discussion générale* [26 juin 1947] (p. 2492, 2493, 2494). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 : TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE; Chap. 401 : *Fonds de chômage* [9 juillet 1947] (p. 2859, 2860); EDUCATION NATIONALE, Chap. 541-I : *Amendement de M. Giovoni tendant à réduire les crédits pour le Jamboree mondial de la Jeunesse* [22 juillet 1947] (p. 3436). — Pose à M. le Ministre des finances une question concernant l'assujettissement des travailleurs à domicile à l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux ou à l'impôt cédulaire sur les salaires [18 juillet 1947] (p. 3178). — Participe à la discussion : du projet de loi tendant à la reconstruction de l'allocation temporaire aux vieux pour le troisième trimestre 1947; Art. 3 : *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à empêcher que le cumul d'une retraite et de l'allocation temporaire dépasse le taux normal de l'allocation aux vieux travailleurs* [19 août 1947] (p. 4398, 4399); — du projet de loi créant des ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions budgétaires; Art. 5 : *Amendement de M. Sion tendant à exempter les heures supplémentaires de l'impôt cédulaire* [30 décembre 1947] (p. 6585). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution accordant au Conseil de la République la prolongation de délai demandée : *Discussion générale* [17 février 1948] (p. 808); *Discussion de la proposition* (ibid.); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948,

dépenses civiles); Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1093); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : Art. 29 : *Taxe de capitation sur les oisifs* [27 avril 1948] (p. 2276). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de Clermont-Ferrand le 15 juin 1948 [17 juin 1948] (p. 3651); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation : *Ses observations sur l'attitude provocatrice des C. R. S. et de la police* [18 juin 1948] (p. 3699, 3700, 3707, 3708). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 401 : *Fonds national de chômage* [28 juillet 1948] (p. 4974); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : en qualité de *Rapporteur pour avis* [23 août 1948] (p. 6116); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Garcia tendant à étendre cette reconduction au 4^e trimestre 1948* (p. 6117); Art. 4 : *Son amendement tendant à porter à 1.600 francs par mois cette allocation* (p. 6117). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Biscarlet sur la libération des mineurs détenus à la prison de Clermont-Ferrand [27 janvier 1949] (p. 185, 186). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant le Code du travail (*Sa motion préjudicielle tendant au renvoi au Conseil économique*) [18 février 1949] (p. 682, 683); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 710, 711, 712); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget du travail et de la sécurité sociale, Chap. 401 : *Fonds national de chômage* [22 mars 1949] (p. 1697, 1698); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, Art. 1^{er} : Art. 31 F du Code du travail : *Son amendement relatif à la représentativité des organisations syndicales* [23 décembre 1949] (p. 7205, 7206); *Son amendement relatif à la détermination de la représentativité des organisations syndicales* [3 janvier 1950] (p. 27); Art. 31 G : *Son amendement tendant à faire figurer dans les dispositions des contentions collectives, les modalités d'application du principe « à travail égal, salaire égal »* (p. 32); Art. 31 H : *Son amendement tendant à supprimer « le caractère représentatif s'appréciant sur le plan régional ou local »* (p. 41). — Dépose une demande d'interpellation sur la catastrophe minière de

Saint-Eloi-les-Mines [28 janvier 1950] (p. 660). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux secours aux victimes de la catastrophe de Saint-Eloi-les-Mines : *Discussion générale* [2 février 1950] (p. 883); *Amendement de M. Beugniet tendant à étendre aux diverses houillères la caisse de solidarité pour accidents mortels de Douai* (p. 884); — du projet de loi relatif à l'élection des organismes de la sécurité sociale et des allocations familiales; Art. 2 : *Amendement de M. Musmeaux tendant à n'élire les conseils d'administration des caisses primaires de la sécurité sociale que pour trois ans* [17 février 1950] (p. 4193); Art. 10 : *Son amendement tendant à prévoir une section de vote obligatoire dans les entreprises employant plus de 50 assurés* (p. 4202, 4203); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 10 : *Modalités des élections des membres des conseils d'administration* [3 mars 1950] (p. 4675, 4676, 4677). — Dépose une demande d'interpellation sur l'activité des mines de charbon du département du Puy-de-Dôme [17 mai 1950] (p. 3765). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'imposition des tisseurs à domicile; Article unique : *Imposition des artisans comme les salariés* [30 mai 1950] (p. 3985, 3986); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4030 : *Fonds national de chômage* [5 juin 1950] (p. 4263, 4264); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [6 juin 1950] (p. 4362, 4363); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale* [1^{er} août 1950] (p. 6383, 6384); — d'une proposition de résolution relative aux secours aux ouvriers en grève des usines Michelin [15 juin 1950] (p. 4819, 4820). — Dépose une demande d'interpellation sur les agissements du préfet du Puy-de-Dôme lors d'un meeting communiste à Clermont-Ferrand [17 octobre 1950] (p. 6920). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion de propositions relatives aux vieux travailleurs et aux chômeurs*) [14 novembre 1950] (p. 7705, 7706); *Discussion du projet majorant l'allocation aux vieux travailleurs salariés* [2 janvier 1951] (p. 20, 21). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations familiales; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à majorer le salaire servant de*

base au calcul des allocations familiales de 225 fois le salaire horaire du manoeuvre non spécialisé [8 février 1951] (p. 925); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Discussion générale* [9 février 1951] (p. 987, 988); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à fixer le point de départ de la majoration de l'allocation au 1^{er} octobre 1950* (p. 994). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des présidents (*Sa demande de siéger lundi soir 5 mars pour la proposition supprimant les zones de salaires*) [27 février 1951] (p. 1674); — sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion de la réforme électorale au lieu du débat sur les zones des salaires*) [13 mars 1951] (p. 1832, 1833). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4020 : *Fonds national de chômage* [20 mars 1951] (p. 2338, 2339); *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 2239, 2240); Chap. 4030 : *Sécurité des ouvriers mineurs (danger de la silicose)* [21 mars 1951] (p. 2257); — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales : *Contre-projet de Mme Poinso-Chapuis* [30 avril 1951] (p. 4332, 4333); *Renvoi à la Commission* (p. 4334); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à porter à 50 0/0 la majoration des prestations familiales* (p. 4336, 4337); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la motion Billoux (fonds de chômage)* [10 mai 1951] (p. 4956).

BÉTOLAUD (M. Robert), *Député de la Seine*
(2^e circonscription).

*Ministre des Anciens combattants
et Victimes de la guerre*

(Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des

finances [27 décembre 1946] (p. 370) [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des affaires étrangères [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la réforme administrative [1^{er} août 1947] (p. 3837).

Dépôts :

Le 27 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à la révision de l'article 102 de la Constitution, n° 220. — Le 31 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à la création d'une Commission d'enquête parlementaire sur la gestion des entreprises nationalisées, n° 431. — Le 31 janvier 1947, une proposition de loi tendant à instituer la responsabilité des présidents et administrateurs des entreprises nationalisées, n° 433. — Le 18 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-1283 du 15 juin 1945 en ce qui concerne les candidats aux services publics empêchés d'y accéder en raison des circonstances, et les fonctionnaires et agents des services publics ayant dû quitter leur emploi par suite d'événements de guerre, n° 620. — Le 25 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 380 du Code pénal (vols entre parents), n° 708. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles). (Etats législatifs) Etat C : Ordre de la Libération, n° 1556. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles). Etat C : Légion d'honneur, n° 1556. — Le 9 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 2794. — Le 4 mars 1948, une proposition de loi ayant pour objet de revaloriser le montant des indemnités de réquisition allouées à certains propriétaires français d'avoirs à l'étranger, n° 3637. — Le 20 avril 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 18 avril 1946

sur la propriété commerciale, n° 3908. — Le 29 avril 1948 un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires) : Légion d'honneur, Ordre de la Libération, n° 4046. — Le 5 août 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif à l'indemnité d'éviction, n° 5184. — Le 5 août 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif à l'utilisation des fonds d'emprunts des groupements de sinistrés, n° 5185. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi modifiant l'article 124 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, relatif aux anciens militaires internés pour aliénation mentale, n° 5592. — Le 8 mars 1950, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 46 du Règlement, n° 9448. — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 93 de la loi du 19 octobre 1946, relative au statut général des fonctionnaires, n° 10952. — Le 19 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à la création d'une commission des Etats associés, n° 11069. — Le 20 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à la création d'une Commission de la réforme de la Constitution, n° 11082. — Le 30 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution (n° 11069) de MM. Bétolaud et Lefèvre-Pontalis, tendant à la création d'une commission des Etats associés, n° 11477. — Le 26 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour que la prochaine session de l'O.N.U. se tienne à Paris, n° 11981. — Le 28 février 1951, une proposition de loi tendant à permettre l'imputation des acomptes provisionnels versés au titre de l'exercice 1951, sur certains impôts directs dus au titre de l'exercice 1950, n° 12368. — Le 8 mai 1951, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur le projet de loi (n° 13108) relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale, n° 13119.

Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur la représentation au Conseil de la République des Français résidant dans les pays de protectorat et autres pays étrangers [9 décembre 1946] (p. 131, 132); — sur le règlement de l'ordre du jour (*date de discussion de la loi des finances*) [19 décembre 1946] (p. 175) — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils) LOI DES FINANCES; Art. 15 : *Amendement de M. Fagon tendant à soumettre à l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique, les décrets d'annulation de crédits pour modifications des services* [21 décembre 1946] (p. 223); Art. 22 : *Forfait des professions non commerciales* (p. 225) ou *commerciales* (ibid.); Art. 22 bis : *Taxation du bénéfice imposable d'après les salaires alloués aux employés* (p. 230); Art. 86 : *Son amendement tendant à la disjonction de cet article relatif à la nullité des actes de spoliation* [22 décembre 1946] (p. 257); — de la proposition de loi de M. Mondon tendant à la modification de l'article 21 de l'ordonnance du 21 avril 1945 relative aux actes de spoliation : *Son amendement tendant au retour au droit commun à partir du 1^{er} juin 1947* [23 décembre 1946] (p. 338, 340); — du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1947 : *Ses observations sur l'ensemble* [23 décembre 1946] (p. 360). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 7 : (*Droit de préemption de l'administration de l'enregistrement*); *Demande la disjonction* [4 février 1947] (p. 157, 158); Art. 23 : *Amendement de M. Jean. Cayeux tendant à présumer frauduleux les actes ayant pour effet de soustraire des biens à des mesures de confiscation* (p. 166, 167); Art. 24 : *Amendement de M. Maurice Viollette tendant à insérer un article nouveau en vue de protéger les droits des tiers qui ont traité après le 1^{er} juin 1944 et avant le jugement de confiscation* [6 février 1947] (p. 191, 192); Art. 44 : *Son amendement tendant à reprendre une disposition du Code des contributions indirectes relative aux taxes de cinquième catégorie* (p. 200); Art. 56 bis : (*Provision venant en déduction de profits illicites à confisquer*); *Demande la disjonction de l'article* (p. 204); Art. 57 : *Son amende-*

ment tendant à faire courir le délai d'appel devant le comité supérieur du jour de la communication du dossier en ce qui concerne les ressources citées devant un comité départemental de confiscation de profits illicites avant la publication de la loi du 5 avril 1946 (p. 205); *le retire* (p. 206); Art. 57 bis : *Date de clôture des opérations des comités départementaux de confiscation* [7 février 1947] (p. 245); Art. 67 quinquies : *Inconstitutionnalité de l'article qui prévoit une session extraordinaire* (p. 254). — Prend part à la discussion du projet de loi complétant et modifiant la législation économique; Art. 5 : *Son amendement tendant à abroger l'article 46 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 excluant l'application des circonstances atténuantes et de la loi de sursis* [14 février 1947] (p. 335); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur l'opportunité de procéder à l'expropriation de vastes terrains à proximité de Paris, en vue de l'installation de laboratoires ou de centres de recherches scientifiques [21 février 1947] (p. 433). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (p. 434), [25 mars 1947] (p. 1041, 1044). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant suppression de l'autorisation préalable de faire paraître un journal ou écrit périodique [27 février 1947] (p. 497, 498); — de la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales : *Discussion générale* [4 mars 1947] (p. 580, 581, 582); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ce que les décrets de résiliation soient signés par le Ministre des finances* (p. 590); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article* (p. 591); Art. 2 : *Son amendement tendant à remplacer les mots « affectés au service public » par ceux-ci « affectés à l'usage spécial et exclusif du service public »* (ibid.); *le retire* (p. 592); *Son amendement tendant à éviter toute contestation sur la question de savoir quels sont les stocks et approvisionnements qui peuvent être utilisés* (p. 592); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa relatif aux provisions normales* (p. 593); Art. 10 : *Son amendement tendant à ce que la déchéance soit facultative pour les concessionnaires sur le fermier* (p. 598); *Amendement de M. Gaston Defferre tendant à ce que les marchés ou contrats passés avec les filiales ne soient pas obligatoires pour la collectivité* (p. 599); Art. 14 : *Son amendement tendant à permettre l'opposition contre*

les décisions rendues par le Conseil de préfecture (p. 600); Art. 15: *Son amendement relatif au maintien des contrats passés sous le régime de de l'autorité de fait* (ibid.): *Amendement de M. Serre tendant à insérer après l'article 15 deux nouveaux articles relatifs 1° au cas où les concessionnaires auront été victimes de dommages de guerre; 2° à l'application de la loi à la France d'outre-mer* (p. 602); *Ses observations sur l'ensemble* (p. 603). — Est entendu au cours du débat: sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 935: *Son amendement tendant à réduire les crédits relatifs aux travaux pour l'enseignement supérieur* [7 mars 1947] (p. 731, 732); PRÉSIDENT DU CONSEIL: *Discussion générale (grève des journaux parisiens)* (p. 735); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Etat A: AGRICULTURE, Chap. 923: *Son amendement tendant à reprendre les crédits votés par le Conseil de la République pour l'Institut national de la recherche agronomique* [29 mars 1947] (p. 1299); *le retire* (ibid.); Etat B: AGRICULTURE, Chap. 923: *Son amendement tendant à reprendre les crédits accordés par le Conseil de la République pour l'Institut de recherches agronomiques* (p. 1301); *le retire* (ibid.). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget de l'exercice 1947 (dépenses militaires); Etat A: FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 450: (*Campagne d'Indochine*) [20 mars 1947] (p. 953). — Est entendu dans la discussion: du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 (Services civils); Art. 3 *ter*: *Suspension des acquisitions d'immeubles et de la passation des baux au profit des administrations publiques* [25 mars 1947] (p. 1083, 1084); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 (Dépenses militaires): *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1189, 1190); — du projet de loi relatif à une convention entre le Ministre des Finances et la Banque de France: *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1204, 1205); — d'une proposition de loi de M. Robert Bichet relative à la distribution des journaux: *Ses observations sur l'heure de reprise de la discussion* [28 mars 1947] (p. 1242). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Renvoi au*

lendemain de la discussion des projets financiers) [28 mars 1947] (p. 1265, 1266). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement [28 mars 1947] (p. 1279). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour: *Interpellations relatives au problème du pain et aux événements de Madagascar* [29 avril 1947] (p. 1337, 1339). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition du comité chargé d'étudier sous quelle forme l'éducation sexuelle peut être donnée dans les établissements d'enseignement institué par arrêté du 18 mars 1947 [22 mai 1947] (p. 1723). — Est entendu sur une motion d'ordre tendant à ajourner le débat sur le projet de loi portant fixation du budget ordinaire de l'exercice 1947 (Services civils) [29 mai 1947] (p. 1778, 1779). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative à la nullité des actes de spoliation; Art. 3: *Date à laquelle ne seront plus recevables les demandes en nullité ou en annulation* [29 mai 1947] (p. 1780, 1781); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, exercice 1947); Art. 124 *bis*: *Amendement de M. Marcel Hamon tendant à attribuer aux élèves-maîtres et maîtresses des écoles normales un traitement à partir du 1^{er} janvier 1917* [29 mai 1947] (p. 1801); Art. 129: *Formation pré militaire* (p. 1804); Art. 130 *quinquiès*: *Disjonction de l'article relatif à la responsabilité personnelle des fonctionnaires du relogement* (p. 1807); Art. 38: *Son amendement tendant à insérer un nouvel article relatif à la prorogation pour 1947 de la déduction du revenu imposable, de la moitié des sommes payées au titre de l'impôt général sur le revenu* [30 mai 1947] (p. 1836, 1837), Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 101: *Amendements de MM. Gaillard et Serre tendant à réduire les crédits* [26 juin 1947] (p. 2520, 2521); ORDRE DE LA LIBÉRATION, Chap. 100: *Traitements du personnel titulaire, en qualité de Rapporteur* [16 juillet 1947] (p. 3053); ORDRE DE LA LÉGION D'HONNEUR, Chap. 70: *Traitements des membres de l'Ordre, en qualité de Rapporteur* (p. 3053); Chap. 300: *Amendement de M. Jean-Moreau tendant à augmenter les crédits pour la Grande Chancellerie* (p. 3054). — Intervient dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du Budget général de l'exercice 1947; Art. 2 *quinquiès*: *Application de l'article 48 du règlement à l'amendement de M. Dupuy* [31 juillet 1947]

(p. 3778); *Continuation de la discussion* [1^{er} août 1947] (p. 3870). — Est entendu au cours du débat : sur la demande en autorisation de poursuites contre les députés malgaches [6 juin 1947] (p. 1885); — sur la proposition de loi relative à l'exercice du droit de grève (*Urgence de la discussion*) [18 juin 1947] (p. 2181); — sur le projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 5 : *Cinquième quart de l'impôt de solidarité* [23 juin 1947] (p. 2361, 2362); Art. 16 : *Amendement de M. Pierre Meunier tendant à supprimer les articles relatifs aux mesures destinées à accélérer la rentrée des impôts directs en 1947* (p. 2376, 2377); Art. 17 : *Pénalisations prévues à défaut de paiement volontaire* (p. 2377); Art. 30 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Gozard relatif à la limitation des dividendes* (p. 2382); — sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement (*Complots armés contre la IV^e République*) [2 juillet 1947] (p. 2637, 2638); *Contre le renvoi des débats après le dépôt de la question de confiance* (p. 2640); *Complots contre la République* (p. 2643, 2644); — sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution de M. Duclos invitant le Gouvernement à réaliser un accord avec les fonctionnaires [10 juillet 1947] (p. 2929, 2930); — sur la proposition de résolution de M. Dagain tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux fonctionnaires un acompte provisionnel [16 juillet 1947] (p. 3068); — sur le projet de loi tendant à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires [16 juillet 1947] (p. 3072, 3079, 3080); — sur l'adoption en deuxième lecture de la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales; Art. 1^{er} : *Explications de vote sur les amendements de MM. René Mayer et Truffaut tendant à reprendre le texte voté en 1^{re} lecture* [24 juillet 1947] (p. 3461); — sur le règlement de l'ordre du jour de la séance suivante (*Renvoi de la discussion sur les loyers au mardi suivant*) [26 juillet 1947] (p. 3612, 3613, 3615). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires): *Discussion générale* [5 août 1947] (p. 3928, 3929, 3930). — Intervient dans la discussion : du projet de loi relatif à l'assainissement des professions commerciales, industrielles et artisanales; Art. 1^{er} : *Liste des condamnations empêchant de créer ou entreprendre*

un commerce ou entreprise [7 août 1947] (p. 4059); Alinéa 5 : *Énumération de ces condamnations* (p. 4060); Alinéa 7 : *Amendement de M. Montillot tendant à disjoindre l'alinéa* (p. 4061); — du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Question préalable de M. le général Aumeran sur l'inconstitutionnalité du projet* [10 août 1947] (p. 4194); *Fixation de la date de la discussion des articles* [22 août 1947] (p. 4569); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Defferre tendant à définir l'Algérie comme un groupe de départements d'outre-mer* (p. 4587); — du projet de loi concernant les élections municipales (*Renvoi du projet devant la commission*) [11 août 1947] (p. 4242). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant l'élection et la composition de l'Assemblée de l'Union française : *Explications de vote (Obstruction prétendue du groupe communiste)* [12 août 1947] (p. 4261). — Prend part à la discussion de la procédure d'élection des membres de l'Assemblée de l'Union française : *Motion d'ajournement de M. Capitant tendant à ne désigner les membres de l'Assemblée de l'Union française qu'après le renouvellement du Conseil de la République* [13 novembre 1947] (p. 4995); *Ses explications de vote sur la motion d'ajournement* (p. 4996, 4997). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné par le Président de la République (*Calcul de la majorité absolue de l'Assemblée*) [21 novembre 1947] (p. 5102). — Participe à la discussion du projet de loi approuvant la convention passée avec la Banque de France : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi (Or récupéré en Allemagne)* [25 novembre 1947] (p. 5134). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement [25 novembre 1947] (p. 5135). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement [27 novembre 1947] (p. 5162); — du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne; Art. 38 : *Son amendement tendant à inclure un alinéa nouveau concernant la composition de l'Assemblée générale de l'Office* [16 décembre 1947] (p. 5769); Art. 40 : *Son amendement relatif aux fonctions de l'assemblée générale de l'Office des transports* [18 décembre 1947] [p. 5803]. — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Examen des projets financiers de*

M. René Mayer [19 décembre 1947] (p. 5932). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6036, 6037, 6038, 6039, 6040, 6041); Art. 2 : *Amendements de MM. Mallez et Ribeyre tendant à faire porter le prélèvement sur les bénéfices réels et non sur le chiffre d'affaires* (p. 6108); *Amendement de M. Mauroux tendant à ce que le contribuable soumis au régime du bénéfice réel puisse réclamer une détaxe* (p. 6114); *Amendement de M. Pleven tendant à exempter de prélèvement les entreprises qui ont subi une perte d'exploitation en 1946* (p. 6111). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents [22 décembre 1947] (p. 6167). — Prend part à la discussion du projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt; Art. 2 : *Amendement de M. de Tinguy autorisant les contribuables à faire souscrire une tierce personne à leur place* [22 décembre 1947] (p. 6171); Art. 3 : *Amendement de M. Charpentier permettant l'utilisation des titres de l'emprunt en garantie d'avances aux agriculteurs pour l'achat de matériel agricole* (p. 6172). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Proposition de modifier le règlement*) [26 décembre 1947] (p. 6315). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réforme fiscale; Art. 70 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à supprimer l'article* [29 décembre 1947] (p. 6452); Art. 73 : *Amendements de MM. Gozard et Blocquaux tendant à supprimer l'article* (p. 6454); Art. 74 : *Amendement de M. Grimaud tendant à supprimer l'article* (p. 6455, 6456); Art. 88 : *Amendement de M. Duclos relatif au dossier fiscal et patrimonial* (p. 6462, 6463); Art. 94 : *Son amendement tendant à supprimer le 2^e paragraphe (profits licites et profits illicites)* (p. 6467, 6468); *Sa demande de nouvelle délibération du projet* [30 décembre 1947] (p. 6579); *la retire* (p. 6580); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels au titre des dépenses militaires du 1^{er} trimestre 1948; Art. 1^{er} : *Ouverture d'un crédit de 58.145.425.000 francs* [30 décembre 1947] (p. 6532); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à certaines dispositions budgétaires; Art. 4 : *Amendement de M. Denais tendant à ne maintenir dans les immeubles occupés les administrations que jusqu'au 1^{er} avril 1948* [30 décembre 1947] (p. 6584); — du projet de loi instituant un

prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 : *Amendements de MM. Lamps, de Moro-Giafferri, Bardoux, Montel, Garcia et Giacobbi tendant au relèvement de l'abattement à la base pour les professions non commerciales* [3 janvier 1948] (p. 35, 36). — Est entendu sur la demande d'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi de M. Petsche concernant le remboursement des billets de 5.000 francs : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre* [24 février 1948] (p. 1001). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, amendées par le Conseil de la République; Art. 3 : *Amendement de M. Gozard tendant à reprendre le texte voté en 4^e lecture* [11 mars 1948] (p. 1674); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Discussion générale* [20 avril 1948] (p. 2101, 2102); Art. 10 : *Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales* [22 avril 1948] (p. 2194, 2195); Art. 13 bis : *Ses explications de vote sur la demande de disjonction de l'article* [23 avril 1948] (p. 2229, 2230); Art. 14 : *Amendements de MM. Denais et Faure tendant à déduire des revenus imposables de l'année suivante l'impôt sur le revenu* (p. 2232, 2233); Art. 15 : *Son amendement tendant à abroger l'article 446 bis du Code des impôts directs limitant les dégrèvements pour charges de famille* (p. 2246). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Lespès, Montel et Bergasse sur le prix du gaz et de l'électricité [4 mai 1948] (p. 2498). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères; Art. 2 : *Amendement de M. Deixonne tendant à ne plus faire supporter aux houillères l'entretien de ces écoles* [14 mai 1948] (p. 2674); — des propositions de loi relatives à la lutte contre l'alcoolisme : *Discussion générale* [19 mai 1948] (p. 2741); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 13 : *Amendement de M. Minjot tendant à limiter à une fois l'exercice du droit de reprise* [21 mai 1948] (p. 2841); — du projet de loi portant ratification de l'accord franco-polonais du 19 mars 1948 : *Demande de renvoi à la Commission des finances* [27 mai 1948] (p. 2962); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires de juin 1948 : *Discussion générale* [27 mai 1948] (p. 2978, 2979); — du projet de loi relatif aux dégagements de cadres : *Ses explications de vote sur l'article unique* [3 juin 1948] (p. 3182); — du projet de loi

relatif au statut provisoire de la S. N. E. C. M. A. ; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Pinay tendant à dissoudre la S. N. E. C. M. A.* [23 juin 1948] (p. 3879, 3880); *Aviation de chasse française* [24 juin 1948] (p. 3939, 3940); *Résultats de la reconversion* [25 juin 1948] (p. 3969); Art. 2 : *Son amendement relatif aux activités annexes de la S. N. E. C. M. A. destinées à être amodiées ou apportées à d'autres sociétés* (p. 3990, 3991, 3992); *Son amendement relatif au délai du transfert juridique des activités annexes* (p. 3994); *Son rappel au règlement (limitation du droit de réponse)* (p. 3998); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer le mot « éventuellement »* (p. 3998, 3999); *le retire* (p. 4000); (*cas de M. Weill*) (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à rétablir le dernier alinéa de l'article relatif aux activités annexes de la société* [1^{er} juillet 1948] (p. 4266); — d'une proposition de loi accordant une garantie à la Caisse des marchés (avance à la S. N. E. C. M. A) en seconde délibération : *Discussion générale* [23 juin 1948] (p. 3880); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL — DÉFENSE NATIONALE, Chap. 100 : *Son amendement tendant à supprimer le chapitre* [28 juin 1948] (p. 4093); LÉGION D'HONNEUR, en qualité de *Rapporteur* [19 juillet 1948] (p. 4824); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de 1948 : *Vote défavorable de la Commission des finances* [30 juin 1948] (p. 4193, 4194). — Est entendu sur une modification de l'ordre du jour (*Discussion du statut de la S. N. E. C. M. A. en 2^e lecture*) [1^{er} juillet 1948] (p. 4261). — Prend part à la discussion des projets de loi ratifiant trois actes internationaux (coopération économique) : *Discussion générale* [5 juillet 1948] (p. 4316 et suiv.); *Absence des orateurs* [6 juillet 1948] (p. 4344). — Dépose une demande d'interpellation sur la grève des examinateurs du baccalauréat [5 juillet 1948] (p. 4326). — Prend part à la discussion : du projet de loi fixant les contingents de décorations; Art. 6 : *Son amendement tendant à rétablir l'article 6 relatif aux contingents exceptionnels* [6 juillet 1948] (p. 4354, 4355); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948; Art. 1^{er} : *Renvoi du débat* [17 juillet 1948] (p. 4743). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour

(*Suite de la discussion du budget*) [17 juillet 1948] (p. 4753). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires de juillet et août 1948 : *Discussion générale* [20 juillet 1948] (p. 4865). — Est entendu au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi abrogeant l'ordonnance Billoux relative aux associations familiales : *contre l'urgence* [28 juillet 1948] (p. 4986). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, en qualité de *Rapporteur pour avis* [6 août 1948] (p. 5433, 5434); Art. 1^{er} : *Amendement tendant à reprendre le texte gouvernemental* (p. 5435); — du projet de loi relatif à l'indemnité d'éviction des sinistrés, en qualité de *Rapporteur pour avis* [6 août 1948] (p. 5437); *Discussion générale* (p. 5438); Art. 3 : *Son amendement tendant à compléter l'article par un alinéa exemptant de droit de mutation la réversibilité de la rente viagère* (p. 5439); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 1^{er} : *Amendement de MM. Triboulet et Frédéric-Dupont tendant à limiter au Gouvernement actuel les pouvoirs de cette loi* [9 août 1948] (p. 5586, 5587); *Son amendement tendant à ne pas diminuer les effectifs de la magistrature* (p. 5594, 5595); *le retire* (ibid.); *Amendements de MM. Doyen et Minjot tendant à ne pas réformer les services de l'Education nationale* (p. 5596); Art. 5 : *Réforme fiscale* [10 août 1948] (p. 5656); *Amendement de M. Auguet établissant un plan de réforme fiscale* (p. 5664); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Amendements de MM. Gresa et René Schmitt tendant à éviter la transformation des sociétés nationales en sociétés d'économie mixte* [17 août 1948] (p. 5823); Art. 5 : *Réforme fiscale* (p. 5825, 5826); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Art. 39 : *Publication de la carte géologique de la France* [20 août 1948] (p. 6068); Art. 96 : *Amendement de M. Burlot tendant à supprimer l'article* (p. 6090) — Est entendu sur une motion d'ordre (*Ordre du jour chargé*) [20 août 1948] (p. 6071). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative aux élections cantonales : *Question préalable posée par M. Barrachin* [24 août 1948] (p. 6154); Art. 3 : *Sa demande de disjonction des articles 3 à 33* [25 août 1948] (p. 6191, 6192); — du projet

de loi relatif à la garantie des titres néerlandais circulant en France, en qualité de *Rapporteur* [26 août 1948] (p. 6329); — du projet de loi portant retrait du privilège d'émission de la Banque d'Indochine : *Motion préjudicielle de M. Guillon* [26 août 1948] (p. 6332); — des interpellations sur la composition et la politique du Gouvernement : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. de Menthon* [7 septembre 1948] (p. 6454, 6455). Est nommé *Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre* (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre, p. 9010).

En cette qualité :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les incidents du 11 novembre 1948 [25 novembre 1948] (p. 7219 et suiv.); *Sa demande de renvoi à la suite* (ibid.). — Prend part à la discussion : des propositions de loi fixant le statut et les droits des Combattants volontaires de la Résistance; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Devemy et demande de renvoi à la Commission* [10 décembre 1948] (p. 7512); Art. 2 : *Amendement de M. Roucaute tendant à supprimer la clause : « pendant trois mois au moins »* [14 décembre 1948] (p. 7569); *Amendement de M. Roucaute tendant à inclure les formations affiliées au C. N. R.* (p. 7571); Art. 4 : *Amendement de M. Mouton tendant à modifier la composition des commissions départementales statuant sur les demandes du titre de Combattant volontaire de la Résistance* (p. 7571); *Amendement de M. Mouton tendant à afficher la liste des postulants au titre de Combattants volontaires de la Résistance* (p. 7572); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 7576); — du projet de loi fixant les maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [31 décembre 1948] (p. 8250, 8254); — du projet de loi portant prorogation des baux à usage commercial, industriel ou artisanal amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : *Interdiction de majoration d'impôt du fait des majorations des loyers* [31 décembre 1948] (p. 8329). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des anciens combattants [22 mars 1949] (p. 1702). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant majoration des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [12 avril 1949]

(p. 2394, 2395); Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Tourné* (p. 2395); Art. 2 : *Suppression de l'indemnité de cherté de vie incluse dans la majoration prévue* (p. 2396); Art. 5 : *Amendement de M. Hamani Diori tendant à étendre la loi aux invalides des territoires d'outre-mer* (p. 2396, 2397, 2398); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2403), [18 mai 1949] (p. 2590, 2593), [19 mai 1949] (p. 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661); Chap. 001 : *Amendement de M. Jean Ducloux tendant à augmenter de 530 francs l'abattement sur la retraite du combattant* (p. 2665, 2666); *Retraite du combattant, pension des combattants en Afrique Noire* (p. 2667); Chap. 002 : *Allocation provisoire d'attente* (p. 2668); *Amendement de Mme Péri tendant à augmenter de 100 francs l'abattement de ce chapitre* (p. 2669); Chap. 003 : *Allocation spéciale aux grands mutilés anciens combattants d'outre-mer* (p. 2671, 2672, 2673); Chap. 100 : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à augmenter de 1.000 fr. l'abattement sur le traitement du personnel (Application du statut des déportés)* (p. 2676, 2677); *Amendement de M. Mouton tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur ce chapitre (Pécule des prisonniers de guerre)* (p. 2678); *Amendement de M. Hamani Diori tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur ce chapitre (Mutilés d'outre-mer)* (p. 2679); *Amendement de M. Touchard tendant à augmenter de 1.000 fr. l'abattement sur ce chapitre (Centre de rééducation pour les mutilés de guerre)* (p. 2679); *Amendement de M. Moktari tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur ce chapitre (Anciens combattants musulmans)* (p. 2681); *Amendement de M. Tourné tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur ce chapitre (Pensions aux invalides révisées par les lois de Vichy)* (p. 2682); Chap. 108 : *Amendement de M. Serre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités aux membres des Commissions chargées de l'examen des candidatures aux emplois réservés* (p. 2683); Chap. 123 : *Amendement de M. Mouchet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le transfert de corps (Retour des corps des morts en Allemagne)* (p. 2684); Chap. 300 : *Amendement de M. Serre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour loyers et indemnités de réquisition* (p. 2684, 2685); Chap. 304 : *Cimetières militaires*

(p. 2685); Chap. 311 : *Soins médicaux gratuits aux pensionnés de guerre* (p. 2687); Chap. 320 : *Transfert des corps* (p. 2687, 2688); *Amendement de M. Serre tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur ce chapitre (Délai pour les demandes de restitution par les familles)* (p. 2687); Chap. 400 : *Allocations familiales aux veuves de guerre* (p. 2688); Chap. 500 : *Amendement de Mme Péri tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur l'Office national des anciens combattants* (p. 2690); Article unique : *Amendement de M. Benchennouf tendant à assimiler les anciens combattants d'outre-mer et les anciens combattants métropolitains* (p. 2690, 2691); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Chap. 001 : *Retraite du combattant* [9 juin 1949] (p. 3211); Article unique : *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 3212, 3213). — Est entendu : pour une modification de l'ordre du jour : *Débats sur le statut de la Cochinchine* [19 mai 1949] (p. 2691); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les anciens combattants et victimes de la guerre et l'abrogation de la législation de Vichy à leur sujet [5 juillet 1949], (p. 4197, 4198, 4199). — Répond à une question de M. Pleven relative au rapatriement des corps des militaires tués en Indochine [8 juillet 1949] (p. 4416). — Donne sa démission de Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre [13 octobre 1949] (p. 5764).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des interpellations sur les événements de Dachau : *Discussion générale* [13 décembre 1949] (p. 6807, 6808); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 (*Motion de M. Lamys refusant le renvoi à la Commission et décidant la discussion immédiate*) [19 décembre 1949] (p. 7006); *Discussion générale (Ses observations sur la fiscalité sans cesse développée, la gestion des sociétés nationales, les avantages en nature des employés de ces sociétés, la parafiscalité des charges sociales* [21 décembre 1949] (p. 7115, 7116, 7117); *Son amendement tendant à modifier l'ordre de la discussion en commençant par l'article 5* [26 décembre 1949] (p. 7243); Art 2 : *Insuffisance des crédits pour les anciens combattants et victimes de guerre* (p. 7248); *Amendement de M. Forcinal tendant à augmenter de 2 milliards les crédits pour les victimes de guerre* (p. 7264); *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de*

1.000 francs les crédits des anciens combattants pour la revalorisation des pensions des invalides (p. 7271); *Son rappel au règlement (Application de l'article 48 du règlement)* (p. 7278); *Son amendement tendant à maintenir, en 1950, les anciens combattants au même chiffre qu'en 1949* (p. 7278); Art. 41 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa du plan de réduction des dépenses publiques* [27 décembre 1949] (p. 7417, 7418); *le retire* (ibid.); Art. 5 : *Son amendement tendant à réduire les crédits d'investissements de 25 milliards, montant de la consolidation de la dette contractée par les sociétés nationales* [28 décembre 1949] (p. 7482, 7483); *le retire* (p. 7483); — du projet de loi portant ouverture de crédits spéciaux d'exercices clos et périmés, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Mont tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les services de presse de la Présidence du Conseil* [22 décembre 1949] (p. 7131); — du projet de loi relatif au contrôle des organismes de la sécurité sociale par la Cour des comptes, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [22 décembre 1949] (p. 7132); Art 1^{er} : *Amendement de M. Viatte tendant à reprendre le texte voté en 1^{re} lecture* (p. 7135); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7138); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950; Art. 16 *ter* : *Assimilation des incorporations de bénéficiaires au capital à des incorporations de réserves* [31 décembre 1949] (p. 7660, 7661). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents (*Interruption des travaux parlementaires*) [2 février 1950] (p. 892). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République; Art. 3 *bis* : *Non rupture du contrat de travail du fait d'une grève* [8 février 1950] (p. 1072, 1073); *Amendement de M. André tendant à disjoindre l'article prévoyant la rupture du contrat de travail du fait d'une grève* (p. 1080, 1081); — des conclusions d'un rapport relatif à la procédure d'élection de 13 membres de l'Assemblée de l'Union française : *Son contre-projet tendant à modifier la répartition des sièges entre les partis* [24 février 1950] (p. 1414, 1416, 1417); *Prise en considération du contre-projet de Mme Peyroles* (p. 1419); *Ses explications de vote sur les conclusions du rapport* (p. 1444, 1445); — du projet

de loi relatif à la repression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art. 1^{er}: *Proposition de suspendre les débats, présentée par M. Robert Prigent* [3 mars 1950] (p. 1810); *Sa motion préjudicielle tendant à rejeter tous les sous-amendements à l'amendement de M. Dominjon* (p. 1854); *la retire* (p. 1880); — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et victimes de guerre: *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Decemy demandant la revalorisation des pensions des victimes de guerre* [24 mars 1950] (p. 2411). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises pour assurer la sécurité aérienne en cas de grève des services de sécurité [31 mars 1950] (p. 2718). — Prend part: à la discussion d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires (*Suite de la discussion du budget de la Santé publique*) [9 juin 1950] (p. 4580); — aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. René Pleven) (*Ses explications de vote sur la motion d'investiture présentée par M. Mitterrand*) [11 juillet 1950] (p. 5382, 5383); — à la discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; Art. 12: *Amendement de M. Hutin Desgrées tendant à permettre aux médaillés militaires, chevaliers de la Légion d'honneur d'opter pour le traitement le plus avantageux* [21 juillet 1950] (p. 5753); Art. 14: *Sa demande de renvoi à la Commission de l'article créant une taxe sur les apéritifs anisés* (p. 5753); *Suite du débat* (p. 5754); — à la discussion du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles: *Discussion générale* [29 juillet 1950] (p. 6208, 6209). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents scandaleux de Bordeaux lors de l'arrivée en France du sultan du Maroc [17 octobre 1950] (p. 6920). — Prend part à la discussion: des interpellations sur les événements d'Indochine: *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Chevallier* [19 octobre 1950] (p. 7019); — du projet de loi relatif à l'incompatibilité des fonctions publiques avec le mandat parlementaire: *Ses explications de vote sur l'article unique (cas de M. Naegelen gouverneur général de l'Algérie)* [20 octobre 1950] (p. 7077). — Est entendu pour une modification de l'ordre du jour (*débat sur le réarmement de l'Allemagne*) [20 octobre 1950] (p. 7088). — Prend part à

la discussion: du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 1^{er}: *Amendement de M. Bouzom tendant à augmenter les allocations aux soldats soutiens de famille* [27 octobre 1950] (p. 7325); Art. 3: *Amendement de M. Villon tendant à faire suivre aux sursitaires le sort de leur classe d'âge* (p. 7329, 7330); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration: *Discussion générale* [4 novembre 1950] (p. 7477); Art. 10: *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir la consultation d'une Commission de membres du comité d'action de la Résistance* [17 novembre 1950] (p. 7887); — des interpellations sur la situation en Indochine: *Discussion générale* [22 novembre 1950] (p. 8027, 8038, 8039). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Auguet sur la révocation des maires et adjoints communistes de Paris [12 décembre 1950] (p. 8949, 8950). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents (*Discussion de la réforme électorale*) [19 décembre 1950] (p. 9292). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale: *Discussion générale* [21 décembre 1950] (p. 9422, 9423, 9424); *Sa motion préjudicielle demandant un scrutin majoritaire à deux tours de scrutin* (p. 9455, 9456); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement: *Discussion générale* [27 décembre 1950] (p. 9690); Art. 5: *Amendement de M. Gresa tendant à supprimer l'article relatif à l'énumération des ressources du fonds de défense nationale* [29 décembre 1950] (p. 9825); Art. 11 *quater*: *Plan d'économie et de réforme* (p. 9830); *Amendement de M. Simonnet tendant à prévoir les décrets pris en Conseil d'Etat pour l'application des mesures envisagées* (p. 9831, 9832); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er}: *Ouverture d'un crédit de 740 milliards compensé par des recettes nouvelles* [5 janvier 1951] (p. 213); — d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951; Art. 36 *bis*: *Pose la question préalable sur l'article répartissant le produit de la taxe locale entre les collectivités locales* [30 décembre 1950] (p. 9892); *le retire* (p. 9894); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse; Art. 1^{er}: *Son amendement tendant à ne pas appliquer le transfert aux journaux qui n'ont pas été condamnés*

[4 janvier 1951] (p. 141, 142, 143, 144) : *le retire* (p. 144). — Dépose une demande d'interpellation sur la perquisition faite chez un avocat pour saisir des pièces confiées sous le sceau du secret professionnel [5 janvier 1951] (p. 188). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 1^{er} : *Amendement de M. L'Huillier tendant à accorder 75 0/0 de la taxe locale aux communes de la Seine et 15 0/0 aux départements* [5 janvier 1951] (p. 225); — du projet de loi portant dévolution des biens de presse : *Rappel au règlement de M. Patinaud (absence de quorum)* [30 janvier 1951] (p. 513); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à restituer aux entreprises les biens autres que ceux servant à la publication d'un journal* (p. 527, 528); — du projet de loi relatif aux prestations familiales : Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à majorer les allocations des travailleurs indépendants* [8 février 1951] (p. 927); Art. 2 : *Son rappel au règlement (irrecevabilité de l'amendement de Mme Rabaté)* (p. 944); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 947); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée nationale : *Contre-projet de M. André tendant à abroger la loi existante* [22 février 1951] (p. 1517); *Contre-projet de M. Delachenal tendant à prévoir le groupement de listes apparentées* [23 février 1951] (p. 1575, 1576); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ne pas attribuer plus de 6 sièges à une circonscription électorale* [15 mars 1951] (p. 1994, 1995); *Rappel au règlement de M. Boulet (modification de l'ordre du jour)* [19 mars 1951] (p. 2150); Art. 6 : *Son rappel au règlement (adoption du 5^e alinéa)* [19 mars 1951] (p. 2157); *Amendement de M. Bonnefous tendant à ne pas appliquer les apparentements nationaux lors des élections de 1951* (p. 2159, 2160); *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Mazuez* (p. 2161, 2162); *Son amendement tendant à prévoir des apparentements nationaux et des apparentements départementaux* [21 mars 1951] (p. 2306); *Sa demande de disjonction du dernier alinéa faisant juges des apparentements les conseils de préfecture* (p. 2327); Art. 1 bis : *Question préalable posée par M. Schaufier contre l'article 1 bis prévoyant la représentation proportionnelle dans la Seine* (p. 2346, 2347); *Amendement de M. Touchard tendant à maintenir la représentation proportionnelle dans les départements élisant plus de*

8 députés (p. 2415, 2416); Art. 16 bis : *Amendement de M. Weill-Reynal relatif au panachage associé au vote préférentiel* (p. 2426, 2427); *Son sous-amendement tendant à mentionner en cas d'absence de vote préférentiel l'ordre résultant de la présentation* (p. 2429); *le retire* (ibid.); Art. 2 : *Amendement de M. Castellani tendant à rétablir la représentation des Français du Maroc, de la Tunisie et de l'Indochine* (p. 2448); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2464); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article 1 bis de la loi du 5 octobre 1946 (élections au régime de la représentation proportionnelle dans la Seine et la Seine-et-Oise)* [26 avril 1951] (p. 4062, 4063, 4064); Art. 17 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article ne prévoyant pas d'élections partielles en Seine et Seine-et-Oise* (p. 4067); Art. 2 bis : *Introduction d'un article nouveau déclarant inéligibles les citoyens ayant subi les condamnations prévues par le décret du 2 février 1882* (p. 4067, 4068); *Ses explications de vote sur l'ensemble (défaut de la loi, son manque d'unité et pas d'élections partielles en Seine et Seine-et-Oise)* [27 avril 1951] (p. 4121, 4122); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3397); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires; Art. 1^{er} : *Son sous-amendement tendant à substituer « propriétaire ou bailleur » à « bailleur »* [28 avril 1951] (p. 4162); *le retire* (ibid.); *Son sous-amendement tendant à prévoir le cas où le propriétaire loge dans un local malsain pour lui* (p. 4162, 4163); Art. 2 : *Son amendement relatif au cas du propriétaire lui-même expulsé* (p. 4164); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée nationale; Art. 6 : *Amendement de M. Devinat tendant à annuler les suffrages allant au candidat s'étant présenté dans plusieurs circonscriptions* [28 avril 1951] (p. 4197); Art. 1 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant la représentation proportionnelle dans la Seine et Seine-et-Oise* (p. 4205); Article additionnel : *Son sous-amendement relatif aux sanctions infligées aux électeurs défaillants* (p. 4209); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : (*Recevabilité de la motion de M. Cot*) [2 mai 1951] (p. 4484); *Fixation de la date de discussion du vote sur la question de confiance au lundi*

suivant (p. 4484); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée nationale, en qualité de *Rapporteur* [8 mai 1951] (p. 4859, 4860); *Motion préjudicielle de M. Billoux tendant à surseoir à la discussion tant que n'auront pas été votés 20 textes importants* (p. 4863); Article unique: *Fixation des élections au 17 juin (nécessité de la réforme électorale dans les territoires d'outre-mer)* [10 mai 1951] (p. 4960); *Contre-projet de M. Lamine-Guèye tendant à prévoir le vote de la réforme électorale dans les territoires d'outre-mer* (p. 4965, 4966); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article unique (réforme électorale dans les territoires d'outre-mer)* [11 mai 1951] (p. 5074, 5075, 5076); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles; Art. 5: *Fabrication d'apéritifs à base d'alcool* [16 mai 1951] (p. 5451); — du projet de loi relatif aux crédits militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951: *Amendement de M. Tourné tendant à payer aux anciens prisonniers de guerre le reliquat de solde dû pour les années de captivité* [18 mai 1951] (p. 5457); — du projet de loi de finances pour 1951: *Discussion générale* [18 mai 1951] (p. 5501); *Sa demande de renvoi du débat* (p. 5503, 5504); *la retire* (ibid.); — du second projet de loi de finances pour l'exercice 1951; Article additionnel: *Sous-amendement de M. Cristofol tendant à ce que l'indemnité compensatrice soit égale à l'augmentation des loyers* [22 mai 1951] (p. 5765); *Ses explications de vote sur l'ensemble (nécessité d'une loi de finances)* (p. 5766). — S'excuse de son absence [22 décembre 1946] (p. 266), [13 janvier 1948] (p. 129); [31 juillet 1950] (p. 6293) — Obtient des congés [13 janvier 1948] (p. 129); [31 juillet 1950] (p. 6293).

BEUGNIEZ (M. Louis), Député du Pas-de-Calais (2^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre: de la Commission du Règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la production industrielle [30 novembre 1948] (p. 7302),

[18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu président de la Commission du travail et de la sécurité sociale [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 965); [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 783), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 718), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 883). — Est désigné: par la Commission du travail et de la sécurité sociale en vue de représenter cette commission au sein de la Commission supérieure des comités d'entreprise [25 janvier 1947] (p. 1025); par la Commission de la production industrielle pour faire partie de la sous-commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte [24 février 1951] (**F. n° 680**).

Dépôts :

Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi du 24 octobre 1946 portant réorganisation des contentieux de la sécurité sociale et de la mutualité sociale agricole, **n° 564**. — Le 20 mai 1947, une proposition de loi tendant: 1^o à accorder à l'ex-personnel enseignant des mines, intégré dans l'enseignement public, la transposition de leur classement de base assuré par leurs conventions collectives; 2^o à obtenir la valorisation de leurs services miniers par la Caisse de retraite des fonctionnaires et de valoriser à la Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs les dernières années du personnel inintégré, **n° 1370**. — Le 4 mars 1948, une proposition de loi tendant à fixer le lieu de perception de la taxe locale sur les ventes de charbon, **n° 3653**. — Le 20 avril 1948, une proposition de loi tendant à répartir le produit des taxes locale et départementale sur les ventes de combustibles entre les communes et les départements miniers, **n° 3956**. — Le 18 novembre 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 154 (modifié par la loi n° 48-1542 du 1^{er} octobre 1948) du décret du 27 novembre 1946 portant organisation de la Sécurité sociale dans les mines, **n° 5618**. — Le 28 juin 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de MM. Sion et Deixonne tendant à modifier l'article 156 *a* du Livre II du Code du travail, **n° 7673**. — Le 2 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur: I. — Le projet de loi

reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour le deuxième trimestre de l'année 1949 et substituant pour l'échéance du 1^{er} octobre 1949, au service de l'allocation temporaire, le service de l'allocation de vieillesse instituée par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948; II. — Les propositions de loi: 1° de M. Croizat et plusieurs de ses collègues tendant à majorer de nouveau et à compter du 1^{er} avril 1949 de 10.000 francs par an le taux de l'allocation aux vieux travailleurs anciens salariés; 2° de Mlle Prévert et plusieurs de ses collègues tendant à proroger les dispositions de la loi du 13 septembre 1946 et à majorer les taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés; 3° de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à majorer l'allocation aux vieux travailleurs salariés, n° 7742. — Le 11 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale reconduisant l'allocation temporaire aux vieux pour les deuxième et troisième trimestres de l'année 1949, substituant, pour l'échéance du 1^{er} janvier 1950, au service de l'allocation temporaire, le service de l'allocation de vieillesse instituée par la loi n° 48 101 du 17 janvier 1948 et majorant le taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, n° 7856. — Le 2 décembre 1949, une proposition de loi tendant à régler au 1^{er} janvier 1950 la situation des bénéficiaires de l'allocation temporaire aux économiquement faibles, n° 8585. — Le 10 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à régler de toute urgence la situation du régime des prestations familiales dans les mines, n° 8958. — Le 17 janvier 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 23 du Code général des impôts directs, n° 8991. — Le 25 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à régler de toute urgence la situation du régime des prestations familiales dans les mines, n° 9050. — Le 7 février 1950, une proposition de loi tendant à assurer le droit intégral aux allocations prénatales, prévu par le chapitre IV de la loi du 22 août 1946, n° 9188. — Le 28 février 1950, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des

professions non agricoles, n° 9370. — Le 29 mars 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur: 1° le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi tendant à assurer la mise en œuvre du régime de l'allocation de vieillesse des personnes non salariées et la substitution de ce régime à celui de l'allocation temporaire (art. 47 et 48 relatifs à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux); 2° la proposition de loi de M. Moussu et plusieurs de ses collègues tendant à reconduire l'allocation de vieillesse dans les professions agricoles pour le premier trimestre 1950, n° 9663. — Le 31 mars 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, n° 9700. — Le 19 juin 1950, une proposition de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, n° 10346. — Le 22 juin 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Beugniz portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, n° 10401. — Le 22 novembre 1950, une proposition de loi instituant temporairement une majoration des prestations familiales, n° 11367. — Le 9 mars 1951, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, n° 12435. — Le 19 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 12435) de M. Beugniz tendant à modifier les dispositions de la loi n° 46-2426 du 30 octobre 1946 sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, n° 12898.

Interventions :

Son rapport au nom du 3^e bureau sur les opérations électorales du département de l'Eure [28 novembre 1946] (p. 14). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour en qualité de *Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale (Conventions collectives)* [20 décembre 1946] (p. 197). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux conven-

tions collectives en qualité de *Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale*; Art. 1^{er} [23 décembre 1946] (p. 294); Art. 13 : *Application de la loi aux départements français d'outre-mer* (p. 299); — de la proposition de loi de M. Godin, tendant à repousser la mise en application de la prise en charge par les caisses de sécurité sociale des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles; en qualité de *Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale : Passage à la discussion des articles* [23 décembre 1946] (p. 336). — Est entendu au cours du débat : sur le Conseil supérieur des prud'hommes (*Maintien de la compétence de la Commission du travail*) en qualité de *Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale* [7 février 1947] (p. 240); — sur le projet de loi concernant l'indemnité mensuelle temporaire exceptionnelle et le supplément temporaire pour charges de famille; Art. 3 : *Supplément temporaire pour charges de famille* [28 mars 1947] (p. 1277). — Son rapport, au nom du 3^e bureau, sur les opérations électorales du département de la Drôme [16 mai 1947] (p. 1662). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'indemnisation des agents et courtiers d'assurances; Art. 1^{er} : *Chiffre de l'indemnité annuelle* [10 juin 1947] (p. 2004); Art. 14 : *Amendements de MM. Pierre André et Segelle relatifs à l'indemnisation des compagnies d'assurances* (p. 2007); — de la proposition de loi relative à l'exercice du droit de grève (*Urgence de la discussion*) en qualité de *Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale* [18 juin 1947] (p. 2179); — du projet de loi relatif à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; en qualité de *Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale* [23 juin 1947] (p. 2397). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Proposition de loi sur l'élection des délégués du personnel dans les comités d'entreprises*) [23 juin 1947] (p. 2399, 2400). — Intervient dans la discussion : de la proposition de loi de M. Meck relative à la représentation proportionnelle dans l'élection des délégués du personnel dans les entreprises; en qualité de *Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale : Motion préjudicielle de M. Musmeaux tendant au renvoi devant le Conseil économique* [26 juin 1947] (p. 2486); *Date de la suite de la discussion* (p. 2495); *Protestation des commissaires communistes contre la*

date de discussion (p. 2495); *Demande de poursuite de la discussion* (p. 2496); — de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [3 juillet 1947] (p. 2677); — de la proposition de loi de M. Le Sciellour, amendée par le Conseil de la République, tendant à instituer la représentation proportionnelle dans l'élection des membres des comités d'entreprise [3 juillet 1947] (p. 2680). — Est entendu sur une motion d'ordre : *Amendements à la proposition de loi de M. Moch* [26 juin 1947] (p. 2488). — Pose à M. le Ministre des Finances une question concernant les avances aux caisses de congés payés du bâtiment [11 juillet 1947] (p. 2995). — Participe à la discussion du projet de loi tendant à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le 3^e trimestre de l'année 1947; en qualité de *Président de la Commission du travail* [19 août 1947] (p. 4396, 4397). — En qualité de *Président de la Commission du travail et de la sécurité sociale*, prend part à la discussion : du projet de loi relatif au calcul des prestations familiales [6 février 1948] (p. 462); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République [19 février 1948] (p. 934). — Est entendu sur : le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du projet de loi sur les prestations familiales en 2^e lecture*) [19 février 1948] (p. 919); — le retrait de l'ordre du jour du projet de loi constituant des caisses de compensation pour la main-d'œuvre étrangère [17 mars 1948] (p. 1852); — le projet de loi relatif à la journée du 1^{er} mai; en qualité de *Rapporteur* [27 avril 1948] (p. 2289, 2290). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Lecœur sur la catastrophe de Courrières [4 mai 1948] (p. 2499). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux indemnités compensatrices aux chômeurs de Cerbère et d'Hendaye; en qualité de *Rapporteur* [14 mai 1948] (p. 2662); — du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à nationaliser ces écoles si les familles des élèves le désirent* [14 mai 1948] (p. 2668); *le retire* (p. 2669); *Son amendement tendant à insérer un article nouveau relatif à l'intégration des instituteurs dans l'enseignement public* (p. 2669, 2670); *Son amendement tendant à insérer un article relatif au régime des retraites des instituteurs de ces écoles* (p. 2671); Art. 2 : *Amendement de M. Deixonne tendant à ne plus faire supporter*

aux houillères l'entretien des écoles (p. 2674); — de propositions de loi relatives aux spécialités pharmaceutiques : *Demande de renvoi à la Commission présentée par le Gouvernement* [20 mai 1948] (p. 2768, 2769); — d'une proposition de loi tendant à assurer le secret et la liberté de vote aux élections prud'homales; Article unique : *Nouvelle rédaction de la Commission* [25 mai 1948] (p. 2893); — de la proposition de loi accordant un congé supplémentaire aux mères de famille exerçant une activité salariée : *Discussion générale* [3 juin 1948] (p. 3155). — Est entendu sur une attribution de compétence à la Commission de la justice [17 juin 1948] (p. 3617). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux loyers, titre II, allocation logement; Art. 64 : *Création de l'allocation logement et énumération de ses bénéficiaires* [18 juin 1948] (p. 3715); *Son amendement tendant à accorder l'allocation aux familles ayant deux personnes à charge* (p. 3716); *Son amendement tendant à accorder l'allocation aux familles recevant l'allocation de salaire unique* (p. 3717); *le retire* (p. 3718); *Son amendement tendant à accorder l'allocation aux personnes n'ayant pas de ressources supérieures à un plafond fixé* (p. 3719); *Son amendement tendant à accorder l'allocation aux personnes consacrant un certain pourcentage de leurs ressources à se loger* (p. 3719, 3721); *Son amendement tendant à accorder l'allocation seulement aux logements salubres* (p. 3722); Art. 16 c : *Amendement de M. Duquesne tendant à tenir compte du nombre de personnes à charge pour l'allocation logement* [23 juin 1948] (p. 3829); Art. 61 : *Amendement de M. Duquesne relatif à la date de mise en application de l'allocation logement* (p. 3837, 3839); Art. 65 : *Amendement de M. Minjot tendant à supprimer les deux derniers alinéas* (p. 3841); Art. 69 : *Amendement de M. Minjot tendant à supprimer la prime de salaire unique et à créer un fonds commun pour les allocations logement* [24 juin 1948] (p. 3897); — du projet de loi portant création d'une caisse de compensation des charges résultant de l'emploi des travailleurs frontaliers; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Christiaens distinguant les frontaliers et saisonniers* [30 juin 1948] (p. 4174); Art. 2 : *Amendement de M. Vendroux tendant à exclure le Pas-de-Calais du ressort de la caisse* (p. 4176); Art. 3 : *Amendement de M. Ramette tendant à inclure l'industrie des cuirs et peaux et celles de l'alimentation* (p. 4176); Art. 6 : *Son amende-*

ment relatif au versement des cotisations et aux contestations possibles (p. 4177); *Amendement de M. Meck tendant à étendre par décret cette loi à d'autres régions frontalières que le Nord* (p. 4178); — de la proposition de loi modifiant le régime des assurances vieillesse; Art. 1^{er} : *Son amendement relatif aux vieux travailleurs en chômage avant 65 ans* [16 juillet 1948] (p. 4678); Art. 3 : *Amendement de M. Valentino tendant à appliquer la loi dans les nouveaux départements d'outre-mer* (p. 4681, 4682); *Amendements de MM. Delachenal, Mazier et Mme Darras tendant à ne pas réduire l'allocation de la femme dont le mari la touche déjà et à favoriser les femmes ayant élevé 5 enfants* (p. 4689); *Amendement de M. Girard tendant à augmenter les allocations vieillesse dans les départements d'outre-mer* (p. 4692). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur le régime de l'assurance vieillesse*) [4 août 1948] (p. 5336). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 4 : *Amendement de M. Besset tendant à porter à 4.000 fr. par mois cette allocation* [23 août 1948] (p. 6117); Art. 5 : *Demande de disjonction de l'article présentée par le Gouvernement* (p. 6118); Art. 6 : *Son amendement tendant à augmenter l'allocation à domicile aux vieillards infirmes* (p. 6118); Article additionnel : *Son amendement relatif aux vieillards seuls, de plus de 70 ans, ayant recours à l'assistance d'un tiers, les dispensant de cotisations comme employeurs* (p. 6119); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [26 septembre 1948] (p. 6937). — Est entendu sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder des allocations familiales aux travailleurs en grève; en qualité de *Président de la Commission du travail* [24 novembre 1948] (p. 7200). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi modifiant l'organisation de la sécurité sociale dans les mines; *Discussion générale* [25 novembre 1948] (p. 7247); — du projet de loi portant intégration des militaires dans la sécurité sociale; Art. 3 : *Amendement de M. Mazier tendant à inclure les mutilés et veuves de guerre ne pouvant exercer de profession* [17 décembre 1948] (p. 7703); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 1^{er} : *Élévation à 1.600 francs de l'allocation temporaire*

aux vieux [31 décembre 1948] (p. 8202, 8205). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débats sur l'allocation aux vieux travailleurs*) [27 janvier 1949] (p. 195). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à relever le taux de l'allocation aux vieux travailleurs; Art. 1^{er}: *Amendement de M. Duprat tendant à fixer le taux unique de l'allocation à 57.000 francs* [4 février 1949] (p. 351, 352); Art. 5 : *Fixation du plafond des salaires déterminant le montant des cotisations* (p. 353); Article additionnel : *Amendement de M. Siefridt relatif à l'assurance-décès* (p. 354); *Amendement de M. Girard relatif au taux de l'allocation dans les départements d'outre-mer* (p. 355, 356); *Amendement de M. Girard tendant à majorer de 55 0/0 les allocations dans les départements d'outre-mer* (p. 356, 357); — du projet de loi modifiant le Code du travail (*Rappel au règlement de M. Patinaud*) [18 février 1949] (p. 678, 679); *Motion préjudicielle de M. Besset tendant au renvoi au Conseil économique* (p. 682); Art. 3 : *Amendement de M. Rosenblatt relatif aux conditions exigées des candidats délégués mineurs* (p. 713); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Boutarant tendant à ne prévoir qu'un tour de scrutin* (p. 715); *Amendement de M. Musmeaux tendant à prévoir l'avis des syndicats* (ibid.); *Amendement de M. Musmeaux tendant à supprimer le troisième alinéa* (ibid.); *Son amendement tendant à appliquer le scrutin majoritaire dans les petites exploitations* (p. 716); Art. 5 : *Amendement de M. Fayet tendant à porter à dix jours le délai accordé aux syndicats pour faire parvenir les listes de candidats* (p. 717, 718); *Amendement de M. Meck tendant à accorder un délai pour rectifier les listes de candidats* (p. 718); *Amendement de M. Patinaud tendant à faire assister l'ingénieur des mines par des représentants des syndicats* (p. 718); Art. 9 : *Amendement de M. Meck tendant à substituer le plus grand reste à la plus forte moyenne* (p. 720); Art. 11 : *Amendement de M. Sion relatif aux fonctions des délégués de surface* (p. 722); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [4 mars 1949] (p. 1257, 1258); Art. 2 : *Amendement de M. Deixonne tendant à reprendre le chiffre de dix ans* (p. 1261). — Pose une question à M. le Secrétaire d'Etat au Commerce relative au statut des charretiers des mines, transportant au domicile des mineurs, le charbon alloué gratuitement par les houillères [18 février 1949]

(p. 696). — Est entendu pour une modification de l'ordre du jour (*Allocation de vieillesse*) [9 mars 1949] (p. 1455). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Duprat tendant à porter l'allocation à 2.500 francs par mois* [10 mars 1949] (p. 1493); Art. 2 : *Financement de l'allocation par avances du Trésor* (p. 1493); Art. 5 : *Assistance aux infirmes et incurables* (p. 1194); *Ses observations sur l'ensemble* (ibid.); — d'une proposition de loi relative aux rentes et allocations des mutilés du travail; Art. 15 : *Amendement de M. Bas tendant à prévoir des avances du Trésor au fonds agricole de majoration des rentes* [20 mai 1949] (p. 2734); Art. 18 : *Amendement de M. Sion tendant à augmenter les délais accordés pour formuler les demandes de majoration* (p. 2736); — du projet de loi relatif aux accidents du travail dans les départements d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur suppléant* [20 mai 1949] (p. 2736); Art. 5 : *Son amendement tendant à simplifier le paiement des allocations aux accidentés du travail* (p. 2737); Art. 8 : *Amendement de M. Mabrut tendant à prévoir un décret fixant la date et les modalités d'application de la loi* (p. 2737, 2738); — d'une proposition de loi tendant à créer la carte sociale des économiquement faibles : *Discussion générale* [31 mai 1949] (p. 2932, 2933); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux (*Ajournement du débat*) [2 juillet 1949] (p. 4115); en qualité de *Rapporteur* [4 juillet 1949] (p. 4167, 4168); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Ramette tendant à éviter le cumul avec l'allocation versée en vertu de la loi du 17 janvier 1948* [5 juillet 1949] (p. 4179); Art. 4 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à ne pas supprimer l'allocation à ceux qui ne bénéficieraient pas de la loi du 17 janvier 1948* (p. 4180, 4181); Art. 6 : *Demande de disjonction présentée par le Gouvernement* (p. 4183); *Amendement de M. Viatte tendant à préciser les personnes rattachées à cette organisation* (p. 4183); Art. 7 : *Amendement de M. Patinaud tendant à augmenter de 1.000 fr. la retraite des vieux* (p. 4184); *Amendement de M. Musmeaux tendant à porter à 120.000 francs par an la retraite des vieux* (ibid.); *Division de la loi en deux à la demande du Gouvernement* (p. 4185); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [12 juillet 1949] (p. 4671, 4672);

Art. 6 bis : *Dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi concernant les vieux non rattachés à une caisse de sécurité sociale avant le 1^{er} novembre 1949* (p. 4672); — des interpellations sur le fonctionnement de la sécurité sociale : *Discussion générale* [12 juillet 1949] (p. 4683, 4684). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Date de la discussion du projet relatif aux conventions collectives*) [9 décembre 1949] (p. 6736). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles; Art. 1^{er} : *Demande de renvoi à la Commission de l'ensemble de la proposition présentée par le Gouvernement* [14 décembre 1949] (p. 6866, 6867); *Amendement de M. Mondon tendant à porter l'allocation temporaire à 2.500 francs par mois* (p. 6868, 6869); *Amendement de M. Duprat tendant à porter à 3.000 francs par mois l'allocation temporaire à dater seulement du 1^{er} janvier 1950* (p. 6870, 6871); Art. 2 : *Son amendement tendant à n'exclure aucun vieillard allocataire temporaire, du nouveau texte* (p. 6871); *Son amendement relatif à l'examen des nouvelles demandes d'allocation temporaire* (p. 6871, 6872); Art. 6 : *Son amendement tendant à prévoir une avance de 10 milliards par le Trésor aux caisses professionnelles* (p. 6872); Art. 7 : *Amendement de M. Bouxom tendant à insérer un article nouveau relatif aux infirmes ayant besoin d'une tierce personne* (p. 6873); *Amendement de Mlle Archimède tendant à insérer un article nouveau accordant une allocation de 4.000 francs par mois aux vieux travailleurs non salariés des départements d'outre-mer* (p. 6874); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 2 bis : *Modification de forme* [29 décembre 1949] (p. 7510); Art. 6 : *Inclusion des percepteurs dans les services du Trésor* (p. 7511); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail (*Sa demande de renvoi à la Commission pour examen des amendements*) [15 décembre 1949] (p. 6934), [16 décembre 1949] (p. 6952, 6953, 6963); Art. 1^{er} : (Art. 31 A du Code du travail) *Amendement de M. Hugues tendant à prévoir un règlement d'administration publique pour fixer les modalités d'application de la loi* [23 décembre 1949] (p. 7199); (Art. 31 F) *Son amendement tendant à prévoir la discussion des avenants par les représentants des organismes syndicaux les plus représentatifs* [31 décembre 1949] (p. 7645); (Art. 31 G du Code du travail) *Amendement de*

M. Gazier tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives les modalités d'application du principe « à travail égal, salaire égal » [3 janvier 1950] (p. 32); (Art. 31 H) *Nouvelle rédaction de l'article* (p. 42); (Art. 31 J) *Amendement de M. Capitant tendant à consulter employeurs et salariés par referendum au sujet de l'extension d'une convention collective* (p. 63); (Art. 31 X) *Sa demande de renvoi du débat* [4 janvier 1950] (p. 92); *Amendement de M. Devinat tendant à introduire davantage de représentants du Gouvernement dans la Commission supérieure des conventions collectives* (p. 104); *Amendement de M. Gosset relatif à la représentation des entreprises publiques, des petites entreprises et des artisans* (p. 106); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 109); Art. 2 : *Sa demande de renvoi à la Commission* (ibid.); Art. 4 : *Amendement de M. Devinat tendant à rendre la conciliation obligatoire en cas de conflits du travail* (p. 114); *Amendement de M. Delachenal tendant à ce qu'une grève ne rompe pas le contrat de travail si la grève provient de la faute de l'employeur* (p. 115); Art. 7 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à reprendre le texte gouvernemental concernant l'arbitrage* (p. 123). — Est entendu : pour une modification de l'ordre du jour (*Sa proposition de proroger le délai d'urgence pour la discussion du projet relatif aux conventions collectives*) [16 décembre 1949] (p. 6978); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur l'allocation temporaire aux vieux*) [28 décembre 1949] (p. 7497); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du projet de loi relatif aux conventions collectives*) [31 décembre 1949] (p. 7640); *Débat sur les conventions collectives* (p. 7670); *Suite du débat sur les conventions collectives* [3 janvier 1950] (p. 45), [4 janvier 1950] (p. 123, 124). — En qualité de *Président de la Commission du travail*, prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, en qualité de *Rapporteur* [20 janvier 1950] (p. 422, 423); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Boutavant tendant à porter à 55.000 francs par an l'allocation aux vieux travailleurs salariés* (p. 429); *Amendement de M. Boutavant tendant à porter à 48.000 francs par an l'allocation aux vieux travailleurs salariés* (p. 431); *Amendement de Mlle Archimède tendant à porter l'allocation aux vieux travailleurs dans les départements d'outre-mer au taux en vigueur dans les départements métropolitains* (p. 432); *Amendement de*

M. Denais tendant à porter à 120 et 180.000 fr., montant de l'exonération à la base pour le calcul de l'impôt sur le revenu, le plafond du revenu en dessous duquel est accordée l'allocation (p. 433); Article additionnel : Amendement de *Mlle Archimède* tendant à majorer les allocations aux vieux travailleurs d'outre-mer dans la même proportion que dans la métropole (p. 434); Art. 5 : Amendement de *M. Duquesne* tendant à assimiler aux périodes de salariat la durée des services militaires, de résistance, de déportation, etc... (p. 436); Art. 7 : Amendement de *M. Moussu* tendant à prévoir un dénombrement des bénéficiaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés (p. 437). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur la prime de 5.000 francs aux salariés*) [20 janvier 1950] (p. 439). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative au régime des prestations familiales dans les mines, en qualité de *Rapporteur* [25 janvier 1950] (p. 489, 490, 491); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés : *Contre-projet de M. Patinaud* tendant à attribuer la prime à tous les salariés quel que soit leur traitement [26 janvier 1950] (p. 545); *Contre-projet de M. Pierre André* tendant à prévoir l'établissement de conventions collectives particulières avant le vote de la loi sur les conventions collectives (p. 546); Amendement de *M. Theetten* tendant à ne pas verser la prime dans les entreprises publiques déficitaires (p. 548); Amendement de *M. Fayet* tendant à étendre la prime aux salariés d'Algérie (p. 550); Amendement de *M. Moussu* tendant à tenir compte du cas spécial des ouvriers agricoles logés et nourris (p. 552); Amendement de *M. Theetten* tendant à prévoir des aménagements fiscaux pour les entreprises gênées par le paiement de la prime (p. 552). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du projet de loi relatif aux conventions collectives en 2^e lecture*) [31 janvier 1950] (p. 836). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux secours aux victimes de la catastrophe de Saint-Eloi-les-Mines : *Son amendement* tendant à étendre aux diverses houillères la caisse de solidarité pour accidents mortels de Douai [2 février 1950] (p. 884); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : (Art. 31 du Code du travail) Amendement de *M. de Sesmaisons* relatif

à l'application des conventions aux professions agricoles [2 février 1950] (p. 922, 924); (Art. 31 F) *Demande de vote par division de l'article, présentée par M. Joubert* [3 février 1950] (p. 957); *Demande de renvoi de la discussion présentée par le Gouvernement* (p. 1005); (Art. 31 X) Amendement de *M. André* tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant le *Ministre des Finances* ou son représentant parmi les membres de la Commission supérieure des conventions collectives [8 février 1950] (p. 1068); Amendement de *M. Gazier* tendant à reprendre le texte du Conseil de la République accordant voix consultative aux trois représentants de l'Union des associations familiales (p. 1068); — du projet de loi relatif à l'élection des organismes de la sécurité sociale et des allocations familiales; Art. 4 : Amendement de *Mme Claeys* tendant à supprimer la représentation des unions départementales d'associations familiales auprès des caisses d'allocations familiales [17 février 1950] (p. 1196, 1197, 1198); Art. 5 : Amendement de *M. André* tendant à maintenir le panachage et l'ordre préférentiel dans les élections (p. 1199); Art. 7 : *Son amendement de forme* (p. 1200); Art. 10 : Amendement de *M. André* tendant à prévoir un nombre de candidats égal à une fois 1/2 le nombre d'administrateurs à élire (p. 1205). — Est entendu pour un rappel au règlement (*Suite de l'ordre du jour*) [3 mars 1950] (p. 1668). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées, en qualité de *Rapporteur* [30 mars 1950] (p. 2641, 2642); *Demande de renvoi à la Commission, présentée par le Gouvernement* (p. 2642, 2643); *Discussion générale* (p. 2643, 2644, 2645); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 mars 1950] (p. 2754). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Prorogation de l'allocation aux vieux travailleurs en seconde lecture*) [31 mars 1950] (p. 2740). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4060 : *Subventions aux sociétés mutualistes* [6 juin 1950] (p. 4362). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Reconduction de l'allocation temporaire aux vieux*) [22 juin 1950] (p. 5161). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la reconduction de l'allocation temporaire aux

vieux, en qualité de *Rapporteur* [23 juin 1950] (p. 5194, 5195); Art. 2 : *Amendement de M. Duprat tendant à porter à 2.500 francs l'allocation temporaire et à réaliser la parité avec les vieux travailleurs salariés* (p. 5195, 5196); Article additionnel : *Amendement de M. Rochet tendant à insérer un article relatif aux personnes non salariées des professions agricoles* (p. 5197, 5198); Art. 4 : *Amendement de M. Paumier tendant à prévoir des avances illimitées du ministère des finances* (p. 5198); — d'une proposition de loi renforçant le contrôle de l'Etat sur les organismes de la sécurité sociale, amendée par le Conseil de la République; Art. 3 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la responsabilité des agents comptables des caisses* [4 août 1950] (p. 6733). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Régime de l'allocation vieillesse aux non salariés*) [21 novembre 1950] (p. 7949); — sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur le rajustement du salaire dans les mines [21 novembre 1950] (p. 7955). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées : *Demande de renvoi à la Commission, présentée par le Gouvernement* [28 novembre 1950] (p. 8258); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Mouchet tendant à permettre le cumul des avantages prévus* [6 décembre 1950] (p. 8687); *Son amendement tendant à retenir l'activité officielle antérieure lorsque la dernière activité ne permet pas l'allocation* (p. 8687); *Amendement de M. Vés tendant à mettre l'allocation à la charge de la caisse dont relevait l'activité principale de l'intéressé* (p. 8688); Art. 3 : *Amendement de M. Paumier relatif à l'allocation des mères de 5 enfants au plus* (p. 8689, 8690); Art. 11 : *Sa demande de renvoi au débat* (p. 8699); Art. 12 : *Amendement de M. Rochet tendant à substituer 2 millions à un million pour le minimum de succession en dessous duquel le remboursement de l'allocation vieillesse est dû par les héritiers* (p. 8708, 8709); Art. 9 : *Amendement de M. Rochet tendant à prévoir des cas où le plafond du revenu cadastral au-dessus duquel l'allocation n'est plus due est élevé à 750 francs* (p. 8710, 8711); Art. 13 : *Sa demande de réserver les articles 45 et 47* (p. 8721); *Suite du débat* (p. 8721, 8722); Art. 34 : *Retrait de l'allocation temporaire à certains vieux* (p. 8724); Art. 17 : *Amendement de M. Tanguy-Prigent tendant à prévoir une cotisation additionnelle à la surtaxe progressive*

[13 décembre 1950] (p. 9034); *Sous-amendement de M. Garcia tendant à ne percevoir cette cotisation que sur les revenus inférieurs à 500.000 fr.* (p. 9032); Art. 36 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à ne pas fixer l'allocation à moins de la moitié de la retraite des vieux travailleurs* (p. 9034); Art. 37 : *Amendement de M. Theetten tendant à appliquer la loi aux titulaires d'une carte d'économiquement faible* (p. 9035); Art. 45 : *Sa proposition de disjoindre les articles 45 et 46 relatifs à l'allocation temporaire* (p. 9037, 9038); *Reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour un trimestre* (p. 9038); — du projet de loi relatif aux crédits des services civils pour l'exercice 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 1270 : *Prime de rendement aux fonctionnaires des mines et des ponts et chaussées* [5 décembre 1950] (p. 8641). — Dépose une demande d'interpellation sur le financement des caisses d'allocations familiales du régime minier [8 décembre 1950] (p. 8831); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [19 décembre 1950] (p. 9280, 9281, 9283). — Prend part à la discussion : du projet de loi ratifiant une convention d'assistance sociale et médicale entre les cosignataires du traité de Bruxelles, en qualité de *Rapporteur* [15 décembre 1950] (p. 9188); — du projet de loi ratifiant une convention sur l'application des législations de sécurité sociale, en qualité de *Rapporteur* [15 décembre 1950] (p. 9188); — du projet de loi ratifiant la convention entre la France et l'O. E. C. E. (*Organisation européenne de coopération économique*), en qualité de *Rapporteur* [15 décembre 1950] (p. 9188, 9189); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales; Art. 6 : *Amendement de M. Coudray tendant à faire bénéficier de la prime les travailleurs indépendants* [16 décembre 1950] (p. 9234); *Amendement de M. Gabelle tendant à majorer de 20 0/0 les allocations familiales en décembre 1950 et janvier 1951* (p. 9239); Article additionnel : *Amendement de M. Valentino tendant à appliquer la majoration des allocations familiales dans les départements d'outre-mer* (p. 9244); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 9245). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion du projet portant majoration de l'allocation aux vieux travailleurs salariés*) [2 janvier 1951] (p. 29). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations familiales ; *Discussion générale*

[8 février 1951] (p. 898, 905, 906); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Delachenal tendant à accorder à toutes les catégories 20 0/0 d'augmentation des allocations familiales en février et en mars* (p. 917); *Son amendement tendant à majorer de 20 0/0 les allocations familiales des travailleurs de toutes les catégories en février et mars 1951* (p. 926, 927); *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à majorer les allocations familiales des ouvriers de l'Etat de 20 0/0* (p. 929, 930); *Son amendement tendant à étendre la majoration aux allocataires des prestations familiales non visés par la loi du 30 décembre 1950* (p. 930); *Sous-amendement de M. Deixonne tendant à accorder les autres dispositions transitoires aux allocataires de régimes spéciaux* (p. 930, 931); Art. 2 : *Amendement de M. Deixonne tendant à faire examiner par la commission prévue les indemnités de résidence* (p. 941); *Sous-amendement de M. Viatte tendant à faire présider la commission prévue par le président de la Commission du travail* (p. 941); *Sous-amendement de M. Musmeaux tendant à faire déposer par le Gouvernement un projet avant le 15 mars 1951* (p. 942); *Rappel au règlement de M. Bétolaud (irrecevabilité de l'amendement de Mme Rabaté)* (p. 944); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Exclusion des exploitants agricoles* [2 mars 1951] (p. 1753); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Discussion générale* [9 février 1951] (p. 991); *Sa demande de renvoi de la discussion* (p. 992); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bissol tendant à porter l'allocation aux vieux travailleurs salariés dans les départements d'outre-mer au niveau de l'allocation dans la métropole* (p. 999); *Amendement de M. Duquesne tendant à tenir compte des années de guerre en territoire occupé comme années de travail rééq* (p. 1000); *Amendement de M. Palewski tendant à accorder une majoration aux vieux ayant besoin d'une tierce personne rétribuée* (p. 1001); *Amendement de M. Mokrari tendant à préserver les droits des travailleurs nord-africains se retirant dans leur territoire d'origine* (p. 1001, 1002); Article additionnel : *Son amendement tendant à donner satisfaction aux vieux travailleurs salariés d'abord et travailleurs indépendants par la suite* (p. 1004); Art. 16 : *Demande de disjonction de l'article relatif aux titulaires de pensions, retraites et secours versés par un régime vieillesse de sécurité sociale* (p. 1010); Article additionnel : *Son amendement relatif aux vieux travailleurs salariés*

des communes sinistrées (p. 1011); *Le retire* (ibid.); *Amendement de M. Rochet tendant à étendre l'allocation temporaire aux vieux travailleurs agricoles* (p. 1012); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [21 mars 1951] (p. 2398). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Débat sur la suppression des zones de salaire*) [20 mars 1951] (p. 2221). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : *Discussion générale* [21 mars 1951] (p. 2284); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Castera tendant à relever à 40.000 francs l'allocation temporaire* (p. 2285); *Amendement de Mme Péri tendant à rétablir l'allocation temporaire aux veuves de guerre* (p. 2285); Art. 3 : *Non prise en considération de la situation des descendants* (p. 2287). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion des majorations des prestations familiales*) [28 avril 1951] (p. 4148). — Prend part à la discussion du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales : *Nouveau texte de la Commission* [30 avril 1951] (p. 4334); *Renvoi du débat* (p. 4341); Art. 6 : *Son amendement tendant à ne pas considérer comme revenus les pensions d'invalidité* (p. 4345); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [1^{er} mai 1951] (p. 4401, 4402). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Vote en seconde lecture de la majoration des prestations familiales*) [1^{er} mai 1951] (p. 4400). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant suppression des zones de salaires : *Discussion générale*; *Application de l'article 1^{er} de la loi du 27 mars 1951 à la proposition de loi* [11 mai 1951] (p. 5059); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales : *Discussion générale (Ses observations sur l'application de la loi du 22 août 1946)* [12 mai 1951] (p. 5105, 5106, 5116, 5117). = S'excuse de son absence [22 mai 1947] (p. 1710), [22 juillet 1947] (p. 3348). = Obtient un congé [22 juillet 1947] (p. 3348).

BIANCHINI (M. Jacques), *Député de la Corse.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [25 mars 1947] (p. 1040), [26 janvier 1948]

(p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission des moyens de communication, des transports et du tourisme pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention économique européenne et du programme de relèvement européen. (Application de l'art. 3 de la loi du 25 novembre 1948) [15 mars 1950] (F. n° 527) [24 février 1951] (F. n° 680). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [23 novembre 1948] (p. 7150).

Dépôts :

Le 22 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communications sur la proposition de loi de M. Gavini et plusieurs de ses collègues relative au rétablissement de la ligne de chemin de fer de la côte orientale de la Corse, n° 2979. — Le 13 février 1948, une proposition de loi tendant à revenir, pour les tarifs applicables aux lignes maritimes de la Corse, aux dispositions prévues par le décret du 31 août 1937, n° 3384. — Le 22 avril 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur le projet de loi portant abrogation de l'article 3 de l'ordonnance n° 45-2328 du 12 octobre 1945 relative au cahier des charges de la Société nationale des chemins de fer français pour l'ensemble des voies ferrées, des quais, des ports maritimes et de navigation intérieure, n° 3981. — Le 29 avril 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur le projet de loi concernant la distribution dans les hôtels et agences de voyages des objets recommandés ou avec valeur déclarée, n° 4072. — Le 10 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Defferre et plusieurs de ses collègues tendant à la création dans le bassin de la Ciotat d'un port-abri destiné à protéger la flottille de pêche

contre les tempêtes, n° 6783. — Le 5 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 12062) de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues tendant à l'attribution d'une prime d'insularité aux agents employés et ouvriers des P. T. T. en fonction dans le département de la Corse, n° 12700. — Le 18 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 11921) autorisant le remplacement de l'appellation d'officier ou d'opérateur radiotélégraphiste de la Marine marchande par celle d'officier ou d'opérateur radioélectricien de la Marine marchande, n° 12869.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant organisation de la marine marchande ; Art. 6 : *Prorogation et résiliation de conventions avec les compagnies privées* [20 février 1948] (p. 936) ; — du projet de loi portant aménagement du budget 1947 reconduit à l'exercice 1948, Etat A, P. T. T., Chap. 102 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour l'inspection générale* [21 juin 1948] (p. 3743) ; Chap. 106 : *Services des directions : différences de situations entre les agents des P.T.T. et ceux des autres administrations* [21 juin 1948] (p. 3746) ; AVIATION CIVILE, Chap. 140 : *Ports aériens et circulation aérienne* [29 juillet 1948] (p. 5031) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 5002 : *Lutte contre le paludisme* (p. 5059) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des P.T.T. : *Discussion générale* [8 avril 1949] (p. 2258, 2259, 2260) ; Etat A, Chap. 106 : *Sa demande de renvoi à la Commission du chapitre relatif au service des directions* [12 avril 1949] (p. 2298, 2299) ; Chap. 107 : *Son amendement tendant à rétablir 69.528.000 francs pour le service intérieur des bureaux* (p. 2299) ; Chap. 112 : *Son amendement tendant à réduire de 14 millions l'annulation pour les lignes et installations électriques* (p. 2301) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950, P.T.T., Chap. 1050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel des services de direction* [3 mai 1950] (3201, 3202) ; Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr.*

les crédits pour le personnel du service intérieur des bureaux (*Observations sur les transformations d'emplois*) (p. 3204, 3205); Chap. 1240 : *Indemnités éventuelles (logement des receveurs)* (p. 3221); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 3300 : *Entretien des routes et ponts (routes de Corse)* [7 juin 1950] (p. 4411, 4412); MARINE MARCHANDE, Chap. 5060 : *Amendement de M. Cermolacce tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'exploitation des services maritimes postaux (courriers pour la Corse)* [9 juin 1950] (p. 4557); — du projet de loi relatif à l'exploitation de services maritimes d'intérêt général : *Discussion générale* [22 décembre 1950] (p. 9500, 9501); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 1000 : *Ses observations sur le statut du personnel navigant* [16 février 1951] (p. 1285); Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les spécialistes de la navigation aérienne (contrôleurs de la navigation aérienne)* [14 mars 1951] (p. 1926); *le retire* (ibid.); Chap. 1130 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les indemnités au personnel aérien (primes d'insularité en Corse)* (p. 1928); *le retire* (ibid.); Chap. 5040 : *Subventions du déficit d'Air-France (statut du personnel navigant)* (p. 1952, 1953); *Amendement de M. Poumadère tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (concurrence de la Pan American Airways à Orly)* (p. 1957); P.T.T. : *Sa demande de renvoi à la Commission des finances (statut du petit personnel)* [2 mai 1951] (p. 4415, 4416); *le retire* (p. 4417); Chap. 1070 : *Contrôleurs des installations électro-mécaniques* (p. 4430); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des lignes (réforme du service des lignes téléphoniques)* (p. 4432); Chap. 1150 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les contractuels (suppression d'assistantes sociales)* (p. 4437); Chap. 1230 : *Amendement de M. Giovooni tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour pose de lignes téléphoniques (prime d'insularité aux postiers de Corse)* (p. 4472); Chap. 1050 : *Personnel titulaire (titularisation des commis auxiliaires)* [4 mai 1951] (p. 4540); *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1 000 fr. les crédits de ce chapitre (titularisation des auxiliaires)* (p. 4544); — du projet de loi relatif à l'exploitation des services maritimes d'intérêt

général, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale; Ses observations sur les relations entre la Corse et le continent* [2 mai 1951] (p. 4410).

BICHET (M. Robert), Député de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé : membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [3 décembre 1947] (p. 5451 et 5452); membre titulaire de cette commission [17 février 1948] (p. 776). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 195).

Dépôts :

Le 20 février 1947, une proposition de loi relative au statut des entreprises de groupage et de distribution des journaux et publications périodiques, n° 654. — Le 19 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réunir une Commission chargée d'étudier la situation du cinéma en France, n° 1751. — Le 4 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la presse sur la proposition de résolution de M. Bichet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réunir une Commission chargée d'étudier la situation du cinéma en France, n° 1911. — Le 5 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à empêcher l'obstruction des débats parlementaires, et à modifier le Règlement de l'Assemblée, n° 2789. — Le 28 janvier 1948, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'ordonnance du 30 septembre 1944 relative à la création, à titre provisoire, de l'Agence France-Pressé et à l'organisation de l'Agence indépendante : Havas-Pressé Informa-

tion, n° 3176 — Le 3 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 18 mai 1948 la date limite d'échéance du versement du premier tiers provisionnel sur les impositions de 1948, n° 3235. — Le 21 décembre 1948, une proposition de loi réglementant l'exercice de la profession d'ingénieur-conseil et instituant l'Ordre des ingénieurs-conseils de France, n° 5872. — Le 4 février 1949, une proposition de loi tendant à protéger les artistes et techniciens du cinéma contre l'insolvabilité de certains producteurs, n° 6324. — Le 4 février 1949, une proposition de loi portant création d'une Société nationale de télévision, n° 6325. — Le 21 juin 1949, une proposition de loi portant statut de la presse, n° 7553. — Le 27 décembre 1949, une proposition de loi tendant à la nullité de certains actes déclaratifs de propriété intervenus pendant l'occupation au profit d'étrangers, n° 8859. — Le 3 février 1950, une proposition de loi tendant à compléter le troisième alinéa de l'article 20 de la loi du 4^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 9183. — Le 5 mai 1950, une proposition de loi tendant à établir le vote obligatoire, n° 9854. — Le 20 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à hisser sur le palais de l'Élysée et sur les édifices publics l'E vert et blanc, symbole de l'Europe Unie, n° 10674. — Le 27 juillet 1950, un avis au nom de la Commission de la presse sur : 1° le projet de loi tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse ; 2° la proposition de loi de M. Mazuez et plusieurs de ses collègues tendant à faire déclarer incompatibles avec le mandat législatif les fonctions de directeur de publication de tout journal ou écrit périodique, n° 10787. — Le 28 novembre 1950, une proposition de loi tendant à établir une organisation professionnelle, n° 11440. — Le 9 mars 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 787 du Code général des impôts relatif aux droits de succession dus par le conjoint survivant, n° 12448. — Le 17 avril 1951, une proposition de loi portant réforme fiscale et modifiant le Code général des impôts, n° 12851.

Interventions :

Est entendu : au cours du débat sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier, Art. 44 : *Sen amendement tendant à alléger*

les charges qui pèsent sur les petits et moyens exploitants du cinéma [6 février 1947] (p. 198); *le retire* (p. 200); — sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Fernand Grenier relative à la distribution des journaux [21 mars 1947] (p. 998). — Prend part à la discussion ; de sa proposition de loi relative à la distribution de journaux : *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1144, 1145, 1148); Art. 4 : *Amendement de M. d'Astier de la Vigerie tendant : 1° à remplacer, dans le texte, les mots « sociétés coopératives de presse » par « sociétés coopératives de messageries de presse » ; 2° à empêcher les coopératives de se dessaisir de leur privilège au profit des entreprises commerciales* (p. 1155); Art. 7 : *Amendement de M. Charles Lussy tendant à ce qu'à l'échelon national il ne puisse y avoir qu'une seule coopérative de messageries* (p. 1157, 1158, 1159); Art. 11 : *Amendement de M. Dubard tendant à ce que 25 0/0 des excédents distribuables soient versés au comité d'entreprise* (p. 1162); Art. 17 : *Amendement de M. d'Astier de la Vigerie tendant à placer un commissaire du Gouvernement près de chaque société coopérative de presse et à leur procurer l'appui de l'administration des P. T. T.* (p. 1166); *Amendement de M. Coste-Floret tendant à introduire un article nouveau en vue de faire arbitrer par le Conseil supérieur des messageries, l'utilisation par les coopératives des moyens de diffusion de l'entreprise Hachette* [29 mars 1947] (p. 1292); Art. 17 bis : *Amendement de M. d'Astier de la Vigerie tendant à faire fixer par la loi le sort du matériel et des entreprises de distribution actuellement réquisitionnés* (p. 1293); Art. 17 ter : *Amendement de M. d'Astier de la Vigerie tendant à ce que le contrôle du commissaire du Gouvernement s'étende aux sociétés dans lesquelles les coopératives sont majoritaires* (p. 1294); *Amendement de M. Gosset tendant à ce que le commissaire du Gouvernement exerce ses fonctions sur avis du Conseil supérieur des messageries* (p. 1296); *Ses observations sur l'ensemble* (p. 131); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles) : JEUNESSE, ARTS ET LETTRES : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2918); Chap. 312 : *Matériel et frais de fonctionnement à l'étranger* (p. 2939); Chap. 502 : *Amendement de M. Gosset tendant à relever les crédits pour l'information en Alsace-Lorraine* (p. 2941); RADIODIFFUSION FRANÇAISE : *Discussion générale* [15 juillet 1947] (p. 3035). — Est entendu : dans la discussion du

projet de loi relatif à certaines dispositions financières en deuxième lecture (Budget ordinaire, Exercice 1947, Dépenses civiles); Art. 104 : *Amendement de M. Buron tendant à augmenter les avances à l'industrie du cinéma* [31 juillet 1947] (p. 3742); — sur une motion d'ordre (*Demande de discussion d'une proposition de modification du règlement*) [29 novembre 1947] (p. 5259). — Soulève un incident au sujet de la lettre écrite le 1^{er} octobre 1939 par M. Florimond Bonte au Président de la Chambre des Députés [29 novembre 1947] (p. 5303). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs de la région parisienne; Art. 2 : *Son amendement tendant à éviter le monopole des transports au profit de la Régie* [12 décembre 1947] (p. 5672); *le retire* (ibid.); Art. 7 : *Son amendement tendant à éviter la main-mise de la Régie sur les transporteurs privés* (p. 5676); *le retire* (ibid.); Art. 8 : *Son amendement tendant à préciser les réseaux exploités par la Régie* (p. 5676); *le retire* (ibid.); Art. 25 : *Son amendement relatif aux annuités de renouvellement du matériel et des installations* [16 décembre 1947] (p. 5758); Art. 40 : *Son amendement relatif à l'exploitation éventuelle de lignes privées par la Régie* [18 décembre 1947] (p. 5808, 5811, 5812, 5813); *Son amendement relatif aux attributions de l'assemblée générale de l'office* (p. 5814); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à limiter l'exploitation de nouveaux services par la Régie* (p. 5814); *le retire* (ibid.). — Est entendu pour un rappel au règlement : *Demande de pointage d'un scrutin par M. Laniel* [22 décembre 1947] (p. 6148). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution relative au maintien et développement des postes et orchestres régionaux : *Discussion générale* [12 février 1948] (p. 669, 670); *Son amendement tendant à prévoir de nouvelles recettes pour couvrir les dépenses des émissions régionales* (p. 672); — du projet de loi portant réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, amendé par le Conseil de la République, Art. 19 : *Nomination et fonction du directeur général de la Régie* [16 mars 1948] (p. 1701); Art. 40 : *Amendement de M. Auguet tendant à reprendre le texte voté en 1^{re} lecture* (p. 1707); — de la proposition de résolution relative aux accords Blum-Byrnes : *Discussion générale* [18 mars 1948] (p. 1893, 1894); *Son amendement tendant à faire*

respecter le quota à l'écran (p. 1898); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A : INFORMATION, Chap. 500 : *Amendement de M. Mont tendant à rétablir les crédits pour France-Presse* [28 juin 1948] (p. 4091, 4092); RADIODIFFUSION FRANÇAISE, Chap. 100 : *Réorganisation de la radio* [29 juin 1948] (p. 4144); — du projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie du cinéma : *Discussion générale* [29 juin 1948] (p. 4122 et suiv.). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Prolongation des délais accordés au Conseil de la République*) [20 juillet 1948] (p. 4867). — Prend part à la discussion : de la résolution octroyant une prolongation de délai au Conseil de la République : en qualité de *Rapporteur* [20 juillet 1948] (p. 4868); — du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République : *Discussion générale* [12 août 1948] (p. 5714, 5715, 5716); Art. 20 : *Amendements de MM. Cristofol et Pinay relatifs à l'application de la représentation proportionnelle à l'élection des conseillers* (p. 5748); Art. 32 : *Amendement de M. Viard tendant à excepter le cas de démission en prévoyant des élections partielles* [13 août 1948] (p. 5777); Art. 55 : *Demande de réserver les articles relatifs à l'élection dans les protectorats* (p. 5786); *Son amendement tendant à réduire la représentation des Français des protectorats* (p. 5786, 5787); Art. 8 : *Son amendement tendant à ne pas élire les délégués dans le sein des conseils municipaux uniquement* [18 août 1948] (p. 5900); *Son amendement tendant à accorder des délégués supplémentaires aux villes de plus de 45.000 habitants* (p. 5903); *Ses rapports sur des pétitions* [24 février 1949] (p. 917, 918). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à la répartition de l'essence : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1911). — Est élu membre suppléant de l'Assemblée consultative européenne [26 juillet 1949] (p. 5313). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits d'exercice clos, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à rétablir les subventions à l'agence France-Presse* [1^{er} décembre 1949] (p. 6520); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, Article additionnel : *Sa motion tendant à renvoyer les articles additionnels à la loi sur les voies et moyens* [27 décembre 1949] (p. 7378); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, Art. 1^{er} (Art. 31 F du Code du tra-

vail) : *Son amendement tendant à permettre aux représentants syndicaux des diverses catégories professionnelles de discuter les avenants aux conventions* [31 décembre 1949] (p. 7644); *le retire* (p. 7645); *Amendement de M. Beugnies tendant à prévoir la discussion des avenants par les représentants des organisations syndicales les plus représentatives* (p. 7645); (Art. 31 H du Code du travail) *Son amendement tendant à prévoir que les représentants des organismes syndicaux devront appartenir aux professions intéressées* [3 janvier 1950] (p. 41, 42); (Art. 31 J) *Son amendement tendant à ne pas exiger l'extension obligatoire d'une convention collective à tous les employeurs et salariés dans le champ d'application de cette convention* (p. 56, 58); *Son amendement tendant à remplacer « sur avis conforme » par « sur avis motivé »* (p. 64, 65); (Art. 31 N) *Son amendement tendant à remplacer « sur avis conforme » par « après avis motivé »* [4 janvier 1950] (p. 83); (Art. 31 X) *Son amendement tendant à permettre aux représentants des syndicats des diverses catégories de participer à la Commission supérieure des conventions collectives* (p. 104, 105); *le retire* (p. 105); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République : *Renvoi du débat* [2 février 1950] (p. 915); Art. 1^{er} (Art. 31 A du Code du travail) : *Amendement de M. André tendant à prévoir une convention différente pour chaque catégorie professionnelle* (p. 928); (Art. 31 F) : *Son amendement tendant à reprendre les 2^e et 5^e alinéas du texte du Conseil de la République relatifs à la composition des Commissions mixtes* (p. 930, 931, 932); *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la composition des Commissions mixtes* [3 février 1950] (p. 956); *Demande de vote par division présentée par M. Joubert* (p. 957, 958); (Art. 31 H) : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux conventions régionales et locales* (p. 983); — des interpellations sur la fermeture d'usines de constructions aéronautiques : *Discussion générale* [2 mai 1950] (p. 3136); — d'une proposition de résolution relative aux recommandations de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe : *Discussion générale* [14 novembre 1950] (p. 7738); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [21 décembre 1950] (p. 9432, 9433,

9434, 9435); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse : *Motion préjudicielle de M. Boulet tendant à ajourner le débat* [4 janvier 1951] (p. 120); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de M. Pierre Chevallier tendant à élire les députés au scrutin d'arrondissement uninominal à deux tours* [23 février 1951] (p. 1569, 1570); Art. 17 : *Elections partielles au scrutin majoritaire* [21 mars 1951] (p. 2340); *Amendement de M. Boulet tendant à prévoir des élections partielles à deux tours* (p. 2341); Art. 25 : *Son amendement tendant à ne rembourser que deux affiches* (p. 2343); Art. 10 bis : *Son amendement tendant à établir le vote obligatoire* (p. 2419); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 6 : *Amendement de M. Mercier tendant à exiger d'un parti trente listes de candidats pour qu'il soit national* [28 avril 1951] (p. 4196); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 : P. T. T., Chap. 1000 : *Ses observations sur la modernisation du téléphone* [2 mai 1951] (p. 4422); — du projet de loi relatif à la construction de pipe-lines, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à prévoir l'autorisation du Ministre des Travaux publics* [21 mai 1951] (p. 5617). = S'excuse de son absence [11 janvier 1949] (p. 1).

BIDAULT (M. Georges), Député de la Loire.

Ministre des Affaires étrangères

(Cabinet RAMADIER)

du 22 janvier 1947 au 24 novembre 1947

Ministre des Affaires étrangères

(Cabinet SCHUMAN)

du 24 novembre 1947 au 26 juillet 1948

Président du Conseil des Ministres

du 28 octobre 1949 au 29 juin 1950

Vice-Président du Conseil

(2^e Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin au 11 juillet 1950

Vice-Président du Conseil

(3^e Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars 1951 au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946]. (p.39). = Est nommé membre : de la Com-

mission des affaires étrangères [18 janvier 1949] (p. 34), [25 janvier 1951] (p. 364).

Dépôts :

Le 4 février 1947, un projet de loi relatif à la rectification administrative de certains actes de l'état civil pris en dépôt par le Ministère des Affaires étrangères, n° 436. — Le 6 février 1947, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les amendements adoptés à la Constitution de l'Organisation internationale du travail et la convention n° 80 portant révision des articles finals, adoptés par la 29^e session de la Conférence internationale du travail, n° 456. — Le 18 février 1947, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative à la nationalité de la femme mariée, conclue le 9 janvier 1947 entre la France et la Belgique, n° 613. — Le 18 mars 1947, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention relative au paiement des pensions aux victimes de la guerre, conclue le 11 février 1947 entre la France et la Pologne, n° 953. — Le 20 mai 1947, un projet de loi portant approbation du traité de paix conclu à Paris, le 10 février 1947, entre les Etats-Unis d'Amérique, la Chine, la France, le Royaume Uni de Grande Bretagne et l'Irlande du Nord, l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes, l'Australie, la Belgique, la République Soviétique Socialiste de Biélorussie, le Brésil, le Canada, l'Ethiopie, la Grèce, l'Inde, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la République Soviétique Socialiste d'Ukraine, l'Union Sud-Africaine, la République Fédérative Populaire de Yougoslavie, d'une part, et l'Italie, d'autre part, n° 1350. — Le 23 mai 1947, un projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 100.000.000 francs pour secourir les sinistrés de Tunisie, n° 1442. — Le 5 juin 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits pour certaines dépenses résultant, pour le Gouvernement français, de l'application du Traité de Paix signé à Paris, le 10 février 1947, entre les puissances alliées et associées, d'une part, et l'Italie, d'autre part, n° 1577. — Le 20 juin 1947, un projet de loi tendant à autoriser le Gouvernement à ratifier : 1° l'Arrangement de Neuchâtel, du 8 février 1947 ; 2° l'Accord franco-américain, du 4 avril 1947, relatifs à la conservation et à la restaura-

tion des droits de propriété industrielle atteints par la deuxième guerre mondiale, n° 1786. — Le 3 juillet 1947, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Constitution de l'Organisation internationale des réfugiés signée pour la France le 17 décembre 1946, n° 1901. — Le 30 juillet 1947, un projet de loi prévoyant l'organisation d'une consultation des populations des vallées supérieures de la Tinée, de la Vésubie et de la Roya, rattachées à la France par le traité de paix avec l'Italie, signé à Paris, le 10 février 1947, n° 2180. — Le 1^{er} septembre 1947, un projet de loi portant ouverture d'un crédit de 34 millions de francs au Ministère des Affaires étrangères pour versement de la contribution française aux dépenses administratives de l'Organisation internationale des réfugiés pour l'année 1947, n° 2529. — Le 13 novembre 1947, un projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre, n° 2630. — Le 9 décembre 1947, un projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 2 millions 770 000 francs pour le fonctionnement de la nouvelle ambassade de Karachi et de la délégation française au Conseil de tutelle, n° 2793. Le 16 décembre 1947, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le protocole d'application provisoire de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, n° 2880. — Le 15 janvier 1948, un projet de loi relatif à l'organisation judiciaire en Sarre, n° 3118. — Le 26 janvier 1948, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord intervenu à Londres, le 20 février 1947, entre la France et la Grande-Bretagne sur la nationalité en Tunisie, n° 3131. — Le 26 janvier 1948, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention du 22 juillet 1946 créant l'Organisation mondiale de la santé, n° 3134. — Le 6 mars 1948, un projet de loi portant ouverture de crédit en vue de la réalisation d'une première tranche du programme d'équipement et d'aménagement des locaux destinés à abriter la 3^e Assemblée générale des Nations Unies, n° 3702. — Le 16 mars 1948, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention financière franco-libanaise signée le 24 janvier 1948 par son Excellence le Ministre des Affaires étrangères de la République française et son Excellence le Ministre des Affaires étrangères de la République libanaise, n° 3813. — Le 17 mars 1948,

un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord signé à Paris le 9 décembre 1947 entre la France et le Luxembourg et relatif aux échanges frontaliers entre le Grand Duché et les départements français de l'Est, n° 3819. — Le 17 mars 1948, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République française à ratifier la Convention créant la Commission du Pacifique-Sud, n° 3829. — Le 20 mars 1948, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention belgo-franco-luxembourgeoise du 17 avril 1946 relative à l'exploitation des chemins de fer luxembourgeois et les Conventions annexes, n° 3897. — Le 20 avril 1948, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'accord franco-italien relatif aux modalités d'application de l'article 79 du traité de paix, n° 3942. — Le 20 avril 1948, un projet de loi concernant la liquidation de biens, droits et intérêts italiens en Tunisie, n° 3943. — Le 29 avril 1948, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords et protocoles signés à Paris le 19 mars 1948 entre la France et la Pologne et relatifs à diverses questions d'ordre financier et économique, n° 4078. — Le 19 mai 1948, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative au paiement des pensions aux victimes de la guerre, conclue le 1^{er} décembre 1947 entre la France et la Tchécoslovaquie, n° 4232. — Le 19 mai 1948, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative au fonctionnement des gares internationales franco-belges de Quévy et de Jeumont, n° 4241. — Le 22 juin 1948, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention de coopération économique européenne signée à Paris le 16 avril 1948, n° 4658. — Le 25 juin 1948, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la déclaration en date du 18 février 1947, portant adhésion de la France à la disposition facultative reconnaissant la juridiction de la Cour internationale de justice, telle qu'elle est décrite à l'article 36 de son statut, n° 4733. — Le 28 juin 1948, un projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord de coopération économique conclu entre le Gouvernement de la République française et les Etats Unis d'Amérique, n° 4744 (rectifié). — Le 29 juin 1948,

un projet de loi relatif à certaines dispositions financières à prendre pour l'application de l'Accord bilatéral de coopération économique conclu entre la République française et les Etats-Unis d'Amérique, n° 4750. — Le 19 juillet 1948, un projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier l'Accord franco-italien portant rectification au tracé de la frontière franco-italienne défini par le traité de paix avec l'Italie du 10 février 1947, n° 4995. — Le 1^{er} juillet 1949, une proposition de loi tendant à rouvrir le délai fixé par l'article 18 de la loi du 16 août 1947 portant amnistie, n° 7733. — Le 1^{er} juillet 1949, une proposition de loi tendant à amnistier certaines condamnations, à instituer un régime de libération anticipée, à apporter certaines modifications à la législation relative à la répression des faits de collaboration et à sanctionner les activités anti-nationales, n° 7734. — Le 27 décembre 1949, une deuxième lettre rectificative au projet de loi de finances pour l'exercice 1950, n° 8857. — Le 8 février 1950, un projet de loi maintenant provisoirement en vigueur au-delà du 1^{er} mars 1950 certaines dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre prorogées par la loi du 26 février 1949, n° 9221. — Le 23 mai 1950, un projet de loi relatif aux radio-éléments artificiels, n° 9995. — Le 7 mai 1951, un projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale, n° 13108.

Interventions :

Remet au Président de l'Assemblée Nationale la démission du Gouvernement provisoire de la République française [28 novembre 1946] (p. 4). — Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* [22 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947), p. 939)

En cette qualité :

Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Louis Marin sur les préparatifs de la conférence de Moscou [28 février 1947] (p. 530, 535 et suiv.); — du projet de loi relatif à l'approbation du traité de paix avec l'Italie [13 juin 1947] (p. 2111, 2112, 2115, 2116, 2120, 2121, 2122, 2125); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Discussion générale* [19 juin 1947] (p. 2232, 2233); Chap. 106 : *Services à l'étranger; personnel auxiliaire* (p. 2233, 2234);

Chap. 108 : *Délégation française auprès du Conseil de coopération économique entre la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg* (p. 2234); Chap. 314 : *Comité temporaire pour le trafic du Rhin* (p. 2235); Chap. 500 : *Œuvres françaises à l'étranger* (p. 2236); Chap. 507 : *Allocations aux anciens souverains (Evasion d'Abd-el-Krim)* (p. 2237); COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale* [18 juillet 1947] (p. 3164, 3165, 3167, 3169, 3170); Chap. 301 : *Entretien du matériel automobile* [18 juillet 1947] (p. 3171, 3172); Chap. 308 : *Primes d'alimentation* (p. 3172); Chap. 617 : *Suppressions de postes dans l'enseignement* (p. 3173). — Est entendu au cours du débat sur les interpellations relatives à la conférence de Moscou [20 juin 1947] (p. 2289, 2290, 2291); — Sa communication relative à l'acceptation par M. Molotov d'une conversation franco-anglo-soviétique le vendredi 27 juin à Paris [23 juin 1947] (p. 2325). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Evasion d'Abd-el-Krim*) [25 juin 1947] (p. 2461, 2462). — Répond à une question : de Mme Braun concernant la libération de trente-deux français emprisonnés à Valence par le gouvernement espagnol [4 juin 1947] (p. 2743); — de M. de Chevigné sur les rapports franco-égyptiens [18 juillet 1947] (p. 3179). — Intervient dans la discussion des interpellations concernant les résultats de la conférence de Moscou [25 juillet 1947] (p. 3544, 3549, 3550, 3561, 3562, 3563, 3568) [26 juillet 1947] (p. 3591, 3592, 3593, 3594, 3595, 3596); *Ordre du jour de M. Scherer faisant confiance au Gouvernement pour établir un plan de reconstruction européenne; Amendement de M. Jacques Duclos tendant à éliminer l'Allemagne de ce plan* (p. 3605, 3606). — Donne sa démission de *Ministre des Affaires étrangères* (*J. O.* du 23 octobre 1947, p. 10463), — Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* [22 octobre 1947] (*J. O.* du 23 octobre 1947, p. 10463).

En cette qualité :

Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement (*Accords de Moscou*) [28 octobre 1947] (p. 4918, 4920); *Explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Lussy* [30 octobre 1947] (p. 4977, 4978, 4980). — Participe à la discussion du projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre : *Discussion générale*

[14 novembre 1947] (p. 5028, 5033, 5034, 5035); *Débat sur le passage à la discussion des articles* (p. 5036). — Est entendu : sur un rapport au règlement (*Diffusion par M. le Président du Conseil d'un discours extrait du Journal officiel sans demande d'affichage*) [14 novembre 1947] (p. 5042); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné par le Président de la République (*Annonce d'un envoi de blé américain*) [22 novembre 1947] (p. 5125). — Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* [24 novembre 1947] (*J. O.* du 24 novembre 1947, p. 11630). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 14 janvier 1948 : *Civisme de M. Poimbeauf* [15 janvier 1948] (p. 170, 171). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Ses observations sur la coupure de l'Europe en deux, l'aide intérimaire américaine, le plan Marshall, les projets d'union économique avec l'Italie et le Bénélux, la reconstruction de l'Allemagne, la possibilité de guerres* [13 février 1948] (p. 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747); *Sa déclaration sur les événements de Tchécoslovaquie* [27 février 1948] (p. 1199); *Ses observations sur le discours de M. Fayet* [4 mars 1948] (p. 1340); *Sa réponse aux divers interpellateurs (Problèmes : espagnol, palestinien et grec)* [11 mars 1948] (p. 1657, 1658, 1659, 1660); *Ordre du jour de confiance de M. Scherer* (p. 1665, 1666); — du projet de loi relatif à l'organisation judiciaire en Sarre : *Discussion générale* [26 février 1948] (p. 1153, 1155, 1156, 1157) — Est entendu sur l'ordre du jour (*Débat sur les affaires musulmanes*) [27 février 1948] (p. 1184). — Rend hommage à la mémoire de M. Jean Masaryk, *Ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie* [11 mars 1948] (p. 1653). — Prend part à la discussion : du projet de loi ratifiant l'accord franco-polonais du 19 mars 1948 : *Demande de renvoi à la Commission des finances* [27 mai 1948] (p. 2962); *Discussion générale* (p. 2971, 2972); — du projet de loi ratifiant l'accord franco-libanais : *Discussion générale : Ses observations sur le conflit de Palestine* [3 juin 1948] (p. 3160, 3161); — des interpellations sur les recommandations de la Conférence de Londres : *Ses observations sur les négociations depuis la fin des hostilités, le point de vue anglo-saxon, la Ruhr, l'organisation politique de l'Allemagne* [11 juin 1948] (p. 3454 et suiv.); *Propositions anglaises en décembre 1945 de faire un pacte à trois (G.-B.-U.R.S.S.-France)*

(p. 3464); *La forme des recommandations de Londres* [12 juin 1948] (p. 3489); *Les exportations de charbon allemand* (p. 3490); *La question de Kehl* [15 juin 1948] (p. 3545); *Sa réponse aux divers interpellateurs et ses précisions sur sa politique* [16 juin 1948] (p. 3567 et suiv.); *Ses observations sur la réforme monétaire en Allemagne* (p. 3571, 3597); — de la proposition de loi tendant à stabiliser les prix des baux à ferme : *Demande de retrait de l'ordre du jour présentée par M. Lecourt* [2 juillet 1948] (p. 4282, 4286, 4287); — des projets de loi portant ratification de trois accords internationaux (*Coopération économique*) : *Discussion générale (Sa réponse à M. de Chambrun sur l'organisation des Seize)* [5 juin 1948] (p. 4314); *Absence des orateurs inscrits* (p. 4315); *Accords commerciaux conclus par les U.S.A.* (p. 4321, 4322, 4323); *Declarations de M. Dean Acheson et de M. Molotov* [6 juillet 1948] (p. 4340); *Sa réponse à M. Biscarlet* (p. 4342); *Ordre de la discussion et absence des orateurs* (p. 4343); *Sa réponse à M. P. Cot* (p. 4363); *Langue dans laquelle sont rédigés les accords* (p. 4367); *Texte de l'accord bilatéral* (p. 4368, 4369); *Sa réponse aux divers orateurs* (p. 4372 et suiv.); *Coopération économique européenne*; Art. 1^{er} : *Explications de vote* [7 juillet 1948] (p. 4388); — du projet de loi fixant les contingents de décorations : *Discussion générale* [6 juin 1948] (p. 4353); Art. 6 : *Amendement de M. Betolaud tendant à rétablir l'article relatif aux contingents exceptionnels* (p. 4355); — de la proposition de résolution rendant hommage à la mémoire de Georges Mandel : *Discussion générale* [6 juillet 1948] (p. 4357).

En qualité de Député (1) :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine : *Discussion générale* [11 mars 1949] (p. 1566); — du projet de loi relatif à une exposition de la Résistance : *Discussion générale* [3 juin 1949] (p. 3151); — du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe; Art. 2 : *Amendement de M. Rivet tendant à prévoir la représentation proportionnelle des groupes parlementaires* [9 juillet 1949] (p. 4501); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4503, 4504) — Est élu membre de l'Assemblée consultative européenne [26 juillet 1949] (p. 5296).

— Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique : *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5302, 5303, 5304, 5305, 5306); — d'une proposition de loi relative à la détention préventive de résistants; Art. 3 : *Amendement de M. Chautard tendant à ne pas appliquer la loi aux actes n'ayant pas de rapport avec des faits de résistance* [29 juillet 1949] (p. 5484, 5485); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5485, 5486). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Jules Moch) : *Ses observations sur la recevabilité de la demande de scrutin public à la tribune* [13 octobre 1949] (p. 5798, 5799, 5800). — Est désigné Président du Conseil [27 octobre 1949] (p. 5918). — Prend part au débat sur son investiture : *Son programme de gouvernement (Ses observations sur la longueur néfaste de la crise ministérielle, l'amélioration nécessaire du sort des travailleurs, la guerre d'Indochine et le sort de l'Allemagne)* [27 octobre 1949] (p. 5918, 5919, 5935, 5936, 5937). — Est nommé Président du Conseil [décret du 28 octobre 1949] (J. O. du 28 octobre 1949, p. 10766).

En cette qualité :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Kriegel-Valrimont sur la composition et le programme du Gouvernement (*Sa demande de renvoi à la suite*) [3 novembre 1949] (p. 5957, 5958). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne : *Discussion générale (Ses observations sur le réarmement de l'Allemagne orientale contrôlée par les Soviets)* [25 novembre 1949] (p. 6324); — d'une proposition de loi portant revalorisation de la retraite du combattant : *Motion préjudicielle de M. Devemy* [8 décembre 1949] (p. 6690, 6691); — d'une proposition de loi relative au prix de l'essence (*Prolongation du délai d'urgence*) [9 décembre 1949] (p. 6734). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur le prix de la betterave [9 décembre 1949] (p. 6756, 6757). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 (*Sa demande de renvoi à la Commission*) [16 décembre 1949] (p. 7002) : *Discussion générale (Ses observations sur l'impossibilité de reconduire le budget 1949, la nécessité de nouveaux sacrifices et pose la question de confiance sur la prise en considération du texte gouvernemental)* [22 décembre 1949] (p. 7185, 7186);

(1) Le Ministère Robert Schuman a démissionné le 19 juillet 1948.

Explications de vote sur la question de confiance [24 décembre 1949] (p. 7235, 7236); Art. 2 : *Insuffisance des crédits pour la Radiodiffusion* [26 décembre 1949] (p. 7250); *Amendement de M. Lisette tendant à réduire de 1 000 francs les crédits de la France d'outre-mer pour les fonctionnaires d'autorité* (p. 7274); *Amendement de M. Gosnat tendant à réduire de 1 000 francs les crédits de la Présidence du Conseil pour l'état-major des armées occidentales à Fontainebleau* (p. 7276); Art. 4 : *Ouverture d'un crédit de 529 milliards pour les dommages de guerre* (p. 7309); *Continuation du débat au delà de minuit* (p. 7309, 7310); *Proposition de M. de Moro-Giafferri de renvoyer le débat au lendemain* [27 décembre 1949] (p. 7376); Article additionnel : *Motion de M. Bichet tendant à renvoyer les amendements additionnels à la loi sur les voies et moyens* 27 décembre 1949 (p. 7379); Art. 25 : *Amendement de M. de Chambrun tendant à insérer un article exigeant 50 milliards de l'Allemagne au titre des réparations* (p. 7391); *Pose la question de confiance sur le texte de l'article 25 majorant la taxe à la production* (p. 7393, 7394); *Pose la question de confiance sur le texte de l'article 27 créant un impôt sur les bénéfices non distribués* (p. 7398); Art. 46 : *Amendement de M. Garcia tendant à supprimer l'article relatif aux avoirs à l'étranger* (p. 7427); *Organisation du vote sur la question de confiance posée contre les amendements à l'article 25 majorant la taxe à la production* [30 décembre 1949] (p. 7596); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'article 27 créant un impôt sur les bénéfices non distribués des sociétés* (p. 7610, 7611); Art. 27 bis : *Pose la question de confiance sur l'adoption de l'amendement de M. Robert Prigent tendant à reprendre le texte gouvernemental relatif à l'impôt sur les transporteurs routiers* [31 décembre 1949] (p. 7668); *Pose la question de confiance sur l'adoption des articles 28, 32 et 33 concernant l'équilibre des dépenses et des recettes et sur l'ensemble de la loi* (p. 7669); Art. 27 bis : *Explications de vote sur la question de confiance posée sur l'amendement de M. Robert Prigent reprenant le texte du Gouvernement concernant les transporteurs routiers* [2 janvier 1950] (p. 12, 13). — Est entendu sur : les propositions de la Conférence des Présidents (*Examen de la loi de finances le mercredi matin 24 décembre*) [20 décembre 1949] (p. 7034); — le règlement de l'ordre du jour (*Discussion de la proposition de loi relative au prix de l'essence*)

[21 décembre 1949] (p. 7105); — le règlement de l'ordre du jour (*Debat sur les conventions collectives*) [31 décembre 1949] (p. 7670). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 1^{er} : [Art. 31 J du Code du travail, *Amendement de M. Capitant tendant à consulter employeurs et salariés par referendum au sujet de l'extension d'une convention collective* [3 janvier 1950] (p. 63); *Explications de vote sur l'article* (p. 68); (Art. 31 X) *Amendement de M. Vée tendant à fixer la composition de la commission supérieure des conventions collectives traitant des problèmes agricoles* [4 janvier 1950] (p. 108); Art. 4 : *Amendement de M. Devinat tendant à rendre la conciliation obligatoire en cas de conflits du travail* (p. 112, 113); Art. 7 : *Arbitrage obligatoire en cas de conflits* (p. 119, 120); Art. 1^{er} : (Art. 31 P) *Nouveau texte de la Commission* (p. 148); (Art. 31 Y) *Amendement de M. Louvel tendant à prendre le texte du Gouvernement relatif à la fixation du salaire minimum garanti* (p. 149, 150); *Sous-amendement de M. Gazier tendant à prévoir que le budget type servira à l'établissement du salaire minimum interprofessionnel* (p. 153); *Sous-amendement de M. Gazier tendant à ne pas tenir compte des conditions économiques générales* (p. 154, 155); *Sous-amendement de M. Patinaud tendant à prévoir l'avis conforme de la Commission supérieure des conventions collectives pour la fixation du salaire minimum national interprofessionnel* (p. 155); Art. 3 bis : *Non rupture du contrat de travail par une grève* (p. 158). — Est entendu pour une communication du Gouvernement sur l'affaire Revers-Mast (*Ses observations sur l'arrestation de Co-Dai et Van Co et la découverte entre leurs mains d'une copie du rapport Revers sur l'Indochine, la personnalité suspecte de M. Peyré et les rapports de celui-ci avec les généraux Revers et Mast*) [17 janvier 1950] (p. 280, 281, 282, 283). — Prend part à la discussion; d'une interpellation de M. Jacques Duclos sur les scandales de la guerre du Vietnam et l'affaire Revers-Mast (*Sa demande de renvoi à la suite*) [17 janvier 1950] (p. 284); *Retire sa demande* (p. 287); *Ordre du jour de M. Juglas demandant la création d'une commission d'enquête* (p. 292); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés : *Discussion générale* [26 janvier 1950] (p. 543, 544); — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés

du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Discussion générale* [28 janvier 1950] (p. 674); *Explications de vote sur l'article unique* (p. 689, 690, 696, 697); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 amendé par le Conseil de la République; Art. 25 : *Pose la question de confiance sur l'amendement de M. Gabelle tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la prorogation des majorations de décimes sur la taxe à la production* [29 janvier 1950] (p. 761); Art. 27 : *Pose la question de confiance sur l'article créant un impôt de 10 0/0 sur les bénéfices non distribués des sociétés* (p. 763); Art. 27 bis : *Sa demande de continuation du débat sans interruption* (p. 763); *Pose la question de confiance sur l'adoption de l'amendement de M. David tendant à reprendre les deux premiers alinéas disjointes par le Conseil de la République et portant création de ressources nouvelles* (p. 764); Art. 2 : *Pose la question de confiance sur l'adoption de l'amendement de M. Simonnet tendant à réduire de 5 milliards les crédits pour les dépenses civiles* (p. 768); Art. 52 : *Pose la question de confiance sur l'ensemble du projet de loi* (p. 788); Art. 2 : *Explications de vote sur la question de confiance posée par le Gouvernement sur l'adoption de l'amendement de M. Simonnet* [31 janvier 1950] (p. 821, 822); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'ensemble du projet* (p. 834, 835); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République : *Sa demande de renvoi de la discussion devenue impossible par suite de la démission des ministres socialistes* [3 février 1950] (p. 1004, 1005). — Est entendu pour une communication du Gouvernement (*Maintien du Gouvernement existant malgré la démission des ministres socialistes*) [7 février 1950] (p. 1018, 1019). — Prend part à la discussion des interpellations sur la composition du Gouvernement : *Discussion générale* [7 février 1950] (p. 1032); *Ordre du jour de confiance présenté par M. de Menthon* (p. 1052, 1053, 1054, 1055). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du projet de loi maintenant en vigueur certaines dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre en deuxième lecture* [28 février 1950] (p. 1542). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat (*Question préalable posée par M. Péron*)

[3 mars 1950] (p. 1723); Art. 1^{er} : *Application de la peine de réclusion pour les infractions prévues à l'alinéa 2 de l'article 76 du Code pénal* (p. 1767); *Pose la question de confiance sur l'adoption de l'amendement de M. de Menthon tendant à punir de réclusion les coupables de malfaçons, destructions volontaires, entraves à la circulation et entreprise de démoralisation de l'armée* (p. 1881); *Explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'amendement de M. de Menthon* [8 mars 1950] (p. 1934, 1935, 1936). — S'associe à l'éloge funèbre du Président Albert Lebrun [8 mars 1950] (p. 1918). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Jacques Ducloux sur la politique générale du Gouvernement [24 mars 1950] (p. 2363, 2364). — S'associe à l'éloge funèbre du Président Léon Blum, prononcé par le Président de l'Assemblée [30 mars 1950] (p. 2657, 2658). — Prend part à la discussion des conclusions d'un rapport sur l'enquête des faits relatés par M. le Président du Conseil (*Affaire Revers-Mast*) : *Discussion générale* [4 mai 1950] (p. 3293). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la révocation de M. Joliot-Curie (*Sa demande de renvoi à la suite*) [9 mai 1950] (p. 3383, 3384). — S'associe à l'éloge funèbre de M. Marc Sangnier, prononcé par M. le Président Herriot [30 mai 1950] (p. 3982). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires; Art. 1^{er} : *Sa demande de disjonction du deuxième alinéa relatif au montant total des majorations de 1950 par rapport à celles accordées en 1949* [22 juin 1950] (p. 5158, 5159); *Pose la question de confiance sur l'application de l'article premier de la loi des maxima* (p. 5171); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'application de l'article premier de la loi des maxima* [24 juin 1950] (p. 5270, 5271). — Donne sa démission de *Président du Conseil des Ministres* [29 juin 1950] (p. 5278). — Est nommé *Vice-Président du Conseil* (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950) (p. 7131). — Sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368).

En qualité de Député :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la composition du Gouvernement Pleven [13 juillet 1950] (p. 5415). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux recom-

mandations de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe : *Discussion générale* [14 novembre 1950] (p. 7736, 7737); — d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 (Affaire Jules Moch) (*Son rappel au règlement*) [29 novembre 1950] (p. 8282). — Est nommé *Vice-Président du Conseil* (3^e Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951] (p. 2642). = S'excuse de son absence [21 juillet 1950] (p. 5732), [27 juillet 1950] (p. 6058). = Obtient des congés [21 juillet 1950] (p. 5732), [27 juillet 1950] (p. 6058).

BILLAT (M. Paul), Député de l'Isère.

Son élection est validée [20 février 1947] (p. 388). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [4 février 1947] (p. 148), [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission de la défense nationale [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission de la presse [14 juin 1949] (p. 3347) ; de la Commission des finances [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347).

Dépôts :

Le 26 mars 1947, une proposition de loi relative à l'aménagement et à l'assainissement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche, et tendant à résoudre ce problème conjointement avec l'équipement hydro-électrique de la France, n° 1064. — Le 19 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer sur le bureau de l'Assemblée Nationale un projet de loi sur la coordination des transports, n° 1778. — Le 30 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs victimes de la grêle dans les départements de l'Isère, du Rhône et de la Drôme, n° 2164. — Le 22 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 2964. — Le 30 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier de la législation sur

les dommages de guerre les sinistrés des inondations survenues les 24, 25 et 26 novembre 1944 sur le territoire de plusieurs communes du canton de Morestel (Isère) et de la commune de Cordon (Ain), n° 3202. — Le 4 mars 1948, une proposition de loi tendant à accorder aux planteurs de tabac, en matière d'impôt sur les bénéfices agricoles, un abattement à la base correspondant au montant des bénéfices d'une superficie de 15 ares, n° 3644. — Le 18 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur la proposition de résolution de M. Maurice-Petsche tendant à inviter le Gouvernement, dès ratification du traité de paix entre la France et l'Italie, à faciliter les moyens de communication entre la France et l'Italie, n° 3860. — Le 21 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux agriculteurs sous les drapeaux des permissions exceptionnelles dans la période des grands travaux agricoles, n° 4289. — Le 21 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux orphelins de guerre appelés à accomplir leur service militaire, d'être affectés à la garnison la plus rapprochée de leur domicile et de ne pas être envoyés dans une garnison d'un pays d'outre-mer, n° 4294. — Le 21 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Anxionnaz tendant à faire étendre le bénéfice de la Sécurité sociale à tous les militaires en activité de service ou non ainsi qu'à leur famille, n° 4296. — Le 10 juin 1948, une proposition de loi tendant à autoriser certains praticiens non diplômés à exercer l'art dentaire, lorsqu'ils pourront justifier avoir commencé leur apprentissage avant le 1^{er} août 1914, n° 4527. — Le 11 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur la proposition de résolution de M. Mont et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à encourager l'installation de téléphones publics de hameaux dans les communes rurales, n° 4532. — Le 15 juin 1948, une proposition de loi accordant aux agriculteurs sous les drapeaux des permissions exceptionnelles dans la période des grands travaux agricoles, n° 4563. — Le 21 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux personnes, collectivités, entreprises publiques et privées, sinistrées par les inonda-

tions et autres calamités survenues dans les départements de l'Isère, des Hautes-Alpes et de la Savoie, n° 4642. — Le 13 août 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la défense nationale sur : I. — Le projet de loi portant intégration des militaires dans l'organisation générale de la Sécurité sociale ; II. — La proposition de loi de M. Anxionnaz tendant à faire étendre le bénéfice de la Sécurité sociale à tous les militaires en activité de service ou non ainsi qu'à leur famille, n° 5266 (rectifié). — Le 13 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi portant déclassement de deux parcelles de terrain dépendant de la place de l'Ecluse, n° 5267. — Le 20 août 1948, une proposition de loi tendant à accorder aux victimes de la grave crue de l'Isère, dans la vallée du Grésivaudan, une indemnisation égale au préjudice causé, n° 5338. — Le 24 août 1948, une proposition de loi tendant à la réparation des dégâts causés aux victimes des inondations du Rhône survenues les 24, 25 et 26 novembre 1944, dans le canton de Morestel (Isère) et la commune de Saint-Benoit (Ain), n° 5369. — Le 7 décembre 1948, une proposition de loi tendant à accorder la qualité de « soutien de famille » à certaines catégories de militaires appelés sous les drapeaux, même si l'allocation n'est pas attribuée et à les faire bénéficier d'allègements du temps de service militaire, n° 5732. — Le 3 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les jeunes soldats classés « soutiens de famille » d'un allègement du temps de service militaire, n° 6300. — Le 3 février 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Billat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux orphelins de guerre appelés à accomplir leur service militaire, d'être affectés à la garnison la plus rapprochée de leur domicile et de ne pas être envoyés dans une garnison d'un pays d'outre-mer, n° 6304. — Le 23 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant intégration des militaires dans l'organisation générale de la sécurité sociale, n° 6856. — Le 23 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter

le Gouvernement à mettre à la disposition du département de l'Isère un crédit de 70 millions destiné à indemniser les victimes des inondations de 1948, n° 7588. — Le 1^{er} juillet 1949, une proposition de loi modifiant l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 relatif aux allocations aux militaires, soutiens de famille, n° 7724. — Le 10 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir d'urgence de nouveaux chantiers de barrage dans les Alpes du Dauphiné et de Savoie, afin d'augmenter la production d'énergie hydro-électrique et d'employer la main-d'œuvre occupée sur les chantiers achevés de cette région et vouée au chômage, n° 8362. — Le 23 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir parmi les races bovines françaises celle dite « de Villars de Lans », n° 9609. — Le 10 mai 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Billat et plusieurs de ses collègues modifiant l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 relatif aux allocations aux militaires, soutiens de famille, n° 9913. — Le 1^{er} juin 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Césaire portant désaffectation et cession de terrains et locaux militaires à Fort-de-France, n° 10148. — Le 7 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à la commune de Saint-Hilaire-du-Rosier (Isère) victime de la grêle, une somme de 10 millions de francs à titre de premier secours, n° 10193. — Le 19 juin 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 7 de la loi n° 50-340 du 18 mars 1950 concernant l'appel en 1950 des jeunes gens sous les drapeaux, n° 10341. — Le 13 juillet 1950, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les sapeurs-pompiers ayant contracté un engagement de cinq ans dans un corps de pompiers régulièrement constitué d'un congé libérable de deux mois et d'une dispense des périodes de réserve, n° 10611. — Le 4 août 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 du décret n° 50-349 du 21 mars 1950 relatif à l'appel sous les drapeaux de la première fraction de la classe 1950 et tendant à faire bénéficier de la dispense ou de la libération les jeunes de la classe 1950 remplissant les conditions définies par les articles 7 et 8 de la loi du 18 mars 1950 sur l'incorpora-

tion de la classe 1950, n° 10908. — Le 8 décembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder à tous les militaires servant pendant la durée légale une prime exceptionnelle de 1.000 francs pour les fêtes de Noël et du Jour de l'An, n° 11566. — Le 12 décembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder l'amnistie à certaines catégories de personnes condamnées par les tribunaux militaires, n° 11598. — Le 20 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Pierre Montel et plusieurs de ses collègues (n° 11702) tendant à inviter le Gouvernement à proroger jusqu'au 30 juin 1951 le délai dans lequel seront recevables les demandes de certificat d'appartenance aux Forces françaises de l'intérieur ainsi que les demandes d'attribution de grades d'assimilation aux membres des Forces françaises de l'intérieur et de la Résistance intérieure française, n° 11703. — Le 21 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tous les militaires servant pendant la durée légale une prime exceptionnelle de 1.000 francs pour les fêtes du Jour de l'An, n° 11719. — Le 26 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer le service de cars Grenoble—Bourg desservant les régions de Morestel, Montalieu (Isère), Lagnieu (Ain) et réclamé par les assemblées départementales et locales de l'Isère et de l'Ain, n° 11982. — Le 8 février 1951, une proposition de loi tendant au relèvement du taux des allocations accordées aux familles nécessiteuses des jeunes gens sous les drapeaux, en vertu de l'article 24 de la loi du 31 mars 1928 et instituant la modalité d'une révision annuelle, n° 12119. — Le 8 février 1951, une proposition de loi tendant à accorder aux salariés du commerce et de l'industrie appelés à accomplir une période de réserve, une indemnité égale à leur salaire durant toute la durée de leur période, n° 12120. — Le 8 février 1951, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les citoyens français ou devenus français ayant appartenu, au cours de la guerre de 1939-1945, aux Forces françaises de l'intérieur, à la Résistance intérieure française ou ayant été déportés ou internés politiques et résistants, des dispositions de l'article 13 de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement, n° 12132.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947 : Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale (Assainissement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche)* [7 mars 1947] (p. 744); Chap. 907 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits proposés par le Gouvernement pour l'aménagement et l'assainissement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche* (p. 747). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande (*prix différentiel du blé*) [16 mai 1947] (p. 1614); — du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947, Dépenses civiles; Etat A, AGRICULTURE : Chap. 350 : *Dépenses d'études et de travaux du génie rural* [12 juin 1947] (p. 2062); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Chap. 346 : *Routes de montagne* [19 juin 1947] (p. 2247); ÉDUCATION NATIONALE : Chap. 46 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'activité théâtrale en France* [22 juillet 1947] (p. 3438, 3439); *le retire* (p. 3439); — du projet de loi portant reconduction, à l'exercice 1948, des crédits du budget 1947; Art. 1^{er} : *Reconduction du budget* [26 décembre 1947] (p. 6256, 6257); Art. 5 : BUDGETS ANNEXES; *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le personnel de la radiodiffusion française* [27 décembre 1947] (p. 6384); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant autorisation de paiement et d'engagement de dépenses au titre de la reconstruction et des dommages de guerre en 1948; Art. 13 : *Son amendement tendant à inclure le département de l'Isère parmi ceux ravagés par les inondations pour lesquels sont prévus des crédits* [30 décembre 1947] (p. 6512, 6513); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948, dépenses civiles); Etat A : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Chap. 907 : *Assainissement des vallées du Drac, de l'Isère et de la Romanche* [25 février 1948] (p. 1097); Art. 10 : *Ouverture de crédits pour la S. N. C. F. pendant le 1^{er} semestre 1948* (p. 1111); — de propositions de lois relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 7 : *Son amendement tendant à exonérer les cultivateurs de tabac*

[7 mars 1948] (p. 1514, 1515); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, AGRICULTURE : Chap. 162 : *Services du génie rural* [25 mai 1948] (p. 2899); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Chap. 100 : *Inondations de l'Isère* [21 juin 1948] (p. 3755, 3756); INTÉRIEUR : Chap. 128 : *Amendement de M. A. Petit tendant à réduire d'un million les crédits pour le service Z (Masques à gaz)* [27 juillet 1948] (p. 4920) — Est entendu pour une motion d'ordre (*Débat sur l'extension aux militaires de la sécurité sociale*) [21 juin 1948] (p. 3769, 3770). — Prend part à la discussion : de sa proposition de loi accordant des permissions exceptionnelles aux agriculteurs sous les drapeaux; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à augmenter ces permissions de 10 à 15 jours* [23 juin 1948] (p. 3865, 3866); *Son amendement tendant à appliquer cette loi dans les années à venir* (p. 3866); *Son amendement tendant à appliquer la loi aux militaires ayant déjà trois mois de service* (p. 3866, 3867); Art. 6 : *Son amendement tendant à suspendre les permissions en cas de conflit seulement* (p. 3867, 3868); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [7 juillet 1948] (p. 4417, 4420); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires (Exercice 1948); Etat A, GUERRE : Chap. 120 : *Solde des officiers* [8 juillet 1948] (p. 4478); *Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 3.200 millions les crédits pour la solde des officiers* (p. 4481); — du projet de loi relatif à l'exercice de certaines professions dans les entreprises nationalisées; Art. 1^{er} : *Incompatibilités de certaines fonctions avec le mandat législatif* [20 août 1948] (p. 6033); *Son amendement tendant à inclure les entreprises « privées »* (p. 6036); *le retire* (ibid.); — d'un projet de loi portant intégration des militaires dans la Sécurité sociale, en qualité de *Rapporteur* [17 décembre 1948] (p. 7697); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Fagon tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif aux avantages acquis supérieurs à ceux de la Sécurité sociale* (p. 7700); Art. 3 : *Amendement de M. Bartolini tendant à faire bénéficier des prestations les militaires en retraite dès l'âge de 50 ans* (p. 7701); *Amendement de M. Fagon et Segelle tendant à ne pas accorder les prestations à tous les militaires atteints d'une invalidité de 50 0/0* (p. 7702); *Amendement de M. Muzier tendant à inclure les*

mutiles et veuves de guerre ne pouvant exercer de profession (p. 7702); Art. 6 : *Amendement de M. Fagon relatif au remboursement des frais pharmaceutiques* (p. 7704); Art. 7 : *Amendement de M. Fagon tendant à rendre la cotisation de l'Etat égale à celle des bénéficiaires de la loi* (p. 7705); Art. 8 : *Amendement de M. Viatte tendant à instituer une seule caisse de sécurité sociale pour l'ensemble du territoire* (p. 7705); Art. 13 : *Amendement de M. Segelle tendant à prévoir un décret fixant le régime applicable aux familles des militaires servant outre-mer* (p. 7709); Art. 15 : *Amendement de M. Viatte tendant à supprimer le premier alinéa et à substituer la date du 1^{er} juin 1949 à celle du 1^{er} février 1949* (p. 7711); — du projet de loi portant fixation du budget général 1949 (dépenses civiles); Art. 1^{er} : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits (Aménagement du Drac et de l'Isère)* [31 décembre 1948] (p. 8237, 8238); *le retire* (p. 8239); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour janvier-février 1949; Art. 2 : *Dépenses de reconstruction et d'équipement* [31 décembre 1948] (p. 8295, 8296); — du projet de loi modifiant le Code du travail; Art. 8 : *Son amendement relatif aux bulletins nuls* [18 février 1949] (p. 719); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement; Art. 1^{er} : *Avances et prêts sur le Fonds national de modernisation et d'équipement* [2 mars 1949] (p. 1135); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à réduire le service pour les jeunes gens soutiens de famille* [3 mars 1949] (p. 1225, 1226); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 1^{er} : *Reconduction au taux de 1.600 francs par mois* [10 mars 1949] (p. 1492, 1493); — du projet de loi portant application aux militaires du régime de la Sécurité sociale, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 mars 1949] (p. 1923); Art. 3 : *Amendement de M. Fagon tendant à reprendre le texte voté en première lecture et n'accordant les avantages de la sécurité sociale qu'à partir de l'âge de 55 ans* (p. 1924); Art. 7 : *Amendement de M. Girardot tendant à reprendre le texte voté en première lecture faisant supporter à l'Etat toute la majoration de cotisation nécessaire* (p. 1924); Art. 8 : *Amendement de M. Se-*

gelle tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'autonomie de la Caisse de la sécurité sociale pour l'armée (p. 1925); — du projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les drapeaux; Art. 7 : *Son amendement tendant à réduire de trois mois le service dû par les soutiens de famille* [31 mars 1949] (p. 1933, 1934); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A, DÉFENSE NATIONALE; Chap. 1120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le reclassement de la fonction publique* [16 juin 1949] (p. 3405, 3406); GUERRE; Chap. 122 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde de la troupe* [17 juin 1949] (p. 3492); Chap. 321 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les transports* (p. 3508, 3509); Chap. 322 : *Son amendement tendant à réduire de 1 000 francs les crédits pour le logement et le cantonnement* (p. 3509, 3510); Art. 24 : *Son amendement tendant à accorder des congés de cinq ans avec solde entière aux militaires de carrière tuberculeux, aliénés ou cancéreux* [23 juin 1949] (p. 3733); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er}; Etat A, AIR, Chap. 911 : *Subventions aux budgets annexes des constructions aéronautiques* [22 juillet 1949] (p. 5018); Chap. 330 : *Carburants* (ibid.); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières, amendé par le Conseil de la République: Dispositions générales; Art. 6 : *Demande de disjonction de l'article relatif à la coordination des transports. présentée par M. Poumadère* [1^{er} juillet 1949] (p. 4040); — du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget annexe de la radiodiffusion française; Etat A, Chap. 100 : *Ses observations sur l'émetteur Alger-Grenoble* [19 juillet 1949] (p. 4802); — des interpellations sur la distribution d'électricité : *Discussion générale* [9 décembre 1949] (p. 6745); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Louvel* (p. 6753); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 3 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la sécurité sociale aux militaires* [26 décembre 1949] (p. 7304, 7305); *le retire* (ibid.); Article additionnel : *Son amendement tendant à assimiler les cultures de tabac aux cultures générales* [27 décembre 1949] (p. 7377); *Renvoi de son amendement à la Commission* (p. 7404); — du projet de loi de finances pour

l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Crédits destinés aux dépenses civiles (Travaux d'aménagement de l'Isère)* [29 janvier 1950] (p. 766); — du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux en 1950; Art. 6 : *Reprend l'amendement de M. Halbout tendant à supprimer la forclusion pour le dépôt des demandes de dispense* [2 mars 1950] (p. 1633); *Amendement de M. Bougom tendant à permettre la libération des fils aînés de familles de sept enfants* (p. 1634); Art. 7 : *Son amendement tendant à prévoir la libération anticipée des soutiens de famille* (p. 1636); *Son amendement tendant à insérer un article nouveau augmentant l'allocation journalière aux familles des « soutiens de famille »* (p. 1637); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 6 : *Demande de reprise du texte du Conseil de la République ne dispensant pas les fils aînés de filles-mères du service militaire, présentée par le Gouvernement* [17 mars 1950] (p. 2148); *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale dispensant du service les hommes classés « bons pour le service auxiliaire »* (p. 2149); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 16 bis : *Règlement des créances dues aux gouvernements alliés* [25 avril 1950] (p. 2820); — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950; Art. 1^{er}; Etat A, GUERRE, Chap. 1025 : *Son amendement tendant à augmenter de 2 milliards les crédits pour la solde des sous-officiers et hommes de troupe* [11 mai 1950] (p. 3538, 3539, 3540); Chap. 3005 : *Son amendement tendant à augmenter de 2 milliards les crédits pour l'alimentation de la troupe* (p. 3550, 3551); Chap. 900 : *Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits pour l'équipement du service de l'intendance* (p. 3557, 3558); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 5160 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'encouragement de la sélection animale (vaches de Villard de Lans)* [25 mai 1950] (p. 3953); *le retire* (ibid.); INTÉRIEUR, Chap. 6010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les victimes des calamités publiques (Victimes des inondations de l'Isère)* [1^{er} juin 1950] (p. 4102); FINANCES, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Cadres des hommes d'équipe)* [16 juin

1950] (p. 4892, 4894); *le retire* (p. 4895); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art 1^{er} : *Son amendement tendant à prévoir de nombreux cas de dispenses de service* [27 octobre 1950 (p. 7304); *Demande de disjonction des amendements prévoyant des cas de dispenses présentée par le Gouvernement* (p. 7310); *Son amendement tendant à prévoir des libérations anticipées pour certaines catégories* (p. 7318); *Son amendement tendant à augmenter les permissions de 20 jours par an* (p. 7321, 7322); *Son amendement tendant à augmenter les allocations aux soldats soutiens de famille* (p. 7324); Art. 5 : *Son amendement tendant à incorporer les agriculteurs en automne* (p. 7335). — Pose à M le Ministre des Finances une question relative à la majoration des impôts agricoles en 1950 [8 décembre 1950] (p. 8832). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article instituant un fonds de Défense nationale* [29 décembre 1950] (p. 9823); Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant des transferts de crédits d'un chapitre à l'autre* (p. 9832); — d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951; Art. 3 : *Dépenses militaires* [30 décembre 1950] (p. 9882); Art. 10 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif au programme d'entretien de l'armée* (p. 9884); Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux droits de réquisition* (p. 9884); Art. 26 : *Sa demande de disjonction de l'article augmentant le nombre des militaires de carrière* (p. 9889); — du projet de loi relatif aux rengagements spéciaux pour l'Indochine; Art. 2 : *Son amendement tendant à ne pas envoyer de soldats du contingent en Asie* [3 janvier 1951] (p. 90, 91); Art. 5 : *Son amendement tendant à interdire les pressions en vue d'engagements pour l'Indochine sur les soldats qui effectuent leur service légal* (p. 92); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à modifier la composition de la commission chargée de fixer les indemnités* [4 janvier 1951] (p. 148); *Son amendement tendant à inclure un membre de la Cour de cassation dans la commission* (p. 149, 150); — du projet de loi portant dévolution des biens de presse; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à inclure deux parlementaires dans la commission chargée de fixer les indemnités dues*

[30 janvier 1951] (p. 512). — Pose à M le Ministre de la Défense nationale une question relative au refus de dispense du service militaire à des jeunes gens de la classe 1950 [9 février 1951] (p. 980). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 6 : *Son amendement tendant à interdire des prix supérieurs à la règle pour tenir compte des impenses du bailleur* [14 février 1951] (p. 1132, 1133); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951 : *Discussion générale* [21 mars 1951] (p. 2309, 2310); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap 1000 : *Amendement de M. Perdon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Encadrement du corps des huissiers)* [3 avril 1951] (p. 2579); *Amendement de M. Hugonnier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Promotion des gardiens de bureau)* (p. 2579); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Cnap. 4190 : *Amendement de Mme Rabaté tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocation aux familles nécessiteuses dont le soutien est mobilisé* [5 mai 1951] (p. 4594, 4595); Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder l'allocation aux familles dont le soutien est mobilisé* (p. 4602, 4603); *Amendement de Mme Lambert tendant à accorder l'allocation aux familles d'exploitants agricoles mobilisés* (p. 4603); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap 9079 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aménagement du Grésivaudan* [11 avril 1951] (p. 3117); Chap. 901 : *Amendement de M. Laurent tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement rural (Adductions d'eau)* (p. 3130); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [12 avril 1951] (p. 3180, 3181); — du projet de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement militaires en 1951; Etat A, GENDARMERIE, Chap. 1030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les soldes et indemnités (Envoi de gendarmes en Indochine)* [17 mai 1951] (p. 5375); DÉPENSES RÉSULTANT DES HOSTILITÉS, Chap 7012 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services de liquidation des F. F. I.*

(p. 5383, 5384); GUERRE, Chap. 3095 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour convocation des réserves* [18 mai 1951] (p. 5413, 5414); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à accorder des dispenses aux jeunes gens de la classe 1950* (p. 5441); *Son amendement tendant à assurer aux salariés appelés sous les drapeaux, une solde compensatrice de leur salaire* (p. 5441); Art. 39 : *Son amendement tendant à fixer au 31 décembre 1951 la date de forclusion pour les certificats d'appartenance aux F. F. I.* (p. 5454); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 23 : *Mutations et changements d'affectation des officiers* [22 mai 1951] (p. 5710); — du projet de loi relatif au développement des crédits militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951; FRANCE D'OUTRE-MER, Art. 1^{er}, Etat A, ÉTATS ASSOCIÉS. Chap. 1535 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour soldes de la troupe (Envoi d'un jeune homme de 19 ans en Indochine)* [18 mai 1951] (p. 5459).

BILLÈRES (M. René), Député des Hautes-Pyrénées.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194) [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des pensions [17 décembre 1947] (p. 5757), [26 janvier 1948] (p. 195). Est élu président de la Commission de l'éducation nationale [*J. O.* du 21 janvier 1949] (p. 816). [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 716), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 882). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 195).

Dépôts :

Le 5 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir immédiatement en aide aux victimes des orages de grêle qui se sont abattus dans le département des Hautes-Pyrénées dans la période du 15 au 25 mai 1950 n° 10171. — Le 5 juin 1950 une proposition de loi tendant à corriger les injus-

tices et anomalies que comporte le décret n° 49-902 du 8 juillet 1949, instituant le cadre unique dans l'enseignement. n° 10178. — Le 15 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Billères et plusieurs de ses collègues (n° 10178) tendant à corriger les injustices et anomalies que comporte le décret n° 49-902 du 8 juillet 1949, instituant le cadre unique dans l'enseignement, n° 10293. — Le 5 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur : I. les propositions de loi : 1° de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues (n° 2697) tendant à supprimer la perte d'ancienneté infligée à certaines catégories du personnel enseignant du second degré; 2° de Mme Charbonnel et plusieurs de ses collègues (n° 6388) tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 48-1314 du 26 août 1948 à tous les élèves des écoles normales supérieures dès le début de leur scolarité; 3° de Mme Lucie Guérin et plusieurs de ses collègues (n° 8830) tendant à attribuer aux élèves-maîtres et maîtresses dès la première année de leur stage de formation professionnelle le bénéfice de l'indice 185, pour la fixation de leur traitement, à compter du 1^{er} octobre 1948; 4° de Mme Lucie Guérin et plusieurs de ses collègues (n° 11636) tendant à attribuer aux élèves maîtres et maîtresses dès la première année de leur stage de formation professionnelle le bénéfice de l'indice 185, pour la fixation de leur traitement à compter du 1^{er} octobre 1950; II. les propositions de résolution : 1° de Mme Charbonnel et plusieurs de ses collègues (n° 4123) tendant à inviter le Gouvernement à porter l'indemnité de fonction des proviseurs et censeurs du cadre de province promus au cadre supérieur au même taux que celle de leurs collègues du cadre des lycées de Paris; 2° de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues (n° 6385) tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'amélioration du reclassement des bibliothécaires; 3° de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues (n° 6410) tendant à inviter le Gouvernement à réparer le préjudice grave dont sont présentement victimes les administrateurs de l'Education nationale; 4° de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues (n° 6555) tendant à inviter le Gouvernement à rectifier la grave anomalie du reclassement des directeurs et directrices d'Ecole Normale primaire; 5° de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues (n° 6556) tendant à inviter le Gouvernement à

opérer une révision des indices de reclassement du personnel des inspections académiques; 6° de Mme Charbonnel et plusieurs de ses collègues (n° 7512) tendant à inviter le Gouvernement à donner satisfaction aux agents de lycées qui réclament l'application d'un statut, dit projet Monod, élaboré par la Commission paritaire nationale du second degré; 7° de M. Thamier et plusieurs de ses collègues (n° 8832) tendant à inviter le Gouvernement à assurer avant le 1^{er} janvier 1951 l'intégralité du reclassement de la fonction enseignante, à améliorer le reclassement pour certaines catégories et à poursuivre, sans abattement, les versements d'attente, n° 12721.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et communes; Art. 8: *Son amendement tendant à instituer une taxe sur les entrepreneurs de travaux publics pour le fonds départemental de péréquation* [11 décembre 1947] (p. 5614); — du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères publiques: *Discussion générale* [13 mai 1948] (p. 2596, 2597, 2598); — du projet de loi accordant un contingent exceptionnel de Croix de la Légion d'honneur (*centenaire de 1848*), en qualité de *Rapporteur suppléant* [17 février 1949] (p. 645, 646); Art. 1^{er}: *Amendement de M. Sigrist tendant à tripler le nombre des croix* (p. 647); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1^{er}; Etat A: EDUCATION NATIONALE, Chap. 8009: *Reconstruction des établissements du second degré* [4 juillet 1949] (p. 4155). — Est entendu au sujet d'un conflit de compétence entre deux Commissions, en qualité de *Président de la Commission de l'éducation nationale* [13 juillet 1949] (p. 4705, 4706). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Education nationale: *Discussion générale* [8 juin 1950] (p. 4490, 4491). — Est entendu sur une attribution de compétence pour l'examen d'une proposition de loi relative à l'organisation du service de santé scolaire [22 juin 1950] (p. 5130, 5131, 5133). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des

services civils en 1950; EDUCATION NATIONALE: *Discussion générale (ses observations sur la décentralisation des universités, les heures supplémentaires faites par les professeurs et la réforme de l'enseignement)* [23 juin 1950] (p. 5210, 5211, 5212); Chap. 1370: *Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer les crédits pour le personnel des lycées et collèges (amélioration du cadre unique)* (p. 5229); Chap. 3250: *Amendement de Mme Lamblin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de stage dans l'enseignement secondaire (certificat d'aptitude pédagogique)* [17 juillet 1950] (p. 5501); Chap. 3738: *Bibliothèque de l'Institut* [18 juillet 1950] (p. 5538); Chap. 1370: *Personnel des lycées et collèges* [22 juillet 1950] (p. 5799); — d'une proposition de loi relative au transfert des charges scolaires des Houillères aux communes minières: *Urgence* [20 juillet 1950] (p. 5649). — Est entendu: sur le règlement de l'ordre du jour (*discussion du budget de l'Education nationale*) [21 juillet 1950] (p. 5755); — sur le procès-verbal (*Son absence lors de la discussion d'une proposition de loi dont il était Rapporteur*) [1^{er} août 1950] (p. 6350); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion de la proposition de loi relative à un cadre unique dans l'enseignement*) [1^{er} août 1950] (p. 6363), [2 août 1950] (p. 6492). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative au cadre unique dans l'enseignement, en qualité de *Rapporteur* [3 août 1950] (p. 6562, 6563, 6564, 6565, 6566, 6567); *Retire sa proposition de loi* (p. 6567); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 6568); — d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Education nationale, amendée par le Conseil de la République: *Discussion générale* [21 novembre 1950] (p. 7940, 7946); — d'une proposition de loi relative au statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [20 décembre 1950] (p. 9373). — Dépose une demande d'interpellation sur le dépôt du projet de loi transférant les charges scolaires des Houillères aux communes minières [2 février 1951] (p. 679). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951: TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4010: *Amendement de M. P. H. Teitgen tendant à insérer un chapitre nouveau garantissant le salaire minimum des maîtres laïques de l'ensei-*

gnement privé [20 mars 1951] (p. 2217, 2219, 2237, 2238); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000: *Création d'emplois et recrutement d'instituteurs* [20 avril 1951] (p. 3658, 3659, 3660, 3661, 3662); *Amendement de M. Fontupl Esperaber tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de ce chapitre (enseignement de l'allemand en Alsace-Lorraine)* (p. 3672, 3673); Chap. 1070: *Amendement de M. Hamon tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'administration académique (secrétariat à la jeunesse et aux sports)* (p. 3676); Chap. 1110: *Amendement de M. Viatte tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le personnel des Universités (reclassement des professeurs des universités)* (p. 3679); Chap. 1140: *Ecoles normales supérieures* [21 avril 1951] (p. 3704); Chap. 1360: *Cadre unique des agrégés* (p. 3706); Chap. 1410: *Amendement de M. Jean Massou tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour les écoles primaires élémentaires (instituteurs chargés d'écoles à classe unique)* (p. 3732); Chap. 1440: *Son amendement tendant à réduire de 4.000 fr. les crédits pour indemnités aux écoles primaires (classes temporaires d'application)* (p. 3736); Chap. 1540: *Centres d'apprentissage* (p. 3743); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils: *Motion préjudicielle de M. Thamiér demandant l'augmentation des crédits pour les constructions scolaires* [10 avril 1951] (p. 3069, 3070). = S'excuse de son absence [28 novembre 1946] (p. 1). — Obtient un congé [28 novembre 1946] (p. 1).

BILLOUX (M. François), *Député des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription)*.

Ministre de la Défense nationale

(Cabinet RAMADIER)

du 22 janvier au 4 mai 1947.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre: de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [21 janvier 1947] (p. 27), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la défense nationale [29 mai 1947] (p. 1793); de la Commission des affaires étrangères [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364).

Dépôts :

Le 30 mai 1947, une proposition de loi portant organisation des forces armées, n° 1532. — Le 30 mai 1947, une proposition de loi portant organisation de la défense nationale, n° 1533. — Le 10 juin 1948, une proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance n° 45-323, et les textes d'application qui en résultent, et à lui substituer une nouvelle réglementation précisant le mode de formation et le rôle dans la nation des Associations familiales, n° 4519. — Le 5 juillet 1948, une proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance n° 45-323, et les textes d'application qui en résultent, et à lui substituer une nouvelle réglementation précisant le mode de formation et le rôle dans la nation des associations familiales, n° 4864. — Le 3 février 1950, une proposition de loi tendant à créer à Marseille une école de rééducation professionnelle pour les mutilés de la guerre et du travail, n° 9174.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre du Budget extraordinaire de l'Exercice 1947: RECONSTRUCTION, ÉQUIPEMENT, DOMMAGES DE GUERRE (Services civils); Art. 7: *Amendement de M. Guittou tendant à substituer les commissions locales aux Commissions cantonales de dommages de guerre* [23 décembre 1946] (p. 318, 319). — Est nommé *Ministre de la Défense nationale* [22 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947, p. 939).

En cette qualité :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'Exercice 1947 (Dépenses militaires), Art. 5: *Installation à Morcena d'une usine récupérée en Allemagne* [27 mars 1947] (p. 1200). — Est relevé de ses fonctions de ministre [Décret du 4 mai 1947] (*J. O.* du 5 mai 1947, p. 1213).

En qualité de Député :

Dépôt d'une demande d'interpellation sur la politique de reconstruction du Gouvernement et l'application de la loi sur les dommages de guerre [28 octobre 1947] (p. 4915). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Cayol et Bergasse

sur les incidents de Marseille du 12 novembre 1947 [13 novembre 1947] (p. 5000, 5001). — Est entendu au cours du débat : sur les interpellations de MM. Cayol, Bergasse et Cristofol sur les incidents de Marseille du 12 novembre 1947 [18 novembre 1947] (p. 5071); — sur le projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Lettre adressée au Maréchal Pétain au moment du procès de Riom* [29 novembre 1939] (p. 5314, 5316, 5339); — sur le projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6015, 6016, 6017, 6018, 6019, 6020, 6021, 6022, 6023, 6024). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948) : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [25 février 1948] (p. 1120, 1121); — du projet de loi relatif aux sociétés coopératives et aux associations syndicales de reconstruction : Art. 2 : *Amendements de MM. Midol, Thiriet et Guillon relatifs aux coopératives agricoles* [2 mars 1948] (p. 1283); Art. 17 : *Son amendement tendant à appliquer aux sociétés la loi du 10 septembre 1947* [17 mars 1948] (p. 1844); *le retire* (ibid.); Art. 37 : *Son amendement relatif au droit de retrait des signataires* (p. 1859); Art. 44 : *Son amendement tendant à transmettre au Préfet les pouvoirs du Ministre pour la résiliation des marchés* (p. 1863); — des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Ses observations sur la question allemande* [5 mars 1944] (p. 1394, 1395, 1396, 1397, 1398, 1399, 1400). — Dépose une demande d'interpellation sur les accords de Londres concernant le statut de l'Allemagne [8 juin 1948] (p. 3293); la développe (*Ses observations sur le pacte franco-soviétique, la réduction des crédits du plan Marshall, le contrôle de la Ruhr*) [11 juin 1948] (p. 3467 et suiv.). — Est entendu au cours du débat : sur la demande de discussion d'urgence de sa proposition de loi abrogeant son ordonnance relative aux associations familiales : *Ses explications de vote sur l'urgence* [16 juillet 1948] (p. 4666); — sur l'investiture de M. le Président du Conseil désigné (M. André Marie) : *Ses observations sur la politique suivie par M. Marie* [24 juillet 1948] (p. 4881, 4882, 4883, 4884, 4885). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition et la politique générale du Gouvernement et est entendu sur la fixation de la date de la discussion de cette interpellation [27 juillet 1948] (p. 4912 et suiv.). —

Prend part à la discussion du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Discussion générale* [8 août 1948] (p. 5553, 5554, 5555, 5556, 5557). Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude du Gouvernement à la suite de la décision anglo-américaine de remettre l'industrie de la Ruhr aux capitalistes allemands [16 novembre 1948] (p. 6990); la développe (*Ses observations sur les conséquences de l'accord de Londres, le plan américain de guerre contre l'U. R. S. S., le redressement économique de l'Allemagne, la fin des réparations, la remise des mines de la Ruhr à leurs propriétaires, la politique de Georges Bonnet en 1939 et la volonté de paix de l'U. R. S. S.*) [30 novembre 1948] (p. 7302 et suiv.); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Scherer* [2 décembre 1948] (p. 7368, 7369). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Débat sur la remise de l'industrie de la Ruhr aux allemands*) [16 novembre 1948] (p. 7008); *Discussion de son interpellation sur le problème de la Ruhr* [23 novembre 1948] (p. 7166, 7167, 7168). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification du pacte Atlantique : *Pose la question préalable* [23 juillet 1949] (p. 5092, 5093, 5094, 5095, 5096, 5097, 5098); *Discussion générale* [25 juillet 1949] (p. 5226). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique allemande du Gouvernement [22 novembre 1949] (p. 6157); la développe (*Ses observations sur l'Allemagne orientale, les magnats de la Ruhr, le réarmement de l'Allemagne occidentale, les conséquences fâcheuses sur le plan économique de l'Union européenne occidentale pour la France*) [24 novembre 1949] (p. 6235, 6236, 6237, 6238, 6239, 6240, 6241, 6242, 6243, 6244, 6245, 6246). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Son rappel au règlement sa lettre au Maréchal Pétain*) [8 mars 1950] (p. 1929, 1930, 1931). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis : *Discussion générale* [14 mars 1950] (p. 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008). — Dépose une demande d'interpellation : sur la fusion des industries minières et sidérurgiques françaises et allemandes [11 mai 1950] (p. 3545); sur la fermeture de l'usine des aciéries du Nord à Marseille [21 juillet 1950] (p. 5732). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Débats sur*

L'Indochine et le réarmement de l'Allemagne [17 octobre 1950] (p. 6932, 6933). — Prend part à la discussion des interpellations sur le réarmement allemand (*Ordre du jour de confiance de M. Chevallier*) [25 octobre 1950] (p. 7215, 7216, 7217, 7218, 7219). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion de diverses interpellations déposées par le groupe communiste*) [7 novembre 1950] (p. 7532, 7533). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux recommandations de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe (*Pose la question préalable*) [14 novembre 1950] (p. 7715, 7716, 7717, 7718, 7719, 7720); *ses explications de vote* (p. 7742, 7743). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement à l'égard du réarmement de l'Allemagne et les suites à donner à la proposition de l'U. R. S. S. [14 novembre 1950] (p. 7744); — sur le réarmement de l'Allemagne occidentale [9 décembre 1950] (p. 8894). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951 : AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 1000 : *Ses observations sur le réarmement de l'Allemagne* [12 décembre 1950] (p. 8969, 8970, 8971); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption du texte gouvernemental* (*Ses observations sur la lettre qu'il avait adressée au Maréchal Pétain en 1940*) [31 décembre 1950] (p. 9938, 9939, 9940, 9941). — Prend part au débat sur l'investiture du président du Conseil désigné (M. Henri Queuille) : *Ses observations sur le programme réactionnaire du Gouvernement* [9 mars 1951] (p. 1801, 1802, 1803, 1804, 1808). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition du 3^e cabinet Queuille [13 mars 1951] (p. 1828); et est entendu sur la date de discussion de cette interpellation (p. 1829, 1830, 1832). — Est entendu sur une communication du Gouvernement (*Grève des transports parisiens, revendications générales des salaires*) [21 mars 1951] (p. 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion tant que n'auront pas été votés vingt textes importants* [8 mai 1951] (p. 4860, 4861).

BINOT (M. Jean), Député de la Seine-Inférieure (2^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34); [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la marine marchande [11 février 1947] (p. 276); de la Commission de la presse [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276). — Est nommé juge titulaire de la Haute-Cour de justice (Application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796). — Est nommé juré à Haute-Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [1^{er} juin 1948] (p. 3049), [30 novembre 1948] (p. 7302).

Dépôts :

Le 5 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à renoncer à toute réduction des sommes inscrites au budget de l'Éducation nationale et en particulier à ne pas lui appliquer la réduction générale de 7 0/0 prévue pour les autres Départements ministériels, n^o 1568. — Le 10 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Binot et plusieurs de ses collègues (n^o 1568) tendant à inviter le Gouvernement à renoncer à toute réduction des sommes inscrites au budget de l'Éducation nationale et en particulier à ne pas lui appliquer la réduction générale de 7 0/0 prévue pour les autres Départements ministériels, n^o 1632. — Le 22 avril 1948, une proposition de loi tendant à transformer les écoles privées des houillères nationalisées en écoles publiques, n^o 3957. — Le 8 juillet 1948, une proposition de loi tendant à régler la situation des personnels (ingénieurs et cadres administratifs) de certaines usines d'armement nationalisées en 1936, n^o 4902. — Le 28 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à hâter la

transformation d'emplois de personnel contractuel en emplois de personnel titulaire des Corps civils techniques et administratifs dans certaines usines d'armement nationalisées en 1936, n° 5078. — Le 30 mars 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'article 74 du Code disciplinaire et pénal de la marine marchande (loi du 17 décembre 1926), n° 6890. — Le 3 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer les postes indispensables en vue de faire face aux exigences de la loi scolaire dans l'enseignement primaire élémentaire, lors de la rentrée d'octobre 1950, n° 9163.

Interventions :

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Traitement de stagiaire aux élèves de quatrième année des écoles normales*) [27 mars 1947] (p. 1207). — Prend part à la discussion de sa proposition de résolution tendant à maintenir les sommes inscrites au budget de l'Education nationale, en qualité de *Rapporteur* [12 juin 1947] (p. 2047). — Participe à la discussion du projet de loi concernant les élections municipales, amendé par le Conseil de la République; Art. 7 : *Amendement de M. Fayet tendant à étendre cette loi à l'Algérie* [28 août 1947] (p. 4777). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et communes; Art. 8 : *Son amendement tendant à inclure un nouvel article concernant les stations thermales et climatiques* [11 décembre 1947] (p. 5616); — du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères : *Retrait de l'ordre du jour* [20 avril 1948] (p. 2089); *Ses explications de vote sur l'urgence* [13 mai 1948] (p. 2554); *Discussion générale* (p. 2583, 2592, 2593, 2594); *Sur la prise en considération du projet gouvernemental* [14 mai 1948] (p. 2653, 2654, 2655); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2684); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Industrie et du Commerce : *Discussion générale* [29 mars 1949] (p. 1825); — du projet de loi portant suppression des cours de justice; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Minjot tendant à reporter au 31 décembre 1949 la suppression de ces cours* [7 juin 1949] (p. 3199) — Dépose une demande d'interpellation : sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'a pas encore déposé le projet

portant réforme générale de l'enseignement [9 juin 1949] (p. 3259); — sur la politique du Gouvernement en matière d'éducation nationale [26 avril 1950] (p. 2895). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au cadre unique dans l'enseignement : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6567); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Equipped des lycées* [20 avril 1951] (p. 3632).

BIONDI (M. Jean), Député de l'Oise.

Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur

(Cabinet BLUM)

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947.

Secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative

(Cabinet SCHUMAN)

du 26 novembre 1947 au 25 juillet 1948.

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

(Fonction publique)

(Cabinet MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948.

Secrétaire d'Etat aux Finances et Affaires économiques (Fonction publique)

(Cabinet SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948.

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (Fonction publique et réforme administrative)

(Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949.

Secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique et de la réforme administrative

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 7 février 1950.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39) = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102, [11 février 1947] (p. 276); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [11 février 1947] (p. 276), [25 avril 1950] (p. 2807); de la Commission

de la défense nationale [25 juillet 1950] (p. 5914); de la Commission de la réforme administrative [1^{er} août 1947] (p. 3837).

Dépôts :

Le 6 février 1947, une proposition de loi tendant à l'institution d'une Caisse nationale coopérative de solidarité des collectivités locales, n° 475. — Le 14 février 1947, une proposition de loi constituant à titre exceptionnel pour les personnes ayant pris une part active à la Résistance, des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics, n° 570. — Le 24 juillet 1947, une proposition de loi tendant à la réforme de la structure gouvernementale, n° 2129. — Le 14 avril 1949, un projet de loi portant autorisation de transformation d'emplois et réforme de l'auxiliarat, n° 7123. — Le 23 mai 1949, un projet de loi relatif à la suppression du Haut-Commissariat au Ravitaillement, n° 7257. — Le 19 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de l'orage qui s'est abattu sur les cantons de Neuilly-en-Thelle, Creil, Mouy, Liancourt et Clermont, dans la nuit du 6 au 7 juin 1950, par l'octroi de secours d'urgence et par l'exonération d'impositions au titre de l'année 1950, n° 10356. — Le 2 août 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire appliquer strictement l'article 61 de la loi du 20 septembre 1948 sur les pensions civiles et militaires et l'article 63 du décret du 5 octobre 1949 concernant les retraités des collectivités locales, n° 10857.

Interventions :

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* (J. O. du 17 décembre 1946, p. 10691).

En qualité de Député (1) :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 68 : *Son amendement tendant à exiger l'autorisation ministérielle ou préfectorale pour les emprunts contractés par toutes les associations autorisées ou forcées* [7 février 1947] (p. 254); — sur la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales;

Art. 1^{er} : *Amendement de M. Charles Serre tendant à ce que, lors de la résiliation par décret des contrats de concession, M. le Ministre des Finances soit consulté et participe à la signature des décrets* [4 mars 1947] (p. 587). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A. INTÉRIEUR, Chap. 900 : *Son amendement tendant à reprendre ce chapitre relatif aux travaux d'intérêt local et à l'aide exceptionnelle aux associations reconnues d'utilité publique* [7 mars 1947] (p. 765); Chap. 902 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits accordés par le Gouvernement pour l'entretien des bâtiments des collectivités locales* (p. 765, 766). — Son rapport sur une pétition [25 juin 1947] (p. 2467). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); RADIODIFFUSION FRANÇAISE, Chap. 103 : *Services administratifs et techniques* [16 juillet 1947] (p. 3049, 3050); Chap. 301 : *Matériel d'exploitation* (p. 3051, 3052). — Est entendu : au cours du débat sur l'adoption en 2^e lecture de la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales; Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer les mots « jusqu'à l'intervention dudit décret »* [24 juillet 1947] (p. 3463); — dans la discussion d'une proposition de résolution de M. Lecourt tendant à la nomination d'une commission exceptionnelle de la réforme administrative : *Son amendement tendant à ajouter un alinéa prévoyant que la Commission de l'intérieur resterait compétente pour les autres projets* [24 juillet 1947] (p. 3487). — Son rapport sur une pétition [31 juillet 1947] (p. 3810). — Est nommé *Secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative* (Cabinet R. Schuman) [26 novembre 1947] (J. O. du 27 novembre 1947, p. 11734).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique et l'amélioration de la situation des victimes de guerre : *Rappel au règlement de M. Montel* [4 février 1948] (p. 382); *Discussion générale* (p. 392, 393); Art. 1^{er} : *Ouverture d'un crédit de 400 milliards pour le reclassement* [5 février 1948] (p. 438, 439, 440); *Amendement de M. Anxionnaz tendant à réduire les crédits d'un million* (p. 440, 441, 442, 443, 444); *Amendement de M. Le Coutaller tendant à réduire les crédits de 4 mil-*

(1) Le Cabinet Léon Blum a démissionné le 16 janvier 1947.

lion de francs (p. 445); Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire les crédits de 4.000 fr. (p. 448); Amendements de MM. Anxionnaz et Masson tendant à réduire les crédits [6 février 1948] (p. 486, 487, 488, 489, 490); Renvoi de la discussion (p. 498); Art 5 : Amendement de Mme Guérin relatif à l'indemnité de résidence (p. 506); Amendement de Mme Lempereur tendant à ne diminuer en aucun cas le montant de l'indemnité de résidence (p. 507); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 9 bis : Amendement de M. Fagon relatif aux fonctionnaires anciens combattants et victimes de guerre [27 février 1948] (p. 1171); Art. 14 : Arrêtés de répartition des crédits (p. 1171); — de la proposition de loi relative à l'accession aux services publics en vertu de l'ordonnance du 15 juin 1945; Article unique : Énumération de diverses catégories intéressées [16 mars 1948] (p. 1719, 1720); — du projet de loi relatif au dégagement de cadres : Nouveau texte de la Commission [3 juin 1948] (p. 3167, 3168); Article unique : Amendement de M. de Raulin-Laboureur tendant à interdire toute création d'emploi pour un an (p. 3171); Amendements de MM. Badie, Bruynoel et Kuehn tendant à ne pas licencier les fonctionnaires résistants (p. 3176); Amendement de M. Serre tendant à suspendre le recrutement des non titulaires (p. 3180); — de la proposition de loi de M. Bouxom relative aux prestations familiales : Sa demande de renvoi [3 juin 1948] (p. 3184); la retire (p. 3185); Article unique : Amendement de Mme Bastide tendant à modifier le délai d'obtention de l'allocation de naissance (p. 3186). — Répond à une question de M. Gazier relative au problème de l'auxiliarat [4 juin 1948] (p. 3232). — Est nommé Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (Fonction publique) (Cabinet André Marie) [26 juillet 1948] (p. 7363). — Est nommé Secrétaire d'Etat aux Finances (Fonction publique et réforme administrative) (2^e Cabinet R. Schuman) [5 septembre 1948] (J. O. du 5 septembre 1948, p. 8786) — Est nommé Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (Fonction publique et réforme administrative) (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (J. O. du 12 septembre 1948, p. 9010).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale*

(Ses observations sur la compression du nombre de fonctionnaires) [20 décembre 1948] (p. 7772, 7774); Ses observations sur les licenciements de fonctionnaires, les commissions de la hache et de la guillotine, les emplois supprimés à la Reconstruction, le nombre total des fonctionnaires en 1938 et 1948 (960.000 en 1948), la réforme administrative et la réforme départementale [21 décembre 1948] (p. 7811, 7812, 7813, 7814, 7815); — d'une proposition de loi modifiant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance : Sa demande de renvoi à la Commission [11 février 1949] (p. 533, 534); — d'une proposition de loi relative à l'organisation administrative : Question préalable posée par M. Triboulet [22 février 1949] (p. 784). — Répond à une question : de M. Frédéric-Dupont relative à l'adresse et à la superficie des locaux administratifs occupés par son ministère à la date du 1^{er} juillet 1939 et du 1^{er} juillet 1947 [20 mai 1949] (p. 2750); — de M. Jacques Duclos relative à la limite d'âge ne donnant plus droit aux prestations familiales pour un fonctionnaire né en 1886 et la date de mise à la retraite de ce fonctionnaire en exécution de la loi du 8 août 1947 [20 mai 1949] (p. 2750); — de M. Béné relative au nombre de hauts fonctionnaires dans les différents ministères [8 juillet 1949] (p. 4414, 4415). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil (Fonction publique) [13 octobre 1949] (p. 5764). — Est nommé Secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative (Cabinet Bidault), [décret du 29 octobre 1949] (J. O. du 31 octobre 1949, p. 10846).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant réforme de l'auxiliarat : Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Cordonnier [4 novembre 1949] (p. 5990); Art. 1^{er} : Amendement de M. Cristofol tendant à titulariser tous les fonctionnaires permanents [10 novembre 1949] (p. 6063, 6064); Amendement de M. Ballanger relatif aux emplois classés dans les catégories C et D (p. 6064); Amendement de M. E.-L. Lambert relatif au pourcentage de titularisation réservé aux victimes de la guerre (p. 6065); Amendement de M. Barangé tendant à interdire un excédent de dépenses par rapport au crédit accordé l'année précédente (p. 6066, 6067); Art. 2 : Amendement de M. E.-L. Lam-

bert tendant à réduire à trois ans la durée des services exigée pour la titularisation dans le cas des victimes de guerre (p. 6067, 6069, 6070); Amendement de MM. Barangé et Grésa tendant à modifier la durée des services nécessaires pour obtenir éventuellement la titularisation (p. 6069); Amendement de M. Ballanger tendant à maintenir les dispositions de l'ordonnance du 21 mai 1945 relative aux auxiliaires (p. 6070); Art. 3 : Amendement de M. Ballanger relatif à l'intégration des auxiliaires avec un échelon égal ou supérieur à celui précédemment occupé (p. 6071); Art. 4 : Amendement de M. Monteil tendant à ne limiter le recrutement d'auxiliaires que dans les administrations civiles (p. 6072); — des interpellations sur la péréquation des retraites civiles et militaires : Discussion générale [29 novembre 1949] (p. 6420, 6421). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et de la réforme administrative (Cabinet Bidault) [7 février 1950] (*J. O.* du 7 février 1950 p 1479).

En qualité de Député :

Pose à M. le Président du Conseil une question relative aux récentes nominations à la Cour des Comptes [28 avril 1950 (p. 3061)]. — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 1000 : Amendement de M. A. Mercier tendant à réduire de 1 000 francs les crédits de l'administration centrale (Incidents du sanatorium Paul Doumer à Liancourt (Oise) (p. 4611); — d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires; Article unique : Contre-projet de M. Fagon tendant à accorder aux fonctionnaires ayant un indice inférieur à 150 une indemnité de cherté de vie [15 juin 1950] (p. 4841); Amendement de M. Guyon tendant à accorder la troisième majoration de reclassement le 1^{er} décembre 1950 (p. 4846); Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'application de l'article premier de la loi des maxima [24 juin 1950] (p. 5259, 5260); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 3 : Amendement de M. Villon tendant à faire suivre aux sursitaires et ajournés le sort de leur classe d'âge [27 octobre 1950] (p. 7328, 7329, 7330); Amendement analogue de M. Pierre-Henri Teitgen (p. 7331, 7332). = Son décès est annoncé à l'Assemblée Nationale [10 novembre 1950] (p. 7627).

BISCARLET (M. Alfred), Député de la Haute-Loire.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194). [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la presse [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348).

Dépôts :

Le 19 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accélérer la liquidation des pensions dues aux institutrices mises à la retraite d'office par le pseudo gouvernement de Vichy, n° 1767. — Le 30 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs victimes de la grêle dans le département de la Haute-Loire, n° 2166. — Le 27 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux sinistrés du département de la Haute-Loire victimes de l'inondation et des orages de grêle du mois de mai 1948 n° 4321. — Le 16 juin 1949 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les passementiers rubanniers de la taxe pour frais de chambre des métiers, n° 7466. — Le 24 juin 1950, une proposition de loi tendant à empêcher toute fermeture de mines, dans les houillères nationales ou privées ou d'usines métallurgiques sans que la décision ait été préalablement soumise au Parlement n° 10451 (rectifié). — Le 1^{er} février 1951, une proposition de loi tendant à exonérer les passementiers et tous tisseurs à domicile de la taxe sur les transactions, n° 12045.

Interventions :

Pose à M. le Ministre des finances une question relative à l'exonération des passementiers à domicile de la taxe pour frais de la chambre des métiers et de la taxe de transaction [18 juillet 1947] (p. 3177). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 3 : Son amendement tendant à exonérer les victimes

de calamités agricoles en 1947 [3 janvier 1948] (p. 27) : *Son amendement tendant à exonérer partiellement les victimes des calamités agricoles en 1947* (p. 28) : *Son amendement tendant à exonérer les jeunes agriculteurs ayant contracté un emprunt* (p. 30, 31) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération des amendements au paragraphe 2 de l'article 3* [5 janvier 1948] (p. 82, 83). — Dépose une demande d'interpellation sur les suppressions d'emplois dans le Ministère de l'Education nationale concernant l'enseignement technique [6 janvier 1948] (p. 122). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Respect de l'ordre du jour*) [26 février 1948] (p. 1149). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'organisation judiciaire en Sarre : *Discussion générale* [27 février 1948] (p. 1174, 1175) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (hommage à la Tchécoslovaquie)* (p. 1178, 1179). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur l'enseignement technique*) [20 avril 1948] (p. 2103, 2104). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi portant revision des zones de salaires : *Ses explications de vote sur l'urgence* [28 juin 1948] (p. 4079, 4080) ; — des projets de loi ratifiant trois actes internationaux (coopération économique) : *Chômage en France* [6 juillet 1948] (p. 4341, 4342) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 100 : *Ses observations sur la politique étrangère* [30 juillet 1948] (p. 5129, 5130) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 141 : *Frais de suppléance des écoles primaires* [3 août 1948] (p. 5274) ; — du projet de loi relatif à l'application de l'accord de coopération économique franco-américain : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [19 août 1948] (p. 6003, 6004) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [25 novembre 1948] (p. 7226) ; — du projet de loi relatif à la liquidation des biens et intérêts italiens en Tunisie : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [20 août 1948] (p. 6029, 6030) ; — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948 ; Art. 23 : *Son amendement tendant à réduire la taxe de droits d'examens et de diplômes* [20 août 1948] (p. 6063) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation de dépenses pour 1948 (Collectif de dévaluation) : *Discussion générale*

[23 août 1948] (p. 6120, 6121) ; — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts ; Art. 1 A : *Son sous-amendement tendant à majorer l'impôt sur le revenu pour les revenus supérieurs à 750.000 francs* [18 septembre 1948] (p. 6660, 6661) ; Art. 14 : *Répression de l'usage de carburant par des non-prioritaires* (p. 6688, 6689) ; — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à indemniser les victimes de l'agression communiste contre la classe ouvrière : *Discussion générale* [19 décembre 1948] (p. 7466, 7467) ; — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la condamnation de mineurs au Puy et le lock-out des mineurs de Sainte-Florine) (Haute-Loire)* [21 décembre 1948] (p. 7826, 7827). — Dépose une demande d'interpellation sur la mise à pied des mineurs de Sainte-Florine (Haute-Loire) [23 décembre 1948] (p. 7961). — Prend part à la discussion du projet de loi consentant des avances aux Houillères nationales : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8137, 8138). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de son interpellation sur la libération des mineurs détenus à la prison de Clermont-Ferrand et qui font la grève de la faim [27 janvier 1949] (p. 183, 184, 187). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant le Code du travail : *Discussion générale* [18 février 1949] (p. 701, 702, 703) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à prévoir l'élection des délégués au scrutin de liste* (p. 708, 709) ; — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à commémorer le centenaire de la mort de Chopin : *Discussion générale* [22 février 1949] (p. 778, 779) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le commerce français avec les démocraties populaires de l'Europe orientale, les difficultés de vente des lentilles et l'importation de lentilles du Chili, la hausse excessive des prix du matériel agricole, les salaires des ouvriers agricoles trop bas)* [25 février 1949] (p. 967, 968, 969) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949 ; Art. 1^{er} : Etat A : AGRICULTURE, Chap. 9019 : *Travaux d'équipement rural* [4 juillet 1949] (p. 4149, 4150) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 9389 : *Subventions aux constructions scolaires du premier degré* (p. 4164, 4165) ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANS-

PORTS, Chap. 9179 : *Travaux d'installations d'aérodromes* [5 juillet 1949] (p. 4212); — du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer l'article ratifiant le statut du Conseil de l'Europe* [9 juillet 1949] (p. 4497, 4498); — du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique : *Discussion générale* [23 juillet 1949] (p. 5098, 5099, 5100, 5101, 5102); [26 juillet 1949] (p. 5304, 5305). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures policières prises contre des organisations démocratiques d'immigrés [3 novembre 1949] (p. 5960); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [13 décembre 1949] (p. 6785, 6786, 6787). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique française à l'égard du Fezzan : *Discussion générale* [13 décembre 1949] (p. 6824, 6825). — Dépose une demande d'interpellation sur l'arrêt de plusieurs mines des Houillères d'Auvergne [20 janvier 1950] (p. 418). — Pose à M. le Ministre des finances, une question relative au remboursement de pénalités injustement exigées [27 janvier 1950] (p. 596). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux secours aux victimes de la catastrophe de Saint-Eloi-les-Mines : *Discussion générale* [2 février 1950] (p. 883, 884); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art. 1^{er} : *Sous-amendement de M. Garcia tendant à considérer comme atteinte au moral de la nation toute mesure dirigée contre les paysans et l'agriculture* [3 mars 1950] (p. 1838, 1840); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis; Article unique : *Ses explications de vote* [15 mars 1950] (p. 2098, 2099, 2100, 2101); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 : *Discussion générale* [26 avril 1950] (p. 2893); Art. 2 : *Son amendement tendant à rétablir le crédit de 22,5 milliards prévu pour les charbonnages de France* (p. 2912); Etat C : *Son amendement tendant à supprimer les investissements en Indochine* (p. 2932, 2933). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture de certaines mines de Haute-Loire [17 mai 1950] (p. 3765). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'imposition des tisseurs à domicile : *Discussion générale* [23 mai 1950] (p. 3778); Article addi-

tionnel : *Son amendement tendant à exempter de la taxe sur le chiffre d'affaires les travailleurs à domicile* [30 mai 1950] (p. 3989); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 5080 : *Amendement de M. Couston tendant à rétablir les crédits prévus pour la caisse de compensation des combustibles minéraux* [13 juin 1950] (p. 4677, 4678); AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Discussion générale (Ses observations sur le Pacte Atlantique, le plan Schuman et la ruine de l'économie française)* [20 juin 1950] (p. 5049, 5050, 5051, 5061); Chap. 5010 : *Demande de rétablissement des crédits pour les œuvres françaises à l'étranger, présentée par le Gouvernement (bibliothèque française à l'étranger)* (p. 5071); COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale (Ses observations sur le pool franco-allemand)* [25 juillet 1950] (p. 5932, 5933, 5934, 5935, 5936); [26 juillet 1950] (p. 5985, 5986); — d'une proposition de résolution relative à la fermeture des mines de Bert-Montcomboux : *Urgence* [22 juin 1950] (p. 5139, 5140). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences économiques et sociales du plan Schuman [17 juillet 1950] (p. 5464). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [24 octobre 1950] (p. 7114); *Contre-projet de M. Péron tendant à amnistier les combattants de la paix et résistants condamnés* [9 novembre 1950] (p. 7557); — d'une proposition de résolution relative aux recommandations de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe : *Discussion générale* [14 novembre 1950] (p. 7733, 7734); — du projet de loi relatif aux crédits des services civils pour l'exercice 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 100 : *Politique charbonnière du Gouvernement (Houillères du Centre)* [5 décembre 1950] (p. 8632, 8633); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 3090 : *Agence interalliée des réparations* [12 décembre 1950] (p. 8976, 8977); Chap. 3170 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour les frais de représentation des membres français de l'O. E. C. E.* (p. 8978, 8979); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [13 décembre 1950] (p. 9011, 9012); HAUT-COMMISSARIAT EN SARRE, Chap. 5000 : *Subventions diverses (Subventions aux théâtres et conservatoires en Alsace-Lorraine)* [14 décembre 1950] (p. 9102, 9103); *Ses explications de vote*

sur l'ensemble (*Incidents de Strasbourg et conférence de Bruxelles*) (p. 9103, 9104); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5140: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la couverture du déficit de la S. N. C. F. (Fermeture de la ligne Le Puy-Langognon)* [19 décembre 1950] (p. 9308, 9309); AGRICULTURE, Chap. 3040: *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour le comité de liaison avec l'O. N. U.* [23 décembre 1950] (p. 9550); Chap. 3060: *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir les crédits pour enquêtes statistiques* (p. 9552, 9553, 9554); Chap. 3090: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités et frais de missions (Achat de lentilles en Argentine)* (p. 9558); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la délégation française auprès du Conseil des suppléants du Pacte Atlantique: *Oppose la question préalable* [14 décembre 1950] (p. 9099). — Dépose une demande d'interpellation: sur les suites que le Gouvernement compte donner à la proposition soviétique d'une conférence des Quatre [25 janvier 1951] (p. 362); — sur le refus du Gouvernement d'accepter la conférence des Quatre proposée par l'Union soviétique [26 janvier 1951] (p. 440). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant ouverture de crédits pour le voyage du Président de la République: *Discussion générale* [21 mars 1951] (p. 2290); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES. *Ses explications de vote sur l'ensemble* [5 avril 1951] (p. 2756, 2757); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, amendé par le Conseil de la République; Chap. 4000: *Politique étrangère du Gouvernement* [5 avril 1951] (p. 2758, 2759); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 4010: *Son amendement tendant à réduire de 1 000 fr. les crédits pour les bourses nationales* [23 avril 1951] (p. 3809, 3810); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951; Art. 3: *Saisies prononcées contre les paysans* [10 mai 1951] (p. 4498).

BISSOL (M. Léopold), Député de la Martinique.

Son élection est validée [22 mai 1947] (p. 1722). — Est nommé membre: de la Com-

mission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la marine marchande et des pêches [21 janvier 1947] (p. 27), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [4 février 1947] (p. 148); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [5 janvier 1948] (p. 66), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347).

Dépôt :

Le 22 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un premier secours de 15 millions de francs aux victimes de l'incendie de la commune du Marin (Martinique), n° 11366.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant classement comme départements français de la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion et la Guyane: *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2897). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Secrétariat de la Marine marchande, Chap. 514: *Subvention au Crédit maritime mutuel* [18 juillet 1947] (p. 3214); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le 4^e trimestre; Art. 2: *Son amendement relatif aux allocations aux vieux des nouveaux départements d'outre-mer* [29 décembre 1947] (p. 6444, 6445); — du projet de loi relatif à l'aménagement de la réglementation des changes: *Discussion générale* [28 janvier 1948] (p. 239, 240); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les nouveaux départements d'outre mer: *Discussion générale* [21 mai 1948] (p. 2823); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 320. *Apprentissage agricole* [25 mai 1948] (p. 2911); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement: *Discussion générale* [4 juillet 1949] (p. 4146); — du projet

de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; MARINE MARCHANDE : *Discussion générale (Ses observations sur les tarifs des transports en direction des Antilles)* [8 juin 1950] (p. 4517, 4518); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 5140 : *Prophylaxie de la lèpre dans les territoires d'outre-mer* [12 juin 1950] (p. 4636, 4637); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; INTÉRIEUR : *Discussion générale* [4 août 1950] (p. 6750); — du projet de loi relatif à l'exploitation de services maritimes d'intérêt général : *Discussion générale* [22 décembre 1950] (p. 9499, 9500); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; MARINE MARCHANDE, Chap. 5040 : *Apprentissage maritime (pénurie de marins aux Antilles)* [30 janvier 1951] (p. 553); INTÉRIEUR, Chap. 3080 : *Dépenses relatives aux élections (listes électorales des départements d'outre-mer)* [13 février 1951] (p. 1079); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à porter l'allocation aux vieux travailleurs dans les départements d'outre-mer au niveau de l'allocation métropolitaine* [9 février 1951] (p. 999).

BLANCHET (M. Jules). *Député de l'Ain.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102). [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré de la Haute cour de justice (application de la loi du 27 décembre 1945) [29 mai 1947] (p. 1763).

Dépôts :

Le 21 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de résolution : 1^o de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à nationaliser l'Ecole du bois de Mouchard (Jura); 2^o de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la charge des budgets du Ministère de l'éducation natio-

nale et de l'agriculture les frais d'administration, d'entretien et de fonctionnement du collège technique et moderne et Ecole du bois de Mouchard (Jura) qui serait ainsi transformée en Ecole professionnelle du bois; 3^o de M. Viatte tendant à inviter le Gouvernement à transformer l'Ecole du bois de Mouchard (Jura) en une école nationale professionnelle du bois, n^o 1012. — Le 1^{er} juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à inclure les produits industriels d'importation, destinés à l'équipement agricole, dans la liste des produits inclus dans l'avis n^o 292 de l'Office des changes et pour l'importation desquels des devises seront fournies par l'Office des changes, n^o 4823. — Le 1^{er} juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Bourbon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder des contingents de carburant aux offices agricoles départementaux correspondant au niveau des besoins pendant la période des travaux urgents, n^o 4824. — Le 2 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Lucien Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à attribuer des avances remboursables au Crédit mutuel agricole pour financer les prêts à long terme et les prêts aux jeunes agriculteurs, n^o 8593. — Le 22 juin 1950, une proposition de loi tendant à l'ouverture de la chasse au faisan, en même temps que l'ouverture générale de la chasse, n^o 10395. — Le 23 juin 1950, une proposition de loi tendant à prélever dans la délivrance des permis de chasse, 200 francs sur le droit de timbre au profit de la commune et 150 francs sur la cotisation au profit de la commune pour être destinés au repeuplement en gibier et à la destruction des nuisibles, n^o 10435.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948, Dépenses civiles): Art. 20 : *Son amendement tendant à augmenter les avances à la Caisse nationale de crédit agricole* [25 février 1948] (p. 1114, 1115). — Ses rapports sur des pétitions [21 juillet

1950] (p. 7483); [12 décembre 1950] (p. 8986). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 3460: *Entretien des haras* [23 décembre 1950] (p. 9590).

BLOQUAUX (M. Jean), *Député des Ardennes.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38) = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [17 décembre 1946] (p. 102), [18 mars 1947] (p. 868), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [4 février 1947] (p. 148); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [15 juillet 1947] (p. 3016), [26 janvier 1948] (p. 195). — Est désigné par la Commission des finances en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure de classement des recettes ruralistes [10 février 1948] (**F. n° 203**). — Est nommé membre de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276).

Dépôts :

Le 30 avril 1948, une proposition de loi tendant à permettre aux assujettis au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation qui n'ont pas souscrit dans les délais prescrits aux deux premières tranches, de se libérer par une souscription unique supérieure de 10 0/0 au montant de leur imposition, **n° 4104** — Le 30 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant régime provisoire des comptes spéciaux du Trésor, **n° 6007**. — Le 27 janvier 1949, un

rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor (Exercice 1949), **n° 6197**. — Le 1^{er} mars 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif aux comptes spéciaux du Trésor (Exercice 1949), **n° 6623**. — Le 2 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et sur la lettre rectificative au projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur les comptes spéciaux du Trésor (année 1949), **n° 7686**. — Le 11 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur la résolution adoptée par le Conseil de la République tendant à demander à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel impartit au Conseil de la République pour formuler son avis sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant ouverture et annulation de crédits sur les comptes spéciaux du Trésor (année 1949), **n° 7855**. — Le 20 juillet 1949, un rapport au nom de la commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant ouverture et annulation de crédits sur les comptes spéciaux du Trésor (année 1949), **n° 7937**. — Le 30 juillet 1949, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 6 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 8122** — Le 10 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission des finances, sur la proposition de loi tendant à modifier la loi du 20 juillet 1949 en ce qui concerne les délais impartis aux assemblées locales pour fixer les abattements sur les patentes, **n° 8342**. — Le 10 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Auguet et plusieurs de ses collègues tendant à ramener le montant de la contribution des patentes due pour l'année 1949 à celui qui a été payé par les assujettis pendant l'année 1948, **n° 8380** — Le 10 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Delahoutre et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter les dispositions de la loi du 20 juillet 1949 per-

mettant la révision du montant des patentes en 1949, n° 8381 — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 8426 (annexe n° 10). — Le 19 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission des boissons sur les propositions de loi : 1° de M. Anxionnaz tendant à augmenter les distances de plantation dans l'aire de la Champagne viticole ; 2° de M. Angeletti et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 671 du Code civil pour les plantations dans la région de la Champagne viticole, n° 9003. — Le 31 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission des boissons sur les propositions de loi : 1° de M. Charpentier modifiant le statut viticole champenois (délimitation de la Champagne) ; 2° de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 18 de la loi du 6 mai 1919 relatif à l'aire de production en Champagne délimitée, n° 9110. — Le 15 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1950, n° 9506. — Le 23 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1950, n° 9988. — Le 24 mai 1950, un extrait du rapport général supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 10035 (annexe n° 10). — Le 1^{er} août 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Industrie et Commerce), n° 10839. — Le 28 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Industrie et Commerce), n° 11430. — Le 19 dé-

cembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder une allocation annuelle aux anciens receveurs spéciaux des communes et des établissements publics qui ont été amenés à cesser leurs fonctions par l'effet des dispositions des articles 8, paragraphe B, et 9 du décret n° 3870 du 31 décembre 1942, sans bénéficier d'une pension, n° 11697. — Le 21 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de MM. Robert Prigent et Bas (n° 11017) tendant à compléter l'article 92 (II, alinéa 5) de la loi des crédits n° 50 928 du 8 août 1950, relatif à la taxe d'encouragement à la production textile, n° 11724 — Le 8 février 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 34 du Code des taxes sur le chiffre d'affaires, modifié par l'article 72 de la loi n° 48-1516 du 26 septembre 1948, n° 12127. — Le 1^{er} mars 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 12203) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11040) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Industrie et Commerce), n° 12389. — Le 15 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11817) et les lettres rectificatives (n° 12394 et 12675) au projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, n° 12490. — Le 10 mai 1951, un deuxième rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11035) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Agriculture et Prestations familiales agricoles), n° 13175. — Le 11 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 13044) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11817) adopté par l'Assemblée Nationale relatif aux comptes spéciaux du Trésor pour l'année 1951, n° 13213. — Le 16 mai 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Camphin et plusieurs de ses collègues (n° 11871 rectifié) tendant à augmenter de 20 0/0 les retraites servies par la Caisse autonome nationale des retraites minières ; 2° de M. Sion et plusieurs de ses collègues (n° 12727) tendant à améliorer le régime de sécurité sociale dans les mines, n° 13284.

Interventions :

Son rapport au nom du 10^e bureau sur les opérations électorales du département du Vaucluse [28 novembre 1946] (p. 34). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 (Services civils); Art. 7 : *Son amendement tendant à reprendre cet article relatif au pourcentage attribué aux agents des régies financières sur les recouvrements opérés* [25 mars 1947] (p. 1084, 1085); *le retire* (p. 1086). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1947 : *Discussion générale* [28 novembre 1947] (p. 5223); Art. 1^{er} : *Allocations provisionnelles aux fonctionnaires civils de l'Etat* (p. 5227); — du projet de loi portant réforme fiscale; Art. 73 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [29 décembre 1947] (p. 6453, 6454); Art. 88 : *Amendement de M. Duclos relatif au dossier fiscal et patrimonial* (p. 6462, 6463); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 14 : *Amendement de M. Meunier relatif aux abattements pour charges de famille* [23 avril 1948] (p. 2236); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 16 bis : *Disjonction de l'article relatif à certains droits de succession* [13 mai 1948] (p. 2574); — du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères : *Discussion générale* [14 mai 1948] (p. 2643). — Son rapport supplémentaire sur les élections du département de la Haute-Vienne [14 mai 1948] (p. 2689). — Est entendu au cours du débat sur la proposition de loi relative au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion d'urgence* [20 mai 1948] (p. 2789). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux dommages de guerre, en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 décembre 1948] (p. 8127, 8129). — Est entendu sur l'inscription à l'ordre du jour du projet de loi sur les comptes spéciaux du Trésor [31 décembre 1948] (p. 8216). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au régime provisoire des comptes spéciaux du Trésor, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1948] (p. 8219); — d'un projet de loi portant prorogation du régime provisoire des comptes spéciaux du Trésor, en qualité de *Rapporteur* [3 février 1949] (p. 321); — d'une proposition de loi relative aux conditions budgétaires d'une saine réforme administrative;

Art. 3 : *Son amendement tendant à inclure les résultats des comptes spéciaux du Trésor* [10 février 1949] (p. 468); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, en qualité de *Rapporteur* [15 février 1949] (p. 566, 567, 568); *Discussion générale* (p. 569); Art. 2, Etat B : *Amendements de MM. Gozard et Buron relatifs à la taxe d'encouragement à la production textile* (p. 578); Art. 24 : *Amendement de M. Sion tendant à autoriser le Ministre des Finances à augmenter de 15 milliards la dotation des entreprises nationales* (p. 589); Art. 29 bis : *Amendement de M. Pleven tendant à prévoir 1 milliard 80 millions de crédits pour un programme d'habitations à bon marché* (p. 590); *Nouvelle rédaction de l'article* (p. 591); Article additionnel : *Amendement de M. Laniel tendant à prévoir des bonifications d'intérêts pour la construction d'habitations à bon marché* (p. 596); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [8 mars 1949] (p. 1341); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Palewski tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 1348, 1349); Art. 8 : *Nécessité de réserver l'Etat H* (p. 1356); Art. 37 septièmes : *Amendements de MM. Caron, Louvel et Poulain tendant à disjoindre l'article relatif à la taxe d'encouragement à la production textile* (p. 1362, 1363, 1365); — du projet de loi relatif aux pouvoirs des préfets et à la déconcentration administrative, en qualité de *Rapporteur pour avis* (*Se demande d'ajournement du débat*) [17 février 1949] (p. 651); — du projet de loi modifiant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 5 : *Sous-amendement de M. Tournaud tendant à établir une taxe de 2 0/0 sur les réserves des sociétés* [6 avril 1949] (p. 2132); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, en qualité de *Rapporteur* [7 juillet 1949] (p. 4349, 4350, 4351); Art. 4 : *Amendement de M. Marcel David tendant à porter à 900 millions les prêts aux fonctionnaires de l'Etat pour acquisition de moyens de transport* (p. 4370); Art. 18 bis : *Programmes d'achat d'Air-France* (p. 4372); Art. 24 : *Amendement de M. Gozard tendant à augmenter les avances à la Caisse centrale de crédit hôtelier* (p. 4374); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [21 juillet 1949] (p. 4912); Art. 1^{er} : *Modification de forme de l'article, faite par le Conseil de la République* (p. 4913); Art. 4 : *Augmentation de 400 à 600 millions du crédit relatif au prêt aux fonctionnaires pour*

acquisition de moyens de transport (p. 4913, 4914); — d'une proposition de loi relative aux abattements sur les patentes, en qualité de *Rapporteur* [10 novembre 1949] (p. 6030); — d'une proposition de loi relative au prix de l'essence, en qualité de *Rapporteur pour avis* [20 décembre 1949] (p. 7018); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à prévoir l'incorporation à l'essence en 1950 de 600.000 hectolitres d'alcool* (p. 7019, 7020, 7021); *Amendement de M. Jules Julien tendant à insérer un article nouveau prévoyant l'écoulement de 4.200 000 hectolitres d'alcool industriel* (p. 7022); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, en qualité de *Rapporteur* [25 avril 1950, (p. 2807, 2808, 2809); Art. 5, Etat E : *Avances aux collectivités sarroises* (p. 2814); Art. 6 : *Amendement de M. Bergeret relatif à la consolidation des avances faites par le Trésor aux sociétés nationales et d'économie mixte* (p. 2815); Art. 15 : *Fonds de soutien aux hydrocarbures et assimilés* (p. 2818, 2819); Art. 16 : *Amendement de M. Paumier tendant à supprimer l'article relatif aux opérations de compensation sur les denrées et produits alimentaires* (p. 2820); Art. 26 : *Amendement de M. Fagon relatif à la situation des fonctionnaires nommés administrateurs d'entreprises publiques ou de sociétés d'économie mixte* (p. 2824); Art. 30 : *Amendement de M. Palewski tendant à reprendre l'article limitant le cumul de mandats d'administrateurs de sociétés* (p. 2824, 2825); Art. 35 : *Amendement de M. Darou tendant à élever le plafond des dépôts de caisse d'épargne* (p. 2826); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [25 mai 1950] (p. 3956); Art. 2 bis : *Amendement de M. Bocquet tendant à rétablir le texte du Conseil de la République relatif au taux de la taxe d'encouragement à la production textile* [25 mai 1950] (p. 3957); Art. 29 bis : *Sa demande de disjonction de l'article 29 bis relatif au régime des valeurs mobilières en Algérie* (p. 3960); Art. 41 : *Amendement de M. Degoutte tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux opérations du fonds forestier national* (p. 3961). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor en seconde lecture* [25 mai 1950] (p. 3956). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; COM-

MERGE ET INDUSTRIE, Chap. 1130 : *Amendement de M. Poulain tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour la direction des carburants (recherches de pétrole)* [13 juin 1950] (p. 4663, 4664); Chap. 1140 : *Amendement de M. Peyral tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le laboratoire central des services chimiques de l'Etat* (p. 4664); Chap. 1160 : *Amendement de M. Mudry tendant à rétablir les crédits prévus pour le service des instruments de mesures* (p. 4665, 4666); Chap. 1180 : *Amendement de M. Mudry tendant à rétablir les crédits prévus pour l'école supérieure de métrologie* (p. 4666); Chap. 1250 : *Demande de rétablissement des crédits pour le personnel chargé des tâches de répartition, présentée par le Gouvernement* (p. 4667); Chap. 1260 : *Personnel auxiliaire temporaire* (p. 4668); Chap. 1280 : *Amendement de M. Charlot tendant à rétablir les crédits demandés pour les salaires du personnel ouvrier* (p. 4668); Chap. 3130 : *Achat de matériel automobile* (p. 4670); Chap. 3150 : *Demande de rétablissement des crédits pour les loyers et indemnités de réquisition, présentée par le Gouvernement* (p. 4670); Chap. 3170 : *Demande de rétablissement des crédits pour frais de déplacement, présentée par le Gouvernement* (p. 4670); Chap. 3180 : *Frais de représentation aux congrès* (p. 4671); Chap. 3250 : *Demande de rétablissement des crédits pour le matériel des services chargés de la répartition, présentée par le Gouvernement* (p. 4671); Chap. 4040 : *Demande de rétablissement des crédits pour les œuvres sociales, présentée par le Gouvernement* (p. 4671); Chap. 5030 : *Demande de rétablissement des crédits pour les recherches techniques, présentée par le Gouvernement* (p. 4672); Chap. 5050 : *Demande de réserver le chapitre relatif au centre national de cinématographie, présentée par M. Verneyras* (p. 4673, 4674); Chap. 5080 : *Amendement de M. Couston tendant à rétablir les crédits demandés pour subventions à la caisse de compensation des combustibles minéraux (importations de charbons étrangers)* (p. 4675, 4678); — du projet de loi relatif aux crédits des services civils pour l'exercice 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE : *Demande de suspension de séance présentée par M. Couston* [5 décembre 1950] (p. 8618); en qualité de *Rapporteur* (p. 8618, 8619, 8620, 8621); Chap. 100 : *Amendement de M. Michel tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'administration centrale (licencie-*

ment de fonctionnaires de l'O. C. R. P. I.] (p. 8634, 8636); Amendement de M. Mudry tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (convention avec les mines de Blodolsheim) (p. 8638, 8639); Chap. 1010 : Institut de la propriété industrielle (p. 8639, 8640); Chap. 1040 : Demande de rétablissement des crédits pour les services extérieurs de la direction des mines, présentée par le Gouvernement (p. 8640, 8641); Chap. 5010 : Encouragement à l'artisanat (p. 8643); Chap. 5040 : Amendement de M. Verneyras tendant à reprendre les crédits proposés par le Gouvernement pour la subvention au centre national de cinématographie (aide temporaire au cinéma) [7 décembre 1950] (p. 8747, 8748); Art. 4 : Amendement de M. Vée tendant à accorder l'aide de l'Etat à toutes les demandes d'aide temporaire de producteurs cinématographiques (p. 8750); Chap. 5070 : Amendement de M. Quilici tendant à rétablir les crédits pour subventions à la caisse de compensation des combustibles minéraux solides (subventions au charbon algérien) [8 décembre 1950] (p. 8872); Amendement de M. Rabier tendant à rétablir les crédits pour participation au déficit des houillères du Sud oranais (p. 8876); Art. 1 bis : Sa demande de disjonction de l'article et de l'Etat B autorisant des modifications d'effectifs (p. 8876); Demande de seconde délibération des chapitres 1000 et 1040, présentée par M. Couston (p. 8877); Chap. 1040 : Amendement de M. Couston tendant à rétablir les crédits pour les services extérieurs de la direction des mines (p. 8877, 8878); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5110 : Demande de rétablissement des crédits pour l'exploitation des voies navigables, présentée par le Gouvernement [19 décembre 1950] (p. 9302); Chap. 5140 : Demande de rétablissement des crédits pour la couverture du déficit de la S. N. C. F. (5 milliards supplémentaires) (p. 9310). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (Suite de la discussion du budget) [7 décembre 1950] (p. 8797). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse, en qualité de Rapporteur pour avis [4 janvier 1951] (p. 107, 108); Suite du débat (p. 150); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse; Art. 1^{er} : Son amendement tendant à supprimer l'aléa exemptant d'impôts les indemnités prévues [30 janvier 1951] (p. 522, 523, 524); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du

Trésor en 1951, en qualité de Rapporteur [19 avril 1951] (p. 3539, 3540); Art. 1^{er} : Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à affecter un milliard au fonds national d'aménagement du territoire (p. 3545); Amendement de M. Temple tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonds de soutien aux hydrocarbures (schistes de Séverac-le-Château (Aveyron)) (p. 3551); Art. 3 : Amendement de M. Michel relatif au recouvrement des créances de l'Etat (p. 3558); Amendement de M. Paumier tendant à supprimer le compte du secours national (p. 3558); Art. 11 bis : Amendement de M. Simonnet tendant à précoir un fonds d'aide pour l'équipement de sécurité des théâtres de Paris (p. 3563); Art. 12 : Subventions des services d'importation et d'exportation (p. 3569); Art. 27 : Amendement de M. Paumier tendant à ce que la caisse de crédit agricole n'ait pas de compte dans les banques privées (p. 3598); Art. 42 : Amendement de M. Schauffler tendant à limiter l'expansion des magasins à prix unique (p. 3600); Art. 43 : Demande présentée par le Gouvernement de rétablir l'article autorisant les mines domaniales de potasse à émettre un emprunt obligataire (p. 3602); Art. 43 bis : Comptabilisation de la valeur du matériel du plan d'aide militaire (p. 3603, 3604); Article additionnel : Amendement de M. Paumier relatif à la surtaxe sur les produits laitiers (p. 3604); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [21 mai 1951] (p. 5618); Art. 11 bis : Amendement de M. Lecourt tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant une aide financière pour l'équipement des théâtres privés de Paris (p. 5619); Art. 38 : Demande de rétablissement de l'article relatif au régime des escomptes de la Banque de France, présentée par le Gouvernement (p. 5620); Art. 39 : Demande de rétablissement de l'article créant une taxe spéciale sur le prix des places des théâtres privés de Paris, présentée par M. Lecourt (p. 5620); Art. 42 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à interdire l'extension des magasins à prix unique et des camions-bazar (p. 5621); Art. 43 bis : Nouvelles méthodes de comptabilité publique (p. 5621, 5622); — du projet de loi relatif au budget des prestations familiales agricoles en 1951, en qualité de Rapporteur (Création d'une taxe additionnelle à la taxe locale) [10 mai 1951] (p. 4977, 4978). — S'excuse de son absence [11 février 1947] (p. 275). — Obtient un congé [11 février 1947] (p. 275).

BLUM (M. Léon).

*Président du Gouvernement provisoire
de la République,*

Ministre des Affaires étrangères
(du 18 décembre 1946 au 22 janvier 1947).

Vice-Président du Conseil

(Cabinet MARIE)
(du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948).

Dépôt :

Le 17 décembre 1946, une déclaration du Gouvernement provisoire de la République, n° 139.

Interventions :

Est élu *Président du Gouvernement provisoire de la République* [12 décembre 1946] (p. 84). — Est nommé *Ministre des Affaires étrangères* [*J. O.* du 17 décembre 1946] (p. 10694). — Donne lecture de la déclaration du Gouvernement [17 décembre 1946] (p. 103); *Ses observations sur l'exécution de 7 musulmans à Constantine* (p. 115). — Est entendu au cours de la discussion d'une adresse de sympathie aux combattants d'Indochine [20 décembre 1946] (p. 197). — Fait une communication à l'Assemblée sur la situation en Indochine [23 décembre 1946] (p. 320 et suiv.). — Est désigné *Président du Conseil* [21 novembre 1947] (p. 5103).

En cette qualité :

Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné par le Président de la République : *Son programme de gouvernement* [21 novembre 1947] (p. 5103, 5104); *Sa réponse aux divers orateurs* (p. 5111, 5112, 5113, 5117). L'investiture ne lui est pas accordée (p. 5117). — Est nommé *Vice-Président du Conseil des Ministres* [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet 1948, p. 7363).

BOCCAGNY (M. Albert), Député de la Haute-Savoie.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commis-

sion des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101); de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de l'agriculture [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des territoires d'outre-mer [23 janvier 1951] (p. 348).

Dépôts :

Le 23 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à encourager la production laitière en supprimant notamment la taxe de solidarité appliquée aux vaches laitières, n° 1454. — Le 19 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Louis Martel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prévoir des secours d'urgence pour venir en aide aux familles des victimes de la catastrophe des Houches (Haute-Savoie), n° 5314. — Le 16 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures indispensables à l'approvisionnement en cuivre pur, n° 5832. — Le 10 février 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Dagain et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à simplifier les conditions de contrôle des installations électriques rurales, n° 6392. — Le 19 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à cesser toutes importations de produits laitiers et à pratiquer une politique de soutien aux organismes stockeurs de fromages de garde, n° 10342. — Le 23 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours aux victimes de l'ouragan qui a déferlé sur le département de la Haute-Savoie dans la journée du vendredi 16 juin 1950, n° 10420. — Le 9 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Gaston Julian et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes les mesures pour la réalisation des travaux de parachèvement, réparations, améliorations et extensions du canal d'irrigation

de Ventavon (Hautes-Alpes), n° 11199. — Le 10 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier sa politique en matière d'importation de produits agricoles et, en particulier, cesser toute importation de produits laitiers, n° 11237. — Le 6 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures susceptibles de permettre au Centre éducatif régional des Marquisats à Annecy de reprendre son fonctionnement normal et de poursuivre toutes ses activités, n° 11521.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles), PRODUCTION INDUSTRIELLE, Chap. 124 : *Traitements du personnel contractuel* [11 juillet 1947] (p. 3006). — Intervient dans la discussion : du projet de loi de dégagement des cadres de fonctionnaires ; Art 5 : *Son amendement tendant à garder par priorité les déportés politiques* [12 août 1947] (p. 4275) ; — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du Budget 1947 : Etat I, INTÉRIEUR, Chap. 505 : *Son amendement concernant les subventions aux collectivités locales* [27 décembre 1947] (p. 6345) ; *le retire* (ibid.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, AGRICULTURE, Chap. 312 : *Ecoles nationales d'agriculture* [25 mai 1948] (p. 2907, 2908) ; — de propositions de loi fixant le statut des combattants volontaires de la Résistance, Art. 4 : *Amendement de M. Mouton tendant à afficher la liste des demandes du titre de combattant volontaire de la Résistance (Activité du frère de M. Montel pendant l'occupation)* [14 décembre 1948] (p. 7572). — Est entendu pour un fait personnel : *Activité collaboratrice du frère de M. Montel pendant l'occupation à Annecy* [14 décembre 1948] (p. 7587). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'industrie et du commerce, Chap. 501 : *Encouragement à l'artisanat* [30 mars 1949] (p. 1880) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'agriculture, Chap. 505 : *Subventions aux Centres d'insémination artificielle* [12 avril 1949] (p. 2363) ; — des interpellations

sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur la baisse des prix agricoles)* [25 janvier 1950] (p. 503) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950, AGRICULTURE, Chap. 1150 : *Directions départementales des services agricoles (Reclassement des fonctionnaires)* [24 mai 1950] (p. 3887, 3888) ; Chap. 5160 : *Encouragement à la sélection animale* [25 mai 1950] (p. 3952, 3953) ; *Anciens combattants et victimes de la guerre*, Chap. 3110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 frs les crédits pour frais de déplacement du personnel et indemnités aux médecins civils (Centres de réforme)* [24 juillet 1950] (p. 5894) ; *le retire* (p. 5895) ; — d'une proposition de résolution relative au stockage des fromages de garde : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6544, 6545) ; — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la mévente des produits laitiers)* [7 décembre 1950] (p. 8795). — Est entendu sur une question posée par M. Billat à M. le Ministre des finances et relative à la majoration des impôts agricoles en 1950 [8 décembre 1950] (p. 8832). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées, Art. 37 : *Amendement de M. Paumier tendant à accorder l'allocation aux personnes ayant moins de 144.000 francs de revenus par an* [13 décembre 1950] (p. 9035) ; Art. 43 : *Amendement de M. Paumier tendant à renvoyer aux conditions prévues à l'article 16* (p. 9037) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 : AGRICULTURE, Chap. 1140 : *Direction départementale des services agricoles* [22 décembre 1950] (p. 9526) ; Chap. 1620 : *Direction des eaux et forêts* (p. 9534) ; — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage ; Art. 6 : *Son amendement relatif à l'établissement des prix moyens pour les produits laitiers* [14 février 1951] (p. 1143, 1144, 1145) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Article additionnel : *Son amendement tendant à allouer 2 000 francs par mois de captivité aux déportés politiques* [15 mai 1951] (p. 5192, 5193) ; Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Pécule des*

déportés politiques) (p. 5198); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951; Art. 11 : *Son amendement tendant à exempter de cotisation les travailleurs mixtes payant moins de 200 francs de revenu cadastral* [16 mai 1951] (p. 5274, 5275).

BOCQUET (M. Emile), *Député du Nord*
(5^e circonscription).

Son élection est validée [23 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires [18 février 1947] (p. 357); — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (Application de la loi du 27 décembre 1945) [15 juillet 1947] (p. 3016).

Dépôts :

Le 21 décembre 1946, une proposition de loi relative à l'amnistie de certains délits de hausse illicite, n° 186. — Le 6 février 1947, une proposition de loi relative à la police des animaux dans le rayon des frontières de terre, n° 452. — Le 20 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser la répartition des sons et issues de meunerie n° 984. — Le 23 juin 1947, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi portant statut de la coopération, n° 1801. — Le 23 août 1947, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 13 avril 1946, relative à l'organisation du ravitaillement en lait et en produits laitiers, n° 2482. — Le 3 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 47-1498 du 11 août 1947 portant dérogation à titre exceptionnel et provisoire au décret du 15 avril 1912 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées ali-

mentaires et des produits agricoles, n° 2770. — Le 25 mai 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 17 de la loi du 15 avril 1943 relative à l'assistance à l'enfance, en vue de permettre le dépôt des fonds pupillaires dans les caisses régionales de crédit agricole mutuel, n° 10076. — Le 14 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre immédiatement des mesures en faveur des victimes des orages et des chutes de grêle qui viennent de ravager certaines communes de l'Avesnois et du bassin de la Sambre, n° 10286. — Le 11 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir la production d'un lait propre et sain, n° 10579. — Le 1^{er} mars 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 11457) relatif à la culture et au prix de la chicorée à café, n° 12402. — Le 16 mars 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 11457) relatif à la culture et au prix de la chicorée à café, n° 12538. — Le 20 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi (n° 11077) étendant aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion les dispositions de la législation métropolitaine sur les warrants agricoles, n° 12566. — Le 26 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 9906) de M. Coudray et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux négociants en grains agréés de bénéficier de l'aval de l'O. N. I. C. pour leurs effets délivrés en paiement des blés qu'ils stockent, dans le cadre des dispositions de la loi du 15 août 1936, n° 12983. — Le 16 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11457) adopté par l'Assemblée Nationale relatif à la culture et au prix de la chicorée à café, n° 13285.

Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande (*Prix différentiel du blé*) [16 mai 1947] (p. 1618); — de la proposition de M. Castera relative au prix différentiel du blé [5 juin 1947] (p. 1929, 1930, 1932); Art. 3 : *Amende-*

ments de M. Paul Ribeyre et de M. Charpentier tendant à supprimer cet article relatif au prix différentiel [6 juin 1947] (p. 1956, 1957); Art. 4 : *Rôle des comités départementaux des céréales* [8 juillet 1947] (p. 2819); — du projet de loi portant amnistie; Art. 14 : *Son amendement tendant à amnistier les infractions à la législation économique commises en faveur de la Résistance* [30 juin 1947] (p. 2562); *le retire* (ibid.). — Est entendu au cours du débat sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement (*Production de blé*) [2 juillet 1947] (p. 2624). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant statut de la coopération : *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission d'agriculture [30 juillet 1947] (p. 3705); Art. 2 : *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à supprimer la deuxième phrase de l'article* (p. 3707). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi de M. Gros tendant à réglementer le temps de travail dans les professions agricoles : *Explications de vote sur l'ensemble de la loi* [31 juillet 1947] (p. 3762). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 3 : *Ses explications de vote sur les amendements de MM. Waldeck Rochet et Laurens tendant à exonérer les petits agriculteurs* [22 décembre 1947] (p. 6126, 6127); — d'une proposition de loi portant modification du mode de calcul des fermages; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Perdon tendant à maintenir le cours moyen pour la détermination du prix des denrées servant de base au calcul des fermages* [28 décembre 1948] (p. 8035, 8036); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le prix excessif des plants de pommes de terre de l'Ouest)* [25 février 1949] (p. 974); — du projet de loi, amendé par le Conseil de la République, relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 37 septies : *Abrogation de la taxe d'encouragement à la production textile* [8 mars 1949] (p. 1361, 1362). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture des distilleries d'alcool de betterave [3 février 1950] (p. 967); *la développe* [31 mars 1950] (p. 2725, 2726, 2727). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur la taxation des produits laitiers, la question de l'alcool de betterave, le faible revenu des exploitations agricoles, le rendement de la*

récolte du blé et le paiement de la prime à l'hectare, l'impôt sur les bénéficiaires agricoles, la politique du « pain cher » pratiquée par M. Chéron) [23 février 1950] (p. 1379, 1380, 1381, 1382, 1383); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 : *Motion préjudicielle de M. Legendre tendant à ajourner le débat* [24 mai 1950] (p. 3869); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 bis : *Son amendement tendant à rétablir le texte du Conseil de la République relatif au taux de la taxe d'encouragement à la production textile* [25 mai 1950] (p. 3957); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 13 : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à fixer la participation de l'Etat à 75 0/0 des dépenses de l'allocation vieillesse agricole* [6 décembre 1950] (p. 8718); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 3250 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la commission consultative des baux ruraux* [23 décembre 1950] (p. 9582); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 6 : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à ne pas appliquer l'article quand le prix du bail résulte d'une adjudication obligatoire* [16 mars 1951] (p. 2031); — du projet de loi relatif à la culture et au prix de la chicorée à café, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [22 mai 1951] (p. 5703).

BOGANDA (Barthélemy), Député de l'Oubangui-Chari (Collège des autochtones).

Son élection est validée [20 décembre 1946] (p. 187) = Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [19 janvier 1950] (p. 361); de la Commission du ravitaillement [11 février 1947] (p. 276).

Dépôts :

Le 25 juin 1947, une proposition de loi portant rétablissement de l'autonomie du territoire

de la Haute Volta, n° 1822. — Le 3 janvier 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Lisette et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prescrire le relèvement du prix d'achat du coton au producteur dans les régions cotonnières du Tchad et de l'Oubangui-Chari, n° 3081. — Le 2 juin 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Lisette et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prescrire le relèvement du prix d'achat du coton au producteur dans les régions cotonnières du Tchad et de l'Oubangui-Chari, n° 4403. — Le 5 août 1948, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Lisette et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prescrire le relèvement du prix d'achat du coton au producteur dans les régions cotonnières du Tchad et de l'Oubangui-Chari, n° 5175. — Le 17 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer le laissez-passer administratif dans l'intérieur des territoires de l'A. E. F., n° 7526. — Le 24 novembre 1949, une proposition de loi réprimant la notion de propriété des domaines constituant le patrimoine des individus, des familles, des clans et des tribus, n° 8400. — Le 9 décembre 1949, une proposition de loi tendant à réprimer le travail forcé en territoire d'outre-mer et complétant la loi du 11 avril 1946, n° 8688.

Interventions :

Intervient dans la discussion du projet de loi fixant l'organisation et la compétence des assemblées de groupe en Afrique noire : *Discussion générale* [4 août 1941] (p. 3895, 3896). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures à prendre pour mettre fin à certaines injustices sociales en A. E. F. [10 juillet 1949] (p. 4562); — sur le manque de justice sociale en Afrique équatoriale française [13 juin 1950] (p. 4688). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer; Art. 3 : *Son amendement tendant à déclarer électeurs tous ceux qui payent l'impôt de capitation* 24 avril 1951] (p. 3863).

BOISDON (M. Daniel), Député du Cher.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission du Règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102). Est élu vice-président de la Commission du Règlement et du suffrage universel [J. O. du 22 décembre 1946] (p. 10824). Est nommé membre : de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276); de la Commission de la réforme administrative [1^{er} août 1947] (p. 3837).

Dépôts :

Le 10 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions tendant à modifier le Règlement, adopté à titre provisoire par l'Assemblée Nationale (Art. 1^{er} à 9, 11 à 19 et 98), n° 14. — Le 10 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions tendant à modifier le Règlement, adopté à titre provisoire par l'Assemblée Nationale (Art. 10, 12, 20 à 33), n° 14 (2^e partie) — Le 10 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions tendant à modifier le Règlement, adopté à titre provisoire par l'Assemblée Nationale (Art. 30, 34 à 38), n° 14 (3^e partie). — Le 10 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions tendant à modifier le Règlement, adopté à titre provisoire par l'Assemblée Nationale (Art. 10), n° 14 (4^e partie) — Le 10 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions tendant à modifier le Règlement, adopté à titre provisoire par l'Assemblée Nationale (Art. 26, 27 et 39 à 67 inclus), n° 14 (5^e partie). — Le 10 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions tendant à modifier le Règlement, adopté à titre provisoire par l'Assemblée Nationale (Art. 63, 73 bis, 73 ter et 73 quater), n° 14 (6^e partie). — Le 10 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et

des pétitions tendant à modifier le Règlement, adopté à titre provisoire par l'Assemblée Nationale (Art. 39, 68 à 73 et 96), **n° 14 (7^e partie)**. — Le 10 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions tendant à modifier le Règlement, adopté à titre provisoire par l'Assemblée Nationale (Art. 74 à 85), **n° 14 (8^e partie)**. — Le 10 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions tendant à modifier le Règlement, adopté à titre provisoire par l'Assemblée Nationale (Art. 15, 2^e alinéa nouveau, 44, 2^e alinéa nouveau, 70 et 89 à 116), **n° 14 (9^e partie)**. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi relative au barème des indemnités de fonctions allouées aux maires et aux adjoints par l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945, **n° 70**. — Le 12 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection du Conseil de la République, **n° 106**. — Le 12 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions tendant à déterminer le mode d'attribution par l'Assemblée Nationale des cinquante sièges au Conseil de la République, prévus par l'article 20 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection du Conseil de la République, **n° 107**. — Le 21 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions en vue de présenter à l'Assemblée Nationale les candidatures pour les cinq sièges du Conseil de la République destinés à assurer la représentation des Français résidant dans les pays de protectorat (application du deuxième alinéa de l'art. 20 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection du Conseil de la République et des art. 1^{er} et 3 de la résolution adoptée par l'Assemblée Nationale le 13 décembre 1946), **n° 183**. — Le 27 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions en vue de déterminer la procédure de nomination par l'Assemblée Nationale des membres de l'Assemblée et des personnalités appelés à faire partie du Comité constitutionnel, de la Haute Cour de Justice et du Conseil supérieur de la magistrature (Application des art. 58, 83 et 91 de la Constitution et

de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice), **n° 208**. — Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 46 de la loi du 5 décembre 1922 (modifié par les lois des 22 juin 1928 et 25 janvier 1933) en vue de majorer la valeur des jardins et champs pour l'acquisition desquels les sociétés de crédit immobilier sont autorisées à consentir des prêts, **n° 316**. — Le 28 janvier 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions en vue de présenter à l'Assemblée Nationale les candidatures pour les trois sièges du Conseil de la République destinés à assurer la représentation des Français résidant dans les pays étrangers, autres que les pays de protectorat (Application de l'art. 20 de la loi du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection du Conseil de la République et des art. 2 et 3 de la résolution adoptée par l'Assemblée Nationale le 13 décembre 1946), **n° 371**. — Le 13 mai 1947, une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des Conseils généraux des territoires de l'Afrique occidentale française, **n° 1308**. — Le 13 mai 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 10 de la loi du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française, **n° 1309**. — Le 10 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi modifiant la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française (art. 4, § 2), **n° 1629**. — Le 3 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions sur la proposition de loi de M. Boisdon et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 10 de la loi du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française, **n° 1892**. — Le 5 août 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi modifiant la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française (art. 4, § 2^o), **n° 2237**. — Le 8 août 1947, une proposition de loi tendant à donner au Conseil des Ministres et aux administrations centrales, dans le cadre des lois constitutionnelles, une structure permanente, **n° 2319**. — Le 13 novembre 1947, une proposition de loi

tendant à compléter l'article 61 du Code des impôts directs en exonérant de l'impôt cédulaire la retraite mutuelle des anciens combattants, n° 2633.

Interventions :

Est entendu dans la discussion du rapport tendant à modifier le règlement adopté, à titre provisoire, par l'Assemblée Nationale, en qualité de *Rapporteur* [12 décembre 1946] (p. 83), [27 décembre 1946] (p. 371, 372, 375). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution tendant à déterminer le mode d'attribution des cinquante sièges au Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* [13 décembre 1946] (p. 93); — de la proposition de loi tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection du Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [13 décembre 1946] (p. 96). — Est entendu au cours du débat sur la représentation au Conseil de la République des Français résidant en pays de protectorat, en qualité de *Rapporteur* [19 décembre 1946] (p. 132). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre du budget extraordinaire de l'exercice 1947; Reconstruction, équipement, dommages de guerre (Services civils), Art. 16 : *Son amendement relatif aux avances aux organismes d'habitation à bon marché et de crédit immobilier* [23 décembre 1946] (p. 319); — du rapport tendant à déterminer la procédure de nomination par l'Assemblée Nationale des membres de l'Assemblée et des personnalités appelées à faire partie du Comité constitutionnel de la Haute Cour de justice et du Conseil supérieur de la magistrature; en qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* [27 décembre 1946] (p. 377); Art. 2 : *Suppression du premier alinéa* (p. 378). — Est entendu au cours du débat sur le règlement de l'Assemblée Nationale (*Modification de l'article 10 relatif à l'élection du Président, des Vice-Présidents, des Secrétaires et des Questeurs*); en qualité de *Rapporteur* : [28 janvier 1947] (p. 41); *Son exposé d'ensemble* [7 février 1947] (p. 228); Art. 26 : *Amendement de M. Louis Marin tendant à rendre obligatoire la convocation aux séances de la Commission de*

(p. 229); Art. 39 : *Durée des interventions et de l'ensemble de la discussion* (p. 230); Art. 73 bis : *Mise en distribution du texte de l'article* (p. 235); *Donne lecture de son rapport relatif à la procédure des relations entre le Conseil de la République et l'Assemblée Nationale* (ibid.); *Observations sur deux rapports concernant la modification du règlement* [4 mars 1947] (p. 563, 566, 567); Art. 39 : *Amendement de M. Louis Marin tendant à ce que la conférence des présidents répartisse les interventions* [4 mars 1947] (p. 567 et suiv.); Art. 70 : *Droit d'amendement* (p. 570); *Donne lecture de son rapport (9^e partie) relatif au droit d'amendement, au remplacement au sein des commissions des membres absents, aux questions écrites et à l'article 96* [20 mars 1947] (p. 932); Art. 110 : *Faits délictueux commis dans l'enceinte de l'Assemblée* (p. 934). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction une question sur les ressources des organismes d'habitations à bon marché [16 mai 1947] (p. 1631). — Son rapport sur une pétition [13 juin 1947] (p. 2128). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi d'amnistie; Art. 19 : *Son amendement tendant à éviter toute sanction disciplinaire aux personnes qui ont rendu des services dans la Résistance* [7 juillet 1947] (p. 2779). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Question préalable de M. le général Aumeran sur l'inconstitutionnalité du projet* [10 août 1947] (p. 4196); Art. 7 : *Amendements de MM. Viard et Capitant tendant à préciser les cas où les lois de la République française peuvent être appliquées en Algérie* [25 août 1947] (p. 4630) — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française : *Demande de discussion d'urgence* en qualité de *Rapporteur* [12 août 1947] (p. 4261). — Intervient dans la discussion du projet de loi concernant les élections municipales, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [28 août 1947] (p. 4774); Art. 2 : *Amendement de M. André Noël tendant à reprendre le texte du Conseil de la République interdisant à un candidat de se présenter dans plusieurs communes* (p. 4774); Art. 7 : *Amendement de M. Fayet tendant à étendre cette loi à l'Algérie* (p. 4776, 4777). = S'excuse de son absence [22 juillet 1947] (p. 3348). = Obtient un congé [22 juillet 1947] (p. 3348). = Donne sa démission de député [16 décembre 1947] p. 5757).

BONNEFOUS (M. Edouard), *Député de Seine-et-Oise (2^e circonscription)*.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des affaires étrangères [17 décembre [1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364) — Est élu : secrétaire de la Commission des affaires étrangères [*J. O.* du 6 février 1947] (p. 1257); Président de cette Commission [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 964), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 782), [*J. O.* du 19 janvier [1950] (p. 716), [*J. O.* du 27 janvier 1951] (p. 944).

Dépôts :

Le 13 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à aménager des modalités d'application de la loi du 7 janvier 1948 sur les prélèvements exceptionnels en faveur des entreprises commerciales et industrielles, n° 3107. — Le 30 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à aménager des modalités d'application de la loi du 7 janvier 1948 sur les prélèvements exceptionnels en faveur des entreprises commerciales et industrielles, n° 3205. — Le 19 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proposer la réunion d'une Assemblée constituante européenne, n° 3889. — Le 14 avril 1949, une proposition de loi relative aux activités industrielles ou commerciales de l'Etat, des établissements publics nationaux, des entreprises publiques et sociétés d'économie mixte, n° 7118. — Le 30 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours aux familles des victimes de l'incendie de Rueil-Malmaison, n° 7693. — Le 30 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour la révision des patentes de 1949 majorées de façon abusive par l'Administration, n° 7694. — Le

26 juillet 1949, une proposition de loi tendant à augmenter le traitement annuel des médaillés militaires, n° 8031. — Le 22 novembre 1949, une proposition de loi tendant à revaloriser le traitement annuel des membres de l'Ordre national de la Légion d'honneur décorés à titre militaire, n° 8437. — Le 6 décembre 1949, une proposition de loi tendant à reporter au 1^{er} janvier 1951 le délai de prorogation de baux de locaux ou immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 8612. — Le 10 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre la mise en vigueur des dispositions de l'article 107 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, relatives au recouvrement de l'impôt sur les sociétés, n° 8955. — Le 27 juillet 1950, une proposition de loi relative à la protection contre les calamités agricoles, n° 10785. — Le 25 janvier 1951, une proposition de loi tendant au rétablissement de la sous-préfecture d'Etampes (département de Seine-et-Oise), n° 11973.

Interventions :

Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1947] (p. 4). — Prend part à la discussion sur le règlement de l'Assemblée Nationale (*Pouvoirs respectifs du Président du bureau et des Questeurs*) [4 mars 1947] (p. 565). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Bétolaud sur l'installation de centres de recherches scientifiques à proximité de Paris [25 mars 1947] (p. 1042). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi tendant à approuver une convention conclue entre le Ministre des Finances et la Banque de France [27 mars 1947] (p. 1205); — sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (Dépenses militaires) pour le 2^e trimestre de l'Exercice 1947, amendé par le Conseil de la République : Etat F, CONSTRUCTIONS AÉRONAUTIQUES, Chap. 901 : *Amendement de M. J.-P. Palewski tendant à réduire de 4 million les crédits pour travaux neufs* [29 mars 1947] (p. 1312, 1313). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 500 : *Œuvres françaises à l'étranger* [19 juin 1947] (p. 2235, 2236); *RADIODIFFUSION FRANÇAISE : Discussion générale* [15 juillet 1947] (p. 3036, 3037). — Pose

à M. le Ministre des Finances une question sur les impôts pesant sur les plus-values en écriture des entreprises privées [11 juillet 1947] (p. 2994). — Intervient dans la discussion des interpellations concernant les résultats de la Conférence de Moscou : *Ordre du jour de M. Scherer faisant confiance au Gouvernement pour établir un plan de reconstruction européen*; *Amendement de M. Jacques Duclos tendant à éliminer l'Allemagne de ce plan* [26 juillet 1947] (p. 3609, 3610). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises pour éviter le renouvellement d'une affaire comme celle de l'« Exodus » [30 juillet 1947] (p. 3722). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant fixation du Budget extraordinaire de l'Exercice 1947 (Dépenses militaires), Etat E, AIR, Chap. 902 : *Amendements de MM. Bougrain et Gaillard tendant à augmenter les crédits pour l'équipement industriel* [6 août 1947] (p. 3968). — Son rapport sur une pétition [31 décembre 1947] (p. 6688). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1948] (p. 159). — Donne sa démission de Secrétaire de l'Assemblée Nationale [18 février 1948] (p. 854). — En qualité de *Président de la Commission des affaires étrangères* : est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Débat sur l'organisation judiciaire en Sarre*) [3 février 1948] (p. 357), (*Débat sur la politique étrangère*) [2 mars 1948] (p. 1268). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Ses observations adressées à Mme Sportisse* [4 mars 1948] (p. 1339), et à *M. Fayet* (p. 1341). — S'associe à l'hommage rendu à la mémoire de M. Masaryk, *Ministre des Affaires étrangères* de Tchécoslovaquie [11 mars 1948] (p. 1653). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution de M. Lussy tendant à rendre hommage à M. Jean Masaryk, *Ministre des Affaires étrangères* de Tchécoslovaquie ; en qualité de *Rapporteur* [11 mars 1948] (p. 1668) ; — du projet de loi portant ratification de l'accord franco-polonais du 19 mars 1948 : *Demande de renvoi à la Commission des finances* [27 mai 1948] (p. 2962). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Débat sur les accords de Londres*) [8 juin 1948] (p. 3292). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les recommandations de la Conférence de Londres : *Ses explications de vote sur les divers ordres du jour* [16 juin 1948] (p. 3589 et suiv.) ;

— des projets de loi ratifiant trois actes internationaux (*Coopération économique*) : *Discussion générale* [5 juillet 1948] (p. 4325 et suiv.) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 100 : *Ses observations sur l'importance comparée du budget de ce ministère* [30 juillet 1948] (p. 5127, 5128) ; Chap. 500 : *Œuvres françaises à l'étranger* (p. 5132) ; Chap. 501 : *Œuvres françaises à l'étranger (Dépenses en France)* (p. 5135) ; — du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République, Art. 55 : *Demande de réserver l'article* [13 août 1948] (p. 5786) ; — du projet de loi organisant un referendum dans la ville libre de Chandernagor : *Discussion générale* [25 mai 1949] (p. 2882, 2883, 2885) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Castellani tendant à fixer la même date pour le referendum dans les cinq comptoirs* (p. 2886) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2887) ; — du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe : *Discussion générale* [8 juillet 1949] (p. 4405, 4406, 4407, 4408) ; — Art. 4 : *Amendement de M. Arthaud tendant à permettre à l'Assemblée Nationale de retirer à un délégué la qualité de membre titulaire ou suppléant* [9 juillet 1949] (p. 4504) ; Article additionnel : *Amendement de Mme Braun tendant à prévoir la gratuité des fonctions de délégué* (p. 4503) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4503, 4504) ; — du projet de loi portant ratification du pacte Atlantique : *Sa proposition de suspendre le débat* [25 juillet 1949] (p. 5253). — Est élu membre de l'Assemblée consultative européenne [26 juillet 1949] (p. 5296). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance des réparations payées par l'Allemagne, l'entrée de l'Allemagne occidentale dans le Conseil de l'Europe, l'action du gouvernement de Bonn, le développement du commerce allemand, la position anglaise dans l'Union européenne, le nationalisme allemand)* [25 novembre 1949] (p. 6298, 6299, 6300, 6301, 6302, 6303) ; — d'une proposition de résolution relative à la réduction sur les transports de la région parisienne en faveur des étudiants : *Discussion générale* [23 février 1950] (p. 1316, 1317) ; — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis, Article unique : *Ratification de l'accord franco-américain du 27 janvier 1950* [15 mars 1950] (p. 2086, 2087) ;

— du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 : **AFFAIRES ÉTRANGÈRES** : *Discussion générale* [20 juin 1950] (p. 5048) ; **COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES** : *Discussion générale (Ses observations sur le projet de pool franco-allemand)* [25 juillet 1950] (p. 5915, 5916, 5917, 5918, 5919, 5920). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du budget du Commissariat aux affaires allemandes et autrichiennes*) [19 juillet 1950] (p. 5597) ; *Débat sur le réarmement de l'Allemagne* [19 octobre 1950] (p. 7021, 7022). — Dépose une demande d'interpellation : sur le réarmement de l'Allemagne [20 octobre 1950] (p. 7063) ; la développe (*Ses observations sur le redressement allemand, le danger soviétique, la volonté allemande de ne pas servir de mercenaire, le relèvement industriel allemand, l'alliance germano-soviétique*) [25 octobre 1950] (p. 7174, 7175, 7176, 7177, 7178) ; — sur l'accident du chemin de fer de Versailles [18 novembre 1950] (p. 7914). — Pose à M. le Ministre des travaux publics, des transports et du tourisme, une question relative à l'accident du 13 novembre 1950 sur la ligne Paris—Versailles [8 décembre 1950] (p. 8835, 8836). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951, **AFFAIRES ÉTRANGÈRES**, Chap. 1000 : *Ses observations sur le réarmement de l'Allemagne occidentale* [12 décembre 1950] (p. 8930). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles le Salon de la machine agricole a été utilisé à des fins politiques [13 mars 1951] (p. 1827). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 6 : *Son rappel au règlement (Distribution des amendements)* [19 mars 1951] (p. 2155) ; *Son amendement tendant à ne pas appliquer les apparentements nationaux lors des élections de 1951* (p. 2158, 2159) ; Art. 1^{er} bis : *Amendement de M. Weill-Raynal tendant à maintenir la représentation proportionnelle dans la Seine-et-Oise* [21 mars 1951] (p. 2416, 2417) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 2 : *Élections au régime de la représentation proportionnelle en Seine et Seine-et-Oise* [26 avril 1951] (p. 4064) ; — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de con-*

fiance posée pour le renvoi à la suite [17 avril 1951] (p. 3418) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 3 : *Son amendement tendant à diviser la Seine-et-Oise en quatre circonscriptions* [28 avril 1951] (p. 4194, 4195) ; Art. 16 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant la représentation proportionnelle dans la Seine-et-Oise* (p. 4205) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à rendre le vote obligatoire* (p. 4209). = S'excuse de son absence [22 juillet 1947] (p. 3348) ; [21 mars 1950] (p. 2202) ; [2 août 1950] (p. 6485) ; [16 février 1951] (p. 1234) ; [3 avril 1951] (p. 2572). = Obtient des congés [22 juillet 1947] (p. 3348) ; [21 mars 1950] (p. 2202) ; [2 août 1950] (p. 6485) ; [16 février 1951] (p. 1234) ; [3 avril 1951] (p. 2572).

BONNET (M. Louis), Député de l'Isère.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu secrétaire de cette commission [*J. O.* du 21 décembre 1946] (p. 10804). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [15 juillet 1947] (p. 3016), [30 novembre 1948] (p. 7302), [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 28 janvier 1947, une proposition de loi tendant à accorder aux futurs instituteurs et institutrices effectuant leur stage de formation professionnelle les mêmes avantages qu'aux instituteurs stagiaires, **n° 365**. — Le 21 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide d'urgence aux populations du département de l'Isère victimes des inondations des 19 et 20 juin 1948, **n° 4647**. — Le 17 février 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : 1° le projet de loi modifiant le chapitre IV du titre III du Livre II du Code du travail ; 2° la proposition de loi de M. Le Sciellour et plusieurs de ses collègues tendant à modifier

les dispositions de l'article 141 du Livre II du Code du travail, n° 6472. — Le 2 mars 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale modifiant le chapitre IV du titre III du Livre II du Code du travail, n° 6641. — Le 17 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires à l'affiliation des employés de transports routiers à la Caisse autonome de retraite des agents de chemin de fer secondaire d'intérêt général, d'intérêt local et des tramways, n° 7144. — Le 3 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'heure normale, n° 8286. — Le 10 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre le versement d'un mois supplémentaire de prestations familiales au cours du 4^e trimestre 1949, n° 8335. — Le 29 novembre 1949, une proposition de loi tendant à porter à un taux normal la pension allouée aux grands invalides des assurances sociales, par référence à la situation faite aux accidentés du travail dans le même régime général de sécurité sociale, n° 8529. — Le 15 décembre 1949, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la retraite prévue par la loi du 22 juillet 1922 aux agents des services publics automobiles réguliers de voyageurs et de marchandises, n° 8722. — Le 16 décembre 1949, une proposition de loi tendant à exonérer des droits de mutation par décès, les héritiers en ligne directe, des fonctionnaires retraités dont le dossier de péréquation a été liquidé après le décès, n° 8742. — Le 17 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de 5 millions aux victimes de la catastrophe des mines de l'Herpie (Isère) n° 9258. — Le 9 février 1951, une proposition de loi tendant à exempter les pères de famille sursitaires des classes 1946 à 1949 de tout service militaire, n° 12141. — Le 22 février 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 10503) de M. Gazier et plusieurs de ses collègues tendant à préciser à l'égard du personnel des Caisses d'épargne ordinaires la portée de l'article 2 de la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives de travail, n° 12319. — Le 15 mars 1951, un

rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 6390) relatif à la mise en vente des appareils, machines ou éléments de machines dangereux et des produits, appareils ou dispositifs de protection, n° 12508. — Le 21 mars 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 11987) de M. Joseph Dumas tendant à préciser les attributions de la Commission supérieure des conventions collectives, n° 12614. — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 10426) de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues relative à la procédure devant le juge de paix en matière de contestations nées à l'occasion des élections de délégués du personnel et de délégués au comité d'entreprise, n° 12793. — Le 13 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux ouvriers et à l'employeur dont l'entreprise a été détruite par une avalanche à l'Alpe de Venosc (Isère) causant 10 millions de dégâts, n° 12821. — Le 25 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 11639) de MM. Louis Michaud, Duforest et de Tinguy tendant à compléter, en ce qui concerne l'enregistrement des contrats de travail l'article 19 du Livre I^{er} du Code du travail, n° 12966. — Le 22 mai 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 13290) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 10503) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à préciser à l'égard du personnel des Caisses d'épargne ordinaires la portée de l'article 2 de la loi du 11 février 1950 sur les conventions collectives de travail, n° 13328.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif aux conventions collectives : *Discussion générale* [23 décembre 1946] (p. 290). — Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale une question relative aux centres de formation professionnelle de l'Isère et de la Savoie [13 juin 1947] (p. 2105. 2106) — Est entendu au cours du débat sur la proposition de loi de M. Meck relative à l'élection des délégués dans les entreprises, amendée par le Conseil de la

République : Article unique [3 juillet 1947] (p. 2679). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi portant revision des zones de salaires : *Sur l'urgence* [28 juin 1948] (p. 4072); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 106 : *Personnel de l'administration académique* [3 août 1948] (p. 5260); Chap. 150 : *Personnel titulaire de l'enseignement technique* (p. 5277, 5278); Chap. 156-2 : *Indemnités aux stagiaires des écoles normales d'apprentissage* (p. 5283); Chap. 339 : *Enseignement post-scolaire agricole* [4 août 1948] (p. 5314); Chap. 347 : *Enseignement technique, examens et concours* (p. 5312); Chap. 398-9 : *Aménagement d'écoles d'enseignement technique privées* (p. 5321); Chap. 399-1 : *Travaux sur monuments historiques de l'Etat* (p. 5321); Chap. 411 : *Bourses aux élèves des centres d'apprentissage* [4 août 1948] (p. 5326); Chap. 353 : *Maisons de culture et associations d'éducation populaire* (p. 5344); — du projet de loi modifiant le Code du travail, en qualité de *Rapporteur* [18 février 1949] (p. 679); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Biscarlet tendant à prévoir l'élection des délégués au scrutin de liste* (p. 709); Art. 2 : *Amendement de M. Rosenblatt tendant à maintenir tel quel l'article 135 du Code du travail* (p. 710); Art. 3 : *Amendement de M. Besset tendant à supprimer l'article* (p. 712); Art. 8 : *Amendement de M. Billat relatif aux bulletins nuls* (p. 719); Art. 12 : *Amendement de M. Musmeaux tendant à supprimer l'article* (p. 723); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail : *Discussion générale* [15 décembre 1949] (p. 6919, 6920, 6924); Art. 1^{er} (Art. 31 G du Code du travail) : *Amendement de M. Lespès relatif aux dispositions que doivent contenir toutes les conventions collectives* [3 janvier 1950] (p. 31); *Amendement de M. Gazier tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives les modalités d'application du principe « à travail égal, salaire égal »* (p. 33); *Amendement de M. Degoutte tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives les conditions de fonctionnement de l'apprentissage* (p. 33, 34, 36); *Amendement de M. Degoutte tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives les conditions de liaison entre la rémunération et la productivité* (p. 40); Art. 31 H : *Amendement de M. André tendant à n'accorder au Ministre du Travail que la possibilité de réunir une Commission* (p. 42); Art. 31 I : *Amendement de M. Poimboeuf relatif au cas où des conventions nationales n'existeraient pas* (p. 45); Art. 31 O : *Amendement de M. Devinat tendant à accorder une plus grande liberté aux employeurs et salariés pour les accords ne concernant qu'un ou quelques établissements déterminés* [4 janvier 1950] (p. 83); Art. 31 X : *Amendement de M. Bichet tendant à permettre aux représentants des syndicats des diverses catégories de participer aux travaux de la Commission supérieure des conventions collectives* (p. 105); Art. 4 : *Amendement de M. Devinat tendant à rendre la conciliation obligatoire en cas de conflits du travail* (p. 112); Art. 3 bis : *Non rupture du contrat de travail par une grève* (p. 157); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 160); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés : *Discussion générale* [26 janvier 1950] (p. 539); — d'une proposition de résolution relative aux stages des étudiants en médecine : *Demande de renvoi à la Commission de la santé publique présentée par M. Fredet* [16 février 1950] (p. 1115); — d'une proposition de loi relative à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises, en qualité de *Rapporteur* [23 mars 1950] (p. 2272, 2274); Art. 2 : *Sa demande de suppression de l'article devenu inutile* (p. 2275); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 7 : *Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à ne pas accorder de primes de construction pour les logements de fonction* [19 juillet 1950] (p. 5626); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer; Art. 40 : *Amendement de M. Cermolacce tendant à supprimer la fin de l'article énumérant les fautes lourdes entraînant le congédiement* [20 décembre 1950] (p. 9347); — du projet de loi relatif aux prestations familiales : *Discussion générale* [8 février 1951] (p. 902, 903); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Beugniez tendant à majorer de 20 0/0 les allocations familiales des travailleurs de toutes les catégories en février et mars* (p. 926); *Sous-amendement de M. Deixonne tendant à accorder les autres dispositions transitoires aux allocataires des régimes spéciaux* (p. 930, 931); Art. 2 : *Sous-amendement de M. Deixonne tendant à faire examiner par la commission prévue les indemnités de résidence* (p. 941); *Ses explications de*

vote sur l'ensemble (p. 947); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Discussion générale* [9 février 1951] (p. 987, 988); — d'une proposition de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 3 : *Non prise en considération de la situation des descendants* [21 mars 1951] (p. 2286, 2287); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer; Art. 109 : *Son amendement tendant à préciser que les heures supplémentaires seront majorées* [7 avril 1951] (p. 2910); — d'une proposition de loi relative aux conventions collectives de travail pour le personnel des caisses d'épargne, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [22 mai 1951] (p. 5711) = S'excuse de son absence [26 juillet 1949] (p. 5277); [30 avril 1951] (p. 4342). = Obtient des congés [26 juillet 1949] (p. 5277); [30 avril 1951] (p. 4342).

BONTE (M. Florimond), Député de la Seine
(3^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364).

Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à fixer les conditions dans lesquelles peuvent être annulées les procédures de faillite engagées contre les commerçants ayant dû abandonner la direction de leur commerce du fait de l'ennemi ou de l'autorité se disant « Gouvernement de l'Etat français », n^o 50. — Le 14 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir la progressivité des licences de débits de boissons, n^o 935.

Interventions :

Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Louis Marin sur les préparatifs de la conférence de Moscou [27 février 1947] (p. 501 et suiv.). — Dépose une demande d'interpella-

tion sur les opérations effectuées contre le camp de rapatriement de Beauregard par deux mille hommes et des engins blindés et les procédés inadmissibles employés [18 novembre 1947] (p. 5054); Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [18 novembre 1947] (p. 5055, 5056, 5057). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la défense de la République : *Contre l'urgence du projet de loi* [29, novembre 1947] (p. 5250, 5251, 5252); *La censure lui est appliquée* (art. 107 et 108 du règlement) (p. 5274); Art. 1^{er} : *Son contre-projet tendant à ne mettre en aucun cas l'armée au service du capitalisme* (p. 5275); *Prend la parole pour un fait personnel* (p. 5281, 5282). — Est entendu au cours d'un incident soulevé par M. Robert Bichet au sujet d'une lettre adressée le 1^{er} octobre 1939 au Président de la Chambre des députés [29 novembre 1947] (p. 5303) — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Déclaration du cardinal Gerlier* [29 novembre 1947] (p. 5323); Art. 3 : *Ses explications de vote sur les deux premiers alinéas* [3 décembre 1947] (p. 5469); — Dépose une demande d'interpellation sur la politique gouvernementale française qui a eu pour conséquence le départ d'U. R. S. S. de la mission de rapatriement [12 décembre 1947] (p. 5691); En demande la discussion immédiate (p. 5691); la développe (p. 5714, 5715, 5716). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution adressant un hommage au nouvel état d'Israël : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [20 mai 1948] (p. 2784); — des interpellations sur les recommandations de la conférence de Londres : *Son ordre du jour motivé blâmant l'attitude et les engagements pris par le Gouvernement* [16 juin 1948] (p. 3578); *Ses explications de vote sur les ordres du jour* (p. 3585 et suiv.); — Des interpellations sur le statut de la Ruhr : *Son ordre du jour protestant contre le nouveau statut de la Ruhr et demandant la création d'une Commission parlementaire pour enquêter sur la situation en Allemagne* [2 décembre 1948] (p. 7355, 7360 et suiv.); — du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe : *Discussion générale* [9 juillet 1949] (p. 4470, 4471, 4472, 4473, 4474, 4475, 4477); — des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne : *Son ordre du jour réclamant la dénonciation du plan Marshall, le renforcement de l'alliance franco-soviétique et l'application des*

accords de Potsdam [25 novembre 1949] (p. 6345, 6346, 6347, 6348). — Dépose une demande d'interpellation : sur le récent voyage en Allemagne de M. Robert Schuman, *Ministre des affaires étrangères* [25 janvier 1950] (p. 486); — sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire respecter en Sarre les libertés démocratiques foulées au pied par le Gouvernement sarrois [16 février 1950] (p. 1124, 1125); — sur le réarmement de l'Allemagne [19 octobre 1950] (p. 6988); la développe (*Ses observations sur le danger du réarmement allemand, la reconstitution des Etats-majors de la Wehrmacht, la politique de revanche de Bonn, la suppression des démontages et la politique pacifique de l'U. R. S. S.*) [24 octobre 1950] (p. 7127, 7128, 7129, 7130, 7131, 7132); — sur le maintien en activité de l'usine Bardet fabricant des machines à bois mise en liquidation judiciaire [23 février 1951] (p. 1562); — sur les odieuses violences des bandes policières qui se sont ruées sur les travailleurs algériens et français le 1^{er} mai à Paris [4 mai 1951] (p. 4536).

BORRA (M. Raoul), Député de Constantine
(1^{er} collège).

Son élection est validée [30 janvier 1947] (p. 99). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la marine marchande et des pêches [21 décembre 1946] (p. 202); de la Commission de la presse [26 janvier 1948] (p. 195) [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre modifiée) Session du 7 décembre 1948 [23 novembre 1948] (p. 7150).

Dépôts :

Le 20 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier d'urgence les tarifs pratiqués par les grefriers d'Algérie, n° 969. — Le 22 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le

Gouvernement à abroger les textes régissant actuellement l'aliénation des terres de colonisation en Algérie, n° 1389. — Le 30 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues, tendant à l'abrogation de l'article 10 de la loi du 15 février 1946 reculant de trois ans la limite d'âge à laquelle le fonctionnaire est mis obligatoirement à la retraite; 2° de M. Jacques Gresa et plusieurs de ses collègues, tendant à abroger l'article 10 de la loi du 15 février 1946 concernant la limite d'âge des fonctionnaires et à modifier les bases du calcul de la retraite, n° 1526. — Le 10 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi maintenant pour une durée de deux ans les emplois de suppléants non rétribués de juge de paix en Algérie, n° 1984. — Le 2 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi tendant à compléter l'article 4 de la loi n° 47 1680 du 3 septembre 1947 relative aux conditions de dégage ment des cadres de magistrats fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, n° 4406 (nouvelle rédaction); — Le 29 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Dagain et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le sort du traitement des fonctionnaires suspendus de leur fonction pour activité antinationale et réintégrés dans leur emploi, n° 4764. — Le 29 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Defferre tendant à proroger d'un an le délai prévu pour l'application de la loi du 30 juillet 1947 relative à la révision et à la résiliation exceptionnelles de certains contrats passés par les collectivités locales, n° 4903. — Le 8 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à compléter l'article 4 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 relative aux conditions de dégage ment des cadres de magistrats fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, n° 4925. — Le 9 août 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à proroger d'un an le délai

prévu pour l'application de la loi du 30 juillet 1947 relative à la revision et à la résiliation exceptionnelles de certains contrats passés par les collectivités locales, n° 5227. — Le 12 août 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi tendant à rendre applicable aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, le titre II de la loi n° 46-1889 du 28 août 1946 relative au contrôle des inscriptions sur les listes électorales et à la procédure des inscriptions d'urgence, n° 5249. — Le 17 septembre 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale tendant à proroger d'un an le délai prévu pour l'application de la loi du 30 juillet 1947 relative à la revision et à la résiliation exceptionnelles de certains contrats passés par les collectivités locales, n° 5485. — Le 27 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le refus d'homologation de deux décisions de l'Assemblée algérienne : créant auprès de la radiodiffusion d'Algérie un organisme dénommé « Comité de gestion et de surveillance de Radio-Algérie » ; tendant à porter de 8 à 12 le nombre des délégués à l'Assemblée algérienne appelés à siéger au « Comité de gestion et de surveillance de Radio-Algérie », n° 6195. — Le 28 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à fixer les droits à traitement des fonctionnaires suspendus de leurs fonctions pour activité antinationale et réintégrés dans leur emploi, n° 6221. — Le 4 février 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la résolution de l'Assemblée de l'Union française tendant à obtenir la participation de la métropole aux dépenses de réfection du réseau routier de l'Est-Algérien, particulièrement éprouvé du fait des opérations de guerre sur la Tunisie et l'Italie, n° 6319. — Le 25 février 1949, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 6598. — Le 11 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Ségelle et plusieurs de ses collègues tendant à l'abroga-

tion pure et simple de l'acte dit loi du 17 juillet 1940, ainsi qu'à la modification de l'ordonnance du 29 novembre 1944 concernant la réintégration des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires, révoqués, mis à la retraite d'office, licenciés ou rétrogradés, n° 6769. — Le 24 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de résolution : 1° de M. Mokhtari et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser le traitement des instituteurs du cadre spécial et des moniteurs en Algérie et à opérer l'intégration du cadre spécial dans le cadre normal ; 2° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à arrêter le recrutement du cadre spécial dans l'enseignement primaire public en Algérie et à intégrer ce cadre spécial dans le cadre normal sous certaines conditions, n° 7619. — Le 28 décembre 1949, une proposition de loi rendant applicable à l'Algérie la loi n° 49-1096 du 2 août 1949 relative aux baux à loyer de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal détruits par suite d'actes de guerre, n° 8860. — Le 31 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Borra et plusieurs de ses collègues rendant applicable à l'Algérie la loi n° 49-1096 du 2 août 1949 relative aux baux à loyer de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal détruits par suite d'actes de guerre, n° 8921. — Le 10 janvier 1950, une proposition de loi tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi n° 49-1411 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail, n° 8960. — Le 23 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant élévation des plafonds fixés à l'article 2 du décret n° 47-1467 du 9 août 1947 fixant les conditions d'application en Algérie de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 9578. — Le 31 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le refus d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne relative à la révision des baux à ferme, n° 9694. — Le 31 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à fixer les conditions particulières d'élection et de fonctionnement des

conseils de prud'hommes en Algérie, n° 9695. — Le 23 juin 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant élévation des plafonds fixés à l'article 2 du décret n° 47-1467 du 9 août 1947 fixant les conditions d'application en Algérie de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 10440. — Le 11 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant application à l'Algérie de la loi n° 48-1260 du 12 août 1948 et modification du décret n° 47-1002 du 5 juin 1947, fixant les conditions d'application à l'Algérie de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz, n° 10577. — Le 17 octobre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues tendant à fixer les conditions particulières d'élection et de fonctionnement des conseils de prud'hommes en Algérie; 2° de M. Fayet et plusieurs de ses collègues tendant à fixer les conditions particulières d'élection et de fonctionnement des conseils de prud'hommes en Algérie, n° 11064. — Le 7 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 11027) complétant, en vue de son application à l'Algérie, la loi n° 50-205 du 11 février 1950 relative aux conventions collectives et aux procédures de règlement des conflits collectifs du travail, n° 11535. — Le 21 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 11190) de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues tendant à fixer la limite d'âge en matière d'admission à la retraite des fonctionnaires et agents de l'Etat, n° 12651. — Le 2 mai 1951, une proposition de loi tendant à étendre à l'Algérie les dispositions de la loi n° 48-101 instituant une allocation de vieillesse pour les personnes non salariées en faveur des membres des professions libérales énumérées dans l'article 6 de cette loi, n° 13056. — Le 12 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Rabier et plusieurs de ses collègues (n° 12981) tendant à inclure, en Algérie, le cadre spécial des instituteurs dans le cadre normal; 2° de M. Mokhtari tendant à déterminer les conditions d'intégration des instituteurs du cadre spécial dans le cadre normal des instituteurs et institutrices d'Algérie, n° 13242.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur la validation de M. Pantaloni, Député de Constantine [30 janvier 1947] (p. 96, 98). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45 2399 du 18 octobre 1945, relative aux frais de mission et indemnités de fonctions des maires et adjoints; Art. 4 : *Son amendement tendant à rendre la loi applicable à l'Algérie* [25 février 1947] (p. 449). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Proposition de Mme Lempereur tendant à reculer la limite d'âge des fonctionnaires*) [13 juin 1947] (p. 2104). — Participe à la discussion de la proposition de loi de Mme Lempereur relative aux limites d'âge et retraites des fonctionnaires et agents des services publics; en qualité de *Rapporteur* [17 juin 1947] (p. 2139, 2140, 2150). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Statut politique de l'Algérie*) [3 juillet 1947] (p. 2689); — au cours du débat sur le projet de loi d'amnistie; Art. 19 : *Amendement de M. Serre tendant à admettre au bénéfice de la grâce amnistiante les personnes condamnées pour indignité nationale en Afrique du Nord* [7 juillet 1947] (p. 2774, 2775, 2776); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Date des débats sur le Statut de l'Algérie*) [9 août 1947] (p. 4181). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Motion d'ajournement de M. Cudenet* [10 août 1947] (p. 4200); *Discussion générale* (p. 4216), [20 août 1947] (p. 4447, 4448, 4449, 4450); Art. 6 réservé : *Amendement de M. Rabier tendant à maintenir les dispositions de l'ordonnance du 7 mars 1944 et du titre IV de la loi du 5 octobre 1946* [26 octobre 1947] (p. 4700); Art. 11 réservé : *Amendements de MM. Giacobbi et Bouret tendant à inclure un article nouveau relatif au vote par collège séparé* [27 août 1947] (p. 4721). — Participe à la discussion du projet de loi concernant les élections municipales, amendé par le Conseil de la République; Art. 7 : *Amendement de M. Fayet tendant à étendre à l'Algérie les dispositions de cette loi* [28 août 1947] (p. 4776). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales en Algérie; *Discussion générale* [12 février 1948] (p. 646, 648, 649); Article unique : *Amendement de M. Rabier tendant à modifier les circonscriptions du Constantinois* (p. 677); *Amendement de*

M. Rabier tendant à créer une nouvelle circonscription dans les Territoires du Sud (p. 678); — de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [26 février 1948] (p. 1135, 1136). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif au dégagement de cadres [27 mai 1948] (p. 2957). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au dégagement de cadres; en qualité de *Rapporteur* [27 mai 1948] (p. 2987, 2988); [2 juin 1948] (p. 3121); *Contre-projet de M. Cristofol* (p. 3123); *Nouveau texte de la Commission* [3 juin 1948] (p. 3164); Article unique : *Amendement de M. de Raulin-Laboureur tendant à interdire toute création d'emploi pour un an* (p. 3171); *Amendements de MM. Badie, Kuehn et Bruyneel tendant à ne pas licencier les Résistants* (p. 3175); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur* [9 juillet 1948] (p. 4554, 4555); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Fagon tendant à supprimer le 5^e alinéa du paragraphe C* (p. 4555); — d'une proposition de loi relative à la révision et la résiliation des contrats passés par les collectivités locales; en qualité de *Rapporteur* [28 juillet 1948] (p. 4992); — de cette proposition de loi, amendée par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur* [21 septembre 1948] (p. 6784). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Débat sur les élections cantonales*) [20 août 1948] (p. 6070). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative aux élections cantonales; Art. 4 : *Son amendement tendant à prévoir un second tour d'élection* [25 août 1948] (p. 6192); — de la proposition de loi tendant à abroger le décret du 30 mars 1935 dit « Régnier » : *Discussion générale* [21 septembre 1948] (p. 6813); — des interpellations relatives au fonctionnement de la Sécurité sociale : *Discussion générale* [11 juillet 1949] (p. 4623), [12 juillet 1949] (p. 4695, 4696, 4697); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR, Chap. 5140 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le fonds de progrès social en Algérie* [1^{er} juin 1950] (p. 4097); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1420 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Intégration du cadre spécial d'Algérie)* [23 juin 1950] (p. 5246); *le retire* (p. 5247). —

Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux retraités de l'Etat domiciliés en Algérie [9 juin 1950] (p. 4574). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950; Travaux neufs, Art. 1^{er}, Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 903 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les routes d'Algérie* [20 juillet 1950] (p. 5673); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif à la majoration des indemnités pour accidents du travail en Algérie : *Discussion générale* [27 juillet 1950] (p. 6059); — du projet de loi relatif à l'incompatibilité des fonctions publiques avec le mandat parlementaire : *Ses explications de vote sur l'article unique (Cas de M. Naegelen, Gouverneur général de l'Algérie)* [20 octobre 1950] (p. 7075, 7076); — du projet de loi relatif aux loyers en Algérie : *Discussion générale* [29 novembre 1950] (p. 8287, 8288); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 décembre 1950] (p. 8569, 8570); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 19 : *Amendement de M. Rencurel tendant à ne pas prévoir un régime spécial en Algérie* [21 mars 1951] (p. 2342); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; RADIODIFFUSION, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'administration centrale (Situation des auxiliaires de Radio-France à Alger)* [10 avril 1951] (p. 2997); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Enseignement en Algérie* [20 avril 1951] (p. 3635, 3636); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; RADIODIFFUSION, Art. 16 : *Autorisation de programme pour la radio (Radio-Alger)* [11 avril 1951] (p. 3139, 3140).

BOSQUIER (Mlle Henriette), Député du Gard.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102); — de la commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102); de la

Commission de l'éducation nationale [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des territoires d'outre-mer [18 janvier 1949] (p. 34); [19 janvier 1950] (p. 361); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désignée pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370); [26 janvier 1948] (p. 195); [30 novembre 1948] (p. 7302).

Dépôt :

Le 19 décembre 1947, une proposition de loi tendant à ramener au 1^{er} mars 1948 le nombre des fonctionnaires à celui qui existait au 1^{er} janvier 1939, n^o 2947.

Interventions :

S'excuse de son absence [27 décembre 1946] (p. 370); [7 février 1947] (p. 220); [18 février 1947] (p. 355); [11 mars 1947] (p. 795); [22 juillet 1947] (p. 3348); [8 mars 1948] (p. 1553); [2 juin 1949] (p. 3072); [24 juin 1949] (p. 3766); [21 mars 1951] (p. 2443); [19 avril 1951] (p. 2538). = Obtient des congés [7 février 1947] (p. 220); [18 février 1947] (p. 355); [22 juillet 1947] (p. 3348); [8 mars 1948] (p. 1553); [2 juin 1949] (p. 3072); [24 juin 1949] (p. 3766); [21 mars 1951] (p. 2443); [19 avril 1951] (p. 2538).

BOUGRAIN (M. Patrice), *Député de Saône-et-Loire.*

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des finances [3 décembre 1947] (p. 5451). — Est élu secrétaire de la Commission de la défense nationale [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 964). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la réforme administrative [1^{er} août 1947] (p. 3837).

Dépôts :

Le 29 avril 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de l'ordonnance n^o 45-1012 du 22 mai 1945 relative aux rapports entre bailleurs et preneurs de baux à ferme, mobilisés, prisonniers de guerre et déportés, n^o 1164. — Le 22 mai 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n^o 45-280 du 22 février 1945 et la loi n^o 46-1065 du 16 mai 1946 relatives aux comités d'entreprises, n^o 1417. — Le 5 juin 1947, une proposition de loi tendant à constituer un pécule au profit des déportés et internés politiques et à créer en leur faveur une décoration spéciale, n^o 1567. — Le 10 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur : I. Les propositions de loi : 1^o de M. Serre tendant à organiser la restitution des véhicules automobiles réquisitionnés par suite de l'état de guerre; 2^o de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux anciens propriétaires d'obtenir le remplacement par des voitures automobiles neuves des véhicules qui leur ont été réquisitionnés par les armées alliées, au cours des opérations militaires qui se sont déroulées en 1944, sur le territoire métropolitain; 3^o de MM. André Denis et Serre tendant à l'attribution par priorité de véhicules automobiles provenant des Domaines et des surplus américains aux Français dont les voitures ont été réquisitionnées par fait de guerre ou saisies par l'autorité occupante sous condition de restitution de l'indemnité reçue. II. Les propositions de résolution : 1^o de M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à assurer une juste indemnisation aux propriétaires de véhicules réquisitionnés; 2^o de MM. Edgar Faure et Morice tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un dédommagement équitable pour les prestataires des réquisitions d'automobiles; 3^o de M. Jean-Moreau tendant à inviter le Gouvernement à accorder un droit de priorité aux propriétaires de véhicules réquisitionnés ou volés pendant la guerre et l'occupation lors des ventes organisées par l'Administration de l'enregistrement, des domaines et du timbre, n^o 1622. — Le 7 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Jullien transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à ouvrir des droits à la médaille de la résistance aux évadés de France titulaires de la

médaille des évadés ayant pris du service dans les F.F.C., C.F.F.L. ou la 1^{re} armée, et été cités à l'ordre de l'armée, n° 1916 — Le 7 juillet 1947, une proposition de loi tendant à modifier la réglementation du marché des céréales secondaires, n° 1922. — Le 9 juillet 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article 27 du décret-loi du 29 juillet 1939, modifié par l'article 182 de la loi n° 46-2154 du 7 octobre 1946, et relatif à l'exonération de certains assujettis aux allocations familiales agricoles, n° 1959. — Le 11 août 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de l'ordonnance n° 45-15 du 6 janvier 1945 relative à la confiscation des profits illicites, en ce qui concerne la désignation d'experts-comptables comme chargés d'enquêtes, n° 2388. — Le 11 mars 1948, une proposition de résolution tendant à adresser l'hommage de l'Assemblée Nationale à M. Jan Masaryk, Ministre des Affaires étrangères de Tchécoslovaquie, n° 3747. — Le 4 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi réglant la situation de certains élèves et anciens élèves de l'École polytechnique, n° 3640. — Le 13 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer au Ministre de l'Éducation nationale un contingent spécial de croix dans l'Ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion de l'Exposition du centenaire de la Révolution de 1848, n° 4159. — Le 13 mai 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers, n° 4160. — Le 8 juin 1948, une proposition de loi tendant à modifier les limites d'âge des lieutenants, capitaines et chefs d'escadron dans la gendarmerie nationale, n° 4477.

Interventions :

Secrétaire d'âge [28 novembre 1946] (p. 1). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [3 décembre 1946] (p. 47), [14 janvier 1947] (p. 4). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 20 mai 1947 (*Différend avec M. Casanova*) [22 mai 1947] (p. 1710). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, services civils, exercice 1947); Art. 130 septiès : *Son article additionnel en vue d'étendre aux veuves de guerre, l'exonération des droits scolaires et universitaires* [30 mai

1947] (p. 1844); Etat A : FINANCES, Chap. 101 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le personnel auxiliaire et contractuel* [11 juillet 1947] (p. 2980); *Le retire* (ibid.); Chap. 124 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le personnel contractuel* (p. 3006, 3007); *Le retire* (ibid.); RADIODIFFUSION FRANÇAISE, Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour traitements du personnel d'administration* [16 juillet 1947] (p. 3049); *Le retire* (ibid.); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 108 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour le personnel nécessité par la division des services de la Santé publique et de la population* [17 juillet 1947] (p. 3126); *Le retire* (ibid.); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 403 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour participation de l'État aux dépenses de personnel des services de logement* [19 juillet 1947] (p. 3262); *Le maintient en le modifiant* (p. 3262, 3263). — Intervient dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1947; Article additionnel : *Son amendement tendant à appliquer en 1946 les articles 47 et 48 de la loi du 31 décembre 1945* [1^{er} août 1947] (p. 3859); *Son amendement tendant à créer une taxe additionnelle aux droits d'enregistrement sur les mutations* (p. 3873). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ramener le chiffre des fonctionnaires à celui du 1^{er} septembre 1959* [23 juin 1947] (p. 2359); *Le retire* (ibid.); Art. 5 : *Renvoi de la discussion* (p. 2366); Art. 22 : *Son amendement tendant à admettre la preuve contraire pour l'évaluation forfaitaire du revenu imposable* (p. 2377); — sur l'absence des ministres intéressés devant répondre à des questions orales [18 juillet 1947] (p. 3176). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour les mois d'août et septembre 1947 (Budget ordinaire, dépenses militaires) : *Demande de discussion d'urgence* [31 juillet 1947] (p. 3752); — d'une proposition de loi relative à la restitution des automobiles réquisitionnées : *Discussion générale, en qualité de Rapporteur* [31 juillet 1947] (p. 3759, 3760). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi fixant le budget extraordinaire de l'exercice 1947 (*Dépenses militaires*) AIR, Etat A, Chap. 800 ; *Son amendement*

tendant à augmenter les crédits pour la reconstruction des bases aériennes [6 août 1947] (p. 3962); Chap. 900: Son amendement tendant à augmenter les crédits pour les travaux et installations des bases aériennes (p. 3963); Le retire (ibid.); Chap. 901: Son amendement tendant à augmenter les crédits pour acquisitions immobilières (p. 3963, 3964); Le retire (ibid.); Etat B, Chap. 800: Son amendement tendant à augmenter les crédits pour reconstruction des bases aériennes (p. 3964); Le retire (ibid.); Chap. 900: Son amendement tendant à augmenter les crédits pour travaux et installations des bases aériennes (p. 3965); Le retire (ibid.); Chap. 901: Son amendement tendant à augmenter les crédits pour acquisitions immobilières (p. 3965); Le retire (ibid.); Chap. 904: Son amendement tendant à augmenter les crédits pour le matériel de série de l'air (p. 3966); Etat C, Chap. 901: Son amendement tendant à élever les crédits pour la construction de nouveaux modèles (p. 3966); Le retire (ibid.); Chap. 902: Son amendement tendant à élever les crédits pour l'équipement industriel (p. 3767); Etat E, Chap. 800: Son amendement tendant à augmenter les crédits pour la reconstruction des bâtiments (p. 3967); Chap. 900: Son amendement tendant à augmenter les crédits pour acquisitions immobilières (p. 3967); Le retire (ibid.); Chap. 901: Son amendement tendant à augmenter les crédits pour travaux neufs (p. 3968); Chap. 902: Son amendement tendant à augmenter les crédits pour équipement industriel (p. 3968); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République: PRÉSIDENTE DU CONSEIL; Chap. 903: Service cinématographique des armées [9 août 1947] (p. 4152). — Intervient dans la discussion: du projet de loi portant statut organique de l'Algérie: Question préalable de M. le général Aumeran sur l'inconstitutionnalité du projet [10 août 1947] (p. 4197); — du projet de loi de dégageement des cadres des fonctionnaires; Art. 4: Amendement de M. Villon tendant à licencier par priorité les fonctionnaires ayant agi contre la résistance (Obstruction prétendue du groupe communiste) [12 août 1947] (p. 4274). — Est entendu pour un rappel au règlement: Solution de la question des abstentions volontaires [22 décembre 1947] (p. 6173). — Prend part à la discussion: du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 7 bis: Amendements de MM. Pleven et Devinat tendant à prévoir la réduction du nombre des fonction-

naires [22 décembre 1947] (p. 6158); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948, dépenses civiles); Etat A: TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS-SECTION III, Chap. 915: Matériel aéronautique [25 février 1948] (p. 1100); P. T. T.; Etat C, Chap. 902: Matériel électrique et radio-électrique (p. 1103); Art. 12: Son amendement tendant à supprimer l'article (p. 1113); Le retire (ibid.); Art. 13: Son amendement tendant à réduire les crédits prévus pour Air-France (p. 1113); Le retire (ibid.); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 1122). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (Longueur des séances de nuit) [6 mars 1948] (p. 1455). — Prend part à la discussion de propositions de lois relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 1^{er}: Amendement de M. Viollette tendant à permettre l'exonération en souscrivant à plusieurs tranches de l'emprunt [6 mars 1948] (p. 1458, 1461); Son rappel au règlement (modifications de votes pendant le pointage) [6 mars 1948] (p. 1461, 1462); Sa motion d'ordre [7 mars 1948] (p. 1502). — Dépose une demande d'interpellation sur la distribution de 300 tonnes de sucre polonais aux grévistes en novembre 1947 [11 mars 1948] (p. 1675). — Est entendu sur: le procès-verbal de la séance du 6 mars 1948 (rectification de votes pendant le pointage) [16 mars 1948] (p. 1729); — une motion d'ordre (Débat sur les crédits militaires) [17 mars 1948] (p. 1845). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires d'avril et mai 1948: Explications de vote sur l'ensemble (Sa lettre à la S. N. C. A. S. O.) [18 mars 1948] (p. 1961, 1962). = S'excuse de son absence [4 juillet 1947] (p. 2737), [21 juillet 1947] (p. 3283), [26 février 1948] (p. 1134), [2 juin 1948] (p. 3096), [17 mai 1949] (p. 2536). — Obtient des congés [4 juillet 1947] (p. 2737), [21 juillet 1947] (p. 3283), [26 février 1948] (p. 1134), [2 juin 1948] (p. 3096), [17 mai 1949] (p. 2536). = Donne sa démission de Député [13 octobre 1949] (p. 5764).

BOUHEY (M. Jean), Député de la Côte-d'Or.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre: de la Commis-

sion des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34); 25 janvier 1951] (p. 364); de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la presse [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission nationale de presse et d'information instituée par l'article 20 de la loi du 11 mai 1946 [28 janvier 1946] (p. 40) — Est désigné pour figurer sur la liste des jurés à la Haute Cour de justice (Application de la loi du 27 décembre 1945) [3 décembre 1947] (p. 5452); [26 janvier 1948] (p. 195); [30 novembre 1948] (p. 7302).

Dépôt :

Le 20 janvier 1949, un avis au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative au paiement des pensions aux victimes de la guerre, conclue le 1^{er} décembre 1947 entre la France et la Tchécoslovaquie, n^o 6121.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant approbation du traité de paix avec l'Italie [13 juin 1947] (p. 2124). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification du pacte Atlantique : *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5286, 5287, 5288, 5289, 5290). = S'excuse de son absence [8 juillet 1947] (p. 2815). = Obtient un congé [8 juillet 1947] (p. 2815).

BOUKADOUM (Messaoud), Député de Constantine (Deuxième collègue, 2^e circonscription).

Son élection est validée [20 décembre 1946] (p. 186). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [27 décembre 1946] (p. 370); de la Commission de la justice et de législation [27 décembre 1946] (p. 370); [30 janvier 1948] (p. 329); de la Commission des pensions [30 janvier 1948] (p. 329).

Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4455, 4456, 4457, 4460).

BOULET (M. Paul), Député de l'Hérault.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission d'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347). Est élu vice-président de cette Commission [*J. O.* du 21 décembre 1946] (p. 10784), [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 964). — Est nommé membre : de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison de ce vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires [18 février 1947] (p. 357). — Est nommé juré à la Haute Cour de Justice [15 juillet 1947] (p. 3016).

Dépôts :

Le 21 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser à Paris, en 1947, à l'occasion du centenaire de l'École française d'Athènes, une Exposition d'art et d'histoire et à organiser, d'autre part, le voyage d'une mission d'études en Grèce et dans le Proche-Orient, n^o 185. — Le 28 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter le contingent de voitures automobiles mis à la disposition du corps médical, n^o 794. — Le 13 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de l'Agriculture sur la proposition de résolution de M. Badie et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide efficace à une cave coopérative « pilote », n^o 902. — Le 6 juin 1947, une proposition de loi tendant à abolir la peine de mort, n^o 1617. — Le 6 août 1947, un rapport

au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Bourbon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire accélérer la fabrication d'appareils radiologiques, n° 2264. — Le 19 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention du 22 juillet 1946 créant l'Organisation mondiale de la santé, n° 3462. — Le 3 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à entreprendre des démarches immédiates en vue de proposer que la rencontre du Président Truman et du Maréchal Staline puisse avoir lieu à Paris, n° 6280. — Le 3 mars 1949, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 14 du Règlement de l'Assemblée Nationale, en vue de la création d'une Commission des boissons, n° 6650. — Le 10 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déclarer la neutralité de la France tant que ne seront pas réalisées les conditions d'une véritable sécurité collective, n° 6758. — Le 16 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux populations de l'Hérault victimes d'une récente tornade, n° 7487. — Le 9 juillet 1949, une proposition de loi tendant à abolir la peine de mort, n° 7832. — Le 27 octobre 1949, une proposition de loi concernant l'emploi de certains produits végétaux dans l'alimentation en vue de protéger la santé publique, n° 8259. — Le 1^{er} décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1^o de M. Paul Boulet concernant l'emploi de certains produits végétaux dans l'alimentation en vue de protéger la santé publique ; 2^o de M. Thibault concernant l'emploi de certains extraits dilués dans les boissons ou de tous autres produits d'origine végétale ou chimique susceptibles de mettre en danger la santé publique, n° 8571. — Le 8 décembre 1949, un avis au nom de la Commission des boissons sur les propositions de loi : 1^o de M. Paul Boulet concernant l'emploi de certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques en vue de protéger la santé publique ; 2^o de M. Thibault concernant l'emploi de certains extraits dilués

dans les boissons ou de tous autres produits d'origine végétale ou chimique susceptibles de mettre en danger la santé publique, n° 8655. — Le 15 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer, dans les plus brefs délais, devant les Nations Unies, une proposition de Convention internationale tendant à proclamer comme coupables d'un crime contre l'humanité ceux qui, les premiers, en cas d'hostilité, auraient utilisé l'arme atomique, les armes chimiques ou bactériologiques, les bombardements massifs de villes ou, d'une façon générale, tout procédé de nature à terroriser les populations, n° 8727. — Le 1^{er} février 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tous les tuberculeux la carte de priorité pour les transports, n° 9118. — Le 1^{er} février 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Savard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 12 de la loi du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, n° 9119. — Le 30 mai 1950, une proposition de résolution tendant à la révision des articles 3 et 6 de la Constitution, en vue de soumettre le mode d'élection de l'Assemblée Nationale au referendum, n° 10092. — Le 21 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à réglementer l'emploi de certains produits d'origine végétale dans les boissons non alcooliques, en vue de protéger la santé publique, n° 10378. — Le 13 juillet 1950, un avis au nom de la Commission des boissons sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à réglementer l'emploi de certains produits d'origine végétale dans les boissons non alcooliques, en vue de protéger la santé publique, n° 10595. — Le 27 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner avant l'interruption de la session de l'Assemblée Nationale des indications précises : 1^o sur les mesures qu'il propose pour que la

France prenne au plus tôt les initiatives de nature à empêcher l'extension et à faciliter le règlement pacifique du conflit coréen ; 2° sur les assurances qu'il peut donner pour que soit intégralement respecté, quels que soient les événements, l'article 7 de la Constitution, n° 10779. — Le 22 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à la révision des articles 3 et 6 de la Constitution, en vue de soumettre le mode d'élection de l'Assemblée Nationale au referendum, n° 11744. — Le 9 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les viticulteurs du département de l'Hérault victimes des tornades de 1950 et de 1951 et des gelées printanières de 1951 : 1° de la distillation obligatoire pour la récolte de 1950 ; 2° du blocage pour la récolte de 1950 ; 3° des impôts fonciers pour terrains plantés en vigne, et à leur accorder des secours, dégrèvements fiscaux et délais de paiement pour les impôts restant dus et la tranche provisionnelle du 15 mai 1951, n° 13164.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur la proposition de résolution relative à la nomination d'une Commission d'enquête sur les problèmes du vin [7 février 1947] (p. 224). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 404 : *Dispensaires d'hygiène sociale* [17 juillet 1947] (p. 3136, 3137) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 394 : *Achats de livres pour lectures publiques (bibliobus)* [22 juillet 1947] (p. 3418). — Participe à la discussion du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et à la répartition des denrées rationnées : *Explications de vote sur l'article unique* [28 août 1947] (p. 4772). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [5 février 1948] (p. 436, 437) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948, dépenses civiles) ; Art. 20 : *Amendement de M. Gau tendant à insérer un article nouveau prévoyant des avances à la caisse de crédit agricole en faveur des viticulteurs* [25 février 1948] (p. 1116) ; Art. 23 : *Crédits*

pour les habitations à bon marché (p. 1117, 1118) ; — du projet de loi relatif aux loyers ; Art. 6 : *Amendement de M. Courant tendant à prévoir l'évacuation des lieux si un local suffisant est offert en échange* [2 mars 1948] (p. 1240) ; — de propositions de loi relatives à la lutte contre l'alcoolisme : *Discussion générale* [19 mai 1948] (p. 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726) ; *Ses explications de vote sur la demande de renvoi à la Commission* (p. 2742, 2743) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 401 : *Fonds national de chômage* [28 juillet 1948] (p. 4974, 4975) ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 405 : *Services anti-vénériens départementaux* [29 juillet 1948] (p. 5053, 5054) ; EDUCATION NATIONALE : *Personnel des bibliothèques municipales* [4 août 1948] (p. 5300) ; Chap. 332-1 : *Constructions scolaires (enseignement primaire)* (p. 5309) ; Chap. 527 : *Théâtres nationaux* (p. 5344, 5342) ; — de l'interpellation de M. Aubry relative aux anciens combattants et victimes de guerre : *Discussion générale* [5 août 1948] (p. 5384 et suiv.). — Est entendu au cours du débat sur : la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi attribuant le minimum vital à tous les aveugles et grands infirmes, en qualité de *Rapporteur* [5 août 1948] (p. 5390, 5391, 5392) ; — la proposition de loi portant majoration de l'allocation aux aveugles et grands infirmes : *Discussion générale* [5 août 1948] (p. 5394) ; — le projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948 ; Art. 18 : *Amendement de M. Moussu relatif au règlement et à l'évaluation de la taxe locale* [20 août 1948] (p. 6060) ; Art. 63 : *Prêts aux agriculteurs victimes des calamités publiques* (p. 6084) ; — le projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts ; Art. 6 bis : *Abrogation de l'article 4 de la loi du 24 septembre 1944* [18 septembre 1948] (p. 6675, 6676) ; Art. 7 : *Amendement de M. Paumier tendant à diminuer le taux des droits sur les vins de liqueur* (p. 6680) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à exonérer partiellement les automobilistes ayant des enfants à charge* (p. 6687) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 6 bis : *Autorisation de fabriquer des apéritifs à base d'alcool* [24 septembre 1948] (p. 6894, 6895). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à modifier le statut viticole : *Discussion générale*

[25 novembre 1948] (p. 7238). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Problème des loyers*) [20 janvier 1949] (p. 60). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la dissolution de l'Entr'aide française : *Discussion générale* [10 mars 1949] (p. 1482); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la santé publique et de la population : *Discussion générale* [23 mars 1949] (p. 1777, 1778). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Sa rectification de vote sur la motion préjudicielle de M. H. Teitgen au sujet de l'étendue des autorisations de poursuite* [6 juillet 1949] (p. 4256). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à sanctionner une infraction au règlement : *Discussion générale* [7 juillet 1949] (p. 4330, 4331); *Son amendement tendant à substituer « estime inadmissible » à « blâme »* (p. 4333); *le retire* (ibid.); — des interpellations sur le fonctionnement de la sécurité sociale : *Discussion générale* [12 juillet 1949] (p. 4684); *Ordre du jour de M. Capitant tendant à réorganiser la sécurité sociale* [13 juillet 1949] (p. 4711); — du projet de loi portant ratification du pacte Atlantique : *Discussion générale* [25 juillet 1949] (p. 5231, 5232, 5233); — d'une proposition de loi modifiant la loi portant nationalisation de l'électricité et du gaz amendée par le Conseil de la République; Art. 4 bis A : *Amendement de M. Mudry tendant à supprimer l'article relatif aux sociétés de distribution d'électricité régies par des collectivités locales* [30 juillet 1949] (p. 5611). — Dépose une demande d'interpellation sur le cas des objecteurs de conscience [13 octobre 1949] (p. 5766). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réforme de l'auxiliariat; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Barangé tendant à interdire un excédent de dépenses par rapport au crédit accordé l'année précédente* [10 novembre 1949] (p. 6067); — d'une proposition de loi portant réglementation des boissons non alcooliques : *Urgence* [14 décembre 1949] (p. 6850, 6851, 6852); — du projet de loi relatif à la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 2 : *Amendement de M. René Schmitt tendant à prévoir un régime spécial pour les villes de 25.000 à 100.000 habitants* [30 décembre 1949] (p. 7578); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7581). — Dépose une demande d'interpellation sur la

garantie par le Gouvernement du droit au travail et du droit de grève contre certaines mesures de licenciements et de lock-out [2 janvier 1950] (p. 2). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950; Art. 8 : *Evaluation du principal fictif de base pour la contribution des patentes* [1^{er} février 1950] (p. 862); Art. 9 : *Conventions entre le Ministère des Finances et le Crédit foncier en vue de prêts aux collectivités locales* (p. 864); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République; Art. 3 bis : *Amendement de M. Ramarony tendant à disjoindre l'article prévoyant la non-rupture du contrat de travail du fait d'une grève* [8 février 1950] (p. 1077, 1078); — d'une proposition de résolution relative aux stages des étudiants en médecine : *Discussion générale* [16 février 1950] (p. 1110, 1111); *Son rappel au règlement* (p. 1115); *Sa demande de renvoi à la Commission de l'éducation nationale* (p. 1115, 1116); — d'une proposition de résolution relative à la réduction sur les transports de la région parisienne en faveur des étudiants : *Ses explications de vote sur la proposition* [23 février 1950] (p. 1320); — d'une proposition de loi relative à l'emploi de certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques, en qualité de *Rapporteur* [28 février 1950] (p. 1525, 1526, 1527, 1528, 1529, 1530); *Demande d'ajournement du débat présentée par M. Hénauld* (p. 1530); Art. 1^{er} : *Amendement de M. A. Hugues tendant à réglementer la fabrication et la vente des boissons déclarées nocives par le Conseil supérieur de l'hygiène publique* (p. 1531); Art. 2 : *Règlement d'administration publique pour l'application de la loi* (p. 1532); *Amendement de M. Montagnier tendant à introduire un article nouveau interdisant la vente du coca-cola* (p. 1533, 1534); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [4 août 1950] (p. 6734, 6736, 6737); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'éducation nationale : *Contre-projet de M. Thamier tendant à n'effectuer aucune réduction sur les crédits affectés à l'éducation nationale* [8 juin 1950] (p. 4500, 4501); — d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'éducation nationale : *Discussion générale* [15 juin 1950] (p. 4828); Article unique : *Pas de réduction de*

crédits en 1950 (p. 4830); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale (Ses observations sur le mécontentement des anciens combattants, la situation des veuves de guerre, le calcul des majorations promises en 1950, le prélèvement sur les profits de guerre)* [21 juin 1950] (p. 5103, 5104, 5105, 5106); EDUCATION NATIONALE, Chap. 6090 : *Expéditions françaises à l'Himalaya* [19 juillet 1950] (p. 5609). — Est entendu sur une attribution de compétence pour l'examen d'une proposition de loi relative à l'organisation du service de santé scolaire [22 juin 1950] (p. 5131). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux dommages causés par les calamités agricoles : *Urgence* [20 juillet 1950] (p. 5646); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [26 juillet 1950] (p. 6009, 6013). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre en vue du règlement pacifique du conflit coréen [27 juillet 1950] (p. 6081). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 77 : *Avance de 25 milliards à la S. N. C. F. (insuffisance des crédits pour commandes de matériel)* [2 août 1950] (p. 6486); — d'une proposition de résolution relative au stockage des fromages de garde : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6545, 6546); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles; Art. 3 : *Amendements de M. Olmi tendant à ramener le taux des prêts de 5 à 4 0/0* [3 août 1950] (p. 6596); Art. 5 : *Fonds national de solidarité viticole* [4 août 1950] (p. 6627); Art. 7 : *Son amendement tendant à accorder le report des deux premières annuités aux sinistrés* (p. 6645); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6653). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture des mines de Plaisance [17 octobre 1950] (p. 6920). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Contre-projet de M. Péron tendant à amnistier les combattants de la paix et résistants condamnés* [9 novembre 1950] (p. 7560); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée

Nationale : *Oppose la question préalable* [21 décembre 1950] (p. 9418, 9419, 9420, 9421, 9422); *Discussion générale* (p. 9437); *Sa motion préjudicielle tendant à suspendre le débat et à prévoir un referendum sur le mode de scrutin* (p. 9446, 9451, 9452); — d'une proposition de loi portant prorogation de certains baux à usage commercial, industriel ou artisanal; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Toujas tendant à ne proroger que jusqu'au 31 mars 1951 les textes en vigueur* [30 décembre 1950] (p. 9862); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption du texte gouvernemental* [31 décembre 1950] (p. 9933, 9934); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les mois de janvier et février 1951 : *Discussion générale* [31 décembre 1950] (p. 9952); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse : *Question préalable posée par Mme Péri* [4 janvier 1951] (p. 111); *Sa motion préjudicielle tendant à ajourner le débat* (p. 119, 120); — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 3 : *Participation de l'Etat au fonds de péréquation* [5 janvier 1951] (p. 203, 204); Art. 5 : *Son amendement tendant à reporter la date limite du vote des budgets communaux au 15 janvier* (p. 229); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Retrait de l'ordre du jour proposé par la Conférence des présidents* [25 janvier 1951] (p. 364); *Proposition de M. Frédéric-Dupont de renvoyer le débat au 15 février* (p. 367); *Demande de renvoi du débat présentée par le Gouvernement* (p. 374); *Discussion générale* (p. 382, 383); — d'une proposition de loi relative à la revision de certaines rentes et pensions (*Demande de renvoi à la Commission, présentée par le Gouvernement*) [1^{er} février 1951] (p. 611); Art. 7 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à revaloriser les pensions des rentiers ayant plus de 120.000 francs par an de revenu* [14 mars 1951] (p. 1895); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1901). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique de la France en Extrême-Orient [2 février 1951] (p. 679). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente (*Discussion de son interpellation sur la politique étrangère*) [7 février 1951] (p. 838); — sur la fixation de la date de

discussion des interpellations sur les entretiens de Washington [7 février 1951] (p. 870, 871). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations familiales : *Discussion générale* [8 février 1951] (p. 899, 912); — d'une proposition de résolution modifiant l'article 74 du règlement relatif au quorum : *Discussion générale* [21 février 1951] (p. 1440); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Son rappel au règlement, dépôt de sa motion préjudicielle* [22 février 1951] (p. 1482, 1483); *Sa motion préjudicielle tendant à suspendre le débat et à prévoir un referendum sur ce sujet* (p. 1485, 1486, 1487); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour la prise en considération du projet gouvernemental* [27 février 1951] (p. 1667, 1668); *Son rappel au règlement (limitation du temps de parole)* [15 mars 1951] (p. 1972); *Son rappel au règlement (modification de l'ordre du jour)* [19 mars 1951] (p. 2150); *Sa motion préjudicielle tendant à suspendre le débat jusqu'à ce que le Gouvernement fasse une déclaration sur sa politique économique* [21 mars 1951] (p. 2304, 2305); Art. 11 : *Son amendement tendant à prévoir 544 députés dans la métropole* (p. 2329); Art. 17 : *Son amendement tendant à prévoir des élections partielles à deux tours* (p. 2341); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [26 avril 1951] (p. 4042, 4043); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de mars : *Discussion générale* [28 février 1951] (p. 1702, 1704). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'ouverture de crédits indispensables au financement de la loi étendant aux étudiants la sécurité sociale [28 février 1951] (p. 1721); — sur le financement de la sécurité sociale des étudiants [14 mars 1951] (p. 1914). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, amendé par le Conseil de la République; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 1000 : *Politique charbonnière du Gouvernement (fermeture de la mine de Plaisance)* [14 mars 1951] (p. 4917); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 1000 : *Amendement de M. Duprat tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'administration centrale (suppression des zones de salaires)* [20 mars 1951] (p. 2189); Chap. 4010 : *Amendement de M. P.-H. Teilgen tendant à insérer un chapitre nouveau garantissant le*

salairé minimum des maîtres laïques de l'enseignement privé (p. 2218, 2235, 2236); Chap. 4020 : *Fonds national de chômage* (p. 2239); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1000 : *Demande de rétablissement des crédits pour le ministre, présentée par le Gouvernement (procès des pères blancs de Dakar)* [5 avril 1951] (p. 2730); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 1000 : *Apéritifs à base d'alcool et augmentation des crédits d'assistance* [26 avril 1951] (p. 4021, 4022, 4023); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale* [15 mai 1951] (p. 5153); Chap. 700 : *Retraite du combattant* (p. 5159); *Retraite du combattant (délai de forclusion pour demandes de pensions)* (p. 5171); Art. 2 septies : *Demande de prise en considération du texte gouvernemental relatif au pécule des prisonniers de guerre, présentée par le Gouvernement* (p. 5189, 5190); — d'une proposition de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : *Discussion générale* [21 mars 1951] (p. 2284); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 9011 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour travaux d'équipement rural (crise de la viticulture)* [11 avril 1951] (p. 3168, 3169). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique du Gouvernement et la crise viticole qui menace [12 avril 1951] (p. 3206); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (p. 3225, 3226). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Motion préjudicielle de M. Billoux tendant à surseoir à la discussion tant que n'auront pas été votés vingt textes importants* [8 mai 1951] (p. 4861); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951, en qualité de *Rapporteur pour avis (Apéritifs à base d'alcool)* [9 mai 1951] (p. 4905, 4906); *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion jusqu'à ce qu'un nouveau texte soit présenté* (p. 4906, 4907); *Discussion générale (ses observations sur les apéritifs à base d'alcool)* [10 mai 1951] (p. 4978); en qualité de *Rapporteur* (p. 4984); Art. 3 : *Nouveau texte de la Commission (taxe sur les apéritifs à base d'alcool)* [16 mai 1951] (p. 5245); Art. 4 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à exonérer de la taxe sur les salaires les viticulteurs* (p. 5250); Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer*

l'article autorisant les apéritifs à base d'alcool (p. 5251, 5252); Art. 9 additionnel : *Son amendement tendant à demander le dépôt d'une loi organisant la lutte contre l'alcoolisme* (p. 5268). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Budget annexe des prestations familiales agricoles*) [9 mai 1951] (p. 4928). = S'excuse de son absence [11 février 1947] (p. 275); [29 novembre 1947] (p. 5335); [5 décembre 1947] (p. 5504). = Obtient un congé [29 novembre 1947] (p. 5335); [5 décembre 1947] (p. 5504).

BOULOUX (M. Alphonse), Député de la Vienne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Elu Conseiller de la République, donne sa démission de Député [23 décembre 1946] (p. 362).

BOUR (M. Louis), Député de la Seine (4^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [1^{er} août 1947] (p. 3837), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la comptabilité [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice [15 juillet 1947] (p. 3016).

Dépôts :

Le 23 mai 1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur le projet de loi tendant à la réorganisation et à la coordination des transports de voyageurs dans la région parisienne, **n° 1453**. — Le 15 juillet 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des moyens de communication sur le projet de loi tendant à la réor-

ganisation et à la coordination des transports de voyageurs dans la région parisienne, **n° 2011**. — Le 5 août 1947, une proposition de loi relative aux réductions de tarifs ferroviaires accordées aux familles nombreuses, **n° 2244**. — Le 26 février 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur la proposition de résolution transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à demander à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour l'examen du projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à la réorganisation et à la coordination des transports de voyageurs dans la région parisienne, **n° 3585**. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à la réorganisation et à la coordination des transports de voyageurs dans la région parisienne, **n° 3789**. — Le 14 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de loi : 1° de MM. Theetten, Christianens, de Récy tendant à proroger jusqu'à l'âge de 21 ans le bénéfice de la carte de réduction pour les familles nombreuses sur les réseaux de la S. N. C. F. ; 2° de M. Louis Bour et plusieurs de ses collègues relative aux réductions de tarifs ferroviaires accordées aux familles nombreuses, **n° 5808**. — Le 16 décembre 1948, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Auguet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à relever pour certaines catégories d'enfants l'âge limite prévu en matière de réduction accordée aux familles nombreuses sur les tarifs de la S. N. C. F., **n° 5823**. — Le 19 mai 1949, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Max Brusset tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux veuves de guerre non remariées un voyage annuel gratuit ou à prix réduit pour accompagner leurs enfants en vacances, **n° 7207**. — Le 2 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un programme de construction de matériel de transport ferro-

viaire, n° 9147. — Le 7 février 1950, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48 1279 du 17 août 1948 relative aux indemnités de fonctions des membres du Conseil général de la Seine, n° 9200 — Le 14 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de MM. Bour, Abelin et Beauquier tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un programme de construction de transport ferroviaire, n° 9469. — Le 29 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi relatif à la perception d'une indemnité à titre de sanction des infractions à la police des chemins de fer, des transports publics de voyageurs par route et des gares routières, n° 9660 — Le 22 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de l'orage de grêle qui a sévi dans la région parisienne (Seine et Seine-et-Oise) le 20 mai 1950, n° 10027. — Le 26 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever la limite du poids des journaux quotidiens afférente à la première tranche du barème d'affranchissement, n° 10767. — Le 26 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif à la perception d'une indemnité à titre de sanction des infractions à la police des chemins de fer, des transports publics de voyageurs par route et des gares routières, n° 10777. — Le 16 novembre 1950, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les veuves de guerre d'une réduction de 50 0/0 sur les tarifs des lignes de chemins de fer et de cars, n° 11313 — Le 19 décembre 1950, une proposition de loi relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des Conseillers municipaux de Paris et des Conseillers généraux de la Seine, n° 11700. — Le 12 janvier 1951, une proposition de loi tendant à soumettre tous les retraités de la S.N.C.F. au même statut, n° 11904. — Le 15 mars 1951, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 10767) de MM. Bour et Verneyras tendant à inviter le Gouvernement à relever

la limite du poids des journaux quotidiens afférente à la première tranche du barème d'affranchissement, n° 12517. — Le 28 avril 1951, un deuxième rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur l'avis (n° 12938) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 10948) adopté par l'Assemblée Nationale tendant à modifier la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 13011. — Le 28 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur le projet de loi (n° 13019) tendant à modifier la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 13020. — Le 2 mai 1951, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur l'avis (n° 13053) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 13019) adopté par l'Assemblée Nationale tendant à modifier la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 13054. — Le 9 mai 1951, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi (n° 11618) relatif à la réparation des dommages de guerre subis par la Société nationale des chemins de fer français, n° 13155.

Interventions :

Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant les élections municipales : *Discussion générale* [9 août 1947] (p. 4162, 4163, 4171, 4174); Art. 6 : *Son amendement tendant à établir de nouvelles élections quand la moitié des sièges sont vacants* [12 août 1947] (p. 4313); Art. 17 : *Son amendement tendant à établir des commissions chargées de la préparation matérielle du vote* (p. 4317); SECONDE PARTIE, Art. 15 : *Dispositions concernant l'identité des électeurs et la propagande électorale dans la Seine* (p. 4320); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 6 : *Amendement de M. André Noël tendant à limiter le nombre de remplacements sur les listes par suite de vacances du fait de démissions* [28 août 1947] (p. 4776); Art. 10 : *Éligibilité des membres de l'Assemblée Nationale et du Conseil de la République*

(p. 4777); Art. 17 bis : *Commissions chargées de la préparation matérielle du vote* (p. 4779); — du projet de loi concernant les élections au Conseil municipal de Paris et au Conseil général de la Seine, amendé par le Conseil de la République; Art. 9 : *Amendement de M. Moisan tendant à ne tenir compte, pour l'attribution des sièges complémentaires, que des listes ayant obtenu au moins 5 0/0 des suffrages* [28 août 1947] (p. 4781); Art. 10 : *Mode de répartition des sièges entre les listes* (p. 4782) — Est entendu au cours du débat sur le règlement de l'ordre du jour [22 novembre 1947] (p. 5128, 5129). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne; en qualité de *Rapporteur* [11 décembre 1947] (p. 5639, 5640, 5641, 5642, 5643); Art. 1^{er} : *Contre-projets de MM. David et Peytel tendant à créer une Régie autonome des transports parisiens* [12 décembre 1947] (p. 5668); *Amendements de MM. Demusois, Regaudie, Schmidt et Lespès tendant à modifier la définition de la région parisienne* (p. 5670, 5671); Art. 3 : *Amendement de M. Albert Petit tendant à reprendre le texte du Gouvernement concernant les accords passés depuis le 1^{er} janvier 1945* [12 décembre 1947] (p. 5673); *Amendement de M. Beauquier tendant à reculer au 1^{er} juillet 1948 la date jusqu'à laquelle les actes passés par l'administration provisoire seront validés* (p. 5673); Art. 4 : *Amendement de M. Demusois tendant à supprimer l'assemblée générale de l'office régional des transports parisiens* (p. 5673); Art. 6 : *Amendement de M. Regaudie tendant à supprimer l'article* (p. 5674); Art. 6 nouveau : *Amendement de M. Beauquier tendant à inclure un article prévoyant la date de fonctionnement de l'office régional des transports parisiens* (p. 5674, 5675); Art. 7 : *Amendement de M. Bichet tendant à éviter la mainmise de la Régie sur les transporteurs privés* (p. 5676); Art. 8 : *Amendement de M. Auguet concernant les indemnités pour des contrats passés par les concessionnaires* (p. 5677); Art. 9 : *Amendements de MM. Midol, Cayeux et Robert Schmidt concernant le droit de reprise du matériel existant par la Régie* (p. 5677, 5678); Art. 11 : *Amendements de MM. Demusois et Peytel concernant la composition du conseil d'administration de la Régie* (p. 5679); *Amendement de M. David concernant la composition du Conseil d'administration de la Régie* [16 dé-

cembre 1947] (p. 5729); *Amendement de M. Demusois tendant à modifier la composition du conseil d'administration de la Régie* (p. 5730); *Amendement de M. Demusois concernant la représentation des organisations syndicales au sein du conseil d'administration de la Régie* (p. 5731); *Amendement de M. Palewski concernant la composition du conseil d'administration de la Régie* (p. 5731); Art. 12 : *Amendements de MM. Regaudie et Demusois tendant à supprimer l'article* (p. 5732); Art. 13 : *Sa demande de réserver l'article* (p. 5732); Art. 14 : *Amendements de MM. Charles Benoist et Regaudie concernant la nomination du président du conseil d'administration de la Régie* (p. 5733, 5734); Art. 15 : *Amendement de M. Beauquier concernant l'élection des membres du conseil d'administration de la Régie* (p. 5735); Art. 17 : *Amendement de M. Regaudie concernant les attributions du conseil d'administration de la Régie* (p. 5736); Art. 19 : *Amendement de M. Regaudie tendant à écarter le Conseil des Ministres pour la désignation du directeur général de la Régie* (p. 5737); Art. 20 : *Amendement de M. Regaudie concernant le statut futur de la Régie* (p. 5737); *Amendement de M. Regaudie tendant à inclure un nouvel article interdisant à la Régie de participer à d'autres entreprises* (p. 5737, 5738, 5740); Art. 14 : *Amendement de M. Regaudie concernant la nomination du président du conseil d'administration de la Régie* (p. 5739); Art. 22 : *Ressources de la Régie* (p. 5740); Art. 23 : *Amendement de M. Auguet tendant à supprimer les 2^e et 3^e alinéas concernant les subventions de l'Etat à la Régie* (p. 5741); *Amendement de M. Demusois tendant à augmenter les participations de l'Etat* (p. 5742); *Amendement de M. Guillant tendant à préciser le montant des subventions de l'Etat à la Régie* (p. 5742, 5743, 5744); Art. 25 : *Amendements de MM. Bichet, Regaudie et Midol concernant les annuités de renouvellement du matériel et des installations* (p. 5758); *Amendement de M. Midol tendant à supprimer le 6^e alinéa de l'article* (p. 3758); Art. 27 : *Amendement de M. Regaudie tendant à tenir compte des carnets de tickets si leur prix est plus avantageux que les billets simples* (p. 3759); Art. 28 : *Amendement de M. Demusois relatif aux états de prévision de dépenses* (p. 3759); Art. 29 : *Amendement de M. Albert Petit relatif au contrôle financier de la Régie* (p. 5760); Art. 30 : *Amendement de M. André Mercier*

tendant à limiter l'émission d'emprunts par la Régie (p. 5760); Art. 31 : Amendement de M. Palewski tendant à fixer un délai de trois mois pour la ratification par le Ministre intéressé des accords conclus au sujet du personnel (p. 5761); Amendement de M. Charles Benoist tendant à supprimer le dernier alinéa (p. 5761, 5762); Amendement de M. Cayeux tendant à supprimer les mots « sans élections nouvelles » dans le 1^{er} alinéa (p. 5762); Amendement de M. Regaudie tendant à remplacer « personnel dirigeant » par « personnel de direction » (p. 5762); Amendement de M. Palewski tendant à ajouter un alinéa prévoyant un décret si un accord n'intervient pas au sujet du comité d'entreprise (p. 5762, 5763); Art. 32 : Amendement de M. Midol tendant à supprimer le dernier alinéa (p. 5765); Art. 33 : Amendement de M. Ballanger relatif au rôle du conseil d'administration pour la répartition de la prime de gestion au personnel (p. 5765); Art. 34 : Sa demande de réserver l'article (p. 5766); Art. 37 : Amendement de M. Charles Benoist tendant à supprimer l'article (p. 5766); Art. 38 : Amendement de M. Demusois tendant à modifier la composition de l'assemblée générale de l'office (p. 5767); Amendement de M. Bétolaud tendant à inclure un alinéa nouveau concernant la composition de l'assemblée générale de l'office (p. 5769); Amendement de M. Robert Schmidt tendant à supprimer le mot « titulaire » au 8^e alinéa (p. 5769); Amendement de M. Robert Schmidt tendant à supprimer au 11^e alinéa les mots « et du comité consultatif » (p. 5769); Amendement de M. Demusois tendant à ne pas imposer un quorum aux séances de l'assemblée générale (p. 5769); Art. 39 : Amendement de M. Robert Schmidt concernant la composition et le fonctionnement du comité consultatif technique [18 décembre 1947] (p. 5802); Art. 40 : Amendement de M. Auguet relatif aux attributions de l'assemblée générale de l'office des transports (p. 5804, 5805); Amendement de M. Palewski relatif au rôle du Conseil supérieur d'aménagement de la région parisienne (p. 5805); Amendement de M. David relatif au rôle du Conseil supérieur des transports (p. 5806); Amendements de MM. Bichet, Robert Schmidt et André relatifs à l'exploitation éventuelle par la Régie de lignes privées (p. 5810, 5811, 5812); Sous-amendement de M. Palewski tendant à confier un service par adjudication (p. 5813); Amendements de MM. Robert Schmidt et Bichet

relatifs aux attributions de l'assemblée générale de l'office (p. 5814); Amendement de M. Bichet tendant à limiter l'exploitation de nouveaux services par la Régie (p. 5814); Amendement de M. David tendant à rendre nécessaire l'approbation des collectivités publiques intéressées (p. 5815); Amendement de M. Regaudie relatif aux pouvoirs du comité consultatif technique (p. 5815); Art. 41 : Rôle du comité consultatif technique (p. 5816); Amendement de M. Regaudie tendant à insérer un article nouveau prévoyant un Commissaire du Gouvernement auprès de l'office (5817); Art. 42 : Amendement de M. Midol tendant à supprimer l'article (p. 5845); Amendement de M. David tendant à inclure les entreprises de transport routier (p. 5846); Art. 45 : Amendement de M. Auguet relatif aux dépenses de fonctionnement de l'office des transports (p. 5847); Art. 48 : Amendements de MM. Regaudie et Robert Schmidt relatifs aux lignes dépassant les limites de la région parisienne (p. 5849, 5850); Art. 51 : Amendement de M. David concernant l'indemnité due aux entreprises dépossédées (p. 5850, 5851); Art. 52 : Amendement de M. Robert Schmidt tendant à supprimer l'article (p. 5851); Art. 53 : Amendement de M. Auguet relatif à la liquidation de la compagnie du chemin de fer métropolitain (p. 5852); Amendement de M. Peytel relatif au changement de dénomination de la compagnie du chemin de fer métropolitain (p. 5852); Art. 54 : Amendement de M. Benoist tendant à supprimer l'article (p. 5853, 5854); Art. 55 : Amendements de MM. Regaudie et Beauquier relatifs aux règlements d'administration publique fixant les modalités d'application de la loi (p. 5855); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [16 mars 1948] (p. 1696, 1697); Art. 6 bis : Date de fonctionnement des nouveaux organismes (p. 1698); Art. 19 : Nomination et fonction du directeur général de la Régie (p. 1700, 1701, 1702); Art. 21 : Rectification d'une erreur matérielle (p. 1703); Art. 42 : Amendement de M. Benoist tendant à reprendre le texte déjà voté (p. 1708); Art. 44 : Gestion des crédits par les collectivités locales (p. 1709). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (Suite de la discussion sur les transports de la région parisienne) [18 décembre 1947] (p. 5821). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative à la création d'un centre univer-

sitaire et scientifique dans la région parisienne : *Discussion générale* [17 février 1948] (p. 766). — Son rapport sur une pétition [2 mars 1948] (p. 1289). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant la compagnie Air-France; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bouret tendant à faire de la compagnie une société anonyme* [29 avril 1948] (p. 2335); Art. 2 : *Amendement de M. Bouret tendant à préciser que la compagnie sera une société anonyme* (p. 2340); *Son amendement tendant à fixer la date à partir de laquelle les apports d'actifs auront lieu* (p. 2340); Art. 8 : *Amendement de M. Faure tendant à supprimer l'article* (p. 2347); Art. 4 : *Son amendement relatif à la composition du conseil d'administration* (p. 2360); *le retire* (ibid.); Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer les 2^e et 5^e alinéas* (p. 2367); *le retire* (ibid.); Art. 15 : *Son amendement relatif au statut du personnel* (p. 2375); *le retire* (ibid.); Art. 16 : *Son amendement tendant à préciser la date de liquidation des sociétés existantes* (p. 2376); Art. 18 : *Son amendement tendant à fixer un délai de deux mois après l'inventaire pour le rachat des actions* (p. 2378); — du nouveau projet de loi sur la compagnie Air-France, amendé par le Conseil de la République; Art. 6 : *Rôle du président du conseil d'administration* [2 juin 1948] (p. 3100); — du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République; Art. 2 : *Son amendement relatif à la représentation de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc et de l'Indochine* [12 août 1948] (p. 5738, 5739); Art. 8 : *Amendement de M. Desson relatif à la désignation des délégués primaires par les conseils municipaux* (p. 5744); Art. 26 : *Son amendement tendant à supprimer le 3^e tour de scrutin* [13 août 1948] (p. 5772, 5773); Art. 8 : *Amendement de M. Bichet tendant à ne pas choisir les délégués uniquement dans le sein des conseils municipaux* [18 août 1948] (p. 5900); *Son amendement tendant à n'attribuer de délégués supplémentaires qu'aux villes de plus de 50.000 habitants* (p. 5901, 5902); Art. 11 : *Son amendement tendant à ajouter « aux élections municipales » pour clarifier le contexte* (p. 5910, 5911); *Son amendement tendant à admettre le vote par procuration dans certains cas* (p. 5911); Art. 52 : *Son amendement tendant à substituer « procuration » à « correspondance »* (p. 5927); Art. 56 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 5927, 5929); *le retire* (ibid.); Art. 57 : *Son*

amendement tendant à faire élire les conseillers pour le Maroc sur présentation des groupes (p. 5931); Art. 61 bis : *Amendement de M. Bouzom tendant à faire élire proportionnellement à l'importance des groupes les conseillers désignés par l'Assemblée* (p. 5933, 5934). — Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : *Discussion générale* [2 mars 1949] (p. 1104, 1105). — Son rapport sur une pétition [5 avril 1949] (p. 2103). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour le budget des P. T. T., Etat A, Chap. 105 : *Son amendement tendant à réduire de 4.475.000 francs l'annulation de crédits sur les services spéciaux* [12 avril 1949] (p. 2298); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Travaux publics, du Transport et Tourisme, amendé par le Conseil de la République; Chap. 103 : *Son amendement tendant à reprendre l'abattement de 967.000 francs sur la rémunération des contractuels de l'administration centrale* [14 avril 1949] (p. 2491). — Dépose une demande d'interpellation sur les motifs pour lesquels M. Lemaire, directeur général de la S. N. C. F., a été relevé de ses fonctions [19 mai 1949] (p. 2693); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [31 mai 1949] (p. 2952). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (Ses observations sur le problème des transports, la coordination du rail et de la route, la suppression des lignes déficitaires, les tarifs de la S.N.C.F. et le régime des retraites)* [23 mai 1949] (p. 2831, 2832, 2833); Art. 1^{er} : *Ouverture d'un crédit de 21 milliards 500 millions à la S.N.C.F.; Ses observations sur la révocation de M. Lemaire, directeur général de la S. N. C. F.* (p. 2952, 2953, 2954, 2961); Art. 6 : *Son amendement tendant à ajouter les charges aux servitudes* (p. 2999); *Son sous-amendement relatif à l'harmonisation des horaires des autocars et des trains* (p. 3000); *Son sous-amendement tendant à prévoir la réglementation des conditions de sécurité des services publics* (p. 3002, 3003); — d'une proposition de loi modifiant la loi portant nationalisation de l'électricité et du gaz, amendée par le Conseil de la République; Art. 2 bis : *Amendement de M. Mudry tendant à supprimer les trois derniers alinéas* [30 juillet 1949] (p. 5607); Art. 4 ter ;

Amendement de M. Poulain tendant à supprimer l'article interdisant aux sociétés nationales toutes activités industrielles ou commerciales autres que celles prévues par la loi (p. 5612); *Amendement de M. Capdeville tendant à autoriser les sociétés nationales à effectuer tous travaux et fournitures donnant lieu à des offres ou adjudications* (p. 5618); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 43 : *Ouverture de crédits à la S. N. C. F.* [27 décembre 1949] (p. 7419, 7420); — d'une proposition de loi relative à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises : *Discussion générale* [17 mars 1950] (p. 2131); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; P. T. T., Chap. 0010 : *Ses observations sur le service du téléphone* [3 mai 1950] (p. 3191, 3192); Chap. 1020 : *Amendement de M. Barrot tendant à rétablir les crédits prévus pour le centre national d'études des télécommunications* (p. 3199); Chap. 1040 : *Amendement de M. Barrot tendant à rétablir les crédits prévus pour les auxiliaires de centre national d'études des télécommunications* (p. 3200); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, en qualité de *Rapporteur pour avis* [6 juin 1950] (p. 4365, 4366, 4367); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur pour avis* [1^{er} août 1950] (p. 6373); Chap. 5140 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour l'indemnité compensatrice des tarifs réduits de la S. N. C. F.* (p. 6374); INTÉRIEUR, Art. 3 : *Son amendement tendant à réduire de 50 0/0 le taux de la taxe sur l'affichage* [4 août 1950] (p. 6754). — Est entendu sur la prolongation du délai imparti au Conseil de la République pour l'examen de la proposition de loi relative à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises, en qualité de *Rapporteur* [29 juin 1950] (p. 5279). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au pèlerinage de La Mecque, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [4 août 1950] (p. 6772); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, en qualité de *Rapporteur pour avis* [19 décembre 1950] (p. 9264, 9265); Chap. 5130 : *Indemnités à la S. N. C. F. pour compenser les réductions sur*

le tarif voyageurs (p. 9303, 9304); Chap. 5140 : *Demande de rétablissement des crédits pour la S. N. C. F., présentée par le Gouvernement* (p. 9310); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 6 : *Amendement de M. Péron tendant à faire signer les modifications aux apparentements par la majorité des candidats seulement* [19 mars 1951] (p. 2160); Art. 13 : *Son amendement tendant à répartir les sièges selon la règle du plus fort reste si aucune liste n'a la majorité* [21 mars 1951] (p. 2333); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Son sous-amendement tendant à reprendre le scrutin de liste majoritaire à un tour* [26 avril 1951] (p. 4048, 4049); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, en qualité de *Rapporteur* [28 avril 1951] (p. 4189); Art. 6 : *Amendement de M. Mercier tendant à exiger d'un parti 50 listes de candidats pour qu'il soit national* (p. 4196); Art. 6 : *Amendement de M. Devinat tendant à annuler les suffrages allant au candidat s'étant présenté dans plusieurs circonscriptions* (p. 4197); Art. 15 : *Amendement de M. Coudray relatif au vote préférentiel* (p. 4199); Art. 16 : *Sa demande de réserver l'article* (p. 4199); Art. 18 : *Délai relatif à la mention de l'apparement* (p. 4202); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [2 mai 1951] (p. 4481, 4482).

BOURBON (M. Henri), Député de l'Ain.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370). — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276).

Dépôts :

Le 12 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire accélérer la fabrication d'appareils radiologiques, n° 1687. — Le 4 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des contingents de carburant aux offices agricoles départementaux correspondant au niveau des besoins pendant la période des travaux urgents, n° 3665. — Le 19 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir les responsabilités dans la catastrophe de Saint-Maurice-de-Remères (Ain) qui coûta la vie à douze travailleurs et à prendre les mesures propres à éviter définitivement le retour de semblables événements, n° 3883. — Le 11 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier les articles premier, 6, 7 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948, n° 6403. — Le 25 mai 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 7284. — Le 30 juin 1950, une proposition de loi tendant à exonérer le bois de certaines taxes fiscales, n° 10508. — Le 13 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder un premier crédit de 2 millions 500.000 francs pour indemniser les familles des 25 victimes de l'accident du passage à niveau de Saint-Amour ; 2° à prendre des mesures d'extrême urgence pour la suppression des passages à niveau, n° 10585. — Le 14 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux municipalités et aux sinistrés victimes des récentes inondations un premier secours de 500 millions de francs et à exonérer les sinistrés du paiement de leurs impôts pour 1950, n° 11266. — Le 17 avril 1951, une proposition de loi tendant à accorder une subvention de cinq millions de francs pour permettre l'achèvement du monument aux Morts de la Résistance de Cerdon, n° 12863.

Interventions :

Ses rapports au nom du 4^e bureau sur les opérations électorales des départements : du Gers [28 novembre 1946] (p. 15) ; de la Gironde (p. 16) ; de la Guadeloupe (p. 16) ; de l'Hérault (p. 16) ; de l'Ille-et-Vilaine (p. 16) ;

de l'Indre (p. 17) ; de l'Indre-et-Loire (p. 17) ; de l'Isère (p. 17) ; du Jura (p. 18) ; des Landes (p. 18) ; de Loir-et-Cher (p. 18). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils), LOI DE FINANCES, Art. 9 : *Disjonction de l'article* [21 décembre 1946] (p. 221) ; — de propositions de loi relatives aux loyers ; Art. 1^{er bis} : *Son amendement tendant à étendre partout le maintien dans les lieux* [8 mars 1949] (p. 1307). — Dépose une demande d'interpellation sur l'incendie du barrage de Génissiat [10 mars 1949] (p. 1530). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux loyers : *Discussion générale* [16 juin 1949] (p. 3386, 3387) ; — du projet de loi portant suppression des cours de justice ; Art. 2 : *Amendement de M. Berger tendant à substituer les cours d'assises aux tribunaux militaires* [5 juillet 1949] (p. 4225) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir le cas des affaires suspendues pour supplément d'information* [6 juillet 1949] (p. 4272) ; — d'une proposition de loi portant révision de certaines rentes viagères ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à majorer les rentes souscrites avant le 1^{er} juillet 1948* [12 juillet 1949] (p. 4661) ; Art. 2 : *Amendement de M. Denais tendant à n'accorder la majoration de rente qu'aux rentiers de plus de 55 ans, de nationalité française et ne payant pas l'impôt sur le revenu* (p. 4662) ; *Amendement de M. Médecin tendant à ne majorer que les rentes supérieures à 500 francs* (p. 4663) ; — du projet de loi relatif au contrôle des organismes de la Sécurité sociale par la Cour des comptes, amendé par le Conseil de la République ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer sept emplois de conseillers de 1^{re} classe* [22 décembre 1949] (p. 7136) ; *Son amendement tendant à supprimer trois emplois de sténos-dactylos* (p. 7136, 7137) ; — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de famille et immeubles ; *Discussion générale* [30 mars 1950] (p. 2662) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2667) ; — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements ; Art. 7 : *Son amendement tendant à obliger le vendeur à faire connaître aux acheteurs les dispositions de la loi* [16 mai 1950] (p. 3720) ; — du projet de loi portant prorogation des réquisitions de logement ; Art. 2 : *Amendement de*

M. Jeanmot tendant à insérer un article relatif à la prorogation des réquisitions en Algérie [29 juin 1950] (p. 5285). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accident du passage à niveau de Saint-Amour (Jura) [13 juillet 1950] (p. 5401). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics et des Transports une question relative à l'accident du passage à niveau de Saint-Amour [21 juillet 1950] (p. 5733, 5734). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [3 novembre 1950] (p. 7433, 7434); Art. 3 : *Son amendement tendant à n'amnistier que les mineurs de moins de 21 ans condamnés à une peine inférieure à trois ans de prison* [14 novembre 1950] (p. 7671, 7672); Art. 4 : *Amendement de M. Péron tendant à prévoir l'avis du Comité départemental de Libération* [16 novembre 1950] (p. 7772); *Sort des amendements réservés* (p. 7772); Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à l'amnistie des mineurs de moins de 21 ans* (p. 7791, 7792, 7793); *Amendement de M. Theetten tendant à amnistier les condamnés engagés volontaires pour l'Indochine* (p. 7795); Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer le premier paragraphe étendant l'amnistie par décret aux condamnés à moins de trois ans de prison* (p. 7825, 7827); le retire (p. 7827); Art. 10 : *Son sous-amendement tendant à prévoir des représentants de toutes les organisations de Résistance* [17 novembre 1950] (p. 7887); Art. 11 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer le chapitre aux condamnés pour meurtres, tortures et délations* (p. 7893, 7894); Art. 20 : *Amendement de M. Chautard tendant à limiter à vingt ans la durée minima de la dégradation nationale* [4 décembre 1950] (p. 8503); Article additionnel : *Son amendement tendant à ne pas amnistier les condamnés pour délations, meurtres, tortures ou espionnage* (p. 8559); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 13 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la réintégration dans l'Ordre de la Légion d'honneur* [2 janvier 1951] (p. 11, 12); — du projet de loi relatif aux loyers en Algérie; Art. 10 : *Amendement de Mme Sportisse tendant à assurer le relogement des locataires évincés pour des travaux* [29 novembre 1950] (p. 8295); — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux industriels et artisanaux; Art. 2 : *Demande présentée par M. Grimaud*

tendant à réserver l'article [14 décembre 1950] (p. 9085); — du projet de loi relatif au nantissement de l'outillage et du matériel, amendé par le Conseil de la République; Art. 13 : *Son amendement tenant à tenir compte du privilège de la Sécurité sociale sur les biens grevés* [5 janvier 1951] (p. 168, 169); — d'une proposition de loi relative à la revision de certaines rentes et pensions; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à appliquer l'échelle mobile à toutes les rentes viagères à partir du 1^{er} juillet 1951* [13 mars 1951] (p. 1855); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [14 mars 1951] (p. 1900, 1901); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 7 bis : *Son amendement tendant à rétablir l'article relatif aux associations de rentiers voyageurs* [22 mai 1951] (p. 5679); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Toujas tendant à donner à la mesure transitoire un caractère définitif* [28 avril 1951] (p. 4159); *Sous-amendement de M. Bétolaud tendant à prévoir le cas où le propriétaire loge dans un local malsain pour lui* (p. 4162, 4163); Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à étendre la mesure à tous les militaires* (p. 4166); *Son amendement tendant à appliquer la loi sur tout le territoire* (p. 4167); le retire (ibid.); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; ETATS ASSOCIÉS : *Discussion générale* [21 mai 1951] (p. 5588). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi tendant à permettre la tierce opposition à l'encontre de décisions judiciaires [22 mai 1951] (p. 5683).

BOURDAN (M. Pierre), *Député de la Seine* (3^e circonscription).

Ministre de la Jeunesse, des Arts et des Lettres.

Cabinet RAMADIER.

du 22 janvier 1947 au 22 octobre 1947.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la Presse [26 janvier 1948] (p. 195) (ibid.); Est élu secrétaire de la Commission des affaires étrangères [*J. O.* du 20 décembre 1946] (p. 10783).

Dépôts :

Le 18 février 1947, un projet de loi portant : a) abrogation de l'autorisation préalable prévue par les ordonnances du 30 septembre 1944 et 13 septembre 1945 ; b) organisation d'un système de répartition du papier destiné à la presse ; c) réglementation des entreprises de presse, n° 617. — Le 29 mai 1947, un projet de loi sur l'enseignement du ski, n° 1470. — Le 29 mai 1947, un projet de loi sur les guides de montagne, n° 1471. — Le 29 mai 1947, un projet de loi complétant et modifiant certaines dispositions de la loi du 11 mai 1946 portant transfert et dévolution de biens et d'éléments d'actif d'entreprises de presse et d'information, n° 1500. — Le 30 juin 1947, un projet de loi portant statut de la presse, n° 1870. — Le 19 août 1947, un projet de loi portant ouverture de crédits au titre de l'exercice 1947 pour l'organisation du Rassemblement sportif international, n° 2442.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur l'élection du Président du Gouvernement provisoire de la République [10 décembre 1946] (p. 70). — Est nommé *Ministre de la jeunesse, des arts et des lettres* (Cabinet Ramadier) [22 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947) (p. 139).

En cette qualité :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier ; Art. 44 : *Amendements de MM. Fernand Grenier et Robert Bichet tendant à dégrever les petites salles de spectacles* [6 février 1947] (p. 198) ; — sur le projet de loi portant suppression de l'autorisation préalable de faire paraître un journal ou écrit périodique [27 février 1947] (p. 497, 498) ; — sur l'interpellation de M. Fernand Grenier relative à la dévolution des biens des entreprises de presse [23 mai 1947] (p. 1759), [20 juin 1947] (p. 2272). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 : (Dépenses civiles) ; JEUNESSE, ARTS ET LETTRES : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2915, 2923, 2924, 2925, 2926) ; Chap. 102 : *Amendement de M. Védrières tendant à réduire les crédits* (p. 2933) ; Chap. 108 : *Amendement de M. Gosset tendant à relever les*

crédits pour l'information à l'étranger (p. 2934, 2935) ; Chap. 309 : *Amendements de M. Gosset tendant à augmenter les crédits* (p. 2935) ; Chap. 310 : *Diffusion de l'information à l'étranger* (p. 2935, 2936) ; Chap. 311 : *Amendement de M. Gosset tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement* (p. 2938) ; Chap. 312 : *Matériel et frais de fonctionnement à l'étranger* (p. 2939) ; Chap. 501 : *Amendements de Mme Braun et M. Gosset tendant à relever les crédits pour le centre cinématographique* (p. 2939, 2940) ; Chap. 502 : *Amendement de M. Gosset tendant à relever les crédits pour l'information en Alsace-Lorraine* (p. 2940, 2941) ; ÉDUCATION NATIONALE : *Discussion générale ; Ses observations sur les beaux-arts, la jeunesse et les sports* [22 juillet 1947] (p. 3383, 3384, 3385) ; Chap. 157 : *Amendement de M. Simonnet tendant à réduire de 2.055 000 francs les crédits pour les centres éducatifs d'éducation populaire* (p. 3399, 3400) ; *Demande le rétablissement des crédits fixés par le Gouvernement* (ibid.) ; Chap. 165 : *Traitements du personnel des écoles d'éducation physique* (p. 3400) ; *Demande de rétablissement de crédits* (ibid.) ; Chap. 167 : *Personnel auxiliaire des écoles d'éducation physique* (p. 3400) ; Chap. 174 : *Traitements du personnel des écoles de sport* (p. 3401) ; Chap. 179 : *Indemnités aux moniteurs itinérants de sports* (ibid.) ; *Demande le rétablissement des crédits fixés par le Gouvernement* (ibid.) ; Chap. 195 : *Traitements du personnel des écoles nationales d'art des départements* (p. 3402) ; Chap. 203 : *Demande le rétablissement des crédits fixés par le Gouvernement pour le Conservatoire national de musique* (p. 3403) ; Chap. 245 : *Amendement de M. Deixonne tendant à réduire de 1.795.500 fr. les crédits pour le personnel auxiliaire des services d'architecture* (p. 3404) ; Chap. 253 : *Demande le rétablissement des crédits demandés par le Gouvernement pour le personnel auxiliaire des eaux et fontaines de Versailles* (p. 3404) ; Chap. 302 : *Dépenses de locations et réquisitions* (p. 3404) ; Chap. 357 : *Amendement de Mme Viénot tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement pour les centres éducatifs d'éducation populaire* (p. 3414) ; Chap. 363 : *Matériel des services extérieurs des sports et de la jeunesse* (p. 3416) ; Chap. 372 : *Demande le rétablissement des crédits prévus par le Gouvernement pour le matériel des écoles de sport* (p. 3417) ; Chap. 375 : *Impressions et documen-*

lation de l'éducation physique (p. 3417); Chap. 417: *Secours et subventions aux arts et lettres* (p. 3423, 3424); Chap. 524-I: *Demande le rétablissement de crédits prévus par le Gouvernement pour la Caisse nationale des lettres* (p. 3426); Chap. 532: *Subventions aux œuvres post-scolaires: Mouvements de jeunesse* (p. 3427, 3428); Chap. 533: *Subventions aux maisons de culture* (p. 3428); Chap. 536: *Amendement de M. Cayeux tendant à réduire de 1.000 francs les subventions aux colonies de vacances* (p. 3430); Chap. 541: *Subventions pour organisation d'épreuves de masse* (p. 3432); Chap. 546: *Amendement de M. Billat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'activité théâtrale en France* (p. 3439); Chap. 604: *Amendement de M. Farine tendant à modifier le libellé du chapitre pour l'étendre à toutes les organisations de culture physique* (p. 3439); Chap. 606: *Formation préliminaire* (p. 3440); Chap. 608: *Demande le rétablissement des crédits prévus par le Gouvernement pour l'information et la documentation pour la jeunesse et les sports* (p. 3440); Chap. 705: *Demande le rétablissement des crédits prévus par le Gouvernement pour le rapatriement des œuvres d'art repliées* (p. 3441); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Etat A: JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, INFORMATION; Chap. 400: *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour les traitements de l'Administration centrale* [7 août 1947] (p. 4044, 4045); Chap. 304: *Matériel de l'administration centrale* (p. 3046); Chap. 501: *Subventions au centre national de cinématographie* (p. 3047, 3048); EDUCATION NATIONALE; Chap. 161: *Traitements du personnel des services extérieurs de la jeunesse et des sports* (p. 4082); Chap. 245: *Traitements du personnel des services d'architecture* (p. 4083). = Donne sa démission de *Ministre de la Jeunesse, des Arts et Lettres* [22 octobre 1947] (*J. O.* du 23 octobre 1947, p. 10463).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des interpellations sur les recommandations de la conférence de Londres : *Discussion générale (Ses observations sur le fédéralisme allemand, la Ruhr, la politique soviétique)* [16 juin 1948] (p. 3564 et suiv.); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A: **RADIODIFFUSION FRANÇAISE**, Chap. 100: *Réorganisation de la radio*

[29 juin 1948] (p. 4143). = S'excuse de son absence [26 janvier 1948] (p. 193). = Obtient un congé [26 janvier 1948] (p. 193). — Son décès est annoncé à l'Assemblée [15 juillet 1948] (p. 4592).

BOURET (M. Henri), Député des Côtes-du-Nord.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de l'Intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [27 décembre 1946] (p. 370), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la défense nationale [8 mars 1949] (p. 1329), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommé : membre titulaire de la Commission de la réforme administrative [1^{er} août 1947] (p. 3837); membre suppléant de cette Commission [17 février 1948] (p. 776); membre de la Commission d'enquête chargée d'enquêter sur l'accident de l'avion *Cormoran N.C. 211* [21 juin 1949] (p. 3549). Est élu secrétaire de cette Commission [5 juillet 1949] (**F. n° 434**). — Est nommé membre, par la Commission de la défense nationale, de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des crédits affectés à la Défense nationale [24 février 1951] (**F. n° 680**). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée) [15 juillet 1947] (p. 3016).

Dépôts :

Le 8 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant création de postes préfectoraux pour les départements d'outre-mer et ouverture de crédits correspondants, **n° 1937**. — Le 29 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Biondi et plusieurs de ses collègues instituant à titre exceptionnel pour les personnes ayant pris une part active à la Résistance, des dérogations

temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics, n° 4752.

— Le 16 septembre 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Biondi et plusieurs de ses collègues instituant à titre exceptionnel pour les personnes ayant pris une part active à la Résistance, des dérogations temporaires aux règles de recrutement et d'avancement dans les emplois publics, n° 5482.

— Le 17 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi portant organisation de l'aéronautique marchande, n° 8994.

Interventions :

Participe à la discussion de l'interpellation de M. Livry-Level sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour rétablir la sécurité aérienne au niveau où elle était dans les pays alliés pendant la guerre [21 février 1947] (p. 427). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur pour avis* [3 juillet 1947] (p. 2700, 2701, 2702); *Lignes aériennes* (p. 2707); Chap. 150 : *Soldes et indemnités pour gendarmes* [4 juillet 1947] (p. 2719, 2720); *Son amendement tendant à réduire les crédits de 1.000 francs* (ibid.); *le maintient* (ibid.); Chap. 334 : *Ecoles d'aviation civile* (p. 2723); Chap. 343 : *Missions à l'étranger* (p. 2725, 2726); Chap. 500 : *Subventions diverses* (p. 2726); Chap. 519 : *Exploitation des lignes aériennes* (p. 2727); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, État A : P. T. T.; Chap. 121 : *Amendement de M. Reeb tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour le Centre national des télécommunications* [7 août 1947] (p. 4076); Chap. 308 : *Matériel du Centre national des télécommunications* (p. 4077). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant création des postes préfectoraux outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [10 juillet 1947] (p. 2894); — sur le projet de loi tendant au classement comme départements français de la Guadeloupe, Martinique, Réunion et Guyane : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2899). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Motion d'ajournement*

de M. Cudenet [10 août 1947] (p. 4200); Art. 2 : *Son amendement tendant à charger l'Assemblée algérienne de gérer les intérêts propres à l'Algérie* [23 août 1947] (p. 4607, 4608); Art. 30 : *Son amendement tendant à requérir en certains votes la majorité des deux tiers ou la majorité de chaque collège* [26 août 1947] (p. 4663); Art. 11 réservé : *Son amendement tendant à inclure un article nouveau nécessitant la majorité des deux tiers quand la majorité absolue n'est pas constatée dans chacun des collèges* [27 août 1947] (p. 4721, 4726); *Désignation de son amendement comme article 11 bis* (p. 4727); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 4740). — Est entendu dans la discussion du projet de loi de dégage-ment de cadres de fonctionnaires : *Discussion générale* [12 août 1947] (p. 4265, 4266). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Lentueur de la discussion sur la reconduction du budget*) [27 décembre 1947] (p. 3631). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. Smaïl tendant à reporter la date des élections à l'Assemblée algérienne, en qualité de *Rapporteur* [29 décembre 1947] (p. 6426, 6430); — du projet de loi portant organisation de la marine marchande; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à désigner un délégué de l'aviation civile dans le Conseil supérieur de la marine marchande* [19 février 1948] (p. 917); *le retire* (ibid.). — Pose à M. le Ministre des Forces armées une question relative à l'accident du *Latecoère 631* au large de Sainte-Mère-Eglise [23 avril 1948] (p. 2244). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant la Compagnie Air-France; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à faire de la Compagnie une société anonyme* [29 avril 1948] (p. 2334); *Son amendement relatif au rôle de la Compagnie Air-France* (p. 2335); *Son amendement relatif aux activités permises à la Compagnie Air-France et tendant à interdire la fabrication de matériel d'aviation* (p. 2338, 2339); Art. 2 : *Son amendement tendant à préciser que la société sera une société anonyme* (p. 2339, 2340); *le retire* (p. 2340); Art. 3 : *Son amendement tendant à préciser le montant du capital* (p. 2342); *Son amendement relatif à la rétrocession de 30 0/0 du capital à des collectivités* (p. 2342); Art. 4 : *Son amendement relatif à la composition du conseil d'administration* (p. 2343); *le retire* (p. 2358); Art. 9 : *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 2347); Art. 4 : *Reprise de son amendement tendant à modifier la composition du conseil d'administration* (p. 2360, 2361); Art. 9 : *Son*

amendement tendant à soumettre à l'avis du Parlement la Convention relative à l'exploitation des lignes aériennes (p. 2362); *Son amendement tendant à faire approuver le statut par le Conseil d'Etat* (p. 2363); *Amendement de M. Benoist relatif aux cahiers des charges* (p. 2364); Art. 10 : *Son amendement tendant à soumettre les comptes annuels au contrôle prévu par la loi du 6 janvier 1948* (p. 2366); Art. 6 : *Nouvelle rédaction de l'article concernant le directeur général* (p. 2372); Art. 15 : *Son amendement concernant le solde des bénéfices ou le déficit éventuel* (p. 2374); *Son amendement tendant à faire participer le personnel aux bénéfices* (p. 3275); *le retire* (ibid.); — du nouveau projet de loi portant institution de la Compagnie Air-France : Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à préciser l'objet de la création de la Compagnie* [4 mai 1948] (p. 2511); *le retire* (p. 2512); Art. 2 : *Son amendement de caractère rédactionnel* (p. 2512); Art. 6 : *Son amendement relatif au choix du directeur général* (p. 2515, 2516); Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa relatif au cahier des charges* (p. 2518); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2521, 2522); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 6 : *Amendement de M. Regaudie relatif au choix du directeur général* [2 juin 1948] (p. 3100); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3103); — de la proposition de résolution adressant un hommage au nouvel Etat d'Israël : *Demande d'ajournement de M. Aumeran* [20 mai 1948] (p. 2783). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance (*Faillite de la S. N. E. C. M. A.*) [2 juin 1948] (p. 3096). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A. : *Discussion générale (Rapport Chalendon)* [22 juin 1948] (p. 3811); *Languedoc 161* [23 juin 1948] (p. 3859); *Réorganisation nécessaire de cette industrie* (p. 3871, 3872); *Aviation marchande* (p. 3876); Art. 1^{er} : *Rôle des comités de défense de l'aviation* [25 juin 1948] (p. 3968); Art. 2 : *Son amendement tendant à limiter au 1^{er} juillet 1948 les activités connexes de la S. N. E. C. M. A.* (p. 3989); Art. 4 : *Son amendement tendant à accorder un rôle consultatif au conseil d'administration* (p. 4001); *le retire* (p. 4002); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948; AIR, Chap. 325 : *Ecoles de mécaniciens de l'air* [15 juillet 1948] (p. 4617, 4618); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exer-

cice 1948; Etat A, INTÉRIEUR : *Sa réponse à M. Dreyfus-Schmidt* [19 juillet 1948] (p. 4836); Chap. 310 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour enquêtes de la Sureté nationale* [27 juillet 1948] (p. 4928); *le retire* (p. 4929); Chap. 324 : *Subventions pour les pistes trans-sahariennes* (p. 4932); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement (*Ses explications de vote sur les ordres du jour de MM. Rochet et Valay*) [25 février 1949] (p. 1003); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'aviation civile et commerciale : *Discussion générale* [22 mars 1949] (p. 1716, 1717). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Date des vacances parlementaires*) [29 mars 1949] (p. 1816); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Ordre de la discussion budgétaire* [7 avril 1949] (p. 2199). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 3 : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à disjoindre l'article prévoyant 18 milliards 900 millions d'économies sur le budget des dépenses militaires* [31 mai 1949] (p. 2990); Art. 6 : *Sous-amendement de M. Bour tendant à ajouter les charges aux servitudes* (p. 2999). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Suppression de la séance du mardi matin*) [3 juin 1949] (p. 3152). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A, AIR, Chap. 324 : *Amendement de M. André François Mercier tendant à supprimer le chapitre relatif à la préparation militaire* [16 juin 1949] (p. 3441); Chap. 330 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour achats de carburants* [17 juin 1949] (p. 3466, 3467); *le retire* (ibid.); Chap. 500 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions pour constructions aéronautiques* (p. 3468); Chap. 905 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour achat de matériel de surplus* (p. 3469); *le retire* (ibid.); Etat C, Chap. 130 : *Situation du personnel titulaire et auxiliaire des sociétés aéronautiques* [23 juin 1949] (p. 3700); Chap. 331-6 : *Amendement de M. Peyrat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de série d'Air-France* (p. 3708, 3709); Chap. 336 : *Etudes et prototypes, fonctionnement de U. O. N. E. R. A.* (p. 3718, 3719, 3720); de projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er}, Etat A, AIR, Chap. 330 : *Car-*

burants [22 juillet 1949] (p. 5018); Etat C, AIR, Chap. 331 : *Matériel de série de l'armée de l'air* (p. 5035, 5036, 5037). — Dépose une demande d'interpellation sur la dissolution de la Société nationale de constructions aéronautiques du Centre et la mise en chômage du personnel [22 juin 1949] (p. 3658). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques : *Discussion générale* [28 juin 1949] (p. 3820, 3821, 3822, 3823, 3824); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Pleven tendant à faire recenser les biens des sociétés nationalisées nécessaires au programme quinquennal* (p. 3843); Art. 1^{er} ter : *Amendement de M. Pleven tendant à laisser le choix au Gouvernement des usines à aliéner parmi toutes celles existantes* (p. 3860); *Sous-amendement de M. Gaborit tendant à tenir compte pour l'aliénation, de la rentabilité et de la cadence de production des usines* [28 juin 1949] (p. 3862, 3863) — Dépose une demande d'interpellation : sur la campagne de diffamation menée contre la Résistance [30 juin 1949] (p. 3998); — sur l'accident de l'avion Air-France Paris—Tunis [2 décembre 1949, (p. 6595). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion des interpellations sur les accidents d'aviation* [6 décembre 1949] (p. 6650). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 36 : *Statistiques des sociétés nationalisées* [27 décembre 1949, (p. 7403); Art. 5 : *Ouverture de crédits d'investissements pour la Compagnie Air-France* [28 décembre 1949] (p. 7479 7480); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 5 : *Ouverture d'un crédit de 598 milliards pour les prêts et investissements (Crédits réservés à Air-France)* [29 janvier 1950] (p. 781). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard de la S.N.E.C.M.A. et du plan de construction aéronautique [25 avril 1950] (p. 2806); la développe [2 mai 1950] (p. 3123, 3124, 3125, 3126, 3141); *Ordre du jour de M. Montel demandant la réalisation du plan quinquennal aéronautique* (p. 3155, 3156) — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950, en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 mai 1950] (p. 3465, 3466, 3467, 3468, 3469, 3473, 3483, 3484); Art. 1^{er}, Etat A, AIR, Chap. 1005 : *Son amendement tendant à réduire de 1 000 francs*

les crédits pour la solde des officiers (emplois d'officiers généraux de l'air) [11 mai 1950] (p. 3526); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. Métayer tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (limite d'âge du personnel navigant)* (p. 3528); Chap. 3075 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le logement* (p. 3528); Chap. 3085 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour l'instruction et le recrutement* (p. 3529); Chap. 3115 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour la préparation militaire* (p. 3529); *le retire* (ibid.); Chap. 3125 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour l'entretien du matériel aéronautique* (p. 3529); Chap. 3195 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour les carburants* (p. 3530); Etat B, AIR, Chap. 3317 : *Demande d'augmentation des crédits pour le matériel de transport présentée par le Gouvernement* (p. 3534) — Dépose une demande d'interpellation sur les deux catastrophes aériennes de la ligne Paris—Saïgon [16 juin 1950] (p. 4910). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; AVIATION CIVILE, en qualité de *Rapporteur pour avis (Ses observations sur l'aviation civile, le tourisme et les aéro-clubs)* [19 juin 1950] (p. 4969, 4970, 4971, 4972, 4977); Chap. 1080 : *Personnel auxiliaire des services extérieurs* (p. 4988); Chap. 1120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de navigation aérienne* (p. 4989); Chap. 1130 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités au personnel de la navigation aérienne* (p. 4990, 4991); Chap. 1160 : *Amendement de M. Pineau tendant à reprendre le chiffre demandé par le Gouvernement pour l'aviation légère et sportive (fusion avec l'aviation militaire)* (p. 4993); Chap. 1170 : *Radio sondage* (p. 4998); Chap. 5020 : *Amendement de M. Rabier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la couverture du déficit d'Air-France (base de Maison-Blanche)* [20 juin 1950] (p. 5022); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (comptabilité d'Air-France ligne par ligne et compression des frais généraux)* (p. 5027, 5028); — du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 juillet 1950] (p. 6188); — du projet de loi portant prolon-

gation de la durée du service militaire actif : *Discussion générale* [26 octobre 1950] (p. 7289, 7290, 7291, 7292); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Theetten tendant à affecter les chefs et soutiens de famille dans des garnisons proches de leur domicile* [27 octobre 1950] (p. 7310); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Maurellet tendant à prévoir la réduction du service militaire en cas de réduction dans les autres Etats européens* [23 novembre 1950] (p. 8083); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [16 décembre 1950] (p. 9246); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement; Art. 1^{er}, Etat A, AIR, Chap. 9121 : *Matériel de série de l'armée de l'air* [29 décembre 1950] (p. 9791, 9792, 9793, 9794); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; JUSTICE, Chap. 3070 : *Amendement de M. Paurmier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de déplacement des services judiciaires (frais de déplacement des tribunaux paritaires ruraux)* [16 février 1951] (p. 1253); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, en qualité de *Rapporteur pour avis* [16 février 1951] (p. 1268, 1269); Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les spécialistes de la navigation aérienne* [14 mars 1951] (p. 1926); *le retire* (ibid.); Chap. 1120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les contractuels de la navigation aérienne (titularisation des contractuels)* (p. 1927); *le retire* (ibid.); Chap. 1150 : *Personnel contractuel de l'aviation légère et sportive (aéroclubs)* (p. 1929); Chap. 1160 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la météorologie nationale* (p. 1930); Chap. 3110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Ecole nationale de l'aviation civile* (p. 1943); Chap. 3120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de réquisition (logements du personnel de la sécurité aérienne)* (p. 1945, 1946); Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1 franc les crédits pour subventions diverses (moniteurs des aéroclubs)* (p. 1949); Article additionnel : *Son amendement tendant à bloquer la moitié des crédits pour Air-France jusqu'à la communication du bilan* [16 mars 1951] (p. 2050, 2051); *Sous-amendement de M. Poumadère tendant à bloquer la moitié des crédits tant que ne*

sera pas promulgué le statut du personnel navigant (p. 2053, 2054); — du projet de loi relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour 1951; Etat A, AIR, Chap. 9120 : *Son amendement tendant à réduire de 100 millions les crédits pour le matériel de série de l'air* [18 mai 1951] (p. 5422); *le retire* (ibid.).

BOURGÈS-MAUNOURY (M. Maurice),

Député de la Haute-Garonne.

Secrétaire d'Etat au Budget

(Cabinet SCHUMAN)

du 26 novembre 1947 au 25 juillet 1948

Secrétaire d'Etat aux Forces Armées

(Cabinet MARIE)

du 26 juil et 1948 au 5 septembre 1948

Secrétaire d'Etat aux Forces Armées

(2^e Cabinet SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

(2^e Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin 1950 au 11 juillet 1950

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

(3^e Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars 1951 au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946], (p. 38). = Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300). Est élu secrétaire de cette Commission [J. O. du 22 décembre 1946] (p. 10824). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler d'une façon per-

manente l'emploi des crédits affectés à la Défense nationale (application de l'art. 71 de la loi du 21 mars 1947) [15 mars 1950] (F. n° 527).

Dépôts :

Le 29 juin 1948, une lettre rectificative n° 48-A au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947 reconduites à l'exercice 1948 au titre du budget ordinaire (Services civils) et des budgets annexes (Dépenses ordinaires civiles), n° 4749. — Le 15 février 1949, une proposition de loi tendant à exonérer de certains impôts les bénéfices réalisés par les sociétés d'investissement, n° 6446. — Le 9 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation du budget des Dépenses militaires pour l'exercice 1949 (France d'outre-mer. II. — Dépenses militaires), n° 7382. — Le 28 février 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950 (France d'outre-mer. II. — Dépenses militaires), n° 9369 (annexe n° V). — Le 17 mars 1950, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 32, paragraphe X, de la loi du 20 septembre 1948 sur la réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 9515. — Le 17 mars 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 35, paragraphe III de la loi du 20 septembre 1948 sur la réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 9516. — Le 11 mai 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950 (France d'outre-mer. II. — Dépenses militaires), n° 9919. — Le 31 mai 1950, une proposition de loi tendant à réglementer le commerce et l'emploi de la saccharine et des substances édulcorantes artificielles, n° 10135. — Le 9 février 1951, un projet de loi maintenant provisoirement en vigueur au delà du 1^{er} mars 1951 certaines dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre prorogées par la loi du 28 février 1950, n° 12150.

Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur la proposition de loi de Mme Lempereur relative aux limites d'âge et retraites des fonctionnaires et agents des services publics [17 juin 1947] (p. 2148, 2149); — sur le projet de loi tendant à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires [16 juillet 1947] (p. 3078, 3079). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A : EDUCATION NATIONALE, Chap. 511 : *Subvention à la Fondation nationale des sciences politiques* [22 juillet 1947] (p. 3425). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier, en deuxième lecture (Budget ordinaire, Exercice 1947, Dépenses civiles); Art. 27 *ter* : *Prorogation des fonctionnaires au delà de la limite d'âge* [31 juillet 1947] (p. 3738). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (Dépenses militaires) pour les mois d'août à novembre 1947 : *Motion préjudicielle de M. Villon tendant à ne discuter que d'un seul douzième provisoire*; en qualité de *Rapporteur* [31 juillet 1947] (p. 3786). — Est nommé *Secrétaire d'Etat au Budget* (Cabinet R. Schuman) [26 novembre 1947] (*J. O.* du 27 novembre 1947, p. 11734).

En cette qualité :

Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 (Budget de l'Intérieur) : *Discussion générale* [28 novembre 1947] (p. 5232, 5233); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et communes : *Discussion générale* [5 décembre 1947] (p. 5513, 5514); Art. 1 *bis* : *Maintien du régime de subventions en vigueur depuis la loi du 31 décembre 1945* [6 décembre 1947] (p. 5548), [11 décembre 1947] (p. 5609); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Siefridt tendant à assimiler les agglomérations industrielles aux villes de 100.000 habitants* (p. 5610); Art. 2 : *Amendement de M. Cot concernant les subventions aux départements pauvres et montagnaux* (p. 5611); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Adoption des premier et dernier alinéas du texte du Conseil de la République concernant les subventions aux communes* [21 décembre 1947] (p. 5999). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits spé-

ciaux d'exercices clos et d'exercices périmés [6 décembre 1947] (p. 5549); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946; Etat A : POPULATION, Charges sociales; Chap. 91 : *Assistance à la famille (Nombreux décès à l'Asile de vieillards d'Aulnay-sous-Bois)* [11 décembre 1947] (p. 5626). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion des interpellations d'ordre économique*) [11 décembre 1947] (p. 5639). — Répond à une question : de M. Mudry relative à la prime de démobilisation accordée aux F.F.I. qui n'ont pas signé d'engagement pour la durée de la guerre [19 décembre 1947] (p. 5918); — de M. Waldeck Rochet au sujet du financement des travaux d'équipement rural [19 décembre 1947] (p. 5918, 5919). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6010); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1947 comme conséquence des modifications apportées à la composition du Gouvernement [26 décembre 1947] (p. 6247); — du projet de loi portant reconduction à l'Exercice 1948 des crédits du Budget 1947 : *Question préalable posée par M. Duclos* [26 décembre 1947] (p. 6254, 6255); Art. 1^{er} : *Reconduction du Budget* (p. 6256); AGRICULTURE : *Discussion générale* (p. 6278); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 002 : *Amendement de Mme Darras relatif aux allocations d'attente aux anciens combattants* (p. 6284); ECONOMIE NATIONALE : *Amendement de M. Chambeiron tendant à réduire de 38 millions les dépenses pour missions à l'étranger* (p. 6287, 6288); FINANCES, Chap. 507 : *Cas des veuves de déportés politiques étrangers* [27 décembre 1947] (p. 6326); INTÉRIEUR, Chap. 125 : *Amendement de M. Grenier relatif aux indemnités au personnel de la Sûreté nationale (Question des allocations d'essence au parti communiste)* (p. 6345); JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, Chap. 500 : *Amendement de Mme Braun relatif à la subvention à l'agence France-Presse* [27 décembre 1947] (p. 6347); JUSTICE, Chap. 323 : *Amendement de M. Citerne tendant à diminuer les crédits pour les détenus des maisons d'éducation surveillée* (p. 6351); Chap. 402 : *Amendement de M. Toujas relatif à l'entretien des mineurs délinquants* (p. 3654); RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale* (p. 6372);

Chap. 103 : *Amendement de M. Triboulet relatif aux indemnités et allocations diverses de l'administration centrale* (p. 6373); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Amendements de Mme François relatifs aux dispensaires d'hygiène sociale, aux aveugles et à l'assistance aux vieillards* (p. 6374); Chap. 503 : *Amendement de Mme Rabaté relatif aux écoles d'infirmières* (p. 6374); Chap. 5175 : *Amendement de Mme Roca relatif aux subventions aux organismes d'aide aux foyers* (p. 6375); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 403 : *Amendement de M. Cance relatif à l'établissement national des Invalides de la Marine* (p. 6379); Chap. 502 : *Amendement de M. Gozard relatif à la subvention au service des examens du permis de conduire* (p. 6379); Etat 2, EDUCATION NATIONALE, Chap. 260-2 : *Relèvement du taux des heures supplémentaires* (p. 6381); Art. 5 : BUDGETS ANNEXES : *Amendement de M. Poumadère tendant à réduire les crédits pour le service de la distribution des P. T. T.* (p. 6384); — d'une proposition de loi de M. Duveau tendant à accorder des secours aux victimes de l'insurrection malgache; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Simonnet tendant à considérer les victimes comme des victimes de guerre* [26 décembre 1947] (p. 6275); Art. 3 : *Amendement de M. Simonnet tendant à inclure trois nouveaux articles reconnaissant le droit aux réparations des victimes* (p. 6276); — du projet de loi portant relèvement des prestations familiales; Art. 5 bis : *Allocations familiales aux salariés agricoles* [28 décembre 1947] (p. 6402, 6403); *Nouvelle délibération* [29 décembre 1947] (p. 6435); — du projet de loi instituant une allocation de vieillesse pour les non salariés; Art. 4 : *Allocation aux artisans urbains et ruraux* [28 décembre 1947] (p. 6408, 6409); Art. 10 : *Cotisations nécessaires au financement de ces allocations* (p. 6412); Art. 17 : *Amendement de M. Lamps relatif aux arrérages des allocations et au fonctionnement des caisses de paiement* (p. 6413); — du projet de loi portant réforme fiscale; Art. 59 : *Amendements de MM. Paumier et Deixonne tendant à supprimer l'article* [29 décembre 1947] (p. 6449); Art. 64 : *Amendements de MM. Bouvier et Gozard tendant à supprimer l'article* (p. 6450, 6451); Art. 70 : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à supprimer l'article* (p. 6451, 6452); Art. 72 : *Amendement de M. Paumier tendant à insérer un article nouveau relatif aux droits sur les vins d'appellation contrôlée* (p. 6453); Art. 73 :

Amendements de MM. Gozard et Bloquaux tendant à supprimer l'article (p. 6454); Art. 74 : *Amendement de M. Grimaud tendant à supprimer l'article* (p. 6455, 6456); Art. 77 : *Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa* (p. 6456, 6457); Art. 88 : *Amendement de M. Duclos relatif au dossier patrimonial et fiscal* (p. 6458, 6459, 6460, 6462, 6463); Art. 88 bis : *Affichage des contribuables pénalisés* (p. 6465); Art. 90 : *Ses observations sur la démonstration de la fraude* (p. 6466); Art. 93 : *Régularisation de la situation des contribuables pour la période de guerre* (p. 6467); Art. 94 : *Taxation des profits licites* (p. 6467, 6468); Art. 10 : *Amendements de MM. Duclos, Ribeyre et Gozard tendant à modifier le taux de l'exonération à la base pour l'impôt général sur le revenu* [30 décembre 1947] (p. 6576); Art. 12 : *Modification du Code des impôts directs concernant les abattements pour enfants à charge* (p. 6576, 6577, 6578); Art. 74 bis : *Sa demande de disjonction de cet article concernant les droits d'enregistrement* (p. 6579); — du projet de loi relatif à diverses dispositions budgétaires pour 1948 et créant des ressources nouvelles; Art. 3 quater : *Délais accordés aux fonctionnaires auxiliaires pour faire valider leurs services* [30 décembre 1947] (p. 6581); *Sa demande de disjonction* (ibid.); Art. 4 : *Amendement de M. Rollin tendant à ne maintenir les administrations dans les immeubles occupés que jusqu'au 1^{er} avril 1948* (p. 6583); Art. 8 : *Amendement de M. de Sesmaisons relatif au délai d'exigibilité des contributions directes* (p. 6587); Art. 16 : *Amendement de M. Livry-Level tendant à supprimer tous droits sur les produits pétroliers consommés par l'Etat* (p. 6592); *Droits sur les produits pétroliers* (p. 6592, 6595, 6596); Art. 17 : *Amendements de MM. Lucas, Masson et Very concernant les droits sur les rhums* (p. 6599, 6600); *Amendement de M. Garcia tendant à modifier les droits de consommation sur les alcools* (p. 6602); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour la reconstruction et l'équipement en 1948 (Dépenses civiles); Etat A : Chap. 915 : AGRICULTURE : *Reconstitution de la forêt de Gascogne* [31 décembre 1947] (p. 6654); Chap. 800 : SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Entretien des hôpitaux* (p. 6654); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions d'ordre budgétaire en 1948, amendé par le Conseil de la

République; Art. 16 : *Droits sur les produits pétroliers* [5 janvier 1948] (p. 85); *Amendement de M. Gresa tendant à reprendre le texte voté en 1^{re} lecture* (p. 85). — Répond à une question : de M. Patinaud relative à l'application de la taxe sur le chiffre d'affaires aux marchands des quatre-saisons [6 février 1948] (p. 482); — de M. Denais sur le déficit de la Société nationale des entreprises de presse [6 février 1948] (p. 482); — de M. Duveau sur la situation des pensionnés de l'Etat dans les territoires d'outre-mer et à Madagascar notamment [6 février 1948] (p. 482). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant prise en charge par l'Etat du personnel de la France d'outre-mer : *Discussion générale* [6 février 1948] (p. 483, 484); *Renvoi à la Commission des territoires d'outre mer* (p. 484); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique; Art. 2 : *Amendement de M. Gresa tendant à augmenter la majoration provisoire pour les fonctionnaires* [6 février 1948] (p. 492); *Amendement de M. Gresa tendant à fixer un minimum de 24.000 francs à cette majoration* (p. 493); *Amendement de M. Gresa concernant la péréquation des pensions* (p. 494, 495); Art. 3 : *Amendement de M. Valentino, tendant à appliquer le reclassement dans les départements d'outre-mer* (p. 495, 496); Art. 4 : *Modalités d'application dans les territoires d'outre-mer occupés* (p. 496, 503); *Amendement de M. Césaire relatif aux modalités d'application dans les territoires d'outre-mer* (p. 500, 501); *Amendement de M. Martine tendant à étendre le reclassement aux fonctionnaires d'outre-mer* (p. 503); Art. 5 : *Amendement de Mlle Archimède tendant à introduire l'indemnité de résidence dans les départements d'outre-mer* (p. 504); *Amendement de Mme Guérin relatif à l'indemnité de résidence* (p. 505, 506); *Amendement de M. Cogniot tendant à inclure un alinéa concernant la clause de sauvegarde* (p. 509); *Amendement de M. Valentino relatif à l'indemnité de résidence dans les départements d'outre-mer* (p. 509); Art. 5 bis : *Indemnité compensatrice* (p. 510); *Amendement de M. Fagon relatif au supplément familial de traitement* (p. 511); *Amendement de Mme Lempereur concernant les fonctionnaires sanctionnés par le Gouvernement de Vichy* (p. 511, 512); Art. 6 : *Amendement de M. Pleven tendant à établir un rapport constant entre les pensions et les traitements des fonctionnaires* (p. 519); Art. 7 : *Amendements de*

MM. Jean Duclos, Touchard et Montel relatifs au relèvement des pensions de guerre (p. 520); *Amendements de M. Marc Dupuy concernant les pensions aux grands invalides* (p. 520); *Amendement de M. Louvel tendant à étendre les avantages de la loi du 31 mars 1919 aux victimes civiles de la guerre* (p. 520); Art. 8 : *Modification du Code des pensions militaires* (p. 522); *Application de l'article 17 de la Constitution à divers amendements* (p. 522, 523); *Amendement de M. de Tinguy tendant à accorder des majorations égales en pourcentage aux pensions et traitements* (p. 523); Art. 8 *ter* : *Amendements de Mme Peri et M. Plevén tendant à modifier le taux des pensions militaires d'invalidité* (p. 526); Art. 9 : *Amendements de Mlle Weber et M. Barrachin concernant le droit à réversion de pension de veuve* (p. 527); Art. 13 : *Amendement de M. Michelet tendant à ajouter un article nouveau relatif aux militaires dégagés des cadres* (p. 529); Art. 14 : *Amendement de M. Mokhtari tendant à ajouter un article appliquant la loi en Algérie* (p. 531); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948, dépenses civiles) : Etat A : EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1064); FINANCES, Chap. 900 : *Achat d'immeubles* (p. 1069); FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale* (p. 1076, 1077); Art. 8 *bis* : *Amendement de M. Louvel tendant à interdire la possibilité d'emprunt sans contrôle pour les sociétés nationalisées* (p. 1105); Art. 9 : *Amendements de MM. Louvel et Lousteau relatifs au rééquipement de l'Electricité et Gaz de France et des Houillères nationales* (p. 1106, 1107, 1108); Art. 15 : *Disjonction de l'amendement de M. Paumier tendant à augmenter les avances à la Caisse de crédit agricole* (p. 1113); — Art. 20 : *Amendements de MM. de Tinguy et Paumier tendant à insérer un article nouveau prévoyant des avances à la Caisse de crédit agricole en faveur des prisonniers et déportés* (p. 1115); *Amendement de M. Gau tendant à insérer un article nouveau prévoyant des avances à la Caisse de crédit agricole en faveur des viticulteurs* (p. 1116); Art. 21 : *Amendement de M. Gresa tendant à augmenter les crédits pour l'électrification rurale* (p. 1116); — de propositions de loi relatives au statut des déportés et internés de la résistance : *Sa demande de renvoi à la Commission* [4 mars 1948] (p. 1302, 1303); — du projet de loi relatif aux secours aux victimes des

inondations de l'Est; Article unique : *Amendement de Mme Schell tendant à indemniser les chômeurs du fait de l'inondation* [18 mars 1948] (p. 1937); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour 1947; Art. 1^{er} : INTÉRIEUR : *Crédits pour élections municipales* [19 mars 1948] (p. 1983); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 1^{er} : *Possibilité de réévaluer leur actif pour les entreprises commerciales et industrielles* [22 avril 1948] (p. 2172); *Amendement de M. Dusseaulx tendant à insérer un article nouveau relatif aux conditions de emploi par les entreprises* (p. 2173); Art. 3 : *Amendement de M. Denais relatif au cas de vente ou cession de charge ou office* (p. 2174); Art. 3 *bis* : *Amendement de M. Auguet tendant à admettre la déduction du bénéfice net imposable du salaire versé par l'exploitant à son conjoint* (p. 2175, 2176); Art. 4 : *Sa demande de réserver l'article* (p. 2177); Art. 4 *bis* : *Amendement de M. Siefridt tendant à supprimer les 3 derniers alinéas de l'article* (p. 2179); *Amendement de M. J.-P. Palewski tendant à faire bénéficier toutes les entreprises des avantages de cet article* (p. 2179); Art. 5 : *Amendement de M. Valentino tendant à établir un régime provisoire dans les nouveaux départements* (p. 2182); Art. 5 *bis* : *Amendement de M. Rochet tendant à porter l'abattement de 10.000 à 40.000 francs pour l'impôt sur les bénéfices agricoles* (p. 2184, 2185, 2186); Art. 10 : *Amendement de M. Siefridt tendant à assimiler les revenus de certaines professions aux traitements et salaires* [23 avril 1948] (p. 2220); *Amendement de M. Louvel tendant à ne faire porter l'impôt que sur 80 0/0 du bénéfice déclaré* (p. 2222); Art. 12 *bis* : *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à élever l'abattement à la base pour les ostréiculteurs à 60.000 francs* (p. 2227); *Amendement de M. Gabelle tendant à n'effectuer le versement des retenues mensuelles que trimestriellement quand elles sont inférieures à 2.000 francs* (p. 2228); Art. 13 *bis* : *Abrogation de l'article 101 ter du Code des impôts directs* (p. 2228); Art. 14 : *Amendements de MM. Meunier, Delahoutre, Gozard et Siefridt relatifs aux abattements pour charges de famille* (p. 2238); Art. 15 : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à modifier le taux progressif de l'impôt sur le revenu* (p. 2248); Art. 20 : *Amendement de M. Buron tendant à taxer les bénéfices perçus grâce à la sécurité sociale comme les traitements et salaires* (p. 2252, 2253); Art. 21 : *Amendement de M. Coudray tendant à préciser*

les honoraires des médecins et dentistes mentionnés sur les feuilles de maladie (p. 2254); Art. 23 : Amendement de M. de Sesmaisons tendant à ne pas élever l'impôt foncier par rapport à 1939 plus que le prix du blé (p. 2255); Amendement de M. Rochet relatif à l'imposition additionnelle à l'impôt foncier destinée au fonds de solidarité agricole (p. 2255, 2256); Art. 24 : Amendement de M. Paumier tendant à faire calculer les majorations d'impôt foncier par une commission paritaire (p. 2257); Art. 27 : Amendement de M. Valentino relatif à la perception des impôts dans les départements d'outre-mer (p. 2258); Art. 28 bis : Amendement de M. Bardoux tendant à étendre à 1948 les dégrèvements pour ensemencements de blé (p. 2259); Art. 28 ter : Amendement de M. Rochet tendant à limiter les coefficients de l'impôt foncier au niveau de l'année précédente (p. 2259); Amendement de M. Gozard relatif aux commerces et industries saisonniers (p. 2260); Amendement de M. Guillon tendant à reporter au 31 mai 1948 la majoration de 10 0/0 pour impôts non payés (p. 2260); Art. 31 : Amendement de M. Sesmaisons tendant à exonérer de la taxe sur les oisifs les personnes payant un impôt sur le revenu [27 avril 1948] (p. 2277); Art. 32 : Amendement de M. Hugues tendant à supprimer la contrainte par corps en cas de non paiement de la taxe sur les oisifs (p. 2278); Art. 34 : Amende pour déclaration inexacte pour la taxe sur les oisifs (p. 2279); Art. 38 bis : Taxes sur les mutations immobilières (p. 2280); Art. 45 : Amendement de M. Guillant tendant à réduire de 5 0/0 la taxe sur l'incorporation des réserves au capital (p. 2281); Art. 49 : Amendement de M. Rochet tendant à élever à 5 millions le plafond en dessous duquel le copartageant est exonéré de droits de soulte (p. 2281, 2282); Art. 51 ter : Exonération de la taxe sur les transactions, des recettes des terrains de sport (p. 2283); Art. 52 : Droits de circulation sur les vins à appellation contrôlée (p. 2284, 2285); Amendement de M. Guyon tendant à fixer à 240 francs par hectolitre les droits de circulation sur les vins à appellation contrôlée. (p. 2288); Art. 54 : Amendement de M. Pleven relatif au mode de calcul de la taxe de licence des débits de boisson (p. 2302); Art. 55 : Amendement de M. Denais tendant à augmenter les déductions aux entrepositaires de boissons (p. 2302); Art. 61 : Amendement de M. Jouve tendant à modifier le taux d'imposition des salles cinématographiques (p. 2303); Art. 64 : Amendement de M. Valentino

tendant à maintenir un régime fiscal spécial dans les départements d'outre-mer [27 avril 1948] (p. 2305); Art. 65 : Amendement de M. Auguet tendant à permettre aux contribuables de s'acquitter en titres de rentes (p. 2306); Art. 66 : Amendement de M. Denais relatif au régime des liquidations judiciaires (p. 2307); Art. 68 : Garantie de l'Etat aux spoliés (p. 2307, 2308); Art. 69 ter : Amendement de M. Denais tendant à insérer un article nouveau supprimant définitivement le prélèvement de 10 0/0 sur les dépenses de l'Etat, établi en 1935 (p. 2309); Amendement de Mme Rabaté relatif au paiement des notes d'électricité à caractère rétroactif (p. 2310); Amendement de M. Barel tendant à exonérer de l'impôt cédulaire les allocations saisonnières des travailleurs du spectacle (p. 2310); Amendements précédemment disjointes de MM. Denais, Rochet et Pleven (p. 2311); Amendement de M. Rochet tendant à insérer un article limitant les coefficients applicables aux revenus fonciers au niveau de l'année précédente (p. 2311, 2312); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 4 A : Amendement de M. Lespès tendant à reprendre le texte du Conseil de la République [13 mai 1948] (p. 2571); Art. 10 : Taux de l'impôt pour les exploitations ostréicoles (p. 2573); Art. 16 bis : Disjonction de l'article relatif aux droits de succession (p. 2574); Art. 24 : Sa demande de reprendre le texte du Conseil de la République relatif au calcul des revenus cadastraux (p. 2575); Art. 12 : Régime fiscal en cas de scission de sociétés [10 juin 1948] (p. 3378); Art. 27 ter : Exonérations de taxes sur les ventes à l'exportation (p. 3380, 3381); Art. 27 ter A : Amendement de M. Hugues tendant à reprendre l'article relatif au régime des taxes locales de ventes (p. 3382); Art. 29 ex 52 : Droits sur les vins d'appellation contrôlée (p. 3383); Art. 56 bis : Amendement de M. Paumier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République concernant l'impôt sur les bénéficiaires agricoles (p. 3386). — Répond à une question : de M. Ballanger relative aux délimitations des zones de salaires et de pensions dans la Seine-et-Oise [23 avril 1948] (p. 2245); — de Mme Schell relative à la création de différentes catégories pour l'impôt sur l'habitation [23 avril 1948] (p. 2245, 2246); — de M. Garet relative à la suppression du brevet de francisation pour les bateaux de pêche [23 avril 1948] (p. 2246). — Prend part à la discussion du projet de loi portant majoration des rentes viagères de l'Etat, amendé par le

Conseil de la République : *Discussion générale* [29 avril 1948] (p. 2355); Art. 2 : *Amendement de M. Poimboeuf relatif au cas où le conjoint a une fortune personnelle* (p. 2356). — Répond à une question : de Mme Schell relative au taux de l'intérêt foncier sur les bâtiments industriels en Alsace-Lorraine [14 mai 1948] (p. 2657); — de M. Manceau relative au remboursement des marks des anciens prisonniers de guerre [14 mai 1948] (p. 2657); — de M. Meunier relative aux prix-plafond et à leur application dans tous les départements [14 mai 1948] (p. 2658); — de Mme Schell relative au budget des cultes en Alsace-Lorraine [14 mai 1948] (p. 2658); — de M. Dhers relative aux contribuables ayant trop souscrit à l'emprunt obligatoire prévu par le prélèvement exceptionnel [14 mai 1948] (p. 2658). — Prend part à la discussion du projet de loi portant dégagement des cadres; Article unique : *Amendement de M. d'Astier de la Vigerie tendant à licencier par priorité les fonctionnaires frappés par l'épuration administrative* [3 juin 1948] (p. 3178, 3179). — Répond à une question : de M. Caillavet relative à la baisse de 5 0/0 de janvier 1947 et à son application [4 juin 1948] (p. 3231); — de M. Gazier relative à la réglementation du prix des chambres d'hôtels [4 juin 1948] (p. 3232). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Valentino sur la politique du gouvernement dans les départements créés par la loi du 19 mars 1946 [8 juin 1948] (p. 3277). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A : *Urgence du débat sur la S. N. E. C. M. A.* [9 juin 1948] (p. 3350); — de la proposition de loi de M. Pieven accordant la garantie de l'Etat à la Caisse des marchés; Art. 1^{er} : *Ouverture d'un crédit de 600 millions pour la S. N. E. C. M. A.* [9 juin 1948] (p. 3351, 3352); En seconde délibération [23 juin 1948] (p. 3880); — du projet de loi modifiant le fonds d'investissement pour le développement économique et social des Territoires d'outre-mer : *Disjonction des articles 1^{er}, 2 et 3* [22 juin 1948] (p. 3787); Art. 4 : *Ouverture d'un crédit de 22 827 millions (Question des devises et du change colonial)* [22 juin 1948] (p. 3789). — Répond à une question : de M. Schaff relative aux retraités proportionnels militaires devenus agents des chemins de fer [25 juin 1948] (p. 3986); — de M. Garcia relative à l'allocation d'attente aux personnes fai-

sant la demande d'allocation aux vieux travailleurs [25 juin 1948] (p. 3986); — de Mme Herzog-Cachin relative aux réductions de taux des mémoires des entrepreneurs adjudicataires [25 juin 1948] (p. 3986, 3987); — de M. Serre relative aux contingents d'acier attribués à l'Algérie [25 juin 1948] (p. 3987). — Prend part à la discussion de la proposition de loi modifiant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et l'emprunt libérateur : *Discussion générale* [30 juin 1948] (p. 4209). — Est entendu sur une modification de l'ordre du jour (*Discussion du statut de la S. N. E. C. M. A. en deuxième lecture*) [1^{er} juillet 1948] (p. 4261). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A. en deuxième lecture : *Urgence du débat* [1^{er} juillet 1948] (p. 4265); — des projets de loi ratifiant trois actes internationaux (Coopération économique européenne); Art. 2 : *Ouverture de crédits pour la délégation française* [7 juillet 1948] (p. 4391). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées* (Cabinet A. Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet 1948, p. 7363) (1).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948; Etat A, FORCES ARMÉES; Chap. 1103 : *Personnel des services sociaux* [26 août 1948] (p. 6320); Chap. 3152 : *Fonctionnement et entretien des immeubles des services sociaux* (p. 6321); Etat B, GUERRE, Chap. 900 : *Équipement du service de l'Intendance* (p. 6323); Art. 40 : *Subventions pour construction d'immeubles pour le logement du personnel* (p. 6326, 6327). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Forces armées* (2^e Cabinet R. Schuman) [5 septembre 1948] (*J. O.* du 5 septembre 1948, p. 8786) (2).

En qualité de Député (3) :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour 1949; Etat A, AIR; Chap. 912 : *Matériel de série de l'armée de l'air* [17 juin 1949] (p. 3470, 3477); *Amendement de M. Maroselli tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour ce chapitre* (p. 3475, 3477); MARINE,

(1) Le 1^{er} Cabinet R. Schuman a démissionné le 19 juillet 1948.

(2) Le Cabinet A. Marie a démissionné le 28 août 1948.

(3) Le 2^e Cabinet R. Schuman a démissionné le 7 septembre 1948.

Chap. 320 : *Demande de rétablissement des crédits pour frais de déplacement présentée par le Gouvernement* [21 juin 1949] (p. 3532); FRANCE D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur spécial* [22 juin 1949] (p. 3642, 3643); Chap. 152 : *Amendement de M. Coukbalay tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des officiers* [23 juin 1949] (p. 3666); Chap. 351 : *Frais de transport et de déplacement* (p. 3676); Chap. 356 : *Fonctionnement du service de santé* (p. 3687, 3688); Chap. 359 : *Amendement de M. Christiaens tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service automobile* (p. 3691); Chap. 950 : *Travaux et installations domaniales* (p. 3692, 3693); Chap. 953 : *Motorisation et mécanisation des unités* (p. 3694); *Amendement de M. Christiaens tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre* (p. 3694); — du projet de loi portant réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques : *Discussion générale* [24 juin 1949] (p. 3772), [28 juin 1949] (p. 3820); Art. 1^{er} : *Sous-amendement de M. Gaborit tendant à tenir compte pour l'aliénation, de la rentabilité et de la cadence de production des usines* [28 juin 1949] (p. 3863, 3864); *Amendement de M. Plevén tendant à laisser au Ministre la liberté du choix des usines à aliéner* (p. 3882); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 3886); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales aux travailleurs indépendants; Art. 2 : *Demande de renvoi à la Commission présentée par le Gouvernement* [29 juillet 1949] (p. 5515); — d'une proposition de loi modifiant la loi portant nationalisation de l'électricité et du gaz amendée par le Conseil de la République; Art. 2 : *Amendement de M. Capdeville tendant à contrôler le transport du gaz naturel* [30 juillet 1949] (p. 5591); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre d'ensemble de la Commission des finances* [26 décembre 1949] (p. 7251); Article additionnel : *Son amendement tendant à dispenser les sociétés du versement de l'acompte trimestriel* [27 décembre 1949] (p. 7367, 7368); Art. 24 : *Amendement de M. Emile Hugues tendant à ne pas appliquer la hausse des droits de mutation aux ventes par adjudication* (p. 7386); Art. 45 : *Son amendement tendant à mettre 2.000 agents du contrôle économique au service de la lutte contre la fraude fiscale* (p. 7425); *Amendement analogue de M. Gazier* (p. 7426); Art. 5 : *Son amendement tendant à réduire de 40 milliards les crédits d'investissements en bloquant temporairement cette somme*

[28 décembre 1949] (p. 7490, 7491, 7492); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Son amendement tendant à réduire de 8 milliards les crédits pour les dommages de guerre et les investissements* [29 janvier 1950] (p. 777); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 4 : *Son amendement tendant à faire ordonner les prêts prévus à l'article 2 par le Commissariat général aux plans* [28 avril 1950] (p. 3040). — Est nommé *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950) (p. 7131). — Sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (Cabinet Plevén) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950, p. 7563).

En cette qualité :

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du budget du Commissariat aux affaires allemandes et autrichiennes*) [19 juillet 1950] (p. 5597). — Répond à une question : de M. Ramonet relative à l'entretien des routes nationales dans la traversée de Nantes, Le Mans et Châteauroux [21 juillet 1950] (p. 5732); — de M. Ramonet relative aux trafics de la ligne Le Blanc—Salbris [21 juillet 1950] (p. 5733); — de M. Bourbon relative à l'accident du passage à niveau de Saint-Amour [21 juillet 1950] (p. 5733, 5734); — de M. Jouve relative à la protection de la production nationale de Wolfram [21 juillet 1950] (p. 5734); — de M. Minjoz relative à la discrimination raciale dans certains hôtels [21 juillet 1950] (p. 5734); — de M. Barel relative à l'importation d'huile d'olive d'Espagne [21 juillet 1950] (p. 5735). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR, Chapitres réservés : *Participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales* [22 juillet 1950] (p. 5801). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du projet de loi relatif à l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis*) [22 juillet 1950] (p. 5808, 5809). — Répond à une question de M. A. Mercier relative à la situation des vieux travailleurs des professions agricoles [28 juillet 1950] (p. 6151, 6152). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite de la discussion*

du budget des prestations familiales agricoles) [31 juillet 1950] (p. 6259); *Discussion de la proposition de loi relative au cadre unique dans l'enseignement* [1^{er} août 1950] (p. 6363); — Répond à une question : de Mme Poinso-Chapuis relative au cumul des traitements et salaires [4 août 1950] (p. 6639); — de M. Denais relative au rapport de la taxe proportionnelle de 18 0/0 sur les salaires [4 août 1950] (p. 6639); — de M. Rosan Girard relative aux modalités d'intégration des fonctionnaires d'outre-mer [4 août 1950] (p. 6639, 6640); — de M. Barel relative aux producteurs de lait du Boréon [4 août 1950] (p. 6640); — de M. Ramonet relative à la fermeture d'une distillerie dans les environs de Châteauroux [4 août 1950] (p. 6640); — de M. Diallo relative à la situation du quotidien de la Guinée française au regard de la législation sur la presse [4 juillet 1950] (p. 6640). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'indemnisation des dommages de guerre, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [4 août 1950] (p. 6729); — d'une proposition de loi relative à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [4 août 1950] (p. 6739, 6740). — Répond à une question : de M. Barthélemy relative aux passages à niveau de lignes de la S. N. C. F. [20 octobre 1950] (p. 7063); — de M. Barthélemy relative au trafic ferroviaire dans la région de Dijon [20 octobre 1950] (p. 7064, 7065); — de M. Barel relative à la production laitière dans les Alpes-Maritimes [20 octobre 1950] (p. 7065, 7066); — de M. Marc Dupuy relative à l'accord franco-américain concernant les ports de Bordeaux et de La Pallice [17 novembre 1950] (p. 7874); — de M. André Mercier relative aux salaires dans l'industrie hôtelière [17 novembre 1950] (p. 7875); — de M. Jouve relative à l'exportation des fromages [17 novembre 1950] (p. 7876); — de M. A. Barthélemy relative à la culture de la pomme de terre dans la Haute-Saône [24 novembre 1950] (p. 8120); — de M. Paumier relative à la suppression de la Chambre des Métiers de Vendôme [8 décembre 1950] (p. 8834). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite de la discussion du budget et discussion de la convention avec les compagnies maritimes*) [21 décembre 1950] (p. 9428). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des prési-

dents (*Débat sur les rentiers voyageurs*) [30 janvier 1951] (p. 531). — Répond à une question de M. Mazier relative au salaire minimum garanti [2 février 1951] (p. 679). — Est entendu sur : le règlement de l'ordre du jour (*Suite du débat sur le budget de l'Intérieur*) [16 février 1951] (p. 1270); — les propositions de la Conférence des présidents (*Suite de la discussion du budget*) [20 février 1951] (p. 1370). — Répond à une question de M. Denais relative à la période d'application du prélèvement exceptionnel [23 février 1951] (p. 1562, 1563); — de M. d'Astier de la Vigerie relative aux impôts dus par une société civile immobilière [23 février 1951] (p. 1563); — de M. Thamier relative à l'amélioration des transports ferroviaires dans la région de Cahors [23 février 1951] (p. 1563, 1564); — de M. René Schmidt relative au règlement des propriétaires expropriés de Gonnevillle (Manche) [23 février 1951] (p. 1566); — de M. Thamier relative au licenciement arbitraire opéré dans une usine du Lot [23 février 1951] (p. 1567). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Vote du douzième provisoire en seconde lecture*) [28 février 1951] (p. 1722, 1723); *Discussion en seconde lecture du projet augmentant les allocations familiales* [1^{er} mars 1951] (p. 1738). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (3^e Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : *Discussion générale* [21 mars 1951] (p. 2283, 2284); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Castéra tendant à relever à 40.000 francs par an l'allocation temporaire* (p. 2284, 2285); Art. 3 : *Non prise en considération de la situation des descendants* (p. 2286); *Amendement de M. Rochet tendant à empêcher les radiations arbitraires de l'allocation temporaire aux vieux paysans* (p. 2287); *Amendement de M. Delachenal relatif à l'attribution et au retrait de l'allocation temporaire par les commissions compétentes* (p. 2288); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 1 bis : *Renvoi du débat (Allocation aux vieux travailleurs salariés)* [21 mars 1951] (p. 2347); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des ser-

vices civils en 1951; PRÉSIDENTE DU CONSEIL: *Discussion générale* [3 avril 1951] (p. 2604); Chap. 1000 : *Ses observations sur les crédits pour les modifications apportées au Gouvernement* (p. 2607, 2608); Chap. 1050 : *Personnel des organismes rattachés à la Présidence du Conseil (Comité d'études pour l'organisation de l'Union française)* (p. 2608); Chap. 1110 : *Collaboration extérieure (Documentation)* (p. 2608, 2609); Chap. 3060 : *Services de documentation et de diffusion* (p. 2609); Chap. 5000 : *Subventions à l'École nationale d'administration* (p. 2609, 2610); Chap. 5020 : *Amendement de M. Signor tendant à supprimer les crédits pour le Commissariat à l'énergie atomique* (p. 2611); SECRETARIAT GÉNÉRAL DE LA DÉFENSE NATIONALE; Chap. 1000 : *Amendement de M. Wasmer tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel civil et militaire* (p. 2629); GROUPEMENT DES CONTRÔLES RADIO-ÉLECTRIQUES; Chap. 1030 : *Personnel auxiliaire* (p. 2631). — Est entendu sur : le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du budget de la Santé publique*) [4 avril 1951] (p. 2711); — les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion de la suppression des abattements de zones de salaires*) [17 avril 1951] (p. 3406); — le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du projet de loi relatif aux investissements et dommages de guerre*) [20 avril 1951] (p. 3641); (*Débat sur les prestations familiales*) [27 avril 1951] (p. 4124); — les propositions de la Conférence des présidents (*Suppression des séances du dimanche*) [2 mai 1951] (p. 4439, 4440); *Organisation des débats sur le budget des Anciens combattants* [8 mai 1951] (p. 4839, 4840); — le règlement de l'ordre du jour (*Suite de la discussion du budget des prestations familiales agricoles*) [16 mai 1951] (p. 5230); — le règlement de l'ordre du jour (*Baux commerciaux, pipe-line de la Basse-Seine*) [16 mai 1951] (p. 5253). = S'excuse de son absence [3 juin 1947] (p. 1874). = Obtient un congé [3 juin 1947] (p. 1874).

BOUTARD (Mme Madeleine), Député de l'Indre-et-Loire.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38) = Est nommé membre de la Commission d'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949]

(p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), 23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), 23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommée juge suppléant à la Haute-Cour de Justice (Application de l'article 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

Dépôts :

Le 5 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs victimes de la grêle dans les départements de l'Indre-et-Loire et de la Vienne, **n° 1586**. — Le 18 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Gros et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour exonérer de la baisse de 5 0/0 les viticulteurs qui ont vendu leur vin antérieurement au décret n° 47-1 du 2 janvier 1947, **n° 1738**. — Le 22 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (rectifiée) de M. Paumier et plusieurs de ses collègues tendant à augmenter la participation financière de l'Etat relative à la restauration de l'habitat rural et à compléter la loi du 21 novembre 1940, **n° 4005**. — Le 6 août 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Genest et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures pour sauvegarder les récoltes contre les incendies, **n° 5195**. — Le 19 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs sinistrés dans le département d'Indre-et-Loire, **n° 5326**. — Le 6 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux viticulteurs de continuer à percevoir leurs 1.000 degrés en franchise en alcool rectifié, **n° 7764**. — Le 28 avril 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Robert Ballanger et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à aider le groupement de défense contre les parasites des cultures, **n° 9812**. — Le 9 mai 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur les propositions de loi : 1° de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le régime des

allocations familiales agricoles ; 2° de M. Charpentier et plusieurs de ses collègues relative aux allocations familiales agricoles ; 3° de M. Hilaire Perdon et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux salariés des professions agricoles et forestières la majoration des allocations familiales octroyée aux salariés des autres professions, n° 9893. — Le 30 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide immédiatement aux victimes des orages et des chutes de grêle qui se sont produits dans le département d'Indre-et-Loire en différents endroits et en particulier dans la région lochoise, n° 10086. — Le 21 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir au titre de la S.N.C.F. les crédits nécessaires au maintien de l'activité normale du personnel de la C.I.M.T. à Saint-Pierre-des-Corps, n° 10691. — Le 25 juillet 1950, une proposition de loi tendant à attribuer aux commerçants locataires sinistrés évincés, les locaux demeurant vacants dans les immeubles reconstruits dans un lieu proche de l'endroit où ils exerçaient leur profession avant d'être sinistrés, n° 10737. — Le 4 août 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis du Conseil de la République sur la proposition de loi modifiant le régime des allocations familiales agricoles, n° 10927. — Le 21 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 11799) de Mme Marie Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à rendre applicable à l'agriculture la loi du 8 juin 1948 afin de faire bénéficier les ouvrières agricoles des congés supplémentaires accordés aux mères de famille exerçant une activité salariée, n° 12620. — Le 21 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 11050) de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à relever à 12.000 francs le salaire servant de base au calcul des prestations familiales agricoles, n° 12621. — Le 7 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des boissons sur les propositions de résolution : 1° de M. Paumier et plusieurs de ses collègues (n° 12123) tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement toutes mesures utiles pour approvisionner le marché du sulfate de cuivre et du soufre et à en ramener les prix à un taux ne dépassant pas les prix pratiqués au cours de l'année 1950 ; 2° de M. Tourné et plusieurs de

ses collègues (n° 12411) tendant à inviter le Gouvernement à mettre fin à l'écart existant entre le prix des produits agricoles et les prix des produits industriels, tout particulièrement entre le prix du vin à la production et le prix du sulfate de cuivre et du soufre ; 3° de M. Gourdon et plusieurs de ses collègues (n° 12464) tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles pour que les exploitations viticoles disposent des quantités de cuivre et de soufre qui leur sont nécessaires, et pour que soient compensées sur le marché intérieur les hausses ayant affecté, sur le marché international, les cours de ces produits indispensables à la viticulture, n° 12743,

Interventions :

Son rapport au nom du 1^{er} bureau sur les opérations électorales du département de l'Aisne [28 novembre 1946 (p. 7). — Est entendue au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du Budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 903 : *Son amendement tendant à reprendre le crédit proposé par le Gouvernement de 750 millions pour l'amélioration de l'habitat rural* [7 mars 1947] (p. 711); *le retire* (ibid.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947; Dépenses civiles; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 363 : *Placement familial* [12 juin 1947] (p. 2068); — du projet de loi portant reconduction à l'Exercice 1948 des crédits de l'Exercice 1947; Etat 1, AGRICULTURE, Chap. 406 : *Contribution de l'Etat au financement des allocations des Caisses mutuelles agricoles* [26 décembre 1947] (p. 6279); — du projet de loi portant aménagement des crédits budgétaires reconduits à l'exercice 1948; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 313 : *Ecoles d'agriculture* [25 mai 1948] (p. 2908); Chap. 320 : *Apprentissage agricole* (p. 2910); Chap. 510 : *Subvention aux assurances contre la grêle* (p. 2918, 2919, 2920); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et dispositions d'ordre financier; Article additionnel : *Son amendement tendant à augmenter la participation financière du Trésor à la restauration de l'habitat rural* [29 décembre 1948] (p. 8110, 8111); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 9 : *Audition des représentants des syndicats agricoles par la*

Commission centrale permanente [20 juillet 1949] (p. 4889, 4890); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 5 : *Ouverture de 408 milliards de crédits pour les investissements* [28 décembre 1949] (p. 7477); *Son amendement tendant à augmenter de 5 milliards les crédits pour les prêts aux jeunes ménages* (p. 7490); — des interpellations sur les prix agricoles : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Moussu* [24 février 1950] (p. 1489, 1490). — Dépose une demande d'interpellation sur l'arrestation de Mme Dien lors de la manifestation de Saint-Pierre-des-Corps [11 mai 1950] (p. 3545). — Est entendue sur les propositions de la conférence des présidents (*Discussion de son interpellation sur la condamnation de Mme Dien*) [13 juin 1950] (p. 4702, 4703); *Discussion des interpellations sur l'arrestation de militants communistes* [18 juillet 1950] (p. 5552). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles; en qualité de *Rapporteur* [29 juillet 1950] (p. 6198, 6199, 6200, 6201); Proposition de loi portant exonération de cotisations; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Delachenal tendant à exonérer de toute cotisation les exploitants de terres ayant un revenu cadastral inférieur à 500 francs* (p. 6213); Proposition de loi modifiant le régime des allocations familiales agricoles; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Perdon tendant à ramener au 1^{er} avril 1950 la date de la prise en considération de la nouvelle base de calcul des prestations* (p. 6215); Art. 3 : *Amendement de M. Charpentier tendant à exonérer de toute cotisation les exploitations d'un revenu cadastral inférieur à 100 francs* (p. 6217); Art. 5 : *Amendement de M. Delachenal tendant à exonérer les vieillards de plus de 65 ans ayant un revenu cadastral inférieur à 500 francs* (p. 6222); Projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles; Art. 10 : *Possibilité pour les caisses d'accorder ou de refuser les exonérations* [31 juillet 1950] (p. 6275, 6276); *Son amendement tendant à accorder un abattement de 30 0/0 aux exploitants ayant un revenu cadastral inférieur à 1.000 francs* (p. 6278); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Proposition de loi relative aux allocations familiales agricoles; en qualité de *Rapporteur* [4 août 1950] (p. 6725); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer l'article majorant de 5 francs par*

hectolitre le droit de circulation sur le vin [4 août 1950] (p. 6642, 6643); — du projet de loi instituant une ristourne sur certains carburants utilisés en agriculture : *Son amendement tendant à ne pas permettre au Trésor de retenir la ristourne en cas de non-paiement des impôts* [4 août 1950] (p. 6689, 6690); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 4000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations familiales agricoles* [26 décembre 1950] (p. 9617, 9618); — du projet de loi relatif aux prestations familiales; Art. 1^{er} : *Majoration de 20 0/0 des allocations familiales des salariés* [8 février 1951] (p. 922); *Son amendement tendant à majorer les allocations familiales versées aux exploitants agricoles* (p. 931); *Son amendement tendant à fixer le salaire de base pour le calcul des allocations familiales à 12.000 francs* (p. 931); *Amendement de M. Rochet tendant à rétablir la prime de salaire unique pour les fils d'exploitants* (p. 932); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 9 : *Amendement de M. Pouyet relatif aux dommages-intérêts en cas de reprise frauduleuse* [6 avril 1951] (p. 2859); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à assimiler les prestations familiales agricoles aux prestations familiales des salariés* [10 mai 1951] (p. 4985, 4986); *Son amendement tendant à fixer à 15.000 francs par mois le salaire de base pour le calcul des prestations familiales* (p. 4987); *Son amendement tendant à calculer les allocations sur un salaire de base de 12.000 francs par mois* (p. 4992, 4993); Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant la surveillance de l'emploi des allocations* [16 mai 1951] (p. 5277); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à fixer la cotisation à 48 0/0 du revenu imposable à la contribution foncière* [22 mai 1951] (p. 5725).

BOUTAVANT (M. Rémy), *Député de Saône-et-Loire.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 dé-

cembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276) ; de la Commission des immunités parlementaires [8 mars 1949] (p. 1328 et 1329). — Est nommé juré à la Haute Cour de Justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par l'ordonnance du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 195), [4 mai 1948] (p. 2484).

Dépôts :

Le 13 mars 1947, un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi ayant pour objet la ratification du décret n° 46-2971 du 31 décembre 1946 relatif à l'institution d'un régime de sécurité sociale pour les fonctionnaires, n° 912. — Le 3 juin 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Dagain tendant à accorder le bénéfice des allocations familiales aux agents de l'Etat tributaires, pour leur retraite, de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, n° 1555. — Le 22 décembre 1947, une proposition de loi tendant à porter l'allocation principale aux vieux travailleurs salariés au taux unique de 25.000 francs par an (avec abattements correspondant à ceux des zones de salaires), n° 2969. — Le 27 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Boutavant tendant à porter l'allocation principale aux vieux travailleurs salariés au taux unique de 25.000 francs par an (avec abattements correspondant à ceux des zones de salaires), n° 3017. — Le 27 avril 1948, une proposition de loi tendant à porter le taux de l'allocation principale aux vieux travailleurs salariés à 36.000 francs par an avec unification des zones, n° 4037. — Le 7 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les dispositions nécessaires en vue d'accorder, à compter du 1^{er} juillet 1948, aux vieux travailleurs anciens salariés et aux économiquement faibles une augmentation du taux de leurs allocations,

n° 5453. — Le 17 février 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la Sécurité sociale intervenus le 12 octobre 1948 entre la France et la Tchécoslovaquie, n° 6477. — Le 22 mars 1949, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 6841. — Le 16 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7238) concernant M. Marcel Cachin, n° 7493. — Le 16 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7237) concernant M. Marcel Cachin, n° 7494. — Le 16 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7236) concernant M. Marcel Cachin, n° 7495. — Le 1^{er} juillet 1949, une proposition de loi tendant à améliorer le service des pensions d'invalidité aux assurés sociaux et à simplifier le mode de calcul de ces dernières, n° 7716. — Le 21 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux titulaires d'une pension de vieillesse reconnus inaptes, le bénéfice de la majoration pour tierce personne quel que soit l'âge auquel ils la sollicitent, n° 7957. — Le 6 décembre 1949, une proposition de loi tendant au paiement intégral des soldes dues aux officiers, sous-officiers et soldats bénéficiaires de soldes mensuelles pendant leur captivité et à l'abrogation des articles 13 et 14 de l'ordonnance n° 45-948 du 11 mai 1945, n° 8617. — Le 16 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à élever le maximum des bonifications de rentes susceptibles d'être accordées aux déposants de la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse atteints d'une incapacité absolue de travailler, n° 11289. — Le 30 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions nécessaires pour éviter tout licenciement de personnel et assurer la continuation de l'exploitation aux établissements de la

Société minière des schistes bitumineux d'Autun-les-Thélots (Saône-et-Loire), n° 11823.

Interventions :

Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. Godin tendant à repousser la mise en application de la prise en charge par les caisses de sécurité sociale des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles : *Discussion générale* [23 décembre 1946] (p. 326); — de la proposition de loi relative à l'organisation administrative de la sécurité sociale : *Discussion générale* [27 février 1947] (p. 506); — de l'interpellation de M. Pierre André sur les attributions du Ministre de la Défense nationale à la suite du décret n° 47-256 du 7 février 1947 et ses répercussions sur le moral des troupes qui se battent en Indochine [11 mars 1947] (p. 807); — du projet de loi relatif au régime de sécurité sociale pour les fonctionnaires, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission du travail et de la sécurité sociale* : *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1167, 1169, 1172); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale* [4 juillet 1947] (p. 2733, 2734). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi de M. Cardonne, *Conseiller de la République*, concernant l'indemnisation des travailleurs chômeant par suite de la fermeture de la frontière franco-espagnole : *Discussion générale* [8 août 1947] (p. 4100); — d'une proposition de loi de M. Jules-Julien concernant les accidents du travail et maladies professionnelles : *Discussion générale* [8 août 1947] (p. 4101). — Prend part à la discussion de sa proposition de loi relative à l'augmentation de l'allocation principale aux vieux travailleurs salariés, en qualité de *Rapporteur* [29 décembre 1947] (p. 6436, 6437); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à modifier le taux de l'allocation principale* [29 décembre 1947] (p. 6438); — du projet de loi relatif au calcul des prestations familiales : Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à modifier la base de calcul des allocations familiales dans la Seine* [6 février 1948] (p. 467, 468); — de la proposition de loi modifiant le régime de l'assurance vieillesse; Art. 3 : *Son amendement tendant à porter à 36.000 francs*

l'allocation aux vieux travailleurs [16 juillet 1948] (p. 4684, 4685, 4686); *Son amendement tendant à porter à 29.000 francs au moins l'allocation aux vieux travailleurs dans toutes les zones de salaires* (p. 4687); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : Chap. 410 : *Acompte sur la retraite des vieux* [28 juillet 1948] (p. 4976); — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget de l'intérieur; Article unique : *Amendement de M. Fierrez tendant à afficher la liste des bénéficiaires de cette loi* [9 décembre 1948] (p. 7462, 7463). — Est entendu pour un fait personnel : *Sa réponse aux accusations de M. Devemy, sa conduite pendant sa captivité, les raisons pour lesquelles M. Devemy a dû quitter la Direction de la Fédération des déportés* [16 décembre 1948] (p. 7621, 7623). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débats sur l'allocation aux vieux travailleurs*) [27 janvier 1949] (p. 194). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à relever le taux de l'allocation aux vieux travailleurs : *Discussion générale* [4 février 1949] (p. 344); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à porter l'allocation à 45.000 francs par an* (p. 349, 350); — du projet de loi modifiant le Code du travail; Art. 1^{er} : *Son rappel au règlement (Absence du quorum nécessaire pour le vote)* [18 février 1949] (p. 714); *Son amendement tendant à ne prévoir qu'un tour de scrutin* (p. 715); *Son rappel au règlement (Absence du quorum)* (p. 716); Art. 9 : *Son amendement tendant à préciser les circonscriptions dans lesquelles la loi est applicable* (p. 720); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'éducation nationale : *Discussion générale* [1^{er} avril 1949] (p. 1984); — des conclusions d'un rapport sur la demande en autorisation de poursuite contre M. Georges Morand : *Discussion générale* [10 juin 1949] (p. 3272, 3273); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1^{er}, Etat A, ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 9069 : *Centres d'apprentissage* [4 juillet 1949] (p. 4160, 4161); — des interpellations sur le fonctionnement de la sécurité sociale : *Son amendement à l'ordre du jour de confiance présenté par M. Gazier tendant à harmoniser les rapports de la mutualité et du corps médical* [13 juillet 1949] (p. 4716); —

du projet de loi relatif au contrôle des organismes de la sécurité sociale : *Discussion générale* [13 juillet 1949] (p. 4729); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [22 décembre 1949] (p. 7132); Art. 2 : *Création d'emplois à la Cour des comptes* (p. 7135, 7136) : *Son amendement tendant à supprimer sept emplois de conseiller de 2^e classe* (p. 7136); *Son amendement tendant à supprimer cinq emplois de sténos-dactylos* (p. 7137); — d'une proposition de loi portant renforcement du contrôle de la sécurité sociale : *Discussion générale* [13 juillet 1949] (p. 4737, 4738). — Pose une question à M. le Ministre de la Reconstruction relative à la taxe sur les locaux insuffisamment occupés frappant certains petits salariés épargnants, notamment au Creusot [9 décembre 1949] (p. 6738). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles; Art. 1^{er} : *Demande de renvoi à la Commission de l'ensemble de la proposition de loi présentée par le Gouvernement* [14 décembre 1949] (p. 6866, 6867); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 1^{er} (Art. 31 J du Code du travail) : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa prévoyant l'exclusion du bénéfice de l'extension de certaines clauses* [3 janvier 1950] (p. 65); (Art. 31 L) : *Son amendement tendant à supprimer la référence au deuxième alinéa de l'article 54 N* [4 janvier 1950] (p. 82); *le retire* (p. 83); (Art. 31 N) : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif à la non-extension de certaines clauses par le Ministre du Travail* (p. 82); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à porter à 55.000 francs par an le taux de l'allocation aux vieux travailleurs salariés* [20 janvier 1950] (p. 429); *Son amendement tendant à porter à 48.000 francs par an cette allocation* (p. 430, 431); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 5050 : *Formation professionnelle accélérée* [5 juin 1950] (p. 4283, 4284); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor : *Son rappel au règlement (Droit à la parole des députés communistes)* [19 avril 1951] (p. 3546); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs*

les crédits pour frais de résiliation de contrats (p. 3553); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1410 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires élémentaires (Congés de maladie)* [21 avril 1951] (p. 3732); Chap. 1520 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements d'enseignement technique (Surveillants de l'école des arts et métiers)* (p. 3741).

BOUVIER (M. Xavier), Député de l'Ille-et-Vilaine.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des pensions [15 janvier 1947] (p. 5); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [20 septembre 1948] (p. 6732 et 6733), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 195), [4 mai 1948] (p. 2484), [1^{er} juin 1948] (p. 3049).

Dépôts :

Le 28 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire reprendre la fabrication des médailles de la famille française et à en faciliter l'acquisition, n° 1499. — Le 12 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte de la situation de famille des déposants des billets de 5 000 francs de la Banque de France en ce qui concerne le remboursement des dits billets, n° 3351. — Le 17 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer, par mesure d'économie, l'affichage des discours officiels, n° 5488. — Le 22 mars 1949, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 1^{er} D de la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1955 modifiant

les articles 4 et 5 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégage-ment des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, afin de permettre la réintégration des déportés et internés de la Résistance ou politiques et des veuves de guerre ayant charge d'enfant, licenciés avant le 22 juillet 1948, n° 6840. — Le 13 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur le projet de loi relatif à la taxe de péage que la Chambre de commerce de Rennes est autorisée à percevoir dans le port de Redon, n° 7882. — Le 28 février 1950, une proposition de loi tendant, dans le cadre des lois n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre et n° 47-1827 du 15 septembre 1947 sur le même objet, à dispenser d'autorisation l'apport des biens sinistrés, fait par un chef de famille à une société constituée entre lui et ses descendants, n° 9377.

Interventions :

Est entendu : sur le procès-verbal de la précédente séance (*Rectification de vote*) [13 décembre 1946] (p. 93); — au cours du débat sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 80 : *Amendement de M. Gozard tendant à supprimer le recouvrement des cotisations établies par les comités d'organisation* [7 février 1947] (p. 256). — Participe à la discussion du projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [14 novembre 1947] (p. 5040, 5044). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement : *Discussion générale (Allocations de charbon aux mineurs)* [27 novembre 1947] (p. 5188); — du projet de loi portant réforme fiscale; Art. 64 : *Amendement de M. Bouvier O' Cottereau tendant à supprimer l'article* [29 décembre 1947] (p. 6450); — du projet de loi relatif au rappel en activité des officiers en non activité; Art. 1^{er} : *Son amendement concernant le rappel des officiers possédant des connaissances techniques* [31 décembre 1947] (p. 6684, 6685); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 2 : *Son amendement tendant à faire bénéficier les artisans d'un abattement de 100.000 francs* [3 janvier 1948] (p. 19);

Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article en faveur des anciens prisonniers de guerre et déportés* (p. 48, 49); — du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs; Art. 6 : *Sous-amendement de M. Ducloux tendant à rendre public le nom des déposants de plus de 300.000 francs n'ayant pas payé d'impôt sur le revenu* [29 janvier 1948] (p. 289); — du projet de loi relatif à l'organisation judiciaire en Sarre : *Discussion générale* [27 février 1948] p. 1175; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1179); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ajouter un article tendant à accorder un délai pour souscrire à l'emprunt* [6 mars 1948] (p. 1463, 1464); Art. 4 : *Son amendement tendant à dispenser les catégories visées dans cet article du versement préalable* [7 mars 1948] (p. 1504); — du projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels; Art. 4 : *Son amendement de forme* [16 mars 1948] (p. 1763); — de propositions de loi relatives aux spécialités pharmaceutiques : *Discussion générale* [25 mai 1948] (p. 2880, 2881); Art. 2 : *Amendement de M. Arthaud tendant à ne pas rembourser les spécialités dépassant le tarif national* (p. 2884); *Son amendement tendant à exempter du remboursement les produits de régime et eaux minérales* (p. 2885); le retire (ibid.); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948; Etat A, GUERRE, Chap. 336 : *Matériel automobile* [9 juillet 1948] (p. 4528, 4529); MARINE, Etat C, Chap. 380 : *Amendement de M. Bouvier O' Cottereau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais d'exploitation des chantiers navals* (p. 4565); Ch. 982 : *Amendement de M. Bouvier O' Cottereau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour achats immobiliers* (p. 4565, 4566); — du projet de loi portant statut du personnel de la police : *Pose la question préalable* [20 septembre 1948] (p. 6751, 6752); le retire (p. 6754); — des interpellations sur les événements de Grenoble : *Discussion générale* [21 septembre 1948] (p. 6809, 6810); — du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse; Art. 2 : *Amendement de M. Farine tendant à étendre ce champ d'application de la loi à tous les textes favorisant les délits et les crimes* [21 janvier 1949] (p. 98); — d'une interpellation sur la campagne de presse enga-

gée contre M. Marie, Garde des Sceaux (*Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Capitant demandant la création d'une Commission d'enquête* [3 février 1949] (p. 320); — d'une proposition de résolution instituant une Commission permanente d'instruction des demandes en autorisation de poursuite; Art. 1^{er} : *Son amendement de forme* [22 février 1949] (p. 813). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Régime de l'insalubrité pour le personnel du service des égouts*) [5 avril 1949] (p. 2064). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux droits de souveraineté de la France sur certaines îles australes : *Discussion générale* [14 avril 1949] (p. 2447); — du projet de loi relatif au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [14 avril 1949] (p. 2474); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [14 avril 1949] (p. 2484); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et Victimes de la guerre : *Discussion générale* [18 mai 1949] (p. 2587, 2588). — Dépose une demande d'interpellation sur la mévente des pommes de terre de la région bretonne [24 juin 1949] (p. 3791). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement : *Discussion générale* [4 juillet 1949] (p. 4145). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Moch*) [13 octobre 1949] (p. 5790). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses observations sur le programme de M. Bidault* [27 octobre 1949] (p. 5934, 5935). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'envoi d'une mission d'études aux îles Kerguelen et Crozet : *Discussion générale* [4 novembre 1949] (p. 5981); — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard de l'Allemagne : *Discussion générale* [25 novembre 1949] (p. 6339, 6340); — d'une proposition de loi portant revalorisation de la retraite du combattant : *Amendement de M. Theetten à la motion préjudicielle de M. Devemy tendant à inclure les anciens combattants des territoires d'outre-mer* [8 décembre 1949] (p. 6695); — d'une proposition

de résolution relative aux stages des étudiants en médecine : *Sa demande de vote par division* [16 février 1950] (p. 1117); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 30 : *Son amendement tendant à reprendre l'article limitant le cumul de mandats d'administrateur de sociétés* [25 avril 1950] (p. 2824). — Dépose une demande d'interpellation sur les manifestations des populations de l'Ouest en vue d'obtenir une vraie justice scolaire [28 avril 1950] (p. 3059). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Education nationale : *Ses explications de vote* [15 juin 1950] (p. 4817); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; FINANCES : *Discussion générale (Ses observations sur la création d'un Ministère d'Economie nationale)* [15 juin 1950] (p. 4860, 4861). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Queuille) : (*Ses observations sur la déclaration ministérielle de M. Queuille*) [30 juin 1950] (p. 5332). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification des accords franco-sarrois : *Discussion générale* [20 octobre 1950] (p. 7086, 7087); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement; Art. 1^{er} : *Ouverture d'un crédit de 740 milliards pour le budget militaire* [29 décembre 1950] (p. 9787, 9788); — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; Art. 5 : *Amendement de M. Cayeux tendant à prévoir un représentant des sociétés coopératives d'achat en commun* [7 février 1951] (p. 848); Art. 7 : *Amendement de M. Hugues tendant à supprimer les deux premiers alinéas relatifs à la représentation des régions économiques* (p. 878, 879); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 5 : *Amendement de M. Chautard tendant à prévoir un représentant de l'habitat* [13 mars 1951] (p. 1850, 1851); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République; Chap. 3090 : *Amendement de M. Paumier tendant à rétablir le chiffre du Conseil de la République pour frais de mission à l'étranger (Exportation de pommes de terre)* [9 avril 1951] (p. 2967). — Est entendu sur une question de M. Denais à M. le Ministre des Finances, relative à la vente publique des cuirs et peaux clan-

destins [20 avril 1951] (p. 3649). = S'excuse de son absence [4 mars 1947] (p. 557). = Obtient un congé [4 mars 1947] (p. 557).

BOUVIER - O'COTTEREAU (M. Henri),

Député de la Mayenne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de comptabilité [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951], (p. 348). Est élu secrétaire de cette Commission [*J. O.* du 21 décembre 1946] (p. 10804), [*J. O.* du 21 janvier 1949] (p. 817), [25 janvier 1950] (**F. n° 500**), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 883). Est élu secrétaire de la Commission de la production industrielle [*J. O.* du 21 décembre 1946] (p. 10803), [*J. O.* du 30 janvier 1948] (p. 965 et 1012), [20 janvier 1949] (p. 782), [19 janvier 1950] (p. 717), [*J. O.* du 26 janvier 1951] (p. 913). -- Est désigné comme juré de la Haute Cour de justice. (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [30 novembre 1938] (p. 7302). -- Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur l'accident de l'avion « Cormoran N. C. 211 » [21 juin 1949] (p. 3549). -- Est désigné par la Commission de la production industrielle pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte (application de l'article 70 de la loi du 21 mars 1947, modifiée par la loi du 3 juillet 1947) [15 mars 1950] (**F. n° 527**), [24 février 1951] (**F. n° 680**).

Dépôts :

Le 4 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs des pertes subies du fait des actes de l'ennemi ou des troupes alliées

pendant la guerre 1939-1945, **n° 6**. -- Le 4 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à la création d'une Commission de révision de la Constitution, **n° 11**. -- Le 4 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à la création d'une Commission de l'armement, **n° 12**. -- Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à revaloriser les pensions et retraites des mutilés, anciens combattants, veuves, ascendants et orphelins de la guerre, **n° 30**. -- Le 12 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir la création d'une formation spéciale regroupant les parachutistes-agents de mission, **n° 31**. -- Le 12 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté à l'industrie et au commerce de la mégisserie, **n° 32**. -- Le 12 décembre 1946, une proposition de loi portant organisation de la profession d'architecte et réglant le port du titre d'architecte, **n° 33**. -- Le 12 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les franchises et les droits d'alcool, afin d'améliorer le régime des appellations contrôlées, **n° 34**. -- Le 12 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire mettre à la disposition des municipalités des villes sinistrées les locaux militaires vacants, **n° 35**. -- Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à la réhabilitation des Français condamnés par des tribunaux militaires ou civils, alors que les faits pour lesquels ils ont été poursuivis étaient des actes patriotiques, **n° 36**. -- Le 12 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à unifier le prix des pommes de terre livrées en 1945, **n° 37**. -- Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à étendre à certaines catégories d'anciens combattants le droit au port de la médaille de la Résistance, **n° 38**. -- Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à la remise en vigueur de la législation sur les emplois réservés, **n° 39**. -- Le 9 juillet 1947, une proposition de loi tendant à réprimer d'une façon efficace la divagation des chiens grandement dommageable aux élevages en pâturages clos et, par suite, aussi au ravitaillement général du pays, **n° 1964**. -- Le 24 février 1948, une proposition de loi tendant à faire bénéficier le Maroc et la Tunisie des facilités de financement accordées par les lois

des 23 mars 1941 et 21 février 1942 aux entreprises fabriquant les produits nécessaires aux besoins du pays, n° 3537. — Le 22 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Anxionnaz tendant à l'intégration dans l'armée des militaires des troupes spéciales du Levant ayant rallié les troupes françaises en 1945, n° 4648. — Le 24 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser le taux des réquisitions militaires opérées par l'armée en 1940 dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, n° 4714. — Le 5 juillet 1948, une proposition de loi portant institution d'un permis de chasse unique dénommé « Permis national de chasse », valable sur tout le territoire français, n° 3855. — Le 5 juillet 1949, une proposition de loi relative à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques et de la Société nationale d'études et de constructions de moteurs d'aviation, n° 7753. — Le 17 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi relatif au déclassement d'une partie du domaine de la fortification de la place de Bordj Bou-Arreridj (Algérie), n° 9538. — Le 21 juin 1950, une proposition de loi tendant au rétablissement des anciennes limites d'âge des officiers de l'armée de terre, abaissées par la loi du 2 août 1940, n° 10381. — Le 16 novembre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la défense nationale sur : 1° le projet de loi réglant la situation des militaires ayant appartenu aux forces supplétives d'Afrique du Nord et aux troupes spéciales du Levant et servant dans l'armée française ; 2° la proposition de loi de M. Anxionnaz tendant à l'intégration dans l'armée des militaires des troupes spéciales du Levant ayant rallié les troupes françaises en 1945, n° 11305. — Le 26 décembre 1950, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi (n° 11483) portant autorisation d'un programme de réarmement et des dépenses de défense nationale pour l'exercice 1951 et fixant les modalités de leur financement, n° 11769. — Le 13 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à allouer aux producteurs des territoires d'outre-mer une indemnité compen-

satrice des frais qu'ils ont pour amener leur sucre dans les ports métropolitains, n° 12467.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils) ; LOI DE FINANCES, Art. 46 : *Demande que cet article soit réservé* [22 décembre 1946] (p. 253) ; — du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires) ; ARMEMENT : *Discussion générale* [23 décembre 1946] (p. 351). — Dépose une demande d'interpellation sur les récents incidents de Casablanca et sur la situation économique du Maroc [29 avril 1947] (p. 1332). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réforme fiscale ; Art. 64 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [29 décembre 1947] (p. 6450) ; — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 2 : *Son amendement tendant à baser le montant du prélèvement non sur le chiffre d'affaires mais sur le bénéfice réel et à le fixer par loi et non par décret* [3 janvier 1948] (p. 20, 21) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article en faveur des résistants combattants de 1939-1945 et déportés* (p. 48, 49) ; — du projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels : *Discussion générale* [16 mars 1948] (p. 1757, 1758, 1759) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à modifier la forme* (p. 1760) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement tendant à créer d'autres centres analogues dans d'autres branches d'activité* (p. 1761) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 4 : *Composition du conseil d'administration* (p. 1762) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à prévoir la transformation des organismes actuels avec l'accord des intéressés* (p. 1765) ; *le retire* (p. 1766) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 3 : *Modification de forme* [9 juillet 1948] (p. 4516) ; Art. 4 : *Limitation au cinquième des personnalités compétentes à appeler au conseil d'administration* (p. 4516, 4517) ; Art. 10 : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 4518) ; — du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A. : *Discussion générale (défiance des avions construits et du rendement du*

travail] [22 juin 1948] (p. 3813 et suiv.); *Contrat Roumihuc* [23 juin 1948] (p. 3847); Art. 2 : *Son amendement tendant à limiter les activités de la S. N. E. C. M. A.* [25 juin 1948] (p. 3989); *Son amendement relatif aux activités annexes de la S. N. E. C. M. A.* (p. 3990); *le retire* (p. 3992); — de la proposition de loi de M. Billat accordant des permissions exceptionnelles aux agriculteurs sous les drapeaux : Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à accorder ces permissions aux soldats ayant eu moins de dix jours de prison* [23 juin 1948] (p. 3867); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 : *Discussion générale* [1^{er} juillet 1948] (p. 4228, 4229); Etat A, Chap. 4013 : *Amendement de M. Capderille tendant à réduire de 40.758.000 francs les crédits pour les services de l'Administration centrale de la marine* [8 juillet 1948] (p. 4438); Chap. 3000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les services de presse et d'information* (p. 4464); *Son amendement tendant à insérer un chapitre nouveau attribuant 4 millions 800.000 francs à l'Institut des Hautes études de défense nationale* (ibid.); Chap. 7051 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les militaires dégagés des cadres* (p. 4469); *le retire* (p. 4470); Chap. 7073 : *Liquidation des marchés résiliés (Marine)* (p. 4471); Chap. 9010 : *Son amendement tendant à réduire de 86 millions les subventions au Service des poudres* (p. 4473); *le retire* (p. 4476); Chap. 318 : *Demande présentée par le Gouvernement de rétablissement des crédits pour l'habillement et l'ameublement* [9 juillet 1948] (p. 4520); Chap. 324 : *Préparation militaire* (p. 4525); Etat C, Chap. 365 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour recherches et prototypes* (p. 4541); *le retire* (ibid.); MARINE, Etat C, Chap. 380 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais d'exploitation des chantiers navals* (p. 4565); *le retire* (ibid.); Chap. 982 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour achats immobiliers* (p. 4565); *le retire* (p. 4566); *Vote sur l'ensemble du budget de la Marine* (p. 4567); AIR : *Ses observations et sa réponse au Rapporteur* [15 juillet 1948] (p. 4596, 4597); Chap. 331 : *Amendement de M. Gresa tendant à réduire les crédits pour l'armement de l'armée de l'air* (p. 4624); Chap. 912 : *Matériel de série de l'air* [16 juillet 1948] (p. 4651); *Amendement de M. Clostermann tendant à rétablir les chiffres*

prévus pour ce chapitre (p. 4653); Etat C, Chap. 130 : *Son amendement tendant à réduire les crédits de 1 000 francs pour le personnel d'exploitation des constructions aéronautiques* (p. 4654, 4655); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, AGRICULTURE, RAVITAILLEMENT, Chap. 100 : *Ses observations sur la politique agricole* [2 août 1948] (p. 5204, 5205); *et sur les prix* (p. 5214); Chap. 401 : *Œuvres sociales* (p. 5219); EDUCATION NATIONALE, Chap. 532 : *Maisons de jeunes et mouvements de jeunesse* [4 août 1948] (p. 5342); ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 100 : *Amendement de M. Jean Duclos tendant à réduire les crédits de 1.000 francs (revalorisation des pensions)* [6 août 1948] (p. 5426); Chap. 500 : *Office national des anciens combattants* (p. 5430, 5431, 5432); — de l'interpellation de M. Aubry relative aux anciens combattants et victimes de guerre : *Discussion générale* [5 août 1948] (p. 5381, 5382); — du projet de loi portant réforme du régime des pensions; Art. 42 : *Amendement de M. Guillon tendant à accorder l'égalité des droits aux militaires indigènes des protectorats* [6 août 1948] (p. 5492); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 6 : *Son amendement tendant à prendre l'avis des Commissions parlementaires* [9 août 1948] (p. 5621); — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Viard tendant à faire nommer par l'Assemblée 11 conseillers* [18 août 1948] (p. 5871, 5872); *Son amendement tendant à augmenter la représentation des Français du Maroc* (p. 5881); Art. 56 : *Amendement de M. Rabier tendant à faire élire par l'Assemblée Nationale les deux conseillers pour la Tunisie* (p. 5928); Art. 57 : *Son amendement tendant à faire élire par l'Assemblée Nationale les conseillers pour le Maroc* (p. 5929, 5930, 5931); *Son amendement tendant à faire intervenir seuls les groupes qui avaient eu des représentants pour le Maroc au Conseil de la République* (p. 5932); — d'une proposition de loi fixant le statut financier de l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale* [27 décembre 1948] (p. 8013); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [24 juin 1949] (p. 3757, 3758); — du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques : *Discus-*

sion générale [28 juin 1949] (p. 3839, 3840, 3841); Art. 1^{er} quater : *Son amendement tendant à limiter l'extension du champ d'activité des entreprises nationales* (p. 3888); *le retire* (ibid.); Art. 4 : *Son sous-amendement tendant à prévoir un état des prêts consentis aux sociétés nationales* (p. 3892); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les campagnes de diffamation contre la Résistance [19 juillet 1949] (p. 4785). — Pose à : M. le Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Marine) une question relative à l'expropriation de terrains au Maroc [27 janvier 1950] (p. 598); — M. le Ministre des Finances une question relative au calcul des droits de mutation par décès [31 mars 1950] (p. 2723). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950 : *Son rappel au règlement (Organisation du débat)* [9 mai 1950] (p. 3410); en qualité de *Rapporteur pour avis* (p. 3414, 3415, 3416, 3417), [10 mai 1950] (p. 3468); Art. 1^{er}, Etat A, GUERRE, Chap. 1005 : *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des officiers (solde due aux prisonniers de guerre)* [11 mai 1950] (p. 3537); Chap. 1015 : *Solde des officiers des services* (p. 3539); Chap. 1025 : *Amendement de M. Billat tendant à augmenter de 2 milliards les crédits pour la solde des sous-officiers et hommes de troupe* (p. 3539); *Amendement de M. Maurellet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des sous-officiers et hommes de troupe (sous-officiers de carrière)* (p. 3546); Chap. 1085 : *Recrutement du personnel civil extérieur* (p. 3547, 3548); Chap. 1125 : *Personnel civil du service des transmissions* (p. 3549); Chap. 3005 : *Amendement de M. Billat tendant à augmenter de 2 milliards les crédits pour l'alimentation de la troupe* (p. 3550, 3551); Chap. 3025 : *Sa demande de réserver le chapitre relatif à l'habillement* (p. 3551); Chap. 3055 : *Demande de rétablissement des crédits pour indemnités de déplacement, présentée par le Gouvernement* (p. 3552); Chap. 3115 : *Amendement de M. Métayer tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la préparation militaire et le perfectionnement de la réserve* (p. 3554); Chap. 903 : *Équipement du service du génie* (p. 3558); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Rappel au règlement de M. Montel (renvoi du débat)* [26 décembre 1950] (p. 9607);

en qualité de *Rapporteur pour avis* [27 décembre 1950] (p. 9647, 9648, 9649, 9650); [20 décembre 1950] (p. 9765, 9766); Art. 1^{er}, Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 9011 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour les constructions du Service des poudres* (p. 9788); *le retire* (ibid.); MARINE, Chap. 9051 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour les travaux maritimes (base de Mers-el-Kébir)* (p. 9798); Art. 4 : *Son amendement relatif à la comptabilité du fonds de défense nationale* (p. 9824); Art. 5 : *Son amendement tendant à interdire les virements au budget de l'Etat* (p. 9826); *le retire* (ibid.); Art. 6 : *Son amendement tendant à prévoir une comptabilité spéciale* (p. 9827, 9828); Art. 14 : *Amendement de M. Gaillard tendant à interdire les transferts d'un chapitre d'armement à des chapitres de fonctionnement* (p. 9833). — Est entendu pour une motion d'ordre (*Réunion de la Commission des finances*) [28 décembre 1950] (p. 9745). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de mars 1951, en qualité de *Rapporteur pour avis* [28 février 1951] (p. 1701); Art. 4 : *Demande de rétablissement de l'article ouvrant des crédits pour les programmes d'entretien courant de la défense nationale, présentée par le Gouvernement* (p. 1706, 1707, 1708, 1709); Art. 5 : *Garantie de l'Etat donnée aux emprunts émis par des établissements bénéficiant de prêts du fonds de modernisation et d'équipement* (p. 1709). — Est entendu pour une motion d'ordre (*Discussion des crédits militaires*) [21 mars 1951] (p. 2397). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951 (Dépenses militaires), en qualité de *Rapporteur pour avis* [21 mars 1951] (p. 2399, 2400); Art. 1^{er} : *Demande de reprise du texte gouvernemental ouvrant des crédits pour un mois entier, présentée par le Gouvernement* (p. 2406); Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Gouvernement prévoyant des autorisations supplémentaires de crédits pour l'équipement* (p. 2467); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour mai 1951, en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 avril 1951] (p. 4352, 4353); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale* [15 mai 1951] (p. 5152); *Sa demande de renvoi à la*

Commission, des propositions (p. 5155); Chap. 700 : *Retraite du combattant (Octroi de la carte du combattant)* (p. 5163, 5164); — du projet de loi portant ouverture de crédits militaires supplémentaires pour 1951, en qualité de *Rapporteur pour avis* [17 mai 1951] (p. 5352, 5353, 5364, 5365); — du projet de loi relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951; Etat C, SERVICE DES ESSENCES, Chap. 894 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour reconstruction et réparation du stockage* [18 mai 1951] (p. 5431); Chap. 9914 : *Son amendement tendant à réduire de 52 millions les crédits pour constructions de réservoirs* (p. 5431). = S'excuse de son absence [30 janvier 1947] (p. 88); [6 février 1947] (p. 200); [28 mars 1947] (p. 1236); [17 juillet 1948] (p. 4728). = Obtient des congés [6 février 1947] (p. 200); [28 mars 1947] (p. 1236); [17 juillet 1948] (p. 4728).

BOUXOM (M. Fernand), *Député de la Seine* (5^e circonscription).

Vice-Président de l'Assemblée nationale.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40), = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1947] (p. 347); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 349); — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour faire partie de la Commission chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales [13 mars 1951] (F. n° 687).

Dépôts :

Le 13 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 22 août 1946 sur les prestations familiales, n° 541. — Le 27 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à re-

considérer sans retard les termes du décret du 15 janvier 1947 portant transfert au Ministère de l'Education nationale de certaines attributions du Ministère de la Santé publique et de la population; et à rattacher au Ministère de la Santé publique et de la population la Direction de l'hygiène scolaire et universitaire de ses services centraux, régionaux et départementaux, n° 1112. — Le 8 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par le Ministère de l'Education nationale les frais de fonctionnement et de modernisation du « collège technique Vauban » de la ville de Courbevoie, n° 1272. — Le 13 juin 1947, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Gabelle et plusieurs de ses collègues tendant à réaliser en province l'alignement des prestations familiales sur les salaires, n° 1693. — Le 18 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à respecter le principe de l'augmentation automatique des allocations familiales et des salaires, et à soumettre les primes au rendement au même prélèvement de cotisations d'allocations familiales afin d'augmenter dans les mêmes mesures les prestations versées à tous les allocataires, n° 1726. — Le 6 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Yves Fagon et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux mères de trois enfants mineurs et plus, une carte de rationnement de catégorie T, avec l'indice le plus élevé que permettront les possibilités de l'approvisionnement national, n° 2261. — Le 10 août 1947, une proposition de loi tendant à relever le salaire de base des prestations familiales, n° 2381. — Le 13 novembre 1947, une proposition de loi tendant à préciser le salaire de base servant au calcul des prestations familiales, n° 2618. — Le 30 décembre 1948, une proposition de loi tendant à la création d'une croix du combattant volontaire en faveur des combattants volontaires de la guerre 1939-1945, n° 5975. — Le 31 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer le projet de loi prévu à l'article 40 de la loi du 1^{er} septembre 1948, et à créer une prime de déménagement et d'aménagement au profit

de certaines catégories de locataires qui ne bénéficient pas de l'allocation-logement, n° 6026. — Le 28 janvier 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 10, alinéa 7, de la loi du 1^{er} septembre 1948, sur les loyers, n° 6245. — Le 24 février 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont tendant à inviter le Gouvernement à verser une subvention aux mères de famille qui ont fait l'objet d'une distinction le jour de la fête des mères, n° 6574. — Le 12 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter très sensiblement et sans retard les attributions d'essence aux médecins et aux voyageurs représentants et placiers, n° 6813. — Le 31 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de Mme Francine Lefebvre et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux mères de famille salariées des facilités de congé le jour de la fête des mères, n° 6906. — Le 14 avril 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Barel et plusieurs de ses collègues étendant à la deuxième naissance et aux suivantes le bénéfice d'allocation de maternité accordée à la première naissance sans aucune condition quand la mère a moins de 25 ans, n° 7106. — Le 23 juin 1949, une proposition de loi portant fixation des salaires applicables aux jeunes travailleurs, n° 7589. — Le 23 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre immédiatement la liberté au pneu d'occasion, n° 7592. — Le 24 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : 1° le projet de loi portant création de bureaux d'aide sociale; 2° la proposition de loi de M. Segelle et plusieurs de ses collègues tendant à fusionner les bureaux de bienfaisance et les bureaux d'assistance en bureaux d'aide sociale, n° 7640. — Le 28 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'allocation d'essence aux prioritaires suivant le contingent qui leur était alloué pour le mois de juin 1949; à réviser le secteur « prioritaire »; à procéder à l'affichage des bénéficiaires avec les quantités allouées, n° 7663. — Le 22 novembre 1949,

une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner toutes instructions utiles pour que le règlement et le remboursement à l'employeur du complément familial à la prime unique et exceptionnelle prévue à l'article 6 de l'arrêté du 3 novembre 1949 soient effectués selon le principe de compensation de la Caisse des allocations familiales, n° 8428. — Le 24 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de Mme Claeys et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger la circulaire ministérielle du 22 avril 1949 relative aux caisses d'allocations familiales, n° 8478. — Le 24 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Lacaze et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 20 de la loi du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, n° 8482. — Le 24 novembre 1949, une proposition de loi tendant à créer une aide à domicile, en application de l'article 6 de la loi du 13 juillet 1949, pour les vieillards qui ne bénéficient pas des prestations de la loi du 17 janvier 1948, ou de l'ordonnance du 2 février 1945, et à créer des foyers restaurants pour les vieillards dans les agglomérations de plus de 10.000 habitants, n° 8487. — Le 25 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi prévoyant la création d'un Conseil supérieur de l'entr'aide sociale, n° 8503. — Le 25 novembre 1949, une proposition de loi tendant à accorder les avantages de la loi du 15 avril 1949 à certaines catégories d'appelés appartenant à des familles nombreuses, n° 8505. — Le 9 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines dispositions permettant à certaines catégories d'officiers dégagés des cadres d'obtenir l'application d'un barème de retraite plus favorable, n° 8690. — Le 31 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article premier de la loi n° 46-1823 du 19 août 1946 relative aux congés payés des jeunes travailleurs; 2° de M. Duquesne et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du

19 août 1946 relativement à l'indemnisation des congés payés pour les soldats libérés et pour les jeunes travailleurs, n° 8919. — Le 17 janvier 1950, une proposition de loi tendant à exonérer de l'impôt de 5 0/0 prévu par l'article 70 du décret du 9 décembre 1948 la rémunération des apprentis, n° 8990. — Le 27 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Savard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à publier le règlement d'administration publique, prévu à l'article 20 de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949, modifié par la loi n° 49-1568 du 7 décembre 1949, ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, n° 9069. — Le 2 février 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de résolution : 1° de MM. Bouxom, Beugniez, Lacaze tendant à inviter le Gouvernement à donner toutes instructions utiles pour que le règlement et le remboursement à l'employeur du complément familial à la prime unique et exceptionnelle prévue à l'article 6 de l'arrêté du 3 novembre 1949 soit effectués selon le principe de compensation de la Caisse des allocations familiales ; 2° de M. Mazier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour que soit remboursé aux employeurs par les caisses des allocations familiales le complément à la prime unique et exceptionnelle prévue à l'article 6 de l'arrêté du 3 novembre 1949 ; 3° de Mme Claeys et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à donner toutes instructions utiles pour que les conditions d'attribution du complément familial à la prime unique et exceptionnelle prévue à l'article 6 de l'arrêté du 3 novembre 1949, qui n'ont pas respecté la méthode de compensation en vigueur pour les Caisses d'allocations familiales, soient revues en fonction de ce principe d'équité, n° 9129. — Le 2 février 1950, une proposition de loi tendant à fixer à 15.000 francs, à partir du 1^{er} février 1950, la base de calcul des allocations familiales dans le département de la Seine, pour les salariés relevant des Caisses d'allocations familiales instituées par l'article premier de l'ordonnance du 4 octobre 1945, n° 9145. — Le 23 février 1950, un rapport

supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Besset et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article premier de la loi n° 46-1823 du 19 août 1946 relative aux congés payés des jeunes travailleurs ; 2° de M. Duquesne et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 19 août 1946 relativement à l'indemnisation des congés payés pour les soldats libérés et pour les jeunes travailleurs, n° 9298. — Le 23 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de la majoration de 10 0/0 frappant les impôts dus au 15 mars 1950, les contribuables grévistes et chômeurs, n° 9569. — Le 1^{er} avril 1950, une proposition de loi tendant à accorder sur les lignes routières remplaçant les lignes de la S. N. C. F. des réductions aux voyageurs de commerce, n° 9707. — Le 3 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser une subvention aux mères de famille qui ont fait l'objet d'une distinction le jour de la Fête des mères, n° 9836. — Le 9 mai 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi relatif à la Fête des mères, n° 9894. — Le 12 mai 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi instituant, pour le mois de janvier 1950, une majoration familiale de la prime exceptionnelle sur les salaires, n° 9947. — Le 24 mai 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Robert Prigent tendant à faire procéder à une étude complète de la situation démographique de la métropole, n° 10037. — Le 2 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale [prévoyant la création d'un Conseil supérieur de l'entraide sociale, n° 10161. — Le 20 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale instituant une majoration familiale à la suite de l'attribution d'une prime exceptionnelle sur les salaires, n° 10666. — Le 2 août 1950, une proposition de loi

tendant à faire bénéficier les jeunes travailleurs à domicile d'avantages comparables à ceux reconnus aux jeunes travailleurs du régime général en matière de congés payés, **n° 10864**. — Le 20 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner toutes instructions permettant le règlement par fractions de la surtaxe progressive jusqu'au 15 janvier 1951, **n° 11084**. — Le 14 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi du 14 mai 1950 portant modification à la législation sur les habitations à bon marché, **n° 11249**. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues (n° 9145) tendant à fixer à 15.000 francs, à partir du 1^{er} février 1951, la base de calcul des allocations familiales dans le département de la Seine, pour les salariés relevant des Caisses d'allocations familiales instituées par l'article premier de l'ordonnance du 4 octobre 1945 ; 2° de Mme Claeys et plusieurs de ses collègues (n° 9255) tendant à l'augmentation des prestations familiales ; 3° de Mme Roca et plusieurs de ses collègues (n° 9899) tendant à modifier l'article 11 de la loi n° 46-185 du 22 août 1946 sur les allocations familiales ; 4° de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues (n° 11033) tendant à modifier et à compléter certaines dispositions concernant le régime des prestations familiales ; 5° de Mme Claeys et plusieurs de ses collègues (n° 11052 rectifié) tendant à relever le salaire de base des allocations familiales sans répercussion sur les prix des loyers ; 6° de M. de Raulin-Laboureur (n° 11254) tendant à garantir le calcul des allocations familiales sur la base du salaire horaire du manoeuvre de la métallurgie dans la région parisienne, **n° 11653**. — Le 20 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer une majoration exceptionnelle de 20 0/0 au titre du mois de décembre et de 20 0/0 au titre du mois de janvier, des prestations familiales aux allocataires des régimes spéciaux de Sécurité sociale et aux allocataires agricoles, **n° 11721**. — Le 29 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 11803) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 9145 adoptée par l'Assemblée Natio-

nale portant relèvement du plafond de cotisation aux caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales et majoration exceptionnelle de certaines prestations familiales, **n° 11806**. — Le 2 février 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : 1° le projet de loi (n° 11958) tendant à relever le salaire servant de base au calcul des prestations familiales des salariés et assimilés ; 2° les articles 2 à 5 et 6 (1^{er} alinéa) disjoints du rapport (n° 11653) portant sur les propositions de loi : 1° de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues (n° 9145) tendant à fixer à 15 000 francs, à partir du 1^{er} février 1951, la base de calcul des allocations familiales dans le département de la Seine, pour les salariés relevant des Caisses d'allocations familiales instituées par l'article premier de l'ordonnance du 4 octobre 1945 ; 2° de Mme Claeys et plusieurs de ses collègues (n° 9255) tendant à l'augmentation des prestations familiales ; 3° de Mme Roca et plusieurs de ses collègues (n° 9899) tendant à modifier l'article 11 de la loi n° 46-185 du 22 août 1946 sur les allocations familiales ; 4° de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues (n° 11033) tendant à modifier et à compléter certaines dispositions concernant le régime des prestations familiales ; 5° de Mme Claeys et plusieurs de ses collègues (n° 11052 rectifié) tendant à relever le salaire de base des allocations familiales sans répercussion sur les prix des loyers ; 6° de M. de Raulin-Laboureur (n° 11254) tendant à garantir le calcul des allocations familiales sur la base du salaire horaire du manoeuvre de la métallurgie dans la région parisienne, **n° 12064**. — Le 2 mars 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale, sur l'avis (n° 12373) émis par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11958) adopté par l'Assemblée Nationale, majorant à titre provisoire certaines prestations familiales, **n° 12405**. — Le 5 avril 1951, une proposition de loi tendant à rendre applicables en Algérie et dans les territoires d'outremer les dispositions de la loi n° 51-258 du 2 mars 1951 majorant à titre provisoire certaines prestations familiales, **n° 12717**. — Le 6 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 5798) de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le

Gouvernement à maintenir les avantages accordés aux familles pour les enfants réellement à charge, n° 12729. — Le 13 avril 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 32 de l'ordonnance n° 45-2250 du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale, n° 12828. — Le 20 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 10864) de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les jeunes travailleurs à domicile d'avantages comparables à ceux reconnus aux jeunes travailleurs du régime général en matière de congés payés, n° 12917. — Le 20 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : 1° le projet de loi (n° 12849) portant reconduction, à titre exceptionnel, de la majoration des prestations familiales ; 2° la proposition de loi (n° 12789) de Mme Vermeersch et plusieurs de ses collègues tendant à majorer de 50 0/0 pour le mois d'avril 1951 les prestations familiales, n° 12921. — Le 25 avril 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution (n° 5798) de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir les avantages accordés aux familles pour les enfants réellement à charge, n° 12957. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Henri Lacaze et plusieurs de ses collègues (n° 13115) tendant à modifier les structures et le financement des divers régimes des prestations familiales ; 2° de Mme Claeys et plusieurs de ses collègues (n° 13134) tendant à améliorer la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, n° 13206.

Interventions :

Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [3 décembre 1946] (p. 47).

En cette qualité :

Préside la deuxième partie de la 2^e séance du 23 décembre 1946 (p. 329). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947, premier trimestre (Services civils), Loi de finances : *Ses observations sur l'ensemble (Situation des familles*

nombreuses) [22 décembre 1946] (p. 274). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1947] (p. 4).

En cette qualité :

Préside : la séance du 20 février 1947 (p. 387); la 2^e partie de la séance du 26 mars 1947 (p. 1122); la 1^{re} séance du 29 mars 1947 (p. 1292); la 2^e séance du 5 juin 1947 (p. 1918); la 1^{re} séance du 12 juin 1947 (p. 2031); la 2^e partie de la séance du 23 juin 1947 (p. 2340); la séance du 26 juin 1947 (p. 2484); la 1^{re} séance du 4 juillet 1947 (p. 2716); la 1^{re} séance du 8 juillet 1947 (p. 2803); la 1^{re} séance du 10 juillet 1947 (p. 2892); la séance du 28 juillet 1947 (p. 3623); la séance du 4 août 1947 (p. 3884); la 1^{re} séance du 7 août 1947 (p. 4012); la 2^e séance du 10 août 1947 (p. 4209); la 2^e partie de la séance du 12 août 1947 (p. 4274); la séance du 13 août 1947 (p. 4379); la 2^e séance du 19 août 1947 (p. 4415); la 2^e séance du 20 août 1947 (p. 4462); la 2^e partie de la 3^e séance du 20 août 1947 (p. 4503); la séance du 25 novembre 1947 (p. 5132); la 2^e partie de la séance du 29 novembre 1947 (p. 5253); la 8^e partie de la séance du 29 novembre 1947 (p. 5350); la séance du 6 décembre 1947 (p. 5535); la 2^e partie de la séance du 9 décembre 1947 (p. 5579); la 1^{re} séance du 12 décembre 1947 (p. 5664); la 2^e séance du 18 décembre 1947 (p. 5830); la 4^e partie de la 3^e séance du 22 décembre 1947 (p. 6154); la 2^e partie de la 3^e séance du 30 décembre 1947 (p. 6571) — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Art. 43 : *Construction expérimentale d'immeubles* [6 mars 1947] (p. 688); — sur le projet de loi concernant l'indemnité mensuelle temporaire exceptionnelle et le supplément temporaire pour charges de famille; Art. 3 : *Son amendement tendant à ce que le bénéfice du supplément temporaire soit étendu aux veuves et aux invalides bénéficiant des allocations familiales* [28 mars 1947] (p. 1277); *le retire* (ibid); — sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le 2^e trimestre 1947; Etat F : CONSTRUCTIONS AÉRONAUTIQUES, Chap. 901 : *Amendement de M. J.-P. Palewski tendant à réduire de 1 million les crédits pour travaux neufs* [29 mars 1947] (p. 1313) — Pose à M. le Ministre de la Santé publique et de la Population une question relative aux demandes de naturalisation [6 juin

1947] (p. 1972, 1973, 1974). — Participe à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économiss et aménagement de ressources; Art. 34 : *Son amendement tendant à porter à 7 700 francs le taux de calcul des allocations familiales* [23 juin 1947] (p. 2386); *le retire* (ibid.). — Son allocution à l'occasion de la réception de M. le Président Herriot à l'Académie française [26 juin 1947] (p. 2501). — Est entendu au cours du débat : sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement [1^{er} juillet 1947] (p. 2580, 2581, 2582, 2583); *Renvoi des débats* (p. 2643); — sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi, amendée par le Conseil de la République, relative à l'élection des délégués du personnel dans les entreprises [3 juillet 1947] (p. 2669); — sur le projet de loi d'amnistie; Art. 27 : *Son amendement tendant à la réintégration des militaires lorsque les actes à eux reprochés ont été accomplis pour la Libération* [7 juillet 1947] (p. 2783, 2784); *le maintient* (p. 2784). — Est entendu : dans la discussion d'une proposition de loi de M. Faure fixant certaines dispositions transitoires pour les loyers; Art. 6 : *Amendement de M. Amiot tendant à modifier le 1^{er} alinéa* [29 juillet 1947] (p. 3670); — sur la question de M. Gay à M. le Président du Conseil concernant l'établissement d'un bilan national des ressources agricoles, industrielles et financières [8 août 1947] (p. 4115). — Intervient dans la discussion du projet de loi concernant les élections municipales : *Amendement de M. Péron tendant à abaisser à 20 ans l'âge de l'électorat* [12 août 1947] (p. 4298). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Nouvelles demandes de discussion d'urgence*) [28 août 1947] (p. 4784, 4785); — au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Robert Schuman) [21 novembre 1947] (p. 5107, 5108). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'Exercice 1947 : *Discussion générale* [28 novembre 1947] (p. 5225); *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 5229, 5230, 5231). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Demande de discussion d'urgence d'une proposition de modification du Règlement*) [29 novembre 1947] (p. 5259). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution tendant à modifier l'article 83 du Règlement; **Article unique** : *Son sous-amendement tendant à n'accorder qu'une*

seule fois à cent cinquante députés le droit de demander un scrutin public à la tribune [29 novembre 1947] (p. 5264). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1948] (p. 159).

En cette qualité :

Préside : la 2^e partie de la séance du 29 janvier 1948 (p. 293); la 1^{re} séance du 12 février 1948 (p. 625); la 1^{re} séance du 17 février 1948 (p. 754); la 1^{re} partie de la séance du 18 février 1948 (p. 830); la 1^{re} séance du 19 février 1948 (p. 877); la 2^e partie de la séance du 24 février 1948 (p. 1013); la 1^{re} partie de la séance du 25 février 1948 (p. 1047); la 1^{re} séance du 27 février 1948 (p. 1166); la 1^{re} séance du 2 mars 1948 (p. 1229); la 3^e séance du 2 mars 1948 (p. 1278); la 1^{re} séance du 5 mars 1948 (p. 1374); la 2^e partie de la séance du 6 mars 1948 (p. 1469); la 1^{re} partie de la séance du 8 mars 1948 (p. 1540); la 2^e séance du 17 mars 1948 (p. 1819); la 2^e partie de la séance du 19 mars 1948 (p. 2012); la 2^e séance du 23 avril 1948 (p. 2244); la 2^e séance du 29 avril 1948 (p. 2353); la 2^e partie de la 2^e séance du 4 mai 1948 (p. 2510); la 2^e séance du 13 mai 1948 (p. 2564); la 2^e partie de la 2^e séance du 14 mai 1948 (p. 2657); la 1^{re} séance du 21 mai 1948 (p. 2820); la 1^{re} séance du 25 mai 1948 (p. 2876); la 2^e séance du 27 mai 1948 (p. 2961); la 3^e séance du 27 mai 1948 (p. 2987); la 2^e partie de la séance du 1^{er} juin 1948 (p. 3067); la 1^{re} séance du 8 juin 1948 (p. 3259); la 2^e séance du 9 juin 1948 (p. 3328); la 3^e séance du 15 juin 1948 (p. 3541); la 1^{re} séance du 22 juin 1948 (p. 3783); la 1^{re} séance du 23 juin 1948 (p. 3828); la 2^e séance du 25 juin 1948 (p. 3984); la 2^e séance du 28 juin 1948 (p. 4083); la 2^e séance du 30 juin 1948 (p. 4190); la 1^{re} séance du 5 juillet 1948 (p. 4307); la 2^e partie de la 2^e séance du 9 juillet 1948 (p. 4561); la 1^{re} séance du 9 août 1948 (p. 5563); la 1^{re} séance du 10 août 1948 (p. 5631); la 2^e partie de la 3^e séance du 10 août 1948 (p. 5671); la 3^e séance du 12 août 1948 (p. 5738); la séance du 13 août 1948 (p. 5772); la 1^{re} séance du 17 août 1948 (p. 5819); la 2^e partie de la 2^e séance du 18 août 1948 (p. 5901); la 1^{re} séance du 20 août 1948 (p. 6020); la 3^e séance du 25 août 1948 (p. 6246); la 1^{re} séance du 18 septembre 1948 (p. 6595); la 3^e partie de la 2^e séance du 18 septembre 1948 (p. 6654); la séance du 20 septembre 1948 (p. 6732); la

1^{re} séance du 21 septembre 1948 (p. 6774); la séance du 26 novembre 1948 (p. 7262); la 2^e partie de la 2^e séance du 2 décembre 1948 (p. 7360); la 2^e séance du 9 décembre 1948 (p. 7439); la 1^{re} séance du 10 décembre 1948 (p. 7509); la 2^e partie de la 2^e séance du 16 décembre 1948 (p. 7643); la 2^e séance du 20 décembre 1948 (p. 7767); la 3^e séance du 21 décembre 1938 (p. 7819); la 1^{re} séance du 23 décembre 1938 (p. 7873); la séance du 27 décembre 1938 (p. 8001); la 1^{re} séance du 28 décembre 1948 (p. 8029); la 2^e séance du 29 décembre 1948 (p. 8102); la 1^{re} séance du 30 décembre 1948 (p. 8125); la 2^e séance du 31 décembre 1948 (p. 8219); la 3^e partie de la séance du 31 décembre 1948 (p. 8298). — Donne lecture de la lettre de démission de M. Bonnefous en qualité de *Secrétaire de l'Assemblée* [18 février 1948] (p. 854). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au calcul des prestations familiales amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [20 février 1948] (p. 935). — Présente à M. le Président de l'Assemblée Nationale les vœux de rétablissement de l'Assemblée [25 février 1948] (p. 1122). — Prend part à la discussion de la proposition de résolution modifiant l'article 34 du Règlement : *Discussion générale* [17 mars 1948] (p. 1797); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Demusois tendant à supprimer l'alinéa limitant le temps de parole* (p. 1801, 1802); *Amendement de M. Citerne tendant à supprimer les mots « et à la majorité absolue »* (p. 1804); *Son amendement tendant à réduire le droit de parler à un orateur de chaque groupe* (p. 1805, 1806) — Est entendu sur une motion d'ordre (*Débat sur la publicité dans la presse*) [17 mars 1948] (p. 1808). — Ses rapports sur des pétitions [30 avril 1948] (p. 2449), [28 juin 1948] (p. 4102), [8 août 1948] (p. 5559). — Donne lecture de la demande de pouvoirs d'enquête présentée par M. Cordonnier au nom de la Commission de l'intérieur [21 mai 1948] (p. 2844). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Crise budgétaire des usines S. N. E. C. M. A.*) [1^{er} juin 1948] (p. 3066). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi accordant la garantie de l'Etat à la Caisse des marchés (*Crédits pour la S. N. E. C. M. A.*); *Discussion générale* [3 juin 1948] (p. 3163); — de sa proposition de loi relative aux prestations familiales : *Demande de renvoi présentée par le Gouvernement* [3 juin 1948] (p. 3184, 3185); —

du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A. : *Discussion générale (Visites de parlementaires dans les usines)* [23 juin 1948] (p. 3865). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Cont des séances de nuit*, [23 juin 1948] (p. 3881) — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République; Art. 26 : *Son amendement tendant à supprimer le 3^e tour de scrutin* [13 août 1948] (p. 5772); Art. 27 : *Son amendement relatif aux heures d'ouverture des scrutins* (p. 5773); Art. 32 : *Son amendement tendant à supprimer la mention du 3^e tour de scrutin* (p. 5777); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à faire nommer 15 conseillers par l'Assemblée* [18 août 1948] (p. 5872); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à augmenter de 4 à 5 la représentation des Français de l'étranger* (p. 5882); Art. 61 bis : *Son amendement tendant à faire élire les conseillers par l'Assemblée proportionnellement à l'importance des groupes* (p. 5933). — Son rapport sur une pétition [16 novembre 1948] (p. 7013). — Est entendu sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder les allocations familiales aux travailleurs en grève : *Augmentation de l'indemnité parlementaire* [24 novembre 1948] (p. 7202). — Prend part à la discussion de la proposition de résolution relative à la procédure de discussion d'urgence : *Discussion générale* [9 décembre 1948] (p. 7427). — Donne lecture d'une demande de pouvoirs d'enquête présentée par M. Beugniez, *Président de la Commission du travail* [9 décembre 1948] (p. 7468) — Prend part à la discussion de propositions de loi fixant le statut des combattants volontaires de la Résistance : *Discussion générale* [14 décembre 1948] (p. 7568). — Son rapport supplémentaire sur les élections dans le département de la Loire-Inférieure [16 décembre 1948] (p. 7658). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 13 bis : *Son amendement tendant à prévoir la réorganisation des services de lutte contre la fraude fiscale* [23 décembre 1948] (p. 7923). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Réunion des bureaux* [20 janvier 1949] (p. 58) — Son rapport sur des pétitions [25 janvier 1949] (p. 120). — Prend part à la discussion des propositions de loi relatives aux loyers : *Discussion générale (Ses obser-*

ventions sur la location des garages) [3 février 1949] (p. 301, 305); Art. 2 : *Amendement de M. Péron relatif à la procédure en cas de désaccord entre locataires et propriétaires* [8 mars 1949] (p. 1300). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à l'imprimé n° 1024 en 19 colonnes sur la rémunération de chaque membre du personnel des entreprises au cours de 1948 [4 février 1949] (p. 367, 368.) — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles; Art. 16 : *Amendement de M. J. Masson tendant à abroger l'article 4 de la loi du 24 septembre 1944 interdisant les apéritifs à base d'alcool* [11 février 1949] (p. 518); — du projet de loi modifiant le Code du travail (*Rappel au règlement de M. Boutavant : absence du quorum nécessaire au vote*) [18 février 1949] (p. 714); — de la proposition de loi relative à l'organisation administrative (*Question préalable posée par M. Triboulet*) [22 février 1949] (p. 784); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale* [25 février 1949] (p. 952); — de la proposition de résolution relative à l'attribution d'essence aux médecins et aux représentants de commerce : *Demande d'ajournement du débat* [23 mars 1949] (p. 1747); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des affaires économiques : *Discussion générale (Ses observations sur l'attribution d'essence)* [23 mars 1949] (p. 1754); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Santé publique et de la Population : *Discussion générale* [23 mars 1949] (p. 1775); — d'une proposition de résolution relative à la répartition de l'essence : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1911, 1912); — du projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les drapeaux; Art. 6 : *Cas de dispenses du service actif* [31 mars 1949] (p. 1932, 1933). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Barrachin sur les résultats de la consultation électorale des 20 et 27 mai 1949 [5 avril 1949] (p. 2050). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil : *Discussion générale; Ses observations sur les attributions d'essence* [7 avril 1949] (p. 2117); **Chap. 111 : Rémunération de collaborateurs extérieurs pour les services de docu-**

mentation; ses observations sur le problème de l'essence (p. 2211, 2212); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour le budget des P.T.T. : *Discussion générale* [8 avril 1949] (p. 2257, 2258), [12 avril 1949] (p. 2294); — du projet de loi relatif au régime de vente de l'essence, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [2 juin 1949] (p. 3050). — Est entendu sur les réponses du Ministre à des questions orales : *Son rappel au règlement (Nécessité de modifier la procédure des questions orales)* [3 juin 1949] (p. 3129, 3130). — Prend part à la discussion du projet de loi portant suppression des Cours de justice : *Discussion générale* [7 juin 1949] (p. 3193). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour rendre la liberté au marché des pneumatiques [9 juin 1949] (p. 3259). — Prend part à la discussion des interpellations sur l'activité du Rassemblement populaire français et le complot de la Pentecôte : *Discussion générale (Ses observations sur la minceur des articles de l'Humanité consacrés au général Leclerc)* [14 juin 1949] (p. 3357). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à la parution d'un décret précisant les conditions dans lesquelles la Caisse des dépôts et consignations payera un acompte provisionnel sur la majoration des rentes viagères de l'État [17 juin 1949] (p. 3483). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur la liberté du marché des pneumatiques et ses observations sur l'insuffisance des attributions d'essence* [28 juin 1949] (p. 3833, 3834) — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques; Art. 1^{er} : *Renvoi du débat* [28 juin 1949] (p. 3846, 3847); Art. 6 : *Son amendement relatif au licenciement des membres des comités d'entreprises et délégués du personnel* (p. 3900). — Dépose une demande d'interpellation sur la réduction des attributions d'essence aux prioritaires [28 juin 1949] (p. 3908). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la révision du montant des patentes en 1949 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [1^{er} juillet 1949] (p. 4031); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Subvention de 21 milliards 500 millions à la S. N. C. F.*

(*Ses observations sur les attributions d'essence*) [1^{er} juillet 1949] (p. 4035); — d'une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à sanctionner une infraction au règlement : *Question préalable posée par M. Cristofol* [7 juillet 1949] (p. 4326, 4327); — d'une proposition de loi relative à l'allocation logement : *Urgence* [8 juillet 1949] (p. 4397); *Discussion générale* (p. 4398); — du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe : *Discussion générale* [9 juillet 1949] (p. 4486); — des interpellations sur le fonctionnement de la sécurité sociale : *Discussion générale* [10 juillet 1949] (p. 4543); *Son amendement à l'ordre du jour de confiance présenté par M. Gazier tendant à préciser « dans le cadre de la législation actuelle »* [13 juillet 1949] (p. 4717, 4718); — d'une proposition de loi relative au régime de l'essence : *Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par le Gouvernement* [21 juillet 1949] (p. 4901); *Discussion générale* (p. 4903, 4904, 4905); Article unique : *Amendement de M. Buron tendant à porter le contingent accordé aux prioritaires de 175 à 200 millions de litres* (p. 4905, 4906, 4907). — Prend part : à la discussion d'une proposition de résolution relative au contingent d'essence des prioritaires : *Discussion générale* [21 juillet 1949] (p. 4909, 4910); — aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses explications de vote sur la motion d'investiture de M. René Mayer*) [20 octobre 1949] (p. 5903, 5904). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre en vue de mettre fin à une gestion financière scandaleuse de la Chambre des métiers de la Seine [25 novembre 1949] (p. 6357). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux vieux paysans (*Son rappel au règlement*) [29 novembre 1949] (p. 6399); — d'une proposition de loi relative à l'aide à certains aveugles et grands infirmes, en qualité de *Rapporteur* [29 novembre 1949] (p. 6401); — d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles, en qualité de *Rapporteur pour avis* [14 décembre 1949] (p. 6855, 6856); Art. 1^{er} : *Demande de renvoi à la Commission de l'ensemble de la proposition présentée par le Gouvernement* (p. 6867); Art. 7 : *Amendement de M. Meck relatif au cas des veuves de salariés* (p. 6872); *Son amendement tendant à insérer un article nouveau relatif aux*

infirmes ayant besoin d'une tierce personne (p. 6873); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail : *Discussion générale* [15 décembre 1949] (p. 6921, 6922); Art. 1^{er} : (Art. 31 O du Code du travail) : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à supprimer la référence aux primes à la productivité* [4 janvier 1950] (p. 85); (Art. 31 X) *Son sous-amendement tendant à introduire trois représentants de l'Union nationale des associations familiales dans la Commission supérieure des conventions collectives* (p. 90, 91, 106). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour d'un projet de loi relatif aux bureaux d'aide sociale [16 décembre 1949] (p. 6963). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi organisant la coordination des services sociaux, en qualité de *Rapporteur pour avis* [16 décembre 1949] (p. 6964); Art. 1^{er} : *Son amendement relatif au Président du comité départemental* (p. 6965); *le retire* (ibid.); Art. 2 : *Amendement de Mme Rabaté tendant à faire une discrimination selon le nombre des conseillers généraux* (p. 6965); Art. 3 : *Son amendement relatif à la répartition des sièges du Comité départemental* (p. 6966); *le retire* (ibid.); Art. 6 : *Amendement de M. Roca tendant à supprimer la dernière phrase de l'article* (p. 6967); Art. 8 : *Son amendement tendant à prévoir le recrutement des travailleurs sociaux* (p. 6968); Art. 13 : *Amendement de Mlle Archimède tendant à supprimer l'article* (p. 6969); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Amendement de M. Vedrines tendant à augmenter de 4.570 millions les crédits pour la modernisation du réseau de télécommunication* [26 décembre 1949] (p. 7266). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Ses observations sur le vote de l'U. R. P. lors de la discussion du projet de loi relatif aux conventions collectives*) [4 janvier 1950] (p. 103). — Est nommé *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [3 mars 1950] (p. 1720).

En cette qualité :

Préside : la 5^e partie de la séance du 3 mars 1950 (p. 1726); la 8^e partie de la séance du 3 mars 1950 (p. 1801); la 12^e partie de la séance du 3 mars 1950 (p. 1859); la 1^{re} séance du 14 mars 1950 (p. 1965); la 2^e partie de la 3^e séance du 15 mars 1950 (p. 2091); la 2^e séance du 23 mars 1950 (p. 2289); la 2^e partie de la 3^e séance du 29 mars 1950 (p. 2619); la 2^e séance du 26 avril 1950 (p. 2895); la

2^e séance du 28 avril 1950 (p. 3059); la 2^e partie de la 1^{re} séance du 2 mai 1950 (p. 3116); la 3^e séance du 2 mai 1950 (p. 3148); la 2^e partie de la 3^e séance du 11 mai 1950 (p. 3594); la séance du 12 mai 1950 (p. 3650); la 2^e séance du 17 mai 1950 (p. 3765); la 2^e séance du 24 mai 1950 (p. 3861); la 2^e séance du 25 mai 1950 (p. 3931); la 2^e partie de la 2^e séance du 31 mai 1950 (p. 4047); la 2^e séance du 2 juin 1950 (p. 4179); la 2^e séance du 5 juin 1950 (p. 4248); la 1^{re} séance du 6 juin 1950 (p. 4309); la 1^{re} séance du 12 juin 1950 (p. 4598); la 1^{re} séance du 15 juin 1950 (p. 4814); la 2^e séance du 16 juin 1950 (p. 4910); la 2^e séance du 21 juin 1950 (p. 5095); la 2^e séance du 23 juin 1950 (p. 5208); la 3^e séance du 23 juin 1950 (p. 5234); la 1^{re} séance du 29 juin 1950 (p. 5277); la 2^e séance du 29 juin 1950 (p. 5284); la 3^e séance du 29 juin 1950 (p. 5287); la 1^{re} séance du 17 juillet 1950 (p. 5462); la 2^e séance du 21 juillet 1950 (p. 5731); la 2^e séance du 24 juillet 1950 (p. 5867); la 1^{re} séance du 25 juillet 1950 (p. 5913); la 3^e séance du 25 juillet 1950 (p. 5956); la 2^e séance du 27 juillet 1950 (p. 6080); la 1^{re} séance du 28 juillet 1950 (p. 6125); la 3^e séance du 28 juillet 1950 (p. 6170); la 3^e séance du 31 juillet 1950 (p. 6293); la 3^e séance du 1^{er} août 1950 (p. 6390); la 2^e séance du 2 août 1950 (p. 6440); la 3^e séance du 2 août 1950 (p. 6510); la 2^e séance du 20 octobre 1950 (p. 7062); la 1^{re} séance du 24 octobre 1950 (p. 7101); la 2^e partie de la 2^e séance du 27 octobre 1950 (p. 7334); la 2^e partie de la séance du 2 novembre 1950 (p. 7392); la 1^{re} séance du 3 novembre 1950 (p. 7413); la 1^{re} séance du 7 novembre 1950 (p. 7493); la 2^e séance du 9 novembre 1950 (p. 7567); la 1^{re} séance du 10 novembre 1950 (p. 7613); la 3^e séance du 14 novembre 1950 (p. 7715); la 2^e partie de la 2^e séance du 16 novembre 1950 (p. 7784); la séance du 18 novembre 1950 (p. 7913); la 1^{re} partie de la 2^e séance du 22 novembre 1950 (p. 8019); la 3^e partie de la 2^e séance du 22 novembre 1950 (p. 8047); la 2^e partie de la 3^e séance du 24 novembre 1950 (p. 8161); la séance du 27 novembre 1950 (p. 8177); la 3^e séance du 28 novembre 1950 (p. 8249); la 3^e séance du 29 novembre 1950 (p. 8286); la 2^e séance du 4 décembre 1950 (p. 8494); la 2^e partie de la 3^e séance du 4 décembre 1950 (p. 8551); la 2^e séance du 8 décembre 1950

(p. 8831); la 3^e séance du 12 décembre 1950 (p. 8967); la 1^{re} séance du 16 décembre 1950 (p. 9198); la 1^{re} partie de la 1^{re} séance du 20 décembre 1950 (p. 9334); la 2^e séance du 20 décembre 1950 (p. 9355); la 2^e partie de la 1^{re} séance du 21 décembre 1950 (p. 9425); la 1^{re} séance du 22 décembre 1950 (p. 9470); la 2^e séance du 23 décembre 1950 (p. 9580); la 2^e séance du 26 décembre 1950 (p. 9614); la 2^e partie de la 3^e séance du 27 décembre 1950 (p. 9695); la 2^e partie de la séance du 30 décembre 1950 (p. 9884); la 2^e partie de la 1^{re} séance du 31 décembre 1950 (p. 9951); la 3^e séance du 4 janvier 1951 (p. 117). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Discussion générale* [20 janvier 1950] (p. 424); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Boutavant tendant à porter à 48.000 francs par an l'allocation aux vieux travailleurs salariés* (p. 431); — des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur l'alcool carburant)* [24 janvier 1950] (p. 460); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution de la prime exceptionnelle aux salariés : *Discussion générale* [26 janvier 1950] (p. 528, 536, 537, 538, 541); — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Discussion générale* [28 janvier 1950] (p. 669); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République : *Son rappel au règlement (Succession des scrutins sans avoir les résultats des précédents)* [31 janvier 1950] (p. 822); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} (Art. 31 G) : *Amendement de M. André tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la liste des dispositions obligatoirement insérées dans les conventions collectives* [3 février 1950] (p. 976); (Art. 31 X) : *Amendement de M. Gazier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République accordant voix consultative aux trois représentants de l'Union des associations familiales* [8 février 1950] (p. 1069); — du projet de loi relatif à l'élection des organismes de la sécurité sociale et des allocations familiales : *Discussion générale* [17 février 1950] (p. 1189); Art. 2 : *Amendement de M. Duprat tendant à insérer un article supprimant la représentation patronale dans les Conseils d'adminis-*

tration des organismes de la Sécurité sociale (p. 1191); *Amendement de M. Musmeaux tendant à n'élire les Conseils d'administration des caisses primaires de la Sécurité sociale que pour trois ans* (p. 1193, 1194); Art 4 : *Amendement de Mme Claeys tendant à supprimer la représentation des Unions départementales d'associations familiales auprès des caisses régionales d'allocations familiales* (p. 1197); Art 5 : *Amendement de M. André tendant à maintenir le panachage et l'ordre préférentiel dans les élections* (p. 1198); Art. 10 : *Amendement de M. Coffin tendant à prévoir une section de vote obligatoire dans les entreprises employant plus de 50 assurés* (p. 1204); *Son amendement tendant à substituer la règle du plus fort reste à celle de la plus forte moyenne* (p. 1205); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1224); — du projet de loi portant création d'un Conseil supérieur de l'entraide sociale, en qualité de *Rapporteur* [28 février 1950] (p. 1536); Art. 3 : *Amendement de Mme Roca tendant à inclure dans ce Conseil le Président de l'Union nationale des associations familiales* (p. 1537); *Amendement de Mme Roca tendant à supprimer le dernier alinéa du paragraphe B prévoyant six personnes choisies en raison de leur activité sociale* (p. 1537); *Amendement de M. Alliot tendant à supprimer la parité de représentation entre l'assistance publique et les établissements d'assistance privés* (p. 1538); — du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux en 1950 : *Discussion générale* [2 mars 1950] (p. 1627, 1628); Art. 6 : *Son amendement tendant à permettre la libération des fils aînés de famille de sept enfants* (p. 1633, 1634); — d'une proposition de loi relative à la carte sociale des économiquement faibles : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2278, 2279); — du projet de loi relatif à l'allocation de vieillesse des personnes non salariées, en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 mars 1950] (p. 2642); *Discussion générale* (p. 2645); — des interpellations sur la fermeture d'usines de constructions aéronautiques : *Discussion générale* [2 mai 1950] (p. 3137); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils; P. T. T., Chap. 0010 : *Ses observations sur le téléphone* [3 mai 1950] (p. 3193). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la révocation de M. Joliot-Curie, Haut-Commissaire à l'énergie atomique [9 mai 1950] (p. 3381). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la fête

des mères, en qualité de *Rapporteur* [16 mai 1950] (p. 3693); Art. 1^{er} : *Amendement de Mme Douleau tendant à solliciter le concours de toutes les associations familiales* (p. 3694, 3695); — du projet de loi instituant une majoration familiale de la prime exceptionnelle sur les salaires, en qualité de *Rapporteur* [16 mai 1950] (p. 3729, 3730); — Art. 1^{er} : *Majoration de 20 0/0 des allocations familiales en mai 1950* (p. 3731, 3732); — Art. 1^{er} : *Amendement de M. Lecourt tendant à appliquer la majoration aux agents de la fonction publique* [31 mai 1950] (p. 4043, 4044); *Son amendement tendant à substituer le mois de juin au mois de mai pour la date de l'échéance* (p. 4045); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [24 juillet 1950] (p. 5858); — d'une proposition de loi relative à l'affiliation à la sécurité sociale des invalides, veuves et orphelins de guerre : *Discussion générale* [30 mai 1950] (p. 3992); — d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires; Article unique : *Contre-projet de M. Fagon tendant à accorder aux fonctionnaires ayant un indice inférieur à 50, une indemnité spéciale de cherté de vie* [9 juin 1950] (p. 4563, 4564); *Demande d'application de l'article premier de la loi des maxima, présentée par le Gouvernement* [22 juin 1950] (p. 5160). — Donne lecture d'une communication du Président de la République annonçant la démission de M. le président Bidault [29 juin 1950] (p. 5278). — Prend part à la discussion du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Tourné tendant à maintenir le service à un an* [27 octobre 1950] (p. 7306); *Son amendement tendant à augmenter les allocations aux soldats soutiens de famille* (p. 7325, 7326). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce une question relative à la vente des excédents d'alcool [3 novembre 1950] (p. 7431). — Donne lecture d'une communication du Président du Conseil relative au rappel des réservistes en Indochine [7 novembre 1950] (p. 7493, 7494). — Pose : à M. le Ministre des Finances une question relative à la date du règlement de la surtaxe progressive [10 novembre 1950] (p. 7629, 7630); — à M. le Ministre de la Reconstruction, une question relative à la location d'immeubles à des économiquement faibles [15 décembre 1950] (p. 9151); — à M. le Ministre de l'Intérieur, une question relative à la délivrance des certi-

ficats de vie [15 décembre 1950] (p. 9155). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux prestations familiales, en qualité de *Rapporteur* [16 décembre 1950] (p. 9222, 9223, 9224, 9226); Art. 2 : *Demande de disjonction de l'article modifiant la base de calcul des allocations familiales, présentée par le Gouvernement* (p. 9232, 9233); Art. 6 : *Amen- dement de M. Coudray tendant à faire bénéficier de la prime les travailleurs indépendants* (p. 9235, 9237); *Nouveau texte de la Commission* (p. 9237); *Amendement de Mme Darras tendant à majorer de 40 0/0 les allocations familiales en décembre 1950* (p. 9239); *Amendement de M. Gabelle tendant à majorer de 20 0 0 les allocations familiales en décembre 1950 et janvier 1951* (p. 9240); *Amendement de Mme Lefebvre tendant à limiter le champ d'application de la majoration de 20 0/0 des allocations familiales* (p. 9241, 9242); *Sous- amendement de M. Musmeux tendant à prévoir des augmentations de 60 0/0 en janvier 1951* (p. 9241); *Disjonction des articles 2 à 5* (p. 9243); Article additionnel : *Amendement de M. Valen- tino tendant à appliquer la majoration des allo- cations familiales dans les départements d'outre- mer* (p. 9245); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 décembre 1950] (p. 9878, 9879); - - du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Natio- nale : *Discussion générale* [21 décembre 1950] (p. 9348). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents (*Discussion d'une proposition relative aux allocations fami- liales en seconde lecture*) [26 décembre 1950] (p. 9609). — Est nommé *Vice-Président de l'As- semblée Nationale* [11 janvier 1951] (p. 326).

En cette qualité :

Préside : la 2^e séance du 26 janvier 1951 (p. 439); la 5^e séance du 30 janvier 1951 (p. 549); la 3^e séance du 6 février 1951 (p. 805); la 2^e partie de la 3^e séance du 8 février 1951 (p. 938); la 2^e séance du 9 février 1951 (p. 979); la 1^{re} séance du 13 février 1951 (p. 1049); la 2^e séance du 15 février 1951 (p. 1179); la 1^{re} séance du 27 février 1951 (p. 1649); la 2^e partie de la séance du 9 mars 1951 (p. 1810); la 2^e séance du 14 mars 1951 (p. 1914); la 1^{re} séance du 15 mars 1951 (p. 1971); la 1^{re} séance du 16 mars 1951 (p. 2020); la 2^e partie de la séance du 19 mars 1951 (p. 2157); la 2^e séance du 20 mars 1951 (p. 2213); la 1^{re} partie de la 3^e séance du

21 mars 1951 (p. 2303); la 4^e partie de la 3^e séance du 21 mars 1951 (p. 2345); la 8^e partie de la 3^e séance du 21 mars 1951 (p. 2427); la 2^e séance du 4 avril 1951 (p. 2670); la 1^{re} séance du 10 avril 1951 (p. 2995); la 2^e séance du 11 avril 1951 (p. 3114); la 2^e partie de la 2^e séance du 13 avril 1951 (p. 3277); la séance du 16 avril 1951 (p. 3337); la 3^e séance du 19 avril 1951 (p. 3588); la 2^e séance du 20 avril 1951 (p. 3647); la 1^{re} séance du 25 avril 1951 (p. 3935); la 2^e séance du 25 avril 1951 (p. 3949); la 1^{re} séance du 27 avril 1951 (p. 4099); la 3^e séance du 30 avril 1951 (p. 4392); la séance du 1^{er} mai 1951 (p. 4399); la 2^e partie de la 2^e séance du 7 mai 1951 (p. 4785); la 2^e partie de la 2^e séance du 8 mai 1951 (p. 4839); la 1^{re} séance du 10 mai 1951 (p. 4951); la 3^e séance du 16 mai 1951 (p. 5268); la 3^e séance du 17 mai 1951 (p. 5364); la 2^e séance du 22 mai 1951 (p. 5703); la 2^e partie de la 3^e séance du 22 mai 1951 (p. 5728). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations familiales, en qualité de *Rapporteur* [8 février 1951] (p. 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901); *Lettre rectificative du Gouvernement* (p. 908); Art. 1^{er} : *Majoration de 20 0/0 des allocations familiales des salariés* (p. 918, 919, 921); *Amendement de M. Beugniez tendant à étendre la majoration aux allocataires des prestations familiales non visés par la loi du 30 décembre 1950* (p. 930); Art. 2 : *Continuation du débat* (p. 933); *Nouvelle étude et réforme prochaine du régime des allocations familiales* (p. 935, 936); *Son amendement tendant à fixer la composition de la commission chargée d'une étude d'ensemble des prestations familiales* (p. 940); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rap- porteur* [2 mars 1951] (p. 1747, 1748, 1750); — d'une proposition de résolution modifiant l'ar- ticle 74 du règlement relatif au quorum : *Dis- cussion générale* [21 février 1951] (p. 1437); *Rappel au règlement de M. Péron (Séance au- delà de minuit)* (p. 1466, 1467). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion en seconde lecture du projet relatif aux presta- tions familiales*) [1^{er} mars 1951] (p. 1738, 1739, 1740). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'As- semblée Nationale; Art. 14 : *Amendement de M. Barrachin tendant à permettre aux électeurs de se prononcer sur l'appareillement* [21 mars 1951] (p. 2335, 2336, 2337); — d'une proposi-

tion de loi relative aux expulsions de locataires : *Discussion générale* [17 avril 1951] (p. 3381, 3382); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3396). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale une question relative au cumul de l'allocation de salaire unique et des pensions d'invalidité [20 avril 1951] (p. 3649). — Prend part à la discussion du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales, en qualité de *Rapporteur* [28 avril 1951] (p. 4138, 4139, 4140); Art. 1^{er} : *Demande de prise en considération du texte gouvernemental majorant de 20 0/0 seulement les allocations familiales, présentée par le Gouvernement* (p. 4146); *Contre-projet de Mme Poinso-Chapuis* [30 avril 1951] (p. 4332); *Renvoi à la Commission* (p. 4334); *Nouveau texte de la Commission* (p. 4335); Art. 1^{er} : *Amendement de M. A. Denis tendant à rajuster le montant des allocations de maternité* (p. 4336); *Amendement de M. Valentino tendant à majorer de 50 0/0 les allocations familiales des départements des territoires d'outre-mer* (p. 4339, 4340, 4341, 4343); *Renvoi du débat* (p. 4341); *Amendement de M. Gabelle tendant à majorer de 25 0/0 les allocations familiales* (p. 4342); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4346). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion des majorations des prestations familiales*) [28 avril 1951] (p. 4149). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux prestations familiales, en qualité de *Rapporteur* (*Application de la loi du 22 août 1946*) [12 mai 1951] (p. 5103, 5104, 5105); *Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par le Gouvernement* (p. 5107, 5117); *Motion de censure de M. Duprat demandant l'application de la loi du 22 août 1946 avec suppression des abattements de zones* (p. 5121).

BOYSSON (M. Guy de), Député de l'Aveyron.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102).

Dépôt :

Le 8 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à hâter la conclusion des travaux de la Commission de la réforme de l'enseignement, n° 1273.

Interventions :

Son rapport au nom du 6^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Moselle [28 novembre 1946] (p. 23). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947; Etat B: AGRICULTURE, Chap. 901: *Travaux d'équipement rural* [7 mars 1947] (p. 709); EDUCATION NATIONALE, Chap. 911: *Son amendement tendant à rétablir un crédit de 40 millions en faveur des auberges de la jeunesse* (p. 723, 724); *le retire* (p. 724); Chap. 912: *Son amendement tendant à rétablir ce chapitre relatif aux acquisitions des établissements nationaux d'éducation physique et sportive* (p. 726); *Le retire* (ibid.); Chap. 915: *Amendement de Mme Lempereur tendant à inscrire un crédit de 280 millions pour la construction et l'aménagement des collèges nationaux, centres régionaux et écoles préparatoires d'éducation physique et sportive* (p. 727); Chap. 918: *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les travaux d'équipement de la montagne* (p. 728); *le retire* (ibid.); Chap. 936: *Travaux pour l'enseignement supérieur* (p. 732); Chap. 948: *Son amendement tendant à reprendre les crédits accordés par le Gouvernement pour les travaux d'équipement sportif des universités et des établissements d'enseignement* (p. 738, 739); *le retire* (ibid.) — Participe à la discussion: du projet de loi tendant à la défense de la République: *Discussion générale* [29 novembre 1947] (p. 5273); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Etat I: EDUCATION NATIONALE: *Discussion générale* [27 décembre 1947] (p. 6324). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation: Art. 4 bis: *Son amendement tendant à réduire le prélèvement à partir de deux enfants à charge au lieu de trois* [3 janvier 1948] (p. 39). — Est

entendu au cours du débat sur la nomination du bureau de l'Assemblée nationale : *Ses explications de vote sur l'opposition de M. Duclos à la liste établie par les Présidents de groupe* [14 janvier 1948] (p. 158). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée nationale* [14 janvier 1948] (p. 159). — Donne sa démission de *Secrétaire de l'Assemblée* [15 janvier 1948] (p. 175). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagements fiscaux : Art. 3 *ter* : *Ses explications de vote sur l'article permettant de déduire du bénéfice imposable le salaire versé par un exploitant à son conjoint* [22 avril 1948] (p. 2188) ; Art. 10 : *Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales* (p. 2192, 2193) ; *Son amendement tendant à porter l'abattement à la base à 72.000 francs* [23 avril 1948] (p. 2220, 2221) ; *Son amendement tendant à ramener le taux de l'impôt à 16 0/0 pour le régime de la déclaration contrôlée du bénéfice net* (p. 2222). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur l'affaire palestinienne*) [27 avril 1948] (p. 2315). — Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude du Gouvernement devant le conflit de Palestine [29 avril 1948] (p. 2383). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères : *Discussion générale* [13 mai 1948] (p. 2582) ; *Prise en considération du projet gouvernemental* [14 mai 1948] (p. 2656). — Est entendu sur le procès-verbal (*Su réponse à M. Livry-Level*) [28 mai 1948] (p. 3048). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification de l'accord financier franco-libanais : *Discussion générale* [3 juin 1948] (p. 3158, 3159) ; *Ses observations sur le conflit palestinien* (ibid.) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3161) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A : EDUCATION NATIONALE, Chap 352 : *Mouvements de jeunesse et maisons de jeunes* [4 août 1948] (p. 5344) ; Chap. 355 : *Auberges de la jeunesse* (p. 5346, 5347). — Donne sa démission de Député [1^{er} septembre 1948] (p. 6435).

BRASARD (M. Charles).

Est nommé *Haut commissaire au ravitaillement* [11 décembre 1948] (*J. O.* du 11 décembre

1948] (p. 12067). — Donne sa démission de *Haut commissaire au ravitaillement* [13 octobre 1949] (p. 5764).

BRAULT (M. Armand), Député de l'Oise.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103) ; de la Commission du ravitaillement [21 janvier 1947] (p. 27) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [4 février 1947] (p. 148), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de la presse [26 janvier 1948] (p. 195), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348)

Dépôts :

Le 20 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reprendre entièrement à sa charge le collège technique de Beauvais, cette ville ne pouvant continuer à faire face aux importantes dépenses que lui crée la marche de l'établissement, n° 6117. — Le 9 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser, par l'octroi d'un premier secours de 50 millions, les victimes de l'orage survenu dans la vallée de l'Oise dans la nuit du 6 au 7 juin, notamment dans les cantons de Creil, Clermont, Liancourt, et à prendre toutes mesures propres à indemniser les sinistrés ainsi qu'à les exonérer des impôts afférents à l'année 1950, n° 10238. — Le 12 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser, par l'octroi d'un premier secours de 25 millions, les victimes de l'orage survenu dans la vallée de l'Oise dans la nuit du 6 au 7 juin, notamment dans la petite commune de Maysel, et à prendre toutes mesures propres à indemniser les sinistrés, ainsi qu'à les exonérer des impôts afférents à l'année 1950, n° 10245. — Le 13 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser, par l'octroi d'un premier secours de trois milliards, les victimes du typhon survenu dans la vallée de l'Oise

entre la forêt d'Hallatte et la forêt de Neuville en-Hez, ravageant en particulier les cantons de Clermont, Liancourt, Estrées - Saint - Denis, Neuilly-en-Thelle, Mouy, Noailles, et, en priorité : 1^o versement à tous les ouvriers licenciés d'une indemnité de chômage égale à 75 0/0 du salaire ; 2^o emploi des ouvriers qui restent sans travail dans des chantiers d'utilité publique avec salaire normal ; 3^o indemnisation prioritaire des petits et moyens cultivateurs ; 4^o indemnisation des gros exploitants sous la garantie qu'ils continueront à employer la main-d'œuvre salariée ; 5^o exonération des impôts afférents à l'année 1950, n^o 10586

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et des dommages de guerre en 1948 ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 fr. les crédits pour travaux de voirie et de distribution de l'eau, gaz et électricité* [30 décembre 1947] (p. 6505). — Pose une question à M. le Ministre de l'Intérieur relative à la situation financière des petites communes de l'Oise [5 mars 1948] (p. 1391). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie du cinéma ; Art. 3 : *Son amendement tendant à inclure dans le Conseil d'administration un représentant des syndicats de techniciens et ouvriers* [30 juillet 1948] (p. 5096) ; — du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget annexe de la radiodiffusion française ; Art. 1^{er} : Etat A, Chap. 103 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour les indemnités aux services techniques* [21 juillet 1949] (p. 4937) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 4060 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour participation de l'Etat aux habitations à bon marché* [13 juin 1950] (p. 4709) ; Chap. 6070 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 fr. les crédits pour l'expertise des dommages de guerre (Lycée Félix-Faure, à Beauvais)* (p. 4735) ; *le retire* (p. 4736) ; — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles ; Art. 7 : *Son amendement tendant à verser l'allocation de chômage aux salariés vic-*

times de sinistres [4 août 1950] (p. 6645, 6646) ; du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; RADIODIFFUSION, Chap. 1040 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le personnel des services extérieurs (Personnel de la télévision)* [10 avril 1951] (p. 2999) ; Chap. 1050 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le personnel contractuel des services extérieurs (Suppression de deux directeurs régionaux)* (p. 2999) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1951 ; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION ; Art. 2 : *Son amendement tendant à ne pas diminuer, en cours d'année, les crédits prévus* [18 avril 1951] (p. 3495).

BRAUN (Mme Madeleine), Député de la Seine (6^e circonscription).

Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommée membre : de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [4 décembre 1946] (p. 51) ; de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364) ; de la Commission de la presse [29 mai 1947] (p. 1783), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission nationale de presse et d'information instituée par l'article 20 de la loi du 11 mai 1946 [28 janvier 1947] (p. 40) ; de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 [11 février 1947] (p. 276) ; de la Commission des immunités parlementaires [8 mars 1949] (p. 1328 et 1329), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348).

Dépôts :

Le 14 janvier 1947, une proposition de loi tendant à faire admettre les femmes à égalité de titres à toutes les fonctions publiques et professions libérales, n^o 243. — Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à la création dans le département de la Seine du service

départemental d'enlèvement, de transport et de transformation des cadavres d'animaux, des viandes saisies et des déchets organiques de toute nature impropres à la consommation humaine, n° 322. — Le 30 janvier 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions sur les propositions de résolution : 1° de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à la nomination d'une Commission spéciale chargée d'enquêter sur la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires ; 2° de M. Vée et plusieurs de ses collègues tendant à la nomination d'une Commission d'enquête chargée d'examiner tous les problèmes se rattachant au marché du vin, depuis le 20 juin 1940 jusqu'à ce jour, n° 414. — Le 26 mars 1947, une proposition de loi tendant à affirmer la portée de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n° 1063. — Le 9 mai 1947, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions du décret du 12 avril 1939 relatif à la constitution des associations étrangères, n° 1290. — Le 16 mai 1947, une proposition de loi tendant à établir le statut des étrangers, n° 1337. — Le 30 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes initiatives permettant de résoudre le plus rapidement possible le problème tragique de l'*Exodus*, n° 2158. — Le 13 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à saisir d'urgence l'Assemblée Nationale des projets d'accords douaniers élaborés par la Conférence du commerce et de l'emploi de Genève, n° 2632. — Le 30 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à élever une protestation contre l'exécution de deux patriotes espagnols, n° 3058. — Le 11 mars 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, n° 3762. — Le 11 mars 1948, une proposition de loi relative à l'abrogation du décret du 6 mai 1939 relatif aux journaux ou écrits périodiques étrangers, n° 3768. — Le 23 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire cesser cette violation des décisions internationales que constitue la présence à Paris de

M. Nicolas Franco, frère du général Franco, envoyé en mission par celui-ci, n° 5890. — Le 21 mai 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 6722) concernant M. Marcel Cachin, n° 7244. — Le 1^{er} juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7393) concernant M. Cherrier, n° 7710. — Le 28 février 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 50-1568 du 26 décembre 1950 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n° 12382.

Interventions :

Est élue *Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale* [3 décembre 1946] (p. 47); [14 janvier 1947] (p. 4).

En cette qualité :

Préside : la 2^e séance du 20 mars 1947 (p. 963) ; la 3^e séance du 27 mars 1947 (p. 1180) ; la séance du 8 mai 1947 (p. 1505) ; la séance du 13 mai 1947 (p. 1581) ; la 1^{re} séance du 16 mai 1947 (p. 1613) ; la 1^{re} séance du 6 juin 1947 (p. 1951) ; la séance du 21 juin 1947 (p. 2300) ; la 1^{re} séance du 3 juillet 1947 (p. 2651) ; la séance du 7 juillet 1947 (p. 2772) ; la 1^{re} séance du 11 juillet 1947 (p. 2968) ; la 1^{re} séance du 18 juillet 1947 (p. 3156) ; la 1^{re} séance du 25 juillet 1947 (p. 3519) ; la 1^{re} séance du 29 juillet 1947 (p. 3639) ; la 1^{re} séance du 1^{er} août 1947 (p. 3820) ; la 2^e partie de la séance du 14 novembre 1947 (p. 5043) ; la 2^e partie de la séance du 27 novembre 1947 (p. 5162) ; la 2^e séance du 16 décembre 1947 (p. 5756) ; la 1^{re} séance du 21 décembre 1947 (p. 5997) ; la 3^e séance du 29 décembre 1947 (p. 6481). — Est entendue : au cours du débat sur une proposition de résolution relative à la nomination d'une Commission d'enquête sur les problèmes du vin, en qualité de *Rapporteur* [7 février 1947] (p. 223) ; *Amendement de M. Gérard Vée ayant pour but d'étendre les attributions de la Commission d'enquête* (p. 224) ; — sur une motion d'ordre (*Renvoi au lendemain de la discussion des projets financiers*) [28 mars 1947] (p. 1265). — Son allocution relative à la commémoration de la victoire de 1945 [8 mai 1947] (p. 1505). — Participe à la discussion de l'interpellation de

M. Fernand Grenier sur la dévolution des biens des entreprises de presse [20 juin 1947] (p. 2273). — Pose une question à M. le Ministre des Affaires étrangères concernant la libération de 32 Français emprisonnés à Valence par le Gouvernement espagnol [4 juillet 1947] (p. 2743). — Est entendue sur le règlement de l'ordre du jour [8 juillet 1947] (p. 2831). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947, Dépenses civiles, Etat A, JEUNESSE, ARTS ET LETTRES : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2914, 2915, 2916, 2925) ; Chap. 501 : *Son amendement tendant à relever les crédits pour le Centre de cinématographie* (p. 2939) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, INFORMATION, Chap. 501 : *Subvention au Centre national de cinématographie* [7 août 1947] (p. 4047, 4048). — Intervient dans la discussion des interpellations concernant les résultats de la Conférence de Moscou [26 juillet 1947] (p. 3585, 3586, 3587, 3588) — Est entendue au cours du débat : sur l'adoption après demande de discussion d'urgence d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à résoudre le problème de l'« Exodus », en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1947] (p. 3712) ; — sur le projet de loi sur la défense de la République ; Art. 2 : *Son rappel au règlement (Mutisme du Rapporteur)* [29 novembre 1947] (p. 5292) ; — sur le projet de loi tendant à assurer la protection de la liberté du travail ; Art. 3 : *Ses explications de vote sur l'ensemble de l'article* [3 décembre 1947] (p. 5478, 5479). — Donne lecture d'une lettre de M. Boisdon donnant sa démission de Député [16 décembre 1947] (p. 5757). — Prend part à la discussion du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 ; Etat 1, JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, Chap. 500 : *Son amendement relatif à la subvention à l'agence France-Presse* [27 décembre 1947] (p. 6345, 6346). — En qualité de *Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale*, préside la : 1^{re} partie de la 2^e séance du 3 janvier 1948 (p. 13) ; 3^e partie de la 2^e séance du 3 janvier 1948 (p. 18) (Session extraordinaire de 1948) — Est élue *Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1948] (p. 159). — Donne sa démission de *Vice-Présidente de l'Assemblée* [15 janvier 1948] (p. 175). — Est entendue au cours du débat sur : la nomination du Bureau de l'Assemblée Nationale : *Son refus*

de faire acte de candidature [14 janvier 1948] (p. 154) ; — la proposition de résolution adressant un hommage au nouvel Etat d'Israël : *Discussion générale* [20 mai 1948] (p. 2781, 2782) ; *Ses explications de vote sur la demande d'ajournement* (p. 2783). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux loyers : *Discussion du budget de la Présidence du Conseil* [18 juin 1948] (p. 3672) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 100 : *Situation de la presse* [26 juin 1948] (p. 4037, 4038, 4039, 4040, 4041) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 100 : *Ses observations sur la politique étrangère* [30 juillet 1948] (p. 5128, 5129) ; — de la proposition de loi portant révision des zones de salaires : *Sur l'urgence* [28 juin 1948] (p. 4072) ; — des interpellations sur le statut de la Ruhr : *Ses explications sur l'ordre du jour de M. Scherer* [2 décembre 1948] (p. 7368, 7369) ; — du projet de loi portant fixation du budget général 1949 (Dépenses civiles) ; Art. 1^{er} : *Situation des réfugiés espagnols* [31 décembre 1948] (p. 8221, 8222). — Est élue *Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6).

En cette qualité :

Préside : la 1^{re} séance du 28 janvier 1949 (p. 217) ; la 1^{re} séance du 3 février 1949 (p. 297) ; la 2^e séance du 10 février 1949 (p. 465) ; la 1^{re} séance du 22 février 1949 (p. 777) ; la 3^e séance du 1^{er} mars 1949 (p. 1067) ; la 1^{re} séance du 3 mars 1949 (p. 1157) ; la 1^{re} séance du 9 mars 1949 (p. 1389) ; la 1^{re} séance du 10 mars 1949 (p. 1478) ; la 1^{re} séance du 22 mars 1949 (p. 1669) ; la 2^e séance du 31 mars 1949 (p. 1922) ; la 1^{re} séance du 5 avril 1949 (p. 2023) ; la 1^{re} partie de la 3^e séance du 12 avril 1949 (p. 2332) ; la 1^{re} séance du 24 mai 1949 (p. 2851) ; la 1^{re} séance du 3 juin 1949 (p. 3108) ; la 1^{re} séance du 10 juin 1949 (p. 3271) ; la 3^e séance du 16 juin 1949 (p. 3429) ; la 1^{re} séance du 21 juin 1949 (p. 3527) ; la 1^{re} partie de la 3^e séance du 21 juin 1949 (p. 3569) ; la 2^e partie de la 2^e séance du 23 juin 1949 (p. 3705) ; la 2^e séance du 24 juin 1949 (p. 3766) ; la séance du 2 juillet 1949 (p. 4092) ; la 1^{re} partie de la 3^e séance du 5 juillet 1949 (p. 4219) ; la 1^{re} séance du 9 juillet 1949 (p. 4451) ; la 1^{re} séance du 11 juillet 1949 (p. 4567) ; la 3^e séance du 11 juillet 1949 (p. 4621) ; la 2^e partie de la 2^e séance du 13 juillet 1949 (p. 4742) ; la 3^e séance du 25 juillet 1949

(p. 5242); la 1^{re} partie de la 3^e séance du 26 juillet 1949 (p. 5295); la 2^e séance du 22 novembre 1949 (p. 6176); la 3^e séance du 1^{er} décembre 1949 (p. 6517); la 1^{re} séance du 16 décembre 1949 (p. 6949); la 2^e séance du 26 décembre 1949 (p. 7261); la 1^{re} séance du 27 décembre 1949 (p. 7329); la 1^{re} séance du 31 décembre 1949 (p. 7637). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse; Art. 12 : *Son amendement tendant à prévoir une taxe spéciale sur les dessins et plans étrangers* [27 janvier 1949] (p. 176). — Est entendue sur le procès-verbal de la cérémonie commémorative du centenaire de la mort de F. Chopin [8 février 1949] (p. 399). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant le Code du travail : *Discussion générale* [18 février 1949] (p. 700, 701). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative au détournement par des employés de la préfecture de Gap, de dossiers d'Espagnols résistants [4 mars 1949] (p. 1257). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à une exposition de la Résistance : *Discussion générale* [3 juin 1949] (p. 3151); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3152). — Est entendue sur le règlement de l'ordre du jour : *Suppression de la séance du mardi matin* [3 juin 1949] (p. 3152). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1130 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour les missions temporaires à l'étranger* [16 juin 1949] (p. 3406); — d'une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à sanctionner une infraction au règlement : *Question posée par M. Fonlupt-Esperaber* [7 juillet 1949] (p. 4329); — d'une proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuite contre les membres de l'Assemblée Nationale; Art. 2 : *Amendement de M. Minjoz tendant à modifier le titre de la proposition de loi* [8 juillet 1949] (p. 4437); — du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe : *Discussion générale* [9 juillet 1949] (p. 4480, 4481, 4482, 4483); Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir la gratuité des fonctions de délégué* (p. 4502); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [23 juillet 1949] (p. 5107). — Dépose une demande d'interpellation sur l'expulsion de sept marins grecs en partance pour la Tchécoslovaquie [20 juillet 1949] (p. 4895). — Prend

part à la discussion : du projet de loi portant ratification du Pacte Atlantique (*Suite du débat*) [22 juillet 1949] (p. 5073); — du projet de loi portant réforme du régime des pensions de certains personnels de l'Etat amendé par le Conseil de la République : *Sa proposition de renvoyer le débat au lendemain* [30 juillet 1949] (p. 5614). — Dépose une demande d'interpellation sur les poursuites intentées par le Gouvernement aux organisations manifestant contre la guerre d'Indochine [25 novembre 1949] (p. 6357). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis; Article unique : *Procédure du vote* [15 mars 1950] (p. 2089); *Son amendement tendant à compléter l'article par un alinéa prévoyant que les armes livrées par l'Amérique ne seront pas destinées à des opérations de police* (p. 2089, 2090, 2091); *Son rappel au règlement (Utilisation du temps de parole accordé au groupe communiste)* (p. 2098). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question relative aux Français détenus à la prison de San Miguel de Los Reyes (Espagne) [17 mars 1950] (p. 2144, 2145). — Dépose une demande d'interpellation : sur la bienveillance manifestée par le Gouvernement envers certains nazis et des journaux comme *le Figaro* qui publient leurs souvenirs [1^{er} avril 1950] (p. 2789); — sur le déroulement du procès intenté contre Mme Lambert et M. Signor à Brest [24 mai 1950] (p. 3861). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; JUSTICE : *Discussion générale* [1^{er} juin 1950] (p. 4113). — Est entendue : sur un incident (*Ses observations sur le terme de « bicot » qui aurait été appliqué au Sultan du Maroc par M. Moch*) [19 octobre 1950] (p. 7021); — sur une modification de l'ordre du jour (*Débat sur le réarmement de l'Allemagne*) [20 octobre 1950] (p. 7088, 7089). — Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 11 : *Amendement de M. Bourbon tendant à ne pas appliquer le chapitre aux condamnés pour meurtres, tortures et délations* [17 novembre 1950] (p. 7893, 7894); Art. 17 : *Son amendement tendant à supprimer le chapitre prévoyant des libérations anticipées quelle que soit la durée de la peine* [4 décembre 1950] (p. 8482, 8483, 8484, 8485); Art. 18 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux libérations anti-*

ciées (p. 8497). — Est entendue : sur le procès-verbal de la séance précédente (*Discussion du budget des Affaires étrangères*) [5 décembre 1950] (p. 8614); — sur la nomination des membres de la Commission des affaires étrangères (*Cas de M. Marin*) [25 janvier 1951] (p. 363). — Dépose une demande d'interpellation sur le vote d'une résolution américaine par la France à l'O. N. U. qui prolonge la guerre de Corée [2 février 1951] (p. 679). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 100 : *Ses observations sur l'arrestation de militants communistes espagnols* [6 février 1951] (p. 797); COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Chap. 1000 : *Voyage de M. Bardèche en Allemagne* [5 avril 1951] (p. 2734). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion des interpellations sur la politique internationale*) [6 février 1951] (p. 801, 802). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale une question relative aux allocations familiales accordées aux réfugiés espagnols [16 mars 1951] (p. 2049). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 13 : *Son amendement tendant à élire les candidats ayant obtenu la majorité absolue des électeurs inscrits* [21 mars 1951] (p. 2330, 2331); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 1^{er} : *Insuffisance des 263 milliards de crédits prévus* [13 avril 1951] (p. 3259, 3260, 3261).

BRILLOUET (M. Maurice), Député de la Charente-Maritime.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la comptabilité (p. 103); de la Commission des finances [21 janvier 1947] (p. 27); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la

Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3014), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347).

Dépôts :

Le 17 juillet 1947, une proposition de loi tendant à modifier le régime fiscal applicable aux ostréiculteurs-mytiliculteurs, n° 2048. — Le 25 août 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 5376. — Le 23 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux viticulteurs et agriculteurs sinistrés de la Charente-Maritime, à la suite des orages de grêle de fin juillet et commencement août, des indemnités, des crédits à faible intérêt et des dégrèvements d'impôts, n° 5520. — Le 25 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour permettre aux Coopératives laitières productrices et aux producteurs de caséine, de sous-produits laitiers, d'écouler leur production à un prix rémunérateur et d'éviter toutes importations, n° 6609. — Le 16 juin 1949, une proposition de loi tendant à abroger les taxes sur les produits laitiers instituées pour financer le Fonds national de progrès agricole, n° 7469.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947; Dépenses civiles; Etat A; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Secrétariat de la Marine Marchande; Chap. 518 : *Subvention à l'office scientifique des pêches maritimes* [18 juillet 1947] (p. 3215); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 12 bis : *Son amendement tendant à élever l'abattement à la base à 80.000 francs pour les ostréiculteurs* [23 avril 1948] (p. 2226); *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à élever cet abattement à la base à 60.000 francs* (p. 2227); *Son amendement tendant à appliquer l'article aux ostréiculteurs employant leurs parents ou moins de deux ouvriers* (p. 2227, 2228); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Art. 29 ex 52 : *Droits de consommation sur les vins à appellation contrôlée* [10 juin 1948]

(p. 3383) : — du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères nationales : *Discussion générale* [13 mai 1948] (p. 2581). — Son rapport sur les élections du département de la Marne [11 juin 1948] (p. 3480). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A : EDUCATION NATIONALE, Chap. 352 : *Fonctionnement des centres d'apprentissage* [4 août 1948] (p. 5312) ; — du projet de loi relatif à l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948 : Art. 20 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux droits d'examens* [20 août 1948] (p. 6062) ; — du projet de loi relatif au regroupement des services administratifs : *Discussion générale (Reclassement des démineurs)* [23 août 1948] (p. 6111) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'agriculture ; Chap. 513 : *Amendement de M. Lucas tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aide à l'amélioration de la production agricole* [12 avril 1949] (p. 2368). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture de l'arsenal maritime de Rochefort et les répercussions de cette mesure sur le personnel [12 avril 1949] (p. 2417) ; et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [7 juin 1949] (p. 3173, 3174, 3177, 3178). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [14 avril 1949] (p. 2450). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur la fermeture de l'arsenal de Rochefort* [25 mai 1949] (p. 2893). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques ; Art. 1^{er} ter : *Son amendement tendant à conserver l'usine de la S. N. C. A. S. O. à Rochefort* [28 juin 1949] (p. 3847, 3848, 3849). — Dépose une demande d'interpellation sur l'explosion du dépôt de bombes de Bussac-la-Forêt (Charente - Maritime) le 18 août 1949 [13 octobre 1949] (p. 5765). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; Article additionnel : *Son amendement relatif au régime fiscal des mytiliculteurs* [27 décembre 1949] (p. 7375, 7376) ; *Son amendement tendant à inclure dans la cédule des bénéficiaires agricoles, les champignon-*

nières et les exploitations avicoles, ostréicoles et piscicoles (p. 7377) ; — des interpellations sur les incendies de forêt des Landes : *Discussion générale* [17 janvier 1950] (p. 357, 358, 359) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République ; Art. 7 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte voté en première lecture concernant la mytiliculture* [29 janvier 1950] (p. 759) ; — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat ; Art. 1^{er} : *Sous-amendement de M. Citerne tendant à appliquer les dispositions prévues aux membres du Gouvernement* [3 mars 1950] (p. 4851) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour la réparation des dommages de guerre ; Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir la répartition des crédits entre les diverses catégories de sinistrés* [28 mars 1950] (p. 2495, 2496) ; *Son amendement relatif à l'attribution de priorités nationales de reconstruction d'immeubles* (p. 2498) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 6120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le déminage et le désobusage* [14 juin 1950] (p. 4737, 4738) ; *le retire* (p. 4738). — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 4080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour bonification d'intérêt pour les emprunts émis par les organismes d'habitation à bon marché* [15 décembre 1950] (p. 9167, 9168) ; — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement ; Art. 1^{er} : *Ouverture d'un crédit de 740 milliards pour le budget militaire* [29 décembre 1950] (p. 9782, 9783, 9784) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour 1951 ; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION ; Art. 2 : *Son amendement relatif à la part des crédits affectée aux priorités nationales* [18 avril 1951] (p. 3472).

BRIN (M.), (Premier président de la Cour des Comptes).

Dépose le rapport de la Cour des Comptes [22 décembre 1948] (p. 7855), [29 juin 1950] (p. 5278).

BRUNE (M. Charles), (*Sénateur de l'Eure-et-Loir*).

Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones.

(Cabinet BIDAULT)

du 7 février 1950 au 29 juin 1950.

Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones.

(2^e Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin 1950 au 11 juillet 1950.

Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones.

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951.

Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones.

(3^e Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars 1951 au 10 juillet 1951.

Dépôts :

Le 12 juin 1950, un projet de loi portant organisation des services postaux des valeurs à recouvrer et des envois contre remboursement, n^o 10256 — Le 28 avril 1951, un projet de loi tendant à modifier la loi n^o 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n^o 13019.

Interventions :

Est nommé *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones* (cabinet Bidault) [7 février 1950] (*J.O.* du 7 février 1950) (p. 1479).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils ; P. T. T., Chap. 0010 : *Ses observations sur le budget annexe des P. T. T.* [3 mai 1950] (p. 3196, 3197, 3198 3199) ; Chap. 1020 : *Amendement de M. Barrot tendant à rétablir les crédits prévus pour le centre national d'études des télécommunications* (p. 3200) ; Chap. 1040 : *Amendement de M. Barrot tendant à rétablir les crédits prévus pour les auxiliaires du centre national d'études des télécommunications* (p. 3200) ; Chap. 1050 : *Amendement de M. de Moro Giafferi tendant à rétablir les crédits demandés pour le personnel des services de direction* (p. 3201) ; Chap. 1060 : *Amendement de M. Barthélémy tendant à réduire*

de 1.000 francs les crédits pour le personnel titulaire du service intérieur des bureaux (p. 3202, 3203) ; *Amendement de M. Bianchini tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Observations sur les transformations d'emplois)* (p. 3204, 3205) ; Chap. 1070 : *Amendement de M. Barel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel du service de la distribution (Observations sur la création d'emplois)* (p. 3205) ; Chap. 1110 : *Amendement de M. de Moro-Giafferi tendant à rétablir les crédits demandés pour le personnel des services d'enseignement* (p. 3218) ; Chap. 1120 : *Amendement de M. de Moro-Giafferi tendant à rétablir les crédits demandés pour le personnel des services spéciaux* (p. 3219) ; Chap. 1160 : *Amendement de M. de Moro-Giafferi tendant à rétablir partiellement les crédits demandés pour le personnel auxiliaire des services techniques spécialisés* (p. 3219) ; Chap. 1230 : *Amendement de M. Morand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Observations sur la prime de danger)* (p. 3220) ; *Amendement de Mme Reyraud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Primes de logement)* (p. 3220) ; *Amendement de M. Dufour tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Primes de chaussures et de bicyclettes)* (p. 3221) ; Chap. 1240 : *Amendement de M. Aubry tendant à rétablir partiellement les crédits demandés pour les indemnités éventuelles* (p. 3222) ; Chap. 1280 : *Rajustement de la rémunération des fonctionnaires des P. T. T.* (p. 3224) ; Chap. 3010 : *Amendement de M. Aubry tendant à rétablir partiellement les crédits demandés pour indemnités de mission et de voyages* (p. 3225) ; Chap. 3030 : *Amendement de M. de Moro-Giafferi tendant à rétablir les crédits demandés pour le chauffage, l'éclairage et le mobilier des services extérieurs* (p. 3225) ; Chap. 3040 : *Amendement de M. E. Hugues tendant à rétablir les crédits demandés pour travaux d'impression* (p. 3226, 3227) ; Chap. 3080 : *Amendement de M. E. Hugues tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel électrique (Ligne téléphonique Paris-Riviera)* (p. 3227) ; Chap. 3090 : *Amendement de M. Barrot tendant à rétablir les crédits demandés pour le fonctionnement du centre national d'études des télécommunications* (p. 3228). — Donne sa démission de *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones* (Cabinet Bidault) [29 juin 1950] (p. 5278). — Est nommé *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones*

(Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J.O.* du 3 juillet 1950) (p. 7131). - Sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368). — Est nommé *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones* (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950) (p. 7563).

En cette qualité :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les mesures prises contre 2 dirigeants de la fédération syndicale postale [20 février 1951] (p. 1355, 1356, 1357). — Donne sa démission de *Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Ministre des Postes Télégraphes et Téléphones* (3^e Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951) (p. 2642).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Grimaud tendant à permettre au président du tribunal siégeant en référé d'accorder des délais de longue durée aux locataires qui doivent être expulsés* [28 avril 1951] (p. 4159); Art. 2 : *Amendement de M. Montillot tendant à supprimer l'article prévoyant la rétroactivité de la loi* (p. 4163); Art. 3 : *Amendement de M. Montillot tendant à supprimer l'article relatif aux personnes occupant un logement au titre de leur profession* (p. 3164); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; P. T. T., Chap. 1000 : *Ses observations sur les revendications des postiers et la modernisation du téléphone* [2 mai 1951] (p. 4419, 4420, 4422, 4423); *Amendement de M. Aubry tendant à rétablir les crédits pour ce chapitre (auxiliaires détachés)* (p. 4428); Chap. 1010 : *Amendement de M. Aubry tendant à rétablir les crédits pour les contractuels et auxiliaires* (p. 4428); Chap. 1070 : *Amendement de M. Dufour tendant à rétablir les crédits pour le service des lignes (Suppression d'emplois)* (p. 4431); *Amendement de M. Barel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Création du principalat)* (p. 4431); Chap. 1090 : *Personnel de l'inspection générale* (p. 4433); Chap. 1110 : *Amendement de M. Baylet tendant à rétablir les crédits pour le personnel des services spéciaux (Ateliers du boulevard Brune)* (p. 4434); *Amendement de M. Barel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des services spéciaux (Services téléphoniques de nuit)*

(p. 4434); Chap. 1130 : *Personnel des services techniques spécialisés (Agents de la télégraphie sans fil)* (p. 4435); Chap. 1150 : *Amendement de M. Bianchini tendant à rétablir les crédits pour les contractuels (Suppression d'assistantes sociales)* (p. 4437); Chap. 1160 : *Amendement de M. Barthélémy tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour frais de remplacement (étalement de la période des congés)* (p. 4438); Chap. 1200 : *Supplément familial de traitement* (p. 4438, 4439); Chap. 1210 : *Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de résidence (agents des localités sinistrées)* (p. 4439); Chap. 1220 : *Amendement de M. Dufour tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Indemnités de chaussures et de bicyclettes)* (p. 4466); *Amendement de M. Juge tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (indemnités aux facteurs)* (p. 4468); Chap. 1230 : *Amendement de M. Dutard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités éventuelles (indemnités de congés)* (p. 4470); *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour pose de lignes télégraphiques* (p. 4470, 4471); *Amendement de M. Poumadère tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Indemnités de risques)* (p. 4471); *Amendement de M. Giovoni tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Primes d'insularité aux postiers de Corse)* (p. 4472); Chap. 1250 : *Amendement de M. Morand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour primes de rendement* (p. 4472); Chap. 1260 : *Rémunération des gérants des bureaux secondaires* (p. 4473); *Amendement de M. Baylet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (situation difficile des gérants)* (p. 4473); *Amendement analogue de Mme Chevrin* (p. 4474); Chap. 1280 : *Amendement de Mme Galicier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour pensions de retraites du personnel (Validation des services des jeunes facteurs)* (p. 4474, 4475); Chap. 3000 : *Amendement de Mme Reyraud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de mission (Abattements accordés aux agents ambulants pour l'impôt sur le revenu)* (p. 4475); Chap. 3010 : *Fournitures de l'administration centrale (non distribution du courrier adressé avenue Staline)* (p. 4476, 4477); Chap. 3090 : *Amendement de M. Barthélémy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour rattachement des abonnés du téléphone (Centre des Laumes à*

Montbard) (p. 4479); Amendement de M. Juge tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Cabines téléphoniques rurales) (p. 4479); Chap. 3100: Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le transport des correspondances et du personnel (Abonnements-poste internationaux) (p. 4480); Chap. 4010: Amendement de Mme Chevrin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour allocations de logements (Logements des fonctionnaires) (p. 4481); Chap. 5000: Subventions de fonctionnement aux divers organismes (Cantines) [4 mai 1951] (p. 4517); Chap. 6000: Secours (Personnel atteint de poliomyélite) (p. 4518); Article additionnel: Amendement de M. Juge tendant à accorder la franchise postale aux soldats en garnison en Afrique du nord (p. 4519); Sous-amendement de M. Baylet tendant à prévoir un règlement d'administration publique (p. 4519); Amendement de M. Noël tendant à prévoir l'installation de cabines téléphoniques communales dans les campagnes (p. 4520); Amendement de M. Baylet relatif au taux des communications téléphoniques interurbaines de la presse (p. 4521); Chap. 1050: Personnel titulaire (titularisation d'auxiliaires) (p. 4540); Amendement de Mme Reyraud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel titulaire (Dames inspecteurs adjoints) (p. 4541); Amendement de M. Barthélémy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Contrôleurs des installations mécanographiques) (p. 4543, 4544); Amendement de M. Barthélémy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Corps des receveurs) (p. 4545); Amendement de M. Barthélémy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Congés des agents comptables) (p. 4545); Chap. 1060: Amendement de M. Barthélémy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des services de distribution (création d'emplois de facteurs chefs) (p. 4546); Amendement de M. Barel tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (Principalat des facteurs) (p. 4546); CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE: Art. 1^{er}: Utilisation des excédents de la Caisse d'épargne [4 mai 1951] (p. 4523); P. T. T.; amendé par le Conseil de la République; Art. 2: Amendement de M. R. Schmitt tendant à reprendre le texte du Conseil de la République accordant la franchise postale à tous les militaires [22 mai 1951] (p. 5669); Art. 3: Amen-

dement de Mme Reyraud tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale prévoyant des réductions pour les communications téléphoniques des journaux et agences de presse (p. 5670). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi tendant à permettre la tierce opposition à l'encontre des décisions judiciaires [22 mai 1951] (p. 5683). — Répond à une question: de M. R. Schmitt relative au paiement des mandats à domicile [18 mai 1951] (p. 5439); — de M. Gérard Duprat relative aux coupes abusives de pins verts [18 mai 1951] (p. 5440). — Prend part à la discussion du projet de loi sur l'obligation en matière de statistiques, amendé par le Conseil de la République; Art. 4: Amendement de M. Courant tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au secret des organismes agréés vis-à-vis de l'administration [22 mai 1951] (p. 5704).

BRUSSET (M. Max), Député de la Charente-Maritime.

Son élection est validée [31 janvier 1947] (p. 124) = Est nommé membre: de la Commission de la presse [4 février 1947] (p. 148), [26 janvier 1948] (p. 195), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des pensions [4 janvier 1947] (p. 148), [26 janvier 1948] (p. 195) Est élu secrétaire de cette Commission [J. O. du 12 février 1948] (p. 1530). — Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [12 août 1948] (p. 5722). Est élu secrétaire de la Commission de la presse [J. O. du 21 janvier 1949] (p. 817) [J. O. du 20 janvier 1950] (p. 739), [J. O. du 27 janvier 1951] (p. 944). — Est nommé membre de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [25 janvier 1949] (p. 106), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré de la Haute-Cour de Justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944) [29 mai 1947] (p. 1783) [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts:

Le 31 janvier 1947, une proposition de loi tendant à aménager le régime fiscal en ce qui

concerne l'abattement à la base, n° 429. — Le 6 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 17, § 4 de l'ordonnance du 15 août 1945 en vue de faire bénéficier les veuves de guerre non remariées de l'abattement dont aurait bénéficié leur mari, n° 448. — Le 11 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier le régime fiscal applicable aux ostréiculteurs, n° 511. — Le 6 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions en vue de remédier aux abus auxquels peut donner lieu l'attribution de l'allocation aux catégories sociales économiquement faibles, n° 839. — Le 6 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les conditions d'application de la loi du 21 novembre 1940 sur l'amélioration de l'habitat rural, n° 843. — Le 27 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 53 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 1091. — Le 28 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proposer d'urgence au Parlement, conformément aux vœux des sinistrés, des modifications à la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 1125. — Le 28 mars 1947, une proposition de loi relative à la participation financière de l'Etat aux travaux d'amélioration de l'habitat rural, de remise en état et de création d'exploitations agricoles, n° 1146. — Le 12 juin 1947, une proposition de loi tendant à rétablir les majorations de pension pour enfants à toutes les veuves de guerre même lorsqu'elles bénéficient des allocations familiales, n° 1644. — Le 13 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux spectacles de music-hall, de variétés et d'attractions le bénéfice du taux de 3,50 0/0 de la taxe à la production accordé par le décret n° 47-733 du 18 avril 1947 aux théâtres, concerts symphoniques, cabarets d'auteurs, cirques, cinémas, etc., n° 1698. — Le 20 juin 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 41 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 1782. — Le 1^{er} juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux veuves de guerre non remariées un voyage annuel gratuit ou à prix réduit pour accompagner leurs enfants en vacances, n° 1876. — Le 8 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à

inviter le Gouvernement à augmenter la proportion des contingents de matières premières, en particulier de métaux ferreux et non ferreux attribués aux artisans, n° 1945. — Le 24 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Peytel tendant à accorder aux déportés politiques réunissant les conditions prévues par l'ordonnance n° 45-322 du 3 mars 1945, le bénéfice de la présomption d'origine, n° 2123. — Le 25 novembre 1947, une proposition de loi (rectifiée) tendant à réduire la durée des pouvoirs de l'Assemblée Nationale, n° 2698 (rectifié). — Le 27 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les mères de familles devenues veuves d'une majoration des prestations familiales, n° 2701. — Le 16 décembre 1947, une proposition de loi tendant à assurer aux familles nombreuses un mode de financement plus équitable des indemnités de reconstitution immobilière, n° 2870. — Le 26 janvier 1948, une proposition de loi tendant à faire bénéficier du régime de retraite de la loi du 14 avril 1924 certains agents permanents des offices départementaux des mutilés, anciens combattants, victimes de guerre et pupilles de la Nation, déjà pensionnés, n° 3137. — Le 29 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à décider que les chèques bancaires remis aux organismes apparentés à l'Etat, tels que la Sécurité sociale, les assurances sociales, les allocations familiales, etc., jouiront de la même gratuité pour l'encaissement que ceux qui sont acceptés présentement par les agents du Trésor, n° 3195. — Le 18 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n° 3443. — Le 20 mars 1948, une proposition de loi tendant à la création de ressources supplémentaires en faveur de la Caisse nationale des lettres, n° 3894. — Le 24 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de MM. Joseph Denais et Xavier Bouvier tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux mutilés des deux guerres des réductions de tarif sur les lignes de navigation aérienne, n° 5039. — Le 24 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. July portant

rajustement immédiat des pensions principales et des allocations s'y rattachant des grands blessés (grands invalides, aveugles de guerre, blessés de la face, blessés multiples et amputés, trépanés et blessés de la tête) à un taux au moins égal à celui des autres pensionnés civils et militaires, n° 5040. — Le 27 juillet 1948, une proposition de loi tendant à étendre le champ de l'ordonnance n° 45-875, du 1^{er} mai 1945, relative à la réintégration des démobilisés, prisonniers, déportés et assimilés, n° 5066. — Le 14 septembre 1948, une proposition de loi relative à l'expiration des pouvoirs de l'Assemblée Nationale, n° 5464. — Le 30 décembre 1949, une proposition de loi tendant à abroger l'article 33 de la loi du 8 avril 1946 sur la nationalisation du gaz et de l'électricité, n° 5979. — Le 15 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un crédit exceptionnel pour la célébration du cinquantième anniversaire de la découverte du radium par les savants Pierre et Marie Curie, n° 6453. — Le 18 février 1949, une proposition de loi tendant à étendre le champ d'application de la loi n° 47-1686 du 3 septembre 1947 (modifiant la législation des habitations à bon marché et instituant un régime provisoire de prêts) aux sociétés ou organismes habilités par le Centre national d'expansion du tourisme, pour la construction ou la transformation d'immeubles à usage hôtelier, n° 6502. — Le 22 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux contribuables un supplément de délai pour la remise de leurs déclarations de revenus, n° 6548. — Le 9 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser une compensation des impôts avec les créances sur l'Etat, n° 7398. — Le 23 juin 1949, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions sur la proposition de loi de M. René Pleven et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la liste des inéligibilités prévues par le paragraphe 3 de l'article 12 de la loi du 30 novembre 1875 modifié par l'article 45 de la loi du 5 octobre 1946, n° 7597. — Le 27 octobre 1949, une proposition de loi relative à l'expiration des pouvoirs de l'Assemblée Nationale, n° 8260. — Le 10 novembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-2384 du 27 octobre 1946, relative à la composition et au fonctionnement du Conseil

économique, n° 8379. — Le 1^{er} décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de la loi du 27 octobre 1947 relatif à la composition du Conseil économique, n° 8577. — Le 20 décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 8784. — Le 16 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité l'usine de la S.N.C.A.S.O. de Rochefort-sur-Mer, n° 9240. — Le 16 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à simplifier le travail de l'Institut national des statistiques et des enquêtes économiques et à accélérer ses méthodes, en matière d'inscriptions et de radiations sur les listes électorales, n° 9241. — Le 23 mars 1950, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions du Code du travail relatives aux économats, n° 9612. — Le 25 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à poursuivre la révision et l'unification de la législation relative à la revalorisation des rentes viagères de toutes natures, n° 10060. — Le 13 juillet 1950, un proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les agriculteurs victimes de l'ouragan du 2 juillet 1950 en Charente-Maritime des pertes qu'ils ont subies, n° 10593. — Le 20 février 1951, une proposition de loi tendant à réduire les pénalités encourues pour non-paiement des cotisations de sécurité sociale, n° 12270.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur la proposition de loi de M. Robert Bichet relative à la distribution des journaux : *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1146, 1147); Art. 17 bis : *Amendement de M. d'Astier de la Vigerie tendant à ce que la loi fixe le sort du matériel et des entreprises de distribution actuellement réquisitionnés* [29 mars 1947] (p. 1293); Art. 5 bis (suite) : *Amendement de M. Jacques Chastellain tendant à n'accorder la garantie de l'Etat qu'autant que les présidents et gérants auront donné leur caution personnelle conjointe ou solidaire* (p. 1310); *Ses observations sur l'ensemble* (p. 1311). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), JEUNESSE, ARTS ET LETTRES : *Discus-*

sion générale [10 juillet 1947] (p. 2921, 2922); Chap. 308 : *Son amendement tendant à réduire les crédits* (p. 2935); *le retire* (ibid) : Chap. 310 : *Diffusion de l'information à l'étranger* (p. 2937); Chap. 311 : *Amendement de M. Gossel tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement* (p. 2938); Chap. 501 : *Amendement de Mme Braun tendant à relever les crédits pour le centre de cinématographie* (p. 2939, 2940); Chap. 502 : *Amendement de M. Bardoux tendant à réduire les crédits pour subventions* (p. 2941). — Dépose une demande d'interpellation : sur la partialité de la Radiodiffusion française au service d'idéologies partisans [28 octobre 1947] (p. 4915); — sur la partialité évidente de la Radiodiffusion française au service d'idéologies partisans [28 novembre 1947] (p. 5234). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Déclaration de l'Archevêque de Paris* [29 novembre 1947] (p. 5323); — d'une proposition de loi relative aux allocations familiales et pensions des veuves de guerre, en seconde lecture : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6291); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions budgétaires; Art. 19 : *Son amendement relatif aux vins de liqueur bénéficiant de l'appellation contrôlée* [30 décembre 1947] (p. 6603). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Longueur des séances de nuit* [6 mars 1948] (p. 1454). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagements fiscaux amendé par le Conseil de la République; Art. 29 ex-52 : *Droits de consommation sur les vins d'appellation contrôlée* [10 juin 1948] (p. 3383); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, INFORMATION, Chap. 100 : *Fonds touchés par la presse* [28 juin 1948] (p. 4090); Chap. 500 : *Mauvaise organisation des débats* (p. 4090, 4092); DÉFENSE NATIONALE : *Son rappel au règlement (Vote sur l'ensemble)* (p. 4094); RADIODIFFUSION FRANÇAISE, Chap. 100 : *Réorganisation de la radio* [29 juin 1948] (p. 4141, 4142, 4146); — d'une proposition de résolution rendant hommage à la mémoire de Georges Mandel : *Discussion générale* [6 juillet 1948] (p. 4357); — du projet de loi portant fixation des dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949; Art. 3 : *Ouverture de crédits pour la radiodiffusion française (Ses observations sur l'émission*

« Tribune de Paris », la partialité des informations de la radio) [31 décembre 1948] (p. 8213, 8215); — du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse; Art. 3 : *Amendement de M. Mont tendant à constituer la commission de surveillance de la presse enfantine au Ministère de la Justice* [27 janvier 1949] (p. 144); *Amendement de Mme François tendant à supprimer le représentant de l'enseignement privé* (p. 147); *Son amendement tendant à prévoir un père de famille comme représentant* (p. 149); Art. 7 : *Amendement de M. Dominjon tendant à prévoir l'interdiction temporaire de la publication condamnée* (p. 154); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine (*Proposition de M. Juglos d'interrompre la discussion*) [10 mars 1949] (p. 1528); — du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative en Cochinchine : *Question préalable posée par M. Ammeran* [11 mars 1949] (p. 1545, 1546); — d'une proposition de résolution relative à la répartition de l'essence; *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1918); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil; Chap. 111 : *Ses observations sur le manque d'objectivité de la radio* [7 avril 1949] (p. 2213). — Dépose une demande d'interpellation : sur le transfert de l'arsenal maritime de Rochefort [14 avril 1949] (p. 2494); — sur la réduction d'activité des ateliers de la S. N. C. A. S. O. à Rochefort [14 avril 1949] (p. 2494); et est entendu sur la date de discussion de cette interpellation [7 juin 1949] (p. 3174, 3175, 3178). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 14 : *Amendement de M. Badie tendant à réduire les taxes et droits sur les alcools* [2 juin 1949] (p. 3061); — du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques; Art. 1^{er} : *Sous-amendement de M. Gaborit tendant à tenir compte pour l'aliénation de la rentabilité de la cadence de production des usines* [28 juin 1949] (p. 3865, 3866); — du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget annexe de la Radiodiffusion française; Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 107 : *Amendement de M. Desson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions artistiques* [21 juillet 1949] (p. 4939); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [30 juillet 1949] (p. 5578).

— Dépose une demande d'interpellation : sur l'explosion du camp de Bussac le 18 août 1949 [13 octobre 1949] (p. 5765); — sur l'explosion du camp de Bussac le 18 août 1949 [1^{er} décembre 1949] (p. 6531); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [6 décembre 1949] (p. 6635). — Prend part à la discussion des interpellations sur les incendies de forêts des Landes (*Développe son interpellation sur l'explosion du dépôt de munitions situé au camp de Bussac*) [19 janvier 1950] (p. 354, 355, 356, 359). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour permettre aux propriétaires économiquement faibles de bénéficier de majorations de loyers [16 février 1950] (p. 1124). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950; Art. 1^{er}, Etat A, MARINE : *Ses observations sur le budget de la Marine (Base de Rochefort)* [11 mai 1950] (p. 3578, 3579); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; RADIODIFFUSION : *Discussion générale (Ses observations sur la publicité à la radiodiffusion)* [2 juin 1950] (p. 4195, 4196); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 4070 : *Contribution de l'Etat au régime de la sécurité sociale des étudiants* [22 juillet 1950] (p. 5800). — Dépose une demande d'interpellation : sur le refus d'inscription d'une jeune fille au concours de l'École normale primaire par l'inspecteur d'académie de la Charente-Maritime [4 août 1950] (p. 6639); — sur la scandaleuse campagne de provocation envers nos alliés américains, entreprise dans la Charente-Maritime [12 novembre 1950] (p. 7914). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Article additionnel : *Son amendement tendant à abroger l'article 14 de la loi sur les dommages de guerre* [4 décembre 1950] (p. 8536); *le retire* (p. 8538); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 13 : *Son amendement tendant à élire les candidats ayant obtenu plus de 55 0/0 des voix* [21 mars 1951] (p. 2332); Art. 14 : *Demande de suspension de séance présentée par M. Minjoz* (p. 2338); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; RADIODIFFUSION, Chap. 1000 : *Ses observations sur l'impartialité de la radio pendant les cam-*

pagnes électorales et le budget de la télévision [9 avril 1951] (p. 2980, 2981, 2983, 2984); Chap. 1090 : *Publicité compensée à la radio* [10 avril 1951] (p. 3001, 3002, 3003); Chap. 6032 : *Amendement de M. Barel tendant à supprimer les crédits pour la participation à l'exploitation de Radio 51* (p. 3031). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite de la discussion du budget de la radio*) [9 avril 1951] (p. 2986, 2987). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; RADIODIFFUSION, Art. 16 : *Amendement de M. Baylet tendant à établir une taxe sur la publicité diffusée par des postes situés à l'étranger* [11 avril 1951] (p. 3141). — S'excuse de son absence [22 juillet 1947] (p. 3348), [17 mai 1949] (p. 2536), [3 juin 1949] (p. 3136). — Obtient des congés [22 juillet 1947] (p. 3348), [17 mai 1949] (p. 2536), [3 juin 1949] (p. 3136).

BRUYNEEL (M. Robert), Député du Loir-et-Cher.

*Sous-Secrétaire d'Etat
à la Vice-Présidence du Conseil*

(Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102). Est élu secrétaire de cette commission [J. O. du 29 janvier 1948] (p. 964). Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission de la presse [14 novembre 1950] (p. 7662); de la Commission de la réforme administrative [1^{er} août 1947] (p. 3837). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [9 août 1948] (p. 5577). — Est nommé membre de la Commission de la défense nationale [23 janvier 1951] (p. 347).

Dépôts :

Le 28 janvier 1947, une proposition de loi tendant à fixer l'avancement et la retraite des

fonctionnaires internés et déportés, en raison du rôle que leurs fonctions leur ont permis de jouer dans la résistance à l'ennemi, n° 376. — Le 6 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 440 bis du Code de l'enregistrement pour le mettre en harmonie avec les dispositions des articles 815 et 832 du Code civil et de l'arrêté du 22 juillet 1944 sur le partage, n° 447. — Le 25 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs de Loir-et-Cher dont les récoltes ont subi de très graves dommages par suite de chutes de grêle, n° 1816. — Le 9 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté totale au marché des vins et des alcools, n° 1960. — Le 5 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs dont les chevaux de labour sont morts par suite des chaleurs exceptionnelles de cet été, n° 2235. — Le 24 février 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 48 du Code du vin, n° 3541. — Le 12 juin 1948, une proposition de loi portant réversibilité sur le mari survivant de la pension d'ancienneté de la femme fonctionnaire morte en déportation lorsque la déportation a été motivée par la Résistance à l'ennemi, en tant que fonctionnaire, n° 4542. — Le 1^{er} juillet 1948, une proposition de loi tendant à proroger jusqu'au 15 septembre 1948 les délais de souscription à l'emprunt libérateur institué par la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948, n° 4803. — Le 3 février 1950, une proposition de loi portant révision des cessions de droits à indemnité de sinistres immobiliers, n° 9154. — Le 25 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes de l'orage de grêle qui a sévi dans la vallée du Cher (Loir-et-Cher), le 23 mai 1950, n° 10067. — Le 14 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 50-948 du 8 août 1950 portant fixation du budget annexe des prestations familiales agricoles pour l'exercice 1950 en rétablissant l'allocation de salaire unique aux membres salariés de la famille de l'exploitant agricole, n° 11274. — Le 7 décembre 1950, une proposition de loi portant extension à la guerre 1939-1945 des dispositions de la loi du 27 avril 1916 instituant un diplôme à remettre aux familles des officiers, sous-officiers et soldats des armées de terre et

de mer morts pour la Patrie, depuis le début des hostilités, n° 11557. — Le 5 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures efficaces pour remédier à la mévente actuelle des vins et pour redonner confiance aux vignerons, n° 12696.

Interventions :

Est entendu au cours des débats : sur la représentation au Conseil de la République des Français résidant dans les pays de protectorat [19 décembre 1946] (p. 133); — sur la proclamation de sept membres du Conseil de la République (*Sa demande de renvoi à la Commission*) (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures modifiant les conditions de répartition des essences par la création d'un marché parallèle [28 janvier 1947] (p. 55).; Demande à la développer [13 février 1947] (p. 304). — Est entendu : dans la discussion des interpellations relatives à la politique économique, au commerce et au ravitaillement (*Répartition et prix des carburants automobiles*) [18 février 1947] (p. 361 et suiv.); — au cours du débat sur le projet de loi maintenant en vigueur certaines dispositions prorogées par la loi du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités; Art. 1^{er}: *Son amendement tendant à permettre le fonctionnement de la poste navale pendant les opérations militaires en Indochine* [25 février 1947] (p. 432). — Prend part à la discussion des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande : *Son ordre du jour pur et simple* [16 mai 1947] (p. 1647); *le soutient* (p. 1649). — Dépose une proposition de résolution invitant le Gouvernement à rendre la liberté aux vins et alcools [9 juillet 1947] (p. 2881). — Est entendu au cours du débat sur les interpellations relatives à la politique économique et financière du Gouvernement : (*Vente du savon*) [25 juin 1947] (p. 2432); *Ordre du jour de confiance de M. Lussy (Explications de vote)* [4 juillet 1947] (p. 2746, 2747). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition du Gouvernement 25 novembre 1947. (p. 5134); la développe [27 novembre 1947] (p. 5149, 5150, 5151); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance au Gouvernement présenté par M. Lecourt* (p. 5189). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélève-

ment exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [22 décembre 1947] (p. 6164, 6165); — du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs; Art. 2 : *Son amendement tendant à faire accepter ces billets pour le paiement des dettes envers l'Etat* [29 janvier 1948] (p. 288); — de la proposition de résolution de M. Duclos relative au dépôt et au remboursement des billets de 5.000 francs : *Discussion générale* [3 février 1948] (p. 360); — des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Ses observations sur la réouverture de la frontière espagnole* [27 février 1948] (p. 1210, 1211); — du projet de loi relatif au dégageant de cadres : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre le rapport de la Commission* [1^{er} juin 1948] (p. 3050, 3051); Article unique : *Son amendement tendant à ne pas licencier les Résistants* [3 juin 1948] (p. 3174, 3175); *Son amendement tendant à protéger les fonctionnaires titulaires avant juin 1940* (p. 3180, 3181); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 3183, 3184); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit en 1948: Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 100 : *Amendement de M. Bétolaud tendant à supprimer le chapitre relatif aux états-majors* [28 juin 1948] (p. 4093, 4094); Chap. 301 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le matériel* (p. 4094, 4095, 4096); Chap. 3013 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour frais de réception* (p. 4096); Chap. 305 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour documentation et publications* (p. 4096); Chap. 307 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour remboursement à plusieurs administrations* (p. 4096); — de sa proposition de loi prorogeant les délais de souscription à l'emprunt libératoire : *Discussion générale* [9 juillet 1948] (p. 4558, 4559). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses explications de vote sur le programme de M. R. Schuman* [31 août 1948] (p. 6416, 6417). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à la Vice-Présidence du Conseil* [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948, p. 9010).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général 1949 (Dépenses civiles); Art. 1^{er}, JUSTICE : *Amendement de M. Citerne tendant à réduire de 80 millions*

915.000 francs les crédits (Hausse des loyers) [31 décembre 1948] (p. 8232); — du projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles; Art. 4 : *Amendement de M. Charpentier tendant à faire payer par le budget général les agents de l'Etat du service des prestations familiales agricoles* [11 février 1949] (p. 509). — Répond à une question : de M. Cristofol relative au remboursement aux agents d'une société concessionnaire d'Etat de la différence entre le traitement légal garanti par la loi et les traitements perçus chez un autre employeur [11 février 1949] (p. 532); — de Mme Rachel Lempereur relative à l'exonération de l'impôt général sur le revenu qui n'est pas accordée aux titulaires de pension pour invalidité résultant du service [11 février 1949] (p. 532, 533). — Prend part à la discussion de la proposition de loi modifiant l'article 380 du Code pénal relatif au vol entre parents; Article unique : *Amendement de M. Montillot tendant à simplifier le texte* [11 février 1949] (p. 543). — Répond à une question : de M. Paumier relative au montant des sommes encaissées par la Caisse des alcools et l'utilisation de cet argent [4 mars 1949] (p. 1256); — de M. Barthélemy relative à l'insuffisance des crédits obtenus par les P. T. T. [4 mars 1949] (p. 1257); — de Mme Francine Lefebvre relative au paiement de l'allocation logement aux économiquement faibles [4 mars 1949] (p. 1257). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la reconstruction et de l'urbanisme : *Discussion générale* [23 mars 1949] (p. 1790); Chap. 100 : *Traitement du personnel (Réduction des effectifs)* (p. 1791); Chap. 310 : *Amendement présenté par M. Fagon tendant à reprendre l'abattement proposé par le Gouvernement pour l'entretien du matériel automobile* (p. 1792); Chap. 501 : *Subventions aux centres scientifiques et techniques du bâtiment* (p. 1792); Chap. 610 : *Frais du crédit foncier pour l'étude et la réalisation de prêts complémentaires* (p. 1792, 1793). — Répond à une question : de M. Le Coutaller relative aux impôts cédulaires, taxe de transaction, auxquels sont assujettis les patrons pêcheurs ayant la qualité d'armateurs gérants [1^{er} avril 1949] (p. 1998); — de M. Gernez relative aux sanctions encourues par les propriétaires refusant d'acquitter la contribution foncière de leur immeuble réquisitionné pour des sinistrés et réfugiés [1^{er} avril 1949] (p. 1998); — de

M. Triboulet relative aux sociétés professionnelles chargées de la congélation de la viande et de l'acquisition des aliments pour le bétail régies par les décrets du 11 octobre 1947 [8 avril 1949] (p. 2247, 2248); — de M. Garet relative à la possibilité pour un redevable du prélèvement exceptionnel de s'acquitter en souscrivant au nom de sa femme ou de ses enfants [8 avril 1949] (p. 2248); — de M. Depreux relative au dégrèvement des personnes qui ont loué en meublé une partie de leur habitation pour remédier à la crise du logement [8 avril 1949] (p. 2248); — de M. Lucien Lambert relative aux répartitions de pneus faites parmi les agriculteurs et les transporteurs de France et particulièrement des Bouches-du-Rhône [8 avril 1949] (p. 2248); — de M. Bé-ranger relative au nombre et à l'importance des immeubles libérés par les administrations publiques depuis 1947 [3 juin 1949] (p. 3128); — de M. Depreux relative aux mesures prises pour que le rapport annuel de la Cour des Comptes puisse être déposé et publié dans les plus brefs délais [3 juin 1949] (p. 3129); — de M. Bouxom relative à la parution d'un décret précisant les conditions dans lesquelles la Caisse des dépôts et consignations payera un acompte provisionnel sur la majoration des rentes viagères de l'Etat [17 juin 1949] (p. 3483); — de M. Anxionnaz relative au paiement indû par un contribuable du quart provisionnel à deux reprises et majoré de 10 0/0 pour retard [17 juin 1949] (p. 3483); — de M. Lussy relative à l'établissement du bilan par une entreprise alsacienne sinistrée et spoliée pendant la guerre [17 juin 1949] (p. 3483); — de M. Kriegel-Valrimont relative au décret du 30 juin 1948 relatif à la réparation des dommages exceptionnels causés par des calamités publiques [17 juin 1949] (p. 3483); — de M. d'Aragon relative à la suppression du Commissariat au tourisme [17 juin 1949] (p. 3485); — de M. Citerne relative à l'aménagement du marais de la vallée de la Sèvre [24 juin 1949] p. 3771); — de M. J.-R. Guyon relative à la transmission d'une pharmacie à un héritier qui n'a pas encore obtenu le diplôme de pharmacien [24 juin 1949] (p. 3771, 3772). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion du projet de loi portant découpage des circonscriptions électorales dans les territoires d'outre-mer* [28 juin 1949] (p. 3835). — Répond à une question de M. Paumier relative à l'achat

de lait de conserve américain [8 juillet 1949] (p. 4413, 4414). — Donne sa démission de Sous-Secrétaire d'Etat à la Vice-Présidence du Conseil [13 octobre 1949] (p. 5764).

En qualité de Député :

Pose à M. le Ministre d'Etat chargé de la Fonction publique une question relative au nombre de directeurs dans les Ministères [28 avril 1950] (p. 3061, 3062). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950; Art. 1^{er}, Etat A, MARINE : *Ses observations sur le budget de la Marine* [11 mai 1950] (p. 3564, 3565, 3566, 3567, 3568, 3578, 3579); Chap. 1005 : *Amendement de M. R. Schmitt tendant à réduire de 1 million 200.000 francs les crédits pour la solde des officiers* (p. 3580); — des interpellations sur les événements d'Indochine : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Chevallier* [19 octobre 1950] (p. 7020); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour la prise en considération du projet gouvernemental* [27 février 1951] (p. 1665, 1666); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Impossibilité d'une autre loi)* [27 avril 1951] (p. 4112); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à prévoir le scrutin uninominal à deux tours* [28 avril 1951] (p. 4192). = S'excuse de son absence [3 novembre 1949] (p. 5957); [27 novembre 1950] (p. 8177). = Obtient des congés [3 novembre 1949] (p. 5957); [28 novembre 1950] (p. 8177).

BURLOT (M. André), Député du Loir-et-Cher.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 194), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de comptabilité [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la réforme administrative [1^{er} août 1947] (p. 3837). — Est désigné par la Commission des finances pour

faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte (Application de l'art. 70 de la loi du 24 mars 1947, modifiée par la loi du 3 juillet 1947) 15 mars 1950, (F. n° 527) 24 février 1951 (F. n° 680) — Est nommé juré à la Haute Cour de Justice (Instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [15 juillet 1947] (p. 3016), [26 janvier 1948] (p. 195).

Dépôts :

Le 28 mars 1947, une proposition de loi tendant à instituer l'allocation logement, n° 1144. — Le 4 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les conditions à remplir pour bénéficier des assurances maladie, maternité et invalidité telles qu'elles sont prévues notamment par l'ordonnance du 19 octobre 1945, n° 1908. — Le 9 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à la fusion des groupements entre sociétés d'assurances sur la vie pour la garantie des risques de guerre institués dans la métropole et en Afrique du Nord, n° 1954. — Le 30 décembre 1947, une proposition de loi relative à la réforme budgétaire et comptable de l'Etat, n° 3052. — Le 3 février 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant prise en charge par l'Etat de la rémunération des gouverneurs généraux, des gouverneurs, des inspecteurs généraux des affaires administratives, des secrétaires généraux, des administrateurs et des magistrats, ainsi que des dépenses de gendarmerie, dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 3225. — Le 5 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la limite des revenus pour l'attribution des allocations aux économiquement faibles, n° 3266. — Le 12 février 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de résolution : 1° de Mlle Archimède et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à conserver au franc Antilles-Guyane le taux fixé par la réforme monétaire de décembre 1945 ; 2° de M. Martine et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à conserver au franc C. F. A. en Côte française

des Somalis le taux fixé par la réforme monétaire de décembre 1945 ; 3° de M. Silandre et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application de la dévaluation en ce qui concerne le franc africain et le franc des départements d'outre-mer qui sont dotés d'une caisse de péréquation ; 4° de M. René Plevin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à renoncer à la dévaluation du franc C. F. A. ; 5° de M. Duveau tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer d'urgence, pour le territoire de Madagascar, le taux de change du franc C. F. A. et à suspendre, dans ce territoire, l'application des mesures de dévaluation concernant cette monnaie ; 6° de M. Lisette et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir pour l'Afrique équatoriale française et l'Afrique occidentale française, le franc C. F. A. au taux fixé par la réforme monétaire de décembre 1945 ; 7° de M. Laurelli tendant à inviter le Gouvernement à remédier par des mesures appropriées aux graves conséquences de la dévaluation du franc dans le territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon, n° 3359. — Le 12 février 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur les propositions de résolution : 1° de Mlle Archimède et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à conserver au franc Antilles-Guyane le taux fixé par la réforme monétaire de décembre 1945 ; 2° de M. Martine et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à conserver au franc C. F. A. en Côte française des Somalis le taux fixé par la réforme monétaire de décembre 1945 ; 3° de M. Silandre et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application de la dévaluation en ce qui concerne le franc africain et le franc des départements d'outre-mer qui sont dotés d'une caisse de péréquation ; 4° de M. René Plevin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à renoncer à la dévaluation du franc C. F. A. ; 5° de M. Duveau tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer d'urgence, pour le territoire de Madagascar, le taux de change du franc C. F. A. et à suspendre, dans ce territoire, l'application des mesures de dévaluation concernant cette monnaie ; 6° de M. Lisette et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir pour l'Afrique équatoriale française et l'Afrique occidentale française le franc

C. F. A. au taux fixé par la réforme monétaire de décembre 1945 ; 7° de M. Laurelli tendant à inviter le Gouvernement à remédier par des mesures appropriées aux graves conséquences de la dévaluation du franc dans le territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon, n° 3360. — Le 27 février 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution, adoptée par l'Assemblée de l'Union française, recommandant au Gouvernement de la République et à l'Assemblée Nationale de fixer la subvention à attribuer par voie budgétaire aux territoires d'outre-mer pour la réalisation des plans sociaux et économiques en 1948 au montant minimum nécessaire pour l'exécution desdits plans ; de décider, dès à présent, le montant de la subvention minima afférente au premier semestre 1949, et, en général, d'accroître les moyens d'exécution des plans des territoires d'outre-mer (crédits, devises, monnaie-matière, fournitures prioritaires) dans la répartition de ces moyens entre la métropole et les territoires d'outre-mer, n° 3612. — Le 4 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au paiement dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle des indemnités afférentes à certaines catégories d'opérations d'assurances dommages et d'assurances de personnes, n° 3639. — Le 5 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret instituant une taxe sur les locaux insuffisamment occupés, en assimilant le départ d'un enfant au décès de l'un des conjoints, n° 3694. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), France d'outre-mer, I. — Dépenses civiles, n° 4046. — Le 27 mai 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à modifier la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 portant création d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer et portant autorisation de dépenses et ouverture de crédits au titre du budget général pour l'exercice 1948, n° 4317. — Le 27 mai 1948, un rapport au nom

de la Commission des finances sur le projet de loi portant création d'un « Fonds de compensation » des îles Saint-Pierre-et-Miquelon, n° 4343. — Le 10 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au paiement dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle des indemnités afférentes à certaines catégories d'opérations d'assurances dommages et d'assurances de personnes, n° 4520. — Le 7 juillet 1948, une proposition de loi tendant à favoriser l'octroi d'avantages complémentaires à ceux qui résultent de la sécurité sociale, n° 4894. — Le 28 avril 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au contingentement des rhums des départements et territoires d'outre-mer, n° 5085. — Le 29 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à accélérer la liquidation du Fonds commun institué par l'article 2 de l'acte, provisoirement applicable, dit « loi du 24 décembre 1943 relative à l'assurance des sinistres résultant d'actes de sabotage », n° 5100. — Le 19 août 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses (dépenses civiles de reconstruction et d'équipement) en vue du regroupement des services administratifs, n° 5319. — Le 1^{er} février 1949, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des allocations familiales aux étudiants ou apprentis infirmes âgés de plus de 20 ans, n° 6259. — Le 3 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits au budget de la France d'outre-mer (cyclone de la Nouvelle-Calédonie), n° 6284. — Le 3 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant approbation du compte définitif des recettes et dépenses du budget local de la Réunion (exercice 1946), n° 6285. — Le 3 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi approuvant les comptes définitifs des recettes et des dépenses du budget local du Togo : — Exercices 1945 et 1946, n° 6286. — Le 3 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant approbation du compte définitif des recettes et des dépenses du budget annexe du

chemin de fer et du wharf du Togo (exercice 1946), n° 6287. — Le 3 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi approuvant le compte définitif des recettes et dépenses du budget local de la Côte française des Somalis (exercice 1946), n° 6288. — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de la France d'outre-mer par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6512. — Le 22 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits au budget de la France d'outre-mer (Subvention au budget local du Territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon), n° 6837. — Le 30 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant ouverture de crédits au budget de la France d'outre-mer (cyclone de la Nouvelle-Calédonie), n° 6889. — Le 14 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de la France d'outre-mer par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 7091. — Le 14 avril 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 11 de la loi n° 46-2389 du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 7103. — Le 19 mai 1949, une proposition de loi portant modification de l'organisation de la sécurité sociale, n° 7198. — Le 27 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif à l'organisation et au fonctionnement d'une mission d'études aux îles Kerguelen et Crozet, n° 8864. — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 8426 (annexe n° 9). — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 8426 (annexe n° 9 rectifié). — Le 20 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet

de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses au titre du budget général de l'exercice 1949 [Subventions au fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (F. I. D. E. S.) et au fonds d'investissement pour le développement économique et social des départements d'outre-mer (F. I. D. O. M.)], n° 8776. — Le 20 janvier 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2, paragraphe 2, de la loi du 2 août 1949 relative aux baux à loyer de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel et artisanal, détruits par suite d'actes de guerre, n° 9019. — Le 3 mars 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant réorganisation du régime de l'émission à Madagascar, n° 9432. — Le 16 mai 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à fixer les conditions d'attribution des soldes et indemnités des fonctionnaires civils et militaires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, les conditions de recrutement, de mise en congé ou à la retraite de ces mêmes fonctionnaires, n° 9968. — Le 17 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses au titre du budget général de l'exercice 1949 [Subventions au fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (F. I. D. E. S.) et au fonds d'investissement pour le développement économique et social des départements d'outre-mer (F. I. D. O. M.)], n° 9985. — Le 24 mai 1950, un extrait du rapport général supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 10035 (annexe n° 9). — Le 31 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à allouer aux populations sinistrées de Loir-et-Cher une indemnité compensatrice pour les dégâts occasionnés par les récentes chutes de grêle, n° 10133. — Le 28 juillet 1950, un rapport au nom de la

Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (France d'outre-mer), n° 10812. — Le 25 octobre 1950 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les conditions d'inscription imposées aux candidats désirant se présenter à l'examen du brevet professionnel de comptable, n° 11115. — Le 2 novembre 1950, une proposition de loi tendant à fixer le mode d'élection des députés à l'Assemblée Nationale, n° 11139. — Le 15 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de résolution : 1° de M. Lisette (n° 11083) tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention immédiate au territoire du Tchad en vue de secourir les sinistrés et de réparer les dégâts causés par les trombes d'eau qui se sont abattues sur le territoire du Tchad en juillet, août et septembre 1950 ; 2° de M. Malbrant (n° 11202) tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence une subvention aux territoires du Tchad et de l'Oubangui pour secourir les victimes des pluies torrentielles et des inondations dont ont souffert ces territoires au cours des trois derniers mois et pour concourir à la réparation des dégâts subis, n° 11665 (rectifié). — Le 30 janvier 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de résolution : 1° de M. Saïd Mohamed Cheikh et plusieurs de ses collègues (n° 11814) tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention immédiate de 15 millions à l'archipel des Comores en vue de secourir les sinistrés et de réparer les dommages causés par le cyclone du 22 décembre 1950 ; 2° de M. Duveau et plusieurs de ses collègues (n° 11815) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux victimes du cyclone survenu dans l'archipel des Comores le 22 décembre 1950 ; 3° de M. Castellani (n° 11901) tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux victimes les plus éprouvées du cyclone qui a dévasté l'archipel des Comores le 22 décembre 1950, n° 11998. — Le 7 février 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur : 1 le projet de loi (n° 5882) relatif à la réparation des dommages causés aux biens et aux personnes à la suite des troubles survenus à Madagascar ; 2° la proposition de loi de M. Duveau et plusieurs de ses collègues (n° 2705)

tendant à réparer les dommages causés aux personnes et aux biens des victimes de la rébellion malgache, n° 12092. — Le 14 février 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de résolution (n° 12110) de M. Duveau tendant à inviter le Gouvernement à apporter ravitaillement et aide financière au territoire de Madagascar dont l'extrême sud vient d'être ravagé par un violent cyclone qui fit de nombreuses victimes et causa des pertes matérielles considérables, n° 12195. — Le 28 février 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11039, annexe n° 2) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (France d'outre-mer et Etats associés) France d'outre-mer, I. — Dépenses civiles, n° 12369. — Le 5 avril 1951, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de l'article 8 de la loi n° 49-1032 du 31 juillet 1949 aux successions des oncles et tantes recueillies par les orphelins de guerre, n° 12716. — Le 11 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 12752) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (France d'outre-mer, I. — Dépenses civiles), n° 12764. — Le 28 avril 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur : I. le projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du Ministère de la France d'outre-mer ; II. les propositions de loi : 1° de M. Aubame et plusieurs de ses collègues instituant un Code du travail pour les territoires français d'Afrique relevant du Ministère de la France d'outre-mer ; 2° de M. Joseph Dumas et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un Code social pour les territoires d'outre-mer et les territoires associés dépendant du Ministère de la France d'outre-mer ; 3° de MM. Castellani, René Malbrant et Bayrou portant organisation du régime du travail dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer ; 4° de M. Mamadou Konaté et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un Code du travail dans les territoires d'outre-mer ; 5° de M. Fodé Mamadou Touré, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à l'application du Code du travail métropolitain et de la législation française sur la sécurité sociale aux populations de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale

française; 6° de M. Durand-Réville, sénateur, portant organisation du régime du travail dans les territoires de l'Union française, n° 13013. — Le 15 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 13157) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 12752) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (France d'outre-mer, I. — Dépenses civiles), n° 13250. — Le 16 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 13045) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Etats associés, I. — Dépenses civiles), n° 13269.

Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947; Art. 3 *ter* (suite) : *Son amendement tendant à interdire aux administrations publiques le renouvellement des baux conclus avant le 1^{er} septembre 1939 dans les villes de plus de 100.000 habitants* [25 mars 1947] (p. 1090); *Amendement de M. Peytel tendant à ce que les baux renouvelés ne puissent produire effet au-delà du 12 juillet 1948* (ibid.); — sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, Exercice 1947); Art. 130 *quinquies* : *Disjonction du 2^o alinéa introduisant la responsabilité personnelle des fonctionnaires du relogement* [29 mai 1947] (p. 1807); Art. 130 *sexies* : *Rattachement à la Présidence du Conseil des services appartenant à l'Economie nationale* (p. 1808); Dépenses civiles, Etat A, AGRICULTURE, Chap. 3102 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement pour les études en vue de la reconstitution agricole de certaines régions* [12 juin 1947] (p. 2053); RECONSTRUCTION ET URBANISME. Chap. 302 : *Utilisation du matériel inemployé* [19 juillet 1947] (p. 3258, 3259); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE. Chap. 110 : *Traitements du personnel titulaire des services extérieurs* [21 juillet 1947] (p. 3320); Chap. 300 : *Loyers et indemnités de réquisition* (p. 3321). — Est entendu dans la discussion : d'une proposition de résolution de M. Lecourt tendant à la nomination d'une com-

mission exceptionnelle de la réforme administrative : *Discussion générale* [24 juillet 1947] (p. 3478, 3479, 3480, 3481); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 : *Son amendement tendant à exonérer les contribuables des professions non commerciales dont l'impôt est prélevé à la source* [22 décembre 1947] (p. 6142). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 : *Son amendement relatif à l'abattement à la base pour les contribuables soumis à l'impôt sur les bénéfices non commerciaux* [3 janvier 1948] (p. 33); *le retire* (p. 36); — du projet de loi portant prise en charge par l'Etat du personnel de la France d'outre-mer; en qualité de *Rapporteur* [6 février 1948] (p. 483); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Lisette relatif aux frais de transports et indemnités de déplacement* [10 février 1948] (p. 588); — de propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux; en qualité de *Rapporteur* [10 février 1948] (p. 590, 591), [12 février 1948] (p. 661, 662). — Est entendu sur un incident (*Discussion sur la dévaluation des francs coloniaux*) [12 février 1948] (p. 665, 666). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux loyers; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer le 2^o alinéa* [10 février 1948] (p. 567); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (Budget 1948); Etat A, AGRICULTURE : *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1053, 1054); FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale* (p. 1069, 1070, 1071, 1077); — du projet de loi portant aménagement du budget récoaduit à l'exercice 1948; Etat A : TERRITOIRES D'OUTRE-MER; en qualité de *Rapporteur* [4 juin 1948] (p. 3240). [8 juin 1948] (p. 3285, 3286, 3287); Chap. 306 : *Matériel automobile* [9 juin 1948] (p. 3355); Chap. 310 : *Matériel de l'agence économique des colonies* (p. 3356); Chap. 311 : *Matériel de la section technique d'agriculture tropicale* (ibid.); Chap. 312 : *Service d'information* (ibid.); Chap. 317 : *Musée de la France d'outre-mer* (p. 3357); Chap. 701 : *Entretien des travailleurs indochinois* (p. 3361); — du projet de loi relatif au fonds d'investissement pour le développement économique et social des Territoires d'outre-mer; en qualité de *Rapporteur pour avis* [22 juin 1948] (p. 3786, 3787) — du projet de loi portant statut provisoire

la S.N.E.C.M.A. : *Discussion générale (Ses observations sur la gestion de la société, l'augmentation des effectifs, l'achat d'usines inutiles, la personnalité des directeurs et du haut personnel, le bilan)* [22 juin 1948] (p. 3798 et suiv.); Art. 1^{er} : *Qualificatif de fripouille attribué à M. Tillon* [24 juin 1948] (p. 3934); — du projet de loi relatif au paiement d'indemnités pour assurances en Alsace-Lorraine, amendé par le Conseil de la République; en qualité de Rapporteur [24 juin 1948] (p. 3929); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à faire ratifier par le Parlement les modifications budgétaires opérées* [9 août 1948] (p. 5599); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Art. 96 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [20 août 1948] (p. 6089); *Amendement de M. André tendant à déduire les sommes versées au titre de la taxe d'apprentissage* (p. 6090); — du projet de loi portant regroupement des services administratifs; en qualité de Rapporteur [23 août 1948] (p. 6108, 6109); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Truffaut tendant à augmenter de 200 millions les crédits accordés* (p. 6113); — du projet de loi portant retrait du privilège d'émission de la Banque d'Indochine; en qualité de Rapporteur pour avis [26 août 1948] (p. 6331). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à la répartition entre les négociants en charbon des sommes provenant de la réévaluation des stocks charbonniers [26 novembre 1948] (p. 7265). — Dépose une demande d'interpellation sur les économies à réaliser dans les administrations de l'Etat et les industries nationales [7 décembre 1948] (p. 7419); la retire [21 décembre 1948] (p. 7833). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la compression du nombre des fonctionnaires, les services inutiles, les pratiques budgétaires de crédits majorés, la lenteur d'application des décisions gouvernementales, la vente des biens mobiliers sous séquestres, la gestion de la S.N.E.C.M.A.)* [20 décembre 1948] (p. 7771 et suivantes); *Ses observations sur les organisations para-étatiques* [21 décembre 1948] (p. 7812). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général 1949 (Dépenses civiles); Art. 1^{er} : TRAVAUX

PUBLICS ET TRANSPORTS; *Amendement de MM. Dutard, Midol et Billat tendant à réduire les crédits (Ses observations sur la monnaie-matière acier)* [31 décembre 1948] (p. 8238) — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique et financière du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer [12 mars 1949] (p. 1612); la développe (*Ses observations sur l'augmentation des prix en A.O.F., les manipulations monétaires du franc C.F.A. et la répartition des crédits d'investissements*) [21 juin 1949] (p. 3551 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement sur le budget de la France d'outre-mer; en qualité de Rapporteur [31 mars 1949] (p. 1936, 1937); *Discussion générale* (p. 1939, 1953); Chap. 603 : *Caisse intercoloniale des retraites* [1^{er} avril 1949] (p. 1979); — des interpellations sur le fonctionnement de la Sécurité sociale : *Discussion générale* [10 juillet 1949] (p. 4553, 4554, 4555), [11 juillet 1949] (p. 4621); — d'une proposition de loi portant révision de certaines rentes viagères : *Discussion générale* [12 juillet 1949] (p. 4649); — du projet de loi portant réorganisation du régime d'émission à Madagascar; en qualité de Rapporteur pour avis [29 novembre 1949] (p. 6403, 6404, 6405); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à limiter à douze ans le renouvellement du privilège d'émission* [2 décembre 1949] (p. 6558, 6559); Art. 2 : *Son amendement tendant à maintenir la participation de l'Etat à 51,0/0 du capital* (p. 6561); Art. 3 : *Son amendement tendant à autoriser la Banque à pratiquer le réescompte des effets à moyen terme* (p. 6562); *Sous-amendement de M. Citerne tendant à prévoir également des crédits à court terme* (p. 6563); *Amendement de M. Duveau tendant à ouvrir des crédits sans intérêt aux Caisses de crédit agricole* (p. 6564); Art. 4 : *Son amendement tendant à inclure dans le conseil d'administration 4 membres élus par les assemblées représentatives locales* (p. 6581); *Son amendement tendant à inclure dans ce conseil d'administration, le président de la Caisse centrale de la France d'outre-mer* (p. 6581); *Son amendement tendant à porter de 5 à 6 le nombre des administrateurs privés de la société* (p. 6584); Art. 7 : *Son amendement tendant à dispenser les conventions prévues des droits de timbre et d'enregistrement* (p. 6586); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 41 : *Plan de réduction des dépenses publiques* [27 décembre 1949] (p. 7416, 7417);

Son amendement tendant à prévoir une étude par le Comité central d'enquête sur les services publics (p. 7418); — d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer; en qualité de *Rapporteur pour avis* [21 février 1950] (p. 1252, 1253, 1254), [23 février 1950] (p. 1321); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à prévoir des suppléments de solde pour le personnel de la France d'outre-mer selon un barème fixé par décret* (p. 1336); Art. 4 : *Son amendement tendant à ne pas augmenter le total des dépenses de personnel* (p. 1341); *Sous-amendement de M. Lamine-Guèye tendant à mentionner « pendant l'exercice courant »* (p. 1343); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 1 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale ne différenciant pas trois catégories de cadres distinctes* [15 juin 1950] (p. 4823); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; FRANCE D'OUTRE-MER; en qualité de *Rapporteur* [5 juin 1950] (p. 4288, 4289, 4290, 4291); Art. 2 : *Amendement de M. Lisette tendant à supprimer l'article faisant supporter, dès 1950, par les budgets locaux, les dépenses de la magistrature* [6 juin 1950] (p. 4319); *Nécessité d'une lettre rectificative* (p. 4322); Chap. 3220 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'entretien des travailleurs indochinois, présentée par le Gouvernement* (p. 4342, 4343); Chap. 4030 : *Œuvres sociales de la France d'outre-mer* (p. 4343); Chap. 5020 : *Amendement de M. Laurelli tendant à rétablir les crédits pour subventions au budget de Saint-Pierre et Miquelon* (p. 4343); Chap. 5050 : *Amendement de M. Malbrant tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office de la recherche scientifique d'outre-mer* (p. 4345); Chap. 6030 : *Amendement de M. Malbrant tendant à rétablir les crédits pour la gestion de la Caisse intercoloniale des retraites* (p. 4348); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; Art. 10 : *Son amendement tendant à porter à 10.000 francs la retraite des anciens combattants pour les anciens combattants économiquement faibles* [21 juillet 1950] (p. 5745). — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; FRANCE D'OUTRE-MER; en qualité de *Rapporteur* [4 avril 1951] (p. 2671); Chap. 1150 :

Amendement de M. Malbrant tendant à rétablir les crédits demandés pour l'Institut de médecine vétérinaire des pays tropicaux (p. 2697); Chap. 1280 : *Amendement de M. Arthaud tendant à rétablir les crédits demandés pour les magistrats des territoires d'outre-mer (Organisation judiciaire des territoires d'outre-mer)* (p. 2705); Chap. 3010 : *Demande de rétablissement des crédits pour missions temporaires à l'étranger, présentée par le Gouvernement* (p. 2709).

BURON (M. Robert), Député de la Mayenne.

Secrétaire d'Etat aux Finances (Affaires économiques)

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 29 juin 1950,

Secrétaire d'Etat aux affaires économiques

(2^e Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin 1950 au 11 juillet 1950,

Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951,

Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques

(3^e Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 194); — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (Applic. de la loi du 27 décembre 1945) [15 juillet 1947] (pr 3016).

Dépôts :

Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles), Etat A, Production industrielle, n^o 1556. — Le 27 novembre 1947, une proposition de loi concernant la prorogation, en raison de la guerre, de la durée des droits de propriété littéraire et artistique, n^o 2704. — Le 11 mars

1948, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels, **n° 3784**. — Le 20 avril 1948, une proposition de loi tendant à définir la situation des fermiers et métayers occupants de fait au regard de l'application de l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative au statut juridique du fermage et de la loi du 13 avril 1946, **n° 3935**. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires). — Industrie et commerce, **n° 4046**. — Le 30 avril 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Louvel, tendant à modifier certaines dispositions des lois des 8 avril 1946 et 21 octobre 1946 portant nationalisation de l'électricité et du gaz, **n° 4100**. — Le 19 juillet 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Louvel tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des combustibles minéraux, **n° 4991**. — Le 18 août 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédit au titre du Budget du Ministère de la Production industrielle pour l'exercice 1947, **n° 5306**.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1937 (Dépenses militaires) : *ses observations sur l'ensemble* [23 décembre 1946] (p. 361). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 17 : *Son amendement tendant à insérer un nouvel article en vue de diminuer le droit de timbre sur les billets délivrés à l'entrée des spectacles* [4 février 1947] (p. 159); le retire (p. 160); Art. 44 : *Amendements de M.M. Fernand Grenier et Robert Bichet tendant à dégrever les petites salles de spectacle* [6 février 1947] (p. 199); Art. 50 : *Son amendement tendant à fixer à 9 0/0 le taux limite de la taxe à*

la production sur les entreprises de spectacles (p. 203); Art. 59 : *Son amendement tendant à financer l'association française de normalisation par le produit de centimes additionnels à la patente* [7 février 1947] (p. 246); Art. 60 : *Son amendement relatif au taux de l'imposition additionnelle destinée à financer l'association française de normalisation* (ibid.). — Intervient dans la discussion de la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à faire signer les décrets de résiliation par le Ministre des Finances* [4 mars 1947] (p. 590); le retire (ibid.); *Son amendement tendant à remplacer dans le dernier alinéa les mots « au Ministre qui devra » par « aux Ministres qui devront »* (p. 591); Art. 13 : *Son amendement tendant à remplacer, dans le troisième alinéa, les mots « le Ministre de l'Intérieur » par « les Ministres de l'Intérieur et des Finances »* (p. 600). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947 : *Discussion générale* [5 mars 1947] (p. 646); Art. 29 : *Amendement de M. Arthaud tendant à porter de 20 à 25 0/0 les subventions accordées aux hôpitaux et hospices pour leurs travaux* (p. 680); Art. 32 : *Dépenses à engager par l'administration des chemins de fer de la Méditerranée au Niger* (p. 685); Etat C, *RADIODIFFUSION FRANÇAISE : Discussion générale* [7 mars 1947] (p. 779). — Participe à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 8 : *Amendement de M. Gilles Gizard tendant à reprendre le texte du Gouvernement sur les créations et extensions d'établissements commerciaux et industriels* [23 juin 1947] (p. 2372). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); JEUNESSE, ARTS ET LETTRES : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2918, 2919, 2920, 2926); Chap. 311 : *Amendement de M. Gosset tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement* (p. 2937, 2938); Chap. 501 : *Amendements de Mme Braun et M. Gosset tendant à relever les crédits pour le centre de cinématographie* (p. 2940); PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Discussion générale, en qualité de Rapporteur* [11 juillet 1947] (p. 2995, 2996, 3003); Chap. 109 : *Indemnités et allocations aux écoles des mines et écoles techniques* (p. 3005); Chap. 124 : *Amendement de M. Bougrain ten-*

dant à réduire les crédits pour le personnel contractuel [11 juillet 1947] (p. 3007); Chap. 709 : Amendement de M. Grésu tendant à réduire les crédits pour couvrir le déficit résultant d'importation de produits industriels (p. 3011); RADIO-DIFFUSION FRANÇAISE : Discussion générale [15 juillet 1947] (p. 3032, 3033, 3034); Chap. 100 : Traitements du personnel d'administration et des services extérieurs [16 juillet 1947] (p. 3048, 3049); Chap. 301 : Matériel d'exploitation (p. 3052); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : Discussion générale [17 juillet 1947] (p. 3119); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 157 : Centres éducatifs d'éducation populaire [22 juillet 1947] (p. 3398); Chap. 538 : Subventions aux associations sportives (p. 3431). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier en deuxième lecture (Budget ordinaire, exercice 1947, dépenses civiles); Art. 104 : Son amendement tendant à augmenter les avances à l'industrie du cinéma [31 juillet 1947] (p. 3741, 3742). — Intervient dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1947; Art. 2 additionnel : Amendement de M. Catrice tendant à modifier la base et le taux de l'impôt cédulaire [1^{er} août 1947] (p. 3859); Amendement de M. Cayeux tendant à modifier le calcul des impôts sur les professions libérales (p. 3863); Amendement de M. Catrice tendant à réviser le calcul des frais généraux dans les professions artisanales (p. 3863); Amendement de M. Rigal tendant à modifier le calcul des impôts cédulaires (p. 3863); Amendement de M. Cayeux tendant à réviser les taux de réduction pour charges de famille (p. 3864); Amendement de M. Rigal tendant à déduire des revenus imposables les impôts payés pour l'an passé (p. 3864); Amendement de M. Bergeret tendant à considérer les enfants de 21 à 25 ans étudiants comme à charge (p. 3865); Amendement de M. Cayeux tendant à considérer les vieillards de plus de 65 ans comme personnes à charge (p. 3865). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard du cinéma français [10 juillet 1947] (p. 2949). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour de la séance suivante [11 juillet 1947] (p. 3012). — Participe à la discussion : d'une proposition de résolution de M. Jean Moreau invitant le Gouvernement à améliorer le fonctionnement de la société nationale des surpluses, en qualité de Rapporteur

[19 août 1947] (p. 4413); — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie pour l'exercice 1947 : Demande de discussion d'urgence, en qualité de Rapporteur [2 septembre 1947] (p. 4832, 4833, 4834, 4835). — Demande à interpeller sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer la défense du cinéma français [29 novembre 1947] (p. 5428). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : Discussion générale [22 décembre 1947] (p. 6060, 6061, 6062, 6063, 6064, 6065, 6066); — du projet de loi portant réforme fiscale; Art. 88 : Amendement de M. Duclos relatif au dossier patrimonial et fiscal [29 décembre 1947] (p. 6459, 6460); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 3 : Son amendement concernant le maintien dans les lieux des sinistrés, spoliés et déportés [10 février 1948] (p. 572); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : Ses explications de vote sur l'ensemble [8 mars 1948] (p. 1559, 1560); — du projet de loi relatif au statut juridique des centres techniques industriels; Art. 8 : Son amendement tendant à supprimer l'article [16 mars 1948] (p. 1765); — de la proposition de résolution relative aux accords Blum-Byrnes : Discussion générale [18 mars 1948] (p. 1892, 1893); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : Discussion générale [20 avril 1948] (p. 2092, 2093); Art. 20 : Son amendement tendant à taxer les recettes perçues grâce à la sécurité sociale comme les traitements et salaires [23 avril 1948] (p. 2252); — de la proposition de loi modifiant les lois portant nationalisation du gaz et de l'électricité, en qualité de Rapporteur pour avis [20 mai 1948] (p. 2772, 2773); — du projet de loi portant aide temporaire à l'industrie du cinéma, en qualité de Rapporteur pour avis [29 juin 1948] (p. 4117 et suiv.); Art. 1^{er} : Amendement de M. Barel tendant à accorder une subvention d'un milliard immédiatement [30 juillet 1948] (p. 5088, 5089); Art. 2 : Création d'une taxe additionnelle sur le prix des places et d'une taxe de sortie des films (p. 5090); Amendement de M. Grenier tendant à exempter de la taxe de sortie les films non exploités commercialement (p. 5094); Art. 3 : Amendement de M. Lespès tendant à prévoir le concours de la confédération nationale du cinéma français (p. 5095); Amendement de M. Claudius Petit tendant à inclure

dans le conseil d'administration un représentant du Ministère de l'Éducation nationale (p. 5096); Amendement de M. Brault tendant à inclure dans ce conseil un représentant des syndicats d'ouvriers et techniciens (p. 5096); Amendement de M. Claudius Petit tendant à inclure dans ce conseil des représentants des producteurs et exploitants de films (p. 5097); Art. 4 : Amendements de Mme Nédelec et M. Verneyras relatifs à l'aide à apporter aux films réalisés avec participations étrangères (p. 5099); Explications de vote sur l'ensemble (p. 5103); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, **RADIODIFFUSION FRANÇAISE**, Chap. 100 : Ses observations sur la réorganisation nécessaire de la Radio [29 juin 1948] (p. 4137, 4138, 4139, 4145); **COMMERCE ET INDUSTRIE**, en qualité de Rapporteur [18 juillet 1948] (p. 4796 et suiv.); Chap. 114 : Service des fabrications de la production industrielle (p. 4805, 4806); Chap. 118 : Service des instruments de mesure (p. 4807); Chap. 316 : Entretien et fonctionnement du matériel automobile (p. 4809); Chap. 319 : Frais de déplacement (p. 4809, 4810); Chap. 332 : Amendement de M. Michel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour sondages et recherches géologiques (p. 4810); Chap. 402 : Œuvres sociales (Danger du benzolisme) (p. 4811); Amendement de M. Michel tendant à réduire les crédits de ce chapitre de 1.000 francs (ibid.); Chap. 502 : Amendement de M. Michel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits destinés à encourager l'artisanat (p. 4811); Chap. 508 : Subvention au centre national de cinématographie (p. 4812); Chap. 707 : Service de liquidation des marchés (p. 4812); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires (Exercice 1948); Etat A, Chap. 7062 : Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour le personnel de liquidation des hostilités [8 juillet 1948] (p. 4471); Chap. 7082 : Son amendement tendant à rétablir les crédits du Gouvernement pour les dépenses diverses résultant des hostilités (p. 4473). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (Adoption de ses amendements en son absence) [8 juillet 1948] (p. 4489). — Prend part à la discussion: de la proposition de loi modifiant la loi portant nationalisation des combustibles minéraux, en qualité de Rapporteur pour avis [29 juillet 1948] (p. 5020); Art. 8 : Amendement de M. Charlot relatif au combiné industriel

de Decazeville (p. 5024); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier : Discussion générale [9 août 1948] (p. 5580, 5581, 5582, 5583); Art. 4 : Son sous-amendement tendant à supprimer l'application des dispositions existantes (p. 5619, 5620); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : Amendement de M. Renard tendant à reprendre au troisième alinéa le texte du Conseil de la République [17 août 1948] (p. 5825); — du projet de loi relatif à la fixation de l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Art. 18 : Amendement de M. Moussu relatif au règlement et à la répartition de la taxe locale [20 août 1948] (p. 6060); Art. 30 : Amendement de M. Barel tendant à réduire l'impôt progressif sur les jeux (p. 6064); Art. 108 quater : Rattachement du service des fabrications de la production industrielle au Ministère des Forces armées (p. 6094); Article additionnel : Son amendement instituant une taxe sur les postes de télévision (p. 6095, 6096); le retire (ibid.); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 2, Etat B : Son amendement relatif à la taxe d'encouragement à la production textile [15 février 1949] (p. 577, 578); le retire (p. 578). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à prendre en faveur de l'exportation, étant donnée la faible importance des ventes françaises à l'étranger [22 février 1949] (p. 821). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement; Art. 1^{er} : Amendement de M. Louvel tendant à ouvrir pour trois mois un crédit de 67.250 millions [2 mars 1949] (p. 1137, 1138); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la santé publique et de la population; Chap. 508 : Subventions aux œuvres luttant contre la tuberculose [23 mars 1949] (p. 1784, 1785); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'industrie et du commerce, en qualité de Rapporteur [29 mars 1949] (p. 1818, 1819); Chap. 100 : Liquidation de l'O. C. R. P. I. (p. 1827, 1828); Chap. 311 : Demande du Gouvernement de suppression de l'abattement sur les paiements à la S. N. C. F. [30 mars 1949] (p. 1878, 1879); Chap. 314 : Demande du Gouvernement de suppression de l'abattement sur le matériel automobile (p. 1879); Chap. 501 : Encouragement à l'artisanat (p. 1880); Chap. 505 : Amendement de M. Verneyras tendant à réduire l'abattement pour la subvention

au centre national de la cinématographie (p. 1880, 1881); Chap. 506 : Amendement de M. Quilici tendant à supprimer l'abattement pour la subvention à la caisse de compensation des combustibles minéraux solides (p. 1882); Chap. 507 : Amendement de M. Michel tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur la subvention au Gaz de France (p. 1883). — Dépose une demande d'interpellation sur les dégrèvements fiscaux et avantages divers prévus pour les invalides, mutilés de guerre et infirmes du travail [29 mars 1949] (p. 1830). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (ses observations sur la situation financière, les difficultés de trésorerie de l'Etat, la hausse du prix de l'essence, la taxation des apéritifs à base d'alcool)* [24 mai 1949] (p. 2852, 2853, 2854, 2855); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 3 : *Fonctionnement du fonds de stabilisation des changes* [7 juillet 1949] (p. 4364, 4365); — d'une proposition de loi relative au minimum vital des aveugles et grands infirmes; Art. 3 : *Son amendement relatif à la délivrance de la carte d'invalidité* [19 juillet 1949] (p. 4764); *Son amendement tendant à faire délivrer cette carte par le préfet* (p. 4764); Art. 4 : *Son amendement relatif à la formation professionnelle des aveugles et invalides* (p. 4765); Art. 6 : *Son amendement tendant à mentionner la loi du 22 août 1946* (p. 4768); Art. 7 : *Application de l'article 16 de la loi des maxima à l'article prévoyant la gratuité des transports pour les invalides titulaires de la carte* (p. 4769); — d'une proposition de loi relative au régime de l'essence; Article unique : *Son amendement tendant à porter le contingent attribué aux prioritaires de 175 à 200 millions de litres* [21 juillet 1949] (p. 4905); — du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget de la radiodiffusion française; Art. 4 bis : *Contrôle des dépenses engagées* [21 juillet 1949] (p. 4925); Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 100 : Amendement de M. Forcinal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (*Observations sur Radio Andorre*) (p. 4933). — Est élu membre suppléant de l'Assemblée consultative européenne [26 juillet 1949] (p. 5313). — Est nommé Secrétaire d'Etat aux finances (Affaires économiques) (Cabinet Bidault) [décret du 29 octobre 1949] (*J. O.* du 31 octobre 1949, p. 10846).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au renouvellement du Conseil économique : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2301); — d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder des facilités de trésorerie aux entreprises : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2437, 2438). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Castellani sur la liberté de vente du café [28 mars 1950] (p. 2448, 2449). — Prend part à la discussion : des interpellations sur l'activité des brigades fiscales : *Discussion générale* [23 mai 1950] (p. 3809, 3810); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Discussion générale* [16 juin 1950] (p. 4919, 4921, 4924, 4925, 4926, 4927, 4928, 4929, 4930); Chap. 1000 : Amendement de Mme Lejeune tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (*Comité économique interministériel*) (p. 4921); Amendement de M. Julien tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (*travaux de la Commission nationale d'économies*) (p. 4935); Amendement de M. Julian tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (*transformation d'emplois*) (p. 4935); Chap. 1110 : Amendement de M. Gazier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour contrôleurs d'Etat (p. 4935, 4936); Chap. 1130 : Amendement de M. Barthélémy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service d'expansion économique à l'étranger (*crise des tailleries françaises de diamant*) (p. 4937); Chap. 1140 : Amendement de M. A. Denis tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des services d'expansion économique à l'étranger (*crise des porcelaines de Limoges*) (p. 4938); Chap. 1163 : *Délégués aux affaires économiques outre-mer (situation de la Guadeloupe)* (p. 4939); Chap. 1170 : Amendement de M. Coffin tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le contrôle et les enquêtes économiques (*suppression du contrôle économique en 1951*) (p. 4939, 4940); Chap. 1180 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel départemental du contrôle économique* (p. 4940); Chap. 1220 : Amendement de M. Gazier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Institut national de statistiques et études économiques (p. 4940); Chap. 3040 :

Frais de fonctionnement de l'administration centrale (p. 4942); Chap. 3060 : *Frais de fonctionnement du service de l'expansion économique à l'étranger* (p. 4943); Chap. 3140 : *Matériel de l'Institut national de statistiques* (p. 4943, 4944); *Amendement de M. Albert Rigal tendant à réduire de 10 millions les crédits de ce chapitre (création d'un fichier automobile)* (p. 4944, 4945); Chap. 3142 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le fichier central automobile* (p. 4945); Chap. 5060 : *Amendement de M. Greffier tendant à supprimer les crédits pour l'association française pour le développement de la productivité* (p. 4947, 4948); Chap. 6031 : *Liquidation des comptes spéciaux* (p. 4948, 4949). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat aux finances et aux Affaires économiques (Cabinet Bidault) [29 juin 1950] (p. 5278). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques* (Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950) (p. 7131); Sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques* (Cabinet Plevin) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950) (p. 7563).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'équipement des entreprises par le recours au crédit; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Toujas tendant à ne pas faire déterminer par décret les catégories d'outillage et de matériel qui bénéficieront des crédits* [27 juillet 1950] (p. 6093); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Nantissements possibles de l'outillage* [5 janvier 1951] (p. 163, 164); *Amendement de Mlle Dupuis relatif à la fixation par décrets des catégories d'outillage régies par la loi* (p. 164); Art. 4 : *Délai d'inscription du nantissement* (p. 166); Art. 11 : *Amendement de M. Leenhardt relatif à la publicité en cas de vente* (p. 168); Art. 13 : *Amendement de M. Bourbon tendant à tenir compte du privilège de la Sécurité sociale sur les biens grevés* (p. 169); Art. 21 quater : *Demande de disjonction de l'article prévoyant l'exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires* (p. 171); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 77 : *Avance de 25 milliards à la S. N. C. F. (difficultés de l'industrie gantière dans l'Aveyron)* [2 août 1950] (p. 6487); Art. 79 : *Amendement de M. Robert Prigent tendant à relever à 0,7 0/0 le taux de la taxe*

d'encouragement à la production textile (p. 6512); Article additionnel : *Amendement de M. Palewski tendant à transformer le service de la propriété industrielle en Institut national* (p. 6515); — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique : *Discussion générale* [7 février 1951] (p. 843, 844); Art. 3 : *Amendement de M. Alliot tendant à permettre au Conseil économique de donner son avis sur les moyens matériels nécessaires à la réalisation des plans prévus* (p. 845); Art. 5 : *Composition du Conseil économique* (p. 847); *Amendement de M. Hughes tendant à tenir compte des organisations les plus représentatives au moment de la désignation* (p. 848); *Amendement de M. Cayeux tendant à prévoir un représentant des sociétés coopératives d'achat* (p. 848); *Amendement de M. Hugues tendant à prévoir six représentants des entreprises nationalisées* (p. 849); *Amendement de M. d'Aragon tendant à inclure un représentant des communautés de travail* (p. 850); *Amendement de M. Malbrant tendant à prévoir 15 représentants des territoires d'outre-mer* (p. 850, 851); *Amendement de M. Weill Raynal tendant à prévoir un représentant de l'Épargne, un de la Propriété bâtie, un du Tourisme et un des Exportateurs* (p. 854, 855); *Amendement de M. Viard tendant à prévoir des représentants de l'Algérie* (p. 856, 857); Art. 9 : *Amendement de M. Maurice Guérin tendant à prévoir la présence de commissaires du Gouvernement* (p. 880, 881); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 5 : *Amendement de M. Schauflier tendant à reprendre le texte du Conseil de la République assurant une représentation distincte aux familles de chefs d'entreprise* [13 mars 1951] (p. 1847); *Amendement de M. Chautard tendant à prévoir un représentant de l'habitat* (p. 1851). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques* (3^e Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 13 : *Taxe d'encouragement à la production textile* [19 avril 1951] (p. 3591); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1000 : *Politique économique du Gouvernement et encouragement*

aux exportations [25 avril 1951] (p. 3940, 3941, 3942, 3943); Amendement de M. A. Rigal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (création de postes de contrôleurs) (p. 3960); Amendement de Mme Dupuis tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (services du ravitaillement) (p. 3961); Amendement de M. Julian tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (titularisation d'auxiliaires) (p. 3961); Chap. 1050 : Sa demande de rétablissement des crédits relatifs aux subventions économiques (p. 3963, 3964); Chap. 1160 : Amendement de M. Girard tendant à supprimer le chapitre relatif aux délégués dans les départements des territoires d'outre-mer (investissements aux Antilles) (p. 3965); Chap. 1170 : Sa demande de renvoi du chapitre relatif aux enquêtes

économiques (p. 3966); Chap. 1260 : Amendement de M. L. Lambert tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le comité supérieur du tarif des douanes (accords commerciaux franco-espagnol et franco-italien) (p. 3967); Chap. 3100 : Contrôle et enquêtes économiques (tickets de sucre) (p. 3968); Chap. 4060 : Installation de restaurants sociaux (p. 3970); Chap. 5080 : Amendement de M. Bergeret tendant à reprendre le chapitre prévoyant un remboursement de charges fiscales à certaines industries (exportations vers la zone dollar) (p. 3972); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, amendé par le Conseil de la République : explications de vote sur l'ensemble [22 mai 1951] (p. 5721). = S'excuse de son absence [5 août 1947] (p. 3924). = Obtient un congé [5 août 1947] (p. 3924).

NUMELEX

C

CACHIN (M. Marcel), *Député de la Seine*
(2^e circonscription).

Président d'âge.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 299); [25 janvier 1951] (p. 364). Est élu Président de cette Commission [*J. O.* du 30 décembre 1946] (p. 10783).

Prononce :

Le 28 novembre 1946, une allocution comme Président d'âge, n° 1. — Le 14 janvier 1947, une allocution comme Président d'âge, n° 235. — Le 13 janvier 1948, une allocution comme Président d'âge, n° 3091. — Le 11 janvier 1949, une allocution comme Président d'âge, n° 6053. — Le 10 janvier 1950, une allocution comme Président d'âge, n° 8951. — Le 9 janvier 1951, une allocution comme Président d'âge, n° 11886.

Interventions :

Préside en qualité de *Doyen d'âge* : la séance du 28 novembre 1946 (p. 1); — la séance du 29 novembre 1946 (p. 37); — la séance du 3 décembre 1946 (p. 45). — Déclare ouverte la session de 1946 conformément à l'article 98 de la Constitution [28 novembre 1946] (p. 1). — Son allocution en qualité de *Doyen d'âge*

[28 novembre 1946] (p. 1). — Préside en qualité de *Doyen d'âge* la séance du 14 janvier 1947 (p. 1). — Déclare ouverte la session annuelle de l'Assemblée Nationale pour 1947 (*ibid.*). — Son allocution en qualité de *Président d'âge* (*ibid.*). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Bonte sur les opérations effectuées contre le camp de Beauregard [18 novembre 1947] (p. 5054, 5055). — Préside, en qualité de *Président d'âge*, la séance du 13 janvier 1948 (p. 129). — Déclare ouverte la session annuelle de l'Assemblée Nationale pour 1948 [13 janvier 1948] (p. 129). — Son allocution en qualité de *Président d'âge* : *Centenaire de la Révolution de 1948, Conflits actuels dans le monde, Lettre d'Emile Zola du 15 janvier 1898 relative à l'affaire Dreyfus* [13 janvier 1948] (p. 129, 130, 131). — Préside la séance du 14 janvier 1948 (p. 145). — Au cours du débat sur l'élection du Bureau de l'Assemblée Nationale, donne lecture de sa lettre au Président de la République et de la réponse de celui-ci [14 janvier 1948] (p. 150, 151). — Préside, en qualité de *Doyen d'âge*, la séance du 11 janvier 1949 (p. 1). — Déclare ouverte la session [11 janvier 1949] (p. 1). — Son allocution en qualité de *Président d'âge* : (*Ses observations sur le programme de la Résistance, la Charte de l'Atlantique, la hausse des prix, les relations soviéto-américaines, la volonté de paix du peuple français*) [11 janvier 1949] (p. 1, 2, 3, 4). — Préside, en qualité de *Président d'âge*, la 1^{re} partie de la séance du 10 janvier 1950 [10 janvier 1950] (p. 189). — Déclare

ouverte la session annuelle de l'Assemblée Nationale pour 1950 [10 janvier 1950] (p. 189). — Son allocution en qualité de *Président d'âge* : (*Ses observations sur le développement économique et social des démocraties populaires, la crise américaine, les sentiments pacifiques de Condorcet, l'éventualité d'une guerre mondiale*) [10 janvier 1950] (p. 190, 191, 192). — Préside, en qualité de *Doyen d'âge*, la 1^{re} partie de la séance du 9 janvier 1951 (p. 309). — Déclare ouverte la session ordinaire de 1951 [9 janvier 1951] (p. 309). — Son allocution à l'Assemblée Nationale : (*Ses observations sur la grandeur de l'U.R.S.S., la part prépondérante de l'U.R.S.S. dans la victoire alliée, la situation économique précaire de la France, la force morale du communisme, la volonté de guerre des pays capitalistes*) [9 janvier 1951] (p. 309, 310, 311, 312, 313).

CADI (M. Abdel-Kader), Député de Constantine (2^e Collège, 1^{re} circonscription).

Son élection est validée [20 décembre 1946] (p. 186). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des finances [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194). — Est élu Secrétaire de la Commission de l'agriculture [*J. O.* du 21 décembre 1946] (p. 10803); [*J. O.* du 30 janvier 1948] (p. 1011). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de l'intérieur [18 janvier 1949] (p. 34); [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la production industrielle [25 janvier 1949] (p. 106); [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de la défense nationale [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 195); [4 mai 1948] (p. 2484); [1^{er} juin 1948] (p. 3049); [30 novembre 1948] (p. 7302).

Dépôt :

Le 21 mai 1949, une proposition de loi tendant à accorder une amnistie aux délinquants forestiers pour pacage et labours illicites dans les forêts domaniales d'Algérie, n° 7249.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur l'élection du Président du Gouvernement provisoire de la République [12 décembre 1946] (p. 80). — Prend part à la discussion de la déclaration du Gouvernement : (*Exécution de sept musulmans à Constantine*) [17 décembre 1946] (p. 114). — Est entendu au cours du débat sur les opérations électorales du département d'Alger (2^e Collège) [31 janvier 1947] (p. 123). — Dépose une demande d'interpellation sur le statut politique de l'Algérie et sur la politique musulmane de la France dans les pays musulmans du Moghreb et du Proche-Orient [13 février 1947] (p. 316). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [11 mars 1947] (p. 797); [20 mai 1947] (p. 1678). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Art. 32 : *Dépenses à engager par l'Administration des chemins de fer de la Méditerranée au Niger* [6 mars 1947] (p. 685); — des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande : *Ses explications de vote sur les ordres du jour déposés à l'issue du débat* [16 mai 1947] (p. 1657, 1658). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Date de discussion de son interpellation sur le statut politique de l'Algérie; Evasion d'Abd-El-Krim*) [25 juin 1947] (p. 2461, 2462); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Statut politique de l'Algérie*) [3 juillet 1947] (p. 2689); — au cours du débat sur le projet de loi d'amnistie; Art. 25 : *Amendement de M. Bentaïeb tendant à ce que les musulmans amnistiés ne subissent pas de confiscation pour profits illicites* [7 juillet 1947] (p. 2782); Art. 15 ter : *Amendement de M. Serre tendant à étendre l'amnistie aux amendes et confiscations de profits illicites en Algérie* [8 juillet 1947] (p. 2811). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Motion d'ajournement de M. Cudenet* [10 août 1947] (p. 4200, 4201); *Discussion générale* (p. 4215, 4216, 4217, 4218, 4219, 4220); [21 août 1947] (p. 4530); *Ses explications de vote sur le passage à la discussion des articles* (p. 4549, 4550); *Election de M. Fonlupt-Espe-raber en tant que Rapporteur* [22 août 1947] (p. 4565); *Sa réponse aux observations de M. René Mayer* (p. 4567). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président

du Conseil désigné par le Président de la République (M. Robert Schuman) : *Motion d'investiture présentée par M. Lussy (Ses explications de vote)* [21 novembre 1947] (p. 5115). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 francs : *Discussion générale* [29 janvier 1948] (p. 280); — des interpellations concernant la politique étrangère du Gouvernement : *Ses observations sur le problème palestinien* [4 mars 1948] (p. 1342, 1343); — des propositions de résolution invitant le Gouvernement à apporter des secours aux populations du Sud-Algérien; en qualité de *Rapporteur* [5 mars 1948] (p. 1386). — Dépose une demande d'interpellation sur le chargement à Port-de-Bouc du bateau *Altalina* à destination de la Palestine le 12 juin 1948 [18 juin 1948] (p. 3723). — Est entendu au cours du débat : sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Robert Schuman) : *Ses explications de vote sur l'investiture de M. Schuman* [31 août 1948] (p. 6418); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Queuille) : *Ses observations sur le programme de M. Queuille* [10 septembre 1948] (p. 6484, 6485). — Prend part à la discussion du projet de loi portant modification du statut de la Banque de l'Algérie : Art. 2 : *Amendement de M. Serre tendant à désigner deux administrateurs musulmans* [9 décembre 1948] (p. 7454). — Est entendu sur une communication du Gouvernement concernant les résultats de l'emprunt : *Demande d'affichage de M. de Menthon* [10 mars 1949] (p. 1507). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale (Ses observations sur les anciens combattants musulmans)* [19 mai 1949] (p. 2648); — de la proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuites contre des membres de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [8 juillet 1949] (p. 4439); — des interpellations sur le fonctionnement de la Sécurité sociale : *Discussion générale* [12 juillet 1949] (p. 4694, 4695). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer l'écoulement de la récolte de dattes algériennes [23 décembre 1949] (p. 7195); — sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer la parité entre les prix des orges algériennes et métropo-

litaines [23 décembre 1949] (p. 7195). — Prend part : à la discussion d'une proposition de loi relative au renouvellement du Conseil économique : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2301); — aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Queuille) (*Ses observations sur la déclaration ministérielle de M. Queuille*) [30 juin 1950] (p. 5330). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation en Tunisie [17 juillet 1950] (p. 5464). — Est entendu sur un incident (*Ses observations sur le terme de « bicot » appliqué au Sultan du Maroc par M. Moch*) [19 octobre 1950] (p. 7021). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'incompatibilité des fonctions publiques avec le mandat parlementaire : *Ses explications de vote sur l'article unique (Cas de M. Naegelen, Gouverneur général de l'Algérie)* [20 octobre 1950] (p. 7076); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Activité de la police en Algérie)* [27 février 1951] (p. 1656, 1657); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [26 avril 1951] (p. 4046); Art. 10 *quinquies* : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à la composition des bureaux de vote en Algérie* (p. 4065, 4066); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 18 : *Son amendement tendant à organiser les circonscriptions en Algérie pour un scrutin uninominal majoritaire à deux tours* [28 avril 1951] (p. 4200, 4201). — S'excuse de son absence [4 février 1947] (p. 148). — Obtient un congé [4 février 1947] (p. 148).

CAILLAVET (M. Henri), *Député du Lot-et-Garonne.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39) — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du travail et de la Sécurité sociale [16 décembre 1947] (p. 5757), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre

[18 janvier 1949] (p. 34), [8 mars 1949] (p. 4329), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de l'intérieur [20 février 1951] (p. 1338); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276); de la Commission chargée d'enquêter sur les incidents survenus en Côte d'Ivoire [9 mai 1950] (p. 3355). — Est nommé juge suppléant à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

Dépôts :

Le 23 mai 1947, une proposition de loi tendant à la création d'une Caisse nationale des calamités agricoles pour le blé et le vin, **n° 1449**. — Le 18 décembre 1947, une proposition de loi tendant à améliorer la situation des rentiers viagers, **n° 2886**. — Le 31 décembre 1947, une proposition de loi fixant le nouveau taux de la retraite des vieux travailleurs et étendant le bénéfice de cette mesure aux travailleurs des deux sexes salariés ou indépendants, des villes et des campagnes, **n° 3063**. — Le 12 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger l'arrêté du 30 août 1947 sur la déclaration de stocks de divers produits d'épicerie, **n° 3371**. — Le 18 mars 1948, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition du Conseil Economique, **n° 3848**. — Le 7 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les Directions régionales de l'Office national interprofessionnel des céréales, **n° 5447**. — Le 10 septembre 1948, une proposition de loi modifiant l'article 2 de la loi du 27 juillet 1880 (modifié par l'art. 1^{er} de la loi du 9 juillet 1931) relative à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs et interdits, et l'article 389, alinéa 7 du Code civil (modifié par l'art. 2 de la loi du 9 juillet 1931) relatif aux obligations du père, administrateur légal des biens des enfants mineurs, **n° 5463**. — Le 17 novembre 1948, une proposition de loi tendant à considérer que pour une durée de trois années la semaine légale du travail sera de 48 heures,

n° 5617. — Le 18 novembre 1948, une proposition de loi tendant à instaurer l'échange en nature blé-pain, **n° 5622**. — Le 11 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 317 du Code pénal relatif à la répression de l'avortement, **n° 6427**. — Le 9 mars 1949, une proposition de loi tendant à améliorer l'habitat rural, **n° 6734**. — Le 16 février 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 14 de la loi du 21 mai 1836 relatif aux subventions dues par certains usagers des chemins vicinaux, **n° 9231**. — Le 15 mars 1950, une proposition de loi portant aménagement du prélèvement sur les loyers et précisant la nature des organismes au profit desquels ce prélèvement est effectué, conformément à l'article 44 de la loi du 1^{er} septembre 1948, **n° 9501**. — Le 4 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser partiellement jusqu'à concurrence de 400 millions les dégâts occasionnés par la sécheresse à la récolte de tabac de 1949, **n° 10521**. — Le 25 juillet 1950, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, **n° 10736**. — Le 26 octobre 1950, une proposition de loi tendant à modifier les règles du statut du fermage et du métayage et notamment les paragraphes 2 et 3 de l'article 21 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée, le paragraphe 10 de l'article 22 *bis* de ladite ordonnance et les articles 51 à 59 de la loi du 13 avril 1946, **n° 11120**. — Le 15 décembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier les textes du Code civil relatifs aux régimes matrimoniaux et comportant l'institution du régime de participation aux acquêts comme régime légal de droits commun, **n° 11675**. — Le 3 avril 1951, une proposition de loi tendant à modifier le régime de la sécurité sociale en ce qui concerne les prélèvements effectués sur les heures supplémentaires, primes de rendement et autres participations des salariés aux bénéfices des entreprises, **n° 12678**.

Interventions :

Prend part à la discussion des interpellations sur les événements de Madagascar [8 mai 1947] (p. 4515 à 4517). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique gouvernementale aux Indes françaises [28 octobre 1947] (p. 4914); — sur la situation aux Indes françaises [27 no-

vembre 1947] (p. 5194). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* [22 décembre 1947] (p. 6159); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération des amendements au paragraphe 1^{er} de l'article 3* [5 janvier 1948] (p. 7879); — des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Ses observations sur la réouverture de la frontière espagnole* [27 février 1948] (p. 1212); — de la proposition de loi instituant le conseil général de Haute-Volta; Art. 2 : *Son amendement tendant à diminuer le nombre de représentants du 2^e collège* [18 mars 1948] (p. 1885). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à la baisse de 5 0/0 de janvier 1947 et à son application [4 juin 1948] (p. 3231). — Dépose une demande d'interpellation : sur le statut de la Ruhr [25 novembre 1948] (p. 7248); la développe (*Ses observations sur l'accroissement de la production de la Ruhr, les échanges commerciaux nécessaires avec l'Allemagne, l'entrée de la France au comité d'Essen*) [30 novembre 1948] (p. 7311, 7312); — sur la politique du Gouvernement en Indochine [25 février 1949] (p. 941); la développe (*Ses observations sur l'accord conclu récemment avec Bao Dai, la situation particulière de la Cochinchine*) [10 mars 1949] (p. 1526, 1527, 1528). — Prend part à la discussion : du projet de loi organisant un referendum dans la ville libre de Chandernagor : *Discussion générale* [25 mai 1949] (p. 2879, 2880); — du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 *ter* : *Droit d'option pour la citoyenneté française accordé aux Cochinchinois* [3 juin 1949] (p. 3145); — des interpellations sur la politique économique et financière dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [21 juin 1949] (p. 3591). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique française à l'égard du Fezzan [2 décembre 1949] (p. 6595); la développe [13 décembre 1949] (p. 6819, 6820). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 25 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre les amendements à cet article majorant la taxe à la production* [30 décembre 1949] (p. 7596, 7597). —

Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Tunisie [5 juin 1950] (p. 4248). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les événements d'Indochine : *Discussion générale (Ses observations sur les rapports de la Chine et du Viet-Minh et la nécessité mondiale de lutter contre le communisme)* [19 octobre 1950] (p. 6990, 6991, 6992); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage : *Discussion générale* [24 novembre 1950] (p. 8109, 8110). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement en matière de commerce extérieur et sur l'union douanière franco-italienne [15 décembre 1950] (p. 9154); — sur la politique du Gouvernement en matière « tabacole » [8 février 1951] (p. 907); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [20 février 1951] (p. 1360, 1361); la développe (p. 1387). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Son rappel au Règlement (Dépôt de sa motion préjudicielle)* [22 février 1951] (p. 1482, 1483); *Contre-projet de M. Chevallier tendant à élire les députés au scrutin d'arrondissement uninominal à deux tours* [23 février 1951] (p. 1570). — Dépose une demande d'interpellation sur le décret du 16 février 1951 relatif aux teintures et lotions capillaires vénéneuses [24 février 1951] (p. 1618). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [24 avril 1951] (p. 3841, 3842, 3843, 3844); Art. 2 : *Amendement de M. Cermolacce tendant à étendre le collège unique à tous les territoires d'outre-mer* (p. 3861); Art. 10 : *Son amendement tendant à exiger d'un fonctionnaire cessant ses fonctions, un délai d'un an avant de pouvoir faire acte de candidature dans le territoire où il exerçait* (p. 3897). TABLEAUX ANNEXES : *Son amendement tendant à établir le double collège au Cameroun* (p. 3901, 3902); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Inconvénients du collège unique)* (p. 3903, 3904). = S'excuse de son absence et obtient un congé [17 mai 1951] (p. 5336).

CALAS (M. Raoul), Député de l'Hérault.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commis-

sion de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 195) ; de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34).

Dépôts :

Le 9 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi portant amélioration de la situation des pensionnés sur la Caisse de retraites des marins et sur la Caisse générale de prévoyance des marins français, n° 2377. — Le 6 février 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Albert Petit et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'ordonnance n° 45-2493 du 24 octobre 1945 relative à la création d'un ensemble universitaire et scientifique dans la région parisienne ; 2° de M. Peytel et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'ordonnance n° 45-2493 du 24 octobre 1945 créant un centre universitaire et scientifique dans la région parisienne ; 3° de M. Edouard Depreux et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'ordonnance n° 45-2493 du 24 octobre 1945 relative à la création d'un ensemble universitaire et scientifique dans la région parisienne, n° 3289. — Le 12 février 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Albert Petit et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'ordonnance n° 45-2493 du 24 octobre 1945 relative à la création d'un ensemble universitaire et scientifique dans la région parisienne ; 2° de M. Peytel et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'ordonnance n° 45-2493 du 24 octobre 1945 créant un centre universitaire et scientifique dans la région parisienne ; 3° de M. Edouard Depreux et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'ordonnance n° 45-2493 du 24 octobre 1945, relative à la création d'un ensemble universitaire et scientifique dans la région parisienne ; 4° de M. Bacon et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'ordonnance n° 45-2493 du 24 octobre 1945 relative à la création d'un ensemble universitaire et scientifique dans la région parisienne, n° 3325. — Le 2 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition

de résolution de Mme Lucie Guérin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre en application dans son intégralité l'article 9 de la loi du 13 août 1947 portant le n° 47-1496, relatif à la rémunération des élèves maîtres et des élèves maitresses des écoles normales primaires en stage de formation professionnelle, par l'inscription au budget de l'Education nationale des crédits nécessaires à l'établissement de leurs traitements d'instituteurs stagiaires dès la première année de leur stage, n° 6645. — Le 17 juin 1949, une proposition de loi tendant à dégager les crédits nécessaires pour permettre l'application de l'article 31 du titre III de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires en allouant aux professeurs d'école normale une indemnité égale au huitième du traitement moyen de professeur certifié, n° 7516. — Le 1^{er} juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 22 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 7717. — Le 27 octobre 1949, une proposition de loi tendant à reporter du 15 novembre 1949 au 15 février 1950 le paiement des impôts recouvrables au titre de la loi n° 48-1477 du 24 septembre 1948 portant création de ressources nouvelles au profit du Trésor et aménagements de certains impôts, n° 8271. — Le 24 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder à tous les salariés du Gaz et de l'Electricité de France et à tous les employés des divers organismes de la Sécurité sociale une prime mensuelle de 3.000 francs ; 2° à retirer les forces de police des entreprises dont le personnel est en grève, n° 9618. — Le 11 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir au titre de la S.N.C.F. les crédits nécessaires au maintien de l'activité normale des Etablissements Fougà, à Béziers, afin d'éviter tout licenciement de personnel, n° 10581. — Le 22 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à surseoir à toute mesure de fermeture des mines de Graissessac et à prévoir les crédits nécessaires pour en assurer le fonctionnement normal, n° 11748.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, TRAVAUX

PUBLICS ET TRANSPORTS, Secrétariat de la Marine marchande; Chap. 333 : *Enseignement et apprentissage maritimes* [18 juillet 1947] (p. 3205); **EDUCATION NATIONALE** : *Discussion générale* [22 juillet 1947] (p. 3355, 3356); Chap. 136 : *Traitements du personnel des écoles normales primaires* (p. 3394). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Démission du Ministère Ramadier* [20 novembre 1947] (p. 5094). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement et sa composition [27 novembre 1947] (p. 5149); la développe : *Situation des fonctionnaires et instituteurs* (p. 5176, 5177, 5178, 5179, 5180). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1947 : *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* [28 novembre 1947] (p. 5229, 5230); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Ses observations sur le sabotage* [29 novembre 1947] (p. 5310); *Discussion générale* (p. 5330, 5332 et suiv.); Est l'objet de l'application de la censure avec exclusion temporaire (art. 107 du règlement) au cours de la discussion de ce même projet [29 novembre 1947] (p. 5334, 5335); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [4 février 1948] (p. 412, 413, 414, 415); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Le Coutaller tendant à réduire de 1 million les crédits* [5 février 1948] (p. 445); *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits* [6 février 1948] (p. 490, 491); Art. 5 : *Amendement de Mme Guérin relatif à l'indemnité de résidence* (p. 506); *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* (p. 531). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures de répression prises à l'égard des grévistes de Bressan [30 avril 1948] (p. 2447). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères nationales : *Ses explications de vote sur l'urgence* [13 mai 1948] (p. 2553, 2554); *Renvoi de la discussion* [14 mai 1948] (p. 2659); Art. 2 : *Amendement de M. Deixonne tendant à ne plus faire supporter aux houillères l'entretien de ces écoles* (p. 2675); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2685); — d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à verser un acompte aux membres de la fonction enseignante : *Discussion générale* [25 juin 1948] (p. 4014). — Est entendu

sur le retrait de l'ordre du jour d'une proposition de loi fixant le statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire [16 décembre 1948] (p. 7634). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la baisse des prix du vin)* [22 décembre 1948] (p. 7867, 7868); Art. 1^{er} : *Ouverture d'un crédit de 900 milliards pour les dépenses civiles de 1949* [23 décembre 1948] (p. 7933, 7934, 7935); — du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour l'exercice 1948 : *Discussion générale (Ses observations sur le reclassement des instituteurs)* [21 janvier 1949] (p. 84); — du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse; Art. 3 : *Amendement de Mme François tendant à désigner deux représentants de l'enseignement public et un de l'enseignement privé* [27 janvier 1949] (p. 150); — de la proposition de résolution relative à la construction et à la reconstruction de bâtiments scolaires : *Discussion générale* [3 mars 1949] (p. 1187); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1190); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement; Article additionnel : *Amendement de M. Simonnet tendant à prévoir 25 milliards pour les travaux de constructions scolaires* [9 mars 1949] (p. 1417); *Sous-amendement de M. Hamon tendant à fixer la subvention de l'Etat à 85 0/0 du total des dépenses de constructions scolaires* (p. 1419); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale; Chap. 115 : *Traitements des élèves des écoles normales supérieures* [1^{er} avril 1949] (p. 2012); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [5 avril 1949] (p. 2097, 2098); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Amendement de M. Dufour tendant à réserver les crédits destinés à la majoration de l'indemnité parlementaire* [27 décembre 1949] (p. 7415, 7416); — des conclusions d'un rapport sur la Commission d'enquête sur le vin (*Ses explications de vote sur la proposition de résolution présentée par la Commission d'enquête*) [29 mars 1950] (p. 2624, 2625); — des interpellations sur la politique de l'alcool : *Discussion générale* [1^{er} avril 1950] (p. 2767, 2768). — Dépose une demande d'interpellation sur les brutalités exercées par les C. R. S. lors d'une manifestation pour la paix à Montpellier le

28 mars 1950 [1^{er} avril 1950] (p. 2788). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Education nationale; Article unique : *Pas de réduction de crédits en 1950* [15 juin 1950] (p. 4828, 4829, 4830). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture des mines de Plaisance et le licenciement d'ouvriers métallurgistes des usines Fouga à Béziers [19 octobre 1950] (p. 6988). — Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [7 novembre 1950] (p. 7520, 7521, 7522, 7523). — Dépose une demande d'interpellation : sur le survol par un bombardier américain du département de l'Hérault le 16 novembre 1950 [18 novembre 1950] (p. 7914); — sur la fermeture des mines de Graissessac (Hérault) [30 décembre 1950] (p. 9859).

CALONNE (M. Nestor), *Député du Pas-de-Calais (2^e circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Elu *Conseiller de la République*, donne sa démission de Député [23 décembre 1946] (p. 362).

CAMPHIN (M. René), *Député du Pas-de-Calais (2^e circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la famille, de la santé publique et de la population [29 mai 1947] (p. 1783); de la Commission des pensions [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la production industrielle [13 mai 1948] (p. 2564), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1945) [11 février 1947] (p. 276); — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [26 janvier 1948] (p. 195).

Dépôts :

Le 3 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. le général Joinville (Alfred Malleret) et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à garantir l'intégration dans l'active des officiers résistants actuellement en stage et à reviser la situation des officiers résistants qui ont été éliminés à l'issue d'un stage probatoire, n° 1545. — Le 2 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Henneguelle tendant à inviter le Gouvernement à attribuer aux industries dentelières de Calais un contingent plus important de fil de coton, n° 5715. — Le 27 décembre 1948, une proposition de loi tendant à accorder l'amnistie pleine et entière pour les condamnations prononcées contre les travailleurs de la mine et similaires à l'occasion de l'exercice du droit de grève consacré par la Constitution de la République et à faire cesser toutes les poursuites judiciaires engagées à l'occasion des conflits sociaux dans les mines, n° 5936. — Le 25 mai 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de Mme Darras et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à secourir les victimes de la catastrophe de la fosse 11 de Béthune, n° 7288. — Le 14 juin 1949, une proposition de loi tendant à accorder l'amnistie pleine et entière pour les condamnations prononcées contre des travailleurs de la mine et d'autres corporations à l'occasion de l'exercice du droit de grève consacré par la Constitution de la République, à faire cesser toutes les poursuites judiciaires engagées à la suite des conflits sociaux et à ordonner la remise de toutes les amendes et dommages-intérêts qui ont frappé tous ces travailleurs, n° 7449. — Le 8 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 23 du décret n° 46-1433 du 14 juin 1946 portant application de la loi du 14 février 1946 fixant le statut du mineur, n° 7800. — Le 13 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre, en accord avec le conseil d'administration de la Caisse autonome des mines, des mesures pour que le

payement des retraites minières ait lieu chaque mois, n° 7877. — Le 27 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ordonner aux Charbonnages de France de payer aux mineurs lock-outés de Courrières une indemnité correspondant à 75 0/0 de leur salaire, n° 8045. — Le 7 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement et les charbonnages à ordonner l'arrêt immédiat du démantèlement des puits n° 2 et 3 de Ligny-les-Aires (groupe d'Auchel) (Pas-de-Calais) et à envoyer une commission d'enquête pour décider la réouverture de ces puits, n° 11187. — Le 9 novembre 1950, une proposition de loi tendant à assurer la protection du droit au travail des ouvriers mineurs licenciés à la suite de la fermeture de certains puits de mines, n° 11210. — Le 9 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement le décret d'application de la loi n° 50-891 du 1^{er} août 1950, accordant des facilités de transport par chemin de fer aux bénéficiaires d'une rente, pension, retraite, allocation ou d'un secours viager, versé au titre d'un régime de sécurité sociale, n° 11218. — Le 8 décembre 1950, une proposition de loi tendant à étendre l'ordonnance du 22 février 1945, modifiée par la loi du 16 mai 1946, sur les comités d'entreprises, aux mines et minières, n° 11564. — Le 12 décembre 1950, une proposition de loi tendant à faire compter double les années d'internement, de déportation et de captivité du fait de la guerre ou des circonstances politiques nées de celle-ci, pour le calcul de la retraite des ouvriers mineurs et similaires affiliés à la Caisse autonome nationale des retraites minières, n° 11596. — Le 20 décembre 1950, une proposition de loi tendant à rétablir et à appliquer l'article 30 du statut du mineur qui dispense les jeunes ouvriers mineurs du fond du service militaire, n° 11707. — Le 20 décembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder à certains ouvriers mineurs et similaires la pension de retraite s'ils ont trente années de service minier, sans condition d'âge, n° 11708. — Le 5 janvier 1951, une proposition de loi tendant à augmenter de 20 0/0 les retraites servies par la Caisse autonome nationale des retraites minières, n° 11871 (Rectifié). — Le 8 février 1951, une proposition de loi tendant à

modifier l'article 158 du décret du 27 novembre 1946 sur la sécurité sociale dans les mines, concernant les trois années de mariage exigées pour bénéficier de la pension de réversion aux veuves d'affiliés à la C. A. N. S. S. M., n° 12122. — Le 9 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ouvrir un crédit de 5 millions pour les familles des victimes de l'effroyable catastrophe du puits 5 bis des houillères du groupe de Bruay-en-Artois, à prendre toutes mesures immédiates pour faire cesser les méthodes d'exploitation forcenée qui sont à la base des trop nombreux accidents mortels dans les mines, n° 12143. — Le 21 février 1951, une proposition de loi tendant à étendre, en matière de sécurité et d'hygiène des ouvriers mineurs et similaires, les pouvoirs des délégués mineurs, n° 12277. — Le 17 avril 1951, une proposition de loi tendant à ordonner aux Charbonnages de France et aux exploitants miniers le remboursement immédiat au fonds spécial des retraites de la Caisse autonome nationale de sécurité sociale minière, des sommes avancées par celle-ci pour le payement des prestations familiales au personnel des mines, n° 12864. — Le 18 avril 1951, une proposition de loi accordant une subvention à la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines, n° 12866.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant organisation de la sécurité sociale dans les mines; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à accorder une retraite après 10 années de travail* [26 novembre 1948] (p. 7280); Art. 3 : *Son amendement tendant à accorder une pension aux veuves des travailleurs ayant effectué 10 années de service dans les mines* (p. 7281); — du projet de loi portant fixation du budget général 1949 (Dépenses civiles); Art. 1^{er} : JUSTICE : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (Ses observations sur les grévistes mineurs emprisonnés)* [31 décembre 1948] (p. 8232, 8233). — Dépose une demande d'interpellation sur les campagnes d'amnistie menées en faveur des Vichystes et du maréchal Pétain [17 mai 1949] (p. 2549). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion de son interpellation sur*

le maréchal Pétain) [31 mai 1949] (p. 2963). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant suppression des cours de justice : *Discussion générale* [7 juin 1949] (p. 3195, 3196) ; — d'une proposition de loi relative à l'amnistie en matière de condamnations pour faits de grève : *Urgence* [19 juillet 1949] (p. 4761) ; — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Liste des mineurs emprisonnés pour faits de grève*) [19 juillet 1949] (p. 4777). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant ratification du pacte Atlantique : *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5273, 5274). — Dépose une demande d'interpellation sur la fermeture de puits de mines à Ligny-les-Aires [19 octobre 1950] (p. 6988). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur le rajustement des salaires dans les mines [21 novembre 1950] (p. 7954, 7955, 7956). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique charbonnière du Gouvernement [23 novembre 1950] (p. 8078). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux crédits des services civils pour l'exercice 1951 ; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 100 : *Administration centrale (Politique charbonnière du Gouvernement et salaire des mineurs)* [5 décembre 1950] (p. 8622, 8623, 8624, 8625, 8626, 8636) ; Chap. 5070 : *Son amendement tendant à réduire de 10.000 francs les crédits pour les subventions à la caisse de compensation des combustibles minéraux solides (Importations de coke)* [7 décembre 1950] (p. 8753). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Beugniez sur les allocations familiales du régime minier [19 décembre 1950] (p. 9282, 9283). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique charbonnière du Gouvernement [25 janvier 1951] (p. 362) ; — sur les causes de l'effroyable catastrophe minière survenue à Bruay en Artois [8 février 1951] (p. 907) ; — sur la politique du Gouvernement en matière de salaire des ouvriers mineurs [21 mars 1951] (p. 2282). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux ; Etat B : ENERGIE, *Prêts aux charbonnages de France* [6 mai 1951] (p. 4678, 4679, 4680, 4681, 4682) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à interdire toute fermeture de mine* (p. 4739) = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795).

CANCE (M. René), *Député de la Seine-Inférieure (2^e circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [21 janvier 1947] (p. 27), [26 janvier 1948] (p. 195), [17 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [21 janvier 1947] (p. 27).

Dépôts :

Le 26 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi de M. Pierrard et plusieurs de ses collègues tendant à la revalorisation des indemnités d'assurances dues aux inscrits maritimes pour pertes d'équipement par suite d'événements de mer, n° 1066. — Le 18 mars 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur : I. Le projet de loi concernant l'assurance des marins de commerce et de la pêche contre les pertes d'équipements par suite d'événements de mer ; II. La proposition de loi de M. Pierrard et plusieurs de ses collègues tendant à la revalorisation des indemnités d'assurances dues aux inscrits maritimes pour pertes d'équipement par suite d'événements de mer, n° 3854. — Le 14 décembre 1948, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur : I. Le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi concernant l'assurance des marins de commerce et de la pêche contre les pertes d'équipements par suite d'événements de mer ; II. La proposition de loi de M. Pierrard et plusieurs de ses collègues tendant à la revalorisation des indemnités d'assurances dues aux inscrits maritimes pour pertes d'équipement par suite d'événements de mer, n° 5816. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale concernant l'assurance des marins de commerce et de la pêche contre les

perles d'équipement par suite d'événements de mer, n° 7065. — Le 27 octobre 1949, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi modifiant l'article 121 de la loi du 13 décembre 1926 portant Code du travail maritime, n° 8261. — Le 28 avril 1950, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale modifiant l'article 121 de la loi du 13 décembre 1926 portant Code du travail maritime, n° 9807. — Le 28 avril 1950, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi de M. Marcel Hamon et plusieurs de ses collègues tendant à porter à 120 000 fr. par an l'allocation spéciale pour tierce personne des grands mutilés, pensionnés de la Caisse de prévoyance des Inscrits maritimes, n° 9808.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Secrétariat de la Marine marchande; Chap. 126 : *Inspection de la pêche et de la navigation* [18 juillet 1947] (p. 3192, 3193); Chap. 406 : *Subventions en faveur des gens de mer* (p. 3210, 3211); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 : Etat J, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS; Chap. 403 : *Son amendement relatif à la subvention à l'établissement national des Invalides de la Marine* [27 décembre 1947] (p. 6379); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant organisation de la Marine marchande; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à désigner au Conseil supérieur de la Marine marchande des représentants des organisations les plus importantes* [19 février 1948] (p. 917, 918); Art. 6 : *Son amendement relatif au paquebot Pasteur* [20 février 1948] (p. 936, 937); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, MARINE MARCHANDE; Chap. 405 : *Bourses aux élèves de l'enseignement maritime* [28 juillet 1948] (p. 5004, 5005); — du projet de loi relatif à l'assurance des marins contre la perte d'équipements, en qualité de *Rapporteur* [1^{er} février 1949] (p. 275). — Est entendu sur une déclara-

tion du Gouvernement (*Sa réponse à M. Marié au sujet de l'affaire Maupas*) [3 février 1949] (p. 315, 316). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1^{er}, Etat A, RECONSTRUCTION; Chap. 8079 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour l'urbanisme des villes sinistrées* [5 juillet 1949] (p. 4207); — d'une proposition de loi relative au pipe-line Le Havre—Paris; Art. 5 : *Amendement de M. Védérines tendant à interdire toute participation de capital étrangère* [12 juillet 1949] (p. 4669); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 4 : *Ouverture d'un crédit de 329 milliards pour les dommages de guerre* [26 décembre 1949] (p. 7308, 7309); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 20 : *Amendement de M. Cayol relatif aux modalités d'application de la loi au personnel navigant de la Marine marchande* [4 janvier 1950] (p. 145). — Dépose une demande d'interpellation sur le lock-out des marins de l'Ile-de-France [19 janvier 1950] (p. 342). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre; Art. 2 : *Son amendement tendant à ne diminuer en aucun cas les crédits pour les immeubles d'habitation* [28 mars 1950] (p. 2497); — du projet de loi relatif à l'exploitation des services maritimes d'intérêt général; Art. 8 : *Prime au personnel des compagnies (Ses observations sur la Compagnie Générale Transatlantique)* [22 décembre 1950] (p. 9513, 9514, 9515); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, MARINE MARCHANDE; Chap. 4070 : *Œuvres sociales pour les gens de mer (Foyers maritimes)* [3 janvier 1951] (p. 79); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, MARINE MARCHANDE; Chap. 4050 : *Subventions à l'établissement national des Invalides de la Marine (Ses observations sur les marins sinistrés en mer)* [1^{er} février 1951] (p. 633, 634); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951, DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION; Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les dommages mobiliers (Insuffisance des crédits)* [18 avril 1951] (p. 3475, 3476).

CAPDEVILLE (M. Jean), *Député de la Seine-Inférieure (4^{re} circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102), [13 décembre 1949] (p. 6793), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [21 décembre 1946] (p. 202); de la Commission de la marine marchande et des pêches [25 juillet 1950] (p. 5914), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la réforme administrative [19 mai 1958] (p. 2732). — Est nommé membre, par la Commission de la défense nationale, de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale [24 février 1951] (**F. n° 680**). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute-Cour de justice (Application de l'article premier de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [30 novembre 1948] (p. 7302).

Dépôts :

Le 6 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Pierre Montel tendant à l'annulation de l'acte dit « loi du 22 août 1940 » annulant les nominations et promotions à titre temporaire dans les trois armées de terre, de mer et de l'air, antérieures au 1^{er} septembre 1940, **n° 4868**. — Le 6 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Pierre Montel tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les officiers nommés ou promus à un grade à titre temporaire en vertu du décret du 4 octobre 1939 et qui ont été privés de leur grade par l'acte dit « loi du 22 août 1940 » à porter de nouveau les insignes de ce grade, à en recevoir l'appellation et, le cas échéant, à en exercer les fonctions tout en ne percevant que la solde du grade à titre définitif dont ils sont détenteurs, **n° 6948**. — Le 5 mai 1950, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet

de loi et les lettres rectificatives au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950 (Défense nationale : Marine, Budget annexe des Constructions et Armes navales), **n° 9884**. — Le 1^{er} juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à tenir les promesses d'amélioration de salaire, faites au personnel de la S.N.C.F. par les accords du 4 mars 1950, **n° 10149**. — Le 23 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un crédit de 100 millions au département de la Seine-Inférieure en vue de dédommager les victimes de la grêle, **n° 10417**. — Le 28 février 1951, une proposition de loi relative au branchement à l'égout dans l'agglomération rouennaise, **n° 12371**. — Le 17 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi portant création d'un contingent spécial de décorations de la Légion d'honneur et de la Médaille militaire en faveur des militaires des armées de terre, de mer et de l'air en opérations en Indochine, **n° 11372**. — Le 22 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi de M. Edouard Daladier relative au titre de « Combattant volontaire », **n° 11373**. — Le 14 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de loi (n° 12479) de M. Pierre Montel et plusieurs de ses collègues tendant à libérer, à partir du 15 avril 1951, les jeunes gens nés entre le 1^{er} novembre et le 31 décembre 1929, appartenant à la classe 1950 et actuellement sous les drapeaux, **n° 12480**. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur l'avis (n° 13085) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 8818) adoptée par l'Assemblée Nationale relative au titre de « Combattant volontaire », **n° 13176**.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires), en qualité de *Rapporteur* : *Son exposé* [23 décembre 1946] (p. 341). — Est entendu dans la discussion du

projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires) : MARINE, Etat A; Chap. 904 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour constructions neuves (porte-avions)* [6 août 1947] (p. 3984); Etat B; Chap. 904 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour constructions neuves* (p. 3992); le retire (ibid.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires d'avril et mai 1948, en qualité de *Rapporteur pour avis* [18 mars 1948] (p. 1944, 1945); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires (Exercice 1948); Etat A, Chap. 1011 : *Son amendement tendant à réduire de 12.280.000 francs les crédits pour les militaires de l'administration centrale de l'air* [7 juillet 1948] (p. 4413); *Sa demande de renvoi du débat* (p. 4416); Chap. 1012 : *Son amendement tendant à réduire de 13.708.000 fr. les crédits pour le personnel militaire de l'administration centrale de la guerre* [8 juillet 1948] (p. 4436); Chap. 1013 : *Son amendement tendant à réduire de 10.758.000 francs les crédits pour les services de l'administration centrale de la marine* (p. 4437); le retire (p. 4438); GUERRE, Chap. 124 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le personnel civil de l'Intendance* (p. 4493); Chap. 126 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le service du matériel automobile* (p. 4494); AIR, Etat C, Chap. 131 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier* [16 juillet 1948] (p. 4656, 4657); le retire (p. 4657); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à réduire l'ensemble des crédits militaires de 12 milliards* [17 juillet 1948] (p. 4737 et suiv.), [19 juillet 1948] (p. 4858). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 9 juillet : *Confusion au sujet du camp d'Arzew* [15 juillet 1948] (p. 4592). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil, en qualité de *Rapporteur pour avis* [7 avril 1949] (p. 2204, 2205); Etat D, Chap. 360 : *Son amendement tendant à réduire de 10 millions l'abattement sur les frais de déplacement et de mission* [8 avril 1949] (p. 2233, 2234); Chap. 361 : *Son amendement tendant à supprimer l'abattement sur le matériel et l'entretien des locaux* (p. 2235); Chap. 363 : *Son amendement tendant à réduire de 2 millions l'abattement sur le matériel automobile* (p. 2235);

Chap. 365 : *Son amendement tendant à réduire de 600.000 francs l'abattement sur l'habillement du personnel militaire* (p. 2236); Chap. 367 : *Son amendement tendant à supprimer l'abattement sur le fonctionnement des transmissions* (p. 2236); Chap. 368 : *Son amendement tendant à supprimer l'abattement sur le télégraphe et le téléphone* (p. 2236); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949, en qualité de *Rapporteur pour la Marine* [9 juin 1949] (p. 3232, 3233); Etat A, MARINE, Chap. 904 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les refontes et gros travaux de la flotte* [21 juin 1949] (p. 3538); Chap. 905 : *Amendement de M. Bartolini tendant à réduire de 500 millions les crédits pour travaux maritimes (Base de Mers-El-Kébir)* (p. 3539); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er}, Etat A, MARINE, Chap. 904 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les gros travaux de la flotte (Achèvement du Jean-Bart et du Clemenceau)* [22 juillet 1949] (p. 5034); — d'une proposition de loi modifiant la loi portant nationalisation de l'électricité et du gaz, amendée par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à contrôler le transport du gaz naturel* [30 juillet 1949] (p. 5590, 5591, 5592); Art. 4 *ter* : *Amendement de M. Poulain tendant à supprimer l'article interdisant aux sociétés nationales toutes activités industrielles ou commerciales autres que celles prévues par la loi* (p. 5612); *son amendement tendant à autoriser les sociétés nationales à effectuer tous travaux et fournitures donnant lieu à des offres ou adjudications* (p. 5618); — du projet de loi relatif à l'envoi d'une mission d'études aux îles Kerguelen et Crozet : *Discussion générale* [4 novembre 1949] (p. 5981); — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950, en qualité de *Rapporteur pour avis* [9 mai 1950] (p. 3418), [10 mai 1950] (p. 3470, 3471, 3472, 3473, 3474); Art. 1^{er}, Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les soldes de la gendarmerie (Limite d'âge des officiers gendarmes)* (p. 3501); le retire (p. 3502); Chap. 3070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'habillement et le chauffage des gendarmes* (p. 3506); le retire (ibid.); Chap. 3090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour*

le matériel de la gendarmerie (*Vélocoteurs*) (p. 3507); le retire (*ibid.*); Etat A, MARINE, Chap. 1005 : Amendement de M. R. Schmitt tendant à réduire de 1.200.000 francs les crédits pour la solde des officiers [11 mai 1950] (p. 3579, 3580); Chap. 1055 : Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le service du commissariat (p. 3581); Chap. 1065 : Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le personnel civil des travaux maritimes (p. 3581); Chap. 1095 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les ouvriers des travaux maritimes (p. 3581); Chap. 1115 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le personnel ouvrier des services divers (p. 3182); Chap. 3015 : Son amendement tendant à rétablir les crédits pour l'habillement et le couchage (p. 3182, 3183); Chap. 3035 : Son amendement tendant à réduire de 9 millions les crédits pour le logement et le cantonnement (p. 3583); Chap. 3045 : Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour les écoles et le recrutement (p. 3584); Chap. 3055 : Convocation des réserves (p. 3584); Chap. 3075 : Demande de rétablissement des crédits pour les approvisionnements de la marine, présentée par le Gouvernement (p. 3585); Chap. 3095 : Demande de rétablissement des crédits pour l'entretien du matériel automobile, présentée par le Gouvernement (p. 3585); Chap. 3095 : Demande de rétablissement des crédits pour l'entretien du matériel automobile, présentée par le Gouvernement (p. 3585); Chap. 3165 : Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le matériel roulant de l'aéronautique navale (p. 3586); Chap. 800 : Son amendement tendant à réduire de 9 millions les crédits pour les parcs à combustibles (p. 3586); Chap. 904 : Son amendement tendant à augmenter de 56 millions les crédits pour refonte et gros travaux de la flotte (p. 3587); le retire (p. 3588); Chap. 9062 : Amendement de M. Arnal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de l'aéronautique navale (*Hélicoptères*) (p. 3589); Chap. 909 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour achats immobiliers (*Base de Pont-Réau*) (p. 3589, 3590); Chap. 1005 : Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour la solde des officiers (p. 3590); MARINE, Etat B, Chap. 880 : Son amendement tendant à réduire de 50 millions les crédits pour travaux immobiliers (p. 3599, 3600); le retire (p. 3600); SERVICE

DES POUDRES, Etat B, Chap. 170 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel administratif du service (p. 3601); le retire (*ibid.*); Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1560 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la gendarmerie (*Gendarmes en Indochine*) (p. 3613); Art. 3 : DÉFENSE NATIONALE, Chap. 905 : Son amendement tendant à réduire de 20 millions les crédits pour travaux maritimes (p. 3617); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : Etat A, MARINE, Chap. 3015 : *Habillement, campement et couchage* [21 juillet 1950] (p. 5767); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 3060 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des phares et balises [7 juin 1950] (p. 4409); le retire (*ibid.*) Chap. 3320 : *Pipe-line Le Havre-Rouen* (p. 4414); — du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [28 juillet 1950] (p. 6186, 6187); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif : *Discussion générale* [26 octobre 1950] (p. 7280, 7281, 7282); Art. 1^{er} : Son amendement tendant à dispenser de service les aînés d'orphelins [27 octobre 1950] (p. 7304); Art. 7 : Son amendement relatif à l'envoi dans les territoires d'outre-mer des hommes du contingent (p. 7338, 7339, 7340); — du projet de loi portant ouverture de crédits militaires supplémentaires pour 1951, en qualité de Rapporteur pour avis [17 mai 1951] (p. 5353, 5354); Etat A, MARINE, Chap. 1025 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la solde des marins (*Solde des officiers marinières*) (p. 5424); Chap. 3005 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation (p. 5426); Chap. 9041 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour refontes et gros travaux (*Chalutiers*) (p. 5426). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795).

CAPITANT (M. René), Député de la Seine (2^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commis-

sion du travail et de la sécurité sociale [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) : de la Commission de l'éducation nationale [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (application de l'article 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276) ; de la Commission de la réforme administrative [4 août 1947] (p. 3884).

Dépôts :

Le 19 décembre 1947, une proposition de loi relative à l'expiration des pouvoirs de l'Assemblée Nationale, n° 2936. — Le 16 juillet 1948, une proposition de loi relative à l'élection des Conseillers de la République, n° 4982. — Le 3 février 1949, une proposition de résolution tendant à la nomination d'une Commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles a été prononcé le classement de l'affaire Sainrapt et Brice devant la Cour de justice de Paris, n° 6303. — Le 22 mars 1949, une proposition de loi tendant au financement et à l'exécution du plan de reconstruction, d'équipement et de modernisation de l'Indochine, n° 6834. — Le 22 mars 1949, une proposition de résolution tendant à interpréter les termes des articles 34, 39, 45, 46 et 92 du Règlement sur la possibilité de renvoyer à la suite une interpellation dont la discussion générale est en cours, n° 6835. — Le 20 janvier 1950, une proposition de loi autorisant la conclusion immédiate d'accords collectifs de salaires, n° 9014. — Le 23 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser le classement indiciaire des personnels de la Police municipale de Paris, n° 9575. — Le 3 mai 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Feraud tendant à inviter le Gouvernement à créer un contingent exceptionnel de croix de Légion d'honneur à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Institut électrotechnique de Grenoble, n° 9840. — Le 25 janvier 1951, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi du 2 janvier 1907 concernant l'exercice public des cultes, n° 11943.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur la composition du cabinet qui ne semble pas conforme aux déclarations faites par M. le Président du Conseil pour obtenir l'investiture de l'Assemblée Nationale [28 janvier 1947] (p. 42) ; la développe [même séance] (p. 43 et suiv.). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Charles Lussy sur le maintien de la politique des salaires et des prix, telle qu'elle est énoncée dans la déclaration ministérielle du 23 janvier 1947 : *Ses observations sur l'ordre du jour de confiance* [4 mai 1947] (p. 1464, 1465). — Dépose une demande d'interpellation sur le remaniement du cabinet ministériel opéré par les décrets des 4 et 9 mai 1947 [13 mai 1947] (p. 1582) ; est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [20 mai 1947] (p. 1682, 1683). — Est entendu sur le renvoi à huitaine de la fixation de la date de discussion d'interpellations (*Remaniement du cabinet ministériel*) [13 mai 1947] (p. 1582, 1583). — Prend part à la discussion de la proposition de loi de Mme Lempereur relative aux limites d'âge et retraites des fonctionnaires et agents des services publics [17 juin 1947] (p. 2149, 2150). — Intervient dans la discussion des interpellations concernant les résultats de la Conférence de Moscou [25 juillet 1947] (p. 3561) : *Ordre du jour de confiance au Gouvernement déposé par M. Scherer* ; *Explications de vote sur l'amendement de M. Jacques Duclos tendant à éliminer l'Allemagne du plan de reconstruction européen* [16 juillet 1947] (p. 3610). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Question préalable de M. le général Aumeran sur l'inconstitutionnalité du projet* [10 août 1947] (p. 4195, 4196) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à distinguer la citoyenneté de la République française et celle de l'Union française* [23 août 1947] (p. 4603, 4604) ; *le retire* (p. 4604) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à définir les pouvoirs du gouverneur général* (p. 4604) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à modifier la composition du Conseil de Gouvernement* (p. 4608) ; *le retire* (p. 4609) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à intituler le titre II « De l'Autonomie de l'Algérie »* [25 août 1947] (p. 4620, 4621, 4622, 4623, 4624, 4625) ; *Proposition de*

M. d'Astier de la Vigerie de limiter le temps de parole dans la discussion des articles et des amendements (p. 4626); *Son amendement tendant à préciser les cas où les lois de la République française peuvent être appliquées à l'Algérie* (p. 4629, 4630); *Son amendement tendant à insérer un article nouveau permettant au Gouvernement d'assurer l'exécution en Algérie des lois qui y sont applicables* (p. 4631); Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer les articles 8, 9, 10* (p. 4631, 4632); Art. 11 : *Son amendement tendant à donner à l'Assemblée Algérienne le pouvoir de voter des lois algériennes* (p. 4634, 4635); *Son 2° amendement tendant à donner à l'Assemblée algérienne le pouvoir de voter les règlements algériens* [26 août 1947] (p. 4640); *le retire* (ibid.); Art. 14 : *Son amendement tendant à rendre obligatoires les dépenses nécessaires à l'exécution des lois françaises en Algérie* (p. 4643); Art. 17 : *Son amendement tendant à supprimer les articles 17 et 18* (p. 4643); Art. 23 : *Son amendement concernant l'approbation du budget algérien par le Parlement* (p. 4643, 4644); Art. 37 : *Amendements de MM. le général Aumeran, Viard et Violette tendant à définir la compétence administrative du gouverneur général* [26 août 1947] (p. 4668); Art. 40 : *Son amendement tendant à supprimer les articles 40, 41 et 42* (p. 4670, 4671, 4672); *le retire* (p. 4672); *Amendement de M. Viard tendant à ne laisser subsister que l'alinéa 3 de l'article 40 concernant l'extension de certaines lois à l'Algérie* (p. 4672); Art. 41 : *Son amendement tendant à supprimer l'article 41* (p. 4672, 4673); Art. 42 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 4674); *le retire* (ibid.); *Articles additionnels : Amendements de MM. Rabier et Serre tendant à assurer l'égalité entre français musulmans et non musulmans* (p. 4686, 4687); Art 6 réservé : *Amendement de M. Violette tendant à supprimer l'article* (p. 4695, 4696); Art. 16 réservé : *Son amendement tendant à faire ratifier le budget de l'Algérie par le Parlement français* [27 août 1947] (p. 4729); *le retire* (ibid.); Art. 17 réservé : *Son amendement tendant à supprimer les articles 17 et 18* (p. 4729); *le retire* (ibid.) — Prend part à la discussion : de la procédure d'élection de membres de l'Assemblée de l'Union française : *Sa motion d'ajournement tendant à ne désigner les membres de l'Assemblée de l'Union française qu'après le renouvellement du Conseil de la République* [13 novembre 1947] (p. 4994, 4995);

— d'un projet de loi tendant à instituer un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Contre l'urgence (Ses observations sur la 3° force et sur l'action des gouvernements Ramadier et Schuman)* [20 décembre 1947] (p. 5972, 5973, 5974, 5975); *Question préalable* (p. 5975); *Ses explications de vote sur la question préalable posée par M. Jacques Duclos* (p. 5981); *Ses explications de vote sur le passage à la discussion des articles* [22 décembre 1947] (p. 6081, 6082). — Est entendu pour un rappel au règlement (*Clôture de la session ordinaire de 1947*) [3 janvier 1948] (p. 1, 2). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à la création d'un centre universitaire et scientifique dans la région parisienne : *Discussion générale* [17 février 1948] (p. 768, 770); *Sa demande d'ajournement du débat* (p. 770); — du projet de loi portant répression des hausses de prix injustifiées : *Ses explications de vote sur l'urgence* [17 février 1948] (p. 799, 800); — du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères : *prise en considération du projet gouvernemental* [14 mai 1948] (p. 2655, 2656); — des interpellations sur les recommandations de la Conférence de Londres : *Discussion générale (Ses observations sur la sécurité, le fédéralisme allemand, l'Alsace et la politique de Von Paulus)* [15 juin 1948] (p. 3545 et suiv.); *Son ordre du jour motivé réclamant de nouveaux accords* [16 juin 1948] (p. 3578); — de la proposition de loi portant révision des zones de salaires : *Ses explications de vote sur l'urgence* [28 juin 1948] (p. 4080); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Ses explications de vote sur la question préalable posée par M. de Chambrun* [8 août 1948] (p. 5530); *Discussion générale* [9 août 1948] (p. 5566, 5567, 5568, 5569, 5570, 5571, 5572); — des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'ordre du jour de M. Duclos prévoyant la création de Commissions d'enquête et ses observations sur le complot communiste contre la sûreté de l'Etat* [23 novembre 1948] (p. 7157, 7158); — des interpellations sur le statut de la Ruhr : *Son ordre du jour regrettant la décision Clay-Robertson et le rejet de l'internationalisation de la Ruhr* [2 décembre 1948] (p. 7355, 7363 et suiv.); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 9 : *Amende-*

ment de M. Baylet tendant à augmenter de 25 0/0 le taux de la taxe à la production et de 15 0/0 les autres impôts indirects (*Ses observations sur le nouvel emprunt prévu*) [23 décembre 1948] (p. 7902, 7903); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7959, 7960); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République: *Discussion générale* (*Ses observations sur les conclusions de la Commission des finances tendant à reprendre l'ensemble du texte*) [31 décembre 1948] (p. 8249, 8250, 8251, 8252); *Ses explications de vote sur les conclusions de la Commission des finances* (p. 8255); — d'une proposition de résolution relative aux gaspillages signalés dans le rapport de la Cour des comptes: *Discussion générale* [31 décembre 1948] (p. 8318); *Son amendement tendant à faire examiner les deux derniers rapports de la Cour des comptes* (ibid.). — Est entendu sur une déclaration du Gouvernement: *Sa réponse à M. Marie, Garde des Sceaux, au sujet de la campagne de presse de l'Espoir* [3 février 1949] (p. 316, 317). — Prend part à la discussion: d'une interpellation sur les campagnes de presse engagées contre M. Marie, Garde des Sceaux: *Discussion générale* (*Ses observations sur l'affaire de collaboration économique Sainrapt-Brice et la démission de M. Lindon*) [3 février 1949] (p. 318, 319); *Son ordre du jour demandant la création d'une commission d'enquête* [3 février 1949] (p. 319); — du projet de loi relatif aux pouvoirs des préfets et à la déconcentration administrative (*Passage à la discussion des articles*) [17 février 1949] (p. 651); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine (*Proposition de M. Juglas d'interrompre la discussion*) [10 mars 1949] (p. 1529); *Proposition de M. Serre de renvoi de la discussion à la suite* [11 mars 1949] (p. 1590, 1591); *Son rappel au règlement* (ibid.). — Dépose une motion de censure contre le Gouvernement [11 mars 1949] (p. 1592). — Prend part à la discussion du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine: *Son rappel au règlement* [11 mars 1949] (p. 1542, 1543); *Question préalable posée par M. Lozeray* (p. 1549, 1550). — Est entendu: sur le procès-verbal de la séance précédente (*Application de l'article 34 du règlement*) [12 mars 1949] (p. 1605, 1606); — sur sa motion de censure contre le Gouvernement: *Ses observations sur l'interruption de la discussion des interpellations sur l'Indochine, la volonté du*

Gouvernement d'« escamoter » le débat, les contradictions au sein du Gouvernement sur la politique indochinoise à suivre [15 mars 1949] (p. 1629, 1630, 1631, 1632, 1633, 1634); *Son rappel au règlement* (*Limitation du débat*) (p. 1634). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'éducation nationale; Chap. 137: *Amendement de Mme Lempereur tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur les crédits pour les traitements du personnel des écoles primaires* [5 avril 1949] (p. 2035); *Rétablissement d'un crédit de 35 millions pour le personnel des écoles primaires* (p. 2036); — du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine; Art. 1^{er}: *Son contre-projet tendant à prévoir un traité préalable entre la France et le Viet-Nam* [21 mai 1949] (p. 2785, 2786, 2787, 2788); Art. 2: *Son amendement tendant à sauvegarder les intérêts du Cambodge en Cochinchine* (p. 2793); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2^{ter}: *Droits d'option pour la citoyenneté française accordés aux Cochinchinois* [3 juin 1949] (p. 3146, 3147); — du projet de loi organisant un référendum dans la ville libre de Chandernagor: *Discussion générale* [25 mai 1949] (p. 2882, 2883); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 1^{er}: *Ouverture d'un crédit de 21 milliards 500 millions pour couvrir le déficit de la S.N.C.F.* [31 mai 1949] (p. 2955, 2956, 2957, 2962); — d'une proposition de résolution relative aux droits du Cambodge dans le statut de la Cochinchine: *Sa motion préjudicielle* [3 juin 1949] (p. 3120); *Discussion générale* (p. 3137, 3138, 3139); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour 1949: *Ses explications de vote sur l'ensemble* [24 juin 1949] (p. 3754, 3755); — d'une proposition de résolution relative aux propositions de loi émanant de Conseillers de la République: *Discussion générale* [28 juin 1949] (p. 3804, 3805, 3808); — du projet de loi relatif aux publications destinées à la jeunesse, amendé par le Conseil de la République; Art. 12: *Amendement de M. Félix tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant un décret pour appliquer la loi et les limitations d'importation des dessins étrangers* [2 juillet 1949] (p. 4104); — du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe; Art. 1^{er}: *Ratifications du statut du Conseil de l'Europe du 5 mai*

1949 [9 juillet 1949] (p. 4495, 4496, 4497); — des interpellations sur le fonctionnement de la sécurité sociale : *Son ordre du jour tendant à réorganiser la sécurité sociale* [13 juillet 1949] (p. 4708, 4711, 4712, 4713, 4714); — du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique : *Ordre du débat* [26 juillet 1949] (p. 5334); Article additionnel : *Amendement de M. Michelet tendant à demander au Gouvernement américain des précisions sur le Comité de défense et les fournitures de matériel de guerre* (p. 5343, 5344, 5345, 5346, 5347). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Moch*) [13 octobre 1949] (p. 5795). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard de l'Allemagne (*Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Scherer, faisant confiance au Gouvernement*) [25 novembre 1949] (p. 6354, 6355). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Tenue d'une session extraordinaire*) [31 décembre 1949] (p. 7670). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 1^{er} : [Art. 31 F du Code du travail]; *Sous-amendement de M. Theetten tendant à supprimer l'ancienneté parmi les éléments servant à déterminer la représentativité des organismes syndicaux* [3 janvier 1950] (p. 28); Art. 31 J; *Son amendement tendant à consulter employeurs et salariés par référendum au sujet de l'extension d'une convention collective* (p. 62, 63) — Est entendu sur la nomination des membres des Commissions (*Ses observations sur la règle de la répartition proportionnelle des sièges*) [17 janvier 1950] (p. 279); *Sa motion préjudicielle tendant à ne faire procéder au scrutin que lorsqu'une nouvelle liste de candidats sera établie* (p. 280). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les scandales de la guerre du Viet-Nam et l'affaire Revers-Mast (*Ordre du jour de M. Juglas demandant la constitution d'une commission d'enquête et fixant la composition de celle-ci*) [17 janvier 1950] (p. 293); *Son ordre du jour demandant la constitution d'une commission d'enquête de 15 membres* (p. 294); *Son rappel au règlement (Priorité de son ordre du jour)* (p. 295); *Son amendement à l'ordre du jour de M. Juglas tendant à prévoir 15 membres élus par l'Assemblée Nationale à la majorité absolue* (p. 296); — du projet de loi relatif aux

conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République; Art. 3 bis : *Non-rupture du contrat de travail du fait d'une grève* [8 février 1950] (p. 1075). — Est entendu sur le remplacement d'un membre de la Commission des territoires d'outre-mer : *Sa motion préjudicielle déclarant irrecevable la candidature proposée* [16 février 1950] (p. 1125). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport relatif à la procédure d'élection de 13 membres de l'Assemblée de l'Union française : *Son contre-projet tendant à modifier la répartition des sièges entre les partis* [24 février 1950] (p. 1414, 1415, 1416); *Prise en considération du contre-projet de Mme Peyroles* (p. 1420); *Son amendement tendant à attribuer deux sièges aux groupes modérés* (p. 1443); — des interpellations sur l'arrestation de deux députés (Mme Marie Lambert et M. Signor) : *Son ordre du jour tendant à ne pas suspendre les poursuites* [27 avril 1950] (p. 2995, 2999); — des conclusions d'un rapport sur l'enquête des faits relatés par M. le Président du Conseil : *Sa motion blâmant les ministres ayant provoqué le non-lieu* [5 mai 1950] (p. 3307, 3308, 3309). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents survenus dans le département de l'Isère, organisés par le parti communiste [31 mai 1950] (p. 4043). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Queuille) (*Ses explications de vote sur la motion d'investiture de M. Delcos*) [30 juin 1950] (p. 5335, 5336). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition du Gouvernement [13 juillet 1950] (p. 5400); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [13 juillet 1950] (p. 5402, 5403). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution modifiant certaines dispositions du règlement de l'Assemblée : *Discussion générale* [17 octobre 1950] (p. 6925, 6926); — des interpellations sur le réarmement allemand : *Son ordre du jour condamnant la politique gouvernementale* [25 octobre 1950] (p. 7211); *Ordre du jour de confiance de M. Chevallier* (p. 7223, 7224, 7225, 7226); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa limitant l'amnistie aux peines inférieures à 5 ans de prison* [14 novembre 1950] (p. 7666, 7667, 7668); Art. 22 : *Amendement de M. Michelet tendant à suspendre l'interdiction de séjour pour les*

indignes nationaux, sauf exceptions [4 décembre 1950] (p. 8507); — d'une proposition de résolution relative à la révision de la Constitution : *Discussion générale* [30 novembre 1950] (p. 8355, 8356) ; Article unique : *Son contre-projet tendant à réviser de nombreux articles de la Constitution* (p. 8363); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales; Art. 6 : *Disjonction des articles 2 à 5* [16 décembre 1950] (p. 9242, 9243). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Sa demande d'organisation du débat sur la réforme électorale*) [19 décembre 1950] (p. 9294). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Question préalable posée par M. Boulet* [21 décembre 1950] (p. 9421); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour la reprise texte voté en 1^{re} lecture (Ses observations sur le point de vue du Conseil de la République, le nombre de divisions effectivement créés, la vente de rails en Chine)* [8 janvier 1951] (p. 287, 288, 289, 290, 291); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Retrait de l'ordre du jour proposé par la Conférence des présidents* [25 janvier 1951] (p. 365); — du projet de loi relatif aux prestations familiales : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [8 février 1951] (p. 946, 947); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Palewski tendant à accorder une majoration aux vieux ayant besoin d'une tierce personne salariée* [9 février 1951] (p. 1000); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de M. Barrachin tendant à prévoir le scrutin de liste majoritaire à deux tours* [23 février 1951] (p. 1520, 1521); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Défauts de la loi électorale, vices de l'appareillement)* [7 mai 1951] (p. 4787, 4788, 4789). = S'excuse de son absence [6 février 1947] (p. 188), [10 juin 1947] (p. 2000), [7 juillet 1947] (p. 2772), [28 novembre 1950] (p. 8234). = **Obtient des congés** [6 février 1947] (p. 188), [10 juin 1947] (p. 2000), [7 juillet 1947] (p. 2772), [28 novembre 1950] (p. 8234).

CARON (M. Paul), *Député du Pas-de-Calais (1^{re} circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [8 novembre 1949] (p. 6002); — de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); — de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute Cour de Justice (Ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [15 juillet 1947] (p. 3016).

Dépôts :

Le 30 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Bocquet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à organiser la répartition des sons et issues de meunerie, **n° 1510**. — Le 24 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une permission agricole d'une durée de vingt jours aux soldats cultivateurs de la classe 1947 et un congé libérable de la même durée aux soldats cultivateurs de la classe 1946 (2^e contingent), **n° 2099**. — Le 30 décembre 1948, une proposition de loi tendant à détaxer les combustibles liquides employés en agriculture, **n° 5997**. — Le 22 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder au crédit agricole mutuel les moyens nécessaires pour élever le plafond des prêts à long et moyen terme aux agriculteurs, **n° 8445**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 3 : *Son amendement tendant à fixer le prélèvement subi par les agriculteurs au montant de l'impôt sur les bénéfices agricoles de l'exploitation en 1947* [22 janvier 1947] (p. 6130); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses civiles ordinaires pour 1949; Art. 37 bis : *Son amendement tendant à amnistier fiscalement les prisonniers, déportés, anciens combattants, veuves et orphelins*

de guerre [31 décembre 1948] (p. 8264); — du projet de loi, amendé par le Conseil de la République, relatif aux Comptes spéciaux du Trésor; Art. 37 septièm : *Son amendement tendant à disjoindre l'article relatif à la taxe d'encouragement à la production textile* [8 mars 1949] (p. 1362); Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 1365); — d'une proposition de loi portant revalorisation de la retraite du combattant : *Discussion générale* [8 décembre 1949] (p. 6688) — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite du débat sur les prix agricoles*) [31 janvier 1950] (p. 836). — Dépose une demande d'interpellation sur la suppression de l'alcool de betterave pour la campagne 1950 [16 février 1950] (p. 1124); la développe [31 mars 1950] (p. 2735, 2736). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Suite du débat sur les prix agricoles*) [21 février 1950] (p. 1280). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur le prix de la chicorée et de la betterave, l'importance nationale de l'alcool de betterave, les prix agricoles français trop élevés par rapport aux cours mondiaux)* [23 février 1950] (p. 1383, 1384, 1385); — du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux en 1950 : *Discussion générale* [2 mars 1950] (p. 1623). — Dépose une demande d'interpellation : sur la fixation du prix du blé de la campagne 1950 [23 mai 1950] (p. 3794); — sur la fixation du prix du blé en 1950 [17 octobre 1950] (p. 6919); la développe (*Ses observations sur le prix des engrais*) [7 décembre 1950] (p. 8773, 8774, 8775). — Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [2 novembre 1950] (p. 7381, 7382). — Dépose une demande d'interpellation sur la prime de 100 francs par quintal que le Gouvernement doit accorder aux producteurs de blé et la fixation du prix du lait [12 avril 1951] (p. 3203). = S'excuse de son absence [10 juin 1947] (p. 2000).

CARTIER (M. Gilbert), *Député de Seine-et-Oise (2^e circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commis-

sion de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des affaires étrangères [29 mai 1947] (p. 1783); de la Commission des affaires économiques [30 juin 1947] (p. 2548), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission de l'intérieur [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [18 janvier 1949] (p. 34) Est nommé membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392).

Dépôts :

Le 17 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'aménagement des lotissements défectueux, n° 148. — Le 17 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 24 concernant l'assurance maladie des travailleurs de l'industrie et du commerce et des gens de maison, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa dixième session tenue à Genève le 15 juin 1927, n° 2062. — Le 17 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 17 concernant la réparation des accidents du travail adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa 7^e session tenue à Genève du 19 mai au 10 juin 1925, n° 2063. — Le 17 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 42 concernant la réparation des maladies professionnelles, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa 18^e session tenue à Genève le 21 juin 1934, n° 2064. — Le 1^{er} mars 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République, sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant réglementation de la propagande électorale pour les élections cantonales, n° 6621. — Le 16 juin 1950, une proposition

de loi tendant à créer un fonds national d'amortissement pour les charges d'adductions d'eaux, **n° 10331**. — Le 4 janvier 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : I le projet de loi (n° 11833) relatif aux modalités de répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires ; II. la proposition de loi (n° 11831) de M. Courant tendant à aider plus efficacement les communes déshéritées, **n° 11852**. — Le 16 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis (n° 12352) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11833) adopté par l'Assemblée Nationale relatif aux modalités de répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, **n° 12533**. — Le 2 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 12371) de M. Capdeville et plusieurs de ses collègues relative au branchement à l'égout dans l'agglomération rouennaise, **n° 13062**. — Le 8 mai 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 1674 du Code civil relatif aux lotissements défectueux, **n° 13124**.

Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur la nomination des Conseillers de la République chargés de représenter les Français résidant à l'étranger [4 février 1947] (p. 163) ; — sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de construction pour l'exercice 1947 ; Etat. A, ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 932 : *Centre national de la recherche scientifique* [7 mars 1947] (p. 730) ; — sur le projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à certaines dispositions budgétaires ; Art. 26 : *Amendement de M. Coudray tendant à exempter de la taxe radiophonique les vieillards qui ne payent pas d'impôt sur le revenu* [30 décembre 1947] (p. 6604). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne en 2^e lecture ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Demusois tendant à reprendre le texte déjà voté en 1^{re} lecture* [16 mars 1948] (p. 1697) ; Art. 11 : *Amendement de M. Demusois relatif à la composition du Conseil d'administration de la Régie autonome* (p. 1699) ; Art 44 : *Gestion des crédits par les collectivités locales* (p. 1709) ; — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et

moyens pour l'exercice 1948 : Art. 59 : *Amendement de M. Bergasse tendant à augmenter les avances à la ville de Marseille* [20 août 1948] (p. 6082) ; — du projet de loi portant retrait du privilège d'émission de la Banque d'Indochine : *Discussion générale* [26 août 1948] (p. 6334) ; — du projet de loi relatif à l'organisation départementale (*Sa demande de renvoi à la Commission*) [17 février 1949] (p. 653) ; — du projet de loi portant réglementation de la propagande électorale pour les élections cantonales, en qualité de *Rapporteur* [18 février 1949] (p. 698) ; Art. 8 : *Ouverture d'un crédit de 325 millions* (p. 699, 700) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [1^{er} mars 1949] (p. 1062) ; — du projet de loi fixant la date des élections au Conseil général dans les départements d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [22 février 1949] (p. 798) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Césaire tendant à adopter la même date qu'en France* (p. 800) ; Art. 2 : *Amendement de M. Valentino tendant à ne pas tenir compte des dispositions de la loi du 10 août 1871* (p. 801) ; Art. 3 : *Amendement de M. Girard tendant à prévoir un nouveau découpage des circonscriptions* (p. 802) ; — du projet de loi portant statut du personnel des communes : *Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par M. Truffaut* [8 novembre 1949] (p. 6005) ; Art. 13 : *Amendement de M. Viollette tendant à supprimer l'article relatif au syndicat des communes* [10 novembre 1949] (p. 6043) ; Art. 19 : *Son amendement tendant à excepter certains emplois des conditions d'âge pour le recrutement* [1^{er} décembre 1949] (p. 6525). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur le prix de la betterave [9 décembre 1949] (p. 6755). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires ; Art. 2 : *Amendement de M. Mouchet tendant à uetter à égalité les petites communes avec les communes de 10.000 à 100.000 habitants* [30 décembre 1949] (p. 7576, 7577) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République ; Art. 7 A : *Maintien du principal fictif de la contribution des patentes au montant de 1948* [29 janvier 1950] (p. 753) ; *Son amendement tendant à fixer le principal fictif de la contribution des patentes à la moyenne des montants pour 1948 et 1949* (p. 756, 757, 758) ; — du projet de loi portant réforme de

l'auxiliariat, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [30 mars 1950] (p. 2669); Art. 1^{er} : *Amendement de M. E.-L. Lambert tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux emplois réservés aux victimes de la guerre* (p. 2670); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR : *Discussion générale* [31 mai 1950] (p. 4055); — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, en qualité de *Rapporteur* [5 janvier 1951] (p. 172, 173); Art. 3 : *Amendement de M. Cristofol tendant à rendre obligatoire l'inscription au budget des sommes nécessaires aux collectivités locales* (p. 206); Art. 1^{er} : *Amendement de M. L'Huillier tendant à attribuer sur la taxe locale 60 0/0 aux communes et 15 0/0 aux départements* (p. 217); *Amendement de M. Tanguy-Prigent tendant à accorder 60 0/0 de taxe locale aux communes, 15 0/0 aux départements et à prévoir un régime spécial dans la Seine* (p. 219); *Amendement de M. Truffaut tendant à attribuer un minimum de 500 francs par habitant aux communes* (p. 222, 223); *Amendement de M. Palewski tendant à grouper Seine et Seine-et-Oise pour la répartition du produit de la taxe locale* (p. 224); Art. 4 : *Amendement de M. Cristofol tendant à faire voter un projet relatif aux finances locales avant le 31 mars 1951* (p. 226); Art. 2 : *Amendement de M. Truffaut relatif à la répartition par le fonds de péréquation entre communes riches et pauvres* (p. 227). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur la répartition du produit de la taxe locale*) [20 mars 1951] (p. 2222). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [21 mars 1951] (p. 2291, 2292); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Truffaut tendant à reprendre le texte de l'Assemblée accordant 800 francs par habitant aux communes pauvres* (p. 2293, 2294); *Amendement de M. Mondon tendant à prévoir la répartition par le fonds national de péréquation de 1.350 millions* (p. 2294, 2295); Art. 4 : *Amendement de M. Truffaut tendant à supprimer le deuxième alinéa prévoyant un régime spécial pour les communes de la Seine* (p. 2296).

CARTIER (M. Marcel), *Député de la Drôme*.

Son élection est validée [20 mai 1947] (p. 1678). — Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte. (Application de l'article 70 de la loi du 21 mars 1947, modifiée par la loi du 3 juillet 1947.) [15 mars 1950] (**F. n° 527**) [24 février 1951] (**F. n° 680**)

Dépôts :

Le 29 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi de M. Gozard et plusieurs de ses collègues tendant à la création de commissions parlementaires chargées de suivre l'application en France du programme de relèvement européen [E. R. P.] et de la convention de coopération économique européenne, **n° 5095**. — Le 10 mars 1949, un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, **n° 6780**. — Le 13 juin 1950, une proposition de loi tendant à rendre applicable aux étudiants et élèves qui font campagne en Extrême-Orient, les dispositions de l'ordonnance n° 45-1741 du 4 août 1945 relative à l'exonération des droits scolaires et universitaires et à l'aide aux étudiants victimes de la guerre, **n° 10266**. — Le 6 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 11278) de M. Jacques Gresa et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 13 de l'ordonnance n° 45-1741 du 4 août 1945 en faveur des étudiants anciens combattants, résistants et victimes de la guerre, **n° 12420**. — Le 19 avril 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Jacques Gresa et plusieurs de ses collègues (n° 11278) tendant à modifier l'article 13 de l'ordonnance n° 45-1741 du 4 août 1945 en faveur des étudiants anciens combattants, résistants et victimes de la guerre; 2° de M. Michelet et plusieurs de ses collègues (n° 12305) tendant à modifier l'ordonnance

n° 45-1741 du 4 août 1945 relative à l'exonération des droits scolaires et universitaires et à l'aide aux étudiants victimes de la guerre, n° 12889.

Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi modifiant la loi du 26 avril 1946 portant dissolution d'organismes professionnels et organisant la répartition des produits industriels, en qualité de *Rapporteur* [13 août 1947] (p. 4381); — sur le projet de loi portant reconduction des crédits du budget 1947 à l'exercice 1948, État I, PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Discussion générale* [27 décembre 1947] (p. 6371); — sur le projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et des dommages de guerre en 1948; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour constructions et aménagements provisoires* [30 décembre 1947] (p. 6505, 6506, 6507). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification de l'accord franco-polonais du 19 mars 1948 : *Ses explications de vote* [27 mai 1948] (p. 2973); — du projet de loi relatif à l'application de l'accord de coopération économique franco-américain, en qualité de *Rapporteur pour avis* [19 août 1948] (p. 5999); Art. 3 : *Amendements de M. Leenhardt relatifs à la constitution d'une Commission mixte consultative d'application des crédits provenant du plan Marshall* (p. 6002).

CARTIER (M. Marius), Député de la Haute-Marne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951], (p. 348); de la Commission de l'éducation nationale [16 mai 1950] (p. 3674). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [4 mai 1948] (p. 2484), [1^{er} juin 1948] (p. 3049), [30 novembre 1948] (p. 7302), [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 8 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les ouvriers et les agriculteurs victimes de la grêle dans les cantons de Montier-en-Der et Doulevant (Haute-Marne), n° 2326. — Le 2 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser les départs séparés des conjoints d'une famille se rendant en vacances et utilisant les billets S.N.C.F. pour congés payés, n° 5708. — Le 3 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à présenter avant le 1^{er} mai 1950 un programme de fabrication d'autorails afin d'en doter nos lignes secondaires et de voitures métalliques présentant un maximum de confort et de sécurité pour les usagers de la S.N.C.F. et à accorder à cette société les crédits nécessaires pour lui permettre de passer les commandes correspondant à ce plan, n° 9428. — Le 11 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Marius Cartier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à présenter avant le 1^{er} mai 1950 un programme de fabrication d'autorails afin d'en doter nos lignes secondaires et de voitures métalliques présentant un maximum de confort et de sécurité pour les usagers de la S.N.C.F. et à accorder à cette société les crédits nécessaires pour lui permettre de passer les commandes correspondant à ce plan, n° 9923. — Le 25 mai 1950, une proposition de loi tendant à interdire tout licenciement de cheminots, tout démembrement de la S.N.C.F. (suppression ou suspension de trafic, fermeture d'atelier) sans vote préalable du Parlement, n° 10065. — Le 27 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner son agrément à la fixation du salaire minimum vital garanti à 17.500 francs sans abattement de zone pour le personnel de la S.N.C.F. et l'application du coefficient 100 pour les services discontinus et du coefficient 120 pour le personnel du cadre permanent, n° 11127. — Le 1^{er} décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les crédits nécessaires pour financer un programme de fabrication de 1.000 autorails afin d'en doter les lignes secondaires, de 250 locomotives Diésel électrique en vue de la

modernisation des triages et dépôts, et de 5.000 voitures métalliques voyageurs pour supprimer les voitures en bois qui ne répondent pas aux conditions de sécurité indispensables, n° 11493.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions financières et budgétaires; Art. 26: *Son amendement tendant à exonérer les vieux travailleurs de la redevance radiophonique* [30 décembre 1947] (p. 6604, 6605); — du projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels; Art. 9: *Son amendement tendant à créer des centres techniques interprofessionnels* [16 mars 1948] (p. 1765); *le retire* (ibid.). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au prix de l'essence; Art. 2: *Amendement de M. Pouyet tendant à insérer un article supprimant la taxe intérieure sur les carburants utilisés par les agriculteurs* [20 décembre 1949] (p. 7026). — Dépose une demande d'interpellation sur la hausse du prix des transports par chemin de fer [24 janvier 1950] (p. 454). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 4: *Ouverture de crédits pour les investissements (Ses observations sur la situation financière de la S. N. C. F.)* [29 janvier 1950] (p. 771, 772, 773); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950: *Discussion générale* [26 avril 1950] (p. 2883, 2884, 2885); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; P.T.T., Chap. 1290: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour mesures diverses en faveur du personnel (Octroi de la prime de 3.000 francs)* [3 mai 1950] (p. 3224); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5150: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prise en charge du déficit de la S. N. C. F. par l'Etat (Fermeture de lignes de chemins de fer)* [7 juin 1950] (p. 4432, 4433); *Amendement de M. Morand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Salaires des cheminots)* (p. 4434); AVIATION CIVILE, Chap. 1020: *Son amendement tendant à reprendre le chiffre demandé par*

le Gouvernement pour les contractuels de l'administration centrale [19 juin 1950] (p. 4987); Chap. 3120: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles d'aviation civile (Ecole d'Orly)* (p. 4998); Chap. 5020: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le déficit d'Air France (Licenciement de personnel)* [20 juin 1950] (p. 5024, 5025); EDUCATION NATIONALE: *Discussion générale (Ses observations sur l'enseignement supérieur et la gestion de la société universitaire de Paris)* [22 juin 1950] (p. 5168, 5169). — Dépose une demande d'interpellation : sur la création d'un camp d'aviation à Robinson (Haute-Marne près de Saint-Dizier) [17 octobre 1950] (p. 6920); — sur la réorganisation de la S. N. C. F. en vertu du décret du 1^{er} juin 1950 [27 octobre 1950] (p. 7315). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnements des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5140: *Couverture du déficit de la S. N. C. F. par une subvention de 70 milliards* [19 décembre 1950] (p. 9304, 9305, 9306); Chap. 5150: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour application de la convention de 1937 entre l'Etat et la S. N. C. F. (Majoration des allocations familiales des cheminots)* (p. 9310); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 3050: *Amendement de M. Poumadère tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel volant de l'aviation sportive (Détaxe des carburants)* [14 mars 1951] (p. 1932, 1933, 1934); Chap. 5040: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le déficit d'Air France (Hausse des salaires du personnel)* (p. 1953); *Amendement de M. Barthélémy tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (Revendications du personnel complémentaire)* (p. 1956); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, amendé par le Conseil de la République; Chap. 5130: *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour l'indemnité à la S. N. C. F. compensant les réductions de tarifs voyageurs* [5 avril 1951] (p. 2763, 2764, 2765); P.T.T., Chap. 1070: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des lignes (Revendications de salaires des postiers)* [2 mai 1951] (p. 4432); Chap. 4020: *Son amendement tendant à réduire*

de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales (*Réduction sur les chemins de fer pour les congés payés*) (p. 4481); FINANCES, CHARGES COMMUNES, Chap. 5100: *Subvention d'équilibre à la S. N. C. F.* [16 mai 1951] (p. 5229, 5230). — Dépose une demande d'interpellation sur le décret discriminatoire pris le 26 février 1951 relevant de ses fonctions M. Guille, Inspecteur d'académie de Chaumont [17 mars 1951] (p. 2121). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951: *Discussion générale (Grève des cheminots)* [21 mars 1951] (p. 2311, 2312); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée nationale; Art. 1^{er} bis: *Son amendement tendant à maintenir la représentation proportionnelle dans les départements élisant plus de 5 députés* [21 mars 1951] (p. 2413). — Dépose une demande d'interpellation: sur l'installation d'une usine de tracteurs américains à Saint-Dizier [21 mars 1951] (p. 2469); sur la cession aux troupes américaines de forêts domaniales dans la Marne [21 mars 1951] (p. 2469); — sur la création d'une base aérienne américaine à Saint-Dizier [21 mars 1951] (p. 2469). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réalisation d'un plan d'économies; Art. 1^{er}: *Amendement de M. Taillade tendant à abroger l'article du budget des Travaux publics bloquant la moitié de la subvention à la S. N. C. F.* [8 mai 1951] (p. 4806).

CASANOVA (M. Laurent), Député de Seine-et-Marne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre de la Commission des pensions [21 janvier 1947] (p. 27), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348).

Dépôt :

Le 24 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un premier secours de 5 millions aux victimes du cyclone du 20 mai qui s'est abattu sur la localité de Pontault-Combault, n° 10022.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation: a) sur les conditions dans lesquelles les officiers en activité de service ont pu assister à une manifestation partisane organisée en présence de diplomates étrangers; — b) sur les conditions dans lesquelles la radio d'Etat a pu retransmettre un discours dirigé contre les institutions républicaines [29 avril 1947] (p. 1332). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [20 mai 1947] (p. 1679, 1680). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 001: *Retraite du combattant* [21 juillet 1947] (p. 3315); Chap. 104: *Traitements du personnel contractuel et technique* (p. 3318, 3319). — Est entendu pour un fait personnel (*Ses explications à M. Claudius Petit*) [29 novembre 1947] (p. 5426). — Prend part à la discussion des interpellations sur le renvoi de la Mission française de rapatriement en U. R. S. S. [12 décembre 1947] (p. 5711, 5712, 5713, 5714). — Dépose une demande d'interpellation: sur la manifestation des combattants, prisonniers de guerre du 3 septembre 1949 à Paris [13 octobre 1949] (p. 5765); — sur l'interdiction par le Ministre de l'Intérieur du congrès mondial des partisans de la paix [10 avril 1951] (p. 3028). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion d'une proposition relative aux abattements de zone*) [10 avril 1951] (p. 3041, 3042).

CASTELLANI (M. Jules), Député de Madagascar (*Collège des citoyens de statut français, 1^{re} circonscription*).

Son élection est validée [20 décembre 1946] (p. 187). = Est nommé membre: de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [1^{er} février 1949] (p. 266) [19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34). [17 janvier 1950] (p. 300), [2 novembre 1950] (p. 7375), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu secrétaire de

cette Commission [*J. O.* du 30 janvier 1948] (p. 1012), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 783), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 717). — Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [25 mai 1949] (p. 2878). — Est élu secrétaire de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [30 novembre 1950] (**F. n° 626**). — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés dans la déclaration du Président du Conseil du 17 janvier 1950 [31 janvier 1950] (p. 383). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'article premier de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

Dépôts :

Le 30 juin 1947, une proposition de loi relative au mode d'élection des assemblées provinciales et de l'Assemblée représentative pour Madagascar, **n° 1868**. — Le 27 novembre 1947, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre mer sur la proposition de loi de M. Duveau et plusieurs de ses collègues tendant à décider que les dommages causés aux personnes et aux biens des victimes de l'insurrection malgache seront à la charge de la Nation, et qu'un premier crédit de cent millions de francs C.F.A. soit mis immédiatement à la disposition du Gouvernement général de Madagascar, **n° 2723**. — Le 27 novembre 1947, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les moyens voulus pour assurer l'embarquement des marchandises qui se trouvent en souffrance dans les territoires d'outre-mer et à mettre à la disposition de ces territoires les moyens aériens et maritimes capables d'assurer leur évacuation, ainsi que le transport des passagers en instance de départ, **n° 2724**. — Le 21 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à ouvrir un crédit de 500 millions de francs C.F.A. en vue d'accorder, à titre d'avances sur leurs dommages, un secours d'extrême urgence aux victimes de l'insurrection malgache, **n° 2961**. — Le 19 mai

1948, une proposition de loi portant amélioration et modification du régime des retraites des pensionnés assujettis au régime de pensions militaires et réputés non envoyés d'Europe aux termes des lois du 18 avril 1831 et du 5 août 1879, **n° 4245**. — Le 19 mai 1948, une proposition de loi tendant à augmenter les traitements annuels de la Médaille militaire et de la Légion d'honneur, **n° 4247**. — Le 16 juin 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, **n° 4583**. — Le 25 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prescrire le relèvement du prix d'achat du café aux producteurs, **n° 5390**. — Le 31 août 1948, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution transmise par le Conseil de la République tendant à demander à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur les projets et propositions de loi dont il est actuellement saisi, **n° 5425**. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Louis Rollin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à affirmer et matérialiser les droits de souveraineté de la France sur les îles australes françaises, notamment l'archipel Kerguelen, et à y envoyer dans les délais les plus brefs une mission économique, scientifique et militaire, **n° 7040**. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi portant réorganisation du régime de l'émission à Madagascar, **n° 7061**. — Le 14 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi ouvrant des crédits pour le secours des populations sinistrées de la côte Est de Madagascar par suite de cyclone, **n° 7083**. — Le 29 juin 1949, une proposition de loi tendant à modifier le taux de compétence de diverses juridictions, **n° 7677**. — Le 27 octobre 1949, une proposition de loi portant organisation du régime du travail dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, **n° 8281**. — Le 10 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet

de loi relatif à la création d'un établissement administratif permanent à l'île Amsterdam, n° 8345. — Le 15 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes précautions utiles pour que les coupures de courant électrique n'aient aucune répercussion sur le fonctionnement des établissements hospitaliers et plus particulièrement de ceux spécialisés dans les traitements des affections tuberculeuses, n° 8384. — Le 30 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi étendant au territoire du Togo, le décret n° 47-1932 du 7 octobre 1947 portant réglementation des transports automobiles en Afrique occidentale française, n° 8903. — Le 3 février 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la résolution transmise par le Conseil de la République tendant à demander à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant réorganisation du régime de l'émission à Madagascar, n° 9162. — Le 28 février 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant réorganisation du régime de l'émission à Madagascar, n° 9354. — Le 24 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale étendant au territoire du Togo le décret n° 47-1932 du 7 octobre 1947 portant réglementation des transports automobiles en Afrique occidentale française, n° 9632. — Le 29 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française tendant à inviter l'Assemblée Nationale à adopter une loi ayant pour objet de mettre à la disposition des territoires d'outre-mer, producteurs de café, les bénéfices réalisés par le Gouvernement sur la vente des stocks de ce produit détenus au 15 janvier 1950, n° 10821. — Le 12 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux victimes les plus éprouvées du cyclone qui a dévasté l'archipel des Comores

le 22 décembre 1950, n° 11901. — Le 1^{er} février 1951, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution de M. Duveau (n° 9031) tendant à modifier l'article 18 du Règlement, n° 12041. — Le 16 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de 75 millions aux victimes du cyclone qui a dévasté la ville de Fort-Dauphin, à Madagascar, n° 12242.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires sur l'Exercice 1947 (Dépenses militaires); vote sur la question de confiance (*Politique en Indochine*) [22 mars 1947] (p. 1026). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour rétablir la situation à Madagascar [29 avril 1947] (p. 1332); la développe [6 mai 1947] (p. 1476 à 1481 et 1484), [8 mai 1947] (p. 1520 et 1524), [9 mai 1947] (p. 1537, 1559 et 1560); *Son ordre du jour de confiance* (p. 1560); *le retire* (ibid.). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : *Date de discussion des interpellations sur le problème du blé et les événements de Madagascar* [29 avril 1947] (p. 1335, 1336, 1337, 1338, 1339); — sur le procès-verbal de la précédente séance : *Levée d'immunité parlementaire des députés malgaches* [6 juin 1947] (p. 1951, 1952). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1947; Dépenses civiles; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER; Chap. 318 : *Services coloniaux de Marseille et de Bordeaux* [19 juin 1947] (p. 2228). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises par le Gouvernement à Madagascar et la situation qui en résulte [7 juillet 1947] (p. 2794). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi visant à la réalisation d'un plan de congélation de la viande : *Discussion générale* [8 juillet 1947] (p. 2825, 2826); Art. 3 : *Son amendement tendant à étendre l'application à l'Union française* (p. 2830); — sur le projet de loi tendant à accorder aux fonctionnaires un acompte provisionnel : *Discussion générale (Fonctionnaires d'outre-mer)* [16 juillet 1947] (p. 3083). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux rapports entre locataires et bailleurs : *Date de*

la suite de la discussion [28 juillet 1947] (p. 3634). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi de M. Faure fixant certaines dispositions transitoires pour les loyers : *Discussion générale* [29 juillet 1947] (p. 3644, 3645). — Est entendu au cours du débat sur une demande en autorisation de poursuites contre MM Ravoahangy et Rabemananjara [1^{er} août 1947] (p. 3822). — Est entendu dans la discussion du projet de loi fixant l'organisation et la compétence des Assemblées de groupe en Afrique noire : *Motion préjudicielle de M. Malbrant tendant au renvoi devant la Commission pour établissement de deux projets de lois* [4 août 1947] (p. 3887); *Discussion générale* (p. 3898); Art. 37 : *Son amendement tendant à inclure dans les attributions des Grands Conseils les tarifs des impôts sur le revenu* (p. 3904); Art 37 bis : *Attributions des conseils généraux* (p. 3905); Art. 41 : *Amendement de M. Félix Tchicaya relatif aux concessions forestières agricoles et permis de recherches* (p. 3909); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 3913). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à accorder des secours aux victimes de l'insurrection malgache; en qualité de *Rapporteur* [11 décembre 1947] (p. 5619); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur* [26 décembre 1947] (p. 6274); Art. 3 : *Amendement de M. Simonnet tendant à inclure trois nouveaux articles reconnaissant le droit aux réparations des victimes* (p. 6276); — d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri prévoyant certaines dispositions d'ordre transitoire en matière de loyers; Art. 2 : *Son amendement relatif au droit de reprise par les Français ayant résidé outre-mer* [18 décembre 1947] (p. 5875); *le retire* (ibid.); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Création d'un impôt exceptionnel* [31 décembre 1947] (p. 6671). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation à Madagascar, les mesures du Gouvernement et la campagne de presse à ce sujet [15 janvier 1948] (p. 177). — Est entendu au cours du débat : sur la demande de discussion d'urgence d'un projet de loi relatif à la réglementation des changes : *Son rappel au règlement (Renvoi en Commission)* [26 janvier 1948] (p. 200, 201); — sur la proposition de résolution adressant un hommage au nouvel

Etat d'Israël : *Ses explications de vote sur la demande d'ajournement* [20 mai 1948] (p. 2782); — sur le projet de loi relatif aux loyers; Art. 13 bis : *Son amendement tendant à étendre le droit de reprise aux fonctionnaires coloniaux* [27 mai 1948] (p. 2952). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Son droit à la parole*) [9 juin 1948] (p. 3315). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Son rappel au règlement* [8 juin 1948] (p. 3291); Chap. 100 : *Ses observations sur la presse diffusée à Madagascar* [9 juin 1948] (p. 3331, 3335) et *La guerre en Indochine* (p. 3334, 3335). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance (*Modification du vote final du projet portant aménagements fiscaux*) [10 juin 1948] (p. 3393). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au fonds d'investissement pour le développement économique et social des Territoires d'outre-mer; Art 4 : *Ouverture d'un crédit de 22.827 millions* [22 juin 1948] (p. 3788, 3789). — Ses rapports sur des pétitions [28 juin 1948] (p. 4102), [8 août 1948] (p. 5559). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences de l'accord de la baie d'Along pour la Cochinchine et l'Union française [8 juillet 1948] (p. 4497). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires; FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale* [16 juillet 1948] (p. 4711); Chap. 152 : *Amendement de M. Villon tendant à réduire de 5 milliards les crédits pour la solde des troupes coloniales* (p. 4714). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences de l'accord de la baie d'Along pour la Cochinchine et l'Union française [30 juillet 1948] (p. 5159); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [19 août 1948] (p. 5991). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires; Art. 16 : *Son amendement tendant à supprimer les paragraphes III et IV* [6 août 1948] (p. 5483); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Servin tendant à supprimer l'article (Stagiaires d'administration coloniale)* [9 août 1948] (p. 5590, 5591); — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République : *Discussion générale* [12 août 1948] (p. 5716, 5717); Art. 55 : *Amendement de M. Bichet ten-*

dant à réduire la représentation des Français des Protectorats [13 août 1948] (p. 5787); Art. 1^{er} : Amendements de M. Pronteau tendant à supprimer les alinéas 5 et 6 relatifs à la représentation des Français des Protectorats [18 août 1948] (p. 5879); Art. 51 : Amendement de M. Konaté tendant à instaurer outre-mer l'unicité du collège et le scrutin proportionnel (p. 5920, 5921); Art. 56 : Son amendement relatif au mode d'élection des conseillers de Tunisie (p. 5928); Art. 57 : Son amendement tendant à faire élire les conseillers pour le Maroc sur présentation par les groupes (p. 5931); le retire (p. 5932); — d'une résolution octroyant une prolongation de délai au Conseil de la République; en qualité de Rapporteur [31 août 1948] (p. 6416). — Est entendu au cours du débat sur la recevabilité d'une demande de discussion d'urgence (*Procès de Madagascar*) [23 septembre 1948] (p. 6855, 6856). — Son rapport sur une pétition [16 novembre 1948] (p. 7013). — Ses rapports sur des pétitions [24 février 1949] (p. 918). — Prend part à la discussion du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine : Son rappel au règlement (*interruption de la discussion des interpellations sur l'Indochine*) [11 mars 1949] (p. 1542, 1543); Discussion générale (p. 1578, 1579, 1580); Art. 1^{er} : Son amendement tendant à augmenter la représentation des Français dans cette Assemblée (p. 1583); le retire (p. 1584); Art. 2 : Son amendement relatif au mode d'élection de la section française, tendant à accorder le droit de vote aux militaires (p. 1586); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : Son amendement tendant à reprendre le chiffre des membres fixé par le Conseil de la République [12 mars 1949] (p. 1609); Art. 2 : Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la composition de la section française (p. 1609, 1610); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 1610) — Est entendu sur la motion de censure déposée par M. Capitant : Ses explications de vote sur cette motion [15 mars 1949] (p. 1639, 1640). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement sur le budget de la France d'outre-mer : Discussion générale [31 mars 1949] (p. 1939, 1954, 1955); Chap. 100 : Reclassement des fonctionnaires des territoires d'outre-mer (p. 1955); Chap. 107 : Agence économique des colonies (p. 1957); — du projet de loi portant majoration des pensions des anciens combat-

tants et victimes de la guerre; Art. 5 : Amendement de M. Hamani Diori tendant à étendre la loi aux invalides des territoires d'outre-mer [12 avril 1949] (p. 2397, 2398). — Dépose une demande d'interpellation sur la tolérance faite à la délégation du Viet-Nam en France, de publier des informations anti-françaises [12 avril 1949] (p. 2417). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux droits de souveraineté de la France sur certaines îles australes, en qualité de Rapporteur [14 avril 1949] (p. 2447); — du projet de loi fixant la composition et l'organisation du Haut conseil de l'Union française, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : Définition du rôle du Haut Conseil [14 avril 1949] (p. 2472, 2473); Art. 4 : Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au budget du Haut Conseil (p. 2473). — Dépose une demande d'interpellation sur la réquisition des équipages d'Air France au moment de la grève d'avertissement déclenchée par le personnel navigant [17 mai 1949] (p. 2549). — Prend part à la discussion : du projet de loi organisant un référendum dans la ville libre de Chandernagor; Art. 1^{er} : Son amendement tendant à fixer la même date pour le référendum dans les cinq comptoirs [25 mai 1949] (p. 2885, 2886); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 2887). — d'une proposition de résolution relative aux droits du Cambodge dans le statut de la Cochinchine (*Motion préjudicielle de M. Capitant*) [3 juin 1949] (p. 3121). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur le statut de la Cochinchine*) [3 juin 1949] (p. 3121). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 bis : Son amendement tendant à supprimer la clause dès la promulgation de la présente loi [3 juin 1949] (p. 3143, 3144, 3145); Art. 3 : Son amendement tendant à supprimer la restriction dans l'« Union française » (p. 3147); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 3148). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Ses observations sur le programme fixé par la Conférence des Présidents*) [21 juin 1949] (p. 3569). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique économique et financière dans les territoires d'outre-mer : Discussion générale (*Ses observations sur le rôle du F. I. D. E. S., du plan Monnet et le marché mondial du café*) [21 juin 1949] (p. 3580, 3581); *Priorité*

pour l'ordre du jour de M. Juglas (p. 3603); — de la proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuite contre des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [8 juillet 1949] (p. 4417, 4418); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4437, 4438); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 juillet 1949] (p. 5532, 5533). — Est entendu sur le procès-verbal (*Truquage du vote sur la proposition de la loi relative aux immunités parlementaires*) [30 juillet 1949] (p. 5770). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux circonscriptions électorales des départements d'outre-mer amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er}: *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République pour l'arrondissement de Basse-Terre* [30 juillet 1949] (p. 5572); *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République pour l'arrondissement de Pointe-à-Pitre* (p. 5573). — Est entendu pour un rappel au règlement (*Discussion d'une proposition de loi abrogeant les décrets relatifs aux « réputés originaires »*) [30 juillet 1949] (p. 5662). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant réorganisation du régime d'émission à Madagascar, en qualité de *Rapporteur* [29 novembre 1949] (p. 6402, 6403, 6405, 6408); Art. 1^{er}: *Contre-projet de M. Defferre tendant à confier l'émission de la monnaie à un institut d'émission* [2 décembre 1949] (p. 6556, 6557); *Amendement de M. Duveau tendant à limiter à 20 ans le renouvellement du privilège d'émission* (p. 6559, 6560); Art. 3: *Amendement de M. Burlot tendant à autoriser la Banque à pratiquer le réescompte des effets à moyen terme* (p. 6562, 6563); *Amendement de M. Duveau tendant à ouvrir des crédits sans intérêt au Crédit agricole* (p. 6564); Art. 4: *Amendement de M. Apithy tendant à prévoir le transfert du siège social à Tananarive* (p. 6584); Art. 7: *Amendement de M. Arthaud tendant à faire approuver par une loi les conventions sur les modalités d'application* (p. 6586); Art. 8: *Amendement de M. Silvanore relatif à la contre-valeur des billets perdus* (p. 6586); — du projet de loi portant création d'un établissement administratif à l'île d'Amsterdam, en qualité de *Rapporteur* [1^{er} décembre 1949] (p. 6488). — Dépose une demande d'interpellation sur la décision de l'Assemblée des Nations - Unies concernant le territoire du Fezzan [8 décembre 1949] (p. 6700); la déve-

loppe [13 décembre 1949] (p. 6820, 6821, 6827). — Prend part à la discussion: du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 25: *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre les amendements à l'article majorant la taxe à la production (Ses observations sur le décret différenciant le régime des fonctionnaires aux colonies, suivant leur origine)* [30 décembre 1949] (p. 7606); — du projet de loi approuvant les rapports des états associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France: *Discussion générale* [28 janvier 1950] (p. 666, 667). — Pose une question à M. le Ministre de la France d'outre-mer relative à l'attribution d'une décoration dans l'ordre de la Légion d'honneur [3 février 1950] (p. 971) — Dépose une demande d'interpellation: sur la propagande menée par les élus de l'Union Française communiste et les excitations à la révolte de ces élus en Côte d'Ivoire [16 février 1950] (p. 1126); Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (p. 1133, 1134, 1135); — sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour empêcher la glorification du Viet Minh de Ho Chi Minh [17 février 1950] (p. 1219). — Prend part à la discussion: du projet de loi organisant un référendum dans les établissements français de l'Inde: *Discussion générale* [24 février 1950] (p. 1437); — d'une proposition de loi relative aux établissements privés pour mineurs déficients: *Discussion générale* [28 février 1950] (p. 1511). — Dépose une demande d'interpellation sur la liberté du café et la suppression du groupement d'achat de ce produit [28 février 1950] (p. 1524); Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [28 mars 1950] (p. 2447, 2448, 2449) — Son rapport sur une pétition [14 mars 1950] (p. 2021). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements: *Contre-projet de M. Rollin tendant à limiter le droit de reprise sur les appartements acquis depuis 1939* [21 mars 1950] (p. 2208); — du projet de loi relatif à l'Assemblée représentative de la côte française des Somalis: *Discussion générale* [22 juillet 1950] (p. 5828, 5831, 5832); Art. 2: *Sa demande de réserver l'article* [24 juillet 1950] (p. 5845); *le retire* (ibid.); Art. 7: *Son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa relatif à l'inéligibilité des administrateurs des colonies* (p. 5848); Art. 13: *Amendement de*

M. Hamani tendant à prévoir des bulletins de couleur pour permettre aux illettrés de voter (p. 5849); Art. 40: *Amendement de M. Hamani tendant à ne pas inclure dans les dépenses obligatoires celles pour les forces armées* (p. 5853); Article additionnel: *Amendement de M. Sissoko tendant à spécifier que cette loi n'est applicable qu'à la Côte française des Somalis* (p. 5826); Art. 2: *Amendement de M. Apithy tendant à prévoir un collège unique élisant des membres de toutes les races* (p. 5857); Art. 5: *Son amendement tendant à prévoir 14 conseillers au lieu de 13 dans le premier collège* [26 juillet 1950] (p. 6030); *Amendement de M. Duveau tendant à faire voter les tirailleurs par correspondance dans leur pays d'origine* (p. 6032); *Son amendement tendant à prévoir 14 conseillers au lieu de 13 dans le premier collège* (p. 6035); *Son amendement tendant à prévoir 13 conseillers dans le premier collège* [27 juillet 1950] (p. 6089); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer: *Discussion générale* [18 novembre 1950] (p. 7922). [27 novembre 1950] (p. 8196, 8197); Art. 1^{er}: *Son contre-projet tendant à prévoir des décrets particuliers pour chaque territoire* [2 décembre 1950] (p. 8458, 8459, 8460, 8461, 8462, 8463); *Amendement de M. Senghor tendant à définir le travailleur dans les territoires d'outre-mer* (p. 8463); Art. 2: *Sa demande de suspension du débat* (p. 8464, 8465); *Amendement de M. Malbrant tendant à interdire le travail forcé en principe* (p. 8465); *Amendement de M. Malbrant tendant à prévoir un certain nombre de cas où le travail forcé est maintenu* (p. 8466, 8467); Art. 1^{er}: *Son amendement tendant à excepter les travailleurs non salariés* [9 décembre 1950] (p. 8894); *Son sous-amendement tendant à supprimer « moyennant rémunération »* (p. 8897, 8898); *Son sous-amendement tendant à faire fixer par arrêté le champ d'application du droit coutumier* (p. 8898, 8899); *Son sous-amendement relatif aux conditions de travail des fonctionnaires* (p. 8899); Art. 3: *Son rappel au règlement (Discussion de l'un de ses amendements)* (p. 8900); *Son amendement relatif à l'interdiction du travail forcé* (p. 8900); *Son amendement tendant à interdire toute activité politique aux syndicats* (p. 8900, 8901); *le retire* (p. 8901); Article additionnel: *Amendement de M. Malbrant tendant à faire communiquer au Procureur de la République le bilan des syndicats* (p. 8901, 8903); Art. 8: *Amendement de*

M. Benoit tendant à permettre aux mineurs de 14 ans de s'inscrire à un syndicat (p. 8904); Art. 16: *Son amendement tendant à autoriser les syndicats à créer ou diriger des coopératives* [16 décembre 1950] (p. 9198, 9199); *Son amendement tendant à limiter aux membres des syndicats et à leur famille la clientèle de ces coopératives* (p. 9199, 9200); Art. 17: *Son amendement relatif au statut des travailleurs étrangers* (p. 9200, 9201); Art. 18: *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa relatif aux activités gratuites des syndicats* (9201, 9202); *le retire* (p. 9202); Art. 21: *Son amendement relatif à la constitution de caisses de secours par les syndicats* (p. 9202, 9203, 9204); *le retire* (p. 9204); *Son amendement relatif au contrôle financier des caisses de solidarité* (p. 9205); Art. 23: *Son amendement tendant à prévoir un délai de 8 ans d'appartenance pour qu'un ex-membre de syndicat puisse encore être membre des sociétés de secours mutuel* (p. 9205, 9206, 9207); Art. 24: *Son amendement tendant à permettre une union si les syndicats comprennent au moins 200 membres* (p. 9207, 9208); *Rappel au règlement de M. Chassaing* (p. 9208, 9209); Art. 27: *Amendement de M. Martine tendant à prévoir la mise à la disposition de locaux par les gouverneurs au profit des syndicats* (p. 9210, 9211); Art. 28: *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa relatif aux activités des associations professionnelles* (p. 9212, 9213, 9214); *Son rappel au règlement (Nouveau texte de la Commission)* [20 décembre 1950] (p. 9334, 9335); Art. 31: *Son amendement tendant à fixer à deux ans la durée des contrats d'embauche* (p. 9336); *Son amendement relatif à l'embauche de travailleurs venant d'autres territoires* (p. 9336, 9337); *le retire* (p. 9337); *Amendement de M. Senghor tendant à prévoir des contrats de 3 et 5 ans pour les travailleurs venant d'autres territoires* (p. 9338, 9339); Art. 32: *Son amendement tendant à supprimer le quatrième alinéa relatif aux formalités des contrats d'embauche* (p. 9339); *Son amendement satisfait* (p. 9340); Art. 33: *Son amendement relatif à l'inclusion des délais de recrutement et de route dans la durée du contrat* (p. 9341); Art. 36: *Amendes infligées aux salariés* (p. 9342); Art. 37: *Son amendement relatif aux clauses interdisant aux travailleurs d'accepter un travail analogue dans la même région* (p. 9343); *le retire* (p. 9344); Art. 38: *Son sous-amendement tendant à ne pas exiger de l'employeur un certi-*

ficat dans tous les cas de congédiement (p. 9344, 9345); Art. 39 : Son amendement tendant à accorder un jour par semaine aux travailleurs congédiés sans spécifier heure par heure ou globalement (p. 9347); le retire (ibid.); Art. 40 : Amendement de M. Cermolacce tendant à supprimer la fin de l'article énumérant les fautes lourdes entraînant le congédiement (p. 9347); Art. 43 : Dommages et intérêts dus à des travailleurs considérés comme créance privilégiée (p. 9348); Art. 45 : Maintient du contrat de travail en cas de cession ou de vente de l'entreprise (p. 9348); Art. 46 : Amendement de M. Benoist concernant le cas de suspension ou de rupture du contrat [3 février 1951] (p. 727); Son sous-amendement relatif à la durée du préavis en cas de rupture du contrat (p. 728); Nouveau texte de la Commission (p. 728, 729); Sous-amendement de M. Duveau relatif au cas de maladie prolongée (p. 729); Art. 48 : Son amendement tendant à n'accorder de certificat de travail à un employé que s'il quitte l'entreprise régulièrement (p. 729, 730); Art. 50 : Son amendement tendant à mentionner la raison sociale de l'apprenti (p. 730, 731); Art. 51 : Son amendement tendant à tenir compte de l'avis des Assemblées locales (p. 731); le retire (p. 731); Art. 52 : Son amendement tendant à remplacer « imposé » par « prévu » (p. 731); le retire (ibid.); Art. 54 : Logement des jeunes apprenties mineures (p. 731, 732); Art. 55 : Son amendement tendant à appliquer l'article aux employeurs amnistiés (p. 732); Art. 57 : Son amendement tendant à prévoir le cas de conventions spéciales entre l'employeur et la famille de l'apprenti (p. 733, 734); Amendement de M. Duveau tendant à accorder vingt heures de liberté par semaine à l'apprenti (p. 734); Art. 60 : Son amendement relatif à la définition du tâcheron (p. 736, 737); Art. 61 : Son amendement relatif à la responsabilité de l'entrepreneur en cas d'insolvabilité du tâcheron (p. 737, 738); Art. 62 : Son amendement relatif aux déclarations à remplir par le tâcheron (p. 738); Art. 64 : Extension des conventions collectives du travail dans les territoires d'outre-mer [10 février 1951] (p. 1025, 1026, 1027, 1028); Son amendement tendant à limiter le champ d'application des conventions collectives au domaine territorial et professionnel (p. 1028, 1029); Art. 65 : Son amendement tendant à ne tenir compte que de l'avis des deux tiers des adhérents (p. 1030); Son amendement tendant à faire ratifier les conventions par 51 0/0 des

membres des syndicats (p. 1031); Art. 66 : Son amendement tendant à n'appliquer les conventions collectives qu'après avis du chef de territoire (p. 1031, 1032); Amendement de M. Maisan tendant à admettre l'adhésion de tout employeur (p. 1033); Son rappel au règlement (Lenteur de la discussion) (p. 1033); Art. 67 : Amendement de M. Malbrant tendant à appliquer les conventions après notification de l'approbation du Ministre des territoires d'outre-mer ou dans un délai de trois mois après la publication des arrêtés (p. 1034); Art. 69 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à interdire à l'administration de prendre connaissance des registres d'adhésion et de la comptabilité des syndicats (p. 1035, 1036); Art. 57 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à prévoir « la liberté » en plus du temps libre [17 février 1951] (p. 1308); Art. 70 : Son amendement tendant à ne pas payer les heures de nuit à un tarif spécial (p. 1309); Amendement de M. Ninine tendant à permettre aux travailleurs de se faire assister d'un conseiller de leur choix (p. 1311); Son amendement tendant à prévoir l'attribution de logements, la cession de vies et des avantages en nature (p. 1312); Son amendement tendant à accorder des pouvoirs aux chefs des territoires pour insérer des clauses nouvelles (p. 1313, 1314); Art. 71 : Son amendement tendant à limiter la loi au plan territorial et professionnel (p. 1315); le retire (p. 1316); Art. 72 : Détermination des organisations syndicales les plus représentatives (p. 1316); Son amendement tendant à supprimer « ou du groupe de territoire » (p. 1317); le retire (ibid.); Art. 73 : Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa relatif à la cessation des conventions collectives par désignation ou non renouvellement (p. 1317); Son amendement tendant à placer l'article 75 avant l'article 74 (p. 1318); Art. 74 : Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant que les conventions conclues dans un territoire pourront être rédigées en tenant compte de celles conclues dans un autre territoire (p. 1318, 1319); Art. 76 : Vote trop rapide de l'article 69 (p. 1319); Son amendement tendant à limiter le champ d'application des conventions (p. 1319); le retire (ibid.); Art. 79 : Son amendement tendant à tenir compte des usages locaux dans chaque territoire (p. 1320); Art. 84 : Son amendement tendant à ne pas obliger les caisses d'épargne d'outre-mer à délivrer un deuxième livret (p. 1321); Art. 85 : Son amendement ten-

dañt à supprimer la présence de deux témoins pour les illettrés (p. 1322); Art 87 : Son amendement tendant à prévoir une indemnité spéciale d'expatriement pour les travailleurs recrutés dans la métropole (p. 1322, 1323, 1324); le reporte à l'article 90 (p. 1324); Art 90 : Indemnités spéciales pour les travailleurs venant d'autres territoires [24 février 1951] (p. 1602, 1603); Amendement de M. Malbrant tendant à tenir compte des conditions ethniques (p. 1607); Amendement de M. Malbrant tendant à attacher au salaire la prime d'éloignement en faveur des salariés de toutes catégories (p. 1608, 1609); Son amendement tendant à fixer par arrêté du chef du territoire, le taux minimum de l'indemnité d'éloignement (p. 1610); Art. 91 : Sa demande de renvoi à la Commission (p. 1611, 1612); Son rappel au règlement (Article 46 non encore adopté) (p. 1618); Son amendement tendant à fixer par arrêté les normes de travail (p. 1619); Amendement de M. Benoist tendant à supprimer l'article relatif aux conditions de rendement (p. 1620); Son amendement tendant à supprimer « par catégories professionnelles » (p. 1621, 1622); Son amendement tendant à ne pas prévoir de tarif distinct pour le travail de nuit (p. 1622); Amendement de M. Benoist tendant à supprimer les alinéas relatifs au cas d'attribution d'indemnités (p. 1623); Son amendement relatif au remboursement de la valeur du logement (p. 1624, 1625); Art. 92 : Définition des travailleurs adultes (p. 1626); Art. 94 : Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à l'affichage des salaires (p. 1628); Art. 95 : Sa demande de renvoi à la Commission de l'article relatif au calcul de la rémunération des employés pendant leur congé (p. 1628, 1629); Son amendement tendant à dissocier du salaire les indemnités et avantages coloniaux (p. 1629); Art. 95 : Son amendement tendant à ne pas calculer les dommages-intérêts suivant le mode prévu dans l'article (p. 1629); Art. 96 : Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa relatif au lieu où est faite la paye (p. 1630); Son amendement tendant à payer les travailleurs absents n'importe quel jour (p. 1630); Art. 97 : Son amendement tendant à payer le salaire dans les huit jours suivant la fin de mois (p. 1631); le retire (p. 1632); Son amendement tendant à payer les commissions dues dans les six mois après la fin du trimestre (p. 1632); Son amendement tendant à prévoir un an pour le paiement

d'un employé qui a droit à une part sur les bénéfices (p. 1632, 1633); Son amendement tendant à supprimer le sixième alinéa relatif à la compétence des tribunaux du travail (p. 1633); Art 97 : Son amendement relatif à la date du règlement de la participation aux bénéfices pour les travailleurs intéressés [17 mars 1951] (p. 2100); le retire (ibid.); Art. 98 : Son amendement tendant à faire signer le délégué du personnel sur l'état de paiement quand le salarié est illettré (p. 2101); le retire (ibid.); Amendement de M. Malbrant tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif à la délivrance d'un bulletin individuel de paye (p. 2165); Son amendement tendant à ne délivrer de bulletin de paye que sur demande du salarié (p. 2106, 2107); Art. 99 : Privilèges et garanties de la créance du salaire (p. 2108, 2109); Son amendement tendant à ne pas faire des salaires, des créances privilégiées par rapport aux autres créances (p. 2109); le retire (p. 2110); Art. 104 : Son amendement tendant à préciser les cas exceptionnels où des retenues peuvent être faites sur les salaires (p. 2110, 2111, 2112, 2113); le retire (p. 2113); Son amendement tendant à prévoir le consentement écrit devant le chef de canton (p. 2113, 2114); Rappel au règlement de M. Malbrant (Absence des parlementaires) (p. 2121); Son amendement tendant à ne pas considérer comme avances les acomptes inférieurs à deux mois de salaires (p. 2121, 2122); le retire (p. 2122); Amendement de M. Ninine tendant à ce que les retenues ne puissent dépasser un dixième du salaire (p. 2123); Son amendement tendant à ce que les retenues ne puissent dépasser le quart du salaire (p. 2123, 2124); Art. 107 : Economats de vente (p. 2125); Son amendement tendant à prévoir un amortissement pour marchandises avariées (p. 2125, 2126); Son amendement tendant à ne prévoir que deux membres dans la commission de surveillance (p. 2126, 2127); Amendement de M. Malbrant tendant à interdire la vente d'alcools et spiritueux dans les économats (p. 2128); Art. 108 : Son amendement tendant à prévoir le contrôle des économats par le chef de la circonscription administrative (p. 2130, 2131); Art. 109 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à fixer la durée légale du travail à quarante heures par semaine [7 avril 1951] (p. 2910); Amendement de M. Bonnet tendant à préciser que les heures supplémentaires seront majorées (p. 2910, 2911); Art. 111 :

Repos des femmes et des enfants (p. 2914); Art. 113 : *Son amendement tendant à réduire les congés de maternité* (p. 2912, 2913); *le retire* (p. 2913); *Amendement de M. Benoist tendant à supprimer le cas de force majeure pour les congés de maternité* (p. 2913); *Son amendement tendant à substituer l'Etat à l'employeur pour le paiement des allocations pendant le congé de maternité* (p. 2914, 2915); *Son amendement relatif au maintien des prestations en nature* (p. 2915); Art. 114 : *Son amendement tendant à n'accorder des repos d'allaitement que pendant un an* (p. 2916, 2917); Art. 115 : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa interdisant le travail aux enfants de moins de 14 ans* (p. 2917); *le retire* (ibid.); Art. 116 : *Examen médical des femmes et des enfants salariés* (p. 2918); *Son amendement tendant à licencier les femmes et enfants inaptes au travail* (p. 2918, 2919); Art. 120 : *Son amendement tendant à inclure les délais de transport dans la durée du congé payé* (p. 2919, 2920); Art. 121 : *Indemnité de congé payé* (p. 2920); *Son amendement relatif à l'allocation de congé payé dans les territoires du Pacifique* (p. 2920); *Son amendement tendant à prévoir un correctif de change pour les salaires des employés des territoires du Pacifique* (p. 2920, 2921, 2922); *Son amendement relatif à l'inclusion des délais de route dans la durée du congé payé* (p. 2922); Art. 122 : *Frais de voyage de la famille du salarié à la charge de l'employeur* (p. 2923, 2924); Art. 123 : *Son amendement tendant à ne pas accorder les frais de transport aux travailleurs en cas de faute grave de ces derniers* (p. 2925); Art. 125 : *Son amendement tendant à ne pas inclure les délais de route dans la durée maxima du contrat* (p. 2925); Art. 127 : *Son amendement relatif au délai pendant lequel un ancien employé peut faire valoir ses droits à un congé* (p. 2925, 2926); Art. 128 : *Son amendement tendant à n'accorder aux salariés le rapatriement que dans les limites du cautionnement versé par lui* [14 avril 1951] (p. 3309); Art. 130 : *Son amendement tendant à ajouter au deuxième alinéa « paritairement »* (p. 3310); Art. 131 : *Son amendement relatif à la procédure de mise en demeure* (p. 3311); Art. 133 : *Son amendement tendant à substituer un délai d'un mois à celui de quatre jours* (p. 3311); Art. 134 : *Son amendement tendant à substituer un délai de dix jours à celui de quarante-huit heures* (p. 3312); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à n'accorder qu'un délai de six mois au lieu de deux ans pour la déclaration de maladie par le travailleur* (p. 3312); *le retire* (ibid.); Art. 135 : *Assistance médicale aux travailleurs* (p. 3313); *Son amendement tendant à obliger les entreprises de plus de 1.000 employés à entretenir un médecin* (p. 3313); *Son amendement tendant à obliger les entreprises de plus de 100 employés à entretenir un infirmier* (p. 3313, 3314); Art. 139 : *Assistance médicale à la charge de l'employeur* (p. 3314); Art. 140 : *Evacuation des malades* (p. 3314, 3315); Art. 142 : *Inspection du travail* (p. 3321); Art. 143 : *Son amendement tendant à soumettre les inspecteurs du travail aux chefs de territoire* (p. 3322); *le retire* (ibid.); Art. 144 : *Son amendement tendant à tenir compte des pouvoirs normaux des chefs de territoire* (p. 3322, 3323); *Son amendement tendant à mettre les inspecteurs généraux sous l'autorité des chefs de territoire* (p. 3323); Art. 147 : *Amendement de M. Malbrant tendant à supprimer l'article relatif à l'affectation des inspecteurs généraux du travail* [29 avril 1951] (p. 4266); Art. 148 : *Amendement de M. Malbrant tendant à supprimer l'article relatif au serment prêté par les inspecteurs du travail* (p. 4267); *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa relatif au secret professionnel à observer* (p. 4267, 4268); Art. 149 : *Son amendement tendant à prévoir la remise d'une copie du procès-verbal à l'employeur* (p. 4268, 4269); Art. 150 : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa relatif au pouvoir des inspecteurs du travail* (p. 4269); Art. 153 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à l'inspection des mines et carrières* (p. 4270); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. Benoist tendant à ne pas restreindre les droits de l'inspecteur dans les établissements travaillant pour la défense nationale* (p. 4270); Art. 91 : *Son amendement relatif aux normes de travail* (p. 4274); Art. 118 : *Congés payés accordés aux salariés* (p. 4276); *Son amendement tendant à prévoir des droits à congé variable suivant les territoires* (p. 4276, 4277); *le retire* (p. 4277); *Son amendement tendant à ne prévoir qu'un minimum de quatre jours de congés payés* (p. 4277); *le retire* (ibid.); *Son amendement relatif au congé des non adultes* (p. 4277); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à supprimer le sixième alinéa relatif aux mères de famille* (p. 4277); *le retire* (ibid.); Art. 119 : *Son amendement tendant à prévoir l'avis de la*

commission consultative (p. 4278); *Son amendement tendant à ne pas inclure le congé dans la durée maximum du contrat* (p. 4278); Art. 158 : *Son amendement tendant à énumérer les décisions que peut prendre par arrêté le chef du territoire* (p. 4279); *le retire* (p. 4280); Art. 166 : *Amendement de M. Duveau tendant à rétablir l'article instituant une carte du travail remise au salarié* (p. 4283); *Son sous-amendement tendant à faire fixer par arrêté les mentions apposées sur la carte de travail* (p. 4283); Art. 167 : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à reprendre l'article prévoyant un duplicatum de la carte de travail remise au travailleur* (p. 4284); Art. 171 : *Amendement de Mme Lefebvre relatif au rôle de l'Office de main-d'œuvre en cas de grève* (p. 4285); Art. 172 : *Son amendement tendant à supprimer l'article interdisant les bureaux d'embauche privés* (p. 4285, 4286); Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir la compétence des tribunaux métropolitains quand le contrat est signé dans la métropole* (p. 4287, 4288); Art. 188 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à la séance de conciliation* (p. 4298); Art. 189 : *Cas de non conciliation (Droit de grève dans les démocraties populaires)* (p. 4298, 4299); *Amendement de M. Duveau tendant à prévoir le cas de conciliation partielle* (p. 4299); Art. 191 : *Son amendement tendant à écourter le délai si le tribunal le juge utile* (p. 4300); Art. 195 : *Son amendement relatif à l'exécution des jugements devenus définitifs* (p. 4300, 4301, 4302); Article additionnel : *Son amendement relatif au droit d'appel attribué au chef du service judiciaire* (p. 4303); Art. 200 : *Demande de disjonction de l'article relatif à l'arbitrage en cas de grève, présentée par M. Benoist* (p. 4306, 4307, 4308); Art. 212 : *Amendement de M. Benoist tendant à supprimer la deuxième phrase permettant de frapper non seulement le secrétaire du syndicat mais le syndicat lui-même* (p. 4310, 4311); Art. 218 : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa étendant la responsabilité du fait d'autrui aux conséquences pénales* [30 avril 1951] (p. 4364); Art. 46 : *Maintien du contrat de travail pendant le service militaire de l'intéressé* (p. 4366); Art. 46 bis : *Son amendement tendant à limiter l'indemnité à un mois de salaire* (p. 4367); *le retire* (ibid.); Art. 5 bis : *Amendement de M. Dumas tendant à supprimer l'article relatif à la surveillance des syndicats par les magistrats* (p. 4368, 4369); Art. 200 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de*

la Commission relatif à la conciliation des grèves (p. 4370, 4371); Art. 201 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de la Commission relatif à l'arbitrage obligatoire* (p. 4371); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Inconvénients de la loi votée)* (p. 4374, 4375). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Suite de la discussion du Code du travail dans les territoires d'outre-mer* [20 février 1951] (p. 1369). — Prend part : aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Guy Mollet); *Ses observations sur les programmes économiques des territoires d'outre-mer* [6 mars 1951] (p. 1766); — à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 2 : *Son amendement tendant à rétablir la représentation des Français du Maroc, de Tunisie et d'Indochine* [21 mars 1951] (p. 2448); Article additionnel : *Demande de disjonction, présentée par M. Mazuez, des amendements relatifs à la date des élections* (p. 2461); — à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; FRANCE D'OUTRE-MER; Chap. 1000 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Ministre (Procès des Pères Blancs à Dakar poursuivis en diffamation pour un compte rendu de presse)* [4 avril 1951] (p. 2675, 2676, 2684); *Amendement de M. Benoist tendant à réduire de 1 million les crédits de ce chapitre (Vote du Code du travail dans les territoires d'outre-mer)* (p. 2687); Chap. 1070 : *Agence économique des territoires d'outre-mer* (p. 2696); Chap. 1260 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité des territoires d'outre-mer (Commission d'enquête sur les événements de la Côte d'Ivoire et rébellion de Madagascar)* (p. 2699, 2700); *le retire* (p. 2700); Chap. 1280 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les magistrats des territoires d'outre-mer (Procès des Pères Blancs de Dakar)* (p. 2708); *le retire* (ibid.); Chap. 1270 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité des territoires d'outre-mer (Procès des Pères Blancs de Dakar)* [5 avril 1951] (p. 2742, 2743). — Est entendu : pour un rappel au règlement (*Petit nombre de députés présents en séance*) [7 avril 1951] (p. 2908, 2909); — sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion du Code du travail dans les terri-*

toires d'outre-mer) [10 avril 1951] (p. 3043). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [24 avril 1951] (p. 3852, 3853, 3854); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Mercier tendant à attribuer un député par 500.000 habitants aux fractions supérieures à 250.000* (p. 3857); Art. 2 : *Création de collèges uniques en Afrique noire* (p. 3858); Art. 3 : *Amendement de M. Malbrant tendant à supprimer le septième alinéa inscrit sur les listes électorales les membres des associations coopératives et syndicales* (p. 3885); *Amendement de M. Malbrant tendant à supprimer le septième alinéa incluant parmi les électeurs les membres des associations syndicales* (p. 3886); *Amendement de M. Juge tendant à inclure les habitants capables de lire et écrire en langue vernaculaire* (p. 3888); Art. 5 : *Composition des commissions chargées de la révision des listes électorales* (p. 3889); *Son rappel au règlement (Continuation du débat)* (p. 3894); Art. 8 : *Son amendement tendant à prévoir le scrutin majoritaire à un tour dans les territoires élisant plus de deux députés* (p. 3896); Art. 12 : *Formalités des déclarations de candidatures* (p. 3897); Art. 18 : *Délai octroyé pour la révision des listes électorales* (p. 3898); TABLEAUX ANNEXES : *Chiffre de la population du Sénégal* (p. 3899); *Amendement de M. Juge relatif aux ressortissants français des Nouvelles Hébrides* (p. 3900); *Amendement de M. Malbrant tendant à rétablir le double collège en A. E. F.* (p. 3900, 3901); *Demande de seconde délibération de l'article 3, présentée par M. Benoist* (p. 3902); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Inconvénients du double collège)* (p. 3902, 3903); — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales : *Discussion générale* [28 avril 1951] (p. 4142); Art. 1^{er} : *Demande de prise en considération du texte gouvernemental majorant de 20 0/0 seulement les allocations familiales, présentée par le Gouvernement* (p. 4147); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires; Article additionnel : *Son amendement tendant à ne pas appliquer la loi aux Français rentrant des territoires d'outre-mer après un séjour de cinq ans au moins* [28 avril 1951] (p. 4166, 4167) — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Huit députés seulement en séance*) [29 avril 1951] (p. 4296).

CASTERA (M. Edmond), *Député du Gers.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des boissons [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347).

Dépôts :

Le 14 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Poumadère et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accélérer les travaux d'équipement électrique rural et à accorder une aide efficace aux collectivités rurales, n° 936. — Le 6 mai 1947, une proposition de loi tendant à encourager la culture du blé par l'établissement d'un prix différentiel en faveur des petits et moyens producteurs dont le prix de revient est supérieur au prix de revient national, n° 1256. — Le 16 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Castera et plusieurs de ses collègues tendant à encourager la culture du blé par l'établissement d'un prix différentiel en faveur des petits et moyens producteurs dont le prix de revient est supérieur au prix de revient national, n° 1342. — Le 5 juin 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Castera et plusieurs de ses collègues tendant à encourager la culture du blé par l'établissement d'un prix différentiel en faveur des petits et moyens producteurs dont le prix de revient est supérieur au prix de revient national, n° 1561. — Le 21 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à encourager la culture du blé et du seigle par l'établissement d'une prime à l'hectare pour les récoltes de 1947 et de 1948, n° 1796. — Le 28 octobre 1947, une proposition de loi tendant à fixer pour la campagne 1947-1948 la prime d'encouragement à l'hectare pour le blé et le seigle à un taux égal à la valeur de deux quintaux de blé, n° 2595. — Le 4 août 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agricul-

ture sur la proposition de loi de M. Moussu, président, et des membres de la Commission de l'agriculture modifiant la loi tendant à encourager la culture du blé et du seigle par l'établissement d'une prime à l'hectare pour les récoltes de 1947 et de 1948, n° 5149. — Le 12 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à décoordonner la ligne Fort-Sainte-Marie—Riscle et le tronçon Auch—Tarbes ; 2° à établir sur ces lignes un service d'autorails, n° 5248. — Le 24 février 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Jean-Louis Dumet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à lever toutes amendes infligées à certains paysans échangistes amenés à transporter irrégulièrement du blé ou de la farine, par suite des quantités insuffisantes qui leur sont tolérées, alors que, pratiquement, la vente du pain est libre, n° 6588. — Le 13 octobre 1949, une proposition de loi tendant à attribuer des subventions aux collectivités locales pour couvrir les frais occasionnés par le ravitaillement en eau en période de sécheresse, n° 8186. — Le 24 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à reconduire en faveur des vieux paysans l'allocation temporaire instituée par la loi n° 46-990 du 13 septembre 1946 jusqu'à la création de l'organisme professionnel autonome d'allocation vieillesse prévue par la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948, n° 8489. — Le 23 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution de M. Roger Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réparer les injustices dont sont victimes les viticulteurs de l'Ardèche au sujet de l'impôt sur les bénéfices agricoles, n° 9998. — Le 8 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux victimes des orages de grêle qui se sont abattus au cours du printemps 1950 dans le département du Gers, n° 10209. — Le 8 mai 1951, une proposition de loi tendant à exonérer les viticulteurs et agriculteurs du département du Gers victimes d'orages de grêle en 1951 : 1° de la distillation obligatoire pour la récolte 1950 ; 2° du blocage pour la récolte 1950 ; 3° des impôts fonciers et des impôts sur les bénéfices agricoles, n° 13127.

Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande (*Prix différentiel pour le blé*) [16 mai 1947] (p. 1614, 1615) ; — de sa proposition de loi relative au prix différentiel du blé, en qualité de *Rapporteur* [22 mai 1947] (p. 1719, 1720), [5 juin 1947] (p. 1919, 1920) ; Art. 3 : *Amendements de MM. Charpentier et Paul Ribeyre tendant à supprimer cet article relatif à l'augmentation de la prime en faveur des terres dont le rendement est inférieur à 15 quintaux* [6 juin 1947] (p. 1953) : *Discussion générale en seconde lecture* [8 juillet 1947] (p. 2815) ; Art. 4 : *Rôles des comités départementaux des céréales* [8 juillet 1947] (p. 2819) ; — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 : Etat I ; AGRICULTURE, Chap. 527 : *Subventions au blé de printemps* [26 décembre 1947] (p. 6280, 6281) ; — de la proposition de loi tendant à encourager la culture du blé et du seigle, en qualité de *Rapporteur* [13 août 1948] (p. 5790) ; *Demande de discussion d'urgence* (p. 5791) ; — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts ; Art. 7 : *Amendement de M. Paumier tendant à supprimer l'article* [18 septembre 1948] (p. 6676, 6677) ; *Son sous-amendement relatif au taux des droits sur les rhums* (p. 6679) ; — du projet de loi relatif à l'élection des Conseils d'administration des organismes de la mutualité agricole ; Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant des collèges cantonaux* [18 novembre 1948] (p. 7070) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant le maintien ou la création d'une union départementale de la mutualité agricole* (p. 7071, 7072) ; Art. 17 : *Son amendement tendant à supprimer l'article faisant obligation de créer l'union des Caisses centrales de mutualité agricole* (p. 7072) ; Art. 24 : *Son amendement tendant à permettre au personnel salarié des organismes de la mutualité agricole de faire partie du Conseil d'administration* (p. 7074) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'agriculture ; Chap. 523 : *Subvention à l'office interprofessionnel des céréales* [12 avril 1949] (p. 2373 2374) ; — du projet de loi relatif à l'élection des Conseils d'administration des organismes de la mutualité agricole, amendé par le Conseil de la République ; Art. 12 : *Son*

amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à l'élection des délégués cantonaux [17 mai 1949] (p. 2542); Art. 14: *Anomalies du texte voté en contradiction avec l'article 12* (p. 2548); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 5: *15 milliards d'économies à réaliser par la S.N.C.F. sur les travaux en cours* [31 mai 1949] (p. 2993, 2994). — Pose à M. le Ministre des finances une question relative au nombre de bureaux gérés par un comptable ayant fourni un cautionnement dans les P.T.T., le Trésor et l'enregistrement [10 juin 1949] (p. 3288). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux vieux paysans, en qualité de *Rapporteur* [29 novembre 1949] (p. 6398, 6399); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 3550: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les chasses de Rambouillet et de Marly* [25 mai 1950] (p. 3934); Chap. 5170: *Encouragement aux exploitants agricoles* (p. 3953, 3954, 3955); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5150: *Reconstruction des voies ferrées de la S.N.C.F. (Suspension de lignes secondaires)* [1^{er} août 1950] (p. 6377); — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles: PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LE RÉGIME DES ALLOCATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Art. 4: *Son amendement tendant à prévoir une subvention de l'Etat à échéances régulières* [29 juillet 1950] (p. 6220, 6221); PROJET DE LOI RELATIF AU BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Article additionnel: *Son amendement tendant à prévoir les versements de l'Etat à échéances régulières* [31 juillet 1950] (p. 6258); *le retire* (ibid.); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles; Art. 6: *Amendement de M. Baurens tendant à prélever 5 francs par hectolitre sur le droit de circulation du vin déjà existant* [4 août 1950] (p. 6643); Art. 7: *Ressources du fonds national de solidarité viticole* (p. 6645) — Dépose une demande d'interpellation sur les multiples agressions perpétrées contre des organisations démocratiques et notamment à Auch le 8 octobre 1950 [17 octobre 1950] (p. 6920); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation

(*Attentat contre M. Jacques Duclos*) [14 novembre 1950] (p. 7686, 7688). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration: *Discussion générale* [2 novembre 1950] (p. 7383); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 13: *Amendement de M. Ruffe tendant à exonérer de cotisation les exploitants ayant un revenu cadastral inférieur à 250 francs* [13 décembre 1950] (p. 9027, 9028). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative au contrôle sur l'accès à certains emplois (*Gérance d'un bureau de tabac*) [22 décembre 1950] (p. 9498). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 1000: *Ses observations sur l'affaire Boléro Paprika dirigée contre les communistes espagnols* [8 février 1951] (p. 793); — d'une proposition de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 1^{er}: *Son amendement tendant à relever à 40.000 francs par an l'allocation temporaire* [21 mars 1951] (p. 2284, 2285).

CATOIRE (M. Jules), Député du Pas-de-Calais (2^e circonscription).

*Ministre des Anciens combattants
et Victimes de la guerre*

(Cabinet R. SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948,

*Sous-Secrétaire d'Etat à la Santé publique
et Population*

(1^{er} Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949,

Secrétaire d'Etat à la Santé publique

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951,

Secrétaire d'Etat à la Santé publique

(3^e Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39): = Est nommé membre: de la Commission de la Production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); — de la Commission de la Comptabilité [17 décembre 1946] (p. 103); [5 juillet 1948]

(p. 4307); — de la Commission de la Famille, de la Population et de la Santé publique [17 janvier 1950] (p. 300); — de la Commission de la Reconstruction et des Dommages de guerre [17 janvier 1950] (p. 300).

Dépôt :

Le 20 janvier 1950, une proposition de loi tendant à établir la « Charte de l'Habitat », n° 9018.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948; Article additionnel: *Son amendement tendant à abroger pour les industries de presse la caisse de compensation des charges exceptionnelles résultant de l'emploi de travailleurs frontaliers* [20 août 1948] (p. 6096). — Est nommé *Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre* (Cabinet R. Schuman) [5 septembre 1948] (*J. O.* du 5 septembre 1948, p. 8786). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population* (1^{er} Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948, p. 9010); donne sa démission de *Sous-Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population* [13 octobre 1949] (p. 5764). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population* (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950, p. 7563).

En cette qualité :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes [26 juillet 1950] (p. 5993, 5994). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Population* (3^e Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642). — S'excuse de son absence [20 mai 1947] (p. 1678), [22 mai 1947] (p. 1710).

CATRICE (M. Jean), Député du Nord (2^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé **membre : de la Commission des affaires économiques** [17 décembre

1946] (p. 101), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). Est élu Vice-Président de cette Commission [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 964), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 782), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 716), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 881). — Est désigné par la Commission des affaires économiques pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte. (Application de l'art. 70 de la loi du 21 mars 1947, modifiée par la loi du 3 juillet 1947) [15 mars 1950] (F° 527). — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (Loi du 27 décembre 1945) [15 juillet 1947] (p. 3016).

Dépôts :

Le 27 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi relatif à la création et à l'extension de fonds de commerce et à l'attribution de contingents de démarrage, n° 1102. — Le 19 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur: I. — La proposition de loi de M. Leenhardt et plusieurs de ses collègues tendant à refondre le système de répartition des licences d'importation et d'exportation; II. — La proposition de résolution de Mme Poinso-Chapuis et M. Abelin tendant à inviter le Gouvernement à organiser par décret une procédure rationnelle et équitable de répartition des licences d'importation, n° 3876. — Le 23 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative au fonctionnement des gares internationales franco-belges de Quévy et de Jeumont, n° 4681. — Le 1^{er} juillet 1948, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier l'accord bilatéral de coopération économique conclu entre le Gouvernement de la République française et les Etats-Unis d'Amérique, n° 4827. — Le 12 août 1948, une proposition de loi portant modification à la loi n° 48 1244 du 31 juillet 1948 modifiant la loi du 26 avril 1946 portant dissolution d'organismes professionnels, et organisation, pour la période transitoire, de la répartition des produits industriels, n° 5254.

Interventions :

Son rapport au nom du 3^e bureau sur les opérations électorales du département de la Côte-d'Or [28 novembre 1946] (p. 13). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique économique, le commerce et le ravitaillement (*rationnement de la chicorée*) [18 février 1947] (p. 358); — de l'interpellation de M. Fernand Grenier sur la dévolution des biens des entreprises de presse [30 mai 1947] (p. 1854); — du projet de loi d'amnistie; Art. 9, 9^e alinéa : *Son amendement tendant à amnistier les infractions à la législation économique* [21 juin 1947] (p. 2313); — du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); ECONOMIE NATIONALE, Chap. 100 : *Amendement de M. Bergeret tendant à réduire les crédits; Réponse à M. Philip sur la répartition des bons matières* [3 juillet 1947] (p. 2664); *Soutient l'amendement de M. Bergeret tendant à réduire les crédits* (p. 2665, 2666). — Est entendu dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du Budget général de l'exercice 1947; Art. 2 additionnel : *Son amendement tendant à modifier la base et le taux de l'impôt cédulaire* [1^{er} août 1947] (p. 3859); *Son amendement tendant à réviser le calcul des frais généraux dans les professions artisanales* (p. 3863). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la ratification de l'accord franco-polonais du 19 mars 1948; Art. 1^{er} : *Ses explications de vote* [27 mai 1948] (p. 2973); — du projet de loi portant ratification de l'accord franco-américain du 11 mars 1948; Art. 1^{er} : *Ses explications de vote* [27 mai 1948] (p. 2974, 2975); — du projet de loi portant création d'une caisse de compensation des charges résultant de l'emploi de travailleurs frontaliers : *Discussion générale* [30 juin 1948] (p. 4172, 4173); Art. 2 : *Amendement de M. Vendroux tendant à exclure le Pas-de-Calais du ressort de cette caisse* (p. 4176); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4178); — de projets de lois ratifiant trois actes internationaux, en qualité de *Rapporteur pour avis* [2 juillet 1948] (p. 4293 et suiv.); — du projet de loi portant organisation de la répartition des produits industriels : *Discussion générale* [28 juillet 1948] (p. 4988, 4989, 4990). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur la répartition des produits industriels*) [7 août 1948] (p. 5510). — Prend part à

la discussion du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur le redressement économique à réaliser, l'équilibre budgétaire, les dépenses d'investissement, les subventions à la S. N. C. F., la réforme fiscale, la nécessité d'exporter)* [21 décembre 1948] (p. 7829, 7830, 7831, 7832). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à prendre pour assurer l'équilibre de la balance des comptes en 1952 [22 février 1949] (p. 821). — Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation des dépenses d'investissement : *Discussion générale* [2 mars 1949] (p. 1102, 1103, 1104). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre à la suite des déclarations de M. Calvet, directeur de l'Office des changes [31 mars 1949] (p. 1964). — Prend part à la discussion : du projet de loi ratifiant l'accord international sur le blé, en qualité de *Rapporteur* [30 juin 1949] (p. 3969); — d'une proposition de loi relative au régime de l'essence : *Discussion générale* [21 juillet 1949] (p. 4904); Article unique : *Amendement de M. Buron tendant à porter le contingent accordé aux prioritaires de 175 à 200 millions de litres* (p. 4907); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur les charges excessives supportées par le budget, l'insuffisance du plan Monnet, la nécessité d'une plus grande justice fiscale, la fraude fiscale, l'augmentation de la production industrielle, les restrictions de crédit)* [21 décembre 1949] (p. 7087, 7088, 7089, 7090); — du projet de loi relatif à la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [30 décembre 1949] (p. 7581); — du projet de loi approuvant les rapports des États associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Discussion générale* [27 janvier 1950] (p. 610); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art. 1^{er} : *Sous-amendement de Mme Ginollin tendant à condamner la mise en liberté de policiers condamnés pour collaboration* [3 mars 1950] (p. 1818); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 : *Discussion générale* [26 avril 1950] (p. 2887); — des interpellations sur l'activité des brigades fiscales : *Discussion générale* [23 mai 1950] (p. 3812, 3815); — du projet de

loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Discussion générale* [27 décembre 1950] (p. 9707, 9708, 9709, 9710); — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; Art. 2 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à supprimer le 4^e alinéa et à permettre à l'Assemblée Nationale de prendre l'initiative des enquêtes à confier au Conseil économique* [7 février 1951] (p. 845); Art. 3 : *Amendement de M. Alliot tendant à permettre au Conseil économique de donner son avis sur les moyens matériels nécessaires à la réalisation des plans prévus* (p. 845); Art. 5 : *Amendement de M. d'Aragon tendant à prévoir un représentant des communautés du travail* (p. 849, 850); *Amendement de M. Malbrant tendant à inclure quinze représentants des territoires d'outre-mer* (p. 851); *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à prévoir trois représentants de la propriété bâtie* (p. 853); Art. 7 : *Amendement de M. Hugues tendant à supprimer les deux premiers alinéas relatifs à la représentation des régions économiques* (p. 878); Art. 11 : *Amendement de M. Greffier tendant à prévoir l'entrée au Conseil économique des Ministres, Secrétaires d'Etat et Commissaires du Gouvernement* (p. 881); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, Art. 5 : *Amendement de M. Schauffler tendant à reprendre le texte du Conseil de la République assurant la représentation distincte aux femmes chefs d'entreprise* [13 mars 1951] (p. 1847, 1848); *Amendement de M. Chauvard tendant à prévoir un représentant de l'habitat* (p. 1851); — du projet de loi relatif aux prestations familiales : *Demande de prise en considération par le Gouvernement de la lettre rectificative* [8 février 1951] (p. 913); — d'une proposition de loi relative à l'interdiction du système de vente avec timbres primes, amendée par le Conseil de la République; Art. 2 : *Amendement de M. Chaze tendant à supprimer l'article interdisant les ventes avec primes en nature* [14 mars 1951] (p. 1906); Art. 3 : *Amendement de M. Weill-Raynal tendant à ne pas interdire les escomptes ou remises en espèces* (p. 1908); Art. 7 : *Décret d'application* (p. 1909); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951: **AFFAIRES ÉCONOMIQUES**, Chap. 1000 : *Ses observations sur les exportations* [25 avril 1951] (p. 3943, 3944). — Est entendu sur un incident (*Confusion des débats*)

[25 avril 1951] (p. 3962). = S'excuse de son absence [22 juillet 1947] (p. 3348). = Obtient un congé [22 juillet 1947] (p. 3348).

CAYEUX (M. Jean), Député de la Seine (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission du règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des affaires étrangères [27 avril 1948] (p. 2296), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364). — Est nommé vice-président de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 782), [*J. O.* du 20 janvier 1950] (p. 739). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 195), [4 mai 1948] (p. 2484), [1^{er} juin 1948] (p. 3049).

Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à reconnaître la corporation commerciale et à organiser son statut, **n° 18**. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier en faveur des jeunes ménages n'ayant pu cohabiter, du fait de la guerre, les modalités de la procédure de logement d'office, **n° 22**. — Le 4 février 1947, une proposition de loi tendant à faciliter la participation des comités d'entreprises à la gestion et aux résultats des entreprises, et portant exonération de la taxe additionnelle établie par l'article 448 du Code de l'enregistrement pour la part d'augmentation de capital, par l'incorporation de réserves, attribuée par une société à son comité d'entreprise, **n° 434**. — Le 14 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les « vieux travailleurs », de la taxe sur les postes de T. S. F., **n° 563**. — Le 18 février 1947, une proposition de loi tendant à fixer les modes

d'élection et les conditions d'exercice du mandat des membres titulaires et suppléants du Conseil supérieur de la magistrature, élus conformément à l'alinéa 4 de l'article 83 de la Constitution de la République et fixant des conditions communes à l'ensemble des membres du Conseil supérieur de la magistrature, n° 614. — Le 20 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer l'allocation aux économiquement faibles, sans distinguer l'origine publique ou privée des revenus modiques dont ils disposent, n° 632. — Le 20 février 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions en vue de déterminer la procédure d'élection par l'Assemblée Nationale des personnalités appelées à faire partie du Conseil supérieur de la magistrature en application de l'alinéa 4 de l'article 83 de la Constitution de la République, n° 653. — Le 25 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter, dans la région parisienne, la date limite d'inscription sur les listes électorales aux conseils d'administration des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales et la date des élections, en raison de la grève des journaux, n° 717. — Le 13 mai 1947, une proposition de loi tendant à reporter la limite d'âge fixée pour l'octroi des prestations familiales pour certaines catégories de bénéficiaires, n° 917. — Le 14 mars 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions en vue de présenter les candidatures pour les six sièges de membres titulaires et les six sièges de membres suppléants du Conseil supérieur de la magistrature, à la nomination de l'Assemblée Nationale (Application de l'alinéa 4 de l'art. 83 de la Constitution, des art. 1^{er} et 2 de la résolution du 27 décembre 1946, de la résolution du 4 mars 1947 et de l'art. 16 du Règlement), n° 947. — Le 5 juin 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur le projet de loi modifiant les articles 9 et 14 de l'ordonnance n° 45-478 du 24 mars 1945, portant fixation du régime provisoire applicable aux élections du Conseil municipal de Paris et du Conseil général de la Seine, n° 1588. — Le 9 juillet 1947, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Jean Cayeux et

plusieurs de ses collègues, tendant à reporter la limite d'âge fixée pour l'octroi des prestations familiales pour certaines catégories de bénéficiaires, n° 1958. — Le 15 juillet 1947, une proposition de loi tendant à indemniser les instituteurs et directeurs d'école des frais de déménagement occasionnés par leur mise à la retraite, n° 2017. — Le 6 août 1947, une proposition de loi tendant à modifier la loi municipale du 5 avril 1884, n° 2246. — Le 6 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Regaudie et plusieurs de ses collègues tendant à autoriser la société à responsabilité limitée entre pharmaciens pour la propriété d'une officine de pharmacie, n° 2260. — Le 6 août 1947, un rapport au nom de la commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur : I. Les projets de loi : a) relatif à l'effectif des Conseils municipaux des communes sinistrées ; b) relatif au régime électoral applicable aux élections des conseils municipaux de Paris, des communes du département de la Seine et des villes de 50.000 habitants et plus ; c) tendant à obliger les électeurs des communes de plus de 5.000 habitants à présenter, lors des élections aux Assemblées prévues par la Constitution et lors des élections municipales et cantonales, au président du bureau électoral, un titre d'identité en même temps que la carte d'électeur ; d) portant réglementation de la propagande électorale pour les élections municipales ; II. Les propositions de loi : a) de MM. Joseph Denais et Delachenal tendant à fixer les conditions dans lesquelles il sera procédé aux élections municipales dans toutes les communes de France ; b) de M. Jacques Bardoux relative aux élections municipales ; c) de M. Delachenal tendant à modifier la loi municipale du 5 avril 1884 ; d) de M. Barrachin tendant à fixer les conditions dans lesquelles il sera procédé aux élections municipales ; e) de M. Léo Hamon et plusieurs de ses collègues transmise par M. le Président du Conseil de la République concernant le régime électoral applicable aux Assemblées parisiennes ; f) de M. Léo Hamon et plusieurs de ses collègues transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à fixer le régime électoral applicable aux élections des membres des conseils municipaux ; g) de M. Paul Simon et plusieurs de ses collègues transmise par M. le Président du Conseil

de la République tendant à appliquer dans toutes les élections qui ont lieu au scrutin de liste, la règle de la proportionnelle avec panachage et vote préférentiel ; h) de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues relative au régime électoral pour les élections municipales ; i) de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet d'instituer le panachage dans toutes les élections municipales qui auront lieu à la proportionnelle ; j) de M. Alfred Coste Floret et plusieurs de ses collègues tendant à fixer régime électoral applicable aux élections des membres des conseils municipaux et du Conseil général de la Seine (Première partie : Régime général des élections municipales), n° 2277 — Le 6 août 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur : I. Les projets de loi : a) relatif à l'effectif des Conseils municipaux des communes sinistrées ; b) relatif au régime électoral applicable aux élections des conseils municipaux de Paris, des communes du département de la Seine et des villes de 50.000 habitants et plus ; c) tendant à obliger les électeurs des communes de plus de 5 000 habitants à présenter, lors des élections aux Assemblées prévues par la Constitution et lors des élections municipales et cantonales, au président du bureau électoral un titre d'identité en même temps que la carte d'électeur ; d) portant réglementation de la propagande électorale pour les élections municipales ; II. Les propositions de loi : a) de MM. Joseph Denais et Delachenal tendant à fixer les conditions dans lesquelles il sera procédé aux élections municipales dans toutes les communes de France ; b) de M. Jacques Bardoux relative aux élections municipales ; c) de M. Delachenal tendant à modifier la loi municipale du 5 avril 1884 ; d) de M. Barrachin tendant à fixer les conditions dans lesquelles il sera procédé aux élections municipales ; e) de M. Léo Hamon et plusieurs de ses collègues transmise par M. le Président du Conseil de la République concernant le régime électoral applicable aux Assemblées parisiennes ; f) de M. Léo Hamon et plusieurs de ses collègues transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à fixer le régime électoral applicable aux élections des membres des Conseils municipaux ; g) de M. Paul Simon et plusieurs de ses collègues transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à appliquer dans toutes les élections qui ont

lieu au scrutin de liste, la règle de la proportionnelle avec panachage et vote préférentiel ; h) de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues relative au régime électoral pour les élections municipales ; i) de M. Frédéric-Dupont ayant pour objet d'instituer le panachage dans toutes les élections municipales qui auront lieu à la proportionnelle ; j) de M. Alfred Coste-Floret et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le régime électoral applicable aux élections des membres des conseils municipaux et du Conseil général de la Seine (Deuxième partie : Dispositions concernant le Conseil municipal de Paris et le Conseil général de la Seine), n° 2278. — Le 30 octobre 1947, une proposition de loi tendant à l'interprétation et à l'application de la loi n° 47-1733 du 5 septembre 1947 fixant le régime électoral pour l'élection du Conseil municipal de Paris et du Conseil général de la Seine, n° 2614. — Le 19 décembre 1947, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Georges Pernot et plusieurs de ses collègues transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à modifier la loi du 12 juillet 1909, modifiée par le décret-loi du 14 juin 1938, sur la constitution du bien de famille insaisissable, n° 2941. — Le 24 février 1948, une proposition de loi tendant à assurer définitivement l'autonomie de gestion des caisses d'allocations familiales dans le cadre de l'ordonnance du 4 octobre 1945, n° 3529. — Le 17 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à l'érection de la statue du Maréchal Foch, avant l'ouverture de la Session de l'Organisation des Nations-Unies qui doit se tenir à Paris en septembre 1948, n° 4603. — Le 23 juin 1948, une proposition de loi tendant à accorder aux sociétés coopératives de commerçants un délai pour l'accomplissement des formalités prévues par la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, n° 4678. — Le 2 décembre 1948, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à assurer définitivement l'autonomie de gestion des caisses d'allocations familiales dans le cadre de l'ordonnance du 4 octobre 1945, n° 5701. — Le 26 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille,

de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues tendant à organiser la coordination des services sociaux, n° 5950. — Le 30 décembre 1948, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1° de M. Theetten, Christiaens, de Récy tendant à proroger jusqu'à l'âge de 21 ans le bénéfice de la carte de réduction pour les familles nombreuses sur les réseaux de la S.N.C.F. ; 2° de M. Bour et plusieurs de ses collègues relative aux réductions de tarifs ferroviaires aux familles nombreuses, n° 5986. — Le 11 janvier 1949, une proposition de loi tendant à compléter et modifier la législation sur la revision des bilans, à encourager l'épargne et à accroître les ressources fiscales, n° 6062. — Le 27 janvier 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'article 13 de la loi n° 48-1477 du 25 septembre 1948 instituant un droit de timbre à l'occasion du renouvellement des cartes grises de voitures automobiles, n° 6187. — Le 11 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder dans le cahier des charges type de « Gaz de France » des ristournes en faveur des familles nombreuses et des économiquement faibles, n° 6404. — Le 11 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter aux associations reconnues d'utilité publique la souscription à l'emprunt national pour la reconstruction et l'équipement, n° 6405. — Le 10 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer au bénéfice des économiquement faibles une carte officielle leur permettant d'obtenir du pain, du charbon, de la viande, des produits pharmaceutiques et des facilités de transport, et aussi de bénéficier sans contestation des avantages qui leur sont déjà accordés, n° 6776. — Le 17 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à pourvoir la ville de Paris d'un stade d'au moins 100.000 places, n° 7145. — Le 25 mai 1949, une proposition de loi tendant à assurer aux titulaires de pensions différées (loi du 22 mars 1924, art. 98) le bénéfice de la loi n° 48-777 du 4 mai 1948 portant majoration des rentes viagères de l'Etat, n° 7287. — Le

3 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la résolution adoptée par le Conseil de la République tendant à demander à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à instituer une carte nationale dite « carte sociale des économiquement faibles », n° 7355. — Le 23 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer la digne célébration de la mémoire de Charles Péguy à l'occasion du cinquantième anniversaire de la fondation des « Cahiers de la quinzaine », n° 8007. — Le 28 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à instituer une carte nationale dite « carte sociale des économiquement faibles », n° 8074. — Le 25 octobre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 16 de la loi du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération, n° 8247. — Le 25 octobre 1949, une proposition de loi tendant à harmoniser les prestations servies par les caisses de sécurité sociale avec l'ordonnance du 31 octobre 1945 sur la lutte antituberculeuse, n° 8248. — Le 8 décembre 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1° de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues tendant à organiser la coordination des services sociaux ; 2° de M. Auban et plusieurs de ses collègues tendant à organiser la liaison et la coordination des services sociaux, n° 8630. — Le 27 janvier 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance du 4 octobre 1945 et la loi du 19 mars 1947 sur l'organisation administrative de la sécurité sociale et assurant dans le cadre de cette ordonnance le libre choix du praticien, n° 9077. — Le 28 février 1950, une proposition de loi tendant à exonérer de la taxe sur les postes récepteurs de radio les économiquement faibles âgés d'au moins 70 ans, n° 9382. — Le 15 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de Mme Vermeersch et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le deuxième paragraphe de

l'article premier de la loi du 2 août 1949 instituant une carte nationale dite « carte sociale des économiquement faibles », n° 9507. — Le 29 mars 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de Mme Vermeersch et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le deuxième paragraphe de l'article premier de la loi du 2 août 1949 instituant une carte nationale dite « carte sociale des économiquement faibles », n° 9652. — Le 23 mai 1950, une proposition de loi tendant à ouvrir un nouveau délai pour l'accomplissement des formalités permises, par la loi n° 49-572 du 23 avril 1949 concernant les changements de prénom de l'adopté en cas d'adoption ou de légitimation adoptive, n° 10006. — Le 1^{er} juin 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à accorder des facilités de transport par chemin de fer aux bénéficiaires d'une rente, pension, retraite, allocation ou d'un secours viager, versé au titre d'un régime de sécurité sociale, n° 10154. — Le 7 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à organiser la liaison et la coordination des services sociaux, n° 10203. — Le 17 octobre 1950 une proposition de loi tendant à modifier et à compléter certaines dispositions concernant le régime des prestations familiales, n° 11033. — Le 2 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 64 de la loi du 20 septembre 1948 en ce qui concerne l'ouverture du droit à pension de réversion en faveur des veuves de fonctionnaires et de militaires, n° 11151. — Le 14 novembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder au personnel de l'Institut médico légal le bénéfice de la loi n° 50-328 du 17 mars 1950 accordant aux personnes du service actif des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à pension, n° 11250. — Le 22 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Ségelle et plusieurs de ses collègues tendant à compléter les dispositions de la loi n° 49-762 du 10 juin

1949, qui a notamment prévu l'expropriation de l'immeuble sis à Paris, nos 4 et 6, rue Alexandre-Cabanel, au profit de l'Œuvre de la transfusion sanguine d'urgence, n° 11376. — Le 8 décembre 1950, une proposition de loi tendant à empêcher toute expulsion de leur logement pour les familles dans lesquelles le mari ou l'enfant soutien de famille combat en Extrême-Orient, n° 11575. — Le 6 février 1951, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 11092) de MM. Dominjon, Grimaud et Jean Cayeux tendant à modifier l'ordonnance du 31 octobre 1945 sur la lutte antituberculeuse, n° 12079. — Le 13 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser en 1951 des cérémonies pour célébrer le centième anniversaire de la naissance du maréchal Foch, n° 12186. — Le 9 mars 1951, une proposition de loi tendant à réglementer l'accès des anciens notaires aux fonctions notariales, n° 12444. — Le 19 mars 1951, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 portant institution de l'Ordre des experts-comptables et des comptables agréés, en vue de définir, sous le signe d'une compétence indiscutée, la profession d'expert-comptable, n° 12562. — Le 3 avril 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 10 de la loi du 22 août 1946, en vue d'organiser le régime des prestations familiales pour les apprentis et les étudiants, n° 12681. — Le 12 avril 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 69 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 relatif à l'exercice des fonctions d'administrateur de caisses de sécurité sociale, n° 12808. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi (n° 7545) relatif à l'introduction dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion des lois sur la surveillance des établissements de bienfaisance privée et sur le remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs en danger moral et des enfants anormaux, n° 13195.

Interventions :

Son rapport au nom du 6^e bureau sur les opérations électorales du département de la

Nièvre [28 novembre 1946] (p. 23). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947, Premier trimestre (Services civils) LOI DE FINANCES : *Discussion générale : (Ses observations sur les tarifs du métropolitain)* [21 décembre 1946] (p. 211); — du projet de loi sur les conventions collectives; Art. 13 : *Application de la loi à l'Algérie* [23 décembre 1946] (p. 298) — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 23 : *Son amendement tendant à ne frapper un acte de nullité que dans la mesure où il a eu pour but de soustraire des biens à des mesures de confiscation* [4 février 1947] (p. 166); — sur sa proposition de résolution concernant les élections aux Conseils d'administration des caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales : *Discussion générale* [28 février 1947] (p. 534); *la retire* (p. 535); — sur la proposition de loi relative au statut des membres du conseil supérieur de la magistrature; Art. 15 : *(Suppléance des titulaires d'une charge lorsqu'ils deviennent membres titulaires du conseil supérieur* [4 mars 1947] (p. 562); *Ses observations sur l'ensemble (Examen des candidatures au Conseil supérieur de la magistrature par la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions)* (p. 563). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 936 : *Travaux pour l'enseignement supérieur* [7 mars 1947] (p. 730, 732); — du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique* : *Discussion générale* [26 mars 1947] (p. 1112, 1113); Art. 7 : *Son amendement tendant à mettre à la charge du propriétaire les frais de déménagement et de réaménagement* (p. 1125); *le retire* (ibid.); Art. 8 : *Son amendement tendant à permettre, aux villes sinistrées, aux propriétaires qui ont des charges de famille, lorsque celles-ci sont supérieures à celles des locataires, d'exercer le droit de reprise* (p. 1126); *le retire* (ibid.). — Intervient dans la discussion du projet de loi concernant l'indemnité mensuelle temporaire exceptionnelle et le supplément temporaire pour charges de famille, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de*

la famille, de la population et de la santé publique [28 mars 1947] (p. 1274); Art. 1^{er} : *Système de compensation* (p. 1275) — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en ce qui concerne l'équipement sportif de la région parisienne [16 mai 1947] (p. 1659). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion [20 mai 1947] (p. 1683, 1684). — Est entendu au cours du débat : sur la proposition de loi de Mme Lempereur relative aux limites d'âge et à la retraite des fonctionnaires et agents des services publics [17 juin 1947] (p. 2144); — sur le projet de loi portant amnistie; Art. 1^{er} 46^e alinéa : *Son amendement tendant à ne pas amnistier l'exercice illégal de la médecine* [18 juin 1947] (p. 2197). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 : (Dépenses civiles); INTÉRIEUR, Chap. 502 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la police municipale de Paris* [17 juillet 1947] (p. 3105); *le retire* (ibid.); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale* (p. 3113, 3114); Chap. 142 : *Crédits pour l'établissement thermal d'Aix-les-Bains* (p. 3134); Chap. 413 : *Subventions exceptionnelles à la ville de Paris* (p. 3138); Chap. 517-5 : *Subventions pour les organismes d'aide au foyer* (p. 3146); Chap. 524 : *Subventions aux unions d'associations familiales* [18 juillet 1947] (p. 3159); EDUCATION NATIONALE, Chap. 357 : *Amendement de Mme Viénot tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement pour le fonctionnement des centres éducatifs d'éducation populaire* [22 juillet 1947] (p. 3414); Chap. 536 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions aux colonies de vacances* (p. 3429, 3430). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires : *Discussion générale*; en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de la famille et de la population* [24 juillet 1947] (p. 3471); Art. 1^{er} : *Dispositions concernant les loyers de la région parisienne, des grandes villes et localités sinistrées* [28 juillet 1947] (p. 3627); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1947; Article additionnel : *Son amendement tendant à modifier le calcul des impôts sur les bénéficiaires des professions libérales* [1^{er} août 1947] (p. 3863); *Son amendement tendant à réviser les taux de réductions pour charges de famille*; (ibid.); *Son amendement tendant à considérer les vieillards*

de plus de 65 ans comme personnes à charge (p. 3865); — du projet de loi concernant les élections municipales, en qualité de *Rapporteur* [8 août 1947] (p. 4118, 4119, 4120, 4121), [9 août 1947] (p. 4137, 4138, 4139, 4140, 4147, 4171, 4175, 4176); *Ses explications de vote sur la question de confiance* [11 août 1947] (p. 4233, 4235). *Donne sa démission de Rapporteur* (p. 4243); SECONDE PARTIE; Art. 15 : *Dispositions concernant l'identité des électeurs et la propagande électorale dans la Seine* [12 août 1947] (p. 4320). — Son rapport sur une pétition [20 novembre 1947] (p. 5096). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1947; Art. 1^{er} : *Allocations provisionnelles aux fonctionnaires civils de l'Etat (Mention de l'article 17 du règlement)* [28 novembre 1947] (p. 5228); — du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne; Art. 9 : *Son amendement concernant le droit de reprise du matériel par la Régie autonome des transports parisiens* [12 décembre 1947] (p. 5677); Art. 19 : *Amendement de M. Regaudie tendant à écarter le Conseil des Ministres pour la désignation du directeur général de la Régie* [16 décembre 1947] (p. 5737); Art. 20 : *Amendement de M. Regaudie tendant à inclure un article nouveau interdisant à la Régie de participer à d'autres entreprises* (p. 5738); Art. 22 : *Ressources de la Régie autonome des transports parisiens* (p. 5740, 5741); Art. 23 : *Amendement de M. Demusois tendant à augmenter les participations de l'Etat aux ressources de la Régie* (p. 5742); Art. 31 : *Son amendement tendant à supprimer les mots « sans élections nouvelles » dans le premier alinéa* (p. 5762); — d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers : *Discussion générale* [18 décembre 1947] (p. 5858, 5859); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 1^{er} : *Son amendement concernant l'imputation du prélèvement sur les créances des sinistrés envers les collectivités* [22 décembre 1947] (p. 6144); — du projet de loi portant relèvement des prestations familiales, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique* [28 décembre 1947] (p. 6399); Art. 5 : *Amendement de M. Delachenal tendant à baser le calcul de l'allocation familiale sur le salaire minimum du manœuvre*

(p. 6400); Art. 5 : *Calcul de l'allocation familiale* [29 décembre 1947] (p. 6432); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 *ter* : *dégrèvement en faveur des sinistrés* [3 janvier 1948] (p. 41); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 2 : *Occupation d'immeubles par des administrations* [3 février 1948] (p. 353); Art. 5 : *Son amendement relatif aux délais de maintien dans les lieux pour les locaux administratifs* [13 février 1948] (p. 708); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif au calcul des prestations familiales, en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [6 février 1948] (p. 462, 463). — Est entendu sur le dépôt avec demande de discussion d'urgence de propositions de résolution (*Ses discours à la radio*) [12 février 1948] (p. 674, 675). — Prend part à la discussion : de projet de loi portant maintien en vigueur de certaines lois du temps de guerre; Art. 1^{er} : *Maintien de l'allocation de salaire unique aux jeunes ménages* [26 février 1948] (p. 1146); — de propositions de loi portant statut des déportés et internés de la Résistance; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Roucaute tendant à étendre la définition de la Résistance* [4 mars 1948] (p. 1308); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : Art. 9 *bis* : *Son amendement tendant à modifier les commissions paritaires de prélèvement* [6 mars 1948] (p. 1473); *le retire* (p. 1474); — du projet de loi tendant à améliorer le sort des rentiers-viagers : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [20 mars 1948] (p. 2048). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Lecœur sur la catastrophe de Courrières [4 mai 1948] (p. 2499) — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale une question relative aux défauts de versement aux caisses des allocations familiales [14 mai 1948] (p. 2658, 2659). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi accordant la garantie de l'Etat à la caisse des marchés : *Discussion générale (Ouverture de crédits à la S.N.E.C.M.A.)* [3 juin 1948] (p. 3162); — de la proposition de loi relative aux prestations familiales; Article unique : *Amendement de Mme Bastide tendant à modifier les conditions d'obtention de l'allocation de naissance* [3 juin 1948] (p. 3186); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET

TRANSPORTS, Chap. 502 : *Subvention au service du permis de conduire* [21 juin 1948] (p. 3765); PRÉSIDENTE DU CONSEIL. — INFORMATION, Chap. 100 : *Liquidation des services de l'information* [28 juin 1948] (p. 4090); RADIODIFFUSION FRANÇAISE, Chap. 100 : *Réorganisation de la radio* [29 juin 1948] (p. 4141, 4145); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 400 : *Allocations familiales* [28 juillet 1948] (p. 4974); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 100 : *Ses observations sur l'entraide française* [29 juillet 1948] (p. 5043); Chap. 112-2 : *Inspecteurs de la population* (p. 5046); Chap. 117 : *Amendement de Mme Roca tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les assistantes sociales* (p. 5047); Chap. 312 : *Etablissement thermal d'Aix-les-Bains* (p. 5049); Chap. 326 : *Laboratoire du Bouchet* (p. 5050); Chap. 401 : *Œuvres sociales* (ibid.); Chap. 413 : *Subventions à la ville de Paris* (p. 5056); Chap. 502 : *Hygiène et prophylaxie dentaires* (p. 5064); Chap. 526 : *Amendement de M. Cordonnier tendant à réduire de 375 millions la subvention à l'entraide française* (p. 5073); RAVITAILLEMENT, Chap. 102 : *Amendement de M. Farine tendant à rétablir les crédits demandés pour les auxiliaires de l'administration centrale* [2 août 1948] (p. 5215, 5216). — Est entendu au cours du débat : sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi abrogeant l'ordonnance Billoux relative aux associations familiales, en qualité de *Rapporteur* [16 juillet 1948] (p. 4664); — sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi de M. Garaudy abrogeant l'ordonnance Billoux du 3 mars 1945 relative aux associations familiales, en qualité de *Rapporteur* [28 juillet 1948] (p. 4985); — sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi attribuant le minimum vital aux aveugles et grands infirmes : *Contre l'urgence* [5 août 1948] (p. 5391, 5392); *Son rappel au règlement (Ses explications de vote)* (p. 5393, 5394); — sur le projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 13 : *Son amendement tendant à majorer de 10 0/0 l'impôt sur les cercles* [18 septembre 1948] (p. 6688); sur ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1 A : *Son amendement tendant à reprendre au cinquième alinéa le texte du Conseil de la République* [24 septembre 1948] (p. 6894). — Prend part à la discussion : des interpellations

sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs (*Nécessité de clore le débat*) [18 novembre 1948] (p. 7116); — du projet de loi portant fixation du maximum des dépenses et voies et moyens pour 1949, en qualité de *Rapporteur pour avis (Ses observations sur la réforme fiscale, le nouvel impôt sur le revenu, les impôts de succession)* [20 décembre 1948] (p. 7758, 7759, 7760); Art. 9 : *Amendement de M. Baylet tendant à augmenter de 25 0/0 le taux de la taxe à la production et de 15 0/0 les autres impôts indirects* [23 décembre 1948] (p. 7906); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7957, 7958); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et dispositions d'ordre financier; Article additionnel : *Son amendement tendant à augmenter le délai pour faire valoir le droit à pension en raison de la loi du 20 septembre 1948* [29 décembre 1948] (p. 8113, 8114); *Son amendement tendant à autoriser la création de sociétés coopératives d'achat* (p. 8114, 8115); — du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse; Art. 3 : *Amendement de M. Lacaze tendant à réduire à un les représentants de la Commission de la presse de l'Assemblée Nationale* [27 janvier 1949] (p. 149); — d'un projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles (*Sa demande de renvoi à la Commission de la santé publique*) [10 février 1949] (p. 473). — Dépose une demande d'interpellation sur les réquisitions administratives d'immeubles et les expropriations abusives faites pour l'imprimerie du *Journal officiel* [17 février 1949] (p. 657). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à la création de la société des produits biochimiques (*Demande de renvoi à la Commission*) [1^{er} mars 1949] (p. 1028, 1029). — Est entendu sur un rappel au règlement (*Débat sur le Centre national de la pénicilline*) [1^{er} mars 1949] (p. 1041). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi amendée par le Conseil de la République, portant révision des rentes viagères constituées entre particuliers : *Discussion générale* [10 mars 1949] (p. 1485); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 mars 1949] (p. 1488); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la santé publique et de la population; Chap. 508 : *Son amendement tendant à porter à*

1.001.000 fr. l'abattement sur la subvention aux œuvres luttant contre la tuberculose [23 mars 1949] (p. 1785); le retire (ibid.); Chap. 524 : Centres régionaux pour la jeunesse déficiente (p. 1786, 1787); — de la proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires de garnis et de chambres d'hôtels; Art. 3 : Amendement de Mme Ginollin tendant à accorder aux locataires expulsés pour réparations le droit de priorité pour réoccuper [29 mars 1949] (p. 1812); Article additionnel : Amendement de MM. Denais et Rollin tendant à accorder le droit de reprise au propriétaire pour loger ses parents (p. 1810); — du projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les drapeaux : Discussion générale [31 mars 1949] (p. 1926); Art. 6 : Son amendement tendant à reporter, éventuellement, la dispense de service du fils aîné de veuve ou orphelin, à ses cadets (p. 1932); Cas de dispenses du service actif (p. 1933); Art. 8 : Son amendement tendant à faire soumettre au Parlement le décret portant libération anticipée (p. 1935); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la marine marchande : Discussion générale [7 avril 1949] (p. 2196, 2197, 2198); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour le budget des P. T. T. : Discussion générale [12 avril 1949] (p. 2293); — d'une proposition de loi relative au Centre national de la pénicilline; Art. 1^{er} : Contre-projet de M. Arthaud tendant à maintenir ce centre [14 avril 1949] (p. 2443, 2444); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale, amendé par le Conseil de la République : Discussion générale [14 avril 1949] (p. 2483); Chap. 407 : Amendement de M. Temple tendant à reprendre l'abattement de 1.000 francs sur les œuvres sociales en faveur des étudiants (p. 2485, 2486); — d'une proposition de loi tendant à créer la carte sociale des économiquement faibles, en qualité de Rapporteur [31 mai 1949] (p. 2936, 2937, 2941); Art. 1^{er} : Amendement de M. Moisan tendant à décharger les caisses de sécurité sociale de la délivrance des cartes (p. 2942); Art. 2 : Amendement de M. Moisan tendant à supprimer le terme « économiquement faibles » (p. 2942); Art. 3 : Amendement de M. Moisan tendant à prévoir un décret fixant les avantages accordés aux titulaires de la carte (p. 2943); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [30 juillet 1949]

(p. 5634); Art. 1^{er} : Définition juridique des économiquement faibles (p. 5634, 5635); Art. 2 : Modalités d'attribution et de présentation de la carte des économiquement faibles (p. 5635); Art. 3 : Droits attachés à la possession de la carte sociale des économiquement faibles (p. 5635); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 11 bis : Son amendement tendant à supprimer l'article autorisant la fabrication d'apéritifs à base d'alcool [31 mai 1949] (p. 3005); — d'une proposition de loi relative au minimum vital des aveugles et grands infirmes; Urgence [7 juillet 1949] (p. 4321); Discussion générale (p. 4322, 4323); Art. 4 : Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à encourager les aveugles et infirmes qui travaillent [19 juillet 1949] (p. 4766); Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à prévoir un crédit pour les livres en relief (système Braille) (p. 4767, 4768); — d'une proposition de loi portant révision de certaines rentes viagères : Ses explications de vote sur l'ensemble [12 juillet 1949] (p. 4668); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 42 : Amendement de M. Solinac relatif à la répartition de la taxe locale entre diverses communes intéressées [23 juillet 1949] (p. 5123); Art. 13 G : Son amendement tendant à prévoir des abattements en fonction du nombre des enfants à charge [24 juillet 1949] (p. 5183); Art. 26 G : Amendement de M. Coudray tendant à réduire les droits de succession pour les ayants droits en ligne directe atteints d'infirmités [25 juillet 1949] (p. 5207); Son amendement tendant à réduire le taux de l'impôt sur les successions pour les familles de plus de trois enfants (p. 5207, 5208); Ses observations sur l'article (p. 5209). — Est entendu sur le procès-verbal (Vote des lois revenant du Conseil de la République) [30 juillet 1949] (p. 5570). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'organisation de la coopération dans le commerce de détail, amendée par le Conseil de la République; Art. 11 : Application de la loi dans les territoires d'outre-mer [30 juillet 1949] (p. 5577); — d'une proposition de loi relative au prix de l'essence : Discussion générale [9 décembre 1949] (p. 6723, 6724); Art. 1^{er} : Amendement de M. Bloquaux tendant à prévoir l'incorporation à l'essence, en 1950, de 600.000 hectolitres d'alcool [20 décembre 1949] (p. 7020). — Est entendu sur une attribution de compétence à une Commission (Proposition

de résolution relative à la vente) du Coca-Cola [13 décembre 1949] (p. 6796, 6797). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail : *Discussion générale* [15 décembre 1949] (p. 6932, 6933, 6934); *Demande de renvoi à la Commission pour examen des amendements présentés par M. Beugniez* [16 décembre 1949] (p. 6963); Art. 1^{er} (Art. 31 G du Code du travail) : *Amendement de M. Degoutte tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives, les conditions de fonctionnement de l'apprentissage* [3 janvier 1950] (p. 36); Art. 7 : *Arbitrage obligatoire en cas de conflit du travail* [4 janvier 1950] (p. 117, 120); *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à reprendre le texte gouvernemental concernant l'arbitrage* (p. 123); — d'une proposition de loi organisant la coordination des services sociaux, en qualité de *Rapporteur* [16 décembre 1949] (p. 6963, 6964); — Art. 1^{er} : *Amendement de M. Roca tendant à faire présider la Commission départementale par le président du Conseil général* (p. 6965); Art. 2 : *Amendement de Mme Rabaté tendant à faire une discrimination selon le nombre des conseillers généraux* (p. 6965); Art. 3 : *Amendement de Mme Rabaté tendant à attribuer la moitié des sièges aux représentants des collectivités locales* (p. 6966); Art. 5 : *Amendement de M. Roca tendant à substituer le Comité départemental au préfet* (p. 6967); Art. 6 : *Amendement de M. Roca tendant à supprimer la dernière phrase* (p. 6967); Art. 7 : *Amendement de Mme Rabaté tendant à supprimer l'article* (p. 6968); Art. 8 : *Amendement de M. Bouxom tendant à prévoir le recrutement de travailleurs sociaux* (p. 6968); Art. 10 : *Amendement de M. Roca relatif à l'application de la loi dans chaque commune* (p. 6969); Art. 13 : *Amendement de Mlle Archimède tendant à supprimer l'article* (p. 6969); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits du commerce et de l'industrie pour les services du contrôle économique* [26 décembre 1949] (p. 7275); le retire (p. 7276); — du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Amendement de M. L'Huillier relatif aux communes suburbaines de la Seine* [31 décembre 1949] (p. 7683, 7684); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République;

Art. 6 : *Interdiction de dépenses supplémentaires* [29 janvier 1950] (p. 782); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} (Art. 31 du Code du travail) : *Amendement de M. André tendant à reprendre le quatrième alinéa du texte du Conseil de la République relatif aux professions de transports* [2 février 1950] (p. 915); — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements : *Discussion générale* [28 février 1950] (p. 1512); *Contre-projet de M. Rollin tendant à limiter le droit de reprise sur les appartements achetés* [21 mars 1950] (p. 2206); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Chautard tendant à supprimer l'article* (p. 2210); Article additionnel : *Son amendement tendant à n'autoriser l'exercice du droit de reprise qu'à partir de 1954* [16 mai 1950] (p. 3698); Art. 4 : *Amendement de M. Grimaud tendant à supprimer les articles instituant un droit de préférence au profit de l'occupant en cas de vente* (p. 3703); Art. 7 : *Amendement de Mme Bastide tendant à annuler les jugements prononcés en vertu de la loi du 1^{er} septembre 1948 contre des locataires occupant encore les lieux* (p. 3722); — du projet de loi relatif à l'emploi de certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques : *Demande d'ajournement du débat présentée par M. Hénault* [28 février 1950] (p. 1530); Art. 1^{er} : *Amendement de M. A. Hughes tendant à réglementer la fabrication et la vente des boissons déclarées nocives par le Conseil supérieur de l'hygiène publique* (p. 1532); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [4 août 1950] (p. 6736, 6737, 6738); — de la proposition de loi créant la Caisse nationale d'aménagement des lotissements défectueux : *Demande de renvoi du débat, présentée par le Gouvernement* [28 février 1950] (p. 1558); — du projet de loi relatif au maintien en vigueur des mesures législatives et réglementaires du temps de guerre, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [28 février 1950] (p. 1558); Art. 4 : *Amendement de M. Villon tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 1560); — d'une proposition de loi relative à la carte sociale des économiquement faibles : *Urgence* [23 mars 1950] (p. 2275, 2276); en qualité de *Rapporteur* (p. 2280, 2281); *Contre-projet de M. Gabelle tendant à accorder à tous les bénéficiaires de la*

retraite aux vieux travailleurs le voyage annuel gratuit prévu par la loi instituant la carte des économiquement faibles (p. 2284); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [20 juillet 1950] (p. 5655). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Discussion de la proposition de loi relative à la carte des économiquement faibles*) [30 mars 1950] (p. 2639). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de familles et meublés (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [30 mars 1950] (p. 2667); — d'une proposition de loi créant un droit de timbre exceptionnel pour le renouvellement des récipients de déclaration des véhicules automobiles, amendée par le Conseil de la République (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [30 mars 1950] (p. 2668); — des interpellations sur la fermeture d'usines de constructions aéronautiques : *Discussion générale* [2 mai 1950] (p. 3134, 3135, 3136, 3142); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance présenté par M. Montel* (p. 3158); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; P. T. T., Chap. 0010 : *Ses observations sur le courrier léger* [3 mai 1950] (p. 3195, 3196); AGRICULTURE, Chap. 5000 : *Participation de la France aux dépenses d'organismes internationaux* [25 mai 1950] (p. 3938, 3939); INTÉRIEUR, Chap. 3130 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les transports de la Sécurité nationale (Carte de transport des inspecteurs dans le métro)* [31 mai 1950] (p. 4079); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale* [12 juin 1950] (p. 4601); Chap. 1000 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale, demandée par le Gouvernement* (p. 4612); Chap. 3150 : *Éducation sanitaire et sociale* (p. 4615); Chap. 5020 : *Subvention aux centres de transfusion sanguine* (p. 4632); Chap. 5080 : *Amendement de M. Dutard tendant à rétablir les crédits pour prophylaxie du cancer* (p. 4634, 4635); Chap. 5170 : *Établissements nationaux de bienfaisance (Établissements pour les aveugles et sourds-muets)* (p. 4637); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4640); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 3140 : *Demande de rétablissement des crédits pour frais de voyage, présentée par le Gouvernement* [20 juin 1950] (p. 5069); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 1420 :

Personnel des écoles primaires élémentaires (Augmentation du nombre de classes) [23 juin 1950] (p. 5241, 5242, 5244); — d'une proposition de loi relative à la carte sociale des économiquement faibles; en qualité de *Rapporteur* [9 mai 1950] (p. 3355, 3356); — du projet de loi relatif aux indemnités de déménagement et de réinstallation; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à autoriser les collectivités locales à voter un complément à l'aide financière prévue* [9 mai 1950] (p. 3389); Art. 2 : *Détermination du montant des primes accordées* (p. 3390); — du projet de loi instituant une majoration familiale de la prime exceptionnelle sur les salaires; Art. 1^{er} : *Majoration de 20 0/0 des allocations familiales en mai 1950* [16 mai 1950] (p. 3732); — des interpellations sur l'activité des brigades fiscales : *Ordre du jour de M. Pineau approuvant la lutte contre la fraude fiscale* [23 mai 1950] (p. 3818, 3819). — Est entendu sur une attribution de compétence pour l'examen d'une proposition de loi relative à l'organisation du service de santé scolaire [22 juin 1950] (p. 5133). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la liaison et à la coordination des services sociaux, amendée par le Conseil de la République; en qualité de *Rapporteur* [19 juillet 1950] (p. 5583). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des présidents (*Application de la loi relative aux aveugles et grands infirmes*) [25 juillet 1950] (p. 5950); — sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes [26 juillet 1950] (p. 5994, 5995). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS : *Discussion générale* [1^{er} août 1950] (p. 6398); — du projet de loi instituant une aide aux victimes des calamités agricoles, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à accorder des facilités d'emprunt aux sinistrés détenteurs des titres de l'emprunt de lutte contre l'inflation* [4 août 1950] (p. 6769); — des interpellations sur le réarmement allemand : *Ordre du jour de confiance de M. Chevallier* [25 octobre 1950] (p. 7220). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Auguet sur la révocation des maires et adjoints communistes de Paris [12 décembre 1950] (p. 8947, 8948). — Prend part à la discussion : d'une proposition

de loi relative aux prestations familiales : *Discussion générale* [16 décembre 1950] (p. 9230) ; Art. 2 : *Demande de disjonction de l'article modifiant la base de calcul des allocations familiales, présentée par le Gouvernement* (p. 9233) ; — d'une proposition de loi portant prorogation de certains baux à usage commercial, industriel et artisanal : *Discussion générale* [30 décembre 1950] (p. 9860) ; — du projet de loi portant répartition de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. L'Huillier tendant à accorder 75 0/0 de la taxe locale aux communes de la Seine et 15 0/0 aux départements* [5 janvier 1951] (p. 224). — Pose à M le Ministre de l'Intérieur une question relative à la circulation dans l'agglomération parisienne [26 janvier 1951] (p. 442, 443). — Est entendu sur une question posée par M. Cordonnier à M le Ministre de la Santé publique, relative à l'aide à certains aveugles et grands infirmes [26 janvier 1951] (p. 444, 445). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique ; Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir un représentant des sociétés coopératives d'achat en commun* [7 février 1951] (p. 848) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 5 : *Amendement de M. Bergasse tendant à assurer une représentation distincte au petit commerce* [13 mars 1951] (p. 1848, 1849) ; — du projet de loi relatif aux prestations familiales ; Art. 2 : *Sous-amendement de M. Musmeaux tendant à faire déposer par le Gouvernement un projet avant le 15 mars 1951* [8 février 1951] (p. 942) ; *Amendement de Mme Rabaté tendant à ne faire suivre l'augmentation des allocations familiales d'aucune augmentation de loyer* (p. 943) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 947) ; — d'une proposition de loi relative à la révision de certaines rentes et pensions ; Art. 7 : *Amendement de M. Meck tendant à revaloriser le dépôt de garantie laissé par les salariés chez leur employeur* [14 mars 1951] (p. 1898) ; *Son amendement tendant à majorer les pensions différées provenant de la transformation de pensions de guerre* (p. 1899). — Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude du Gouvernement devant les conflits sociaux [21 mars 1951] (p. 2282). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le

chiffre d'affaires, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [21 mars 1951] (p. 2297) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ; Art. 12 bis : *Amendement de M. Marceau Dupuy relatif aux modalités du sectionnement de la Gironde* [21 mars 1951] (p. 2333) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative* [3 avril 1951] (p. 2634, 2635, 2636) ; FRANCE D'OUTRE-MER : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Ministre (Procès des Pères blancs de Dakar)* [4 avril 1951] (p. 2683, 2684) ; — du projet de loi portant statut général des agents communaux : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [16 avril 1951] (p. 3353) ; — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires : *Discussion générale* [17 avril 1951] (p. 3379, 3385, 3386), [28 avril 1951] (p. 4155) ; Art. 1^{er} : *Amendement de Mme Bastide tendant à ne pas définir le logement à mettre à la disposition des expulsés* (p. 4610) ; Art. 3 : *Amendement de M. Montillot tendant à supprimer l'article relatif aux personnes occupant un logement au titre de leur profession* (p. 4163). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Débat sur les majorations des allocations familiales*) [28 avril 1951] (p. 4153). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales ; Art. 1^{er} : *Demande de prise en considération du texte gouvernemental, majorant de 20 0/0 seulement les allocations familiales, présentée par le Gouvernement* [28 avril 1951] (p. 4143, 4144, 4145, 4146, 4147, 4148) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* ; *Sa demande de seconde délibération* [30 avril 1951] (p. 4346) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ; Art. 28 : *Son amendement tendant à ne plus rompre les apparentements après l'envoi des tracts aux électeurs* [28 avril 1951] (p. 4202) ; Art. 1^{er} bis : *Son amendement tendant à prévoir le panachage et le vote préférentiel dans la Seine et Seine-et-Oise* (p. 4206) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour mai 1951 ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Palewski tendant à exclure les allocations familiales* [30 avril

1951] (p. 4357); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951 : *Motion préjudicielle de M. Boulet tendant à surseoir à la discussion jusqu'à ce qu'un nouveau texte soit présenté (Apéritifs à base d'alcool)* [9 mai 1951] (p. 4906); Art. 5 : *Amendement de M. Lacaze tendant à supprimer l'article autorisant les apéritifs à base d'alcool* [16 mai 1951] (p. 5251); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 8 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale demandant une nouvelle loi pour la lutte contre l'alcoolisme* [22 mai 1951] (p. 5726); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5727, 5728); — d'une proposition de loi portant rémunération des étudiants et élèves de l'enseignement supérieur : *Discussion générale* [12 mai 1951] (p. 5128, 5130); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Deixonne tendant à limiter le présalaire aux étudiants des établissements publics* (p. 5134); *Son rappel au règlement (Vote de l'amendement de M. Deixonne)* (p. 5135). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Vote de la loi sur les expulsions de locataires*) [21 mai 1951] (p. 5630). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi prorogeant la législation dans les départements d'Alsace-Lorraine, amendé par le Conseil de la République; Article unique : *Expulsions de locataires* [22 mai 1951] (p. 5743).

CAYOL (M. Raymond), *Député des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu secrétaire de cette Commission [*J. O.* du 20 décembre 1946] (p. 10784), [*J. O.* du 30 janvier 1948] (p. 1011), [*J. O.* du 5 février 1948] (p. 1264), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 782), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 717), [*J. O.* du 26 janvier 1951] (p. 912). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [18 janvier 1949] (p. 34); de la

Commission supérieure du crédit maritime mutuel [13 mars 1951] (p. 1828) — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (Applic. de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [27 décembre 1946] (p. 370); Session du 7 novembre 1948 [23 novembre 1948] (p. 7150); Session du 14 juin 1949 [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à instituer l'allocation-logement, **n° 21**. — Le 28 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer une indemnité de première mise d'équipement pour les instituteurs et professeurs de l'enseignement public, **n° 385**. — Le 31 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des réductions de tarif sur les chemins de fer aux élèves des grandes écoles et des Facultés, **n° 421**. — Le 4 février 1947, une proposition de loi tendant à faire bénéficier des versements d'attente mensuels prévus par les décrets du 29 octobre 1946 le personnel des secrétariats d'académie et de faculté, **n° 437**. — Le 11 février 1947, une proposition de loi tendant à décharger entièrement ou en partie les directeurs d'écoles primaires de plus de 500 élèves des grands centres urbains, de tout service d'enseignement, **n° 521**. — Le 11 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder la franchise postale aux militaires des troupes françaises d'occupation en Allemagne et en Autriche; et à augmenter le nombre réglementaire des timbres poste octroyés aux militaires des unités stationnées sur le territoire métropolitain, **n° 522**. — Le 21 février 1947, une proposition de loi tendant à classer dans le cadre d'Etat de l'enseignement technique, les contremaîtres municipaux titulaires des écoles pratiques de commerce et d'industrie, **n° 668**. — Le 5 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Boulet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à organiser à Paris, en 1947, à l'occasion du centenaire de l'Ecole française d'Athènes, une exposition d'art et d'histoire et à organiser, d'autre part, le voyage d'une mission d'études en Grèce et dans le Proche-Orient, **n° 831**. — Le 9 mai

1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à faire accorder le bénéfice de l'avance sur reclassement prévue par le décret du 29 octobre 1946 aux personnels scientifiques des bibliothèques, des archives et des musées, au personnel de l'Economat, aux secrétaires d'orientation professionnelle, aux secrétaires de direction des écoles nationales de l'enseignement technique, aux secrétaires des mouvements de jeunesse et de la culture populaire (dispositions relatives aux secrétaires d'orientation professionnelle et aux secrétaires des mouvements de jeunesse et de la culture populaire) (2° partie); 2° de M. Cayol et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier des versements d'attente mensuels prévus par les décrets du 20 octobre 1946 le personnel des secrétariats d'Académie et de faculté, n° 1291. — Le 29 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter substantiellement le taux des bourses de l'enseignement supérieur et le nombre de leurs bénéficiaires, n° 1489. — Le 5 août 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de Mme Poinso-Chapuis, MM. Jean Cayeux et Lacaze, tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les colonies de vacances de billets de chemins de fer collectifs comportant les mêmes avantages de tarif que les billets de congés payés des travailleurs, n° 2239. — Le 8 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi sur l'organisation du travail de manutention dans les ports, n° 2350. — Le 9 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur les propositions de loi : 1° de M. Giovoni et plusieurs de ses collègues tendant à aligner le tarif kilométrique maritime pour le département de la Corse sur le tarif kilométrique ferroviaire de la S. N. C. F. ; 2° de MM. Bianchini, Gavini, Giacobbi tendant à revenir pour les tarifs applicables aux lignes maritimes de la Corse aux dispositions prévues par le décret du 31 août 1937, n° 3718. — Le 29 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes postaux entre le continent et la Corse, n° 4073. — Le 4 juin 1948, un rapport au nom de la

Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux étudiants de 16 à 25 ans les rations des travailleurs de force pendant les mois de mai, juin et juillet, n° 4473. — Le 20 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser aux divers personnels de la fonction enseignante un acompte réduisant les disparités existant entre les traitements de ces personnels et ceux d'autres fonctionnaires classés à indice égal sur la grille du prochain reclassement, n° 4657. — Le 16 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier des bourses d'enseignement supérieur les élèves des classes préparatoires aux grandes écoles dans les établissements de l'enseignement secondaire, n° 4972. — Le 28 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi modifiant les dispositions des articles 116 et 119 de la loi du 13 décembre 1926 (Code du travail maritime), n° 5080. — Le 28 avril 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier plusieurs conventions adoptées par la Conférence internationale du travail (sessions maritimes) en 1936 à Genève et en 1946 à Seattle, n° 5083. — Le 8 août 1948, une proposition de loi tendant à faire bénéficier des versements d'attente mensuels les secrétaires techniciens des services extérieurs des mouvements de jeunesse et d'éducation nationale, n° 5218. — Le 18 août 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de Mlle Dienesch et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire entrer dans le calcul du complément provisoire du traitement le versement d'attente accordé par les décrets d'octobre 1946 au personnel enseignant, n° 5290. — Le 18 août 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Giovoni et plusieurs de ses collègues tendant à créer un centre national d'éditions universitaires, n° 5291. — Le 19 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi portant modification de l'article 24 de la loi n° 47-1746 du 6 septembre 1947 sur l'organisation du travail de manutention dans les

ports, n° 5317. — Le 23 août 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Cayol et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier des versements d'attente mensuels les secrétaires techniciens des services extérieurs des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, n° 5352. — Le 1^{er} septembre 1948, un avis au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution de Mme Poinso-Chapuis et M. Cayol tendant à inviter le Gouvernement à venir rapidement en aide aux marins pêcheurs et plaisanciers de la Ciotat, privés de leurs bateaux à la suite de la tempête qui a sévi en rade de ce port, n° 5433. — Le 28 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer, dans les délais prévus et dans son intégralité, la loi n° 48 1473 du 23 septembre 1948 étendant aux étudiants le bénéfice de la sécurité sociale, n° 5953. — Le 25 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les élèves de l'enseignement supérieur de l'Université de Paris d'une réduction de 50 0/0 sur les transports en commun de la région parisienne, n° 6165. — Le 11 février 1949, une proposition de loi tendant à instaurer le versement d'une rémunération aux élèves et étudiants de l'enseignement supérieur, n° 6418. — Le 4 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi portant modification à l'article 111 et aux articles 113 à 117 du Code du travail maritime, n° 6676. — Le 4 mars 1949, une proposition de loi tendant à simplifier et à rationaliser l'organisation administrative et financière des constructions et l'entretien des locaux scolaires du premier degré, n° 6688. — Le 6 avril 1949, une proposition de loi tendant à allouer une subvention de 25 millions à la Cité universitaire de Paris, en vue de maintenir, sans augmentation, les anciens taux des loyers payés par les résidents, n° 6943. — Le 14 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi portant application au personnel docker et assimilé des ports maritimes et fluviaux des dispositions de l'ordonnance du 22 février 1945 modifiée instituant des comités d'entreprise, n° 7107. — Le 17 mai 1949, une proposition de loi tendant à exonérer les étudiants des Instituts d'études politiques de l'obligation d'acquitter de nou-

veaux droits en s'inscrivant en vue d'obtenir les grades dans les facultés de droit, n° 7147. — Le 10 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer le statut du personnel des trésoreries des invalides de la marine, n° 8376. — Le 8 février 1950, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution de M. Cayol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer le statut du personnel des trésoreries des invalides de la marine, n° 9204. — Le 24 février 1950, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi tendant à modifier la loi n° 48-340 du 28 février 1948 sur l'organisation de la marine marchande et prorogeant certaines de ses dispositions, n° 9346. — Le 21 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires au bon fonctionnement des restaurants universitaires, n° 9565. — Le 28 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à respecter l'application intégrale de la loi n° 48-1473 du 23 septembre 1948, étendant aux étudiants le bénéfice de la Sécurité sociale, n° 9643. — Le 29 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi tendant à proroger certaines dispositions de la loi n° 48-340 du 28 février 1948 sur l'organisation de la marine marchande, n° 9659. — Le 15 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Doutrelot et plusieurs de ses collègues tendant à instituer la double correction au baccalauréat, n° 10316. — Le 15 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Cayol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à respecter l'application intégrale de la loi n° 48-1473 du 23 septembre 1948, étendant aux étudiants le bénéfice de la Sécurité sociale, n° 10317. — Le 19 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant modification à l'article 111 et aux articles 113 à 117 du Code du travail maritime, n° 10357. — Le 26 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi portant modi-

fication de la loi du 4 décembre 1913 réorganisant le Crédit maritime mutuel, n° 10762. — Le 9 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes d'intérêt général entre le continent et la Corse, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, le Mexique, les Antilles et l'Amérique centrale, et la France et l'Extrême-Orient, l'Océan indien, la Nouvelle-Calédonie et la Méditerranée orientale, n° 11225. — Le 21 novembre 1950, une proposition de loi tendant à créer un Comité national d'action universitaire et sociale, n° 11353. — Le 22 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de résolution de M. Sicfridt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à favoriser la construction navale en France, n° 11402. — Le 28 novembre 1950, une proposition de loi tendant à créer le Bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles, n° 11442. — Le 25 janvier 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Albert Masson et plusieurs de ses collègues (n° 5388) tendant à : I. assurer la gratuité complète de l'enseignement supérieur ; II. attribuer, sous certaines réserves, une rémunération aux élèves et étudiants de cet enseignement ; III. préparer la réorganisation de la formation technique supérieure ; 2° de M. Cayol et plusieurs de ses collègues (n° 6418) tendant à instaurer le versement d'une rémunération aux élèves et étudiants de l'enseignement supérieur ; 3° de M. Doutrelot et plusieurs de ses collègues (n° 9356) tendant à assurer aux étudiants un niveau de vie décent ; 4° de M. Garaudy et plusieurs de ses collègues (n° 9453) tendant à assurer le versement d'un salaire aux étudiants et élèves de l'enseignement supérieur, n° 11967. — Le 1^{er} février 1951, une proposition de loi tendant à modifier le régime fiscal des pêcheurs artisans ou rémunérés à la part, n° 12052. — Le 1^{er} mars 1951, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur l'avis (n° 12331) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 6019 et annexes) adopté par l'Assemblée Nationale concernant l'exploitation des services maritimes d'intérêt général entre le continent

et la Corse, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, le Mexique, les Antilles et l'Amérique centrale, et la France et l'Extrême-Orient, l'Océan indien, la Nouvelle-Calédonie et la Méditerranée orientale, n° 12397. — Le 2 mars 1951, une proposition de loi tendant à faire bénéficier certaines catégories d'étudiants du sursis d'incorporation jusqu'à l'âge de 27 ans, n° 12408. — Le 5 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 12459) prorogeant la loi n° 50-398 du 3 avril 1950 portant organisation provisoire des transports maritimes, n° 12704. — Le 6 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 10266) de M. Marcel Cartier et plusieurs de ses collègues tendant à rendre applicables aux étudiants et élèves qui font campagne en Extrême-Orient, les dispositions de l'ordonnance n° 45-1741 du 4 août 1945 relative à l'exonération des droits scolaires et universitaires et à l'aide aux étudiants victimes de la guerre, n° 12732. — Le 16 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 11098) autorisant le Président de la République à ratifier les conventions internationales du travail n° 91 concernant les congés payés des marins et n° 92 concernant le logement de l'équipage à bord, adoptées par la Conférence internationale du Travail dans sa 32^e session tenue à Genève du 8 juin au 2 juillet 1949, n° 12847. — Le 18 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 11353) de M. Cayol et plusieurs de ses collègues tendant à créer un Comité national d'action universitaire et sociale, n° 12868. — Le 12 mai 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : I. de M. Albert Masson et plusieurs de ses collègues (n° 5388) tendant à : 1° assurer la gratuité complète de l'enseignement supérieur ; 2° attribuer, sous certaines réserves, une rémunération aux élèves et étudiants de cet enseignement ; 3° préparer la réorganisation de la formation technique supérieure ; II. de M. Cayol et plusieurs de ses collègues (n° 6418) tendant à instaurer le versement d'une rémunération aux élèves et étudiants de l'enseignement supérieur ; III. de M. Doutrelot et plusieurs de ses collègues (n° 9356) tendant à assurer aux étudiants un

niveau de vie décent; IV. de M. Garaudy et plusieurs de ses collègues (n° 9453) tendant à assurer le versement d'un salaire aux étudiants et élèves de l'enseignement supérieur, n° 13230. — Le 12 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi (n° 13143) relatif à la construction navale, n° 13243. — Le 18 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 11442) de M. Cayol tendant à créer le Bureau universitaire de statistique et de documentation scolaires et professionnelles, n° 13310.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur la proposition de loi de Mme Lempereur relative aux limites d'âge et retraite des fonctionnaires et agents des services publics, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de l'éducation nationale* [17 juin 1947] (p. 2140, 2141). — Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale une question relative aux mesures pour remédier aux conditions d'existence des étudiants de l'enseignement supérieur [4 juillet 1947] (p. 2741, 2742). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 : (Dépenses civiles); **Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS**, Secrétariat de la marine marchande : *Discussion générale* [18 juillet 1947] (p. 3186, 3187, 3188, 3189); Chap. 151 : *Enseignement maritime* (p. 3193); Chap. 401 : *Œuvres sociales en faveur du personnel* (p. 3208); Chap. 406 : *Œuvres sociales en faveur des gens de mer* (p. 3211); **EDUCATION NATIONALE**, Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire de 315.000 francs les crédits prévus pour la création d'un poste de chef de service* [22 juin 1947] (p. 3385); Chap. 106 : *Traitements du personnel d'administration académique* (p. 3388); Chap. 111 : *Traitements du personnel d'université (Assistants de facultés)* (p. 3390); Chap. 335 : *Frais de stage de l'enseignement primaire* (p. 3410); Chap. 352 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le fonctionnement des centres d'apprentissage* (p. 3413); *le retire* (p. 3414); Chap. 403 : *Bourses de l'enseignement supérieur* (p. 3421); Chap. 502 : *Subventions aux universités* (p. 3424). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur l'organisation du travail de manutention dans les ports, en qualité de *Rap-*

porteur [19 août 1947] (p. 4392); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [22 août 1947] (p. 4575). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de Marseille du 12 novembre 1947 et les mesures prises par le Gouvernement [13 novembre 1947] (p. 4997). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [13 novembre 1947] (p. 4998, 4999); la développe [18 novembre 1947] (p. 5060, 5061, 5062, 5063). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Le Coutaller tendant à réduire les crédits de 1 million* [5 février 1948] (p. 445, 446); Art. 2 : *Majoration provisoire aux fonctionnaires* [6 février 1948] (p. 492); — du projet de loi portant organisation de la Marine marchande : Art. 20 : *Son amendement tendant à modifier la composition des Conseils d'administration des compagnies* [20 février 1948] (p. 953); Art. 21 : *Son amendement tendant à interdire aux membres du Conseil d'administration d'appartenir à une assemblée politique* (p. 954); — de propositions de lois relatives aux tarifs des lignes maritimes de Corse, en qualité de *Rapporteur* [19 mars 1948] (p. 2011); — du projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes, postaux entre le continent et la Corse, en qualité de *Rapporteur* [29 avril 1948] (p. 2368); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; **Etat A, MARINE MARCHANDE**, Chap. 100 : *Fusion des directions du Ministère* [28 juillet 1948] (p. 4998); Chap. 126 : *Agents du gardiennage de la police des pêches* (p. 4998); Chap. 301 : *Matériel de l'administration centrale* (p. 4999); Chap. 314 : *Surveillance des pêches maritimes (Pêche au lamparo)* (p. 4999); Chap. 403 : *Etablissement national des invalides de la marine* (p. 5002); Chap. 406 : *Œuvres sociales pour les gens de mer* (p. 5005); **EDUCATION NATIONALE**, Chap. 106 : *Personnel de l'administration académique* [3 août 1948] (p. 5261); Chap. 139 : *Personnel titulaire des lycées et collèges* (p. 5264); Chap. 153 : *Secrétaires d'orientation professionnelle* (p. 5282); Chap. 161 : *Services extérieurs de la jeunesse et des sports* [4 août 1948] (p. 5294); Chap. 403 : *Bourses de l'enseignement supérieur* (p. 5323); Chap. 514 : *Subventions pour l'orientation professionnelle* (p. 5339); Chap. 546 : *Activité théâtrale* (p. 5349); — du

projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'éducation nationale; Chap. 132: *Traitements des professeurs des lycées et collèges* [1^{er} avril 1949] (p. 2013); Chap. 161: *Etablissements d'enseignement de la direction de la jeunesse et des sports* [5 avril 1949] (p. 2055); Chap. 403: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour bourses de l'enseignement supérieur* (p. 2078, 2079); *le retire* (p. 2079); Chap. 407: *Son amendement tendant à réduire de 25 millions les crédits pour les œuvres sociales* (p. 2079); Chap. 408: *Amendement de M. Simonnet tendant à réduire de 1.000 francs la contribution de l'Etat à la sécurité sociale des étudiants* (p. 2080); Chap. 548: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'activité théâtrale* (p. 2091); *le retire* (p. 2094); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Marine marchande; Article unique: *Ses observations sur les subventions aux compagnies maritimes* [8 avril 1949] (p. 2250); Chap. 404: *Amendement de M. Hamon tendant à réduire de 1.000 francs la subvention à l'établissement des invalides de la marine* (p. 2253); — du projet de loi portant statut du personnel des communes; Art. 16: *Son amendement relatif aux fonctions des commissions paritaires inter-communales* [1^{er} décembre 1949] (p. 6495); Art. 18: *Son amendement tendant à ne pas exclure les Français mineurs* (p. 6496); — du projet de loi portant modification du Code de travail maritime, en qualité de *Rapporteur* [6 décembre 1949] (p. 6637, 6638); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, en qualité de *Rapporteur pour avis* [15 décembre 1949] (p. 6900, 6901); Art. 20: *Son amendement relatif aux modalités d'application de la loi au personnel navigant de la Marine marchande* [4 janvier 1950] (p. 145, 146); — d'une proposition de résolution relative à la réduction sur les transports de la région parisienne en faveur des étudiants: *Discussion générale* [23 février 1950] (p. 1319). — Est entendu pour une modification de l'ordre du jour (*Discussion de la loi prorogeant la loi sur l'organisation de la Marine marchande*) [24 février 1950] (p. 1454). — Prend part à la discussion: du projet de loi prorogeant la loi portant organisation de la Marine marchande, en qualité de *Rapporteur* [24 février 1950] (p. 1461); — d'une proposition de loi relative

aux pensions des inscrits maritimes: *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2295, 2296); Art. 1^{er}: *Application de l'article 1^{er} de la loi des maxima* (p. 2298); — du projet de loi relatif à l'organisation de la Marine marchande, en qualité de *Rapporteur* [30 mars 1950] (p. 2646, 2647, 2648, 2649); Art. 1^{er}: *Amendement de M. Dejerre tendant à supprimer la mention des navires de plus de 500 tonnes de port et à rendre la liberté aux affrètements sous pavillon français* (p. 2654, 2655); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; MARINE MARCHANDE: *Discussion générale (Ses observations sur la cherté des transports et le coût de la construction navale)* [8 juin 1950] (p. 4508, 4509, 4519, 4520); Chap. 1070: *Service d'inscription maritime* (p. 4525, 4526); Chap. 1080: *Police de la navigation et de pêche (Reclassement des agents du gardiennage)* (p. 4526); Chap. 4060: *Demande de réserver le chapitre relatif à l'établissement national des invalides de la marine, présentée par M. Mazier* (p. 4535); Chap. 5010: *Crédit maritime mutuel* [6 juin 1950] (p. 4556); Chap. 5060: *Exploitation des services maritimes postaux* (p. 4556); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1090: *Administration académique (Secrétaires d'académies)* [23 juin 1950] (p. 5221); Chap. 1370: *Personnel des lycées et collèges (Reclassement des agents des lycées)* (p. 5228); Chap. 1680: *Direction de la jeunesse et des sports (Culture populaire)* [17 juillet 1950] (p. 5482); Chap. 2490: *Hygiène scolaire* (p. 5495); Chap. 4020: *Bourses de l'enseignement supérieur* [18 juillet 1950] (p. 5543, 5544); Chap. 4060: *Œuvres sociales pour les étudiants* (p. 5545); Chap. 4070: *Contribution de l'Etat à la sécurité sociale pour les étudiants* (p. 5548); Chap. 4080: *Restaurants universitaires* (p. 5548); Chap. 5490: *Amendement de M. Audeguil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'activité théâtrale* [19 juillet 1950] (p. 5594); — du projet de loi relatif à l'exploitation de services maritimes d'intérêt général, en qualité de *Rapporteur* [22 décembre 1950] (p. 9483, 9484, 9485, 9486, 9487); Art. 1^{er}: *Amendement de M. Giovoni tendant à supprimer le 3^e alinéa relatif aux services de transports avec la Corse* (p. 9510); *Amendement de M. Giovoni tendant à fixer le tarif kilométrique entre la France et la Corse au tarif kilométrique de la S. N. C. F.* (p. 9511); Art. 8: *Prime au personnel des compagnies de navigation* (p. 9514); *Amendement*

de M. Tinaud tendant à maintenir les droits acquis des personnels des messageries maritimes (p. 9516); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; MARINE MARCHANDE, Chap. 1000: *Ses observations sur les constructions navales* [3 janvier 1951] (p. 63); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; MARINE MARCHANDE: Article additionnel: *Application de l'article 48 du règlement à l'amendement de M. Hamon affectant certains droits de douane à l'établissement national des invalides de la marine* [2 février 1951] (p. 684); Art. 3: *Son amendement tendant à diminuer de 0,50 0/0 la contribution patronale pour les pensions des marins* (p. 689); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000: *Demande de disjonction du chapitre, présentée par M. Lambert (Houillères de Fuveau)* [20 avril 1951] (p. 3566). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative aux manifestations de mouvements de jeunesse étudiante [6 avril 1951] (p. 2813, 2814). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; *Rappel au règlement de M. Temple (Sort des amendements non soutenus)* [11 avril 1951] (p. 3127); — du projet de loi relatif à l'exploitation des services maritimes d'intérêt général, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [1^{er} mai 1951] (p. 4408, 4412); — d'une proposition de loi portant rémunération des étudiants et élèves de l'enseignement supérieur, en qualité de *Rapporteur* [12 mai 1951] (p. 5124, 5125, 5126, 5127, 5128, 5130, 5131); *Contre-projet de M. Allouneau tendant à établir un présalaire proportionnel au traitement des fonctionnaires* (p. 5132); Art. 1^{er}: *Amendement de M. Deixonne tendant à limiter le présalaire aux étudiants des établissements publics* (p. 5134); *Rappel au règlement de M. Cajoux (Vote de l'amendement de M. Deixonne)* (p. 5135); *Amendement de M. Airoidi tendant à insérer la référence à la loi du 22 août 1946* (p. 5135); Art. 2: *Application de l'article 1^{er} de la loi des maxima à l'article relatif aux élèves des écoles d'Etat ayant qualité de fonctionnaire* (p. 5136); Art. 1^{er}: *Application de la loi des maxima à l'article prévoyant une charge de 18 milliards pour le présalaire* (p. 5137, 5138, 5139); — du projet de loi relatif à la construction navale, en qualité de *Rapporteur* [16 mai 1951] (p. 5238, 5239);

Art. 1^{er}: *Amendement de M. Gouge tendant à rendre obligatoire l'allocation forfaitaire aux chantiers pour réparations* (p. 5241).

CERCLIER (M. Roger), Député de la Creuse.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38) = Est nommé membre: de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 401), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1948] (p. 34); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 401), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de l'agriculture [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission spéciale chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin aux attributaires [18 février 1947] (p. 357); de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [30 novembre 1947] (p. 7302).

Dépôts :

Le 29 avril 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi portant statut de la coopération, n° 1204. — Le 30 juillet 1947, une proposition de loi relative au transfert à l'Etat de la Société Francolor, n° 2171. — Le 22 août 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant statut de la coopération, n° 2475. — Le 20 avril 1948, une proposition de loi tendant à exproprier les thermes d'Evau-les-Bains, n° 3950. — Le 29 avril 1948, un rapport au nom de la Commission des Affaires économiques sur les propositions de loi: 1° de M. Cerclier et plusieurs de ses collègues tendant à exproprier les thermes d'Evau-les-Bains; 2° de M. Pauly et plusieurs de ses collègues, conseillers de la République, tendant à exproprier les thermes d'Evau-les-

Bains, n° 4070. — Le 1^{er} juin 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution de M. Gozard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prononcer la déchéance de l'actuel concessionnaire du droit d'exploiter l'établissement civil de Bourbon-l'Archambault, n° 4384. — Le 1^{er} juillet 1948, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de loi de M. Dagain et plusieurs de ses collègues ayant pour objet la réglementation de la fabrication et de la vente de la pâtisserie, n° 4829. — Le 1^{er} juillet 1948, un avis au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de loi de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues relative à la conservation du lait n° 4830. — Le 15 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux sinistrés par la grêle des cantons de Boussac et de Chambon-sur-Voueize (Creuse), n° 10312. — Le 23 juin 1950, une proposition de loi tendant à créer des caisses départementales provisoires d'assurances et une Caisse nationale provisoire de réassurance des risques de calamités agricoles, n° 10414.

Interventions :

Intervient dans la discussion du projet de loi portant statut de la coopération : *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur* de la Commission des affaires économiques [30 juillet 1947] (p. 3704, 3705); Art. 2 : *Amendement de M. Waldeck-Rochet tendant à supprimer la deuxième phrase de l'alinéa* (p. 3707, 3708); Art. 8 : *Amendement de M. Meck tendant à établir le scrutin de liste dans les assemblées générales réglé par un décret d'administration publique* (p. 3710); *Ses modifications de forme du texte de l'article* (p. 3720). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Besset sur les incidents de Clermont-Ferrand le 15 juin 1948 [18 juin 1948] (p. 3705). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le prix des pommes de terre, les importations de Hollande et la nécessité d'établir un régime de liberté économique)* [25 février 1949] (p. 971, 972); — des interpellations sur les prix agricoles (*Ses explications de vote sur*

l'ordre du jour de confiance de M. Moussu) [24 février 1950] (p. 1492, 1493); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 1670 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le génie rural* [24 mai 1950] (p. 3896, 3897); Chap. 3550 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les chasses de Rambouillet et de Marly* [25 mai 1950] (p. 3934); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3955, 3956); — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles; Budget annexe des prestations familiales agricoles, Art. 4 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir la taxe de 400 sur les céréales* [31 juillet 1950] (p. 6253); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article augmentant le droit sur les permis de chasse* (p. 6256, 6257); Art. 8 : *Son amendement tendant à calculer les prestations familiales agricoles selon un salaire de base fixé à 10.000 francs pour la Seine* (p. 6274, 6275); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6572, 6573); Article additionnel : *Son amendement tendant à exonérer les sinistrés du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation* [4 août 1950] (p. 6625); Art. 7 : *Son amendement tendant à créer une caisse départementale d'assurance contre les calamités agricoles* (p. 6646). = Son décès est annoncé à l'Assemblée [16 novembre 1950] (p. 7782).

CERMOLACCE (M. Paul), Député des Bouches-du-Rhône (1^{re} Circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) Est élu vice-président de cette Commission [J. O. du 20 décembre 1946] (p. 10784) [J. O. du 30 janvier 1948] (p. 1011). — Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [26 janvier 1948] (p. 195), [19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est élu vice-président de la Commission de la marine marchande et des pêches [J. O. du 5 février 1948] (p. 1264), [J. O. du 20 janvier 1949] (p. 782).

Dépôts :

Le 31 janvier 1947, une proposition de loi tendant à la reconduction du décret n° 46-128 du 30 mai 1946, fixant le régime provisoire de réquisition des marins du commerce, n° 428. — Le 19 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi autorisant le Président du Gouvernement provisoire de la République à ratifier plusieurs conventions adoptées par la Conférence internationale du travail (sessions maritimes), en 1936, à Genève et, en 1946, à Seattle, n° 2454. — Le 22 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger la loi du 3 septembre 1947 et à améliorer les pensions des marins du commerce, n° 2983. — Le 17 mars 1948, une proposition de loi abrogeant les dispositions du décret du 28 août 1941 relatives au brevet de 3^e classe d'officier mécanicien de la marine marchande et remettant en vigueur les dispositions de la loi du 25 mai 1934 relative au même brevet, n° 3835. — Le 4 juin 1948, une proposition de loi modifiant l'article 6 de la loi du 13 décembre 1926 portant Code du travail maritime, n° 4466. — Le 20 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles pour octroyer aux chômeurs totaux et partiels le bénéfice de la demi-gratuité sur les transports en commun, tramways, autobus, chemins de fer, n° 7224. — Le 10 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à majorer de 42 0/0 les salaires forfaitaires résultant du décret du 5 novembre 1948 et servant de base pour le calcul des pensions des inscrits maritimes, n° 11233.

Interventions :

Son rapport au nom du 6^e bureau sur les opérations électorales du département de l'Oise [28 novembre 1946] (p. 24). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947; Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale (Marine Marchande)* [7 mars 1947] (p. 743, 745); — du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, SECRÉTARIAT A LA MARINE MARCHANDE :

Discussion générale [18 juillet 1947] (p. 3185, 3186, 3187, 3190); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Etat I, PRÉSIDENTE DU CONSEIL : *Discussion générale* [27 décembre 1947] (p. 6356); — de la proposition de résolution de M. Duclos relative au dépôt et au remboursement des billets de 5.000 francs : *Discussion générale* [3 février 1948] (p. 360); — du projet de loi portant organisation de la marine marchande : *Discussion générale* [19 février 1948] (p. 906, 907, 908, 909, 913); Art. 6 : *Amendement de M. Cristofol tendant à permettre à l'Etat d'exiger la remise de navires* [20 février 1948] (p. 936); Art. 15 : *Son amendement relatif à la fusion des Messageries maritimes et de la société des services contractuels des Messageries maritimes* (p. 947); Art. 18 : *Son amendement relatif au nouveau statut de la Compagnie générale transatlantique* (p. 948); Art. 19 : *Son amendement relatif aux services à concéder à la Compagnie générale transatlantique* (p. 949, 950); Art. 20 : *Amendement de M. Cayol relatif à la composition des Conseils d'administration de compagnies* (p. 953); Art. 26 : *Son amendement tendant à compléter le deuxième alinéa par « ou relevant des services postaux sur la Corse »* (p. 956); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948, dépenses civiles); Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 805 : *Déblaiement des ports* [25 février 1948] (p. 1093, 1094, 1095). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de l'interpellation qu'il va déposer* [9 mars 1948] (p. 1615, 1616). — Dépose une demande d'interpellation sur le lock-out fait par la direction des raffineries de sucre de St-Louis de Marseille [11 mars 1948] (p. 1675). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics et Transports une question relative aux tarifs réduits consentis aux voyageurs de chemin de fer en Corse [9 juillet 1948] (p. 4536). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, MARINE MARCHANDE, Chap. 514 : *Subvention au Crédit maritime mutuel* [28 juillet 1948] (p. 5005); Chap. 517 : *Son amendement tendant à réduire de 12 millions les crédits pour les services maritimes postaux* (p. 5005, 5006); Chap. 703 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités aux armateurs des navires perdus* (p. 5007, 5008)

[29 juillet 1948] (p. 5016, 5017); — du projet de loi portant fixation du budget général 1949 (Dépenses civiles); Article 1^{er}, MARINE MARCHANDE : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits : (Ses observations sur la reconstitution de la marine marchande)* [31 décembre 1948] (p. 8234, 8235); — du projet de loi portant répartition de l'abattement sur le budget de la marine marchande; Article unique : *(Ses observations sur l'apprentissage maritime et les subventions aux compagnies maritimes)* [8 avril 1949] (p. 2249, 2250); — du projet de loi organisant un référendum dans la ville libre de Chandernagor : *Discussion générale* [25 mai 1949] (p. 2881). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour mettre fin à la détention à Grand-Bassam des dirigeants et militants du parti démocratique africain [31 décembre 1949] (p. 7650). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [16 février 1950] (p. 1128, 1129). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux pensions des inscrits maritimes (*Inscription à l'ordre du jour de cette proposition*) [21 mars 1950] (p. 2231); *Renvoi du débat* (p. 2236); *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2293). — Est entendu sur une modification de l'ordre du jour (*Discussion de la proposition de loi relative aux pensions des inscrits maritimes*) [23 mars 1950] (p. 2284). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique de répression pratiquée à l'égard des travailleurs du port de Marseille [24 mars 1950] (p. 2361). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre; Art. 8 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Gouvernement pour la reconstitution de la flotte marchande* [28 mars 1950] (p. 2513); — du projet de loi relatif à l'organisation de la marine marchande : *Discussion générale* [30 mars 1950] (p. 2649, 2650, 2651, 2652, 2653). — Dépose une demande d'interpellation sur la note du procureur de la République de Marseille aux dirigeants du syndicat de marins [11 mai 1950] (p. 3545). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1280 : *Son amendement tendant à réduire de 100.000 francs les crédits pour le personnel d'autorité des territoires*

d'outre-mer (incidents de la Côte d'Ivoire) [6 juin 1950] (p. 4335); MARINE MARCHANDE : *Discussion générale (Ses observations sur le reclassement des fonctionnaires de la marine, les salaires insuffisants des marins et les tarifs des transports maritimes)* [8 juin 1950] (p. 4515, 4516, 4517); Chap. 1080 : *Police de la navigation et des pêches* (p. 4526, 4527); Chap. 3040 : *Amendement de M. Reeb tendant à réduire de 10 millions les crédits pour la protection et la surveillance des pêches (canots de sauvetage)* (p. 4531); Chap. 4060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention à l'Etablissement national des invalides de la marine* (p. 4533, 4534); Chap. 4080 : *Œuvres sociales en faveur des gens de mer* (p. 4537); Chap. 5010 : *Amendement de M. Guiguen tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le crédit maritime mutuel* [9 juin 1950] (p. 4555); Chap. 5060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services maritimes postaux (courriers pour la Corse)* (p. 4556, 4557); Chap. 6040 : *Son amendement tendant à réduire de 40 millions les crédits pour liquidation des cargaisons arrêtées à l'étranger* (p. 4557). — Dépose une demande d'interpellation sur la dissolution de l'union internationale des marins et dockers à Marseille [16 juin 1950] (p. 4910). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'incompatibilité des fonctions publiques avec le mandat parlementaire : *Discussion générale (cas juridique de M. Naegeien, Gouverneur de l'Algérie)* [20 octobre 1950] (p. 7050, 7051, 7052); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer; Art. 27 : *Son amendement tendant à obliger les gouverneurs à attribuer des locaux aux unions de syndicats* [16 décembre 1950] (p. 9210); Art. 40 : *Son amendement tendant à supprimer la fin de l'article énumérant les fautes lourdes entraînant le congédiement* [20 décembre 1950] (p. 9347); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales; Art. 6 : *Application de la loi des maxima à l'amendement de Mme Claeys tendant à majorer de 60 0/0 les allocations familiales en décembre 1950* [16 décembre 1950] (p. 9238); *Sous-amendement de M. Musmeaux tendant à prévoir une augmentation de 60 0/0 en janvier 1951* (p. 9241). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Discussion du budget de la Marine marchande*) [22 décembre 1950] (p. 9470). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'exploiti-

tation des services maritimes d'intérêt général : *Discussion générale* [22 décembre 1950] (p. 9501, 9502, 9503, 9504); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; MARINE MARCHANDE, Chap. 1000: *Amendement de M. Hamon tendant à ramener les crédits aux chiffres de 1950 (Licenciement de fonctionnaires)* [3 janvier 1951] (p. 64); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; MARINE MARCHANDE, Chap. 6020: *Amendement de M. Gouge tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités d'attente aux armateurs de navires perdus (Chômage dans les chantiers navals)* [1^{er} février 1951] (p. 621); Chap. 4050: *Subventions à l'établissement national des invalides de la Marine* (p. 624, 625, 626). Article additionnel: *Amendement de M. Yvon tendant à établir une surtaxe de timbre de 1 0/0 sur le prix du fret porté au connaissement* (p. 642, 643); [2 février 1951] (p. 683); *Application de l'article 48 du règlement à l'amendement de M. Yvon* (p. 684, 685); *Son rappel au règlement (Application de l'article 48 du règlement à tous les amendements sur l'article)* (p. 689); Art. 3: *Amendement de M. Cayol tendant à diminuer de 0,5 0/0 la contribution patronale pour les pensions des marins* (p. 691, 692); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 694); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer; Art. 66: *Amendement de M. Castellani tendant à n'appliquer les conventions collectives qu'après avis du chef du territoire* [10 février 1951] (p. 1032); — d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer; Art. 2: *Son amendement tendant à étendre le collège unique à tous les territoires d'outre-mer* [24 avril 1951] (p. 3860, 3861); Art. 3: *Son amendement tendant à supprimer la condition de temps de séjour pour les électeurs* (p. 3886); *Son amendement tendant à inclure parmi les électeurs les marins de commerce et de pêche* (p. 3887); *Son amendement tendant à inclure les commerçants, industriels et planteurs* (p. 3887); — du projet de loi relatif à l'exploitation des services maritimes d'intérêt général, amendé par le Conseil de la République: *Ses explications de vote sur l'ensemble* [2 mai 1951] (p. 4413, 4414); — du projet de loi relatif à la construction navale: *Sa motion préjudicielle tendant à prévoir 11 milliards pour l'équipement de la*

marine marchande [16 mai 1951] (p. 5239, 5240); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5244, 5245).

CERNY (M. Joseph), Député de l'Aude.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la justice et de législation [21 janvier 1947] (p. 27). = Se démet de son mandat de Député [28 février 1947] (p. 523).

CÉSAIRE (M. Aimé), Député de la Martinique.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [22 mai 1947] (p. 1722) = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier 1951] (p. 348), de la Commission de l'éducation nationale [26 janvier 1948] (p. 195), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer en vue de représenter l'Assemblée au sein du Comité de gestion du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [J.O. du 25 janvier 1947] (p. 1025).

Dépôts :

Le 13 août 1947 une proposition de loi portant nationalisation des sociétés Banque de la Martinique, Banque de la Guadeloupe, Banque de la Guyane et Banque de la Réunion, n° 2439. — Le 29 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide immédiate aux populations de la Réunion que vient de dévaster un cyclone d'une violence sans précédent, n° 3180. — Le 30 janvier 1948, une proposition de loi tendant à accorder immédiatement un premier crédit de 200 millions de francs

pour réparer les dommages causés aux personnes et aux biens des victimes du cyclone des 26-27 janvier 1948 qui s'est abattu sur l'île de la Réunion, n° 3203. — Le 27 avril 1948, une proposition de loi portant indemnisation intégrale des dommages causés par le cyclone qui a ravagé le département de la Réunion les 26-27 janvier 1948, n° 4041. — Le 23 juin 1948, une proposition de loi visant à assurer l'application effective de la Sécurité sociale dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane française, de la Martinique et de la Réunion, n° 4689. — Le 22 juin 1949, une proposition de loi tendant à faire du 21 juillet, jour anniversaire de la naissance de Victor Schœlcher, un jour férié dans les départements d'outre-mer n° 7565. — Le 28 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour maintenir les dockers de la Martinique dans les droits antérieurement acquis et à surseoir à toute modification dans la détermination de la période de référence leur donnant droit aux congés payés, n° 7648. — Le 28 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que les bourses des étudiants des départements d'outre-mer leur soient payées d'avance et non à terme échu n° 7649. — Le 28 juin 1949, une proposition de loi portant application aux départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane française, de la loi n° 47-1746 du 6 septembre 1947 sur l'organisation du travail dans les ports, n° 7650. — Le 28 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour assurer aux coopératives bananières de la Martinique et de la Guadeloupe, des facilités pour l'importation des engrais qui leur sont nécessaires, n° 7651. — Le 28 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à respecter les garanties que la loi constitutionnelle a accordées aux membres du Parlement, n° 7661. — Le 1^{er} juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre un terme à toute discrimination raciale parmi les membres du corps enseignant comme parmi les autres fonctionnaires des départements d'outre-mer et à garantir aux originaires de ces départements comme à leurs collègues originaires de la métropole, le bénéfice des indemnités prévues par le

décret du 31 mars 1948, n° 7713. — Le 6 juillet 1949, une proposition de loi portant réglementation spéciale d'attribution des bourses, prêts d'honneur et secours scolaires dans les départements d'outre-mer de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion, n° 7767. — Le 24 juillet 1949, une proposition de loi portant suppression et aliénation au profit de la population de la réserve dite des cinquante pas géométriques dans les départements de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane, n° 8012. — Le 29 juillet 1949, une proposition de loi portant désaffectation et cession de terrains et locaux militaires à Fort-de-France, n° 8091. — Le 13 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures immédiates pour l'amélioration de la condition faite aux fonctionnaires des départements d'outre-mer, n° 8966. — Le 15 mars 1950, proposition de loi portant fixation des soldes, indemnités et statut des fonctionnaires et auxiliaires des départements d'outre-mer, n° 9483. — Le 9 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à annuler les sanctions prises à l'encontre de certains fonctionnaires des départements d'outre-mer, à l'occasion de la grève du 6 mars 1950 et à donner leur plein effet aux mesures d'intégration prévues dans la loi du 3 avril 1950, n° 9890. — Le 10 mai 1950, une proposition de loi tendant à valider les décrets organisant les services du conditionnement à la Martinique, à la Guadeloupe et à la Réunion et à intégrer le personnel de ces services dans le cadre métropolitain de la répression des fraudes, n° 9904. — Le 24 mai 1950, une proposition de loi tendant à proroger jusqu'en juillet 1951 les dispositions de la loi n° 49 846 du 29 juin 1949 et de la loi n° 48 1977 du 31 décembre 1948 maintenant dans les lieux les locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel dans les quatre départements de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française et fixant le prix des loyers dans ces départements n° 10030. — Le 4 juillet 1950, une proposition de loi portant réorganisation des imprimeries officielles des départements d'outre-mer et leur rattachement à l'Imprimerie nationale, n° 10511. — Le 6 décembre 1950, une proposition de loi tendant à porter remède au problème du chômage dans les départements d'outre-mer, par application à

ces départements des textes en vigueur en France, n° 11523.

Interventions :

Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [3 décembre 1946] (p. 47); [14 janvier 1947] (p. 4). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat en activité et en retraite [31 janvier 1947] (p. 136); — sur les opérations électorales du département de la Martinique [22 mai 1947] (p. 1714, 1715, 1716); — sur le projet de loi tendant au classement comme départements français de la Guadeloupe, Martinique, Réunion et Guyane : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2895). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Ses observations contre le passage à la discussion des articles* [29 novembre 1947] (p. 5345); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le 4^e trimestre 1947; Art. 2 : *Amendement de M. Bissol tendant à ajouter un alinéa accordant aux vieux des départements nouveaux d'outre-mer cette allocation* [29 décembre 1947] (p. 6445). — Est entendu au cours du débat sur la nomination du bureau de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur l'opposition de M. Jacques Duclos à la liste établie par les présidents de groupes* [14 janvier 1948] (p. 458). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1948] (p. 159). — Donne sa démission de *Secrétaire de l'Assemblée* [15 janvier 1948] (p. 175). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'aménagement de la réglementation des changes : *Discussion générale* [28 janvier 1948] (p. 238, 239); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : Art. 4 : *Son amendement relatif aux modalités d'application dans les territoires d'outre-mer* [6 février 1948] (p. 500, 501). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de Fort de France (Martinique), le 6 février 1948 [12 février 1948] (p. 682). Est entendu : sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [4 mai 1948] (p. 2486, 2487); — sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de son*

interpellation) [17 février 1948] (p. 791). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique gouvernementale aux Antilles, Guyane et Réunion et la non application de la loi du 19 mars 1946 sur la sécurité sociale [20 février 1948] (p. 981); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (*Sa jonction à celle de M. Valentino*) [16 mars 1948] (p. 1732). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour les secours aux victimes de la Réunion : *Discussion générale* [17 mars 1948] (p. 1821). — Dépose une demande d'interpellation sur les menées étrangères dans les Antilles et la Conférence de Bogota [4 mai 1948] (p. 2523). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi modifiant le régime de l'assurance vieillesse ; Art. 3 : *Amendement de M. Girard tendant à augmenter les allocations aux vieux travailleurs dans les départements d'outre-mer* [16 juillet 1948] (p. 4691, 4692); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 3 : *Demande de réserver l'article* [5 août 1948] (p. 5371) ; Art. 22 : *Amendement de M. Viatte tendant à reprendre l'article du Conseil de la République concernant les départements d'outre-mer* (p. 5372). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement dans les départements d'outre-mer et en particulier à la Martinique [27 janvier 1949] (p. 196) — Prend part à la discussion : du projet de loi fixant la date des élections aux Conseils généraux dans les départements d'outre-mer ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à fixer la même date qu'en France* [22 février 1949] (p. 799, 800) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 802); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949 : *Discussion générale* [4 juillet 1949] (p. 4139, 4140, 4141). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Arrêt de la Cour de Cassation confirmant la sentence du procès de Tananarive*) [7 juillet 1949] (p. 4348, 4349). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux circonscriptions électorales des départements d'outre-mer : *Discussion générale* [11 juillet 1949] (p. 4569, 4570, 4571) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à modifier le tableau des cantons de la Martinique* (p. 4580, 4581) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ;

Art. 1^{er} : *Amendement de M. Dumas tendant à reprendre le texte du Conseil de la République pour les cantons de Fort de France* [30 juillet 1949] (p. 5574); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 42 : *Son amendement tendant à exonérer de la taxe locale les ventes de bananes en gros* [23 juillet 1949] (p. 5148); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat : *Rappel au règlement de M. Peron (Passage à la discussion des articles)* [3 mars 1950] (p. 1791); Art. 1^{er} : *Son sous-amendement tendant à ne pas appliquer cette loi aux actes accomplis conformément à la déclaration des droits* (p. 1820); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis : *Discussion générale* [15 mars 1950] (p. 2075, 2076, 2077, 2078); — d'une proposition de loi relative au statut des fonctionnaires et auxiliaires des départements d'outre-mer; Art. 1^{er} : *Assimilation des fonctionnaires des départements d'outre-mer aux fonctionnaires de la métropole* [31 mars 1950] (p. 2699, 2700, 2701); Art. 2 : *Son amendement relatif au calcul de l'indemnité de résidence* (p. 2708, 2709, 2710); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [1^{er} avril 1950] (p. 2786, 2787); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 25 : *Amendement de M. Babet tendant à reprendre le texte gouvernemental relatif à la création d'une caisse de prêt aux artisans* [25 avril 1950] (p. 2823); — d'une proposition de résolution relative à la situation des fonctionnaires des territoires d'outre-mer à la suite des grèves : *Discussion générale* [17 mai 1950] (p. 3755, 3756, 3757); *Son amendement tendant à attirer l'attention du Gouvernement sur certains cas intéressants* (p. 3759); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 3350 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service de la répression des fraudes (Personnel des services de conditionnement dans les territoires d'outre-mer)* [25 mai 1950] (p. 3925); *le retire* (p. 3926); JUSTICE, Chap. 1100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les justices de paix (Agents des tribunaux des territoires d'outre-mer)* [1^{er} juin 1950] (p. 4128, 4129); *le retire* (p. 4129); TRAVAIL ET SÉCURITÉ

SOCIALE, Chap. 1180 : *Amendement de Mlle Archimède tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités aux fonctionnaires des départements d'outre-mer (Allocation aux vieux travailleurs)* [5 juin 1950] (p. 4257); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 3140 : *Son amendement tendant à réduire de 32 millions 525 mille francs les crédits demandés pour la radiodiffusion dans les territoires d'outre-mer* [6 juin 1950] (p. 4342); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 6020 : *Amendement de Mlle Archimède tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour participation à des dépenses internationales (Commission des Caraïbes)* [20 juin 1950] (p. 5073, 5074); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1420 : *Personnel des écoles primaires élémentaires (Enseignement primaire à la Martinique)* [23 juin 1950] (p. 5239). — Dépose une demande d'interpellation sur la non application de la loi du 3 avril 1950 concernant les fonctionnaires dans les départements d'outre-mer [14 juin 1950] (p. 4752). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux dans les départements d'outre-mer : *Discussion générale* [29 juin 1950] (p. 5286); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art 49 N : *Amendement de M. Valentino tendant à supprimer le 3^e alinéa relatif à l'application de la sécurité sociale dans les départements d'outre-mer* [2 août 1950] (p. 6451).

CHABAN-DELMAS (M. Jacques), Député de la Gironde.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la défense nationale [11 février 1947] (p. 276); de la Commission de la production industrielle [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de la marine marchande et des pêches [23 janvier 1951] (p. 348). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de Justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [20 mai 1947] (p. 1678), [23 novembre 1948] (p. 7150).

Interventions :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Fernand Grenier relative à la distribution des journaux [21 mars 1947] (p. 997, 998). — Prend part à la discussion de la proposition de loi de M. Robert Bichet sur la distribution des journaux [27 mars 1947] (p. 1145, 1146, 1147); Art 5 bis (suite) : *Son amendement tendant à limiter à 100 millions les crédits pouvant être garantis par l'Etat* [29 mars 1947] (p. 1292); le retire (p. 1310); Art. 17 bis : *Amendement de M. d'Astier de la Vigerie tendant à faire fixer par la loi le sort du matériel et des entreprises de distribution actuellement réquisitionnés* (p. 1294); Art. 17 ter : *Amendement de M. d'Astier de la Vigerie tendant à ce que le contrôle du Commissaire du Gouvernement s'étende aux sociétés dans lesquelles les coopératives sont majoritaires* (p. 1294, 1295, 1296); *Amendement de M. Gosset tendant à ce que le Commissaire du Gouvernement exerce ses fonctions sur avis du Conseil supérieur des messageries* (p. 1295, 1296); *Ses observations sur l'ensemble de l'article* (p. 1309); Art 5 bis (suite) : *Amendement de M. Jacques Chastellain tendant à n'accorder la garantie de l'Etat qu'autant que les présidents et gérants auront donné leur caution personnelle* (p. 1310); *Ses observations sur l'ensemble de la proposition de loi* (p. 1311). — Est entendu au cours du débat sur l'interpellation de M. Fernand Grenier relative à la dévolution des biens des entreprises de presse [20 juin 1947] (p. 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); JEUNESSE, ARTS ET LETTRES : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2920, 2921); — de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement [28 octobre 1947] (p. 4927); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : Art. 12 bis : *Son amendement tendant à élever à 60.000 francs l'abattement à la base pour les ostréiculteurs* [23 avril 1948] (p. 2227); — du projet de loi portant statut provisoire de la S.N.E.C.M.A. : *Discussion générale (Politisation de la S.N.E.C.M.A.)* [23 juin 1948] (p. 3858 et suiv.). — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [23 décembre 1948] (p. 7957, 7958);

— du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale; Chap. 548 : *Amendement de M. Cayol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'activité théâtrale* [5 avril 1949] (p. 2091, 2092, 2094); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (Ses observations sur les charges sociales de la S.N.C.P.)* [23 mai 1949] (p. 2838); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 : *Discussion générale* [10 juin 1949] (p. 3244, 3245, 3246); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er}, Etat A. GUERRE, Chap. 316 : *Prime d'alimentation* [22 juillet 1949] (p. 5024); MARINE, Chap. 904 : *Refonte et gros travaux de la flotte (Achèvement du Jean-Bart et du Clemenceau)* (p. 5026, 5029, 5030, 5032, 5033). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Inutilité de tenir une séance de nuit*) [24 juin 1949] (p. 3790). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la réorganisation des Sociétés nationales de constructions aéronautiques : *Discussion générale* [28 juin 1949] (p. 3829, 3830, 3831, 3832, 3833); Art. 3 : *Son amendement relatif à la transformation des prêts en apport de capital* (p. 3889); *Son amendement relatif au transfert de matériel prêté par l'Etat* (p. 3889); — au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné; (*Ses observations sur le programme de M. Bidault*) [27 octobre 1949] (p. 5920, 5921, 5922); *Ses explications de vote sur la motion investissant M. Bidault de la confiance de l'Assemblée* (p. 5937). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite de la discussion des interpellations sur les incendies des Landes*) [17 janvier 1950] (p. 297). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les incendies de forêt des Landes (*Son ordre du jour demandant une enquête administrative et technique sur la catastrophe et un statut de la Commission régionale des Landes de Gascogne*) [20 janvier 1950] (p. 396); *Sa demande de priorité* (p. 396, 397, 398); *Ordre du jour de confiance de M. Lamarque-Cando* (p. 401); *Quatrième paragraphe de l'ordre du jour de M. Lamarque-Cando relatif à la direction de la lutte contre le feu* (p. 401); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; EDUCATION NATIONALE, Chap. 5490 : *Activité théâtrale (Situation du théâtre de Bordeaux)*

[19 juillet 1950] (p. 5588, 5590, 5591, 5595), [22 juillet 1950] (p. 5804); — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [21 juillet 1950] (p. 5762, 5763, 5764); — du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien : *Discussion générale* [28 juillet 1950] (p. 6156, 6157, 6158, 6159); — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [5 janvier 1951] (p. 199, 200); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 3 : *Découpage de la Gironde* [21 mars 1951] (p. 2447, 2448); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ne pas diviser la Gironde en deux circonscriptions* (p. 2449). = S'excuse de son absence [21 novembre 1950] (p. 7951). = Obtient un congé [21 novembre 1950] (p. 7951).

CHAMANT (M. Jean), Député de l'Yonne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951], (p. 348); de la Commission des affaires étrangères [14 décembre 1948] (p. 7566 et 7567). — Est élu secrétaire de la Commission de la justice et de législation [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 717), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 882). — Est nommé membre : de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie [4 février 1947] (p. 148); de la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés dans la déclaration du Président du Conseil du 17 janvier 1950 [31 janvier 1950] (p. 383). Est élu secrétaire de cette Commission [2 février 1950] (**F.** n° 510) — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 22 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur

le projet de loi modifiant la loi du 28 avril 1919 relative à l'organisation judiciaire, aux traitements, au recrutement et à l'avancement des magistrats. n° 4000. — Le 7 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer au plus tôt un projet de loi sur le mode d'élections à l'Assemblée Nationale, n° 5439. — Le 24 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi rattachant le canton de Laissac à l'arrondissement judiciaire de Rodez, n° 7617. — Le 1^{er} février 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 36 de la loi du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 12014. — Le 25 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à verser aux vieux travailleurs salariés qui ne bénéficient pas de l'allocation-vieillesse une retraite proportionnelle au nombre d'années pendant lesquelles ils ont cotisé aux assurances sociales, n° 12951.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude que le Gouvernement compte adopter eu égard à l'évolution de la situation internationale et sur la politique qu'il entend suivre à l'égard des pays anglo saxons [13 juin 1947] (p. 2126); la retire [25 juillet 1947] (p. 3575). — Est entendu sur la démission de M. Noguères, en qualité de *Président de la Haute cour de justice*; *Motion de Mme Peyroles* [30 janvier 1948] (p. 328). — Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude du Gouvernement envers le roi Michel de Roumanie [6 mars 1948] (p. 1482). — Pose une question à M. le Ministre de l'Agriculture relative à la répartition de l'essence parmi les agriculteurs [4 juin 1948] (p. 3231). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses observations sur la politique à suivre par M. André Marie* [24 juillet 1948] (p. 4885). — Prend part à la discussion du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse : *Sa demande de renvoi à la Commission de la justice* [4 janvier 1951] (p. 133, 134) : — Dépose une demande d'interpellation sur la perquisition faite chez un avocat pour saisir des pièces confiées sous le sceau du secret professionnel [5 janvier 1951] (p. 188). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au déve-

lèvement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; ÉDUCATION NATIONALE : Article additionnel : *Amendement de M. Jean-Moreau tendant à autoriser les caisses des écoles privées* [23 avril 1951] (p. 3823, 3824) = S'excuse de son absence [28 février 1947] (p. 523); [7 mars 1947] (p. 708); [4 juillet 1947] (p. 2716); [28 décembre 1948] (p. 8029). = Obtient des congés [28 février 1947] (p. 523); [4 juillet 1947] (p. 2716); [28 décembre 1948] (p. 8029).

CHAMBEIRON (M. Robert), *Député des Vosges.*

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34) [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des territoires d'outre-mer [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des immunités parlementaires [21 mai 1949] (p. 2760), [19 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 195), [4 mai 1948] (p. 2484).

Dépôts :

Le 18 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 47-330 du 24 février 1947, afin d'assurer une juste représentation des petites entreprises et des artisans au Conseil économique, n° 956. — Le 26 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs victimes de l'invasion massive des vers blancs dans les cultures, n° 2497. — Le 9 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide d'urgence

aux victimes des inondations du département des Vosges et de certaines communes limitrophes, n° 4934. — Le 4 mars 1949, une proposition de loi tendant à fixer le traitement annuel de la médaille d'argent des instituteurs, n° 6679. — Le 24 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7298) concernant M. Kriegel-Valrimont, n° 7621. — Le 8 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7392) concernant M. Arthaud, n° 7809. — Le 2 août 1950 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les sinistrés vosgiens victimes de l'orage du 28 juillet 1950, n° 10843.

Interventions :

Son rapport au nom du 6^e bureau sur les opérations électorales du département de la Mayenne [28 novembre 1946] (p. 21). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [3 décembre 1946] (p. 47), [14 janvier 1947] (p. 4). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif au maintien en vigueur de certaines dispositions prorogées par la loi du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires économiques* [25 février 1947] (p. 451). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); ÉCONOMIE NATIONALE : *Discussion générale* [3 juillet 1947] (p. 2654, 2655, 2656, 2657). — Est entendu : au cours du débat sur le procès-verbal (*Interprétation tendancieuse par M. Fagon d'une déclaration de M. Chaussou*) [17 juillet 1947] (p. 3104); — sur un incident personnel (*Interprétation tendancieuse par M. Fagon d'une déclaration de M. Chaussou*) [17 juillet 1947] (p. 3129). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la défense de la République : *Demande une suspension de séance* [29 novembre 1947] (p. 5252); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Discussion générale* [29 novembre 1947] (p. 5343 et suiv.); — de propositions de résolution tendant à modifier le règlement de l'As-

semblée Nationale; Art. 2 : *Ses observations sur la présence du quorum des députés dans le Palais Bourbon* [20 décembre 1947] (p. 5961); — du projet de loi portant reconduction à l'Exercice 1948 des crédits du Budget 1947; Etat 1, ECONOMIE NATIONALE : *Son amendement tendant à réduire de 58 millions les dépenses pour missions à l'étranger* [26 décembre 1947] (p. 6286, 6287, 6288). — Est entendu au cours du débat sur la nomination du bureau de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur l'opposition de M. d'Astier de la Vigerie à la liste établie par les Présidents de groupe* [14 janvier 1948] (p. 158, 159). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1948] (p. 159). — Donne sa démission de *Secrétaire de l'Assemblée* [15 janvier 1948] (p. 175). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées : *Discussion générale* [18 février 1948] (p. 834, 835, 836); — des propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 : *Amendement de M. Kriegel-Valrimont tendant à exonérer les inondés de l'Est* [7 mars 1948] (p. 1503); — du projet de loi portant ratification de l'accord franco-polonais du 19 mars 1948 : *Discussion générale* [27 mai 1948] (p. 2966, 2967, 2968, 2969). — Dépose une demande d'interpellation sur les négociations avec les Etats-Unis pour la conclusion d'accords prévus par la loi créant l'E. C. A. (Economic Cooperation Administration) [23 juin 1948] (p. 3881). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, **RADIODIFFUSION FRANÇAISE** : Chap. 100 : *Réorganisation de la radio* [29 juin 1948] (p. 4146); **AFFAIRES ÉCONOMIQUES**, Chap. 120 : *Son amendement tendant à réduire de 5 millions les crédits pour la Commission des approvisionnements en Grande-Bretagne* [2 août 1948] (p. 5197, 5198); Chap. 507 : *Son amendement tendant à supprimer la subvention au Centre national d'information économique* (p. 5202); — des projets de loi ratifiant trois actes internationaux (Coopération économique) : *Discussion générale* [5 juillet 1948] (p. 4320 et suiv.) — Dépose une demande d'interpellation sur l'arrestation et la déportation de travailleurs vietnamiens [29 juillet 1948] (p. 5075). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'exercice de certaines fonctions dans

les entreprises nationalisées; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à étendre les incompatibilités prévues aux sociétés d'économie mixte* [20 août 1948] (p. 6033); Art. 2 : *Son amendement tendant à interdire aux anciens membres du Gouvernement d'exercer des fonctions dans les sociétés d'économie mixte* (p. 6037); — du projet de loi relatif à la répartition des produits industriels : *Discussion générale* [14 septembre 1948] (p. 6527). — Dépose une demande d'interpellation : sur les incidents du 11 novembre 1948 à Paris [24 novembre 1948] (p. 7203); — sur les conditions de la mutinerie du pénitencier d'Epinal [25 novembre 1948] (p. 7249); la développe (*Ses observations sur les faveurs accordées aux prisonniers du Camp de la Vierge à Epinal, la mutinerie et les tentatives d'évasion, les récents arrêts de la Haute Cour de Justice et le sabotage de l'épuration*) [7 décembre 1948] (p. 7393). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des dépenses et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur les profits illicites de Boussac)* [21 décembre 1948] (p. 7825); Art. 9 : *Demande de M. Lussy de renvoi de la discussion (Affaire Boussac)* [23 décembre 1948] (p. 7896); — du projet de loi portant fixation du budget général 1949 (Dépenses civiles); Art. 1^{er}, **FINANCES** : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (Ses observations sur l'Impex)* [31 décembre 1948] (p. 8229, 8230); *le retire* (ibid.). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6). — Prend part à la discussion de l'interpellation sur la campagne de presse engagée contre M. Marie, Garde des Sceaux (*Son ordre du jour demandant la création d'une Commission d'enquête*) [3 février 1949] (p. 319). — Dépose une demande d'interpellation sur l'interdiction de toute manifestation publique pour célébrer la Résistance française [18 février 1949] (p. 743). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation* [22 février 1949] (p. 818, 819); (*Discussion des interpellations sur le Pacte Atlantique*) [1^{er} mars 1949] (p. 1064). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des Travaux publics, Transports et Tourisme : *Discussion générale* [1^{er} mars 1949] (p. 1071, 1072); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : *Discussion générale* [2 mars

1949] (p. 1119, 1120, 1121). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des anciens combattants [22 mars 1949] (p. 1702). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Affaires économiques : *Discussion générale* [23 mars 1949] (p. 1755, 1757); Chap 103 : *Son amendement tendant à porter à 155.416.000 francs l'abattement sur la direction des approvisionnements français aux U.S.A.* (p. 1763, 1764). — Dépose une demande d'interpellation sur les entraves mises par les américains au commerce français avec l'Est-Européen [7 avril 1949] (p. 2215); est entendu sur la fixation de la date de discussion de son interpellation [17 mai 1949] (p. 2538, 2539). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine : *Sa demande de renvoi du débat* [21 mai 1949] (p. 2762, 2763). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur la S.N.C.A.C.* [21 juin 1949] (p. 3567, 3568); — sur le procès-verbal de la séance précédente (*Attitude du Secrétaire lors du vote sur la motion préjudicielle de M. P.-H. Teitgen au sujet de l'étendue des autorisations de poursuite*) [6 juillet 1949] (p. 4256). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à sanctionner une infraction au règlement : *Discussion générale* [7 juillet 1949] (p. 4330); — du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique : *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5317); — du projet de loi relatif à la répartition des matières premières et produits industriels; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer « jusqu'au 1^{er} novembre 1949 au plus tard »* [27 juillet 1949] (p. 5375, 5376); *le retire* (p. 5376). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'abaissement de certains tarifs douaniers et la crise correspondante de l'industrie textile française [13 octobre 1949] (p. 5766); — sur les relations du Gouvernement avec la Pologne [8 décembre 1949] (p. 6700); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [13 décembre 1949] (p. 6776, 6777, 6778, 6783, 6784, 6785). — Pose à M. le Ministre des Finances une question demandant la liste nominative des entreprises débitrices à l'égard de l'Impex [9 décembre 1949] (p. 6739). — Prend part à la

discussion du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail : *Discussion générale* [15 décembre 1949] (p. 6929, 6930, 6931). — Est entendu sur le procès verbal de la séance précédente : *Discussion de l'interpellation de M. Lisette sur les incidents d'Abidjan* [27 décembre 1949] (p. 7363); *Ses observations sur le vote de l'U.R.P. lors de la discussion du projet de loi relatif aux conventions collectives* [4 janvier 1950] (p. 103). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [10 janvier 1950] (p. 194). — Dépose une demande d'interpellation sur le non-renouvellement de l'accord commercial annuel franco-polonais [17 janvier 1950] (p. 278). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur les scandales de la guerre du Viet-Nam et l'affaire Revers-Mast : *Son amendement à l'ordre du jour de M. Juglas prévoyant l'élection des membres de la Commission d'enquête suivant la règle de la représentation proportionnelle* [17 janvier 1950] (p. 295). — Dépose une demande d'interpellation sur le scandaleux verdict d'acquiescement rendu en faveur de deux généraux allemands dans l'affaire de Gérardmer [24 janvier 1950] (p. 454). — Prend part à la discussion : du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Discussion générale* [27 janvier 1950] (p. 631, 632, 633); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat : *Son rappel au règlement (Sa proposition de suspendre la séance)* [3 mars 1950] (p. 1860); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis; Article unique : *Son amendement tendant à insérer un alinéa prévoyant la ratification du Parlement pour les accords relatifs à la livraison de matières premières aux Etats-Unis* [15 mars 1950] (p. 2093, 2094, 2095, 2096). — Dépose une demande d'interpellation sur la révocation irrégulière de fonctionnaires du Centre national de la cinématographie [23 mars 1950] (p. 2289). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et des victimes de guerre : *Discussion générale* [24 mars 1950] (p. 2386, 2387, 2388). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de son interpellation sur la révocation de fonctionnaires*)

[28 mars 1950] (p. 2464). — Prend part à la discussion des conclusions d'un rapport sur la Commission d'enquête sur le vin : *Discussion générale* [29 mars 1950] (p. 2607, 2608). — Dépose une demande d'interpellation : sur la publication dans *le Figaro* des souvenirs d'un officier allemand [1^{er} avril 1950] (p. 2789); — sur les propositions faites par les Commissions nationales des économies [27 avril 1950] (p. 2995); — sur l'activité des brigades polyvalentes de contrôle fiscal [10 mai 1950] (p. 3475); la développe [23 mai 1950] (p. 3800, 3801, 3802, 3903, 3815); *Son ordre du jour tendant à mettre fin à l'activité des brigades polyvalentes* (p. 3816, 3817). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 5050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour formation professionnelle accélérée* [5 juin 1950] (p. 4286); — du projet de loi relatif au développement des dépenses militaires de fonctionnement et d'investissements pour 1950, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [21 juillet 1950] (p. 5764, 5765). — Dépose une demande d'interpellation sur l'arrestation par les autorités américaines de M. Frédéric Joliot-Curie [7 décembre 1950] (p. 8761). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 4000 : *Ses observations sur le refoulement de M. Joliot-Curie par les autorités américaines* [12 décembre 1950] (p. 8973, 8974); Chap. 5060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'Office des biens et intérêts privés* [13 décembre 1950] (p. 9002, 9003); le retire (ibid.). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1951] (p. 326). — Est entendu sur la nomination des membres de la Commission des affaires étrangères (*Cas de M. Marin*) [25 janvier 1951] (p. 362, 363). — Dépose une demande d'interpellation sur la dissolution de la Fédération syndicale mondiale [30 janvier 1951] (p. 520); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [13 février 1951] (p. 1076, 1077, 1078). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 1240 : *Personnel de la Sûreté*

nationale (Police municipale) [13 février 1951] (p. 1051, 1052); JUSTICE, Chap. 3190 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des mineurs détenus dans les établissements d'éducation surveillée (Arrestation d'un résistant criminel dans les Vosges)* [16 février 1951] (p. 1257); le retire (ibid.); RADIODIFFUSION, Chap. 6080 : *Travaux de reconstruction et d'équipement (Poste de Nancy)* [10 avril 1951] (p. 3033, 3034). — Prend part : aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Guy Mollet) : *Ses observations sur la guerre de Corée et la guerre du Vietnam* [6 mars 1951] (p. 1774, 1775); — à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 6 : *Son amendement tendant à prévoir la publication des listes apparentées par les soins des préfets* [19 mars 1951] (p. 2154, 2155); Art. 13 : *Son amendement tendant à élire les candidats ayant obtenu plus de 70 0/0 des voix* [21 mars 1951] (p. 2332); Art. 1^{er} bis : *Question préalable posée par M. Schauffler contre l'article prévoyant la représentation proportionnelle dans la Seine* (p. 2437); *Son amendement tendant à maintenir la représentation proportionnelle dans les départements de plus de 500.000 habitants* (p. 2414, 2412). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur la suppression des zones de salaires*) [20 mars 1951] (p. 2220, 2221), (*Discussion sur les allocations de salaire unique aux familles d'exploitants agricoles*) [21 mars 1951] (p. 2269). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents d'Epinal le 26 mars 1951 [3 avril 1951] (p. 2596). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de la suppression des abattements de zones de salaires*) [17 avril 1951] (p. 3406); — sur le procès-verbal de la séance précédente (*Dépôt d'un nouveau projet de réforme électorale*) [28 avril 1951] (p. 4137). — Dépose une demande d'interpellation sur les brutalités de la police lors des manifestations du 1^{er} mai à Paris [5 mai 1951] (p. 4609). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant suppression des zones de salaires : *Discussion générale (Ses observations sur la différence inexistante entre le prix de la vie à Paris et en province)* [11 mai 1951] (p. 5058). — Dépose une motion de censure condamnant l'opposition du Gouvernement à la suppression des abatte-

tements de zones de salaires [11 mai 1951] (p. 5060).

CHAMBRUN (M. Gilbert de) *Député de la Lozère.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 194); [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 299); [25 janvier 1951] (p. 364); de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102); [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [21 mai 1949] (p. 2760); [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute-Cour de justice (Application de l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

Dépôts :

Le 13 mai 1947, un avis au nom de la Commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution de M. Jean-Paul David tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner le fonctionnement de l'administration de la zone française en Allemagne, n° 1301. — Le 8 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la presse sur la proposition de résolution de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour augmenter la puissance et le rayonnement du poste émetteur de Marseille-Provence, n° 2336. — Le 11 mars 1948, une proposition de loi ayant pour objet de rétablir au profits des associations étrangères le régime du droit commun, n° 3766.

Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur les opérations électorales du territoire du Tchad [20 mai 1947] (p. 1688, 1689, 1690); — sur la demande en autorisation de poursuite des délégués malgaches [6 juin 1947] (p. 1976); *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à statuer sur le cas de M. Raseta jusqu'à ce que ses deux*

collègues aient été entendus (p. 1977, 1978, 1979, 1980). — Est entendu dans la discussion : des interpellations concernant les résultats de la conférence de Moscou [26 juillet 1947] (p. 3588, 3589, 3590, 3591, 3598); — d'une demande en autorisation de poursuites contre M.M. Ravoahangy et Rabemananjara [1^{er} août 1947] (p. 3821, 3822, 3823). — Participe à la discussion : du projet de loi tendant à la défense de la République; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Bonte tendant à ne mettre en aucun cas l'armée au service du capitalisme* [29 novembre 1947] (p. 5277); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Soutient le contre-projet de M. Yves Péron* [29 novembre 1947] (p. 5347 et suiv.); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à sauvegarder le droit de grève* (p. 5393). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents récents qui ont produit une tension avec l'U. R. S. S. [12 décembre 1947] (p. 5694); *la développe* (p. 5748, 5749) — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 3 : *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à exonérer les petits agriculteurs et à appliquer aux autres les taux prévus pour les commerçants* [22 décembre 1947] (p. 6117); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Art. 1^{er} : *Etat 1 : Son amendement tendant à incorporer dans l'Etat I les chapitres concernant le Commissariat aux affaires allemandes et autrichiennes* [26 décembre 1947] (p. 6259, 6260, 6261). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accord du 2 janvier 1948 avec le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique [6 janvier 1948] (p. 122); *la développe* [13 février 1948] (p. 733, 734, 735, 736, 737). — Prend part à la discussion : de propositions de lois relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 2 : *Son amendement tendant à suspendre le recouvrement pour ceux ayant fait des demandes de dégrèvement* [6 mars 1948] (p. 1465, 1466); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour 1947; Art. 1^{er} : PRÉSIDENT DU CONSEIL : *Intervention aux U. S. de Mme Joliot-Curie* [19 mars 1948] (p. 1984); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1993); — de la proposition de loi relative à l'établissement de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole : *Demande de discussion d'urgence* [4 mai 1948] (p. 2507, 2508); — du projet de

loi relatif aux loyers : Art. 12 : *Son amendement tendant à ne pas faire de discrimination entre français et étrangers* [20 mai 1948] (p. 2800, 2801, 2802); Art. 13 bis : *Son amendement analogue* [27 mai 1948] (p. 2948); *le retire* (ibid.); Art. 14 ter : *Son amendement analogue* [28 mai 1948] (p. 3017); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la tenue à Paris de la 3^e session de l'Organisation des Nations-Unies : *Discussion générale* [10 juin 1948] (p. 3375); — du projet de loi portant aménagements fiscaux amendé par le Conseil de la République : Art. 56 bis : *Amendement de M. Paumier tendant à reprendre l'article concernant l'impôt sur les bénéfices agricoles* [10 juin 1948] (p. 3386); — des interpellations sur les recommandations de la Conférence de Londres : *Ses explications de vote sur les divers ordres du jour et ses observations sur la position du Gouvernement* [16 juin 1948] (p. 3586 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application de l'E. R. A. (Européen Recovery Art) à notre pays [23 juin 1948] (p. 3881). — Prend part à la discussion : de projets de loi portant ratification de trois accords internationaux (coopération économique) : *Discussion générale* [5 juillet 1948] (p. 4313 et suiv.); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Pose la question préalable* [8 août 1948] (p. 5522, 5523, 5524, 5525); — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République ; Art. 55 : *Demande de réserver l'article* [13 août 1948] (p. 5786). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture de M. Queuille* [10 septembre 1948] (p. 6489, 6490). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les révélations du Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'ordre du jour de M. Duclos prévoyant la création de Commissions d'enquêtes, ses observations sur la politique xénophobe du Gouvernement* [23 novembre 1948] (p. 7171, 7172); — des interpellations sur le statut de la Ruhr : *Discussion générale : (Ses observations sur le relèvement de l'Allemagne, le payement des réparations, l'insuffisance de la dénazification, l'importance du plan Marshall dans l'organisation militaire de l'Europe occidentale contre l'U. R. S. S., le pacte de Bruxelles, les exigences économiques et le désintéressement soviétique)* [2 décembre 1948]

(p. 7352 et suiv.). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuite contre M. Ginestet : *Discussion générale* [11 février 1949] (p. 541, 542). — d'une interpellation sur les déclarations du secrétaire général du parti communiste (M. Maurice Thorez) : *Discussion générale (Ses observations sur la politique belliqueuse actuellement préparée par le Gouvernement des Etats-Unis et l'application du plan Marshall en Europe occidentale)* [24 février 1949] (p. 888, 889); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur les importations agricoles au titre du plan Marshall, la fiscalité excessive pesant sur les agriculteurs, la mévente des châtaignes de la Lozère, les importations de tabac de Turquie)* [25 février 1949] (p. 984, 985, 986); — d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices agricoles : *Discussion générale* [3 mars 1949] (p. 1168); — d'une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à sanctionner une infraction au règlement : *Discussion générale* [7 juillet 1949] (p. 4329, 4330, 4331, 4332); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4335); — du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe : *Sa motion préjudicielle tendant à discuter d'abord les accords de Washington sur l'Allemagne occidentale* [9 juillet 1949] (p. 4452, 4453, 4454, 4455, 4456, 4457.); Art. 2 : *Amendement de M. Rivet tendant à prévoir la représentation proportionnelle des groupes parlementaires* (p. 4501); Art. 5 : *Amendement de M. Giovoni tendant à supprimer l'article relatif aux dépenses du Conseil de l'Europe* (p. 4501, 4502); — du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique : *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5316); *Ses explications de vote sur l'article unique* (p. 5334, 5335); — des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne : *Discussion générale (Ses observations sur les réparations prélevées en Allemagne)* [24 novembre 1949] (p. 6243); *Ses observations sur l'abandon des réparations et de la zone d'occupation française, le statut de la Ruhr et la loi n° 75, la préparation du futur traité de paix* [25 novembre 1949] (p. 6287, 6288, 6289, 6290, 6291, 6292, 6293); *Son amendement à l'ordre du jour de M. Scherer tendant à demander le prélèvement de réparations sur la production courante de l'Allemagne* (p. 6352, 6353, 6354). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 25 novembre 1949

(Authenticité d'un document du 28 mai 1948 sur la possibilité d'un prélèvement de réparations courantes en Allemagne) [29 novembre 1949] (p. 6397, 6398). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : Art. 3 : *Amendement de M. Rivet tendant à diminuer de 5 milliards les dépenses militaires* [26 décembre 1949] (p. 7303, 7304); Art. 25 : *Son amendement tendant à insérer un article exigeant 50 milliards de l'Allemagne au titre des réparations* [27 décembre 1949] (p. 7390, 7391); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis : *Sa motion préjudicielle tendant à ajourner la ratification* [14 mars 1950] (p. 1994, 1995, 1996, 1997) : *Discussion générale* (p. 2012, 2013). — Dépose une demande d'interpellation sur l'abandon des réparations dues par l'Allemagne [12 juin 1950] (p. 4598). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 : AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 1000 : *Crédits de l'administration centrale (Ses observations sur les réparations payées par l'Allemagne et la situation du petit personnel)* [20 juin 1950] (p. 5061, 5062); COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale (Ses observations sur le pool franco-allemand)* [26 juillet 1950] (p. 5981, 5982, 5983, 5984). — Dépose une demande d'interpellation sur le réarmement de l'Allemagne [20 octobre 1950] (p. 7063); la développe (*Ses observations sur la Conférence de Washington, l'opinion de Liddel Hart sur le réarmement allemand et les chances d'une prochaine guerre, la remilitarisation allemande en marche et les frontières orientales du Reich*) [24 octobre 1950] (p. 7138, 7139, 7140, 7141); *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité de traiter franchement le problème allemand)* [25 octobre 1950] (p. 7182). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur l'exode rural et la suppression du salaire unique aux membres des familles d'exploitants agricoles)* [7 décembre 1950] (p. 8792, 8793); — du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 1000 : *Ses observations sur le réarmement de l'Allemagne, le refus des visas et les expulsions* [12 décembre 1950] (p. 8930, 8931, 8932,

8933, 8934, 8935). — Dépose une demande d'interpellation sur la renonciation du Gouvernement français à appuyer les efforts de l'Inde en faveur d'un règlement pacifique en Extrême-Orient [2 février 1951] (p. 679); — sur les entretiens de Washington entre M. Pleven et le Président Truman [7 février 1951] (p. 862); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (p. 871, 872, 873). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 3310 : *Amendement de Mme Bastide tendant à supprimer les crédits pour création de 10 nouvelles compagnies républicaines de sécurité (Manifestation lors de la venue du général Eisenhower)* [13 février 1951] (p. 1097, 1098); Chap. 5030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les subventions aux départements pauvres* [15 février 1951] (p. 1167, 1168, 1169); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale; Article unique : *Question de confiance posée par le Gouvernement contre tous les amendements* [10 mai 1951] (p. 4967, 4968).

CHARBONNEL-DUTEIL (Mme Paulette),

Député de l'Aisne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38) = Est nommée membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102) [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102). — Est désignée pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Applic. de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 170), [26 janvier 1948] (p. 195).

Dépôts :

Le 13 février 1947, une proposition de loi tendant à l'abrogation des dispositions de la loi du 11 septembre 1941 concernant les herbosites, n° 550. — Le 23 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à réintégrer

les surveillantes générales des lycées et collèges de Paris dans le premier ordre à compter du 1^{er} avril 1942 et à leur accorder le rappel de traitement correspondant à cette réintégration, n° 1451. — Le 13 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à assurer aux agents des lycées, des écoles normales, des collèges techniques, au petit personnel titulaire des écoles normales supérieures de la rue d'Ulm, de Sèvres, de Saint-Cloud, de Fontenay, de l'École normale supérieure de l'enseignement technique, de l'École centrale des arts et manufactures, du conservatoire des Arts et Métiers, du Muséum d'histoire naturelle et des bibliothèques, le bénéfice de l'avance sur reclassement attribué aux fonctionnaires des divers ordres d'enseignement, n° 1694. — Le 12 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser les tarifs pratiqués par la S.N.C.F. pour le transport des colonies de vacances, n° 2408. — Le 21 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à respecter les engagements pris envers le personnel de l'enseignement, concernant la rémunération des heures supplémentaires, n° 2692. — Le 18 décembre 1947, une proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance n° 45-323 et à lui substituer une nouvelle réglementation précisant le mode de formation et le rôle dans la nation des associations familiales, n° 2913. — Le 28 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à affecter à la médaille d'argent des instituteurs le même coefficient de revalorisation qu'à la médaille militaire, soit 25 0/0, n° 3605. — Le 4 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter l'indemnité de fonction des proviseurs et censeurs du cadre de province promus au cadre supérieur au même taux que celle de leurs collègues du cadre des lycées de Paris, n° 4123. — Le 21 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger la circulaire du 16 juin qui restreint les avantages jusqu'alors consentis aux fonctionnaires de l'enseignement poursuivant leurs études en faculté, n° 5507. — Le 10 février 1949, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 48-1314 du 26 août 1948 à tous les élèves des écoles normales supérieures dès le début de leur sco-

larité, n° 6388. — Le 11 février 1949, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la sécurité sociale aux étudiants dont le constat médical est antérieur au 1^{er} janvier 1949, n° 6423. — Le 25 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préciser que le supplément de subvention de 25 millions porté au chapitre 407, paragraphe B du budget de l'Éducation nationale est bien destiné à maintenir le taux ancien des loyers de la Cité universitaire de Paris, n° 6605. — Le 25 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le chapitre 408 du budget de l'Éducation nationale un crédit complémentaire de 204 millions de francs en application de l'article 5, paragraphe B, de la loi du 23 septembre 1948, portant extension de la sécurité sociale aux étudiants, n° 6606. — Le 9 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préciser que le supplément de subvention de 25 millions porté au chapitre 407, paragraphe B du budget de l'Éducation nationale est bien destiné à maintenir au taux perçu au 1^{er} janvier 1948 l'ensemble des redevances mensuelles dues par les étudiants locataires de fondations de la Cité universitaire de Paris, n° 6739. — Le 17 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner satisfaction aux agents de lycées qui réclament l'application d'un statut, dit projet Monod, élaboré par la commission paritaire nationale du second degré, n° 7512. — Le 9 juillet 1949, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Cayol et plusieurs de ses collègues tendant à allouer une subvention de 25 millions à la Cité universitaire de Paris, en vue de maintenir, sans augmentation, les anciens taux des loyers payés par les résidents, n° 7843. — Le 2 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Rincent et plusieurs de ses collègues tendant à allouer aux professeurs d'écoles normales pour sujétions inhérentes à leur emploi une indemnité égale au huitième du traitement moyen de professeur certifié; 2° de M. Calas et plusieurs de ses collègues tendant à dégager les crédits nécessaires pour permettre l'application de l'article 31 du Titre III de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires en allouant aux professeurs

d'école normale une indemnité égale au huitième du traitement moyen de professeur certifié, n° 8589. — Le 12 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à classer à l'indice 135-195, les agents de bibliothèque considérés comme gardiens, et à leur accorder un statut conforme à leurs fonctions, n° 9946. — Le 14 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inscrire dans le budget de 1951 les crédits nécessaires pour payer au personnel enseignant du second degré, en application du décret 50-1253 du 6 octobre 1950, le rappel qui leur est dû pour les heures supplémentaires effectuées pendant l'année scolaire 1949-1950, n° 11637. — Le 27 février 1951, une proposition de loi tendant à prévoir pour les élèves des écoles normales supérieures retardés dans leur travail par les maladies — ayant entraîné une interruption d'au moins six mois dans leurs études — une année de bourses supplémentaires n° 12362. — Le 16 mars 1951, une proposition de loi tendant à fixer pour les adjoints d'enseignement la même échelle d'indices que celle des chargés d'enseignement, n° 12535. — Le 3 avril 1951, une proposition de loi tendant à l'intégration dans le cadre des professeurs certifiés des maîtresses primaires certifiées des lycées et collèges de jeunes filles, des professeurs adjoints et chargés d'enseignements généraux des collèges modernes, des chargées d'enseignement des lycées et collèges de jeunes filles, n° 12679. — Le 8 mai 1951, une proposition de loi tendant à la création dans l'enseignement du second degré d'un nombre de postes correspondant aux besoins créés par l'augmentation des effectifs scolaires, n° 13122. — Le 16 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer l'article 14 de la loi du 16 juillet 1949 concernant le contrôle des publications destinées à la jeunesse et les dispositions qui permettent de faire disparaître de la voie publique, des vitrines de magasins et des kiosques, les publications de toute nature présentant un danger pour la jeunesse en raison de leur caractère licencieux ou pornographique ou de la place faite au crime, n° 13266.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice

1947 (Dépenses civiles); Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 133 : *Traitements du personnel des lycées et collèges* [22 juillet 1947] (p. 3391, 3392); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, amendé par le Conseil de la République; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 2602 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le relèvement du taux des heures supplémentaires* [14 septembre 1948] (p. 6514, 6515); Chap. 2604 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour rémunération des élèves des écoles normales supérieures* (p. 6515); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 13 : *Son amendement tendant à ne pas majorer les droits d'examens* [18 septembre 1948] (p. 6688); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Éducation nationale; Chap. 324 : *Amendement de M. Denis tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur les travaux d'aménagement des établissements de l'enseignement supérieur* [5 avril 1949] (p. 2060); Chap. 349 : *Matériel des collèges techniques* (p. 2061); Chap. 361 : *Contrôle médical et hygiène scolaire* (p. 2063, 2064); — du projet de loi relatif aux publications destinées à la jeunesse, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [2 juillet 1949] (p. 4093, 4094, 4095, 4096). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale une question relative à la situation vis-à-vis de la sécurité sociale, des élèves de première année de l'École normale supérieure de la rue d'Ulm [25 novembre 1949] (p. 6298). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la fête des mères; Art. 1^{er} : *Amendement de Mme Doureau tendant à solliciter le concours de toutes les associations familiales* [16 mai 1950] (p. 3695); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Éducation nationale : *Discussion générale* [8 juin 1950] (p. 4494, 4495); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1110 : *Personnel des universités (Défiance de l'Université de Strasbourg)* [23 juin 1950] (p. 5225, 5226); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Situation des chefs de travaux)* (p. 5226); *le retire* (ibid.); Chap. 1150 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles normales supérieures (Traitement*

des normaliens) (p. 5226, 5227); le retire (p. 5227); Chap. 1370 : Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer les crédits pour le personnel des lycées et collèges (*Amélioration du cadre unique*) (p. 5229); Chap. 1380 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités aux professeurs du second degré (*Primes d'admissibilité à l'agrégation*) (p. 5235); Chap. 1460 : Allocation aux médaillés de l'enseignement primaire [17 juillet 1950] (p. 5469); Chap. 1530 : Ecole nationale des arts et métiers (p. 5469, 5470); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (p. 5473); Chap. 1540 : Amendement de M. Djemad tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités dans les établissements d'enseignement technique (*Reclassement des sténographes*) (p. 5474); Chap. 2120 : Personnel de la Bibliothèque nationale de Paris (*Reclassement des gardiens de bibliothèque*) (p. 5492); Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (p. 5493); le retire (ibid); Chap. 2540 : Réglementation relative aux fonctionnaires suspendus de leurs fonctions (p. 5496, 5497); Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (p. 5497); Chap. 3280 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bibliothèques et le matériel scolaire (p. 5501, 5502); Chap. 3290 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des lycées (p. 5502); Chap. 3350 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bibliothèques scolaires du premier degré (p. 5507); Chap. 3460 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des collèges techniques (*Enseignement ménager*) [18 juillet 1950] (p. 5521, 5522); Chap. 3610 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la cinématographie d'enseignement (p. 5529, 5530); Chap. 3620 : Amendement de Mme Herzog-Cachin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les élèves professeurs de l'enseignement (p. 5530, 5531); Chap. 3880 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais de voyage des fonctionnaires d'outre-mer en congé (p. 5541); Chap. 4010 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les bourses nationales (p. 5542, 5543); Chap. 4020 : Bourses d'enseignement supérieur (p. 5544) — Est entendue : sur le procès-verbal de la séance précédente (*Budget de*

l'Ecole nationale des arts décoratifs) [17 juillet 1950] (p. 5491, 5492); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion de la proposition de loi relative au cadre unique dans l'enseignement*) [1^{er} août 1950] (p. 6363). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au cadre unique dans l'enseignement : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6566). — Est entendue pour un rappel au règlement : *Discussion d'une proposition de loi interdisant toute réduction de crédit sur le budget de l'Education nationale en seconde lecture* [4 août 1950] (p. 6768). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les événements d'Indochine : *Discussion générale (Ses observations sur le salut du Parti communiste aux morts d'Indochine, la volonté de paix des femmes de France et le soin apporté par le Viet-Minh à l'entretien des tombes françaises)* [19 octobre 1950] (p. 7007, 7008, 7009); — d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Education nationale, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [21 novembre 1950] (p. 7943, 7944); — d'une proposition de loi relative au statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire; Art. 2 : Amendement de M. Viatte tendant à garantir la liberté de conscience des candidats [20 décembre 1950] (p. 9362, 9363); Amendement de M. Teitgen tendant à ne faire écarter personne pour des raisons morales ou confessionnelles [20 décembre 1950] (p. 9365); Art. 4 : Son amendement tendant à fixer la rémunération mensuelle à 120 0/0 du minimum vital (p. 9370, 9371). — Est entendue sur une question de M. Airoldi à M. le Ministre de l'Education nationale relative à l'enquête menée sur l'enseignement d'un professeur d'histoire [22 décembre 1950] (p. 9496, 9497). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4010 : Son rappel au règlement (*Renvoi à la Commission de l'amendement de M. P.-H. Teitgen relatif à l'enseignement libre*) [20 mars 1951] (p. 2219); Amendement de M. P.-H. Teitgen tendant à insérer un chapitre nouveau garantissant un salaire minimum aux maîtres laïques de l'enseignement libre (p. 2236); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1110 : Amendement de M. Viatte tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des Universités (*Voyages de professeurs à l'étranger*) [20 avril

1951] (p. 3679, 3680); Chap. 1120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel auxiliaire des universités (Suppression de préparateurs)* (p. 3680); Chap. 1140 : *Ecoles normales supérieures (Traitement des élèves)* [21 avril 1951] (p. 3701, 3702); *Sa demande de disjonction du chapitre* (p. 3704, 3705); Chap. 1360 : *Création de postes dans l'enseignement secondaire et extension du cadre unique* (p. 3706, 3707); *Amendement de M. Masson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Création de postes dans l'enseignement technique)* (p. 3708); *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Application du statut Monod)* (p. 3708, 3709); Chap. 1370 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités aux professeurs du second degré (Indemnités de doctorat)* (p. 3710); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Heures supplémentaires)* (p. 3710); Chap. 1450 : *Allocation aux médaillés de l'enseignement* (p. 3737); Chap. 2050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des bibliothèques (Reclassement des gardiens)* (p. 3754); *le retire* (ibid.); Chap. 3120 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le matériel des Ecoles normales supérieures* [23 avril 1951] (p. 3788); Chap. 3250 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les bibliothèques et le matériel scolaire du second degré* (p. 3789); Chap. 3260 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le matériel des lycées* (p. 3789); Chap. 4010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses nationales* (p. 3810); Chap. 4170 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations familiales des membres de l'enseignement* (p. 3813, 3814); Chap. 5580 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux bibliothèques universitaires* (p. 3820, 3821); Article additionnel : *Son amendement relatif au traitement des élèves des Ecoles normales supérieures* (p. 3825); EDUCATION NATIONALE, amendé par le Conseil de la République, Chap. 4080 : *Amendement de Mme Herzog-Cachin tendant à disjoindre le chapitre relatif aux restaurants universitaires* [22 mai 1951] (p. 5664); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement

des services civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 801 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif à la reconstruction des établissements du second degré* [11 avril 1951] (p. 3091, 3092); Chap. 8100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la bibliothèque scolaire* (p. 3093); — d'une proposition de loi portant rémunération des étudiants et élèves de l'enseignement supérieur : *Discussion générale* [12 mai 1951] (p. 5127, 5128, 5129).

CHARLET (M. Gaston), Député de la Haute-Vienne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [21 décembre 1946] (p. 201); de la Commission de la justice et de législation (p. 202). = Elu Conseiller de la République, donne sa démission de Député [23 décembre 1946] (p. 362).

CHARLOT (M. Jean), Député du Var.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [29 mai 1947] (p. 1783); de la Commission des finances [2 août 1948] (p. 5188), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission des Finances chargée de suivre et de contrôler l'emploi des crédits affectés à la Défense nationale (Application de l'art. 71 de la loi du 21 mars 1947) [15 mars 1950] (**F. n° 527**), [24 février 1951] (**F. n° 680**) — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 [27 novembre 1950] (p. 8178).

Dépôts :

Le 6 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels **n° 2262**. — Le 27 novembre 1947, une proposition de loi pour la protection des forêts contre l'incendie et pour la restauration forestière, agricole et pastorale dans les départements de Provence, **n° 2719**. — Le 19 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réintégrer, par priorité, les jeunes gens de la classe 1945 qui, pour s'engager dans les armées de la libération, ont dû donner leur démission des services auxquels ils appartenaient en 1944, **n° 3471**. — Le 2 mars 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels, **n° 3629**. — Le 16 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale fixant le statut juridique des centres techniques industriels, **n° 4576**. — Le 23 décembre 1948, une proposition de loi tendant à accorder la réparation totale des dommages aux ouvriers et ouvrières licenciés par application de la loi du 12 mai 1941, **n° 5917**. — Le 3 février 1949, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 31 de la loi n° 48-28 du 6 janvier 1948, relative à diverses dispositions d'ordre budgétaire pour l'exercice 1948 et portant création de ressources nouvelles, **n° 6298**. — Le 9 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation du budget des Dépenses militaires pour l'exercice 1949 (Défense nationale : Budget annexe des fabrications d'armement), **n° 7383**. — Le 2 décembre 1949, une proposition de loi tendant à la suppression du contingentement et à la modification des conditions de vente des produits pétroliers, **n° 8598**. — Le 17 février 1950, une proposition de loi tendant, dans le cadre de la loi de finances pour l'exercice 1950 (n° 50-135 du 31 janvier 1950), à substituer au premier alinéa de l'article 16 de ladite loi, la création d'un droit de timbre exceptionnel dont la perception serait préalable au renouvellement des récépissés de déclaration de véhicules automobiles, prévu à l'article 13 de la loi n° 48-1477

du 24 septembre 1948, **n° 9256**. — Le 28 février 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950 (Défense nationale : Marine, Budget annexe des constructions et armes navales), **n° 9366 (annexe n° IV)**. — Le 28 février 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950 (Défense nationale : Marine, Budget annexe des constructions et armes navales), **n° 9367 (annexe n° VII)**. — Le 25 avril 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950 (Défense nationale : Marine, Budget annexe des constructions et armes navales), **n° 9735 (annexe n° IV)**. — Le 30 mai 1950, une proposition de loi tendant à adapter la législation de la sécurité sociale à la situation de certains travailleurs, **n° 10095**. — Le 1^{er} juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier du rappel de la retraite du combattant les anciens combattants du Maroc, **n° 10151**. — Le 12 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer d'urgence un premier secours de 250 millions de francs aux agriculteurs du département du Var, sinistrés par suite de la tempête et de la grêle qui a ravagé le 3 juin 1950 la région nord-ouest du département ; 2° à prévoir l'indemnisation des sinistrés et leur exonération d'impôts au titre de 1950, **n° 10244**. — Le 24 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réparer les injustices fiscales dont sont l'objet les viticulteurs des départements du Var, du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône en matière d'impôts sur les bénéfices agricoles, **n° 11094**. — Le 15 février 1951, une proposition de loi tendant à interdire le procédé de vente dit de la « boule de neige », **n° 12231**.

Interventions :

Est élu *Secrétaire de l'Assemblée nationale* [3 décembre 1946] (p. 47); [14 janvier 1947] (p. 4). — Prend part à la discussion du projet

de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, AGRICULTURE, Chap. 337 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits prévus par le Gouvernement pour les frais de répartition des matières premières* [12 juin 1947] (p. 2056, 2057); Chap. 338 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits prévus par le Gouvernement pour la police et la surveillance des eaux domaniales* (p. 2057). — Est entendu : au cours du débat sur l'interpellation de M. Lespes relative à la question des entreprises nationalisées [13 juin 1947] (p. 2103); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Clôture de la session*) [29 juillet 1947] (p. 3686). — Prend part à la discussion du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions budgétaires en 1948; Art. 16 : *Droits sur les produits pétroliers* [30 décembre 1947] (p. 6592, 6593, 6595, 6596); Art. 17 : *Son amendement relatif aux droits sur les rhums* (p. 6598); le retire (ibid.); Art. 16 : *Son amendement tendant à modifier le tarif des droits sur les produits pétroliers* (p. 6602); Art. 26 bis : *Amendement de M. Devinat tendant à insérer un article additionnel instituant une taxe sur la cession d'automobiles d'occasion* (p. 6607). — Est élu Secrétaire de l'Assemblée nationale [14 janvier 1948] (p. 159). — Prend part à la discussion : du projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels : en qualité de Rapporteur [16 mars 1948] (p. 1754, 1755); *Motion préjudicielle de M. Michel* (p. 1757); Art. 1^{er} : *Amendement de forme de M. Bouvier O'Cottureau* (p. 1760); *Amendement de M. Peyrat relatif au rôle du Centre national de la recherche scientifique* (p. 1760); *Amendement de M. Bouvier O'Cottureau tendant à créer d'autres centres analogues* (p. 1761); Art. 2 : *Amendement de M. Degoutte relatif à l'étude de la normalisation par ces centres* (p. 1761, 1762); Art. 4 : *Amendement de M. Mudry tendant à modifier la composition du conseil d'administration* (p. 1762, 1763); *Amendement analogue de M. Degoutte* (p. 1763); Art. 5 : *Amendement de Mme Schell relatif au rôle du commissaire du Gouvernement* (p. 1764); Art. 7 : *Amendement de M. Michel tendant à créer une caisse autonome de la recherche* (p. 1765); Art. 8 : *Amendement de M. Buron tendant à supprimer l'article* (p. 1765); Art. 10 : *Amendement de M. Bouvier O'Cottureau tendant à nécessiter l'accord des intéressés pour la transformation des*

organismes actuels (p. 1765, 1766); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [9 juillet 1948] (p. 4516); Art. 3 : *Modification de forme* (ibid.); Art. 4 : *Modification du Conseil de la République pour le renouvellement annuel du conseil d'administration* (p. 4517); Art. 7 : *Suppression des conditions d'établissement et de versement des cotisations* (ibid.); Art. 10 : *Amendement de M. Dusseaux tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 4518); Art. 10 bis : *Dissolution des centres techniques* (ibid.); — de la proposition de loi modifiant la loi portant nationalisation des combustibles minéraux; Art. 8 : *Son amendement relatif à l'ensemble industriel de Decazeville* [29 juillet 1948] (p. 5024); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 355 : *Auberges de la Jeunesse* [4 août 1948] (p. 5346); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens de l'exercice 1948; Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder une avance de 250 millions pour la télévision* [20 août 1948] (p. 6096). — Son rapport supplémentaire sur les élections dans le département du Gard [16 décembre 1948] (p. 7658). — Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements; Art. 10 quater : *Son amendement relatif aux communes ayant des difficultés pour placer des emprunts locaux* [9 mars 1949] (p. 1407). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Son amendement tendant à faire l'appel des députés du 10 au 17 mai* [5 avril 1949] (p. 2066); *Son amendement tendant à siéger le samedi 16, le dimanche 17 et le lundi 18 avril 1949* (p. 2066). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 11 bis : *Autorisation de fabrication d'apéritifs à base d'alcool* [31 mai 1949] (p. 3005); *Amendement de M. Cayeux tendant à supprimer l'article* (p. 3006, 3007); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Dispositions générales; Art. 6 : *Amendements de MM. Penoy, Mallez et Peytel tendant à disjoindre l'article relatif à la coordination des transports* [1^{er} juillet 1949] (p. 4043). — Dépose une demande d'interpellation sur les nouvelles conditions de vente des produits pétroliers [8 décembre 1949] (p. 6700). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au prix de

l'essence : Son contre-projet tendant à mettre l'essence en vente libre à 40 francs le litre [9 décembre 1949] (p. 6726, 6727, 6728, 6729, 6730); *le retire* (p. 6730); Art. 1^{er} : *Sous-amendement de M. Peytel à l'amendement de M. Blocquaux relatif au prix de cession de l'alcool carburant* [20 décembre 1949] (p. 7019); *Amendement de M. Blocquaux tendant à prévoir l'incorporation à l'essence, en 1950, de 600.000 hectolitres d'alcool* (p. 7020); *Amendement de M. Jules-Julien tendant à insérer un article nouveau prévoyant l'écoulement de 1.200.000 hectolitres d'alcool industriel* (p. 7023); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950; Art. 24 : *Amendement de Mlle Dupuis tendant à limiter à 200 le nombre des fonctionnaires du ravitaillement maintenus* [31 décembre 1949] (p. 7664); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 24 : *Amendement de M. E. Hugues tendant à ne maintenir que 100 emplois au service du ravitaillement* (p. 7687); — d'une proposition de loi créant un droit de timbre exceptionnel pour les récépissés de déclarations automobiles; *Discussion générale* [17 mars 1950] (p. 2151, 2152); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Védrines tendant à détaxer les artisans qui ne sont pas entrepreneurs de transports* (p. 2156); *Demande de renvoi du débat présentée par M. Schauffler* (p. 2160); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 mars 1950] (p. 2667; 2668); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2668, 2669); — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950, en qualité de *Rapporteur spécial* [10 mai 1950] (p. 3469, 3470); Etat A, MARINE, Chap. 1005 : *Amendement de M. R. Schmitt tendant à réduire de 1.200.000 francs les crédits pour la solde des officiers* [11 mai 1950] (p. 3579); Chap. 1055 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits demandés pour le service du commissariat* (p. 3581); Chap. 1065 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits demandés pour le personnel civil des travaux maritimes* (p. 3581); Chap. 1095 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits demandés pour les ouvriers des travaux maritimes* (p. 3581, 3582); Chap. 1115 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits pour le personnel ouvrier des services divers* (p. 3582); Chap. 3015 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits pour l'habillement*

et le couchage (p. 3583); Chap. 3035 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 9 millions les crédits pour le logement et le cantonnement* (p. 3583, 3584); Chap. 3045 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits pour les écoles et le recrutement* (p. 3584); Chap. 3055 : *Convocation des réserves* (p. 3585); Chap. 3095 : *Demande de rétablissement, présentée par le Gouvernement, des crédits pour l'entretien du matériel automobile* (p. 3185, 3186); Chap. 3165 : *Amendement de M. Capdeville tendant à rétablir les crédits demandés pour le matériel roulant de l'aéronautique navale* (p. 3186); Chap. 800 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 9 millions les crédits pour les parcs à combustibles* (p. 3586); Chap. 901 : *Subsistance du commissariat de la marine* (p. 3587); Chap. 909 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les achats immobiliers (base de Pont-Réan)* (p. 3590); Etat B, MARINE, Chap. 181 : *Personnel ouvrier* (p. 3595); *Amendement de Mme Sportisse tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (chantier naval d'Oran)* (p. 3598); Chap. 880 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 50 millions les crédits pour travaux immobiliers* (p. 3600). — Est entendu sur une modification de l'ordre du jour (*Discussion du budget de la Reconstruction*) [11 mai 1950] (p. 3571). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 1280 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les salaires du personnel ouvrier* [13 juin 1950] (p. 4668); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement; Art. 1^{er}, Etat A, MARINE, Chap. 9051 : *Amendement de M. Bouvier O' Cottereau tendant à rétablir les crédits demandés pour les travaux maritimes (base de Mers-el-Kébir)* [29 décembre 1950] (p. 9799, 9800); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951, en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 mai 1951] (p. 4984); Art. 1^{er} : *Amendement de Mme Boutard tendant à calculer les allocations sur un salaire de base de 12.000 fr. par mois* (p. 4992, 4993); Article additionnel : *Son amendement tendant à fixer le montant global des cotisations des exploitants à 10 milliards* (p. 4994); Art. 2 : *Amendement de*

M. Arthaud tendant à abroger la taxe de 1 0/0 sur les produits agricoles et à surtaxer les bénéfices industriels et commerciaux supérieurs à 2 millions (p. 4996, 4997, 4998); *Demande de renvoi du projet à la commission des finances, présentée par le Gouvernement* [11 mai 1951] (p. 5061).

CHARPENTIER (M. René), Député de la Marne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102) [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1956] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission supérieure des allocations familiales agricoles [28 janvier 1950] (**F. n° 506**). — Est désigné par la Commission de l'agriculture pour faire partie de la Commission chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales [13 mars 1951] (**F. n° 687**). — Est désigné pour remplir les fonctions de juré à la Haute-Cour de justice (application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), session du 7 décembre 1948 [23 novembre 1948] (p. 7150).

Dépôts :

Le 16 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à hâter la fixation du prix du blé, **n° 1333**. — Le 4 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à aménager les modalités d'application de la loi du 7 janvier 1948 sur le prélèvement exceptionnel en faveur des agriculteurs, **n° 3244**. — Le 15 juillet 1948, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi portant : 1^o création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles; 2^o fixation de ce budget pour le 2^o semestre de l'exercice 1948 et; 3^o couvrant le déficit du régime des prestations familiales agricoles pour les exercices antérieurs, **n° 4955**. — Le 26 août 1948, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur

la proposition de loi de M. Le Goff, conseiller de la République, tendant à organiser la Sécurité sociale en agriculture et à en déterminer les modalités de financement et d'application, **n° 5395**. — Le 10 décembre 1948, une proposition de loi relative au financement des assurances sociales agricoles, **n° 5797**. — Le 17 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer dans sa lettre et dans son esprit le décret du 22 mars 1947 relatif à la fixation du prix du blé, **n° 7148**. — Le 17 mai 1949, une proposition de loi modifiant le statut viticole champenois, (délimitation de la Champagne), **n° 7183**. — Le 3 juin 1949, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles et fixation de ce budget pour l'exercice 1949, **n° 7359**. — Le 8 juillet 1949, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi portant aménagements fiscaux en matière de bénéfices agricoles et de revenus fonciers, **n° 7824**. — Le 23 février 1950, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 8 juin 1949 sur l'élection des conseils d'administration de la mutualité agricole, **n° 9310**. — Le 14 mars 1950, une proposition de loi relative aux allocations familiales agricoles, **n° 9464**. — Le 28 avril 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi de M. René Charpentier tendant à compléter la loi du 8 juin 1949 sur l'élection des conseils d'administration de la mutualité agricole, **n° 9813**. — Le 7 novembre 1950, un avis au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires au titre de la loi du 16 juillet 1949 portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles et fixation de ce budget pour l'exercice 1949, **n° 11184**. — Le 16 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser le prix de l'avoine, **n° 11283**. — Le 16 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Charpentier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réviser le prix de l'avoine, **n° 11324**. — Le 26 janvier 1951, une proposition de loi tendant à instituer la tenue pour les distillateurs d'un compte

spécial des eaux-de-vie de fruits à noyau, n° 11976. — Le 29 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de loi (n° 11055) de MM. Chautard, Charpentier et Dominjon tendant à modifier l'article 27 du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité française et à proroger le délai prévu pour les demandes d'exonération de cotisation par certaines catégories d'exploitants et d'artisans ruraux, n° 12567.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947; Etat A, AGRICULTURE : *Discussion générale (Gravité du problème de l'équipement rural)* [6 mars 1947] (p. 691, 692). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives au blé, au pain et à la viande [16 mai 1947] (p. 1620, 1621, 1622); — de la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Legendre tendant à établir un prix unique et suffisamment rémunérateur* [5 juin 1947] (p. 1934); Art. 2 : *Son amendement tendant à ce que la prime ne soit accordée qu'aux producteurs qui pour des raisons de force majeure seulement, n'ont pu souscrire l'engagement de livraison* (p. 1936); Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article relatif à l'augmentation de la prime pour les terres dont le rendement est inférieur à 15 quintaux* [6 juin 1947] (p. 1952, 1953); *Discussion générale en deuxième lecture* [8 juillet 1947] (p. 2816). — Intervient dans la discussion : du projet de loi fixant évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1947; Art. 2 additionnel : *Son amendement tendant à modifier le calcul et la base de l'impôt sur les bénéfices agricoles* [1^{er} août 1947] (p. 3859, 3860); — du projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt; Art. 3 : *Son amendement tendant à permettre l'utilisation des titres de l'emprunt en garantie d'avances aux agriculteurs pour l'achat de matériel agricole* [22 décembre 1947] (p. 6171, 6172). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 5 bis : *Amendement de M. Rochet tendant à porter de 10.000 à 40.000 francs l'abattement pour l'impôt sur les bénéfices agricoles* [22 avril 1948] (p. 2184); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et

moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la taxe locale, la fiscalité agricole et la situation grave de l'agriculture)* [22 décembre 1948] (p. 7850, 7851); — d'une proposition de loi modifiant le mode de calcul des fermages; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Perdon tendant à maintenir le cours moyen pour la détermination du prix des denrées servant de base au calcul des fermages* [28 décembre 1948] (p. 8034); — du projet de loi portant création des budgets annexes des prestations familiales agricoles, en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 février 1949] (p. 474, 475); *Demande de M. Chautard de renvoi à la Commission de la justice* (p. 475); *Discussion générale* (p. 476); Art. 4 : *Son amendement tendant à prévoir des subventions* (p. 480); *Son amendement tendant à limiter à 25 0/0 des charges totales, les charges dues au titre des cotisations et impositions* (p. 480); *Son amendement tendant à n'appliquer cette limitation qu'à partir de 1950* (p. 483); *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour l'Institut national des appellations d'origine pour vins et eaux-de-vie* (p. 484, 485); *Son amendement tendant à faire payer par le budget général les agents de l'Etat du service des prestations familiales agricoles* [11 février 1949] (p. 508); *Son amendement tendant à prévoir une subvention* (p. 510); le retire (ibid.); Art. 5 : *Amendement de M. Perdon tendant à prévoir le visa du Ministre du Travail* (p. 510); Art. 8 : *Son amendement tendant à prévoir des modifications uniquement par des lois, non par des décrets* (p. 514); Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à la taxe sur les betteraves* (p. 514); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Application de la Sécurité sociale aux professions agricoles* [1^{er} juillet 1949] (p. 4069); Art. 2 : *Amendement de M. Masson tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 4070); Art. 4 : *Amendement de M. Terpend tendant à supprimer le septième alinéa relatif aux frais de gestion et d'action sociale* [2 juillet 1949] (p. 4106, 4108); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 2, Etat B : *Amendements de M. Buron et M. Gozard relatifs à la taxe d'encouragement à la production textile* [15 février 1949] (p. 577); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement, en qualité de *Rapporteur pour avis* [25 février 1949] (p. 939, 940); Article additionnel : *Son amendement tendant à intro-*

duire un article nouveau concernant l'emploi des fonds libres par les collectivités [9 mars 1949] (p. 1413); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 34 : *Emprunt de la Caisse nationale de crédit agricole* [3 juin 1949] (p. 3110); Art. 35 : *Son amendement tendant à reprendre l'article admettant les titres de l'emprunt exceptionnel pour les augmentations de capital des collectivités privées finançant l'équipement rural* (p. 3112); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, en qualité de *Rapporteur pour avis* [4 juillet 1949] (p. 4168); Art. 6 : *Demande de disjonction présentée par le Gouvernement* [5 juillet 1949] (p. 4182); — du projet de loi portant aménagement fiscaux, en qualité de *Rapporteur pour avis* [20 juillet 1949] (p. 4838, 4839, 4840, 4841, 4843, 4844, 4845); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à remplacer « immobilisé » par « immobilier »* (p. 4870); Art. 1^{er} bis : *Son amendement tendant à assimiler la culture du tabac aux cultures non spécialisées* (p. 4872); le retire (ibid.); Art. 2 bis : *Son amendement tendant à prévoir un abattement de 60.000 francs pour les agriculteurs dont le bénéfice est supérieur à 150.000 francs* (p. 4881); *Son amendement tendant à augmenter l'abattement pour les cultivateurs âgés de plus de 70 ans* (p. 4883); *Son amendement tendant à augmenter l'abattement pour les femmes veuves ou célibataires chefs d'exploitation* (p. 4884); le retire (ibid.); *Son amendement tendant à prévoir un abattement de 120.000 francs pour les jeunes exploitants pendant trois ans* (p. 4884); le retire (ibid.); *Son amendement relatif aux exploitants agricoles sinistrés* (p. 4885); le retire (ibid.); *Son amendement tendant à frapper d'une surtaxe les exploitants ayant un revenu cadastral supérieur à 2.500 francs* (p. 4886); Art. 7 bis : *Son amendement tendant à substituer un délai d'un mois à celui de vingt et un jours* (p. 4888); Art. 10 sexies : *Son amendement tendant à placer les petits exploitants groupés dans les mêmes conditions qu'un gros exploitant* [21 juillet 1949] (p. 4965); Art. 11 : *Son amendement tendant à faire signer par le Ministre de l'Agriculture l'arrêté appliquant la loi outre-mer* (p. 4967, 4968); Art. A : *Amendement de M. Jean Masson tendant à supprimer l'article relatif à l'impôt foncier sur les propriétés non bâties* (p. 4969, 4970); Art. 1^{er} bis : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à ce que le*

total des impôts agricoles en 1949 ne soit pas supérieur au total de 1948 pour les petits exploitants (p. 4974). — E-t élu membre suppléant de l'Assemblée consultative européenne [26 juillet 1949] (p. 5313). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au prix du blé : *Discussion générale* [28 juillet 1949] (p. 5443, 5445); — d'une proposition de loi relative au prix de l'essence; Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau réduisant de 50 0/0 la taxe intérieure sur les carburants utilisés par les agriculteurs* [20 décembre 1949] (p. 7026). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique économique agricole du Gouvernement [13 janvier 1950] (p. 233); la développe (*Ses observations sur la comparaison des agricultures française et américaine, la motorisation agricole, la détaxation des carburants agricoles, l'organisation du stockage, l'exportation de blé, de produits laitiers et de viandes, la recherche et l'organisation des débouchés étrangers*) [25 janvier 1950] (p. 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504); — sur la politique de l'alcool [7 février 1950] (p. 1018); la développe [31 mars 1950] (p. 2736, 2737, 2738, 2739, 2740). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi créant un droit de timbre exceptionnel pour les récépissés de déclarations automobiles; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à détaxer les tracteurs agricoles* [17 mars 1950] (p. 2154, 2155); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Transfert des crédits à l'agriculture* [26 avril 1950] (p. 2905); Art. 3, Etat C : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les prêts sociaux* (p. 2939); Art. 3 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau prévoyant des avances par les établissements bancaires à un taux de 4 0/0* [28 avril 1950] (p. 3039, 3040); Art. 4 : *Amendement de M. Bourges-Maunoury tendant à faire ordonnancer les prêts prévus à l'article 2 par le Commissaire général au Plan* (p. 3041); Art. 11 bis : *Amendement de M. Gaillard relatif à la forme de l'aide de l'Etat (Allocations en capital et annuités)* [3 mai 1950] (p. 3173); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, en qualité de *Rapporteur pour avis* [24 mai 1950] (p. 3849, 3850); Chap. 1670 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour la direction générale*

du génie rural (p. 3896); Chap. 3030 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour les frais d'enquêtes et statistiques* [25 mai 1950] (p. 3914); Chap. 3070 : *Indemnités et frais de déplacement* (p. 3915); Chap. 3290 : *Amendement de M. Lussy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection des végétaux (Ravages de la gelée)* (p. 3922); Chap. 5140 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les recherches concernant l'hydraulique agricole* (p. 3951); le retire (ibid.); — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles, en qualité de *Rapporteur pour avis* [29 juillet 1950] (p. 6202, 6203, 6204, 6208); PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LE RÉGIME DES ALLOCATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 3 : *Son amendement tendant à exonérer de toute cotisation les exploitations d'un revenu cadastral inférieur à 1.000 francs* (p. 6217, 6218); Art. 4 : *Son amendement tendant à prévoir le versement des fonds dix jours avant le début de chaque trimestre* (p. 6221); le retire (ibid.); PROJET DE LOI RELATIF AU BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article créant une taxe sur les ventes des coopératives agricoles* (p. 6231); Art. 4 : *Son amendement tendant à rétablir la taxe de 4 0/0 sur les céréales* [31 juillet 1950] (p. 6252); Art. 5 : *Son amendement relatif au taux de la taxe sur les céréales* (p. 6255); Art. 3 (suite); *Son amendement tendant à supprimer l'article augmentant le droit sur les permis de chasse* (p. 6257); Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer l'article refusant l'allocation de salaire unique aux membres de la famille de l'exploitant* (p. 6259, 6269); Article additionnel : *Amendement de M. Garcia tendant à ne pas accorder les prestations familiales aux non salariés ayant un revenu supérieur à 500.000 fr.* (p. 6272); Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif au calcul des prestations familiales selon un salaire de base variant suivant l'âge des enfants à charge* (p. 6273); Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer l'article donnant la possibilité aux caisses d'accorder ou de refuser des exonérations* (p. 6276, 6277); *Amendement de M. Boutard tendant à accorder un abattement de 30 0/0 aux exploitants ayant un revenu cadastral inférieur à 1.000 francs* (p. 6278); Art. 11 : *Amendement de M. Terpend tendant à prévoir une décision du conseil d'administration des caisses d'alloca-*

tions familiales agricoles (p. 6278, 6279); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 9 bis : *Son amendement tendant à rétablir le texte du Conseil de la République limitant le montant global des cotisations en 1950 au montant de 1949* [4 août 1950] (p. 6726); Art. 10 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article donnant aux caisses la possibilité d'accorder ou de refuser des exonérations* (p. 6727); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes de calamités agricoles, en qualité de *Rapporteur pour avis* [3 août 1950] (p. 6569); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à accorder des prêts à long terme au taux de 1 0/0* (p. 6587); *Son amendement tendant à prévoir des prêts à long terme* (p. 6587); *Son amendement tendant à accorder des prêts pour les bâtiments d'habitation* (p. 6588); *Amendement de M. Farinez tendant à réserver les prêts par priorité aux agriculteurs* (p. 6589); *Son amendement tendant à ramener le taux des prêts de 3 à 1 0/0* (p. 6590); *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à limiter l'extension des prêts aux exploitants agricoles, artisans ruraux et ouvriers agricoles* (p. 6592); *Son amendement tendant à permettre des prêts sur remise des titres du prélèvement exceptionnel* (p. 6592); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article augmentant les effectifs de la caisse nationale de crédit agricole* (p. 6593); Art. 3 : *Son amendement relatif aux fonctions du fonds spécial de garantie* (p. 6595); *Son amendement tendant à ne pas autoriser la saisie des biens de l'emprunteur défaillant* (p. 6597); le retire (ibid.); *Amendement de M. Waldeck Rochet relatif aux garanties exigées des sinistrés pour les prêts* [4 août 1950] (p. 6618, 6619); Art. 5 : *Son amendement tendant à ne pas limiter l'application de l'article aux viticulteurs* (p. 6628); le retire (ibid.); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer l'article majorant le droit de circulation du vin de 5 francs par hectolitre* (p. 6642); *Son amendement tendant à percevoir une taxe de 5 francs par quintal de blé* (p. 6644). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif aux chambres d'agriculture [4 août 1950] (p. 6653). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant une ristourne sur certains carburants utilisés en agriculture; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article facilitant l'achat de tracteurs français neufs*

[4 août 1950] (p. 6687); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 9 : *Demande de reprise du texte gouvernemental limitant le nombre des bénéficiaires, présentée par le Gouvernement* [6 décembre 1950] (p. 8693); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur le prix de la betterave)* [7 décembre 1950] (p. 8786, 8787); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951; AGRICULTURE, Chap. 1270 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour l'Institut national de la recherche agronomique* [22 décembre 1950] (p. 9529); Chap. 1480 : *Service de la répression des fraudes* (p. 9531); Chap. 3050 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les frais d'élection aux chambres d'agriculture* [23 décembre 1950] (p. 9551); *le retire* (p. 9552); Chap. 3060 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour enquêtes statistiques* (p. 9552, 9555); Chap. 3080 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour frais de déplacements et de missions* (p. 9556); Chap. 3210 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour l'apprentissage agricole et horticole* (p. 9562); *Sa proposition de ne pas siéger l'après-midi* (p. 9566, 9567); Chap. 3250 : *Amendement de M. Bocquet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les commissions consultatives des baux ruraux* [23 décembre 1950] (p. 9582); Chap. 3460 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour l'entretien des haras* (p. 9590); Chap. 3480 : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le comité directeur du machinisme agricole* (p. 9594, 9595); Chap. 3510 : *Etudes d'hydraulique et de génie rural* [26 décembre 1950] (p. 9614); Chap. 5000 : *Amendement de M. Paumier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la participation de la France à des organismes internationaux (Exportation de blé)* (p. 9620); Chap. 5020 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour frais de vulgarisation et d'information éducative* (p. 9621); Chap. 5030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour missions et congrès (Congrès mondial de l'aviculture)* (p. 9623); *le retire* (ibid.); Chap. 5110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des écoles nationales vétérinaires* (p. 9626);

Chap. 5130 : *Amendement de M. Valay tendant à prévoir des prêts des caisses de crédit agricole en faveur des émigrants* (p. 9628); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 5170 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour l'encouragement à la sélection animale* [26 janvier 1951] (p. 452); Chap. 5180 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour l'encouragement aux exploitants agricoles* (p. 452); Chap. 5190 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le concours général agricole* (p. 453); Chap. 5200 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la reconstitution des oliviers* (p. 453); *le retire* (ibid.); Chap. 5220 : *Sa demande de réserver le chapitre relatif à la ristourne pour détaxe des carburants agricoles* (p. 455); *Son amendement tendant à rétablir partiellement les crédits de ce chapitre* (p. 461); Chap. 5230 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour subventionner les engrais azotés et les phosphates* (p. 470); Chap. 5240 : *Amendement de M. Jean Masson tendant à rétablir les crédits pour les subventions au maïs importé* (p. 475, 476); AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, Art. 8 : *Son amendement relatif aux taxes municipales sur les viandes* [9 avril 1951] (p. 2970); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils, en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 avril 1951] (p. 3065); AGRICULTURE, Chap. 9014 : *Equipement rural (Electrification rurale)* [11 avril 1951] (p. 3119, 3120); Art. 18 : *Son amendement tendant à abroger l'article 24 de la loi du 21 juillet 1950 relative aux subventions en capital du fonds de modernisation et d'équipement* (p. 3159, 3160); — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales; Art. 3 : *Son amendement tendant à inclure les professions forestières* [30 avril 1951] (p. 4344); Art. 5 : *Son amendement tendant à inclure les professions forestières* (p. 4344); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies; AGRICULTURE, Chap. 5220 : *Son amendement tendant à supprimer l'abattement sur la ristourne pour les carburants agricoles* [5 mai 1951] (p. 4617); *le retire* (p. 4620); Chap. 5240 : *Son amendement tendant à supprimer l'abattement sur la subvention au maïs importé* (p. 4620); *le retire* (p. 4621); — du projet de loi relatif aux inves-

tissements économiques et sociaux ; INVESTISSEMENTS HORS MÉTROPOLE : *Son amendement tendant à réduire de un milliard les prêts pour l'Afrique du Nord (Construction d'une usine de caoutchouc synthétique)* [6 mai 1951] (p. 4700, 4701); *le retire* (p. 4702); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951, en qualité de *Rapporteur pour avis* [9 mai 1951] (p. 4903, 4904, 4905); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à calculer les prestations familiales agricoles sur la base d'un salaire mensuel de 15.000 francs par mois et à les financer par les impôts additionnels aux impôts fonciers* [10 mai 1951] (p. 4988); Article additionnel : *Son amendement tendant à fixer le montant global des cotisations des exploitants à 10 milliards* (p. 4994); Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer la taxe aux céréales exportées* [16 mai 1951] (p. 5246); Article additionnel : *Son amendement tendant à exonérer de la taxe les betteraves à sucre dont le produit est exporté* (p. 5247); *Son amendement tendant à détaxer les alcools exportés* (p. 5248); Art. 4 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer la taxe sur les salaires aux salariés relevant des assurances sociales agricoles* (p. 5249); Art. 10 : *Son amendement tendant à prévoir une subvention de 4 milliards en 1951, au budget annexe des prestations familiales agricoles* (p. 5272); Art. 11 : *Son amendement tendant à exempter les exploitants employant une main-d'œuvre familiale* (p. 5275); *Son amendement tendant à prévoir une exonération partielle pour les coopératives d'utilisation de matériel agricole* (p. 5276); Art. 12 : *Son amendement relatif aux formalités pour demandes de dégrèvement* (p. 5276); — du projet de loi de finances pour 1951; Art. 2 : *Amendement de M. Temple tendant à prélever sur le fonds régulateur des prix de quoi compenser la diminution du prix du blé* [18 mai 1951] (p. 5505); Article additionnel : *Son amendement tendant à exonérer les successions entre époux et en ligne directe inférieures à 3 millions* (p. 5514); *le retire* (ibid.); Art. 10 : *Amendement de M. J.-P. David relatif au régime fiscal des aviculteurs* (p. 5515); Art. 14 ter : *Son amendement tendant à affecter 1.300 millions au paiement de la ristourne du carburant agricole* (p. 5521, 5522). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795), [4 mars 1949] (p. 1254), [19 décembre 1949] (p. 6989).

= Obtient des congés [4 mars 1949] (p. 1254) [19 décembre 1949] (p. 6989).

CHARPIN (M. Joannès), Député du Rhône (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946]. (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu secrétaire de cette Commission [J. O. du 20 décembre 1946] (p. 10784).

Dépôts :

Le 18 février 1948, une proposition de loi tendant à interpréter l'article 3, paragraphe 8, de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1946 sur la révision triennale du loyer en matière de propriété commerciale, n° 3444. — Le 28 avril 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Minjcz et plusieurs de ses collègues tendant à relever le chiffre plafond fixé en matière de procédure commerciale pour le recouvrement des petites créances; 2° de M. Garet tendant à modifier les articles 5 et 10 du décret-loi du 25 août 1937 instituant pour les petites créances commerciales une procédure de recouvrement simplifiée; 3° de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues tendant à porter de 6.000 à 30 000 francs le chiffre limite prévu par le décret du 25 août 1937, modifié par l'acte dit loi du 6 août 1941, de la procédure de recouvrement simplifiée des petites créances commerciales, n° 9805. — Le 11 mai 1950, une proposition de loi tendant à exonérer les propriétaires de petites maisons familiales (H. B. M. et H. L. M.) construites sous le régime de la loi du 5 décembre 1922, dite loi Loucheur, de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, n° 9921. — Le 15 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. — le projet de loi portant amnistie et relatif aux condamnations pour

faits de collaboration ou de commerce avec l'ennemi. II. — les propositions de loi : 1^o de M. Louis Rollin et plusieurs de ses collègues tendant à admettre au bénéfice de la grâce amnistiante les personnes condamnées à la dégradation nationale soit à titre principal soit accessoirement à une autre peine; 2^o de M. Georges Bidault et plusieurs de ses collègues tendant à amnistier certaines condamnations, à instituer un régime de libération anticipée, à apporter certaines modifications à la législation relative à la répression des faits de collaboration et à sanctionner les activités anti-nationales; 3^o de M. Deshors et plusieurs de ses collègues tendant à amnistier les condamnations, à instituer un régime de libération anticipée, à supprimer l'indignité nationale pour faits de collaboration, délit visé par les ordonnances des 18 novembre, 28 novembre et 26 décembre 1944; 4^o de M. Michelet et plusieurs de ses collègues portant amnistie en faveur de certaines catégories de personnes poursuivies ou condamnées pour faits visés par les ordonnances des 18 novembre, 28 novembre et 26 décembre 1944; 5^o de M. Bernard Lafay, sénateur, tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie et de la révision à certaines catégories de personnes à l'exception de celles qui auront, par leurs agissements, provoqué l'arrestation, la torture, la déportation ou la mort de patriotes, ou apporté à l'ennemi une collaboration économique spontanée, n^o 10292. — Le 28 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n^o 11757) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n^o 8807) adopté par l'Assemblée Nationale portant amnistie de certaines condamnations, instituant un régime de libération anticipée, limitant les effets de la dégradation nationale et sanctionnant les activités anti-nationales, n^o 11779. — Le 21 mars 1951, une proposition de loi tendant à abroger l'article 71 (alinéa 2) de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n^o 12655.

Interventions :

Son rapport au nom du 1^{er} bureau sur les opérations électorales du territoire de Belfort [28 novembre 1946] (p. 10). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi d'amnistie; Art. 19 : *Amendement de M. Serre tendant à*

admettre au bénéfice de la grâce amnistiante les personnes condamnées en Afrique du nord pour indignité nationale [7 juillet 1947] (p. 2775, 2776); Art. 27 : *Son amendement tendant à préciser les règles de compétence et de procédure des contestations sur le bénéfice de l'amnistie* (p. 2784); Art. 9 *ter* : *Son amendement tendant à remplacer les mots « ou d'une de ces deux peines seulement » par « ou d'une amende seule ne dépassant pas 200.000 francs »* [8 juillet 1947] (p. 2806). — Pose à M. le Ministre de la justice une question sur les conditions dans lesquelles le Parquet a interjeté appel dans le procès de M. Malafosse contre M. Farges [11 juillet 1947] (p. 2991, 2992). — Intervient dans la discussion du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires; Art 1^{er} : *Second contre-projet de M. Faure tendant à proroger la loi du 28 mars 1947* [28 juillet 1947] (p. 3629). — Participe à la discussion du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et à la répartition des denrées rationnées; Article unique : *Son amendement tendant à prévoir la suspension des journaux ayant publié des écrits délictueux* [28 août 1947] (p. 4768). — Est entendu pour un rappel au règlement : *Demande de pointage d'un scrutin, présentée par M. Laniel* [22 décembre 1947] (p. 6169). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. de Moro Giafferri prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers; Art 3 nouveau : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [27 décembre 1947] (p. 6333); — du projet de loi relatif à certaines dispositions budgétaires et créant des ressources nouvelles; Art. 4 : *Amendement de M. Rollin tendant à ne maintenir dans les locaux occupés les administrations que jusqu'au 1^{er} avril 1948 seulement* [30 décembre 1947] (p. 6584); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 8 : *Son amendement permettant à l'occupant qui a subi la charge des travaux d'obtenir une réduction de son loyer* [17 février 1948] (p. 759); Art. 8 *bis* : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 760); *Renvoi de la discussion* (p. 763); Art. 13 *bis* : *Son amendement tendant à une simple modification de rédaction* [27 mai 1948] (p. 2953); Art. 16 : *Amendement de M. Minjoz tendant à changer le système de majoration des loyers* [11 juin 1948] (p. 3447); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 13 : *Son amendement tendant à traiter le*

nouveau locataire comme locataire de bonne foi [25 août 1948] (p. 6247); Art. 13 bis : *Son amendement tendant à étendre le droit de reprise des propriétaires en n'exceptant aucune catégorie de locataire* (p. 6247, 6248). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion en 2^e lecture du projet de loi portant réorganisation des transports dans la région parisienne [11 mars 1948] (p. 1642). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prescriptions des obligations entre commerçants ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [25 mai 1948] (p. 2892); — du projet de loi fixant la composition des tribunaux de première instance : *Discussion générale* [8 juin 1948] (p. 3269); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 ; Art. 1^{er} : *Amendements de MM. Capdeville, Anxionnaz, Montel et Monteil tendant à réduire l'ensemble des crédits militaires* [17 juillet 1948] (p. 4753); — de propositions de loi relatives aux loyers ; Art. 5 : *Son amendement tendant à ne pas ramener les loyers à un niveau inférieur à celui de 1948* [8 mars 1949] (p. 1313, 1314); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration, en qualité de Rapporteur [24 octobre 1950] (p. 7102, 7103, 7104); *Discussion générale* [7 novembre 1950] (p. 7499); *Motion préjudicielle de M. Terrenoire tendant à mettre en résidence surveillée le maréchal Pétain* [9 novembre 1950] (p. 7553, 7554); *Contre-projet de M. Péron tendant à amnistier les combattants de la paix et résistants condamnés* (p. 7560); *Contre-projet de M. Deshors tendant à élargir le champ de l'amnistie* (p. 7571); *Contre-projet de M. Michelet tendant à amnistier les condamnés à moins de 5 ans de prison* (p. 7573, 7574); Art. 1^{er} : *Amendements de MM. Minjoz et Juge tendant à supprimer l'article* (p. 7577); *Amendement de M. Michelet tendant à amnistier de plein droit les condamnés à la dégradation nationale* (p. 7578); Art. 2 : *Amendement de M. Minjoz tendant à n'amnistier que les peines inférieures à 5 ans de dégradation nationale* (p. 7586); *Amendement de M. Rollin tendant à amnistier les condamnés à la dégradation nationale quelle que soit la durée de leur peine* [10 novembre 1950] (p. 7638); *Amendement de M. Minjoz tendant à n'amnistier que les condamnés à une peine inférieure à 10 ans de dégradation nationale* (p. 7639); *Amendement de M. Quilici tendant à amnistier les condamnés algériens à la dégradation natio-*

nale (p. 7642); *Amendement de M. A. Schmitt tendant à amnistier les Alsaciens-Lorrains condamnés à 20 ans au moins de dégradation nationale* (p. 7643, 7645); *Amendement de M. Rollin tendant à faire cesser la peine de dégradation nationale à l'expiration de la peine principale* (p. 7646, 7647); Art. 3 : *Amendement de M. Michelet tendant à amnistier les mineurs condamnés à moins de 5 ans de prison* [14 novembre 1950] (p. 7666); *Amendement de M. Capitant tendant à supprimer le 2^e alinéa limitant l'amnistie aux peines inférieures à 5 ans* (p. 7666); *Amendement de M. Toujas tendant à tenir compte des grâces déjà intervenues* (p. 7670); *Amendement de M. Kauffmann tendant à exclure de l'amnistie les personnes ayant encouragé l'incorporation des Alsaciens-Lorrains dans la Wehrmacht* [16 novembre 1950] (p. 7770); Art. 4 : *Sort des amendements réservés* (p. 7772); *Amendement de M. Deshors relatif aux contumax qui formeraient opposition* (p. 7773); Art. 5 : *Amendement de M. Toujas tendant à exclure de la loi les condamnations prononcées par la Haute-Cour* (p. 7784); *Amendement de M. Toujas tendant à exclure du bénéfice de la libération conditionnelle les condamnés par la Haute-Cour* (p. 7784); *Amendement de M. Toujas tendant à ne pas amnistier les condamnés pour meurtres, délations ou trahisons* (p. 7785); Art. 6 : *Amendement de M. Michelet tendant à supprimer « à titre principal »* (p. 7790); Art. 7 : *Amendement de M. Dominjon tendant à ne pas amnistier les contumax* (p. 7794); Art. 9 : *Amendement de M. Theetten tendant à amnistier les condamnés ayant accompli un tiers de leur peine* (p. 7827); *Amendement de M. Toujas tendant à ne pas tenir compte des mesures de grâce antérieures* (p. 7828); *Amendement de M. Minjoz tendant à augmenter le nombre des cas où l'amnistie ne s'applique pas* (p. 7830, 7831); Art. 10 : *Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer l'article amnistiant invalides et grands mutilés* [17 novembre 1950] (p. 7886); *Amendement de M. Rollin tendant à amnistier les condamnés déjà cités ou décorés pour des faits postérieurs aux délits commis* (p. 7889); *Amendement de M. Ben-taïeb tendant à amnistier les soldats et travailleurs nord-africains amenés dans la métropole* (p. 7892); Art. 11 : *Amendement de M. Bourbon tendant à ne pas appliquer le chapitre aux condamnés pour meurtres, tortures et délations* (p. 7893); Art. 12 : *Amendement de M. Michelet*

tendant à faire disparaître l'interdiction de séjour [21 novembre 1950] (p. 7963); Amendement de M. July tendant à établir la confusion des peines pour les confiscations prononcées par différentes cours (p. 7963, 7964); Amendement de M. Pierre Meunier tendant à ne pas supprimer le recouvrement des amendes dues (p. 7965); Amendement de M. Pierrard tendant à maintenir l'interdiction faite aux indignes nationaux d'être journalistes, directeurs ou gérants d'entreprises de presse [28 novembre 1950] (p. 8210); Art. 13 : Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer l'article prévoyant la réintégration dans l'ordre de la Légion d'honneur (p. 8210, 8211); Sous-amendement de M. Chautard tendant à prévoir un tour de priorité pour la réintégration dans la Légion d'honneur des résistants (p. 8212); Art. 14 : Amendement de M. Pierrard tendant à interdire la réintégration d'amnistiés dans la presse (p. 8219); Art. 15 : Amendement de Mme Bastide tendant à faciliter la perception des dommages et intérêts [4 décembre 1950] (p. 8475); Art. 16 : Amendement de M. Frédéric-Dupont relatif au rapatriement et à la remise aux parents amistiés des corps des anciens combattants morts au champ d'honneur (p. 8475, 8476); Chap. 4 : Libération anticipée (p. 8480, 8481); Art. 17 : Amendement de Mme Braun tendant à supprimer le chapitre prévoyant des libérations anticipées quelle que soit la durée de la peine (p. 8484); Art. 20 : Amendement de M. Péron tendant à supprimer le chapitre énumérant les déchéances et incapacités que comporte la dégradation nationale (p. 8502); Amendement de M. Minjoz tendant à qualifier la dégradation nationale de peine infamante (p. 8503); Amendement de M. Chautard tendant à limiter à 20 ans la durée maxima de la dégradation nationale (p. 8504); Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir parmi les exclusions le droit de diriger un mouvement de jeunesse (p. 8505); Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir parmi les exclusions le droit d'administrer une association professionnelle ou un syndicat (p. 8505); Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir parmi les exclusions le droit de faire partie des organismes d'administration de la Sécurité sociale (p. 8505, 8506); Art. 24 : Amendement de Mme Bastide tendant à supprimer l'article relatif aux effets de la dégradation nationale (p. 8535); Article additionnel : Amendement de M. Coudray tendant à indemniser les condamnés amnistiés après les autres sinistrés

(p. 8537); Art. 25 : Demande de disjonction de l'article, présentée par Mme Lempereur (p. 8544); Amendement de M. Ben Taieb tendant à étendre l'article à l'Algérie (p. 8545); Amendement de M. Meck tendant à prévoir une durée de service de 15 ans seulement et la réversibilité des pensions (p. 8546, 8547); Article additionnel : Sa demande de disjonction des amendements déposés relatifs à l'épuration administrative (p. 8549, 8550, 8551); Amendement de M. André Hugues tendant à rendre le droit d'éligibilité aux épurés administratifs (p. 8552); Amendement de M. Chautard tendant à supprimer l'article de la loi du 29 juillet 1949 qui maintient 4 cours de justice (p. 8556); Amendement de M. Bentaieb tendant à supprimer la contrainte par corps en matière de condamnation pour profits illicites en Algérie (p. 8557); Amendement de M. Bourbon tendant à ne pas amnistier les condamnés pour délations, meurtres, tortures ou espionnage (p. 8559); Art. 26 : Amendement de M. Minjoz tendant à inclure les crimes contre la paix et l'humanité (p. 8560, 8561); Sous-amendement de M. Penoy tendant à amnistier les résistants complices de meurtres (p. 8565); Sous-amendement de M. Noguères tendant à annuler les condamnations civiles prononcées contre des résistants (p. 8566); Amendement de M. Bentaieb tendant à amnistier les nord-Africains ayant servi dans des formations paramilitaires pendant l'occupation (p. 8567); Sa demande de disjonction de 21 amendements sans rapport avec la loi (p. 8567, 8568); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [2 janvier 1951] (p. 2); Art. 2 : Amendement de M. Minjoz tendant à n'amnistier que les condamnés à 10 ans ou moins de dégradation nationale (p. 4); Art. 9 : Amendement de M. Michelet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République accordant la grâce amnistiant aux libérés sous condition (p. 5); Amendement de Mme Schell tendant à remplacer 1951 par 1950 (p. 6); Art. 10 : Amendement de M. Aubry tendant à supprimer l'article amnistiant les grands invalides (p. 8, 9); Art. 10 ter : Amendement de M. Bentaieb tendant à accorder de droit l'amnistie aux musulmans engagés en France dans des formations spéciales (p. 9, 10); Art. 12 : Amendement de M. Toujas tendant à reprendre le texte de l'Assemblée nationale relatif aux effets civils de l'amnistie (p. 11); Art. 27 quater : Amendement de M. Minjoz relatif aux droits des tiers contre

les résistants poursuivis (p. 16, 17); Art. 27 : *quinquièmes A : Amendement de Mme Denise Bastide tendant à reprendre le texte du Conseil de la République amnistiant les petits délinquants condamnés jusqu'en 1950* (p. 19). — S'excuse de son absence [11 janvier 1949] (p. 1).

CHASSAING (M. Eugène), Député du Puy-de-Dôme.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission supérieure des allocations familiales [17 juin 1947] (p. 2136). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [4 mai 1948] (p. 2484), [1^{er} juin 1948] (p. 3049).

Dépôt :

Le 31 mai 1949, une proposition de loi ayant pour but d'étendre aux fonctionnaires retraités et à leurs ayants cause le bénéfice de l'article 20 de la loi du 27 février 1948 portant ouverture de crédits en vue du reclassement de la fonction publique, n° 7317.

Interventions :

Est entendu dans la discussion : de l'interpellation de M. Lespès sur l'immatriculation obligatoire des cadres à la sécurité sociale [31 janvier 1947] (p. 113, 115); — du projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 907 : *Soutient l'amendement de M. Garavel tendant à reprendre les crédits accordés par le Gouvernement pour l'aménagement et l'assainissement des plaines de l'Isère, du Drac et de la Romanche* [7 mars 1947] (p. 747); Etat B, EDUCATION NATIONALE, Chap. 938 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits demandés par le*

Gouvernement pour les constructions scolaires de l'enseignement du 1^{er} degré (p. 772); *le retire* (p. 773). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 504 : *Ecoles de sages-femmes* [17 juillet 1947] (p. 3144); EDUCATION NATIONALE, Chap. 332-1 : *Travaux d'aménagement de constructions scolaires pour l'enseignement primaire* [22 juillet 1947] (p. 3408, 3409). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général de 1947; Art. 2 bis : *Affichage de la liste des contribuables ayant encouru des majorations ou des amendes fiscales* [31 juillet 1947] (p. 3772); — du projet de loi visant à la réalisation d'un plan de congélation de la viande; Art. 6 nouveau : *Amendement de M. Halbout tendant à modifier la formule d'engagements de livraison de la viande pour les centres urbains* [25 juillet 1947] (p. 3526); — d'une proposition de loi de M. Gras concernant la réglementation du temps de travail dans les professions agricoles; Art. 4 : *Modification grammaticale de forme* [29 juillet 1947] (p. 3680); Art. 9 : *Application de la loi* (p. 3683); *Explications de vote sur l'ensemble de la loi* [31 juillet 1947] (p. 3761, 3762). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires); AIR : *Discussion générale* [6 août 1947] (p. 3961); — du projet de loi relatif à la clôture et à la liquidation du compte spécial « ravitaillement général de la nation en temps de guerre » : *Discussion générale* [7 août 1947] (p. 4013). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [4 février 1948] (p. 416); — du projet de loi relatif au calcul des prestations familiales : *Discussion générale* [6 février 1948] (p. 466); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 17 : *Affichage des fraudeurs* [23 avril 1948] (p. 2245); *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 2248); Art. 34 : *Amende de 10.000 francs pour déclaration inexacte pour la taxe sur les oisifs* [27 avril 1948] (p. 2278, 2279); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 17 : *Affichage des fraudeurs* [13 mai 1948] (p. 2574); — du projet de loi fixant la composition des tribunaux de première instance : *Discussion générale* [8 juin 1948] (p. 3269); —

du projet de loi relatif aux loyers; Art. 25 : *Son rappel au règlement (Discussion des amendements dans l'ordre)* [17 juin 1948] (p. 3640); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, P. T. T., Chap. 312 : *Achat de matériel automobile* [21 juin 1948] (p. 3750); CAISSE D'ÉPARGNE, Chap. 001 : *Intérêts servis aux déposants* (p. 3751); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 346 : *Entretien des ponts et routes* (p. 3762); PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 100 : *Grève des examinateurs du baccalauréat* [26 juin 1948] (p. 4042); AVIATION CIVILE, Chap. 500 : *Subventions aux aéroclubs* [29 juillet 1948] (p. 5034, 5035); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 504 : *Ecoles de sages-femmes* (p. 5066); ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 001 : *Retraite du combattant* [5 août 1948] (p. 5403, 5404); Chap. 312 : *Soins médicaux gratuits* [6 août 1948] (p. 5429); — de la proposition de loi prorogeant les délais de souscription à l'emprunt libératoire; Art. 1^{er} : *Prorogation des délais au 15 septembre 1948* [9 juillet 1948] (p. 4459); — de la proposition de loi relative aux traitements des élèves des écoles normales supérieures : *Discussion générale* [29 juillet 1948] (p. 5060); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à augmenter la ration de pain : *Discussion générale* [30 juillet 1948] (p. 5116); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bétolaud tendant à ne pas réduire les effectifs de la magistrature* [9 août 1948] (p. 5594); — du projet de loi tendant à la création de ressources et à l'aménagement des impôts; Art. 1^{er} A : *Amendement de M. Jacques Duclos tendant à interdire une nouvelle dévaluation* [18 septembre 1948] (p. 6664); Art. 6 bis : *Abrogation de l'article 4 de la loi du 24 septembre 1941* (p. 6676); — du projet de loi portant report de crédits de l'exercice 1947 à l'exercice 1948 : *Discussion générale* [30 mars 1949] (p. 4862); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits au titre du budget de la Caisse nationale d'épargne : *Discussion générale* [7 avril 1949] (p. 2187, 2188); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour le budget des P. T. T.; Chap. 315 : *Entretien des locaux des services extérieurs* [12 avril 1949] (p. 2316); — du projet de loi portant répar-

tion de l'abattement opéré sur le budget de l'agriculture : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2322); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [5 juillet 1949] (p. 4187); — des interpellations sur le fonctionnement de la Sécurité sociale : *Discussion générale* [10 juillet 1949] (p. 4561, 4562); — d'une proposition de résolution relative au prix de la betterave : *Discussion générale* [10 novembre 1949] (p. 6059); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 1^{er} (art. 31 Y du Code du travail) : *Son sous-amendement tendant à prévoir la communication de ce décret au Bureau international du travail* [4 janvier 1950] (p. 155, 156); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 161); — d'une proposition de loi relative à l'emploi de certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques : *Discussion générale* [28 février 1950] (p. 1529); — du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux en 1950; Art. 6 : *Dispense pour les orphelins de père* [2 mars 1950] (p. 1634); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 18 : *Emission de pièces de monnaie* [25 avril 1950] (p. 2821); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 5 bis : *Emprunt lancé par la Caisse nationale de crédit agricole* [28 avril 1950] (p. 3046, 3047); Art. 7 : *Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à appliquer les primes, non seulement en 1950, mais pendant tout l'exercice budgétaire 1950* (p. 3081); Art. 15 : *Son amendement tendant à reporter au 31 décembre 1950 le délai prévu par l'article 8 de la loi du 2 août 1949* [3 mai 1950] (p. 3176); — d'une proposition de loi relative au placement des fonds des caisses d'épargne; Art. 3 : *Taux d'intérêt servi par les caisses d'épargne* [9 mai 1950] (p. 3362); — du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires pour 1950; Art. 1^{er}, Etat A, AIR, Chap. 800 : *Construction des bases aériennes* [11 mai 1950] (p. 3531); Chap. 912 : *Amendement de M. Métayer tendant à réduire de 1,000 francs les crédits pour la construction du matériel de série (hélicoptères)* (p. 3532); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950: AGRICULTURE, Chap. 3190 : *Ecole nationale d'enseignement agricole*

[25 mai 1950] (p. 3918); JUSTICE, Chap. 1100 : *Justices de paix (Suppression de 145 tribunaux)* [1^{er} juin 1950] (p. 4129); COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 1160 : *Service des instruments de mesures* [13 juin 1950] (p. 4665); Chap. 1180 : *Amendement de M. Mudry tendant à rétablir les crédits prévus pour l'École supérieure de métrologie* (p. 4666). — Est entendu sur le procès-verbal (*Retrait de l'ordre du jour du projet relatif aux ventes avec prime*) [26 juillet 1950] (p. 5977, 5978). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles; BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES; Art. 4 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir une taxe de 4 0/0 sur les céréales* [31 juillet 1950] (p. 6253); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer l'article relatif au droit de préemption sur les biens indivis* [8 décembre 1950] (p. 8810); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer; Art. 24 : *Son rappel au règlement (vote par scrutin)* [16 décembre 1950] (p. 9208); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 5160 : *Subventions à la défense contre l'incendie des zones forestières (forêts du Massif Central)* [20 février 1951] (p. 1343); EDUCATION NATIONALE, Chap. 1410 : *Amendement de M. Jean Masson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires élémentaires (instituteurs chargés d'écoles à classe unique)* [21 avril 1951] (p. 3734); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 3100 : *Contrôle et enquêtes économiques (tickets de sucre)* [25 avril 1951] (p. 3968); P. T. T., Chap. 1260 : *Rémunération des gérants de bureaux secondaires* [2 mai 1951] (p. 4473); CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE, Art. 1^{er} : *Utilisation des excédents de la Caisse d'épargne* [4 mai 1951] (p. 4523); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 5170 : *Subventions aux œuvres d'assistance aux infirmes (hospices)* [5 mai 1951] (p. 4600); Article additionnel : *Amendement de M. Billat tendant à accorder l'allocation aux familles dont le soutien est mobilisé* (p. 4603); FINANCES (Charges communes), Chap. 5110 : *Son amendement tendant à réduire de 500 millions les crédits pour le fonds régulateur des prix (subventions au papier*

de presse) [16 mai 1951] (p. 5236, 5237); *le retire* (p. 5237); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (veuves de guerre remariées)* [17 mai 1951] (p. 5324); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi portant rémunération des étudiants et élèves de l'enseignement supérieur : *Discussion générale* [12 mai 1951] (p. 5126, 5130). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Vote de la loi établissant la gratuité de l'enseignement supérieur*) [21 mai 1951] (p. 5630). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1000 : *Enseignement supérieur (école de droit de Caen et école préparatoire de médecine)* [20 avril 1951] (p. 3652, 3662); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (avantages du scrutin uninominal à deux tours)* [27 avril 1951] (p. 4122, 4123). = S'excuse de son absence [16 mai 1950] (p. 3683). = Obtient un congé [16 mai 1950] (p. 3683).

CHASTELLAIN (M. Jacques), *Député de la Seine-Inférieure (1^{re} Circonscription)*.

Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande.

(2^e Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 7 février 1950

Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme.

(2^e Cabinet BIDAULT)

du 7 février 1950 au 30 juin 1950.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [22 décembre 1947] (p. 6071), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des affaires étrangères [25 janvier 1951] (p. 364).

Dépôts :

Le 16 février 1950, un projet de loi sur l'organisation du travail de manutention dans les ports, n° 9234. — Le 21 février 1950, un projet de loi tendant à compléter la loi n° 48-340 du 28 février 1948 sur l'organisation de la Marine marchande et prorogeant certaines de ses dispositions, n° 9271. — Le 28 février 1950, un projet de loi portant déclassement de la section Port-Boulet—Avoine-Beaumont, de la ligne de Port-Boulet à Port-de Piles, n° 9385. — Le 21 mars 1950, un projet de loi tendant à proroger certaines dispositions de la loi n° 48-340 du 28 février 1948 sur l'organisation de la marine marchande, n° 9560. — Le 25 avril 1950, un projet de loi instituant un régime de retraites pour les personnels navigants professionnels de l'aéronautique civile, n° 9745. — Le 5 mai 1950, un projet de loi portant déclassement de la section Watten — Saint-Pierre-Brouck de la ligne d'intérêt général Watten — Gravelines, n° 9867. — Le 12 mai 1950, un projet de loi portant déclassement de la section Couterne—Bagnoles-de-l'Orne de la ligne d'intérêt général de Couterne à la Ferté-Macé, n° 9945. — Le 30 mai 1950, un projet de loi étendant aux départements de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane française les dispositions de la loi du 2 octobre 1946, relative à la classification des aérodromes, n° 10103. — Le 15 juin 1950, un projet de loi tendant à majorer les rentes viagères servies par la Caisse autonome mutuelle de retraites des agents des chemins de fer secondaires d'intérêt général, des chemins de fer d'intérêt local et des tramways, n° 10299. — Le 19 juin 1950, une lettre rectificative au projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes d'intérêt général entre le continent et la Corse, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, le Mexique, les Antilles et l'Amérique centrale, et la France et l'Extrême-Orient, l'Océan Indien, la Nouvelle-Calédonie et la Méditerranée orientale, n° 10347. — Le 23 juin 1950, une 2^e lettre rectificative au projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes d'intérêt général entre le continent et la Corse, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, le Mexique, les Antilles et l'Amérique centrale, et la France et l'Extrême-Orient, l'Océan Indien, la Nouvelle-Calédonie, et la Méditerranée orientale, n° 10449. — Le 23 juin 1950, une lettre recti-

ficative au projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes d'intérêt général entre le continent et la Corse, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, le Mexique, les Antilles et l'Amérique centrale, et la France et l'Extrême-Orient, l'Océan Indien, la Nouvelle-Calédonie, et la Méditerranée orientale, n° 10449 (annexe).

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif au Conseil supérieur de la magistrature, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à faire élire les membres du Conseil par leurs collègues du parquet* [30 janvier 1947] (p. 90) ; *le retire* (p. 91) ; *retire son deuxième amendement relatif aux magistrats placés en position de détachement* (ibid.) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à modifier la répartition en quatre collèges électoraux* (ibid.) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à rendre obligatoire la déclaration de candidature* (ibid.) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer du premier alinéa les mots « mise à la retraite »* (p. 94) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement tendant à modifier la rédaction du troisième alinéa* (p. 95) ; *le retire* (ibid.). — Prend part à la discussion du règlement de l'Assemblée Nationale, Art. 73 bis : *Mise en distribution du texte* [7 février 1947] (p. 235) — Participe à la discussion : des interpellations relatives à la politique économique, au commerce et au ravitaillement [20 février 1947] (p. 400) ; — de la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales [4 mars 1947] (p. 578) ; — de la proposition de loi de M. Robert Bichet relative à la distribution de journaux [27 mars 1947] (p. 1150), Art. 17 : *Amendements, de M. d'Astier de la Vigerie et de M. Alfred Coste-Floret* [28 mars 1947] (p. 1251) ; Art. 17 bis : *Amendement de M. d'Astier de la Vigerie tendant à faire fixer par la loi le sort du matériel et des entreprises de distribution actuellement réquisitionnés* [29 mars 1947] (p. 1293, 1294) ; Art. 5 bis (suite) : *Son amendement tendant à n'accorder la garantie de l'Etat qu'autant que les présidents et gérants auront donné leur caution personnelle conjointe ou solidaire* [p. 1310]. — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Proposition de M. Ramette de discuter le projet de loi sur les élections municipales*) [8 août 1947] (p. 4106). — Intervient dans la discussion : du projet de loi

concernant les élections municipales, Art. 15 : *Son amendement tendant à augmenter les dimensions des bulletins de vote dans les villes élisant plus de 30 conseillers* [12 août 1947] (p. 4317) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 1^{er} : *Elections au scrutin de liste avec panachage et représentation proportionnelle* [28 août 1947] (p. 4774) ; — du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et communes, Art. 1^{er} bis : *Maintien en vigueur du régime de subventions établi le 31 décembre 1945* [6 décembre 1947] (p. 5543 5544, 5546) ; *Amendement de M. de Tinguy tendant à limiter dans l'avenir les subventions au montant de celles accordées en 1947* [11 décembre 1947] (p. 5610) ; — d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferi prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [18 décembre 1947] (p. 5878). — Prend part à la discussion du projet portant organisation de la marine marchande : *Renvoi de la discussion* [19 février 1948] (p. 910) ; *Discussion générale* (p. 911, 912, 913 914) ; Art 3 : *Son amendement tendant à réduire les pouvoirs du Ministre des Travaux publics* [20 février 1948] (p. 935) ; *le retire* (ibid) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à faire prendre les décrets prévus, en Conseil des Ministres* (p. 938) ; *Son amendement relatif à l'affrètement des navires avec l'approbation du Ministre des Travaux publics* (p. 938. 939) ; Art 11 : *Amendement de M. Hamon tendant à supprimer toute indemnité en cas de réquisition* (p. 940) ; Art. 14 : *Son amendement relatif à l'utilisation par les sociétés de leurs bénéfices* (p. 940. 941) ; *Amendement de M. Hamon relatif aux bénéfices utilisés par les sociétés pour prendre des participations dans d'autres sociétés* (p. 941). — Ses rapports sur des pétitions [2 mars 1948] (p. 1289). [28 juin 1948] (p. 4102), [8 août 1948] (p. 5559). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 100 : *Ses observations sur la sécurité sociale* [29 juillet 1948] (p. 5044) ; — du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République, Art. 35 : *Amendement de M. Péron tendant à faire organiser une réunion électorale sur simple demande du candidat* [13 août 1948] (p. 5780) : — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses pu-

bliques et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la taxe à la production, la situation difficile pour lutter contre la fraude et le déficit, l'emprunt volontaire ou forcé, la confiance qu'il faudrait restaurer)* 22 décembre 1948] (p. 7853, 7854) ; Art. 14 bis : *Amendement de M. Courant tendant à n'appliquer la réforme fiscale qu'après son examen par le Parlement* [23 décembre 1948] (p. 7931). — Son rapport sur une pétition [25 janvier 1949] (p. 120). — Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande* (2^e Cabinet Bidault), [décret du 29 octobre 1949] (*J. O.* du 31 octobre 1949, p. 10846).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative aux caisses d'entraide aux familles de péris en mer : *Discussion générale* [1^{er} décembre 1949] (p. 6471) ; — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, Art. 20 : *Amendement de M. Cayol relatif aux modalités d'application de la loi au personnel navigant de la marine marchande* [4 janvier 1950] (p. 145). — Est nommé *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* (2^e Cabinet Bidault) [7 février 1950] (*J. O.* du 7 février 1950) (p. 1479).

En cette qualité :

Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à la réduction sur les transports de la région parisienne en faveur des étudiants : *Urgence* [23 février 1950] (p. 1315) ; *Discussion générale* (p. 1319). — Est entendu pour une modification de l'ordre du jour : *Discussion de la loi prorogeant la loi sur l'organisation de la marine marchande* [24 février 1950] (p. 1454). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux pensions des inscrits maritimes : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2294) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2322, 2323) ; Etat A, Chap. 8500 : *Amendement de M. Crouzier tendant à augmenter de 6 milliards les crédits pour la Caisse autonome de la reconstruction et à diminuer de 6 milliards les crédits pour la S. N. C. F.* [28 mars 1950] (p. 2487) ; Chap. 8530 : *Amendement de M. Crouzier tendant à réduire de 6 milliards les crédits pour la S. N. C. F.* (p. 2491) ; Chap. 8540 : *Son amendement tendant à augmenter d'un milliard les crédits pour*

la reconstitution de la marine marchande (p. 2491); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er}. Etat A : Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République diminuant de 6 milliards les crédits pour la S. N. C. F. [2 juin 1950] (p. 4166); — du projet de loi relatif à l'organisation de la marine marchande : Discussion générale [30 mars 1950] (p. 2650); Art. 1^{er} : Amendement de M. Defferre tendant à supprimer la mention des navires de plus de 500 tonnes de port et à rendre la liberté aux affrètements sous pavillon français (p. 2654). — Répond à une question : de M. Barthélemy relative à l'accident d'autorail de Salins-les-Bains [28 avril 1950] (p. 3059); — de M. Lespès relative à la catastrophe aérienne des Açores [28 avril 1950] (p. 3060); — de M. Gros relative aux contrats de vente en matière de vins [28 avril 1950] (p. 3061). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la construction et à l'exploitation de l'aéroport de Bâle-Mulhouse, à Blotzheim : Discussion générale [5 mai 1950] (p. 3398); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : Discussion générale [7 juin 1950] (p. 4391, 4392); Chap. 1000 : Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel de l'Administration centrale (p. 4393); Chap. 1030 : Sa demande de rétablissement des crédits pour les contractuels de l'Administration centrale (p. 4394, 4395); Chap. 1100 : Amendement de M. Dufour tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les agents de bureaux des ponts et chaussées (p. 4399); Chap. 1160 : Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel spécialisé du contrôle des transports (p. 4400, 4401); Chap. 1170 : personnel du Conseil supérieur des transports (p. 4401, 4402); Chap. 1220 : Amendement de Mme Reyraud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de la navigation intérieure (Application du décret du 7 juin 1949) (p. 4403); Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Personnel d'Alsace-Lorraine) (ibid.); Chap. 1240 : Ouvriers du parc des ponts et chaussées (p. 4403); Chap. 1260 : Amendement de Mme Chevrin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités aux conducteurs de chantiers et agents de travaux des

ponts et chaussées (p. 4404); Chap. 1330 : Commissariat général au tourisme (p. 4405); Chap. 1390 : Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel ouvrier de l'Institut national géographique (p. 4406); Chap. 1410 : Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel de contrôle des transports routiers (p. 4407); Chap. 1450 : Amendement de Mlle Archimède tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel de l'Etat dans les départements et territoires d'outre-mer (Routes, ponts et ports des Antilles) (p. 4408); Chap. 3060 : Amendement de M. Capdeville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des phares et balises (p. 4409); Chap. 3190 : Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1 million les crédits pour le contrôle des transporteurs routiers (p. 4410); Chap. 3230 : Sa demande de rétablissement des crédits pour impression et publication (p. 4410); Chap. 3300 : Amendement de M. Theetten tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des routes et ponts (Routes du Nord) (p. 4412); Chap. 3320 : Amendement de M. Ramarony tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'entretien des voies navigables (p. 4413, 4414); Pipe-line Le Havre—Rouen (p. 4414); Chap. 5040 : Entretien des chaussées de la ville de Paris (p. 4416); Chap. 5050 : Subventions aux organismes de tourisme (p. 4417); Chap. 5130 : Subventions à la régie autonome des transports parisiens (p. 4418); Chap. 5140 : Indemnités à la S. N. C. F. (Voyage annuel gratuit accordé aux ayants droit des morts au Champ d'honneur) (p. 4419); Amendement de Mlle Rumeau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités à la S. N. C. F. (Réductions sur les voyages des jeunes) (p. 4420, 4421); Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Equipeement en autorails) (p. 4430); Chap. 5150 : Prise en charge par l'Etat du déficit de la S. N. C. F. (p. 4432); Amendement de M. Morand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Salaires des cheminots) (p. 4434, 4435); Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Licenciements de personnel à la S. N. C. F.) (p. 4436); Amendement de M. Gio-voni tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Chemins de fer de Corse) (p. 4437); Amendement de M. Félix tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre

(*Procès de M. Tissier contre le Gouvernement devant le Conseil d'Etat*) (p. 4440, 4441); Chap. 5160 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le transport des journaux vendus* (p. 4441); Chap. 6040 : *Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour retraite des agents des chemins de fer secondaires* (p. 4442); Chap. 6050 : *Amendement de M. Greffier tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les retraités des chemins de fer licenciés à la suite des grèves de 1920* (p. 4443); MARINE MARCHANDE : *Discussion générale* [8 juin 1950] (p. 4508, 4509, 4513, 4514, 4517, 4518, 4521, 4522); Chap. 1000 : *Amendement de M. Mora tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'administration centrale. (Importation de sardines du Maroc)* (p. 4524); Chap. 1070 : *Service de l'enseignement maritime* (p. 4525, 4526); *Amendement de M. Henneguelle tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre* (p. 4526); Chap. 1080 : *Police de la navigation et des pêches (Reclassement des agents du gardiennage)* (p. 4526, 4527); Chap. 1120 : *Enseignement maritime (Ecoles de navigation du Havre)* (p. 4528); Chap. 3020 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les frais de missions et de déplacements* (p. 4528, 4529); Chap. 3030 : *Amendement de M. Mazier tendant à reprendre le chiffre du Gouvernement pour les dépenses de matériel des services extérieurs* (p. 4529); Chap. 3040 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour la protection et la surveillance des pêches* (p. 4531, 4532); Chap. 3110 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les frais de correspondance* (p. 4532, 4533); Chap. 3120 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour l'achat de matériel automobile* (p. 4533); Chap. 4060 : *Amendement de M. Cermolacce tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention à l'établissement national des invalides de la Marine* (p. 4533, 4534); *Demande de M. Mazier de réserver le chapitre* (p. 4534); Chap. 4080 : *Amendement de M. Reeb tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour œuvres sociales en faveur des gens de mer* (p. 4536, 4537); Chap. 5010 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour la subvention au crédit maritime mutuel* [9 juin 1950] (p. 4554); *Crédit maritime mutuel* (p. 4555); Chap. 5050 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les dépenses de liquidation de la société des services contractuels*

des messageries maritimes (p. 4556); Chap. 5060 : *Amendement de M. Cermolacce tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services maritimes postaux (Courriers pour la Corse)* (p. 4557); Chap. 6040 : *Amendement de M. Cermolacce tendant à réduire de 40 millions les crédits pour liquidation des cargaisons arrêtées à l'étranger* (p. 4557); Chap. 6050 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour différence d'inventaires des navires réquisitionnés par les alliés* (p. 4557, 4558); Chap. 6060 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour indemnités d'affrètement* (p. 4558); Chap. 6070 : *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursement des avaries non couvertes par les assurances* (p. 4559); AVIATION CIVILE : *Discussion générale (Ses observations sur la fusion de l'aviation civile et de l'aviation militaire et les accidents de Bahreim)* [19 juin 1950] p. 4963, 4964, 4977, 4980, 4983, 4984, 4985); Chap. 1000 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel de l'administration centrale (Poste d'inspecteur général de l'aviation civile)* (p. 4986); Chap. 1010 : *Amendement de M. Noël tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour les fonctionnaires détachés à l'administration centrale (Postes confiés aux membres du corps de la navigation aérienne et non à des fonctionnaires civils)* (p. 4987); Chap. 1020 : *Amendement de M. Marius Cartier tendant à reprendre le chiffre demandé par le Gouvernement pour les contractuels de l'administration centrale* (p. 4987); Chap. 1050 : *Amendement de Mme Reyraud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de maîtrise (Statut de ce personnel)* (p. 4988); Chap. 1100 : *Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel ouvrier (Situation des ouvriers imprimeurs)* (p. 4989); Chap. 1120 : *Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de navigation et de transport aérien* (p. 4989); Chap. 1130 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de la navigation aérienne* (p. 4990); Chap. 1140 : *Amendement de Mme Reyraud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de navigation aérienne (Relèvement de l'indemnité de nuit)* (p. 4991); Chap. 1160 : *Amendement de M. Pineau tendant à reprendre le chiffre demandé par*

le Gouvernement pour l'aviation légère et sportive (*Fusion avec l'aviation militaire*) (p. 4994); Chap. 1280 : Amendement de Mlle Archimède tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités au personnel des territoires d'outre-mer (*Suppression de la ligne d'Air-France aux Antilles*) (p. 4996); Chap. 3040 : Aviation légère et sportive (p. 4997); Chap. 3050 : Amendement de M. Coustou tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel volant de l'aviation légère et sportive (p. 4997); Chap. 3130 : Sa demande de rétablissement des crédits pour les loyers et indemnités de réquisition (p. 4998); Chap. 3210 : Amendement de Mme Reyraud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la réparation et l'entretien du matériel aéronautique (*Accident du Latécoère 631 à Biscarosse*) (p. 5001); Chap. 5000 : Amendement de M. Lucergne tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions diverses (*Aéro-Club du Périgord*) [20 juin 1950] (p. 5019); Chap. 5019 : Propagande aérienne (p. 5019); Chap. 5020 : Amendement de M. Rabier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la couverture du déficit d'Air-France (*Suppression de la base de Maison Blanche*) (p. 5022, 5023); Amendement de M. Bouret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (*Comptabilité d'Air-France ligne par ligne et compression des frais généraux*) (p. 5028, 5029). — Répond à une question de M. Laurens relative au rétablissement de la voie ferrée Bort—Eygurande [9 juin 1950 (p. 4572) — Donne sa démission en qualité de *Ministre des Travaux publics, des Transports et du Tourisme* [29 juin 1950] p. 5278). = S'excuse de son absence [24 novembre 1948] (p. 7189), [31 mai 1949] (p. 2963), [13 octobre 1949] (p. 5784), [18 juillet 1950] (p. 5557). = Obtient des congés [24 novembre 1948] (p. 7189), [31 mai 1949] (p. 2963), [18 juillet 1950] (p. 5557).

CHAUSSON (M. Clément), Député de la Corrèze.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 194),

[18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347).

Dépôt :

Le 24 octobre 1950, une proposition de loi tendant à exonérer de certains droits fiscaux les formalités hypothécaires accomplies à l'occasion des prêts du Crédit agricole consentis en vue de l'équipement agricole, n° 11108.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), ECONOMIE NATIONALE, Chap. 100 : Son amendement tendant à réduire les crédits [13 juillet 1947] (p. 2662, 2663); le maintient (p. 2665, 2666) — Dépose une demande d'interpellation sur le verdict du tribunal militaire de Bordeaux concernant le meurtre de 17 garde-voies de Tulle [5 avril 1949] (p. 2099). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 50 : Son amendement tendant à augmenter d'un milliard les crédits pour la construction du chemin de fer Bort—Eygurande [28 décembre 1949] (p. 7490). — Dépose une demande d'interpellation : sur le lock-out de l'usine de la Harque, à Tulle, le 17 avril 1950 [2 mai 1950] (p. 3123); — sur l'arrestation du président de la Fédération des syndicats agricoles de la Corrèze [11 mai 1950] (p. 3545). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR, Chap. 3140 : Son amendement tendant à réduire de 100 millions les crédits pour alimentation de la Sécurité nationale (*Incidents de Tulle*) [31 mai 1950] (p. 4079, 4080).

CHAUTARD (M. Bertrand), Député de l'Ardèche.

Son élection est validée [3 décembre 1946] (p. 46). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du ravitaillement [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission

des boissons [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné pour remplir les fonctions de juré à la Haute-Cour de justice (application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

Dépôts :

Le 20 mars 1947, une proposition de loi tendant à étendre aux assurés sociaux atteints de longue maladie antérieurement au 1^{er} janvier 1946 le bénéfice des dispositions des articles 32 et suivants de l'ordonnance du 19 octobre 1945, fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles, n° 977. — Le 8 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner le choix aux agriculteurs entre les chaussures usage-ville et les chaussures usage-travail au cours de la répartition annuelle de bons de chaussures, n° 1924. — Le 27 novembre 1947, une proposition de loi relative à la répression des contraventions commises par les mineurs de 18 ans, n° 2703. — Le 5 décembre 1947, une proposition de loi relative à l'application des prestations de l'assurance maladie aux ascendants de l'assuré social vivant à la charge de celui-ci, n° 2782. — Le 22 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever l'indemnité de fonction allouée aux greffiers de paix et de simple police, n° 2967. — Le 27 décembre 1947, une proposition de loi tendant à suspendre les délais de procédure du 17 novembre 1947 au 11 décembre 1947, n° 3025. — Le 27 février 1950, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 47-1644 du 30 août 1947 relative à l'assurance longuemaladie aux membres de la famille de l'assuré social, n° 3592. — Le 20 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi relatif à la publicité des mutations de fonds de commerce et notamment à celle de l'apport en société de ces fonds, n° 3933. — Le 30 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Rousseau tendant à compléter le Code de commerce, pour mettre fin à la pratique des paiements à l'avance exigés par certains industriels et maisons de gros, ainsi que par certaines sociétés de distribution, n° 4097. — Le 30 avril 1948, un rapport au nom de la Com-

mission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Leenhardt et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer les gérances libres ou locations gérances de fonds de commerce, n° 4098. — Le 13 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi du 4 septembre 1947 sur la domiciliation obligatoire des lettres de change et des billets à ordre, n° 4176. — Le 13 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. — Le projet de loi tendant à modifier l'article 21 de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante ; II. — La proposition de loi de M. Chantard relative à la répression des contraventions commises par les mineurs de 18 ans, n° 4177. — Le 8 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi relatif au Bulletin officiel du Registre du Commerce et du Registre des Métiers, n° 4901. — Le 8 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier les bases de calcul des marges bénéficiaires des intermédiaires, n° 4906. — Le 29 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de MM. July et Maurice Fredet tendant à accroître la représentation familiale auprès des tribunaux pour enfants, n° 5087. — Le 9 décembre 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1° la proposition de loi de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi du 4 septembre 1947 sur la domiciliation obligatoire des lettres de change et des billets à ordre ; 2° la proposition de résolution de M. Theetten tendant à inviter le Gouvernement à modifier la domiciliation obligatoire des lettres de change et des billets à ordre, n° 5771. — Le 21 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à fixer un plafond, pendant le premier semestre 1949, aux majorations de loyer résultant de l'application des articles 26 à 34 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 6147. — Le 28 janvier 1949, une proposition de loi tendant à prolonger à titre exceptionnel le délai imparti

aux locataires par l'article 32 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 6241. — Le 8 février 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Paul Bastid tendant à compléter l'article 160 du Code de commerce relatif aux protêts, n° 6308. — Le 8 février 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif à la publicité des mutations de fonds de commerce et notamment à celle de l'apport en société de ces fonds, n° 6344. — Le 8 février 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au Bulletin officiel du Registre du Commerce et du Registre des Métiers, n° 6348. — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à prolonger à titre exceptionnel le délai imparti aux locataires par l'article 32 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement, n° 6528. — Le 24 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser le montant de l'indemnité versée aux médecins-experts pour l'étude des dossiers qui leur sont confiés par le Tribunal des pensions, n° 6581. — Le 6 avril 1949, une proposition de loi tendant à modifier en faveur des anciens combattants les conditions d'âge exigées pour l'octroi de l'allocation temporaire aux économiquement faibles et de l'allocation aux vieux travailleurs, n° 6956. — Le 22 juin 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Francis Leenhardt et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer les gérances libres ou locations gérances de fonds de commerce, n° 7571. — Le 19 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale relative à la publicité

des protêts, n° 7913. — Le 25 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier de la gratuité le transport des colis de secours gratuits collectés au profit des sinistrés des Landes et de la Gironde, n° 8245. — Le 22 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale en vue d'assimiler aux commerçants ou industriels sinistrés les commerçants ou industriels expropriés ; 2° de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 2 de la loi du 18 avril 1946 concernant la propriété commerciale ; 3° de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'alinéa 4 de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée (propriété commerciale) ; 4° de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à compléter le paragraphe premier du cinquième alinéa de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale ; 5° de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à compléter le dernier alinéa de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale ; 6° de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à l'établissement d'un plafond des loyers en matière de baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel (modification de l'art. 23 de la loi du 30 juin 1926 modifiée concernant la propriété commerciale) ; 7° de M. Frédéric Dupont tendant à modifier la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale en vue d'assimiler aux commerçants ou industriels sinistrés les commerçants ou industriels expropriés ; 8° de M. Eugène Claudius-Petit et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article premier de la loi du 30 juin 1926 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel ; 9° de M. Guy Petit et plusieurs de ses collègues tendant à maintenir en possession, jusqu'au 1^{er} janvier 1948, les commerçants, industriels et artisans sinistrés par faits de guerre dans les lieux où ils ont installé leur exploitation commerciale après le sinistre dont ils ont été victimes ; 10° de M. Frédéric-Dupont tendant à

prolonger jusqu'au 1^{er} juillet 1947 le délai de forclusion prévu par la loi du 18 avril 1946 pour le renouvellement des baux commerciaux ; 11° de M. Maurice Viollette et plusieurs de ses collègues tendant à relever les locataires de baux commerciaux ou ruraux de la forclusion encourue avant la loi fixant la date de cessation des hostilités ; 12° de M. Badie tendant à modifier l'article 5 *bis* de la loi du 30 juin 1926 modifié par la loi du 18 avril 1946 relatif à la propriété commerciale ; 13° de M. July supprimant pour les locataires qui ont été mobilisés, déportés ou résistants, la référence du prix des loyers à usage commercial aux indices du coût de la vie ; 14° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 4 et 5 de la loi du 30 juin 1926 sur le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel ; 15° de M. Citerne et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale ; 16° de M. Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (droit de reprise et indemnité d'éviction) ; 17° de M. Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (applicables aux établissements ayant plusieurs magasins) ; 18° de M. Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (refus de renouvellement) ; 19° de M. Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (indemnité d'éviction) ; 20° de M. Bétolaud tendant à modifier l'article 3 de la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale ; 21° de MM. Guy Petit, Alfred Coste Floret et Paul Ribeyre tendant à exclure de la législation sur le renouvellement des baux de locaux et d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal certaines exploitations présentant un caractère d'intérêt public ; 22° de MM. Wolff et Mondon tendant à compléter l'article 2 de la loi du 3 septembre 1947 et modifiant la loi du 18 avril 1946 sur les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel ; 23° de M. Joseph Denais tendant à modifier la loi n° 46-744 du 18 avril 1946 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial et industriel ; 24° de M. Jules-Julien et plusieurs de ses collègues tendant à préciser et à compléter certaines

dispositions des lois des 18 avril 1946 et 3 septembre 1947, réglant les rapports entre locataires et bailleurs, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel ; 25° de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues permettant la revision du prix des baux commerciaux visés par l'article 6 de la loi du 30 juin 1926 ; 26° de M. Mondon tendant à modifier l'article 5 de la loi du 18 avril 1946 sur la prorogation des baux commerciaux ; 27° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi du 30 juin 1926 en ce qui concerne le remboursement des prestations, taxes locatives et fournitures individuelles ; 28° de M. Citerne et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 30 juin 1926 sur la propriété commerciale ; 29° de M. Charlet, sénateur, et plusieurs de ses collègues, modifiant l'article 8 de la loi du 18 avril 1946, réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires de locaux à usage commercial et industriel ; 30° de M. Southon, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'alinéa 3, 1^o, de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926, modifié par la loi du 18 avril 1946, relative au droit de reprise en ce qui concerne les baux commerciaux, n° 8412. — Le 1^{er} décembre 1949, une proposition de loi tendant à assurer une meilleure utilisation des immeubles à usage d'habitation, n° 8539. — Le 15 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi tendant à reporter au 1^{er} avril 1950 la prorogation prévue par la loi n° 48-2009 du 31 décembre 1948 en faveur des locataires de baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 8723. — Le 2 février 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1^o de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale en vue d'assimiler aux commerçants ou industriels sinistrés les commerçants ou industriels expropriés ; 2^o de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 2 de la loi du 18 avril 1946 concernant la propriété commerciale ; 3^o de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'alinéa 4 de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée (propriété commerciale) ; 4^o de M. André Mercier (Oise) et

plusieurs de ses collègues tendant à compléter le paragraphe premier du cinquième alinéa de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale ; 5° de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à compléter le dernier alinéa de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale ; 6° de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à l'établissement d'un plafond des loyers en matière de baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel (modification de l'art. 23 de la loi du 30 juin 1926 modifiée concernant la propriété commerciale) ; 7° de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale en vue d'assimiler aux commerçants ou industriels sinistrés les commerçants ou industriels expropriés ; 8° de M. Eugène Claudius-Petit et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article premier de la loi du 30 juin 1926 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel ; 9° de M. Guy Petit et plusieurs de ses collègues tendant à maintenir en possession, jusqu'au 1^{er} janvier 1948, les commerçants, industriels et artisans sinistrés par faits de guerre dans les lieux où ils ont installé leur exploitation commerciale après le sinistre dont ils ont été victimes ; 10° de M. Frédéric-Dupont tendant à prolonger jusqu'au 1^{er} juillet 1947 le délai de forclusion prévu par la loi du 18 avril 1946 pour le renouvellement des baux commerciaux ; 11° de M. Maurice Viollette et plusieurs de ses collègues tendant à relever les locataires de baux commerciaux ou ruraux de la forclusion encourue avant la loi fixant la date de cessation des hostilités ; 12° de M. Badie tendant à modifier l'article 5 bis de la loi du 30 juin 1926 modifié par la loi du 18 avril 1946 relatif à la propriété commerciale ; 13° de M. July supprimant pour les locataires qui ont été mobilisés, déportés ou résistants, la référence du prix des loyers à usage commercial aux indices du coût de la vie ; 14° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 4 et 5 de la loi du 30 juin 1926 sur le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel ; 15° de M. Citerne et plusieurs de ses collègues tendant

à compléter l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale ; 16° de M. Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (droit de reprise et indemnité d'éviction) ; 17° de M. Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (applicables aux établissements ayant plusieurs magasins) ; 18° de M. Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (refus de renouvellement) ; 19° de M. Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (indemnité d'éviction) ; 20° de M. Bétolaud tendant à modifier l'article 3 de la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale ; 21° de MM. Guy Petit, Alfred Coste-Floret et Paul Ribeyre tendant à exclure de la législation sur le renouvellement des baux de locaux et d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal certaines exploitations présentant un caractère d'intérêt public ; 22° de MM. Wolff et Mondon tendant à compléter l'article 2 de la loi du 3 septembre 1947 et modifiant la loi du 18 avril 1946 sur les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel ; 23° de M. Joseph Denais tendant à modifier la loi n° 46-744 du 18 avril 1946 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial et industriel ; 24° de M. Jules-Julien et plusieurs de ses collègues tendant à préciser et à compléter certaines dispositions des lois des 18 avril 1946 et 3 septembre 1947, réglant les rapports entre locataires et bailleurs, en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel ; 25° de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues permettant la revision du prix des baux commerciaux visés par l'article 6 de la loi du 30 juin 1926 ; 26° de M. Mondon tendant à modifier l'article 5 de la loi du 18 avril 1946 sur la prorogation des baux commerciaux ; 27° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi du 30 juin 1926 en ce qui concerne le remboursement des prestations, taxes locatives et fournitures individuelles ; 28° de M. Citerne et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 30 juin 1926 sur la propriété commerciale ; 29° de M. Charlet, sénateur, et plusieurs de ses collègues modifiant l'article 8 de la loi du 18 avril

1946, réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires de locaux à usage commercial et industriel ; 30° de M. Southon, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'alinéa 3, 1°, de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926, modifié par la loi du 18 avril 1946, relative au droit de reprise en ce qui concerne les baux commerciaux, n° 9127. — Le 23 février 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Hutin-Desgrées portant modification de la loi du 23 juin 1886 relative aux membres des familles ayant régné en France, n° 9321. — Le 17 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réparer les conséquences de l'erreur dont sont victimes les viticulteurs de l'Ardèche dans l'établissement des bases d'impositions des bénéfices agricoles, n° 10949. — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à modifier le troisième alinéa de l'article 23 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, n° 11054. — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 27 du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité françaises et à proroger le délai prévu pour les demandes d'exonération de cotisation par certaines catégories d'exploitants et d'artisans ruraux, n° 11055. — Le 12 décembre 1950, une proposition de loi relative à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 11586. — Le 21 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 11586) de M. Chautard relative à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 11735. — Le 23 janvier 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 8178) de M. Ramarony tendant à modifier l'article 105 du Code de commerce (loi du 11 avril 1888), n° 11937. — Le 25 janvier 1951, une proposition de loi tendant à permettre aux fonctionnaires obligatoirement logés de sous-louer, dans certaines conditions, pendant leur absence, l'appartement dont ils sont locataires, n° 11970. — Le 15 février 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale,

n° 12232. — Le 9 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 10446) relatif à l'honorariat des anciens magistrats consulaires, n° 12746. — Le 19 avril 1951, une proposition de loi relative à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 12895. — Le 27 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 9810) de MM. Coudray, Gallet et Chautard portant statut des administrateurs de biens, n° 12999. — Le 28 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 12895) de MM. Chautard, Louis Rollin et Minjoz relative à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 13015.

Interventions :

Son rapport au nom du 6^e bureau sur les opérations électorales du département du Nord (3^e circonscription) [28 janvier 1947] (p. 64). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant amnistie [18 juin 1947] (p. 2190, 2191); Art. 9, 10^e alinéa : *Son amendement tendant à exclure du bénéfice de l'amnistie les personnes pratiquant l'avortement et la prostitution de mineures* [27 juin 1947] (p. 2314). — Participe à la discussion du projet de loi relatif au paiement des effets de commerce en qualité de Rapporteur : *Discussion générale* [25 juin 1947] (p. 2440). — Est entendu au cours du débat : sur la proposition de loi de M. Guérin concernant la composition du jury de la Haute Cour de Justice : *Son amendement tendant à prévoir dans la Haute Cour un président, deux vice-présidents et seize jurés* [9 juillet 1947] (p. 2878, 2879); *le retire* (ibid.); — sur le projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Soutient l'amendement de M. Lecourt tendant à grouper les articles 3, 4 et 5 en un seul article* [3 décembre 1947] (p. 5457). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux loyers; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à prévoir l'intervention préfectorale pour l'extension de la loi* [3 février 1948] (p. 351, 352); Art. 2 bis : *Son sous-amendement tendant à ne pas appliquer la loi aux immeubles achevés depuis septembre 1939* [10 février 1948] (p. 564); Art. 3 : *Son amendement relatif au*

maintien dans les lieux des locataires (p. 567); *le retire* (p. 570); *le reprend* (p. 571); *Ses explications de vote sur l'article : durée du maintien dans les lieux* (p. 574); Art. 33 : *Son amendement relatif au rôle du juge de paix en cas de procès* [5 mars 1948] (p. 1377, 1378, 1381, 1383); Art. 34 bis : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau prévoyant l'intervention d'un arbitre entre les parties* (p. 1385); Art. 53 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à supprimer l'article concernant les sous-locations* [16 mars 1948] (p. 1717); Art. 44 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau punissant « le marché noir » du logement* [4 mai 1948] (p. 2472); Art. 44 bis : *Son amendement relatif au délai de prescription des actions en nullité de bail* (p. 2472, 2473); Art. 13 : *Son amendement tendant à prévoir le renoncement volontaire du propriétaire au droit de reprise* [21 mai 1948] (p. 2839); Art. 13 bis : *Son amendement tendant à ne pas accorder le droit de reprise aux propriétaires qui auront cédé leur logement* [27 mai 1948] (p. 2954, 2955); *Son amendement tendant à ne pas opposer le droit au maintien dans les lieux aux propriétaires fonctionnaires ou employés mutés dans la localité* [3 juin 1948] (p. 3145, 3146); *Amendement de M. Guy Petit tendant à accorder le droit de reprise aux vieillards sans profession* (p. 3149); Art. 44 bis : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau appliquant les sanctions prévues aux infractions aux lois précédentes* [4 juin 1948] (p. 3215, 3216); Art. 16 : *Amendement de M. Citerne tendant à supprimer l'article* [15 juin 1948] (p. 3507); *Modification de forme* (p. 3509); Art. 18 : *Amendement de M. Dominjon tendant à ajouter le mot « notamment »* (p. 3510); Art. 23 : *Son amendement tendant à faire payer aux locataires le traitement du concierge* [17 juin 1948] (p. 3628); Art. 24 : *Son amendement relatif aux prestations exigibles des sous-locataires* (p. 3635); *Son amendement tendant à faire connaître aux locataires la valeur locative de leur logement par lettre recommandée* (p. 3636); Art. 25 : *Amendement de M. Claudius Petit tendant à fixer un prix de base pour un local-type par rapport au salaire moyen départemental* [18 juin 1948] (p. 3674); *Son sous-amendement tendant à tenir compte du salaire servant de base au calcul des prestations familiales au lieu du salaire moyen départemental* (p. 3678); Art. 26 octiès : *Son amendement tendant à insérer un article relatif*

aux conditions de notification des nouveaux loyers (p. 3683); *le retire* (ibid.); Art. 26 noniès : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (ibid.); Art. 58 : *Son amendement tendant à étendre les sanctions prévues pour les infractions aux lois précédentes* (p. 3687); Article 40 additionnel : *Son amendement tendant à punir les infractions à l'article 52 bis* (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 13 bis : *Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux chefs de familles de plus de trois enfants* [25 août 1948] (p. 6254, 6255); *le retire* (ibid.); Art. 14 bis A : *Son amendement tendant à intercaler « dans le même immeuble »* (p. 6258); Art. 20 ter : *Son amendement tendant à établir la liberté des prix des loyers pour les immeubles construits depuis 1939* [26 août 1948] (p. 6286); Art. 23 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 6287); Art. 33 : *Son amendement tendant à pouvoir faire représenter les parties par les agréés au tribunal de commerce* (p. 6290); *Son amendement tendant à prévoir l'exécution provisoire des jugements* (p. 6290, 6291); Art. 40 bis : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa prévoyant le doublement des sanctions* (p. 6292); *le retire* (ibid.); Art. 52 bis : *Son amendement relatif à l'avis du Ministère de la Reconstruction sur la transformation de l'usage d'un local d'habitation* (p. 6297); — des propositions de loi tendant à modifier la Haute Cour de justice : *Discussion générale* [4 mars 1948] (p. 1359, 1350, 1351); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à compléter la liste des jurés à la représentation proportionnelle si un parti est défaillant* [9 mars 1948] (p. 1577); *Son amendement tendant à fixer la liste des jurés avant l'ouverture de chaque session* (p. 1578, 1579); *Son amendement tendant à ce que le juré désigné fasse savoir son acceptation ou refus* (p. 1579, 1580); *Son amendement tendant à obliger les jurés suppléants à assister aux débats* (p. 1581, 1582); *Son amendement de forme* (p. 1582); *Amendement de M. Kriegel-Valrimont tendant à supprimer les sanctions contre les jurés défaillants* (p. 1586); — du projet de loi relatif à l'enfance délinquante, en qualité de *Rapporteur* [8 juin 1948] (p. 3270); — du projet de loi relatif à l'aménagement de la chute de Montpezat : *Discussion générale* [18 novembre 1948] (p. 7080, 7081). — Prend part à la discussion de la proposition de loi concernant la résiliation des contrats privés; Art. 2 : *Son amendement tendant*

à augmenter le délai laissé pour engager la procédure [25 novembre 1948] (p. 7229); — de la proposition de loi portant prorogation des baux à usage commercial, industriel ou artisanal; Art. 1^{er} : *Son amendement relatif au renouvellement normal du bail du locataire d'ici 1951* [28 décembre 1948] (p. 8064); Art. 2 : *Son amendement tendant à ne pas forclore les demandes de renouvellement de bail* (p. 8067); *le retire* (ibid.); — de la proposition de loi relative aux loyers, en qualité de *Rapporteur* [28 janvier 1949] (p. 226, 227); *Ses explications de vote sur le rejet de la proposition de résolution de Mme Rabaté* [4 février 1949] (p. 369); *Ses explications de vote sur le rejet de la proposition de loi de M. Minjot* (p. 379); Art. 2 : *Son amendement tendant à diminuer les loyers supérieurs à 300 0/0 du taux obtenu par le calcul de la surface corrigée* [8 mars 1949] (p. 1296, 1299); *Son amendement tendant à remplacer la valeur locative par le loyer* (p. 1299); Art. 1 bis : *Son amendement tendant à tenir compte des loyers en plus de la valeur locative* (p. 1309); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [14 avril 1949] (p. 2462); Art. 6 bis : *Amendement de M. Ramarony tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif à l'accord entre locataires et propriétaires sur le décompte de la surface corrigée* (p. 2469); — d'une proposition de loi relative à la domiciliation obligatoire des lettres de change et billets à ordre, en qualité de *Rapporteur* [1^{er} février 1949] (p. 277); — du projet de loi portant création d'un budget annexe des prestations familiales agricoles (*Sa demande de renvoi à la Commission de la justice*) [10 février 1949] (p. 475); — d'une proposition de loi portant prorogation des délais impartis aux locataires, en qualité de *Rapporteur* [17 février 1949] (p. 626); Article unique : *Contre-projet de M. Citerne tendant à porter à trois mois ce délai* (p. 627); — de la proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires de garnis et de chambres d'hôtel; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à exclure les locations en meublés consenties à titre individuel* [29 mars 1949] (p. 1805); Art. 3 : *Son amendement tendant à exclure de la loi les clients ayant un autre logement* (p. 1809); Art. 4 : *Son amendement relatif aux cas de renonciation au maintien dans les lieux* (p. 1809, 1810); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1812, 1813); — d'une

proposition de loi amendée par le Conseil de la République permettant résiliation de certains marchés et contrats; Art. 6 : *Son amendement tendant à ne modifier que la forme* [6 avril 1949] (p. 2122); — d'une proposition de loi relative à la domiciliation des lettres de change et billets à ordre, en qualité de *Rapporteur* [6 avril 1949] (p. 2123, 2124, 2125); — d'une proposition de loi relative à la rescision pour lésion de promesse de vente; Article unique : *Son amendement tendant à spécifier que la promesse de vente est unilatérale* [20 mai 1949] (p. 2727); — d'une proposition de loi relative à la publicité des protêts, en qualité de *Rapporteur* [20 mai 1949] (p. 2727, 2728); Art. 3 : *Procédure de la publicité des protêts* (p. 2728); Art. 5 : *Amendement de M. Delahoutre tendant à supprimer le deuxième alinéa* (p. 2729); — d'une proposition de loi relative aux loyers : *Discussion générale* [16 juin 1949] (p. 3386); — du projet de loi portant prorogation des attributions d'office de logements, en qualité de *Rapporteur* [24 juin 1949] (p. 3753); — du projet de loi portant suppression des cours de justice; Article additionnel : *Son amendement relatif aux affaires donnant lieu à réouverture à la suite de la découverte de charges nouvelles* [6 juillet 1949] (p. 4273); *Son amendement tendant à permettre à la Cour de justice de Paris de siéger jusqu'au 31 décembre 1949* (p. 4273); — d'une proposition de loi relative à l'allocation logement; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à financer l'allocation logement par la loi du 1^{er} septembre 1948* [8 juillet 1949] (p. 4399, 4400); — d'une proposition de loi portant révision de certaines rentes viagères; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à exclure les rentes d'origine délictuelle* [12 juillet 1949] (p. 4661); Art. 7 : *Son amendement tendant à prévoir le cas des rentes souscrites dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article* (p. 4667); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi relative à la détention préventive de résistants; Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer la loi à des actes n'ayant pas de rapport avec des faits de résistance* [29 juillet 1949] (p. 5484); — d'une proposition de loi relative aux locations-gérançes de fonds de commerce, en qualité de *Rapporteur* [8 novembre 1949] (p. 6013, 6014); Art. 2 : *Amendement de M. E. Rigal tendant à faire publier l'acte dans les dix jours suivant la date de son enregistrement* (p. 6015); *Amendement de M. E. Rigal tendant à sup-*

primer les troisième et cinquième alinéas prévoyant l'insertion au Bulletin officiel du registre du commerce (p. 6015); Art. 6 : Amendement de M. E. Rigal tendant à supprimer les articles 6, 7, 8 et 9 (p. 6016); Art. 10 : Amendement de M. Wasmer tendant à prévoir une indemnité de plus-value à la sortie du bail (p. 6017); Amendement de M. Citerne tendant à accorder le maintien dans les lieux aux locataires-gérants (p. 6017, 6018); Art. 11 : Amendement de M. Monidon relatif aux locataires-gérants lésés en temps de guerre (p. 6018). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : Discussion du projet sur les baux commerciaux [29 novembre 1949] (p. 6432); — pour une motion d'ordre (Discussion du projet relatif aux baux commerciaux) [16 décembre 1949] (p. 6953). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux baux commerciaux; en qualité de Rapporteur [16 décembre 1949] (p. 6953); Art. 1^{er} : Amendement de M. Citerne tendant à proroger la loi existante jusqu'au 1^{er} juillet 1950 (p. 6954, 6955); Art. 2 : Sa demande de disjonction (p. 6955); — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements : Discussion générale [2 mars 1950] (p. 1615); Sa demande de renvoi de la discussion (p. 1616); Art. 1^{er} : Son amendement tendant à supprimer l'article [21 mars 1950] (p. 2209); Art. 3 : Amendement de M. Ninive tendant à supprimer l'article limitant le droit de reprise aux propriétaires ayant acheté avant la loi [24 mars 1950] (p. 2347, 2348); Son amendement tendant à substituer « éviction » à « événement » (p. 2349); Amendement de M. Citerne tendant à intercaler dans l'article 20 de la loi du 1^{er} septembre 1948 les mots « au motif où » (p. 2350); — du projet de loi relatif à la prorogation des baux commerciaux : Discussion générale [23 mars 1950] (p. 2302, 2303); Art. 1^{er} : Son amendement tendant à proroger les textes existants jusqu'au 31 juillet 1950 [23 mars 1950] (p. 2305); — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de famille et immeubles, en qualité de Rapporteur suppléant [30 mars 1950] (p. 2664). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (Discussion de la proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements) [5 mai 1950] (p. 3313); — sur l'ajournement de la discussion d'un projet de loi instituant une aide financière au profit des économiquement faibles

pour couvrir leurs frais de déménagement [5 mai 1950] (p. 3333). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux indemnités de déménagement et de réinstallation; Art. 1^{er} : Son amendement tendant à n'accorder le bénéfice de la loi qu'aux personnes visées à l'article 40 de la loi du 1^{er} septembre 1948 [9 mai 1950] (p. 3387, 3388); Art. 3 : Amendement de forme (p. 3390); Art. 4 : Son amendement tendant à stipuler le remboursement de la prime en cas de fraude (p. 3391); — d'une proposition de loi modifiant la législation relative aux membres des familles ayant régné en France; en qualité de Rapporteur [16 mai 1950] (p. 3724, 3725); Question préalable posée par M. Toujas (p. 3726); Art. 2 : Amendement de M. Bardoux tendant à ne pas faire ratifier par le Parlement l'expulsion éventuelle des prétendants ou des membres de leur famille (p. 3727); — du projet de loi relatif à l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis : Suspension de séance [26 juillet 1950] (p. 6032); — du projet de loi relatif à l'équipement des entreprises par le recours au crédit; Art. 3 : Amendement de M. Garet tendant à porter à trois mois le délai dans lequel l'acheteur peut nantir le matériel acheté [27 juillet 1950] (p. 6094); Art. 4 : Son amendement tendant à faire conclure le nantissement dans les trois mois suivant la livraison (p. 6094); le retire (ibid.); Art. 6 : Son amendement tendant à supprimer l'alinéa relatif à la justification de l'apposition d'une plaque sur le matériel nanti (p. 6095); Art. 12 : Son amendement relatif au privilège du créancier nanti sur les biens qui deviennent immeubles par destination (p. 6095); le retire (ibid.); Art. 12 bis : Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à l'inscription hypothécaire (p. 6096); Art. 13 : Son amendement tendant à supprimer les deuxième, troisième et quatrième alinéas relatifs à la réalisation du gage (p. 6096); Art. 14 : Son amendement relatif au règlement de conflit entre les titulaires de nantissements successifs (p. 6096); le retire (ibid.); Art. 15 : Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux sanctions prévues (p. 6097); Art. 20 : Son amendement tendant à supprimer la deuxième phrase du quatrième alinéa (p. 6097); Art. 21 : Son amendement tendant à soumettre la quittance à un droit fixe (p. 6097); Art. 21 bis : Son amendement tendant à supprimer l'article (p. 6097); Art. 24 : Son amendement relatif au délai d'homologation des contrats de nantissement

(p. 6098); Art. 25 : *Son amendement relatif à l'application de l'article 406 du Code pénal aux acheteurs qui auront porté atteinte au nantissement* (p. 6099). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion des baux commerciaux*) [17 octobre 1950] (p. 6932). — Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 2 : *Amendement de M. Rollin tendant à amnistier les condamnations à la dégradation nationale quelle que soit la durée de leur peine* [10 novembre 1950] (p. 7637, 7638); Art. 13 : *Son sous-amendement tendant à prévoir un tour de priorité pour les résistants* [28 novembre 1950] (p. 8211, 8212); Art. 14 : *Amendement de M. Michelet tendant à prévoir des réintégrations par décret dans les fonctions publiques* (p. 8246); Art. 20 : *Son amendement tendant à limiter à vingt ans la durée minima de la dégradation nationale* [4 décembre 1950] (p. 8503, 8504); Article additionnel : *Amendement de M. Coudray tendant à indemniser les condamnés amnistiés après les autres sinistrés* (p. 8536, 8537); *Demande de disjonction des amendements relatifs à l'épuration administrative, présentée par la Commission* (p. 8550); *Son amendement tendant à supprimer l'article de la loi du 29 juillet 1949 qui maintient quatre cours de justice* (p. 8555, 8556); *Son amendement tendant à supprimer la contrainte par corps en matière de condamnation pour profits illicites* (p. 8557); *le retire* (p. 8558); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (8570, 8571); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 10 *ter* : *Son amendement tendant à remplacer « originaires d'Afrique française du Nord » par « musulmans nord-africains »* [2 janvier 1951] (p. 10, 11). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion du projet relatif aux baux commerciaux*) [21 novembre 1950] (p. 7966). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux industriels et artisanaux, en qualité de *Rapporteur* [14 décembre 1950] (p. 9058, 9059, 9060, 9061, 9062); *Question préalable posée par M. Garet* (p. 9064, 9065); *Discussion générale* (p. 9070, 9071, 9075); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Minjoz tendant à faire bénéficier les sociétés de la loi* (p. 9079); *Amendement de M. Wasmer relatif aux locaux accessoires dépendant de l'exploitation d'un fonds de commerce* (p. 9080); *Situation des établissements publics* (p. 9080);

Amendement de M. Rollin tendant à appliquer la loi aux officiers ministériels (p. 9081); *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à appliquer la loi aux concessions faites par des établissements publics ou les collectivités publiques* (p. 9081); *Amendement de M. Minjoz tendant à appliquer la loi aux sociétés qui construisent des locaux commerciaux* (p. 9082); *Amendement de M. Frédéric-Dupont relatif aux commerçants forains* (p. 9082); Art. 2 : *Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas faire de différence entre les baux écrits ou verbaux* (p. 9083); *Amendement de M. Rollin tendant à ne pas prévoir de restrictions quant aux conditions de l'exploitation par le locataire* (p. 9083, 9084); *Amendement de M. Grimaud tendant à préciser la date marquant le terme de la durée de jouissance requise pour le renouvellement du bail* (p. 9084); *Amendement de M. Minjoz tendant à assimiler certains exploitants à des propriétaires* (p. 9084); *Demande de réserver l'article présentée par M. Grimaud* (p. 9085); Art. 3 : *Congé et demande en renouvellement* (p. 9085, 9086); *Amendement de M. Grimaud relatif aux formalités de notification du congé* (p. 9086, 9087); *Sa demande de vote de l'amendement par division* (p. 9088); *Amendement de M. Cristofol tendant à ne pas renouveler le congé avant trois ans* (p. 9089, 9090); — d'une proposition de loi portant prorogation de certains baux à usage commercial, industriel ou artisanal, en qualité de *Rapporteur* [30 décembre 1950] (p. 9859); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Toujas tendant à ne proroger les textes en vigueur que jusqu'au 31 mars 1951* (p. 9862); Article additionnel : *Amendement de M. Péron tendant à ne pas faire jouer la clause résolutoire de bail à défaut de paiement si le locataire se libère dans un délai de un mois* (p. 9866, 9867); *Amendement de M. Ramarony tendant à ne pas opposer la loi au propriétaire évincé par décision de justice d'un local d'habitation qui veut reprendre un local commercial* (p. 9869); *Amendement de M. Pierre Chevallier relatif au cas des immeubles démolis puis reconstruits* (p. 9870); *Amendement de M. Grimaud tendant à rajuster provisoirement la valeur des loyers commerciaux* (p. 9871); *Amendement de M. Grimaud tendant à accorder la prorogation aux personnes épurées ou condamnées par une cour de justice* (p. 9872); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1950] (p. 9950); — du

projet de loi relatif à la législation sur les loyers en Algérie, amendé par le Conseil de la République; Art. 38 bis : Amendement de M. Dominjon tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au cas des économiquement faibles [30 décembre 1950] (p. 9876). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Sa proposition de réserver deux séances par semaine à la discussion du projet de loi relatif aux loyers commerciaux*) [25 janvier 1951] (p. 375). — Preud part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux, industriels et artisanaux; Article additionnel : *Son amendement relatif aux conditions nécessaires pour la dénonciation du bail par le bailleur* [6 février 1951] (p. 761); Art. 4 : *Son amendement donnant aux locataires congédiés le droit de demander le renouvellement du bail* (p. 762); Art. 5 : *Amendement de M. Minjot tendant à réduire le délai de trois à un mois* (p. 762, 763); Art. 6 : *Amendement de M. Hugonnier tendant à prévoir le payement d'une indemnité au cas de refus de renouvellement du bail* (p. 764, 765); Art. 7 : *Amendement de M. Triboulet tendant à permettre au propriétaire de refuser le renouvellement du bail moyennant une indemnité égale à deux ans de loyer* (p. 766); *Amendement de M. Citerne tendant à porter le délai prévu à trois mois pour l'examen par le locataire des propositions du propriétaire* (p. 767); *Amendement de Mme Reyraud relatif à un immeuble reconstruit où le locataire ne peut plus exercer sa profession* (p. 768); *Amendement de M. Coudray tendant à compléter les dispositions relatives au droit de priorité de location dans l'immeuble reconstruit* (p. 769, 770); — d'une proposition de loi relative à la composition et au fonctionnement du Conseil économique; Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir un représentant de l'habitat* [7 février 1951] (p. 853); *le retire* (p. 855); *Son sous-amendement tendant à prévoir un représentant de l'habitat* (p. 855, 856); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir un représentant de l'habitat* [13 mars 1951] (p. 1849, 1850); — d'une proposition de loi relative à la révision de certaines rentes et pensions; Art. 5 : *Son amendement tendant à majorer les rentes payées pour des ventes en usufruit* [13 mars 1951] (p. 1858, 1859, 1860); — du projet de loi

relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 10 bis : *Amendement de M. Bentaieb tendant à assurer l'honnêteté et la sincérité du vote en Algérie* [21 mars 1951] (p. 2419); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à prévoir que le juge des loyers pourra autoriser des expulsions sans relogement* [28 avril 1951] (p. 4161); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4167, 4168).

CHAZE (M. Gaston). — *Député des Basses-Pyrénées.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la comptabilité (p. 103); de la Commission des affaires étrangères [21 décembre 1946] (p. 201); de la Commission des affaires économiques [14 janvier 1947] (p. 5), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des pensions [1^{er} février 1950] (p. 858), [23 janvier 1951] (p. 348); titulaire de la Commission administrative [31 mai 1949] (p. 3011). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [15 juin 1948] (p. 3522), [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 8 mars 1949, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution de Mme Degron et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la réorganisation des services du Ravitaillement général, sous forme d'une direction unique rattachée au Secrétariat d'Etat aux Affaires économiques, n° 6709. — Le 8 mars 1949, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi modifiant l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique, n° 6710. — Le 28 juin 1949, une proposition de loi relative aux droits de patente, n° 7645.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi complétant et modifiant la législation économique ; Art. 5 : *Son amendement tendant à permettre au délinquant de se pourvoir devant la commission départementale* [14 février 1947] (p. 334); *le retire (ibid.)*; *Son amendement tendant à réprimer les délits de négligence, d'incendie et de sabotage commis par des fonctionnaires chargés du ravitaillement ou de la conservation des stocks* (p. 335); Art. 12 : *Son amendement tendant à maintenir la première partie de l'article visant l'obrogation de la loi du 14 mai 1946* (p. 340). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution accordant la prolongation de délai demandée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [17 février 1948] (p. 808); — du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées : Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à appliquer l'article sans tenir compte du prix d'achat du produit* [18 février 1948] (p. 864, 865); *le retire* (p. 865); — du projet de loi portant dissolution d'organismes professionnels et organisation transitoire de la répartition des produits industriels, en qualité de *Rapporteur* [19 mars 1948] (p. 2022, 2023); — du projet de loi relatif au dégageement des cadres : *Discussion générale* [27 mai 1948] (p. 2993, 2994, 2995); *Ses explications de vote sur l'article unique* [3 juin 1948] (p. 3182, 3183); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à aider les producteurs de fleurs et plantes à parfums : *Discussion générale* [8 juillet 1948] (p. 4495, 4496); — du projet de loi portant fixation du budget militaire de l'exercice 1948 ; MARINE : *Vote du chapitre 982 de l'état D déjà acquis* [9 juillet 1948] (p. 4567); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949, en qualité de *Rapporteur pour avis (Ses observations sur la réforme fiscale, la taxe à la production, la majoration d'un décime sur les impôts directs, la gestion des entreprises nationalisées)* [20 décembre 1948] (p. 7760, 7761, 7762); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses civiles ordinaires pour 1949; Art. 37 bis : *Amendement de M. Abelin tendant à faire rembourser les avantages perçus indûment par des fonctionnaires* [31 décembre 1948] (p. 8266); — du projet de loi amendé par le Conseil de la République, relatif aux Comptes spéciaux du

Trésor; Art. 37 septies : *Amendements de MM. Caron, Louvel et Poulain tendant à disjointer l'article relatif à la taxe d'encouragement à la production textile* [8 mars 1949] (p. 1363); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil (ravitaillement) : *Discussion générale* [30 mars 1949] (p. 1887, 1888); — d'une proposition de loi portant révision du montant des patentes en 1949 : *Discussion générale* [30 juin 1949] (p. 3993, 3994); Article unique : *Son amendement tendant à accorder des abattements de façon à ramener les recettes au niveau des prévisions des collectivités locales* [1^{er} juillet 1949] (p. 4014, 4015); *le retire* (p. 4015); Article additionnel : *Amendement de M. Guy Petit tendant à harmoniser le taux des abattements que voteront les Assemblées locales* (p. 4029); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4031); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [6 juillet 1949] (p. 4304, 4305). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Secours aux pêcheurs en chômage de Saint-Jean-de-Luz*) [15 février 1951] (p. 1179, 1180). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'interdiction du système de vente avec timbre prime amendée par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer l'article interdisant les ventes avec primes en nature* [14 mars 1951] (p. 1905); Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas interdire la distribution de petits objets publicitaires* (p. 1907); *le retire (ibid.)*; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES : Chap. 1620 : *Personnel du contrôle économique (Brigades polyvalentes)* [3 avril 1951] (p. 2599); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article unique (Suppression des zones de salaire)* [11 mai 1951] (p. 5084).

CHERRIER (M. Marcel), Député du Cher.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commis-

sion de la justice et de la législation [17 décembre 1946] (p. 102) ; de la Commission des pensions [17 décembre 1946, (p. 102), 26 janvier 1948, (p. 195), 18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de la défense nationale [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 290), [23 janvier 1951] (p. 347).

Dépôts :

Le 28 janvier 1947, une proposition de loi tendant à la titularisation des anciens combattants et des victimes civiles ou militaires de la guerre, pensionnés au titre de la loi du 31 mars 1919 ou de la loi du 20 mai 1946, employés ou ouvriers dans une administration publique, **n° 388**. — Le 31 janvier 1947, une proposition de loi tendant à faire entrer en compte, pour le calcul de pension, le temps passé dans les usines travaillant pour la défense nationale, aux ouvriers mobilisés pendant la guerre 1914-1918, détachés dans ces usines, s'ils sont rentrés ou s'ils sont restés après leur démobilisation au service de l'Etat, **n° 427**. — Le 13 février 1947, une proposition de loi tendant à prendre les mesures nécessaires pour mettre un terme aux lenteurs constatées dans la liquidation des pensions des fonctionnaires, ouvriers et ouvrières de l'Etat, **n° 532**. — Le 20 février 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi tendant à coordonner le régime de l'ordonnance du 2 février 1945 avec les régimes de retraites des lois des 14 avril 1924, 29 juin 1927 et 21 mars 1928, **n° 650**. — Le 20 février 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Yves Fagon et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux ouvriers des établissements industriels de l'Etat de faire valider en regard de leur régime des retraites le temps accompli en dehors des établissements par suite des hostilités, **n° 651**. — Le 17 juillet 1947, une proposition de loi tendant à étendre l'application de l'article 41 de la loi du 19 mars 1928 aux ouvriers anciens combattants soumis au régime de retraite de la loi du 21 mars 1928, **n° 2050**. — Le 24 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Yves Fagon tendant à autoriser les fonctionnaires et agents de l'Etat, ainsi que les ouvriers des établissements industriels de l'Etat, tributaires du régime de

pensions de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, à opter, pendant un délai de six mois, pour les régimes institués par les lois du 14 avril 1924 et du 21 mars 1928, **n° 2121**. — Le 24 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Jacques Gresa et plusieurs de ses collègues tendant à remettre en vigueur les dispositions de l'article 33 de la loi du 7 août 1913 concernant les ayants cause des retraités militaires proportionnels devenus fonctionnaires civils, **n° 2122**. — Le 19 août 1947, une proposition de loi tendant à permettre la validation au titre de la loi du 14 avril 1924, des années de services effectuées par des fonctionnaires anciens contremaîtres et contremaîtresses des écoles pratiques avant la nationalisation de celles-ci, **n° 2445**. — Le 21 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'orage et de la grêle qui ont ravagé la région de Dun-sur-Auron (Cher) le 28 juin 1947, **n° 2462**. — Le 5 décembre 1947, une proposition de loi relative à la remise en vigueur des dispositions de l'article 5 de la loi du 18 août 1936 concernant les mises à la retraite par ancienneté, **n° 2785**. — Le 13 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir d'urgence la nomenclature des formations militaires combattantes au cours de la guerre 1939-1945, **n° 3387**. — Le 27 février 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Vée et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux prisonniers et déportés leur maintien dans les administrations et services publics, jusqu'au licenciement total des agents de leur catégorie nommés postérieurement au 10 juillet 1940, **n° 3601**. — Le 19 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Marcel Hamon et plusieurs de ses collègues tendant à réintégrer certains fonctionnaires dans le droit que leur accordait, en ce qui concerne leur retraite, la loi du 18 août 1936, **n° 3877**. — Le 13 mai 1948, une proposition de loi tendant à étendre aux fonctionnaires, agents et ouvriers de l'Etat, anciens combattants de la guerre 1939-1945 les avantages de bonifications de services civils prévus par la loi du 9 décembre 1927, complétée par celle du 19 mars 1928, **n° 4192**. — Le 24 juillet 1948, un rapport au nom de la Com-

mission des pensions sur la proposition de loi de M. Bartolini et plusieurs de ses collègues tendant à étendre les dispositions de l'article 5 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 aux ouvriers des établissements industriels de l'Etat, soumis aux régimes de pensions des lois du 21 octobre 1949 et du 21 mars 1928, n° 5043. — Le 24 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Bartolini et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi pour la refonte de la loi de retraites du 21 mars 1928, des ouvriers et ouvrières des établissements industriels de l'Etat, n° 5044. — Le 24 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur : 1° la proposition de loi de M. Pourtalet et plusieurs de ses collègues étendant à tous les ouvriers régis par le statut du personnel travaillant dans les établissements et services dépendant du Ministère des Forces armées (Air, Guerre, Marine) le bénéfice de la loi de pension du 21 mars 1928 ; 2° la résolution de l'Assemblée de l'Union française tendant à inviter l'Assemblée Nationale à voter une loi étendant à tous les ouvriers régis par le statut du personnel, quel que soit leur statut d'origine et quel que soit leur lieu d'emploi, travaillant dans les établissements et services dépendant des Ministères des Forces armées (Air, Guerre, Marine), le bénéfice de la loi de pensions du 21 mars 1928, n° 5045. — Le 9 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Bartolini et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux retraités de l'Etat et des services publics une allocation exceptionnelle de 2.500 francs, n° 5749. — Le 25 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer l'article 18 du décret du 26 février 1897 qui détermine le taux des salaires des ouvriers et ouvrières de l'Etat d'après celui des industries similaires, n° 7285. — Le 21 juillet 1949, un rapport de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à la prise en compte pour la retraite, du temps de service accompli en vertu de la prolongation de l'activité autorisée par le décret du 18 décembre 1948, n° 7955. — Le 10 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de résolution : 1° de

M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin que soit réalisée dans les plus brefs délais la péréquation intégrale des retraites civiles et militaires (y compris les retraites des agents des collectivités locales) ; 2° de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte de la grande détresse des retraités civils et militaires, à réaliser effectivement et sans délai la péréquation intégrale des retraites, conformément aux dispositions des lois du 20 septembre 1948 (modifiant la loi du 14 avril 1924) et du 2 août 1949 (ouvriers des établissements industriels de l'Etat tributaires de la loi du 21 mars 1928), dispositions dont le bénéfice doit être également étendu aux agents des collectivités locales, de l'Imprimerie nationale et des régimes d'outre-mer, n° 8366. — Le 28 décembre 1949, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 49-1129 du 4 août 1949 relatif au contrôle des établissements publics et sociétés nationales se livrant à des études ou fabrications comportant un secret de la défense nationale, n° 8870. — Le 26 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur : 1° la proposition de loi de M. Bartolini et plusieurs de ses collègues tendant à verser pour les prochains trimestres à tous les retraités tributaires de la loi du 20 septembre 1948 et du 2 août 1949, le montant de deux versements trimestriels, jusqu'à la réalisation de la péréquation ; 2° la proposition de résolution de MM. Anxionnaz et Caillavet tendant à inviter le Gouvernement à augmenter l'avance sur pension versée aux fonctionnaires dont le droit à pension a été admis avant 1945, n° 9059. — Le 15 mars 1950, une proposition de loi tendant à réparer en partie les dommages causés aux victimes de la loi d'exception de Vichy, dite loi du 12 mai 1941, n° 9498. — Le 19 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue les 8, 9 et 15 juin 1950 sur différentes localités du département du Cher, notamment sur le territoire des communes de Châteaumeillant, Charenton, Saint-Amand, Saint-Georges-de-Poisieux, Saulzais-le-Potier, Bessais-le-Fromental, Laugère et Vierzon ; 2° à prendre d'urgence des mesures propres à indemniser ces sinistrés ; 3° à accorder aux sinistrés

l'exonération des impôts de 1950, n° 10340. — Le 4 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que le Ministère des Transports puisse assurer, comme par le passé, une charge de travail aux usines de réparations de wagons d'Orval et de la Précision moderne de Vierzon (Cher) afin d'éviter la fermeture de ces deux usines et tout licenciement de personnel, n° 10516. — Le 7 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 11179) de M. Poumadère et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réaliser rapidement la péréquation des retraites, afin qu'elle soit terminée au 1^{er} janvier 1951, et à accorder aux retraités des établissements d'Etat, arsenaux, poudreries, cartoucheries et à ceux des collectivités locales, des chemins de fer, etc., des avances importantes en attendant cette réalisation, n° 11552. — Le 8 février 1951, une proposition de loi tendant à réparer en partie les dommages causés aux victimes de la loi de Vichy dite loi du 12 mai 1941, n° 12126. — Le 15 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles dans le but de permettre à l'usine de réparations de wagons d'Orval (Cher), de soumissionner les commandes de réfections de wagons mise en adjudication par la S.N.C.F., afin de procurer une charge de travail au personnel de cette usine menacée de fermeture totale, n° 12221. — Le 1^{er} mars 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 11903) de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à verser aux retraités de l'Etat tributaires de la loi du 2 août 1949 : arsenaux (air-guerre-marine), poudreries, cartoucheries, magasins administratifs, etc., le montant de deux versements trimestriels, jusqu'à la réalisation de la péréquation qui s'impose impérieusement et qui est constamment et arbitrairement retardée, n° 12388. — Le 16 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 11913) de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier de l'allocation-logement les retraités de l'Etat ayant des enfants à charge et remplissant les conditions requises, n° 12539. — Le 16 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions

sur la proposition de loi (n° 11279) de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à l'extension aux retraités tributaires des lois des 20 septembre 1948 et 2 août 1949 des dispositions du décret n° 50-1358 du 31 octobre 1950 portant attribution d'un complément de rémunération à titre de minimum garanti, n° 12540. — Le 16 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 11241) de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 65 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 12541. — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 10363) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues revalorisant le taux et le maximum de l'allocation viagère accordée aux personnels auxiliaires temporaires des administrations et établissements publics de l'Etat par la loi validée du 18 septembre 1940, n° 12813. — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 11322) de M. Barthélemy et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le mode de calcul des retenues rétroactives effectuées pour la validation du temps de service de non titulaires des administrations publiques en vue de l'établissement du droit à pension d'ancienneté, n° 12814. — Le 16 mai 1951, une proposition de loi tendant à exonérer les viticulteurs du département du Cher, victimes des gelées d'avril 1951 : 1° de la distillation obligatoire pour la récolte 1950 ; 2° du blocage pour la récolte 1950 ; 3° des impôts fonciers pour terrains plantés en vigne et des impôts sur les bénéficiaires agricoles pour la récolte 1950, n° 13254.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi tendant à accorder aux fonctionnaires un acompte provisionnel : *Discussion générale* [16 juillet 1947] (p. 3081). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'administration centrale, en vue de sa réorganisation* [6 août 1948] (p. 5423, 5424) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et

militaires; Art. 64 : *Son amendement tendant à définir le minimum vital pour l'application de la loi* [6 août 1948] (p. 5497); — du projet de loi amendé par le Conseil de la République, portant ouverture de crédits provisoires pour les dépenses militaires de mars, avril et mai 1949; Art. 4 : *Ses observations sur le « Cormoran »* [10 mars 1949] (p. 1497, 1498); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour 1949; Etat A, Air, Chap. 332 : *Son amendement tendant à réduire de 500 millions les crédits pour les munitions de l'armée de l'Air* [17 juin 1949] (p. 3467); GUERRE, Chap. 133 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service du matériel du personnel civil extérieur* (p. 3498); Etat C, Chap. 130 : *Situation du personnel titulaire et auxiliaire des sociétés aéronautiques* [23 juin 1949] (p. 3699, 3700, 3701); — du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques; Art. 1^{er} ter : *Son amendement tendant à maintenir l'usine de la S. N. C. A. C. à Bourges* [28 juin 1949] (p. 3853); — d'une proposition de résolution relative à la péréquation intégrale des retraites civiles et militaires, en qualité de Rapporteur [24 novembre 1949] (p. 6210); — d'une proposition de résolution relative au versement trimestriel supplémentaire à certains retraités : *Son contre-projet invitant le Gouvernement à accorder à tous les retraités deux versements trimestriels en attendant la réalisation de la péréquation* [14 mars 1950] (p. 1976, 1977); *Ses explications de vote* (p. 1978); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Service de la documentation extérieure et du contre-espionnage : *Son amendement tendant à supprimer les crédits de ce service* [12 mai 1950] (p. 3660); JUSTICE, Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les cours d'appel (Suppression de trois Cours d'appel)* [1^{er} juin 1950] (p. 4127). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale une question relative au procès de l'ancien chef de la Gestapo de Bourges [16 juin 1950] (p. 4912). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien : *Discussion générale* [28 juillet 1950] (p. 6160, 6161); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer*

l'article permettant l'appel aux moments les plus favorables pour le Gouvernement [27 octobre 1950] (p. 7335); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Chap. 4 : *Libérations anticipées* [4 décembre 1950] (p. 8481, 8482); *Son amendement tendant à supprimer le chapitre* (ibid.); Art. 22 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux interdictions de séjour* (p. 8506); *Son amendement tendant à supprimer les deux derniers alinéas de l'article* (p. 8506); Art. 25 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux effets de l'épuration administrative* (p. 8543); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1951; AGRICULTURE, Chap. 3480 : *Amendement de M. Manceau tendant à supprimer les crédits pour le comité directeur du machinisme agricole* [23 décembre 1950] (p. 9591, 9592); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; JUSTICE, Chap. 1000 : *Ses observations sur l'emprisonnement du quartier-maître Henri Martin* [15 février 1951] (p. 1196); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Méfaits de la « régionalisation » et lenteur de l'examen des dossiers)* [15 mai 1951] (p. 5197); — du projet de loi relatif aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement en 1951; Etat A, JUSTICE MILITAIRE, Chap. 1080 : *Emprisonnement d'Henri Martin* [17 mai 1951] (p. 5377, 5378); AIR, Chap. 5005 : *Subventions aux constructions aéronautiques (Sabotage de l'industrie française par les Américains)* [18 mai 1951] (p. 5420).

CHEVALIER (M. Fernand), Député d'Alger (1^{er} Collège).

Son élection est validée [3 décembre 1946] (p. 46). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission de la marine marchande et des pêches [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des affaires économiques [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de l'agriculture [18 janvier 1949] (p. 34), [17 jan-

vier 1950] (p. 299); de la Commission des boissons [7 juin 1949] (p. 3172); [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommé par la Commission de l'intérieur en vue de la représenter au sein du Conseil supérieur des alcools [9 juin 1948] (**F. n° 252**). — Est nommé juré à la Haute Cour de Justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée) [1^{er} juin 1948] (p. 3049).

Dépôts :

Le 20 mai 1948, une proposition tendant à rendre applicable aux transports maritimes des passagers et des marchandises sur les lignes : ports de la Méditerranée, Algérie, les tarifs kilométriques pratiqués par la S. N. C. F., **n° 4264**. — Le 31 mars 1949, une proposition de loi portant abrogation des dispositions de l'ordonnance du 13 avril 1943 qui ont modifié en Algérie la législation sur les biens de l'Etat, de l'Algérie et du domaine public, **n° 6909**. — Le 14 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un comité de coordination des tarifs de transport, droits et taxes de transit de port et de tous les frais perçus pour le transfert des produits de l'Algérie en France métropolitaine, **n° 7122**. — Le 15 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reviser son interprétation des règles relatives au cumul d'une pension de retraite avec les émoluments afférents à un nouvel emploi, **n° 8701**. — Le 21 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application des dispositions envisagées dans le protocole du 7 mars 1950 signé entre la délégation française et la délégation italienne pour l'application du traité d'union douanière entre la France et l'Italie, **n° 9563**. — Le 22 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution de M. Gros et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à interdire l'importation, la fabrication et la mise en vente de boisson dite « coca-cola » ou de toute autre boisson similaire dans la métropole, en Algérie et dans les pays et territoires de l'Union française, **n° 10712**. — Le 16 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre sans délai les mesures nécessaires à l'assainissement du marché vinicole conformément aux dispositions

de l'article 75 du Code du vin et, à cet effet, à remettre en vigueur notamment l'article 395 du Code général des impôts (art. 53 du Code du vin. — Caisse annexe de la viticulture), **n° 12250**. — Le 19 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des boissons sur la proposition de résolution (n° 12250) de M. Fernand Chevalier tendant à inviter le Gouvernement à prendre sans délai les mesures nécessaires à l'assainissement du marché vinicole conformément aux dispositions de l'article 75 du Code du vin et, à cet effet, à remettre en vigueur notamment l'article 395 du Code général des impôts (art. 53 du Code du vin. — Caisse annexe de la viticulture), **n° 12558**. — Le 6 avril 1951, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les « économiquement faibles » d'achat de vin à prix réduit, **n° 12739**.

Interventions :

Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur les opérations électorales du département du Tarn-et-Garonne [28 novembre 1946] (p. 34). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le premier trimestre de l'exercice 1947 : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Moyens de transport entre la métropole et l'Algérie* [19 décembre 1946] (p. 168); — sur le projet de loi modifiant et complétant la législation économique, Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas considérer comme rétention de stocks la conservation de produits dont la qualité ne s'acquiert que par le vieillissement* [14 février 1947] (p. 332); *le retire* (ibid.); — sur la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel du blé, Art. 1^{er} : *Amendement de M. Mabrut tendant à appliquer au seigle les dispositions de l'article premier* [5 juin 1947] (p. 1934) — Participe à la discussion : du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4498, 4499, 4500), Art. 11 réservé : *Amendement de M. Giacobbi tendant à inclure un article nouveau relatif au vote par collègue séparé* [27 août 1947] (p. 4723); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à certaines dispositions financières en 1948, Art. 17 : *Droits sur les alcools* [30 décembre 1947] (p. 6596); *Son amendement relatif aux eaux-de-vie réglementées* (p. 6601); *le retire* (ibid.); *Son amendement de forme* (p. 6602); *Son amendement*

tendant à affecter le produit des augmentations du prix de cession des alcools d'Etat à la régie commerciale des alcools (p. 6602) ; Art 18 : *Son amendement aux tarifs appliqués aux manquants chez les marchands d'alcool* (p. 6603). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagements fiscaux, amendé par le Conseil de la République, Art. 29 (ex 52) : *Droits de consommation sur vins à appellation contrôlée* [10 juin 1948] (p. 3382, 3383, 3384) ; — du projet de loi tendant à modifier le statut viticole, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ne pas exiger de prestations d'alcool vinique pour la campagne 1948-1949* [25 novembre 1948] (p. 7239, 7240) ; — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières, Art. 8 : *Amendement de M. Yvon tendant à fixer à 175 millions de litres, au moins, le contingent d'essence attribué aux prioritaires* [25 mai 1949] (p. 2898) ; — d'une proposition de loi relative au prix du blé : *Discussion générale* [28 juillet 1949] (p. 5450). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard de l'Allemagne et de l'O. E. C. E. [15 novembre 1949] (p. 6119) ; la développe (*Ses observations sur le développement économique de l'Allemagne, le développement des territoires d'outre-mer et le plan d'investissement, un plan de relèvement économique et de création d'une Europe occidentale unie*) [24 novembre 1949] (p. 6218, 6219, 6220, 6221, 6222, 6223, 6224). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au prix de l'essence : *Discussion générale* [9 décembre 1949] (p. 6725, 6726) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Jules Julien tendant à insérer un article nouveau prévoyant l'écoulement de 1.200.000 litres d'alcool industriel* [20 décembre 1949] (p. 7022) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, Art. 5 : *Amendement de MM. Rabier et Moktari tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les investissements en Algérie* 28 décembre 1949] (p. 7489) ; — des interpellations sur les prix agricoles : *Sa demande de clore la discussion générale* [24 février 1950] (p. 1479) ; — d'une proposition de loi relative à l'emploi de certains produits végétaux dans les boissons non alcooliques, Art. 3 : *Son amendement tendant à appliquer la loi en Algérie et dans les territoires d'outre-mer* [28 février 1950] (p. 1535). — Dépose une demande d'interpellation sur le régime économique de l'alcool [2 mars 1950]

(p. 1619) ; la développe [31 mars 1950] (p. 2741, 2742, 2743, 2744, 2745) ; *Son ordre du jour demandant l'application du statut de l'alcool et la recherche de débouchés pour le sucre et l'alcool* [1^{er} avril 1950] (p. 2775). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, Art. 15 : *Fonds de soutien aux hydrocarbures et assimilés* [25 avril 1950] (p. 2817, 2818) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 ; Art. 3. Etat C : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement pour le fonds de progrès social d'Algérie* [26 avril 1950] (p. 2940, 2941) ; — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre, Art. 14 : *Amendement de M. Delcos tendant à établir une surtaxe sur les apéritifs anisés et à détaxer les vins* [24 juillet 1950] (p. 5871) ; — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles ; Budget annexe des prestations familiales agricoles : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [31 juillet 1950] (p. 6283) ; — du projet de loi relatif aux loyers en Algérie, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à faire fixer par le Gouvernement général les communes où le maintien dans les lieux ne sera plus appliqué* [29 novembre 1950] (p. 8289) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 10 *ter* : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à la désignation des assesseurs des bureaux de vote en Algérie* [28 avril 1951] (p. 4206, 4207).

CHEVALLIER (M. Jacques), député d'Alger
(1^{er} collège).

Son élection est validée [3 décembre 1946] (p. 46) = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103) ; de la Commission des moyens de communication et du tourisme [30 juin 1947] (p. 254), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 janvier 1950] (p. 300) ; de la Commission supé-

rieure des allocations familiales [4 février 1947] (p. 148); de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiante en Algérie [4 février 1947] (p. 148); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 [13 mai 1947] (p. 1582); [30 novembre 1948] (p. 7302). — Est désigné pour figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice (application de la loi du 27 décembre 1945) [6 décembre 1947] (p. 5536).

Dépôts :

Le 11 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 7847. — Le 27 octobre 1949, une proposition de loi portant modification de l'article 17 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions, n° 8266. — Le 27 octobre 1949, une proposition de loi portant reclassement des officiers retraités titulaires d'une pension définitive de mutilés de guerre, n° 8272. — Le 27 octobre 1949, une proposition de loi portant modification des articles 58 et 59 de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme des pensions civiles et militaires, n° 8273. — Le 27 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser les retraites des titulaires d'un livret de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, n° 8278. — Le 6 décembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 36 I de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 8610. — Le 29 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures urgentes de légitime défense active contre les entreprises antifrançaises d'un parti nationaliste étranger « dit communiste » et de ses organisations et publications satellites camouflées sous diverses étiquettes trompeuses, et à l'inviter, de plus, à ne pas admettre désormais sans contre-partie la propagande et les actions de l'U. R. S. S. dirigées contre l'Union française et ses institutions démocratiques, n° 9668. — Le 23 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre à l'Algérie les dispositions exonérant les personnes âgées de plus de 65 ans de la

moitié de la taxe de la radiodiffusion, n° 10003.

— Le 13 juin 1950, une proposition de loi tendant à appliquer à l'Algérie les dispositions de l'ordonnance du 2 février 1945 relative à l'enfance délinquante, n° 10268. — Le 13 juin 1950, une proposition de loi tendant à modifier et compléter la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, n° 10269.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur les opérations électorales du département d'Alger (2^e collège) [31 janvier 1947] (p. 122). — Participe à la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4492, 4493, 4494, 4495, 4496); *Articles additionnels* : *Amendements de M. M. Rabier et Moktari tendant à rendre obligatoire l'enseignement de l'arabe* [26 août 1947] (p. 4689, 4690). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales en Algérie ; *Article unique* : *Amendement de M. Rabier tendant à créer une nouvelle circonscription dans les territoires du sud* [12 février 1948] (p. 678); — des interpellations sur le fonctionnement de la Sécurité sociale : *Discussion générale* [13 juillet 1949] (p. 4706, 4707); — d'une proposition de résolution relative aux événements de Sidi Ali Bou-nab : *Urgence* [13 décembre 1949] (p. 6771, 6772); — du projet de loi relatif aux loyers en Algérie ; Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer la loi aux immeubles construits depuis le 31 décembre 1947* [29 novembre 1950] (p. 8291); Art. 4 : *Son amendement tendant à réputer locataires de bonne foi les occupants des locaux loués par l'armée* (p. 8291); Art. 9 : *Son amendement tendant à soumettre les litiges en instance à la nouvelle loi* (p. 8294); Art. 26 : *Son amendement tendant à prévoir des majorations semestrielles égales au 1/8^e du loyer actuel* [30 novembre 1950] (p. 8329); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à ce que la majoration définitive ne dépasse pas 100 0/0 par rapport aux loyers payés en juin 1950* (p. 8330); Art. 32 : *Son amendement tendant à prévoir un taux supérieur de 20 0/0 par rapport à la métropole pour le prix du mètre carré* (p. 8332, 8333); Art. 37 : *Son amendement tendant à mettre à la charge du propriétaire les grosses réparations seulement* (p. 8334); Art. 38 bis : *Son amende-*

ment tendant à ne pas dispenser définitivement de majoration de loyers les économiquement faibles (p. 8334, 8335, 8336). = Donne sa démission de Député [23 janvier 1951] (p. 346).

CHEVALLIER (M. Louis), Député de l'Indre.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34). Est élu secrétaire de cette Commission. [*J. O.* du 20 décembre 1946] (p. 10784). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [19 mai 1948] (p. 2732); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Appl. de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [4 mai 1948] (p. 2484), [1^{er} juin 1948] (p. 3049). — Est nommé juge suppléant à la Haute Cour de justice (Appl. de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

Dépôts :

Le 5 juillet 1948, une proposition de loi tendant à augmenter la taxe de frais de chambre de métiers, n° 4862. — Le 3 mai 1950, une proposition de loi tendant à accorder à l'Alliance française, association reconnue d'utilité publique, la garantie de l'Etat pour un emprunt de 150 millions de francs, n° 9838. — Le 15 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 9724) de MM. Theetten et Christiaens tendant à inviter le Gouvernement à procéder d'urgence à la reconstruction définitive du pont de Château-Rouge, à Tourcoing (Nord), n° 12515.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant réorganisation des compagnies républi-

caines de sécurité; Art. 3 : Amendement de M. Palewski tendant à recruter par priorité, jusqu'au 1^{er} mars 1948, parmi les licenciés [9 décembre 1947] (p. 5583). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents qui ont marqué l'exécution d'un jugement contre le journal *La Marseillaise*, à Châteauroux [31 décembre 1948] (p. 8346). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur la S. N. C. A. C.* [21 juin 1949] (p. 3568). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat C, Chap. 331 : *Matériel de série de l'armée de l'air* [23 juin 1949] (p. 3707). = S'excuse de son absence [6 avril 1949] (p. 2120), [5 décembre 1950] (p. 8618). = Obtient des congés [6 avril 1949] (p. 2120), [5 décembre 1950] (p. 8618).

CHEVALLIER (M. Pierre), Député du Loiret.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est nommé vice-président de cette Commission [8 décembre 1948] (F. n° 337). — Est nommé membre : de la Commission des finances [4 août 1950] (p. 6614), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des immunités parlementaires [25 avril 1950] (p. 2807). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944), Session du 7 décembre 1948 [30 novembre 1948] (p. 7302), Session du 14 juin 1949 [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement les mesures nécessaires en vue d'accorder aux vieillards des hospices une somme mensuelle de trois cents francs à titre d'argent de poche quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent, depuis le début de leur hospitalisation, n° 58. — Le 12

décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tous les non-producteurs le bénéfice des suppléments actuellement réservés aux seules communes prioritaires, n° 87. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à intégrer le personnel de la voirie départementale dans le service des ponts et chaussées et à donner aux cantonniers et chefs cantonniers les titres d'agents et de chefs de travaux, n° 88. — Le 17 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux villes de plus de 20.000 habitants le bénéfice du décret n° 46-2210 du 11 octobre 1946 relatif au paiement des émoluments des fonctionnaires et ouvriers, n° 140. — Le 17 décembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'article 82 de la loi municipale du 5 avril 1884, n° 141. — Le 17 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour modifier le paragraphe 2 de l'article 2 de l'ordonnance n° 455-2707 du 2 novembre 1945 relative à la réglementation des marchés des communes, des syndicats de communes et des établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance, n° 144. — Le 17 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux communes sinistrées la priorité dans l'attribution des matériaux nécessaires à la reconstruction et à la remise en état des immeubles et édifices faisant partie du domaine public communal, n° 145. — Le 27 décembre 1946, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire le branchement à l'égout dans la ville d'Orléans et à prévoir des facilités de financement pour les propriétaires des immeubles intéressés, n° 203. — Le 14 janvier 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 3 août 1946 en vue d'améliorer la situation des anciens fonctionnaires de l'Etat et des collectivités locales jouissant de petites retraites, n° 285. — Le 14 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour améliorer la situation des secrétaires de mairie et des employés de mairie et des employés des communes de moins de dix mille habitants, n° 286. — Le 21 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner aux locataires sinistrés et évincés pour des raisons d'urbanisme, une

option sur le local vacant de même nature le plus proche, n° 310. — Le 21 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en charge par le Ministère de l'Education nationale les frais d'aménagement, d'entretien et de fonctionnement des deux collèges, moderne et technique, de la ville d'Orléans, n° 348. — Le 28 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour accorder le bénéfice de la pension à certaines catégories de veuves et d'orphelins d'anciens militaires qui, jusqu'à ce jour, s'en trouvent privés de par les dispositions en vigueur, n° 386. — Le 28 janvier 1947, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les apiculteurs du statut du fermage, n° 387. — Le 28 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier le taux de la participation financière de l'Etat aux travaux collectifs ou privés ayant pour objet l'amélioration de l'habitat rural, n° 785. — Le 28 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire prendre en compte par l'Etat, pour la liquidation des pensions, les années de services effectuées dans la police municipale par les agents municipaux étatisés, n° 786. — Le 28 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 62 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, afin de permettre aux huissiers de représenter les sinistrés au même titre que les avocats, les avoués et les notaires, n° 787. — Le 11 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. Bouvier O'Cottureau tendant à inviter le Gouvernement à faire mettre à la disposition des municipalités des villes sinistrées les locaux militaires vacants, n° 900. — Le 25 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux propriétaires sinistrés une exonération d'impôts équivalant au montant des loyers dont ils ont été privés depuis la destruction de leurs immeubles, n° 1038. — Le 25 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier la procédure prévue dans le statut du fermage, n° 1039. — Le 26 mars 1947, une proposition de loi tendant à régulariser la situation des propriétaires sinistrés dont les immeubles ont été reconstruits par l'Etat au titre de « Chantiers d'expérimentation », n° 1067. — Le 4 mai 1947, une propo-

sition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer des indemnités de reconstitution aux cultivateurs dont les terrains ont été réquisitionnés pendant les hostilités par les troupes d'occupation, n° 1231. — Le 16 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux propriétaires sinistrés une exonération d'impôts équivalant au montant des loyers dont ils ont été privés depuis la destruction de leurs immeubles, n° 1335. — Le 15 juillet 1947, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi du 11 octobre 1946 aux commerçants et industriels français qui, avant le 3 septembre 1939, ont expédié des marchandises dans les pays d'Europe centrale et dont les débiteurs ont disparu, n° 2018. — Le 16 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer la carte de sinistré aux officiers et fonctionnaires coloniaux ou à toutes autres personnes qui ont perdu leur mobilier au cours de la guerre soit à la suite d'un naufrage de guerre, soit à la suite de la destruction d'un garde-meuble par faits de guerre, n° 2034. — Le 7 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi modifiant la législation des habitations à bon marché et instituant un régime provisoire de prêts, n° 2312. — Le 29 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer aux syndicats d'initiative des ressources financières leur permettant de remplir efficacement leur mission, n° 2754. — Le 24 février 1948, une proposition de loi tendant à compléter l'article 23 de la loi du 14 avril 1924, modifié par l'article 40 de la loi du 30 mars 1929 et par l'article 11 de la loi du 30 novembre 1941, n° 3519. — Le 24 février 1948, une proposition de loi tendant à assurer aux syndicats d'initiative des ressources financières leur permettant de remplir efficacement leur mission, n° 3520. — Le 5 mars 1948, une proposition de loi tendant à annuler un certain nombre de donations, partage entre vifs et licitations entre les enfants, faits à titre des partages anticipés avant 1939, n° 3690. — Le 8 mars 1948, une proposition de loi tendant à aggraver les peines encourues par les auteurs d'écrits diffamatoires en cas de récidive, n° 3712. — Le 13 mai 1948, une proposition de loi tendant à modifier le taux de la participation financière de l'État aux travaux

collectifs ou privés ayant pour objet l'amélioration de l'habitat rural, n° 4155. — Le 10 juin 1948, une proposition de loi tendant à autoriser les municipalités des communes de moins de 2.000 habitants à inscrire sur leur budget le montant des frais d'intérim du secrétaire de mairie pendant son congé annuel, n° 4515. — Le 23 juin 1948, une proposition de loi tendant à réglementer les droits des commerçants locataires d'immeubles sinistrés par faits de guerre et dans lesquels ils exerçaient leurs professions, n° 4668. — Le 30 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à l'établissement de tables décennales d'état civil, n° 4777. — Le 23 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux propriétaires sinistrés déclarés prioritaires par décision des commissions départementales les mêmes avantages que ceux dont bénéficient les établissements industriels et commerciaux dans l'article 5 de l'arrêté ministériel du 16 octobre 1947 sur les associations syndicales de remembrement, n° 5346. — Le 14 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir les crédits nécessaires pour indemniser les cultivateurs du département du Loiret sinistrés au cours de l'été 1948, n° 5806. — Le 1^{er} février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi visant à l'aménagement et à l'amélioration du cours de la Loire, n° 6252. — Le 25 février 1949, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi relatif à la réparation des dommages de guerre intéressant les betteraves industrielles, sucres et alcools de betteraves, n° 6594. — Le 6 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proroger de deux mois le délai fixé pour la liquidation et la dévolution du patrimoine de l'Entr'aide française, n° 6941. — Le 14 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi visant à exonérer d'une partie importante de leurs impôts certains grands malades dont l'incapacité de travail peut être évaluée à 100 0/0, n° 7097. — Le 14 avril 1949, une proposition de loi relative aux activités industrielles ou commerciales de l'État, des établissements publics nationaux, des entre-

prises publiques et sociétés d'économie mixte, **n° 7118** — Le 9 juin 1949, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les propriétaires d'immeubles sinistrés et reconstruits d'une exemption de l'impôt foncier, **n° 7391**. — Le 14 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer aux orphelins de guerre certaines dispositions du régime de la sécurité sociale, **n° 7437**. — Le 14 juin 1949, une proposition de loi tendant à soustraire une catégorie de sinistrés à certaines dispositions de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 7438**. — Le 19 juillet 1949, une proposition de loi tendant à accorder un congé supplémentaire aux veufs, pères de famille, et exerçant une activité salariée, **n° 7915**. — Le 13 octobre 1949, une proposition de loi tendant à restituer à certaines catégories d'anciens propriétaires expropriés pour des raisons d'urbanisme et d'aménagement, dans le cadre de l'acte dit loi du 11 octobre 1940, modifié par les actes dits lois des 10 février 1941 et 12 juillet 1941, leurs immeubles lorsque ces derniers n'ont pas été démolis et ne le seront pas dans un délai d'un an, **n° 8138**. — Le 13 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à redonner le caractère viager à la médaille d'honneur départementale et communale, **n° 8187**. — Le 13 octobre 1949, une proposition de loi tendant à faire supporter par l'Etat les indemnités pour charges extra-contractuelles subies dans l'exploitation et la distribution du gaz, réclamées aux villes et communes par les anciennes compagnies gazières, **n° 8188**. — Le 25 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer l'autorisation préalable à laquelle sont encore soumis certains travaux de réparation et de construction, **n° 8236**. — Le 1^{er} décembre 1949, une proposition de loi tendant à autoriser les associations syndicales de sinistrés et les coopératives de reconstruction à acheter des créances de dommages de guerre pour les répartir entre leurs adhérents suivant les besoins de ces derniers, **n° 8570**. — Le 31 janvier 1950, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 120 du décret de réforme fiscale relatif au versement anticipé des impôts, **n° 9113**. — Le 21 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour

que les bénéficiaires des péréquations de retraite ne soient pas pénalisés par le retard de rajustement de leurs pensions, **n° 9555**. — Le 25 avril 1950, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, relatif à la réparation des dommages de guerre intéressant les betteraves industrielles, sucres et alcools de betteraves, **n° 9713**. — Le 2 mai 1950, une proposition de loi tendant à attribuer aux commerçants locataires sinistrés et évincés, les locaux reconstruits et vacants, de même nature, et les plus proches de l'endroit où ils exerçaient, antérieurement au sinistre, leur profession, **n° 9829**. — Le 16 mai 1950, une proposition de loi tendant à rendre la communauté des chasseurs en forêt responsable collectivement des dégâts dus à des sangliers, **n° 9957**. — Le 29 juin 1950, une proposition de loi tendant à abroger l'article 67 de la loi du 14 avril 1924 et l'article 49 de la loi du 20 septembre 1948 sur les pensions civiles et militaires, **n° 10468**. — Le 19 juillet 1950, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article premier de la loi du 14 août 1947 relative au financement des travaux d'équipement rural, **n° 10641**. — Le 24 juillet 1950, une proposition de loi tendant à accorder un congé supplémentaire aux veufs, pères de famille, exerçant une activité salariée, **n° 10731**. — Le 22 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier la législation sur la translation des débits de boissons sinistrés, **n° 11390**. — Le 13 décembre 1950, une proposition de loi tendant à faciliter aux jeunes ménages et aux ouvriers agricoles l'accession à la condition d'exploitants, **n° 11602**. — Le 11 janvier 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 42 de la loi n° 45-0195 du 31 décembre 1945 concernant la création ou l'extension des établissements industriels et commerciaux, **n° 11897**. — Le 6 mars 1951, une proposition de loi relative au montant maximum des prêts consentis aux particuliers par les organismes d'habitations à bon marché et de crédit immobilier, **n° 12421**. — Le 15 mars 1951, une proposition de résolution tendant à exprimer l'émotion ressentie par l'Assemblée Nationale devant les mesures qui empêchent la publication d'un journal indépendant de Buenos-Ayres, **n° 12489**. — Le 21 mars 1951, une

proposition de loi tendant à faciliter la solution des conflits du travail, n° 12653. — Le 4 avril 1951, une proposition de loi tendant à modifier le calcul de la taxe proportionnelle, n° 12683. — Le 11 avril 1951, une proposition de loi tendant à autoriser des mesures provisoires urgentes pour la préservation des enfants objets de mauvais traitements, n° 12759. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11764) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'équipement pour l'exercice 1951 (Défense nationale : Dispositions concernant le budget annexe du Service des essences et le budget annexe du Service des poudres), n° 13204.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et communes : *Discussion générale* [5 décembre 1947] (p. 5512, 5513). — Pose à M. le Ministre de la Justice une question relative aux tribunaux paritaires d'arrondissement et aux allocations d'essence [28 mai 1948] (p. 3031). — Prend part à la discussion : d'un rapport concernant les subventions spéciales aux budgets communaux : *Discussion générale* [2 décembre 1948] (p. 7356); — de la proposition de loi relative aux droits des commerçants locataires d'immeubles sinistrés; Art. 2 : *Son amendement tendant à autoriser le commerçant à changer la nature de son commerce* [28 décembre 1948] (p. 8071). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation financière et budgétaire des collectivités locales [20 janvier 1949] (p. 63). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [27 janvier 1949] (p. 187, 188, 189). — Dépose une demande d'interpellation sur la liquidation par le Gouvernement de l'Entraide française [8 février 1949] (p. 429); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [22 février 1949] (p. 796, 797); la développe [10 mars 1949] (p. 1480, 1481, 1482, 1483). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Débat sur son interpellations sur la dissolution de l'Entraide française*) [8 mars 1949] (p. 1340). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget des dépenses mili-

itaires; Etat A, Air, Chap. 923 : *Etudes et prototypes* [17 juin 1949] (p. 3487, 3488); — d'une proposition de loi relative à l'allocation logement, amendée par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ne pas accorder l'allocation logement aux jeunes ménages sans enfants* [28 juillet 1949] (p. 5398). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Bidault*) [27 octobre 1949] (p. 5933, 5934). — Prend part à la discussion : du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Ses explications de vote sur l'article unique* [28 janvier 1950] (p. 696); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour la réparation des dommages de guerre; Art. 11 : *Son amendement tendant à faciliter l'acquisition de créances de dommages de guerre par les associations et coopératives de reconstruction* [28 mars 1950] (p. 2515, 2516); le retire (p. 2516); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 7 : *Son amendement tendant à établir les primes en fonction des surfaces habitables construites* [28 avril 1950] (p. 3074); *Son amendement tendant à interdire de transformer des locaux d'habitation construits avec l'aide de l'Etat en locaux commerciaux* (p. 3079, 3080); *Son amendement tendant à appliquer les primes, non seulement pour 1950, mais pendant l'exercice budgétaire 1950* (p. 3080); Art. 9 : *Son amendement tendant à substituer l'appellation « habitation à loyer modéré » à « habitation à bon marché »* (p. 3083); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 7 : *Son amendement tendant à ne pas accorder de primes de construction pour les logements de fonction et les résidences secondaires* [19 juillet 1950] (p. 5624); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; EDUCATION NATIONALE, Chap. 3780 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour la restauration des monuments historiques privés (Châteaux du Val de Loire)* [18 juillet 1950] (p. 5539, 5540); le retire (*ibid.*); Chap. 5550 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour la subvention aux musées de France (Entretien des musées de peinture)* [19 juillet 1950] (p. 5596, 5597); le retire (p. 5597); — des interpellations sur les événements d'Indochine : *Son ordre du jour de*

confiance au Gouvernement [19 octobre 1950] (p. 7013); — des interpellations sur le réarmement allemand : *Son ordre du jour de confiance au Gouvernement* [25 octobre 1950] (p. 7211); *Son nouvel ordre du jour de confiance au Gouvernement* (p. 7226); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 3 : *Sa demande de suspension de séance* [27 octobre 1950] (p. 7334); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7345); — des interpellations sur la situation en Indochine : *Son ordre du jour de confiance au Gouvernement* [22 novembre 1950] (p. 8046, 8055). — Dépose une demande d'interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 (Affaire Jules Moch) [29 novembre 1950] (p. 8279); la développe (p. 8280) : *Son ordre du jour rendant hommage à M. Jules Moch et faisant confiance au Gouvernement* (p. 8284). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Demande de renvoi à la Commission, présentée par M. Mendès-France* [27 décembre 1950] (p. 9685, 9686, 9687, 9688); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à augmenter l'impôt sur les sociétés de 24 à 34 0/0, les taxes d'enregistrement de 20 0/0, la taxe à la production de 13,5 à 14,5 0/0 et les droits de douanes sur les produits pétroliers de 15 0/0* [29 décembre 1950] (p. 9817); — d'une proposition de loi portant prorogation de certains baux à usage commercial, industriel ou artisanal; Article additionnel : *Son amendement relatif au cas des immeubles démolis puis reconstruits* [30 décembre 1950] (p. 9870); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Son contre-projet tendant à élire les députés au scrutin d'arrondissement uninominal à deux tours* [23 février 1951] (p. 1569); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [26 avril 1951] (p. 4037, 4038); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à prévoir le scrutin uninominal d'arrondissement à deux tours* (p. 4046); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 11 : *Son amendement tendant à ne pas accorder la préemption au locataire si le terrain doit être bâti* [6 avril 1951] (p. 2864); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; **DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION**, Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa accordant la priorité aux projets portant*

accord des propriétaires sinistrés sur ceux n'ayant pas l'accord unanime [13 avril 1951] (p. 3279); Art. 25 : *Son amendement relatif à la cession des dommages de guerre* [18 avril 1951] (p. 3457); Art. 26 : *Son amendement tendant à substituer une autorisation administrative à l'autorisation judiciaire pour les mutations de dommages de guerre* (p. 3460); Art. 2 : *Situation des sinistrés manquant de liquidités* (p. 3470); Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa accordant des primes à la construction sur tout le territoire* [19 avril 1951] (p. 3516, 3517); Art. 26 : *Son amendement relatif aux formalités de mutation des biens sinistrés* (p. 3528); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à affecter un milliard au fonds national d'aménagement du territoire* [19 avril 1951] (p. 3545); *Son amendement relatif aux activités du fonds national d'aménagement du territoire* (p. 3546); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à prévoir le scrutin uninominal à deux tours* [28 avril 1951] (p. 4193); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant ouverture de crédits militaires supplémentaires pour 1951, en qualité de *Rapporteur pour avis* [17 mai 1951] (p. 5350, 5351). = S'excuse de son absence [4 février 1947] (p. 148), [8 mai 1947] (p. 1505), [3 mars 1949] (p. 1157). = Obtient des congés [4 février 1947] (p. 148), [8 mai 1947] (p. 1505), [3 mars 1949] (p. 1157).

CHEVIGNÉ (M. Pierre de), Député des Basses-Pyrénées.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [25 janvier 1951] (p. 364); de la commission de défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194); de la commission des territoires d'outre-mer [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice [15 juillet 1947] (p. 3016).

Dépôt :

Le 17 juillet 1947, un avis au nom de la commission des affaires étrangères sur le projet de

loi approuvant une convention passée avec la Banque de Syrie et du Liban, n° 2059.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires); FRANCE D'OUTRE-MER: *Discussion générale* [23 décembre 1946] (p. 352). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question concernant les rapports franco-égyptiens [18 juillet 1947] (p. 3180). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (Dépenses militaires) pour les mois d'août à novembre 1947 : *Discussion générale* [31 juillet 1947] (p. 3793, 3794); — de l'interpellation de M. Michel sur les incidents sanglants de Valence (*Libération de Mme Ginollin par la Gestapo*) [5 décembre 1947] (p. 5520). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 6 décembre 1947 : *Attitude de Mme Ginollin en 1940 et ses efforts pour la réparation de l'Humanité* [9 décembre 1947] (p. 5560, 5561, 5562, 5563). — Est entendu sur un rappel au règlement : *Attitude de Mme Ginollin en 1940 et ses tentatives en vue de la réparation de l'Humanité* [11 décembre 1947] (p. 5623, 5624). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les dépenses militaires du premier trimestre 1948; Art. 9 : *Amendement de M. de Récy tendant à supprimer l'article* [30 décembre 1947] (p. 6553, 6554); — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Discussion générale (Ses observations sur son rôle dans la répression à Madagascar)* [27 janvier 1950] (p. 624, 625); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [3 novembre 1950] (p. 7444); Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer l'article n'étendant pas le chapitre aux condamnations prononcées par la Haute Cour de justice* [17 novembre 1950] (p. 7892). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement en Indochine [14 novembre 1950] (p. 7686); la développe [22 novembre 1950] (p. 8008, 8009, 8010); — sur le double accident mortel survenu le 19 décembre 1950 à Mont-de-Marsan [21 dé-

cembre 1950] (p. 9431). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1280 : *Amendement de M. Arthaud tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les magistrats des territoires d'outre-mer (Massacres de Madagascar)* [4 avril 1951] (p. 2703, 2708). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement [12 avril 1951] (p. 3206). — S'excuse de son absence [10 février 1948] (p. 567), [4 janvier 1951] (p. 141), [1^{er} février 1951] (p. 616). — Obtient des congés [10 février 1948] (p. 567), [4 janvier 1951] (p. 141), [1^{er} février 1951] (p. 616).

CHEVRIN (Mme Angèle), Député du Cher.

Son élection est validée [31 mars 1950] (p. 2694). — Est nommée membre : de la Commission des moyens de communication et du tourisme [16 mai 1950] (p. 3674); [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des pensions [12 juin 1950] (p. 4599); [23 janvier 1951] (p. 348).

Dépôts :

Le 21 juin 1950, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Marcel Noël et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour assurer le départ gratuit en colonies de vacances — voyage et séjour compris — des orphelins pupilles de la nation dont les parents ou tuteurs en auront fait la demande et pour les pupilles de la nation se rendant individuellement en vacances, n° 10387. — Le 26 avril 1951, une proposition de loi tendant à supprimer les taxes sur les principaux articles, denrées ou objets de première nécessité tels que viande, sucre, vin, vêtements et chaussures, n° 12979.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; TRA-

VAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 1260 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour indemnités aux conducteurs de chantiers et agents de travaux des ponts et chaussées* [7 juin 1950] (p. 4404); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif : *Discussion générale* [26 octobre 1950] (p. 7271, 7272). — Dépose une demande d'interpellation sur la dissolution de la Fédération démocratique internationale de femmes [30 janvier 1951] (p. 519), et est entendue sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [13 février 1951] (p. 1073, 1074). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1360 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les établissements secondaires (Distribution de tracts de recrutement militaire)* [21 avril 1951] (p. 3707, 3708); P. T. T., Chap. 1230 : *Amendement de M. Giovoni tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour pose de lignes télégraphiques (Primes d'insularité aux postiers de Corse)* [2 mai 1951] (p. 4471, 4472); Chap. 1260 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour rémunération des gérants de bureaux secondaires* (p. 4473, 4474); Chap. 4010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'allocation logement (Logement des fonctionnaires)* (p. 4481); Article additionnel : *Son amendement tendant à régulariser la situation des gérants d'agences postales* [4 mai 1951] (p. 4520, 4521).

CHOMBARDE DE LAUWE (M. Jacques)
[Voy. **FÉLIX (Colonel)**].

CHRISTIAENS (M. Louis), Député du Nord
(2^e circonscription).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 101), [26 janvier 1948] (p. 964), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des finances [30 novembre 1948] (p. 7302); de la Commission de la défense nationale [18 janvier

1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299) [23 janvier 1951] (p. 347). Est nommé secrétaire de cette Commission [J. O. du 20 janvier 1949] (p. 782), [J. O. du 19 janvier 1950] (p. 716), [J. O. du 25 janvier 1951] (p. 882). — Est nommé membre : de la Commission des boissons [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission de la production industrielle [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé par la Commission des affaires économiques en vue de la représenter au sein de conseil supérieur des alcools [16 juin 1948] (J. O., p. 5965). — Est désigné par la Commission de la défense nationale pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des crédits affectés à la Défense nationale. (Application de l'article 71 de la loi du 21 mars 1947.) [15 mars 1950] (**F. n° 527**), [24 février 1951] (**F. n° 680**).

Dépôts :

Le 20 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer les points textiles, **n° 1353** — Le 30 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter l'attribution des voitures automobiles au secteur privé de la métropole, **n° 2172**. — Le 1^{er} août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour abroger l'article 112 bis du Code général des impôts directs qui taxe arbitrairement les sociétés de famille, **n° 2222**. — Le 3 février 1948, une proposition de loi tendant à proroger d'un mois la date d'expiration de l'émission de la première tranche de l'emprunt de reconstruction et d'équipement ainsi que la date d'émission des deux autres tranches, **n° 3217** — Le 18 février 1951, une proposition de loi sur le renouvellement des baux commerciaux (délais pour demande de renouvellement et indemnités d'éviction), **n° 3447**. — Le 18 février 1948, une proposition de loi sur le renouvellement des baux commerciaux (droit de reprise et indemnité d'éviction), **n° 3448**. — Le 18 février 1948, une proposition de loi sur le renouvellement des baux commerciaux (applicables aux établissements ayant plusieurs magasins), **n° 3449**. — Le 18 février 1948, une proposition de loi sur le renouvellement des baux commerciaux (refus de renouvellement), **n° 3450**. — Le 18 février 1948, une proposi-

tion de loi sur le renouvellement des baux commerciaux (indemnité d'éviction) n° 3451. — Le 24 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir à 6 0/0 le taux de la remise allouée aux débiteurs de tabacs et à instituer la livraison gratuite des produits du Monopole au domicile de ces derniers, n° 3524. — Le 9 juin 1949, une proposition de loi tendant à la création d'un contingent spécial de croix de chevalier de la Légion d'honneur, en faveur des médaillés d'honneur du travail sexagénaires, n° 7395. — Le 26 juin 1949, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1949 (France d'outre-mer : II. — Dépenses militaires), n° 7472. — Le 16 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer des droits de douane à l'égard des pâtes à papier, des papiers, cartons et vieux papiers, n° 8749. — Le 23 février 1950, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 9288. — Le 4 mai 1950, un avis au nom de la commission de la défense nationale sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires de fonctionnement et d'investissement pour l'exercice 1950 (France d'outre-mer : II. — Dépenses militaires), n° 9846. — Le 30 juin 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à aggraver les pénalités prévues pour les auteurs de coups et blessures sur les enfants, n° 10510. — Le 15 février 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 15 février 1902 sur la protection de la santé publique, n° 12237.

Interventions :

Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [3 décembre 1946] (p. 47). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, Exercice 1947); Art. 130 septième: *Son article additionnel tendant à permettre la constitution en franchise d'impôt, de provisions pour renouvellement de stocks* [30 mai 1947] (p. 1843). — Participe à la discussion de l'interpellation de M. Fernand Grenier relative à la dévolution des biens des entreprises de presse [20 juin 1947] (p. 2269). — Prend part à la discussion : du projet de loi

instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* [5 janvier 1948] (p. 91, 92); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948, dépenses civiles); Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1091, 1092); — du projet de loi portant création d'une caisse de compensation des charges résultant de l'emploi des travailleurs frontaliers; Art 1^{er} : *Son contre-projet distinguant travailleurs frontaliers et saisonniers* [30 juin 1948] (p. 4173); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et augmentation d'impôts amendé par le Conseil de la République; Art, 6 bis : *Autorisation de fabriquer des apéritifs alcoolisés* [24 septembre 1948] (p. 6894); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour janvier-février 1949; en qualité de *Rapporteur pour avis du budget de l'Air* [31 décembre 1948] (p. 8281, 8282); — de la proposition de loi relative à la législation contre l'alcoolisme; Article unique : *Son amendement tendant à supprimer l'article 7 de la loi du 24 septembre 1941 relative aux heures de consommation des alcools* [1^{er} février 1949] (p. 278); *le retire* (ibid.). — Pose une question à M. le Ministre des Travaux publics relative à l'approvisionnement des économats et coopératives de la S. N. C. F. [18 février 1949] (p. 696). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur les importations d'agrumes d'Espagne et d'Italie)* [25 février 1949] (p. 994, 995); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur pour avis* [22 juin 1949] (p. 3643, 3644, 3645, 3646); Chap. 359 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service automobile* [23 juin 1949] (p. 3691); *le retire* (p. 3692); Chap. 953 : *Amendement de M. Manceau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la motorisation et la mécanisation des unités* (p. 3694); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour ce chapitre* (p. 3694); *le retire* (ibid.); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 25 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre les amendements à l'article majorant la taxe à la production* [30 décembre 1949] (p. 7597, 7598);

— du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950, en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 mai 1950] (p. 3458, 3459, 3460); Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1520 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour la solde des officiers (cercle de l'Adrar en Mauritanie)* [11 mai 1950] (p. 3610); Chap. 1530 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des troupes (primes d'engagement)* (p. 3611, 3612); — du projet de loi portant ouverture de crédits militaires supplémentaires pour 1951, en qualité de *Rapporteur pour avis* [17 mai 1951] (p. 5354, 5355). — S'excuse de son absence [6 février 1947] (p. 188), [20 février 1947] (p. 387), [16 mai 1947] (p. 1630), [17 mai 1949] (p. 2536), [7 mai 1951] (p. 4778). — Obtient des congés [6 février 1947] (p. 188), [20 février 1947] (p. 387), [16 mai 1947] (p. 1630), [17 mai 1949] (p. 2536).

CITERNE (M. Gabriel), Député des Deux-Sèvres.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102), [21 mai 1949] (p. 2760) 19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la justice et de législation [21 janvier 1947] (p. 27), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission du ravitaillement [1^{er} février 1949] (p. 266); de la Commission chargée d'enquêter sur les problèmes du vin [15 février 1949] (p. 563). — Est nommé juge titulaire à la Haute Cour de justice (appl. de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

Dépôts :

Le 20 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. André Mercier (Oise)

et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 2 de la loi du 18 avril 1946 concernant la propriété commerciale, n° 1781. — Le 9 août 1947, une proposition de loi portant modification de la loi du 30 juillet 1947 prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers de locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 2375. — Le 18 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi relatif à la prescription des obligations nées entre commerçants à l'occasion de leur commerce, n° 2905. — Le 22 décembre 1947, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Serre et plusieurs de ses collègues rendant applicable à l'Algérie l'ordonnance du 22 mai 1945 élargissant les avantages institués par le décret-loi du 1^{er} juin 1940 en matière de baux à ferme au profit des preneurs mobilisés, n° 2984. — Le 24 décembre 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale, n° 2993. — Le 15 janvier 1948, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 47-1679 du 3 septembre 1947 ayant modifié celle du 18 avril 1946 réglant les rapports entre locataires et bailleurs, en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 3117. — Le 9 mars 1948, une proposition de loi tendant à supprimer la contrainte par corps, n° 3725. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1^o de M. Citerne et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n° 47-1679 du 3 septembre 1947 ayant modifié celle du 18 avril 1946 réglant les rapports entre locataires et bailleurs, en ce qui concerne les baux à loyer d'immeubles ou locaux à usage commercial, industriel ou artisanal; 2^o de M. Charlet et plusieurs de ses collègues, conseillers de la République, complétant la loi n° 47-1679 du 3 septembre 1947 qui règle les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles et de locaux à usage commercial ou industriel, n° 3785. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1^o de M. Montillot tendant à compléter une disposition de la loi du 18 avril 1946 sur

les baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel; 2° de M. Triboulet tendant à modifier l'article 3 de la loi du 30 juin 1926, modifiée par la loi du 18 avril 1946 concernant la révision des baux commerciaux; 3° de M. Charpin et plusieurs de ses collègues tendant à interpréter l'article 3, paragraphe 8, de la loi du 30 juin 1926, modifiée par la loi du 18 avril 1946, sur la révision triennale du loyer en matière de propriété commerciale, **n° 3786**. — Le 16 mars 1948, une proposition de loi relative à la modification des articles premier, 5 et 8 de la loi du 21 novembre 1872 sur le jury, **n° 3806**. — Le 27 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remédier à la situation critique des marais, des vallées de la Sèvre, du Mignon et des Autises, **n° 4331**. — Le 4 juin 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, **n° 4474**. — Le 19 novembre 1948, une proposition de loi tendant à proroger de plein droit, jusqu'au 1^{er} janvier 1950, les baux à usage commercial, industriel ou artisanal, **n° 5627**. — Le 9 décembre 1948, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} septembre 1948 relative aux rapports entre bailleurs et locataires et à assurer la protection des locataires, réfugiés et sinistrés, **n° 5759**. — Le 9 décembre 1948, une proposition de loi tendant à réprimer la vente spéculative des appartements, à annuler les promesses de vente déjà consenties et à accorder un droit de priorité d'achat aux locataires occupant les locaux mis en vente, **n° 5762**. — Le 9 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi concernant la constitution et l'activité des sociétés et groupements s'occupant de ventes et reventes d'appartements, locaux et immeubles à usage d'habitation, **n° 5765**. — Le 17 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Citerne et plusieurs de ses collègues tendant à proroger de plein droit, jusqu'au 1^{er} janvier 1950, les baux à usage commercial, industriel ou artisanal; 2° de MM. Louis Rollin et Charles Schaufler tendant à accorder une nouvelle prorogation aux locataires de locaux commerciaux, **n° 5853**. — Le 31 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice

et de législation sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale relative à la prorogation de certains baux de locaux ou d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal, **n° 6040**. — Le 11 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 32 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, **n° 6402**. — Le 11 février 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'article 10 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers en vue d'assurer le relogement des locataires privés de leur habitation pour des raisons indépendantes de leur volonté, **n° 6415**. — Le 22 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, **n° 6558**. — Le 12 avril 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 juin 1926 sur la propriété commerciale, **n° 7071**. — Le 19 mai 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Buron concernant la prorogation, en raison de la guerre, de la durée des droits de propriété littéraire et artistique, **n° 7200**. — Le 21 mai 1949, une proposition de loi tendant à surseoir à toute augmentation du prix des loyers pour le deuxième trimestre de 1949, **n° 7242**. — Le 25 mai 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, **n° 7275**. — Le 25 mai 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers (échanges de logements), **7281**. — Le 25 mai 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} septembre sur les loyers, **n° 7283**. — Le 9 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Courant tendant à donner le caractère comminatoire aux astreintes fixées par les tribunaux en matière d'expulsion; 2° de M. Alphonse Denis et plusieurs de ses collègues tendant à annuler le paiement des astreintes en matière de dommages intérêts résultant de jugement d'expulsion de locaux d'habitation, **n° 7400**. — Le 9 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Boivin-Champeaux, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 2 de la loi du 18 avril 1946, modifié par la loi n° 47-1679 du 3 septembre 1947, réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer

d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, n° 7402. — Le 24 juin 1949, un avis au nom de la Commission de la justice et de la législation sur la proposition de résolution de M. Theetten et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 1^{er} août la date d'exigibilité, sans pénalité, du montant des taxes locatives, n° 7618. — Le 6 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à donner le caractère comminatoire aux astreintes fixées par les tribunaux en matière d'expulsion et à en limiter le montant, n° 7771. — Le 9 décembre 1949, une proposition de loi tendant à la prorogation de la législation en vigueur en matière de propriété commerciale artisanale et industrielle, n° 8668. — Le 20 janvier 1950, une proposition de loi tendant à faire respecter et à compléter l'article 40 de la loi sur les loyers prévoyant une allocation compensatrice en faveur des économiquement faibles et des personnes ayant des ressources insuffisantes, n° 9028. — Le 28 février 1950, une proposition de résolution tendant à décider le renvoi devant la Haute Cour de justice des ex-ministres MM. Pineau, Jules Moch, Félix Gouin et à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures de nature à activer l'action judiciaire concernant le scandale du vin, n° 9353 (rectifié). — Le 13 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale instituant une aide financière au profit de certains locataires ou occupants, en vue de leur permettre de couvrir certaines dépenses de déménagement et de réinstallation, n° 10602. — Le 21 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. — La proposition de loi de M. Citerne et plusieurs de ses collègues (n° 9028) tendant à faire respecter et à compléter l'article 40 de la loi sur les loyers prévoyant une allocation compensatrice en faveur des économiquement faibles et des personnes ayant des ressources insuffisantes; II. — La proposition de résolution de M. Mondon (n° 8980) tendant à inviter le Gouvernement à déposer le projet de loi prévu à l'article 40 de la loi du 1^{er} septembre 1948 en vue d'accorder une allocation compen-

satrice à l'augmentation de loyers résultant de la présente loi, n° 12631. — Le 21 mars 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 2704) de M. Buron concernant la prorogation, en raison de la guerre, de la durée des droits de propriété littéraire et artistique, n° 12648.

Interventions :

— Son rapport au nom du 1^{er} bureau sur les opérations électorales : du département des Hautes-Alpes [28 novembre 1946] (p. 8); du département d'Alger (2^e collège) [5 décembre 1946] (p. 64); — du département d'Alger (2^e collège) [31 janvier 1947] (p. 116). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi de M. Faure fixant certaines dispositions transitoires pour les loyers : Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa* [29 juillet 1947] (p. 3668); *Son amendement tendant à modifier les troisième et quatrième alinéas et à supprimer le cinquième* (p. 3668); *Son amendement tendant à modifier le cinquième alinéa* (p. 3669); — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'assainissement des professions commerciales, industrielles et artisanales : *Discussion générale* [7 août 1947] (p. 4057, 4058). — Participe à la discussion : d'une proposition de loi amendée par le Conseil de la République modifiant la loi du 18 avril 1946 réglant le renouvellement des baux à loyers d'immeubles ou de locaux à usage industriel ou commercial, en qualité de *Rapporteur* [19 août 1947] (p. 4394, 4395); — du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et à la répartition des denrées rationnées : *Discussion générale* [28 août 1947] (p. 4762, 4763); Article unique : *Son amendement tendant à ajouter le mot « répartiteurs » après le mot « producteurs »* (p. 4767, 4768); *Son amendement tendant à étendre la définition des manœuvres frauduleuses* (p. 4771); *le retire* (ibid.); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail; Art. 2 : *Son amendement concernant la répression des violences* [29 novembre 1947] (p. 5420); *Son amendement concernant la répression des voies de fait* (ibid.). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferi prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyers; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à*

proroger la loi du 30 juillet 1947 sur les loyers [18 décembre 1947] (p. 5868, 5869); Art. 2: *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa du texte modificatif* (p. 5872, 5873); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget de 1947; Etat I, JUSTICE; Chap. 323: *Son amendement tendant à réduire les crédits pour entretien des détenus et maisons d'éducation surveillée* [27 décembre 1947] (p. 6351, 6352); — du projet de loi portant aménagement de la réglementation des changes: *Discussion générale* [29 janvier 1948] (p. 296, 297); — Est entendu: sur le procès-verbal de la séance précédente (*Modification de votes avant le pointage*) [30 janvier 1948] (p. 322); — sur la démission du Président de la Haute-Cour de justice (*Incidents lors de la dernière session de celle-ci*) [30 janvier 1948] (p. 327, 328). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux loyers; Art. 1^{er}: *Amendement de M. Angelitti tendant à supprimer le septième alinéa* [3 février 1948] (p. 350, 351); Art. 6: *Amendement de M. Minjoz relatif aux personnes qui occupent des locaux expropriés* [13 février 1948] (p. 709); *Renvoi de la discussion* [17 février 1948] (p. 763); *Son amendement tendant à insérer un alinéa prévoyant l'évacuation des lieux seulement si un autre local est offert* [2 mars 1948] (p. 1237, 1238, 1239); *Amendement de M. Courant prévoyant l'évacuation si un local suffisant est offert en échange* (p. 1240); Art. 33: *Son amendement tendant à créer une commission cantonale de préconciliation* [5 mars 1948] (p. 1378, 1379, 1380, 1381); Chap. VII: *Dispositions diverses (Règles de louage etc.)* [9 mars 1948] (p. 1598, 1599, 1600); Art. 49: *Son amendement tendant à réduire le taux d'amortissement des aménagements faits par le locataire* (p. 1606, 1607); Art. 51: *Amendement de M. Montillot tendant à supprimer l'article* (p. 1609); Art. 53: *Amendement de M. de Moro-Giafferi tendant à supprimer l'article concernant les sous-locations* [16 mars 1948] (p. 1714, 1715, 1717); Art. 54: *Son amendement tendant à accorder au locataire de bonne foi des délais en cas de résiliation* (p. 1717); *Ses remarques sur les chapitres VI et VIII* [4 mai 1948] (p. 2468, 2469); Art. 37: *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa concernant la punition de majorations frauduleuses du prix du bail* (p. 2469); Art. 39: *Nouvelle rédaction de l'article* (p. 2470); Art. 40: *Son*

amendement tendant à mettre à la disposition du locataire le local refusé à cause du nombre de ses enfants (p. 2470); le retire (p. 2471); Art. 62 bis: *Amendement de M. de Tinguy tendant à éviter que les majorations de loyers entraînent des majorations d'impôts en 1948* (p. 2478); Chap. II: *Du droit de reprise* [20 mai 1948] (p. 2793, 2794); Art. 14 bis: *Son amendement tendant à garantir les droits de locataires louant des locaux à usage professionnel* (p. 2800); le retire (ibid.); Art. 12: *Son amendement relatif au degré de confort du logement offert en échange* [21 mai 1948] (p. 2837); *Son amendement relatif aux conditions d'hygiène des logements offerts en échange* (p. 2838); Art. 13: *Son amendement tendant à limiter le droit de reprise aux parents vivant avec le propriétaire* (p. 2839) *Son amendement tendant à ne pas permettre la reprise pour des intérêts familiaux* (p. 2842) *Motion d'ordre de M. Grimaud: Lenteur des débats* [25 mai 1948] (p. 2889); Art. 13 (suite): *Amendement de M. Minjoz tendant à exempter de reprise les locataires de plus de 70 ans et ne payant pas d'impôt sur le revenu* [27 mai 1948] (p. 2946); Art. 13 bis: *Amendement de M. de Chambrun tendant à ne pas faire de distinction entre propriétaires français et étrangers* (p. 2948); *Son amendement tendant à étendre le droit de reprise à tous les fonctionnaires ou travailleurs mis à la retraite* (p. 2949, 2951); *Amendement de M. Mondon tendant à accorder le droit de reprise aux mariés depuis moins d'un an* (p. 2953); Art. 14: *Son amendement tendant à déchoir du droit de reprise les propriétaire malhonnêtes* [28 mai 1948] (p. 3017); Art. 14 ter: *Amendement de M. de Chambrun tendant à assimiler propriétaires français et étrangers* (p. 3018); *Amendement de M. Minjoz tendant à faire rembourser au locataire les améliorations apportées au local, en cas de reprise* (p. 3020); Art. 15: *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 3021); le retire (p. 3025); Art. 15: *Amendement de M. Dominjon tendant à ne pas abroger les effets des lois antérieures relatives aux loyers* (p. 3022, 3023, 3024, 3025); Art. 44 B: *Modification de forme* (p. 3027); Art. 440: *Son amendement tendant à priver le propriétaire malhonnête du droit de reprise* (p. 3027); Art. 13: *Son amendement tendant à ce que le propriétaire faisant la reprise puisse mettre à la disposition du locataire un local autre que celui qu'il occupe* [3 juin

1948] (p. 3134, 3137, 3138); Amendement de M. Mondon tendant à ce que le propriétaire n'exerce son droit de reprise que si sa possession est antérieure à deux ans (p. 3136); Amendement de M. Dominjon tendant à supprimer la dernière phrase du dernier alinéa (p. 3140, 3141); Sous-amendement de M. Jean Musson tendant à accorder au locataire le local du bailleur qui exerce la reprise sauf opposition du propriétaire (p. 3141, 3142); Art. 13 bis: Amendement de M. Chautard tendant à accorder le droit de reprise aux fonctionnaires et employés mutés dans la localité (p. 3145, 3146); Son amendement de forme [4 juin 1948] (p. 3205); Son autre amendement de forme (ibid.); Amendement de M. Minjoz tendant à obliger le propriétaire exerçant la reprise à mettre son local à la disposition du locataire évicé (p. 3206, 3207); Amendement de M. Claudius Petit tendant à étendre la possibilité de reprise à la ville d'origine de l'employé ou du fonctionnaire muté (p. 3207); Art. 27: Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas accorder le maintien dans les lieux aux sous-locataires en meublés (p. 3208, 3209); Amendement de M. Defos du Rau tendant à ne pas accorder le maintien dans les lieux aux locataires provisoires du temps de guerre (p. 3209, 3210); Art. 31: Amendement de M. Minjoz tendant à accorder le maintien dans les lieux aux clients d'hôtels (p. 3212); Art. 52 bis: Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa (p. 3216); Art. 53: Son amendement tendant à supprimer l'article (p. 3218); le retire (ibid.); Ses observations sur les sous-locations (p. 3219); Art 53 bis: Amendement de M. Ramarony tendant à supprimer l'article (p. 3222, 3223); Chap. III, Art. 16: Son amendement tendant à créer une caisse de compensation des loyers [11 juin 1948] (p. 3430 et suiv.); Amendement de M. Minjoz tendant à changer le système de majoration des loyers (p. 3445); Son amendement tendant à supprimer l'article 16 [15 juin 1948] (p. 3505, 3506, 3507, 3508); Art. 19: Son amendement tendant à demander l'avis des commissions départementales (p. 3510, 3511); Art. 20: Son amendement tendant à prévoir une loi au lieu d'un décret [17 juin 1948] (p. 3617); le retire (ibid.); Son amendement tendant à étendre le rôle des commissions départementales des loyers (p. 3617, 3618, 3619); Amendement de M. Mondon tendant à supprimer l'article (p. 3619, 3620); Art. 23: Amen-

dement de M. Minjoz tendant à ne rembourser que les prestations préalablement fournies (p. 3623); Son amendement tendant à ne pas rembourser les prestations fournies par le bailleur (p. 3624, 3625); Amendements de MM. Denais, Pinay, Chautard, Mondon, Triboulet et Frédéric-Dupont tendant à faire payer aux locataires le salaire du concierge (p. 3629, 3630); Son amendement tendant à prévoir un arrêté préfectoral pour fixer les redevances pour le chauffage (p. 3632, 3633); Cas de la cessation de fourniture des prestations (p. 3634, 3635); Art. 24: Son amendement tendant à réduire de 10 0/0 la majoration du loyer en cas de sous-location (p. 3635, 3636); Art. 25: Son amendement tendant à prévoir une loi ultérieure pour la hausse des loyers (p. 3637, 3638, 3642, 3643); Amendements de MM. Claudius Petit, Ramarony, Minjoz tendant à modifier les délais et conditions d'application de la hausse des loyers (p. 3649, 3673); Continuation du débat [18 juin 1938] (p. 3672); Amendement de M. Claudius Petit tendant à fixer le prix de base pour un local type par rapport au salaire moyen départemental (p. 3673, 3674, 3675, 3677, 3678); Amendement de M. Coudray tendant à substituer le taux de 0,8 0/0 à celui de 1 0/0 et à augmenter les délais (p. 3679); Art. 26: Amendement de M. Coudray tendant à ne pas appliquer les hausses aux familles nombreuses et économiquement faibles (p. 3680, 3681); Art. 26 noniès: Amendement de M. Chautard tendant à supprimer l'article (p. 3684, 3685); Art. 56: Annulation des lois contraires (p. 3686); Art 62 bis: Pas de majorations d'impôt à la suite des majorations de loyers (p. 3689); Titre II, ALLOCATIONS LOGEMENTS: Motion préjudicielle de Mme Rabaté (p. 3712, 3713, 3714); Art 64: Amendement de M. Beugniez tendant à accorder l'allocation aux familles ayant deux personnes à charge (p. 3716); Amendement de M. Beugniez tendant à accorder l'allocation aux familles recevant l'allocation de salaire unique (p. 3717, 3718); Son amendement tendant à supprimer le quatrième paragraphe (p. 3721); Son amendement tendant à accorder l'allocation même pour des logis insalubres en cas de force majeure (p. 3722); Amendement de M. Duquesne tendant à accorder l'allocation logement aux économiquement faibles [23 juin 1948] (p. 3829); Art. 16 C: Allocations logement en fonction du nombre des enfants à charge (p. 3830);

Art. 16 F : *Amendement de M. Minjoz relatif aux primes de déménagement et emménagement* (p. 3832, 3833); Art. 16 I : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 3836, 3837); *Amendement de M. Beugniez relatif à la date de mise en vigueur de l'allocation logement* (3838, 3839); *Son amendement relatif à la date de mise en vigueur de cette allocation* (p. 3840); Art. 65 : *Amendement de M. Minjoz tendant à supprimer les deux derniers alinéas* (p. 3840, 3841); Art. 67 : *Son amendement relatif à la date de mise en vigueur de l'allocation logement* (p. 3842); *le retire* (ibid.); Art. 69 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [24 juin 1948] (p. 3892); *Amendement de M. Minjoz tendant à fondre l'allocation logement et celle de salaire unique* (p. 3893, 3894, 3896); Art. 70 : *Institution d'un fonds commun de l'allocation logement* (p. 3897); *Amendement de M. Claudius Petit tendant à accorder des primes aux personnes quittant des appartements trop vastes* (p. 3900, 3901); *Seconde délibération* (p. 3909); Art. 13 : *Adjonction de « le cas échéant »* (p. 3911, 3912); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3921, 3922); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Art. 1 : *Amendements de MM. Minjoz et Schell tendant à reprendre le texte du Conseil de la République et à appliquer la loi à l'ensemble du pays* [25 août 1948] (p. 6224); Art. 2 bis : *Son amendement relatif aux locaux dans des immeubles inachevés* (p. 6224, 6225); Art. 3 bis : *Amendement de MM. Dominjon et Mondon relatifs au droit de reprise par la concubine* (p. 6228); Art. 13 bis : *Amendements de MM. Charpin et Mondon tendant à n'excepter aucune catégorie de locataires devant le droit de reprise* (p. 6248); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 6256); Art. 15 : *Son amendement relatif aux congés donnés déjà par les propriétaires* [26 août 1948] (p. 6280, 6281); Art. 33 : *Son amendement relatif au juge tranchant les litiges* (p. 6289); Art. 34 bis : *Son amendement tendant à prévoir l'intervention d'un arbitre* (p. 6291); Art. 51 : *Son amendement tendant à ne pas imposer de payement mensuel des loyers* (p. 6296); Art. 26 B : *Allocation compensatrice de la hausse des loyers aux économiquement faibles* (p. 6310); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 6314, 6315); de ce projet de loi en seconde délibération : *Discussion générale* [31 août 1948] (p. 6418, 6419). — Est entendu

sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur la hausse des prix*) [13 février 1948] (p. 748). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées : *Demande de renvoi au conseil économique* [17 février 1948] (p. 801); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [19 février 1948] (p. 891, 892); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [24 février 1948] (p. 1022, 1023); — de la proposition de résolution modifiant l'article 34 du règlement de l'Assemblée : *Discussion générale* [17 mars 1948] (p. 1794, 1795, 1796); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Leenhardt relatif à la modification de l'ordre du jour* (p. 1800, 1801); *Amendement de M. Demusois tendant à supprimer l'alinéa limitant le temps de parole* (p. 1801, 1802); *Son amendement tendant à permettre de parler à plusieurs députés de chaque parti* (p. 1802, 1803); *Son amendement tendant à supprimer les mots « en fin de séance »* (p. 1803); *Son amendement tendant à supprimer les mots « à la majorité absolue »* (p. 1803, 1804); *Amendements de MM. Marin et Petit relatifs au nombre de députés nécessaire pour signer la demande de scrutin* (p. 1804, 1805); *Amendement de M. Demusois tendant à ne pas restreindre le droit de parole des orateurs de chaque groupe* (p. 1805, 1806); *Renvoi de la discussion* (p. 1807); — du projet de loi portant révision des baux commerciaux, en qualité de *Rapporteur* [18 mars 1948] (p. 1923); — de la proposition de loi tendant à stabiliser le prix des baux à ferme, en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 avril 1948] (p. 2413, 2414); — des propositions de loi relatives aux spécialités pharmaceutiques : *Inscription à l'ordre du jour de la séance du 25 mai* [20 mai 1948] (p. 2769); — du projet de loi modifiant la loi du 28 avril 1919 relative à l'organisation judiciaire ; Article unique : *Son amendement de forme* [25 mai 1948] (p. 2891); — du projet de loi relatif à la prescription des obligations entre commerçants, en qualité de *Rapporteur* [25 mai 1948] (p. 2891, 2892); — de la proposition de loi tendant à surseoir à l'exécution de jugements d'expulsion : *Discussion générale* [2 juin 1948] (p. 3105); Article unique : *Amendements de MM. Dominjon, Mondon et Minjoz tendant à accorder le maintien dans les lieux aux locataires d'hôtels et garnis* (p. 3108); *Ses sous-amendements à l'amendement de M. Dominjon tendant à remplacer « clients » par*

« locataires » et à supprimer la référence au règlement des hôtels (p. 3109). — Est entendu : sur une motion d'ordre (*Débat sur la laïcité et modification de l'ordre du jour*) [4 juin 1948] (p. 3225); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur le collectif d'aménagement du budget*) [18 juin 1948] (p. 3723). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à aménager le budget reconduit à l'exercice 1948 : **Etats A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 348 : Entretien des canaux** [21 juin 1948] (p. 3763). — Son rapport sur une pétition [28 juin 1948] (p. 4102). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à la résiliation des contrats privés, Art. 2 : **Amendement de M. Chautard tendant à augmenter le délai laissé pour engager la procédure** [25 novembre 1948] (p. 7229); — de la proposition de résolution relative à la procédure de discussion d'urgence, Art. 1^{er} : **Son amendement tendant à ne pas limiter au début des séances les demandes de discussion d'urgence** [9 décembre 1948] (p. 7432, 7433, 7434); **Ses explications de vote sur l'ensemble** (p. 7447, 7448); — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget de l'Intérieur, Article unique : **Amendement de M. Fiévez tendant à percevoir 50 millions sur les bénéfices des personnes impliquées dans le scandale du vin** [9 décembre 1948] (p. 7464, 7465). — Est entendu pour un fait personnel (*Compromission de M. Gouin dans le scandale des vins*) [14 décembre 1948] (p. 7587). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux rentes viagères contractées entre particuliers, Art. 1^{er} : **Amendement de Mme Rabaté tendant à faire verser un acompte aux bénéficiaires dans un délai de trois mois** [17 décembre 1948] (p. 7719); Art. 2 : **Amendement de M. de Sesmaisons tendant à lier l'augmentation de la rente à l'augmentation du revenu du bien cédé en viager** (p. 7721); Art. 3 : **Amendement de M. Médecin tendant à prendre pour référence les taux de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse** (p. 7723); **Amendement de M. Auguet relatif aux rentes viagères constituées par les compagnies d'assurances** (p. 7724, 7725); — de sa proposition de loi portant prorogation des baux à usage commercial, industriel ou artisanal, en qualité de **Rapporteur** [28 décembre 1948] (p. 8058); Art. 1^{er} : **Contre-projet de M. Grimaud tendant à proroger les baux à usage commercial et industriel**

jusqu'en 1951 (p. 8060, 8061); **Contre-projet de M. Garet tendant à accorder un délai de grâce d'un an avant l'éviction pour les baux à usages commerciaux ou industriels** (p. 8063); **Amendement de M. Ramarony tendant à ne pas suspendre les procédures d'éviction engagées** (p. 8064, 8065, 8066); Art. 2 : **Amendement de M. Mondon tendant à supprimer l'article** (p. 8067); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de **Rapporteur** [31 décembre 1948] (p. 8319, 8320); Art. 3 : **Demande du Gouvernement de disjoindre l'article suivant l'avis du Conseil de la République** (p. 8321); **Interdiction de majoration d'impôt du fait des majorations des loyers** (p. 8328, 8329); — du projet de loi portant fixation du Budget général 1949 (Dépenses civiles), Art. 1^{er}, **JUSTICE : Son amendement tendant à réduire de 80.915.000 francs les crédits** [31 décembre 1948] (p. 8231, 8232). — Son rapport supplémentaire sur les élections de l'Aude [18 janvier 1949] (p. 37). — Ses rapports sur pétitions [25 janvier 1949] (p. 120), [24 février 1949] (p. 917). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives aux loyers : **Discussion générale (Ses observations sur les défauts de la précédente loi sur les loyers, la hausse excessive des loyers, conjuguée avec la hausse des prix, le mauvais état des logements dans les villes et à la campagne, les promesses de baisse des prix faites par le Gouvernement, l'extension nécessaire de l'allocation-logement)** [28 janvier 1949] (p. 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246); **Sa proposition de renvoyer le débat au mardi suivant** (p. 255); **Discussion générale (Ses observations sur la hausse excessive des loyers et l'impossibilité de trouver des logements)** [3 février 1949] (p. 308); **Ses explications de vote sur le rejet de la proposition de résolution de Mme Rabaté** [4 février 1949] (p. 371, 372); **Ses explications de vote sur le rejet de la proposition de loi de M. Minjoz** (p. 375); Art. 1^{er} : **Contre-projet de M. Palewski tendant à étendre l'allocation-logement** [8 février 1949] (p. 395); **Renvoi à la Commission** (p. 396); **Renvoi de la discussion** [17 février 1949] (p. 634); **Discussion immédiate de la proposition de loi sur les loyers** [1^{er} mars 1949] (p. 1030, 1031); **Ses explications de vote sur l'ensemble de la proposition de résolution** (p. 1040); Art. 5 : **Son sous-amendement tendant à prévoir des majorations de 5 à 25 0/0 sur l'année 1948 suivant les catégories d'im-**

meubles [8 mars 1949] (p. 1312) ; de ces propositions de loi amendées par le Conseil de la République : *Discussion générale* [14 avril 1949] (p. 2462) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à maintenir l'article concernant les locataires de l'immeuble acheté par un nouveau propriétaire* (p. 2463) ; Art. 1^{er} A : *Son amendement tendant à maintenir l'article relatif aux locaux à usage professionnel* (p. 2463) ; Art. 1^{er} bis A : *Son amendement tendant à reprendre l'article relatif aux droits des sinistrés* (p. 2464, 2465) ; Art. 4 : *Amendement de M. Ramarony tendant à reprendre l'article du Conseil de la République limitant la taxation des dépendances aux remises et garages seulement* (p. 2467) ; — d'une interpellation sur les campagnes de presse engagées contre M. Marie, Garde des Sceaux (*Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Capitant demandant la création d'une Commission d'enquête*) [3 février 1949] (p. 320) ; — d'une proposition de loi portant prorogation des délais impartis aux locataires, Article unique : *Son contre-projet tendant à porter à trois mois ce délai* [17 février 1949] (p. 626, 627, 628) ; — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires de garnis et chambres meublées (*Question préalable posée par M. Frédéric-Dupont*) [17 février 1949] (p. 631, 632) ; *Renvoi à la Commission* (p. 633) ; — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières, Article additionnel : *Son amendement tendant à suspendre l'application des hausses de loyers* [3 juin 1949] (p. 3116, 3117) — Est entendu pour une interversion de l'ordre du jour (*Suite de la discussion des projets financiers*) [3 juin 1949] (p. 3130, 3131). — Prend part à la discussion du projet de loi portant suppression des Cours de justice, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à reporter au 31 juillet 1950 la suppression de ces Cours* [7 juin 1949] (p. 3198) ; Art. 5 : *Maintien provisoire des Chambres civiles et Cours de justice pour liquider les affaires en cours (Affaire Joinovici)* [6 juillet 1949] (p. 4269, 4270, 4271) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4276). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics et des Transports une question relative à l'aménagement du marais de la vallée de la Sèvre [24 juin 1949] (p. 3770). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Ses observations sur les attributions d'essence et le rapport de la Cour des comptes*) [28 juin 1949] (p. 3834).

— Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux astreintes en matière d'expulsion, en qualité de *Rapporteur* [30 juin 1949] (p. 3984, 3985) ; Art. 2 : *Amendement de M. Dominjon tendant à préciser le paiement de l'astreinte et le paiement de l'indemnité due* (p. 3987) ; Art. 3 : *Rétroactivité de la loi* (p. 3987, 3988) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [8 juillet 1949] (p. 4401) ; Art. 2 : *Demande de vote par division, présentée par le Gouvernement* (p. 4401, 4402) ; — d'une proposition de loi relative aux loyers des locaux d'habitation et professionnels : *Urgence : Demande présentée par le Gouvernement de renvoi à la Commission des finances* [6 juillet 1949] (p. 4263) ; — d'une proposition de loi relative à l'allocation-logement : *Discussion générale* [8 juillet 1949] (p. 4398) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Chautard tendant à financer l'allocation-logement par le produit du prélèvement sur les loyers, prévu par la loi du 1^{er} septembre 1948* (p. 4400) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4400, 4401) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [28 juillet 1949] (p. 5396, 5397). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale une question relative aux dépenses de l'escadron de la garde républicaine chargé de la garde du maréchal Pétain [8 juillet 1949] (p. 4416). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux locations-gérances, Art. 10 : *Son amendement tendant à accorder le maintien dans les lieux aux locataires-gérants* [8 novembre 1949] (p. 6017, 6018) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à porter le délai accordé à six mois* (p. 6018). — du projet de loi portant réorganisation du régime d'émission à Madagascar : *Discussion générale* [29 novembre 1949] (p. 6408, 6409, 6410) ; Art. 3 : *Amendement de M. Burlot tendant à autoriser la Banque à pratiquer le réescompte des effets à moyen terme* (p. 6562) ; *Sa demande de renvoi de l'amendement de M. Burlot à la Commission* (p. 6563) ; *Son sous-amendement tendant à prévoir des crédits à court terme* (p. 6563) ; Art. 4 : *Amendement de M. Duveau tendant à inclure dans le conseil d'administration quatre membres nommés sur proposition des assemblées représentatives et des chambres de commerce* (p. 6583, 6584) ; Art. 7 : *Amendement de M. Arthaud tendant à faire approuver par une*

loi les conventions sur les modalités d'application (p. 6585, 6586). — Est entendu : pour une modification de l'ordre du jour de la séance du 6 décembre 1949 (*Discussion du projet relatif aux baux commerciaux*) [1^{er} décembre 1949] (p. 6479); — pour une motion d'ordre : *Discussion du projet relatif aux baux commerciaux* [6 décembre 1949] (p. 6649). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au prix de l'essence (*Son rappel au règlement, prolongation du délai d'urgence*) [9 décembre 1949] (p. 6732, 6733); — d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles, Art. 1^{er} : *Son rappel au règlement (Application de l'art. 48 du règlement)* [14 décembre 1949] (p. 6870, 6871); — du projet de loi relatif aux baux commerciaux : *Discussion générale* [16 décembre 1949] (p. 6953, 6954); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à proroger la loi existante jusqu'au 1^{er} juillet 1950* (p. 6954, 6955). — Dépose une demande d'interpellation sur les événements de la Côte d'Ivoire et la politique anticonstitutionnelle du Gouvernement dans les territoires d'outre-mer [3 février 1950] (p. 967), et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [16 février 1950] (p. 1130, 1131). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements : *Discussion générale* [28 février 1950] (p. 1508, 1509); Art. 3 : *Amendement de M. Ninine tendant à supprimer l'article limitant le droit de reprise aux propriétaires ayant acheté avant la loi* [24 mars 1950] (p. 2348, 2349); *Son amendement tendant à intercaler, dans l'article 20 de la loi du 1^{er} septembre 1948 les mots « au motif où »* (p. 2350); *Amendement de M. Schaufjler tendant à insérer un article nouveau accordant le droit au maintien dans les lieux aux locataires ayant au moins trois enfants* (p. 2351); Art. 6 : *Son amendement tendant à permettre de plein droit la résiliation de toute promesse d'achat* [16 mai 1950] (p. 3720); — du projet de loi relatif aux élections aux conseils d'administration des organismes de la Sécurité sociale et d'allocations familiales, amendé par le Conseil de la République, Art. 10 : *Sa demande de suspension de séance* [3 mars 1950] (p. 1679, 1680); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat, Art. 1^{er} : *Son rappel au règlement*

(*Droit de demande de pointage à chaque scrutin*) [3 mars 1950] (p. 1796); *Insultes lancées contre M. Gros par M. A. Coste-Floret* (p. 1829, 1830); *Son sous-amendement tendant à appliquer les dispositions prévues aux membres du Gouvernement* (p. 1645, 1646, 1647, 1648, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653). — Est entendu sur le procès verbal de la séance précédente (*Provocation de la majorité envers les communistes et lettre de M. Macouin au Président Laval*) [8 mars 1950] (p. 1921, 1922, 1923, 1924, 1925, 1926, 1927). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la prorogation des baux commerciaux : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2301, 2302), Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à proroger les textes existants jusqu'à la promulgation d'une nouvelle loi* (p. 2303, 2304); *Amendement de M. Chantard tendant à proroger les textes existants jusqu'au 31 juillet 1950* (p. 2305, 2306) — des conclusions d'un rapport de la Commission d'enquête sur le vin : *Exposé de la thèse adverse (Ses observations sur le scandale du vin, l'attitude du Président Gouin, des membres de son cabinet : MM. Zerbini, Savy et Malafosse)* [29 mars 1950] (p. 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, 2992); *Son amendement à la proposition de résolution tendant à envoyer devant la Haute Cour de justice MM. Pineau, Moch et Gouin* (p. 2613, 2614, 2615); *Motion de M. H. Teitgen flétrissant l'attitude de M. Gros qui a gardé par devers lui une lettre adressée à la Commission d'enquête* (p. 2620, 2621, 2622). — Est entendu pour le règlement d'un incident (*Son rappel au règlement*) [5 mai 1950] (p. 3306). — Pose à M. le Ministre de la France d'outre-mer une question relative à la réintégration de fonctionnaires malgaches licenciés [5 mai 1950] (p. 3331, 3332). — Est entendu sur l'ajournement de la discussion d'un projet de loi instituant une aide financière au profit des économiquement faibles pour couvrir leurs frais de déménagement [5 mai 1950] (p. 3333). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux indemnités de déménagement et de réinstallation, Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à étendre la loi à toutes les communes* [9 mai 1950] (p. 3387); et de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [27 juillet 1950] (p. 6099). — Pose à M. le Ministre de la Reconstruction une question relative au bilan,

pour 1949, de l'allocation-logement [12 mai 1950] (p. 3652, 3653). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique colonialiste du Gouvernement en Tunisie [5 juin 1950] (p. 4248). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950. **AFFAIRES ÉTRANGÈRES** : *Discussion générale (Ses observations sur le problème de l'indépendance tunisienne)* [20 juin 1950] (p. 5056, 5057). — Dépose une demande d'interpellation : sur les événements de la Côte d'Ivoire et de Madagascar [25 juillet 1950] (p. 5931) ; — sur la politique colonialiste en Tunisie [25 juillet 1950] (p. 5931). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant prorogation de certains baux à usage commercial, industriel ou artisanal, Article additionnel : *Amendement de M. Grimaud tendant à accorder la prorogation aux personnes épurées ou condamnées par une Cour de justice* [30 décembre 1950] (p. 9872) ; — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux, industriels et artisanaux, Art. 7 : *Son amendement tendant à porter à trois mois le délai laissé au locataire pour l'examen des propositions du propriétaire* [6 février 1951] (p. 767) ; — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 1^{er} bis : *Son amendement tendant à maintenir la représentation proportionnelle dans les départements élisant plus de 7 députés* [21 mars 1951] (p. 2413, 2414, 2415) ; — du projet de loi portant recensement de l'allocation temporaire aux vieux, amendé par le Conseil de la République, Art. 3 : *Son rappel au règlement (Application de l'art. 17 de la Constitution)* [21 mars 1951] (p. 2439).

CLAEYS (Mme Isabelle), Député du Nord
(2^e circonscription).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [2 juin 1949] (p. 3044). — Est nommée membre : de la Commission de la justice et de législation [25 mai 1949] (p. 2878), [17 janvier 1950] (p. 300) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [14 juin 1949] (p. 3347), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348).

Dépôts :

Le 17 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger la circulaire ministérielle du 22 avril 1949 relative aux caisses d'allocations familiales, **n° 7511**. — Le 29 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier les ordonnances du 19 octobre 1945 et du 2 février 1945, en vue d'accorder une indemnité de frais funéraires aux pensionnés des assurances sociales et bénéficiaires de l'allocation aux vieux salariés, **n° 8092**. — Le 29 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier les ordonnances du 19 octobre 1945 et du 2 février 1945, en vue d'améliorer les droits des conjointes de pensionnés-vieillesse ou bénéficiaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés en cas de décès de ceux-ci, **n° 8116**. — Le 29 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier les ordonnances des 19 octobre 1945 et 2 février 1945 modifiées par la loi du 23 août 1948 en vue de fixer le minimum garanti de la pension de réversion ou le secours viager des veuves sans qu'il soit tenu compte des bonifications pour enfants, **n° 8115**. — Le 30 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 8 juin 1948 complétant l'article 54 G du Livre II du Code du travail en vue d'accorder un congé supplémentaire aux mères de famille qui exercent une activité salariée, **n° 8127**. — Le 25 novembre 1949, une proposition de loi tendant à accorder aux familles pour les fêtes de Noël et du Nouvel an, un treizième mois d'allocations familiales, **n° 8502**. — Le 6 décembre 1949, une proposition de loi tendant à allouer une allocation exceptionnelle de 1.000 francs dite « prime du tablier » à chaque écolier, **n° 8618**. — Le 29 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner toutes instructions utiles pour que les conditions d'attribution du complément familial à la prime unique et exceptionnelle prévue à l'article 6 de l'arrêté du 3 novembre 1949, qui n'ont pas respecté la méthode de compensation en vigueur pour les caisses d'allocations familiales soient revues en fonction de ce principe d'équité, **n° 8899**. — Le 8 février 1950, une proposition de loi étendant le bénéfice de l'allocation aux vieux à certaines catégories, **n° 9211**. — Le 8 février 1950, une proposition de loi tendant à accorder

le bénéfice de la pension vieillesse à régime plein, de l'allocation aux vieux travailleurs salariés et de l'allocation aux femmes ayant élevé 5 enfants, à l'âge de 60 ans pour les hommes et de 55 ans pour les femmes, n° 9216. — Le 16 février 1950, une proposition de loi tendant à l'augmentation des prestations familiales, n° 9255. — Le 21 février 1950, une proposition de loi tendant à abroger l'article 20 du décret n° 46-2880 du 10 décembre 1946 et les textes y afférents concernant l'assiduité scolaire, n° 9273. — Le 31 mars 1950, une proposition de loi tendant à accorder un mois supplémentaire d'allocations familiales, n° 9691. — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à relever le salaire de base des allocations familiales sans répercussion sur les prix des loyers, n° 11052 (rectifié). — Le 14 décembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder à tous les soldats du contingent un colis pour Noël, y compris les soldats originaires d'outre-mer sans aucune distinction, n° 11655. — Le 17 mars 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 portant statut des combattants volontaires de la Résistance, n° 12543. — Le 21 mars 1951, une proposition de loi tendant à étendre à tous les travailleurs la prime spéciale de transport allouée aux travailleurs de la région parisienne et à la fixer à 1.000 francs par mois, n° 12628. — Le 3 avril 1951, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la majoration de 20 0/0 d'allocations familiales pour février et mars aux exploitants agricoles, n° 12680. — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : 1° le projet de loi (n° 9470) modifiant l'article 5 de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales; 2° la proposition de loi (n° 7467) de Mme Schell et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice de l'allocation maternité à toute femme salariée ou conjointe de salarié assujetti aux assurances sociales, et ayant satisfait aux conditions requises par la loi sur l'acquisition de la nationalité française, dès la naissance de l'enfant, n° 12799. — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 9211) de Mme Claeys et plusieurs de ses collègues étendant le bénéfice de l'allocation aux vieux à certaines catégories, n° 12801. — Le 17 avril

1951, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice des allocations familiales à tous les jeunes gens en chômage, n° 12861. — Le 25 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 11247) de M. Siefriid et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 10 de la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, n° 12965. — Le 25 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 12628) de Mme Claeys et plusieurs de ses collègues tendant à étendre à tous les travailleurs la prime spéciale de transport allouée aux travailleurs de la région parisienne et à la fixer à 1.000 francs par mois, n° 12968. — Le 8 mai 1951, une proposition de loi tendant à améliorer la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, n° 13134.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 30 : *Amendement de Mme Galicier tendant à supprimer l'article prévoyant des dispositions pour le développement de la productivité des entreprises* [2 juin 1949] (p. 3073, 3074); — d'une proposition de loi relative aux loyers; Art. 4 bis : *Son amendement tendant à ne rendre applicable l'augmentation prévue qu'après accord amiable entre propriétaires et locataires* [16 juin 1949] (p. 3393). — Dépose une demande d'interpellation sur la circulaire ministérielle du 22 avril refusant le payement des allocations familiales aux familles dont les enfants auront manqué la classe quatre demi-journées par mois [22 juin 1949] (p. 3658); la développe [10 juillet 1949] (p. 4549, 4550, 4551). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant suppression des cours de justice : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [6 juillet 1949] (p. 4274); — du projet de loi portant ratification du Pacte atlantique : *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5264, 5265, 5266, 5267); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail : *Discussion générale* [15 décembre 1949] (p. 6918, 6919); Art. 1^{er} [Art 31 G du Code du travail] : *Son amendement tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa du paragraphe 6*

relatif au travail à temps réduit [3 janvier 1950] (p. 40). — Est élue *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [10 janvier 1950] (p. 194). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à l'attribution de la prime exceptionnelle aux salariés : *Discussion générale* [26 janvier 1950] (p. 526, 527, 528); — du projet de loi relatif à l'élection des organismes de la sécurité sociale et des allocations familiales; Art. 2 : *Son amendement tendant à créer des commissions d'usagers participant à la gestion des caisses d'allocations familiales* [17 février 1950] (p. 1195); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer la représentation des unions départementales d'associations familiales auprès des caisses régionales d'allocations familiales* (p. 1196, 1197); — du projet de loi instituant une majoration familiale de la prime exceptionnelle sur les salaires : *Discussion générale* [16 mai 1950] (p. 3730); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4000 : *Prestations familiales* [5 juin 1950] (p. 4262, 4263); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 11 : *Amendement de M. Bourbon tendant à ne pas appliquer le chapitre aux condamnés pour meurtre, torture ou délation* [17 novembre 1950] (p. 7893); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales; Art. 2 : *Demande de disjonction de l'article modifiant la base de calcul des allocations familiales, présentée par le Gouvernement* [16 décembre 1950] (p. 9231, 9232); Art. 6 : *Son amendement tendant à majorer de 60 0/0 les allocations familiales en décembre 1950* (p. 9238). — Est élue *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1951] (p. 326). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les prestations familiales (augmentation des allocations familiales)* [20 mars 1951] (p. 2215, 2216); — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales : *Discussion générale (Ses observations sur les abattements de zones et l'application de la loi du 22 août 1946)* [28 avril 1951] (p. 4140, 4141, 4142); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à prévoir un dépôt de projet du Gouvernement avant le 10 mai* [30 avril

1951] (p. 4343); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies; ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 6020 : *Sa demande de disjonction du chapitre relatif à l'indemnisation de pertes de biens subies par les déportés* [5 mai 1951] (p. 4622, 4623); Chap. 6030 : *Son amendement tendant à disjoindre l'abattement sur les crédits pour les déportés et internés de la Résistance* [7 mai 1951] (p. 4753).

CLAUDIUS, voir **PETIT (M. Eugène)**.

CLEMENCEAU (M. Michel), *Député de Seine-et-Marne*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des immunités parlementaires [17 mars 1951] (p. 2100); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute-Cour de justice (Application de l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370). — Est nommé juge titulaire à la Haute-Cour de justice (Application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

Dépôts :

Le 28 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à favoriser le développement de la culture populaire rurale, n° 378. — Le 4 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application de la loi n° 46-2172 du 30 septembre 1946 instituant un fonds forestier national, n° 807. — Le 26 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 3 de la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation afin d'accorder un délai de paiement aux exploitants agricoles astreints à cet impôt,

n° 3121 — Le 4 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reviser immédiatement les coefficients institués par le décret n° 48-97 du 14 janvier 1948 pour l'application de la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, en ce qui concerne les professions laitières et avicoles, **n° 3239**. — Le 17 mars 1948, une proposition de loi tendant à accorder des délais de paiement pour le règlement de l'acompte provisoire des impôts de 1947 et le reliquat des impôts de 1946 aux contribuables astreints au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation qui auront souscrit à l'emprunt libératoire, **n° 3817**.

Interventions :

S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795).

CLOSTERMANN (M. Pierre), *Député du Bas-Rhin.*

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39) — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des pensions [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission chargée d'enquêter sur l'accident de l'avion « Cormoran N.C. 211 » [21 juin 1949] (p. 3549). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [8 juin 1948] (p. 3276) — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

Dépôts :

Le 24 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le bénéfice de l'indemnité de charges aéronautiques au personnel militaire affecté à l'administration centrale du Secrétariat d'Etat

aux forces armées « air », **n° 3533**. — Le 26 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rapporter, en ce qui concerne la gendarmerie, les mesures suspendant l'avancement des officiers généraux et colonels, **n° 4734**. — Le 2 juillet 1948, un avis au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948 (Forces armées : Air; budget ordinaire; budget de reconstruction et d'équipement; budget annexe des constructions aéronautiques), **n° 4848**. — Le 24 février 1949, une proposition de loi relative au régime fiscal des kermesses, ventes et autres manifestations de charité organisées au profit d'œuvres ou d'établissements d'enseignement et d'éducation, **n° 6561**. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de défense nationale sur le projet de loi relatif au déclassement de l'ancienne enceinte fortifiée de Strasbourg, **n° 7070**. — Le 3 novembre 1949, une proposition de loi tendant à constater expressément la nullité de l'acte dit « loi du 9 novembre 1940 relative aux administrateurs de certaines sociétés d'intérêt public » **n° 8285**.

Interventions :

Est désigné *Secrétaire d'âge* [28 novembre 1946] (p. 1). — Est nommé *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [3 décembre 1946] (p. 47), [14 janvier 1947] (p. 4). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Interpellations sur le problème du pain et sur les événements de Madagascar* [29 avril 1947] (p. 1334, 1335). — Dépose une demande d'interpellation sur le renvoi de la Mission française de rapatriement en U. R. S. S. par le gouvernement soviétique [9 décembre 1947] (p. 5565); en demande la discussion immédiate [12 décembre 1947] (p. 5692); la développe (p. 5694, 5695, 5696, 5697, 5698). — Est désigné *Secrétaire d'âge* [13 janvier 1948] (p. 129). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant la Compagnie Air-France : *Pose la question préalable* [16 mars 1948] (p. 1736, 1737); *la retire* (p. 1738) : *Discussion générale* (p. 1742); Art. 9 : *Son amendement tendant à prendre l'avis du Conseil supérieur des transports* [29 avril 1948] (p. 2363); — du nouveau projet de loi instituant la Compagnie Air-France; Art. 5 : *Son*

amendement tendant à modifier la composition du conseil d'administration [4 mai 1948] (p. 2114, 2115); *le retire* (p. 2515). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Débat sur Air-France*) [16 mars 1948] (p. 1748). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les recommandations de la Conférence de Londres : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Scherer accepté par le Gouvernement* [16 juin 1948] (p. 3594, 3595); — du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A. : *Discussion générale : Ses observations adressées à M. Tillon* [23 juin 1948] (p. 3852 et suiv.); — du projet de loi portant fixation du budget militaire de l'exercice 1948 : *Discussion générale (Etat du matériel)* [1^{er} juillet 1948] (p. 4257 et suiv.); Etat A, Chap. 1051 : *Amendement de M. Médecin tendant à rétablir les crédits pour les corps de contrôle de l'air* [8 juillet 1948] (p. 4444); Chap. 9010 : *Amendement de M. Paul tendant à réduire de 1.000 francs les subventions au service des poudres* (p. 4475); Section Guerre : *Question préalable posée par M. Monteil* (p. 4477, 4478); Section Air, en qualité de *Rapporteur pour avis* [15 juillet 1948] (p. 4594 et suiv.); Chap. 121 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour la solde des officiers des services* (p. 4602); Chap. 135 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour les ouvriers du personnel civil extérieur* (p. 4603); Chap. 318 : *Amendement de M. Montel tendant à rétablir les crédits prévus pour l'ameublement (Frigidaires et éplucheuses)* (p. 4604); Chap. 321 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour les frais de transports* (p. 4612, 4613); Chap. 323 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour les centres d'instruction* (p. 4613); Chap. 325 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour l'entretien du matériel d'aviation* (p. 4616); *le retire* (ibid.); Chap. 327 : *Amendement de M. Livry-Level tendant à rétablir les crédits prévus pour l'entretien du matériel automobile* (p. 4618); Chap. 330 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour les carburants* (p. 4622); Chap. 804 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour la reconstruction du matériel* [16 juillet 1948] (p. 4649); Chap. 909 : *Ses deux amendements tendant à augmenter les crédits d'engagement et de paiement pour les télécommunications* (p. 4650); Chap. 911 : *Son amendement tendant à aug-*

menter les crédits pour frais de premier établissement (p. 4650); Ch. 912 : *Matériel de série : Pose la question préalable* (p. 4651); *la retire* (ibid.); *Ses observations sur les avions Nord* (ibid.); *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour ce chapitre* (p. 4652, 4653); Chap. 923 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour études et prototypes* (p. 4653); Etat C, Chap. 330 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour dépenses de fonctionnement* (p. 4657); Chap. 331 : *Son amendement tendant à augmenter les crédits pour les fabrications d'avions* (p. 4658); Chap. 336 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour les prototypes* (p. 4659); Chap. 931 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour travaux neufs* (p. 4660); Etat D, Chap. 930 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour acquisitions immobilières* (p. 4661); Chap. 931 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour travaux neufs* (p. 4663); Chap. 932 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour l'équipement technique* (p. 4663). — Dépose une demande d'interpellation sur le problème de la Ruhr [24 novembre 1948] (p. 7203). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur l'industrie aéronautique française)* [22 décembre 1948] (p. 7860). — Est désigné *Secrétaire d'âge* [11 janvier 1949] (p. 1). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures prises pour la rééducation des mutilés de guerre [9 mars 1949] (p. 1458). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion d'une proposition de loi relative à l'essence*) [20 décembre 1949] (p. 7031). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AVIATION CIVILE : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [20 juin 1950] (p. 5030, 5031). = S'excuse de son absence [18 février 1947] (p. 355), [11 mars 1947] (p. 795), [18 juin 1947] (p. 2176), [29 avril 1948] (p. 2333), [24 juillet 1948] (p. 4890) [11 juillet 1950] (p. 5367), [17 juillet 1950] (p. 5464). = Obtient des congés [18 février 1947] (p. 355), [18 juin 1947] (p. 2176), [29 avril 1948] (p. 2333), [24 juillet 1948] (p. 4890), [11 juillet 1950] (p. 5367), [17 juillet 1950] (p. 5464).

COFFIN (M. Lucien), Député du Cher.*Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer*

(Cabinet PLEVEN)

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951.

Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer(3^e Cabinet QUEUILLE)

du 10 mars 1951 au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102); — de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); — de la Commission de la justice et de législation [11 février 1947] (p. 276); — de la Commission des affaires économiques [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299); — de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 janvier 1950] (p. 300); — de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (Application de l'article 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276); — de la Commission chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les tributaires [18 février 1947] (p. 357); — de la Commission de la réforme administrative [8 août 1947] (p. 4109), [25 mai 1948] (p. 2896); — de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de Justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [7 décembre 1948] (p. 7390). — Est désigné pour les fonctions de juré de la Haute Cour de Justice (Application de l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370). — Est nommé juge suppléant à la Haute Cour de Justice (Application de l'article 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

Dépôts :

Le 27 mai 1948, un avis au nom de la Commission de la réforme administrative sur : I. le

projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant réforme des finances locales; II. les propositions de loi : 1^o de M. Jean Meunier tendant à l'abrogation de l'acte dit « loi du 22 décembre 1940 » portant modification de dispositions financières intéressant les départements et les communes; 2^o de M. Biondi et plusieurs de ses collègues tendant à l'institution d'une Caisse nationale coopérative de solidarité des collectivités locales; 3^o de MM. Léo Hamon, Trémintin et Voyant, Conseillers de la République, tendant à la réforme des finances locales. **n° 4339.** — Le 31 janvier 1950, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les assurés sociaux de l'intégralité des avantages prévus par la législation en matière de remboursement des frais médicaux, **n° 9098.** — Le 15 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les sinistrés par la grêle de la région de Châteaumeillant (Cher) et à prévoir leur exonération d'impôts au titre de 1950, **n° 10290.** — Le 19 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes des dégâts causés par les orages dans le département du Cher, **n° 10338.**

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi, amendé par le Conseil de la République, portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars, avril et mai 1949; Art. 4 : *Ses observations sur le « Cormoran »* [10 mars 1949] (p. 1499); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 8 : *Ses explications de vote sur l'article instituant un double secteur de l'essence* [25 mai 1949] (p. 2906); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Dispositions générales; Art. 5 bis : *Interdiction faite à la S. N. C. F. d'accroître ses participations financières* [1^{er} juillet 1949] (p. 4036). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Attitude du parti socialiste lors du vote de la motion préjudicielle de M. P.-H. Teitgen sur l'étendue des autorisations de poursuite* [6 juillet 1949] (p. 4257). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à sanctionner une infraction au règlement : *Discussion générale* [7 juillet 1949] (p. 4332); *Ses explications de vote sur la première partie de la proposition*

blâmant les secrétaires (p. 4333); — du projet de loi portant statut du personnel des communes; Art. 2 : Amendement de M. Hughes tendant à insérer 6 articles nouveaux portant réglementation du droit de grève [10 novembre 1949] (p. 6037); — des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne : Discussion générale (Ses observations sur le danger soviétique) [25 novembre 1949] (p. 6325); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 4 : Amendement de M. Devinat tendant à rendre la conciliation obligatoire en cas de conflits du travail [4 janvier 1950] (p. 113, 114); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République : Discussion générale [29 janvier 1950] (p. 736); — du projet de loi relatif à l'élection des organismes de la Sécurité sociale et des allocations familiales; Art. 2 : Amendement de M. Duprat tendant à insérer un article supprimant la représentation patronale dans les conseils d'administration des organismes de la Sécurité sociale [17 février 1950] (p. 1192); Art. 10 : Son amendement tendant à prévoir une section de vote obligatoire dans les entreprises employant plus de 100 assurés (p. 1203); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat : Son rappel au règlement (Droit à la parole des députés pour un rappel au règlement) [3 mars 1950] (p. 1736, 1737); Art. 1^{er} : Son amendement tendant à humaniser les peines prévues par l'article 76 du Code pénal (p. 1803, 1804, 1805, 1806); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 2 : Modernisation de l'industrie porcelainière [26 avril 1950] (p. 2904); — des conclusions d'un rapport sur l'enquête des faits relatés par M. le Président du Conseil (Affaire Revvers-Mast) : Ordre de la discussion [4 mai 1950] (p. 3257); Discussion générale (p. 3286); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4060 : Motion de M. Musmeaux tendant à réserver le chapitre relatif aux subventions aux sociétés mutualistes [5 juin 1950] (p. 4268); Subventions aux sociétés mutualistes [6 juin 1950] (p. 4361, 4362); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1170 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le contrôle et les enquêtes économiques (Suppression du contrôle économique en

1951) [16 juin 1950] (p. 4939); le retire (p. 4940); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1000 : Diminution de crédits pour l'administration centrale par suite de non création d'emplois [4 août 1950] (p. 6757, 6758). — Est nommé Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (J. O. du 13 juillet 1950, p. 7563). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer (3^e Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (J. O. du 11 mars 1951, p. 2642).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Tourné relative à l'octroi du bénéfice de la Sécurité sociale aux victimes de la guerre [4 mai 1951] (p. 4536, 4537); — de M. Barel relative à la maison de repos pour veuves de guerre à Vence [4 mai 1951] (p. 4538); — de M. Duveau relative aux pensionnés et retraités en résidence dans les territoires d'outre-mer [18 mai 1951] (p. 5438); — de M. Duveau relative à l'origine des fonctionnaires de Madagascar [18 mai 1951] (p. 5438). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795).

COGNIOT (M. Georges), Député de la Seine (3^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347).

Dépôts :

Le 4 décembre 1946, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice de l'avance sur reclassement prévue par le décret du 29 octobre 1946 aux personnels scientifiques des bibliothèques, des archives et des musées, au personnel de l'Economat, aux secrétaires d'orientation professionnelle, aux secrétaires de direction des écoles nationales de l'enseignement technique, aux secrétaires des mouvements de jeunesse et de la culture populaire, n^o 10. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi

tendant à attribuer aux dames secrétaires des établissements du second degré, l'avance sur reclassement accordé aux fonctionnaires et assimilés des divers ordres d'enseignement, n° 81. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à assurer aux agents des lycées, des écoles normales, des collèges techniques, au petit personnel titulaire des écoles normales supérieures de la rue d'Ulm, de Sèvres, de Saint-Cloud, de Fontenay, de l'École normale supérieure de l'enseignement technique, de l'École centrale des arts et manufactures, du conservatoire des Arts et Métiers, du Muséum d'histoire naturelle et des bibliothèques, le bénéfice de l'avance sur reclassement attribué aux fonctionnaires des divers ordres d'enseignement, n° 82. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à la titularisation par promotion des élèves des écoles normales d'instituteurs, n° 93. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à attribuer aux membres de l'enseignement déplacés par le Gouvernement de Vichy les indemnités de déménagement pour chaque déplacement, n° 94. — Le 14 janvier 1947, une proposition de loi tendant à réintégrer les surveillantes générales des lycées et collèges de Paris dans le premier ordre à compter du 1^{er} avril 1942 et à leur accorder le rappel de traitement correspondant à cette réintégration, n° 247. — Le 14 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire rouvrir les travaux de la Commission interministérielle chargée d'examiner les propositions de surclassement des localités, en vue de réviser les conditions d'attribution de l'indemnité de résidence aux fonctionnaires exerçant dans les communes classées « déshéritées », n° 248. — Le 8 mai 1947, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1^o de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le bénéfice de l'avance sur reclassement prévue par le décret du 29 octobre 1946 aux personnels scientifiques des bibliothèques, des archives et des musées, au personnel de l'économat, aux secrétaires d'orientation professionnelle, aux secrétaires de direction des écoles nationales de l'enseignement technique, aux secrétaires des mouvements de jeunesse et de la culture populaire (dispositions relatives aux personnels scientifiques des bibliothèques, des archives et

des musées, et au personnel de l'économat) : 2^o de M. Frédéric-Dupont tendant à étendre le bénéfice des versements d'attente mensuels prévus par le décret du 29 octobre 1946 aux bibliothécaires, aux archivistes, aux conservateurs de musées, aux aides techniques des bibliothèques, n° 1260. — Le 16 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne pas augmenter les droits universitaires et à maintenir les universités françaises dans des conditions matérielles de fonctionnement conformes à l'intérêt national, n° 1338. — Le 29 mai 1947, une proposition de loi tendant à lever l'interdiction de recruter du personnel scientifique et technique non titulaire en ce qui concerne le Centre national de la recherche scientifique, n° 1491. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles), Etat A, Education nationale, n° 1556. — Le 11 août 1947, une proposition de loi tendant à réaliser la réforme de l'enseignement, n° 2382. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), Education nationale (chapitres de l'Education nationale), n° 4046. — Le 17 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédit au Ministre de l'Education nationale au titre de la commémoration du centenaire de la mort de Chateaubriand, n° 4605. — Le 16 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant modification des autorisations d'engagements de dépenses et des crédits accordés par la loi n° 48-466 du 21 mars 1948, n° 4977. — Le 16 septembre 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au transfert au Panthéon des cendres de Jean Perrin et de Paul Langevin, n° 5477. — Le 16 septembre 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au transfert au Panthéon des cen-

dres du gouverneur général Eboué, n° 5478. — Le 16 septembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits au titre du budget du Ministère de l'Éducation nationale (études de prototypes de bâtiments scolaires), n° 5479. — Le 10 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à l'amélioration du reclassement des bibliothécaires, n° 6385. — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de l'Éducation nationale par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, Chapitres de l'Éducation nationale, n° 6513. — Le 22 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rectifier la grave anomalie du reclassement des directeurs et directrices d'école normale primaire, n° 6555. — Le 22 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à opérer une révision des indices de reclassement du personnel des inspections académiques, n° 6556. — Le 4 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à promulguer le statut du personnel des centres d'apprentissage, n° 6681. — Le 8 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Cayol et plusieurs de ses collègues tendant à allouer une subvention de 25 millions à la Cité universitaire de Paris, en vue de maintenir, sans augmentation, les anciens taux des loyers payés par les résidents, n° 7014. — Le 14 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget de l'Éducation nationale par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 7089. — Le 20 mai 1949, une proposition de loi tendant à la prise en compte pour la retraite du temps de service accompli en vertu de la prolongation de l'activité autorisée par le décret du 18 décembre 1948, n° 7229. — Le 17 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit de cinq millions de francs au budget du Ministère de l'Éducation nationale pour la célébration du centenaire de la mort de Chopin, n° 7508. — Le 17 juin 1949,

un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture d'un crédit de deux millions pour la célébration du bi-millénaire de la bataille d'Alésia, n° 7522. — Le 30 juillet 1949, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi créant auprès du Conservatoire national des arts et métiers le laboratoire normal de France, n° 8123. — Le 14 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à reconnaître la licence de psychologie comme équivalente à une licence d'enseignement dans tous les domaines touchant à la psychologie et à la pédagogie ; 2° à faciliter aux licenciés en psychologie l'accès à l'agrégation de philosophie, n° 12200 (rectifié).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre du budget extraordinaire de l'exercice 1947 : Reconstruction, équipement, dommages de guerre (Services civils) ; ÉDUCATION NATIONALE : *Travaux en cours dans trois lycées parisiens* [23 décembre 1946] (p. 304) ; — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, ÉDUCATION NATIONALE : *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur* [22 juillet 1947] (p. 3339, 3340, 3341, 3342, 3343, 3344) ; Chap. 106 : *Amendement de M. Viatte tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel d'administration académique* (p. 3389, 3390) ; Chap. 133 : *Traitements du personnel titulaire des lycées et collèges* (p. 3392) ; Chap. 332-1 : *Travaux d'aménagement des constructions scolaires de l'enseignement primaire* (p. 3409) ; Chap. 372 : *Matériel des écoles de sport* (p. 3417). — Participe à la discussion : du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et à la répartition des denrées rationnées ; Article unique : *Amendement de M. Charpin tendant à suspendre les journaux ayant publié des écrits délictueux* [28 août 1947] (p. 4769, 4770) ; — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 ; Etat I, ÉDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6303, 6304, 6305, 6306). — Prend part à la discussion du projet de loi portant

ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique ; Art. 5 : *Son amendement tendant à inclure un alinéa concernant la clause de sauvegarde* [6 février 1948] (p. 509). — Est entendu pour un fait personnel (*Son voyage à Prague avec un Vietnamien*) [17 janvier 1950] (p. 297). — Dépose une demande d'interpellation : sur les sanctions qui frappent les fonctionnaires de tous ordres et particulièrement ceux de l'enseignement [28 février 1951] (p. 1721) ; — sur les fonctionnaires de l'enseignement auxquels est refusé l'exercice du droit de grève [6 avril 1951] (p. 2808). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 2230 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des archives de France* [21 avril 1951] (p. 3752) ; le retire (ibid.) ; Chap. 5440 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à l'enseignement et à la production artistique* [23 avril 1951] (p. 3817).

COLIN (M. André), Député du Finistère

Ministre de la Marine marchande

(Cabinet QUEVILLE)

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949

Secrétaire d'Etat à l'Intérieur

(Cabinet BUDAULT)

du 7 février 1950 au 30 juin 1950.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [4 février 1947] (p. 148) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [26 janvier 1948] (p. 195).

Dépôts :

Le 29 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir d'urgence en aide à la population brestoise, pour la seconde fois sinistrée, n° 2153. — Le 17 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des

pêches sur le projet de loi portant organisation de la marine marchande, n° 3419. — Le 26 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur : 1° l'avis transmis par M. le Président du Conseil de la République ; 2° le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant organisation de la marine marchande, n° 3571. — Le 9 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux victimes de la tempête qui vient de ravager les côtes du Finistère, n° 5219. — Le 16 novembre 1948, une lettre rectificative au projet de loi concernant l'assurance des marins de commerce et de la pêche contre les pertes d'équipements par suite d'événements de mer, n° 5582. — Le 2 décembre 1948, un projet de loi portant modification à l'article 111 et aux articles 113 à 117 du Code du travail maritime, n° 5699. — Le 31 décembre 1948, un projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes d'intérêt général entre le continent et la Corse, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, le Mexique, les Antilles et Amérique centrale, et la France et l'Extrême-Orient, l'Océan Indien, la Nouvelle-Calédonie et la Méditerranée orientale, n° 6019. — Le 31 décembre 1948, un projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes d'intérêt général entre le continent et la Corse, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, le Mexique, les Antilles et l'Amérique centrale, et la France et l'Extrême-Orient, l'Océan indien, la Nouvelle-Calédonie et la Méditerranée orientale, n° 6019 (annexe). — Le 31 décembre 1948, un projet de loi concernant l'exploitation des services maritimes d'intérêt général entre le continent et la Corse, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, le Mexique, les Antilles et l'Amérique centrale, et la France et l'Extrême-Orient, l'Océan indien, la Nouvelle-Calédonie et la Méditerranée orientale, n° 6019 (2^e annexe). — Le 25 mai 1949, un projet de loi portant création d'un contingent exceptionnel de Croix du Mérite maritime en faveur des états-majors et des équipages de la marine militaire ayant participé aux dragages, n° 7264. — Le 24 juin 1949, un projet de loi autorisant le Président de la République à dénoncer la Convention internationale du 31 mai 1929 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer et à ratifier la Convention du 10 juin 1948 se substituant à la précédente, n° 7612.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant organisation de la marine marchande, en qualité de *Rapporteur* [19 février 1948] (p. 898, 899); *Discussion générale* (p. 913, 914); Art. 2 : *Amendement de M. Beauquier concernant la liaison du Conseil supérieur de la marine marchande avec celui des transports* (p. 919); Art 6 : *Amendement de M. Cristofol tendant à permettre à l'Etat d'exiger la remise de navires* [20 février 1948] (p. 936); Art. 9 : *Amendement de M. Gouge tendant à rationaliser le trafic des lignes couvertes par le monopole de pavillon* (p. 938); Art. 10 : *Amendements de MM. Chastellain et Reeb relatifs à l'affrètement des navires avec approbation du Ministre des Travaux publics* (p. 939); Art. 14 : *Amendement de M. Hamon relatif aux placements faits par les compagnies de navigation* (p. 945); Art. 14 bis : *Amendement de M. Gouge tendant à créer un commissaire du Gouvernement auprès des Conseils d'administration* (p. 946); Art. 15 : *Amendement de Mme Reyraud concernant l'apport des messageries maritimes à la nouvelle société* (p. 948); Art. 19 : *Amendements de MM. Cermolacce et Reeb tendant à concéder une ligne France-Corse à la Compagnie générale transatlantique* (p. 951); Art. 15 (en deuxième délibération) : *Amendement de Mme Reyraud concernant l'apport des Messageries maritimes à la nouvelle société* (p. 975, 976); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [27 février 1948] (p. 1179, 1180); — du projet de loi maintenant en vigueur certaines lois du temps de guerre, en qualité de *Rapporteur pour avis* [26 février 1948] (p. 1145). — Est nommé *Ministre de la Marine marchande* [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948, p. 9010).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements; Art. 19 : *Reconstitution de la flotte de commerce et de pêche* [9 mars 1949] (p. 1434); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la marine marchande : *Discussion générale (ses observations sur l'organisation du marché du poisson, les subventions aux compagnies maritimes et l'apprentissage maritime)* [8 avril 1949] (p. 2237, 2238, 2239, 2240, 2249, 2250); Chap. 107 :

Amendement de M. Hamon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'inscription maritime (p. 2251); Chap. 112 : *Amendement de M. Coudray tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'enseignement maritime* (p. 2252); Chap. 404 : *Amendement de M. Hamon tendant à réduire de 1.000 francs la subvention pour l'établissement des invalides de la marine* (p. 2254); Chap. 502 : *Amendement de M. Coudray tendant à prévoir un abattement de 1.000 francs sur les allocations d'intérêt fixées par la loi sur le crédit maritime* (p. 2255); Chap. 602 : *Amendement de M. Gouge tendant à prévoir un abattement de 1.000 francs sur l'indemnité aux armateurs de navires perdus* (p. 2256); — du projet de loi accordant une pension nationale à la veuve du commandant Charcot : *Discussion générale* [16 juin 1949] (p. 3404). — Donne sa démission de Ministre de la Marine marchande [13 octobre 1949] (p. 5764); — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Intérieur* (Cabinet Bidault) [7 février 1950] (*J. O.* du 7 février 1950, p. 1479).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Theetten relative à la police de la route [17 mars 1950] (p. 2145); — de Mme Bastide relative à l'expulsion d'un marin grec [12 mai 1950] (p. 3654); — de M. Fayet relative à l'expropriation d'une famille en Algérie [12 mai 1950] (p. 3655). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR : *Discussion générale* [31 mai 1950] (p. 4054, 4055); Chap. 1190 : *Personnel auxiliaire des préfectures* (p. 4070); Chap. 1240 : *Inspection générale de l'administration préfectorale* (p. 4070, 4071); Chap. 1420 : *Amendement de M. Mondon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de difficultés exceptionnelles d'existence* (p. 4073); Chap. 3000 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le matériel de l'administration centrale* (p. 4073, 4074); Chap. 3020 : *Amendement de M. Pourtalet tendant à réduire de 8.625.000 francs les crédits pour conseils, comités et commissions (délimitation de la frontière franco-italienne)* (p. 4075, 4076); Chap. 3040 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour frais de déplacement du personnel des préfectures* (p. 4077); Chap. 3070 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour frais d'élections* (p. 4077); Chap. 3120 : *Amendement*

de M. Masson tendant à réduire de 500 millions les crédits pour frais de déplacement des compagnies républicaines de sécurité (p. 4078); Chap. 3130 : Amendement de M. Fagon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les transports de la sûreté nationale (p. 4079); Sa demande de rétablissement des crédits de ce chapitre (p. 4079); Chap. 3150 : Sa demande de rétablissement des crédits pour le matériel de la sûreté nationale (p. 4080); Chap. 3180 : Sa demande de rétablissement des crédits pour le service des transmissions de la sûreté nationale (p. 4080); Chap. 3210 : Sa demande de rétablissement des crédits pour le matériel automobile (p. 4081); Chap. 3290 : Sa demande de rétablissement des crédits pour les travaux neufs de la sûreté nationale (p. 4082); Chap. 4050 : Amendement de M. Mock tendant à reprendre le chiffre du gouvernement pour les œuvres sociales (p. 4082); Chap. 5000 : Sa demande de rétablissement des crédits pour le personnel de la préfecture de la Seine (p. 4083); Chap. 5060 : Amendement de M. Mont tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour travaux de réparation des édifices culturels des collectivités locales (p. 4096); Chap. 5130 : Amendement de M. Schaff tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour participation aux dépenses de gendarmerie (p. 4097). — Répond à une question : de Mme Rose Guérin relative à l'utilisation des locaux de l'hôtel de ville de Neuilly [16 juin 1950] (p. 4913); — de M. Juge relative à la fermeture du centre de formation professionnelle accélérée de Montauban [16 juin 1950] (p. 4913). — Donne sa démission de Secrétaire d'Etat à l'Intérieur [29 juin 1950] (p. 5278). = S'excuse de son absence [21 juillet 1950] (p. 5710), [7 février 1951] (p. 861). = Obtient des congés [21 juillet 1950] (p. 5710), [7 février 1951] (p. 861).

CONDAT (M. Georges), Député du Niger.

Son élection est validée [30 juillet 1949] (p. 5565). = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de l'éducation nationale [25 janvier 1949] (p. 106),

[17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347).

Interventions :

Est désigné Secrétaire d'âge [11 janvier 1949] (p. 1). — Prend part à la discussion des conclusions du rapport sur les opérations électorales du Niger : Discussion générale (Ses observations sur les élections) [30 juillet 1949] (p. 5565).

CORDONNIER (M. Denis), Député du Nord (2^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39) = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1947] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission de l'Intérieur [21 décembre 1946] (p. 202), [16 décembre 1947] (p. 5757), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; Est élu Président de cette Commission [J. O. du 29 janvier 1948] (p. 964), [J. O. du 20 janvier 1949] (p. 782), [J. O. du 19 janvier 1950] (p. 717), [J. O. du 25 janvier 1951] (p. 882).

Dépôts :

Le 6 février 1947, une proposition de loi tendant à assurer un minimum vital à tous les aveugles et grands infirmes quelle que soit l'origine de leur infirmité, n° 479. — Le 27 février 1947, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi relatif à l'organisation et au fonctionnement de la lutte contre les maladies vénériennes, n° 746. — Le 14 mars 1947, une proposition de loi tendant à appliquer obligatoirement aux retraités des départements, communes et établissements dépendant de ces collectivités les dispositions actuellement en vigueur pour les retraités de l'Etat, n° 942. — Le 27 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de

M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à assurer un minimum vital à tous les aveugles et grands infirmes quelle que soit l'origine de leur infirmité, n° 1082 (nouvelle rédaction). — Le 12 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : I. Les propositions de loi : 1° de M. Hugues et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la législation actuelle sur la fabrication et la consommation des boissons alcooliques ; 2° de M. Jean-Raymond Guyon et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation des actes dits lois des 23 août 1940 et 24 septembre 1941 relatifs à la lutte contre l'alcoolisme ; II. La proposition de résolution de Mme Poinso-Chapuis, MM. Cayol et Valay tendant à inviter le Gouvernement à organiser et poursuivre la lutte antialcoolique, n° 1648. — Le 18 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Ségelle et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à organiser un enseignement de vénéréologie sanctionné par un diplôme national, afin de donner des cadres qualifiés aux dispensaires antivénériens, n° 1733. — Le 16 juillet 1947, un rapport au nom de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (rectifiée) de M. Bernard Lafay et plusieurs de ses collègues, transmise par M. le Président du Conseil de la République, modifiant la loi n° 1073 du 31 décembre 1942 validée par l'ordonnance du 9 août 1944 relative à la prophylaxie et à la lutte contre les maladies vénériennes, n° 2037. — Le 30 octobre 1947, une proposition de loi tendant à accorder pour les mutilés du travail des réductions sur les transports (S.N.C.F. — Services et entreprises de transports départementaux ou locaux), n° 2613. — Le 27 novembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Ségelle et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier d'urgence le décret du 31 décembre 1941 codifiant les textes relatifs aux opérations d'inhumation, d'exhumation, d'incinération et de transport des corps maintenu en application par l'ordonnance du 9 août 1944, n° 2721. — Le 12 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et

de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Louis Martel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un statut légal pour les stations sanatoriales de cure pour tuberculose, n° 2849. — Le 18 décembre 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Ségelle et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à modifier d'urgence le décret du 31 décembre 1941 codifiant les textes relatifs aux opérations d'inhumation, d'exhumation, d'incinération et de transport des corps maintenu en application par l'ordonnance du 9 août 1944, n° 2907. — Le 31 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi tendant au dépistage des malades vénériens contagieux et à leur traitement, n° 3064. — Le 29 janvier 1948 une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 36 de la loi du 31 mars 1919 en vue de réserver certaines audiences des tribunaux des pensions aux affaires concernant les victimes civiles de la guerre et de modifier, pour ces affaires, la composition de ces tribunaux, n° 3188. — Le 29 janvier 1948, une proposition de loi tendant à étendre aux victimes civiles de la guerre les dispositions de l'article 65 de la loi du 31 mars 1919 et de l'article 9 de la loi n° 46-1117 du 20 mai 1946 relatifs aux barèmes d'appréciation des invalidités, n° 3189. — Le 12 février 1948, une proposition de loi tendant au relèvement du taux de l'allocation mensuelle payée aux aveugles et grands infirmes en application de l'article 20 bis de la loi du 14 juillet 1905, n° 3339. — Le 26 février 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi tendant au dépistage des malades vénériens contagieux et à leur traitement, n° 3575. — Le 11 mars 1948 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice des allocations familiales pour les enfants poursuivant leurs études au-delà de 20 ans pendant la durée de ces études, n° 3742. — Le 11 mars 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : I. Les propositions de loi : 1° de M. Hugues et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la législation actuelle sur la

fabrication et la consommation des boissons alcooliques ; 2° de M. Jean-Raymond Guyon et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation des actes dits lois des 23 août 1940 et 24 septembre 1941 relatifs à la lutte contre l'alcoolisme ; 3° de M. Lalle tendant à compléter le deuxième paragraphe de l'article premier de l'acte dit loi du 24 septembre 1941 contre l'alcoolisme ; II. La proposition de résolution de Mme Poinso-Chapuis, MM. Cayol et Valay tendant à inviter le Gouvernement à organiser et poursuivre la lutte antialcoolique, n° 3776. — Le 17 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi portant modification des articles 6 bis et 27 de la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique, n° 3840. — Le 29 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer une police féminine spécialisée dans la protection de l'enfance et de l'adolescence, n° 4049. — Le 13 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour le fonctionnement des maisons d'enfants précédemment administrées par l'Entr'aide française et actuellement abandonnées à elles-mêmes, n° 4188. — Le 2 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en application la loi sur le dépistage obligatoire de la tuberculose par la radiophotographie systématique, n° 4424. — Le 3 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale sur le dépistage et le traitement des malades vénériens contagieux, n° 4451. — Le 11 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reprendre, par un projet de loi, toute décision ou partie de décision de l'Assemblée algérienne pour laquelle le seul motif du refus d'homologation est fondé sur la violation des articles 9 à 12 de la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, n° 4538. — Le 23 juin 1948, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire le dépistage de la tuberculose pulmonaire par la radiophotogra-

phie systématique pour certaines catégories de personnes, n° 4671. — Le 30 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Landry, conseiller de la République, concernant les alcooliques socialement dangereux, n° 4788 (rectifié). — Le 30 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi relatif à l'immunisation obligatoire de certaines personnes contre la variole, les fièvres typhoïde et paratyphoïde A et B, la diphtérie et le tétanos, n° 4794. — Le 15 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reprendre, par un projet de loi, toute décision ou partie de décision de l'Assemblée algérienne pour laquelle le seul motif du refus d'homologation est fondé sur la violation des articles 9 à 12 de la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, n° 4961. — Le 17 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant modification des articles 6 bis et 27 de la loi du 15 février 1902 relative à la protection de la santé publique, n° 4986 (rectifié). — Le 17 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif à l'organisation et au fonctionnement de la lutte contre les maladies vénériennes, n° 4987. — Le 5 août 1948 un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Edgar Faure relative à l'application des lois du 20 septembre 1941 et du 22 mars 1942 sur l'ouverture des débits de boissons, n° 5176. — Le 20 août 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Fonlupt-Esperaber et plusieurs de ses collègues relative à la formation du conseil général et aux élections cantonales, n° 5334. — Le 18 septembre 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi relatif au statut des personnels de police, n° 5497. — Le 23 septembre 1948, un rapport

au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de MM. Cadenet, Lussy et de Menthon relative au renouvellement des conseils généraux, n° 5529. — Le 19 novembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire pour certaines catégories de personnes la vaccination par le B. C. G. en scarifications cutanées, n° 5629. — Le 16 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à rendre obligatoire le dépistage de la tuberculose pulmonaire par la radiophotographie systématique pour certaines catégories de personnes, n° 5830. — Le 4 mars 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier les fonctionnaires exerçant dans la métropole, originaires de l'Afrique du Nord ou des territoires d'outre-mer, des mêmes délais de route et droit de passage gratuit que les fonctionnaires métropolitains exerçant en Afrique du Nord ou dans les territoires d'outre-mer, n° 6683. — Le 31 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Bernard Lafay, sénateur, tendant à permettre la pratique de la greffe de la cornée grâce à l'aide de donneurs d'yeux, volontaires, n° 6915. — Le 1^{er} avril 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur : 1° le projet de loi relatif à la vaccination obligatoire par le B. C. G. des étudiants en médecine et art dentaire, des élèves infirmières, assistantes sociales, sages-femmes et du personnel hospitalier; 2° la proposition de loi de M. Bernard Lafay, sénateur, tendant à rendre obligatoire la vaccination par le vaccin antituberculeux B. C. G.; 3° la proposition de résolution de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rendre obligatoire pour certaines catégories de personnes la vaccination par le B. C. G. en scarifications cutanées, n° 6916. — Le 25 mai 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la résolution adoptée par le Conseil de la République tendant à demander à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République

pour formuler son avis sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, constatant la nullité de l'acte dit loi du 14 février 1941, complétant la loi du 15 mars 1928, facilitant l'aménagement des lotissements défectueux, n° 7271. — Le 25 mai 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la résolution adoptée par le Conseil de la République tendant à demander à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 3 de l'acte dit loi du 5 mars 1943, relatif à la réglementation de l'activité des entreprises privées participant au service extérieur des Pompes funèbres, n° 7272. — Le 16 juin 1949, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Bas et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la législation relative aux bouilleurs de cru, n° 7476. — Le 24 juin 1949, une proposition de loi tendant à accorder aux maires et adjoints des communes ainsi qu'aux conseillers municipaux de Paris le bénéfice de la sécurité sociale, lorsque leurs fonctions ne leur permettent plus l'exercice de leur profession antérieure, n° 7614. — Le 8 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions de la loi du 10 août 1871, relatives aux circonscriptions électorales, aux conditions et au mode d'élection des conseillers généraux et portant sectionnement des quatre départements en cantons, n° 7807. — Le 13 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à faire bénéficier les fonctionnaires originaires de l'Afrique du Nord ou des territoires d'outre-mer, exerçant dans la métropole, des mêmes avantages en matière de congé et de délais de route que les fonctionnaires métropolitains exerçant en Afrique du Nord ou dans les territoires d'outre-mer, n° 7891. — Le 20 juillet 1949, une proposition de loi modifiant l'article 93 de la loi du 19 octobre 1946 portant statut général des fonctionnaires et étendant aux poliomyélitiques le bénéfice des congés de longue durée, n° 7922. — Le 20 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'inté-

rieur sur le refus d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne concernant l'application à l'Algérie de la loi n° 48-1309 du 25 août 1948 permettant la révision du prix de certains baux, n° 7944. — Le 20 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le refus d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne étendant à l'Algérie les dispositions de fond de la loi du 1^{er} septembre 1948 réglant les rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 7945. — Le 20 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le refus d'homologation d'une décision de l'Assemblée algérienne portant restriction à la prorogation résultant de l'extension à l'Algérie de la loi n° 48-2009 du 31 décembre 1948 concernant certains locaux à usage commercial, industriel ou artisanal, n° 7946. — Le 27 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale après déclaration d'urgence portant extension aux départements d'outre-mer des dispositions de la loi du 10 août 1871 relatives aux circonscriptions électorales, aux conditions et au mode d'élection des conseillers généraux et portant sectionnement des quatre départements et cantons, n° 8050. — Le 28 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, n° 8073. — Le 3 novembre 1949, une proposition de loi portant réforme des impôts perçus au profit des collectivités locales et de divers organismes ou établissements publics ou privés et transfert à l'Etat de certaines dépenses, n° 8302. — Le 10 novembre 1949, une proposition de loi tendant à appliquer aux agents retraités des collectivités locales le régime de sécurité sociale appliqué aux fonctionnaires retraités de l'Etat, n° 8341. — Le 10 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer les textes de loi destinés à codifier et renforcer la lutte antialcoolique n° 8343. — Le 1^{er} décembre 1949 un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et

de la santé publique sur la proposition de loi de M. Landry, sénateur, transmise par M. le Président du Conseil de la République concernant les alcooliques socialement dangereux, n° 8547. — Le 1^{er} décembre 1949, une proposition de loi portant relèvement des indemnités de fonctions des maires et adjoints, n° 8569. — Le 6 décembre 1949, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 47-1682 du 3 septembre 1947 régularisant la situation des entreprises placées sous réquisition, n° 8606. — Le 8 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à rendre obligatoire, pour certaines catégories de la population, la vaccination par le vaccin antituberculeux B. C. G., n° 8629. — Le 16 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à refuser l'homologation de la décision votée par l'Assemblée algérienne au cours de sa session extraordinaire de janvier 1949 concernant l'application à l'Algérie de la loi n° 48-1309 du 25 août 1948 permettant la révision du prix de certains baux, et tendant à l'extension à l'Algérie de ladite loi, n° 8744. — Le 21 décembre 1949, une proposition de loi tendant à régulariser la situation des requérants à l'allocation aux vieux travailleurs salariés qui ne peuvent justifier d'une activité salariée au cours de la période 1914-1918 du fait de l'occupation, n° 8803. — Le 29 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi relatif à la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, n° 8879. — Le 28 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : 1° le projet de loi relatif à la contribution des patentes et à diverses dispositions concernant les impositions départementales et communales; 2° la proposition de loi de M. Louis Rollin et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de limiter le montant de la patente en 1950 n° 9084. — Le 31 janvier 1950, une proposition de loi portant modification de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, n° 9097. — Le 2 mars 1950,

un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Regaudie tendant à inviter le Gouvernement à harmoniser les dispositions de la loi du 18 mars 1946 portant statut des laboratoires d'analyses et ses textes d'application, avec le décret du 17 avril 1943, n° 9400. — Le 2 mars 1950, un avis au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Paul Gosset et plusieurs de ses collègues tendant à réglementer la publicité des boissons autorisées, n° 9404. Le 14 mars 1950, une proposition de loi complétant l'article 17 (alinéa 3) de la loi n° 48-1306 du 23 août 1948 portant modification du régime de l'assurance-vieillesse, n° 9457. — Le 25 avril 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 2 août 1945 relative aux réparations dues aux victimes de la silicose considérée comme maladie professionnelle, n° 9726. — Le 26 avril 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de l'ordonnance du 17 mai 1945 relative aux services publics des départements et communes et de leurs établissements publics, n° 9772. — Le 27 avril 1950, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1^o de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues relative au traitement et à la prophylaxie de l'alcoolisme chronique ; 2^o de M. Landry, sénateur, concernant les alcooliques socialement dangereux, n° 9783. — Le 4 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à considérer le cas des fonctionnaires des départements d'outre-mer en ce qui concerne le paiement des journées de grève et les sanctions éventuelles qu'il pourrait prendre, n° 9856. — Le 10 mai 1950, une proposition de loi tendant à confirmer dans leurs grades les fonctionnaires civils de l'Etat et des collectivités locales ayant été nommés à un grade supérieur au titre de la Résistance, n° 9916. — Le 7 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1^o de M. Le Coutaller et plusieurs de ses collègues tendant à régler la situation des débits de boissons détruits par faits de guerre ; 2^o de M. Frédéric-Dupont relative à l'ouverture des débits de boissons ; 3^o de M. Boivin-Champeaux, sénateur, et plu-

sieurs de ses collègues, tendant à modifier l'article 13 de l'ordonnance du 20 octobre 1945, sur la limitation des débits de boissons, n° 10207. — Le 8 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour faire figurer le groupe sanguin sur la carte d'identité et pour encourager la détermination des groupes sanguins, n° 10212. — Le 8 juin 1950, une proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à abroger les circulaires n° 333 bis du 24 décembre 1947 et n° 195 du 8 août 1949 relatives à l'orientation professionnelle, au reclassement et au placement des aveugles, n° 10213. — Le 15 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues portant modification de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, n° 10307. — Le 22 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi portant application à l'Algérie des dispositions de la loi du 1^{er} septembre 1948 réglant les rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage commercial, n° 10393. — Le 13 juillet 1950, une proposition de loi portant modification des articles 8 et 9 de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, n° 10597. — Le 21 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation sanitaire en ce qui concerne les étables où la vaccination antituberculeuse des bovidés par le B. C. G. est instituée, n° 10695. — Le 21 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues portant modification des articles 8 et 9 de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, n° 10710. — Le 24 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour faire figurer le

groupe sanguin sur la carte d'identité et pour encourager la détermination des groupes sanguins, **n° 10721**. — Le 25 juillet 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à modifier l'article 3 de l'acte dit loi du 5 mars 1943, relatif à la réglementation de l'activité des entreprises privées participant au service extérieur des pompes funèbres, **n° 10746**. — Le 2 août 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la résolution adoptée par le Conseil de la République demandant à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, portant extension à l'Algérie de la loi n° 49-1111 du 2 août 1949 majorant les indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail, **n° 10851**. — Le 2 août 1950, une proposition de loi modifiant l'article 17 de l'arrêté du 4 février 1949 relatif au statut des praticiens conseils chargés du contrôle médical des affiliés du régime spécial de sécurité sociale dans les mines, **n° 10853**. — Le 17 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer les conditions d'attribution de l'allocation aux vieux travailleurs salariés dans le cas où les intéressés ont été victimes de périodes de chômage involontaire, **n° 11056**. — Le 2 novembre 1950, une proposition de loi tendant à l'annulation de l'article 2 de la loi du 25 décembre 1942, portant modification de la loi du 9 décembre 1905 relative à la séparation des églises et de l'Etat, **n° 11144**. — Le 9 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi relatif aux indemnités allouées aux titulaires de certaines fonctions électives, **n° 11205**. — Le 14 novembre 1950, une proposition de loi portant titularisation d'une catégorie de fonctionnaires non visés par la loi du 3 avril 1950, autorisant la transformation d'emplois et réforme de l'auxiliarat, **n° 11260**. — Le 7 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 10800) approuvant un avenant **n° 2** au cahier des charges de la concession du canal du Foulon (Alpes-Maritimes), **n° 11533**. — Le 7 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de

la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis (n° 11410) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 10597), adoptée par l'Assemblée Nationale, portant modification des articles 8 et 9 de la loi n° 49-1094 du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes, **n° 11534**. — Le 14 décembre 1950, un 3^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur les propositions de loi : 1^o de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues (n° 8900) relative au traitement et à la prophylaxie de l'alcoolisme chronique ; 2^o de M. Landry, sénateur (n° 1904), concernant les alcooliques socialement dangereux, **n° 11635**. — Le 28 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 9024), adopté par l'Assemblée Nationale, portant application à l'Algérie des dispositions de la loi du 1^{er} septembre 1948 réglant les rapports entre bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel, **n° 11787**. — Le 5 janvier 1951, une proposition de loi tendant à modifier : 1^o le paragraphe 6 de l'article 22 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicables aux assurés des professions non agricoles ; 2^o le paragraphe 2 de l'article 14 du décret n° 45-0179 du 29 décembre 1945, **n° 11867**. — Le 1^{er} février 1951, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 10624) de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues tendant à rendre applicables aux personnels des hôpitaux psychiatriques autonomes les dispositions de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 relative aux pensions civiles et militaires, **n° 12020**. — Le 1^{er} février 1951, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi (n° 10629) de M. Joseph Denais tendant à généraliser l'application des lois réglementant les débits de boissons, **n° 12021**. — Le 1^{er} février 1951, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur le projet de loi (n° 11028) autorisant le transfert des débits de boissons sur les aérodromes civils qui en sont dépourvus, **n° 12022**. — Le 7 février

1951, une proposition de loi tendant à subventionner l'achèvement du centre médico-social érigé à Ascq, à la mémoire des héros de la Résistance, et en faveur de leurs enfants, n° 12100. — Le 8 février 1951, une proposition de loi tendant à accorder aux mutilés du travail des réductions sur les transports (S. N. C. F. et entreprises locales de transports), n° 12128. — Le 14 février 1951, une proposition de loi portant dérogation aux dispositions de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 relatives aux orphelins atteints avant leur majorité d'une infirmité ou maladie incurable, n° 12192. — Le 28 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réviser la procédure des articles 12 à 14 de la loi du 15 février 1902, modifiés par le décret du 24 mai 1938, et relatifs à l'insalubrité des immeubles, n° 12386. — Le 9 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur l'avis donné par le Conseil de la République (n° 12011) sur la proposition de loi (n° 9324), adoptée par l'Assemblée Nationale, concernant les débits de boissons détruits par les événements de guerre, n° 12439. — Le 15 mars 1951, une proposition de loi tendant à modifier les lois du 10 août 1871 et du 5 avril 1884 en ce qui concerne la garantie accordée par les conseils généraux et municipaux aux emprunts contractés par les offices publics, sociétés d'H. L. M. et sociétés de crédit immobilier, n° 12522. — Le 21 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déduire la pension de veuve de guerre pour l'évaluation des ressources cumulables avec l'allocation temporaire, n° 12652. — Le 21 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à uniformiser les plafonds des ressources personnelles admises pour l'attribution des différentes allocations de vieillesse, n° 12654. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 10258), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif aux indemnités allouées aux titulaires de certaines fonctions électives, n° 13165. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 12524) de M. René Schmitt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre en application le décret n° 49-1224 du

28 août 1949 portant règlement de retraites applicables à certaines catégories d'agents de l'Etat, n° 13181.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi de M. Cristofol instituant une procédure exceptionnelle du vote par correspondance dans les élections cantonales et municipales : en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de la Famille, de la population et de la Santé publique* [7 août 1947] (p. 4020). — Prend part à la discussion : des propositions de loi relatives à l'application des lois sociales dans les nouveaux départements d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [19 mars 1948] (p. 2011); — du projet de loi relatif à la lutte contre les maladies vénériennes, en qualité de *Rapporteur* [19 mai 1948] (p. 2715, 2716); Art. 2: *Amendement de M. Duprat tendant à augmenter le nombre des dispensaires* (p. 2716); — de propositions de loi relatives à la lutte contre l'alcoolisme, en qualité de *Rapporteur* [19 mai 1948] (p. 2719, 2720, 2721); *Discussion générale* (p. 2739, 2740); *Sa demande de renvoi à la commission* (p. 2741); — d'une proposition de résolution relative au fonctionnement des maisons d'enfants de l'Entr'aide française, en qualité de *Rapporteur* [19 mai 1948] (p. 2744); — de la demande de retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif au dégagement de cadres, en qualité de *Président de la Commission* [27 mai 1948] (p. 2956). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Report de la discussion du projet de dégagement de cadres*) [27 mai 1948] (p. 2975); *Renvoi de cette discussion* (p. 2985). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au dégagement des cadres, en qualité de *Président de la Commission* [27 mai 1948] (p. 2987); *Sa demande de renvoi à la Commission* [1^{er} juin 1948] (p. 3057); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948: Etat A, INTÉRIEUR: *Sa réponse à M. Dreyfus-Schmidt* [19 juillet 1948] (p. 4836); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 520: *Subventions à la Croix rouge (Entr'aide française)* [29 juillet 1948] (p. 5070); Chap. 526: *Son amendement tendant à réduire de 375 millions la subvention à l'Entr'aide française* (p. 5072, 5074); — de la proposition de loi relative à la formation du

Conseil général et aux élections cantonales : *Demande de renvoi à la Commission du suffrage universel* [18 août 1948] (p. 5892); en qualité de *Rapporteur* [24 août 1948] (p. 6140); Art. 2 bis : *Amendement de M. Quilici tendant à supprimer l'article* [25 août 1948] (p. 6189); Art. 10 : *Incompatibilités* (p. 6198); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [22 septembre 1948] (p. 6839); *Sa demande de renvoi de la discussion de la proposition de loi Cudenet-Lussy* [23 septembre 1948] (p. 6862); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 6868). — Est entendu : sur une motion d'ordre (*Débat sur le statut du personnel de la police*) [16 septembre 1948] (p. 6569); — sur le règlement de l'ordre du jour [16 septembre 1948] (p. 6575), [20 septembre 1948] (p. 6758). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au statut du personnel de la police, en qualité de *Rapporteur* [20 septembre 1948] (p. 6750, 6751); Art. 2 : *Amendement de M. A. Petit tendant à exiger un service minimum de sécurité* (p. 6780). — Est entendu : sur un rappel au règlement (*Compétence de la Commission de l'intérieur*) [23 septembre 1948] (p. 6853); — sur une motion d'ordre (*Urgence de la proposition de loi Cudenet-Lussy concernant la date des élections cantonales*) [23 septembre 1948] (p. 6863, 6864). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative au renouvellement des Conseils généraux : *Demande de discussion d'urgence* [23 septembre 1948] (p. 6864); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [25 septembre 1948] (p. 6920, 6921); — du rapport concernant les subventions spéciales aux budgets communaux : *Discussion générale* [2 décembre 1948] (p. 7356); — du projet de loi portant organisation du territoire de Libre, en qualité de *Rapporteur* [7 décembre 1948] (p. 7399); — d'une proposition de loi relative au recrutement et à l'avancement des fonctionnaires résistants : *Sa demande de renvoi à la Commission* [16 décembre 1948] (p. 7617). — du projet de loi relatif aux pouvoirs des préfets et à la déconcentration administrative : *Discussion générale* [17 février 1949] (p. 651); — d'une proposition de loi relative au statut général des agents communaux (*Sa demande de renvoi à la Commission*) [17 février 1949] (p. 655); *Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par*

M. Truffaut [8 novembre 1949] (p. 6005); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 6012); Art. 2 : *Amendement de M. Violette tendant à supprimer la possibilité pour les syndicats d'introduire des instances devant les tribunaux administratifs* [10 novembre 1949] (p. 6032); *Amendement de M. E. Hugues tendant à insérer six articles nouveaux portant réglementation du droit de grève* (p. 6036, 6037); Art. 4 : *Amendement de M. Defos du Rau tendant à supprimer « de nature à compromettre son indépendance »* (p. 6038, 6039); Art. 13 : *Amendement de M. Violette tendant à supprimer l'article relatif au syndicat des communes* (p. 6042); — d'un projet de loi relatif à la propagande électorale pour les élections cantonales : *Urgence* [18 février 1949] (p. 674); en qualité de *Rapporteur* (ibid.); Art. 5 : *Amendement de M. Guiguen tendant à prévoir le vote par correspondance et par procuration* (p. 676); Art. 9 bis : *Amendement de M. Albert Rigal tendant à rendre le droit de vote aux personnes condamnées pour délit de droit commun* (p. 678); Art. 8 : *Ouverture d'un crédit de 325 millions* (p. 700). — Est entendu pour l'inscription à l'ordre du jour de la discussion d'urgence du projet de loi reportant la date des élections du Conseil général d'outre-mer [18 février 1949] (p. 678). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au minimum vital des aveugles et des grands infirmes : *Urgence* [7 juillet 1949] (p. 4320, 4321); en qualité de *Rapporteur* (p. 4321, 4322, 4323); Art. 3 : *Amendement de M. Buron relatif à la délivrance de la carte d'invalidité* [19 juillet 1949] (p. 4764); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1949] (p. 5625, 5626); — du projet de loi relatif aux circonscriptions électorales des départements d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [7 juillet 1949] (p. 4382, 4383); *Urgence* [9 juillet 1949] (p. 4454); Art. 2 : *Amendement de Mlle Archimède tendant à modifier le tableau des cantons de la Guadeloupe* [11 juillet 1949] (p. 4580); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1949] (p. 5572); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Castellani tendant à reprendre le texte du Conseil de la République pour l'arrondissement de Basse-Terre* (p. 5572); — du projet de loi portant organisation des services de police dans les départements d'outre-mer; Art. 1^{er} : *Amen-*

dement de M. Ballanger tendant à supprimer l'article relatif aux droits de police des préfets [4 novembre 1949] (p. 5986); — du projet de loi portant réforme de l'auxiliarat : Sa demande de renvoi à la Commission [4 novembre 1949] (p. 5990); — d'une proposition de résolution relative au prix de la betterave [10 novembre 1949] (p. 6043). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour d'un projet de loi relatif aux bureaux d'aide sociale [16 décembre 1949] (p. 6963). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux taxes locales additionnelles aux taxes sur le chiffre d'affaires (Sa demande de renvoi à la Commission de l'intérieur) [28 décembre 1949] (p. 7496); en qualité de Rapporteur [29 décembre 1949] (p. 7511, 7512); Art. 1^{er} : Amendement de M. Truffaut tendant à accorder au Conseil général de la Seine les mêmes facultés qu'aux conseils municipaux pour décider des majorations (p. 7534); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [31 décembre 1949] (p. 7680); Art. 2 : Amendement de M. Simonnet tendant à accorder le même pourcentage sur les recettes de la taxe locale à toutes les communes (p. 7682); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} (Art. 31 G du Code du travail) : Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'emploi de personnel à capacité réduite [3 février 1950] (p. 980, 981); le retire (p. 981); — d'une proposition de résolution relative aux stages des étudiants en médecine : Discussion générale [16 février 1950] (p. 1111, 1112); Sa demande de renvoi à la Commission de la santé publique (p. 1112); — d'une proposition de résolution relative à la création d'une police sociale féminine, en qualité de Rapporteur [28 février 1950] (p. 1538, 1539). — Est entendu sur le renvoi à la Commission d'une proposition de loi relative aux alcooliques spécialement dangereux [28 février 1950] (p. 1553, 1554). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'aménagement des lotissements défectueux : Demande de renvoi à la Commission, présentée par M. Truffaut [2 mars 1950] (p. 1622); — d'une proposition de loi relative au statut des fonctionnaires et auxiliaires des départements d'outre-mer; Art. 3 : Reprend en le modifiant l'amendement de M. Girard tendant à remplacer l'indemnité de recrutement par une

majoration générale des salaires [31 mars 1950] (p. 2711). — Dépose une demande d'interpellation sur le retard dans l'application de la loi venant en aide à certaines catégories d'aveugles et d'infirmités [22 juillet 1950] (p. 5820); Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [26 juillet 1950] (p. 5993, 5994). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux loyers en Algérie, en qualité de Rapporteur [29 novembre 1950] (p. 8286); Art. 1^{er} : Amendement de M. Dominjon tendant à faire fixer par le Gouvernement les communes où le maintien dans les lieux ne sera plus appliqué (p. 8289); Art. 3 : Amendement de M. Dominjon tendant à ne pas appliquer la loi aux immeubles construits depuis le 31 décembre 1947 (p. 8290); Art. 9 : Amendement de M. Dominjon tendant à exclure le cas de rupture de contrat de travail (p. 8294); Art. 18 : Amendement de M. Dominjon tendant à ne pas interdire la reprise au bénéfice d'un parent lui-même propriétaire (p. 8297); Art. 25 : Amendement de M. Dominjon tendant à supprimer l'article appliquant la loi à tous les occupants à la date de la promulgation [30 novembre 1950] (p. 8328); Art. 26 : Amendement de M. Jacques Chevallier tendant à prévoir des majorations semestrielles égales au huitième du loyer actuel (p. 8329); Amendement de M. Rabier tendant à ce que la majoration définitive ne dépasse pas 450 0/0 par rapport aux loyers payés en 1939 (p. 8330); Amendement de M. Fayet tendant à n'appliquer la majoration de loyer qu'après une hausse de salaire (p. 8331); Art. 37 : Amendement de M. Jacques Chevallier tendant à mettre à la charge du propriétaire les grosses réparations seulement (p. 8334); Art. 38 bis : Amendement de M. Jacques Chevallier tendant à ne pas dispenser définitivement de majoration de loyer les économiquement faibles (p. 8335); Art. 43 : Amendement de M. Djemad tendant à supprimer les deuxième, troisième et quatrième alinéas relatifs aux locations en meublés (p. 8337); Art. 71 : Amendement de M. Dominjon tendant à reprendre l'article traitant des échanges de logement (p. 8394); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [30 décembre 1950] (p. 9873). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (Suite du débat sur les loyer en Algérie) [29 novembre 1950] (p. 8302); — sur le procès-verbal de la séance précédente (Suite du débat sur les loyers en Algérie) [30 novembre 1950]

(p. 8353, 8354). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition du produit de la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Sa demande de réserver les articles premier et 2* [5 janvier 1951] (p. 203). — Pose à M. le Ministre de la Santé publique une question relative à l'aide à certains aveugles et grands infirmes [26 janvier 1951] (p. 443, 444). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR : *Discussion générale* [6 février 1951] (p. 788); Chap. 3310 : *Amendement de Mme Bastide tendant à supprimer les crédits pour création de dix nouvelles compagnies républicaines de sécurité* [13 février 1951] (p. 1100); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale* [26 avril 1951] (p. 4018); Chap. 4000 : *Prestations familiales (statut du personnel hospitalier)* [4 mai 1951] (p. 4549); Chap. 4100 : *Amendement de Mme François tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour maladies mentales (hôpitaux psychiatriques)* (p. 4572); Chap. 4120 : *Amendement de M. Ballanger tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance médicale gratuite (radiation de vieillards de la liste des bénéficiaires de l'assistance gratuite)* (p. 4577); Chap. 5170 : *Subventions aux œuvres d'assistance aux infirmes (Quinze-Vingt)* [5 mai 1951] (p. 4600); Art. 2 : *Amendement de Mme Dou-teau tendant à disjoindre l'article relatif à la subvention à l'Union nationale des associations familiales* (p. 4602). — Est entendu sur une attribution de compétence à une Commission (*Proposition de M. Depreux relative aux habitations à bon marché*) [14 mars 1951] (p. 1914). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut général des agents communaux; Art. 58 : *Amendement de M. Fagon tendant à remplacer « autorisé » par « prononcé »* [16 avril 1951] (p. 3340); Art. 80 : *Amendements de MM. Fagon, Cristofol et Badiou relatifs à la limite d'âge pour la retraite* (p. 3343); *Sous-amendement de M. Cristofol tendant à faire déterminer par les conseils municipaux, les catégories d'agents sédentaires, les catégories d'agents actifs et les agents des services insalubres* (p. 3345); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3353); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951 : *Motion préjudicielle de M. Boulet tendant à surseoir à la discussion jusqu'à ce qu'un nouveau texte soit présenté (apéritifs à base d'alcool)*

[9 mai 1951] (p. 4906); — du projet de loi relatif à la réalisation d'un plan d'économies, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 Etat B, INTÉRIEUR : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour la reconstruction des îlots insalubres et l'urbanisme* [18 mai 1951] (p. 5486); — d'une proposition de loi relative aux pensions des personnels des hôpitaux psychiatriques autonomes, en qualité de *Rapporteur* [22 mai 1951] (p. 5714); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Delachenal tendant à étendre l'article au personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains* (p. 5714).

COSTE-FLORET (M. Alfred), Député de la Haute-Garonne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [16 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364); de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de l'intérieur [2 juillet 1949] (p. 4092), [17 janvier 1950] (p. 300). Est nommé : membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [3 décembre 1947] (p. 5451, 5452); membre titulaire de cette Commission [10 février 1948] (p. 584); membre de la Commission des indemnités parlementaires [23 juillet 1949] (p. 5106), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est nommé juré à la Haute-cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [15 juillet 1947] (p. 3016) [30 novembre 1948] (p. 7302), [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 1^{er} août 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Constitution de l'organisation internationale des réfugiés signée pour la France le 17 décembre 1946, n° 2217. — Le 6 août 1947, une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral applicable aux élec-

tions des membres des conseils municipaux et du Conseil général de la Seine, n° 2257. — Le 18 février 1948, un avis au nom de la Commission de la presse sur les propositions de loi : 1° de M. Hugues et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la législation actuelle sur la fabrication et la consommation des boissons alcooliques; 2° de M. Jean-Raymond Guyon et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation des actes dits lois des 23 août 1940 et 24 septembre 1941 relatifs à la lutte contre l'alcoolisme, n° 3454. — Le 26 février 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur la proposition de résolution de MM. Edgar-Faure et de Méthon, tendant à inviter le Gouvernement à proposer l'institution, dans le cadre de l'Organisation des Nations-Unies, d'une juridiction internationale des Droits de l'homme, n° 3574. — Le 8 février 1949, une proposition de loi tendant à permettre l'imputation sur le budget communal des cotisations à l'Association des maires de France reconnue d'utilité publique et aux associations départementales et cantonales qui lui sont rattachées, n° 6355. — Le 2 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier deux accords conclus le 13 janvier 1948 entre le Gouvernement français et la Commission préparatoire de l'Organisation internationale pour les réfugiés, n° 6635. — Le 3 mars 1949, une proposition de loi tendant à la réorganisation des établissements industriels de l'Air, de la Guerre et de la Marine, n° 6647. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de la réforme administrative sur la proposition de loi de M. Jacques Bardoux relative aux régions administratives, n° 7064. — Le 8 décembre 1949, une proposition de loi tendant à permettre l'affiliation à la Caisse autonome mutuelle de retraite des agents de chemin de fer secondaire d'intérêt général, d'intérêt local et des tramways prévue par la loi du 22 juillet 1922, des agents des réseaux secondaires ayant encore conservé le régime de retraite de la loi du 20 juillet 1886, n° 8650. — Le 11 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Labrosse tendant à inviter le Gouvernement à verser aux collectivités locales la contrepartie des impôts directs et taxes indirectes non versées par les entreprises de l'Etat, n° 10575.

— Le 11 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Robert Schmidt tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures utiles en vue de procéder à une vérification de l'état civil des véhicules à l'occasion du changement des cartes grises, n° 10576. — Le 15 février 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 10000) de M. Palewski et plusieurs de ses collègues portant titularisation des assistantes sociales appartenant aux Administrations centrales de l'Etat, aux services extérieurs qui en dépendent ou aux établissements publics de l'Etat, n° 12240. — Le 16 février 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (n° 6735) tendant à la réintégration dans l'administration des fonctionnaires et agents déportés et internés, ainsi que des veuves de guerre, licenciés avant la promulgation de la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948; 2° de M. Xavier Bouvier (n° 6840) tendant à compléter les dispositions de l'article premier D de la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948, modifiant les articles 4 et 5 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, afin de permettre la réintégration des déportés et internés de la Résistance ou politiques et des veuves de guerre ayant charge d'enfant, licenciés avant le 22 juillet 1948; 3° de M. Darou et plusieurs de ses collègues (n° 6929) tendant à obtenir la réintégration des déportés, internés et veuves fonctionnaires et agents, licenciés avant la loi du 22 juillet 1948; 4° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 11475) tendant à compléter les dispositions de l'article premier, paragraphe D, de la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948 modifiant les articles 4 et 5 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégagement des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, n° 12245. — Le 21 mars 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de loi : 1° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (n° 6735) tendant à la réintégration dans l'administration des fonctionnaires et agents déportés et internés, ainsi que des veuves de guerre, licenciés avant la promulgation de la loi n° 48-1227 du 22 juillet

1948; 2° de M. Xavier Bouvier (n° 6840) tendant à compléter les dispositions de l'article premier D de la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948, modifiant les articles 4 et 5 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégage- ment des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, afin de permettre la réintégration des déportés et internés de la Résistance ou politiques et des veuves de guerre ayant charge d'enfant, licenciés avant le 22 juillet 1948; 3° de M. Darou et plusieurs de ses collègues (n° 6929) tendant à obtenir la réintégration des déportés, internés et veuves fonctionnaires et agents, licenciés avant la loi du 22 juillet 1948; 4° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 11475) tendant à compléter les dispositions de l'article premier, paragraphe D, de la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948 modifiant les articles 4 et 5 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947, relative aux conditions de dégage- ment des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, n° 12612. — Le 3 avril 1951, une proposition de loi tendant à fixer le salaire des ouvriers civils des établissements militaires, n° 12660. — Le 4 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 10818) de M. Antier et plusieurs de ses collègues portant création d'une société d'études d'économie mixte pour l'aménagement général des régions comprises entre Rhône et Océan (S. E. A. R. O.), n° 13088. — Le 22 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis (n° 13335) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 4 de la loi n° 47-1680 du 3 septembre 1947 relative aux conditions de dégage- ment des cadres de magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, modifié par la loi n° 48-1227 du 22 juillet 1948, n° 13336.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi maintenant en vigueur au-delà du 1^{er} mars 1947 certaines dispositions prorogées par la loi du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités : *Son article premier bis relatif à la réglementation provisoire de la presse périodique* [25 février 1947] (p. 464);

— du projet de loi portant suppression de l'autorisation préalable de faire paraître un journal ou écrit périodique; en qualité de *Rapporteur* [27 février 1947] (p. 497, 498). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du Budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947; Art. 43 bis : *Affectation aux services publics et à l'habitation des immeubles militaires bâtis ou non bâtis* [6 mars 1947] (p. 688, 689). — Prend part à la discussion de la proposition de loi de M. Robert Bichet relative à la distribution de journaux; Art. 4 : *Son amendement tendant à attribuer aux coopératives une participation majoritaire dans les entreprises commerciales de presse* [27 mars 1947] (p. 1156); Art. 7 : *Amendement de M. Lussy tendant à ce qu'à l'échelon national il ne puisse y avoir qu'une seule coopérative de messageries* (p. 1158, 1159, 1160); Art. 17 : *Son amendement tendant à faire arbitrer par le conseil supérieur des messageries, l'utilisation par les coopératives des moyens de diffusion des messageries Hachette* [28 mars 1947] (p. 1251); *le retire* [29 mars 1947] (p. 1292). — Participe à la discussion de l'interpellation de M. Fernand Grenier relative à la dévolution des biens des entreprises de presse [20 juin 1947] (p. 2268, 2270, 2271, 2273). — Est entendu dans la discussion du projet de loi concernant les élections municipales : *Discussion générale* [9 août 1947] (p. 4165, 4168, 4169, 4170, 4171). — Dépose une demande d'interpellation sur le désordre administratif qui a permis les incidents de Noë [28 octobre 1947] (p. 4914). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Ses observations sur le problème palestinien* [4 mars 1948] (p. 1330, 1331, 1332, 1333, 1334); — du projet de loi relatif au dégage- ment des cadres : *Nouveau texte de la Commission (titularisations abusives)* [3 juin 1948] (p. 3168); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Discussion générale* [9 août 1948] (p. 5570); — du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse; Art. 3 : *Amendement de M. Mont tendant à constituer la Commission de surveillance de la presse enfantine au Ministère de la Justice* [27 janvier 1949] (p. 144); *Amendement de Mme François tendant à supprimer le représentant de l'enseignement privé* (p. 146, 147); *Amendement de Mme François tendant à désigner deux représentants de l'enseignement public et un de l'enseignement*

privé (p. 150, 151); Art. 4 : *Amendement de M. Barel tendant à exclure de la presse enfantine les directeurs et rédacteurs en chefs de journaux condamnés pour collaboration* (p. 152); Art. 11 *ter* : *Amendement de M. Pierrard relatif à l'importation de publications étrangères* (p. 174); — de propositions de loi relatives aux loyers : *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance de la loi sur les loyers, la hausse excessive des loyers, le calcul de la valeur locative et certains cas particulièrement scandaleux)* [28 janvier 1949] (p. 248, 249, 250, 251); — du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine : *Demande de renvoi du débat présentée par M. Chambeiron* [21 mai 1949] (p. 2762, 2763); — d'une proposition de résolution relative à l'étendue des autorisations de poursuite contre les membres de l'Assemblée Nationale : *Motion préjudicielle de M. P.-H. Teitgen tendant à ajourner le débat* [5 juillet 1949] (p. 4233); — d'une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à sanctionner une infraction au règlement : *Question préalable posée par M. Cristofol* [7 juillet 1949] (p. 4329); *Discussion générale* (p. 4332, 4333); — du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe : *Discussion générale* [9 juillet 1949] (p. 4458, 4459, 4460). — Dépose une demande d'interpellation sur la découverte d'un dépôt d'armes à Barbazan (Haute-Garonne) [2 mars 1950] (p. 1619). — Est entendu : sur le conflit de compétence entre deux Commissions sur la proposition de loi relative aux incompatibilités en matière de publications [17 mars 1950] (p. 2128); — sur le procès-verbal de la séance précédente (*Vote de la motion terminant le débat sur le rapport Delahoutre*) [5 mai 1950] (p. 3326). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'activité clandestine du parti communiste sur le territoire français [18 juillet 1950] (p. 5518); — sur les mesures de discrimination raciale pratiquées dans plusieurs hôtels parisiens [18 juillet 1950] (p. 5518); — sur les conditions dans lesquelles le Ministre des Affaires étrangères entend concilier les exigences de la sécurité française avec les nécessités d'une contribution allemande à la défense de la communauté atlantique [24 octobre 1950] (p. 7118); la développe (*Ses observations sur le danger soviétique, l'attitude allemande, les exigences de la sécurité française, la création d'une armée européenne*) [25 octobre 1950] (p. 7186, 7187, 7188). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur le vote

émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 (affaire Jules Moch) : *Contre la clôture* [29 novembre 1950] (p. 8282); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 1000 : *Ses observations sur l'affaire Boléro-Paprika dirigée contre les communistes espagnols* [6 février 1951] (p. 791, 792, 793, 794, 797); Chap. 1240 : *Amendement de Mlle Rumeau tendant à réduire de 100 francs les crédits pour le personnel de la sûreté nationale (assassinat de M. François Passeret en Haute-Garonne)* [13 février 1951] (p. 1054); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du mélayage; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer les mots : « les dispositions du présent article sont d'ordre public »* [6 avril 1951] (p. 2823, 2825, 2826); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 2 : *Amendement de M. Deixonne tendant à appliquer les lois relatives à la laïcité de l'État à la Loterie nationale* [19 avril 1951] (p. 3554). — S'excuse de son absence [31 janvier 1947] (p. 124), [18 juillet 1950] (p. 5518), [1^{er} février 1951] (p. 607), [17 mai 1951] (p. 5336). — Obtient des congés [31 janvier 1947] (p. 124), [18 juillet 1950] (p. 5518), [1^{er} février 1951] (p. 607), [17 mai 1951] (p. 5336).

COSTE-FLORET (M. Paul), Député de l'Hérault.

Ministre de la Guerre

(Cabinet RAMADIER)

du 22 janvier 1947 au 22 octobre 1947.

Ministre de la France d'outre-mer

(Cabinet SCHUMAN)

du 24 novembre 1947 au 26 juillet 1948.

Ministre de la France d'outre-mer

(Cabinet MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948.

Ministre de la France d'outre-mer

(2^e Cabinet SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948.

Ministre de la France d'outre-mer

(Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949.

Ministre de la France d'outre-mer

(2^e Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin 1950 au 18 juillet 1950.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Com-

mission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 402), [23 janvier 1951] (p. 348); — de la Commission de la justice et de législation [17 juin 1946] (p. 102); — de la Commission des finances [8 novembre 1949] (p. 6002), [23 janvier 1951] (p. 347); — de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [7 novembre 1950] (p. 7494); — de la Commission des territoires d'outre-mer [23 janvier 1951] (p. 348).

Dépôts :

Le 25 mars 1947, un projet de loi relatif au rappel à l'activité et à l'avancement des officiers de l'armée active de terre en non-activité par suppression d'emploi ou licenciement de corps, **n° 1050**. — Le 22 mai 1947, un projet de loi relatif à l'appel de la classe 1947, **n° 1393**. — Le 5 juin 1947, un projet de loi modifiant la loi du 19 juillet 1884 ayant pour objet la suppression des enfants de troupe dans les régiments et la création de six écoles militaires préparatoires, **n° 1584**. — Le 17 juin 1947, un projet de loi réglant la situation de certains élèves et anciens élèves de l'École polytechnique, **n° 1710**. — Le 1^{er} septembre 1947, un projet de loi relatif aux conditions dans lesquelles les militaires déçagés des cadres par application des textes législatifs antérieurs à la loi n° 46-607 du 5 avril 1946 peuvent concourir pour la Légion d'honneur ou la Médaille militaire, **n° 2539**. — Le 28 octobre 1947, un projet de loi concernant l'épuration des officiers de réserve des armées de terre, de mer et de l'air, **n° 2593**. — Le 6 janvier 1948, un projet de loi relatif à la date d'entrée en vigueur de certaines délibérations des Assemblées des Territoires d'outre-mer, en matière fiscale, **n° 3089**. — Le 15 janvier 1948, un projet de loi portant prise en charge par l'Etat de la rémunération des gouverneurs généraux, des gouverneurs, des inspecteurs généraux des affaires administratives, des secrétaires généraux, des administrateurs et des magistrats, ainsi que des dépenses de gendarmerie, dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, **n° 3097**. — Le 15 janvier 1948, un projet de loi tendant à rendre applicable aux départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, le titre II de la loi n° 46-1889 du 28 août 1946 relative au contrôle des inscriptions sur les listes électorales et à la procédure

des inscriptions d'urgence, **n° 3100**. — Le 24 février 1948, un projet de loi modifiant et complétant la loi du 11 mai 1946 instituant une Cour de justice de l'Indochine, **n° 3513**. — Le 13 mai 1948, un projet de loi portant création d'un « Fonds de compensation » des îles Saint-Pierre et Miquelon, **n° 4151**. — Le 27 mai 1948, un projet de loi portant réorganisation du régime de l'émission à Madagascar, **n° 4345** (rectifié). — Le 2 juin 1948, un projet de loi relatif au contingentement des rhums des départements et territoires d'outre-mer, **n° 4427**. — Le 16 juin 1948, un projet de loi portant extension à Madagascar et Dépendances, au territoire des Comores, à la Nouvelle-Calédonie et Dépendances, aux Etablissements français de l'Océanie, aux Etablissements français dans l'Inde, à la Côte française des Somalis et à Saint-Pierre et Miquelon, des dispositions des articles premier et 2 de l'ordonnance du 25 juin 1945 concernant le concours des citoyens à la justice et à la sécurité publique, **n° 4572**. — Le 16 juin 1948, un projet de loi rendant applicables à la Nouvelle-Calédonie et dépendances les dispositions du décret du 30 octobre 1935 réformant le régime de l'interdiction de séjour, **n° 4573**. — Le 16 juin 1948, un projet de loi portant application de l'acte dit « loi n° 1073 du 31 décembre 1942 », relatif à la prophylaxie et à la lutte contre les maladies vénériennes aux Etablissements français de l'Océanie, **n° 4574**. — Le 30 juin 1948, un projet de loi tendant à rendre applicables au Togo et dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine, l'Afrique occidentale française et Madagascar les dispositions de l'ordonnance du 27 octobre 1945 réprimant les évasions des détenus transférés dans les établissements sanitaires ou hospitaliers, **n° 4784**. — Le 9 juillet 1948, un projet de loi tendant à rendre applicables à l'Afrique équatoriale française, aux Etablissements français de l'Océanie et aux Etablissements français dans l'Inde les dispositions du décret-loi du 30 octobre 1935 réformant le régime de l'interdiction de séjour, **n° 4930**. — Le 9 juillet 1948, un projet de loi tendant à rendre applicables en Afrique occidentale française et au Togo les lois des 9 juillet 1934 et 2 avril 1946 portant modification aux articles 187 et 193 du Code d'instruction criminelle, **n° 4931**. — Le 9 août 1948, un projet de loi approuvant le compte définitif des recettes et dépenses du budget local de la Côte

française des Somalis — exercice 1946, n° 5231. — Le 18 août 1948, un projet de loi fixant l'organisation et la composition du Haut Conseil de l'Union française, n° 5299. — Le 20 août 1948, un projet de loi instituant à titre provisoire un Code du travail dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer autres que l'Indochine, n° 5341. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 16 juin 1948 approuvant un arrêté du Gouverneur de la Côte française des Somalis, suspendant, à compter du 1^{er} janvier 1948, les droits de douane sur les marchandises d'origine étrangère importées dans ce territoire, n° 5561. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi portant ouverture de crédits au budget de la France d'outre-mer (Cyclone de la Nouvelle-Calédonie), n° 5564. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi approuvant les comptes définitifs des recettes et des dépenses du budget local du Togo. — Exercices 1945 et 1946, n° 5565. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi habilitant les chefs des territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, autres que l'Indochine, l'Afrique occidentale française, l'Afrique équatoriale française, le Cameroun et le Togo, à imposer un contingent d'importations des boissons alcooliques et à prohiber l'importation des boissons jugées nocives, n° 5568. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi relatif à la fabrication, à l'importation, à la vente et à la consommation des boissons alcooliques en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo, n° 5569. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi relatif à l'organisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, n° 5570. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi ayant pour objet dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer autres que l'Indochine, la répression de l'ivresse publique, la police des débits de boisson et l'aggravation des peines encourues par certains délinquants en état d'ivresse, n° 5571. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi relatif à l'emploi de la main-d'œuvre pénale en Afrique occidentale française, n° 5600. — Le 16 novembre 1948, un projet de loi tendant à rendre applicables en Afrique équatoriale française les modifications apportées à des articles du Code pénal par des textes en vigueur dans la métropole, n° 5601. — Le 20 décembre

1948, un projet de loi tendant à approuver le décret du 22 septembre 1948 suspendant pendant une nouvelle période de six mois, à compter du 21 octobre 1948, la perception des droits de douane d'entrée en Afrique occidentale française, n° 5864. — Le 20 décembre 1948, un projet de loi tendant à approuver le décret du 22 septembre 1948 suspendant pendant une nouvelle période de six mois à compter du 21 avril 1948 la perception des droits de douane d'entrée en Afrique occidentale française, n° 5865. — Le 20 décembre 1948, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 9 novembre 1948 rendant applicable à Saint-Pierre-et-Miquelon, à partir du 30 juin 1948, les concessions tarifaires négociées à Genève, n° 5866. — Le 20 décembre 1948, un projet de loi relatif à l'Office national antiacridien, n° 5867. — Le 21 décembre 1948, un projet de loi relatif à la réparation des dommages causés aux biens et aux personnes à la suite des troubles survenus à Madagascar, n° 5882. — Le 20 janvier 1949, un projet de loi étendant au territoire du Togo le décret n° 47-1932 du 7 octobre 1947 portant réglementation des transports automobiles en Afrique occidentale française, n° 6098. — Le 20 janvier 1949, un projet de loi tendant à ratifier la délibération du conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon, en date du 20 juin 1947 tendant à réglementer les conditions d'entrepôt des morues vertes d'origine étrangère dans cet archipel, n° 6103. — Le 20 janvier 1949, un projet de loi tendant à ratifier la délibération de la commission permanente de l'Assemblée représentative de Madagascar en date du 12 décembre 1947 demandant de rendre applicables à ce territoire les dispositions du décret du 2 décembre 1947 qui a modifié le Code métropolitain des douanes à l'exception de certaines d'entre elles, n° 6105. — Le 20 janvier 1949, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 24 mai 1948 approuvant une délibération prise par le Conseil de Gouvernement de l'Afrique équatoriale française du 17 juillet 1947 tendant à modifier l'article 90 du décret du 17 février 1924, relatif au fonctionnement du service des douanes dans cette fédération, n° 6106. — Le 20 janvier 1949, un projet de loi tendant à ratifier la délibération du 17 janvier 1948 de la commission permanente du Grand Conseil de l'Afrique équatoriale française relative à la modification des articles 51 et 52 du décret du 17 février 1924 instituant

un délai pour le retrait des marchandises non déclarées en détail, n° 6107. — Le 20 janvier 1949, un projet de loi tendant à ratifier la délibération du 9 avril 1948 du Conseil d'administration du Cameroun, modifiée par la délibération du 5 octobre 1948, demandant la modification des articles 51 et 155 du décret du 17 février 1921 portant règlement du régime des douanes dans ce territoire, n° 6108. — Le 27 janvier 1949, un projet de loi portant approbation du compte définitif des recettes et des dépenses du budget annexe du chemin de fer et du wharf du Togo (exercice 1946), n° 6174. — Le 27 janvier 1949, un projet de loi tendant à modifier et à compléter les articles 381, 388, 392 et 393 du Code d'instruction criminelle applicable en Afrique occidentale française, n° 6183. — Le 1^{er} février 1949, un projet de loi ratifiant : 1° la délibération du Conseil du Gouvernement de l'Afrique équatoriale française du 30 mai 1947 relative : a) à l'abrogation du décret du 21 septembre 1940 étendant au Gabon le régime douanier du bassin conventionnel du Congo ; b) à l'abrogation du décret du 21 septembre 1941 portant suppression de la frontière douanière entre l'Afrique équatoriale française et le Cameroun ; c) à la suspension de la perception du droit de douane dit de surtaxe ; 2° le décret du 18 octobre 1948 approuvant une délibération du Conseil d'administration du Cameroun tendant à abroger le décret du 27 décembre 1941 qui a supprimé la frontière douanière entre l'Afrique équatoriale française et le Cameroun, n° 6272. — Le 22 février 1949, un projet de loi ayant pour objet, dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer autres que l'Indochine et les Etablissements français dans l'Inde, la protection des monuments naturels, des sites et des monuments de caractère historique, scientifique, artistique ou pittoresque, le classement des objets d'intérêt historique, scientifique ou ethnographique et la réglementation des fouilles, n° 6544. — Le 3 mars 1949, un projet de loi portant création d'une Assemblée représentative territoriale élue en Cochinchine, n° 6664. — Le 9 mars 1949, un projet de loi tendant à compléter le Livre III, titre premier, chapitre III, section IV du Code pénal applicable à Madagascar, par un article 264 relatif aux pratiques de sorcellerie, magie et charlatanisme, n° 6726. — Le 9 mars 1949, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 21 janvier 1949 approuvant une délibération du

Conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon en date du 21 octobre 1948 modifiant l'article premier de la délibération de ladite Assemblée en date du 20 juin 1947 fixant la réglementation des conditions d'entrepôt à Saint-Pierre des morues vertes d'origine étrangère, n° 6727. — Le 9 mars 1949, un projet de loi portant ouverture de crédits au budget de la France d'outre-mer (Subvention au budget local du territoire de Saint-Pierre-et-Miquelon), n° 6746. — Le 29 mars 1949, un projet de loi tendant à réduire les délais dans lesquels pourront être judiciairement déclarés certains décès en Indochine, n° 6864. — Le 29 mars 1949, un projet de loi relatif à l'absence, à la présomption de décès et à l'établissement de certains actes de décès en Indochine, n° 6865. — Le 31 mars 1949, un projet de loi modifiant l'article 2 du décret n° 46-614 du 5 avril 1946 relatif à l'exploitation des substances utiles aux recherches et réalisations concernant l'énergie atomique dans les territoires relevant de l'autorité du Ministère de la France d'outre-mer, n° 6914. — Le 6 avril 1949, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 1^{er} janvier 1949 précisant que les relations douanières entre l'Afrique équatoriale française et le Cameroun seront réglées par une convention approuvée par les Hauts Commissaires de ces deux territoires, n° 6958. — Le 12 avril 1949, un projet de loi portant abrogation de l'article 9 de la loi du 30 juin 1917 sur la spécialisation des inspecteurs des colonies, n° 7030. — Le 12 avril 1949, un projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 7072. — Le 17 mai 1949, un projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine dans l'Union française, n° 7158. — Le 17 mai 1949, un projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser par décret un référendum dans les Etablissements français dans l'Inde et à engager les dépenses afférentes aux frais de déplacement et de séjour des observateurs neutres appelés à assister à cette consultation, n° 7161. — Le 18 mai 1949, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 22 mars 1949 approuvant une délibération prise par le Conseil d'administration du Cameroun du 29 octobre 1948 demandant la modification des articles 43 et 44 du décret du 17 février 1921 relatif au fonctionnement du Service des douanes dans ce Territoire, n° 7191. — Le 31 mai 1949, un projet de loi tendant à ratifier le décret du

11 avril 1949 approuvant une délibération prise par le Conseil d'administration du Cameroun le 21 janvier 1949, à l'effet de modifier l'article 90 du décret du 17 février 1921, n° 7299. — Le 14 juin 1949, une lettre rectificative au projet de loi relatif à l'organisation municipale en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, n° 7441. — Le 21 juin 1949, un projet de loi tendant à la modification des dispositions relatives à l'organisation transitoire de la justice à Madagascar et dépendances et aux Comores, n° 7540. — Le 21 juin 1949, un projet de loi tendant à la suppression de la Cour de justice de l'Indochine, n° 7552. — Le 28 juin 1949, un projet de loi autorisant le Gouvernement à organiser par décret un référendum dans les Etablissements français de Pondichéry, de Karikal, de Yanaon et de Mahé et à engager les dépenses afférentes aux frais de déplacement et de séjour des observateurs neutres appelés à assister à cette consultation, n° 7653. — Le 28 juin 1949, un projet de loi tendant à valider les actes réglementaires régulièrement promulgués par le Gouvernement provisoire de la République de Cochinchine, ultérieurement dénommé Gouvernement du Sud Viet-Nam, n° 7668. — Le 8 juillet 1949, un projet de loi relatif à l'organisation et au fonctionnement d'une mission d'études aux îles Kerguelen et Crozet, n° 7817. — Le 8 juillet 1949, un projet de loi relatif à la création d'un établissement administratif permanent à l'île Amsterdam, n° 7818. — Le 20 juillet 1949, un projet de loi relatif à l'extension dans certains territoires d'outre-mer et territoires sous tutelle des dispositions de l'ordonnance du 28 juin 1945 modifiant les articles 356 et 357 du Code pénal, n° 7941. — Le 27 juillet 1949, un projet de loi relatif au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Cameroun et au Togo, n° 8058. — Le 27 juillet 1949, un projet de loi portant ouverture de crédits et autorisation d'engagement de dépenses au titre du budget général de l'exercice 1949 (Subventions au fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (F.I.D. E. S.) et au fonds d'investissement pour le développement économique et social des départements d'outre-mer (F. I. D. O. M.), n° 8059. — Le 29 juillet 1949, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 19 avril 1949 approuvant une déli-

bération prise par le Grand Conseil de l'Afrique occidentale française en date du 21 janvier 1949 demandant la prorogation, pour une nouvelle période de six mois, à compter du 20 avril 1949, de la suspension des droits de douane, n° 8094. — Le 29 juillet 1949, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 16 avril 1949 approuvant une délibération du 27 décembre 1948 du Conseil privé de la Côte française des Somalis demandant à constituer le territoire précité en zone franche et, par voie de conséquence, à supprimer le tarif douanier ainsi que la réglementation du service des douanes de ce territoire, n° 8096. — Le 29 juillet 1949, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 28 février 1949 approuvant : 1° une délibération du 20 décembre 1948 du Conseil général des Comores tendant à maintenir la réglementation douanière de ce territoire en harmonie avec celle de Madagascar ; 2° rejetant une délibération du même Conseil en date du 3 septembre 1948 ayant même objet, n° 8097. — Le 29 juillet 1949, un projet de loi tendant à ratifier le décret du 3 avril 1949 approuvant une délibération du Conseil général de Saint-Pierre-et-Miquelon en date du 1^{er} décembre 1948 relative à la réduction des formalités douanières pour les marchandises ayant transbordé dans les ports étrangers admis pour le transport en droiture, n° 8103. — Le 13 octobre 1949, un projet de loi relatif à la réglementation des substances explosives dans les territoires du Togo et du Cameroun, n° 8180. — Le 13 octobre 1949, un projet de loi tendant à ratifier la délibération du Conseil d'administration du Cameroun en date du 9 avril 1948 demandant la modification du décret du 17 février 1921 portant réglementation du service des douanes au Cameroun, n° 8196. — Le 22 novembre 1950, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 8426 (annexe n° 12). — Le 27 janvier 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur : 1° le projet de loi instituant une aide financière au profit des personnes définies à l'article 40 de la loi du 1^{er} septembre 1948 en vue de leur permettre de couvrir leurs dépenses de déménagement et de réinstallation ; 2° la proposition de loi de M. Marrane, sénateur, et plusieurs de ses collègues, transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à atténuer la

crise du logement par une meilleure répartition en accordant des indemnités aux locataires désirant se retirer à la campagne ou acceptant un logement plus petit que celui qu'ils occupent actuellement, n° 9066. — Le 7 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre immédiatement aux Territoires d'outre-mer les mesures de libération des échanges intervenues dans la métropole, n° 9195. — Le 2 mars 1950, un avis au nom de la Commission des finances sur les propositions de loi : 1° de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale en vue d'assimiler aux commerçants ou industriels sinistrés les commerçants ou industriels expropriés ; 2° de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 2 de la loi du 18 avril 1946 concernant la propriété commerciale ; 3° de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'alinéa 4 de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée (propriété commerciale) ; 4° de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à compléter le paragraphe premier du cinquième alinéa de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale ; 5° de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à compléter le dernier alinéa de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale ; 6° de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à l'établissement d'un plafond des loyers en matière de baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel (modification de l'art. 23 de la loi du 30 juin 1926 modifiée concernant la propriété commerciale) ; 7° de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale en vue d'assimiler aux commerçants ou industriels sinistrés les commerçants ou industriels expropriés ; 8° de M. Eugène Claudius-Petit et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article premier de la loi du 30 juin 1926 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel ; 9° de M. Guy Petit et plusieurs de ses collègues tendant à maintenir en possession, jusqu'au 1^{er} janvier 1948, les commerçants, industriels et

artisans sinistrés par faits de guerre dans les lieux où ils ont installé leur exploitation commerciale après le sinistre dont ils ont été victimes ; 10° de M. Frédéric-Dupont tendant à prolonger jusqu'au 1^{er} juillet 1947 le délai de forclusion prévu par la loi du 18 avril 1946 pour le renouvellement des baux commerciaux ; 11° de M. Maurice Violette et plusieurs de ses collègues tendant à relever les locataires de baux commerciaux ou ruraux de la forclusion encourue avant la loi fixant la date de cessation des hostilités ; 12° de M. Badie tendant à modifier l'article 5 bis de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1946 relatif à la propriété commerciale ; 13° de M. July supprimant, pour les locataires qui ont été mobilisés, déportés ou résistants, la référence du prix des loyers à usage commercial aux indices du coût de la vie ; 14° de M. Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les articles 4 et 5 de la loi du 30 juin 1926 sur le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel ; 15° de M. Citerne et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale ; 16° de M. Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (droit de reprise et indemnité d'éviction) ; 17° de M. Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (applicables aux établissements ayant plusieurs magasins) ; 18° de M. Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (refus de renouvellement) ; 19° de M. Christiaens sur le renouvellement des baux commerciaux (indemnité d'éviction) ; 20° de M. Bétolaud tendant à modifier l'article 3 de la loi du 18 avril 1946 sur la propriété commerciale ; 21° de MM. Guy Petit, Alfred Coste-Floret et Paul Ribeyre tendant à exclure de la législation sur le renouvellement des baux de locaux et d'immeubles à usage commercial, industriel ou artisanal certaines exploitations présentant un caractère d'intérêt public ; 22° de MM. Wolff et Mondon tendant à compléter l'article 2 de la loi du 3 septembre 1947 et modifiant la loi du 18 avril 1946 sur les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel ; 23° de M. Joseph Denais tendant à modifier la loi n° 46-744 du 18 avril 1946 réglant les rapports entre loca-

taires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial et industriel ; 24° de M. Jules-Julien et plusieurs de ses collègues tendant à préciser et à compléter certaines dispositions des lois des 18 avril 1946 et 3 septembre 1947 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel ; 25° de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues permettant la revision du prix des baux commerciaux visés par l'article 6 de la loi du 30 juin 1926 ; 26° de M. Mondon tendant à modifier l'article 5 de la loi du 18 avril 1946 sur la prorogation des baux commerciaux ; 27° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi du 30 juin 1926 en ce qui concerne le remboursement des prestations, taxes locatives et fournitures individuelles ; 28° de M. Citerne et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 30 juin 1926 sur la propriété commerciale ; 29° de M. Charlet, sénateur, et plusieurs de ses collègues modifiant l'article 8 de la loi du 18 avril 1946 réglant les rapports entre les bailleurs et les locataires de locaux à usage commercial et industriel ; 30° de M. Southon, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'alinéa 3, 1°, de l'article 5 de la loi du 30 juin 1926 modifiée par la loi du 18 avril 1946 relative au droit de reprise en ce qui concerne les baux commerciaux, n° 9396. — Le 15 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à approuver la cession gratuite au département de Meurthe-et-Moselle, en vue de l'aménagement du Palais de justice de Nancy, du bâtiment de la Cour d'appel de cette ville (ancien Hôtel de Craon), n° 9490. — Le 24 mai 1950, un extrait du rapport général supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et les lettres rectificatives au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 10035. — Le 19 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'orage de grêle qui s'est abattu le 16 juin 1950 sur le département de l'Hérault, n° 10351. — Le 20 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis

donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Justice), n° 10678. — Le 14 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à réviser certains articles de la Constitution, n° 11272. — Le 21 novembre 1950, une proposition de loi tendant à maintenir ou à replacer dans la première section de l'Etat-major général certains officiers généraux, n° 11352. — Le 1^{er} décembre 1950, une proposition de résolution tendant à la revision de certains articles de la Constitution, n° 11480. — Le 7 décembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires et ouverture de crédits pour la mise en application de cette réforme, n° 11538. — Le 15 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Vourch, sénateur, (n° 11159) transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à subventionner l'achèvement du monument des Bretons des Forces françaises libres, à Camaret, n° 11664. — Le 8 février 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11042, annexe n° 2) et la lettre rectificative (n° 12009) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Justice), n° 12114. — Le 10 février 1951, une proposition de résolution tendant à créer une Commission chargée d'élaborer un projet de loi sur la réforme de la Constitution, n° 12157. — Le 21 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter l'Assemblée Nationale à confirmer la décision prise par elle le 29 novembre 1950, invitant l'Assemblée de l'Union Française à donner son avis sur la proposition de loi n° 10616 de M. Benchennouf, n° 12279. — Le 14 mars 1951, une proposition de loi tendant à régler la fabrication et la vente des apéritifs anisés et à interdire la publicité pour ces boissons, n° 12475. — Le 4 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer des prestations d'alcool prévues par le décret du 28 avril 1951 les viticulteurs victimes des orages de grêle de 1950, n° 13065.

Interventions :

Son rapport, au nom du 10^e bureau, sur les opérations électorales du département de la Somme [28 novembre 1946] (p. 33). — Est entendu au cours du débat sur l'ordre des préséances dans les cérémonies officielles civiles et militaires publiques [20 décembre 1946] (p. 279). — Est entendu au cours du débat sur la déclaration du Président du Conseil désigné (M. Ramadier) [21 janvier 1947] (p. 34). — Est nommé *Ministre de la Guerre* [22 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947, p. 939).

En cette qualité :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur l'incorporation des jeunes gens de la classe 1947 [9 mai 1947] (p. 1569, 1570). — Répond à une question de Mlle José Dupuis relative à l'homologation des grades des F.F.I. [13 juin 1947] (p. 2107). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (Dépenses militaires, pour les mois d'août à novembre; Art. 1^{er} : *Héroïsme des tirailleurs sénégalais* [31 juillet 1947] (p. 3802); — du projet de loi portant fixation du Budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires); AIR: *Demande de discussion des chapitres réservés de la guerre* [6 août 1947] (p. 3951); Chap. 903 : *Amendement de M. Métayer tendant à augmenter les crédits pour équipement du service du génie* (p. 3951; Chap. 907 : *Amendement de M. Malleret-Joinville tendant à supprimer les crédits pour achats à la Société nationale des surplus* (p. 3952); Chap. 912 : *Cession de matériel lourd* (p. 3953) — Répond à une question de M. Dassonville relative aux traitements alloués aux anciens membres de la Résistance décorés [8 août 1947] (p. 4116). — Donne sa démission de Ministre de la Guerre (*J. O.* du 23 octobre 1947, p. 10463) — Est nommé *Ministre de la France d'outre-mer* [24 novembre 1947] (*J. O.* du 24 novembre 1947, p. 11630).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour l'exercice 1947 (Dépenses militaires); Art. 1^{er}, Etat A : *Solde de l'armée et indemnités* [24 décembre 1947] (p. 6233); — du projet de loi portant prise en charge par l'Etat du personnel de la France d'outre-mer; Art 1^{er} : *Amendement de M. Lisette relatif aux frais de*

transports et indemnités de déplacement [10 février 1948] (p. 588; Art. 5 : *Amendement de M. Martine concernant les casernements et le matériel de la gendarmerie* (p. 589); — de propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux : *Discussion générale* [12 février 1948] (p. 638, 639). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion : de l'interpellation de M. Lisette sur la dévaluation du franc C.F.A. [16 mars 1948] (p. 1730); — de l'interpellation de M. Valentino sur la politique gouvernementale dans les départements d'outre-mer [16 mars 1948] (p. 1731); — de l'interpellation de M. Defferre sur l'équipement des territoires d'outre-mer [16 mars 1948] (p. 1733). — Prend part à la discussion de la proposition de loi instituant un conseil général de Haute-Volta; Art 2 : *Amendement de M. Lisette tendant à instituer un système mixte entre le double collège et le collège unique* [18 mars 1948] (p. 1884). — Sa réponse à une pétition [30 avril 1948] (p. 2450). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Discussion générale* [8 juin 1948] (p. 3287 et suiv.); *Ses observations sur le nouveau statut de l'Indochine et celui de l'Inde française* (p. 3289, 3290); Chap. 100 : *Ses observations sur sa politique en Indochine, les fonctionnaires d'outre-mer, les préjugés racistes; la situation à Madagascar* [9 juin 1948] (p. 3336 et suiv.); Chap. 103 : *Traitements des gouverneurs* (p. 3341, 3342); *Continuation de la discussion* (p. 3344); Chap. 111 : *Ecole nationale de la France d'outre mer* (p. 3345); Chap. 131 : *Personnel d'autorité outre-mer* (p. 3348); *Continuation du débat* (ibid); Chap. 306 : *Matériel automobile* (p. 3355); Chap. 312 : *Service d'information* (p. 3356, 3357); Chap. 313 : *Postes coloniaux de radiodiffusion* (p. 3357); Chap. 506 : *Subventions à la Côte des Somalis* (p. 3358); Chap. 514 : *Académie des sciences coloniales* (p. 3359); Chap. 603 : *Dépenses administratives de la Caisse intercoloniale des retraites* (p. 3359); Chap. 701 : *Entretien des travailleurs indochinois* (p. 3361); Chap. 702 : *Crédits pour les sports et l'enseignement des Indochinois* (p. 3361). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Crédits pour le F. I. D. E. S.*) [15 juin 1948] (p. 3541). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de

l'exercice 1948 : FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale* [16 juillet 1948] (p. 4710, 4711); Chap. 152 : *Amendement de M. Villon tendant à réduire de 5 milliards les crédits pour la solde des troupes coloniales (Guerre d'Indochine)* (p. 4712, 4713, 4714); *Amendement de M. Guillon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des officiers (Inégalité entre blancs et indigènes)* (p. 4714, 4715); *Amendement de M. Coulibaly tendant à diminuer de 2.000 francs ces crédits* (p. 4715); Chap. 153 : *Amendement de M. Coulibaly tendant à réduire les crédits pour la solde des troupes (Solde des autochtones)* [16 juillet 1948] (p. 4716); *Amendement de M. Monteil tendant à réduire les crédits de ce chapitre de 39.639.000 francs (Question des aspirants)* (p. 4717); Chap. 155 : *Amendement de M. Konaté tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la gendarmerie* (p. 4717); Chap. 157 : *Amendement de M. Guillon tendant à supprimer les crédits pour les troupes supplétives en Indochine* [17 juillet 1948] (p. 4729); Chap. 352 : *Amendement de M. Konaté tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation de la troupe* (p. 4729, 4730); Chap. 353 : *Amendement de M. Konaté tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'habillement et le couchage* (p. 4730); Chap. 357 : *Service de l'artillerie* (p. 4732); Chap. 359 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 50 millions les crédits du service automobile* (p. 4733); Chap. 360 : *Amendement de M. Konaté tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des constructions (Logement des indigènes)* (p. 4734); Chap. 652 : *Amendement de M. Guillon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour services divers (Revue Climats)* (ibid.); Chap. 653 : *Amendement de M. Guillon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de justice et réparations civiles (Brutalités de la Légion étrangère)* (p. 4735). — Est nommé *Ministre de la France d'outre-mer* (Cabinet André Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet 1948, p. 7363).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Aujoulat tendant à ne pas appliquer la loi dans les territoires d'outre-mer* [9 août 1948] (p. 5612). — Est nommé *Ministre de la France d'outre-mer* (2^e Cabinet Robert Schuman) [5 septembre

1948] (*J. O.* du 5 septembre 1948, p. 8786). — Est nommé *Ministre de la France d'outre-mer* (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre, p. 9010).

En cette qualité :

Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur le déroulement du procès de Madagascar (*Sa justification des brutalités policières*) [22 septembre 1948] (p. 6831, 6832, 6833, 6834). — Prend part à la discussion : du projet de loi fixant l'organisation et la composition du Haut Conseil de l'Union française : *Discussion générale* [10 décembre 1948] (p. 7513, 7514, 7515); *Demande d'ajournement du débat présentée par M. Aumeran* (p. 7517); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Aumeran tendant à ne donner qu'un rôle consultatif au Haut Conseil* (p. 7521); Art. 2 : *Amendement de M. Serre tendant à ne prévoir dans la délégation du Gouvernement français que des Ministres* (p. 7521); Art. 3 : *Amendement de M. Aumeran tendant à fixer par une loi les modalités de fonctionnement du Haut Conseil* (p. 7522); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Discussion générale* [10 mars 1949] (p. 1510, 1511, 1521, 1525); *Proposition de M. Juglas d'interrompre la discussion des interpellations* (p. 1528); — du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine : *Sur l'urgence* [11 mars 1949] (p. 1542, 1543); *Question préalable posée par M. Aumeran* (p. 1546, 1549); *Discussion générale* (p. 1568, 1569, 1570, 1571, 1572, 1573, 1575, 1576, 1579, 1583); Art. 1^{er} : *Amendement de MM. Bardoux, Duveau et Malbrant, tendant à augmenter la représentation des Français dans cette Assemblée* (p. 1584); Art. 2 : *Amendement de M. Martine tendant à prévoir un Collège de grands électeurs dans la province de Saïgon-Cholon* (p. 1585); *Amendement de M. Castellani tendant à accorder le droit de vote aux militaires* (p. 1586); Art. 3 : *Amendement de M. Duveau relatif à la composition du Collège électoral de Saïgon-Cholon* (p. 1587); Art. 4 : *Amendement de M. Saravane tendant à spécifier le désir du Gouvernement d'intégrer la Cochinchine dans le Viet-nam* (p. 1588); — du projet de loi portant répartition de l'abattement sur le budget de la France d'outre-mer : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1937, 1951, 1954); Chap. 100 : *Réorganisation du Ministère* (p. 1956); Chap. 103 : *Traitement des gouver-*

neurs en disponibilité (p. 1957); Chap. 107 : Agence économique des colonies (p. 1958); Chap. 109 : Section technique d'agriculture tropicale (p. 1958); Chap. 111 : Ecole nationale de la France d'outre-mer (p. 1959); Chap. 121 : Service social (p. 1960); Chap. 130 : Amendement de M. Konaté tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur les traitements des magistrats de droit civil et pénal (p. 1961); Chap. 131 : Personnel d'encadrement des travailleurs indochinois [1^{er} avril 1949] (p. 1975, 1976); Chap. 309 : Matériel de l'inspection des colonies (p. 1976); Chap. 401 : Amendement de M. Konaté tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur les œuvres sociales (p. 1977); Chap. 503 : Subventions au budget de la Somalie française (p. 1978); Chap. 603 : Caisse inter-coloniale de retraites (p. 1980, 1981); Explications de vote sur l'article unique (p. 1980, 1981). — Répond à une question de M. Duveau relative au rapatriement des instituteurs des services de l'enseignement à Madagascar au terme de leur séjour normal [1^{er} avril 1949] (p. 1998, 1999). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil; Chap. 100 : Amendement de M. Forcinal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Observations sur le brouillage des émissions de Radio-Andorre) [7 avril 1949] (p. 2206, 2207, 2208, 2209, 2211); — du projet de loi fixant la composition et l'organisation du Haut Conseil de l'Union française, amendé par le Conseil de la République : Demande d'ajournement du débat présentée par M. Aumeran [14 avril 1949] (p. 2471, 2472); — du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine : Urgence du débat [21 mai 1949] (p. 2760, 2761); Demande de renvoi du débat présentée par M. Chambeiron (p. 2762); Discussion générale (p. 2763, 2764); Question préalable posée par M. Aumeran (p. 2765, 2766, 2767, 2768); Question préalable posée par M. Guillon (p. 2772, 2773); Art. 1^{er} : Contre-projet de M. Rivet tendant à traiter avec Ho-Chi-Minh (p. 2784, 2785); Contre-projet de M. Capitant tendant à prévoir un traité préalable entre la France et le Viet-nam (p. 2788); Art. 2 : Rattachement de la Cochinchine au Viet-nam (p. 2791); Article additionnel : Amendement de M. Temple tendant à prévoir une nouvelle délibération en cas de changement de

statut du Viet-nam (p. 2792); Amendement de M. Capitant tendant à sauvegarder les intérêts du Cambodge en Cochinchine (p. 2793); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Discussion générale [3 juin 1949] (p. 3142); Art. 2 bis : Amendement de M. Castellani tendant à supprimer la clause « dès la promulgation de la présente loi » (p. 3144, 3145); Art. 2 ter : Droit d'option pour la citoyenneté française accordé aux Cochinchinois (p. 3146, 3147); Art. 3 : Amendement de M. Castellani tendant à supprimer la restriction dans « l'Union française » (p. 3148); Explications de vote sur l'ensemble (p. 3149). — Est entendu au cours du débat sur l'arbitrage d'une demande de discussion d'urgence du projet de loi organisant le référendum dans les établissements français de l'Inde [23 mai 1949] (p. 2817, 2818). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution relative à une trêve entre les belligérants dans la région des digues du Tonkin : Discussion générale [3 juin 1949] (p. 3118, 3119). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : Débat sur le statut de la Cochinchine [3 juin 1949] (p. 3121). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux droits du Cambodge dans le nouveau statut de la Cochinchine : Discussion générale [3 juin 1949] (p. 3139, 3140); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER : Ses observations sur la guerre d'Indochine [22 juin 1949] (p. 3648, 3649, 3650, 3651, 3652, 3653, 3654, 3655, 3656); Chap. 152 : Amendement de M. Coulibaly tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des officiers [23 juin 1949] (p. 3666, 3667); Chap. 153 : Amendement de M. Manceau tendant à réduire de 13 milliards les crédits pour le personnel non officier (Observations sur la guerre d'Indochine) (p. 3668); Amendement de M. Hamani Diouri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour ce chapitre (p. 3670, 3671); Amendement de M. Coulibaly tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (p. 3671, 3672); Chap. 156 : Amendement de M. Konaté tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des gendarmes (Gendarmerie en A. O. F.) (p. 3673); Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Gardes républicains) (p. 3674); Chap. 158 : Amendement de M. Konaté tendant à réduire de

1.000 francs les crédits pour le personnel civil des états-majors (p. 3675); Chap. 350 : Amendement de M. Juglas tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'instruction de la troupe (p. 3675); Chap. 351 : Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les transports (Possibilité de ramener 100 kilos de bagages d'Indochine) (p. 3676); Chap. 351 : Frais de transport et de déplacement (ibid.); Chap. 352 : Amendement de M. Juglas tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'alimentation (p. 3677); Chap. 353 : Amendement de M. Konaté tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'habillement et le couchage (p. 3677); Amendement de M. Silvandre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Intendance coloniale) (p. 3678); Chap. 355 : Entretien de la gendarmerie (p. 3687); Chap. 356 : Fonctionnement du service de santé (p. 3688); Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (p. 3690); Chap. 359 : Amendement de M. Christiaens tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service automobile (p. 3692); Chap. 950 : Travaux et installations domaniales (p. 3693); Chap. 953 : Amendement de M. Christiaens tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la motorisation et la mécanisation des unités (p. 3694); Chap. 956 : Constructions de la gendarmerie (p. 3695); — d'une proposition de résolution relative à l'étendue des autorisations de poursuite contre les membres de l'Assemblée Nationale : Motion préjudicielle de M. P.-H. Teitgen tendant à ajourner le débat [5 juillet 1949] (p. 4228, 4229). — Donne sa démission de Ministre de la France d'outre-mer [13 octobre 1949] (p. 5764);

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au prix de l'essence; Art. 2 : Amendement de M. Abelin tendant à supprimer les redévances annexes aux taxes [20 décembre 1949] (p. 7024); Son amendement tendant à liquider les stocks d'alcool existants, sans augmentation du prix de l'essence (p. 7024, 7025); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 12 : Son amendement tendant à prévoir des créations d'emplois au Conseil d'Etat [4 janvier 1950] (p. 142, 143); Art. 14 : Son amendement relatif aux indemnités attribuées aux Conseillers d'Etat honoraires, membres de la Commission

supérieure d'arbitrage (p. 144); — des conclusions d'un rapport portant codification des textes relatifs aux pouvoirs publics, amendé par le Conseil de la République; Art. 9 : Amendement de M. Maurice Schumann tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la procédure des commissions d'enquête [4 janvier 1950] p. 136); — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : Discussion générale (Ses observations sur les négociations conduites depuis 1946 avec Ho Chi Minh et Bao Dai, les débats précédents sur l'Indochine à l'Assemblée Nationale, la pacification du pays depuis 1947) [28 janvier 1950] (p. 646, 647, 648, 649, 650, 651); Ses explications de vote sur l'article unique (p. 695, 696); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République; Art. 18 bis : Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant la création d'emplois au Conseil d'Etat [8 février 1950] (p. 1087); — du projet de loi relatif aux indemnités de déménagement et de réinstallation; Art. 1^{er} : Son amendement tendant à limiter l'indemnité aux frais de déménagement [9 mai 1950] (p. 3389); le retire (ibid.); Art. 3 : Son amendement tendant à rectifier le texte en fonction de la date de son adoption (p. 3390); Art. 4 : Son amendement tendant à stipuler le remboursement de la prime en cas de fraude (p. 3391); le retire (ibid.); Son amendement tendant à accorder l'aide financière aux propriétaires économiquement faibles pour se réinstaller dans leur maison (p. 3391); Art. 5 : Son amendement tendant à sanctionner les violations de l'article 4 (p. 3392); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; JUSTICE, en qualité de Rapporteur [1^{er} juin 1950] (p. 4103, 4104, 4105, 4106, 4107, 4120); Chap. 1060 : Demande de rétablissement des crédits pour les cours d'appel, présentée par le Gouvernement (p. 4126, 4127); Chap. 1100 : Amendement de M. Césaire tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les justices de paix (Agents des tribunaux des territoires d'outre-mer) (p. 4129); Limite d'âge des juges de paix (p. 4129); Chap. 1120 : Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services extérieurs judiciaires

(*Suppression des cours de justice*) (p. 4130, 4131); Chap. 3000 : *Matériel de l'Administration centrale (Achat d'immeubles)* (p. 4134); Chap. 3060 : *Matériel des cours de justice* (p. 4137); Chap. 3120 : *Frais d'impression (Publication du Bulletin des arrêts de la Cour de cassation)* (p. 4138); Chap. 5010 : *Education surveillée* (p. 4141); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale (Ses observations sur le tourisme)* [7 juin 1950] (p. 4390). — Est nommé *Ministre de la France d'outre-mer* (2^e Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950) p. 7131). — Donne sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif : *Discussion générale* [26 octobre 1950] (p. 7277, 7278, 7279, 7280). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation relative à la libération des échanges dans les territoires d'outre-mer [14 novembre 1950] (p. 7690). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [18 novembre 1950] (p. 7922); — des interpellations sur la situation en Indochine : *Discussion générale* [22 novembre 1950] (p. 8023, 8024, 8025, 8026); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [27 novembre 1950] (p. 8178, 8179, 8180, 8181); — d'une proposition de résolution relative à la révision de la Constitution : *Discussion générale* [30 novembre 1950] (p. 8356, 8357, 8358); — du projet de loi relatif au nantissement de l'outillage et du matériel; Art. 21 *quater* : *Sa demande de disjonction de l'article prévoyant l'exonération de la taxe sur le chiffre d'affaires* [5 janvier 1951] (p. 170, 171); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; JUSTICE, en qualité de *Rapporteur* [15 février 1951] (p. 1180, 1181, 1182); Chap. 1000 : *Ses observations sur la relégation* (p. 1187); Chap. 1040 : *Haute Cour de justice* (p. 1212); Chap. 1050 : *Vacances d'emplois à la Cour de cassation* (p. 1213); Chap. 1170 : *Amendement de M. Courant tendant à réduire de 5.000 francs les crédits pour les services extérieurs judiciaires (Réduction excessive des crédits)* (p. 1216); Chap. 3070 : *Frais de déplacement des services*

judiciaires [16 février 1951] (p. 1252); *Amendement de M. Paumier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 1253); Chap. 6020 : *Fonctionnement des tribunaux des pensions* (p. 1257, 1258); Chap. 6040 : *Crédits affectés aux cantines et effectifs des prisonniers* (p. 1260); Art. 3 : *Demande de disjonction des articles prorogeant la délégation de magistrats dans les administrations centrales, présentée par le Gouvernement* (p. 1264); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Motion préjudicielle de M. Boulet tendant à suspendre le débat et à prévoir un referendum sur ce sujet* [22 février 1951] (p. 1486); *Son contre-projet affirmant la volonté de l'Assemblée Nationale d'abroger la loi existante* (p. 1518, 1519); *Contre-projet de M. André tendant à abroger la loi existante* (p. 1516, 1518); — d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer; Art. 2 : *Création de collèges uniques en Afrique noire* [24 avril 1951] (p. 3859, 3860). = S'excuse de son absence [21 juillet 1950] (p. 5710), [21 décembre 1950] (p. 9413), [1^{er} février 1951] (p. 607). = Obtient des congés [21 juillet 1950] (p. 5710), [21 décembre 1950] (p. 9413) [1^{er} février 1951] (p. 607).

COSTES (M. Alfred), Député de la Seine (5^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40), = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu vice-président de cette Commission [*J. O.* du 21 décembre 1946] (p. 10804). — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité sociale en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission chargée d'étudier les modifications à apporter à l'ordonnance du 19 octobre 1945 fixant le régime des assurances sociales applicables aux travailleurs salariés et assimilés des professions non agricoles en ce qui concerne

l'assurance-vieillesse [J. O. du 22 novembre 1947] (p. 11561).

Dépôts :

Le 26 juin 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi portant création de Conseils supérieurs de prud'hommes, n° 1837. — Le 12 août 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le 3^e trimestre de l'année 1947, n° 2403. — Le 17 juin 1948, une proposition de loi tendant à accélérer la procédure devant la juridiction des Prud'hommes, n° 4596. — Le 24 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Moisan et plusieurs de ses collègues tendant à abaisser de 25 à 18 ans l'âge requis par la loi pour être électeur lors des élections prud'homales et de 30 à 25 ans l'âge requis pour être éligible, n° 5022. — Le 10 février 1949, une proposition de loi tendant à sauvegarder les créances de salaires sanctionnées par jugement et à accélérer la procédure en matière prud'homale, n° 6386. — Le 17 mai 1949, une proposition de loi tendant au règlement définitif des opérations de reclassement du personnel des organismes de sécurité sociale, n° 7164. — Le 2 juin 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à modifier les articles 44 a et 44 b du Livre 1^{er} du Code du travail, n° 7337. — Le 16 juin 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à modifier les articles 37 et 38 de l'ordonnance n° 45-2454 du 19 octobre 1945 relative au régime des assurances sociales applicable aux assurés des professions non agricoles, n° 7481. — Le 6 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 10670) de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir dans leurs droits, au regard de l'assurance-vieillesse, les chauffeurs de taxis salariés exclus du régime général des assurances sociales entre le 1^{er} juillet 1930 et le 1^{er} janvier 1936, n° 12724. — Le 12 avril 1951, un 2^e rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale

sur la proposition de loi de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues (n° 1116) tendant à déterminer la situation professionnelle et sociale des conducteurs de taxi propriétaires de leur véhicule, n° 12798.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif aux conventions collectives : *Discussion générale* [23 décembre 1946] (p. 292); Art. 13 : *Amendement de M. Girard concernant l'application de la loi aux départements d'outre-mer* (p. 297). — Prend part à la discussion de la proposition de loi de M. Godin tendant à repousser la mise en application de la prise en charge par les caisses de sécurité sociale des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles : *Discussion générale* [23 décembre 1946] (p. 329); — Son ordre du jour présenté à la suite de la discussion de l'interpellation de M. Lespès sur l'immatriculation obligatoire des cadres à la sécurité sociale [31 janvier 1947] (p. 115). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à l'organisation administrative de la sécurité sociale; Art. 2 : *Amendement de M. Moisan concernant les groupements mutualistes comptant au moins 500 assurés* [27 février 1947] (p. 507); — de la proposition de loi de M. Meck tendant à instituer la représentation proportionnelle dans les élections des délégués dans les entreprises : *Discussion générale* [26 juin 1947] (p. 2490, 2491); *Sa demande tendant à un nouvel examen de l'alinéa 4 relatif au second tour de scrutin* (p. 2501); — de la proposition de loi de M. Le Sciellour tendant à instituer la représentation proportionnelle dans l'élection des membres des comités d'entreprise : *Discussion générale* [26 juin 1947] (p. 2501). — Dépose une demande d'interpellation sur les menaces de fermeture des usines de la Société nationale de constructions aéronautiques du Centre [16 juin 1948] (p. 3600). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [10 août 1948] (p. 5634, 5635, 5636). — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 30 : *Dispositions tendant à développer la productivité des entreprises* [2 juin 1949] (p. 3071, 3072); — du projet de loi portant fixation des dépenses

militaires pour 1949; État C, Chap. 331 : *Matériel de série de l'armée de l'air* [23 juin 1949] (p. 3705, 3706, 3707); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour ce chapitre* (p. 3707); — du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques; **Art 1^{er}** : *Amendement de Mme Germaine François tendant à maintenir les usines de la S.N.C.A.C. en état de marche* [28 juin 1949] (p. 3850, 3851, 3852); **Art. 1^{quater}** : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 3887). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement en matière de sécurité sociale [28 juin 1949] (p. 3908); la développe [10 juillet 1949] (p. 4551, 4552, 4553); *Ordre du jour de confiance présenté par M. Gazier* [13 juillet 1949] (p. 4714); *Son amendement à l'ordre du jour de M. Gazier tendant à améliorer le fonctionnement de la sécurité sociale plutôt qu'à le maintenir* (p. 4716, 4717); — sur l'occupation par la force des usines de la Société nationale de constructions aéronautiques du Centre [5 juillet 1949] (p. 4234). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles : *Discussion générale* [14 décembre 1949] (p. 6865). — Dépose une demande d'interpellation sur les licenciements massifs de travailleurs et les lock-out pratiqués aux usines Hispano-Suiza de Bois-Colombes, Morane-Saulnier de Tarbes, Latil de Suresnes et Bessonneaux d'Angers [31 décembre 1949] (p. 7650). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; **Art 1^{er}** [Art. 31 X du Code du travail] : *Amendement de M. Vée tendant à fixer la composition de la Commission supérieure des conventions collectives traitant des problèmes agricoles* [4 janvier 1950] (p. 108). — Dépose une demande d'interpellation sur l'opposition du Gouvernement à l'augmentation des salaires des ouvriers et employés des usines Renault [23 mars 1950] (p. 2289, 2290). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux prestations familiales; **Art. 1^{er}** : *Relèvement du plafond des cotisations pour la sécurité sociale* [16 décembre 1950] (p. 9231). — Dépose une demande d'interpellation sur la dissolution de la **Fédération syndicale mondiale** [30 janvier 1951] (p. 519); **et est entendu** sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [13 février 1951] (p. 1072, 1073).

COT (M. Pierre), *Député de la Savoie.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364); de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102). — Est désigné par la Commission des affaires étrangères en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission nationale française pour l'éducation, la science et la culture [18 février 1948] (**F. n° 209**).

Dépôt :

Le 2 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder de justes indemnités aux victimes des inondations qui viennent de désoler le département de la Savoie, **n° 7341**.

Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur l'ordre des préséances dans les cérémonies officielles [22 décembre 1946] (p. 280); — sur le projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier, **Art. 44** : *Amendements de MM. Fernand Grenier et Robert Bichet tendant à dégrever les petites exploitations* [6 février 1947] (p. 198); **Art. 57 bis** : *Date de clôture des opérations des comités départementaux de confiscation* [7 février 1947] (p. 245). — Prend part à la discussion du projet de loi maintenant en vigueur au-delà du 1^{er} mars 1947 certaines dispositions prorogées par la loi du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités, **Art. 4** : *Son amendement tendant à ce que, lorsqu'une législation spéciale doit s'appliquer dans les départements d'outre-mer, ce soit au Parlement seul de légiférer* [25 février 1947] (p. 454). — Est entendu au cours du débat : sur l'interpellation de M. Louis Marin sur les préparatifs de la Conférence de Moscou [28 février 1947] (p. 530 et suiv.); — sur les interpellations relatives à la politique française en Indochine [18 mars 1947] (p. 869 à 875, 884); — sur les opérations électorales du territoire du Tchad [20 mai 1947] (p. 1692, 1693). — Dépose une demande d'interpellation sur la Conférence de Moscou, ses résultats et ses

conséquences sur l'orientation de notre politique extérieure [30 mai 1947] (p. 1868) ; la développe [20 juin 1947] (p. 2289). — Intervient dans la discussion : de la demande en autorisation de poursuites contre les députés malgaches [6 juin 1947] (p. 1984, 1985, 1986) ; — du projet de loi portant approbation du traité de paix avec l'Italie [13 juin 1947] (p. 2122, 2123). — Est entendu au cours du débat sur l'absence des Ministres devant répondre à des questions orales [18 juillet 1947] (p. 3177). — Intervient dans la discussion des interpellations concernant les résultats de la Conférence de Moscou [25 juillet 1947] (p. 3564, 3565, 3566, 3567, 3568, 3569, 3570) [26 juillet 1947] (p. 3598, 3599, 3600). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires). AIR : *Discussion générale* [6 août 1947] (p. 3960) ; MARINE : *Discussion générale* (p. 3982) ; Etat A, Chap. 904 : *Amendement de M. Capdeville tendant à réduire les crédits pour constructions neuves (Porte-avions)* (p. 3986, 3987, 3988) ; — du projet de loi concernant la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française : *Motion préjudicielle de M. Pleven tendant à différer le débat jusqu'à la fusion du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union* [12 août 1947] (p. 4259, 4260) ; — du projet de loi de dégageant des cadres des fonctionnaires : *Discussion générale* [12 août 1947] (p. 4266, 4267, 4268) ; — Participe à la discussion du projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre : *Débat sur le passage à la discussion des articles* [14 novembre 1947] (p. 5035, 5036, 5037, 5038). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné par le Président de la République (M. Léon Blum) (*Calcul de la majorité absolue de l'Assemblée*) [21 novembre 1947] (p. 5413). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Discussion générale* [29 novembre 1947] (p. 5324 et suiv.) ; Art. 2 : *Son amendement visant la cessation concertée du travail* (p. 5421, 5422) ; *Article additionnel de M. d'Astier de la Vigerie tendant à sanctionner les atteintes au droit de grève* [3 décembre 1947] (p. 5457) ; Art. 3 : *Amendement de M. Lecourt tendant à grouper les articles 3, 4 et 5 en un seul article* (p. 5458) ; *Son sous-amendement tendant à modifier la définition du sabotage* (p. 5462, 5463) ; *Son*

sous-amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa (p. 5469) ; *le retire* (ibid.). — Est entendu pour un fait personnel (*Son attitude vis-à-vis du parti communiste*) [3 décembre 1947] (p. 5486, 5487, 5488). — Prend part à la discussion du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et communes, Art. 2 : *Son amendement concernant les subventions aux départements pauvres et montagneux* [11 décembre 1947] (p. 5614) ; *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences de l'action diplomatique du Gouvernement envers l'Union soviétique [12 décembre 1947] (p. 5691). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [20 décembre 1947] (p. 5989, 5990, 5991, 5992, 5993) ; — du projet de loi portant ratification de l'accord franco-polonais du 19 mars 1948 : *Demande de renvoi à la Commission des finances* [27 mai 1948] (p. 2962). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique extérieure du Gouvernement [28 mai 1948] (p. 3038) ; — sur les accords de Londres concernant l'Allemagne [8 juin 1948] (p. 3203) ; la développe : *Ses observations sur la puissance nouvelle de l'Allemagne, les buts anglo-saxons* [12 juin 1948] (p. 3484 et suiv.) ; — sur les négociations entreprises avec les Etats-Unis pour l'application de l'E. C. A. (Economic Coopération Act) [23 juin 1948] (p. 3881). — Prend part à la discussion de projets de loi ratifiant trois actes internationaux : *Discussion générale* [2 juillet 1948] (p. 4295) ; *Absence des orateurs inscrits* [6 juillet 1948] (p. 4343, 4345) ; *Discussion générale : Ses observations sur la situation économique des U. S. A., la nature des envois des U. S. A., le manque d'importation de biens d'équipement, les accords de Bretton Woods, la possibilité d'un prêt de la Banque de reconstruction* (p. 4360 et suiv.) — Dépose une demande d'interpellation : sur les rectifications de frontière au Mont-Genis [19 juillet 1948] (p. 4860) ; — sur les conséquences du pacte Atlantique [18 février 1949] (p. 743). — Prend part à la discussion : d'une interpellation sur les déclarations du secrétaire général du parti communiste (Maurice Thorez) : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Terrenoire demandant l'application du Code pénal aux déclarations de M. Thorez* [24 février 1949] (p. 901, 902, 903, 904, 905) ; — du pro-

jet de loi modifiant le statut de la Cochinchine, Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Rivet tendant à traiter avec Ho-Chi-Minh* [21 mai 1949] (p. 2785); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 2789, 2790, 2791); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2794, 2795); — d'une proposition de résolution relative à une trêve entre les belligérants dans la région des digues du Tonkin : *Discussion générale* [3 juin 1949] (p. 3118); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 : *Discussion générale* [10 juin 1949] (p. 3297, 3298, 3299). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce une question relative aux subventions gouvernementales aux communes rurales exécutant des travaux d'extension de la distribution d'énergie électrique [24 juin 1949] (p. 3770). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux propositions de loi émanant de conseillers de la République : *Discussion générale* [28 juin 1949] (p. 3805, 3806, 3807); — d'une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à sanctionner une infraction au règlement : *Question préalable posée par M. Cristofol* [7 juillet 1949] (p. 4328, 4329); *Sa demande de vote par division* (p. 4333); *Ses explications de vote sur la deuxième partie félicitant le Président et l'invitant à en tirer les conséquences nécessaires* (p. 4334); — d'une proposition de résolution relative à l'étendue des autorisations de poursuites contre des membres de l'Assemblée Nationale, Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Fontlupt-Esperaber limitant la levée de l'immunité parlementaire aux seuls faits visés* [8 juillet 1949] (p. 4430); — du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe : *Discussion générale* [9 juillet 1949] (p. 4493, 4494, 4495); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à prévoir un vote du Parlement au sujet de l'entrée de l'Allemagne dans le Conseil de l'Europe* (p. 4498, 4499) le retire (p. 4499); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 42 : *Sous-amendement de M. Simonnet relatif à la répartition de la taxe locale prélevée sur les entreprises construisant des barrages* [23 juillet 1949] (p. 5122); *Amendement de M. Solinhac relatif à la répartition de la taxe locale entre diverses communes intéressées* (p. 5123); *Amendement analogue de M. Temple* (p. 5124); Art. 42 bis : *Amendement de M. Simonnet relatif à l'application de la taxe locale dans les communes sinistrées* [24 juillet 1949] (p. 5156); — du projet de loi portant ratifica-

tion du Pacte de l'Atlantique : *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5307, 5308, 5309, 5310, 5311, 5312, 5313, 5314, 5317); *Article additionnel : Amendement de M. Michelet tendant à demander au Gouvernement américain des précisions sur le Comité de défense et les fournitures de matériel de guerre* (p. 5347); — des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne : *Discussion générale (Ses observations sur le commerce allemand, les accords de l'O. E. C. E. et la libération des échanges européens, l'afflux de dollars en Allemagne, l'inclusion de l'Allemagne dans le pacte Atlantique et le mensonge d'un danger soviétique)* [25 novembre 1949] (p. 6320, 6321, 6322, 6323, 6324, 6325, 6326, 6327, 6332); — des interpellations sur la distribution d'électricité : *Discussion générale* [9 décembre 1949] (p. 6747); *Amendement de M. Serre à l'ordre du jour de confiance tendant à exiger de l'Allemagne des livraisons de courant électrique* (p. 6752); — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Discussion générale* [27 janvier 1950] (p. 588, 589); *Ses observations sur les conséquences internationales des accords avec le Viet-Nam, la faiblesse du gouvernement de Bao-Daï, la situation nouvelle du fait de la reconnaissance de Ho Chi Minh par la Chine et l'attitude hostile des états asiatiques envers Bao-Daï* [28 janvier 1950] (p. 671, 672, 673, 674, 675, 676); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art. 1^{er} : *Application de la peine de réclusion aux infractions prévues à l'alinéa 2 de l'article 76 du Code pénal* [3 mars 1950] (p. 1769, 1770, 1771, 1772, 1773, 1774, 1775); *Son sous-amendement tendant à ne prévoir, en temps de paix, que les travaux forcés à temps* (p. 1808, 1809); *Son sous-amendement tendant à punir des travaux forcés tout Français ayant participé à une entreprise de démoralisation de l'armée* (p. 1810); *Reprend la proposition de M. Robert Prigent tendant à suspendre la séance* (p. 1810); *Son sous-amendement tendant à substituer « sera » à « ne sera pas » au paragraphe A de l'amendement de M. Dominjon* (p. 1813, 1814, 1815, 1816); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis : *Discussion générale* [15 mars 1950] (p. 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2055, 2056, 2067, 2068). — Dépose une demande d'interpellation : sur les stipulations du Pacte

de l'Atlantique [15 juin 1950] (p. 4838); — sur la situation politique en Tunisie [15 juin 1950] (p. 4838). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires; Article unique : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'application de l'article 1^{er} de la loi des maxima* [24 juin 1950] (p. 5266). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du gouvernement et la composition de son cabinet [4 juillet 1950] (p. 5344, 5345); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation (p. 5347, 5348); — sur la situation internationale et les affaires de Corée [17 juillet 1950] (p. 5464). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion de son interpellation relative à la guerre de Corée*) [25 juillet 1950] (p. 5948, 5949). — Dépose une demande d'interpellation : sur les résultats et le développement de la politique suivie en Indochine [19 octobre 1950] (p. 6974); la développe (*Ses observations sur les erreurs du gouvernement, les solutions possibles du conflit, les négociations à entreprendre avec Ho Chi Minh*) [19 octobre 1950] (p. 6985, 6986, 6987, 6990); — sur les conséquences financières et politiques des projets militaires du gouvernement [19 octobre 1950] (p. 6988); la développe (*Ses observations sur le discours de M. Paul Reynaud, l'attitude des Etats-Unis, la volonté de paix de l'U. R. S. S., le danger psychologique pour le moral de l'armée française*) [25 octobre 1950] (p. 7178, 7179, 7180, 7181); *Discussion générale* (p. 7205, 7206). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution : *Pose la question préalable* [29 novembre 1950] (p. 8269, 8270, 8271); — d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 (Jules Moch) : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Chevallier* [1^{er} décembre 1950] (p. 8437, 8438); — du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 1000 : *Ses observations sur la frontière franco-italienne* [12 décembre 1950] (p. 8974, 8975); Chap. 1020 : *Titularisation des auxiliaires* (p. 8976); Chap. 1040 : *Auxiliaires à l'étranger* (ibid.). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur le prix du tabac à la production [20 février 1951] (p. 1362, 1363, 1365); prend part à la

discussion de ces interpellations (*Demande de clôture de la discussion générale*) (p. 1388). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale (*Demande de renvoi à la Commission, présentée par M. Mazuez*) [19 mars 1951] (p. 2162); Art. 16 bis : *Amendement de M. Weill Requial relatif au panachage associé au vote préférentiel* [21 mars 1951] (p. 2426); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble (Scandale de l'apparentement)* [27 avril 1951] (p. 4104, 4105); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Chap. 1060 : *Amendement de M. Serre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits des Hauts commissaires (Libération de Krupp et de criminels de guerre)* [5 avril 1951] (p. 2735, 2736, 2737); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, amendé par le Conseil de la République; Chap. 1000 : *Statut du personnel diplomatique* (p. 2757, 2758). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation économique et financière de notre pays [11 avril 1951] (p. 3169); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [12 avril 1951] (p. 3212, 3213, 3214). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 1^{er} : *Insuffisance des crédits prévus* [13 avril 1951] (p. 3251, 3267, 3268, 3269, 3270, 3275). — Dépose une demande d'interpellation sur le prix et les conditions de culture du tabac [13 avril 1951] (p. 3263). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3410, 3411, 3412, 3413). — Est entendu pour une motion d'ordre (*Blocage des explications de vote sur diverses questions de confiance*) [25 avril 1951] (p. 3992). — Dépose une demande d'interpellation sur l'adoption par le gouvernement du projet de route internationale sous le Mont-Blanc [28 avril 1951] (p. 4137). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ensemble* [30 avril 1951] (p. 4395); de ce projet

de loi amendé par le Conseil de la République; *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la discussion jusqu'au vote de la loi de finances* [2 mai 1951] (p. 4483); *Ses explications de vote (Importance du vote de la loi de finances)* [7 mai 1951] (p. 4783, 4784); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Son rappel au règlement (Suppression de la discussion générale et irrecevabilité de la question de confiance posée par le Gouvernement)* [10 mai 1951] (p. 4953, 4954, 4955); Article unique : *Fixation des élections au 17 juin (Nécessité de la réforme électorale dans les territoires d'outre-mer)* (p. 4960); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article unique (Date des élections, mise en œuvre du plan Schuman)* [11 mai 1951] (p. 5078, 5079, 5080, 5081); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales : *Motion de censure de M. Duprat demandant l'application de la loi du 22 août 1946 avec suppression des abattements de zones* [12 mai 1951] (p. 5119, 5120).

COTY (M. René), Député de la Seine-Inférieure (2^e circonscription).

Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme

(Cabinet Robert SCHUMAN)

du 24 novembre 1947 au 25 juillet 1948,

Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme

(Cabinet André MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948,

Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme

(2^e Cabinet Robert SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission du règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51); de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la comptabilité (p. 103); de la Commission des finances [18 novembre 1948] (p. 6610).

Interventions :

Prend part à la discussion : de la proposition de loi tendant à compléter la loi du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection du Conseil de la République [13 décembre 1946] (p. 96); — du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre du budget extraordinaire de l'exercice 1947 : reconstruction, équipement, dommages de guerre (Services civils); Art. 6 : *Règlement des mémoires d'entrepreneurs* [23 décembre 1946] (p. 317). — Est entendu au cours du débat : sur la nomination des Conseillers de la République chargés de représenter les Français résidant à l'étranger [4 février 1947] (p. 163); — sur le règlement de l'Assemblée Nationale; Art. 69 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier paragraphe de l'article relatif au dépôt des projets de ratification de traité* [4 mars 1947] (p. 569); Art. 70 : *Renvoi à la Commission de l'article 70 relatif au droit d'amendement* (p. 570); Art. 96 : *Amendement de M. Louis Marin tendant à rétablir l'autorité du bureau* (p. 572). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. Robert Bichet relative à la distribution des journaux; Art. 17 : *Amendement de M. Fernand Grenier tendant à transférer aux sociétés coopératives de messageries les biens utiles à leur exploitation appartenant aux entreprises de messageries qui auront dû cesser de fonctionner en exécution de la loi* [27 mars 1947] (p. 1465); — de l'interpellation de M. Charles Lussy sur le maintien de la politique des salaires et des prix, telle qu'elle est énoncée dans la déclaration ministérielle du 23 janvier 1947 : *Ses observations sur l'ordre du jour de confiance* [4 mai 1947] (p. 1465). — Est entendu au cours du débat : sur une demande en autorisation de poursuites contre les députés malgaches, en qualité de *Rapporteur* [6 juin 1947] (p. 1974, 1975, 1976); *Motion préjudicielle de M. de Chambrun* (p. 1979, 1983); — sur une demande d'autorisations de poursuites contre MM. Ravoahangy et Rabemananjara, en qualité de *Rapporteur* [1^{er} août 1947] (p. 3820, 3281). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant les élections municipales : *Discussion générale* [9 août 1947] (p. 4139, 4173, 4174, 4175, 4176, 4177, 4178); *Demande de M. Demusois de réouverture de la discussion générale* [12 août 1947] (p. 4292);

de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 7 : *Amendement de M. Fayet tendant à étendre à l'Algérie les dispositions de cette loi* [28 août 1947] (p. 4776, 4777). — Intervient dans la discussion du projet de loi instituant le vote par correspondance dans les élections municipales; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Giacobbi tendant à proroger la loi du 24 août 1946 en 1947* [12 août 1947] (p. 4323, 4324). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné par le Président de la République (M. Léon Blum) (*Calcul de la majorité absolue de l'Assemblée*) [21 novembre 1947] (p. 5114). — Est nommé *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* (Cabinet Robert Schuman) [24 novembre 1947] (*J. O.* du 24 novembre 1947, p. 11630).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et de la réparation des dommages de guerre en 1948 : *Demande d'ajournement du débat présentée par M. Coudray* [29 décembre 1947] (p. 6483, 6484); *Discussion générale* (p. 6490, 6491); Art. 1^{er} : *Ouverture d'un crédit de 181.530 millions* [30 décembre 1947] (p. 6501, 6502); *Amendement de M. Benoist et Mme Schell tendant à augmenter les autorisations de paiement pendant le 1^{er} semestre 1948* (p. 6503, 6504); *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 1.000 francs les avances aux sinistrés étrangers* (p. 6505); *Amendement de M. Brault tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour travaux de voirie et de distribution de l'eau, du gaz et de l'électricité* (p. 6505); Art. 4 : *Amendement de M. Midol tendant à faciliter la construction d'outillage et d'installations d'intérêt général* (p. 6508); Art. 5 : *Avances remboursables faites en vue de la passation de marchés de démarrage pour fabrications en grandes séries* (p. 6509); Art. 7 : *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à faire gérer par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du Finistère les fonds destinés aux sinistrés de Brest* (p. 6511); Art. 13 : *Amendement de M. Billat tendant à inclure l'Isère parmi les départements ravagés pour lesquels existent des crédits spéciaux* (p. 6513); *Amendement de M. Louvel tendant à réduire des deux tiers les crédits pour les départements ravagés par inondations* (p. 6516); — du projet

de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Création d'un impôt exceptionnel et mesures en faveur des sinistrés et spoliés* [31 décembre 1947] (p. 6670, 6671); — du projet de loi relatif aux sociétés coopératives et associations syndicales de reconstruction : *Discussion générale* [17 février 1948] (p. 782, 785, 786, 788, 789, 790); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Marin tendant à supprimer les associations syndicales* [2 mars 1948] (p. 1260, 1261); *Suite de la discussion* [17 mars 1948] (p. 1823, 1824); Art. 2 : *Amendements de MM. Midol, Guillon et Thiriet tendant à prévoir des coopératives agricoles* (p. 1823, 1824); *Amendement de M. Desjardins tendant à adopter la forme d'association prévue par la loi du 15 août 1920* (p. 1831, 1832); *Amendement de M. Lenormand tendant à ne pas demander l'avis de tous les Ministres intéressés* (p. 1832, 1833); Art. 5 : *Amendement de M. Triboulet relatif aux délais-limites des dossiers des sociétés coopératives* (p. 1834); *Sa demande de modification concernant la mention d'effectifs des associations* (p. 1834); *Amendement de M. Coudray relatif à l'agrément du Ministre après avis favorable de la Commission nationale* (p. 1835); *Amendement de M. Marin concernant le retrait d'agrément par le Ministre* (p. 1835); Art. 6 : *Amendements de MM. Crouzier et Marin tendant à prévoir l'avis de fédérations de sinistrés* (p. 1836, 1837); *Amendement de M. Schmitt tendant à supprimer les alinéas 2, 3, 4, 5* (p. 1837); *Sa demande de prise en considération du texte du Gouvernement* (p. 1837); Art. 9 : *Conseils d'administration des sociétés coopératives* (p. 1839); Art. 12 : *Amendement de M. Schmitt tendant à prévoir un décret pour régler les travaux et l'emploi des crédits par les sociétés* (p. 1840); Art. 13 bis : *Amendement de M. Desjardins tendant à supprimer l'article* (p. 1841); Art. 14 : *Amendement de M. Crouzier tendant à supprimer l'article* (p. 1841, 1842); Art. 15 : *Amendement de M. Desjardins tendant à supprimer l'article* (p. 1842); Art. 16 : *Sa demande de réserver l'article* (p. 1842); Art. 17 : *Amendement de M. Lucas tendant à supprimer le deuxième alinéa ayant référence à la loi du 10 septembre 1947* (p. 1843); Art. 18 : *Amendement de M. Gautier tendant à supprimer pour les associations l'obligation de représenter les deux tiers des intérêts* (p. 1853); *Amende-*

ment de M. Midol tendant à autoriser les propriétaires à constituer des associations spéciales sans attendre le remembrement (p. 1853, 1854); Art. 19 : Amendement de M. Louvel tendant à donner aux associations le caractère d'associations d'utilité publique (p. 1854); Art. 24 : Amendement de M. Coudray tendant à permettre au bureau de déléguer des pouvoirs au Commissaire du Gouvernement (p. 1856, 1857); Art. 29 : Amendement de M. Louvel tendant à supprimer trois alinéas relatifs à la gestion financière (p. 1858); Art. 32 bis : Insertion de l'article 36 (p. 1858); Art. 33 : Amendements de M. Marin relatifs aux subventions accordées aux sociétés coopératives (p. 1859); Art. 37 : Amendement de M. Billoux relatif au droit de retrait des signataires (p. 1859, 1860); Sous-amendement de M. Coudray tendant à faciliter la création de coopératives à vocation spéciale (p. 1860); Art. 40 : Amendement de M. Lucas relatif au quantum des subventions (p. 1861); Art. 43 : Amendement de M. Michaut tendant à supprimer toute dérogation à l'interdiction faite à certaines personnes de gérer ces sociétés (p. 1862); Art. 44 : Amendement de M. Billoux tendant à transmettre au préfet les pouvoirs du Ministre pour la réalisation des marchés (p. 1863); Art. 54 : Amendement de M. Marin tendant à supprimer la fin de l'article interdisant les emprunts modiques (p. 1866); Art. 55 : Amendement de M. Schmitt relatif à la dissolution des associations syndicales (p. 1866); Art. 58 : Amendement de M. Lucas tendant à accorder l'agrément du Ministre si le statut est conforme à la loi, dans un délai de trois mois (p. 1867); Art. 61 : Sous-amendement de M. Marin tendant à publier au Journal officiel les décrets d'application (p. 1868); Art. 6 : Conformité des statuts des sociétés avec les statuts-types du Ministère (p. 1869); Explications de vote sur l'ensemble (p. 1869); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 12 : Amendement de M. Marin tendant à supprimer le troisième alinéa [1^{er} juin 1948] (p. 3063, 3064); Art. 15 : Concurrence entre les entrepreneurs pour les travaux (p. 3069, 3070); Amendement de M. Marin tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (p. 3070); Art. 55 : Dissolution éventuelle des coopératives en cas de retrait d'un cinquième des membres (p. 3073, 3074). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur la reconstruction*) [17 février 1948] (p. 791, 792).

— Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948, dépenses civiles): Etat A, RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1086, 1087); Chap. 900 : *Regroupement des services administratifs* (p. 1088); Art. 23 : *Crédits pour la construction d'habitations à bon marché* (p. 1118, 1119). — Répond à une question de M. Garet concernant le dépôt d'un projet de loi indemnisant les sinistrés renonçant à la reconstruction de leurs biens [27 février 1948] (p. 1198). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur le projet de loi relatif aux coopératives et associations de reconstruction*) [11 mars 1948] (p. 1646); — sur une motion d'ordre (*Suite du débat sur ce même projet de loi*) [17 mars 1948] (p. 1845, 1846). — Prend part à la discussion : du projet de loi créant la Caisse autonome de reconstruction; Art. 2 : Amendement de M. Midol tendant à limiter les charges supportées par cette caisse [19 mars 1948] (p. 1998); Amendement de M. Halbout tendant à préciser les bénéficiaires des versements de cette Caisse (p. 1998); Art. 5 : Amendement de M. Triboulet relatif au renouvellement des membres désignés et à la nomination du président du conseil d'administration (p. 1999, 2000); Art. 6 : Amendement de forme de M. Triboulet (p. 2002); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale* [17 juillet 1948] (p. 4762, 4763); Chap. 106 : *Rémunération de concours extérieurs (Représentants des ouvriers)* [18 juillet 1948] (p. 4777); Chap. 111 : *Service du déminage et désobusage* (p. 4778); Chap. 112 : *Commissions de juridiction des dommages de guerre* (p. 4779); Chap. 3023 : *Sa demande de rétablir les crédits pour regroupement des délégations départementales* (p. 4779); Chap. 402 : *Application de l'ordonnance du 11 octobre 1945 relative au relogement* (p. 4780); Chap. 403 : *Participation de l'Etat aux dépenses des services de logement* (p. 4783, 4784, 4785, 4786); Chap. 502 : Amendement de M. Letourneau tendant à rétablir les crédits prévus pour la Fondation française du bâtiment (p. 4787); Chap. 6042 : *Diffusion des études et recherches sur l'habitation* (p. 4788, 4789); Chap. 6043 : *Contrôle technique des travaux de reconstruction* (p. 4789, 4790); Chap. 6045 : *Documentation et vulgarisation* (p. 4790, 4791). — Est nommé

Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme (Cabinet André Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet 1948, p. 7363).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre : *Discussion générale* [6 août 1948] (p. 5434, 5435); Article unique : *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre le texte gouvernemental* (p. 5435, 5436); — du projet de loi relatif à l'indemnité d'éviction des sinistrés : *Discussion générale* [6 août 1948] (p. 5437, 5438); Art. 6 : *Délai d'application de la loi* (p. 5439). — Est nommé *Ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme* (2^e Cabinet Robert Schuman) [5 septembre 1948] (*J. O.* du 5 septembre 1948, p. 8786). = S'excuse de son absence [28 mars 1947] (p. 1236), [19 juin 1947] (p. 2215). = Obtient un congé [28 mars 1947] (p. 1236), [19 juin 1947] (p. 2215). = Elu *Conseiller de la République*, donne sa démission de député [19 novembre 1948] (p. 7143).

COUDÉ DU FORESTO (M. Yvon), *Conseiller de la République.*

Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture

(Cabinet Robert SCHUMAN)

du 26 novembre 1947 au 25 juillet 1948

Secrétaire d'Etat aux Finances (Ravitaillement)

(Cabinet André MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948

Secrétaire d'Etat aux Finances (Ravitaillement)

(2^e Cabinet Robert SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948

Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques (Ravitaillement)

(Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre 1948 au 20 novembre 1948.

Interventions :

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à l'Agriculture* (Cabinet R. Schuman) [26 novembre 1947] (*J. O.* du 27 novembre 1947, p. 11734).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947, Etat I, PRÉSIDENTE DU CONSEIL : *Discussion générale* [27 décembre 1947] (p. 6356); Chap. 601 : *Amendement de M. Triboulet relatif à la confection et mise en place d'imprimés nécessaires* (p. 6357). — Répond à une question de Mlle Prévert concernant les mesures prises depuis deux mois contre les trafiquants et les fraudeurs [13 février 1948] (p. 731, 732). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution de Mme Vermeersch relative à l'attribution de suppléments de pain aux familles nombreuses : *Discussion générale* [27 avril 1948] (p. 2313); — du projet de loi portant suspension de la taxe de 4 0/0 sur les viandes fraîches : *Discussion générale* [30 avril 1948] (p. 2426), Article unique : *Amendements de Mme Degron et M. Arthaud tendant à appliquer partout cette suspension* (p. 2427). — Répond à une question : de M. Mouchet relative aux stocks de café en Afrique et aux importations clandestines [21 mai 1948] (p. 2849); — de M. Ballanger relative au classement des communes de Seine-et-Oise pour le ravitaillement [4 juin 1948] (p. 3230); — de Mme Lefebvre relative au marché de la viande fraîche [4 juin 1948] (p. 3231); — de M. Waldeck Rochet relative à la répartition du ravitaillement aux économiquement faibles [4 juin 1948] (p. 3231); — de M. Chamant relative aux modalités de l'attribution d'essence aux agriculteurs [4 juin 1948] (p. 3231). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Finances (Ravitaillement)* (Cabinet André Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet 1948, p. 7363).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à augmenter la ration de pain et à en améliorer la qualité : *Discussion générale* [30 juillet 1948] (p. 5116); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, RAVITAILLEMENT, Chap. 100 : *Ses observations sur la politique de ses services et ses réponses aux orateurs* [2 août 1948] (p. 5212, 5213, 5214); Chap. 104 : *Amendement de Mme Degron tendant à rétablir les crédits prévus pour l'inspection générale* (p. 5216); Chap. 107 : *Amendement de Mme Degron tendant à rétablir les crédits prévus pour le personnel des ser-*

vices extérieurs (p. 5216) ; Chap. 300 : *Amendement de Mlle Prévart tendant à rétablir les crédits prévus pour le matériel roulant* (p. 5217) ; Chap. 301 : *Amendement de M. Dunet tendant à réduire les crédits pour loyers et réquisitions* (p. 5217) ; Chap. 318 : *Amendement de M. Thamer tendant à réduire d'un million les crédits pour frais de déplacement* (p. 5218) ; Chap. 401 : *Œuvres sociales* (p. 5219) ; Chap. 500 : *Application des restrictions par les collectivités locales* (p. 5220) ; *Amendement de Mme Lejeune tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 5222) ; Chap. 601 : *Imprimés nécessaires pour les mesures de rationnement* (p. 5222, 5223). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques (Ravitaillement)* (2^e Cabinet R. Schuman) [5 septembre 1948] (*J. O.* du 5 septembre 1948, p. 8786). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques (Ravitaillement)* (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948) p. 9010). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Affaires économiques (Ravitaillement)* [20 novembre 1948] (*J. O.* du 21 novembre 1948, p. 11283).

COUDRAY (M. Georges), *Député de l'Ille-et-Vilaine.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; — de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu : président de cette Commission (*J. O.* du 21 décembre 1946) (p. 10803) ; vice-président de cette Commission [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 717), (*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 883). — Est désigné par la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la mise en œuvre de la convention économique européenne et du programme de relèvement européen. (Application de l'art. 3 de la loi du 25 novembre 1948.) [15 mars 1950]

(**F. n° 527**). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice. (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [25 novembre 1948] [p. 7150).

Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à exiger un minimum de conditions d'habitabilité pour les constructions à usage d'habitation, **n° 25**. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à étendre le champ d'application de l'acte dit loi du 1^{er} septembre 1942 et à augmenter l'allocation qu'elle accorde à certains propriétaires d'immeubles sinistrés, **n° 26**. — Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à étendre le champ d'application de l'acte dit loi du 1^{er} septembre 1942 et à augmenter l'allocation qu'elle accorde à certains propriétaires d'immeubles sinistrés, **n° 325**. — Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à exempter certains sinistrés des obligations de l'article 353 *bis* du Code général des impôts directs, **n° 601**. — Le 14 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préparer la refonte de la loi validée du 12 avril 1941 et de la loi du 16 octobre 1946 concernant les pensions de marins, **n° 602**. — Le 13 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rechercher d'urgence les mesures propres à permettre la reconstruction et l'entretien des bateaux de sauvetage que les sociétés diverses de secours aux naufragés sont aujourd'hui incapables d'assurer, **n° 1691**. — Le 23 juin 1947, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 17 mai 1946 instituant l'ordre des géomètres experts, **n° 1808**. — Le 22 décembre 1947, une proposition de loi tendant à organiser l'apprentissage et à établir le statut du métier de prothésiste dentaire, **n° 2981**. — Le 4 février 1948, une proposition de loi tendant à établir plus d'équité dans les taux de prélèvement institué par la loi du 7 janvier 1948 basés sur les bénéfices commerciaux et industriels, **n° 3240**. — Le 27 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir un contingent exceptionnel d'attribution de distinctions dans l'ordre de la Légion d'honneur à l'occasion du 9^e congrès national de l'habitation et de l'urbanisme, célébrant le cinquantenaire de l'aide financière de l'Etat en faveur du logement familial et populaire,

n° 4318. — Le 16 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur le projet de loi relatif à l'indemnité d'éviction, **n° 4969.** — Le 24 juin 1949, une proposition de loi complétant l'ordonnance n° 45-2064 du 8 septembre 1945 en ce qui concerne la cession d'immeubles aux locataires sinistrés, **n° 7637.** — Le 13 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 15 de la loi du 22 mai 1946 portant généralisation de la sécurité sociale, **n° 7893.** — Le 8 novembre 1949, une proposition de loi tendant à préciser le champ d'application de l'article premier de la loi n° 48-2010 du 31 décembre 1948 sur le statut du fermage et du métayage, **n° 8296.** — Le 15 novembre 1949, un rapport au nom de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de MM. Médecin, Emile Hugues et Olmi tendant à inviter le Gouvernement à modifier la loi du 30 août 1947 instituant le versement d'une allocation d'attente aux sinistrés, **n° 8403.** — Le 25 novembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de la loi du 31 décembre 1948 modifiant certaines dispositions du statut du fermage et du métayage, **n° 8506.** — Le 21 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 mars 1950 le délai donné aux contribuables pour adresser aux contrôleurs des contributions directes leur déclaration d'impôt sur le revenu, **n° 9279.** — Le 17 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à présenter aux membres du Parlement, avant un délai d'un mois, un rapport d'ensemble pour les travaux et les conclusions des commissions départementales d'économies instituées par le décret du 7 juin 1949, **n° 9540.** — Le 27 avril 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 46-2963 du 31 décembre 1946 fixant le maximum de la valeur locative cadastrale au-dessous duquel le sinistré peut bénéficier de la dérogation à l'abattement de vétusté prévu à l'article 27 de la loi du 28 octobre 1946, **n° 9795.** — Le 27 avril 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à publier par décret les dérogations à l'indemnisation des stocks sur la base des quantités nécessaires au fonctionnement de l'entreprise pendant trois mois, dérogations prévues par l'article 25 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, **n° 9796.** —

Le 28 avril 1950, une proposition de loi portant statut des administrateurs de biens, **n° 9810.** — Le 10 mai 1950, une proposition de loi tendant à permettre aux négociants en grains agréés de bénéficier de l'aval de l'O. N. I. C. pour leurs effets délivrés en paiement des blés qu'ils stockent, dans le cadre des dispositions de la loi du 15 août 1936, **n° 9906.** — Le 14 juin 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 25 de la loi du 28 octobre 1946 concernant l'indemnisation des stocks sinistrés, **n° 10279.** — Le 19 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger sans délai l'arrêté du 2 août 1950 pris en application de la loi n° 50-854 du 21 juillet 1950 relative au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950 (prêts et garanties), **n° 11081.** — Le 9 novembre 1950, une proposition de loi tendant à réduire de 1 à 0,50 0/00 le taux de majoration par jour de retard du paiement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, **n° 11217.** — Le 16 novembre 1950, un rapport au nom de la commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. Coudray et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger sans délai l'arrêté du 2 août 1950 pris en application de la loi n° 50-854 du 21 juillet 1950 relative au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950 (prêts et garanties), **n° 11296.** — Le 21 novembre 1950, une proposition de loi tendant à l'abrogation des dispositions de la loi n° 50-948 du 8 août 1950, relatives à la suppression du salaire unique versé aux membres de la famille de l'exploitant agricole, **n° 11354.** — Le 26 janvier 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 32 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, **n° 11988.** — Le 21 février 1951, une proposition de loi tendant à relever le plafond du chiffre d'affaires au-dessus duquel la déclaration du bénéfice réel est obligatoire, **n° 12266.**

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre du budget extraordinaire de l'exercice 1947 : RECONSTRUCTION, ÉQUIPEMENT, DOMMAGES DE GUERRE (Services civils); Art. 5 : *Mise en*

application de la loi sur les dommages de guerre [23 décembre 1946] (p. 311). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Art. 27 : *Son amendement tendant à ce que le blocage de 40 0/0 des crédits ne paralyse pas les associations syndicales de remembrement* [7 mars 1947] (p. 756, 757); le retire (p. 757); Art. 28 : *Amendement de M. Siefridt tendant à ce que les autorisations de dépenses et les crédits de l'état F soient débloqués en totalité et par priorité* (p. 758); Art. 43 quater : *Amendement de M. Crouzier tendant à prévoir la reconstitution de la Caisse autonome de la reconstruction* (p. 762). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au remembrement amiable en vue de la reconstruction, en qualité de *Président de la Commission* [27 mars 1947] (p. 1134). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics et Transports une question relative au trafic des petits ports [30 mai 1947] (p. 1851). -- Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS (Secrétariat de la Marine marchande) : *Discussion générale* [18 juillet 1947] (p. 3188, 3189); Chap. 317 : *Organisation du pilotage* (p. 3194, 3195); Chap. 333 : *Enseignement et apprentissage maritimes* (p. 3204, 3205, 3206); Chap. 339 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour paiements à l'Imprimerie nationale* (p. 3207); le retire (ibid.); Chap. 341 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour achat de matériel automobile* (p. 3207); le retire (p. 3208); Chap. 342 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour entretien du matériel automobile* (p. 3208); le retire (ibid.); RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale*, en qualité de *Président de la Commission de la reconstruction* [19 juillet 1947] (p. 3229, 3230, 3231); Chap. 100 : *Traitements du Ministre et du personnel de l'Administration centrale* (p. 3246); Chap. 106 : *Rémunération des concours extérieurs* (p. 3255); Chap. 300 : *Remboursement de frais de matériel et d'entretien* (p. 3258); Chap. 304 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour frais de correspondance* (p. 3259, 3260); le retire (p. 3260); Chap. 604-2 : *Etudes et recherches relatives à l'urbanisme* (p. 3266); Chap. 604-3 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le contrôle des travaux de reconstruction* (p. 3266); le

retire (ibid.). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi instituant une allocation d'attente pour les sinistrés par faits de guerre : *Discussion générale*, en qualité de *Président de la Commission de la reconstruction* [1^{er} août 1947] (p. 3829); Art. 7 : *Amendement de M. Guilbert tendant à majorer l'allocation pour les familles nombreuses* (p. 3831); Art. 8 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer les dispositions de l'article 47 de la loi du 28 octobre 1916* (p. 3831); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Ouvertures de crédits pour la Reconstruction*) [7 août 1947] (p. 4088). — Intervient dans la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour le budget de reconstruction et d'équipement (exercice 1947) : *Discussion générale*, en qualité de *Président de la Commission de la reconstruction* [8 août 1947] (p. 4104); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à exonérer les sinistrés* [22 décembre 1947] (p. 6097); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale* [27 décembre 1947] (p. 6372); Chap. 103 : *Amendement de M. Triboulet relatif aux indemnités et allocations du personnel de l'Administration centrale* (p. 6372, 6373); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* (p. 6378); — du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et de la réparation des dommages de guerre pour l'exercice 1948, en qualité de *Président de la Commission de la reconstruction* : *Sa demande d'ajournement du débat* [29 décembre 1947] (p. 6482, 6483, 6484); Art. 1^{er} : *Ouverture d'un crédit de 181.530 millions pour la reconstruction* [30 décembre 1947] (p. 6499, 6502); Art. 4 : *Mesures permettant la construction de voies de communication modernisées* (p. 6508); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions budgétaires en 1948; Art. 26 : *Son amendement tendant à exonérer de la taxe radio phonique les vieillards nécessiteux* [30 décembre 1947] (p. 6604). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 ter : *Son amendement tendant à étendre les avantages prévus aux sinistrés non titulaires de la carte de sinistré* [3 janvier 1948] (p. 43); le retire (p. 48); — du projet de loi relatif aux

associations syndicales et aux sociétés coopératives de reconstruction : *Discussion générale* [17 février 1948] (p. 790); Art. 2 : *Amendements de MM. Midol, Thiriet et Guillon relatifs aux coopératives agricoles* [2 mars 1948] (p. 1282), [17 mars 1948] (p. 1827, 1828); Art. 5 : *Son amendement relatif à l'agrement du Ministre après avis de la Commission nationale* (p. 1834, 1835); Art. 24 : *Son amendement tendant à permettre au bureau de déléguer des pouvoirs au Commissaire du Gouvernement* (p. 1856); Art. 37 : *Amendement de M. Billoux relatif au droit de retrait des signataires* (p. 1860); *Son sous-amendement tendant à faciliter la constitution de coopératives à vocation spéciale* (p. 1860); Art. 40 : *Amendement de M. Lucas relatif au quantum des subventions* (p. 1861); Art. 55 : *Son amendement tendant à limiter la possibilité de dissolution pour une association syndicale* (p. 1866); *le retire* (p. 1867); Art. 6 : *Son amendement tendant à obliger les sinistrés membres d'associations à verser à l'association leurs dommages de guerre* (p. 1869); *le retire* (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 12 : *Amendement de M. Marin tendant à supprimer le troisième alinéa* [1^{er} juin 1948] (p. 3063); *Son amendement tendant à supprimer au troisième alinéa les mots « notamment » et « d'emploi des crédits disponibles »* (p. 3065); Art. 54 *ter* : *Amendement de M. Thiriet tendant à supprimer cet article nouveau* (p. 3072, 3073); — du projet de loi portant organisation de la marine marchande; Art. 25 : *Son amendement tendant à inclure un article nouveau relatif à l'application de la loi sur les comités d'entreprises, aux compagnies de navigation* [20 février 1948] (p. 956). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative aux mesures prises contre les incendies ruinant récoltes et stocks de marchandises [5 mars 1948] (p. 1391). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4 : *Son amendement tendant à exonérer les sinistrés* [6 mars 1948] (p. 1481); *le retire* (ibid.); Art. 5 : *Option pour le contribuable entre le bénéfice réel et le forfait* [7 mars 1948] (p. 1506, 1507); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1556); — du projet de loi tendant à améliorer le sort des rentiers viagers; Art. 2 : *Conditions nécessaires pour obtenir la majoration de 300 0/0* [20 mars 1948] (p. 2042); *Son amendement tendant à doubler le taux de majoration*

pour les rentes viagères postérieures à 1939 (p. 2043); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 20 : *Amendement de M. Buron tendant à taxer les recettes perçues grâce à la Sécurité sociale comme les traitements et salaires* [23 avril 1948] (p. 2252, 2253); Art. 21 : *Son amendement tendant à préciser les honoraires des médecins et dentistes mentionnés sur les feuilles de maladies* (p. 2254); — de la proposition de loi tendant à la stabilisation du prix des baux à ferme; Article unique : *Son amendement tendant à prendre le cours moyen de plusieurs années comme référence pour le prix du bail* [30 avril 1948] (p. 2434, 2437); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 13 *bis* : *Son amendement tendant à étendre le droit de reprise aux prisonniers ou déportés* [27 mai 1948] (p. 2952); Art. 25 : *Amendement de M. Claudius-Petit tendant à fixer le prix de base d'un local-type par rapport au salaire moyen départemental* [18 juin 1948] (p. 3678); *Son amendement tendant à substituer au taux de 10/0 celui de 0,8 0/0 et à augmenter le délai de hausse* (p. 3679); Art. 26 : *Son amendement tendant à insérer un article n'appliquant pas les hausses aux économiquement faibles et familles nombreuses* (p. 3680, 3682); Titre II, allocations logements; Art. 64 : *Son amendement tendant à prévoir le versement de l'allocation aux propriétaires en certains cas d'après la valeur locative du local* (p. 3719, 3721); *le retire* (p. 3721); *Amendement de M. Duquesne tendant à accorder l'allocation-logement aux économiquement faibles* [23 juin 1948] (p. 3828); Art. 16 H : *Son amendement tendant à excepter les propriétaires de l'allocation-logement* (p. 3835); Art. 16 I : *Son amendement tendant à fixer au 1^{er} janvier 1949 la mise en vigueur de l'allocation-logement* (p. 3837); *le retire* (ibid.); Art. 69 : *Amendement de M. Minjoz tendant à instituer un fonds commun pour l'allocation logement et celle du salaire unique* [24 juin 1948] (p. 3892, 3893, 3897); Art. 16 B : *Son amendement tendant à ne pas appliquer les hausses de loyers aux économiquement faibles* (p. 3901, 3902); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3924); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 13 *bis* : *Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux sinistrés et réfugiés* [25 août 1948] (p. 6255); Art. 48 : *Amendement de M. Lenormand tendant à supprimer le dernier alinéa relatif au loyer des immeubles reconstruits depuis la*

guerre [26 août 1948] (p. 6295); Art. 26 B: *Allocation compensatrice de la hausse des loyers aux économiquement faibles* (p. 6310). — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948: Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 1212: *Ouvriers des parcs des Ponts et chaussées* [21 juin 1948] (p. 3757, 3758); Chap. 455: *Commissariat général au tourisme* (p. 3760); MARINE MARCHANDE, Chap. 316: *Dépenses des services maritimes (Pilotage)* [28 juillet 1948] (p. 5000); Chap. 333: *Enseignement et apprentissage maritime* (p. 5001) SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 502: *Hygiène et prophylaxie dentaires* [29 juillet 1948] (p. 5064); Chap. 511-2: *Prophylaxie du rhumatisme* (p. 5067); Chap. 517: *Centres régionaux d'action éducative sanitaire* (p. 5068); Chap. 528: *Migrations intérieures* [30 juillet 1948] (p. 5117). — Est entendu sur la question de M. Vernegras à M. le Ministre des Travaux publics et transports concernant la remise en vigueur des tarifs réduits de week-end [9 juillet 1948] (p. 4536). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant modification de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre; Article unique: *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre le texte gouvernemental* [6 août 1948] (p. 5435); — du projet de loi relatif à l'indemnité d'éviction des sinistrés, en qualité de *Rapporteur* [6 août 1948] (p. 5436, 5437); Art. 1^{er}: *Emission de titres pour un milliard* (p. 5438); Art. 6: *Délai d'application de la loi* (p. 5439); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 10: *Paiement des indemnités des dommages de guerre* [23 décembre 1948] (p. 7910, 7911); *Amendements de MM. Crouzier, Lenormand et Nisse tendant à supprimer l'article* (p. 7912, 7914); *Son amendement tendant à limiter le paiement par titres aux sinistrés ayant repris leur activité ou ayant subi des dommages supérieurs à 10 millions* (p. 7918); *Son amendement tendant à prévoir une revalorisation des dommages de guerre* (p. 7920); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi portant modification du mode de calcul des fermages; Art. 2: *Amendements de MM. Defos du Rau et Fanguy Prigent tendant à limiter le recours aux tribunaux paritaires pour fixer le montant du loyer* [28 décembre 1948] (p. 8038); — de la proposition de loi relative au droit des commerçants locataires d'immeubles sinistrés; Art. 2 *Son*

amendement tendant à obliger le propriétaire à prévenir directement le locataire [28 décembre 1948] (p. 8071); *le retire* (ibid.). — Pose à M. le Ministre du travail une question relative au paiement des honoraires aux médecins hospitaliers de la Sécurité sociale [25 février 1949] (p. 944). — Prend part à la discussion: de propositions de résolution* et de lois relatives aux loyers: *Son amendement à la proposition de résolution relative à l'extension de l'allocation logement* [1^{er} mars 1949] (p. 1032); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à demander l'extension de l'allocation logement aux ménages ne touchant pas l'allocation de salaire unique* (p. 1033, 1034, 1037); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la proposition de résolution* (p. 1040); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 1 bis: *Amendement de M. Minjot tendant à reprendre l'article relatif aux droits des sinistrés* [14 avril 1949] (p. 2465); — du projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget des travaux publics, transports et tourisme; Etat A, Chap. 124: *Ouvriers des parcs et ateliers des ponts et chaussées* [1^{er} mars 1949] (p. 1075); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, amendé par le Conseil de la République; Art. 29 bis A: *Ouverture de crédits pour le développement de la construction de logements à bon marché* [8 mars 1949] (p. 1357); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements; Art. 2: *Allocation d'attente pour les sinistrés* [9 mars 1949] (p. 1428, 1429); Art. 3: *Son amendement tendant à prévoir une nouvelle répartition des titres affectés aux sinistrés* (p. 1443); *le retire* (ibid.); Art. 3 ter: *Paiement des dommages de guerre aux sinistrés* (p. 1446, 1447); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [8 avril 1949] (p. 2276); — d'une proposition de résolution relative à la répartition de l'essence: *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1917); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des finances Chap. 400: *Ses observations sur la politique du Gouvernement en matière d'avances et d'escompte* [6 avril 1949] (p. 2164); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Marine marchande; Chap. 112: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'enseignement maritime* [8 avril 1949] (p. 2252); *le retire* (ibid.); Chap. 502:

Son amendement tendant à prévoir un abattement de 1.000 francs sur les allocations d'intérêts fixés par la loi sur le crédit maritime (p. 2255); *le retire* (ibid.); Chap. 505: *Son amendement tendant à prévoir un abattement de 1.000 francs sur la contribution aux frais de l'apprentissage maritime* (p. 2255); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour le budget des P.T.T., Etat A, Chap. 110: *Son amendement tendant à augmenter de 100.000 fr. l'annulation de 635.000 francs proposée à ce chapitre sur les services d'acheminement de la correspondance* [12 avril 1949] (p. 2300); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de résolution relative aux droits de souveraineté de la France sur certaines îles australes: *Discussion générale* [14 avril 1949] (p. 2447); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 2: *Son amendement tendant à créer des commissions de contribuables pour déterminer les économies à réaliser* [31 mai 1949] (p. 2981, 2982). — Pose à M. le Ministre de l'industrie et du commerce une question relative à la répartition entre les ports français des importations de charbon anglais [10 juin 1949] (p. 3288). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents: *Discussion de son interpellation* [14 juin 1949] (p. 3365). — Prend part à la discussion du projet de loi accordant une pension nationale à la veuve du commandant Charcot: *Discussion générale* [16 juin 1949] (p. 3404). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer l'écoulement des pommes de terre de primeur du nord de la Bretagne [16 juin 1949] (p. 3446). — Pose à M. le Ministre de l'agriculture une question relative à l'écoulement des pommes de terre de primeur de Bretagne [24 juin 1949] (p. 3768, 3769, 3770). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux: *Discussion générale* [4 juillet 1949] (p. 4168, 4169); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1^{er}: Etat A, MARINE MARCHANDE, Chap. 8049: *Reconstruction d'immeubles de la marine marchande* [5 juillet 1949] (p. 4203). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'a pas soumis au Parlement le plan de financement de la reconstruction contraire-

ment à l'article 12 de la loi du 31 décembre 1948 [10 juillet 1949] (p. 4562). — Prend part à la discussion: des interpellations sur le fonctionnement de la Sécurité sociale: *Discussion générale* [12 juillet 1949] (p. 4697, 4698); — du projet de loi portant aménagements fiscaux: *Discussion générale* [20 juillet 1949] (p. 4860, 4861); Art. 7 bis: *Amendement de M. Baurens tendant à prévoir que les décisions des commissions départementales seront prises à la majorité des deux tiers* (p. 4888); — Art. 13 B: *Taxe sur les plus-values provenant de la cession d'éléments d'actifs immobilisés* [24 juillet 1949] (p. 5166); Art. 26 G: *Son amendement tendant à réduire les droits de succession pour les ayants droit en ligne directe atteints d'infirmité* [25 juillet 1949] (p. 5207); — du projet de loi relatif à l'envoi d'une mission d'étude aux îles Kerguelen et Crozet: *Discussion générale* [4 novembre 1949] (p. 5982). — Pose à M. le Ministre des finances une question relative aux conventions utiles au financement de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre [9 décembre 1949] (p. 6739, 6740). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles: *Discussion générale* [14 décembre 1949] (p. 6856, 6857); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6875); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950: *Discussion générale (Ses observations sur la reconstruction et son insuffisance, le plan Monnet et l'état de la reconstruction en Grande-Bretagne)* [21 décembre 1949] (p. 7113, 7114, 7115); Art. 4: *Son amendement tendant à permettre la mobilisation des titres remis aux sinistrés en 1949* [27 décembre 1949] (p. 7336); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 7344); — des interpellations sur les prix agricoles: *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité d'exporter)* [25 janvier 1950] (p. 504); — d'une proposition de loi relative au taux du prélèvement sur les loyers, en qualité de Rapporteur [24 février 1950] (p. 1412, 1413); — d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder des facilités de trésorerie aux entreprises: *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2438); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre: *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2462, 2463); Art. 2: *Demande de reprise du texte gouvernemental n'affectant que 12 milliards aux dommages mobiliers, présentée par le Gouvernement*

(p. 2502); Art. 3 bis : *Son amendement relatif à la mobilisation des titres remis aux sinistrés en 1949* (p. 2509); Art. 5 : *Son amendement relatif aux rentes viagères attribuées aux sinistrés de plus de 65 ans* (p. 2511); Article additionnel : *Son amendement tendant à donner au Gouvernement un nouveau et dernier délai pour l'établissement du plan de financement* (p. 2513); le retire (p. 2514); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Réparation des dommages agricoles* [2 juin 1950] (p. 4170, 4171); — Pose à M. le Ministre des finances une question relative aux patentes des établissements saisonniers [31 mars 1950] (p. 2723, 2724). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 5 : *Crédits prévus pour l'équipement rural* [28 avril 1950] (p. 3046); Art. 6 : *Crédits prévus pour les habitations à bon marché* (p. 3062, 3063, 3064); *Son amendement tendant à préciser le montant des crédits de paiement affectés aux sociétés de crédit immobilier* (p. 3071, 3072); le retire (p. 3072); Art. 7 : *Son amendement tendant à prévoir des primes pour les souscripteurs d'un contrat de construction auprès d'une société de crédit immobilier* (p. 3078); Art. 8 : *Son amendement tendant à augmenter les prêts consentis par le crédit foncier* (p. 3083); le retire (ibid.); Art. 11 : *Son amendement tendant à ajouter un représentant de l'Union nationale des associations familiales aux membres de la commission des habitations à bon marché* (p. 3086); Art. 11 ter : *Son amendement tendant à réserver par priorité la participation de l'Etat au logement des familles nombreuses* [3 mai 1950] (p. 3174); le retire (ibid.); Art. 11 quater : *Son amendement tendant à porter le maximum de la participation financière de l'Etat à 1 million* (p. 3175); le retire (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 11 : *Son amendement tendant à étendre les avantages prévus pour les familles nombreuses aux familles ayant 2 enfants à charge* [19 juillet 1950] (p. 5625); *Son amendement tendant à prévoir un représentant de l'U.N.A.F. dans la commission statuant sur les prêts pour les habitations à loyer modéré* (p. 5627); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 : TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 1330 : *Commissariat général au tourisme* [7 juin 1950] (p. 4404, 4405, 4406); Chap. 3340 : *Entretien*

des phares et balises (p. 4415); MARINE MARCHANDE : *Discussion générale (Ses observations sur l'apprentissage maritime)* [8 juin 1950] (p. 4518, 4519); Article unique : *Rectification d'une erreur matérielle* [9 juin 1950] (p. 4559); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 1000 : *Administration centrale (Etablissement des dossiers des dommages de guerre)* [13 juin 1950] (p. 4692, 4693, 4694); Chap. 5000 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour la participation de l'Etat aux dépenses des associations syndicales de remembrement et de reconstruction (Travaux engagés par les coopératives de reconstruction)* (p. 4716); Chap. 6050 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour les études et les recherches d'urbanisme* (p. 4719); EDUCATION NATIONALE, Chap. 5040 : *Subventions aux universités* [18 juillet 1950] (p. 5560, 5561); — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles : Proposition de loi portant exonération de colisation; Art. 2 : *Amendement de M. Delachenal tendant à exonérer les bénéficiaires de l'allocation temporaire aux vieux* [29 juillet 1950] (p. 6214); Projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles; Art. 4 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir la taxe de 4 0/0 sur les céréales* [31 juillet 1950] (p. 6253); — du projet de loi relatif à l'aide à la construction; Art. 3 : *Amendement de M. Siefridt tendant à fixer les allègements fiscaux prévus après avis des commissions parlementaires intéressées* [4 août 1950] (p. 6661, 6662); *Son amendement tendant à organiser un fonds national d'aménagement du territoire* (p. 6662, 6663); — d'une proposition de loi relative à l'indemnisation des dommages de guerre, amendée par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Hainault tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale indemnisant les dommages causés par les troupes françaises et alliées, mais non ceux causés par les services civils* [4 août 1950] (p. 6730). — Dépose une demande d'interpellation sur les allocations compensatrices de hausses de loyers aux locataires économiquement faibles [20 octobre 1950] (p. 7062). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage : *Discussion générale* [10 novembre 1950] (p. 7615, 7616, 7617); Art. 3 : *Amendement de M. Baudry d'Asson tendant à restreindre l'exercice du droit de préemption* [20 décembre 1950] (p. 9386). —

Pose à M. le Ministre des finances une question relative à la prémobilisation des titres des sinistrés [10 novembre 1950] (p. 7630, 7631). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Article additionnel : *Son amendement tendant à indemniser les condamnés amnistiés après les autres sinistrés* [4 décembre 1950] (p. 8536); *le retire* (p. 8538); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement: *Discussion générale (Ses observations sur la mévente des pommes à cidre)* [8 décembre 1950] (p. 8851); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Question préalable posée par M. Nisse* [14 décembre 1950] (p. 9105, 9106); Chap. 1000 : *Amendement de M. Lenormand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Insuffisance des crédits de reconstruction)* [15 décembre 1950] (p. 9159); Chap. 5000 : *Subventions au service d'aménagement et d'urbanisme* (p. 9168, 9169); Chap. 5010 : *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre le chiffre demandé par le Gouvernement pour la subvention au centre scientifique du bâtiment* (p. 9171); AGRICULTURE, Chap. 3470 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel du génie rural* [23 décembre 1950] (p. 9590, 9591); *le retire* (p. 9591); MARINE MARCHANDE, Chap. 1100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'enseignement maritime* [3 janvier 1951] (p. 68); *le retire* (p. 71); Chap. 4070 : *Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales en faveur des gens de mer* (p. 82); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales; Art. 6 : *Son amendement tendant à faire bénéficier de la prime les travailleurs indépendants* [16 décembre 1950] (p. 9234, 9237); — du projet de loi portant répartition de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 2 : *Son amendement tendant à prévoir des crédits qui seront répartis par le fonds de péréquation* [5 janvier 1951] (p. 228); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; MARINE MARCHANDE, Chap. 5040 : *Contribution à l'apprentissage maritime* [30 janvier 1951] (p. 553); *Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Attitude de M. Tannay)*

(p. 555); *Sa demande de suspension de séance* [1^{er} février 1951] (p. 642); AGRICULTURE, amendé par le Conseil de la République, Chap. 3090 : *Amendement de M. Paumier tendant à rétablir les crédits du Conseil de la République pour frais de mission à l'étranger (Exportation de pommes de terre bretonnes)* [9 avril 1951] (p. 2965); RADIODIFFUSION, Chap. 4100 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour les émissions artistiques (Insuffisance des crédits prévus pour Radio-Bretagne)* [10 avril 1951] (p. 3003, 3004); *le retire* (p. 3004); — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux, industriels et artisanaux; Art. 7 : *Son amendement tendant à compléter les dispositions relatives au droit de priorité de location dans l'immeuble reconstruit* [6 février 1951] (p. 769); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 6 : *Amendement de M. Dumet tendant à supprimer l'alinéa prévoyant l'intervention des tribunaux paritaires en cas de désaccord* [14 février 1951] (p. 1137, 1138); *Amendement de M. Rogues tendant à limiter dans le temps le droit de révision des baux par le tribunal paritaire* [16 février 1951] (p. 1242, 1243); *Suite du débat* (p. 1244); *Amendement de M. Rogues relatif aux baux déjà conclus sans modification du prix du bail et sujets à révision* [16 mars 1951] (p. 2031); Art. 8 : *Nouvelle rédaction de l'article relatif au droit de reprise* [6 avril 1951] (p. 2845); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de mars 1951 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 février 1951] (p. 1711, 1712). — Pose à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce, une question relative à l'usine marémotrice de la Rance [16 mars 1951] (p. 2046). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application de l'article de la loi du 1^{er} septembre 1948 concernant l'allocation aux locataires économiquement faibles [21 mars 1951] (p. 2282). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Compensations aux dépenses des communes ayant des biens fonciers* [21 mars 1951] (p. 2295); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 15 : *Amendement de M. Delachenal tendant à prévoir l'ordre préférentiel établi par les électeurs* [21 mars 1951] (p. 2339, 2340); Art. 16 bis : *Son amendement*

relatif au panachage associé au vote préférentiel (p. 2424, 2425, 2426); le retire (p. 2428); Amendement de M. Betolaud tendant à mentionner qu'en cas d'absence de vote préférentiel, l'ordre de la liste n'est pas modifié par la Commission de recensement (p. 2429); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Ses explications de vote sur l'ensemble (Panachage et vote préférentiel) [27 avril 1951] (p. 4105, 4106); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 9011 : Equipement rural (Electrification rurale) [11 avril 1951] (p. 3119, 3120); Chap. 9031 : Restauration de l'habitat rural (p. 3121); Art. 18 : Amendement de M. Charpentier tendant à abroger l'article 24 de la loi du 21 juillet 1950 relative aux subventions en capital aux fonds de modernisation et d'équipement (p. 3160, 3161); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, en qualité de Rapporteur pour avis [12 avril 1951] (p. 3186, 3187, 3188, 3189); Art. 11 : Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à supprimer l'alinéa accordant une priorité aux projets ayant l'accord des sinistrés sur ceux n'ayant pas eu d'accord unanime (p. 3279); Art. 13 : Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas étendre les primes d'économie aux logements construits par les sociétés de crédit immobilier (p. 3282); Art. 18 : Amendement de M. Siefriid tendant à ne reconduire les lois mentionnées qu'en 1951 (p. 3286); Article additionnel : Amendement de M. Penoy tendant à supprimer l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 limitant à 70 0/0 des indemnités la part de l'Etat dans les reconstitutions immobilières [18 avril 1951] (p. 3444); Art. 25 : Amendement de M. Pierre Chevallier relatif à la cession des dommages de guerre (p. 3458); Amendement de M. Crouzier relatif aux droits de mutation prélevés sur les cessions de dommages de guerre (p. 3459); Amendement de M. Halbout relatif aux mutations de dommages de guerre (p. 3462); Art. 2 : Amendement de M. Brillouet relatif à la part des crédits affectée aux priorités nationales (p. 3472); Son amendement tendant à augmenter de 600 millions les crédits pour les dommages agricoles (p. 3473, 3474); Son amendement tendant à supprimer la dernière phrase relative à l'utilisation du produit des emprunts (p. 3494, 3495); Amendement de M. Brault

tendant à ne pas diminuer en cours d'année les crédits prévus (p. 3495); Amendement de M. Nisse tendant à verser les intérêts payés à la caisse autonome de la reconstruction (p. 3496); Art. 3 : Son amendement relatif à l'utilisation du produit des emprunts (p. 3496); Amendement de M. Halbout tendant à prévoir 30 milliards d'emprunt émis par les groupements de sinistrés (p. 3497); Art. 5 : Son amendement tendant à appliquer la loi sur les priorités nationales plus rigoureusement (p. 3500, 3501); Art. 10 : Amendement de M. Pierre Chevallier tendant à supprimer le deuxième alinéa accordant des primes à la construction indistinctement sur tout le territoire [19 avril 1951] (p. 3517, 3519); Son amendement tendant à fixer la surface maxima bénéficiant des primes à la construction d'après le nombre des enfants (p. 3519); le retire (ibid.). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics et des Transports une question relative à l'agrandissement du terrain de l'aérodrome de Saint-Jacques de la Lande [27 avril 1951] (p. 4120). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 15 : Son amendement relatif au vote préférentiel [28 avril 1951] (p. 4198, 4199); Art. 16 : Son amendement tendant à faire jouer le vote préférentiel et le panachage si 10 0/0 ou plus des bulletins sont modifiés (p. 4207, 4208); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux; Etat C, ELECTRICITÉ DE FRANCE, Art. 5 : Amendement de M. Valay tendant à augmenter de 4 milliards les crédits pour l'agriculture et l'industrie de l'azote [6 mai 1951] (p. 4732, 4733); Son amendement tendant à utiliser les excédents des dépôts des Caisses d'épargne (p. 4733); le retire (ibid.); Sa demande de disjonction de l'article (Electrification rurale) (p. 4733); Article additionnel : Amendement de M. Leenhardt tendant à accorder l'aide de l'Etat aux entreprises qui lanceront des emprunts en 1951 [9 mai 1951] (p. 4884); Art. 5 : Equipement de l'agriculture et de l'industrie de l'azote (p. 4886); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1951; Art. 5 : Son amendement tendant à élever le plafond du forfait pour les entreprises industrielles et commerciales [18 mai 1951] (p. 5508, 5509); Art. 14 bis : Son amendement tendant à détaxer les recettes des clubs sportifs (p. 5519). = S'excuse de son absence [6 mai 1947] (p. 1476).



COULIBALY (M. Ouezzin), *Député de la Côte d'Ivoire.*

Son élection est validée [13 février 1947] (p. 299). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102), [18 janvier 1949] (p. 34), [19 janvier 1950] (p. 361); de la Commission de la défense nationale [4 février 1947] (p. 148), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299).

Dépôts :

Le 28 mars 1947, une proposition de loi tendant à unifier le statut du soldat de l'Union française, n° 1143. — Le 12 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reprendre les travaux d'achèvement du chemin de fer du Mossi (de Bobo-Dioulasso à Ouagadougou), n° 2409. — Le 29 juillet 1949, une proposition de loi tendant à établir une réglementation relative aux domaines fonciers des territoires de l'A. O. F., de l'A. E. F., du Togo, du Cameroun et de Madagascar et à garantir les droits fonciers des autochtones de ces territoires, n° 8112.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947 ; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 900 : *Subventions au fonds d'amortissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer* [7 mars 1947] (p. 769); Chap. 904 : *Travaux d'aménagement du Cap-Vert* (p. 770). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 312 : *Soins médicaux gratuits* [21 juillet 1947] (p. 3325, 3326); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 136 : *Traitements du personnel des écoles normales primaires (Situation en Afrique des écoles normales)* [22 juillet 1947] (p. 3394, 3395). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires (Dé-

penses militaires) pour les mois d'août à novembre 1947; Art. 1^{er} : *Montant des crédits provisoires (Héroïsme des tirailleurs sénégalais)* [31 juillet 1947] (p. 3800, 3801). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires); AIR : *Discussion générale* [6 août 1947] (p. 3957, 3958, 3959, 3960); Chap. 904 : *Matériel de série de l'armée de l'air* (p. 3964); — du projet de loi portant statut organique de l'Algérie; Art. 16 réservé : *Fixation et vote du budget de l'Algérie* [27 août 1947] (p. 4728, 4729). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires en 1948; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 152 : *Amendement de M. Guillon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des officiers (Inégalité entre blancs et noirs)* [16 juillet 1948] (p. 4715); *Son amendement tendant à réduire de 2.000 francs les crédits pour la solde des officiers* (p. 4715); Chap. 153 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la solde des troupes (Solde des autochtones)* (p. 4716). — Dépose une demande d'interpellation sur les provocations organisées à Douala le 22 janvier 1949 et à Abidjan le 6 janvier 1949 où, sous la protection de la police, des coups de feu ont été tirés lors d'un meeting [10 février 1949] (p. 486). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation* [15 février 1949] (p. 599). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la guerre menée au Vietnam et la situation défavorisée des tirailleurs sénégalais)* [3 mars 1949] (p. 1220, 1221); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Demande de M. Serre de renvoi à la suite* [11 mars 1949] (p. 1590); — du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [12 mars 1949] (p. 1610). — Dépose une demande d'interpellation sur les événements du 28 février 1949 à Ferkessedougou au cours desquels la troupe a tiré sur les indigènes faisant 16 morts [12 mars 1949] (p. 1612). — Est entendu sur la motion de censure déposée par M. Capitant : *Ses explications de vote sur la motion de censure* [15 mars

1949] (p. 1642, 1643). — Prend part à la discussion des conclusions du rapport sur les opérations électorales de Haute-Volta : *Sa demande de retrait de l'ordre du jour* [22 mars 1949] (p. 1672, 1673); *Discussion générale* (p. 1674 et suiv.); *Sa motion préjudicielle tendant à nommer une Commission d'enquête* (p. 1674 et suiv., 1689, 1690). — Dépose une demande d'interpellation sur l'envoi de tirailleurs africains en Indochine [8 avril 1949] (p. 2277); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [31 mai 1949] (p. 2950, 2951, 2952). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2413, 2414, 2415), [14 avril 1949] (p. 2449, 2450); — du projet de loi organisant un referendum dans la ville libre de Chandernagor : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [25 mai 1949] (p. 2886); — des interpellations sur la politique économique et financière dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* (*Ses observations sur le marché du kapok, les prix du café, de la banane, de l'arachide et du coton*) [21 juin 1949] (p. 3588, 3589, 3590); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 152 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des officiers* (*Observations sur l'envoi de tirailleurs africains en Indochine*) [23 juin 1949] (p. 3665, 3666); Chap. 153 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel non officier* (p. 3671, 3672); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1^{er}, Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 900 : *Subventions au F. J. D. E. S.* [6 juillet 1949] (p. 4296); — du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique : *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5296, 5297, 5298, 5299, 5300); — des interpellations sur les événements de Brest : *Ordre du jour de M. Duclos demandant la création d'une Commission d'enquête* [28 avril 1950] (p. 3037, 3038); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer; Art. 2 : *Amendement de M. Malbrant tendant à prévoir un certain nombre de cas où le travail forcé est maintenu* [2 décembre 1950] (p. 8466); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des

services civils en 1951; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 4020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales (étudiants africains en France)* [4 avril 1951] (p. 2710, 2711); *le retire* (p. 2711); Chap. 4040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses de voyages et d'enseignement* (p. 2724, 2725); — d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer; Art. 2 : *Création de collèges uniques en Afrique Noire* [24 avril 1951] (p. 3857, 3858, 3859).

UMELEX

COURANT (M. Pierre), Député de la Seine-Inférieure (2^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946], (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [23 novembre 1948] (p. 7150), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300). Est élu : vice-président de cette Commission [J. O. du 20 décembre 1946] (p. 10784), [J. O. du 30 janvier 1948] (p. 1011); vice-président de la Commission de la justice et de législation [J. O. du 20 janvier 1949] (p. 782), [J. O. du 19 janvier 1950] (p. 717), [J. O. du 25 janvier 1951] (p. 882). — Est nommé membre : de la Commission des finances [25 juillet 1950] (p. 5914), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission supérieure du crédit maritime mutuel [30 avril 1947] (**F. n° 51**); de la Commission des immunités parlementaires [8 mars 1949] (p. 1328, 1329).

Dépôts :

Le 13 février 1947, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi complétant et modifiant la législation économique, n° 554. — Le 20 février 1947, une proposition de loi tendant à exonérer les propriétaires sinistrés de la contribution prévue par l'ordonnance du 28 juin 1945 sur le fonds national d'amélioration de l'habitat, n° 633. — Le 25 février 1947, une proposition de loi sur la résiliation des contrats privés

conclus avant le 10 mai 1940, n° 710. — Le 25 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le taux de 1 0/0 pour le droit perçu à l'occasion de la cession par les sinistrés de leurs créances sur l'Etat au titre des dommages de guerre, n° 711. — Le 4 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la situation faite aux inspecteurs de l'enseignement primaire par les dernières mesures prises sur le traitement du personnel enseignant, n° 809. — Le 2 mai 1947, une proposition de loi tendant à reviser l'article 5 de la loi du 2 avril 1936 relative au transport des marchandises par mer, n° 1228. — Le 2 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi modifiant l'organisation et la procédure de la Cour de cassation, n° 1213. — Le 20 mai 1947, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 62 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre pour habiliter les huissiers à représenter les sinistrés : 2° de M. Pierre Chevallier tendant à modifier l'article 62 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, afin de permettre aux huissiers de représenter les sinistrés au même titre que les avocats, les avoués et les notaires, n° 1358. — Le 30 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur les propositions de résolution : 1° de M. Rousseau tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté à la vente et à l'expédition des poissons dits de luxe ; 2° de M. Pirot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté de la vente du poisson, n° 1859. — Le 2 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur la proposition de loi de MM. Courant et Gavini tendant à reviser l'article 5 de la loi du 2 avril 1936 relative au transport des marchandises par mer, n° 1881. — Le 10 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconstituer les archives hypothécaires détruites ou disparues au cours de la guerre, n° 1979. — Le 16 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi instituant un délai pour la présentation des titres de pro-

priété des marchandises saisies comme prises maritimes, n° 2027. — Le 16 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale modifiant l'organisation et la procédure de la Cour de cassation, n° 2032. — Le 20 août 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi instituant un délai pour la présentation des titres de propriété des marchandises saisies comme prises maritimes, n° 2459. — Le 28 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi réprimant les manœuvres et actions tendant à s'opposer à la collecte et à la répartition des denrées rationnées, n° 2508. — Le 29 novembre 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur les propositions de résolution : 1° de M. Rousseau tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté à la vente et à l'expédition des poissons dits de luxe ; 2° de M. Pirot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté de la vente du poisson, n° 2748. — Le 29 novembre 1947, un 2° rapport supplémentaire au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur le projet de loi instituant un délai pour la présentation des titres de propriété des marchandises saisies comme prises maritimes, n° 2750. — Le 13 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proposer l'aménagement des lois n° 48-30 et n° 48-31 du 7 janvier 1948, n° 3380. — Le 5 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la marine marchande et des pêches sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, instituant un délai pour la présentation des titres de propriété des marchandises saisies comme prises maritimes, n° 5166. — Le 9 août 1948, une proposition de loi tendant à compléter l'article 61 du Code des impôts directs en exonérant de l'impôt cédulaire la retraite mutuelle des anciens combattants, n° 5221. — Le 30 mars 1949, une proposition de loi tendant à donner le caractère comminatoire aux astreintes fixées par les tribunaux en matière d'expulsion, n° 6888. — Le 10 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parle-

mentaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 6874) concernant M. Chausson, **n° 7411**. — Le 10 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 6928) concernant M. Lenormand, **n° 7412**. — Le 16 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7174) concernant M. Albert Rigal, **n° 7496**. — Le 22 juin 1949, une proposition de loi tendant à limiter le privilège de la Sécurité sociale et des allocations familiales en matière de faillites et de liquidations judiciaires, **n° 7580**. — Le 22 juin 1949, une proposition de loi sur la responsabilité civile des communes en cas d'émeutes, **n° 7581**. — Le 4 novembre 1949, une proposition de loi sur les transferts de dommages de guerre immobiliers, **n° 8308**. — Le 25 janvier 1950, une proposition de loi sur le régime des retraites appliqué aux fonctionnaires originaires de l'Inde française ayant exercé des fonctions en Indochine, **n° 9051**. — Le 25 avril 1950, une proposition de loi tendant à réprimer les fraudes commises par les exploitants de salles de cinéma, **n° 9716**. — Le 26 avril 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les petits propriétaires sinistrés du loyer des baraquements réédifiés sur leur terrain, **n° 9775**. — Le 30 mai 1950, une proposition de loi sur l'imposition des professions non commerciales, **n° 10094**. — Le 8 juin 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Maurice Poirot et plusieurs de ses collègues tendant à assurer la reconstitution rapide des archives hypothécaires détruites par faits de guerre; 2° de M. Jean Crouzier tendant à la reconstitution des registres hypothécaires détruits par faits de guerre, **n° 10225**. — Le 24 octobre 1950, une proposition de loi tendant à permettre la modification par décret du tarif des droits de quai, **n° 11110**. — Le 29 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 41044, annexe 1) et la lettre rectificative au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Travaux publics, Transports et Tourisme : Dispositions concernant la marine marchande), **n° 11452**. — Le 7 décembre 1950, un avis au nom de la Commission

des finances sur le projet de loi (n° 6019) et la lettre rectificative au projet de loi (n° 40449) concernant l'exploitation des services maritimes d'intérêt général entre le continent et la Corse, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, le Mexique, les Antilles et l'Amérique centrale, et la France et l'Extrême-Orient, l'Océan Indien, la Nouvelle-Calédonie et la Méditerranée orientale, **n° 11531**. — Le 14 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 8609) de MM. Frédéric-Dupont et Barrachin ayant pour objet de modifier l'ordonnance du 30 juin 1945 relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique, **n° 11628**. — Le 31 décembre 1950, une proposition de loi tendant à aider plus efficacement les communes déshéritées, **n° 11831**. — Le 25 janvier 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 41044, annexe 1) et les lettres rectificatives au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Travaux publics, Transports et Tourisme : Dispositions concernant la marine marchande), **n° 11957**. — Le 25 janvier 1951, une proposition de loi sur l'indemnisation des propriétaires de bateaux de navigation intérieure réquisitionnés pendant la guerre, **n° 11968**. — Le 1^{er} mars 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Marcel Hamon et plusieurs de ses collègues tendant à porter à 420 000 francs par an l'allocation spéciale pour tierce personne des grands mutilés, pensionnés de la Caisse de prévoyance des inscrits maritimes, **n° 12393**. — Le 21 mars 1951, un avis au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 12331) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 6019), adopté par l'Assemblée Nationale, concernant l'exploitation des services maritimes d'intérêt général entre le continent et la Corse, entre la France, les Etats-Unis d'Amérique, le Mexique, les Antilles et l'Amérique centrale, et la France et l'Extrême-Orient, l'Océan Indien, la Nouvelle-Calédonie et la Méditerranée orientale, **n° 12616**. — Le 21 mars 1951, un avis au nom de la Commission sur le projet de loi (n° 2915) ayant pour objet de supprimer le cautionnement des courtiers maritimes, **n° 12617**. — Le 12 avril 1951,

un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 12380) de M. Louis Rollin tendant à compléter l'article 622 du Code d'instruction criminelle, n° 12783. — Le 18 avril 1951, un rapport d'information au nom de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte créée en exécution de l'article 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, complété et modifié par l'article premier de la loi du 3 juillet 1947 sur l'activité de cette Sous-Commission pendant les années 1950 et 1951 (Répartition du charbon au cours de l'hiver 1950-1951), n° 12876. — Le 2 mai 1951, un rapport d'information au nom de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte, créée en exécution de l'article 70 de la loi n° 47-520 du 21 mars 1947, complété et modifié par la loi du 3 juillet 1947 sur l'activité de cette Sous-Commission pendant les années 1950 et 1951 (Activité générale du 1^{er} août 1950 au 30 avril 1951), n° 13050.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif au Conseil supérieur de la magistrature ; Art. 3 : *Amendement de M. Edgar Faure tendant à empêcher les membres sortants d'être rééligibles* [30 janvier 1947] (p. 91). — Prend part à la discussion : du projet de loi complétant et modifiant la législation économique, en qualité de *Rapporteur pour avis* de la Commission de la justice et de la législation : *Précision de la nouvelle loi pénale, disjonction du texte relatif aux reprises mobilières, délit de prix illicite* [14 février 1947] (p. 326) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à modifier le numérotage des articles* (p. 330) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer les sections et les articles bis dans la présentation de la loi* (p. 330) ; Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer l'arbitraire des directions départementales et la notion d'un juste prix variable suivant les régions* (p. 336) ; Art. 10 : *Son amendement tendant à étendre l'obligation de la tenue d'une comptabilité-matière aux transformateurs ou utilisateurs bénéficiaires d'un forfait supérieur à 800.000 fr.* (p. 337) ; Art. 11 : *Amendement de M. Schneiter tendant à refuser aux fonctionnaires de la direc-*

tion générale du contrôle et des enquêtes économiques, la qualité d'officiers de police judiciaire (p. 338) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [20 mars 1947] (p. 964) ; Art. 1^{er} : *Dérogations à la loi* (ibid.) ; Art. 3 : *Rétention de stocks* (p. 965) ; Art. 5 bis : *Echelle des peines et sursis* (p. 965) ; Art. 11 : *Pouvoirs des agents du contrôle économique* (p. 967, 975) ; Art. 11 bis : *Déduction du déficit imposé au contrevenant de l'amende qu'il doit* (p. 970). — Participe à la discussion de la proposition de loi relative au statut des membres du Conseil supérieur de la magistrature ; Art. 15 : *Possibilité pour les membres du Conseil supérieur de la magistrature d'exercer leur profession* [4 mars 1947] (p. 562). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947 : *Discussion générale* [6 mars 1947] (p. 661, 662) ; Art. 3 : *Amendement de M. Joseph Laniel tendant à placer au premier rang de l'urgence l'œuvre de reconstruction* (p. 676) ; — sur le projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel ; Art. 6 : *Amendement de M. Guy Petit tendant à réduire la durée du préavis s'il existe déjà une décision de justice passée en force de chose jugée* [26 mars 1947] (p. 1125) ; Art. 8 : *Amendement de M. Jean Cayeux tendant à permettre, dans les villes sinistrées, aux propriétaires qui ont des charges de famille, lorsque celles-ci sont supérieures à celles des locataires, d'exercer le droit de reprise* (p. 1126). — Intervient dans la discussion : de la proposition de loi de M. Waldeck Rochet relative à l'interprétation de l'article 33 du statut des baux ruraux ; Article unique : *Son amendement relatif au refus de renouvellement motivé par l'exercice du droit de reprise* [28 mars 1947] (p. 1272) ; — du projet de loi portant amnistie ; Art. 1^{er}, 46^e alinéa : *Amendement de M. Jean Cayeux tendant à ne pas amnistier l'exercice illégal de la médecine* [18 juin 1947] (p. 2198) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à l'amnistie des faillis* [21 juin 1947] (p. 2303, 2304) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à amnistier les infractions sanctionnées par un emprisonnement de deux mois et 10.000 francs d'amende, ou par une amende inférieure ou égale à 20.000 fr.* (p. 2316, 2317) ; Art. 15 : *Amendement de M. Viatte tendant à amnistier les infractions économiques sans gravité* [30 juin 1947] (p. 2566).

— Est entendu au cours du débat sur le projet de loi modifiant l'organisation et la procédure de la Cour de cassation, en qualité de *Rapporteur* [30 juin 1947] (p. 2549, 2550, 2551); Art. 11 : *Amendements de MM. Grimaud et Faure relatifs à la tenue du fichier* (p. 2552); Art. 19 : *Amendement de M. Edgar Faure tendant à imposer au demandeur l'obligation de faire connaître au greffe la date de signification de mémoire* (p. 2553); Art. 38 : *Amendements de MM. Edgar Faure et Grimaud tendant à contraindre le greffier à signifier le mémoire du demandeur dans un délai de quinze jours* (p. 2556); Art. 39 : *Amendement de M. Edgar Faure tendant à abréger les délais de procédure pour porter l'affaire à l'audience* (p. 2556); *Alinéa additionnel de M. Faure tendant à ce que le pourvoi énonce les moyens de droit invoqués* (p. 2557); Art. 54 : *Amendement de M. Faure tendant à ne pas prévoir le cas de guerre maritime* (p. 2558); Art. 56 : *Amendement de M. Mondon relatif à l'admission provisoire à l'assistance judiciaire* (p. 2559); Art. 66 : *Amendement de M. Edgar Faure tendant à faire courir le délai de pourvoi du 15 août au lieu du 1^{er} octobre* (p. 2560). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, SECRÉTARIAT DE LA MARINE MARCHANDE, Chap. 317 : *Organisation du pilotage* [18 juillet 1947] (p. 3195, 3196); Chap. 405 : *Bourses pour l'enseignement maritime* (p. 3209); Chap. 514 : *Subvention au Crédit maritime mutuel* (p. 3214); RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale (Situation de la ville du Havre)* [19 juillet 1947] (p. 3236, 3237, 3238, 3239). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires : *Discussion générale* [24 juillet 1947] (p. 3488, 3489); — d'une proposition de loi de M. Faure fixant certaines dispositions transitoires pour les loyers : *Discussion générale* [29 juillet 1947] (p. 3648, 3649); Art. 1^{er} : *Substitution de la date du 1^{er} janvier 1948 à celle du 1^{er} août 1947* (p. 3649); Art. 3 : *Conditions nécessaires à l'exercice du droit de reprise* (p. 3654); Art. 5 : *Son amendement tendant à ne pas accorder le bénéfice des dispositions de l'article aux locataires qui sous-louent* (p. 3667); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 3675). — Intervient dans la discussion du projet de loi instituant une allocation d'attente pour les sinistrés par faits de guerre; Art. 9 :

Son amendement tendant à ne pas valider les infractions commises sous le régime antérieur [1^{er} août 1947] (p. 3832). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif à l'assainissement des professions commerciales, artisanales et industrielles : *Demande de discussion d'urgence* [7 août 1947] (p. 4017, 4020). — Participe à la discussion : d'une proposition de loi de M. Triboulet concernant la représentation des sinistrés en vue de l'attribution des dommages de guerre; Art. 3 : *Son amendement tendant à étendre la représentation pour l'introduction des demandes de dommages et à réserver aux avocats le monopole de la défense des sinistrés devant les diverses juridictions* [22 août 1947] (p. 4575); — du projet de loi réprimant les manœuvres s'opposant à la collecte et répartition des denrées rationnées, en qualité de *Rapporteur* [28 août 1947] (p. 4755, 4756); Article unique : *Peines prévues contre les délinquants (Cas des ouvriers grévistes)* (p. 4764, 4765); *Amendement de M. Paumier tendant à inclure dans la liste des produits rationnés le mot « marchandises »* (p. 4765); *Amendement de M. Claudius Petit tendant à remplacer les mots « de quelque manière que ce soit » par « dans le but de nuire au ravitaillement »* (p. 4765, 4766); *Amendement de M. Lamarque-Cando tendant à préciser la définition des délinquants* (p. 4767); *Amendement de M. Citerne tendant à ajouter « les répartiteurs » après « producteurs »* (p. 4768); *Amendement de M. Mondon tendant à compléter le deuxième alinéa en mentionnant « les provocateurs à commettre le délit »* (p. 4768); *Amendement de M. Charpin tendant à suspendre les journaux ayant publié des écrits délictueux* (p. 4770, 4771); *Amendement de M. Citerne tendant à étendre la définition des manœuvres frauduleuses* (p. 4771). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [22 décembre 1947] (p. 6057, 6058, 6059); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à exempter les sinistrés* (p. 6095, 6096); *Son nouvel amendement tendant à exempter les sinistrés en imputant le prélèvement sur les dommages dus par l'Etat* (p. 6099, 6100, 6101); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Création d'un impôt exceptionnel* [31 décembre 1947] (p. 6668); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4^{ter} : *Dégrèvement pour les sinistrés* [3 janvier 1948] (p. 39, 40, 41);

Son amendement tendant à augmenter le dégrèvement prévu pour les sinistrés (p. 43, 47); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa* [10 février 1948] (p. 567); Art. 6 : *Amendement de M. Citerne tendant à insérer un alinéa prévoyant l'évacuation des lieux seulement si un autre local est offert* [2 mars 1948] (p. 1238, 1239); *Son amendement prévoyant l'évacuation si un local suffisant est offert en échange* (p. 1239, 1240); Art. 62 bis : *Exemption de majoration d'impôts à la suite des majorations de loyers* [4 mai 1948] (p. 2475); Art. 14 ter : *Amendement de M. Minjoz tendant à faire rembourser au locataire les améliorations apportées au local en cas de reprise* [28 mai 1948] (p. 3021); Art. 44 : *Sanctions contre les propriétaires ayant mésusé de la reprise* (p. 3026); Art. 16 : *Amendement de M. Citerne tendant à créer une caisse de compensation des loyers* [11 juin 1948] (p. 3437); Art. 19 : *Amendement de M. Citerne tendant à prendre l'avis des commissions départementales* [15 juin 1948] (p. 3511); Art. 25 bis : *Son amendement tendant à insérer un article exceptant de la loi les immeubles sinistrés reconstruits* [18 juin 1948] (p. 3682); *le retire* (p. 3683); Art. 62 bis : *Pas de majoration des impôts à la suite des majorations de loyers* (p. 3688); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [24 juin 1948] (p. 3921); — du projet de loi portant organisation de la marine marchande : *Discussion générale* [19 février 1948] (p. 903, 904); Art. 23 : *Son amendement concernant la législation et les impôts qui frappent les compagnies de navigation* [20 février 1948] (p. 955); Art. 27 : *Son amendement relatif au licenciement du personnel de la direction des transports maritimes* (p. 956); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur la perte du Latécoère 621 le 21 février 1948 [25 février 1948] (p. 1123). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 3 : *Institution d'une commission départementale du prélèvement* [6 mars 1948] (p. 1468, 1469); Art. 9 bis : *Son amendement tendant à modifier la composition et la compétence des commissions départementales du prélèvement* (p. 1471, 1473, 1476); Art. 9 quater : *Son amendement tendant à augmenter les possibilités de recours au Conseil d'Etat* (p. 1480); *le retire* (p. 1480); — du projet de loi portant aménagement du budget

reconduit à l'exercice 1948; Etat A, INTÉRIEUR : *Participation aux charges des collectivités locales* [28 juillet 1948] (p. 4960); — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République; Art. 6 : *Amendement de M. Cristofol tendant à prévoir des délégués élus dans chaque commune à la représentation proportionnelle* [12 août 1948] (p. 5741, 5742); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts : *Discussion générale* [18 septembre 1948] (p. 6610, 6611, 6612); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949, en qualité de Rapporteur pour avis : *Ses observations sur les majorations d'impôts et sur les revenus fonciers* [20 décembre 1948] (p. 7754); *Discussion générale : Ses observations sur les ventes d'immeubles (Fort de Tourneville au Havre), la gestion de l'I. M. P. E. X., la reconstruction et l'insuffisance des crédits accordés, le problème des finances locales, la taxe locale sur les transactions* (p. 7774, 7776 et suiv.); Art. 10 : *Amendement de MM. Crouzier, Lenormand et Nisse tendant à supprimer l'article relatif au paiement des dommages de guerre* [23 décembre 1948] (p. 7916, 7917); *Son amendement tendant à n'appliquer la réforme fiscale qu'après son examen par le Parlement* (p. 7929, 7931); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [31 décembre 1948] (p. 8253); — d'une proposition de loi portant prorogation des baux à usage commercial, industriel ou artisanal; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Grimaud tendant à proroger les baux à usage professionnel jusqu'en 1951* [28 décembre 1948] (p. 8061); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et dispositions d'ordre financier; Art. 1^{er} : *Amendement de M. E. Rigal tendant à reporter au 1^{er} février 1949 l'application de la réforme fiscale* [29 décembre 1948] (p. 8097); — du projet de loi fixant la participation de l'Etat au déficit d'exploitation du Gaz de France; Art. 2 : *Amendement de M. Louvel tendant à supprimer l'article relatif aux dettes des collectivités publiques* [30 décembre 1948] (p. 8173, 8174). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur l'établissement des budgets des collectivités locales [27 janvier 1949] (p. 193, 194). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'acquisition de la naturalisation française par déclaration; Ar-

ticle unique : *Amendement de M. Pourtalet tendant à inclure tous les « originaux »* [17 février 1949] (p. 639) ; *Son amendement tendant à inclure les descendants résidant en France et à Monaco* (ibid.) ; *Amendement de M. Barel tendant à étendre la loi aux personnes résidant à Monaco* (p. 640) ; — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : *Discussion générale* [2 mars 1949] (p. 1115, 1116, 1117) ; Art. 3 : *Son amendement relatif aux dépenses du recensement des dommages immobiliers* [9 mars 1949] (p. 1444) ; Art. 3 ter : *Paiement des dommages aux sinistrés* (p. 1447, 1448, 1449) ; Art. 3 quater : *Avances du Crédit national* (p. 1452). — de la proposition de résolution relative à la construction et à la reconstruction de bâtiments scolaires : *Discussion générale* [3 mars 1949] (p. 1183, 1184) ; *Son amendement tendant à coordonner la reconstruction scolaire dans les régions sinistrées* (p. 1189, 1190). — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Intérieur ; Chap. 113 : *Traitement des fonctionnaires de préfectures, secrétaires de mairie* [6 avril 1949] (p. 2141). — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 ; Etat A, DÉFENSE NATIONALE ; Chap. 7060 : *Amendement de M. Villon tendant à réduire de 100 millions les crédits pour la reconstruction des casernes de gendarmerie (Casernes de Sainte-Adresse au Havre)* [16 juin 1949] (p. 3422). — d'une proposition de loi relative aux astreintes en matière d'expulsion : *Discussion générale* [30 juin 1949] (p. 3985) ; Art. 2 : *Amendement de M. Dominjon tendant à préciser le paiement de l'astreinte et le paiement de l'indemnité due* (p. 3987) ; Art. 3 : *Rétroactivité de la loi* (p. 3988). — d'une proposition de loi relative à la révision du montant des patentes en 1949 ; Article unique : *Son amendement tendant à prévoir des réductions spéciales pour les communes sinistrées* [1^{er} juillet 1949] (p. 4019) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949 ; Art. 1^{er} : Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 9089 : *Subventions aux collectivités locales pour la reconstruction* [5 juillet 1949] (p. 4200) ; RECONSTRUCTION, Chap. 8079 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits demandés pour l'urbanisme des villes sinistrées* (p. 4206, 4207). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Bi-*

dault) [27 octobre 1949] (p. 5934). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur la codification des textes relatifs aux pouvoirs publics ; Art. 27 : *Amendement de M. Péron tendant à supprimer le troisième alinéa rendant possible le cumul de l'indemnité parlementaire avec les pensions de retraite* [6 décembre 1949] (p. 6648) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur la reconstruction et ses insuffisances, le déficit de la S. N. C. F. et des Houillères de France)* [22 décembre 1949] (p. 7152, 7153, 7154, 7155) ; Art. 4 : *Motion de M. Nisse tendant à discuter l'article 4 après l'article 5* [27 décembre 1949] (p. 7334) ; — du projet de loi relatif au régime des réquisitions de logement ; Art. 2 : *Amendement de M. Montillot tendant à supprimer les deux derniers alinéas relatifs à l'exécution des jugements rendus* [28 décembre 1949] (p. 7471) ; — du projet de loi relatif à la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [29 décembre 1949] (p. 7519, 7520) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2323, 2324, 2325) ; Etat A, Chap. 8500 : *Amendement de M. Cronzier tendant à augmenter de 6 milliards les crédits pour la Caisse autonome de la reconstruction et à diminuer de 6 milliards les crédits pour la S. N. C. F.* (p. 2486, 2488, 2489, 2490) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [2 juin 1950] (p. 4162, 4163) ; Art. 13 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'indemnisation totale des collectivités locales pour leur outillage* (p. 4174, 4175) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; JUSTICE : *Demande d'ajournement du débat présentée par M. Grimaud* [17 mai 1950] (p. 3766) ; INTÉRIEUR : *Discussion générale* [31 mai 1950] (p. 4054, 4055) ; JUSTICE, en qualité de Rapporteur pour avis [1^{er} juin 1950] (p. 4107, 4108, 4109, 4120) ; Chap. 4100 : *Justices de paix (Limite d'âge des juges de paix)* (p. 4129) ; Chap. 4170 : *Jury national des marchés de guerre* (p. 4131) ; Chap. 3000 : *Matériel de l'administration centrale (Achat d'immeubles)* (p. 4134) ; Chap. 3050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel de la Cour d'appel (Rajeu-*

nissement de l'équipement) (p. 4135); Chap. 3070 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les frais de déplacement des services judiciaires* (p. 4137); Chap. 3120 : *Frais d'impression (Bulletin des arrêts de la Cour de cassation)* (p. 4138); MARINE MARCHANDE : *Discussion générale (Ses observations sur l'École de navigation du Havre)* [8 juin 1950] (p. 4509, 4510, 4511); RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 4080 : *Demande de rétablissement des crédits pour les services du logement, présentée par le Gouvernement (Réforme du service du logement)* [13 juin 1950] (p. 4713); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4739, 4740). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du budget de la Justice*) [23 mai 1950] (p. 3820). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'aide à la construction : *Discussion générale* [4 août 1950] (p. 6656, 6657, 6658, 6659); — du projet de loi relatif à l'exploitation de services maritimes d'intérêt général, en qualité de *Rapporteur pour avis* [22 décembre 1950] (p. 9487); — d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951; Art. 36 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article répartissant le produit de la taxe locale* [30 décembre 1950] (p. 9895); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption du texte gouvernemental* [31 décembre 1950] (p. 9941); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951; MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur* [3 janvier 1951] (p. 50, 51, 52); Chap. 1070 : *Amendement de M. Reeb tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la police des pêches* (p. 65); Chap. 1100 : *Enseignement maritime* (p. 67, 68); Chap. 4070 : *Œuvres sociales pour les gens de mer (Foyers maritimes)* (p. 79, 80); — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [5 janvier 1951] (p. 174, 175, 176); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Lhuillier tendant à attribuer sur la taxe locale 50 0/0 aux communes et 15 0/0 aux départements* (p. 217); *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à prévoir un régime spécial dans la Seine* (p. 219); *Amendement de M. Jean Masson tendant à réduire le taux de la contribution pour les communes sinistrées* (p. 228); —

du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; MARINE MARCHANDE, Chap. 5010 : *Subventions au fonds de Crédit maritime mutuel* [30 janvier 1951] (p. 552); Chap. 5030 : *Subventions à l'Office scientifique des pêches (Navire océanographique « Président Théodore Tissier »)* (p. 552, 553); Chap. 6080 : *Lettre rectificative du Gouvernement* [1^{er} février 1951] (p. 621); Chap. 4050 : *Subventions à l'Établissement national des invalides de la Marine* (p. 622, 623); Article additionnel : *Amendement de M. Yvon tendant à établir une surtaxe de timbre de 1 0/0 sur le prix du fret porté au connaissement* (p. 639); INTÉRIEUR, Chap. 5020 : *Participation de l'Etat aux dépenses des collectivités locales* [15 février 1951] (p. 1167); JUSTICE, en qualité de *Rapporteur pour avis* [15 février 1951] (p. 1182, 1183); Chap. 1090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les greffiers de la Cour d'appel de Colmar* (p. 1214); Chap. 1170 : *Son amendement tendant à réduire de 5.000 francs les crédits pour les services extérieurs judiciaires (Réductions excessives de crédits)* (p. 1216). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du budget des Monnaies et Médailles*) [1^{er} février 1951] (p. 643). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils; Art. 1^{er} : *Reconstitution du réseau routier* [10 avril 1951] (p. 3073, 3074); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 801 : *Routes nationales* [11 avril 1951] (p. 3115); MARINE MARCHANDE, Chap. 8021 : *Amendement de M. Henneguelle tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les sociétés de sauvetage* (p. 3125); RECONSTRUCTION, Chap. 8001 : *Plan d'aménagement du territoire* (p. 3126, 3127); Art. 18 bis : *Amendement de M. Juglas relatif à la composition du Comité directeur du F. I. D. E. S.* (p. 3162); INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 9051 : *Amendement de M. Peytel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions au bureau de recherches des pétroles* (p. 3168); AGRICULTURE, Chap. 9011 : *Amendement de M. Boulet tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les travaux d'équipement rural (Crise viticole)* (p. 3168); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3392); — du projet de

loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; **DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION**, Art. 3 : *Amendement de M. Halbout tendant à prévoir 30 milliards d'emprunt émis par les groupements de sinistrés* [18 avril 1951] (p. 3497); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 34 *ter* : *Son amendement relatif à la vérification des comptes des sociétés d'Etat et des sociétés d'économie mixte* [19 avril 1951] (p. 3599) — Pose à M. le Ministre du Budget une question relative à l'imposition des co-participants d'une association à participation [4 mai 1951] (p. 4538). — Prend part à la discussion du projet de loi portant report de crédits de l'exercice 1949 à l'exercice 1950, en qualité de *Rapporteur suppléant* [9 mai 1951] (p. 4907, 4908). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Budget annexe des prestations familiales agricoles*) [9 mai 1951] (p. 4928). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951 : *Discussion générale (Ses observations sur la création d'une taxe additionnelle à la taxe locale)* [10 mai 1951] (p. 4977, 4978); *Sa demande de renvoi à la Commission des finances* (p. 4979); — du projet de loi sur l'obligation en matière de statistiques, amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au secret des organismes agréés vis-à-vis de l'administration* [22 mai 1951] (p. 5703, 5704); *le retire* (p. 5704). = S'excuse de son absence [10 juin 1947] (p. 2000), [27 novembre 1947] (p. 5147), [29 novembre 1947] (p. 5335), [13 mai 1948] (p. 2547), [8 juin 1949] (p. 3171), [7 mai 1951] (p. 4778). = Obtient des congés [10 juin 1947] (p. 2000), [27 novembre 1947] (p. 5147), [29 novembre 1947] (p. 5335), [13 mai 1948] (p. 2547), [8 juin 1949] (p. 3171), [7 mai 1951] (p. 4778),

COUSTON (M. Paul), Député du Vaucluse.

Son élection est validée [29 novembre 1946 (p. 40)]. = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de

la Commission des moyens de communication [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu Secrétaire de cette Commission [*J.O.* du 19 janvier 1950] (p. 717). — Est élu Président de la Commission de la production industrielle [15 mars 1950] (**F. n° 528**), [*J.O.* du 26 janvier 1951] (p. 913). — Est nommé juré de la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par l'ordonnance du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 195), [4 mai 1948] (p. 2484), [1^{er} juin 1948] (p. 3049).

Dépôts :

Le 26 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à confier au Ministère de l'Education nationale la charge et les frais afférents au fonctionnement du Collège technique et moderne de L'Isle-sur-Sorgue, **n° 1835**. — Le 12 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à confier l'organisation des chorégies annuelles du Théâtre antique d'Orange aux théâtres lyriques nationaux, **n° 3349**. — Le 24 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de l'aviation légère et sportive le matériel susceptible d'être utilisé par ces services, actuellement stocké sans utilité par l'aviation militaire, **n° 3532**. — Le 18 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à intervenir efficacement dans l'intérêt matériel des populations sinistrées par les orages de grêle les 8, 13, 16 mai et 13 juin sur les territoires de Monteux, Sarrians, Bedarides, Loriol-du-Comtat, Courthezon, Chateaufort, Morières, certaines communes de l'arrondissement d'Apt et les quelques autres points des départements, **n° 4616**. — Le 24 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication, sur les propositions de résolution : 1^o de M. Paul Couston et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de l'aviation légère et sportive le matériel susceptible d'être utilisé par ces services, actuellement stocké sans utilité par l'aviation militaire ; 2^o de M. de Geoffre et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à transférer à l'aviation civile les appareils légers Morane et Stamp actuellement inem-

ployés et inutilisables pour l'aviation militaire, **n° 4709**. — Le 4 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur les propositions de résolution : 1° de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté de vente du charbon pour les usages domestiques ; 2° de M. Bèche et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter sans délai les attributions de charbon en faveur des foyers domestiques et à prendre toutes dispositions en vue de rendre, dans les plus brefs délais, la liberté de vente du charbon à usages domestiques, **n° 5147**. — Le 10 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi autorisant, déclarant d'utilité publique et concédant à « Electricité de France » — Service national — les travaux d'aménagement de la chute de Montpezat, sur la Loire et l'Ardèche, départements de l'Ardèche, de la Haute-Loire et de la Loire, **n° 5236**. — Le 31 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la résolution adoptée par le Conseil de la République demandant à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale, autorisant, déclarant d'utilité publique et concédant à « Electricité de France », les travaux d'aménagement de la chute de Montpezat sur la Loire et l'Ardèche, **n° 6052**. — Le 11 février 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale autorisant, déclarant d'utilité publique et concédant à « Electricité de France », les travaux d'aménagement de la chute de Montpezat sur la Loire et l'Ardèche, **n° 6380**. — Le 17 juin 1949, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de MM. Joseph Denais et Xavier Bouvier tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux mutilés des deux guerres des réductions de tarif sur les lignes de navigation aérienne, **n° 7507**. — Le 8 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Michel et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article unique de la loi n° 49-728 du

2 juin 1949 relative au régime de vente de l'essence en substituant au chiffre de 175.000.000 litres le chiffre du contingent attribué aux prioritaires en juin, soit 240.000.000 litres, **n° 7829**. — Le 8 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de MM. Bouxom et Terpend tendant à inviter le Gouvernement à rétablir l'allocation d'essence aux prioritaires suivant le contingent qui leur était alloué pour le mois de juin 1949 ; à réviser le secteur « prioritaire » ; à procéder à l'affichage des bénéficiaires avec les quantités allouées, **n° 7830**. — Le 8 novembre 1949, une proposition de loi tendant à instituer une subvention nationale de 20 millions de francs, pour favoriser la création d'une ristourne s'appliquant à l'heure de vol à moteur, pratiquée dans les aéroclubs, pour les jeunes de moins de 21 ans, **n° 8333**. — Le 24 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur les propositions de loi : 1° de M. Robert Schmidt et plusieurs de ses collègues tendant à rendre la liberté de vente de l'essence au 1^{er} octobre 1949 ; 2° de M. Michel et plusieurs de ses collègues tendant à la mise en vente libre de l'essence au prix de 40 francs, à partir du 1^{er} novembre 1949, **n° 8472**. — Le 15 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur les propositions de loi : 1° de M. Robert Schmidt et plusieurs de ses collègues tendant à rendre la liberté de vente de l'essence au 1^{er} octobre 1949 ; 2° de M. Michel et plusieurs de ses collègues tendant à la mise en vente libre de l'essence au prix de 40 francs, à partir du 1^{er} novembre 1949, **n° 8472 (nouvelle rédaction)**. — Le 16 novembre 1950, une proposition de loi tendant à abroger le décret n° 50-1174 du 22 septembre 1950 supprimant 85 moniteurs des services de l'aviation légère et sportive, et à assurer le réaménagement de ces services, **n° 11288**. — Le 16 novembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder la détaxe des carburants utilisés pour les vols d'entraînement effectués dans les aéro-clubs, **n° 11306**. — Le 15 décembre 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de loi : 1° de M. Juge et plusieurs de ses collègues (n° 11169) tendant à abroger le décret n° 50-1174 du 22 septembre 1950 afin de maintenir en activité les moniteurs et les services de l'aviation légère

et sportive; 2° de M. Couston et plusieurs de ses collègues (n° 11288) tendant à abroger le décret n° 50-1174 du 22 septembre 1950 supprimant 85 moniteurs des services de l'aviation légère et sportive et à assurer le réaménagement de ces services, n° 11659. — Le 15 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Poumadère et plusieurs de ses collègues (n° 6005) tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux aéroclubs d'aviation légère et sportive, la détaxe des carburants utilisés pour la formation des pilotes, n° 11660.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Discussion générale* [3 juillet 1947] (p. 2702, 2703); URBANISME ET RECONSTRUCTION, Chap. 101 : *Ses observations sur les délégations départementales et l'obtention des permis de bâtir* [19 juillet 1947] (p. 3253, 3254); EDUCATION NATIONALE, Chap. 546 : *Activité théâtrale à Paris et en France (Théâtre antique d'Orange)* [22 juillet 1947] (p. 3347, 3348); — des interpellations de MM. Lespès, Bergasse et Montel relatives à l'augmentation du prix de l'électricité : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Lecourt* [4 juin 1948] (p. 3238); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A : AVIATION CIVILE, Chap. 100 : *Ses observations sur l'aviation légère et sportive* [29 juillet 1948] (p. 5027, 5028); — du projet de loi relatif à l'aménagement de la chute de Montpezat, en qualité de *Rapporteur* [18 novembre 1948] (p. 7075, 7076); Art. 3 : *Possibilités de crues du Rhône* (p. 7083); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et dispositions d'ordre financier; Article additionnel : *Son amendement tendant à subventionner les aéro-clubs* [29 décembre 1948] (p. 8112, 8113). — Est entendu sur le rejet d'une demande de prolongation de délai présentée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 décembre 1948] (p. 8325). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à la fixation des taxes sur les carburants; Article unique : *Contre-projet de M. Peytel tendant à laisser au Parle-*

ment seul la fixation des droits [1^{er} février 1949] (p. 272); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'aviation civile et commerciale : *Discussion générale* [22 mars 1949] (p. 1714, 1715); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale* [24 mai 1949] (p. 2868, 2869); Art. 8 : *Institution d'un double secteur pour l'essence* [25 mai 1949] (p. 2894); *Son amendement tendant à rétablir la liberté pour les gas-oils* (p. 2899); — d'une proposition de loi relative au régime de l'essence : *Urgence* [21 juillet 1949] (p. 4900); en qualité de *Rapporteur* (p. 4900, 4901); — d'une proposition de résolution relative au contingent d'essence des prioritaires, en qualité de *Rapporteur* [21 juillet 1949] (p. 4909); — d'une proposition de loi modifiant la loi portant nationalisation de l'électricité et du gaz, amendée par le Conseil de la République; Art. 2 bis : *Son amendement tendant à fixer la puissance maxima des machines pouvant être mises en marche en même temps* [30 juillet 1949] (p. 5607); — d'une proposition de loi relative au prix de l'essence : *Urgence* [8 décembre 1949] (p. 6695, 6696); en qualité de *Rapporteur* (p. 6696, 6697, 6698); *Contre-projet de M. Charlot tendant à mettre l'essence en vente libre à 40 francs le litre* [9 décembre 1949] (p. 6730); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Lespès tendant à fixer un prix de vente uniforme* (p. 6731); en qualité de *Rapporteur* [16 décembre 1949] (p. 6974, 6975), [20 décembre 1949] (p. 7018, 7019); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Blocquaux tendant à prévoir l'incorporation à l'essence en 1950 de 600.000 hectolitres d'alcool* (p. 7021); *Amendement de M. Jules-Julien tendant à insérer un article nouveau prévoyant l'écoulement de 1.200.000 hectolitres d'alcool industriel* (p. 7022); Art. 2 : *Amendement de M. Paul Coste-Floret tendant à liquider les stocks d'alcool existants sans augmentation du prix de l'essence* (p. 7025, 7026); Art. 3 : *Amendement de M. Michel tendant à réduire le taux de la taxe intérieure sur les carburants* (p. 7028); — des interpellations sur la politique de l'alcool : *Discussion générale* [31 mars 1950] (p. 2750, 2751); *Son amendement à l'ordre du jour de M. Chevallier tendant à ne remettre en vigueur l'article 6 du Code des contributions indirectes que sur avis d'une commission mixte* [1^{er} avril 1950] (p. 2779); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950 :

Discussion générale [25 avril 1950] (p. 2842); Art. 2 : *Amendement de M. Pineau tendant à rétablir le crédit de 22,5 milliards prévu pour les Charbonnages de France* [26 avril 1950] (p. 2915); *Amendement de M. Michel tendant à réduire les prêts aux grosses entreprises et à augmenter les prêts aux artisans* (p. 2919); Art. 4 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à ne pas admettre de modification de la répartition des crédits par la Commission des économies* [28 avril 1950] (p. 3042); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; COMMERCE ET INDUSTRIE : *Discussion générale* [13 juin 1950] (p. 4641, 4642); Chap. 5050 : *Subventions au Centre national de la cinématographie* [13 juin 1950] (p. 4072); *Demande de M. Verneyras de réserver le chapitre* (p. 4673); Chap. 5080 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour la subvention à la Caisse de compensation des combustibles minéraux (Importation de charbons étrangers)* (p. 4674, 4675); *Son amendement tendant à réduire de 10 millions les crédits pour la subvention à la Caisse de compensation des combustibles minéraux* (p. 4679); AVIATION CIVILE : *Discussion générale (Ses observations sur les aéro-clubs, la mise au point des moteurs français et le vol à voile)* [19 juin 1950] (p. 4974, 4975, 4976); Chap. 1160 : *Amendement de M. Pineau tendant à reprendre les chiffres demandés par le Gouvernement pour l'aviation légère et sportive (Fusion avec l'aviation militaire)* (p. 4993, 4994); Chap. 3050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel volant de l'aviation légère et sportive* (p. 4997); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [20 juin 1950] (p. 5031). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Discussion du budget de l'Industrie et du Commerce*) [5 décembre 1950] (p. 8613, 8614). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits des services civils pour l'exercice 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE : *Sa demande de suspension de séance* [5 décembre 1950] (p. 8618); *Discussion générale* (p. 8621, 8622); Chap. 1040 : *Demande de rétablissement des crédits pour les services extérieurs de la direction des mines, présentée par le Gouvernement* (p. 8640); Chap. 5000 : *Participation de la France aux dépenses de bureaux internationaux (Exposition internationale de 1955)* (p. 8642);

Chap. 5010 : *Encouragement à l'artisanat* (p. 8643); *Sa demande de seconde délibération des chapitres 1000 et 1040* [8 décembre 1950] (p. 8876, 8877); Chap. 1000 : *Amendement de M. Couston tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour l'administration centrale* (p. 8877); Chap. 1040 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les services extérieurs de la direction des mines* (p. 8877, 8878); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 5160 : *Vulgarisation (Taxation sur les viticulteurs)* [26 janvier 1951] (p. 447, 448); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 1000 : *Ses observations sur l'aviation légère et sportive, les planeurs, la construction d'avions de tourisme* [16 février 1951] (p. 1286, 1287, 1288); Chap. 1150 : *Personnel contractuel de l'aviation sportive (Aéroclubs)* [14 mars 1951] (p. 1928, 1929); Chap. 3050 : *Amendement de M. Poumudère tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel volant de l'aviation sportive (Dépense des carburants)* (p. 1932, 1933); Chap. 5000 : *Son amendement tendant à réduire de 1 franc les crédits pour subventions diverses (Moniteurs des aéro-clubs)* (p. 1949); le retire (*ibid.*); — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils, en qualité de Rapporteur pour avis : *Ses observations sur les recherches de pétrole en France* [10 avril 1951] (p. 3065, 3067); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour 1951; Etat B, COMMUNICATIONS : *Prêts à Air-France* [6 mai 1951] (p. 4696, 4697); INVESTISSEMENTS HORS MÉTROPOLE : *Amendement de M. Charpentier tendant à réduire de un milliard les prêts pour l'Afrique du Nord (Construction d'une usine de caoutchouc synthétique)* (p. 4701); Article additionnel : *Amendement de M. Mudry tendant à équilibrer l'autofinancement de l'Électricité de France en haussant le prix de l'électricité vendue aux industriels* (p. 4736, 4737, 4738); *Temps de parole du groupe communiste* (p. 4739); *Amendement de M. Camphin tendant à interdire toute fermeture de mine* (p. 4740). — S'excuse de son absence [20 mai 1947] (p. 1678), [22 mai 1947] (p. 1710), [14 mars 1950] (p. 1966), [13 juillet 1950] (p. 5399). — Obtient des congés [14 mars 1950] (p. 1966), [13 juillet 1950] (p. 5399).

CRISTOFOL (M. Jean), *Député des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946]. (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission du Règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946 (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300). — Est élu vice-président de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [J. O. du 20 janvier 1949] (p. 783).

Dépôts :

Le 27 décembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 46-667 du 12 avril 1946, instituant une procédure exceptionnelle du vote par correspondance en faveur de certaines catégories d'électeurs empêchés de voter dans les conditions normales et à étendre son application aux élections cantonales et municipales, n° 221. — Le 27 décembre 1946, une proposition de loi tendant à autoriser la résiliation ou la révision des contrats de concessions passés par les collectivités locales, n° 223. — Le 7 février 1947, une proposition de loi tendant à diviser le territoire de la commune de Marseille en seize cantons et à la création d'un canton comprenant les communes de Plan-de-Cuques et d'Allauch, n° 495. — Le 16 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les dispositions qui s'imposent en vue d'éviter l'infraction à l'article 21 de l'ordonnance n° 45-2384 du 11 octobre 1945, constituée par la transformation de l'Hotel Régina (place Sadi-Carnot à Marseille) en bureaux destinés aux services du Ministère des Finances, n° 1348. — Le 22 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour augmenter la puissance et le rayonnement du poste émetteur de Marseille-Provence, n° 1401. — Le 23 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à diviser le territoire de la commune de Marseille en seize cantons et à la création d'un canton comprenant

les communes de Plan-de-Cuques et d'Allauch, n° 1448. — Le 12 juin 1947, une proposition de loi relative à la salubrité du poisson, des mollusques et des crustacés, n° 1661. — Le 12 juin 1947, une proposition de loi tendant à calculer dans les budgets des communes les subventions et participations de l'Etat sur la base du dénombrement de la population de 1936, n° 1665. — Le 7 août 1947, une proposition de loi tendant à autoriser l'octroi d'avances exceptionnelles du Trésor à la ville de Marseille, n° 2299. — Le 21 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans les délais les plus courts, un projet de loi fixant le statut général des agents communaux, n° 4288. — Le 17 février 1949, une proposition de loi tendant à maintenir et développer le patrimoine lyrique de notre pays, n° 6474. — Le 22 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre le bénéfice des dispositions de l'arrêté interministériel du 28 septembre 1948 instituant une prime spéciale de transport en faveur des travailleurs de la région parisienne aux travailleurs des agglomérations marseillaise, lyonnaise, bordelaise et de Lille-Roubaix-Tourcoing, n° 7566. — Le 26 juillet 1949, une proposition de loi tendant à servir des allocations de chômage, sur les crédits affectés au chapitre 401 du budget du Travail, aux ouvriers des chantiers et ateliers de Provence, à Port-de-Bouc, pendant la durée de fermeture de ces ateliers par suite du lock-out patronal, n° 8028. — Le 25 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Montagnier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à subventionner les collectivités locales dans la proportion de 50 0/0 des frais d'achat des fusées paragrêles utilisées au cours de l'année 1950, n° 10745. — Le 4 août 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux ouvriers de l'Etat et agents des services publics ou concédés, qui en sont exclus, le bénéfice de l'article 41 de la loi du 19 mars 1928 accordant aux fonctionnaires, anciens combattants, le droit aux congés à plein traitement pour maladies consécutives aux blessures de guerre, n° 10914. — Le 4 janvier 1951, une proposition de loi relative aux fonctions et aux statuts particuliers des fonctionnaires du service actif

des douanes, n° 11854. — Le 30 janvier 1951, une proposition de loi tendant à l'octroi d'une subvention de l'Etat à la Régie autonome des transports en commun de la ville de Marseille pour lui permettre d'accorder des bonifications de tarifs, aux familles nombreuses, aux mutilés du travail, aux chômeurs, étudiants et économiquement faibles, n° 12003. — Le 21 février 1951, une proposition de loi tendant 1° à fixer à 20 ans la majorité politique; 2° à modifier l'article 12 du titre II du décret organique du 2 février 1852 afin de permettre aux jeunes gens de voter, s'ils ont atteint la majorité politique au jour du scrutin, n° 12288. — Le 23 février 1951, une proposition de loi tendant à la modification de l'article 82 du titre III de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 « Code de la nationalité française » en vue de permettre l'inscription sur les listes électorales de l'épouse et des enfants majeurs de sexe féminin, des naturalisés, ayant droit à demander leur inscription sur les listes électorales, en application de l'article 82 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945, n° 12346. — Le 28 février 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de résolution : 1° de M. Barthélémy et plusieurs de ses collègues (n° 10068) tendant à inviter le Gouvernement à supprimer d'urgence les conditions de diplômes fixées pour l'accès des inspecteurs des P. T. T. à l'indice 390 et contraires à la loi du 19 octobre 1946; 2° de M. Jacques Grésa et plusieurs de ses collègues (n° 10849) tendant à inviter le Gouvernement à supprimer d'urgence les conditions de diplômes, fixées pour l'accès de certains agents des régies financières à l'indice 390 et contraires à la loi du 19 octobre 1946, n° 12377. — Le 9 mars 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 81 de l'ordonnance n° 45-2441 du 19 octobre 1945 (Code de la nationalité française), afin de permettre aux étrangers ayant acquis la nationalité française, de pouvoir prendre part aux élections politiques, n° 12436. Le 21 mars 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi (n° 9545) de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux ouvriers de l'Etat et agents des services publics ou concédés, qui en sont exclus, le bénéfice de l'article 41 de la loi du 19 mars 1928 accordant aux fonctionnaires, anciens combattants, le droit aux congés à plein traitement pour mala-

dies consécutives aux blessures de guerre, n° 12611. — Le 15 mai 1951, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 46-667 du 12 avril 1946, instituant le vote par correspondance, aux salariés et aux fonctionnaires et assimilés ainsi qu'aux membres de leur famille, absents de leur domicile habituel le jour des élections, par suite de congé payé ou de congé annuel, n° 13246 (rectifié).

Interventions :

Est entendu aux cours du débat sur une proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales : *Discussion générale* [4 mars 1947] (p. 577 et suiv.); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à substituer les mots « pourra décider » aux mots « pourra demander » dans le premier alinéa* (p. 588); *Son amendement tendant à substituer au mot « demande » le mot « décision » dans le quatrième alinéa* (p. 590); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à ne pas obliger le Gouvernement à consulter automatiquement le Conseil national des services publics* (ibid.). — Son rapport sur une pétition [13 juin 1947] (p. 2128). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION; Chap. 414 : *Subventions exceptionnelles à la ville de Marseille* [17 juillet 1947] (p. 3139, 3140). — Est entendu au cours du débat : sur la demande de discussion d'urgence de sa proposition de loi instituant une procédure de vote par correspondance dans les élections cantonales et municipales [7 août 1947] (p. 4021); — sur la discussion d'urgence d'un projet de loi octroyant des avances exceptionnelles à la ville de Marseille : *Discussion générale* [7 août 1947] (p. 4028); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à préciser le taux d'intérêt et les conditions de remboursement* (p. 4028); Art. 2 : *Création d'une commission spéciale pour surveiller les finances de Marseille* (p. 4029). — Intervient dans la discussion : d'une proposition de loi de Mme Nédelec tendant à régulariser la situation des entreprises réquisitionnées de Marseille : *Discussion générale* [11 août 1947] (p. 4231); — du projet de loi concernant les élections municipales; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Peron tendant à abaisser l'âge de l'électorat à 20 ans* [12 août 1947] (p. 4295); *Son amendement tendant à inclure un titre nouveau concernant*

l'extension du vote par correspondance et le vote par procuration (p. 4306); *Son amendement tendant à modifier le nombre d'habitants au-dessus duquel les conseillers municipaux sont élus au scrutin de liste à un tour* (p. 4308); — du projet de loi instituant le vote par correspondance dans les élections municipales; Art. 1^{er}: *Contre-projet de M. Giacobbi tendant à proroger la loi du 24 août 1946 pour l'année 1947* [12 août 1947] (p. 4323). — Dépose une demande d'interpellation: sur les incidents de Marseille du 12 novembre 1947 et les mesures que le Gouvernement compte prendre [14 novembre 1947] (p. 5024). *la développe* [18 novembre 1947] (p. 5067, 5068, 5069, 5070, 5071, 5072, 5073, 5074). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Omission d'un mot par les sténographes*) [20 novembre 1947] (p. 5093). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles un ouvrier a été tué par la police de Marseille le 8 décembre 1947 [16 décembre 1947] (p. 5782). — Prend part à la discussion: de propositions de résolution tendant à modifier le règlement de l'Assemblée Nationale: *Discussion générale* [19 décembre 1947] (p. 5912, 5913); Art. 1^{er}: *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa et à reprendre le texte existant* (p. 5940, 5941); Art. 2: *Modification de l'article 18 concernant les commissions* [20 décembre 1947] (p. 5963); — du projet de loi portant organisation de la marine marchande; Art. 6: *Son amendement tendant à permettre à l'Etat d'exiger la remise de navires au lieu de se réserver le droit de reprise* [20 février 1948] (p. 936); Art. 19: *Amendements de MM. Cermolacce et Reeb tendant à concéder une ligne France-Corse à la Compagnie générale transatlantique* (p. 951); *Demande de M. Monteil tendant à une nouvelle délibération du projet* (p. 957); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (Budget 1948); Etat A, EDUCATION NATIONALE: *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1064); INTÉRIEUR: *Discussion générale* (p. 1079); RECONSTRUCTION ET URBANISME: *Discussion générale* (p. 1084, 1085, 1086, 1087); SANTÉ PUBLIQUE; *Discussion générale* (p. 1088) — Est entendu sur la demande de retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif au dégage-ment de cadres [27 mai 1948] (p. 2957, 2959). — Prend part à discussion du projet de loi relatif au dégage-ment de cadres: *Discussion générale*

[27 mai 1948] (p. 2997, 2998); *Son contre-projet tendant à faciliter le reclassement des fonctionnaires licenciés* [2 juin 1948] (p. 3122, 3123); *Nouveau texte de la Commission* (p. 3167, 3168); Article unique: *Amendements de MM. Badie, Kuehn et Bruyneel tendant à ne pas licencier les fonctionnaires résistants* (p. 3176, 3177). — Ses rapports sur des pétitions [28 juin 1948] (p. 4102); [8 août 1948] (p. 5559); [10 septembre 1948] (p. 6492). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, FINANCES, Chap. 151: *Brigades des douanes* [31 juillet 1948] (p. 5173, 5174); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 1^{er}: *Son amendement tendant à maintenir pour les fonctionnaires les garanties des lois de dégage-ment des cadres* [9 août 1948] (p. 5597, 5598); Art. 6: *Son amendement tendant à ne pas porter atteinte au statut des fonctionnaires* (p. 5621, 5622); *Amendement de M. Denais tendant à supprimer la référence au Conseil supérieur de la fonction publique* (p. 5622); Art. 5: *Amendement de M. Pinay tendant à ne pas réformer le budget des collectivités locales* (p. 5663); *Son amendement relatif aux compléments familiaux pour charges de famille* (p. 5666); — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République; Art. 1^{er}: *Son contre-projet tendant à faire élire 50 Conseillers par l'Assemblée* [12 août 1948] (p. 5728, 5729, 5730, 5731, 5732, 5733, 5734, 5735, 5736); Art. 6: *Son amendement tendant à prévoir des délégués élus dans chaque commune à la représentation proportionnelle* (p. 5741, 5742); Art. 8: *Amendement de M. Desson relatif à la désignation des délégués primaires par les conseils municipaux* (p. 5744, 5745); Art. 20: *Son amendement tendant à faire jouer la représentation proportionnelle à partir de deux conseillers par département* (p. 5748, 5749); Art. 26: *Son amendement tendant à réserver l'article* (p. 5772); *le retire* (ibid.); Art. 28: *Son amendement tendant à appliquer la règle de la plus forte moyenne* [13 août 1948] (p. 5773); Art. 32: *Amendements de MM. Viard et Marin tendant à ne pas limiter les élections partielles* (p. 5775, 5776); Art. 33: *Amendement de M. Viard tendant à supprimer le deuxième alinéa* (p. 5778); Art. 35: *Amendement de M. Peron tendant à supprimer le deuxième alinéa limitant le droit de réunion électorale* (p. 5780); Art. 36: *Amendement de M. Péron tendant à supprimer l'article* (p. 5781);

Art. 37 : *Son amendement tendant à abaisser le pourcentage de voix nécessaire pour obtenir le remboursement de la caution* (p. 5783, 5784); Art. 60 : *Election des Conseillers représentant les français à l'étranger* (p. 5789); Art. 6 : *Son amendement tendant à substituer « communes » à « conseils municipaux »* [17 août 1948] (p. 5845, 5846); Art. 8 : *Amendement de M. Desson relatif au mode d'élection des délégués des conseils municipaux* (p. 5847, 5848); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Plevin tendant à augmenter la représentation des Français des protectorats* [18 août 1948] (p. 5881); *Amendement de M. Desson tendant à fixer à 45 le nombre des conseillers désignés par l'Assemblée* (p. 5896); Art. 8 : *Son amendement relatif au nombre de délégués des communes en fonction de la population* (p. 5898, 5899); *Son amendement tendant à ce que, dans la Seine, les conseillers municipaux soient délégués de droit* (p. 5900); *Continuation du débat en séance de nuit* (p. 5901); *Son amendement tendant à accorder des délégués supplémentaires aux villes de plus de 15.000 habitants* (p. 5902); *Son amendement tendant à augmenter la représentation des villes de plus de 45.000 habitants* (p. 5903); *Son amendement tendant à prendre pour base les chiffres de 1936 pour la population* (p. 5903, 5904); Art. 11 : *Amendement de M. Bour tendant à admettre le vote par procuration* (p. 5911); Art. 21 : *Son amendement tendant à interdire les candidatures multiples* (p. 5914, 5915, 5935, 5936); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales et à la formation du conseil général : *Demande de renvoi à la Commission du suffrage universel* [18 août 1948] (p. 5893); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à tenir compte, pour chaque canton, de la densité de la population* [24 août 1948] (p. 6170); Art. 2 : *Son amendement tendant à renouveler les conseils généraux tous les quatre ans* (p. 6185); *Son amendement tendant à renouveler les conseils généraux six mois après la loi sur l'organisation départementale* [25 août 1948] (p. 6187); Art. 2 bis : *Demande de disjonction du Gouvernement* (p. 6190, 6191); Art. 5 : *Son amendement tendant à solliciter l'avis du maire* (p. 6192); Art. 8 : *Amendement de M. Barel tendant à rendre éligibles les fonctionnaires des finances dans leur département* (p. 6196, 6197); Art. 27 : *Prise en charge par l'Etat des frais d'élection* (p. 6212); Art. 31 : *Amendement de M. de Raulin-Laboureur relatif au vote par correspondance des réfugiés* (p. 6212, 6213); Article additionnel : *Son amendement*

tendant à renouveler les conseils généraux dans les trois mois suivant la loi sur l'organisation départementale (p. 6215, 6216); *le retire* (ibid.); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6219, 6220). — Ses rapports sur des pétitions [16 novembre 1948] (p. 7013). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution relative à la procédure de discussion d'urgence : Art. 1^{er} : *Amendement de M. Minjoz tendant à limiter au début de la première séance de chaque jour les demandes de discussion d'urgence* [9 décembre 1948] (p. 7434); *Son amendement tendant à ne prévoir aucune urgence acquise de plein droit* (p. 7441, 7442); *Son amendement tendant à passer outre à l'opposition du Gouvernement et du Président de la Commission à une demande de discussion d'urgence* (p. 7443); — d'une proposition de résolution portant modification du règlement de l'Assemblée Nationale; *Discussion générale* [21 décembre 1948] (p. 7787, 7788, 7789, 7790); — du projet de loi portant fixation du budget général de 1949 (Dépenses civiles): MARINE MARCHANDE; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Cermolacce tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits* (*Ses observations sur la reconstitution de la marine marchande*) [31 décembre 1948] (p. 8235). — Dépose une demande d'interpellation sur le comportement du préfet des Bouches-du-Rhône au sujet de l'adjudication frauduleuse faite à l'Hôtel de Ville de Marseille [11 janvier 1949] (p. 6). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation* [1^{er} février 1949] (p. 279). — Prend part à la discussion : des propositions de loi relatives aux loyers (*Ses explications de vote sur le rejet de la proposition de résolution de Mme Rabaté*) [4 février 1949] (p. 369, 370, 371); — du projet de loi portant réglementation de la propagande électorale pour les élections cantonales; Art. 8 : *Ouverture d'un crédit de 325 millions* [18 février 1949] (p. 700). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics une question relative au remboursements aux agents d'une société concessionnaire d'Etat de la différence entre le traitement légal et le traitement perçu chez un autre employeur qui les avait envoyés au S.T.O. [11 février 1949] (p. 532). — Est entendu sur l'ajournement de trois rapports relatifs à des demandes en autorisation de poursuite (*Son rappel au règlement*) [25 février 1949] (p. 931). — Ses rapports sur des pétitions [24 février 1949] (p. 918); [28 juin 1949] (p. 3914, 3915); — Prend part à la dis-

discussion : d'une proposition de résolution relative aux propositions de loi émanant de Conseillers de la République: *Discussion générale* [28 juin 1949] (p. 3806, 3807, 3808); — d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à étendre la prime spéciale de transport: *Urgence* [30 juin 1949] (p. 3948); — d'une proposition de loi relative à la revision du montant des patentes en 1949: *Son rappel au règlement (Application de l'article 48 du règlement)* [1^{er} juillet 1949] (p. 4008, 4009); Article unique: *Amendement de M. Auguel tendant à ne pas tenir compte de l'équilibre du budget départemental* (p. 4018); Article additionnel: *Son amendement tendant à supprimer l'article 294 du décret portant réforme fiscale* (p. 4026, 4027); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1^{er}, Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 9039: *Amendement de M. Ginestet tendant à augmenter de 200 millions la subvention aux collectivités locales pour le réseau routier départemental et communal* [5 juillet 1949] (p. 4189); Chap. 9129: *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour le programme d'urbanisme à Paris et à Marseille* (p. 4200). — Dépose une demande d'interpellation sur les violences infligées par la police à plusieurs familles nombreuses sans logement qui s'étaient installées dans un immeuble vide [6 juillet 1949] (p. 4306). — Prend part à la discussion: d'une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à sanctionner une infraction au règlement: *Pose la question préalable* [7 juillet 1949] (p. 4325, 4326, 4327, 4328); *Ses explications de vote sur la première partie de la proposition blâmant les secrétaires* (p. 4333); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4334, 4335); — du projet de loi portant aménagement fiscaux; Art. 1 bis: *Son rappel au règlement (Abus de l'application de l'article 48 du règlement)* [20 juillet 1949] (p. 4873); Art. 42: *Amendement de M. Hugues tendant à insérer un article diminuant de moitié la taxe locale sur la vente de produits agricoles* [23 juillet 1949] (p. 5116, 5117); *Son amendement relatif à l'exonération de la taxe locale accordée aux chantiers de constructions navales* (p. 5120); *Renvoi des amendements à la Commission* (p. 5124); *Son amendement tendant à appliquer la taxe locale aux chantiers navals* (p. 5151); *Amendement de M. Dusseaulx tendant à appliquer l'article à partir du 1^{er} janvier 1950*

(p. 5152) Art 42 bis: *Son amendement tendant à appliquer la taxe locale aux chantiers navals* (p. 5155); Art. 43: *Augmentation du taux de la taxe à la production* (p. 5158); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 4: *Son amendement tendant à soumettre les chantiers navals au paiement de la taxe locale* [30 juillet 1949] (p. 5641, 5642); Art. 15: *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif aux prix des licences des débits de boissons* (p. 5647, 5648); Art. 4: *Son amendement tendant à rendre l'élection de domicile obligatoire en vue de la perception de la taxe locale* (p. 5650, 5651). — Est entendu: sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur les allocations familiales des travailleurs indépendants*) [29 juillet 1949] (p. 5497); — sur le procès-verbal (*Ordre du jour de fin de session*) [30 juillet 1949] (p. 5570). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi accordant des allocations au personnel des chantiers de Provence; Article unique: *Son amendement tendant à accorder des allocations de chômage pendant la fermeture des chantiers et ateliers de Provence* [30 juillet 1949] (p. 5593); *le retire* (ibid); — du projet de loi portant réforme du régime des pensions de certains personnels de l'Etat, amendé par le Conseil de la République; Art. 4: *Amendement de M. Barange relatif au décompte du temps de service par année de travail sans majoration pour heures supplémentaires* [30 juillet 1949] (p. 5616). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Son rappel au règlement; Présence d'étrangers au Palais-Bourbon dans les couloirs*) [13 octobre 1949] (p. 5796); *Ses observations sur le vote* (p. 5802). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant organisation des services de police dans les départements d'outre-mer: *Discussion générale* [4 novembre 1949] (p. 5985); Art. 1^{er}: *Amendement de M. Ballanger tendant à supprimer l'article relatif aux droits de police des préfets* (p. 5986); — du projet de loi portant réforme de l'auxiliarat: *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Cordonnier* [4 novembre 1949] (p. 5990, 5991); Art. 1^{er}: *Son amendement tendant à ne pas exclure les fonctionnaires qui ne sont pas permanents* [10 novembre 1949] (p. 6062); *Son amendement tendant à titulariser tous les fonctionnaires permanents* (p. 6062, 6063, 6064); *Amendement de M. E.-L. Lambert relatif au pourcentage de*

titularisation réservé aux victimes de la guerre (p. 6065); Art. 2 : *Son amendement tendant à rendre la titularisation obligatoire* (p. 6068); Art. 3 : *Son amendement tendant à substituer « accèderont » à « pourront accéder »* (p. 6070); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6073); — du projet de loi portant statut du personnel des communes; Art. 16 : *Son amendement tendant à compléter le premier alinéa par « une fois par trimestre civil »* [1^{er} décembre 1949] (p. 6495); Art. 20 : *Son amendement tendant à exiger un diplôme ou justification de leurs aptitudes aux candidats* (p. 6498); *Son amendement tendant à dispenser des règles ordinaires de recrutement les personnes ayant déjà rempli des fonctions analogues* (p. 6502); *le retire* (ibid.); Art. 24 : *Son amendement relatif à la fixation des éléments pour la détermination des notes* [2 décembre 1949] (p. 6592); Art. 34 : *Son amendement relatif au fonctionnement du conseil de discipline* (p. 6594); — d'une proposition de loi relative au prix de l'essence : *Prolongation du délai d'urgence* [9 décembre 1949] (p. 6734). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour d'un projet de loi relatif aux bureaux d'aide sociale [16 décembre 1949] (p. 6963). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 5 milliards les crédits pour la gendarmerie et les C. R. S.* [26 décembre 1949] (p. 7263); Art. 4 : *Amendement de M. Lenormand tendant à prévoir 10*0/0 des crédits pour les dommages mobiliers* [27 décembre 1949] (p. 7341, 7342); Art. 41 : *Son amendement tendant à réaliser 5 millions d'économies sur les chiens policiers* (p. 7417); Art. 45 : *Amendement de M. Gazier tendant à mettre 2.000 agents du contrôle économique au service de la lutte contre la fraude fiscale* [27 décembre 1949] (p. 7426); — du projet de loi relatif aux taxes locales additionnelles aux taxes sur le chiffre d'affaires (*Demande de renvoi à la Commission de l'intérieur présentée par M. Beugnies*) [28 décembre 1949] (p. 7497); Art. 1^{er} : *Amendement de M. L'Huillier tendant à remplacer la taxe additionnelle par une taxe sur les ventes au détail* [29 décembre 1949] (p. 7531); *Amendement de M. Ginestet tendant à supprimer le troisième alinéa relatif à la majoration de 25 0/0 de la taxe locale* (p. 7532); *Amendement de M. Truffaut tendant à accorder au Conseil général de la Seine les mêmes facultés qu'aux conseils municipaux pour décider des majorations* (p. 7534);

Art. 2 : *Son amendement tendant à accorder 65 0/0 du produit de la taxe à toutes les communes* [30 décembre 1949] (p. 7577); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7581). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente; *Discussion du projet de loi relatif aux patentes* [31 décembre 1949] (p. 7650). — Son rapport sur une pétition [2 janvier 1950] (p. 17). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'arrestation par la D. S. T. de Georges Zanis, citoyen yougoslave, à Marseille le 17 mars 1950 [24 mars 1950] (p. 2361); — sur les conditions scandaleuses de la réunion du Conseil national des services publics départementaux et communaux le 17 mars 1950, lors de l'examen de la demande d'annulation de la Convention liant la ville à la Société des eaux de Marseille, présentée par le Conseil municipal de cette ville [30 mars 1950] (p. 2638). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR, Chap. 1280 : *Personnel de la sûreté nationale* [31 mai 1950] (p. 4071, 4072); Chap. 3020 : *Son amendement tendant à réduire de 100.000 francs les crédits pour conseils, comités et commissions (réunion du Conseil national des services publics départementaux et communaux du 17 mars 1950)* (p. 4074, 4075, 4076); — d'une proposition de résolution fixant pour 1950 les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale (Ses observations sur les pensions versées aux anciens parlementaires condamnés et à leurs ayants droit)* [14 juin 1950] (p. 4788, 4790, 4791, 4792, 4793); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 37 : *Amendement de M. Le Coutaller tendant à limiter le cumul d'une retraite et d'un traitement à quatre fois le minimum vital* [2 août 1950] (p. 6444); Art. 56 : *Recevabilité de son amendement* (p. 6452); Article additionnel : *Sa demande de seconde délibération* (p. 6518); *Son amendement tendant à prévoir dans un délai de trois mois la publication des statuts des fonctionnaires des douanes* (p. 6518); — d'une proposition de résolution modifiant certaines dispositions du règlement de l'Assemblée : *Discussion générale* [17 octobre 1950] (p. 6926); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Minjoz tendant à interdire les amendements aux propositions de la Conférence des Présidents ayant pour objet des discussions d'urgence ou des interpellations*

tions (p. 6927); Art. 2 : *Amendement de M. Minjoz tendant à ne prévoir d'inscriptions à l'ordre du jour de projets ou de propositions non rapportés que par la Conférence des Présidents* (p. 6928); Art. 4 : *Amendement de M. Moisan tendant à ne prévoir qu'une séance spéciale par semaine pour les demande de discussion d'urgence* (p. 6930). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Son rappel au règlement : Discussion du statut du personnel communal*) [2 novembre 1950] (p. 7392). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [2 novembre 1950] (p. 7392, 7393, 7394, 7395); — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux, industriels et artisanaux; Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas renouveler le congé avant trois ans* [14 décembre 1950] (p. 9088, 9089); — du projet de loi portant répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 3 : *Participation de l'Etat au fonds de péréquation* [5 janvier 1951] (p. 204); *Son amendement tendant à rendre obligatoire l'inscription au budget des sommes nécessaires aux collectivités locales* (p. 205, 206); *Amendement de M. Triboulet tendant à prévoir une taxe facultative de 1 0/0 sur les ventes au détail* (p. 208); Art. 4 : *Son amendement tendant à faire voter le projet relatif aux finances locales avant le 31 mars 1951* (p. 225, 226); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 1000 : *Ses observations sur l'activité des C.R.S. et l'arrestation d'Espagnols et de militants résistants* [6 février 1951] (p. 794, 795, 796, 797, 798, 799); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (multiplication des C. R. S.)* (p. 810); Chap. 3230 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour l'achat de matériel automobile* [13 février 1951] (p. 1093); Chap. 3280 : *Matériel et équipement de la sûreté nationale* (p. 1095); Chap. 3300 : *Demande de rétablissement des crédits pour travaux neufs présentée par le Gouvernement* (p. 1096); JUSTICE, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (mise en liberté conditionnelle des militants de La Bocca)* [15 février 1951] (p. 1209, 1210); INTÉRIEUR : *Ses explications de vote sur l'ensemble (scandale Bertaux)* [27 février 1951] (p. 1654, 1655); *Son roppel au règlement (son*

droit à la parole) (p. 1658); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1590 : *Traitements du personnel des douanes* [3 avril 1951] (p. 2584, 2585, 2586); Chap. 1620 : *Personnel du contrôle économique (brigades polyvalentes)* (p. 2597, 2598); RADIODIFFUSION, Chap. 3080 : *Amendement de M. Barel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la mécanographie des services de la redevance (suppression du centre de Marseille)* [10 avril 1951] (p. 3028, 3029); FINANCES (Charges communes), Chap. 1840 : *Amendement de M. Pierre Meunier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le reclassement (insuffisance du reclassement actuel)* [16 mai 1951] (p. 5225, 5226). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Attitude de M. Truffaut à l'égard de Mme Péri*) [21 février 1951] (p. 1427, 1428). — Son rappel au règlement (*Abus de la Conférence des Présidents pour l'organisation des débats*) [21 février 1951] (p. 1429). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution modifiant l'article 74 du règlement relatif au quorum : *Discussion générale* [21 février 1951] (p. 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Décision de Mme la Présidente de constater l'absence du quorum sans l'avis des secrétaires*) [21 février 1951] (p. 1461). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [22 février 1951] (p. 1498, 1499, 1500, 1501); *Contre-projet de M. Barrachin tendant à prévoir le scrutin de liste départemental à deux tours* (p. 1523, 1524); *Sa motion préjudicielle tendant à ajourner le débat* [15 mars 1951] (p. 1973); Art. 6 : *Son amendement tendant à prévoir la représentation de listes complètes de candidats* [21 mars 1951] (p. 2325, 2326); *Son amendement tendant à nécessiter le dépôt de listes dans 50 départements pour qu'un parti soit considéré comme national* (p. 2326); *Demande de disjonction du dernier alinéa faisant juges des apparentements les conseils de préfecture présentée par M. Bétolaud* (p. 2327); Art. 25 : *Amendement de M. Bichet tendant à ne rembourser que deux affiches* (p. 2343); Art. 28 : *Son amendement tendant à faire afficher les noms des candidats têtes de listes* (p. 2344); *Amendement de M. Mercier tendant à déclarer nuls les bulletins ne mentionnant pas les apparentements* (p. 2345); Art. 1^{er} bis : *Sous-amendement de M. Péron tendant à main-*

tenir la représentation proportionnelle dans le département du Nord (p. 2417); Son amendement tendant à maintenir la représentation proportionnelle dans les départements où les élections au Conseil de la République ont eu lieu selon la représentation proportionnelle (p. 2417); Art. 10 bis : Amendement de M. Bichet tendant à établir le vote obligatoire (p. 2419, 2420); Art. 10 ter : Son amendement tendant à supprimer les inéligibilités résultant de condamnations légères (p. 2420, 2421); Son amendement tendant à supprimer les inéligibilités pour délits politiques (p. 2421); Son rappel au règlement (absence du Rapporteur) (p. 2428); Art. 1^{er} : Amendement de M. Chaban-Delmas tendant à ne pas diviser la Gironde en deux circonscriptions (p. 2450); Ses explications de vote sur l'article (p. 2453); Article additionnel : Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas inscrire sur les listes électorales les condamnés à plus de 400.000 francs d'amende et à plus de deux mois de prison (p. 2455, 2458); Son sous-amendement tendant à ne pas radier des listes électorales les condamnés à moins de six mois de prison avec sursis (p. 2457); Son sous-amendement tendant à ne pas radier les condamnés à moins de 200.000 francs d'amende (p. 2457); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 10 quinquies : Son rappel au règlement (élections en Algérie) [26 avril 1951] (p. 4066, 4067); Ses explications de vote sur l'ensemble (scandale de la loi élaborée contre les communistes) [27 avril 1951] (p. 4106, 4107); — du projet de loi relatif à la répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : Réforme rapide des finances locales [21 mars 1951] (p. 2296); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 2297); — du projet de loi portant statut général des agents communaux; Art. 64 : Son amendement tendant à accorder aux agents en disponibilité les suppléments pour charges de famille [16 avril 1951] (p. 3341); Art. 75 : Son amendement relatif au délai dans lequel la démission devient effective (p. 3342); le retire (ibid.); Art. 80 : Son amendement tendant à avancer la limite d'âge requise pour la retraite (p. 3343, 3344); Son sous-amendement tendant à faire déterminer par les conseils municipaux les catégories d'agents sédentaires, d'agents actifs et d'agents des services insalubres (p. 3345); Art. 84 : Amendement de M. L'Huillier tendant à appliquer le statut au personnel de Paris et de la Seine (p. 3347);

Art. 86 bis : Son amendement tendant à titulariser obligatoirement le personnel en fonction (p. 3348); — d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer; Art. 3 : Son amendement tendant à prévoir pour l'avenir le suffrage universel dans les territoires d'outre-mer [24 avril 1951] (p. 3863, 3864); Son sous-amendement tendant à mentionner « à la date de l'élection » (p. 3866, 3867); Son amendement tendant à inclure parmi les électeurs les mères de famille (p. 3888); Art. 5 : Son amendement relatif au rôle du représentant de l'administration dans les commissions chargées de la révision des listes électorales (p. 3890); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Discussion générale [22 mai 1951] (p. 5730, 5731); Art. 3 : Amendement de M. Benoist tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale fixant les catégories d'indigènes à inscrire sur les listes électorales (p. 5734); Son amendement tendant à inscrire sur les listes d'électeurs les mères de deux enfants (p. 5735); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 5740, 5741). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente (Dépôt d'un nouveau projet de réforme électorale) [28 avril 1951] (p. 4135, 4136, 4137); — sur le règlement de l'ordre du jour (Discussion de la majoration des prestations familiales) [28 avril 1951] (p. 4148, 4149). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires : Discussion générale [28 avril 1951] (p. 4154, 4155); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : Discussion générale (Truquage du Président Herriot) [28 avril 1951] (p. 4189, 4190, 4191); Art. 6 : Amendement de M. Joubert tendant à substituer « circonscription » à « département » (p. 4196); Art. 1^{er} bis : Son amendement tendant à étendre la représentation proportionnelle aux Bouches-du-Rhône, au Pas-de-Calais, au Rhône et au Nord (p. 4205); Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ensemble [30 avril 1951] (p. 4393, 4394, 4395); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Ses explications de vote sur l'ensemble (Truquage du suffrage universel, élections partielles) [7 mai 1951] (p. 4786, 4787). — Est entendu pour une motion d'ordre (Vote en seconde lecture de la majoration des prestations familiales) [1^{er} mai 1951] (p. 4401). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la réalisation d'un plan d'économies;

FINANCES, Chap. 1590 : *Sa demande de disjonction de l'abattement sur le personnel des douanes (suppression d'emplois)* [7 mai 1951] (p. 4755, 4756); Chap. 1600 : *Sa demande de disjonction de l'abattement sur les indemnités des douaniers* (p. 4756); INTÉRIEUR, Chap. 5080 : *Sa demande de disjonction de l'abattement sur la subvention aux collectivités locales pour l'équipement des services d'incendie* (p. 4760); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er}, Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 5050 : *Son amendement tendant à reprendre l'abattement de l'Assemblée Nationale pour la subvention aux collectivités locales atteintes par la guerre* (p. 5463); — du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'article unique (nécessité du vote par correspondance)* [11 mai 1951] (p. 5081); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales : *Motion de censure de M. Duprat demandant l'application de la loi du 22 août 1946 avec suppression des abattements de zones (son rappel au règlement)* [12 mai 1951] (p. 5124); *Passage à la discussion des articles* (p. 5122, 5123); *Rappel au règlement de M. Lamps (suite du débat)* (p. 5123, 5124). — Dépose une demande d'interpellation sur la position du Gouvernement en face de la mesure prise par le Gouvernement italien qui a refusé le 12 mai 1951 l'entrée dans son territoire d'un train spécial de sportifs du comité de Provence de la F. S. G. T. [18 mai 1951] (p. 5437). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour 1951; Art. 14 bis : *Son amendement tendant à exonérer d'impôts les recettes des services publics des collectivités locales* [18 mai 1951] (p. 5520); Article additionnel : *Amendement de M. Marcel David tendant à abroger le décret autorisant deux ans de prolongation d'activité pour les fonctionnaires* (p. 5532); Art. 15 J : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa interdisant de recruter des auxiliaires pour les préfectures* (p. 5532); *le retire* (p. 5532); Article additionnel : *Son amendement tendant au reclassement des fonctionnaires des douanes* (p. 5534); Art. 16 : *Son amendement tendant à autoriser les transformations d'emplois approuvées par le Parlement* (p. 5536); *Sa demande de deuxième délibération de son amendement n° 55* (p. 5551, 5552); — du projet de loi relatif au développement des crédits militaires en 1951 amendé par le Conseil de la République : *Son rappel au*

règlement (vote en deuxième lecture) [22 mai 1951] (p. 5711). — Est entendu sur les propositions relatives à l'ordre du jour (*Vote par correspondance pour les fonctionnaires et salariés en congé payé*) [22 mai 1951] (p. 5712, 5713). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux pensions des personnels des hôpitaux psychiatriques autonomes : *Discussion générale* [22 mai 1951] (p. 5714); — du projet de loi relatif aux crédits des services civils pour l'exercice 1951 (Prestations familiales agricoles) amendé par le Conseil de la République; Art. 8; *Amendement de M. Cayeux tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale demandant une nouvelle loi pour la lutte contre l'alcoolisme* [22 mai 1951] (p. 5726); — du second projet de loi de finances pour l'exercice 1951; Art. 38 bis : *Reclassement des agents du corps des douanes* [22 mai 1951] (p. 5757); *Son rappel au règlement (application de l'article 47 de la Constitution)* (p. 5757, 5758); Article additionnel : *Amendement de M. Minjoz relatif à l'allocation compensatrice pour les locataires économiquement faibles* (p. 5764, 5765); *Son sous-amendement tendant à ce que l'indemnité compensatrice soit égale à l'augmentation de loyers* (p. 5765). — Ses rapports sur des pétitions [2 juin 1951] (p. 5826, 5827).

CROIZAT (M. Ambroise), Député de la Seine (1^{re} circonscription).

Ministre du Travail et de la Sécurité sociale

(Cabinet RAMADIER)

du 22 janvier 1947 au 4 mai 1947.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre de la Commission du travail et de la sécurité sociale [21 janvier 1947] (p. 27), [29 mai 1947] (p. 1783), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348).

Dépôts :

Le 6 février 1947, une annexe au projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les amendements adoptés à la Constitution de l'organisation internationale du travail

et la convention n° 80 portant révision des articles finals, adoptés par la 29^e session de la Conférence internationale du travail, n° 456 (Annexe). — Le 25 février 1947, un projet de loi relatif à l'introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, des articles 88, 89 et 90 du Livre II du Code du travail, n° 698. — Le 6 mars 1947, un projet de loi tendant à déterminer les règles d'indemnisation des bureaux de placement payants supprimés en application des dispositions de l'ordonnance du 24 mai 1945, relative au déplacement des travailleurs et au contrôle de l'emploi, n° 835. — Le 27 mars 1947, un projet de loi concernant l'indemnité mensuelle temporaire exceptionnelle et instituant un supplément temporaire pour charges de famille, n° 1079. — Le 29 avril 1947, un projet de loi complétant les articles 174 et 176 du Livre II du Code du travail, n° 1162. — Le 29 avril 1947, un projet de loi tendant à sanctionner les infractions aux dispositions des articles 42 A et suivants du Livre I^{er} du Code du travail, instituant des règles particulières au contrôle et à la répartition des pourboires, n° 1165. — Le 29 avril 1947, un projet de loi relatif au paiement des indemnités de visite des délégués mineurs, n° 1168. — Le 29 avril 1947, un projet de loi relatif à la journée du 1^{er} mai 1947, n° 1190. — Le 7 août 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de Mme Simone Rollin, transmise par M. le Président du Conseil de la République, tendant à modifier l'article 5 de la loi du 13 janvier 1939 relative aux congés payés des concierges d'immeubles à usage d'habitation, n° 2286. — Le 29 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à autoriser le défilé de la jeunesse qui doit avoir lieu le 16 mai, organisé sous l'égide de la C. G. T., n° 4055. — Le 23 novembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les arrêtés nécessaires en vue du relèvement des coefficients de majoration des pensions et rentes des assurés sociaux, n° 5637. — Le 23 novembre 1948, une proposition de loi tendant à porter au taux unique de 45.000 francs l'allocation principale aux vieux travailleurs salariés, n° 5639. — Le 18 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser immédiatement et dans une proportion correspondant à la hausse des prix, les salaires, traitements,

pensions et retraites, n° 6073. — Le 24 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence le décret prévu à l'article 10 de la loi du 23 décembre 1946 sur les conventions collectives, n° 6568. — Le 9 mars 1949, une proposition de loi tendant à exonérer les vieux travailleurs et économiquement faibles de la majoration de 10 0/0 incluse dans l'article 8 de la loi n° 48-1477 du 24 septembre 1948, n° 6740. — Le 15 mars 1949, une proposition de loi tendant à accorder aux bénéficiaires de l'allocation aux vieux travailleurs salariés ou de l'indemnité temporaire au titre de la loi du 13 septembre 1946, un voyage gratuit par an, en chemin de fer, sans limitation de parcours, sur tout le territoire métropolitain, n° 6822. — Le 17 mai 1949, une proposition de loi tendant à majorer de nouveau et à compter du 1^{er} avril 1949 de 10.000 francs par an le taux de l'allocation aux vieux travailleurs anciens salariés, n° 7167 (rectifié). — Le 18 octobre 1949, une proposition de loi tendant à porter à un taux unique de 55.000 francs par an le montant de l'allocation aux vieux travailleurs anciens salariés, n° 8213. — Le 10 novembre 1949, une proposition de loi tendant à l'augmentation des prestations de la sécurité sociale et des prestations familiales ainsi qu'à la simplification et à l'amélioration de la gestion des organismes de sécurité sociale, n° 8367. — Le 28 mars 1950, une proposition de loi tendant à porter à un taux unique de 60.000 francs par an le montant de l'allocation aux vieux travailleurs anciens salariés, n° 9636. — Le 30 mars 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 25 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant organisation de la sécurité sociale, n° 9672. — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à porter à un taux unique de 66.000 francs par an le montant de l'allocation aux vieux travailleurs anciens salariés et à porter l'indemnité pour conjointe à charge ayant moins de 65 ans à 10.000 francs par an, n° 10951.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux conventions collectives; Art. 13: *Application de la loi aux départements français d'outre-mer* [23 décembre 1946] (p. 298, 299). — Est nommé *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (Cabinet Ramadier) [22 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947, p. 939).

En cette qualité :

Est entendu dans la discussion : de l'interpellation de M. Lespès sur l'immatriculation obligatoire des cadres à la sécurité sociale [31 janvier 1947] (p. 113 et suiv.); — d'une proposition de loi relative à l'organisation administrative de la sécurité sociale; Art. 2: *Amendement de M. Moisan concernant les groupements mutualistes comptant au moins cinquante assurés* [27 février 1947] (p. 507); *Amendement de M. Moisan tendant à reprendre l'ancien article 5 relatif à l'administration de chaque section par un conseil élu* (p. 508). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution concernant les élections aux Conseils d'administration des Caisses de sécurité sociale et d'allocations familiales : *Discussion générale* [28 février 1947] (p. 535). — du projet de loi relatif au régime de sécurité sociale des fonctionnaires : *Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1224 et suiv.); Article unique: *Amendement de M. Morice tendant à permettre aux mutuelles de jouer un rôle important dans la gestion des risques* (p. 1250). — Est relevé de ses fonctions de Ministre du Travail et de la Sécurité sociale [Décret du 4 mai 1947] (*J. O.* du 5 mai 1947, p. 4213).

En qualité de député :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à l'indemnisation des agents et courtiers d'assurances; Art. 1^{er}: *Chiffre de l'indemnité annuelle* [10 juin 1947] (p. 2004); — sur la proposition de loi de M. Meck tendant à instituer la représentation proportionnelle dans l'élection des délégués dans les entreprises : *Motion préjudicielle de M. Musmeaux tendant au renvoi devant le Conseil économique* [26 juin 1947] (p. 2486, 2487); *Protestation des commissaires communistes contre la date de la discussion* (p. 2495); Article unique: *Amendement de M. Gazier tendant à maintenir le scrutin majoritaire* (p. 2498); *Ses observations sur l'ensemble de l'article* (p. 2498, 2499, 2500). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné par le Président de la République (*Sa mise au point au sujet des grèves*) [21 novembre 1947] (p. 5108). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition du Gouvernement et sa politique générale [27 novembre 1947] (p. 5149); la développe (*Hausse des prix, justification des grèves*) (p. 5167, 5168, 5169, 5170, 5171); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de con-*

fiance de M. Lecourt (p. 5194); — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail (*Grève des dockers du Havre*) [29 novembre 1947] (p. 5320); Art. 1^{er}: *Les condamnations prononcées par le tribunal correctionnel de la Seine* (p. 5586); *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* [3 décembre 1947] (p. 5481, 5482); — Dépose une demande d'interpellation sur les déclarations du Ministre du Travail [6 décembre 1947] (p. 5540). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de son interpellation sur les déclarations du Ministre du Travail [6 décembre 1947] (p. 5540, 5541). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6004, 6005, 6006). — Pose à M. le Ministre du Travail une question relative au versement de 30.000.000 francs à la C.G.T. force ouvrière et aux motifs de cette subvention [27 février 1948] (p. 1194, 1197, 1198). — Est entendu sur les propositions de la conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation sur le régime des conventions collectives* [17 décembre 1948] (p. 7406). — Dépose une demande d'interpellation sur le retour au régime des conventions collectives définies par la loi du 24 juin 1936 [9 décembre 1948] (p. 7470). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : *Discussion générale* [31 décembre 1948] (p. 8199, 8200); Art. 1^{er}: *Élévation à 4.600 fr. par mois de l'allocation temporaire aux vieux* (p. 8203, 8204); — d'une proposition de loi tendant à relever le taux de l'allocation aux vieux travailleurs : *Discussion générale (Ses observations sur la misère des vieux travailleurs salariés, la gestion de l'entraide française et de la Croix-rouge comparée à celle de la sécurité sociale, l'assurance-maladie, l'insuffisance des prestations de la sécurité sociale et les retards de paiement dus aux employeurs)* [4 février 1949] (p. 340, 341, 342, 346, 347, 348); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (Ses observations sur la baisse du standard de vie des ouvriers, le chômage, la prospérité des trusts, le rapport Pellenc sur les entreprises nationales, la ruine de l'industrie aéronautique française, la réorganisation de la sécurité sociale)* [24 mai 1949] (p. 2855, 2856, 2857, 2858, 2859, 2860); Art. 8: *Institution*

d'un double secteur pour l'essence [25 mai 1949] (p. 2894, 2895); — d'une proposition de loi tendant à créer la carte sociale des économiquement faibles : *Discussion générale* [31 mai 1949] (p. 2938, 2939). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en matière de sécurité sociale [2 juin 1949] (p. 3080). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le fonctionnement de la sécurité sociale : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance présenté par M. Gazier* [13 juillet 1949] (p. 4719); — du projet de loi relatif au contrôle des organismes de la sécurité sociale ; Article additionnel : *Amendement de M. Viatte tendant à créer de nouveaux conseillers et fonctionnaires de la Cour des comptes* [13 juillet 1949] (p. 4731); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [22 décembre 1949] (p. 7132, 7133). — Est entendu sur une communication à l'Assemblée du Ministère du Travail et de la Sécurité sociale (*Observations sur la prime de vacances attribuée aux employés de la sécurité sociale*) [25 juillet 1949] (p. 5216, 5217). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne : *Discussion générale (Ses observations sur le rôle du Conseil de l'Europe, l'intervention de M. Philip, la collaboration du patronat français avec l'Allemagne, le développement de la métallurgie allemande)* [25 novembre 1949] (p. 6308, 6309, 6310, 6311, 6312, 6313); — d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles : *Discussion générale* [14 décembre 1949] (p. 6863, 6864); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail : *Discussion générale* [15 décembre 1949] (p. 6902, 6903, 6904, 6905, 6906); Art. 1^{er} : [Art. 31 F du Code du travail] *Amendement de M. Pierre André tendant à laisser le soin de la convocation des commissions paritaires au Ministre du Travail* [23 décembre 1949] (p. 7206, 7207); [Art. 31 X du Code du travail] *Amendement de M. Devinat tendant à introduire davantage de représentants du Gouvernement dans la Commission supérieure des conventions collectives* [4 janvier 1950] (p. 89, 90); *Amendement de M. Bichet tendant à permettre aux représentants des syndicats des diverses catégories, de participer aux travaux de la Commission supérieure des conventions collectives* [p. 104, 105]; *Amendement de M. Vée*

tendant à fixer la composition de la Commission supérieure des conventions collectives traitant des problèmes agricoles (p. 107); Art. 4 : *Amendement de M. d'Aragon tendant à ne pas rompre les contrats de travail du fait d'une grève* (p. 116); Art. 7 : *Arbitrage obligatoire en cas de conflits* (p. 121, 122); [Art. 31 Y] *Amendement de M. Louvel tendant à reprendre le texte du Gouvernement relatif à la fixation du salaire minimum garanti* (p. 150, 151); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 159, 160); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Discussion générale* [20 janvier 1950] (p. 423, 424, 425, 426, 427); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Boutavant tendant à porter à 55.000 francs l'allocation aux vieux travailleurs salariés* (p. 430); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 437); — du projet de loi relatif à l'élection des organismes de la sécurité sociale et des allocations familiales; Art. 10 : *Amendement de M. Besset tendant à prévoir une section de vote obligatoire dans les entreprises employant plus de 50 assurés* [17 février 1950] (p. 1203); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale (Ses observations sur le pool franco-allemand)* [25 juillet 1950] (p. 5961, 5962, 5963); — du projet de loi relatif à la fixation d'un programme aérien : *Discussion générale* [28 juillet 1950] (p. 6176, 6177, 6178, 6179, 6180). = Son décès est annoncé à l'Assemblée [13 février 1951] (p. 1069).

CROUZIER (M. Jean), Député de Meurthe-et-Moselle.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu Secrétaire de cette Commission [*J. O.* du 30 janvier 1948] (p. 1012), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 783), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 717), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 883). — Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [26 janvier 1948] (p. 194), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); titulaire de

la Commission de la réforme administrative [20 septembre 1948] (p. 6732, 6733). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [19 juillet 1947] (p. 3242).

Dépôts :

Le 13 mars 1947, une proposition de loi tendant à restituer aux anciens agriculteurs expropriés les terrains d'aviation militaire désaffectés, n° 919. — Le 28 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur les propositions de loi : 1° de M. Triboulet et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 62 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre pour habiliter les huissiers à représenter les sinistrés ; 2° de M. Pierre Chevallier tendant à modifier l'article 62 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, afin de permettre aux huissiers de représenter les sinistrés au même titre que les avocats, les avoués et les notaires, n° 1132. — Le 29 avril 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 49 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, afin de permettre aux anciens notaires ayant plus de dix années d'activité professionnelle de présider les commissions cantonales et départementales de dommages de guerre, au même titre que les anciens avocats ou les anciens avoués, n° 1177. — Le 8 mai 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article 33 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, pour dispenser de l'autorisation du tribunal civil statuant en chambre du conseil, les donations entre vifs en ligne directe et les donations à titre de partage anticipé, de biens sinistrés et des droits à indemnités qui y sont attachés, n° 1268. — Le 28 octobre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à disjointre des textes formant le statut futur de l'armée, les dispositions concernant la gendarmerie nationale afin de réaliser, par son rattachement à la Présidence du Conseil, une réforme de structure de cette force publique, n° 2576. — Le 5 février 1948, une proposition de loi tendant à compléter l'article 6 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 3264. — Le 12 février 1948, une proposition de loi tendant à indemniser les victimes de ventes à vil prix, n° 3365. — Le 24 septembre

1948, une proposition de loi tendant à fixer le taux de la redevance minière sur le chlorure de sodium, n° 5540. — Le 29 décembre 1948, une proposition de loi portant modification de l'article 5 de la loi du 21 mars 1948, instituant une caisse autonome de la reconstruction, n° 5966. — Le 25 novembre 1949, une proposition de loi tendant à reporter au 31 janvier 1950, au lieu du 30 novembre 1949, l'application de la majoration de 10 0/0 aux impôts et taxes qui étaient exigibles au 15 novembre 1949, n° 8493. — Le 20 décembre 1949, une proposition de loi tendant à supprimer les plafonds prévus à l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 8780. — Le 31 janvier 1950, une proposition de loi tendant à la reconstitution des registres hypothécaires détruits par faits de guerre, n° 9099. — Le 2 février 1950, une proposition de loi tendant à permettre la revision des cessions de droits à indemnités immobilières de dommages de guerre, n° 9132. — Le 5 mai 1950, une proposition de loi tendant à supprimer les pénalités pour retard applicables aux acomptes provisionnels d'impôts, n° 9863. — Le 23 février 1951, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution (n° 9795) de MM. Coudray et Bichet tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 46-2963 du 31 décembre 1946 fixant le maximum de la valeur locative cadastrale au-dessous duquel le sinistré peut bénéficier de la dérogation à l'abattement de vétusté prévu à l'article 27 de la loi du 28 octobre 1946, n° 12337.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947 : *Discussion générale* [6 mars 1947] (p. 663, 664, 665, 666); Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 806 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour protection et réparation des monuments historiques endommagés par la guerre* [7 mars 1947] (p. 720); *le retire* (p. 721); RECONSTRUCTION ET URBANISME; Art. 43 *quater* : *Son amendement tendant à prévoir la reconstitution de la Caisse autonome de la reconstruction* (p. 760, 761, 762); *le retire* (p. 762); PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Discussion générale*; *Bureau de recherche des pétroles* (p. 766); Etat C, RADIODIF-

FUSION FRANÇAISE : *Discussion générale* (p. 780). — Dépose une demande d'interpellation sur la raison pour laquelle M. le Ministre de la Production industrielle n'a pas cru devoir rendre la liberté à la vente et à l'achat des textiles [22 mai 1947] (p. 1723). — Participe à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources ; Art. 5 : *Son amendement tendant à permettre l'imputation de la majoration sur les dommages de guerre quelle que soit la valeur globale nette des biens soumis à l'impôt* [23 juin 1947] (p. 2367) ; Art. 22 : *Son amendement tendant à déduire de la valeur locative de la résidence principale celle des locaux ayant un caractère professionnel* (p. 2380). — Est entendu au cours du débat : sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement (*Rationnement des textiles*) [1^{er} juillet 1947] (p. 2589, 2590, 2591) (*Suppression des points textiles*) [2 juin 1947] (p. 2622) ; — sur le projet de loi d'amnistie ; Art. 21 : *Son amendement tendant à ce que l'amnistie s'étende aux sanctions administratives prises en conséquence de l'infraction amnistiée* [7 juin 1947] (p. 2781). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 ; MINISTÈRES D'ÉTAT : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2892, 2893) ; Art. 302 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour entretien du matériel automobile* (p. 2893) ; *le retire* (ibid.) ; RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale* [19 juillet 1947] (p. 3231, 3232) ; — de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Lussy* [30 octobre 1947] (p. 4971, 4972). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique de reconstruction du Gouvernement et l'activité du Ministère de la Reconstruction [18 décembre 1947] (p. 5880). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6017, 6018) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à exempter les sinistrés et spoliés en imputant le prélèvement sur les dommages de guerre* [22 décembre 1947] (p. 6094) ; *Amendement de M. Courant tendant à exempter les sinistrés* (p. 6102) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 6163, 6164) ; — du projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt ; Art. 4 :

Son amendement satisfait concernant l'exemption accordée aux sinistrés [22 décembre 1947] (p. 6174) ; — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 4^{ter} : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération des amendements à l'article* [5 janvier 1948] (p. 86, 87) ; — du projet de loi relatif aux sociétés coopératives et associations syndicales de reconstruction : *Discussion générale* [17 février 1948] (p. 783, 784, 785) ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Marin tendant à supprimer les associations syndicales* [2 mars 1948] (p. 1261, 1262) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à prévoir l'avis des fédérations de sinistrés* [17 mars 1948] (p. 1836, 1837) ; *Son amendement relatif au remboursement des frais de fonction aux administrateurs* (p. 1838) ; Art. 11 : *Son amendement tendant à prévoir des subventions de l'Etat pour frais d'émission* (p. 1839) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 1841, 1842) ; Art. 20 : *Son amendement tendant à payer leurs frais aux membres du bureau* (p. 1854) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 21 : *Son amendement relatif au contrôle du Gouvernement* (p. 1854) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 22 : *Son amendement tendant à payer ses frais au Président de l'association* (p. 1855) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 24 : *Son amendement relatif aux fonctions du Commissaire à la Reconstruction* (p. 1856) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 27 : *Son amendement tendant à assurer aux associations syndicales le remboursement de leurs frais d'emprunts* (p. 1857) ; Art. 51 : *Son amendement relatif aux subventions de l'Etat pour rembourser les frais d'emprunt* (p. 1865) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer le troisième alinéa* [1^{er} juin 1948] (p. 3060, 3063). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Débat sur les inondations de l'Est* [2 mars 1948] (p. 1266). — Prend part à la discussion : des propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [5 mars 1948] (p. 1419, 1420) ; Art. 9 bis : *Son amendement tendant à prévoir un représentant des sinistrés au sein de la commission départementale du prélèvement* [6 mars 1948] (p. 1471) ; *le retire* (p. 1473) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à accorder des remises aux habitants des communes sinistrées* (p. 1481) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif aux secours aux victimes des inondations de l'Est ;

Article unique : *Son amendement tendant à réparer intégralement les dommages* [18 mars 1948] (p. 1935). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique de reconstruction du Gouvernement [6 août 1948] (p. 5499). — Prend part à la discussion du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 1^{er} A : *Son amendement tendant à admettre aux frais généraux les majorations d'impôts prévues* [18 septembre 1948] (p. 6662). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en matière de reconstruction [7 décembre 1948] (p. 7409). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et voies et moyens pour 1949, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Discussion générale (Ses observations sur la reconstruction, l'insuffisance des crédits prévus, la gêne que constitue pour les sinistrés la remise de titres inaliénables)* [23 décembre 1948] (p. 7881, 7882); Art. 10 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 7911, 7912); *Amendement de M. Gerolino tendant à étendre le paiement par titres aux biens à usage agricole ou artisanal supérieur à 120.000 francs* (p. 7919); Art. 12 : *Son amendement tendant à ce que les titres remis aux sinistrés soient nominatifs et aliénables* (p. 7921); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et dispositions d'ordre financier; Art. 24 : *Amendement de M. Temple tendant à supprimer l'obligation de paiement aux notaires par chèque au-dessous de 200.000 francs* [29 décembre 1948] (p. 8107); — d'une proposition de loi relative aux dommages de guerre : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8127, 8128); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : *Discussion générale* [1^{er} mars 1949] (p. 1054, 1055); Art. 11 : *Son amendement tendant à prévoir le financement des reconstitutions admises en priorité pour 1948* [9 mars 1949] (p. 1421); — d'une proposition de loi complétant la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [7 avril 1949] (p. 2176, 2177); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 13 : *Amendement de M. Montel tendant à étendre l'article aux actes de fusion des sociétés* [2 juin 1949] (p. 3056). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accident de chemin de fer d'Ambermenil du 4 juillet

1949 [6 juillet 1949] (p. 4306). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion de son interpellation* [12 juillet 1949] (p. 4673). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget annexe de la Radiodiffusion française : *Discussion générale* [19 juillet 1949] (p. 4774, 4775). — Dépose une demande d'interpellation : sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'a pas déposé le plan de financement des dommages de guerre prévu à l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 [30 juillet 1949] (p. 5663); — sur les raisons pour lesquelles le Gouvernement n'a pas soumis au Parlement le plan de financement des dommages de guerre prévu à l'article 4 de la loi du 28 octobre 1946 [10 novembre 1949] (p. 6074). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur les investissements, la reconstruction, la nécessité de ranimer la confiance des épargnants)* [21 décembre 1949] (p. 7066, 7067, 7068, 7069, 7070); *Ses observations sur la reconstruction* [22 décembre 1949] (p. 7163); Art. 4 : *Amendement de M. Laniel tendant à augmenter les crédits de la reconstruction de 100 milliards* [26 décembre 1949] (p. 7311, 7312); *Motion de M. Nisse tendant à discuter l'article 4 après l'article 5* [27 décembre 1949] (p. 7333); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 7344); Art. 50 : *Son amendement tendant à faire émettre 40 milliards de nouveaux titres d'emprunt pour les sinistrés* (p. 7432, 7433); *le retire* (p. 7434); — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Sa motion demandant l'affichage de la liste des souscripteurs de l'automobile Delahaye de M. Thorez* [28 janvier 1950] (p. 683); *la retire* (ibid); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 50 bis : *Amendement de M. Delcos tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif au paiement des sinistrés par des titres de la Caisse autonome de la reconstruction* [29 janvier 1950] (p. 791); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [23 mars 1950] (p. 2321, 2322, 2323); Etat A., Chap. 8500 : *Son amendement tendant à augmenter de 6 milliards les crédits pour la Caisse autonome de*

reconstruction et à diminuer de 6 milliards les crédits pour la S. N. C. F. [28 mars 1950] (p. 2486, 2488, 2490); Chap. 8530 : *Son amendement tendant à réduire de 6 milliards les crédits pour la S. N. C. F.* (p. 2491); le retire (ibid.); Chap. 8540 : *Son amendement tendant à augmenter de 1 milliard les crédits pour la reconstruction de la marine marchande* (p. 2491); Art. 2 : *Son amendement tendant à modifier la répartition des crédits en augmentant la part des dommages mobiliers* (p. 2500); le retire (ibid.); Art. 3 ter : *Son amendement tendant à porter le plafond des dommages mobiliers à 500.000 fr.* (p. 2510); Art. 6 : *Son amendement relatif à l'indemnité pour reconstitution de stocks* (p. 2511); Article additionnel : *Son amendement tendant à donner au Gouvernement un nouveau et dernier délai pour l'établissement des plans de financement* (p. 2513); Art. 9 : *Son amendement tendant à faire fixer par les groupements de sinistrés l'utilisation du produit des emprunts émis par eux* (p. 2514). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion des textes reportant la majoration de 40 0/0 pour non-paiement de l'acompte provisionnel* [16 mai 1950] (p. 3707). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au report du paiement du deuxième acompte provisionnel : *Discussion générale* [17 mai 1950] (p. 3759); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 : *Reconstruction et urbanisme*; Chap. 5000 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les taxations syndicales de remembrement et coopératives de reconstruction (Travaux des coopératives)* [13 juin 1950] (p. 4716); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [14 juin 1950] (p. 4739, 4740); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6575, 6576); Article additionnel : *Amendement de M. Garet tendant à indemniser par priorité les agriculteurs sinistrés ayant également droit à des dommages de guerre* [4 août 1950] (p. 6626); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Son rappel au règlement (Abus de la motion préjudicielle)* [27 décembre 1950] (p. 9775); *Son rappel au règlement (Ordre des orateurs)* (p. 9785); *Discussion générale* (p. 9788, 9789, 9790). — Prend part : à la discussion du projet de loi relatif à l'élec-

tion des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [22 février 1951] (p. 1504, 1505); — aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Guy Mollet) : *Ses observations sur les subventions économiques et les incidents du Maroc* [6 mars 1951] (p. 1772, 1773); — à la discussion du projet de loi relatif à la répartition du produit de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Mondon tendant à prévoir la répartition par le Fonds national de péréquation de 4.350 millions* [21 mars 1951] (p. 2294). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services en 1951; RADIODIFFUSION, Chap. 900 : *Outillage pour la radio (Radio-Nancy)* [11 avril 1951] (p. 3130, 3131); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION : *Discussion générale* [12 avril 1951] (p. 3187, 3188); Art. 1^{er} : *Insuffisance de 263 milliards de crédits prévus* (p. 3196, 3197) [13 avril 1951] (p. 3251); Art. 22 : *Dommages agricoles* [18 avril 1951] (p. 3448); Art. 24 : *Amendement de M. Thiriet tendant à permettre le report de dommages agricoles sur d'autres constructions* (p. 3451); Art. 25 : *Amendement de M. Pierre Chevallier relatif à la cession de dommages de guerre* (p. 3457, 3458); *Son amendement relatif aux droits de mutation prélevés sur les cessions de dommages de guerre* (p. 3459); Art. 26 : *Son amendement relatif aux formalités de cession des dommages de guerre* (p. 3460, 3462); Art. 28 : *Amendement de M. Fauvel tendant à supprimer le dernier alinéa appliquant la loi du 28 octobre 1946 en Indochine* (p. 3465); Art. 2 : *Amendement de M. Coudray tendant à supprimer la dernière phrase relative à l'utilisation des produits des emprunts* (p. 3494); Art. 3 : *Amendement de M. Halbout tendant à prévoir 50 milliards d'emprunt émis par les groupements de sinistrés* (p. 3497); Art. 4 : *Son amendement tendant à réserver le produit des emprunts aux sinistrés ayant entrepris eux-mêmes des travaux* (p. 3498); Art. 5 : *Emission de 70 milliards de titres par la Caisse autonome de reconstruction* (p. 3498, 3499); Art. 26 : *Son amendement relatif aux formalités de mutation des biens sinistrés* [19 avril 1951] (p. 3528); le retire (ibid.). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance

précédente (*Vote de la loi d'investissements pour la réparation des dommages de guerre*) [11 mai 1951] (p. 5067). = S'excuse de son absence [3 décembre 1946] (p. 46), [28 mars 1947] (p. 1219), [29 novembre 1947] (p. 5304), [31 décembre 1948] (p. 8239), [15 mars 1949] (p. 1622), [8 juin 1949] (p. 3171). = Obtient des congés [3 décembre 1946] (p. 46), [28 mars 1947] (p. 1219), [29 novembre 1947] (p. 5304), [31 décembre 1948] (p. 8239), [15 mars 1949] (p. 1622); [8 juin 1949] (p. 3171).

CUDENET (M. Gabriel), *Député de l'Aude*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de l'Éducation nationale [22 décembre 1947] (p. 6074); de la Commission des affaires étrangères [26 janvier 1948] (p. 194).

Dépôts :

Le 24 juillet 1947, une proposition de loi complétant l'ordonnance du 21 avril 1945 et tendant à l'indemnisation des spoliés dont les valeurs mobilières ont été vendues par l'administration des domaines, **n° 2130**. — Le 19 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer une exonération fiscale et à accorder des délais de paiement aux viticulteurs sinistrés de l'Aude, **n° 4248**. — Le 1^{er} juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires étrangères sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la déclaration en date du 18 février 1947, portant adhésion de la France à la disposition facultative reconnaissant la juridiction de la Cour internationale de justice, telle qu'elle est décrite à l'article 36 de son statut, **n° 4815**. — Le 22 septembre 1948, une proposition de loi portant rétablissement du scrutin uninominal pour l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, **n° 5511**. — Le 23 septembre 1948, une proposition de loi relative au renouvellement des conseils généraux, **n° 5524**. — Le 14 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à modifier les articles 2 et 10 du Règlement de l'Assemblée Nationale, **n° 5805**.

Interventions :

Prend part à la discussion : de la déclaration du Gouvernement [17 décembre 1946] (p. 105); — du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947, 1^{er} trimestre (Services civils); LOI DE FINANCES, Art. 86 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau concernant le remboursement des prélèvements exercés par l'autorité de fait sur le produit des avoirs saisis ou des aliénations* [22 décembre 1946] (p. 257). — Ses observations sur l'ordre du jour déposé par M. Henri Queuille en conclusion du débat ouvert sur les interpellations de MM. Schauffler, Guy Petit et Louis Rollin, sur la politique économique, le commerce et le ravitaillement [20 février 1947] (p. 404 et suiv.). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le 2^e trimestre de l'exercice 1947 (Dépenses militaires) : *Discussion générale* [27 mars 1947] (p. 1190). — Son ordre du jour de confiance déposé à la suite des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [16 mai 1947] (p. 1648); le soutient (p. 1655, 1656, 1658); le retire (p. 1658). — Dépose une demande d'interpellation sur les circonstances dans lesquelles Abd-el-Krim est parvenu à s'évader [3 juin 1947] (p. 1887). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Sa motion d'ajournement du projet* [10 août 1947] (p. 4203). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à améliorer le sort des rentiers-viagers : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [20 mars 1948] (p. 2048); — du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères nationales : *Ses explications de vote sur l'urgence* [13 mai 1948] (p. 2554); — du projet de loi ratifiant l'accord franco-polonais du 19 mars 1928; Art. 1^{er} : *Ses explications de vote* [27 mai 1948] (p. 2973); — du projet de loi relatif au dégageant des cadres : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre les conclusions de la Commission* [1^{er} juin 1948] (p. 3056, 3057); — des interpellations sur les recommandations de la Conférence de Londres : *Ses explications de votes sur les divers ordres du jour* [16 juin 1948] (p. 3588, 3589); — des projets de loi ratifiant trois actes internationaux (E. C. A.), en qualité de *Rapporteur* [2 juillet 1948] (p. 4283); — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République;

Art. 10 : *Son amendement tendant à prévoir un scrutin spécial pour les délégués suppléants dans les petites communes* [18 août 1948] (p. 5909, 5910); Art. 11 : *Son amendement tendant à prévoir l'élection des délégués suppléants dans les communes importantes sur la même liste que les délégués suivant le système de la représentation proportionnelle* (p. 5910). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Débat sur les élections cantonales*) [20 août 1948] (p. 6070, 6071). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi sur les élections cantonales : *Question préalable posée par M. Barrachin* [24 août 1948] (p. 6147, 6148, 6152); — du projet de loi portant modification des autorisations d'engagements de dépenses pour 1948 (Investissements); Art. 3 : *Équipement des charbonnages de l'Oranais* [27 août 1948] (p. 6385). — Est entendu au cours du débat : sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses explications de vote sur l'investiture de M. Schuman* [31 août 1948] (p. 6417, 6418); — sur l'investiture du

Président du Conseil désigné : *Sa motion d'investiture de M. Queuille* [10 septembre 1948] (p. 6488). — Prend part à la discussion : de sa proposition de loi relative au renouvellement des conseils généraux : *Discussion générale* [23 septembre 1948] (p. 6864, 6865); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Duclos tendant à fixer en octobre 1948 le renouvellement* [25 septembre 1948] (p. 6923); — des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Son ordre du jour de confiance au Gouvernement* [19 novembre 1948] (p. 7135); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'ordre du jour de M. Duclos prévoyant la création de Commissions d'enquête* [23 novembre 1948] (p. 7173). = S'excuse de son absence [27 novembre 1947] (p. 5147). = Obtient un congé [27 novembre 1947] (p. 5147). = Son décès est annoncé à l'Assemblée [20 décembre 1948] (p. 7745).

NUMÉLEX

D

DAGAIN (M. Léon), *Député de la Nièvre.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre de la Commission des finances et du Contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission des moyens de communication [27 décembre 1946] (p. 370), [17 janvier 1950] (p. 300) ; de la Commission chargée d'enquêter sur l'accident de l'avion « Cormoran N.C. 211 » [21 juin 1949] (p. 3549). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises industrielles nationalisées et des sociétés d'économie mixte. (Application de l'art. 70 de la loi du 27 mars 1947, modifiée par la loi du 3 juillet 1947.) [15 mars 1950] (**F n° 527**) [24 février 1951] (**F. n° 680**).

Dépôts :

Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice des allocations familiales aux agents de l'Etat tributaires pour leur retraite de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, **n° 335** — Le 14 mars 1947, une proposition de loi tendant à fixer le sort du traitement des fonctionnaires suspendus de leur fonction pour activité antinationale et réintégrés dans leur emploi, **n° 941**. — Le 22 mars 1947, une proposition de loi tendant à la réduction des services publics et à la com-

pression des dépenses budgétaires, **n° 1024**. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles), Etat C, postes, télégraphes et téléphones **n° 1556**. — Le 16 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires, **n° 2021**. — Le 29 janvier 1948, une proposition de loi tendant à permettre aux fonctionnaires et agents de l'Etat mis à la retraite, bénéficiant d'une pension basée sur la durée des services, de percevoir des avances mensuelles dès l'expiration du premier mois qui suit la date de leur mise à la retraite, **n° 3185**. — Le 2 mars 1948, une proposition de loi ayant pour objet la réglementation de la fabrication et de la vente de la pâtisserie, **n° 3630**. — Le 20 avril 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à faire entrer en compte pour le calcul de la retraite des agents des P. T. T. du cadre local d'Alsace et de Lorraine le temps de service effectué en qualité d'ouvrier, **n° 3955**. — Le 22 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer à l'ensemble du territoire la loi du 12 juillet 1941 relative au paiement des pensions de l'Etat par mandat-carte postal ou par virement de compte, **n° 3995**. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de

la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires civiles), postes, télégraphes et téléphones (rapport sur la lettre rectificative n° 48-37 du 9 juin 1948), n° 4046. — Le 12 août 1948, une proposition de loi tendant à permettre l'affiliation au régime de sécurité sociale des grands invalides de guerre, incapables du fait de leurs blessures de se livrer à un travail lucratif, n° 5239. — Le 12 août 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à simplifier les conditions de contrôle des installations électriques rurales, n° 5245. — Le 23 septembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à faciliter la révision des règles applicables au calcul des intérêts servis à ses déposants par la Caisse des dépôts et consignations, n° 5518. — Le 11 janvier 1949, une proposition de loi tendant à modifier le texte de l'article 93 de la loi n° 46-2294 du 19 octobre 1946 fixant le statut général des fonctionnaires, n° 6061. — Le 8 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant annulation de crédits en application de l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 et ouverture de crédits au titre du budget annexe des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1949, n° 6712. — Le 6 avril 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant annulation de crédits en application de l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 et ouverture de crédits au titre du budget annexe des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1949, n° 6954. — Le 2 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant annulation de crédits en application de l'article 2 de la loi n° 48-1921 du 21 décembre 1948 et ouverture de crédits au titre du budget des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'exercice 1949, n° 7329. — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services

civils pour l'exercice 1950, n° 8426 (annexe n° 33). — Le 24 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser la retraite du combattant, n° 8463. — Le 22 décembre 1949, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de Mme Reyraud et plusieurs de ses collègues tendant à créer dans l'administration des P. T. T. un cadre provisoire de dame inspecteur-adjoint, dame inspecteur, en vue de l'intégration dans ce cadre des dames commis ancienne formule, surveillantes et surveillantes principales des P. T. T. issues des ex-dames employées et dames commis des P. T. T., n° 8824. — Le 29 juin 1950 une proposition de loi tendant à autoriser le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones à statuer directement sur les demandes en décharge de responsabilité présentées par les comptables des Postes, Télégraphes et Téléphones, n° 10488. — Le 15 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11048) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Postes, Télégraphes et Téléphones. — Caisse nationale d'épargne). (I. Dispositions concernant le budget annexe des Postes, Télégraphes et Téléphones), n° 12491. — Le 20 avril 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11048) et la lettre rectificative (n° 12902) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (P. T. T. — C. N. E.). (Dispositions concernant le budget annexe des P. T. T.), n° 12920. — Le 18 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 13286) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11048) adopté par l'Assemblée nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Budget annexe des Postes, Télégraphes et Téléphones), n° 13304.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif à l'exploitation en régie des transports postaux dans Paris, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des finances* [7 février 1947] (p. 221); Art 1^{er} : *Son amende-*

ment en vue de réduire le nombre des créations d'emplois (ibid.); Art. 2 : Son amendement tendant à diminuer les crédits ouverts au titre du budget annexe des P. T. T. (p. 222); le retire (ibid.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947; POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES : *Discussion générale du budget annexe*, en qualité de *Rapporteur* [10 juillet 1947] (p. 2942); Chap. 103 : *Services d'études et de recherches* [11 juillet 1947] (p. 2969); Chap. 303 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à augmenter les crédits pour fournitures et matériel de bureau* (p. 2972); Chap. 306 : *Matériel postal* (p. 2972); Chap. 310 : *Transport de correspondances (lignes aériennes de nuit)* (p. 2973); LOI DE FINANCES, Art. 13 : *Son amendement tendant à autoriser le Ministre des P. T. T. à opérer les changements de dénomination précisés dans un tableau annexe* [22 juillet 1947] (p. 3444, 3445); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [4 février 1948] (p. 406, 407); — du projet de loi portant aménagement du budget 1947 reconduit à l'exercice 1948; Etat A; P. T. T. : en qualité de *Rapporteur spécial* [21 juin 1948] (p. 3736, 3737); Chap. 100 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à reclasser les commis en créant des emplois de contrôleur* (p. 3743); Chap. 102 : *Amendement de M. René Schmitt tendant à rétablir les crédits pour l'inspection générale* (p. 3743, 3744); Chap. 103 : *Amendement de M. Anxionnaz tendant à rétablir les crédits demandés pour les services d'études et de recherches* (p. 3744, 3745); Chap. 106 : *Différences de traitement entre les agents des P. T. T. et ceux des Finances* (p. 3746); Chap. 108 : *Amendement de Mme Reyraud tendant à diminuer de 4.000 francs les crédits pour les recettes distribution* (p. 3747); Chap. : 117 *Amendement de M. Midol tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour les primes de responsabilité* (p. 3748); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 122 : *Conducteurs de chantiers des ponts et chaussées* (p. 3758). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Secours aux victimes des inondations de l'Isère*) [24 juin 1948] (p. 3909). — Prend part à la discussion : des propositions de résolution tendant à apporter une aide aux victimes des inondations des Alpes : *Discussion générale* [24 juin 1948] (p. 3915); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses civiles

ordinaires pour 1949; Art. 41 bis : *Tarifs réduits accordés par les P. T. T.* [31 décembre 1948] (p. 8271); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements; Art. 3 : *Son amendement tendant à faire admettre les titres de l'emprunt obligatoire en souscription aux emprunts de reconstruction* [9 mars 1949] (p. 1444, 1445); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des P. T. T., en qualité de *Rapporteur* [8 avril 1949] (p. 2257, 2258); Etat A, Chap. 100 : *Traitement du personnel titulaire de l'Administration centrale* [12 avril 1949] (p. 2297); Chap. 105 : *Amendement de M. Bour tendant à réduire l'annulation de crédits de 4 775.000 francs sur les services spéciaux* (p. 2298); Chap. 106 : *Demande présentée par M. Bianchini de renvoi à la Commission du chapitre relatif au service des directions* (p. 2299); Chap. 107 : *Amendement de M. Bianchini tendant à rétablir 69.528.000 fr. pour le service intérieur des bureaux* (p. 2300); Chap. 113 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 977.000 francs l'annulation sur le service des locaux* (p. 2301); Chap. 122 : *Amendement de Mme Reyraud tendant à augmenter de 4.000 francs l'annulation sur la rétribution du personnel auxiliaire et contractuel* (p. 2302); Chap. 1242 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à augmenter de 4.000 francs l'annulation de crédits sur le reclassement de la fonction publique* (p. 2304); Chap. 303 : *Demande présentée par le Gouvernement de rétablissement de crédits supplémentaires pour le mobilier des services extérieurs* (p. 2312); Chap. 306 : *Demande présentée par le Gouvernement de rétablissement de crédits pour le matériel postal* (p. 2313); Chap. 309 : *Rattachement des abonnés au téléphone* (p. 2313, 2314); Etat B, Chap. 117 : *Amendement de Mme Reyraud tendant à augmenter de 40 millions les crédits pour indemnité éventuelle* (p. 2317); Chap. 106 : *Demande présentée par le Gouvernement de rétablissement des crédits prévus pour le service des directions* [14 avril 1949] (p. 2448, 2449); *Amendement de M. Barthélemy tendant à augmenter de 1.000 fr. l'annulation sur les crédits de ce chapitre* (p. 2449); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [9 juin 1949] (p. 3213); Etat F, Chap. 107 : *Services intérieurs des bureaux* (p. 3214); Chap. 117 : *Amendement de Mme Reyraud tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour les indemnités éventuelles et spéciales*

(p. 3214); — du projet de loi portant répartition de l'abatement opéré sur le budget des Anciens combattants et victimes de la guerre, amendé par le Conseil de la République; Article unique : *Ses explications de vote* [9 juin 1949] (p. 3212); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; P. T. T., en qualité de *Rapporteur* [3 mai 1950] (p. 3190, 3191); Chap. 1020 : *Amendement de M. Barrot tendant à rétablir les crédits prévus pour le Centre national d'études des télécommunications* (p. 3199); Chap. 1040 : *Amendement de M. Barrot tendant à rétablir les crédits prévus pour les auxiliaires du Centre national d'études des télécommunications* (p. 3200); Chap. 1050 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à rétablir les crédits demandés pour le personnel des services de direction* (p. 3200, 3201); *Amendement de M. Bianchini tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le personnel des services de direction* (p. 3202); Chap. 1060 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le personnel titulaire du service intérieur des bureaux* (p. 3202); *Amendement de M. Dutard tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le personnel du service intérieur des bureaux (Observations sur le surclassement des receveurs)* (p. 3202); *Amendement de Mme Reyraud tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de ce chapitre (Observations sur le cadre des dames inspecteurs)* (p. 3204); *Amendement de M. Bianchini tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de ce chapitre (Observations sur les transformations d'emplois)* (p. 3204); Chap. 1070 : *Amendement de M. Barel tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le personnel du service de la distribution (Observations sur les créations d'emplois)* (p. 3205); *Amendement de M. Barel tendant à réduire de 4.000 fr. les crédits de ce chapitre (Suppression d'emplois existants)* (p. 3206); *Amendement de M. Barel tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de ce chapitre (Principalat pour les facteurs)* (p. 3206); Chap. 1080 : *Amendement de M. Poumadère tendant à rétablir les crédits demandés pour le personnel du service des lignes* (p. 3216, 3217); *Amendement de M. Dutard tendant à réduire de 500 francs les crédits pour le service des lignes (Payement des heures supplémentaires)* (p. 3217); Chap. 1110 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à rétablir les crédits demandés pour le personnel des services*

d'enseignement (p. 3218); Chap. 1120 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à rétablir les crédits demandés pour le personnel des services spéciaux* (p. 3219); Chap. 1160 : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à rétablir partiellement les crédits demandés pour le personnel auxiliaire des services techniques spécialisés* (p. 3219); Chap. 1230 : *Amendement de Mme Reyraud tendant à réduire de 4 000 francs les crédits pour indemnités spéciales* (p. 3220); *Amendement de M. Dufour tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de ce chapitre (Primes de chaussures et de bicyclettes)* (p. 3221); Chap. 1240 : *Amendement de M. Aubry tendant à rétablir partiellement les crédits demandés pour indemnités éventuelles* (p. 3222); Chap. 3060 : *Amendement de M. Poumadère tendant à réduire de 4.000 francs les crédits demandés pour les loyers (Logement des receveurs)* (p. 3227); Chap. 3130 : *Amendement de M. Aubry tendant à rétablir les crédits demandés pour le matériel automobile* (p. 3228); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; P. T. T., en qualité de *Rapporteur* [2 mai 1951] (p. 4014, 4015); *Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par M. Bianchini* (p. 4417); Chap. 1000 : *Amendement de M. Aubry tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement (Personnel des P. T. T. et rétablissement des crédits pour les auxiliaires détachés)* (p. 4427, 4428); Chap. 1010 : *Amendement de M. Aubry tendant à rétablir les crédits demandés pour les contractuels auxiliaires* (p. 4428); Chap. 1040 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à rétablir les crédits demandés pour le service des directions (Création de 80 directeurs adjoints)* (p. 4430); Chap. 1070 : *Contrôleurs des installations électro-mécaniques* (p. 4430, 4431); *Amendement de M. Dufour tendant à rétablir les crédits pour le service des lignes (Suppression d'emplois)* (p. 4431); *Amendement de M. Baylet tendant à rétablir les crédits pour le service des lignes (Effort de modernisation)* (p. 4431); *Amendement de M. Barel tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de ce chapitre (Création du principalat)* (p. 4431); Chap. 1110 : *Amendement de M. Baylet tendant à rétablir les crédits pour le personnel des services spéciaux (Ateliers du boulevard Brune)* (p. 4434); Chap. 1130 : *Amendement de M. Dutard tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le personnel des services techniques (Inspecteurs du réseau des*

cabines téléphoniques) (p. 4436); Chap. 1150 : *Amendement de Mme Reyraud tendant à rétablir les crédits demandés pour la titularisation des auxiliaires* (p. 4436, 4437); Chap. 1220 : *Amendement de M. Dujour tendant à réduire de 1.009 francs les crédits pour les indemnités spéciales (Indemnités de chaussures et de bicyclettes)* (p. 4466); *Amendement de M. Morand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Agents exclus de l'indemnité pour supplément de travail)* (p. 4467, 4468); *Amendement de M. Juge tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Indemnités aux facteurs)* (p. 4468); Chap. 1230 : *Amendement de M. Durtard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités éventuelles (Indemnités de guichet)* (p. 4470); Chap. 1250 : *Amendement de M. Morand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la prime de rendement* (p. 4472); Chap. 1260 : *Amendement de M. Baylet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les gérants des bureaux secondaires (Situation difficile des gérants)* (p. 4473); *Amendement de Mme Chevrin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 4474); Chap. 3000 : *Amendement de Mme Reyraud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités de mission (Abattements accordés aux agents ambulants pour l'impôt sur le revenu)* (p. 4475); Chap. 3320 : *Amendement de M. Morand tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour fournitures des services extérieurs (Habillement du personnel)* (p. 4478); Chap. 3090 : *Amendement de M. Juge tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le rattachement des abonnés au téléphone (Cabines téléphoniques rurales)* (p. 4479); *Amendement de M. A. Rigal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Installation du général Young à Orléans)* (p. 4479); Chap. 5000 : *Subventions de fonctionnement à différents organismes (Cantines)* [4 mai 1951] (p. 4517); Article additionnel : *Amendement de M. Noël tendant à prévoir l'installation de cabines téléphoniques communales dans les campagnes* (p. 4520); *Amendement de Mme Chevrin tendant à régulariser la situation des gérants d'agences postales* (p. 4520, 4521); *Amendement de M. de Moro-Giafferri relatif à la redevance exigible des receveurs pour la concession de logements* (p. 4522); Art. 1^{er} : *Nouveau texte des chapitres 1050 et 1060* (p. 4539); Chap. 1050 : *Amendement de Mme Reyraud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel titulaire (Dames*

inspecteurs adjoints) (p. 4511); *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (Contrôleurs des installations mécanographiques)* (p. 4543, 4544); Chap. 1060 : *Amendement de M. Barthélemy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des services de distribution (Création d'emplois de facteurs chefs)* (p. 4546); Chap. 1040 : *Création d'emplois de vérificateurs principaux* (p. 4546); Chap. 1070 : *Personnel du service des lignes* (p. 4547); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4050 : *Mesures de protection de la santé publique* [4 mai 1951] (p. 4551); P. T. T., amendé par le Conseil de la République, Chap. 1070 : *Personnel du service des lignes* [22 mai 1951] (p. 5668).

DALADIER (M. Edouard), Député du Vaucluse.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des finances [16 décembre 1947] (p. 5757). [26 janvier 1948] (p. 194).

Dépôts :

Le 25 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948 (France d'outre-mer : II. Dépenses militaires) n° 4721. — Le 24 août 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant fixation du budget des dépenses militaires pour l'exercice 1948 (France d'outre-mer : II. Dépenses militaires), n° 5360. — Le 22 décembre 1949, une proposition de loi relative au titre de « combattant volontaire », n° 8818. — Le 12 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à allouer des secours et indemnités de 300 millions de francs aux victimes du gel et des orages dans le département de Vaucluse, n° 10246. — Le 16 novembre 1950, une proposition de loi tendant à la réorganisation de l'Office national interprofessionnel des céréales, n° 11312. — Le 21 novembre 1950, une

proposition de loi tendant à fixer le mode de représentation à l'Assemblée Nationale des territoires d'outre-mer relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 11357.

Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources : *Discussion générale* [23 juin 1947] (p. 2344 et suiv.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, ÉDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Théâtre d'Orange)* [22 juillet 1947] (p. 3360); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail (*Donne lecture d'une lettre adressée par M. Billoux au maréchal Pétain*) [29 novembre 1947] (p. 5316, 5317); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur le passage à la discussion des articles* [22 décembre 1947] (p. 6073, 6074, 6075, 6076, 6077). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine [22 décembre 1947] (p. 6176). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les recommandations de la conférence de Londres : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Scherer accepté par le Gouvernement* [16 juin 1948] (p. 3596, 3597, 3598); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires (exercice 1948); Art. 1^{er} : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre le sous-amendement de M. Anzonnaz tendant à réduire l'ensemble des crédits* [19 juillet 1948] (p. 4847, 4848, 4849); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales, amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur la recevabilité de la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi Cudenet-Lussy* [23 septembre 1948] (p. 6858); — d'une interpellation sur les déclarations du secrétaire général du parti communiste (Maurice Thorez) : *Discussion générale (Ses observations sur l'attitude de l'Union soviétique au cours des années qui ont précédé la deuxième guerre mondiale et l'absorption des petits Etats de l'Europe orientale et centrale)* [24 février 1949] (p. 895, 896, 897). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine [25 février 1949] (p. 941); la retire [9 mars 1949] (p. 1456). —

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (Ses observations sur le déficit de la S.N.C.F., la coordination du rail et de la route et la situation en Indochine)* [23 mai 1949] (p. 2843, 2844); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Bergeret tendant à n'accorder à la S.N.C.F. que des avances de trésorerie* [31 mai 1949] (p. 2966, 2967); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 : *Discussion générale* [9 juin 1949] (p. 3237, 3238, 3239). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Moch*) [13 octobre 1949] (p. 5770, 5771). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur l'attitude de la Commission, l'article 48 du Règlement, la fiscalité excessive, le danger de chômage, l'impôt anticipé ou « impôt du Bon Dieu »)* [21 décembre 1949] (p. 7084, 7085, 7086, 7087); Art. 24 : *Amendement de M. Gaillard tendant à supprimer l'article majorant les droits de mutation* [27 décembre 1949] (p. 7386). — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 janvier 1950] (p. 737, 738); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis : *Discussion générale* [15 mars 1950] (p. 2063, 2064, 2065); — des interpellations sur le réarmement allemand : *Discussion générale (Ses observations sur la création d'une armée européenne, l'opinion des Allemands au sujet de leur réarmement, le rôle militaire de l'Europe)* [25 octobre 1950] (p. 7196, 7197, 7198); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement ; *Ses explications de vote sur l'ordre du jour approuvant la politique agricole du Gouvernement* [8 décembre 1950] (p. 8860); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [26 avril 1951] (p. 4039, 4040, 4041). — S'excuse de son absence [24 septembre 1948] (p. 6884), [28 décembre 1948] (p. 8029); [28 mars 1950] (p. 2439); [1^{er} août 1950] (p. 6373); [24 novembre 1950] (p. 8142). — Obtient des congés [24 septembre 1948] (p. 6884); [28 décembre 1948] (p. 8029); [28 mars 1950] (p. 2439); [1^{er} août 1950] (p. 6373); [24 novembre 1950] (p. 8142).

DAMAS (M. Léon), Député de la Guyane.

Son élection est validée [10 février 1948] (p. 584). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [24 février 1948] (p. 998) ; de la Commission de la marine marchande et des pêches [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [19 janvier 1950] (p. 364), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission chargée d'enquêter sur les incidents survenus en Côte d'Ivoire [22 juillet 1950] (p. 5787). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée). Session du 7 décembre 1948 [7 décembre 1948] (p. 7390), Session du 14 juin 1949 [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 20 décembre 1949, une proposition de loi tendant à supprimer le territoire de l'Inini dans le département de la Guyane française, n° 8781. — Le 20 décembre 1949, une proposition de loi relative à la dévolution des biens des anciens services pénitentiaires coloniaux en Guyane française, n° 8782. — Le 23 mars 1950, une proposition de loi modifiant l'article 5 de la loi du 27 octobre 1946 relative à la composition et au fonctionnement du Conseil Économique, n° 9572. — Le 23 mars 1950, une proposition de loi modifiant l'organisation judiciaire en Guyane française, n° 9573. — Le 5 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un bureau forestier en Guyane française, n° 9848. — Le 16 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer en Guyane française un « Institut français d'Amérique tropicale », n° 9961. — Le 20 juillet 1950, une proposition de loi portant exonération fiscale dans le département de la Guyane française, n° 10647. — Le 4 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer d'urgence un projet de loi déterminant les modalités d'application dans les départements d'outre-mer de la législation de la sécurité sociale en vigueur dans la métropole, n° 11176. — Le 21 novembre 1951, un rapport au nom de la Commission chargée d'enquêter sur les incidents survenus en Côte d'Ivoire, n° 11348. — Le 25 janvier 1951, une

proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer un bureau agricole en Guyane française, n° 11953. — Le 7 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le montant des crédits nécessaires en 1951 pour le financement des investissements dans les départements d'outre-mer, n° 12109. — Le 13 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition de la Caisse nationale de crédit agricole les ressources nécessaires au financement des prêts dont les agriculteurs, les groupements agricoles et les collectivités publiques rurales des départements d'outre-mer sont fondés à demander le bénéfice en application de la législation relative au crédit agricole mutuel, introduite dans ces départements par le décret du 28 juin 1947, n° 12174. — Le 15 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre applicables dans les départements d'outre-mer, les dispositions du décret n° 47-1846 du 19 septembre 1947 portant constitution de la Caisse nationale des retraites des agents des services publics des départements et des communes et de leurs établissements publics, n° 12212. — Le 27 février 1951, une proposition de loi tendant à transférer gratuitement et en pleine propriété, aux départements d'outre-mer, les biens meubles et immeubles de chacune des formations hospitalières des départements intéressés, appartenant actuellement à l'Etat, n° 12365

Interventions :

Prend part à la discussion : des interpellations sur les recommandations de la Conférence de Londres : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Scherer, accepté par le Gouvernement* [16 juin 1948] (p. 3599) ; — du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République, amendé par le Conseil de la République, Art. 17 : *Mode d'élection dans les départements d'outre-mer* [20 septembre 1948] (p. 6742) ; Art. 51 : *Mode d'élection dans les territoires d'outre-mer* (p. 6745) ; — du projet de loi relatif aux circonscriptions électorales des départements d'outre-mer : *Discussion générale* [11 juillet 1949] (p. 4573, 4574) ; — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis : *Discussion générale* [15 mars 1950]

(p. 2072, 2073, 2078, 2079); — du projet de loi relatif aux prestations familiales; Art. 2 : *Allocations familiales dans les départements d'outre-mer* [8 février 1951] (p. 938, 939).

DAROU (M. Marcel), Député du Nord (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 décembre 1946 (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949], (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); est élu Secrétaire de la Commission des pensions [J. O. du 30 janvier 1948] (p. 1011), [J. O. du 20 janvier 1949] (p. 782), [J. O. du 20 janvier 1950] (p. 739), [J. O. du 26 janvier 1951] (p. 913). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

Dépôts :

Le 30 janvier 1947, une proposition de loi tendant à revaloriser les traitements annuels de la médaille militaire et de la Légion d'honneur, n° 413. — Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à accorder la réparation totale des dommages aux ouvriers et ouvrières licenciés par application de la loi du 12 mai 1944, n° 585. — Le 20 février 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux veufs et orphelins de femmes fonctionnaires des droits identiques à ceux reconnus aux mêmes ayants cause de fonctionnaires masculins, n° 649. — Le 20 février 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Charles Lussy et plusieurs de ses collègues tendant à tenir compte aux institutrices et instituteurs, secrétaires de mairie, pour le calcul de leur pension de retraite, du traitement reçu par eux comme secrétaires de mairie, n° 652. — Le 27 mars 1947, un rapport au

nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de Mme Péri et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les ascendants et les veuves de guerre des mesures fiscales frappant particulièrement les célibataires, n° 1113. — Le 27 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Darou et plusieurs de ses collègues tendant à accorder la réparation totale des dommages aux ouvriers et ouvrières licenciés par application de la loi du 12 mai 1944, n° 1114. — Le 17 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux ayants droit des Français morts dans les rangs de l'armée républicaine espagnole, au cours des événements de guerre 1936-1939, les avantages réservés aux veuves, ascendants et descendants de déportés politiques, n° 2049. — Le 6 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever le prix limite fixé par l'article 457 bis du Code de l'Enregistrement, comportant exonération de droits d'enregistrement en faveur de certaines constructions nouvelles, n° 2254. — Le 18 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. Darou et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à relever le prix limite fixé par l'article 457 bis du Code de l'enregistrement, comportant exonération de droits d'enregistrement en faveur de certaines constructions nouvelles, n° 2908. — Le 18 décembre 1947, une proposition de loi tendant à établir le rapport existant au 1^{er} janvier 1938 entre les pensions des grands mutilés de guerre et le traitement des Conseillers d'Etat, n° 2921. — Le 24 février 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de M. Darou et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à relever le prix limite fixé par l'article 457 bis du Code de l'enregistrement, comportant exonération de droits d'enregistrement en faveur de certaines constructions nouvelles, n° 3499. — Le 1^{er} juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Aubry et plusieurs de ses collègues modifiant et complétant l'article 198 de la loi de

finances du 13 juillet 1925 instituant une indemnité temporaire en faveur des pensionnés à 100 0/0 pour tuberculose, n° 4821. — Le 1^{er} septembre 1948, une proposition de loi établissant un statut des déportés du travail, n° 5428. — Le 11 février 1949, une proposition de loi tendant à établir le statut des Réfractaires, n° 6409. — Le 11 mars 1949, une proposition de loi tendant à régulariser l'état civil des déportés étrangers résidant en France avant 1939, non rentrés, n° 6801. — Le 5 avril 1949, une proposition de loi tendant à obtenir la réintégration des déportés, internés et veuves fonctionnaires et agents, licenciés avant la loi du 22 juillet 1948, n° 6929. — Le 6 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de loi de Mme Jacqueline Thomé-Patenôtre, MM. Chochoy et Maurice Walker, sénateurs, tendant à compléter l'article 76 de la loi d'urbanisme n° 324 du 15 juin 1943, n° 6949. — Le 7 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de M. Darou et plusieurs de ses collègues tendant à établir le statut des réfractaires ; 2° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à établir un statut des réfractaires, n° 6985. — Le 24 novembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier du décret du 20 janvier 1940 relatif aux pensions militaires en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (article 29 du Code des pensions), n° 8454. — Le 29 novembre 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Dagain et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser la retraite du Combattant, n° 8527. — Le 23 février 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. André Marty et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux ayants cause des Français morts dans les rangs de l'armée républicaine espagnole au cours des événements de guerre 1936-1939, ou décédés des suites de blessures reçues ou maladies contractées, les avantages réservés aux ayants cause des combattants de la guerre 1939-1945, et à ceux qui auraient reçu blessures ou contracté maladie, alors qu'ils appartenaient à l'armée républicaine espagnole, les droits acquis par les combattants de la guerre 1939-1945, n° 9290. — Le 2 mars 1950, une

proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir d'urgence l'indemnité exceptionnelle accordée aux fonctionnaires des villes et des communes sinistrées pour difficultés d'existence, n° 9402. — Le 20 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale après déclaration d'urgence tendant à établir le statut du réfractaire, n° 10662. — Le 2 novembre 1950, une proposition de loi tendant à rétablir la présomption d'origine pour les militaires présents sous les drapeaux, n° 11137. — Le 9 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi relatif à la médaille des prisonniers civils déportés et otages de la guerre 1914-1918, n° 11204. — Le 8 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 11172) de M. Henneguelle et plusieurs de ses collègues tendant à modifier et à compléter le décret n° 47-1309 du 16 juillet 1947 déterminant les modalités d'application de la loi n° 46-2243 du 16 octobre 1946 relative au transport gratuit et à la restitution aux familles des corps des anciens combattants et victimes de la guerre, n° 11563. — Le 15 décembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier et compléter l'alinéa 2 de l'article 2 de la loi n° 46-1990 du 13 septembre 1946 fixant la date d'application de la loi du 22 mai 1946 sur la généralisation de la Sécurité sociale en ce qui concerne l'assurance vieillesse, instituant une allocation temporaire aux vieux, et relative à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles et l'article 11 de la loi n° 48-101 du 17 janvier 1948 instituant une allocation de vieillesse pour des personnes non salariés, n° 11669. — Le 21 mars 1951, un 2^e rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (n° 11090) établissant le statut des travailleurs déportés dans les pays ennemis ou occupés par l'ennemi, et déterminant les droits de leur ayants cause ; 2° de M. Forcinal et plusieurs de ses collègues (n° 11168) établissant le statut du travailleur déporté, n° 12632. — Le 19 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 12385) de Mme Leupereur et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier des lois du 9 juin 1853 et du

17 août 1876 les fonctionnaires détachés hors d'Europe pour y remplir des fonctions d'enseignement, n° 12912 — Le 20 avril 1951, une proposition de loi tendant à compléter les articles 6 et 7 de la loi du 2 août 1949 portant réforme du régime des pensions des personnels de l'Etat, n° 12925.

Interventions :

Son rapport, au nom du 2^e Bureau, sur les opérations électorales du territoire du Cameroun (collège des autochtones) [13 février 1947] (p. 319). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat-A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale* [21 juillet 1947] (p. 3301, 3302); Chap. 500 : *Amendement de Mme Darras tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de l'Office national des combattants et victimes de la guerre* (p. 3328); — du projet de loi autorisant l'émission d'un emprunt, Art. 2 : *Son amendement permettant aux assujettis de s'acquitter en une fois du prélèvement* [22 décembre 1947] (p. 6170); — de propositions de loi portant statut des déportés et internés de la Résistance, Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Roucaute tendant à étendre la définition de la Résistance* [4 mars 1948] (p. 1308) — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Aubry sur la politique du Gouvernement à l'égard des victimes de guerre et anciens combattants [8 juin 1948] (p. 3282). Prend part à la discussion de cette interpellation : *Son ordre du jour de confiance* [5 août 1948] (p. 5399). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les incidents du 11 novembre : *Ses explications de vote sur la demande de renvoi à la suite* [25 novembre 1948] (p. 7225). — Prend part à la discussion : de propositions de loi fixant le statut des combattants volontaires de la Résistance : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [14 décembre 1948] (p. 7575); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements, Art. 2 : *Amendements de MM. Triboulet et Lenormand tendant à porter à 15 milliards les crédits pour les dommages mobiliers* [9 mars 1949] (p. 1423, 1424); — du projet de loi portant majoration des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre : *Son rap-*

pel au règlement, application de l'article 17 de la Constitution [12 avril 1949] (p. 2387, 2389, 2390); *Discussion générale* (p. 2392, 2393); Art. 5 : *Amendement de M. Hamani Diori tendant à étendre la loi aux invalides d'outre-mer* (p. 2397); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants : *Discussion générale* [18 mai 1949] (p. 2579, 2580); Chap. 001 : *Amendement de M. Jean Duchos tendant à augmenter de 550 francs l'abattement sur la retraite du combattant* [19 mai 1949] (p. 2666); — d'une proposition de loi portant revalorisation de la retraite du combattant : *Discussion générale* [8 décembre 1949] (p. 6679, 6680); *Son amendement à la motion préjudicielle de M. Devemy tendant à prévoir la volonté du Gouvernement d'accorder une revalorisation de la retraite du combattant* (p. 6693); — des interpellations sur les événements de Dachau : *Discussion générale* [13 décembre 1949] (p. 6808); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, Art. 2 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 fr. les crédits des anciens combattants pour les pensions des invalides de guerre* [26 décembre 1949] (p. 7271, 7272); Art. 27 : *Sous-amendement de M. Paumier tendant à détaxer les petites exploitations dont le revenu cadastral est inférieur à 5.000 francs* [30 décembre 1949] (p. 7620); — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et des victimes de guerre : *Discussion générale* [24 mars 1950] (p. 2385, 2386); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Devemy* (p. 2412); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2473); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, Art. 35 : *Son amendement tendant à élever le plafond des dépôts de la caisse d'épargne* [25 avril 1950] (p. 2826); *le retire* (ibid); — d'une proposition de loi relative au statut des déportés du travail : *Demande de renvoi du débat, présentée par le Gouvernement* [9 mai 1950] (p. 3365); *Discussion générale* [23 mai 1950] (p. 3783); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Lambert tendant à reprendre le texte du Conseil de la République supprimant le mot « déportation »* [3 août 1950] (p. 6552, 6553), [4 août 1950] (p. 6743); — d'une proposition de loi relative au statut des

réfractaires : *Urgence* [9 mai 1950] (p. 3366, 3367) ; en qualité de *Rapporteur* [23 mai 1950] (p. 3788) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [3 août 1950] (p. 6555) ; Art. 6 : *Demande présentée par le Gouvernement tendant à reprendre le texte du Conseil prévoyant la présentation des délégués et non leur désignation par les organisations de réfractaires* (p. 6555) ; — d'une proposition de loi relative au paiement des soldes mensuelles pendant la captivité : *Discussion générale* [9 mai 1950] (p. 3369) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950, RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 1090 : *Amendement de M. A. Rigal tendant à réduire de 1 franc les crédits pour indemnités de difficultés exceptionnelles d'existence* [13 juin 1950] (p. 4698) ; Chap. 4090 : *Demande de rétablissement des crédits pour les services du logement, présentée par le Gouvernement (Réforme du service du logement)* (p. 4712, 4713) ; Chap. 6110 : *Liquidation du service des constructions provisoires* [14 juin 1950] (p. 4737) ; FINANCES, Chap. 0810 : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour les pensions d'invalidité* [15 juin 1950] (p. 4867, 4868, 4874) ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : (*Ses observations sur le rapport entre les pensions et les traitements, la nécessité d'accorder 2 milliards de plus aux anciens combattants, la situation des veuves de guerre, la manifestation de la place de l'Opéra*) [21 juin 1950] (p. 5095, 5096, 5097, 5098) ; Chap. 700 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la retraite du combattant* [24 juillet 1950] (p. 5873) ; *le retire* (ibid.) ; Chap. 703 : *Amendement de M. Durroux tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations spéciales aux aveugles de la Résistance* (p. 5877) ; Chap. 4000 : *Soins médicaux gratuits (grève du corps médical)* (p. 5898) ; Chap. 5000 : *Amendement de M. Mouton tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Accélération de la distribution de la carte d'anciens combattants)* (p. 5901, 5902) ; Chap. 6032 : *Première tranche du pécule aux anciens prisonniers de guerre* [26 juillet 1950] (p. 6006, 6007). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance précédente (*Discussion du budget des anciens combattants*) [22 juin 1950] (p. 5164) ; — sur le règlement de l'ordre du jour (*Discus-*

sion du budget des anciens combattants) [22 juin 1950] (p. 5177, 5178). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [21 juillet 1950] (p. 5719, 5720, 5721) ; *Motion de M. Forcinal demandant le renvoi du budget des Anciens combattants à la Commission des finances* (p. 5727) ; Art. 10 : *Amendement de M. Burlot tendant à porter à 10.000 francs la retraite des anciens combattants pour les anciens combattants économiquement faibles* (p. 5746, 5747) ; *Amendement de M. Aubry tendant à doubler la retraite des anciens combattants* (p. 5748) ; *Suite du débat* (p. 5754) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* [26 juillet 1950] (p. 6012, 6013). — Dépose une demande d'interpellation sur la grève des médecins dans le Nord et l'Afrique du Nord en ce qui concerne les soins aux victimes de guerre [19 octobre 1950] (p. 6988). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif ; Art. 1^{er} : *Son amendement relatif à la présomption d'origine pour les maladies et infirmités des démobilisés* [27 octobre 1950] (p. 7319, 7320, 7321) ; *Son amendement tendant à doubler le prêt* (p. 7322) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 1000 : *Lenteur de la reconstruction et insuffisance des crédits* [14 décembre 1950] (p. 9113, 9114) ; — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, Article additionnel : *Son amendement tendant à abaisser la limite d'âge de 65 ans, dans certains cas, pour obtention de l'allocation* [9 février 1951] (p. 1011) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour 1951, DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 1^{er} : *Insuffisance des 265 milliards de crédits prévus* [13 avril 1951] (p. 3256, 3257) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 700 : *Retraite du combattant (Relèvement des pensions des invalides de guerre, solde des prisonniers de guerre, pension des veuves de guerre)* [15 mai 1951] (p. 5160, 5161, 5162, 5163) ; Art. 2 septième : *Demande de prise en considération du texte gouvernemental relatif au pécule des prisonniers de*

guerre, présentée par le Gouvernement (p. 5189); Chap. 5020 : *Abrogation de la forclusion* [17 mai 1951] (p. 5337); *Amendement de M. Draceny tendant à abroger les articles relatifs à la présomption d'origine* (p. 5342) = *S'excuse de son absence* [11 mars 1947] (p. 795).

DARRAS (Mme Julie), Député du Pas-de-Calais (2^e circonscription).

Son élection est validée [28 janvier 1947] (p. 40). = Est nommée membre : de la Commission des pensions [4 février 1947] (p. 148), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du ravitaillement [18 février 1947] (p. 357); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 348); suppléante de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392).

Dépôts :

Le 3 juin 1947, une proposition de loi tendant à reviser la loi accordant médailles et primes et certaines distributions aux mères de 10, 8 et 5 enfants, afin de faire bénéficier les mères ayant eu des enfants issus de plusieurs lits, n° 1552 — Le 10 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à accorder des délais de paiement aux sinistrés et spoliés acquéreurs de biens sous séquestre provenant de patri-moines ennemis ou des collaborateurs, n° 1972. — Le 17 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions pour amener dans un délai rapide le café en stock qui se trouve à la Côte d'Ivoire et dans les territoires d'outre-mer, n° 2047. — Le 5 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à accorder des délais de paiement aux sinistrés et spoliés, acquéreurs de biens sous séquestre provenant de patri-moines ennemis ou des collaborateurs, n° 3692. — Le 1^{er} juillet 1948, une proposition de loi tendant à attribuer aux veuves et ascendants

de fusillés la prime de 8.000 francs, dite de rapatriement, accordée aux veuves et ascendants des déportés non rentrés, n° 4804. — Le 14 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide d'urgence aux familles des victimes du grave accident de mine survenu au puits n° 7 de Liévin, n° 5466. — Le 16 décembre 1948, une proposition de loi tendant à la constitution entre les caisses primaires de sécurité sociale et les caisses d'allocations familiales, de services communs d'encaissement des cotisations de sécurité sociale, n° 5827. — Le 23 décembre 1948, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les « pupilles de la nation » de la réduction de transport, accordée aux militaires réformés avec une invalidité de 25 à 50 0/0 et à compléter dans ce sens l'article 9 de la loi du 29 octobre 1921, n° 5907. — Le 3 février 1949, un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : 1° la proposition de loi de Mme Hélène Le Jeune et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 48 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 qui limite l'attribution des bons de lait accordés aux mères qui ne peuvent allaiter ou allaitent incomplètement pour des raisons de santé, à celles qui élèvent elles-mêmes et à domicile leurs enfants non nourris au sein; 2° la proposition de résolution de Mme Hélène Le Jeune et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer uniformément à 60 0/0 de la prime d'allaitement le montant des bons de lait de toutes qualités accordés aux mères qui, pour de strictes raisons médicales, ne peuvent allaiter ou allaitent incomplètement, à l'exception des seuls laits médicamenteux ordonnés par le médecin et remboursés aux mêmes titre et tarif que les médicaments, n° 6283. — Le 6 avril 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à secourir les victimes de la catastrophe de la fosse n° 11 de Béthune, n° 6946. — Le 8 juillet 1949, une proposition de loi tendant à compléter le décret du 31 décembre 1946 pris en application de la loi du 30 octobre 1946 concernant la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, n° 7811. — Le 28 décembre 1949, une proposition de loi tendant à accorder aux mineurs et similaires, pour le calcul de leur retraite, le bénéfice de la durée de service militaire de leur classé d'âge, n° 8874. — Le 24 mai 1950, une proposition

de loi tendant à faire payer les allocations prénatales par mensualités, n° 10036. — Le 8 juin 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention n° 3 concernant l'emploi des femmes avant et après l'accouchement, n° 10229. — Le 23 juin 1950, une proposition de loi tendant à rétablir l'allocation de salaire unique pour les enfants uniques de plus de 10 ans, n° 10436. — Le 24 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours immédiat aux familles des victimes du violent orage qui s'est abattu sur la région d'Arras, n° 10719. — Le 9 novembre 1950, une proposition de loi tendant à allouer une allocation de 1.000 francs à chaque écolier, à l'occasion de la rentrée des classes, n° 11211. — Le 20 décembre 1950, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la majoration exceptionnelle d'allocations familiales de 20 0/0 en décembre et 20 0/0 en janvier aux familles de mineurs, n° 11712. — Le 27 février 1951, une proposition de loi tendant à étendre aux élèves infirmières et aux assistantes sociales le bénéfice de la loi du 23 septembre 1948 portant extension aux étudiants de certaines dispositions du régime de la sécurité sociale, n° 12364.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 500 : *Son amendement tendant à réduire les crédits de 1.000 francs pour l'Office national des combattants et victimes de la guerre* [21 juillet 1947] (p. 3327); *le retire* (p. 3330); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 002 : *Son amendement relatif aux allocations d'attente aux anciens combattants* [26 décembre 1947] (p. 6283, 6284); — de la proposition de loi modifiant le régime des assurances-vieillesse; Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas réduire l'allocation d'une femme dont le mari touche déjà l'allocation* [16 juillet 1948] (p. 4688); *le retire* (p. 4689); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : Etat A, ANCIENS

COMBATTANTS, Chap. 502 : *Allocations provisoires d'attente* [6 août 1948] (p. 5421); — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget de l'Intérieur : *Discussion générale* [9 décembre 1948] (p. 7457, 7458); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements : *Discussion générale* [2 mars 1949] (p. 1117, 1118). — Est entendue sur la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi portant amnistie en faveur de certains travailleurs (*Son rappel au règlement, usage du droit de parole*) [1^{er} décembre 1949] (p. 6467, 6468). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à l'attribution d'une prime exceptionnelle aux salariés : *Discussion générale* [26 janvier 1950] (p. 533, 534); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; EDUCATION NATIONALE, Chap. 3340 : *Constructions scolaires de l'enseignement primaire* [17 juillet 1950] (p. 5504); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 5000 : *Amendement de Mme Péri tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Office national des anciens combattants (Liquidation des dossiers des pupilles de la Nation)* [24 juillet 1950] (p. 5902); Chap. 6020 : *Amendement de Mme Rose Guérin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnisation des pertes subies par les déportés et résistants* (p. 5903); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article amnistiant les délits commis par des mineurs de moins de 21 ans* [14 novembre 1950] (p. 7664); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales; Art. 6 : *Son amendement tendant à majorer de 40 0/0 les allocations familiales en décembre 1950* [16 décembre 1950] (p. 9239); *Son amendement tendant à accorder un treizième mois d'allocation familiale* (p. 9242); — du projet de loi relatif aux prestations familiales : *Discussion générale* [8 février 1951] (p. 908, 909, 910); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils eu 1951; INTÉRIEUR, Chap. 6030 : *Frais de contentieux et de réparations civiles (Brutalités de la police contre les déportés manifestant place de l'Opéra)* [21 février 1951] (p. 1422); — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales; Art. 6 : *Son amendement relatif au versement des allocations prénatales* [30 avril

1951] (p. 4345); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales : *Discussion générale* [12 mai 1951] (p. 5114).

DASSONVILLE (M. Gaston), *Député du Pas-de-Calais (1^{re} circonscription)*.

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 494), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la marine et des pêches [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juge titulaire de la Haute-Cour de Justice (application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mai 1947] (p. 796).

Dépôts :

Le 17 juillet 1947, une proposition de loi tendant à reviser l'organisation actuelle de la préparation militaire des jeunes et à la fonder sur de nouvelles bases, **n° 2045**. — Le 9 mars 1948, une proposition de loi tendant à rétablir au profit de la classe 1947 les mesures d'allègements aux obligations militaires d'activité accordées à certaines catégories de jeunes gens appelés sous les drapeaux, **n° 3729**. — Le 25 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur le projet de loi portant modification du Code de justice militaire pour l'armée de terre, **n° 5349**. — Le 23 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter la liste des bureaux de douane à l'exportation des fruits et légumes, telle qu'elle est établie par l'arrêté du 1^{er} juin 1949, en y ajoutant les bureaux de douane de Boulogne-sur-Mer et de Calais, **n° 8024**. — Le 19 janvier 1950, une proposition de loi tendant à suspendre tout envoi en Indochine des anciens combattants des F. F. I. et à rapatrier dans la métropole ceux d'entre eux qui s'y trouvent

affectés, **n° 9009**. — Le 6 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux familles des victimes du « Notre-Dame-de-Peyragude » un secours de 2 millions de francs, **n° 11513**. — Le 11 janvier 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 8 de la loi n° 49-418 du 25 mars 1949 en vue de reporter au 31 décembre 1951 la date limite pour le dépôt des demandes de prêts institués par l'ordonnance n° 45-2695 du 2 novembre 1945, **n° 11889**.

Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, Services civils, Exercice 1947); Art. 129 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif à la formation prémilitaire* [29 mai 1947] (p. 1804); — sur l'interpellation de M. Fernand Grenier relative à la dévolution des biens des entreprises de presse [30 mai 1947] (p. 1854). — Pose à M. le Ministre de la Guerre une question relative aux traitements alloués aux anciens combattants de la Résistance décorés [8 août 1947] (p. 4116). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures de représailles infligées actuellement dans les bassins miniers [10 décembre 1948] (p. 7554). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil; Etat D : *Son amendement tendant à augmenter de 227 millions l'abattement sur les crédits pour l'état-major de l'Europe Occidentale* [8 avril 1949] (p. 2230, 2231). — Prête serment en qualité de membre de la Haute Cour de Justice [12 avril 1949] (p. 2310). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1080 : *Son amendement tendant à réduire de 80 millions les crédits pour le personnel de la justice militaire* [14 juin 1949] (p. 3337, 3338); Chap. 3070 : *Amendement de M. Villon tendant à réduire de 150 millions les crédits pour les dépenses de matériel de la gendarmerie* [16 juin 1949] (p. 3409); Chap. 7020 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le règlement des droits des F.F.I.* [16 juin 1949] (p. 3417, 3418); AIR, Chap. 133 : *Personnel ouvrier civil* (p. 3436); GUERRE, Chap. 121 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la solde des offi-*

ciers [17 juin 1949] (p. 3489, 3490). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [10 janvier 1950] (p. 194). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; SERVICES DE LA DÉFENSE NATIONALE, Chap. 5000 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour la Revue de la Défense nationale* [14 juin 1950] (p. 4771); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à dispenser de service les mineurs* [27 octobre 1950] (p. 7305); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; MARINE MARCHANDE, Chap. 3040 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour la protection de la pêche maritime (Naufrages de pêcheurs)* [3 janvier 1951] (p. 73, 74); *le retire* (p. 74). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1951] (p. 326).

DAVID (M. Jean-Paul), Député de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la marine marchande et des pêches [4 mars 1947] (p. 557); du Conseil supérieur des transports [18 novembre 1947] (p. 5060); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [16 décembre 1947] (p. 5757); de la Commission de la défense nationale [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission de l'éducation nationale [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission de la famille et de la population et de la santé publique [17 janvier 1950] (p. 300). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice. (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 6 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la répartition du carburant et à en diminuer le prix de vente, n° 449. — Le 6 fé-

vrier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir l'utilisation au maximum des possibilités des transporteurs sur le territoire métropolitain, n° 450. — Le 28 février 1947, une proposition de loi tendant au licenciement des fonctionnaires recrutés abusivement depuis le 1^{er} septembre 1939, n° 791. — Le 6 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner aux cadres préfectoraux des garanties de stabilité, n° 852. — Le 6 mars 1947, une proposition de résolution tendant à la création d'une Commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner le fonctionnement de l'administration de la zone française en Allemagne, n° 853. — Le 6 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer par priorité et à crédit, aux sinistrés, ce qui, dans les surplus américains, peut être utile pour la réorganisation de leur commerce ou de leur industrie, n° 854. — Le 6 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à transformer les affaires nationalisées en régies nationales, n° 855. — Le 11 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire publier au *Journal officiel* les titres des personnes nommées ou promues, depuis la libération, dans l'Ordre de la Légion d'honneur, n° 886. — Le 11 mars 1947, une proposition de loi tendant à préciser quels doivent être les bénéficiaires du statut du fromage, n° 887. — Le 11 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner un nouveau délai d'option pour le régime des pensions civiles des dames sténo-dactylographes, n° 894. — Le 18 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à décider l'exonération de la taxe sur les postes récepteurs de T. S. F. en faveur des invalides du travail, n° 955. — Le 20 mars 1947, une proposition de résolution tendant à instituer une commission chargée d'établir et de faire connaître le bilan des pertes survenues dans les armées françaises de terre, de mer et de l'air ainsi que le bilan des destructions et dommages matériels subis par la France et les peuples de l'Union française, de 1939 à 1945, n° 973. — Le 25 mars 1947, une proposition de loi tendant à la création d'un Conseil national des transports français, n° 1028. — Le 25 mars 1947, une proposition de loi tendant à l'organisation des transports routiers de voya-

geurs, n° 1029. — Le 27 mars 1947, une proposition de loi tendant à abroger l'acte dit « Loi du 1^{er} septembre 1942 » instituant l'exclusion des indésirables sur les champs de courses, n° 1070. — Le 20 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer dans le plus bref délai le projet de loi prévu par la constitution pour réglementer le droit de grève, n° 1381. — Le 29 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi réglementant le lock out, n° 1498. — Le 25 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication sur la proposition de résolution de M. Jean-Paul David et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer la répartition du carburant et à en diminuer le prix de vente, n° 1818. — Le 26 juin 1947, une proposition de loi tendant à faire bénéficier les réquisitions françaises, civiles et militaires, en matière automobile, des dispositions de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 1834. — Le 28 août 1947, une proposition de loi visant à l'octroi aux cultivateurs victimes des gelées, des semences de blé et de seigle nécessaires aux emblavements d'automne, n° 2514. — Le 28 août 1947, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter la loi n° 47-1326 du 18 juillet 1947 encourageant la culture du blé et du seigle par l'établissement d'une prime à l'hectare pour les récoltes de 1947-1948, n° 2515. — Le 5 septembre 1947, une proposition de loi tendant à modifier, pour les communes sinistrées, la loi du 28 mars 1947 réglant les rapports des bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel, n° 2558. — Le 5 septembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à relever le montant de la subvention accordée en 1947 pour la préparation des jeux olympiques sans préjudice de la subvention à prévoir pour 1948, n° 2560. — Le 20 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réduire le prix des cartes hebdomadaires de transports, n° 2956. — Le 15 janvier 1948, une proposition de loi tendant à l'annulation de l'acte dit « loi » du 13 janvier 1941 promulgué par l'autorité de fait se disant « Gouvernement de l'Etat français » ayant institué un article 112 bis du Code général des impôts directs, n° 3114. — Le 26 janvier 1948,

une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à aménager les modalités d'application de la loi du 7 janvier 1948 sur le prélèvement exceptionnel en faveur de certaines catégories d'agriculteurs, n° 3135. — Le 26 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconnaître la qualité d'artisans pour les transporteurs automobiles possesseurs d'un ou deux véhicules dont ils assument eux-mêmes la conduite, n° 3136. — Le 26 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à permettre aux fonctionnaires désireux de quitter l'Administration de profiter de la loi du 3 septembre 1947 sur le dégageant des cadres, n° 3142. — Le 26 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre à la disposition des facteurs ruraux des bicyclettes à moteur auxiliaire, n° 3143. — Le 24 février 1948, une proposition de loi tendant à l'établissement d'une taxe de reconstitution des industriels et commerçants sinistrés de guerre, n° 3508. — Le 22 avril 1948, une proposition de loi tendant à modifier les délais de souscription à l'emprunt libérateur du prélèvement exceptionnel pour aménager rationnellement les échéances fiscales, n° 3967. — Le 22 avril 1948, une proposition de loi tendant à compléter l'article 33 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre, n° 3968. — Le 22 avril 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 5 mars 1943, relative à la réglementation de l'activité des entreprises privées participant au service extérieur des pompes funèbres, n° 3969. — Le 22 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des facilités de transport aux ouvriers agricoles saisonniers, n° 3970. — Le 22 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à décerner, à titre posthume, la croix de la Légion d'honneur aux deux cheminots victimes de l'accident du vendredi 16 avril 1948 sur l'express Lyon — Le Croisic, n° 3992. — Le 30 avril 1948, une proposition de loi tendant à étendre à tous les petits agriculteurs l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement en matière agricole, n° 4094. — Le 13 mai 1948, une proposition de loi tendant à introduire dans les textes devant former le statut futur des armées de la France, les dispositions concernant la gendarmerie nationale, par modification de certains articles

de la loi organique de ce Corps, en date du 29 germinal, an VI, afin de réaliser, par son rattachement direct au Ministère des Forces armées, une réforme de structure de l'armée de spécialistes que constitue la gendarmerie gardienne de l'ordre public et de la sécurité intérieure de la République, n° 4200. — Le 25 mai 1948, une proposition de résolution relative à la fixation des élections cantonales, n° 4305. — Le 1^{er} juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à envisager l'attribution d'une médaille du travail aux invalides et mutilés du travail à plus de 50 0/0, n° 4397. — Le 18 juin 1948, une proposition de loi tendant à abroger l'alinéa 3 de l'article 8 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948, relative à diverses dispositions d'ordre budgétaire pour l'exercice 1948 et portant création de ressources nouvelles n° 4609. — Le 23 juin 1948 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à utiliser pleinement les possibilités de transport de la navigation fluviale, n° 4679. — Le 23 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret n° 46-1541 du 22 juin 1946 approuvant le statut du personnel d'Electricité et Gaz de France, n° 4680. — Le 15 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté sur le marché des céréales secondaires, n° 4960. — Le 28 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à citer à l'ordre de la Nation l'aspirant-pilote : Jacques-François de la Rocque, un des plus purs héros de l'Air, qui a fait le sacrifice héroïque de sa vie pour sauver ses passagers ; 2° à lui décerner, à titre posthume, la Croix de la Légion d'honneur, n° 5077. — Le 25 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la défense nationale sur la proposition de résolution de M. Jean-Paul David, tendant à inviter le Gouvernement : 1° à citer à l'ordre de la Nation l'aspirant-pilote Jacques-François de la Rocque, un des plus purs héros de l'Air, qui a fait le sacrifice héroïque de sa vie pour sauver ses passagers ; 2° à lui décerner, à titre posthume, la Croix de la Légion d'honneur, n° 5384. — Le 7 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 décembre 1948, le délai de forclusion fixé au 31 décembre 1947, pour la demande d'intégration dans la réserve des combattants F. F. I. et F. F. C. titulaires

d'un grade d'homologation, n° 5440. — Le 20 décembre 1948, une proposition de loi relative à la réforme du régime fiscal, n° 5869. — Le 30 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 13 mars 1947 pour l'application de la loi du 13 septembre 1946, fixant la date d'application de la loi du 22 mai 1946 sur la généralisation de la sécurité sociale en ce qui concerne l'assurance-vieillesse, instituant une allocation temporaire aux vieux et relative à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles, n° 6001. — Le 1^{er} février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 28 février 1949 la majoration de 10 0/0 fixée par l'article 8 de la loi du 24 septembre 1948 au montant des impôts qui n'auront pas été payés à cette date, n° 6253. — Le 22 février 1949, une proposition de loi tendant à assurer le développement de la télévision en France, n° 6546. — Le 22 février 1949, une proposition de loi tendant à prolonger la durée statutaire des sociétés ou entreprises ayant été réquisitionnées par l'armée française ou par l'ennemi, n° 6547. — Le 25 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reviser le régime actuel des catégories territoriales de titres de rationnement, n° 6592. — Le 2 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer rigoureusement les dispositions réglementaires qui interdisent aux militaires d'adhérer à des organisations sans l'autorisation du Ministre, n° 6636. — Le 2 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi accordant aux victimes d'accidents du travail atteintes d'une incapacité grave, des avantages matériels analogues à ceux dont bénéficient certains invalides de guerre, n° 6637. — Le 10 mars 1949, une proposition de loi tendant à accorder d'office la médaille d'argent aux instituteurs et institutrices, titulaires de la médaille de bronze, ayant exercé vingt-cinq années consécutives dans une même commune de moins de 1000 habitants, au moment de leur admission à la retraite, n° 6754. — Le 22 mars 1949, une proposition de loi portant fixation du taux des taxes d'assurances et exonération des taxes sur risques agricoles, n° 6830. — Le 23 mars 1949, une proposition de loi tendant à déterminer l'appellation « im-

primés » en matière de tarifs postaux, n° 6853. — Le 3 juin 1949, une proposition de loi tendant à proroger la durée statutaire des sociétés anonymes réquisitionnées pendant la guerre, n° 7362. — Le 9 juin 1949, une proposition de loi relative à la déduction des frais exceptionnels résultant de la loi sur les loyers, n° 7389. — Le 13 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions en vue d'assurer la vente d'un pain blanc de bonne qualité, n° 8158. — Le 29 novembre 1949, une proposition de loi tendant à reconduire l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre 1949, à porter le taux de ladite allocation à 30.000 francs par an et à relever le plafond des ressources à 100 000 francs pour une personne seule et à 130 000 francs pour un ménage, n° 8514. — Le 1^{er} décembre 1949, une proposition de loi tendant à rétablir les dispositions particulières du décret du 26 janvier 1939 relatif à la réglementation du cumul, n° 8531. — Le 26 décembre 1949, une proposition de loi ayant pour but de réprimer le travail clandestin, appelé communément travail noir, n° 8847. — Le 26 décembre 1949, une proposition de loi modifiant la répartition des traitements de la Légion d'honneur et des autres décorations, n° 8854. — Le 24 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer l'usage du qualificatif « National » dans l'énoncé des raisons sociales des Sociétés, n° 9044. — Le 3 mai 1950, une proposition de loi ayant pour but d'encourager les artisans à former des apprentis, n° 9832. — Le 5 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours exceptionnel aux victimes des orages de grêle qui ont sévi dans la région parisienne (Seine et Seine-et-Oise) pendant le mois de mai 1950, n° 10177. — Le 7 juin 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 1674 du Code civil relatif à la rescision de la vente pour cause de lésion, n° 10200. — Le 13 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles en vue de faire bénéficier les mutilés du travail titulaires de la carte de priorité « station debout pénible » de réductions sur les transports équivalentes à celles accordées aux titulaires de la carte de familles nombreuses, aux mutilés de guerre, aux victimes civiles de la

guerre, n° 10265. — Le 21 juin 1950, une proposition de loi portant rétablissement du scrutin uninominal pour l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 10371. — Le 30 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le mode actuel de classement pour l'avancement des instituteurs, n° 10496. — Le 22 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à célébrer le centenaire de la mort du représentant du peuple Baudin, n° 11750. — Le 23 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre de nouvelles mesures en vue d'appliquer strictement les dispositions du Code de la route, n° 11933. — Le 7 février 1951, une proposition de loi tendant à la décharge de classe des directeurs et directrices d'écoles publiques ayant plus de 300 élèves inscrits, n° 12099. — Le 15 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à modifier les articles 1407 et 1421 du Code civil, et à exiger le concours ou le consentement de la femme pour la validité des actes de ventes d'immeubles, de fonds de commerce dépendant de la communauté, ou des actes d'échange d'immeubles appartenant au mari, n° 12235. — Le 16 février 1951, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions du décret-loi du 24 mai 1938 relatives à la destruction des immeubles et îlots insalubres et au concours financier prêté par l'Etat aux communes, n° 12243. — Le 6 mars 1951, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de l'article 196 du Code général des impôts en ce qui concerne la définition des enfants réputés être à la charge des contribuables, n° 12422. — Le 7 mai 1951, une proposition de loi tendant à réglementer l'examen des dossiers des candidats à un poste administratif, n° 13103. — Le 7 mai 1951, une proposition de loi tendant à l'octroi aux communes d'une redevance prélevée sur le montant de la journée maladie et mise à la charge des établissements hospitaliers, sanatoriums et préventoriiums installés sur leur territoire, n° 13104.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation : sur la décision du groupement syndical des transporteurs routiers de la Seine refusant la répar-

lition du contingent de pneumatiques et les mesures prises par le Gouvernement [6 août 1947] (p. 3994); — sur les déclarations faites par M. le Ministre de la Guerre devant le chef de l'armée d'un pays allié sur l'organisation de la Défense nationale [2 septembre 1947] (p. 4850); — sur la politique du Gouvernement en matière de carburants [28 octobre 1947] (p. 4915). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail; Art. 3 : *Amendement de M. Lecourt tendant à grouper les articles 3, 4 et 5 en un seul article* [3 décembre 1947] (p. 5459); — du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de la région parisienne; Art. 1^{er} : *Son contre-projet tendant à créer une Régie autonome des transports parisiens, organisme autonome public* [12 décembre 1947] (p. 5665, 5666); *le retire* (p. 5668); Art. 11 : *Son amendement concernant la composition du conseil d'administration de la Régie* [16 décembre 1947] (p. 5729); Art. 20 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 5737); *le retire* (ibid.); Art. 14 : *Son amendement concernant la nomination du président du conseil d'administration de la Régie* (p. 5739); Art. 22 : *Ressources de la Régie* (p. 5740); Art. 33 : *Son amendement concernant le calcul des primes de gestion au personnel* (p. 5765); *Son amendement relatif au rôle du conseil d'administration dans le calcul des primes de gestion* (p. 5765); *le retire* (ibid.); Art. 40 : *Son amendement relatif au rôle du Conseil supérieur des transports* [18 décembre 1947] (p. 5806, 5807); *Amendement de MM. Bichet, Robert Schmidt et André relatifs à l'exploitation éventuelle par la Régie de lignes privées* (p. 5811, 5812); *Son amendement relatif aux modifications éventuelles des services de transports* (p. 5814); *Son amendement tendant à nécessiter l'approbation des collectivités publiques intéressées* (p. 5815); *le retire* (ibid.); Art. 42 : *Son amendement tendant à inclure les entreprises de transport routier* (p. 5846); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à inclure le Conseil supérieur des transports* (ibid.); *le retire* (ibid.); *Son amendement relatif au recours devant le Ministre des Travaux publics* (p. 5847); *le retire* (ibid.); Art. 48 : *Amendement de M. Regaudie relatif aux lignes dépassant les limites de la région parisienne* (p. 5849, 5850); Art. 51 : *Son amendement concernant l'indemnité due aux entreprises dépossédées* (p. 5850); *Ses explications de vote sur l'ensemble*

de la loi (p. 5858); — du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 fr.; Art. 2 : *Son sous-amendement à l'amendement de M. Ramadier tendant à tenir compte de la situation personnelle des déposants* [29 janvier 1948] (p. 284); — du projet de loi portant réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, en 2^e lecture; Art. 39 : *Composition du Comité consultatif technique de l'Office* [16 mars 1948] (p. 1706) — Dépose une demande d'interpellation sur les négociations militaires et l'organisation européenne de défense [30 avril 1948] (p. 2447). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires de juin 1948 : *Discussion générale* [27 mai 1948] (p. 2981, 2982). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Debat sur le budget militaire*) [29 juin 1948] (p. 4148). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires (Exercice 1948) : *Discussion générale* [1^{er} juillet 1948] (p. 4215 et suiv.); MARINE, Etat B, Chap. 905 : *Amendements de MM. Montel et Serre tendant à rétablir les crédits prévus pour les travaux maritimes* [9 juillet 1948] (p. 4563); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 359 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 30 millions les crédits du service automobile* [17 juillet 1948] (p. 4733); Art. 1^{er} : *Renvoi du débat* (p. 4743); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales; Art. 2 : *Son amendement tendant à renouveler les conseils généraux par moitié tous les six ans* [25 août 1948] (p. 6185); *Amendement de M. Marin tendant à fixer en mai la date des élections cantonales* (p. 6186); Article additionnel : *Son amendement tendant à limiter à trois ans le mandat des conseillers élus en 1948* (p. 6214, 6215, 6216); *le retire* (p. 6218). — Dépose une demande d'interpellation : sur la collision de trains de banlieue dans la gare Saint-Lazare le 30 novembre 1948 [2 décembre 1948] (p. 7371); — sur le financement de la majoration de prime des prestations familiales [15 novembre 1949] (p. 6135). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi créant un droit de timbre exceptionnel pour les récépissés de déclarations automobiles; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à surtaxer les véhicules ayant une charge utile supérieure à 2 tonnes* [17 mars 1950] (p. 2158); Art. 2 : *Son amende-*

ment tendant à ne pas fractionner les paiements de cet impôt inférieurs à 10.000 francs (p. 2160); Art. 4 : *Son amendement tendant à ouvrir un crédit de 50 millions pour frais de recouvrement de cet impôt* (p. 2161); — du projet de loi de finances pour 1951; Art. 10 : *Son amendement relatif au régime fiscal des aviculteurs* [18 mai 1951] (p. 5515); Articles additionnels : *Son amendement tendant à accorder des remises gracieuses pour les confiscations de produits illicites* (p. 5547). — Dépose une demande d'interpellation sur l'initiative du Gouvernement pour faire respecter en Hongrie les droits de l'homme et les libertés démocratiques [21 mai 1951] (p. 5615).

DAVID (M. Marcel), Député des Landes.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des affaires économiques [21 décembre 1946] (p. 202); de la Commission des finances [21 décembre 1946] (p. 202), [24 février 1948] (p. 998), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission chargée d'enquêter sur les déficits constatés dans l'exploitation des services publics des collectivités locales [14 septembre 1948] (p. 6512); de la Commission des immunités parlementaires [8 mars 1949] (p. 1328, 1329). — Est désigné par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte (Application de l'art. 70 de la loi du 21 mars 1947, modifiée par la loi du 3 juillet 1947) [15 mars 1950] (F. n° 527), [24 février 1951] (F. n° 680). — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 [27 novembre 1950] (p. 8178). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de Justice (Application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370) *Session du 7 décembre 1948* [7 décembre 1948] (p. 7390).

Dépôts :

Le 25 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 22 bis de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifiée par la loi du 13 avril 1946 portant statut des baux ruraux, n° 701. — Le 31 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à permettre d'accorder des dommages-intérêts à l'époux ayant obtenu à son profit la séparation de corps, n° 3066. — Le 17 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi tendant à la répression des hausses de prix injustifiées, n° 3413. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), Education nationale (chapitres de l'éducation physique et des sports), n° 4046. — Le 7 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédit au budget du Ministre de l'Education nationale au titre du chapitre 6093 « Préparation et participation aux jeux olympiques », n° 4890. — Le 23 septembre 1948, un avis au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Cayol et plusieurs de ses collègues tendant à faire bénéficier des versements d'attente mensuels les secrétaires techniciens des services extérieurs des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire, n° 5517. — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de l'Education nationale par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, chapitres de l'éducation physique et des sports et de l'enseignement technique, n° 6513. — Le 23 février 1950, une proposition de loi tendant à accorder aux fonctionnaires pour les dernières tranches du reclassement une majoration double de la majoration accordée par le décret n° 49-42 du 12 janvier 1949, n° 9283. — Le 23 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder, dans les

conditions prévues par l'article 8 du décret du 19 janvier 1950, à la répartition du prélèvement de 2 0/0 effectué sur le recouvrement des taxes du Fonds forestier national, n° 10017. — Le 29 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant prorogation de l'homologation d'une cotisation professionnelle, n° 11454. — Le 5 janvier 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'appellation des préposés aux Eaux et forêts, n° 11863. — Le 15 février 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11046) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Santé publique et Population), n° 12216. — Le 15 mars 1951, une proposition de loi tendant à assurer la publication dans chaque mairie du montant du chiffre d'affaires effectuées par les commerçants et industriels de la localité et des impositions calculées sur cette base à la charge des contribuables de la commune, n° 12523. — Le 5 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Education nationale), n° 12695 (additif). — Le 20 avril 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11046) et la lettre rectificative (n° 12875) au projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Santé publique et population), n° 12918. — Le 18 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 13244) portant prorogation de l'homologation d'une cotisation professionnelle, n° 13303. — Le 18 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 13288) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11045) adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Santé publique et population), n° 13305.

Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif au prix des baux à ferme : *Son*

amendement en vue de modifier l'article 22 bis de l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage [20 décembre 1946] (p. 194) ; — sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. René Mayer tendant à modifier la date limite de liquidation du compte spécial d'approvisionnement en bois* [4 février 1947] (p. 154, 155) ; Art. 44 : *Amendement de M. André Tourné tendant à obtenir des faveurs fiscales pour les spectacles taurins* [6 février 1947] (p. 201) ; Art. 45 : *Son amendement tendant à exonérer les courses de taureaux avec mise à mort* (p. 202) ; *Le retire* (ibid.) ; Art. 80 : *Soutient l'amendement de M. Jean-Raymond Guyon tendant à proroger tous les délais de révision des marchés passés par le Commissariat ou le Ministère de la Reconstruction* (p. 264). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947 ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 915 : *Mise en valeur de la région des landes de Gascogne* [7 mars 1947] (p. 713, 714) ; — du projet de loi relatif à l'assainissement des professions commerciales, artisanales et industrielles : *Demande de discussion d'urgence* [7 août 1947] (p. 4018, 4019, 4020) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les crédits pour attirer l'attention sur le cas des employés de préfecture* [5 février 1948] (p. 446) ; — du projet de loi tendant à la répression des hausses de prix injustifiées, en qualité de *Rapporteur* [17 février 1948] (p. 794, 795, 796) ; Art. 1^{er} : *Amendements de MM. Faure et Péron tendant à n'appliquer la loi que lorsque la hausse est justifiée par le prix de revient* [18 février 1948] (p. 859) ; *Amendement de M. Leenhardt tendant à ajouter un alinéa relatif aux prix agricoles* (p. 863, 864) ; Art. 2 : *Amendement de M. Péron tendant à n'appliquer les arrêtés prévus qu'après ratification par le Parlement* [9 février 1948] (p. 882) ; *Amendement de M. Viollette tendant à interdire tout nouvel arrêté après le 15 mars 1948* (p. 882) ; Art. 3 : *Amendements de MM. Ramarony et Faure relatifs aux poursuites en cas d'infractions* (p. 887) ; *Amendement de M. Moisan tendant à ajouter un alinéa permettant aux associations et syndicals de se porter parties civiles* (p. 889) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses

civiles de reconstruction et d'équipement (budget 1948) ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 915 : *Mise en valeur des Landes* [25 février 1948] (p. 1058, 1059) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. 20 : *Ses explications de vote sur l'amendement de M. Buron tendant à taxer les bénéfices perçus grâce à la sécurité sociale comme les traitements et salaires* [23 avril 1948] (p. 2253) ; Art. 28 *ter* : *Amendement de M. Gozard relatif aux industries et commerces saisonniers* (p. 2260) ; — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de 1948 : *Vote défavorable de la Commission des finances* [30 juin 1948] (p. 4195) ; Etat A, GUERRE ; Chap. 324 : *Préparation militaire* [9 juillet 1948] (p. 4525, 4526) ; — du projet de loi portant ouverture de crédit pour les Jeux olympiques, en qualité de *Rapporteur* [8 juillet 1948] (p. 4449) ; — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à instituer une échelle unique des traitements des professeurs du second degré : *Discussion générale* [8 juillet 1948] (p. 4482) ; — du projet de loi portant modification d'autorisation d'engagements de dépenses et de crédits, en qualité de *Rapporteur* [20 juillet 1948] (p. 4868) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, AFFAIRES ÉCONOMIQUES ; Chap. 102 : *Amendement de M. de Tinguy tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les contractuels de l'Administration centrale* [2 août 1948] (p. 5192) ; Chap. 109 : *Expansion économique à l'étranger* (p. 5194) ; Chap. 118 : *Amendement de M. Bergeret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Direction du contrôle économique (Décentralisation régionale)* (p. 5195) ; Chap. 126 : *Demande du Gouvernement de rétablir les crédits prévus pour ce chapitre* (p. 5198) ; Chap. 128-2 : *Représentation commerciale en Allemagne* (p. 5199) ; Chap. 312 : *Amendement de M. Bergeret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de déplacements du contrôle économique* (p. 5200) ; Chap. 501 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à rétablir les crédits pour les foires à l'étranger* (p. 5201) ; ÉDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur spécial* [3 août 1948] (p. 5235, 5236) ; Chap. 161 : *Services extérieurs de la jeunesse et des sports* [4 août 1948] (p. 5293) ; — du projet de loi tendant au redressement économique et financier ; Art. 2 : *Son amendement tendant à englober toutes les nationalisations*

[9 août 1948] (p. 5618) ; — du projet de loi concernant l'incendie involontaire en forêt : *Discussion générale* [7 décembre 1948] (p. 7402) ; Art. 2 : *Application possible des circonstances atténuantes* (p. 7403) ; — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 ; Art. 9 : *Amendement de M. Baylet tendant à majorer de 25 0/0 le taux de la taxe à la production et de 15 0/0 les autres impôts indirects* [23 décembre 1948] (p. 7906) ; — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Éducation nationale, en qualité de *Rapporteur pour aris* [1^{er} avril 1949] (p. 1981, 1982) ; Chap. 106 : *Inspection générale de l'enseignement* (p. 2010) ; Chap. 149 : *Indemnités pour les établissements publics d'enseignement technique* [5 avril 1949] (p. 2052) ; Chap. 539 : *Amendement de M. Rincant tendant à supprimer le chapitre relatif aux œuvres post-scolaires* (p. 2090) ; — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (Ses observations sur la réforme nécessaire de la S. N. C. F.)* [23 mai 1949] (p. 2839, 2840) ; — du projet de loi portant suppression des cours de justice : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [6 juillet 1949] (p. 4275) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949 ; Art. 10 : *Amendement de M. Deixonne relatif à la cession des participations de l'Etat dans les sociétés Francolor et Berliet* [6 juillet 1949] (p. 4303) ; — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor ; Art. 4 : *Son amendement tendant à porter à 900 millions les prêts aux fonctionnaires de l'Etat pour acquisition de moyens de transport* [7 juillet 1949] (p. 4369) ; — du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Sa proposition de suspendre le débat* [21 juillet 1949] (p. 4966) ; Art. A : *Amendement de M. Jean Masson tendant à supprimer l'article relatif à l'impôt foncier sur les propriétés non bâties* (p. 4971) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1948 ; Art. 1^{er}, Etat A, AGRICULTURE ; Chap. 502 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour subventions à l'Académie d'agriculture* [28 juillet 1949] (p. 5402) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur la possibilité d'économies, les investissements, la reconduction impossible du budget*

précédent) [22 décembre 1949] (p. 7181, 7182); Art. 2 : *Amendement de M. Garcia tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'agriculture pour la remise en état de la forêt de Gascogne* [26 décembre 1949] (p. 7269); Article additionnel : *Amendement de M. Jacques Duclos tendant à prévoir un impôt exceptionnel sur les superbénéfices des personnes morales* [27 décembre 1949] (p. 7366); Art. 40 : *Son amendement tendant à fixer le montant total des deux tranches de reclassement au double de la tranche initiale* (p. 7413); Art. 44 : *Son amendement tendant à supprimer la référence à l'article 25 de la convention de 1957* (p. 7420); Art. 46 : *Amendement de M. Garcia tendant à supprimer l'article relatif aux avoirs à l'étranger* (p. 7427); Art. 25 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre les amendements à l'article majorant la taxe à la production* [30 décembre 1949] (p. 7598, 7599). — Prend part à la discussion des interpellations sur les incendies de forêts des Landes : *Discussion générale* [13 janvier 1950] (p. 231), [19 janvier 1950] (p. 333, 334, 375, 376). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Débat sur la prime de 5.000 francs par mois aux travailleurs*) [19 janvier 1950] (p. 359). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 janvier 1950] (p. 740); Art. 27 bis : *Son amendement tendant à reprendre les deux premiers alinéas disjointes par le Conseil de la République portant création de ressources nouvelles* (p. 764); Art. 4 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits votés en première lecture pour la S. N. C. F.* (p. 778); — des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale* [23 février 1950] (p. 1382). — Est entendu : pour un fait personnel (*Ses observations sur l'intégrité de M. Lamarque-Cando et son action en faveur du statut du fermage*) [24 février 1950] (p. 1455); — sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion du rapport relatif au reclassement des fonctionnaires*) [28 mars 1950] (p. 2465). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950; Art. 1^{er}, Etat A, MARINE; Chap 906 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les bases de l'aéronautique navale* [11 mai 1950] (p. 3588); *le retire* (p. 3588); — d'une proposition de loi relative au reclasse-

ment des fonctionnaires : *Discussion générale* [16 mai 1950] (p. 3675); Article unique : *Contre-projet de M. Fagon tendant à accorder aux fonctionnaires ayant un indice inférieur à 150 des indemnités spéciales de cherté de vie* [9 juin 1950] (p. 4565, 4579, 4580); *Demande de renvoi du débat, présentée par le Gouvernement* [13 juin 1950] (p. 4689); *Contre-projet de M. Fagon tendant à accorder aux fonctionnaires ayant un indice inférieur à 150, une indemnité spéciale de cherté de vie* [15 juin 1950] (p. 4842, 4843); *Fixation du montant total des trois majorations de 1950 au double de la majoration versée en janvier 1949* [22 juin 1950] (p. 5151, 5152); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'application de l'article premier de la loi des maxima* [24 juin 1950] (p. 5269); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 1750 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les eaux et forêts (Situation des agents forestiers)* [24 mai 1950] (p. 3899, 3900); Chap. 3190 : *Ecole nationale d'enseignement agricole* [25 mai 1950] (p. 3918); Chap. 3530 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les forêts domaniales des Landes* (p. 3933); *le retire* (p. 3934); Chap. 5050 : *Son amendement tendant à transférer les crédits pour les activités culturelles de la jeunesse rurale aux crédits prévus pour les foyers ruraux* (p. 3941, 3942); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 1120 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les attachés du travail* [5 juin 1950] (p. 4254); *Son amendement tendant à rétablir partiellement les crédits de ce chapitre (Frais de secrétariat des attachés du travail)* (p. 4255); *le retire* (ibid.); EDUCATION NATIONALE, en qualité de *Rapporteur pour avis* [21 juin 1950] (p. 5113, 5114); Chap. 1530 : *Etablissements d'enseignement technique* [17 juillet 1950] (p. 5472); *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Création de postes de professeur)* (p. 5474); Chap. 3460 : *Amendement de Mme Charbonnel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des collèges techniques (Enseignement ménager)* [18 juillet 1950] (p. 5521); Chap. 3470 : *Amendement de Mlle Dienesch tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'examen de demandes d'exonérations de la taxe d'apprentissage* (p. 5522); Chap. 5370 : *Amendement de Mlle Rumeau tendant à réduire de 1.000 francs*

les crédits pour les camps et colonies de vacances (p. 5569); Chap. 5410 : Amendement de M. Deixonne tendant à ajouter les mots « organisation de loisirs et tourisme » [19 juillet 1950] (p. 5588); Chap. 6050 : Amendement de M. Masson tendant à réduire de 4 000 francs les crédits pour les activités de plein air (p. 5608); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, amendé par le Conseil de la République; Art. 41 : Amendement de M. Degoutte tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux opérations du fonds forestier national [25 mai 1950] (p. 3964); — du projet de loi relatif au reclassement de la fonction publique; Art. 1^{er} : Indice brut accordé à la date du 25 décembre 1950 [27 juillet 1950] (p. 6083); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 6088, 6089); — d'une proposition de loi relative au cadre unique dans l'enseignement : Discussion générale [3 août 1950] (p. 6567, 6568); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage : Discussion générale [24 novembre 1950] (p. 8103, 8104, 8105); Art. 1^{er} : Motion préjudicielle de M. Garcia tendant à repousser tous les amendements [1^{er} décembre 1950] (p. 8423); Art. 2 : Amendement de M. de Sesmaisons tendant à ne pas dissocier la maison des terrains qui dépendent d'elle [15 décembre 1950] (p. 9142); Art. 4 : Son sous-amendement tendant à supprimer l'acte d'huissier [30 décembre 1950] (p. 9389, 9390); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951; AGRICULTURE, Chap. 1620 : Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les eaux et forêts (Appellation des gardes forestiers) [22 décembre 1950] (p. 9535); — du projet de loi portant répartition de la taxe locale additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires; Art. 4 : Son amendement tendant à favoriser les communes dont les biens patrimoniaux ont été sinistrés [5 janvier 1951] (p. 226); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 5 : Amendement de M. Rochet tendant à n'exclure que les plus petites parcelles du bénéfice du statut [26 janvier 1951] (p. 429); Amendement de M. Weill-Raynal relatif au droit du preneur au renouvellement de son bail [31 janvier 1951] (p. 591); Art. 6 : Amendement de M. Hamon tendant à ne pas fixer de quantités de denrées supérieures à celles produites en 1939

[9 février 1951] (p. 972); Productivité des améliorations [14 février 1951] (p. 1131); Modification de forme (Inexactitude du mot « rente ») (p. 1141); Ses explications de vote sur l'article [16 mars 1951] (p. 2034, 2035); Art. 7 : Amendement de M. Ruffe relatif au cas de perte de la récolte [6 avril 1951] (p. 2835); Amendement de M. Garcia tendant à accorder dans les Landes la totalité des récoltes au métayer sinistré par le feu (p. 2838); Ses explications de vote sur l'article (p. 2839, 2840); Proposition de M. Delcos de scinder le projet en deux parties (p. 2841); Art. 8 : Son sous-amendement tendant à mentionner « dans les conditions réglées par décret » (p. 2848, 2849); Amendement de M. Defos du Rieu tendant à ne pas appliquer l'article rétroactivement (p. 2856, 2857); Suite du débat et proposition de M. Moussu de scinder le projet (p. 2864, 2865). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (Absence du quorum) [31 janvier 1951] (p. 582). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de mars 1951; Art. 4 : Demande de rétablissement de l'article ouvrant des crédits pour le programme d'entretien courant de la défense nationale, présentée par le Gouvernement [28 février 1951] (p. 1708); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 4010 : Amendement de M. P.-H. Teilgen tendant à insérer un chapitre nouveau garantissant un salaire minimum aux maîtres laïques de l'enseignement privé [20 mars 1951] (p. 2234); EDUCATION NATIONALE, en qualité de Rapporteur pour avis [19 avril 1951] (p. 3606); Chap. 1070 : Amendement de M. Hamon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel de l'administration académique (Secrétariat à la jeunesse et aux sports) [20 avril 1951] (p. 3677); Chap. 1540 : Centre d'apprentissage [21 avril 1951] (p. 3742); Chap. 1550 : Amendement de M. A. Masson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel contractuel des centres d'apprentissage (p. 3744); Chap. 1640 : Amendement de M. Farand tendant à titulariser le personnel contractuel de l'équipement sportif (p. 3748); Chap. 3650 : Amendement de M. Thamiar tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les centres régionaux de la jeunesse et des sports (centre des Marquisats à Annecy) [23 avril 1951] (p. 3769); Chap. 4110 :

Amendement de M. Masson tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour bourses et trousseaux de l'enseignement technique (p. 3771); Chap. 5220 : *Orientation professionnelle* (p. 3772); Chap. 3370 : *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les auberges de la jeunesse* (p. 3775, 3776); Chap. 5380 : *Amendement de Mlle Rumeau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour camps et colonies de vacances* (p. 3778); Chap. 5420 : *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres post-scolaires* (p. 3780); Art. 11 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à créer une inspection de l'orientation professionnelle* (p. 3786); Article additionnel : *Amendement de M. Thamier tendant à détaxer les actives des associations sportives* (p. 3787); Chap. 5480 : *Amendement de M. A. Hughes tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les théâtres nationaux (Gestion de l'Opéra)* [23 avril 1951] (p. 3819, 3820); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, en qualité de Rapporteur [26 avril 1951] (p. 4018); *Motion préjudicielle de Mme Hertog-Cachin demandant la modification du régime de l'assistance* (p. 4019); Chap. 1290 : *Liquidation du matériel hospitalier américain* [4 mai 1951] (p. 4529); Chap. 3010 : *Loyers et impôts (Regroupement des services)* (p. 4530); Chap. 3060 : *Laboratoire national du Ministère* (p. 4530); Chap. 3100 : *Contrôle des sérums et vaccins (Morts provoquées par les vaccins antidiphtérique et antitétanique)* (p. 4530, 4531, 4532); Chap. 3110 : *Contrôle des spécialités (Cortisone)* (p. 4532); Chap. 3190 : *Echange de personnel médical en vertu du traité de Bruxelles* (p. 4548); Chap. 4080 : *Protection infantile* (p. 4570); Chap. 4140 : *Amendement de M. Savard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'assistance aux vieillards infirmes et incurables* [5 mai 1951] (p. 4593); Chap. 4090 : *Amendement de Mme Lambert tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'allocation aux familles nécessiteuses (Agriculteurs mobilisés)* (p. 4595); Chap. 5320 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'assimilation des étrangers, présentée par le Gouvernement* (p. 4601); Art. 2 : *Demande de disjonction de l'article relatif à l'Union nationale des associations familiales, présentée par Mme Douteau* (p. 4602); FINANCES. — CHARGES COMMUNES, Chap. 1840 : *Reclassement du personnel de l'Etat (Achèvement du reclassement)*

[16 mai 1951] (p. 5222); Chap. 5110 : *Fonds régulateur des prix (Sulfate de cuivre)* (p. 5236); Art. 2 : *Amendement de M. Hugues tendant à supprimer l'article prévoyant la supervision des contrôleurs d'Etat par les commissions parlementaires* [17 mai 1951] (p. 5320); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951; DÉPENSES MILITAIRES, Art. 1^{er} : *Demande de reprise du texte ouvrant des crédits pour un mois entier, présentée par le Gouvernement* [21 mars 1951] (p. 2406); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 43 : *Demande de rétablissement de l'article autorisant les mines domaniales de potasse à émettre un emprunt obligataire, présentée par le Gouvernement* [19 avril 1951] (p. 3602); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies; AGRICULTURE, Chap. 5220 : *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer l'abattement sur la ristourne pour les carburants agricoles* [5 mai 1951] (p. 4617); *Inégalités dans la répartition des crédits* (p. 4619); FINANCES, Chap. 6000 : *Son amendement tendant à prévoir un abattement de 50 millions sur frais de trésorerie* [7 mai 1951] (p. 4757); le retire (ibid.); JUSTICE, Chap. 1070 : *Abattement de 48 milliards sur les tribunaux de première instance* (p. 4762); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux; Etat B, INVESTISSEMENTS SOCIAUX : *Amendement de M. Goxard tendant à réduire d'un million les prêts divers (Insuffisance des crédits)* [6 mai 1951] (p. 4708). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Présence des députés socialistes*) [6 mai 1951] (p. 4726). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour 1951; Article additionnel : *Son amendement tendant à ne pas réclamer le trop-perçu grâce au cumul par le personnel des caisses d'allocations familiales* [18 mai 1951] (p. 5529); *Son amendement tendant à abroger le décret autorisant deux ans de prolongation d'activité pour les fonctionnaires* (p. 5531); le retire (p. 5532); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 14 noniès : *Amendement de M. Delcos tendant à reprendre la date du 1^{er} septembre 1951 pour la taxe sur le vin* [22 mai 1951] (p. 5745); *Explications de vote sur l'ensemble présentées par M. Lamps (Exemptions d'impôts accordées aux écoles libres par l'article 14 sexiès)* (p. 5750); — du second projet de loi de finances pour l'exercice 1951

amendé par le Conseil de la République ; Art. 14 bis : *Son amendement tendant à disjoindre l'article exonérant de taxes les écoles libres* [22 mai 1951] (p. 5768). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795).

DEFFERRE (M. Gaston), *Député des Bouches-du-Rhône (1^{re} circonscription)*.

Sous-Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer

[Cabinet BLUM]

du 17 décembre 1946 au 22 janvier 1947

Ministre de la Marine marchande

[Cabinet PLEVEN]

du 12 juillet 1950 au 9 mars 1951

Ministre de la Marine marchande

[3^e Cabinet QUEUILLE]

du 10 mars au 10 juillet 1951.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la Marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de la Presse [17 décembre 1946] (p. 102), [4 mars 1947] (p. 558); de la Commission de la France d'outre-mer [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [19 janvier 1950] (p. 361). Est élu vice-président de cette Commission [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 965), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 783), [*J. O.* du 25 janvier 1950] (p. 922). — Est nommé membre de la Commission de la réforme administrative [16 décembre 1947] (p. 5757). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [1^{er} juin 1948] (p. 3049), [23 novembre 1948] (p. 7150).

Dépôts :

Le 29 avril 1947, une proposition de loi relative à l'exploitation en régie par les communes d'entreprises industrielles et commerciales, n° 1185. — Le 12 juin 1947, une proposition de loi portant organisation de la Radiodiffusion

française, n° 1643. — Le 8 août 1947, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Ninine tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un contingent exceptionnel de distinctions dans l'Ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion des journées anniversaires de la création de l'Afrique française libre, n° 2347. — Le 24 février 1948, une proposition de loi tendant à diviser le territoire de la commune de Marseille en quatorze cantons et à la création d'un canton comprenant les communes d'Allauch et de Plan-de-Cuques, n° 3526. — Le 25 février 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Saïd Mohamed Cheikh tendant à inviter le Gouvernement à faire hâter la réforme agraire dans l'archipel des Comores, n° 3556. — Le 22 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revenir sur sa décision créant la circonscription indépendante du Mزاب pour les élections à l'Assemblée algérienne, n° 3959. — Le 22 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les ouvriers musulmans du Ministère des Forces armées, de la loi des pensions du 21 mars 1928, n° 3960. — Le 28 mai 1948, une proposition de loi tendant à la création dans le bassin de la Ciotat d'un port-abri destiné à protéger la flottille de pêche contre les tempêtes, n° 4351. — Le 18 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à soumettre dans le meilleur délai possible à l'Assemblée Nationale un projet de loi tendant à l'abrogation du décret du 25 novembre 1947 qui reporte à une date ultérieure l'entrée en vigueur du décret du 17 octobre 1947 instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer autres que l'Indochine, n° 4622. — Le 25 juin 1948, une proposition de loi portant organisation de la Radiodiffusion française, n° 4717. — Le 29 juin 1948, une proposition de loi tendant à proroger d'un an le délai prévu pour l'application de la loi du 30 juillet 1947 relative à la révision et à la résiliation exceptionnelles de certains contrats passés par les collectivités locales, n° 4753. — Le 24 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les attributions d'essence et de pneumatiques accordées aux artisans du taxi, n° 5536.

— Le 4 février 1949, une proposition de loi tendant à réorganiser le régime de l'émission à Madagascar, n° 6326. — Le 21 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir une trêve dans les régions des digues en Indochine, n° 7251. — Le 23 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte des droits du Cambodge à l'occasion de la modification du statut de la Cochinchine, n° 7253. — Le 31 mai 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Defferre et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à établir une trêve dans les régions des digues en Indochine, n° 7310. — Le 31 mai 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Defferre et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à tenir compte des droits du Cambodge à l'occasion de la modification du statut de la Cochinchine, n° 7318 (rectifié). — Le 25 octobre 1949, une proposition de résolution, tendant à inviter le Gouvernement à prendre certaines dispositions en faveur des locataires ou occupants de bonne foi à l'encontre desquels une décision d'expulsion a été prononcée en vertu des articles 18, 19 et 20 de la loi du 1^{er} septembre 1948, n° 8241. — Le 28 février 1950, une proposition de loi tendant à créer à Marseille une école de rééducation professionnelle, n° 9359. — Le 21 mars 1950, une proposition de loi tendant à étendre l'article 23 du Code général des impôts directs établissant un régime fiscal adouci en faveur des artisans, aux propriétaires chauffeurs de taxis-camionnettes, dont la charge utile ne dépasse pas 2.500 kilos, n° 9552. — Le 31 mars 1950, une proposition de loi tendant à régler le reclassement des fonctionnaires des cadres locaux européens d'Indochine dans les corps à la charge de l'Etat ou des territoires d'outre-mer, n° 9696. — Le 26 avril 1950, une proposition de loi modifiant la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 en ce qui concerne les limites d'âge des fonctionnaires coloniaux tributaires de la Caisse intercoloniale de retraites, n° 9773. — Le 31 mai 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 34 du Code civil relatif aux actes de l'état civil, n° 10130. — Le 31 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des

territoires d'outre-mer sur le projet de loi tendant applicables dans les territoires d'outre-mer et les territoires sous tutelle du Cameroun et du Togo, les dispositions de la loi du 20 décembre 1884 concernant la répression des infractions à la Convention internationale du 14 mars 1884 relative à la protection des câbles sous-marins, n° 10134. — Le 29 juin 1950, une proposition de loi tendant à organiser une exposition de l'Union française à Marseille en 1952, n° 10490. — Le 23 janvier 1951, un projet de loi autorisant le remplacement de l'appellation d'officier ou d'opérateur radiotélégraphiste de la Marine marchande par celle d'officier ou d'opérateur radioélectricien de la Marine marchande, n° 11921. — Le 23 janvier 1951, un projet de loi portant création de deux contingents exceptionnels de Croix du Mérite maritime destinés à récompenser, l'un, les meilleurs artisans de la reconstruction de la flotte de commerce et de pêche, et l'autre, les personnes qui ont pris une part prépondérante à la réalisation de grands travaux portuaires d'Abidjan, n° 11929. — Le 13 février 1951, un projet de loi prorogeant la loi n° 50-398 du 3 avril 1950, portant organisation provisoire des transports maritimes, n° 12159. — Le 13 février 1951, une lettre rectificative au projet de loi (n° 11929) portant création de deux contingents exceptionnels de croix du mérite maritime destinés à récompenser, l'un, les meilleurs artisans de la reconstruction de la flotte de commerce et de pêche et l'autre, les personnes qui ont pris une part prépondérante à la réalisation des grands travaux portuaires d'Abidjan, n° 12170. — Le 9 mai 1951, un projet de loi relatif à la construction navale, n° 13143.

Interventions :

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à la France d'outre-mer* (*J. O.* du 17 décembre 1946, p. 10691).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils); LOI DES FINANCES, Art. 127 : *Amendement de M. Rosan Girard tendant à proroger jusqu'au 1^{er} juillet 1947 le délai pour ériger en départements la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion et la Guyane* [22 décembre 1946] (p. 261);

Art. 128 à 131 : *Demande le renvoi à la Commission de ces articles* (ibid.).

En qualité de Député :

Est entendu au cours du débat sur les propositions de loi relatives aux contrats passés par les collectivités locales : *Discussion générale* [4 mars 1947] (p. 576, 579, 581, 584); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ce que l'indemnité provisionnelle ne soit qu'un acompte à valoir sur le montant de l'indemnité définitive* (p. 590); *le retire* (p. 591); Art. 2 : *Amendements de MM. Paul Bastid et Louvel tendant à ce que les transferts soient obligatoires pour ceux de ces biens dont la reprise par le concédant est imposée par le cahier des charges* (p. 592); Art. 10 : *Amendement de M. Paul Bastid tendant à étendre l'article à tous les engagements pris en vue d'exécuter le service public* (p. 598); *Son amendement tendant à ce que les marchés ou contrats passés avec les filiales ne soient pas obligatoires pour la collectivité* (ibid. et p. 599); Art. 15 : *Amendement de M. Serre relatif à l'application de la loi par décrets à la France d'outre-mer* (p. 602); *Son sous-amendement tendant à remplacer le mot « détermineront » par les mots « pourront déterminer »* (p. 602). — Est l'objet de l'application de l'article 110 du règlement en raison de l'incident survenu entre M. Paul Bastid et lui-même [28 mars 1947] (p. 1240, 1241). — Son ordre du jour présenté à la suite des interpellations sur les événements de Madagascar [9 mai 1947] (p. 1560). Est entendu sur l'ordre du jour déposé par M. Jacques Duclos comportant l'institution d'une Commission parlementaire d'enquête (p. 1564, 1565). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Fernand Grenier sur la dévolution des biens des entreprises de presse [30 mai 1947] (p. 1865, 1867). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi fixant l'organisation et la compétence des Assemblées de groupe d'Afrique noire : *Motion d'ajournement de M. Plevin tendant à ne discuter de la loi qu'après avis de l'Assemblée de l'Union française* (Art. 74 de la Constitution) [30 juillet 1947] (p. 3716); *Renvoi de la discussion* (p. 3719); *Rappel au règlement* [4 août 1947] (p. 3887); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 3913); — du projet de loi portant amnistie amendé par le Conseil de la République : *Amendement de M. Palewski tendant à ne pas appliquer la loi aux délits de contrefaçons* [1^{er} août

1947] (p. 3842); — d'une proposition de loi de M. Cristofol octroyant des avances exceptionnelles à la ville de Marseille; Art. 2 : *Création d'une Commission chargée de surveiller la gestion financière de la municipalité de Marseille* [8 août 1947] (p. 1106); — du projet de loi concernant la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française : *Motion préjudicielle de M. Plevin tendant à différer le débat tant que le Conseil de la République n'aura pas été fondu avec l'Assemblée de l'Union* [12 août 1947] (p. 4258). — Intervient dans la discussion du projet de loi concernant les élections municipales; Art. 6 : *Amendement de M. Métyer tendant à ne pas accorder de siège aux listes ayant obtenu moins de 5 0/0 des voix* [12 août 1947] (p. 4313). — Participe à la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Election de M. Poulupt-Esperaber comme Rapporteur* [22 août 1947] (p. 4565); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à définir l'Algérie comme un groupe de départements français d'outre-mer* (p. 4586, 4587); Art. 36 : *Amendement de M. Fayet tendant à ne pouvoir faire dissoudre l'Assemblée algérienne que par l'Assemblée Nationale* [26 août 1947] (p. 4665); Art. 11 réservé : *Amendement de M. Giacobbi tendant à inclure un article nouveau relatif au vote par collège séparé* [27 août 1947] (p. 4724); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 4732, 4733, 4734). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Cayol et Bergasse sur les incidents de Marseille du 12 novembre 1947 [13 novembre 1947] (p. 5002) et prend part à la discussion de ces interpellations [18 novembre 1947] (p. 5070, 5071, 5074, 5075). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Dévaluation du franc C. F. A.* [3 février 1948] (p. 356, 357, 358). — Prend part à la discussion : de propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux : *Discussion générale* [10 février 1948] (p. 595, 596, 597); — du projet de loi portant organisation de la Marine marchande; Art. 19 : *Amendement de M. Fayet tendant à interdire tout licenciement à cause de cette loi* [20 février 1948] (p. 952); Art. 25 : *Son amendement relatif au statut du personnel des compagnies de navigation* (p. 956); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (Budget 1948), en

qualité de *Rapporteur pour avis* [25 février 1948] (p. 1048); Etat A. FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale* (p. 1076). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique d'équipement des territoires d'outre-mer [5 mars 1948] (p. 1445). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de son interpellation* [9 mars 1948] (p. 1614); *Crédits pour le F. I. D. E. S.* [15 juin 1948] (p. 3541); — sur la fixation de la date de discussion de son interpellation sur l'équipement des territoires d'outre-mer [16 mars 1948] (p. 1733). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, TERRITOIRES D'OUTRE-MER : *Renvoi du débat* [4 juin 1948] (p. 3240); *Ses observations sur la politique générale du Ministre* [8 juin 1948] (p. 3290, 3291); Chap. 100 : *Ses observations sur la politique du Ministre, la mise en valeur des colonies* [9 juin 1948] (p. 3316, 3317, 3318, 3320, 3325); *Continuation de la discussion* (p. 3344); — du projet de loi créant un fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer : *Son rappel au règlement (Ordre de la discussion)* [22 juin 1948] (p. 3787); Art. 4 : *Ouverture d'un crédit de 22.827 millions (Engagements pris par le Gouvernement)* (p. 3788, 3789). — Dépose une demande d'interpellation sur la réorganisation des transports entre la France et la Corse et le naufrage de la *Ville d'Ajaccio* [29 juin 1948] (p. 4161). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de son interpellation*) [6 juillet 1948] (p. 4371). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République, amendé par le Conseil de la République; Art. 51 : *Amendement de M. Silvanore tendant à appliquer le scrutin majoritaire au Soudan, au Sénégal et à Madagascar* [20 septembre 1948] (p. 6747). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur le déroulement du procès de Madagascar (*Son enquête à Madagascar sur les tortures policières*) [22 septembre 1948] (p. 6831, 6832). — Prend part à la discussion du projet de loi fixant l'organisation et la compétence du Haut Conseil de l'Union française : *Demande d'ajournement du débat présentée par M. Aumeran* [10 décembre 1948] (p. 7518); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7523). — Est entendu sur les propositions de la Confé-

rence des présidents : *Discussion de l'interpellation de M. Cristofol sur l'attitude du préfet des Bouches-du-Rhône* [1^{er} février 1949] (p. 279). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution et de propositions de loi relatives aux loyers (*Ses explications de vote sur l'ensemble de la proposition de résolution*) [1^{er} mars 1949] (p. 1040); — du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine : *Question préalable posée par M. Lozeray* [11 mars 1949] (p. 1549, 1550); *Discussion générale* (p. 1557, 1558, 1559, 1560, 1561, 1562, 1563, 1564); Art. 1^{er} : *Amendement de MM. Bardoux, Duveau et Malbrant tendant à augmenter la représentation des Français dans cette Assemblée* (p. 1584); Art. 3 : *Amendement de M. Duveau relatif à la composition du collège électoral de Saïgon-Cholon* (p. 1587); Art. 4 : *Amendement de M. Saravane tendant à spécifier le désir du Gouvernement d'intégrer la Cochinchine dans le Viet-Nam* (p. 1588); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1589); — du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine : *Urgence du débat* [20 mai 1949] (p. 2752); *Discussion générale* [21 mai 1949] (p. 2764); Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Capitant tendant à prévoir un traité préalable entre la France et le Viet-Nam* (p. 2788); Article additionnel : *Amendement de M. Capitant tendant à sauvegarder les intérêts du Cambodge en Cochinchine* (p. 2793); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2794); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2^{ter} : *Droit d'option pour la citoyenneté française accordée aux Cochinchinois* [3 juin 1949] (p. 3147). — Est entendu pour une modification de l'ordre du jour : *Débat sur le statut de la Cochinchine et les droits du Cambodge* [2 juin 1949] (p. 3072). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique dans les territoires d'outre-mer [2 juin 1949] (p. 3080); la développe (*Ses observations sur la Conférence de Brazzaville, les dépenses militaires en A. O. F., les procédés des compagnies commerciales en Afrique*) [21 juin 1949] (p. 3563, 3564, 3565, 3566). — Est entendu sur une motion d'ordre : *Débat sur la Cochinchine et le Cambodge* [3 juin 1949] (p. 3108). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution invitant les belligérants à une trêve dans la région des digues du Tonkin, en qualité de *Rapporteur* [3 juin 1949] (p. 3118); — d'une proposition de résolution relative aux droits du

Cambodge dans le statut de la Cochinchine, en qualité de *Rapporteur* [3 juin 1949] (p. 3119, 3120); — du projet de loi portant statut du personnel des communes : *Demande de renvoi à la Commission des finances, présentée par M. Truffaut* [8 novembre 1949] (p. 6005); *Discussion générale* (p. 6010); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à inclure les sapeurs-pompiers* (p. 6012); *Son amendement tendant à prévoir un cadre spécial pour les employés des villes de plus de 100.000 habitants* [10 novembre 1949] (p. 6031); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 6032, 6033); *le retire* (p. 6033); *Amendement de M. E. Hugues tendant à insérer six articles nouveaux portant réglementation du droit de grève* (p. 6037); Art. 20 : *Son amendement relatif aux agents n'ayant pas accompli le service militaire* [1^{er} décembre 1949] (p. 6502); *Son amendement tendant à dispenser des règles ordinaires de recrutement les personnes ayant déjà rempli des fonctions analogues* (p. 6502); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. Meck tendant à supprimer l'alinéa relatif au recrutement pour les plus hauts emplois de l'administration communale* (p. 6503); *Son amendement relatif aux règles de recrutement pour le plus haut emploi de l'administration communale* (p. 6503); *le retire* (ibid.); Art. 19 : *Son amendement tendant à fixer à 20 et 55 ans les limites d'âge minima et maxima pour le recrutement* (p. 6524); *Amendement de M. Truffaut tendant à fixer à 35 ans pour toutes les communes la limite d'âge pour le recrutement* (p. 6524); Art. 20 : *Amendement de M. Bardoux tendant à ajouter trois articles nouveaux relatifs aux secrétaires de mairies* (p. 6527); Art. 26 : *Son amendement relatif aux modalités d'avancement* [2 décembre 1949] (p. 6593); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant réorganisation du régime d'émission à Madagascar : *Discussion générale* [29 novembre 1949] (p. 6404, 6405, 6406), [1^{er} décembre 1949] (p. 6473); Art. 1^{er} : *Son contre-projet tendant à confier l'émission de la monnaie à un institut d'émission spécial* [2 décembre 1949] (p. 6556, 6557); *Amendement de M. Duveau tendant à limiter à vingt ans le renouvellement du privilège d'émission* (p. 6559); Art. 2 : *Amendement de MM. Burlot, Duveau et Silvanre tendant à maintenir la participation de l'Etat à 54 0/0 du capital* (p. 6561); Art. 3 : *Amendement de M. Burlot tendant à autoriser la Banque à pratiquer le réescompte des effets à moyen terme* (p. 6562);

Sa demande de renvoi de l'amendement de M. Burlot à la Commission (p. 6563); Art. 4 : *Amendement de M. Duveau tendant à inclure dans le conseil d'administration quatre membres nommés sur proposition des assemblées représentatives et des chambres de commerce* (p. 6582, 6583); Art. 8 : *Amendement de M. Silvanre relatif à la contre-valeur des billets perdus* (p. 6586); — d'un projet de loi réformant le régime de l'interdiction de séjour en Nouvelle-Calédonie : *Discussion générale* [1^{er} décembre 1949] (p. 6490); — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Discussion générale* [27 janvier 1950] (p. 589); *Sa motion préjudicielle tendant à affirmer l'indépendance du Viet-Nam, quel que soit son gouvernement* (p. 602, 603, 604, 605, 606); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Saravane Lambert tendant à prévoir la cessation des hostilités et une consultation des populations de l'Indochine* [28 janvier 1950] (p. 684); — du projet de loi relatif à l'organisation de la marine marchande, en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 mars 1950] (p. 2649); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer la mention des navires de plus de 500 tonnes de port et à rendre la liberté aux affrètements sous pavillon français* (p. 2654); *le retire* (p. 2655); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale (Ses observations sur l'Institut supérieur de médecine tropicale à Paris, le prix du pain dans les territoires d'outre-mer)* [6 juin 1950] (p. 4311, 4312, 4314, 4315). — Dépose une demande d'interpellation sur le transfert des ateliers d'Air-France de Marignac à Orly [9 juin 1950] (p. 4571). — Est nommé *Ministre de la Marine marchande* (Cabinet Pleven) [12 juillet 1950] (*J. O.* du 13 juillet 1950, p. 7563).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'exploitation des services maritimes d'intérêt général : *Discussion générale* [22 décembre 1950] (p. 9508, 9509); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Gioveni tendant à supprimer le troisième alinéa relatif aux services de transports avec la Corse* (p. 9511); *Amendement de M. Gioveni tendant à fixer le tarif kilométrique entre la France et la Corse aux mêmes tarifs que ceux de la S. N. C. F.* (p. 9511); Art. 8 : *Amendement de M. Guillon tendant à*

accorder au personnel sédentaire des compagnies les avantages accordés dans un service public de transport (p. 9515); Amendement de M. Tinaud tendant à maintenir les droits acquis du personnel des Messageries maritimes (p. 9515); Explications de vote sur l'ensemble (p. 9517); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951; MARINE MARCHANDE; Chap. 1000: Ses observations sur la pêche maritime, les retraites des marins et l'organisation du sauvetage [3 janvier 1951] (p. 57, 58); Amendement de M. Hamon tendant à ramener les crédits aux chiffres de 1950 (Licenciement de fonctionnaires (p. 64); Chap. 1070: Amendement de M. Reeb tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la police des pêches (p. 65); Chap. 1100: Amendement de M. Coudray tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'enseignement maritime (p. 6970, 6971); Chap. 3040: Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour la protection de la pêche maritime (goémon) (p. 73); Amendement de M. Dasonville tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Naufrage de pêcheurs) (p. 74); Amendement de M. Gros tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Pêche à Sète) (p. 75, 76); Amendement de M. Rousseau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Vedettes maritimes à Boulogne) (p. 78); Chap. 4070: Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les œuvres sociales en faveur des gens de mer (p. 81, 82); Amendement de M. Reeb tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Caisse nationale des péris en mer) (p. 82); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; MARINE MARCHANDE; Chap. 5010: Subventions au fonds de crédit maritime mutuel (Tempête à l'île d'Houat) [30 janvier 1951] (p. 550, 551); Chap. 5030: Subventions à l'Office scientifique des pêches (Navire océanographique Président Théodore-Tissier) (p. 552, 553); Chap. 5040: Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour contribution à l'apprentissage maritime (p. 555, 556); Chap. 5050: Amendement de M. Guillon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour dépenses de liquidation de la Société des services contractuels des Messageries maritimes (p. 558); Chap. 5060:

Amendement de M. Gioveni tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour exploitation des services maritimes postaux (Relations postales avec la Corse) (p. 559, 560); Chap. 6010: Indemnité de privation de jouissance pour bâtiments sous réquisitions (p. 561); Chap. 6020: Amendement de M. Gouge tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités d'attente aux armateurs de navires perdus [1^{er} février 1951] (p. 620, 621); Art. 2: Amendement de M. Yvon tendant à insérer un article additionnel (p. 622); Chap. 4050: Subventions à l'établissement national des invalides de la marine (p. 632, 633, 634, 635); Amendement de M. Signor tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (p. 637); Article additionnel: Amendement de M. Yvon tendant à établir une surtaxe de timbre de 10/0 sur le prix du fret porté au connaissement (p. 639, 641, 642); Application de l'article 48 du règlement à l'amendement de M. Hamon affectant certains droits de douane aux invalides de la marine (p. 683); Sa demande d'application de l'article 48 du règlement à tous les amendements sur l'article (p. 688); Art. 3: Application de l'article 48 du règlement aux amendements relatifs aux pensions maritimes (p. 691). — Donne sa démission de *Ministre de la Marine marchande* [6 mars 1951] (p. 1762). — Est nommé *Ministre de la Marine marchande* (3^e Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (J. O. du 11 mars 1951, p. 2642).

En cette qualité :

Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951; MARINE MARCHANDE; Chap. 8021: Reconstitution du matériel des sociétés de sauvetage [11 avril 1951] (p. 3124, 3125); Amendement de M. Henneguette tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (p. 3125); — du projet de loi relatif à l'exploitation des services maritimes d'intérêt général, amendé par le Conseil de la République: Discussion générale (Ses observations sur les relations entre la Corse et le continent) [2 mai 1951] (p. 4410, 4411); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 4413); Article additionnel: Amendement de M. René Schmitt tendant à prévoir un plan de rénovation de la flotte de pêche artisanale [9 mai 1951] (p. 4882); Amendement de M. Leenhardt tendant à fixer à 20 milliards le montant maximum des garanties de l'Etat (p. 4883); Amendement de M. Leenhardt

tendant à prévoir le dépôt d'un nouveau plan de modernisation (p. 4885); — du projet de loi relatif à la construction navale : *Motion préjudicielle de M. Cermolacce tendant à prévoir 11 milliards pour l'équipement de la marine marchande* [16 mai 1951] (p. 5240); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Gouge tendant à rendre obligatoire l'allocation forfaitaire aux chantiers pour la construction de navires* (p. 5241); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 5245).

DEFOS DU RAU (M. Joseph), Député des Landes.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948], (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [4 février 1947] (p. 148), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu : Président de cette Commission [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 783), [*J. O.*, 19 janvier 1950] (p. 717); vice-président de cette même Commission [30 janvier 1951] (**F. n° 661**). — Est nommé : juge suppléant à la Haute-Cour de Justice (application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796); juré à la Haute-Cour de Justice (application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [15 juillet 1947] (p. 3016).

Dépôts :

Le 6 février 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi complétant l'article 483 du Code pénal, **n° 461**. — Le 27 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation, sur la proposition de loi de M. Georges Maire et plusieurs de ses collègues transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à modifier les articles 1341, 1342, 1343, 1344, 1345 du Code civil, relatifs aux actes écrits des contrats et obligations et les articles 1923, 1924, 1950 relatifs au dépôt et au séquestre, **n° 1087**. — Le 23 mai 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Com-

mission de la justice et de législation sur : I. le projet de loi modifiant les articles 1341, 1342, 1343, 1344, 1345, 1834, 1923, 1924, 1950 et 2074 du Code civil, et 41 du Code de commerce; II. Les propositions de loi : 1^o de M. Georges Maire et plusieurs de ses collègues, conseillers de la République, tendant à modifier les articles 1341, 1342, 1343, 1344, 1345 du Code civil relatifs aux actes écrits des contrats et obligations, et les articles 1923, 1924, 1950 relatifs au dépôt et au séquestre; 2^o de M. Georges Pernot, conseiller de la République, tendant à modifier certaines conditions d'admissibilité de la preuve testimoniale, **n° 1431**. — Le 26 juin 1947, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Desjardins tendant à modifier l'article 24 de l'ordonnance du 17 octobre 1945, modifié par la loi du 13 avril 1946, sur le statut du fermage, **n° 1836**. — Le 20 novembre 1947, une proposition de loi tendant à abroger l'article 8 de la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales, **n° 2688**. — Le 31 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi complétant l'article 161 du Code pénal, **n° 3067**. — Le 17 février 1948, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions, sur la proposition de loi de M. Defos du Rau et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'article 8 de la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales, **n° 3417**. — Le 25 février 1948, une proposition de loi tendant à exonérer des cotisations dues au titre des allocations familiales, les travailleurs indépendants chefs de familles nombreuses, **n° 3558**. — Le 14 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Pouyet et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux veuves de la guerre 1939-1945 le bénéfice de l'ordonnance n° 45-1012 du 22 mai 1945 relative aux rapports entre bailleurs et preneurs de baux à ferme mobilisés, prisonniers de guerre ou déportés, **n° 4226**. — Le 3 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale complétant l'article 161 du Code pénal, **n° 4453**. — Le 18 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le

projet de loi modifiant l'article 412 du Code pénal, n° 4620. — Le 27 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale complétant l'article 483 du Code pénal, n° 5065. — Le 9 décembre 1948, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Lenormand et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer le cumul des fermages, à remettre en exploitation les terres incultes et à favoriser l'exploitation familiale ; 2° de M. Halbout et plusieurs de ses collègues tendant à permettre l'établissement des jeunes foyers d'agriculture en empêchant le cumul des exploitations, n° 5751. — Le 10 décembre 1948, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Mouton et plusieurs de ses collègues relative au statut du fermage en ce qui concerne les anciens combattants, prisonniers et déportés, n° 5792. — Le 10 décembre 1948, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Buron tendant à définir la situation des fermiers et métayers occupants de fait au regard de l'application de l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative au statut juridique du fermage et de la loi du 13 avril 1946, n° 5793. — Le 23 décembre 1948, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 26 juin 1941 instituant le certificat d'aptitude à la profession d'avocat, n° 5930. — Le 27 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi modifiant l'article 365 du Code pénal, n° 6199. — Le 28 janvier 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 26 juin 1941 qui réglemente la profession d'avocat et la discipline du barreau, n° 6242. — Le 10 février 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi de M. Defos du Rau et plusieurs collègues tendant à abroger l'article 8 de la loi n° 47-1732 du 5 septembre 1947 fixant le régime général des élections municipales, n° 6389. — Le 6 avril 1949, une proposition de loi tendant à rendre applicable à toutes les stations balnéaires le paragraphe 10 de l'article 10 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 6957. — Le 19 mai 1949, un avis au

nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale relative au cumul des exploitations agricoles, n° 7303. — Le 31 mai 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier les articles 147, 148 et 150 du Code pénal relatifs aux faux en écriture, n° 7306. — Le 31 mai 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. — Le projet de loi relatif aux testaments faits dans un lieu avec lequel toute communication est interrompue ; II. — Les propositions de loi : 1° de M. Desjardins et plusieurs de ses collègues tendant à rendre valables les dispositions testamentaires et irrégulièrement rédigées par les prisonniers et déportés morts en captivité avant le mois de juin 1946 ; 2° de M. Jean Masson et plusieurs de ses collègues tendant à compléter l'article 904 du Code civil et à assimiler au mineur appelé sous les drapeaux, en temps de guerre, le mineur déporté, requis ou victime de faits de guerre et dont l'acte de décès mentionne qu'il est mort pour la France ; 3° de M. Viard et plusieurs de ses collègues tendant à valider les dispositions testamentaires exprimées de 1939 à 1945 par les déportés, travailleurs forcés ou prisonniers de guerre hors des formes légales ; 4° de MM. Dorey, Fournier et Philippe Gerber, sénateurs, tendant à valider les dernières volontés exprimées en dehors des formes légales par les déportés et travailleurs forcés au cours de la guerre 1939-1945, n° 7307. — Le 31 mai 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1° le projet de loi concernant la prescription en matière pénale ; 2° la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à compléter l'article premier de la loi du 29 mars 1942, validée par l'ordonnance du 28 octobre 1944, relative à la prescription de l'action publique et des peines, n° 7309. — Le 17 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale modifiant l'article 365 du Code pénal, n° 7517. — Le 1^{er} décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la codification des textes législatifs et réglementaires actuelle-

ment en vigueur en matière électorale, n° 8578. — Le 23 février 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi tendant à instituer un article 320 *bis* et modifiant l'article 434 du Code pénal, n° 9318. — Le 2 mars 1950, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur les propositions de résolution : 1° de M. Senghor et plusieurs de ses collègues tendant à décider l'envoi d'urgence en Côte d'Ivoire d'une commission parlementaire qui aura pour but de faire une enquête sur les graves incidents survenus depuis un an, dans ce territoire ; 2° de M. Mamadou Konaté et plusieurs de ses collègues tendant à décider la création d'une commission chargée d'enquêter sur les incidents qui se sont déroulés en Côte d'Ivoire, n° 9416. — Le 23 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi modifiant l'article 135 du Code d'instruction criminelle, n° 9583. — Le 23 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à modifier la loi validée du 29 mars 1942 relative à la prescription de l'action publique et des peines, n° 9584. — Le 2 mai 1950, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution de MM. Defos du Rau et Gallet tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la codification des textes législatifs et réglementaires actuellement en vigueur en matière électorale, n° 9826 (rectifié). — Le 26 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de MM. Ramarony et Sourbet tendant à compléter la loi du 2 juillet 1850 dite « Loi Grammont » sur la protection des animaux, n° 10764. — Le 20 octobre 1950, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 10, relatif à l'inéligibilité des ingénieurs des services agricoles, de la loi du 21 août 1912 relative à l'enseignement départemental et communal de l'agriculture, n° 11088. — Le 27 octobre 1950, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur les proposi-

tions de loi : 1° de M. Emile Hugues et plusieurs de ses collègues relative aux modifications à apporter à l'exercice du droit de préemption prévu dans le statut du fermage ; 2° de M. Monin tendant à supprimer le droit de préemption subsidiaire des professionnels de l'agriculture prévu par l'article 5 *bis* du statut des baux ruraux ; 3° de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifiée par la loi du 13 avril 1946 et relative au statut du fermage et du métayage ; 4° de M. Ruffe et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer la loi du 13 avril 1946 relative au statut du fermage et du métayage ; 5° de M. Delahoutre et plusieurs de ses collègues tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 13 avril 1946 modifiée par les lois du 22 décembre 1946 et du 9 avril 1947, sur le statut du fermage et du métayage ; 6° de M. Emile Hugues et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 13 avril 1946, modifiée par les lois du 22 décembre 1946 et du 9 avril 1947, relative au statut du fermage et du métayage ; 7° de MM. Terpend et Martineau tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par la loi du 13 avril 1946 ; 8° de M. Moussu et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 20 de la loi du 13 avril 1946 modifiant l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage ; 9° de MM. Coudray, Méhaignerie et Mlle Prévert tendant à modifier l'article 2 de la loi du 31 décembre 1948 modifiant certaines dispositions du statut du fermage et du métayage ; 10° de M. Montagnier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 sur le statut du fermage et du métayage, modifiée par la loi du 13 avril 1946, en matière de conversion ; 11° de M. Méhaignerie et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 31 décembre 1948 modifiant certaines dispositions du statut du fermage et du métayage ; 12° de M. Ruffe et plusieurs de ses collègues tendant à fixer un juste prix des fermages par la révision de la loi du 31 décembre 1948, n° 11132. — Le 16 novembre 1950 une proposition de loi tendant à fixer le mode d'élection des députés de l'Assemblée Nationale, n° 11321 (rectifié). — Le 24 novembre 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 20 de

l'ordonnance du 4 décembre 1944, modifiée par l'article 8 de la loi du 13 avril 1946 relatif à l'appel de décisions des tribunaux paritaires cantonaux, n° 11417. — Le 28 décembre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 9839 de MM. Ramarony et Sourbet tendant à compléter la loi du 2 juillet 1850 dite « Loi Grammont » sur la protection des animaux, n° 11780. — Le 13 avril 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 4 de la loi du 25 mars 1949 sur la révision des rentes viagères entre particuliers, n° 12825. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 9086) contre les malfaiteurs d'habitude (Dispositions concernant la pluralité de poursuites), n° 13183.

Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation et à usage professionnel; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer cet article relatif au maintien dans les lieux en cas d'abandon de domicile ou de décès du locataire, des personnes vivant habituellement avec lui* [26 mars 1947] (p. 1119 et 1120); — sur la proposition de loi de M. Waldeck Rochet relative à l'interprétation de l'article 22 bis du statut des baux ruraux : *Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1255, 1256, 1257, 1258); Art. 3 : *Modification du partage des fruits et suppression des redevances* (p. 1259). — Prend part à la discussion : du projet de loi permettant l'accession des femmes à diverses professions d'auxiliaire de la justice; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer dans l'énumération la fonction de syndic liquidateur* [5 décembre 1947] (p. 5505); Art. 2 : *Son amendement tendant à ne pas tenir compte de l'avis du Premier Président de la cour d'appel* (p. 5505, 5506); — du projet de loi modifiant certains articles du Code civil et du Code de commerce, en qualité de *Rapporteur* [5 décembre 1947] (p. 5506, 5507); — de la proposition de loi tendant à stabiliser le prix des baux à ferme : *Discussion générale* [30 avril 1948] (p. 2414, 2415, 2416); Article unique : *Contre-projet de M. Laurens permettant le recours devant les tribunaux paritaires* (p. 2422); — du projet de loi

relatif aux loyers; Art. 13 : *Amendement de M. Mondon tendant à ne faire exercer le droit de reprise que deux années après l'achat* [3 juin 1948] (p. 3135, 3136); *Son amendement tendant à accorder le droit de reprise au propriétaire qui aura acheté un immeuble en réemploi* (ibid.); *le retire* (ibid.); Art. 27 : *Son amendement tendant à ne pas accorder le maintien dans les lieux aux locataires provisoires du temps de guerre* (p. 3209, 3210); *Son amendement tendant à préciser les conditions nécessaires pour que le propriétaire puisse demander la reprise* (p. 3210); *Sa réponse aux commentateurs de M. Péron* (p. 3215). — Ses rapports sur des pétitions [8 août 1948] (p. 5559), [16 novembre 1948] (p. 7012). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles, en qualité de *Rapporteur pour avis* [16 décembre 1948] (p. 7635, 7636, 7637); Article unique : *Son contre-projet tendant à substituer un délai de quatre ans au délai de deux ans prévu par la loi du 13 avril 1946* (p. 7643 et suiv.); *Son amendement tendant à augmenter le délai accordé aux bailleurs pour trouver un nouveau preneur* [17 décembre 1948] (p. 7674, 7675); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à dégager la responsabilité civile du bailleur en cas de mauvais état des locaux repris* (p. 7677); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7680, 7681); — d'une proposition de loi modifiant le mode de calcul des fermages, en qualité de *Rapporteur pour avis* [27 décembre 1948] (p. 8016); *Son amendement tendant à ne donner à l'arrêté du préfet qu'un titre indicatif* [28 décembre 1948] (p. 8030); *Son amendement de forme tendant à spécifier le prix normal des baux* (p. 8031); *Amendement de M. Rochet tendant à rendre la référence à l'année 1939 d'ordre public* (p. 8031, 8032); *Son amendement tendant à tenir compte des améliorations apportées aux fonds quelle que soit leur date* (p. 8032); *Amendement de M. Perdon tendant à maintenir le cours moyen pour la détermination du prix des denrées servant de base au calcul des fermages* (p. 8035); Art. 2 : *Son amendement tendant à limiter le recours aux tribunaux paritaires pour fixer le montant du loyer* (p. 8038); *Son amendement tendant à limiter le délai pour demander une révision du bail* (p. 8040); *Son amendement tendant à ne pas appliquer les décisions des tribunaux paritaires avec effet rétroactif* (p. 8041); — du projet de loi portant création d'un budget

annexe des prestations familiales agricoles; Art. 17 : *Son amendement tendant à disjoindre les articles 17 à 24* [11 février 1949] (p. 519, 520); De ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 17 : *Création d'un organisme de contrainte pour le paiement des cotisations* [2 juillet 1949] (p. 4109, 4110, 4111); *Son amendement tendant à supprimer les articles 17 à 24* (p. 4112); — du projet de loi modifiant l'article 365 du Code pénal relatif à la subornation de témoins, en qualité de *Rapporteur* [11 février 1949] (p. 542, 543). — Ses rapports sur des pétitions [24 février 1949] (p. 917, 918). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi, amendée par le Conseil de la République, relative au cumul des exploitations agricoles, en qualité de *Rapporteur pour avis* [10 juin 1949] (p. 3275, 3276, 3277); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1030 : *Soldes et indemnités de la gendarmerie. Reclassement des gendarmes* [14 juin 1949] (p. 3335) — Ses rapports sur des pétitions [28 juin 1949] (p. 3914). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à sanctionner une infraction au règlement : *Question préalable posée par M. Cristofol* [7 juillet 1949] (p. 4327); *Amendement de M. Boulet tendant à substituer « estime inadmissible » à « blâme »* (p. 4333); *Ses explications de vote sur la deuxième partie félicitant le Président et l'invitant à en tirer les conséquences nécessaires* (4334). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures à prendre pour empêcher la pollution des eaux de l'Adour par les eaux d'une grande papeterie [19 juillet 1949] (p. 4809). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux conditions de la levée d'immunité parlementaire amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 juillet 1949] (p. 5538, 5539, 5540); — du projet de loi portant statut du personnel des communes; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer « de nature à compromettre son indépendance »* [10 novembre 1949] (p. 6038, 6039); Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa faisant couvrir par la collectivité locale l'agent condamné pour des fautes commises dans l'exercice de ses fonctions* (p. 6039, 6040); *le retire* (p. 6040); Art. 19 : *Son amendement tendant à supprimer l'article excluant les per-*

sonnes de plus de 55 ans de la candidature aux emplois communaux [1^{er} décembre 1949] (p. 6496, 6497, 6498); Art. 20 : *Son amendement tendant à favoriser, lors des concours, les personnes ayant eu des emplois inférieurs dans la même administration* (p. 6502, 6503); *Son amendement tendant à remplacer « de diplômés et de capacités » par « de diplômés ou de capacités »* (p. 6504); Art. 19 : *Son amendement relatif aux employés à temps complet* (p. 6504). — Dépose une demande d'interpellation sur les incendies des forêts des Landes et les moyens mis en œuvre pour empêcher de nouveaux sinistres [1^{er} décembre 1949] (p. 6531); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [6 décembre 1949] (p. 6635). — Son rapport sur une pétition [1^{er} décembre 1949] (p. 6539). — Dépose une demande d'interpellation relative à la pollution des eaux de l'Adour par les papeteries [22 décembre 1949] (p. 7152). — Son rapport sur une pétition [2 janvier 1950] [p. 18]. — Prend part à la discussion : des interpellations sur les incendies de forêts des Landes [13 janvier 1950] (p. 229); développe son interpellation y relative [14 janvier 1950] (p. 326, 327, 328, 329, 330). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Interruption des travaux parlementaires*) [2 février 1950] (p. 893). — Prend part à la discussion des conclusions d'un rapport relatif à la procédure d'élection de 13 membres de l'Assemblée de l'Union française : *Renvoi du débat* [24 février 1950] (p. 1421). — Dépose une demande d'interpellation sur les travaux envisagés pour la défense de la forêt de Gascogne contre le feu [24 mars 1950] (p. 2361). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; JUSTICE : *Discussion générale* [1^{er} juin 1950] (p. 4109, 4110). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation [9 juin 1950] (p. 4573). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Discussion du budget de l'Education nationale*) [22 juin 1950] (p. 5164). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage (*Rappel au règlement de M. E. Hugues, non-distribution du rapport*) [3 novembre 1950] (p. 7416), en qualité de *Rapporteur pour avis* (p. 7423, 7424) : *Discussion*

générale [17 novembre 1950] (p. 7860); *Demande de clôture de la discussion générale présentée par M. Garcia* [24 novembre 1950] (p. 8109); *Discussion générale* (p. 8111, 8112, 8113); Art. 1^{er}: *Droit de préemption sur les biens indivis* [8 décembre 1950] (p. 8808, 8809, 8810); *Discussion des amendements portant sur l'article* (p. 8811); *Sa protestation contre le vote par scrutin* (p. 8815); *Son amendement tendant à ne pas appliquer le droit de préemption aux donations* (p. 8817, 8818); *Son sous-amendement relatif au droit de préemption en matière de donation* [15 décembre 1950] (p. 9136, 9137); *Son sous-amendement relatif au droit de préemption sur la cession de biens indivis* (p. 9138); Art. 3: *Son amendement tendant à prévoir la libre vente du fonds en cas de défaillance du bénéficiaire du droit de préemption* [20 décembre 1950] (p. 9384); Art. 4: *Amendement de M. Hugues tendant à supprimer l'article relatif aux formalités pour la vente* (p. 9388). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Rectification de vote sur le statut du métayage* [8 décembre 1950] (p. 8831)). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale: *Question préalable posée par M. Boulet* [21 décembre 1950] (p. 9419, 9420); *Discussion générale* (p. 9425, 9426, 9438, 9439, 9440). — Dépose une demande d'interpellation sur le double accident survenu le 19 décembre 1950 à Mont-de-Marsan [21 décembre 1950] (p. 9431). — Son rapport sur une pétition [12 janvier 1951] (p. 339). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 5: *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa relatif à la procédure en cas de vente par adjudication judiciaire* [26 janvier 1951] (p. 419, 420, 421); *Amendement de M. Rogues relatif à cette procédure* (p. 422, 423); *Son amendement relatif aux formalités de vente par adjudication, nécessaires pour prévenir le bénéficiaire du droit de préemption* [31 janvier 1951] (p. 586); *Demande de disjonction des amendements relatifs à la durée du bail, présentée par M. Moussu* (p. 592, 593); Art. 6: *Etablissement des prix des fermages* [2 février 1951] (p. 662, 663, 664, 665, 666); *Son amendement tendant à fixer les prix des baux à ferme par référence aux denrées payées en 1939 et au rendement connu des terres* (p. 667, 668); *le retire* (p. 668); *Son amendement relatif au mode de calcul des fermages en fonction du prix des den-*

rées produites dans la région [9 février 1951] (p. 967); Art. 6: *Son amendement relatif à la fixation du prix des baux par référence aux quantités de denrées produites en 1939* [14 février 1951] (p. 1126, 1127, 1129); *Deuxième alinéa de son amendement relatif à la rémunération des investissements effectués dans la propriété* (p. 1129); *Dernier alinéa de son amendement relatif à la fixation des loyers par référence aux exploitations similaires* (p. 1129); *Amendement de M. Garcia tendant à supprimer le sixième alinéa faisant payer aux preneurs une augmentation de bail en cas de réparation ou de travaux neufs* (p. 1139, 1140); *Son amendement relatif à la révision des fermages à un prix inférieur ou supérieur de la valeur locative dans un délai de deux ans* [16 mars 1951] (p. 2027, 2028, 2029); *Amendement de M. Rogues relatif aux baux déjà conclus sans modification du prix du bail et sujets à révision* (p. 2030); *Son amendement tendant à ne pas appliquer l'article quand le prix du bail résulte d'une adjudication obligatoire* (p. 2034); *Ses explications de vote sur l'article 6* (p. 2034); Art. 7: *Révision des contrats de métayage* (p. 2035, 2036, 2737); *Amendement de M. Grimaud tendant à supprimer l'article relatif à la part du métayer* [6 avril 1951] (p. 2789, 2790); *Son amendement tendant à prévoir des exceptions à la règle accordant deux tiers au métayer* (p. 2790, 2791, 2794); *Amendement analogue de M. Degoutte* (p. 2800); *Son amendement tendant à ne pas partager le cheptel également par tiers* (p. 2816); *le retire* (ibid.); *Son amendement relatif au produit des cultures innovées par le preneur* (p. 2817, 2818); *le retire* (p. 2818); *Son amendement relatif aux produits de la basse-cour et du jardin* (p. 2819); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. Alfred Coste-Floret tendant à ne pas déclarer les dispositions de l'article d'ordre public* (p. 2824); Art. 8: *Nouvelle rédaction de l'article relatif aux droits de reprise* (p. 2842, 2843, 2844, 2845); *Son amendement tendant à substituer le délai de six ans à celui de neuf ans* (p. 2848); *Son amendement tendant à permettre au bailleur de reprendre à titre individuel ou comme membre d'une coopérative* (p. 2848); *Sous-amendement de M. David tendant à mentionner: « dans les conditions réglées par un décret »* (p. 2848, 2849); *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa relatif aux demandes de conversion* (p. 2853, 2854, 2855); *Son amendement tendant à ne pas appliquer l'article rétroactivement* (p. 2856, 2857); *Son amendement tendant à*

accorder aux enfants du bailleur décédé la possibilité d'exercer le droit de reprise triennal (p. 2858); Art. 9 : *Son amendement relatif aux dommages-intérêts en cas de conversion* (p. 2862, 2863); *Son amendement tendant à supprimer l'article* (2863); *Proposition de M. Moussu de scinder le projet* (p. 2865). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*manque d'empressement des parlementaires à assister aux débats*) [1^{er} février 1951] (p. 606, 607); *Modification de l'ordre du jour* [7 février 1951] (p. 838). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution modifiant l'article 74 du règlement relatif au quorum : *Motion de M. André Mercier tendant à suspendre le débat* [21 février 1951] (p. 1449). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Débat sur le statut du fermage*) [13 mars 1951] (p. 1833, 1834). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Renvoi du débat* [15 mars 1951] (p. 1987, 1988); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Montel tendant à prévoir le panachage et le vote préférentiel* (p. 1991); *Amendement de M. Bétolaud tendant à ne pas attribuer plus de 6 sièges à une circonscription électorale* (p. 1995); *Amendement de M. Montel tendant à prévoir le panachage et le vote préférentiel* (p. 1996); *Amendement de M. Jean Musson tendant à préciser l'interprétation des bulletins de vote non modifiés* (p. 1997); *Amendement de M. Quilici tendant à appliquer en Algérie le même régime qu'en France* (p. 1997, 1998). = S'excuse de son absence [10 juin 1947] (p. 2000), [26 janvier 1948] (p. 193), [9 janvier 1951] (p. 309), [23 avril 1951] (p. 3804), [7 mai 1951] (p. 4778). = Obtient des congés [26 janvier 1948] (p. 193), [9 janvier 1951] (p. 309), [23 avril 1951] (p. 3804), [7 mai 1951] (p. 4778).

DEGOUTTE (M. Lucien), Député du Rhône
(2^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946]. (p. 39) = Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des moyens de communication [11 février 1947] (p. 276); de la Commission du travail et de la

sécurité sociale [30 juin 1947] (p. 2548), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par l'ordonnance du 27 décembre 1945) [20 mai 1947] (p. 1678), [26 janvier 1948] (p. 195).

Dépôts :

Le 30 mai 1947, une proposition de loi tendant à organiser une équitable répartition des fruits de la production, entre le travail et le capital, n° 1513. — Le 30 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation appliquée en 1946 pour l'attribution prioritaire libre de 100 litres de vin aux vendangeurs, n° 1866. — Le 13 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à établir un secteur libre immédiat dans le commerce des bois et à supprimer les autorisations de transport, n° 2429. — Le 22 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour obtenir la transformation de l'entreprise Berliet, en une société mixte Berliet et Cie, n° 2966. — Le 30 avril 1948, une proposition de loi relative aux conseils des prud'hommes, n° 4103. — Le 28 mai 1948, un rapport au nom de la Commission de la Production industrielle sur la proposition de résolution de MM. Edgar Faure et Hugues tendant à inviter le Gouvernement à supprimer la direction des industries du bois et la fonction de répartiteur du bois au Ministère de la production industrielle, n° 4359. — Le 15 juin 1948, une proposition de loi tendant à autoriser la Banque de France à faire à l'Etat une avance exceptionnelle de 100 milliards de francs destinés à aider au financement de la récolte de blé, n° 4554. — Le 7 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur les propositions de loi : 1° de M. Cerclier et plusieurs de ses collègues relative au transfert à l'Etat de la Société Francolor ; 2° de M. Védrines et plusieurs de ses collègues relative à la nationalisation de la Société « Francolor », n° 4893. — Le 20 juillet 1948, un avis au nom de la Commission du

travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi portant modification des autorisations d'engagements de dépenses et des crédits accordés par la loi n° 48-466 du 21 mars 1948. n° 5008. — Le 24 février 1949, un avis au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Liquard tendant à inviter le Gouvernement à rétablir la liberté totale du commerce des bois, n° 6570. Le 2 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant les articles 66 et 67 du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, n° 6854. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi portant dissolution du commissariat à la mobilisation des métaux non ferreux, n° 7076. — Le 9 juin 1949, une proposition de loi, prorogeant le délai de douze mois prévu à l'article 127 bis de la loi n° 48-1307 du 23 août 1948 sur la sécurité sociale des cadres, n° 7394. — Le 9 juillet 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi portant dissolution du commissariat à la mobilisation des métaux non ferreux, n° 7839. — Le 23 juillet 1949, une proposition de loi tendant à autoriser la Banque de France à faire par l'intermédiaire du Trésor une avance de 500 milliards à la caisse de reconstruction, n° 8003. — Le 29 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 9 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 8104. — Le 13 décembre 1949, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi portant dissolution du Commissariat à la mobilisation des métaux non ferreux, n° 8705.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels; Art. 2 : *Son amendement relatif à l'étude de la normalisation par ces centres* [16 mars 1948] (p. 1761); Art. 4 : *Son amendement tendant à modifier la composition des conseils d'administration* (p. 1763); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 165 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour la direction des eaux et forêts* [25 mai 1948] (p. 2900); *le retire* (p. 2901);

AVIATION CIVILE; Chap. 139 : *Personnel contractuel de l'aviation sportive* [29 juillet 1948] (p. 5031); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 526 : *Subventions aux succursales du Conservatoire de musique dans les départements* [4 août 1948] (p. 5341); — du projet de loi portant modification d'autorisations d'engagement de dépenses et de crédits, en qualité de *Rapporteur pour avis* [20 juillet 1948] (p. 4868); — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République : *Discussion générale* [12 août 1949] (p. 5726, 5727); — du projet de loi portant modification d'autorisations de dépenses pour 1948 (*Investissements*) : *Discussion générale* [27 août 1948] (p. 6378, 6379); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 7 : *Versement au fonds de modernisation et d'équipement* [23 décembre 1948] (p. 7885, 7886, 7887); *Son amendement tendant à réévaluer le stock d'or de la Banque de France* (p. 7887); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : *Discussion générale* [10 mars 1949] (p. 1490); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Affaires économiques : *Discussion générale (Ses observations sur l'attribution d'essence aux chauffeurs de taxis)* [23 mars 1949] (p. 1754); *Ses explications de vote sur l'article unique (Institut national de la statistique)* (p. 1768, 1769); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Agriculture : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2318, 2319, 2320); — d'une proposition de loi relative aux rentes et allocations des mutilés du travail; Art. 15 : *Son amendement tendant à prévoir un décret fixant les nouvelles primes et cotisations* [20 mai 1949] (p. 2734). — Pose à M. le Ministre du Travail une question relative aux subventions d'achats ou de réparations d'immeubles des coopératives laitières par les Caisses de la sécurité sociale locale ou régionale [3 juin 1949] (p. 3128). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la répartition des matières premières et produits industriels; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer les emplois créés dès qu'ils ne seront plus indispensables* [27 juillet 1949] (p. 5378, 5379); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [28 juillet 1949] (p. 5438, 5439). — Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences des incendies du mois d'août dans les Landes [3 novembre 1949] (p. 5959). — Prend part à

la discussion : du projet de loi portant statut de l'entreprise Berliet; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Airoldi tendant à dissoudre la Société Berliet à la date du 5 septembre 1944* [15 novembre 1949] (p. 6133, 6134); — d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles : *Discussion générale* [14 décembre 1949] (p. 6860, 6861, 6865); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail : *Discussion générale* [15 décembre 1949] (p. 6925, 6926, 6927, 6928); Art. 31 F du Code du travail : *Son amendement tendant à prévoir des conventions entre les employeurs et tout ou partie des travailleurs* [31 décembre 1949] (p. 7641); Art. 31 G du Code du travail : *Amendement de M. A. Hugues tendant à notifier à chaque salarié son coefficient personnel* [3 janvier 1950] (p. 31); *Son amendement tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives les conditions de fonctionnement de l'apprentissage* (p. 33, 36); *Son amendement tendant à faire figurer dans ces dispositions la publication de la rémunération du travail et du capital* (p. 37); le retire (ibid.); *Son amendement tendant à faire figurer dans ces dispositions la liaison entre la rémunération et la productivité* (p. 38, 39, 40); *Amendement de M. A. Hugues tendant à faire figurer dans ces dispositions le régime des retraites du personnel* (p. 41); Art. 31 O : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à supprimer la référence aux primes à la productivité* [4 janvier 1950] (p. 85, 86); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 29 : *Son amendement tendant à tenir compte des abattements consentis par les commissions paritaires départementales* [27 décembre 1949] (p. 7400); — des interpellations sur les incendies de forêts des Landes et développe son interpellation y relative [13 janvier 1950] (p. 222, 223, 224, 225); *Ordre du jour de M. Lamarque-Cando faisant confiance au Gouvernement et demandant la défense préventive de la forêt contre le feu, l'indemnisation des sinistrés et l'écoulement du bois des Landes* [20 janvier 1950] (p. 399, 400); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [2 février 1950] (p. 905, 906, 907, 908); Art. 1^{er} (Art. 31 du Code du travail) : *Amendement de M. de Sesmaisons relatif à l'application des conventions aux professions agricoles* (p. 924); (Art. 31 A) : *Son amen-*

dement tendant à prévoir des conventions différentes pour chaque catégorie professionnelle (p. 926, 927); le retire (p. 928); (Art. 31 E) : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République tendant à supprimer l'extension automatique des conventions collectives* (p. 928); le retire (p. 929); (Art. 31 F) : *Son amendement tendant à reprendre les 2^e et 3^e alinéas du texte du Conseil de la République, relatifs à la composition des commissions mixtes* (p. 930); *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la composition des commissions mixtes* [3 février 1950] (p. 957); (Art. 31 G) : *Amendement de M. Patinaud tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à l'organisation de l'apprentissage* (p. 977); (Art. 31 H) : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux conventions régionales et locales* (p. 984); le retire (ibid.); (Art. 31 O) : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la conclusion d'accords particuliers à un ou plusieurs établissements et prévoyant des primes à la productivité* (p. 988, 989, 990); *Amendement de M. André-Joseph Hugues tendant à reprendre partiellement le texte du Conseil de la République relatif aux primes à la productivité* (p. 992); — du projet de loi relatif à l'élection des organismes de la Sécurité sociale et des allocations familiales : *Discussion générale* [17 février 1950] (p. 1188); Art. 10 : *Son amendement relatif aux délais pour recevoir le pourvoi et former requête* (p. 1205); *Son amendement tendant à permettre aux colistants aux allocations familiales non allocataires de devenir électeurs* (p. 1205, 1206); *Son amendement tendant à remplacer le président du tribunal civil par le trésorier-payeur général* (p. 1206); — du projet de loi relatif aux dépenses d'investissement pour la réparation des dommages de guerre : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2474, 2475, 2476); — du projet de loi portant répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 11 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à l'aliénation d'immeubles ou de matériel militaire* [1^{er} avril 1950] (p. 2782); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 4 : *Amendement de M. Bourges-Maunoury tendant à faire ordonner les prêts prévus à l'article 2 par le*

Commissaire général au plan [28 avril 1950] (p. 3040); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 3290 : *Amendement de M. Lussy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection des végétaux (Ravages de la gelée)* [25 mai 1950] (p. 3923); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor, amendé par le Conseil de la République; Art. 41 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux opérations du Fonds forestier national* [25 mai 1950] (p. 3961); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 14 : *Son amendement tendant à réévaluer l'assiette de la contribution foncière des propriétés non bâties* [2 août 1950] (p. 6419, 6420); Art. 20 : *Demande de rétablir l'article établissant une taxe sur les bois, présentée par le Gouvernement* (p. 6421); Art. 21 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 6422); *le retire* (ibid.); Art. 28 *ter* : *Allègements fiscaux éventuels par décrets* (p. 6425, 6426); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles; Art. 1^{er} : *Institution en 1951 d'une Caisse nationale de solidarité agricole* [3 août 1950] (p. 6580); — d'une proposition de loi relative à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises, amendée par le Conseil de la République; Article unique : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à l'affiliation des agents des services publics à la Caisse autonome mutuelle des retraites* [4 août 1950] (p. 6740); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage : *Discussion générale* [24 novembre 1950] (p. 8106, 8107, 8108, 8109); *Contre-projet de M. E. Hugues* (p. 8114, 8115); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 5160 : *Amendement de M. Jules-Julien tendant à libeller le chapitre « vulgarisation et exposition internationale du bois »* [26 janvier 1951] (p. 449, 450); Art. 8 : *Son amendement tendant à supprimer les articles relatifs à la taxe sur les viandes abattues* (p. 481, 483); *le retire* (p. 483); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs : *Discussion générale* [9 février 1951] (p. 986, 987); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 6 : *Son amendement ten-*

dant à préciser le cas des cultures spécialisées dont le bailleur doit assurer la plantation [14 février 1951] (p. 1135); *le retire* (ibid.); Art. 7 : *Son amendement tendant à prévoir des exceptions à la règle accordant les deux tiers au métayer* [6 avril 1951] (p. 2796, 2797, 2798, 2799, 2815); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois de mars 1951; Art. 11 : *Son amendement tendant à rendre exécutoire l'article 11 de la loi de finances pour 1951 déduisant du revenu imposable les primes d'assurances sur la vie* [28 février 1951] (p. 1711); — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales : *Discussion générale* [28 avril 1951] (p. 4143); *Nouveau texte de la Commission* [30 avril 1951] (p. 4335); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires; Article additionnel : *Amendement de M. Devinat relatif au cas des propriétaires sinistrés cherchant à reprendre leur logement* [28 avril 1951] (p. 4166) = S'excuse de son absence [31 décembre 1948] (p. 8249). = Obtient un congé [31 décembre 1948] (p. 8249).

DEGROND (Mme Germaine), Député de la Seine-et-Oise (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommée membre : de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34). Est élue Président de cette Commission : [*J. O.* du 20 décembre 1946] (p. 10784), [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 965), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 783). — Est nommée membre : de la Commission des affaires économiques [21 décembre 1946] (p. 201), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la presse [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348).

Dépôts :

Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à réprimer la vente illicite de marchandises ou de denrées sur la voie publique et autres lieux publics ou privés, n° 336. — Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à l'abrogation de la loi du 11 juin 1896 portant

réglementation des Halles centrales de Paris et à la réorganisation complète de ce marché reconnu d'intérêt public national, n° 338. — Le 12 décembre 1947, une proposition de loi tendant à réprimer la vente illicite de marchandises ou de denrées sur la voie publique et autres lieux publics ou privés, n° 2855. — Le 26 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier de bons d'approvisionnement spéciaux les économiquement faibles, n° 3000. — Le 8 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à recourir à l'emprunt pour parer à l'insuffisance des crédits d'équipement accordés au titre des télécommunications sur l'exercice 1948, n° 4921. — Le 16 novembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la réorganisation des services du Ravitaillement général, sous forme d'une direction unique rattachée au Secrétariat d'Etat aux Affaires économiques, n° 5572. — Le 7 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de Mme Germaine Degron et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la réorganisation des services du Ravitaillement général, sous forme d'une direction unique rattachée au Secrétariat d'Etat aux Affaires économiques, n° 5727. — Le 18 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la réglementation applicable au paiement à domicile des mandats, n° 6500. — Le 27 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 14 du Règlement de l'Assemblée Nationale en vue de la suppression de la Commission du ravitaillement, n° 8048. — Le 8 décembre 1949, un avis au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de Mme Degron et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 14 du Règlement de l'Assemblée Nationale en vue de la suppression de la Commission du ravitaillement, n° 8653. — Le 23 février 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 12 de la loi du 7 mai 1917 ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation, n° 9325. — Le 3 mars 1950, une proposition de loi tendant à exonérer de la surtaxe progressive les salaires perçus par les jeunes gens l'année de leur appel sous les drapeaux, n° 9431. — Le 17 mars 1950,

une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux petites entreprises artisanales et commerciales de nouveaux délais leur permettant de se libérer des comptes provisionnels ou de leurs impôts sans avoir à subir des majorations pour pénalités de retard, n° 9518. — Le 3 mai 1950, une proposition de loi tendant à renforcer les peines prévues par l'article 312 du Code pénal contre les bourreaux d'enfants, n° 9830. — Le 28 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de loi (n° 9325) de Mme Degron et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 12 de la loi du 7 mai 1917 ayant pour objet l'organisation du crédit aux sociétés coopératives de consommation, n° 13026. — Le 12 mai 1951, une proposition de loi relative à la détermination du chiffre d'affaires annuel des exploitants individuels, à considérer pour la fixation forfaitaire des bénéfices imposables, n° 13237. — Le 12 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux mutilés du travail des emplois réservés dans les administrations de l'Etat, n° 13238. — Le 12 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder le bénéfice de la retraite ou de l'allocation provisoire aux femmes dès l'âge de 60 ans, n° 13239. — Le 12 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 15 juin 1949 ayant fixé les loyers maxima des dépendances et terrains de toute nature accessoires de locaux d'habitation, n° 13240.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi complétant et modifiant la législation économique, en qualité de *Président de la Commission du ravitaillement* ; Art. 5 : *Amendement de M. Chaze tendant à réprimer les délits de négligence, d'incurie et de sabotage commis par des fonctionnaires chargés du ravitaillement ou de la conservation des stocks* [14 février 1947] (p. 335) ; — du projet de loi instituant une carte d'acheteur pour les professionnels du bétail et de la viande, en qualité de *Président de la Commission du ravitaillement* : *Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1239, 1240) ; Art. 2 : *Amendement de M. Fernand Mauroix tendant à ce que le retrait de la carte professionnelle ne soit*

effectué que conformément à l'avis d'une Commission (p. 1261, 1263); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 mars 1947] (p. 1317). — Son rapport au nom du 4^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Guyane [16 mai 1947] (p. 1663); *Donne lecture de son rapport* [17 juin 1947] (p. 2137). — Pose au Président du Conseil une question sur le maintien des restaurants sociaux [23 mai 1947] (p. 1743). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, HAUT COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION, Chap. 309 : *Missions temporaires à l'étranger* [12 juin 1947] (p. 2037). — Intervient dans la discussion des interpellations relatives à la politique économique et financière du Gouvernement (*Vente du savon*) [25 juin 1947] (p. 2433). — Est entendue au cours du débat sur le projet de loi visant à la réalisation d'un plan de congélation de la viande; Art. 3 : *Amendement de M. Triboulet tendant à faire contrôler le stockage et la congélation par un organisme interprofessionnel* [8 juillet 1947] (p. 2828); *Amendement de Mlle Dupuis tendant à imposer aux acheteurs l'obligation de réserver une part de leurs achats au plan de la congélation* (p. 2829). — Son rapport sur les élections du département de la Guyane au nom du 4^e Bureau [6 février 1948] (p. 536). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à réprimer les hausses de prix injustifiées : *Discussion générale* [17 février 1948] (p. 805, 806, 807); — du projet de loi portant suspension de l'application de la taxe de 4 0/0 sur les viandes fraîches, en qualité de *Rapporteur pour avis* [30 avril 1948] (p. 2425, 2426); Article unique : *Son amendement tendant à appliquer la loi partout* (p. 2427). — Est entendue sur une motion d'ordre (*Débat sur la ration de pain*) [30 juin 1948] (p. 4181). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à augmenter la ration de pain et à améliorer la qualité, en qualité de *Président de la Commission du ravitaillement* [30 juin 1948] (p. 4182); — d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à augmenter la ration de pain et à améliorer la qualité, en qualité de *Président de la Commission* [30 juillet 1948] (p. 5114); Article unique : *Amendement de Mlle Dupuis tendant à demander cette augmentation pour le plus tôt possible* (p. 5117); — du projet de loi

portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; RAVITAILLEMENT, AGRICULTURE : *Discussion générale* [2 août 1948] (p. 5204); Chap. 100 : *Ses observations sur le ravitaillement et les prix* (p. 5208, 5209); Chap. 104 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour l'inspection générale* (p. 5216); Chap. 107 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus pour le personnel des services extérieurs* (ibid.); Chap. 303 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le matériel des services extérieurs* (p. 5217); — du projet de loi portant création d'un emploi de Haut Commissaire au Ravitaillement amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [9 décembre 1948] (p. 7455); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 1^{er} : *Attributions de lait par le ravitaillement* [15 février 1949] (p. 573); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil (Ravitaillement) : *Discussion générale* [30 mars 1949] (p. 1885, 1886, 1888). — Est entendue sur l'arbitrage d'une demande de discussion d'urgence, d'une proposition de résolution relative aux attributions de céréales panifiables [24 mai 1949] (p. 2852). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à créer la carte sociale des économiquement faibles : *Discussion générale* [31 mai 1949] (p. 2937, 2938); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution de céréales panifiables : *Urgence du débat* [31 mai 1949] (p. 2948, 2949); — du projet de loi portant aménagements fiscaux amendé par le Conseil de la République; Art. 10 *sexies* : *Amendement de M. Garcia tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale étendant les exonérations sur les opérations commerciales effectuées par les coopératives agricoles* [30 juillet 1949] (p. 5638); *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet de loi relatif aux bénéfices agricoles et au revenu foncier* (p. 5639); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux opérations commerciales exemptées du paiement de la taxe locale* (p. 5640); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950; Art. 24 : *Amendement de Mlle Dupuis tendant à limiter à 200 le nombre des fonctionnaires du ravitaillement maintenus en fonction* [31 décembre 1949] (p. 7664); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; PRÉSIDENTICE DU CON-

SEIL, Chap. 1120 : *Amendement de M. Mont tendant à rétablir les crédits demandés pour les collaborations extérieures aux services de la documentation* [14 juin 1950] (p. 4756); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Barel tendant à exonérer de la redevance radiophonique les vieux travailleurs et économiquement faibles* [10 avril 1951] (p. 3036).

DEIXONNE (M. Maurice), Député du Tarn.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392). — Est désigné par la Commission de la production industrielle pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte (Application de l'art. 70 de la loi du 21 mars 1947, modifiée par la loi du 3 juillet 1947). [15 mars 1950] (F. n° 527), [24 février 1951] (F. n° 680).

Dépôts :

Le 14 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à hâter la conclusion des travaux de la Commission de la réforme de l'enseignement, n° 583. — Le 4 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur : 1° la proposition de loi de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le bénéfice de l'avance sur reclassement prévue par le décret du 29 octobre 1946 aux personnels scientifiques des bibliothèques, des archives et des musées, au personnel de l'économat, aux secrétaires d'orientation professionnelle, aux secrétaires de direction des écoles nationales de l'enseignement technique, aux secrétaires des mouvements de jeunesse et de la culture popu-

laire; 2° la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à étendre le bénéfice des versements d'attente mensuels prévus par le décret du 29 octobre 1946 aux bibliothécaires, aux archivistes, aux conservateurs de musée, aux aides techniques des bibliothèques, n° 821. — Le 13 mai 1947, une proposition de loi tendant à indemniser les vigneron de Vieux (Tarn) à l'occasion des dégâts causés par l'orage de grêle du 23 juillet 1945, n° 1305. — Le 25 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi sur l'utilisation de l'énergie, n° 2142. — Le 31 juillet 1947, une proposition de loi relative à la conservation du lait, n° 2193. — Le 12 août 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Lhuissier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 46-2196 du 11 octobre 1946 créant une caisse nationale des lettres, n° 2413. — Le 23 août 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Bèche et plusieurs de ses collègues relative à l'exploitation des œuvres littéraires après l'expiration des droits patrimoniaux des écrivains, n° 2479. — Le 26 août 1947, une proposition de loi tendant à compléter la loi relative aux conditions de dégageement des cadres des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires de l'Etat, n° 2492. — Le 25 novembre 1947, une proposition de loi tendant à supprimer la perte d'ancienneté infligée à certaines catégories du personnel enseignant du second degré, n° 2697. — Le 4 février 1948, une proposition de loi tendant à revaloriser les vacations des médecins appelés en consultation pour les congés de longue durée des fonctionnaires, n° 3246. — Le 4 février 1948, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 1^{er} décembre 1940 portant résorption du personnel en excédent de la S. T. C. R. P., n° 3248. — Le 5 février 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Bèche et plusieurs de ses collègues relative à l'exploitation des œuvres littéraires après l'expiration des droits patrimoniaux des écrivains, n° 3261. — Le 6 février 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Lhuissier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi n° 46-2196 du 11 octobre 1946 créant une caisse

nationale des lettres, n° 3272. — Le 17 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale sur l'utilisation de l'énergie, n° 3402. — Le 19 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faciliter la construction et la reconstruction des établissements scolaires, n° 3470. — Le 24 février 1948, une proposition de loi tendant à la nationalisation de l'Ecole de métiers de la meunerie, n° 3509. — Le 8 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux coopératives de production une priorité pour l'achat des matières premières nécessaires à leur fonctionnement, n° 3709. — Le 11 mars 1948, une proposition de loi tendant à défrayer les élèves des écoles normales de l'enseignement primaire des frais médicaux et chirurgicaux, n° 3732. — Le 16 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi étendant à toutes les houillères de bassin les dispositions de l'ordonnance n° 45-2621 du 2 novembre 1945 relative à la transformation des écoles privées des houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais en écoles publiques et à l'intégration de leurs maîtres dans les cadres de l'enseignement public, n° 3791. — Le 30 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur : I. Le projet de loi relatif aux écoles privées des houillères nationales ; II. Les propositions de loi : 1° de Mme Roca et plusieurs de ses collègues étendant à toutes les houillères de bassin les dispositions de l'ordonnance n° 45-2621 du 2 novembre 1945 relative à la transformation des écoles privées des houillères nationales du Nord et du Pas-de-Calais en écoles publiques et à l'intégration de leurs maîtres dans les cadres de l'enseignement public ; 2° de M. Binot et plusieurs de ses collègues tendant à transformer les écoles privées des houillères nationalisées en écoles publiques, n° 4090. — Le 28 mai 1948, une proposition de loi tendant à supprimer toute subvention déguisée à l'enseignement confessionnel, n° 4352. — Le 9 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur : 1° la proposition de loi de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues ten-

dant à supprimer toute subvention déguisée à l'enseignement confessionnel ; 2° la proposition de loi de M. Thamier et plusieurs de ses collègues tendant à abroger le décret n° 48-855 du 22 mai 1948 relatif aux attributions de l'Union nationale et des unions départementales ou locales des associations familiales, n° 4492. — Le 5 juillet 1948, une proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance n° 45-323 du 3 mars 1945 et relative aux associations familiales, n° 4859. — Le 7 juillet 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux coopératives de production une priorité pour l'achat des matières premières nécessaires à leur fonctionnement, n° 4887. — Le 24 juillet 1948, une proposition de loi tendant à organiser la recherche vétérinaire, n° 5035. — Le 30 novembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser des victimes de l'agression communiste contre la classe ouvrière française, n° 5672. — Le 10 décembre 1948, une proposition de loi relative aux consultations électorales de caractère professionnel, n° 5784. — Le 11 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réparer le préjudice grave dont sont présentement victimes les administrateurs de l'éducation nationale, n° 6410. — Le 24 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à affecter le reliquat disponible de l'emprunt de reconstruction et d'équipement actuellement en cours d'émission au financement d'un programme de constructions scolaires, n° 6572. — Le 19 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le libre marché des pneus de tourisme, n° 7215. — Le 21 mai 1949, une proposition de loi tendant à définir les conditions dans lesquelles doit s'opérer le transfert des charges scolaires des houillères aux communes minières, n° 7247. — Le 21 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre libre le commerce du charbon à usage domestique, n° 7250. — Le 31 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à encourager la production charbonnière, n° 7300. — Le 3 juin 1949, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur l'avis donné par le Conseil de la République

sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale sur les publications destinées à la jeunesse, n° 7365. — Le 9 juin 1949, une proposition de loi tendant à préciser l'état civil des enfants légitimés adoptivement, n° 7396. — Le 4 juillet 1949, une proposition de loi tendant à protéger les auteurs et dessinateurs français contre certaines formes de dumping dans les périodiques destinés à la jeunesse, n° 7744. — Le 6 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur : 1° la proposition de loi de M. André Marty et plusieurs de ses collègues tendant à l'enseignement de la langue catalane dans les universités de Montpellier et de Toulouse et dans certains établissements d'enseignement ; 2° la proposition de résolution de M. Pierre Hervé et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les arrêtés et mesures nécessaires à la conservation de la langue et de la culture bretonnes, à l'abrogation des dispositions qui proscrivent l'usage de la langue bretonne dans l'enseignement public et à l'organisation d'un enseignement de la langue bretonne dans les départements du Finistère, des Côtes-du-Nord et du Morbihan ; 3° la proposition de loi de M. Vourc'h et plusieurs de ses collègues, sénateurs, sur l'enseignement de la langue bretonne, n° 7777. — Le 25 juillet 1949, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Buron concernant la prorogation, en raison de la guerre, de la durée des droits de propriété littéraire et artistique, n° 8027. — Le 28 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à définir les conditions dans lesquelles doit s'opérer le transfert des charges scolaires des houillères aux communes minières, n° 8082. — Le 14 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur : I. la proposition de loi de M. Sion et plusieurs de ses collègues tendant à accorder une indemnité unique aux prestataires de la Caisse autonome nationale des mineurs ; II. la proposition de résolution de M. Gabriel Roucaute et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tous les prestataires de la Caisse autonome des mines, en attendant le vote de l'augmentation de 25 0/0 des retraites, une prime de vie chère de 3.000 francs payable le 1^{er} décembre et renouvelable, n° 8709. —

Le 15 décembre 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur : I. les propositions de loi : 1° de M. André Marty et plusieurs de ses collègues tendant à l'enseignement de la langue catalane dans les universités de Montpellier et de Toulouse et dans certains établissements d'enseignement ; 2° de M. Vourc'h et plusieurs de ses collègues, sénateurs, sur l'enseignement de la langue bretonne ; II. la proposition de résolution de M. Pierre Hervé et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les arrêtés et mesures nécessaires à la conservation de la langue et de la culture bretonnes, à l'abrogation des dispositions qui proscrivent l'usage de la langue bretonne dans l'enseignement public et à l'organisation d'un enseignement de la langue bretonne dans les départements du Finistère, des Côtes-du-Nord et du Morbihan, n° 8724. — Le 19 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer le respect du statut des fonctionnaires en matière de droit au logement, n° 8998. — Le 27 janvier 1950, une proposition de loi tendant à modifier le taux de la redevance sur le charbon, n° 9071. — Le 3 février 1950, une proposition de loi tendant à créer une Caisse autonome des constructions scolaires, n° 9179. — Le 8 février 1950, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 3 juillet 1947 accordant des indemnités aux agents et courtiers d'assurances, n° 9203. — Le 8 février 1950, une proposition de loi tendant à modifier le décret-loi du 29 octobre 1936 relatif aux cumuls d'une pension de retraite avec un traitement d'activité en ce qui concerne les houillères de bassin, n° 9210. — Le 16 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un secours d'urgence de 5 millions aux victimes de la catastrophe ferroviaire de Gaillac, n° 9227. — Le 2 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Pierre-Olivier Lapie tendant à inviter le Gouvernement à associer la nation française aux manifestations et aux cérémonies commémorant le dixième anniversaire de la campagne de Norvège et de la victoire de Narvick, n° 9394. — Le 2 mars 1950, une proposition de loi tendant à créer une Caisse nationale des Arts, n° 9414. — Le 23 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la

proposition de loi de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret-loi du 29 octobre 1936 relatif aux cumuls d'une pension de retraite avec un traitement d'activité en ce qui concerne les houillères de bassin, **n° 9570**. — Le 25 avril 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ne prévoir aucune réduction du crédit global affecté au Ministère de l'Éducation nationale et au Secrétaire d'État à l'enseignement technique, à la jeunesse et aux sports, **n° 9710**. — Le 5 mai 1950, une proposition de loi tendant à l'organisation du service de santé scolaire, **n° 9879**. — Le 12 mai 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de loi de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret-loi du 29 octobre 1936 relatif aux cumuls d'une pension de retraite avec un traitement d'activité en ce qui concerne les houillères de bassin, **n° 9952**. — Le 30 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'ouragan qui a dévasté plusieurs communes du département du Tarn le 23 mai 1950, **n° 10089**. — Le 8 juin 1950, une proposition de loi tendant à améliorer le régime de sécurité sociale dans les mines, **n° 10228 (rectifié)**. — Le 22 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes des nouveaux orages de grêle qui ont sinistré le département du Tarn, **n° 10396**. — Le 26 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier le décret-loi du 29 octobre 1936, **n° 10765**. — Le 28 juillet 1950, une proposition de loi tendant à modifier le fonctionnement des courses de chevaux par l'institution du pari au livre, **n° 10809**. — Le 28 juillet 1950, une proposition de loi tendant à abroger le décret du 12 mai 1948 relatif au fonctionnement des courses de chevaux, **n° 10810**. — Le 28 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la convention d'Union internationale de Berne révisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, conclue à Bruxelles le 26 juin 1948, **n° 10814**. — Le 28 juillet 1950, un rapport au

nom de la Commission de l'éducation nationale sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale relative à l'enseignement des langues et dialectes locaux, **n° 10815**. — Le 6 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur les propositions de résolution : 1° de M. Jacques Gresa et plusieurs de ses collègues (n° 9173) tendant à inviter le Gouvernement à accélérer les travaux d'aménagement hydraulique de la Montagne Noire (Haute-Garonne) ; 2° de M. Auban et plusieurs de ses collègues (n° 11495) tendant à inviter le Gouvernement à arbitrer le conflit entre les services du génie rural et des travaux publics qui a amené l'interruption des travaux d'aménagement hydraulique de la Montagne Noire, **n° 11520**. — Le 26 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de résolution : 1° de M. Francis Leenhardt et plusieurs de ses collègues (n° 11560) tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi du 8 juin 1948 à l'ancienne école des houillères de Fuveau ; 2° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (n° 11601) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que, à propos de l'ancienne école des houillères de Fuveau, la loi du 8 juin 1948 soit appliquée et l'arrêt de la Cour d'appel d'Aix, en date du 28 novembre 1949, respecté, **n° 11767**. — Le 5 janvier 1951, une proposition de loi tendant à étendre aux fonctionnaires, aux travailleurs de l'État, agents des services publics et aux travailleurs des entreprises nationalisées, l'augmentation de 20 0/0 des allocations familiales prévue pour les travailleurs des secteurs privés par la loi du 30 décembre 1950, **n° 11873**. — Le 2 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à lever les restrictions qui visent certaines familles nombreuses dans le décret du 15 mars 1943, **n° 12409**. — Le 13 avril 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de résolution : 1° de M. Francis Leenhardt et plusieurs de ses collègues (n° 11560) tendant à inviter le Gouvernement à appliquer la loi du 8 juin 1948 à l'ancienne école des houillères de Fuveau ; 2° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues (n° 11601) tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que, à pro-

pos. de l'ancienne école des houillères de Fuveau, la loi du 8 juin 1948 soit appliquée et l'arrêt de la Cour d'appel d'Aix, en date du 28 novembre 1949, respecté, n° 12824. — Le 26 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur les propositions de résolution : 1° de M. Servin (n° 9975) tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en activité les houillères de Ronchamp (Haute-Saône) ; 2° de M. Montillot et plusieurs de ses collègues (n° 11109) tendant à inviter le Gouvernement à maintenir en exploitation les houillères de Ronchamp (Haute-Saône) ; 3° de M. Servin et plusieurs de ses collègues (n° 11755) tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux familles des victimes de la catastrophe minière de Ronchamp (Haute-Saône) un premier secours d'un million de francs, n° 12980. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 9343) de M. Thamier et plusieurs de ses collègues tendant à abroger les dispositions prises en violation des articles 2 et 19 de la loi du 19 octobre 1946 en ce qui concerne le droit au logement et les prestations en nature des fonctionnaires de l'enseignement, n° 13190. — Le 10 mai 1951, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues (n° 8998) tendant à inviter le Gouvernement à assurer le respect du statut des fonctionnaires en matière de droit au logement, n° 13194. — Le 12 mai 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide aux agriculteurs du Tarn victimes des orages et des gelées de printemps, n° 13228.

Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 (Services civils) Art. 20 : *Taxes versées par les candidats aux examens* [25 mars 1947] (p. 1091) ; — sur le projet de loi tendant à approuver une convention entre le Ministre des Finances et la Banque de France [27 mars 1947] (p. 1205). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Proposition de loi sur l'indemnité d'attente au personnel scientifique des bibliothèques* [29 mai 1947] (p. 1810) ; — sur le

règlement de l'ordre du jour (*Date de discussion de son rapport sur l'indemnité d'attente accordée à certaines catégories de personnel enseignant*) [3 juin 1947] (p. 1888). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles) ; Etat A, AGRICULTURE, Chap. 344 : *Amendement de M. Guy Petit tendant à réduire les crédits prévus pour la pénétration du progrès technique dans les exploitations agricoles* [12 juin 1947] (p. 2060) ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 100 : *Traitements du Ministre et du personnel de l'administration centrale* [22 juillet 1947] (p. 3386) ; Chap. 133 : *Traitements du personnel des lycées et collèges* (p. 3392) ; Chap. 245 : *Son amendement tendant à réduire de 1.793.500 francs les crédits pour le personnel auxiliaire des services d'architecture* (p. 3403, 3404) ; Chap. 307 : *Bulletin officiel du Ministère de l'Éducation nationale* (p. 3405) ; Chap. 339 : *Subventions à l'enseignement post-scolaire agricole* (p. 3410, 3411) ; Chap. 344 : *Collèges techniques* (p. 3412) ; Chap. 393 : *Achats de livres pour bibliothèques municipales* (p. 3418) ; Chap. 394 : *Matériel et achats de livres pour lectures publiques (bibliobus)* (ibid.) ; Chap. 403 : *Bourses de l'enseignement supérieur* (p. 3421, 3422) ; Chap. 407 : *Caisses des écoles* (p. 3422) ; Chap. 417 : *Secours et subventions aux arts et lettres (Chômeurs intellectuels)* (p. 3423, 3424) ; Chap. 420 : *Secours aux fonctionnaires et anciens fonctionnaires (cas d'un aumônier non titularisé)* (p. 3424) ; Chap. 524-I : *Demande le rétablissement des crédits du Gouvernement pour la Caisse nationale des lettres* (p. 3426) ; Chap. 532 : *Œuvres post-scolaires : mouvements de jeunesse* (p. 3428) ; Chap. 541-I : *Amendement de M. Giovoni tendant à réduire les crédits pour le Jamboree mondial de la jeunesse* (p. 3436, 3437). — Est entendu au cours du débat : sur l'interpellation de M. Lespès sur la gestion des entreprises nationalisées : *Ses observations sur les ordres du jour* [20 juin 1947] (p. 2288) ; — sur le projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources ; Art. 40 : *Son amendement relatif à l'organisation du pari mutuel* [23 juin 1947] (p. 2389, 2390) ; le retire (p. 2390). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Bonte sur les opérations effectuées contre le camp de Beaugard [18 novembre 1947] (p. 5057). — Prend part à la discussion du projet de loi portant

ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1947: *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet* [28 novembre 1947] (p. 5229, 5230). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 29 novembre 1947 [3 décembre 1947] (p. 5449). — Prend part à discussion: du projet de loi tendant à assurer la protection de la liberté du travail; Art. 3: *Ses explications de vote (Attitude de M. Garaudy)* [3 décembre 1947] (p. 5470); — du projet de loi portant institution d'un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 7 bis: *Son amendement tendant à ne faire porter la réduction des dépenses de l'Etat que sur les dépenses militaires* [22 décembre 1947] (p. 6154); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Etat 1, EDUCATION NATIONALE: *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6306, 6307); [27 décembre 1947] (p. 6323, 6324); — du projet de loi portant réforme fiscale; Art. 77: *Son amendement tendant à supprimer l'avant-dernier alinéa relatif aux droits sur les jugements de divorce* [29 décembre 1947] (p. 6456, 6457); *le retire* (ibid.); — du projet de loi créant des ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions budgétaires; Art. 4: *Son amendement tendant à insérer un article nouveau relatif aux avances faites au titre de la loi du 19 août 1936 aux entreprises industrielles ou agricoles* [30 décembre 1947] (p. 6584, 6585); — du projet de loi sur l'utilisation de l'énergie, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [2 mars 1948] (p. 1262); Art. 2: *Création d'un comité consultatif de l'énergie* (p. 1263); Art. 3: *Personnel des arrondissements minéralogiques* (p. 1263); Art. 4: *Sanctions prévues* (ibid.); Art. 5: *Constatation des infractions* (ibid.); Art. 6: *Disjonction de l'article* (ibid.); — des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement: *Réouverture de la frontière espagnole* [4 mars 1948] (p. 1329, 1330); — du projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels: Art. 2: *Travaux des centres techniques* [16 mars 1948] (p. 1762); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1766). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Débat sur les écoles des houillères*) [19 mars 1948] (p. 2012). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1948, amendé par le Conseil de la République:

Art. 9: *Son amendement relatif aux crédits pour l'équipement hydroélectrique et des centrales thermiques* [20 mars 1948] (p. 2050, 2051); — du projet de loi portant transformation en écoles publiques des écoles privées des houillères: *Ajournement de la discussion* [20 mars 1948] (p. 2052, 2055); *Retrait de ce projet de l'ordre du jour* [20 avril 1948] (p. 2089). — Est entendu sur les propositions relatives à l'ordre du jour (*Débat sur la nationalisation des écoles des houillères*) [30 avril 1948] (p. 2442). — Prend part à la discussion du nouveau projet de loi portant transformation en écoles publiques des écoles privées des houillères, en qualité de *Rapporteur* [13 mai 1948] (p. 2549, 2550, 2551, 2552, 2553); *Ses explications de vote sur la question préalable posée par M. Ribeyre* (p. 2559); *Discussion générale* (p. 2587); *Prise en considération du projet gouvernemental* [14 mai 1948] (p. 2650); *Renvoi de la discussion* (p. 2659); *Nouvel examen du projet gouvernemental* (p. 2664, 2665); Art. 1^{er}: *Son amendement tendant à prévoir des réserves à l'article* (p. 2669); *Son amendement tendant à prévoir un effet rétroactif pour la loi jusqu'en 1947* (ibid.); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 2669); *Amendement de M. Beugniez tendant à insérer un article relatif à l'intégration des instituteurs de ces écoles dans l'enseignement public* (p. 2670); Art. 2: *Amendement de M. Temple tendant à maintenir le statut-quo sur le désir des familles des élèves* (p. 2673); *Son amendement tendant à ne plus faire supporter aux houillères l'entretien de ces écoles* (p. 2673, 2674); *Amendements de MM. Farine et Guy Petit tendant à maintenir les écoles privées bâties par les mineurs* (p. 2676); *Amendement de M. Claudius Petit tendant à insérer un article nouveau prévoyant la création d'un Conseil de parents d'élèves* (p. 2679, 2689); *Amendement de M. de Tinguy tendant à insérer un article prévoyant l'application normale de la législation sur les loyers* (p. 2680); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 2687). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Débat sur le décret Poinso-Chapuis*) [4 juin 1948] (p. 3224, 3225). — Prend part à la discussion: de la proposition de loi de M. Thamier relative aux subventions aux unions d'associations familiales, en qualité de *Rapporteur*: *Sa demande de renvoi à la commission* [10 juin 1948] (p. 3394); *Ses observations sur la laïcité* (p. 3398); *Ses nouvelles observations sur la proposition de loi et les modi-*

fications apportées au décret Poinso-Chapuis (p. 3405 et suiv.); Pose la question préalable (p. 3407); Ses explications de vote sur la demande de discussion d'urgence de M. Thumier (p. 3409); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948: Etat A, EDUCATION NATIONALE. Chap. 260-2: Relèvement du taux des heures supplémentaires [4 août 1948] (p. 5302, 5303); Chap. 332-1: Constructions scolaires (enseignement primaire) (p. 5309); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République: Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 136: Amendement de Mlle Lamblin tendant à augmenter les crédits pour le personnel des écoles normales primaires [14 septembre 1948] (p. 6513, 6514); Chap. 2602: Son amendement tendant à supprimer les crédits pour le relèvement du taux des heures supplémentaires (p. 6514, 6515); Chap. 323: Son amendement tendant à reprendre le chiffre du conseil pour les frais de stage dans l'enseignement secondaire (p. 6515); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier, en qualité de Rapporteur pour avis [8 août 1948] (p. 5518); Art. 2: Son amendement tendant à réorganiser les entreprises nationales dans le cadre des lois de nationalisation [9 août 1948] (p. 5616); Art. 4: Sous-amendement de M. Buron relatif à l'application des dispositions législatives ou réglementaires (p. 5620); Art. 7: Son amendement tendant à prévoir les pouvoirs réglementaires dans le cadre des lois en vigueur [10 août 1948] (p. 5672); Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de l'article (p. 5678); — du projet de loi relatif à l'exercice de certaines fonctions dans les entreprises nationalisées: Art. 1^{er}: Son amendement tendant à étendre les incompatibilités prévues aux sociétés recevant des secours ou l'appui de l'Etat [20 août 1948] (p. 6034); Art. 2: Son amendement tendant à interdire aux anciens membres du Gouvernement d'exercer des fonctions dans les sociétés d'économie mixte (p. 6037); le retire (ibid.); — de la proposition de loi portant application aux étudiants de la sécurité sociale, amendée par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur pour avis [16 septembre 1948] (p. 6560); — des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs: Ses observations sur le déroulement de la grève dans le Tarn, les sabotages et l'action des C.R.S. [18 novembre 1948] (p. 7107 et suiv.); —

du projet de loi portant organisation de la sécurité sociale dans les mines; Art. 6: Majoration de 25 0/0 des prestations à compter du 1^{er} septembre 1948 [26 novembre 1948] (p. 7282); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 7283); — du projet de loi portant ouverture de crédits au budget de l'intérieur: Discussion générale [9 décembre 1948] (p. 7458, 7459); Article unique: Amendement de M. Piérez tendant à percevoir 50 millions sur les bénéfices des personnes impliquées dans le scandale du vin (p. 7465); — de sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'agression communiste contre la classe ouvrière, en qualité de Rapporteur [9 décembre 1948] (p. 7466); — Retire le premier paragraphe de son texte (p. 7468); — du projet de loi consentant des avances aux houillères nationales (Discussion générale (p. 8139); — du projet de loi fixant la participation de l'Etat au déficit d'exploitation du Gaz de France; Art. 2: Amendement de M. Louvel tendant à supprimer l'article relatif aux dettes des collectivités locales [30 décembre 1948] (p. 8174); Art. 3: Autonomie du Gaz de France et augmentation du prix de vente du gaz (p. 8175); Article additionnel: Son sous-amendement tendant à attribuer une allocation compensatrice de chauffage (p. 8178); le retire (ibid.); — du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse: Discussion générale (Ses observations sur la propagande faite par le parti communiste dans une certaine presse enfantine) [21 janvier 1949] (p. 95, 96); Art. 2: Amendement de M. Farine tendant à étendre le champ d'application de la loi à tous les textes favorisant les délits ou les crimes (p. 96, 97); Art. 3: Amendement de M. Mont tendant à constituer la Commission de surveillance de la presse enfantine au Ministère de la Justice [27 janvier 1949] (p. 143); Son amendement tendant à prévoir des représentants d'autres ministères (p. 145); Amendement de Mme François tendant à supprimer le représentant de l'enseignement privé (p. 146); Son amendement tendant à prévoir trois représentants des auteurs et trois dessinateurs (p. 148); le retire (ibid.); Représentation de l'Union des associations familiales (p. 150); Art. 11 ter: Amendement de M. Bardoux relatif à l'importation de publications étrangères (p. 173); Art. 12: Amendement de M. Pierrard tendant à accorder en cas d'infraction, le droit de poursuite aux organisations

syndicales (p. 177); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 180, 182); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [2 juillet 1949] (p. 4096); Art. 2 : *Amendement de M. Dominjon tendant à préciser les publications non soumises à la présente loi* (p. 4097); Art. 3 : *Amendement de M. Pierrard tendant à supprimer le représentant du Ministère de l'Intérieur dans la Commission de contrôle* (p. 4097); Art. 11 *ter* : *Son amendement relatif à la prohibition d'importations en France de publications non conformes à la loi* (p. 4098); Art. 11 *quater* : *Son amendement tendant à ne pas interdire l'exposition et la publicité de publications licencieuses destinées aux adultes* (p. 4099, 4100); *Amendement de M. Pierrard tendant à supprimer l'extension faite par le Conseil de la République à toute publication licencieuse* (p. 4100); *Son amendement tendant à supprimer les troisième et quatrième alinéas* (p. 4101); Art. 12 : *Amendement de M. Félix tendant à reprendre le texte du Conseil de la République prévoyant un décret pour appliquer la loi et les limitations d'importations de dessins étrangers* (p. 4102, 4103, 4104); — de la proposition de résolution relative à la construction et à la reconstruction de bâtiment scolaires : *Discussion générale (Ses observations sur le décret de Mme Poinso-Chapuis, l'attitude de M. Hamon pour la défense de l'école laïque, les subventions votées par les Conseils généraux aux écoles privées, l'attitude des différentes associations familiales)* [3 mars 1949] (p. 1181, 1182, 1183, 1187, 1188); — du projet de loi portant modification du Code du travail amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre de dix ans pour les délégués mineurs étrangers* [4 mars 1949] (p. 1259, 1260, 1262); — des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre M. Garaudy : *Discussion générale* [4 mars 1949] (p. 1273 et suiv.). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Accusation de M. Garaudy*) [8 mars 1949] (p. 1294). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements; Art. 3 : *Son amendement relatif à l'affectation de l'excédent des ressources aux constructions scolaires* [9 mars 1949] (p. 1443); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale; Art. 1^{er} : *Demande de disjonction présentée par*

M. Hamon [1^{er} avril 1949] (p. 2009); Chap. 106 : *Son amendement tendant à supprimer l'abattement sur les crédits de l'inspection générale de l'enseignement* (p. 2011); Chap. 132 : *Traitement des professeurs des lycées et collèges* (p. 2013, 2014, 2015); *Sa demande de réserver le chapitre* [5 avril 1949] (p. 2025, 2026, 2027); Chap. 149 : *Sa demande de réserver le chapitre relatif aux indemnités aux établissements publics d'enseignement technique* (p. 2052); Chap. 200 : *Son amendement tendant à réduire de 1000 francs les crédits pour l'inspection générale des bibliothèques* (p. 2057); *le retire* (ibid.); Chap. 539 : *Amendement de M. Rincant tendant à supprimer le chapitre relatif aux œuvres post-scolaires et maisons de la culture* (p. 2091); Article additionnel : *Amendement de M. Viatte tendant à prévoir le blocage de 25 0/0 des crédits jusqu'au 1^{er} octobre 1949 et une réforme de l'enseignement* (p. 2097); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement pour 1949 : *Discussion générale* [4 juillet 1949] (p. 4142, 4143, 4144, 4145); Art. 1^{er}, Etat A, Chap. 9099 : *Equippedes centres d'apprentissage* (p. 4161); Chap. 9379 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les subventions aux constructions scolaires du second degré* (p. 4162, 4164); Chap. 9349 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour l'hygiène scolaire* (p. 4165); Chap. 9479 : *Subvention aux travaux d'aménagement sportif* (p. 4165); Art. 10 : *Son amendement relatif au cas des sociétés Francolor et Berliet* [6 juillet 1949] (p. 4303); — des interpellations sur la péréquation des retraites civiles et militaires : *Discussion générale* [29 novembre 1949] (p. 6419); — du projet de loi portant statut de l'entreprise Berliet; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Philip dissolvant la Société Berliet à la date du 5 décembre 1944* [29 novembre 1949] (p. 6445). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à l'assimilation des dessinateurs de journaux aux journalistes au point de vue fiscal [2 décembre 1949] (p. 6579). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi organisant la coordination des services sociaux; Art. 5 : *Amendement de M. Roca tendant à substituer le comité départemental au préfet* [16 décembre 1949] (p. 6967). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion d'une proposition de loi relative au prix de l'essence*) [16 décembre 1949] (p. 6973).

— Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; Article additionnel : *Son amendement tendant à instaurer le pari au livre pour les courses de chevaux* [27 décembre 1949] (p. 7369, 7370) ; *le retire* (p. 7370) ; Art. 40 : *Son amendement tendant à ne pas supprimer les versements d'attente aux fonctionnaires de l'enseignement et de la magistrature* (p. 7414). — Est entendu sur un incident (*Discussion du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat*) [2 mars 1950] (p. 1613). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950 ; Art. 2 : *Transfert des crédits à l'agriculture* [26 avril 1950] (p. 2907) ; *Demande de disjonction présentée par le Gouvernement de l'amendement de M. Gourdon relatif à l'emploi des crédits dans le secteur agricole* (p. 2911) ; — d'une proposition de résolution relative à la commémoration de la campagne de Norvège et de la victoire de Narvik, en qualité de *Rapporteur* [9 mai 1950] (p. 3393, 3395) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; AGRICULTURE, Chap. 3290 : *Service de la protection des végétaux* [25 mai 1950] (p. 3922) ; Chap. 5050 : *Amendement de M. Jean Masson tendant à faire répartir par les conseils généraux les subventions aux activités culturelles de la jeunesse rurale* (p. 3947) ; COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 5080 : *Amendement de Mme Schell tendant à réduire d'un milliard les crédits pour la caisse de compensation des combustibles minéraux (charbons de la Ruhr)* [13 juin 1950] (p. 4679) ; EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [21 juin 1950] (p. 5117) ; Chap. 1370 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour le personnel des lycées et collèges (amélioration du cadre unique)* [23 juin 1950] (p. 5228, 5229, 5230) ; *le retire* (p. 5230) ; *Sa demande de réserver le chapitre* (p. 5230) ; Chap. 1450 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités dans l'enseignement primaire (postes déshérités)* [17 juillet 1950] (p. 5467) ; Chap. 2490 : *hygiène scolaire* (p. 5495) ; Chap. 3720 : *Célébrations et commémorations (commémoration de Narvik)* [18 juillet 1950] (p. 5537) ; Chap. 4060 : *Œuvres sociales pour les étudiants* (p. 5545) ; Chap. 4150 : *Bibliothèques circulantes* (p. 5558) ; Chap. 5000 : *Centre national de la recherche scientifique*

(p. 5559) ; Chap. 5180 : *Aide aux internats du second degré* (p. 5561) ; Chap. 5410 : *Son amendement tendant à supprimer les mots « mouvements de jeunesse »* [19 juillet 1950] (p. 5586, 5587) ; *Son amendement tendant à ajouter « organisation de loisirs et tourisme »* (p. 5587, 5588) ; Chap. 5440 : *Conservatoire national de musique* (p. 5589) ; Chap. 5640 : *Son amendement tendant à prévoir une subvention aux comités français pour la création d'une université européenne* (p. 5607) ; Chap. 6080 : *Préparation des jeux olympiques* (p. 5609) ; — d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Education nationale : *Discussion générale* [30 mai 1950] (p. 4011, 4012, 4013) [8 juin 1950] (p. 4492) ; *Contre-projet de M. Thamier tendant à n'effectuer aucune réduction sur les crédits affectés à l'Education nationale* (p. 4502) ; *Ses explications de vote* [15 juin 1950] (p. 4817, 4818) ; — d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Education nationale : *Discussion générale* [15 juin 1940] (p. 4828) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [21 novembre 1950] (p. 7938, 7939, 7940, 7941). — Est entendu sur une attribution de compétence pour l'examen d'une proposition de loi relative à l'organisation du service de santé scolaire [22 juin 1950] (p. 5131). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au cumul de pensions de retraite et de traitements dans les houillères, en qualité de *Rapporteur* [22 juin 1950] (p. 5141, 5142, 5143) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [3 novembre 1950] (p. 7414) ; — d'une proposition de loi relative au transfert des charges scolaires des houillères aux communes minières : *Urgence* [20 juillet 1950] (p. 5647, 5648, 5649). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur le rajustement des salaires dans les mines [21 novembre 1950] (p. 7955, 7956). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux crédits des services civils pour l'exercice 1951 ; INDUSTRIE ET COMMERCE ; Chap. 100 : *Politique charbonnière du Gouvernement* [5 décembre 1950] (p. 8633, 8634, 8636). — Dépose une demande d'interpellation sur l'orientation donnée par le Gouvernement à sa politique charbonnière [6 décembre 1950] (p. 8708). — Prend part à la discussion : du projet de résolution relatif aux dépenses de l'Assemblée

Nationale et de l'Assemblée de l'Union française ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à n'attribuer qu'une seule indemnité à deux parlementaires mariés ou vivant en concubinage* [12 décembre 1950] (p. 8925, 8926) ; — d'une proposition de loi relative au statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire : *Discussion générale* [20 décembre 1950] (p. 9358, 9359) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à ce que le Ministre ne puisse diminuer le nombre de suppléants proposés par les inspections académiques* (p. 8360, 8361) ; *Son amendement relatif aux instituteurs restés à la disposition de l'académie* (p. 9361) ; *Amendement de M. Vialle tendant à garantir la liberté de conscience des candidats* (p. 9362) ; *Amendement de M. P.-H. Teitgen tendant à ne faire écarter personne pour des raisons morales ou confessionnelles* (p. 9363, 9364) ; Art. 2 bis : *Son amendement tendant à préciser « en cas d'insuffisance d'effectifs »* (p. 9367, 9368) ; *Son amendement tendant à prévoir la possibilité d'inscrire les suppléants éventuels sur la liste des suppléants permanents* (p. 9368) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 9373) ; — du projet de loi relatif aux prestations familiales : *Son rappel au Règlement (renvoi de sa proposition de loi relative à l'augmentation des allocations familiales à la Commission des finances)* [8 février 1951] (p. 894) ; Art. 1^{er} : *Son sous-amendement tendant à accorder les autres dispositions transitoires aux allocataires de régimes spéciaux* (p. 930, 931) ; Art. 2 : *Suppression des zones de salaires* (p. 934, 935) ; *Son amendement tendant à faire examiner par la commission prévue les indemnités de résidence* (p. 940, 941) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [2 mars 1951] (p. 1752, 1753) ; — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951 ; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 901 : *Amendement de M. Laurent tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'équipement rural (adductions d'eau)* [11 avril 1951] (p. 3129) ; — du projet de loi portant statut général des agents communaux ; Article additionnel : *Son amendement relatif au calcul des annuités pour la retraite* [16 avril 1951] (p. 3340) ; — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor ; Art. 2 : *Son amendement tendant à appliquer la loi relative à la laïcité de l'Etat, à la loterie nationale* [19 avril 1951] (p. 3553, 3554) ; Art. 7 : *Son amendement relatif à la mise en valeur de régions*

arriérées par de grands travaux (p. 3560, 3561) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; EDUCATION NATIONALE, Chap. 5370 : *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les auberges de la jeunesse* [23 avril 1951] (p. 3776) ; Chap. 5380 : *Camps et colonies de vacances* (p. 3778) ; Chap. 6081 : *Fonds national sportif (concours de pronostics)* (p. 3782, 3783, 3784) ; Chap. 3100 : *Frais de mission de l'administration académique* (p. 3788) ; Chap. 5450 : *Subventions au Conservatoire national de musique* (p. 3817) ; Chap. 5530 : *Subventions à la Caisse nationale des lettres* (p. 3820) ; Article additionnel : *Amendement de M. Jean Moreau tendant à autoriser les caisses des écoles privées* (p. 3824) ; — d'une proposition de loi portant rémunération des étudiants et élèves de l'enseignement supérieur ; Art 1^{er} : *Son amendement tendant à limiter le présalaire aux étudiants des établissements publics* [12 mai 1951] (p. 5133, 5134) ; *Rappel au règlement de M. Cayeux (vote de son amendement)* (p. 5135). — Est entendu sur le report de sa question orale à M. le Ministre du Budget posée le 29 janvier 1950 [11 mai 1951] (p. 5047). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour 1951 ; Art. 9 : *Amendement de M. Mabrut tendant à considérer comme salaires les recettes des travailleurs à domicile* [18 mai 1951] (p. 5514) ; Art. 14 sexiès : *Exonération d'impôts en faveur des établissements d'enseignement libre* (p. 5524) ; Art. 15 A : *Amendement de Mme Lempereur relatif à la constitution des cadres supérieurs des administrations centrales* (p. 5527) ; Art. 15 D : *Amendement de Mme Lempereur relatif aux écoles et au centre national de géologie (école de Beaumont-sur-Oise)* (p. 5528) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir un décret dans un délai de six mois pour régler la situation des agents supérieurs des administrations centrales* (p. 5529) ; *Amendement de M. David tendant à ne pas réclamer le trop-perçu grâce au cumul par le personnel des caisses d'allocations familiales* (p. 5529) ; *Amendement de M. David tendant à abroger le décret autorisant deux ans de prolongation d'activité pour les fonctionnaires* (p. 5531) ; Art 16 : *Son amendement tendant à prévoir des décrets contresignés par le Secrétaire d'Etat à la fonction publique* (p. 5534, 5535) ; *le retire* (p. 5535) ; *Sa demande de 2^e délibération de l'article 14 sexiès* (p. 5551).

DELACHENAL (M. Joseph), *Député de la Savoie*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [19 décembre 1946] (p. 131), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300). — Est nommé secrétaire de la Commission du travail et de la sécurité sociale : [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 965), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 783), [*J. O.* du 19 janvier 1950] (p. 718), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 883). — Est nommé membre de la Commission supérieure de la caisse nationale de retraites pour la vieillesse [4 février 1947] (p. 148). — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité sociale pour faire partie de la Commission chargée de procéder à une étude d'ensemble des divers régimes de prestations familiales [13 mars 1951] (**F. n° 687**).

Dépôts :

Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 27 du décret-loi du 29 juillet 1939 sur les allocations familiales agricoles, **n° 352**. — Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 12 de la loi du 22 août 1946 sur les allocations familiales, **n° 353**. — Le 16 mai 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 35 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 sur les assurances sociales, **n° 1325**. — Le 20 mai 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article 11 de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, **n° 1380**. — Le 5 juin 1947, une proposition de loi concernant la profession d'architecte, **n° 1581**. — Le 5 juin 1947, une proposition de loi tendant à modifier la loi municipale du 5 avril 1884, **n° 1582**. — Le 27 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le taux des allocations familiales agricoles, **n° 2726**. — Le 9 décembre 1947, une proposition de loi concernant la détermination des personnes appelées à bénéficier des lois d'assistance et le financement des

dépenses qu'elles entraînent, **n° 2807**. — Le 11 décembre 1947, une proposition de loi sur le taux de l'allocation à domicile pour les infirmes et incurables, **n° 2836**. — Le 29 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le calcul de la cotisation des allocations familiales dues par les travailleurs indépendants, **n° 3038**. — Le 29 décembre 1947, une proposition de loi sur les pensions des mutilés de guerre, **n° 3039**. — Le 28 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques à tous les assurés sociaux titulaires d'une pension de vieillesse, **n° 3167**. — Le 3 février 1948, une proposition de loi relative aux accidents du travail, **n° 3227**. — Le 17 février 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 43 du Code des taxes sur le chiffre d'affaires, **n° 3404**. — Le 17 février 1948, une proposition de loi tendant à réprimer la propagande en faveur de l'avortement, **n° 3405**. — Le 5 mars 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 748 du Code de l'enregistrement, **n° 3682**. — Le 27 mai 1948, une proposition de loi sur la qualité de soutien de famille pour les militaires appelés sous les drapeaux, **n° 4340**. — Le 27 mai 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2, paragraphe premier, de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945 organisant sur de nouvelles bases les allocations aux vieux travailleurs salariés et modifiant le régime des pensions de vieillesse et d'invalidité des assurances sociales, **n° 4341**. — Le 27 mai 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 117 du Code des impôts directs, **n° 4342**. — Le 2 juin 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 10 de la loi du 14 avril 1924 sur le régime des pensions civiles et militaires, **n° 4417**. — Le 15 juin 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 440 *bis* du Code de l'enregistrement, **n° 4569**. — Le 22 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire voter des crédits de secours immédiats aux populations de la Savoie victimes des pluies torrentielles, inondations et orages récents, **n° 4656**. — Le 18 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 4 du décret du 11 octobre 1945 relatif à la taxe sur les locaux insuffisamment occupés, **n° 4988**. — Le 1^{er} sep-

tembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réduire les droits fiscaux relatifs aux eaux-de-vie de marc, **n° 5434**. — Le 25 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préciser le régime de l'allocation de salaire unique, **n° 6160**. — Le 4 mars 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Delachenal tendant à inviter le Gouvernement à préciser le régime de l'allocation de salaire unique, **n° 6685**. — Le 8 avril 1949, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions, sur les propositions de résolution: 1° de MM. Monin, de Sesmaisons et Sourbet, tendant à modifier l'article 14 du Règlement de l'Assemblée Nationale en vue de la constitution d'une Commission des boissons; 2° de M. Paul Boulet, tendant à modifier l'article 14 du Règlement de l'Assemblée Nationale, en vue de la création d'une Commission des boissons, **n° 7005**. — Le 25 mai 1949, une proposition de loi portant extension des dispositions de la loi du 29 décembre 1934 concernant la vente à crédit des automobiles aux opérations de prêt gagées par des véhicules automobiles, **n° 7282**. — Le 17 juin 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 4 de la loi du 7 janvier 1948 autorisant l'émission d'un emprunt, **n° 7504**. — Le 30 juin 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la Sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Juge et plusieurs de ses collègues tendant à assurer aux vieux travailleurs une représentation dans les commissions cantonales d'assistance, **n° 7681**. — Le 22 novembre 1949, une proposition de loi sur la répartition des dépenses relatives à l'entretien des groupes scolaires, **n° 8433**. — Le 22 novembre 1949, une proposition de loi concernant le droit de passage chez un voisin pour adduction d'eau potable, **n° 8434**. — Le 22 novembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, **n° 8435**. — Le 20 décembre 1949, un proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rétablir les commissions départementales d'économies, **n° 8778**. — Le 10 janvier 1950, une proposition de loi tendant à la publicité des privilèges sociaux et fiscaux, **n° 8959**. — Le 13 janvier 1950, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 49-538 du

20 avril 1949 sur les dommages de guerre, **n° 8981**. — Le 7 février 1950, une proposition de loi sur les exemptions d'allocations familiales agricoles, **n° 9197**. — Le 17 mars 1950, une proposition de résolution tendant à modifier le Règlement de l'Assemblée Nationale, **n° 9528**. — Le 17 mars 1950, une proposition de résolution tendant à la révision de certaines dispositions de la Constitution, **n° 9534**. — Le 3 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire délimiter au plus tôt la frontière franco-italienne d'après les clauses du traité de paix, **n° 9831**. — Le 10 mai 1950, une proposition de loi sur les droits de mutation par décès, **n° 9915**. — Le 7 juin 1950, une proposition de loi tendant à indemniser les victimes de l'orage du 26 mai 1950 en Savoie, **n° 10198**. — Le 12 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer une allocation horaire spéciale pour services de nuit aux fonctionnaires de la police, **n° 10260**. — Le 13 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution de M. Monin tendant à compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale par l'addition d'un article nouveau prévoyant l'impression du recueil des programmes et engagements électoraux, **n° 10620**. — Le 27 novembre 1950, une proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 43 de la loi n° 50-928 du 8 août 1950, relatif aux cumuls des pensions, **n° 11420**. — Le 1^{er} décembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 14 de la loi n° 50-854 du 21 juillet 1950 relatif aux primes à la reconstruction, **n° 11479**. — Le 25 janvier 1951, une proposition de loi tendant à relever le maximum des réductions pour charges de famille, **n° 11966**. — Le 3 février 1951, une proposition de loi tendant à compléter l'article 13 de l'ordonnance du 20 octobre 1945 relatif à la réouverture et au transfert des débits de boissons sinistrés par faits de guerre, **n° 12074**. — Le 29 avril 1951, une proposition de loi, tendant à reporter au 30 juin le versement du deuxième tiers provisionnel sur les impôts de 1951, **n° 13030**.

Interventions :

Son rapport au nom du 5^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Manche [28 novembre 1946] (p. 21). — Est entendu au

cours du débat sur le projet de loi tendant à proroger la législation sur les locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Cas des propriétaires voulant occuper eux-mêmes ou faire occuper par leurs descendants ou leurs ascendants* [20 décembre 1946] (p. 189). — Intervient dans la discussion du projet de loi sur le prix des baux à ferme (*Renvoi à la Commission*) [20 décembre 1946] (p. 193). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel; Art. 2 : *Amendement de M. Edgar Faure tendant à insérer un article additionnel en vue de majorer les loyers* [26 mars 1947] (p. 1117, 1118); Art. 5 : *Maintien dans les lieux* (p. 1123); *Ses observations sur l'ensemble* (p. 1130); — sur le projet de loi concernant l'indemnité mensuelle temporaire exceptionnelle et le supplément temporaire pour charges de famille; Art. 3 : *Amendement de M. Siefridt tendant à porter de 40 à 25 0/0 des allocations familiales le supplément temporaire pour charges de famille* [28 mars 1947] (p. 1276). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Interpellations sur le problème du blé et les événements de Madagascar* [29 avril 1947] (p. 1336). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, AGRICULTURE, Chap. 362 : *Contribution de l'Etat aux dépenses entraînées par les conseils agricoles départementaux* [12 juin 1947] (p. 2064, 2066); ECONOMIE NATIONALE, Chap. 115 : *Quotas d'importation et d'exportation* [3 juillet 1947] (p. 2672); Chap. 700 : *Contrôle des viticulteurs par les agents du Ministère des Finances* (p. 2687, 2688); PRODUCTION INDUSTRIELLE : *Discussion générale* [11 juillet 1947] (p. 3002, 3004). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant approbation du traité de paix avec l'Italie [13 juin 1947] (p. 2114). — Son rapport sur une pétition [13 juin 1947] (p. 2128). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite de la discussion du projet de loi d'amnistie*) [21 juin 1947] (p. 2320). — Participe à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 5 : *Amendement de M. Paul Ribeyre tendant à supprimer cet article relatif au cinquième quart de l'impôt de solidarité* [23 juin 1947] (p. 2365); Art. 22 : *Amendement de M. Triboulet tendant à supprimer la valeur locative comme indice du revenu imposable*

(p. 2379). — Intervient dans la discussion de la proposition de loi de M. Le Sciellour tendant à instituer la représentation proportionnelle dans l'élection des comités d'entreprise; Article unique : *Son amendement tendant à établir le pauçage* [26 juin 1947] (p. 2502); *le retire* (ibid.); *Son amendement relatif à la proclamation des résultats* (p. 2503); *le retire* (ibid.). — Est entendu : dans la discussion d'une proposition de loi de M. Faure fixant certaines dispositions transitoires pour les loyers; Art. 1^{er} : *Substitution de la date du 1^{er} janvier 1948 à celle du 1^{er} août 1947* [29 juillet 1947] (p. 3649); Art. 2 : *Son amendement concernant le droit de reprise sur les locataires étrangers* (p. 3650); *le retire* (ibid.); Art. 3 : *Son amendement concernant le droit de reprise par les conjoints des descendants* (p. 3653); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Proposition de M. Ramette de discuter le projet de loi sur les élections municipales*) [8 août 1947] (p. 4106); — dans la discussion du projet de loi concernant les élections municipales : *Discussion générale* [8 août 1947] (p. 4119), [9 août 1947] (p. 4142, 4143, 4144). — Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Lussy* [30 octobre 1947] (p. 4970, 4971); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 2 : *Prélèvement sur les contribuables soumis à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux* [22 décembre 1947] (p. 6104, 6105); *Son amendement tendant à utiliser le système employé pour l'impôt global sur le revenu* (p. 6105, 6106); *Amendement de M. Rigal tendant à exonérer la part de bénéfices allant de 1 à 52.000 francs* (p. 6107); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 6112); Art. 3 : *Ses explications de vote sur les amendements de MM. Waldeck Rochet et Laurens tendant à exonérer les petits agriculteurs* (p. 6124); *Son amendement tendant à fixer le prélèvement sur le montant du revenu cadastral* (p. 6128, 6129); *Son amendement tendant à préciser les bénéficiaires de l'allocation temporaire aux vieux exonérés* (p. 6130); *Son amendement tendant à soumettre les agriculteurs au même régime que les commerçants* (p. 6130); Art. 4 : *Son amendement tendant à alléger les charges des professions non commerciales* (p. 6139); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la Répu-

blique; Art. 2 : *Son amendement tendant à exonérer de prélèvement les contribuables dont les bénéfices forfaitaires n'auront pas dépassé 100.000 francs pour la tranche de 1 à 52.500 fr.* [31 décembre 1947] (p. 6675); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; AGRICULTURE, Etat I : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6278); — du projet de loi portant relèvement des prestations familiales, en qualité de *Rapporteur* [28 décembre 1947] (p. 6398, 6399); Art. 5 : *Son amendement tendant à baser le calcul de l'allocation familiale sur le salaire minimum réel du manoeuvre* (p. 6400); *Son amendement relatif aux allocations familiales aux travailleurs dans les départements* (p. 6401); *Amendement de M. de Sesmaisons relatif aux travailleurs allant travailler dans une localité autre que celle de leur domicile* (p. 6401); Discussion en seconde délibération; Art. 5 : *Calcul de l'allocation familiale* [29 décembre 1947] (p. 6431, 6432); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [3 janvier 1948] (p. 7, 8); Art. 2 : *Son amendement tendant à substituer un abattement de 25.000 francs à celui de 10.000 francs prévu* (p. 18); *le retire* (p. 19); Art. 3 : *Son amendement tendant à réduire le taux du prélèvement basé sur le taux du revenu cadastral* (p. 25); *Son amendement tendant à exonérer les bénéficiaires de l'allocation temporaire aux vieux* (p. 26); *Ses deux amendements tendant à diminuer le taux du prélèvement sur les exploitants payant l'impôt sur les bénéfices agricoles* (p. 29, 30); Art. 4 : *Ses deux amendements tendant à diminuer le bénéfice imposable pour les professions non commerciales ou supprimer le prélèvement quand il est inférieur à 2.500 francs* (p. 33); *les retire* (ibid.); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à étendre la loi aux villes d'eaux* [3 février 1948] (p. 350); *Son amendement tendant à supprimer l'intercession du Président de la République et de deux Ministres* (p. 351); *le retire* (ibid.); Art. 3 : *Amendements de MM. Faure, Burlot et Courant tendant à supprimer le deuxième alinéa* [10 février 1948] (p. 569); *Son sous-amendement tendant à n'accorder le maintien dans les lieux qu'aux citoyens français* (p. 571, 572); Art. 3 bis : *Amendement de M. Delachenal concernant les bénéficiaires du maintien dans les lieux* (p. 575, 577); Art. 3 bis A : *Amendement de M. Mondon tendant à étendre l'article à diverses catégories de*

victimes de guerre [2 mars 1948] (p. 1231, 1232); Art. 9 : *Son amendement relatif au maintien dans les lieux pour les cours et jardins* (p. 1242); Art. 59 : *Son amendement tendant à n'accorder le maintien dans les lieux qu'à certaines catégories d'étrangers* [9 mars 1948] (p. 1611, 1612); Art. 12 : *Amendement de M. de Chambrun tendant à ne pas faire de distinction entre Français et étrangers* [20 mai 1948] (p. 2802); Art. 12 : *Son amendement tendant à étendre le droit de reprise aux conjoints des ascendants ou descendants* (p. 2803, 2804); Art. 13 : *Son amendement tendant à n'autoriser la reprise au profit des parents du propriétaire que s'ils ne sont pas propriétaires eux-mêmes* [21 mai 1948] (p. 2838, 2839); *Amendement de M. Minjoz tendant à limiter le droit de reprise à une seule fois* (p. 2841); Art. 16 : *Amendements de MM. Triboulet et Minjoz tendant à changer le système de majoration des loyers* [11 juin 1948] (p. 3439); *Son amendement tendant à créer une commission municipale des loyers* [15 juin 1948] (p. 3504, 3505); — de la proposition de résolution de M. Duclos relative au dépôt et au remboursement des billets de 5.000 francs : *Discussion générale* [3 février 1948] (p. 360); — du projet de loi relatif au calcul des prestations familiales : *Discussion générale* [6 février 1948] (p. 464, 465); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Boutavant tendant à modifier les bases de calcul des allocations familiales dans la Seine* (p. 468); *Amendement de M. Musmeaux tendant à ajouter un nouvel article relatif aux abattements d'après les zones de salaires* (p. 469); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique amendé par le Conseil de la République; Art. 6 bis : *Etablissement d'un rapport entre le taux des pensions et celui des traitements* [27 février 1948] (p. 1169). — Ses rapports sur des pétitions [2 mars 1948] (p. 1289), [10 septembre 1948] (p. 6492). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 2 : *Son amendement tendant à permettre aux sinistrés de s'acquitter avec leurs créances sur l'Etat* [6 mars 1948] (p. 1467); Art. 7 : *Son amendement tendant à réduire le taux du prélèvement pour les agriculteurs* [7 mars 1948] (p. 1514); *Son amendement tendant à ne pas prélever si la somme est inférieure à 2 500 francs* (p. 1520); — du projet de loi portant appel sous les drapeaux de la classe 1948; Art. 1^{er} : *Son amen-*

dement tendant à incorporer les agriculteurs avec le 2^e contingent [11 mars 1948] (p. 1638, 1639, 1640); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 15 : *Amendements de MM. Siefridt, Denais, de Sesmaisons, Palewski et Bétolaud tendant à supprimer l'article 116 bis du Code des impôts directs limitant les dégrèvements pour charges de famille* [23 avril 1948] (p. 2246); — de la proposition de loi modifiant le régime de l'assurance vieillesse; Art. 2 : *Son amendement tendant à accorder l'allocation même aux vieux travailleurs qui n'ont pas eu un emploi salarié en fin de vie* [16 juillet 1948] (p. 4682, 4683); *le retire* (p. 4683); *Son amendement tendant à ne pas réduire l'allocation de la femme dont le mari touche déjà l'allocation* (p. 4688, 4689); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 100 : *Ses observations sur le désenclavement des communes de Savoie* [19 juillet 1948] (p. 4837, 4838); Chap. 503 : *Participation de l'Etat aux charges des collectivités locales* [28 juillet 1948] (p. 4955, 4956, 4957); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 100 : *Problème des allocations familiales* [28 juillet 1948] (p. 4971); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 100 : *Ses observations sur la rétrocession de terrains à l'Italie* [30 juillet 1948] (p. 5122); — du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer le premier alinéa relatif à la nomination de conseillers par l'Assemblée* [17 août 1948] (p. 5842); *le retire* (p. 5844); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 8 bis : *Cas où un député ou conseiller général serait délégué de droit* [20 septembre 1948] (p. 6740); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 1^{er} A : *Son sous-amendement tendant à ne majorer les impôts cédulaires que sur les sommes dépassant 250.000 francs* [18 septembre 1948] (p. 6660); — d'un rapport concernant les subventions spéciales aux budgets communaux : *Discussion générale* [2 décembre 1948] (p. 7356); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et voies et moyens pour 1949; Art. 14 bis : *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à retarder jusqu'au 1^{er} mars 1949 l'application de la réforme fiscale* [23 décembre 1948] (p. 7928, 7929); Art. 4 : *Prorogation à l'exercice 1949 des impôts existants en*

1948 (p. 7954); Art. 9 bis : *Amendement de M. Jacques Duclos tendant à créer une taxe exceptionnelle sur les sociétés ayant échappé au prélèvement Mayer* (p. 7955); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 7958, 7959); — du projet de loi portant fixation du budget général 1949 (Dépenses civiles); Art. 1^{er} : *Adductions d'eau dans les campagnes* [31 décembre 1948] (p. 8221). — *Ses rapports sur des pétitions* [25 janvier 1949] (p. 120), [25 février 1949] (p. 917), [28 juin 1949] (p. 3914). — Prend part à la discussion : du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse; Art. 11 ter : *Amendement de M. Bardoux relatif à l'importation de publications étrangères* [27 janvier 1949] (p. 173); *Amendement analogue de M. Pierrard* (p. 174); — du projet de loi concernant le rappel des jeunes gens sous les drapeaux : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1927); Art. 6 : *Son amendement tendant à réduire à six mois le service dû par les membres d'une famille de sept enfants* (p. 1932); *le retire* (ibid.); Art. 8 : *Son amendement tendant à prévoir la mise en congé sans solde des soutiens de famille par priorité* (p. 1935); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires : *Discussion générale* [10 juin 1949] (p. 3299). — Dépose une demande d'interpellation sur les réformes apportées au fonctionnement de la Sécurité sociale [16 juin 1949] (p. 3446); la développe [10 juillet 1949] (p. 4537, 4538, 4539). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 42 : *Révision du taux et du recouvrement de la taxe locale* [23 juillet 1949] (p. 5114); *Amendement de M. A. Petit tendant à supprimer l'obligation pour les communes de fixer un taux uniforme pour la taxe locale* (p. 5119); *Sous-amendement de M. Simonnet relatif à la répartition de la taxe locale prélevée sur les entreprises construisant des barrages* (p. 5121); *Son amendement relatif à la répartition de la taxe locale entre différentes communes intéressées* (p. 5122, 5123); *le retire* (p. 5142); *Renvoi des amendements à la Commission* (p. 5124); *Motion de M. Hugues tendant à ajourner le débat* [24 juillet 1949] (p. 5141); *Ses observations sur l'article relatif à la répartition de la taxe locale* (p. 5143); *Son amendement tendant à supprimer le mot « ordinaire »* (p. 5143); Art. 42 bis : *Amendement de M. Pierre Meunier relatif à la taxe locale perçue sur les entreprises*

construisant des barrages (p. 5155) ; Art. 43 : *Augmentation du taux de la taxe à la production* (p. 5156) ; Art. 43 bis : *Amendement de M. de Tinguy tendant à reprendre l'article 42 précédemment repoussé en supprimant la taxe locale au 1^{er} janvier 1950* (p. 5160) ; Art. 43 ter : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'article 42 relatif à la taxe locale* (p. 5161) ; *Demande de modification du titre du projet de loi, présentée par M. Barangé* (p. 5162) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 7 bis : *Amendement de M. Lalle tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la taxation appliquée au contribuable qui dénonce son forfait pour l'impôt sur les bénéfices agricoles* [30 juillet 1949] (p. 5637) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à rendre l'élection de domicile obligatoire en vue de la perception de la taxe locale* (p. 5650, 5651) ; *Amendement de M. de Tinguy relatif à la répartition du produit de la taxe locale prélevée sur une entreprise de travaux publics entre plusieurs communes intéressées* (p. 5651, 5652) ; — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales aux travailleurs indépendants ; Art. 2 : *Demande de renvoi à la Commission, présentée par le Gouvernement* [29 juillet 1949] (p. 5515) ; *Amendement de M. Ribeyre tendant à prévoir le relèvement des prestations familiales dès que les cotisations le permettront* [30 juillet 1949] (p. 5586) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5589) ; — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 ; Art. 25 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre les amendements à l'article majorant la taxe à la production* [30 décembre 1949] (p. 7600). — Son rapport sur une pétition [2 janvier 1950] (p. 17). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail ; Art. 4 : *Son amendement tendant à ce qu'une grève ne rompe pas le contrat de travail si la grève provient de la faute de l'employeur* [4 janvier 1950] (p. 115) ; *le retire* (ibid.) ; — du projet de loi relatif à l'élection des organismes de la sécurité sociale et des allocations familiales ; Art. 2 : *Amendement de M. André tendant à interdire les fonctions d'administrateur au personnel salarié de la sécurité sociale* [17 février 1950] (p. 1195) ; Art. 5 : *Amendement de M. André tendant à maintenir le panachage et l'ordre préférentiel dans les élections* (p. 1199) ;

— du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; AGRICULTURE : *Discussion générale (Ses observations sur l'habitat rural)* [24 mai 1950] (p. 3874, 3875) ; INTÉRIEUR : *Discussion générale* [31 mai 1950] (p. 4053, 4054) ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE ; Chap. 4060 : *Motion de M. Musmeaux tendant à réserver le chapitre relatif aux subventions aux sociétés mutualistes* [5 juin 1950] (p. 4268) ; *Subventions aux sociétés mutualistes* [6 juin 1950] (p. 4362) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950 ; TRAVAUX NEUFS ; Art. 1^{er}, Etat A : AGRICULTURE, Chap. 903 : *Restauration de l'habitat rural* [20 juillet 1950] (p. 5669) ; — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles : *Discussion générale* [29 juillet 1950] (p. 6201) ; PROPOSITION DE LOI PORTANT EXONÉRATION DE COTISATIONS ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à exonérer de toute cotisation les exploitants ayant un revenu inférieur à 500 francs* (p. 6212, 6213) ; *le retire* (p. 6213) ; Art. 2 : *Exemption de cotisations accordées aux bénéficiaires de l'allocation temporaire aux vieux* (p. 6213) ; *Son amendement tendant à exonérer les bénéficiaires de l'allocation temporaire aux vieux* (p. 6214) ; PROPOSITION DE LOI MODIFIANT LE RÉGIME DES ALLOCATIONS FAMILIALES AGRICOLES ; Art. 5 : *Son amendement tendant à exonérer les vieillards de plus de 65 ans ayant un revenu cadastral inférieur à 500 francs* (p. 6222) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à payer intégralement les allocations familiales aux exploitants dont le revenu cadastral est supérieur à 40 francs* (p. 6224) ; *le retire* (ibid.) ; *Son amendement tendant à accorder l'allocation de salaire unique aux salariés qui ont une exploitation agricole en même temps* (p. 6224) ; *le retire* (p. 6225) ; PROJET DE LOI RELATIF AU BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES ; Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder à tous les exploitants agricoles les prestations familiales si le revenu cadastral est supérieur à 40 francs* [31 juillet 1950] (p. 6271) ; — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à prévoir des libérations anticipées pour les fils aînés de familles nombreuses ou d'orphelins* [27 octobre 1950] (p. 7306) ; *Divers amendements prévoyant des cas de dispenses* (p. 7309) ;

Son amendement tendant à prévoir des permissions agricoles (p. 7321) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à incorporer les agriculteurs en automne* (p. 7335) ; *le retire* (p. 7337) ; — d'une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution ; Article unique : *Son amendement tendant à réviser également l'article 8 relatif à l'invalidation des députés par l'Assemblée Nationale* [30 novembre 1950] (p. 8364) ; *Son amendement tendant à réviser l'article 13 relatif à la non-révision des textes par le Conseil d'Etat* (p. 8365) ; *Son amendement tendant à réviser l'article 46 relatif à l'investiture* (p. 8366, 8367) ; *Son amendement tendant à réviser l'article 51 relatif à la dissolution* (p. 8367, 8368) ; *Son amendement tendant à réviser l'article 91 relatif au contrôle constitutionnel des lois* (p. 8368) ; — des interpellations sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 (Jules Moch) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Pierre Chevallier* [1^{er} décembre 1950] (p. 8431) ; — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Beugnies tendant à retenir l'activité professionnelle antérieure quand la dernière activité ne permet pas d'attribution d'allocation* [6 décembre 1950] (p. 8687) ; Art. 10 : *Demande de reprise du texte gouvernemental relatif au plafond des biens en capital, présentée par le Gouvernement* (p. 8695) ; *Problème de l'expertise des biens* (p. 8696) ; *Amendement de M. Hugues tendant à rétablir l'obligation alimentaire pour les enfants* (p. 8696, 8698) ; Art. 11 : *Droits des conjoints à charge* (p. 8699) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à substituer douze fois le minimum vital à 1 million* (p. 8708, 8709) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 34 : *Retrait de l'allocation temporaire à certains vieux* (p. 8723, 8724) ; Art. 17 : *Sous-amendement de M. Garcia tendant à ne percevoir la cotisation additionnelle à la surtaxe progressive que sur les revenus supérieurs à 500.000 fr.* [13 décembre 1950] (p. 9031, 9032) ; — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales ; Art. 2 : *Demande de disjonction de l'article modifiant la base de calcul des allocations familiales, présentée par le Gouvernement* [16 décembre 1950] (p. 9232) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [30 décembre 1950] (p. 9880, 9881) ; —

d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Retrait de l'ordre du jour proposé par la Conférence des présidents* [25 janvier 1951] (p. 365) ; — du projet de loi relatif aux prestations familiales : *Discussion générale* [8 février 1951] (p. 901, 902, 906) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à accorder à toutes les catégories 20 0/0 d'augmentation des allocations familiales en février et mars* (p. 917). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur le prix du tabac à la production [20 février 1951] (p. 1361). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Son contre-projet tendant à prévoir le groupement de listes apparentées* [23 février 1951] (p. 1574, 1575, 1580) ; *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour la prise en considération du projet gouvernemental* [27 février 1951] (p. 1672) ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ne prévoir qu'un seul tour de scrutin* (p. 1680) ; *Son amendement tendant à prévoir le scrutin majoritaire à un tour* [15 mars 1951] (p. 1973, 1974) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à prévoir le panachage et la modification de l'ordre des candidats* [21 mars 1951] (p. 2339) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [26 avril 1951] (p. 4036, 4037) ; — d'une proposition de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux ; Art. 3 : *Son amendement relatif à l'attribution et au retrait de l'allocation temporaire par les commissions compétentes* [21 mars 1951] (p. 2288) ; — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage ; Art. 11 : *Son amendement tendant à accorder le droit de reprise sur les terrains d'entreprises commerciales ou industrielles* [6 avril 1951] (p. 2861) ; — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales : *Discussion générale* [28 avril 1951] (p. 4143) ; — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951 ; Art. 11 : *Son amendement tendant à supprimer l'article énumérant les catégories d'exploitants dispensées de cotisations* [16 mai 1951] (p. 5273) ; — d'une proposition de loi relative aux pensions des personnels des hôpitaux psychiatriques autonomes ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à étendre l'article au personnel de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains* [22 mai 1951] (p. 5714).

DELAHOUTRE (M. Eugène), Député de l'Oise,

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la commission chargée d'enquêter sur les faits relatés dans la déclaration du Président du Conseil du 17 janvier 1950 [31 janvier 1950] (p. 383). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (application de l'article premier de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370). — Est nommé juge suppléant à la Haute Cour de justice (application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'article 13 de la loi du 13 avril 1946 relative au statut du fermage, n° 16. — Le 28 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir l'autonomie de la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs de notaires, n° 1129. — Le 29 avril 1947, une proposition de loi tendant à proroger d'un mois le délai accordé pour dénoncer le forfait en matière d'impôt sur les bénéfices agricoles au titre de l'année 1947, n° 1157. — Le 2 mai 1947, une proposition de loi (rectifiée) tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 13 avril 1946, modifiée par les lois du 22 décembre 1946 et du 9 avril 1947, sur le statut du fermage et du métayage, n° 1224 (rectifié). — Le 23 mai 1947, une proposition de loi tendant à établir un statut légal des traducteurs jurés, n° 1432. — Le 23 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à améliorer le sort des petits rentiers ayant souscrit des rentes viagères auprès des particuliers ou auprès de compagnies d'assurances, n° 1437. — Le 7 août 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de l'ordonnance n° 45-1012 du 22 mai 1945 relative aux rapports entre bailleurs et preneurs de baux à ferme mobilisés, prisonniers de guerre et

déportés, n° 2291. — Le 12 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : 1° le projet de loi mettant fin à la prorogation ou à la suspension des délais relatifs aux transcriptions immobilières, aux inscriptions de privilèges d'hypothèques ou de nantissement et au renouvellement de ces inscriptions ; 2° la proposition de résolution de M. Hugues et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre dans le plus bref délai le décret prévu par la loi du 22 février 1941, au sujet du renouvellement des inscriptions hypothécaires et de nantissement, n° 2846. — Le 3 janvier 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Gadoin et plusieurs de ses collègues transmise par M. le Président du Conseil de la République, tendant à modifier la loi du 9 juillet 1931 qui avait elle-même modifié, d'une part, l'article 2 de la loi du 27 février 1880, relative à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs et aux interdits et la conversion de ces mêmes valeurs, en titres au porteur, et, d'autre part, l'alinéa 7 de l'article 389 du Code civil relatif aux obligations du père, administrateur légal des biens de ses enfants mineurs non émancipés, n° 3079. — Le 4 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. René Coty, tendant à compléter l'article 2102 du Code civil relatif au privilège du bailleur, n° 3254. — Le 4 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. René Coty, tendant à compléter l'article 2102 du Code civil relatif au privilège du bailleur, n° 3254 (nouvelle rédaction). — Le 26 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale mettant fin à la prorogation ou à la suspension des délais relatifs aux transcriptions immobilières, aux inscriptions de privilèges, d'hypothèques ou de nantissement et au renouvellement de ces inscriptions, n° 3584. — Le 2 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation, sur la proposition de loi de MM. Desjardins, July et Bergasse tendant à admettre la rescision des promesses de vente conclues avant le 1^{er} septembre 1939 en cas de

lésion de plus des sept douzièmes, n° 3628. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de résolution de MM. Courant et Coudray tendant à inviter le Gouvernement à reconstituer les archives hypothécaires détruites ou disparues au cours de la guerre, n° 3775. — Le 20 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. July tendant à fixer l'incidence de l'impôt de solidarité nationale en ce qui concerne les biens de la communauté et les biens propres des époux, n° 3892. — Le 2 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Courant sur la résiliation des contrats privés conclus avant le 10 mai 1940, n° 4836. — Le 9 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer d'urgence aux réparateurs de machines agricoles un contingent spécial de carburant, n° 4946. — Le 5 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier l'article 2 de la loi du 27 février 1880 relative à l'aliénation des valeurs mobilières appartenant aux mineurs et aux interdits et à la conversion de ces mêmes valeurs en titres au porteur et l'article 389 du Code civil, n° 5162. — Le 5 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. les propositions de loi, 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 1351 du Code civil relatif à l'autorité de la chose jugée; 2° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer le sort des rentiers voyageurs et des titulaires de pensions présentant le caractère d'une réparation civile; 3° de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues tendant à accroître les rentes des créanciers et petits propriétaires; 4° de M. Frédéric-Dupont tendant à améliorer le sort des rentiers voyageurs ayant souscrit des rentes auprès des particuliers ou des compagnies d'assurances et des titulaires de pensions présentant le caractère d'une réparation civile; 5° de M. Maurice Viollette et plusieurs de ses collègues tendant à permettre la révision de certains contrats à titre onéreux ou avec stipulation de rente viagère; 6° de M. Gosset et plusieurs de ses col-

lègues tendant à relever le taux des rentes viagères résultant de contrats conclus entre personnes privées antérieurement au 1^{er} janvier 1946; 7° de M. Joseph Denais tendant à ordonner la révision des rentes viagères nées de la vente d'immeubles ou de fonds de commerce; 8° de M. Gozard et plusieurs de ses collègues tendant à la majoration des rentes viagères souscrites auprès des compagnies d'assurances; II. Les propositions de résolution : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée Nationale d'un projet de loi relatif à la revalorisation des dettes; 2° de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour revaloriser les rentes viagères consenties avant 1939 et à instituer une échelle mobile; 3° de M. Mendès-France tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue d'améliorer le sort des rentiers voyageurs dont le débiteur est une personne privée. (Dispositions concernant les rentes viagères constituées en vertu d'un contrat ou comme charge d'un legs.), n° 5168. — Le 2 décembre 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. Les propositions de loi : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 1351 du Code civil relatif à l'autorité de la chose jugée; 2° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer le sort des rentiers voyageurs et des titulaires de pensions présentant le caractère d'une réparation civile; 3° de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues tendant à accroître les rentes des créanciers et petits propriétaires; 4° de M. Frédéric-Dupont tendant à améliorer le sort des rentiers voyageurs ayant souscrit des rentes auprès des particuliers ou des compagnies d'assurances et des titulaires de pensions présentant le caractère d'une réparation civile; 5° de M. Maurice Viollette et plusieurs de ses collègues tendant à permettre la révision de certains contrats à titre onéreux ou avec stipulation de rente viagère; 6° de M. Gosset et plusieurs de ses collègues tendant à relever le taux des rentes viagères résultant de contrats conclus entre personnes privées antérieurement au 1^{er} janvier 1946; 7° de M. Joseph Denais tendant à ordonner la révision des rentes viagères nées de la vente d'immeubles ou de fonds de commerce; 8° de M. Gozard et plusieurs de

ses collègues tendant à la majoration des rentes viagères souscrites auprès des compagnies d'assurances ; 9^o de MM. Frédéric-Dupont et Edgar Faure tendant à la revalorisation des rentes viagères privées ; II. Les propositions de résolution : 1^o de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée Nationale d'un projet de loi relatif à la revalorisation des dettes ; 2^o de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour revaloriser les rentes viagères consenties avant 1939 et à instituer une échelle mobile ; 3^o de M. Mendès-France, tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue d'améliorer le sort des rentiers viagers dont le débiteur est une personne privée. (I. Dispositions concernant les rentes viagères constituées en vertu d'un contrat moyennant l'aliénation d'un bien autre qu'une somme d'argent ou comme charge d'un legs.), n^o 5693. — Le 1^{er} février 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'article 34 du Code de commerce relatif à diverses catégories d'actions dans les sociétés par actions, n^o 6258. — Le 1^{er} mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale permettant la résiliation de certains marchés et contrats, n^o 6622. — Le 9 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à réviser certaines rentes viagères constituées entre particuliers, n^o 6745. — Le 17 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi modifiant les lois des 15 décembre 1923 et 6 février 1941 relative à la reconstitution des actes et archives détruits dans les départements par suite des événements de guerre, n^o 7502. — Le 22 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. Les propositions de loi : 1^o de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 1351 du Code civil relatif à l'autorité de la chose jugée ; 2^o de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à améliorer le sort des rentiers viagers et des titulaires de pensions présentant le caractère d'une réparation civile ; 3^o de M. Jacques

Bardoux et plusieurs de ses collègues tendant à accroître les rentes des crédientiers et petits propriétaires ; 4^o de M. Frédéric-Dupont tendant à améliorer le sort des rentiers viagers ayant souscrit des rentes auprès des particuliers ou des compagnies d'assurances et des titulaires de pensions présentant le caractère d'une réparation civile ; 5^o de M. Maurice Viollette et plusieurs de ses collègues tendant à permettre la révision de certains contrats à titre onéreux ou avec stipulation de rente viagère ; 6^o de M. Gosset et plusieurs de ses collègues tendant à relever le taux des rentes viagères résultant de contrats conclus entre personnes privées antérieurement au 1^{er} janvier 1946 ; 7^o de M. Joseph Denais tendant à ordonner la révision des rentes viagères nées de la vente d'immeubles ou de fonds de commerce ; 8^o de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues tendant à la majoration des rentes viagères souscrites auprès des compagnies d'assurances ; 9^o de MM. Frédéric-Dupont et Edgar Faure tendant à la revalorisation des rentes viagères privées ; II. Les propositions de résolution : 1^o de M. Meck et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée Nationale d'un projet de loi relatif à la revalorisation des dettes ; 2^o de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour revaloriser les rentes viagères consenties avant 1939 et à instituer une échelle mobile ; 3^o de M. Mendès-France tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue d'améliorer le sort des rentiers viagers dont le débiteur est une personne privée, (Dispositions concernant les rentes viagères constituées par les compagnies d'assurances, par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou par des particuliers moyennant l'aliénation de capitaux en espèces), n^o 7568. — Le 25 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour que la Banque de France soit autorisée à consentir des avances aux titulaires des certificats de créance de dommages de guerre créés par l'article 9 de la loi du 31 décembre 1948, n^o 8017. — Le 26 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par

l'Assemblée Nationale tendant à compléter l'article 1675 du Code civil en ce qui concerne la rescision pour lésion de promesses de vente, **n° 8036**. — Le 30 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi, adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à réviser certaines rentes viagères constituées par les Compagnies d'assurances, par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou par des particuliers, moyennant l'aliénation de capitaux en espèces, **n° 8124**. — Le 13 octobre 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de MM. Emile Hugues, Delcos, Jeanmot, tendant à organiser la publicité à l'égard des tiers des soumissions pour insuffisance de prix, **n° 8203**. — Le 18 octobre 1949, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter les dispositions de la loi du 20 juillet 1949, permettant la révision du montant des patentes en 1949, **n° 8211**. — Le 18 octobre 1949, une proposition de loi tendant à accorder l'effet rétroactif à l'article 7 de la loi n° 49-1033 du 31 juillet 1949 qui a remplacé par des dispositions nouvelles l'article 185 du décret n° 48-1986 du 9 décembre 1948 modifiant l'article 405 du Code de l'enregistrement (tarif des droits de mutation par décès), **n° 8220**. — Le 1^{er} décembre 1949, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi n° 49-1098 du 2 août 1949 portant révision de certaines rentes viagères constituées par les compagnies d'assurances, par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou par des particuliers moyennant l'aliénation de capitaux en espèces, **n° 8579**. — Le 8 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Eugène Rigal tendant à modifier certaines dispositions de la loi du 7 mars 1925 sur les Sociétés à responsabilité limitée en vue de réserver cette forme de société aux petites et moyennes entreprises et aux associations à caractère familial, **n° 8659**. — Le 19 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le contre-projet de M. Delahoutre, pris en considération par l'Assemblée Nationale et présenté aux conclusions du rapport de la Commission de la production industrielle sur : I. Le projet de loi prononçant la dissolution de la Société en com-

mandite par actions « Automobiles M. Berliet et Cie » et de la « Société civile Berliet », et portant statut de l'entreprise « Berliet » ; II. Les propositions de loi : a) de M. Airoldi et plusieurs de ses collègues tendant à la nationalisation des usines automobiles Berliet ; b) de M. André Denis et plusieurs de ses collègues tendant à l'adoption d'un statut définitif des usines automobiles Berliet ; c) de M. Airoldi et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de régler définitivement le statut juridique des usines automobiles Berliet ; III. La proposition de résolution de M. Degoutte et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour obtenir la transformation de l'entreprise Berliet en une Société d'économie mixte Berliet et compagnie, **n° 8762**. — Le 22 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur proposition de loi de MM. Delahoutre, Devemy et Emile-Louis Lambert tendant à compléter les dispositions de l'article 7 de la loi n° 49-1098 du 2 août 1949 portant révision de certaines rentes viagères constituées par les compagnies d'assurances, par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou par des particuliers moyennant l'aliénation de capitaux en espèces, **n° 8813**. — Le 26 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux planteurs de betteraves les plus éprouvés par la campagne désastreuse de 1949-1950 des délais pour l'acquit de leurs impôts, **n° 8853**. — Le 2 février 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 8, paragraphe premier, de la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, **n° 9146**. — Le 8 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à des recherches demandées par la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés par M. le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950, **n° 9442**. — Le 17 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de résolution de M. Delahoutre et des membres de la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés par M. le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 tendant à inviter le Gouvernement à faire procéder à des recherches demandées par la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés par M. le Président du

Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 n° 9514. — Le 17 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif à la francisation du nom patronymique et du prénom des étrangers, n° 9527. — Le 13 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre, de toute urgence, les mesures nécessaires pour venir en aide aux victimes des orages qui ont dévasté, aux mois de juin et de juillet, certaines régions agricoles, et en particulier le département de l'Oise, n° 10605. — Le 28 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés par M. le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950, n° 10795. — Le 17 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier le quatrième alinéa du paragraphe C de l'article 38 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 11336. — Le 21 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. Les propositions de loi : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 313) tendant à modifier l'article 1351 du Code civil relatif à l'autorité de la chose jugée ; 2° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 1229) tendant à améliorer le sort des rentiers viagers et des titulaires de pensions présentant le caractère d'une réparation civile ; 3° de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues (n° 2699) tendant à accroître les rentes des créanciers et petits propriétaires ; 4° de M. Frédéric-Dupont (n° 2749) tendant à améliorer le sort des rentiers viagers ayant souscrit des rentes auprès des particuliers ou des compagnies d'assurances et des titulaires de pensions présentant le caractère d'une réparation civile ; 5° de M. Maurice Viollette et plusieurs de ses collègues (n° 2765) tendant à permettre la révision de certains contrats à titre onéreux ou avec stipulation de rente viagère ; 6° de M. Gosset et plusieurs de ses collègues (n° 3364) tendant à relever le taux des rentes viagères résultant de contrats conclus entre personnes privées antérieurement au 1^{er} janvier 1946 ; 7° de M. Joseph Denais (n° 4205) tendant à ordonner la révision des rentes viagères nées de la vente d'immeubles ou de fonds de commerce ; 8° de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues (n° 4501) tendant à

auprès des compagnies d'assurances ; 9° de MM. Frédéric Dupont et Edgar Faure (n° 5585) tendant à la revalorisation des rentes viagères privées ; 10° de M. Auguet et plusieurs de ses collègues (n° 9999) portant révision des rentes viagères servies au titre de réparations civiles ; 11° de M. Frédéric-Dupont (n° 10522) tendant à compléter la loi du 2 août 1949 n° 49-1098 portant révision de certaines rentes viagères ; 12° de M. Carcassonne, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 10750) tendant à réviser certaines rentes viagères accordées par décision de justice ; II. Les propositions de résolution : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 312) tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée Nationale d'un projet de loi relatif à la revalorisation des dettes ; 2° de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues (n° 2957) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour revaloriser les rentes viagères consenties avant 1939 et à instituer une échelle mobile ; 3° de M. Mendès-France (n° 4044) tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue d'améliorer le sort des rentiers viagers dont le débiteur est une personne privée ; 4° de MM. Baylet et Delcos (n° 10922) tendant à inviter le Gouvernement à réviser la situation des rentiers viagers des compagnies d'assurances, de la Caisse nationale des retraites et des caisses autonomes mutualistes (Dispositions concernant les rentes et pensions allouées à titre de réparation civile, les pensions servies à l'époux divorcé et les rentes constituées par les caisses autonomes mutualistes), n° 11732. — Le 15 février 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur : I. Le projet de loi (n° 12154) portant majoration de certaines rentes viagères ; II. Les propositions de loi : 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 313) tendant à modifier l'article 1351 du Code civil relatif à l'autorité de la chose jugée ; 2° de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues (n° 1229) tendant à améliorer le sort des rentiers viagers et des titulaires de pensions présentant le caractère d'une réparation civile ; 3° de M. Jacques Bardoux et plusieurs de ses collègues (n° 2699) tendant à accroître les rentes des créanciers et petits propriétaires ; 4° de M. Frédéric-Dupont (n° 2749) tendant à améliorer le sort des rentiers viagers ayant souscrit des rentes auprès des particuliers ou des compagnies d'assurances et

des titulaires de pensions présentant le caractère d'une réparation civile; 5° de M. Maurice Viollette et plusieurs de ses collègues (n° 2765) tendant à permettre la révision de certains contrats à titre onéreux ou avec stipulation de rente viagère; 6° de M. Gosset et plusieurs de ses collègues (n° 3364) tendant à relever le taux des rentes viagères résultant de contrats conclus entre personnes privées antérieurement au 1^{er} janvier 1946; 7° de M. Joseph Denais (n° 4205) tendant à ordonner la révision des rentes viagères nées de la vente d'immeubles ou de fonds de commerce; 8° de M. Gilles Gozard et plusieurs de ses collègues (n° 4501) tendant à la majoration des rentes viagères souscrites auprès des compagnies d'assurances; 9° de MM. Frédéric-Dupont et Edgar Faure (n° 5585) tendant à la revalorisation des rentes viagères privées; 10° de M. Auguet et plusieurs de ses collègues (n° 9999) portant révision des rentes viagères servies au titre de réparations civiles; 11° de M. Frédéric-Dupont (n° 10522) tendant à compléter la loi du 2 août 1949 n° 49-1098 portant révision de certaines rentes viagères; 12° de M. Carcassonne, sénateur, et plusieurs de ses collègues (n° 10750) tendant à réviser certaines rentes viagères accordées par décision de justice; III. Les propositions de résolution: 1° de M. Meck et plusieurs de ses collègues (n° 312) tendant à inviter le Gouvernement à saisir l'Assemblée Nationale d'un projet de loi relatif à la revalorisation des dettes; 2° de M. Raymond Guyot et plusieurs de ses collègues (n° 2957) tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour revaloriser les rentes viagères consenties avant 1939 et à instituer une échelle mobile; 3° de M. Mendès-France (n° 4044) tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi en vue d'améliorer le sort des rentiers viagers dont le débiteur est une personne privée; 4° de MM. Baylet et Delcos (n° 10922) tendant à inviter le Gouvernement à réviser la situation des rentiers viagers des compagnies d'assurances, de la Caisse nationale des retraites et des caisses autonomes mutualistes (Dispositions concernant les rentes et pensions allouées à titre de réparation civile, les pensions servies à l'époux divorcé et les rentes constituées par les caisses autonomes mutualistes), n° 12213. — Le 7 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République

sur la proposition de loi (n° 5809) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à organiser la publicité à l'égard des tiers des soumissions pour insuffisance de prix, n° 12741. — Le 25 avril 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 12444) de MM. Jean Cayeux et Emile Hugues tendant à réglementer l'accès des anciens notaires aux fonctions notariales, n° 12959. — Le 12 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 12575) relatif à l'interdiction de séjour, n° 13232. — Le 16 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 13200) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 313) adopté par l'Assemblée Nationale portant majoration de certaines rentes viagères et pensions, n° 13275.

Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel; Art. 2 : *Amendement de M. Edgar Faure tendant à introduire un article additionnel relatif à la majoration des loyers* [26 mars 1947] (p. 1118); — sur la proposition de loi de M. Waldeck Rochet relative à l'interprétation de l'article 22 *bis* du statut des baux ruraux, en qualité de *Rapporteur pour avis de la commission de la justice et de législation : Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1253). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion de sa proposition de loi sur l'impôt sur les bénéfices agricoles*) [20 mai 1947] (p. 1695); — au cours du débat sur la proposition de loi amendée par le Conseil de la République relative au forfait en matière d'impôt sur les bénéfices agricoles (*Motifs de la proposition*) [4 juillet 1947] (p. 2757, 2758). — Participe à la discussion d'une proposition de loi étendant au domaine congéable le statut du fermage et du métayage, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de la justice* [19 août 1947] (p. 4415); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 4415); Art. 2 : *Son amendement tendant à n'accorder le bénéfice du statut du fermage et des lois subséquentes qu'aux occupants de bonne foi* (p. 4415); Art. 3 : *Son amendement tendant à préciser les conditions d'exercice du droit de préemption* (p. 4415,

4416); Art. 4: *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 4416); Art. 5: *Son amendement subordonnant la construction de bâtiments à l'autorisation du propriétaire* (p. 4416); Art. 6: *Son amendement subordonnant la plantation de bois à l'autorisation du propriétaire* (p. 4416); Art. 7: *Son amendement concernant la propriété des bois plantés par le domanier* (p. 4416); Art. 8: *Son amendement concernant le prix des baux* (p. 4417); Art. 9: *Son amendement tendant à déterminer la quote part d'impôts subie par le domanier* (p. 4417); Art. 10: *Son amendement concernant la cession de bail* (p. 4417); Art. 11: *Son amendement concernant les clauses de nature à limiter les droits du domanier* (p. 4417); Art. 12: *Son amendement concernant les droits réparatoires* (p. 4417); Art. 13: *Son amendement attribuant aux tribunaux paritaires la compétence de juger des litiges* (p. 4417); Art. 14: *Son amendement concernant l'application de la loi* (p. 4417); Article additionnel: *Son amendement tendant à créer un article additionnel relatif à l'abrogation des lois antérieures* (p. 4417). — Prend part à la discussion: du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 4: *Son amendement tendant à accorder un régime spécial aux contribuables dont les revenus professionnels peuvent être contrôlés* [22 décembre 1947] (p. 6142); le retire (ibid.); — de la proposition de résolution relative au sort des rentiers-viagers: *Discussion générale* [13 février 1948] (p. 718); *Ses explications de vote sur le contre-projet de M. Frédéric-Dupont* (p. 721, 722); — du projet de loi tendant à améliorer le sort des rentiers-viagers: *Discussion générale* [19 mars 1948] (p. 2020); Art. 11: *Son amendement tendant à faire afficher la date limite d'échange des titres d'emprunt contre des rentes viagères* [20 mars 1948] (p. 2046); — du projet de loi portant aménagements fiscaux: Art. 14: *Son amendement relatif aux abattements pour charges de famille* [23 avril 1948] (p. 2235, 2236); — du projet de loi portant prorogation en matière de loyers, en qualité de *Rapporteur* [29 juin 1948] (p. 4131, 4132). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur les rentiers-viagers*) [6 juillet 1948] (p. 4371). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux loyers, amendé par le Conseil de la République; Art. 13 bis: *Son amendement tendant à accorder le droit de reprise aux habitants d'immeubles menaçant ruine* [25 août 1948]

(p. 6256); — d'une proposition de loi relative à la résiliation de contrats privés, en qualité de *Rapporteur* [25 novembre 1948] (p. 7227, 7228). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur les rentiers-viagers*) [17 décembre 1948] (p. 7713). — Prend part à la discussion: de la proposition de loi relative aux rentes viagères contractées entre particuliers, en qualité de *Rapporteur*; Art. 1^{er}: *Majoration des rentes viagères de 100 0/0 à 500 0/0 suivant la date de leur création* [17 décembre 1948] (p. 7717, 7718); *Amendement de M. Berger tendant à étendre la loi aux rentes constituées jusqu'en 1948* (p. 7718); *Amendement de Mme Rabaté tendant à faire verser un acompte aux bénéficiaires dans un délai de trois mois* (p. 7719.); Art. 2: *Amendement de M. Berger tendant à ne pas faire supporter par le débiteur les pertes éventuelles du créancier* (p. 7720, 7721); Art. 2: *Amendement de M. de Sesmaisons tendant à lier l'augmentation de la rente à l'augmentation du revenu du bien cédé en viager* (p. 7721); Art. 3: *Définition de la plus-value acquise par certaines catégories de biens (Valeurs mobilières)* (p. 7722); *Amendement de Mme Rabaté tendant à substituer un délai de dix-huit mois au délai d'un an prévu* (p. 7722); *Amendement de M. Médecin tendant à prendre pour référence les taux de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse* (p. 7723); *Amendement de M. Auguet relatif aux rentes viagères constituées par des compagnies d'assurances* (p. 7724); *Amendement de M. Minjoz tendant à ne pas faire dépasser par le payement de la rente la valeur du bien cédé en contre-partie* (p. 7725); Art. 4: *Amendement de M. Dominjon tendant à prévoir la continuation du service de la rente en cas de litige* (p. 7726); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 7727). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi modifiant le mode de calcul des fermages; Art. 2: *Amendement de M. Desjardins tendant à appliquer la loi aux baux de l'Etat et des collectivités publiques* [28 décembre 1948] (p. 8041); — du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (Dépenses civiles); Art. 1^{er}; JUSTICE: *Amendement de M. Camphin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (Mineurs grévistes emprisonnés)* [31 décembre 1948] (p. 8233). — Est entendu sur une modification de l'ordre du jour (*Proposition de loi concernant les rentiers-viagers, en deuxième lecture*) [9 mars 1949] (p. 1456). — Prend part à la discussion: d'une

proposition de loi amendée par le Conseil de la République portant révision des rentes viagères constituées entre particuliers, en qualité de *Rapporteur* [10 mars 1949] (p. 1483, 1484, 1485); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 2: *Financement de l'allocation par des avances du Trésor* [10 mars 1949] (p. 1493); — d'une proposition de loi amendée par le Conseil de la République permettant résiliation de certains contrats et marchés, en qualité de *Rapporteur* [6 avril 1949] (p. 2121, 2122); — d'une proposition de loi modifiant la loi de nationalisation de l'électricité et du gaz; Art. 2: *Son amendement relatif aux ouvrages de transport du gaz naturel* [20 mai 1949] (p. 2724); — d'une proposition de loi relative à la rescision pour lésion de promesse de vente, en qualité de *Rapporteur* [20 mai 1949] (p. 2726, 2727); — d'une proposition de loi relative à la publicité des prêts; Art. 1^{er}: *Son amendement tendant à inclure les tribunaux civils* [20 mai 1949] (p. 2728); Art. 3: *Son amendement tendant à ne modifier que la forme* (p. 2728); Art. 5: *Son amendement relatif à la remise par la Banque d'une quittance constatant le paiement du chèque* (p. 2729); *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa* (p. 2729); Art. 7: *Son amendement relatif à la rémunération des notaires et huissiers* (p. 2729). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Revalorisation des rentes viagères*) [7 juin 1949] (p. 3186). — Prend part à la discussion: d'une proposition de loi portant révision de certaines rentes viagères, en qualité de *Rapporteur* [12 juillet 1949] (p. 4646, 4647); Art. 1^{er}: *Amendement de M. Denais tendant à majorer ces rentes dès le 1^{er} juillet 1949* (p. 4661); *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à prévoir le cas des rentes souscrites au profit d'un tiers* (p. 4661); Art. 2: *Amendement de M. Denais tendant à n'accorder la majoration de rentes qu'aux rentiers de plus de 55 ans de nationalité française et ne payant pas l'impôt sur le revenu* (p. 4662); Art. 4: *Amendement de M. Denais tendant à prévoir un crédit de 500 millions pour couvrir ces majorations* (p. 4664); Art. 6: *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier les coefficients de majoration de rentes suivant la date de constitution de la rente* (p. 4665, 4666); *Amendement de M. Minjot relatif au remboursement éventuel du capital de la rente aux rentiers* (p. 4666); Art. 7: *Amendement de*

M. Chautard tendant à prévoir le cas des rentes souscrites dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article (p. 4667); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1949] (p. 5634); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 13 B: *Son amendement tendant à assimiler aux fonds de commerce les charges, offices et cessions de clientèle* [24 juillet 1949] (p. 5166); Art. 13 E: *Son amendement tendant à réduire le taux de l'impôt sur les bénéfices des charges et offices* (p. 5182); Art. 13 H: *Son amendement tendant à assimiler les ascendants aux enfants à charge dans certaines conditions* (p. 5186); Art. 28 B: *Son amendement satisfait par le texte de la Commission* (p. 5189); Art. 29: *Son amendement relatif à la réévaluation des insuffisances de déclarations pour les droits de succession* (p. 5190, 5194); *le retire* (p. 5194); Art. 39 A: *Son amendement relatif à la notification par lettre recommandée de commandements par huissier* (p. 5196); *nouveau texte de la Commission* [25 juillet 1949] (p. 5206); Art. 26 G: *Amendement de M. Coudray tendant à réduire les droits de succession pour les ayants droit en ligne directe atteints d'infirmité* (p. 5207); — d'une proposition de loi relative à la détention préventive des résistants, amendée par le Conseil de la République; Art. 1^{er}: *Son amendement tendant à remplacer la date du 8 mai 1945 par celle de la libération du territoire* [30 juillet 1949] (p. 5631, 5632). — Est entendu sur: la fixation de la date de discussion des interpellations concernant les classes moyennes [29 novembre 1949] (p. 6428); — les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion du statut de l'entreprise Berliet*) [29 novembre 1949] (p. 6429); *Discussion du projet de loi sur les baux commerciaux* (p. 6432); — la demande de discussion d'urgence d'une proposition de loi portant amnistie en faveur de certains travailleurs, en qualité de *Rapporteur* [1^{er} décembre 1949] (p. 6467). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut de l'entreprise Berliet; Art. 1^{er}: *Son contre-projet tendant à faire de l'entreprise une société anonyme à participation ouvrière* [6 décembre 1949] (p. 6620, 6621, 6623, 6628). — Est entendu sur: la fixation de la date de discussion des interpellations sur le prix de la betterave [9 décembre 1949] (p. 6756); — le procès-verbal de la séance précédente (*Débat sur l'amnistie des travailleurs condamnés pour faits*

de grève) [13 décembre 1949] (p. 6815, 6816). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au versement anticipé d'impôts ; Article unique : *Son amendement tendant à reporter la date d'exigibilité pour les agriculteurs victimes de la sécheresse* [2 février 1950] (p. 889) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à insérer un article retardant la date d'exigibilité pour les agriculteurs victimes de la sécheresse* (p. 891) ; le retire (p. 892) ; — des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur le prix insuffisant de la betterave)* [23 février 1950] (p. 1377, 1378). — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat ; Art. 1^{er} : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'amendement de M. de Menthon* [8 mars 1950] (p. 1933) ; — des conclusions d'un rapport d'enquête sur des faits relatés par M. le Président du Conseil (Affaire Revers-Mast) : *Motion préjudicielle de M. Garcia* [4 mai 1950] (p. 3250) ; en qualité de *Rapporteur* (p. 3251, 3252, 3253, 3254, 3255, 3256) : *Discussion générale* (p. 3259). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Vote de la motion terminant le débat sur son rapport*) [5 mai 1950] (p. 3327). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Charpentier tendant à permettre des prêts sur remise des titres du prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation* [3 août 1950] (p. 6592) ; Art. 3 : *Amendement de M. Waldeck-Rochet relatif aux garanties exigées des sinistrés pour les prêts* [4 août 1950] (p. 6618) ; Article additionnel : *Son amendement tendant à venir en aide aux sinistrés qui ne pourraient rembourser les prêts* (p. 6621). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de son rapport sur l'affaire Peyré*) [7 novembre 1950] (p. 7532). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur l'enquête concernant les faits relatés par le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 (Affaire Revers-Mast), en qualité de *Rapporteur* : [23 novembre 1950] (p. 8087, 8088, 8089, 8090) ; [24 novembre 1950] (p. 8121 à 8146) ; — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage ; Art. 1^{er} : *Son amendement relatif à l'exercice du droit de préemption en cas d'aliénation* [8 dé-

cembre 1950] (p. 8814, 8815) ; *Sous-amendement de M. Gallet relatif à l'étendue du droit de préemption au profit des membres de la famille de l'exploitant* (p. 8816) ; — d'une proposition de loi relative à la révision de certaines rentes et pensions, en qualité de *Rapporteur* [1^{er} février 1951] (p. 607 ; 608, 609) ; [13 mars 1951] (p. 1853) ; Art. 5 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à réviser les aliénations en usufruit* (p. 1857) ; *Amendement de M. Chautard tendant à majorer les rentes payées pour des ventes en usufruit* (p. 1859) ; *Nouveau texte de la Commission* (p. 1860) ; Art. 7 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à accorder un délai de trois ans aux rentiers pour négocier un accord amiable* [14 mars 1951] ; (p. 1892, 1893) ; *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à revaloriser les capitaux que doivent verser les sociétés d'assurance vie et de capitalisation* (p. 1894) ; *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à majorer le capital avec lequel le débirentier peut racheter le service de la rente* (p. 1899) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art 7 bis : *Amendement de M. Bourbon tendant à rétablir l'article relatif aux associations de rentiers-viagers* [22 mai 1951] (p. 5679) ; — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux, industriels et artisanaux ; Art. 7 : *Amendement de M. Coudray tendant à compléter les dispositions relatives au droit de priorité de location dans l'immeuble reconstruit* [6 février 1951] (p. 769) ; — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; INTÉRIEUR, Chap. 1000 : *Ses observations sur l'affaire des généraux, les enquêtes administratives faites à cette occasion* [6 février 1951] (p. 790) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble (Affaire Bertaux)* [27 février 1951] (p. 1658, 1659, 1660) ; — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage ; Art. 6 : *Son amendement tendant à prévoir d'autres points de comparaison que l'année 1959* [14 février 1951] (p. 1131) ; Art. 10 : *Sa demande de disjonction de l'article* [6 avril 1951] (p. 2859) ; Art. 11 : *Son amendement relatif aux baux des domaines de l'Etat et des collectivités publiques* (p. 2861). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de la proposition relative au statut du fermage et du métayage*) [10 avril 1951] (p. 3044). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant le taux de compétence

de diverses juridictions, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [22 mai 1951] (p. 5682); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951, amendé par le Conseil de la République; Art. 3 *ter*: *Son amendement tendant à exonérer de la taxe les betteraves utilisées pour fabriquer de l'alcool et du sucre exporté* [22 mai 1951] (p. 5726). = S'excuse de son absence [14 décembre 1950] (p. 9074). = Obtient un congé [14 décembre 1950] (p. 9074).

DELBOS (M. Yvon), Député de la Dordogne.

Vice-Président de l'Assemblée Nationale.

Ministre d'Etat

Vice-Président du Conseil.

(Cabinet RAMADIER)

du 22 janvier 1947 au 24 novembre 1947;

Ministre de l'Education nationale

(Cabinet MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948;

Ministre de l'Education nationale

(Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949;

Ministre de l'Education nationale

(Cabinet BIDAULT)

du 28 octobre 1949 au 29 juin 1959.

Son élection est validée [26 novembre 1946] (p. 38) = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), de la Commission des affaires étrangères [16 décembre 1947] (p. 5757), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [29 juillet 1950] (p. 6198), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de l'intérieur [23 janvier 1951] (p. 348).

Dépôts :

Le 26 juin 1947, un projet de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1947 la période d'application de l'article 2 de la loi du 19 mars

1946 tendant au classement comme département français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, modifié par l'article 84 de la loi n° 46-2214 du 23 décembre 1946, n° 1857. — Le 12 août 1948, un projet de loi portant ouverture de crédits au titre du budget du Ministre de l'éducation nationale (études de prototypes de bâtiments scolaires), n° 5240. — Le 31 août 1948, un projet de loi ayant pour objet d'introduire dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, les dispositions législatives et réglementaires concernant les monuments historiques et relatives aux objets mobiliers, n° 5416. — Le 16 décembre 1948, un projet de loi créant auprès du Conservatoire national des Arts et Métiers le laboratoire normal de France, n° 5835. — Le 25 janvier 1949, un projet de loi relatif à la titularisation des instituteurs intérimaires et suppléants, n° 6154. — Le 11 mars 1949, un projet de loi autorisant le Ministère de l'éducation nationale à participer aux frais d'organisation d'une exposition de la Résistance, n° 6795. — Le 12 avril 1949, un projet de loi portant organisation de la formation professionnelle, n° 7037. — Le 17 mai 1949, un projet de loi relatif au transfert au Panthéon du corps du père de Victor Schoelcher, n° 7157. — Le 17 mai 1949, un projet de loi régularisant la situation des élèves recrutés au concours de 1947 de l'Ecole centrale des arts et manufactures, n° 7160. — Le 13 janvier 1950, un projet de loi modifiant les articles 10, 12, 14 et 16 de la loi modifiée du 28 mars 1882, quant aux sanctions de l'obligation scolaire, n° 8979. — Le 8 mars 1950, un projet de loi portant ouverture de crédit pour les obsèques de M. Albert Lebrun, ancien Président de la République française, n° 9451. — Le 25 avril 1950, un projet de loi assurant la sécurité dans les établissements de natation, n° 9720. — Le 5 mai 1950, un projet de loi fixant un délai pour la revendication de certains biens mobiliers enlevés par l'ennemi ou sous son contrôle et récupérés par l'autorité française, n° 9868. — Le 23 juin 1950, un projet de loi portant prorogation de la concession du Pavillon de Marsan à l'Union centrale des Arts décoratifs, n° 10448. — Le 8 mai 1951, une proposition de loi portant ouverture de crédit pour les travaux préparatoires et la participation du Comité national français au congrès de l'Union latine à Rio-de-Janeiro, en 1951, n° 13114.

Interventions :

Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [3 décembre 1946] (p. 47), [14 janvier 1947] (p. 4). — Est nommé *Ministre d'Etat, Vice-Président du Conseil* (Cabinet Ramadier) [22 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947, p. 939). — Donne sa démission de *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [28 janvier 1947] (p. 42).

En qualité de Ministre d'Etat :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947 (Services civils); Etat A, INTÉRIEUR: *Discussion générale (Installation du préfet et des fonctionnaires de la préfecture dans les nouveaux départements : Guadeloupe, Martinique, Réunion et Guyane)* [25 mars 1947] (p. 1066). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations: de M. Montillot relative au rapatriement des prisonniers français retenus en Russie [20 mai 1947] (p. 1679); — de M. Casanova sur la manifestation de Bruneval (p. 1681); — de M. André Mutter sur les résultats de la Conférence de Moscou (*ibid.*); — de M. Raymond Triboulet sur la politique de l'élevage et de la viande (p. 1682); — de M. René Capitant sur le remaniement du Cabinet (p. 1683); — de M. Paul Antier sur la ration de vin (p. 1684); — de M. Paul Antier sur les perquisitions chez les producteurs de blé (p. 1685); — de M. Pierre Villon sur les enquêtes dans le département de l'Allier (*ibid.*). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Fernand Grenier sur la dévolution des biens des entreprises de presse [30 mai 1947] (p. 1867). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi classant départements français la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion et la Guyane: *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2896, 2897, 2899). Son rapport sur une pétition [31 juillet 1947] (p. 3809). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Renvoi des débats pour permettre au Gouvernement de délibérer*) [2 septembre 1947] (p. 4839). — Sa démission de *Ministre d'Etat* est acceptée [22 octobre 1947] (*J. O.* du 23 octobre 1947, p. 10463). — Est nommé *Ministre d'Etat* (1) [22 octobre 1947] (*J. O.* du 23 octobre

1947, p. 10463). — Donne sa démission de *Ministre d'Etat* [20 novembre 1947] (p. 5093).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion des projets de loi ratifiant trois actes internationaux: *Convention de coopération économique*. Art. 1^{er}: *Ses explications de vote* [6 juillet 1948] (p. 4378, 4379). — Est nommé *Ministre de l'Education nationale* (Cabinet Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet 1948, p. 7363).

En cette qualité :

Prend part à la discussion: du projet de loi portant aménagement du Budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 100: *Sa réponse aux orateurs et ses observations sur l'enseignement* [3 août 1948] (p. 5251 et suiv.); Chap. 102: *Contractuels de l'administration centrale* (p. 5259, 5260); Chap. 106: *Personnel de l'administration académique* (p. 5260, 5261); Chap. 111: *Personnel titulaire des Universités* (p. 5261); Chap. 119: *Etablissements d'enseignement supérieur (Ecole de médecine de Limoges)* (p. 5263); Chap. 133: *Personnel titulaire des lycées et collèges* (p. 5265, 5266); Chap. 136: *Ecoles normales primaires (Surveillants et élèves stagiaires)* (p. 5266); Chap. 139: *Personnel titulaire des écoles primaires* (p. 5273, 5274); Chap. 141: *Frais de suppléance des écoles primaires élémentaires* (p. 5274); Chap. 142: *Indemnités spéciales aux écoles primaires* (p. 5275); Chap. 157: *Centres éducatifs d'éducation populaire* (p. 5283); Chap. 161: *Services extérieurs de la Jeunesse et des Sports* [4 août 1948] (p. 5293, 5296); Chap. 191: *Ecoles nationales des beaux-arts et arts décoratifs* (p. 5297); Chap. 209: *Manufacture nationale de Sèvres* (p. 5298); Chap. 214: *Amendement de M. Rivet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des musées de France* (p. 5299); Chap. 219: *Personnel des bibliothèques nationales* (p. 5299); Chap. 233: *Personnel des bibliothèques municipales* (p. 5300); Chap. 260-2: *Relèvement du taux des heures supplémentaires* (p. 5301, 5302); Chap. 310: *Frais de déplacement de l'inspection générale* (p. 5303, 5304); Chap. 322: *Examens et concours du second degré* (p. 5304, 5305); Chap. 323: *Frais de stage (Enseignement du second degré)* (p. 5305); Chap. 330: *Frais de déplacement (Enseignement du premier degré)* (p. 5306); Chap. 332-1: *Constructions scolaires (Enseignement primaire)* (p. 5308); Chap. 339: *Enseignement post-scolaire agricole* (p. 5311);

(1) A la suite du remaniement du Ministère Ramadier.

Chap. 359 : *Matériel d'hygiène scolaire* (p. 5313);
 Chap. 369 : *Amendement de M. Dutard tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour examens et concours d'éducation physique* (p. 5317);
 Chap. 3724 : *Aménagement des locaux des mouvements de jeunesse* (p. 5317, 5318); Chap. 386-1 : *Reconstitution des réserves du mobilier national* (p. 5319, 5320); Chap. 398-4 : *Restauration de monuments historiques privés (Port-Royal)* (p. 5324); Chap. 399 : *Matériel des services d'architecture* (p. 5324); Chap. 402 : *Bourses aux pupilles de la nation* (p. 5322); Chap. 403 : *Bourses de l'enseignement supérieur* (p. 5322, 5323); Chap. 405 : *Amendement de Mme Lejeune tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour remboursement d'exonérations de droits accordées aux étudiants* (p. 5325); Chap. 406 : *Amendement de Mme Lejeune tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour œuvres sociales en faveur des étudiants* (p. 5326); Chap. 504-1 : *Subvention à l'Institut du Caire* (p. 5338, 5339); Chap. 5241 : *Subvention à la Caisse nationale des Lettres* (p. 5341); Chap. 532 : *Mouvements de jeunesse et maisons de jeunes* (p. 5342, 5343); Chap. 355 : *Auberges de la jeunesse* (p. 5346, 5347); Chap. 551-1 : *Aménagement de bibliothèques municipales (Brigue et Tende)* (p. 5350); Chap. 609-3 : *Participation aux jeux olympiques* (p. 5351); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Etat A, ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 136 : *Personnel des écoles normales primaires* [14 septembre 1948] (p. 6513); *Amendement de Mlle Lamblin tendant à augmenter les crédits pour ce chapitre* (p. 6513, 6514); Chap. 2602 : *Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer les crédits pour le relèvement du taux des heures supplémentaires* (p. 6514, 6515); — de la proposition de loi relative au traitement des élèves des écoles normales supérieures, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [4 août 1948] (p. 5328, 5329). — Donne sa démission de *Ministre de l'Éducation nationale* [31 août 1948] (p. 6404). — Est [nommé *Ministre de l'Éducation nationale* (Cabinet Queuille)] [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948, p. 9010).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à la titularisation d'instituteurs intérimaires : *Sa demande de renvoi à la Commission* [16 décembre 1948] (p. 7618, 7619, 7620); *Sa demande de renvoi à la Commission des finances* (p. 7620, 7621). — Est entendu sur le

retrait de l'ordre du jour d'une proposition de loi fixant le statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire [16 décembre 1948] (p. 7634, 7635). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1949 (Dépenses civiles); Art. 1^{er} : *Application de la sécurité sociale aux étudiants* [31 décembre 1948] (p. 8221); ÉDUCATION NATIONALE : *Amendement de M. Garaudy tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (Ses observations sur les constructions scolaires)* (p. 8227). — Est entendu sur la demande d'arbitrage sur l'urgence de la discussion d'une proposition de loi relative à la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires [25 janvier 1949] (p. 107). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Doyen* [28 janvier 1949] (p. 219, 220, 221); Art. 2 : *Amendement de M. Rincent tendant à laisser aux instituteurs le choix du département* (p. 222); Art. 4 : *Amendement de M. Thamier tendant à augmenter le nombre des postes de titulaires créés* (p. 222); Article additionnel : *Amendement de M. Doyen tendant à titulariser tous les intérimaires remplissant les conditions requises* (p. 223); *Amendement de Mme Lempereur tendant à titulariser les instituteurs intérimaires avec effet du 1^{er} janvier 1949* (p. 224); — du projet de loi accordant un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur (Centenaire de 1848) : *Discussion générale* [17 février 1949] (p. 646); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Sigrist tendant à tripler le nombre des croix accordées* (p. 647); — de la proposition de résolution relative à la création de la Société des produits biochimiques (*Demande de renvoi à la Commission des finances*) [1^{er} mars 1949] (p. 1028); — de la proposition de résolution relative à la construction et à la reconstruction de bâtiments scolaires : *Discussion générale (Ses observations sur l'effort d'aménagement et de reconstruction fait depuis la Libération, l'ouverture sur deux années d'un crédit de 25 milliards pour les constructions scolaires, les subventions aux communes pour l'enseignement primaire)* [3 mars 1949] (p. 1177, 1178, 1179, 1185); *Amendement de M. Airolti tendant à prévoir un crédit de 70 milliards pour les constructions scolaires, prélevé sur les crédits militaires* (p. 1189); *Amendement de M. Courant tendant à coordonner la reconstruction scolaire dans les régions sinistrées* (p. 1190); — du projet

de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Éducation nationale : *Discussion générale* [1^{er} avril 1949] (p. 2003, 2004, 2005, 2006); Art. 1^{er} : *Demande de disjonction présentée par M. Hamon* (p. 2009); Chap. 100 : *Amendement de M. Poumadère tendant à augmenter de 4.000 francs l'abattement (Ses observations sur la réduction des tarifs de chemins de fer pour les sociétés musicales populaires)* (p. 2009); Chap. 106 : *Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer l'abattement sur les crédits de l'inspection générale de l'enseignement* (p. 2011); Chap. 115 : *Traitement des élèves des écoles normales supérieures* (p. 2012); Chap. 132 : *Traitement des professeurs des lycées et collèges* (p. 2013, 2015) [5 avril 1949] (p. 2025, 2026, 2028, 2029); Chap. 134 : *Traitement du personnel des écoles normales primaires* (p. 2031); Chap. 137 : *Amendement de Mme Lempereur tendant à augmenter de 4.000 francs l'abattement sur les traitements du personnel des écoles primaires* (p. 2035, 2036); *Rétablissement d'un crédit de 35 millions pour le personnel des écoles primaires* (p. 2036, 2037); Chap. 140 : *Amendement de Mlle Weber tendant à prévoir un abattement de 4.000 francs sur les crédits pour les écoles primaires élémentaires* (p. 2037); Chap. 149 : *Indemnités pour les établissements publics d'enseignement technique* (p. 2052, 2053); Chap. 161 : *Etablissements d'enseignement de la direction de la jeunesse et des sports* (p. 2055, 2056); Chap. 200 : *Amendement de M. Deixonne tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'inspection générale des bibliothèques* (p. 2057); Chap. 225 : *Amendement de M. Desjardins tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour les services de l'architecture* (p. 2058); Chap. 312 : *Fusion de l'enseignement primaire en Algérie* (p. 2059); Chap. 324 : *Amendement de M. A. Denis tendant à augmenter de 4.000 fr. l'abattement sur les travaux d'aménagement des établissements d'enseignement supérieur* (p. 2060); Chap. 361 : *Amendement de Mlle Rumeau tendant à augmenter de 4.000 francs l'abattement sur le contrôle médical et l'hygiène scolaire* (p. 2063); Chap. 385 : *Entretien des monuments historiques* (p. 2076, 2077); Chap. 394 : *Frais de voyage des fonctionnaires d'outre-mer en congé* (p. 2078); Chap. 403 : *Amendement de M. Cayol tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour les bourses de l'enseignement supérieur* (p. 2078, 2079); Chap. 406 : *Remboursement aux universités des exonérations de droits* (p. 2079);

Chap. 407 : *Amendement de M. Cayol tendant à réduire de 25 millions les crédits pour les œuvres sociales* (p. 2079, 2080); Chap. 408 : *Amendement de M. Simonnet tendant à réduire de 4.000 francs la contribution de l'État à la sécurité sociale des étudiants* (p. 2080); Chap. 500 : *Amendement de M. Viatte tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le Centre national de la Recherche scientifique* (p. 2083); Chap. 512 : *Amendement de M. Simonnet tendant à réduire de 4 000 francs les crédits pour subventions aux œuvres sociales estudiantines* (p. 2083); Chap. 548 : *Amendement de M. Cayol tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour l'activité théâtrale* (p. 2093, 2094); Chap. 556 : *Amendement de Mlle Lamblin tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour subventions aux bibliothèques universitaires* (p. 2094); Art. 3 : *Demande de disjonction de l'article présentée par M. Thamer* (p. 2096); Article additionnel : *Amendement de M. Viatte tendant à prévoir le blocage de 25 0/0 des crédits jusqu'au 1^{er} octobre 1949 et une réforme de l'enseignement* (p. 2097); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [14 avril 1949] (p. 2483); Chap. 225 : *Amendement de M. Desjardins tendant à reprendre l'abattement de 4.000 francs sur le personnel du service de l'architecture* (p. 2485). — Répond à une question de M. Garcia relative au refus par l'Académie de Bordeaux de l'admission au concours des bourses du fils d'un métayer père de trois enfants [3 juin 1949] (p. 3129). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à une exposition de la Résistance : *Discussion générale* [3 juin 1949] (p. 3150, 3151); Art. 1 bis : *Sa demande de disjonction* (p. 3151). — Donne sa démission de *Ministre de l'Éducation nationale* [13 octobre 1949] (p. 5764). — Est nommé *Ministre de l'Éducation nationale* (Cabinet Bidault), décret du 28 octobre 1949 (*J. O.* du 28 octobre 1949, p. 10766).

En cette qualité :

Répond à une question de M. Desjardins relative aux brimades dont son l'objet les élèves de l'École des beaux-arts [16 décembre 1949] (p. 6960). — Prend part aux débats sur l'urgence d'une proposition de loi établissant un programme de constructions scolaires : *Contre l'urgence* [16 décembre 1949] (p. 6970, 6971). — Répond à une question de M. d'Aragon relative à la protection du site de la vallée de Cauterets [3 février 1950] (p. 969). — Prend part à la dis-

cussion d'une proposition de résolution relative aux stages des étudiants en médecine : *Discussion générale* [16 février 1950] (p. 1112, 1113, 1114); *Demande de vote par division présentée par M. Bouvier* (p. 1117). — Répond à une question de M. Tinaud relative au statut du personnel des inspections académiques [24 février 1950] (p. 1435). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Dreyfus-Schmitt sur la démonstration contre la guerre atomique dans l'enseignement [21 mars 1950] (p. 2218, 2219). — Répond à une question de M. Minjoz relative à la grève des théâtres nationaux et au budget des théâtres de province [12 mai 1950] (p. 3651). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire : *Discussion générale (Application de l'article 1^{er} de la loi des maxima)* [16 mai 1950] (p. 3685, 3686); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Education nationale : *Discussion générale* [30 mai 1950] (p. 4016, 4017, 4018, 4019). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du budget des Anciens combattants*) [22 juin 1950] (p. 5178). — Répond à une question de M. Y. Péron relative à une décision de la commission nationale des sites [23 juin 1950] (p. 5209, 5210). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [23 juin 1950] (p. 5212, 5213, 5214, 5215, 5216); Chap. 1000 : *Administration centrale (Inspecteurs généraux des services administratifs)* (p. 5220); Chap. 1060 : *Inspection générale de l'enseignement* (p. 5221); Chap. 1090 : *Amendement de M. Thamié tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'administration académique (Reclassement des inspecteurs primaires)* (p. 5223, 5224); Chap. 1110 : *Amendement de Mlle Charbonnel tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour le personnel des universités (Situation des chefs de travaux)* (p. 5226); Chap. 1150 : *Amendement de Mlle Charbonnel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles normales supérieures (Traitement des normaliens)* (p. 5227); Chap. 1190 : *Etablissements d'enseignement supérieur (Création de chaire de professeur)* (p. 5227); Chap. 1370 : *Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer les crédits pour le personnel des lycées et collèges (Amélioration du cadre unique)* (p. 5229,

5230); Chap. 1380 : *Amendement de Mlle Charbonnel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités aux professeurs du second degré (Prime d'admissibilité à l'agrégation)* (p. 5235); Chap. 1390 : *Amendement de M. Thamié tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel des écoles normales primaires (Traitements des professeurs d'écoles normales)* (p. 5237); Chap. 1420 : *Personnel des écoles primaires élémentaires* (p. 5243, 5244, 5245); *Amendement de M. Allonneau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Fermeture de l'école primaire de La Prévière)* (p. 5245); *Amendement de M. Borra tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Intégration du cadre spécial d'Algérie)* (p. 5246). — Donne sa démission de *Ministre de l'Education nationale* (Cabinet Bidault) [29 juin 1950] (p. 5278).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée nationale : *Question préalable posée par M. Boulet* [21 décembre 1950] (p. 9422); *Motion de M. Boulet tendant à suspendre le débat et à prévoir un référendum sur le mode de scrutin* (p. 9452, 9453, 9454, 9455); *Sa demande de renvoi de la motion préjudicielle à la commission* (p. 9455); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Motion préjudicielle de M. Boulet tendant à suspendre le débat et à prévoir un référendum sur ce sujet* [22 février 1951] (p. 1486); *Discussion générale* (p. 1487, 1488, 1489, 1490, 1491); *Contre-projet de M. Delachenal tendant à prévoir le groupement de listes apparentées (Son livre sur le système pénitentiaire russe)* [23 février 1951] (p. 1577, 1582); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour la prise en considération du projet gouvernemental* [27 février 1951] (p. 1671, 1673); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [21 mars 1951] (p. 2466); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Delcos tendant à prévoir un scrutin uninominal à deux tours* [26 avril 1951] (p. 4046, 4047, 4048); Art. 13 : *Application de la proportionnelle au cas où aucune liste n'a la majorité absolue* (p. 4060). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Portée exacte de son discours sur la réforme électorale*) [27 avril 1951] (p. 4100). — S'excuse de son absence [20 mars 1948] (p. 2040), [21 juillet 1950] (p. 5752), [16 mars

1951] (p. 2074). = Obtient des congés [20 mars 1948] (p. 2040), [21 juillet 1950] (p. 5752) [16 mars 1951] (p. 2074).

DELCOS (M. François) *Député des Pyrénées-orientales.*

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

(2^e Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin au 11 juillet 1950

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé : membre de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); membre de la Commission de la presse [26 janvier 1948] (p. 195); vice-président de la Commission de l'agriculture [J. O. du 30 janvier 1948] (p. 4011); membre de la Commission du ravitaillement [18 janvier 1949] (p. 34); membre de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); membre de la Commission chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires [18 février 1947] (p. 357); membre de la Commission des immunités parlementaires [23 janvier 1951] (p. 348); juré à la Haute-Cour de Justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée); [4 mai 1948] (p. 2484); [1^{er} juin 1948] (p. 3049), *session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 22 mai 1947, une proposition de résolution relative aux pouvoirs de la commission chargée d'enquêter sur les problèmes du vin, n^o 1394. — Le 30 décembre 1948, une proposition de loi tendant à rendre la liberté sur le marché des céréales secondaires, n^o 5994. — Le 24 février 1949, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de MM. de Tinguy, Delcos, Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à limiter pour 1949 les charges fiscales des agriculteurs, n^o 6567. — Le 8 avril 1949, une proposition de loi tendant à reporter exceptionnellement au 31 mai 1946,

date de la cessation des hostilités, l'origine du délai de cinq ans prévu à l'article 67 de la loi du 14 avril 1924 pour la revision de la pension des militaires et marins retraités et rappelés à l'activité, n^o 6991. — Le 8 avril 1949, une proposition de loi tendant à accorder aux fonctionnaires et agents de l'Etat mis à la retraite au titre de l'article 21 de la loi du 8 août 1947, une bonification de services égale à la prorogation d'activité qu'ils étaient en droit d'espérer en vertu des dispositions de l'article 10 de la loi du 15 février 1946, n^o 6995. — Le 8 avril 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 58 de la loi du 20 septembre 1948 relatif au cumul des pensions, n^o 6996. — Le 7 juillet 1949, une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à sanctionner une grave infraction à son règlement et à ses traditions, n^o 7769. — Le 2 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à soumettre toute convention visant des échanges internationaux à l'approbation du Parlement avant tout échange de signatures, n^o 8596. — Le 2 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner des facilités de trésorerie aux entreprises, n^o 9389. — Le 15 mars 1950, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 109 du Règlement, n^o 9485. — Le 8 juin 1950, une proposition de loi tendant à accorder un délai de trois mois à compter de la promulgation de la présente loi aux militaires retraités bénéficiaires des dispositions du dernier paragraphe de l'article 33 de la loi du 14 avril 1924 pour faire valoir leur droit à la revision de leur pension, n^o 10214. — Le 27 octobre 1950, une proposition de loi tendant à réprimer la fraude sur le vin, à réduire les charges fiscales de façon à assurer la normalisation des marchés par l'accroissement de la consommation, n^o 11135. — Le 7 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à la révision de la Constitution en vue d'assurer le fonctionnement normal des institutions parlementaires, n^o 11194. — Le 17 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 4 de l'ordonnance du 25 août 1944 modifiée par l'article 43 de la loi du 8 août 1950 afin de porter à six fois le minimum vital les limites de cumul d'un traitement et d'une pension, n^o 11337. — Le 5 avril 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 19 octobre 1945 portant statut

de la mutualité, n° 12697. — Le 10 avril 1951, une proposition de loi tendant à la modification d'attribution de l'indemnité de cherté de vie attribuée aux retraités de l'Etat, aux ouvriers des établissements industriels de l'Etat et aux anciens agents de l'Imprimerie nationale par les décrets du 9 octobre 1948 et 20 janvier 1950, n° 12753. — Le 19 avril 1951, une proposition de loi tendant à protéger l'épargne au moyen de la modification de la loi du 13 novembre 1933 relative au droit de vote dans les assemblées d'actionnaires des sociétés par actions, n° 12896. — Le 6 mai 1951, une proposition de loi tendant à supprimer les droits de succession entre époux en ligne directe pour tous les biens participant à la production agricole, n° 13102.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif au prix des baux à ferme : *demande le renvoi à la Commission de l'article additionnel proposé par M. David* [20 décembre 1946] (p. 195). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils), LOI DE FINANCES ; Art. 46 : *Amendement de M. Waldeck Rochet tendant à supprimer le deuxième alinéa mettant à la charge du locataire, du fermier, du métayer, la taxe additionnelle à la contribution foncière* [22 décembre 1946] (p. 274). — Est entendu au cours du débat : sur les opérations électorales du département de la Drôme [11 février 1947] (p. 282) ; — sur la proposition de loi de M. Waldeck Rochet relative à l'interprétation de l'article 22 bis du statut des baux ruraux ; Art. 3 : *Modification du partage des fruits et suppression des redevances* [28 mars 1947] (p. 1260) ; — sur la proposition de loi de M. Waldeck Rochet relative à l'interprétation de l'article 33 du statut des baux ruraux : *Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1270, 1274) ; Article unique : *Son amendement tendant à préciser les conditions dans lesquelles le tribunal appréciera les aptitudes d'exploitation du propriétaire* (ibid.) ; — sur la proposition de loi de M. Castera relative au prix différentiel ; Art. 3 : *Amendements de M. Paul Ribeyre et de M. Charpentier tendant à supprimer cet article relatif à l'institution de prix différentiels* [6 juin 1947] (p. 1956). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice

1947 (Dépenses civiles), Etat A, AGRICULTURE, Chap. 104 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour l'Administration centrale* [12 juin 1947] (p. 2048) ; Coap. 105 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement pour l'indemnité de résidence* (p. 2050) ; Chap. 112 : *Son amendement tendant à rétablir pour les allocations et indemnités diverses les chiffres prévus par le Gouvernement* (p. 2051) ; le retire (ibid.) ; Chap. 118 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour les directions départementales des services agricoles* (p. 2052) ; Chap. 338 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits prévus par le Gouvernement pour la police et la surveillance des eaux domaniales* (p. 2057) ; Chap. 505 : *Travaux d'équipement rural* (p. 2067). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi portant l'évaluation des voies et moyens du Budget général de l'exercice 1947 ; Art. 2 quinquies : *Amendement de M. Dupuy tendant à réduire la taxe spéciale sur les vins à appellation contrôlée* [31 juillet 1947] (p. 3776) ; Art. 2 additionnel : *Amendement de M. Rochet tendant à modifier le taux et la base de la cotisation additionnelle à la contribution foncière sur les propriétés non bâties* [1^{er} août 1947] (p. 3867) ; — sur le procès-verbal de la séance du 29 novembre 1947 [3 décembre 1947] (p. 5448). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 5 : *Son amendement tendant à tenir compte des incidences familiales* [22 décembre 1947] (p. 6143) ; — du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et des dommages de guerre en 1948 ; Art. 13 : *Ouverture de crédits pour les dommages causés par les inondations dans le Sud-Ouest et le Midi en 1940-1942* [30 décembre 1947] (p. 6512) ; — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération des amendements au paragraphe premier de l'article 3* [5 janvier 1948] (p. 79) ; — des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Ses observations sur la réouverture de la frontière espagnole* [27 février 1948] (p. 1212, 1213) ; — de la proposition de loi tendant à stabiliser le prix des baux à ferme : *Discussion générale* [30 avril 1948] (p. 2416, 2417, 2418) ; Article

unique : *Son amendement tendant à supprimer la référence à la loi du 27 février 1946* (p. 2435, 2436); *le retire* (ibid.); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [7 juillet 1948] (p. 4396); Article unique : *Amendement de M. Moussu tendant à reprendre le texte voté en première lecture* (p. 4399); *Ses explications de vote sur l'article* (p. 4408); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, AVIATION CIVILE, Chap. 352 : *Entretien des bases aériennes* [29 juillet 1948] (p. 5033, 5034); AFFAIRES ALLEMANDES, Chap. 605 : *Amendement de M. Gaborit tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les professeurs français en Allemagne* [30 juillet 1948] (p. 5146); — du projet de loi portant réforme du régime des pensions civiles et militaires; Art. 9 : *Son amendement relatif aux militaires non officiers ayant quinze années de service* [6 août 1948] (p. 5481); *le retire* (ibid.); *Son amendement relatif aux militaires de carrière rappelés sous les drapeaux* (p. 5481); *le retire* (ibid.); Art. 18 : *Son amendement tendant à prévoir des majorations pour les retraites proportionnelles* (p. 5484); Art. 32 : *Son amendement relatif au droit à pension des veuves* (p. 5488); *le retire* (ibid.); *Son amendement relatif au droit à pension des orphelins* (p. 5489); Art. 36 : *Son amendement relatif à l'application de la loi du 14 avril 1924* (p. 5491); *le retire* (ibid.); Art. 58 : *Son amendement relatif aux cas où est autorisé le cumul des pensions* (p. 5495); *le retire* (ibid.); *Son amendement relatif au cumul de pensions par une veuve ou orphelin* (ibid.); *le retire* (ibid.); Art. 59 : *Son amendement relatif ou cumul de pensions avec un traitement* (p. 5496); *le retire* (ibid.); Art. 61 : *Son amendement relatif à l'allocation viagère aux veuves* (p. 5497); *le retire* (ibid.); — du projet de loi tendant à modifier le statut viticole; Art. 3 : *Amendement de M. Lucien Lambert tendant à autoriser les plantations de vignes jusqu'à deux hectares* [25 novembre 1948] (p. 7244, 7242). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur le cumul des fermages*) [7 décembre 1948] (p. 7406, 7407). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au cumul des exploitations agricoles : *Discussion générale* [16 décembre 1948] (p. 7641, 7642); Article unique : *Son amendement tendant à supprimer le huitième alinéa* [17 décembre 1948] (p. 7678, 7679); *Ses*

explications de vote sur l'ensemble (p. 7682); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et portant dispositions d'ordre financier; Art. 24 : *Amendement de M. Temple tendant à supprimer l'obligation de paiement aux notaires par chèque au-dessous de 200 000 francs* [29 décembre 1948] (p. 8107); — d'une proposition de résolution relative aux gaspillages signalés par le rapport de la Cour des Comptes : *Discussion générale* [31 décembre 1948] (p. 8317); *Son amendement tendant à faire examiner la liste des immeubles acquis sans nécessité* (p. 8319); — de la proposition de loi modifiant le mode de calcul des fermages amendée par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Ruffe tendant à laisser à l'exploitant seulement la liberté d'option* [31 décembre 1948] (p. 8335, 8336); Art. 2 : *Son amendement tendant à ne faire remettre en cause devant les tribunaux paritaires que les baux à entrée en jouissance postérieure au 1^{er} juillet 1949* (p. 8337). — Dépose une demande d'interpellation sur la campagne de presse engagée contre M. Marie, Garde des Sceaux [3 février 1949] (p. 317). — Prend part à la discussion : de son interpellation : *Son ordre du jour tendant à repousser les attaques lancées contre le Garde des Sceaux* [3 février 1949] (p. 319, 324); — d'interpellations sur la mutation d'un magistrat et la répression de faits de collaboration économique avec l'ennemi (A. Marie) (*Son ordre du jour faisant confiance au Garde des Sceaux*) [8 février 1949] (p. 425); — d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices agricoles : *Discussion générale* [3 mars 1949] (p. 1466); Article unique : *Amendement de MM. Dusseaulx et Prigent tendant à faire ratifier par le Parlement le décret du 9 décembre 1948 relatif à la fiscalité agricole* [8 mars 1949] (p. 1336); *Amendement de M. Prigent tendant à prévoir un aménagement de ce décret par le Parlement* (p. 1336). — Est entendu : sur une communication du Gouvernement concernant les résultats de l'emprunt : *Demande d'affichage du discours de M. Petsche présentée par M. de Menthon* [10 mars 1949] (p. 1506); — sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de l'interpellation de M. Gaborit sur l'arsenal de Rochefort*) [17 mai 1949] (p. 2547). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à supprimer le dernier alinéa relatif aux pouvoirs du Ministre*

[31 mai 1949] (p. 3003); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de résolution relative aux propositions de loi émanant de conseillers de la République : *Discussion générale* [28 juin 1949] (p. 3806, 3808). — Dépose une proposition de résolution blâmant l'attitude des secrétaires et félicitant le Président [6 juillet 1949] (p. 4258). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à sanctionner une infraction au règlement : *Question préalable posée par M. Cristofol* [7 juillet 1949] (p. 4327, 4328, 4329); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 29 : *Avances à la S.N.C.F.* [7 juillet 1949] (p. 4376); — des interpellations sur le fonctionnement de la sécurité sociale : *Ordre du jour de confiance présenté par M. Gazier* [13 juillet 1949] (p. 4715); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 10 *quater* : *Son amendement tendant à créer un comité pour classer les coopératives* [21 juillet 1949] (p. 4959); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [22 juillet 1946] (p. 5058, 5059); Art. 13 F : *Amendement de M. Dusseaux tendant à réduire le taux de l'impôt sur les bénéfices des charges et offices* [24 juillet 1949] (p. 5182); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux opérations commerciales exemptées du paiement de la taxe locale* [30 juillet 1949] (p. 5640); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5649). — Est entendu au cours du débat : sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Moch*) [13 octobre 1949] (p. 5787, 5788); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Sa motion investissant M. René Mayer de la confiance de l'Assemblée Nationale*) [20 octobre 1949] (p. 5904); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses explications de vote sur la motion investissant M. Bidault de la confiance de l'Assemblée*) [27 octobre 1949] (p. 5939, 5940). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur la prise en considération du texte gouvernemental* [24 décembre 1949] (p. 7232, 7233); *Son rappel au Règlement (Discussion des amendements non encore examinés)* [31 décembre 1949] (p. 7669); Art. 27 bis : *Son amendement tendant à insérer un article additionnel surtaxant les apéritifs anisés* [2 janvier 1950] (p. 13, 14); — du projet

de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 12 : *Sa proposition de renvoyer le débat* [4 janvier 1950] (p. 142); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 janvier 1950] (p. 749); Art. 25 : *Prorogation des majorations de décimes sur la taxe à la production* (p. 760); Art. 50 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif au paiement des sinistres par titres de la caisse autonome de reconstruction* (p. 790); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} [Art. 31 du Code du travail] : *Amendement de M. Pierre André tendant à prévoir un décret pour l'application de la loi aux offices publics et ministériels* [2 février 1950] (p. 910, 911, 912); — d'une interpellation sur la composition du Gouvernement à la suite de la démission des Ministres socialistes : *Discussion générale (Ses observations sur la réforme nécessaire de la loi électorale)* [7 février 1950] (p. 1044, 1045); — des conclusions d'un rapport relatif à la procédure d'élection de 13 membres de l'Assemblée de l'Union française (*Ses explications de vote*) [24 février 1950] (p. 1444); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art. 1^{er} : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'amendement de M. de Menthon* [8 mars 1950] (p. 1934); *Sa demande d'affichage du discours du président Bidault* (p. 1936). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion de sa proposition de résolution relative aux facilités de Trésorerie accordées aux entreprises* [17 mars 1950] (p. 2134). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder des facilités de Trésorerie aux entreprises : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2435, 2438, 2439); — des conclusions d'un rapport de la Commission d'enquête sur le vin, en qualité de *Président de la Commission* : *Ses observations sur les services de répartition du vin, les attributions frauduleuses, les exportations de la Société Saviin, le rôle du colonel Savyet de M. Malafosse* [29 mars 1950] (p. 2581, 2582, 2583, 2584, 2593); *Motion de M. Henri Teitgen flétrissant l'attitude de M. Gros qui a gardé par devers lui une lettre adressée à la*

Commission d'enquête (p. 2621, 2622); — des conclusions d'un rapport d'enquête sur les faits relatés par M. le Président du Conseil (*Affaire Revers-Mast*) : *Sa motion constatant que les Ministres ont agi dans l'intérêt national* [5 mai 1950] (p. 3307); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 5020 : *Aide aux travailleurs immigrants* [5 juin 1950] (p. 4282); — d'une proposition de résolution relative aux crédits de l'Éducation nationale (*Ses explications de vote*) [15 juin 1950] (p. 4816, 4817); — d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires; Article unique : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'application de l'article premier de la loi des maxima* [24 juin 1950] (p. 5268, 5269). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Queuille) (*Sa motion d'investiture*) [30 juin 1950] (p. 5335). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950) (p. 7431). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* [11 juillet 1950] (p. 5368). — Prend part : aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Plevin) (*Ses explications de vote sur la motion de M. Mittelrand investissant M. Plevin*) [11 juillet 1950] (p. 5382); — à la discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; Art. 14 : *Son amendement tendant à établir une surtaxe sur les apéritifs anisés et à détaxer les vins* [24 juillet 1950] (p. 5868, 5869, 5870); *Le transforme en article additionnel* (p. 5871); *Demande de disjonction de son amendement présentée par M. Barangé* (p. 5873). — Est entendu sur les propositions de la conférence des présidents (*Discussion du projet de loi relatif aux calamités agricoles*) [25 juillet 1950] (p. 5950). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles ; BUDGET ANNEXE DES PRESTATIONS FAMILIALES AGRICOLES, Art. 2 : *Amendement de M. Lucas tendant à ne maintenir que la taxe prévue au profit du Budget des prestations familiales agricoles* [31 juillet 1950] (p. 6251); — d'une proposition de résolution relative au stockage des fromages de garde : *Assainissement du marché des fromages et cessation des importations* [3 août 1950] (p. 6548); *Son amen-*

dement tendant à défendre tous les produits agricoles contre les importations (p. 6550); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 août 1950] (p. 6653); — des interpellations sur le réarmement allemand : *Amendement de M. Temple à l'ordre du jour de confiance de M. Chevallier relatif à la création d'une armée européenne* [25 octobre 1950] (p. 7228); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [27 octobre 1950] (p. 7343); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage : *Urgence* [3 novembre 1950] (p. 7414, 7415, 7416). — Son rapport supplémentaire sur les élections du Lot [3 novembre 1950] (p. 7451). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur la nécessité d'une politique agricole et viticole)* [7 décembre 1950] (p. 8793, 8794, 8795); — d'un projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour l'adoption du texte gouvernemental* [31 décembre 1950] (p. 9937); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 5 : *Amendement de M. Rochet relatif aux parcelles exclues du bénéfice du statut* [26 janvier 1951] (p. 427); Art. 7 : *Ses explications de vote sur l'article* [6 avril 1951] (p. 2840, 2841); *Sa proposition de scinder le projet en deux* (p. 2841); Art. 8 : *Son amendement tendant à rendre nécessaire, pour la reprise, l'exploitation directe par le demandeur* (p. 2852); Art. 11 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer la loi aux propriétés ayant un revenu cadastral inférieur à 500 francs* (p. 2860). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Son rappel au Règlement, Sabotage des débats*) [30 janvier 1951] (p. 517). — Dépose une demande d'interpellation sur les importations abusives de fruits et la non ratification du traité de commerce conclu par le Gouvernement [31 janvier 1951] (p. 593). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Contre-projet de M. Pierre Chevallier tendant à élire les députés au scrutin d'arrondissement uninominal à deux tours* [23 février 1951] (p. 1572, 1573); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Delachenal tendant à ne prévoir qu'un seul tour de scrutin*

[27 février 1951] (p. 1680); *Son amendement tendant à prévoir exceptionnellement en 1951 les élections au scrutin majoritaire à deux tours* [15 mars 1951] (p. 1975); *le retire* (p. 1977); *Sous-amendement de M. Péron tendant à ne pas prévoir de scrutin avec apparentement* (p. 1976); De ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [26 avril 1951] (p. 4041, 4042); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à prévoir le scrutin uninominal à deux tours* (p. 4046). — Prend part : aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Guy Mollet) : *Ses observations sur la gestion de la Sécurité sociale, la politique économique du Gouvernement, la réforme électorale* [6 mars 1951] (p. 1776, 1777); — aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Henri Queuille) : *Sa motion investissant M. Queuille comme Président du Conseil* [9 mars 1951] (p. 1810). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion sur la réforme électorale jusqu'à achèvement*) [13 mars 1951] (p. 1833). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, **RADIODIFFUSION**; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à prévoir des émissions publicitaires agricoles* [10 avril 1951] (p. 3035); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3413, 3414) — Est entendu pour une motion d'ordre (*Blocage des explications de vote sur diverses questions de confiance*) [25 avril 1951] (p. 3992). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour mai 1951 : *Discussion générale (brigades polyvalentes)* [30 avril 1951] (p. 4357); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'économies, **AGRICULTURE**; Chap. 5220 : *Amendement de M. Charpentier tendant à supprimer l'abattement sur la ristourne pour les carburants agricoles* [5 mai 1951] (p. 4617); — du projet de loi de finances pour 1951; Art. 7 : *Son amendement tendant à modifier la composition des commissions départementales des impôts directs* [18 mai 1951] (p. 5514); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 14 noniès : *Son amendement tendant à reprendre la date du 1^{er} septembre 1951 pour la taxe sur le vin* [22 mai 1951] (p. 5745); *le retire* (p. 5745) = S'excuse de son absence

[10 juin 1948] (p. 3372); [14 septembre 1948] (p. 6508); [27 novembre 1950] (p. 8177). = Obtient des congés [10 juin 1948] (p. 3372); [14 septembre 1948] (p. 6508); [27 novembre 1950] (p. 8177).

DEMUSOIS (M. Antoine), Député de Seine-et-Oise (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission du règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194). — Est désigné par la Commission de l'intérieur pour faire partie du Conseil national des services publics départementaux et communaux [J. O. du 29 janvier 1947] (p. 1090).

Dépôts :

Le 22 décembre 1946, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre un décret relatif à l'ordre des préséances dans les départements métropolitains et d'outre-mer, **n° 196**. — Le 23 décembre 1946, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution de M. Jacques Duclos et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre un décret relatif à l'ordre des préséances dans les départements métropolitains et d'outre-mer **n° 197**. — Le 14 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer les mesures augmentant les tarifs des abonnements aux chemins de fer (S. N. C. F.) dans la région parisienne, **n° 288**. — Le 25 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour permettre, par l'apposition sur certaines marchandises d'une fiche portant les prix de vente de ladite marchandise aux différents échelons de sa circulation entre producteurs et consommateurs, le contrôle rigoureux des prix par les consomma-

teurs, n° 734. — Le 13 juin 1947, un avis au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution de M. Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à la nomination d'une Commission exceptionnelle de la réforme administrative, n° 1706. — Le 20 juin 1947, un avis au nom de la Commission de l'intérieur sur les propositions de résolution : 1° de M. Bentaieb tendant à la création d'une commission chargée d'enquêter sur la situation générale de l'Algérie ; 2° de M. Djemad et plusieurs de ses collègues tendant à la nomination d'une commission parlementaire chargée de procéder à une enquête sur les causes et les responsabilités des événements d'Algérie de mai 1945 et sur la façon dont la loi d'amnistie du 1^{er} mars 1946 a été appliquée, n° 1794. — Le 9 juillet 1947, un avis au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi tendant à la réorganisation et à la coordination des transports de voyageurs dans la région parisienne, n° 1965. — Le 16 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. La proposition de loi de M. Berger et plusieurs de ses collègues tendant à la création d'une Caisse nationale d'aménagement des lotissements défectueux ; II. La proposition de résolution de M. Gilbert Cartier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réaliser l'aménagement des lotissements défectueux, n° 2036. — Le 13 novembre 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions tendant à déterminer la procédure d'élection, par les membres de l'Assemblée Nationale représentant la métropole, de cinquante membres de l'Assemblée de l'Union française (application des articles 2 (alinéa premier), 5 et 11 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française), n° 2619. — Le 6 juillet 1948, une proposition de loi tendant à la mise en régie nationale du collège technique d'Argenteuil, n° 4871. — Le 2 août 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Berger et plusieurs de ses collègues tendant à l'annulation de tous contrats de location d'immeubles passés entre les collectivités locales et l'administration des P. T. T., n° 5133. — Le 5 août 1948, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions tendant à déterminer la procédure

d'élection; par les membres de l'Assemblée Nationale représentant la métropole, de cinq membres de l'Assemblée de l'Union française correspondant aux 2/3 de la représentation du royaume du Cambodge et du royaume de Laos (application des articles 2 (alinéa 3), 5 et 11 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française), nouvelle rédaction présentée par la Commission le 13 août 1948, n° 5177.

Interventions :

Son rapport au nom du 9^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Seine-Inférieure (2^e circonscription) [28 novembre 1946] (p. 32). — Est entendu au cours du débat : sur la proposition de résolution relative à l'ordre de préséance dans les cérémonies officielles, civiles et militaires, en qualité de *Rapporteur* (22 décembre 1946) (p. 279) ; *Son rapport supplémentaire* [23 décembre 1946] (p. 332) ; — sur le projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints ; Art. 4 : *Son amendement tendant à permettre, lorsqu'un maire est député et se trouve empêché d'exercer son mandat de maire, de déléguer son indemnité à l'adjoint qui le remplace* [25 février 1947] (p. 449). — Son rapport sur des pétitions [13 mai 1947] (p. 1605, 1606). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi tendant à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires : *Motion préjudicielle de M. Duclos invitant le Gouvernement à élever les crédits destinés à l'acompte provisionnel et à diminuer ceux de la défense nationale* [16 juillet 1947] (p. 3075) ; Art. 3 : *Amendement de M. Albert Petit tendant à accorder aux fonctionnaires des collectivités locales les avantages de la loi* (p. 3087) ; — sur le renvoi de la discussion d'une proposition de résolution de M. Lecourt tendant à la nomination d'une commission exceptionnelle de la réforme administrative, en qualité de *Rapporteur pour avis* [24 juillet 1947] (p. 3456). — Est entendu dans la discussion d'une proposition de résolution de M. Lecourt tendant à la nomination d'une commission exceptionnelle de la réforme administrative : *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur pour avis* [24 juillet 1947] (p. 3477,

3478, 3479, 3481, 3485, 3486) ; *Rappel au règlement (Fonctionnement de la Constitution)* (p. 3486) ; *Amendement de M. Biondi tendant à ajouter au texte un alinéa prévoyant que la commission resterait compétente pour les autres projets* (p. 3487). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics une question concernant l'attribution d'une carte de priorité aux vieillards dans les trains [8 août 1947] (p. 4116). — Intervient dans la discussion du projet de loi concernant les élections municipales : *Discussion générale* [9 août 1947] (p. 4146, 4147, 4148) ; *Renvoi du projet devant la Commission* [11 août 1947] (p. 4244) ; *Rappel au règlement* [12 août 1947] (p. 4291) ; *Demande de réouverture de la discussion générale* (p. 4291, 4292, 4293, 4294, 4295). — Son rapport sur une pétition [31 juillet 1947] (p. 3809). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Question préalable de M. le général Aumeran sur l'inconstitutionnalité du projet* [10 août 1947] (p. 4193) ; *Motion d'ajournement de M. Cudenet* (p. 4201, 4203, 4204) ; *Discussion générale* (p. 4212) ; *Election de M. Foulupt-Esperaber comme Rapporteur* [22 août 1947] (p. 4565, 4566) ; Art. 3 : *Amendement de M. Rabier tendant à reprendre le texte de la Commission relatif aux pouvoirs du Gouverneur général* [23 août 1947] (p. 4605) ; Art. 4 : *Amendement de M. Boinet tendant à charger l'Assemblée algérienne de gérer les intérêts propres à l'Algérie* (p. 4608) ; Art. 7 : *Amendement de M. Capitant tendant à intituler le titre II : « De l'autonomie de l'Algérie »* [25 août 1947] (p. 4624, 4625) ; Art. 27 : *Amendements de MM. Fayet et Rabier tendant à insérer un article nouveau concernant l'immunité des membres de l'Assemblée algérienne ; Son rappel au règlement* [26 août 1947] (p. 4648) ; Art. 30 : *Son amendement tendant à accorder à l'Assemblée algérienne le droit de présenter une motion de désaveu contre le Gouverneur général au Gouvernement et à l'Assemblée Nationale* (p. 4663) ; Art. 35 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 4664) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 54 (ex-43) : *Amendement de M. Fayet tendant à reprendre au troisième alinéa le texte de l'Assemblée Nationale relatif au rôle de l'Assemblée financière* [1^{er} septembre 1947] (p. 4815) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* (p. 4816) ;

— du projet de loi concernant l'élection et la composition de l'Assemblée de l'Union française : *Demande de scrutin* [12 août 1947] (p. 4261) ; *Ses explications de vote (Obstruction prétendue du parti communiste)* (p. 4261). — Est entendu au cours du débat sur une motion d'ordre (*Modification de l'ordre du jour*) [12 août 1947] (p. 4262). — Intervient dans la discussion d'une proposition de loi de M. Boisdon modifiant l'article 10 de la loi du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française ; Article unique : *Son amendement tendant à réduire à cinq ans la durée du mandat* [12 août 1947] (p. 4288). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 22 août 1947 (*Décision de M. Benchenouf de ne plus participer aux débats sur le statut de l'Algérie*) [23 août 1947] (p. 4600). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question concernant la création d'une Caisse nationale des retraites pour les agents des collectivités locales [22 août 1947] (p. 4567). — Prend part à la discussion d'un rapport sur la procédure d'élection de membres de l'Assemblée de l'Union française : *Discussion d'urgence, en qualité de Rapporteur* [13 novembre 1947] (p. 4993, 4994) ; *Motion d'ajournement de M. Capitant tendant à ne désigner les membres de l'Assemblée de l'Union française qu'après le renouvellement du Conseil de la République* (p. 4995, 4996). — Est entendu au cours du débat : sur la demande de discussion d'urgence d'un projet de loi modifiant la loi du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française [14 novembre 1947] (p. 5043) ; — sur un rappel au règlement (*Retrait de l'ordre du jour du projet de loi modifiant la loi du 27 octobre 1947 sur l'Assemblée de l'Union française*) [18 novembre 1947] (p. 5054). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1947 ; Art. 1^{er} : *Allocations provisionnelles aux fonctionnaires civils de l'Etat (Art. 17 et 48 du règlement)* [28 novembre 1947] (p. 5227, 5228) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 (budget de l'Intérieur) : *Discussion générale* [28 novembre 1947] (p. 5232) ; Article unique : *Chiffre de l'indemnité pour services pénibles exceptionnels ; Ses explications de vote sur l'alinéa 1262* (p. 5233) ; — d'une proposition de résolution tendant à modifier l'article 83 du règlement : *Contre*

l'urgence [29 novembre 1947] (p. 5261, 5262) ; *Propose la question préalable* (p. 5262, 5263) ; Article unique : *Son amendement tendant à n'accorder qu'une seule fois à cinquante députés d'un groupe parlementaire le droit de demander un scrutin public à la tribune* (p. 5264) ; *Son rappel au règlement* ; *Interprétation à donner au sous-amendement de M. Bouzom* (p. 5265) ; *Son deuxième amendement permettant aux députés demandant un scrutin public à la tribune d'avoir pour co-signataires des députés appartenant à d'autres groupes* (p. 5265, 5266) ; — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Son rappel au règlement contre la clôture* [29 novembre 1947] (p. 5345) ; *Son rappel au règlement (Scrutin sur l'amendement de M. de Chambrun)* (p. 5397) ; *Son rappel au règlement (Proposition de résolution de M. Jacques Duclos sur la date effective de la séance du 1^{er} décembre)* (p. 5410 et suiv.). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 29 novembre 1947 (*Accident du train Paris—Lille*) [3 décembre 1947] (p. 5450). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réorganisation des compagnies républicaines de sécurité ; Art. 2 : *Son amendement tendant à modifier les conditions de radiation des cadres* [9 décembre 1947] (p. 5579, 5580) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa relatif au droit de grève* (p. 5585) ; — du projet de loi tendant à la réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission de l'intérieur* [11 décembre 1947] (p. 5643, 5644) ; Art. 1^{er} : *Création d'un office régional des transports parisiens* [12 décembre 1947] (p. 5665) ; *Contre-projet de M. David tendant à créer une Régie autonome des transports parisiens* (p. 5665, 5666, 5668, 5669) ; *Son amendement tendant à modifier l'article en incluant toute la Seine-et-Oise dans la région parisienne* (p. 5669, 5670, 5671) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Gouvernement pour définir la Régie autonome des transports parisiens* (p. 5671) ; Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer l'assemblée générale de l'Office régional des transports parisiens* (p. 5673) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 5674) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 6 : *Amendement de M. Beauquier prévoyant la date de fonctionnement de l'Office régional des transports parisiens* (p. 5674, 5675) ;

Art. 11 : *Son amendement concernant la composition du conseil d'administration de la Régie* (p. 5678, 5679, 5680, 5681) ; *Son amendement tendant à modifier la composition du conseil d'administration de la Régie* [16 décembre 1947] (p. 5729, 5730) ; *Son amendement concernant la représentation des organisations syndicales au sein du conseil d'administration de la Régie* (p. 5730, 5731) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 5732) ; Art. 14 : *Amendements de MM. Benoist et Regaudie concernant la nomination du président du conseil d'administration de la Régie* (p. 5734) ; Art. 17 : *Amendement de M. Albert Petit concernant les attributions du conseil d'administration de la Régie* (p. 5735, 5736) ; Art. 14 : *Amendement de M. J.-P. David concernant la nomination du président du conseil d'administration de la Régie* (p. 5739) ; Art. 23 : *Son amendement tendant à augmenter les participations de l'Etat* (p. 5742) ; *Amendement de M. Guillant tendant à limiter les subventions de l'Etat en précisant les bases de leur calcul* (p. 5743, 5744) ; Art. 28 : *Son amendement relatif aux états de prévision de dépenses* (p. 3759) ; Art. 30 : *Amendement de M. André Mercier tendant à limiter l'émission d'emprunts par la Régie* (p. 5760) ; Art. 31 : *Amendement de M. Cayeux tendant à supprimer les mots « sans élections nouvelles » dans le premier alinéa* (p. 5762) ; Art. 38 : *Son amendement tendant à modifier la composition de l'assemblée générale de l'Office* (p. 5767) ; *Son amendement tendant à ne pas imposer un quorum aux séances de l'assemblée générale* (p. 5769) ; Art. 40 : *Amendement de M. Auguet relatif aux attributions de l'assemblée générale de l'Office des transports* [18 décembre 1947] (p. 5804, 5805) ; *Amendement de M. David relatif au rôle du Conseil supérieur des transports* (p. 5806, 5807) ; *Amendements de MM. Schmidt, Bichet et André relatifs à l'exploitation éventuelle par la Régie de lignes privées* (p. 5809, 5810, 5811) ; Art. 41 : *Amendement de M. Regaudie tendant à instituer un article nouveau prévoyant un commissaire du Gouvernement auprès de l'Office* (p. 5817, 5818). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite de la discussion sur les transports de la région parisienne*) [18 décembre 1947] (p. 5820, 5821). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution de M. Péron invitant le Gouvernement à cesser les poursuites enga-

gées à l'occasion des grèves : *Son rappel au règlement* [19 décembre 1947] (p. 5934, 5936); — de propositions de résolution tendant à modifier le règlement de l'Assemblée Nationale; Art. 1^{er} : *Modification de l'article 40 du règlement* [19 décembre 1947] (p. 5938); *Amendement de M. Leenhardt concernant les vice-présidents de l'Assemblée* (p. 5940); *Son amendement tendant à supprimer le paragraphe 3 et à reprendre le texte existant* (p. 5941, 5942, 5943); *Renvoi de la discussion au lendemain* (p. 5944); *Son rappel au règlement (Absence du quorum des députés)* [20 décembre 1947] (p. 5960). — Est entendu : sur le procès-verbal (*Absence dans le Palais-Bourbon du quorum des députés*) [20 décembre 1947] (p. 5958); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Lenteur de la discussion sur la reconduction du budget*) [27 décembre 1947] (p. 6336, 6337). — Prend part à la discussion du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947, Etat I, INTÉRIEUR, Chap. 125 : *Amendement de M. Grenier relatif aux indemnités au personnel de la Sécurité nationale* [27 décembre 1947] (p. 6344, 6345); — du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 fr. : Art. 2 : *Ses explications de vote* [29 janvier 1948] (p. 292, 293); — de la proposition de résolution de M. Duclos relative au dépôt et au remboursement des billets de 5.000 francs : *Discussion générale* [3 février 1948] (p. 360, 361). — Dépose une demande d'interpellation sur la répartition de l'essence en février 1948 [4 février 1948] (p. 417). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales en Algérie : *Ses explications de vote sur l'article unique* [12 février 1948] (p. 680, 681). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur : une question relative à l'aménagement des lotissements par des associations syndicales [13 février 1948] (p. 730, 731); — une question relative à l'application de la loi du 11 octobre 1945 relative aux réquisitions de logements [13 février 1948] (p. 731). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Débat sur le prélèvement exceptionnel*) [2 mars 1948] (p. 1271, 1272). — Prend part à la discussion; du projet de loi portant réorganisation des transports de voyageurs dans la région parisienne, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [16 mars 1948] (p. 1697); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à*

reprendre le texte voté en première lecture (p. 1697); Art. 11 : *Son amendement relatif au conseil d'administration de la Régie autonome* (p. 1698, 1699); Art. 31 : *Son amendement relatif au comité d'entreprise de la Régie* (p. 1705); Art. 47 : *Plan d'aménagement et de répartition des transports* (p. 1709); — de la proposition de résolution tendant à modifier l'article 34 du règlement de l'Assemblée : Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer au troisième alinéa la limitation du temps de parole* [17 mars 1948] (p. 1801); *Son amendement tendant à ne pas restreindre le droit de parole des orateurs de chaque groupe* (p. 1805); *le retire* (ibid.); *le reprend* (p. 1807); — du projet de loi portant transformation en écoles publiques des écoles privées des houillères : *Ajournement de la discussion; Son rappel au règlement* [20 mars 1948] (p. 2053). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Interruption de la session*) [20 mars 1948] (p. 2062); — sur les propositions de la Conférence des présidents : *Son rappel au règlement* [4 mai 1948] (p. 2505); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur la révision des zones de salaires*) [24 juin 1948] (p. 3946). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A. ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Palewski relatif aux choix des administrateurs* [25 juin 1948] (p. 3976); Art. 4 : *Amendement de M. Barrachin relatif à l'embauchage par priorité des ouvriers licenciés* (p. 4005); — des projets de loi portant ratification de trois actes internationaux : *Coopération économique européenne*; Art. 2 : *Ouverture de crédits pour la délégation française* [7 juillet 1948] (p. 4391); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, RECONSTRUCTION, Chap. 403 : *Participation de l'Etat aux dépenses des services de logement* [18 juillet 1948] (p. 4782, 4783); EDUCATION NATIONALE, Chap. 332-1 : *Constructions scolaires (Enseignement primaire)* [4 août 1948] (p. 5307, 5308); — de l'interpellation de M. Aubry relative aux anciens combattants et victimes de guerre : *Discussion générale* [5 août 1948] (p. 5382); — du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République : *Organisation du débat* [12 août 1948] (p. 5708); *Discussion générale* (p. 5709, 5711, 5712, 5713, 5714); Art. 1^{er} : *Contre-projet de*

M. Cristofol (p. 5729, 5733, 5734); Art. 4 : *Amendement de M. Gabriel Paul tendant à fixer à 25 ans l'âge pour l'éligibilité* (p. 5739); Art. 12 : *Son amendement tendant à faire élire les délégués primaires par les électeurs à la représentation proportionnelle* (p. 5745, 5746); Art. 28 : *Amendement de M. Cristofol tendant à appliquer la règle de la plus forte moyenne* [13 août 1948] (p. 5773); Art. 36 : *Amendement de M. Péron tendant à supprimer l'article* (p. 5782); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Pleven tendant à supprimer le premier alinéa relatif à la nomination de conseillers par l'Assemblée* [17 août 1948] (p. 5844, 5845); Art. 6 : *Son amendement relatif au mode d'élection des délégués dans les départements d'outre-mer* (p. 5845); Art. 1^{er} : *Motion de M. Marin relative à l'ordre de la discussion* [18 août 1948] (p. 5869); *Fixation du nombre des conseillers désignés par l'Assemblée* (p. 5895); *Amendement de M. Desson tendant à fixer à 15 le nombre des conseillers désignés par l'Assemblée* (p. 5896); *Son amendement tendant à substituer le mot « élus » à désignés* (p. 5897); Art. 11 : *Son sous-amendement tendant à prévoir l'élection des délégués suppléants suivant la règle de la plus forte moyenne* (p. 5910); Art. 12 : *Son amendement tendant à faire les élections municipales avant celles du Conseil de la République* (p. 5911, 5912); Art. 51 : *Son rappel au règlement (Abus des demandes de clôture)* (p. 5921); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Malbrant tendant à rendre à l'Indochine deux sièges* [20 septembre 1948] (p. 6736); *Son amendement tendant à ne pas supprimer les conseillers élus par l'Assemblée* (p. 6736, 6737); Art. 8 bis : *Cas où un député ou conseiller général serait délégué de droit* (p. 6740); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6749, 6750). — Ses rapports sur des pétitions [10 septembre 1948] (p. 6492). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Débat sur le statut du personnel de la police*) [16 septembre 1948] (p. 6569). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution tendant à étendre aux travailleurs agricoles la prime de 2 500 francs : *Son rappel au règlement (Ordre de la discussion)* [16 septembre 1948] (p. 6571, 6572, 6573); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 1 A : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [18 septembre 1948] (p. 6654, 6655); Art. 12 : *Amendement de M. Paumier tendant à supprimer*

l'article (p. 6683, 6684). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur le statut du personnel de la police et sur le renouvellement du Conseil de la République*) [18 septembre 1948] (p. 6698). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut du personnel de la police : *Son rappel au règlement (Application de l'article 45)* [20 septembre 1948] (p. 6757). — Est entendu sur : la demande de discussion d'urgence du projet de loi portant modification d'autorisation d'engagement de dépenses et de crédits pour 1948, en seconde lecture [23 septembre 1948] (p. 6855); — une motion d'ordre (*Urgence de la proposition de loi Cudenet-Lussy fixant la date des élections cantonales*) [23 septembre 1948] (p. 6863, 6864). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative au renouvellement des conseillers généraux; Article unique : *Son amendement tendant à fixer le renouvellement en octobre 1948* [23 septembre 1948] (p. 6867, 6868). = Donne sa démission de *Député* [19 novembre 1948] (p. 7143).

DENAI (M. Joseph), *Député de la Seine* (2^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347). Est élu vice-président de cette Commission [J. O. du 27 janvier 1948] (p. 848), [J. O. du 19 janvier 1949] (p. 765), [J. O. du 19 janvier 1950] (p. 716), [J. O. du 25 janvier 1951] (p. 882). — Est désigné : pour faire partie de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations [17 février 1948] (p. 776); par la Commission des finances pour faire partie de la Sous-Commission chargée de suivre et d'apprécier la gestion des entreprises nationalisées et des sociétés d'économie mixte (Application de l'art. 70 de la loi du 21 mars 1947, modifiée par la loi du 3 juillet 1947) [15 mars 1950] (F. n° 527), [24 février 1951] (F. n° 680).

Dépôts :

Le 17 décembre 1946, une proposition de loi tendant à abroger toutes dispositions contraires

à l'article 67 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions de guerre, n° 136. — Le 14 janvier 1947, une proposition de loi tendant à instituer au profit des mères de familles nombreuses une retraite proportionnelle au nombre de leurs enfants, n° 256. — Le 14 janvier 1947, une proposition de loi tendant à modifier le paragraphe premier de l'article 2 de la loi n° 45-015 du 2 décembre 1945 sur la nationalisation de la Banque de France, n° 257. — Le 14 janvier 1947, une proposition de loi tendant à fixer sur des bases nouvelles la rémunération de l'Etat, du capital et du travail dans les entreprises constituées en la forme de sociétés anonymes, n° 258. — Le 14 janvier 1947, une proposition de loi tendant à instituer un régime électoral qui concilie le libre choix des élus avec la représentation proportionnelle, n° 259. — Le 14 janvier 1947, une proposition de loi tendant à la révision de certains prix de vente de fonds de commerce, n° 260. — Le 14 janvier 1947, une proposition de loi tendant à assurer l'exercice du droit de réponse, n° 261. — Le 14 janvier 1947, une proposition de loi relative aux activités des étrangers admis en France comme travailleurs salariés, n° 262. — Le 14 janvier 1947, une proposition de loi tendant à valoriser la médaille coloniale, n° 263. — Le 14 janvier 1947, une proposition de loi tendant à accorder des majorations d'ancienneté aux fonctionnaires prisonniers de guerre ou déportés politiques, n° 264. — Le 14 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux mutilés des deux guerres des réductions de tarif sur les lignes de navigation aérienne, n° 266. — Le 14 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer les veuves de guerre de tous impôts et taxes frappant spécialement les célibataires, n° 267. — Le 14 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à créer des Chambres départementales du travail, n° 268. — Le 14 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à substituer, à la carte d'électeur, le livret électoral, n° 269. — Le 14 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la vente des immeubles par appartements, n° 270. — Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à relever le montant de l'indemnité de passage due par les propriétaires d'enclaves, n° 351. — Le 28 janvier 1947, une

proposition de loi tendant à fixer les conditions dans lesquelles il sera procédé aux élections municipales dans toutes les communes de France, n° 357 (rectifié). — Le 28 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter à 65 ans la limite normale de la vie active, n° 358. — Le 28 janvier 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer l'indépendance des fonctionnaires, n° 359. — Le 4 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 12 juillet 1905 sur la distribution des sommes saisies-arrêtées, n° 441. — Le 6 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une amnistie pénale aux délinquants économiques, n° 453. — Le 11 février 1947, une proposition de loi tendant à réglementer les conditions dans lesquelles peuvent être expulsés des locataires de bonne foi, n° 509. — Le 11 février 1947, une proposition de loi tendant à rétablir l'égalité de pension entre toutes les veuves d'officiers, victimes de la guerre, n° 510. — Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à rapporter l'ordonnance n° 45-199 du 9 février 1945 relative à l'indignité nationale et à en annuler les effets, n° 567. — Le 28 février 1947, une proposition de loi tendant à soustraire les membres du Parlement, en matière de presse, à la responsabilité pouvant être encourue du fait d'autrui, n° 783. — Le 11 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à redonner vie à la Commission des emprunts-or, n° 893. — Le 13 mars 1947, une proposition de loi tendant à uniformiser le régime des majorations de pensions, n° 920. — Le 29 mai 1947, une proposition de loi tendant à réviser et compléter la loi n° 46-1990 du 13 septembre 1946 instituant l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles, n° 1458. — Le 25 juin 1947, une proposition de loi tendant à autoriser le paiement du cinquième quart de l'impôt de solidarité par la remise d'obligations des entreprises nationalisées, n° 1821. — Le 30 juin 1947, une proposition de loi tendant à freiner l'efficacité des majorations de salaires, n° 1869. — Le 28 octobre 1947, une proposition de loi tendant à ajourner l'application de l'article 21 de la loi de finances du 4 août 1947, n° 2579. — Le 3 février 1948, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article premier de la loi du 4 mars 1943 relatif aux sous-

criptions d'actions des sociétés anonymes, **n° 3218**. — Le 3 février 1948, une proposition de loi fixant les maxima imposables en fonction de la loi du 7 janvier 1948 sur le prélèvement, **n° 3231**. — Le 10 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la situation matérielle de l'ensemble des petits rentiers viagers, **n° 3317**. — Le 12 février 1948, une proposition de loi tendant à préciser les règles de déréquisition des voitures automobiles, **n° 3324**. — Le 12 février 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur : 1^o la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à améliorer le sort des rentiers-viagers de l'Etat; 2^o la proposition de résolution de M. Joseph Denais et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la situation matérielle de l'ensemble des petits rentiers-viagers, **n° 3340**. — Le 27 février 1948, une proposition de loi tendant à corriger l'extension abusive aux combattants volontaires de l'application des dispositions de l'article 21 de la loi du 8 août 1947 relative à certaines dispositions d'ordre financier, **n° 3596**. — Le 18 mars 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur : I. le projet de loi portant majoration des rentes viagères de l'Etat; II. la proposition de loi de M. Frédéric-Dupont tendant à améliorer le sort des rentiers-viagers de l'Etat; III. la proposition de résolution de M. Joseph Denais et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la situation matérielle de l'ensemble des petits rentiers-viagers, **n° 3856**. — Le 20 avril 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 43 de la loi n° 46-607 du 5 avril 1946 portant fixation du budget général (crédits militaires) pour l'année 1946, **n° 3910**. — Le 20 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux étudiants de 16 à 25 ans les rations des travailleurs de force pendant les mois de mai, juin et juillet, **n° 3911**. — Le 20 avril 1948, une proposition de loi tendant à l'extension du bénéfice de la loi du 14 avril 1924 et des lois modificatives aux ayants cause des fonctionnaires et militaires décédés, **n° 3912**. — Le 27 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reviser le montant des allocations attribuées aux économiquement faibles, **n° 4035**. — Le 29 avril 1948, un rapport au nom de la Com-

mission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant majoration des rentes viagères de l'Etat, **n° 4045**. — Le 30 avril 1948 un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant majoration des rentes viagères constituées au profit des anciens combattants auprès des caisses autonomes mutualistes, **n° 4091**. — Le 4 mai 1948, une proposition de loi tendant à autoriser le maintien en activité les membres du corps enseignant qui en feraient la demande, **n° 4108**. — Le 14 mai 1948, une proposition de loi tendant à ordonner la revision des rentes viagères nées de la vente d'immeubles ou de fonds de commerce, **n° 4205**. — Le 19 mai 1948, une proposition de loi tendant à corriger l'extension abusive aux combattants volontaires de l'application des dispositions de l'article 21 de la loi du 8 août 1947 relative à certaines dispositions d'ordre financier, **n° 4235**. — Le 19 mai 1948, une proposition de loi portant modification de l'article 9 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948, relatif aux fonctionnaires frappés de sanctions par le Gouvernement de l'Etat français, **n° 4236**. — Le 19 mai 1948, une proposition de loi tendant à reviser les règles qui fixent l'attribution d'un traitement à certains médaillés militaires, **n° 4254**. — Le 8 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour l'érection de la statue du maréchal Foch, **n° 4479**. — Le 5 juillet 1948, une proposition de loi tendant à préciser la portée de la loi du 19 juin 1947 sur les spoliations, **n° 4863**. — Le 27 juillet 1948, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 46-744 du 18 avril 1946 réglant les rapports entre locataires et bailleurs en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial et industriel, **n° 5068**. — Le 7 septembre 1948, une proposition de loi tendant à exonérer des droits de mutation le capital décès prévu aux régimes complémentaires des assurances sociales, **n° 5443**. — Le 10 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à supprimer ou à transformer la C.C.D.V.T., **n° 5457**. — Le 17 septembre 1948, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 4 mai 1948 portant majoration des rentes viagères de l'Etat, **n° 5483**. — Le 18 novembre 1948, une proposition de loi tendant à

réprimer la vente spéculative des immeubles à usage d'habitation, n° 5619. — Le 18 novembre 1948, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 19 février 1943 modifiant l'article 153 du Code fiscal des valeurs mobilières, n° 5621. — Le 2 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur les propositions de résolution : 1° de M. Edgar Faure tendant à inviter le Gouvernement à modifier les règles de dépôt des actions au porteur à la Caisse centrale de dépôts et de virements de titres ; 2° de M. Joseph Denais tendant à inviter le Gouvernement à supprimer ou à transformer la C. C. D. V. T., n° 5700. — Le 14 décembre 1948, une proposition de loi tendant à l'abrogation du paragraphe 7 de l'article 10 de la loi du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation, n° 5814. — Le 27 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder à la titularisation des instituteurs ayant exercé leurs fonctions pendant les années 1940-1944, n° 5945. — Le 11 janvier 1949, une proposition de loi tendant à freiner les manœuvres spéculatives auxquelles donne lieu la vente des immeubles par appartements, n° 6060. — Le 17 février 1949, une proposition de loi tendant à réglementer les ventes par appartements, n° 6467. — Le 22 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 mars le terme assigné aux déclarations requises des contribuables pour la déclaration de leur revenu global, n° 6559. — Le 2 mars 1949, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 206 du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, n° 6626. — Le 29 mars 1949, une proposition de loi tendant à réprimer les abus de la vente « à la sauvette », n° 6885. — Le 1^{er} avril 1949, une proposition de loi tendant à fixer les règlements à intervenir entre bailleurs et preneurs par suite de la suppression des contributions foncières, n° 6917. — Le 10 juin 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'article 8 de la loi du 22 décembre 1925 sur le dégage-ment des cadres militaires, n° 7420. — Le 17 juin 1949, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 7518. — Le 23 juin 1949, une proposition de loi tendant à ajourner l'application des pénalités fiscales pour certaines catégories de

redevables, n° 7610. — Le 13 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à procéder au regroupement des écoles primaires grâce à la collecte des écoliers par autocars, n° 8182. — Le 13 octobre 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 20 septembre 1948 en ce qui concerne le cumul des pensions proportionnelles, n° 8183. — Le 13 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à dresser une bibliographie complète de toutes les publications intéressant la période 1939-1945, n° 8202. — Le 3 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à ajourner l'application de l'article 107 du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, n° 8287. — Le 28 janvier 1950, une proposition de loi tendant à relever le maximum de revenus compatibles avec les ressources des rentiers viagers et des économiquement faibles, n° 9081. — Le 2 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Joseph Denais tendant à relever le maximum de revenus compatibles avec les ressources des rentiers viagers et des économiquement faibles, n° 9411. — Le 8 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application de l'article 87 du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale, n° 9449. — Le 25 avril 1950, une proposition de loi tendant à régler la condition des fonctionnaires ayant fait l'objet de mesures d'épuration, n° 9731. — Le 30 mai 1950, une proposition de loi tendant à fixer les conditions dans lesquelles il sera procédé aux élections municipales dans toutes les communes de France, n° 10115. — Le 13 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rendre au Grand Palais sa destination primitive, n° 10619. — Le 17 juillet 1950, une proposition de loi tendant à étendre l'exonération des droits de mutation par décès, n° 10628. — Le 17 juillet 1950, une proposition de loi tendant à généraliser l'application des lois réglementant les débits de boissons, n° 10629. — Le 2 août 1950, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la loi du 20 septembre 1948 sur le régime des pensions civiles et militaires aux veuves qui en sont actuellement exclues, n° 10844. — Le 17 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à aménager le mode d'évaluation des

immeubles, n° 10978. — Le 2 novembre 1950, une proposition de loi tendant à l'abrogation de l'article 3 de la loi du 16 novembre 1940 relative aux sociétés anonymes, n° 11140. — Le 14 novembre 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 32 de la loi du 24 juillet 1950 relatif aux pensions de certains officiers, n° 11265. — Le 13 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prolonger jusqu'au 15 mars le délai imparti aux contribuables pour déposer leur déclaration d'impôt général sur le revenu (taxe progressive), n° 12163. — Le 17 février 1951, une proposition de loi tendant à l'abrogation des ordonnances du 15 juin et du 26 novembre 1944 instituant les commissions d'épuration administrative, n° 12259. — Le 17 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'échéance des versements à la taxe sur le chiffre d'affaires, n° 12260. — Le 6 mars 1951, une proposition de loi tendant à la suppression des droits de mutation en ligne directe et entre époux, n° 12419. — Le 27 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder un délai pour le versement du deuxième tiers provisionnel, n° 12995.

Interventions :

Son rapport au nom du 2^e bureau sur les opérations électorales du département du Calvados [28 novembre 1946] (p. 11). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le premier trimestre de l'exercice 1947; RAVITAILLEMENT : *Missions d'achat aux Etats-Unis et répartition aux cantines scolaires* [19 décembre 1946] (p. 163); LOI DE FINANCES : *Discussion générale : Ses observations sur la dette publique et viagère, la suppression de 50.000 fonctionnaires, la réduction des subventions, l'augmentation des tarifs, la répression de la fraude fiscale, le recouvrement des profits illicites, le produit de l'Impeax, le renouvellement des traites, les charges du Trésor, les impôts, les emprunts, l'encaisse-or de la Banque de France* [21 décembre 1946] (p. 203 et suiv.); *les commissions de taxation* (p. 217); Art. 44 : *Amendement de M. Pierre Meunier tendant à la publication des bases d'imposition pour chaque contribuable* [22 décembre 1946] (p. 249); *Son amendement tendant à or-*

donner l'affichage des listes des contribuables soumis à l'impôt sur les traitements et salaires (p. 251). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi sur la prorogation de la législation sur les locaux d'habitation ou à usage professionnel : *Augmentation de 20 0/0 et sous-locations* [20 décembre 1946] (p. 189); — au cours du débat sur l'élection du bureau définitif [14 janvier 1947] (p. 4). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat en activité et en retraite [31 janvier 1947] (p. 131). — Participe au débat : sur le projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier; Art. 19 : *Déclarations des biens appartenant à des personnes dont le patrimoine est confisqué* [4 février 1947] (p. 164); — sur le projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947 : *Discussion générale* [5 mars 1947] (p. 641, 642, 643, 644); Etat A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 908 : *Amendement de M. Louvel tendant à réduire la participation de l'Etat aux dépenses du Commissariat à l'énergie atomique* [7 mars 1947] (p. 736). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux rapports des locataires et bailleurs de locaux d'habitation et à usage professionnel; Art. 2 : *Amendement de M. Edgar Faure tendant à introduire un article additionnel relatif à la majoration des loyers* [26 mars 1947] (p. 1117, 1118); Art. 4 : *Son amendement tendant à compléter l'article 4 par un alinéa relatif aux occupants de mauvaise foi* (p. 1121, 1122); Art. 5 : *Maintien dans les lieux* (p. 1124); *Ses observations sur l'ensemble* (p. 1128); — de l'interpellation de M. Charles Lussy sur le maintien de la politique des salaires et des prix, telle qu'elle est énoncée dans la déclaration ministérielle du 23 janvier 1947 : *Ses observations sur l'ordre du jour de confiance* [4 mai 1947] (p. 1466); — du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier (Budget ordinaire, services civils, exercice 1947); Art. 27 bis (nouveau) : *Son amendement tendant à reculer à l'âge de 28 ans l'embauchage dans les services publics* [29 mai 1947] (p. 1788, 1789, 1790); Art 130 septies : *Son article additionnel tendant à accorder un délai de deux mois pour faire connaître au contrôleur des contributions directes les résultats d'un exercice* [30 mai 1947] (p. 1842); *Son article additionnel tendant à constituer en franchise*

d'impôt des provisions pour renouvellement de stock (p. 1843); Art. 25 : *Suppression du corps dugénie de l'air* (p. 1847); *Sa demande de disjonction de l'article* (ibid.); Art. 43 bis (nouveau) : *Situation des porteurs de titres confisqués sous l'occupation* [3 juin 1947] (p. 1880); Art. 45 bis (nouveau) : *Indemnité allouée aux actionnaires de la Banque de France* (p. 1880, 1881, 1882, 1885). — Intervient dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1947 : *Discussion générale*; [31 juillet 1947] (p. 3754); Art. 2 additionnel : *Son amendement tendant à élargir le délai de déclaration accordé aux contribuables* [1^{er} août 1947] (p. 3889). — Est entendu au cours du débat : sur la proposition de loi de Mme Lempereur relative aux limites d'âge et retraite des fonctionnaires et agents des services publics (*Ajournement de la discussion*) [17 juin 1947] (p. 2142, 2143); — sur le projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 4 : *Amendement de M. Jacques Bardoux tendant à supprimer cet article relatif au délai de paiement du quatrième quart de l'impôt de solidarité* [23 juin 1947] (p. 2361); Art. 5 : *Son amendement tendant à exonérer de la majoration les personnes économiquement faibles* (p. 2366). — Intervient dans la discussion du projet de loi relatif à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : *Discussion générale* [23 juin 1947] (p. 2397, 2398). — Pose à M. le Ministre des Finances une question concernant la réquisition des valeurs étrangères et l'indemnisation en résultant [18 juillet 1947] (p. 3178). — Est entendu dans la discussion du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires : *Discussion générale* [24 juillet 1947] (p. 3469, 3470, 3471). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'août 1947 (Dépenses civiles, budget ordinaire) : *Discussion générale* [31 juillet 1947] (p. 3744, 3745). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux initiatives prises pour assurer une compensation aux actionnaires de la Banque de France [1^{er} août 1947] (p. 3840). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri prévoyant certaines dispositions transitoires en matière de loyer : *Discussion générale* [18 décembre 1947] (p. 5863, 5864). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Examen des projets financiers de M. René Mayer*)

[19 décembre 1947] (p. 5932). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 1^{er} : *Son contre-projet autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt au lieu d'établir un impôt nouveau* [22 décembre 1947] (p. 6087, 6088, 6089); Art. 4 : *Son amendement tendant à supprimer les deuxième et troisième alinéas* (p. 6139); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à réduire de 50 0/0 l'imposition sur la fraction de bénéfices provenant de rémunérations pour prestation de services* (p. 6144); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions budgétaires; Art. 13 *ter* : *Suppression de la C. C. D. V. T.* [30 décembre 1947] (p. 6588, 6589, 6590); Art. 16 : *Droits sur les produits pétroliers* (p. 6594); Art. 3 *quinquies* : *Mesures concernant la limite d'âge des fonctionnaires* (p. 6616, 6617). — Pose à M. le Ministre des Finances une question sur le déficit de la Société nationale des entreprises de presse [6 février 1948] (p. 482). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution concernant l'amélioration du sort des rentiers-viagers, en qualité de *Rapporteur* [13 février 1948] (p. 716, 717); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [8 mars 1948] (p. 1561). — du projet de loi tendant à améliorer le sort des rentiers-viagers, en qualité de *Rapporteur* [19 mars 1948] (p. 2015, 2016, 2017); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à inclure les rentes constituées par des employeurs à leurs employés* [20 mars 1948] (p. 2041); Art. 3 : *Amendement de M. Auguet tendant à substituer le montant du minimum vital au montant de l'abattement prévu pour l'impôt général sur le revenu* (p. 2044); Art. 14 : *Amendement de M. Bardoux tendant à compenser la perte qu'a entraînée la dévaluation* (p. 2047); Art. 16 : *Règlement d'administration publique prévoyant le paiement d'un acompte provisionnel* (p. 2047, 2048); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [29 avril 1948] (p. 2354, 2355); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2357); — du projet de loi portant aménagement fiscaux; Art. 3 : *Son amendement concernant le cas d'une cession ou vente de charge ou office* [22 avril 1948] (p. 2174); *le retire* (ibid.); Art. 3 bis : *Amendement de M. Auguet tendant à admettre la déduction du*

salaires versés par l'exploitant à son conjoint du bénéfice net imposable (p. 2176); Art. 10 : *Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales* (p. 2193, 2194); *Son amendement tendant à insérer un alinéa relatif aux gérants de sociétés à responsabilité limitée* [23 avril 1948] (p. 2225); Art. 14 : *Son amendement tendant à déduire l'impôt sur le revenu des revenus imposables de l'année suivante* (p. 2232); Art. 15 : *Son amendement tendant à abroger l'article 116 bis du Code des impôts directs limitant les dégrèvements pour charges de famille* (p. 2246); Art. 38 bis : *Son amendement tendant à porter à 1 0/0 la taxe sur les mutations immobilières* [27 avril 1948] (p. 2280); Art. 38 quater : *Son amendement tendant à compléter l'article en mentionnant les parts d'intérêts* (p. 2280); Art. 51 : *Son amendement relatif aux rentes constituées en application de la loi du 4 août 1925* (p. 2282); *le retire* (p. 2310); Art. 55 : *Son amendement tendant à augmenter les déductions aux entrepositaires de boissons* (p. 2302); Art. 66 : *Son amendement relatif au régime des liquidations judiciaires et des faillites* (p. 2307); Art. 69 ter : *Son amendement tendant à maintenir des suppléments de rémunération en faveur des agents du contrôle économique* (p. 2308, 2309); *Son amendement tendant à insérer un article supprimant définitivement le prélèvement de 10 0/0 sur les dépenses de l'Etat établi en 1935* (p. 2309); *le retire* (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 16 bis : *Disjonction de l'article relatif aux droits de succession* [13 mai 1948] (p. 2574); Art. 27 ter : *Exonérations fiscales sur les ventes à l'exportation* [10 juin 1948] (p. 3380); - du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [14 mai 1948] (p. 2686); — du projet de loi relatif aux loyers; Art. 14 bis : *Amendement de M. de Moro-Giafferri tendant à ne pas appliquer le droit de reprise aux locaux professionnels* [20 mai 1948] (p. 2797); Art. 16 : *Amendements de MM. Minjot, Citerne et Triboulet tendant à changer le système de majoration des prix* [11 juin 1948] (p. 3435, 3436); Art. 23 : *Son amendement tendant à faire payer aux locataires le salaire du concierge* [17 juin 1948] (p. 3628); — du projet de loi relatif au dégageant des cadres; Article unique : *Amendement de M. Serre tendant à suspendre le recrutement des non-titulaires* [3 juin 1948] (p. 3180); *Amendement de M. Plevin tendant à augmenter l'indemnité de licenciement pour les auxiliaires* (p. 3182). — Dépose une

demande d'interpellation sur le retard apporté aux examens par la grève des correcteurs du baccalauréat [5 juillet 1948] (p. 4336); — sur l'atteinte à la liberté de la presse constituée par l'interdiction de mise en vente d'un livre en l'honneur du maréchal Foch [8 juillet 1948] (p. 4497). — Prend part à la discussion : de projets de résolution tendant à fixer les dépenses de l'Assemblée de l'Union française; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Maton tendant à réduire de 60 millions le budget de l'Assemblée Nationale* [17 juillet 1948] (p. 4758); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; RECONSTRUCTION ET URBANISME : Chap. 100 : *Traitements du Ministre et de l'Administration centrale : Ses observations sur la politique de reconstruction* [17 juillet 1948] (p. 4763 et suiv.); Chap. 403 : *Participation de l'Etat aux dépenses des services de logement* [18 juillet 1948] (p. 4782, 4783, 4784); AFFAIRES ÉCONOMIQUES; Chap. 115 : *Service des importations et exportations (Impeex)* [2 août 1948] (p. 5194, 5195); Chap. 118 : *Amendement de M. Bergeret tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la Direction du contrôle économique (Décentralisation régionale)* (p. 5196); Chap. 124 : *Institut national de la statistique* (p. 5196, 5197); ÉDUCATION NATIONALE; Chap. 139 : *Personnel titulaire des écoles primaires* [3 août 1948] (p. 5272, 5273, 5274). — Dépose, en qualité de *Président de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations*, son rapport sur l'exercice 1947 [5 août 1948] (p. 5376). — Prend part à la discussion : du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Discussion générale* [9 août 1948] (p. 5575 et suiv.); Art. 2 : *Sous-amendement de M. Minjot tendant au respect de la législation de la presse* (p. 5619); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer la référence au Conseil supérieur de la fonction publique* (p. 5622); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts : *Discussion générale* [18 septembre 1948] (p. 6602, 6603, 6604, 6605); Art. 1 A : *Son amendement tendant à supprimer la surtaxe sur les bénéfices industriels et commerciaux* (p. 6657); Art. 3 : *Impôt sur les véhicules automobiles* (p. 6669); Art. 4 : *Son amendement relatif aux frais forfaitaires de représentation* (p. 6670); Art. 7 : *Amendement de M. Faure tendant à diminuer le taux des droits sur les alcools* (p. 6678); *Son amendement ten-*

dant à limiter l'augmentation des droits en pourcentage à 50 0/0 (p. 6680); *le retire* (ibid); Art. 9 : *Son amendement tendant à ne pas augmenter les droits de mutation* (p. 6681, 6682); — du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République, amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : *Date de réunion du Conseil nouvellement élu* [20 septembre 1948] (p. 6739); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [26 septembre 1948] (p. 6937); — du projet de loi portant fixation de l'évaluation des voies et moyens pour l'exercice 1948, amendé par le Conseil de la République; Art. 16 bis : *Amendement de M. Montagnier tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour le permis de chasse* [26 septembre 1948] (p. 6939). — Est entendu au cours du débat sur la proposition de résolution relative à l'aide aux familles des victimes de l'accident de Laghouat [26 septembre 1948] (p. 6948, 6949). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la titularisation d'instituteurs intérimaires : *Demande du Gouvernement de renvoi à la Commission des finances* [16 décembre 1948] (p. 7620). — Pose à M. le Ministre de la Santé publique une question relative à l'abrogation de l'ordonnance du 13 octobre 1945 dont l'application prive les assurés sociaux d'une partie importante des ressources de la médecine [17 décembre 1948] (p. 7694). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 9 bis : *Amendement de M. Jacques Duclos tendant à insérer un article nouveau frappant les sociétés anonymes ayant échappé au prélèvement Mayer* [23 décembre 1948] (p. 7909); Art. 9 ter : *Amendement de M. Jacques Duclos tendant à insérer un article nouveau fixant au minimum vital l'exonération à la base pour l'impôt* (p. 7910); Art. 14 bis : *Amendement de M. Courant tendant à n'appliquer la réforme fiscale qu'après son examen par le Parlement* (p. 7930, 7931); — du projet de loi portant nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi : *Sa demande de renvoi à la Commission des finances* [28 décembre 1948] (p. 8075); — de la proposition de loi relative aux dommages de guerre (*Sa demande de renvoi à la Commission des finances*) [28 décembre 1948] (p. 8076, 8077); — du projet de loi portant finan-

cement des services de répartition de matières premières; Art. 1^{er} : *Amendement de M. M. Louvel, Abelin et Poimboeuf tendant à confier les fonctions de l'O.C.R.P.I. à une direction du Ministère du Commerce et de l'Industrie* [31 décembre 1948] (p. 8306), — Pose une question à M. le Ministre des Finances relative aux pénalités prononcées en 1946 en matière économique [21 janvier 1949] (p. 82). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux loyers : *Discussion générale (Ses observations sur les inconvénients de l'ajournement de la précédente loi sur les loyers, la situation tragique de certains propriétaires, les deux systèmes de majoration 55 0/0 et surface corrigée, l'insuffisance de la construction, les procès possibles et la nécessité de créer une commission arbitrale, les spéculations opérées par certains trafiquants obligeant les locataires à racheter leur appartement)* [3 février 1949] (p. 299, 300, 301, 302, 303); Art. 5 bis : *Son amendement tendant à suspendre la taxe de l'habitat sur les locaux affectés par l'abattement* [8 mars 1949] (p. 1314); — d'une proposition de résolution relative à la création de la société des produits biochimiques (*Demande de renvoi à la Commission des finances*) [1^{er} mars 1949] (p. 1029); — de la proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires de garnis et de chambres d'hôtel; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à exiger du client « la jouissance en bon père de famille »* [29 mars 1949] (p. 1806); Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder le droit de reprise au propriétaire pour loger ses parents* (p. 1810); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Intérieur; Chap. 118 : *Inspection générale de l'administration* [6 avril 1949] (p. 2143); — Dépose une demande d'interpellation sur les rigueurs de l'administration de l'Enregistrement vis-à-vis des contribuables, lors de l'application du décret du 9 décembre 1948 portant réforme fiscale [14 avril 1949] (p. 2494). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi tendant à créer la carte sociale des économiquement faibles : *Discussion générale* [31 mai 1949] (p. 2940); Art. 3 : *Amendement de M. Moisan tendant à prévoir un décret fixant les avantages accordés aux titulaires de la carte* (p. 2943). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question relative aux démarches faites auprès du Gouvernement soviétique pour obtenir la restitu-

tion des bijoux confisqués aux déportés français [24 juin 1949] (p. 3770). — Prend part à la discussion du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 4 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à ne pas supprimer l'allocation temporaire à ceux qui ne bénéficieraient pas de la loi du 17 janvier 1948* [5 juillet 1949] (p. 4181). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des présidents : *Débat sur la réforme fiscale* [5 juillet 1949] (p. 4214); — sur le règlement de l'ordre du jour : *Débat sur les rentiers-viagers des compagnies d'assurances* [9 juillet 1949] (p. 4490). — Prend part à la discussion de sa proposition de loi relative au pipe-line Le Havre—Paris : *Discussion générale* [12 juillet 1949] (p. 4643, 4644); Art. 5 : *Sa demande de renvoi à la Commission des finances* (p. 4645); — d'une proposition de loi portant révision de certaines rentes viagères, en qualité de *Rapporteur pour avis* [12 juillet 1949] (p. 4647, 4648, 4649); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à majorer ces rentes dès le 1^{er} juillet 1949* (p. 4661); Art. 2 : *Son amendement tendant à n'accorder la majoration de rentes qu'aux rentiers de plus de 55 ans, de nationalité française et ne payant pas d'impôt sur le revenu* (p. 4662); Art. 4 : *Son amendement tendant à prévoir un crédit de 500 millions pour couvrir ces majorations* (p. 4663, 4664); Art. 6 : *Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à modifier les coefficients de majoration de rentes* (p. 4666). — Dépose une demande d'interpellation sur le règlement des sommes dues au titre de la rétrocession de l'arsenal de Guerigny [13 juillet 1949] (p. 4746). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 42 : *Amendement de M. Delachenal relatif à la répartition de la taxe locale entre diverses communes intéressées* [23 juillet 1949] (p. 5123); *Nouvelle rédaction de l'article* [24 juillet 1949] (p. 5140); *Ses observations sur l'article relatif à la répartition de la taxe locale* (p. 5143); *Ses observations sur la mise en application du texte* (p. 5143); *Amendement de M. Dusseaulx tendant à appliquer l'article à partir du 1^{er} janvier 1950* (p. 5152); Art. 42 bis : *Amendement de M. P. Meunier relatif à la taxe locale perçue sur les entreprises construisant les barrages* (p. 5154); Art. 44 : *Répartition du produit de la taxe locale* (p. 5161); *Sa demande de disjonction de l'article (ibid.)*; Art. 13 C : *Amendement de Mme Schell tendant à supprimer*

l'article (p. 5167); Art. 13 E : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à réduire le taux de l'impôt sur les bénéfices des charges et offices* (p. 5182); *Son amendement tendant à réduire le taux de l'impôt sur les bénéfices des charges et offices* (p. 5182); Art. 13 H : *Amendement de M. Dusseaulx tendant à étaler les tranches de l'impôt sur le revenu* (p. 5185); *Amendement de M. Delahoutre tendant à assimiler les ascendants aux enfants à charge dans certaines conditions* (p. 5186); Art. 26 H : *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 5188); Art. 28 B : *Ses observations sur l'article relatif à l'estimation des biens pour les droits de succession* (p. 5190); Art. 29 : *Réévaluation des insuffisances de déclaration pour droits de succession* (p. 5191, 5192, 5193, 5194); Art. 39 A : *Amendement de M. Delahoutre relatif à la notification par lettre recommandée des commandements par huissier* (p. 5196); Art. 26 G : *Amendement de M. Coudray tendant à réduire les droits de succession pour les ayants droit en ligne directe atteints d'infirmité* [25 juillet 1949] (p. 5207); *Amendement de M. Rochet tendant à exonérer partiellement les enfants reprenant l'exploitation agricole familiale* (p. 5208, 5209); Art. 39 A : *Demande de disjonction présentée par le Gouvernement* (p. 5212); — du projet de loi portant statut du personnel des communes : *Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par M. Truffaut* [8 novembre 1949] (p. 6006). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative au prix fixé pour le rhum et le sucre des Antilles [25 novembre 1949] (p. 6296); — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 7 : *Sa motion tendant à surseoir à l'examen des propositions de recettes nouvelles jusqu'à la justification des recettes anciennes* [27 décembre 1949] (p. 7352, 7353, 7355); Art. 5 : *Ouverture de crédits d'investissement pour la T. C. R. P.* [28 décembre 1949] (p. 7478). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique une question relative à l'abrogation de l'ordonnance du 27 juin 1944 sur l'épuration administrative [20 janvier 1950] (p. 419). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à porter à 120 et 180.000 francs, montant de l'exonération à la base pour le calcul de l'impôt sur le revenu, le plafond en dessous duquel est accordée l'allocation* [20 janvier 1950] (p. 433);

— du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 janvier 1950] (p. 744, 745, 746); Art. 24 : *Amendement de M. Abelin tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la modification des taux des droits de mutation* (p. 760). — Pose à M. le Ministre des Finances : une question relative à l'usage des commandements adressés aux contribuables [3 février 1950] (p. 969); — une question relative au prix de l'alcool réquisitionné [3 février 1950] (p. 970); — une question relative à la situation de certains Français propriétaires d'un dépôt d'or en Grande-Bretagne [17 février 1950] (p. 1222); — une question relative à l'impôt cédulaire sur certains bons de caisse [17 mars 1950] (p. 2145, 2146). — Est entendu sur le dépôt du rapport de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations, en qualité de *Président de cette commission* [20 juillet 1950] (p. 5663). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre; Art. 14 : *Amendement de M. Delcos tendant à établir une surtaxe sur les apéritifs anisés et à détaxer les vins* [24 juillet 1950] (p. 5869); *Sa demande de renvoi à la Commission de la modification de M. Delcos* (p. 5871). — Pose à M. le Ministre des Finances : une question relative à l'indemnité des porteurs de fonds serbes [28 juillet 1950] (p. 6149); — une question relative aux porteurs français de certains emprunts étrangers [28 juillet 1950] (p. 6149); — une question relative au rapport de la taxe proportionnelle de 18 0/0 sur les salaires [4 août 1950] (p. 6639). — Dépose une demande d'interpellation sur les avantages que le Gouvernement compte assurer aux économiquement faibles et aux rentiers-viagers [14 novembre 1950] (p. 7686). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux prestations familiales; Art. 2 : *Demande de disjonction de l'article modifiant la base de calcul des allocations familiales présentée par le Gouvernement* [16 décembre 1950] (p. 9233, 9234); *Sa demande de réserver les articles 2 à 5* (p. 9234); — d'une proposition de loi relative à la révision de certaines rentes et pensions, en qualité de *Rapporteur pour avis* [1^{er} février 1951] (p. 609, 610) : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [14 mars 1951] (p. 1900). — Pose à M. le Ministre : des Finances et des Affaires économi-

ques une question relative à l'exonération des droits de mutation [9 février 1951] (p. 983); — des Finances et des Affaires économiques : une question relative aux droits relatifs aux acquisitions de terrains destinés à la construction [9 février 1951] (p. 983); — des Finances : une question relative à la période d'application du prélèvement exceptionnel [23 février 1951] (p. 1562, 1563). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour assurer aux économiquement faibles et aux vieillards des avantages analogues à ceux accordés aux salariés [3 avril 1951] (p. 2595). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1620 : *Personnel du contrôle économique (brigades polyvalentes)* [3 avril 1951] (p. 2598, 2599). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à la vente publique des cuirs et peaux clandestins [20 avril 1951] (p. 3648). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux prestations familiales : *Rappel au règlement de M. Lamps (suite du débat)* [12 mai 1951] (p. 5123, 5124); — d'une proposition de loi portant rémunération des étudiants et élèves de l'enseignement supérieur : *Discussion générale* [12 mai 1951] (p. 5127); — du projet de loi de finances pour 1951 : *Discussion générale* [18 mai 1951] (p. 5490, 5491); Art. 12 : *Amendement de M. Paumier tendant à porter à 56 0/0 la taxe de l'impôt sur les sociétés* (p. 5516); Art. 13 : *Son amendement relatif au taux de l'impôt sur les revenus des sociétés mutualistes d'anciens combattants* (p. 5518); Article additionnel : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à supprimer le plafond pour l'évaluation des revenus fonciers* (p. 5545, 5546); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [22 mai 1951] (p. 5744); Art. 25 : *Amendement de M. Mondon tendant à rétablir l'article prévoyant deux milliards pour les locataires économiquement faibles* (p. 5746, 5747); Art. 52 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif à la législation en Alsace-Lorraine* (p. 5749); — du second projet de loi de finances pour l'exercice 1951, en qualité de *Rapporteur* [22 mai 1951] (p. 5753); Art. 38 bis : *Reclassement des agents du corps des douanes* (p. 5757); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses*

explications de vote sur l'ensemble (Exonérations en faveur de l'enseignement privé) [22 mai 1954] (p. 5770). — S'excuse de son absence [28 janvier 1949] (p. 217).

DENIS (M. Alphonse), *Député de la Haute-Vienne*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103) [23 janvier 1951] (p. 348); secrétaire de la Commission du ravitaillement [*J. O.* du 20 décembre 1946] (p. 10784); membre de la Commission des affaires économiques [13 mai 1948] (p. 2564), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné par la Commission du travail et de la sécurité sociale en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure des Caisses nationales d'assurances en cas de décès et en cas d'accidents [25 janvier 1947] (p. 1025). — Est nommé membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4392).

Dépôts :

Le 31 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Barel et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder une dotation supplémentaire d'essence aux bénéficiaires de congés payés et de vacances durant la saison d'été 1947, **n° 2191**. — Le 21 décembre 1947, une proposition de loi tendant à la prorogation de l'allocation temporaire aux vieux travailleurs en vertu de la loi du 13 septembre 1946 et en portant le taux à 1.300 francs par mois, **n° 2963**. — Le 29 juin 1948, une proposition de loi tendant à abroger l'article 27 de la loi du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, **n° 4759**. — Le 24 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions pour lutter contre le benzolisme, **n° 5056**. — Le 19 août 1948, une proposition de loi tendant à abroger

le décret n° 48-113 du 14 janvier 1948 instituant en faveur de certains producteurs une réduction du taux de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, **n° 5327**. — Le 2 décembre 1948, une proposition de loi tendant : 1° à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux pour le quatrième trimestre 1948; 2° à élever le taux de cette allocation à 2.500 francs par mois, **n° 5687**. — Le 27 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre à sa charge la totalité des dépenses résultant de la reconstruction des établissements publics de la commune d'Oradour-sur-Glane, **n° 6201**. — Le 11 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre, dans le plus bref délai, les mesures nécessaires pour : 1° imposer une baisse substantielle des prix des cuirs et peaux bruts tannés et produits fabriqués; rechercher et poursuivre les auteurs de la spéculation, **n° 6430**. — Le 17 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux voyageurs, représentants et placiers de l'industrie et du commerce, une attribution de 150 litres d'essence par mois, **n° 6490**. — Le 22 mars 1949, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, **n° 6838**. — Le 14 avril 1949, une proposition de loi tendant à annuler le paiement des astreintes en matière de dommages-intérêts résultant de jugement d'expulsion de locaux d'habitation, **n° 7111 (rectifié)**. — Le 16 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur la proposition de résolution de M. Alphonse Denis et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre, dans le plus bref délai, les mesures nécessaires pour : 1° imposer une baisse substantielle des prix des cuirs et peaux bruts, tannés et produits fabriqués; 2° rechercher et poursuivre les auteurs de la spéculation, **n° 8754**. — Le 16 février 1950, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter l'article 49 de la loi du 21 avril 1810 sur les mines de façon à sauvegarder les droits de la collectivité en cas de restriction ou d'abandon d'une exploitation minière, **n° 9254 (rectifié)**. — Le 28 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à transformer d'urgence l'Ecole de médecine de Limoges en école de plein exercice,

n° 9373. — Le 2 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application de l'arrêté du 16 avril 1949 faisant obligation aux étudiants des écoles préparatoires en médecine de 4^e et 5^e année d'accomplir dans les écoles de plein exercice leur stage obligatoire. **n° 11154.** — Le 30 novembre 1950, une proposition de loi tendant à accorder pour les fêtes de Noël un secours d'urgence de 100 kilos de charbon à tous les économiquement faibles exonérés de l'impôt sur la cote mobilière, **n° 11468.** — Le 2 mai 1951, une proposition de loi tendant à : 1^o simplifier les modalités d'application de la loi n° 49-1091 du 2 août 1949 portant institution d'une carte sociale des économiquement faibles; 2^o à accorder certains avantages aux bénéficiaires de ladite carte, **n° 13059.**

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 400 : *Allocations familiales* [9 juillet 1947] (p. 2859); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Etat I, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale* [27 décembre 1947] (p. 6375, 6376); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux au 4^e trimestre 1947; Art. 4 : *Demande de disjonction par le Gouvernement* [29 décembre 1947] (p. 6446, 6447). — Dépose une demande d'interpellation sur le jugement des criminels d'Oradour-sur-Glane [30 avril 1948] (p. 2447). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [4 mai 1948] (p. 2493, 2494). — Dépose une demande d'interpellation sur la crise de l'industrie de la chaussure [14 mai 1948] (p. 2688). — Prend part à la discussion : du projet de loi fixant le budget des dépenses militaires de l'exercice 1948; FRANCE D'OUTREMER, Chap. 653 : *Amendement de M. Guillon tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de justice et de réparations civiles* [17 juillet 1948] (p. 4735); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 100 : *Ses observations sur la politique commerciale des prix (Problème du cuir et des souliers)* [18 juillet 1948] (p. 4801, 4802); Chap. 402 :

Œuvres sociales (Danger du benzoinisme) (p. 4811); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 705 : *Entretien de la main-d'œuvre déplacée (Question des zones de salaire)* [28 juillet 1948] (p. 4978); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 504 : *Ecoles de sages-femmes* (p. 5065, 5066); EDUCATION NATIONALE, Chap. 119 : *Etablissements d'enseignement supérieur Ecole de médecine de Limoges* [3 août 1948] (p. 5262); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 3 : *Son amendement relatif à l'allocation temporaire aux économiquement faibles* [10 août 1948] (p. 5642, 5643); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du Budget général de l'exercice 1948; Art. 7 : *Son amendement tendant à disjoindre les articles 7 et 8 tendant à exonérer les sociétés finançant les recherches de pétrole* [20 août 1948] (p. 6051, 6052); — du projet de loi portant répression des crimes de guerre amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer la preuve de l'incorporation forcée* [26 août 1948] (p. 6317, 6318). — Dépose une demande d'interpellation sur la hausse scandaleuse des cuirs et peaux de mai à décembre 1948 [14 décembre 1948] (p. 7589). — Prend part à la discussion du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à porter l'allocation à 2.500 francs par mois* [31 décembre 1948] (p. 8201). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion de son interpellation sur la hausse des cuirs*) [20 janvier 1949] (p. 61, 62). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la répartition de l'essence : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1914); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale; Chap. 324 : *Son amendement tendant à augmenter de 1.000 francs l'abattement sur les travaux d'aménagement des établissements d'enseignement supérieur* [5 avril 1949] (p. 2059, 2060); *le retire* (p. 2060); — du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [3 juin 1949] (p. 3148, 3149); — d'une proposition de loi relative aux astreintes en matière d'expulsion : *Discussion générale* [30 juin 1949] (p. 3985, 3986); — des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne : *Ordre du jour de M. Florimond Bonte réclamant la dénonciation*

du plan Marshall, le renforcement de l'alliance franco-soviétique, l'application des accords de Potsdam [25 novembre 1949] (p. 6347, 6348); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Amendement de Mme Lucie Guérin tendant à réduire les crédits de l'Éducation nationale de 4.000 francs pour les constructions scolaires* [26 décembre 1949] (p. 7273). — Dépose une demande d'interpellation : sur les fermetures de mines en France, notamment les mines de Wolfram à Puy-les-Mines (Haute-Vienne) [26 janvier 1950] (p. 532); — sur les conséquences désastreuses des accords commerciaux franco-allemands [7 février 1950] (p. 1018). — Prend part à la discussion du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux en 1950 : *Discussion générale* [2 mars 1950] (p. 1625). — Dépose une demande d'interpellation sur l'article du *Tulpost* innocentant les assassins d'Oradour-sur-Glane [28 avril 1950] (p. 3059). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires pour 1950; Art. 1^{er}, État A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1080 : *Son amendement tendant à réduire de 4 000 fr. les crédits pour la justice militaire (Oradour-sur-Glane)* [10 mai 1950] (p. 3503, 3504); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5050 : *Amendement de M. Poumadère tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour subventions aux organismes de tourisme (Réductions sur les billets collectifs)* [7 juin 1950] (p. 4417); Chap. 5140 : *Amendement de Mlle Rumeau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités à la S. N. C. F. (Réductions sur les voyages des jeunes)* (p. 4421); AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Discussion générale (Ses observations sur la politique commerciale française et les relations avec l'est européen)* [16 juin 1950] (p. 4916, 4917); Chap. 1140 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel du service d'expansion économique à l'étranger (Crise des porcelaines de Limoges)* (p. 4937, 4938); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 3230 : *Etablissements d'enseignement supérieur (École de médecine de Limoges)* [17 juillet 1950] (p. 5498); Chap. 3747 : *Conservation des ruines d'Oradour-sur-Glane* [18 juillet 1950] (p. 5539). — Est entendu sur les réponses des Ministres à des questions orales (*Report de sa question pour la seconde fois*) [9 juin 1950] (p. 4571, 4572). —

Pose à M. le Ministre de la Guerre une question relative au jugement des criminels de guerre d'Oradour-sur-Glane [16 juin 1950] (p. 4914). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le réarmement allemand : *Discussion générale* [25 octobre 1950] (p. 7209, 7210); — du projet de loi relatif aux crédits des services civils pour l'exercice 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 5010 : *Encouragement à l'artisanat* [5 décembre 1950] (p. 8642, 8643). — Dépose une demande d'interpellation sur l'interdiction de l'entrée dans les casernes du journal *L'Echo du Centre* [26 janvier 1951] (p. 440). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 3310 : *Amendement de Mme Bastide tendant à supprimer les crédits pour création de dix nouvelles compagnies républicaines de sécurité (Incidents d'Oradour-sur-Glane)* [13 février 1951] (p. 1099, 1100); JUSTICE, Chap. 1400 : *Suppression de justices de paix (Expulsion de locataires)* [15 février 1951] (p. 1214, 1215); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre* (p. 1215); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 1000 : *Ses observations sur la retraite des vieux travailleurs* [16 mars 1951] (p. 2075, 2076, 2077); *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de ce chapitre (Retraite des vieux travailleurs)* [20 mars 1951] (p. 2189); — d'une proposition de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux : *Son rappel au règlement (Application abusive de l'article 48 du règlement)* [21 mars 1951] (p. 2289); — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à rajuster le montant des allocations de maternité* [20 avril 1951] (p. 4336); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux; INVESTISSEMENTS SOCIAUX : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les prêts divers (Insuffisance des crédits)* [6 mai 1951] (p. 4708); État C, ÉLECTRICITÉ DE FRANCE : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits de paiement (Centrale électrique de Payrat [Haute-Vienne])* (p. 4731); — d'une proposition de loi portant suppression des zones de salaires : *Discussion générale (Ses observations sur les superprofits des sociétés capitalistes, la hausse des bénéfices des sociétés plus rapide que la hausse du coût de la vie)* [11 mai 1951] (p. 5054, 5055, 5056).

DENIS (M. André), *Député de la Dordogne.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre de la Commission de la production industrielle [17 décembre 1946] (p. 102). [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est élu vice-président de la Commission du ravitaillement [J. O. du 20 décembre 1946] (p. 10784). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [6 décembre 1947] (p. 5536). [26 janvier 1948], (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [28 mars 1950] (p. 2430). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (application de l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [25 février 1947] (p. 444). — Est nommé juge titulaire de la Haute Cour de justice (application de l'article 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

Dépôts :

Le 23 décembre 1946, une proposition de loi portant organisation de la formation professionnelle et de l'utilisation de la main-d'œuvre **n° 202**. — Le 13 février 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de MM. d'Aragon et Taillade tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour le ravitaillement en charbon de certaines catégories de consommateurs résidant dans les communes rurales **n° 549**. — Le 13 février 1947, un avis au nom de la Commission du ravitaillement sur le projet de loi complétant et modifiant la législation économique, **n° 551**. — Le 21 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en service dans le plus bref délai des autorails sur les lignes de chemin de fer : Périgueux à Parcoul-Médillac par Ribérac, Ribérac à Angoulême, Brive à Angoulême par Thiviers, **n° 667**. — Le 28 mars 1947, une proposition de loi tendant à l'attribution par priorité de véhicules automobiles provenant des Domaines et des surplus américains, aux Français dont les voitures ont été réquisitionnées par fait de guerre ou saisies par l'autorité occupante, sous condition de restitution de l'indemnité reçue,

n° 1124. — Le 23 mai 1947, une proposition de loi tendant à l'adoption d'un statut définitif des usines automobiles Berliet, **n° 1455**. — Le 29 juillet 1947, une proposition de loi tendant à accorder aux fonctionnaires et agents des services publics, anciens combattants des deux guerres, prisonniers, déportés ou internés au cours de la guerre 1939-1945, une majoration d'ancienneté valable pour l'avancement et la retraite, ainsi qu'une amputation sur l'âge requis pour la retraite, applicable aux anciens combattants, prisonniers et déportés, bénéficiaires de la retraite des vieux travailleurs, **n° 2152**. — Le 7 août 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur : I. Le projet de loi portant liquidation du séquestre des usines Berliet ; II. Les propositions de loi : 1^o de M. Airoidi et plusieurs de ses collègues tendant à la nationalisation des usines automobiles Berliet ; 2^o de M. André Denis et plusieurs de ses collègues tendant à l'adoption d'un statut définitif des usines automobiles Berliet, **n° 2284**. — Le 5 septembre 1947, une proposition de loi modifiant le titre II de l'ordonnance du 31 octobre 1945, relative aux établissements de cure **n° 2563**. — Le 21 novembre 1947, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la production industrielle sur : I. Le projet de loi portant liquidation du séquestre des usines Berliet ; II. Les propositions de loi : a) de M. Airoidi et plusieurs de ses collègues tendant à la nationalisation des usines automobiles Berliet ; b) de M. André Denis et plusieurs de ses collègues tendant à l'adoption d'un statut définitif des usines automobiles Berliet, **n° 2690**. — Le 18 décembre 1947, une proposition de loi modifiant le titre II de l'ordonnance du 31 octobre 1945 relative aux établissements de cure, **n° 2929**. — Le 22 décembre 1948, une proposition de loi portant organisation de la posture et de la réadaptation professionnelle des tuberculeux, **n° 2982**. — Le 10 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à titulariser les employés auxiliaires des P. T. T. et autres administrations publiques, veuves de guerre ou veuves de déportés politiques, **n° 3315**. — Le 19 mai 1948, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords et protocoles signés à Paris le 19 mars 1948 entre la France et la Pologne et

relatifs à diverses questions d'ordre financier et économique, n° 4260. — Le 2 juin 1948, un deuxième rapport supplémentaire au nom de la Commission de la production industrielle sur : I. Le projet de loi portant liquidation du séquestre des usines Berliet; II. Les propositions de loi : a) de M. Airoldi et plusieurs de ses collègues tendant à la nationalisation des usines automobiles Berliet; b) de M. André Denis et plusieurs de ses collègues tendant à l'adoption d'un statut définitif des usines automobiles Berliet; c) de M. Airoldi et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de régler définitivement le statut juridique des usines automobiles Berliet; III. La proposition de résolution de M. Degoutte et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour obtenir la transformation de l'entreprise Berliet en une Société d'économie mixte Berliet et compagnie, n° 4408. — Le 24 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire revaloriser les titres d'achat des cordonniers, périmés par suite de la décision ministérielle rendant la liberté des cuirs, n° 5055. — Le 4 février 1949, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Thiriet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder une priorité pour l'achat d'une voiture automobile à tous les invalides, par suite de l'amputation ou de la paralysie d'un membre inférieur, n° 6328. — Le 2 juin 1949, un troisième rapport supplémentaire au nom de la Commission de la production industrielle sur : I. Le projet de loi prononçant la dissolution de la Société en commandite par actions « Automobiles M. Berliet et Cie » et de la « Société civile Berliet », et portant statut de l'entreprise Berliet; II. Les propositions de loi : a) de M. Airoldi et plusieurs de ses collègues tendant à la nationalisation des usines automobiles Berliet; b) de M. André Denis et plusieurs de ses collègues tendant à l'adoption d'un statut définitif des usines automobiles Berliet; c) de M. Airoldi et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de régler définitivement le statut juridique des usines automobiles Berliet; III. La proposition de résolution de M. Degoutte et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour obtenir la trans-

d'économie mixte Berliet et compagnie, n° 7332. — Le 4 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à préciser l'interprétation définitive que l'Assemblée Nationale donne à l'étendue des autorisations de poursuites consenties pour certains de ses membres, n° 7745. — Le 17 mars 1950, un avis au nom de la Commission de la production industrielle sur le projet de loi (n° 6027) portant statut général des entreprises publiques, n° 9513. — Le 31 mai 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 de l'ordonnance n° 45-280 du 22 février 1945 instituant les comités d'entreprises, modifié par la loi n° 46-1063 du 16 mai 1946, n° 10131.

Interventions :

Est nommé *Secrétaire d'âge* [28 novembre 1946] (p. 1); [14 janvier 1947] (p. 1). — Prend part à la discussion des interpellations relatives à la politique économique, au commerce et au ravitaillement (*Variations dans la politique du ravitaillement, coordination entre agriculture et ravitaillement*) [13 février 1947] (p. 313 et suiv.). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi complétant et modifiant la législation économique, en qualité de *Rapporteur pour avis* de la commission du ravitaillement [14 février 1947] (p. 326); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Triboulet tendant à permettre le troc pour les besoins de l'exploitation familiale* (p. 329). — Participe à la discussion de la proposition de résolution relative à la renonciation volontaire par les membres de l'Assemblée nationale à l'acompte provisionnel [18 février 1947] (p. 370). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [13 janvier 1948] (p. 129). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification de l'accord franco-polonais du 19 mars 1948, en qualité de *Rapporteur* [27 mai 1948] (p. 2962, 2963, 2964, 2965); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 150 : *Personnel titulaire de l'enseignement technique* [3 août 1948] (p. 5278, 5279, 5282); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 7 : *Son amendement tendant à excepter de la compétence des pouvoirs réglementaires les centres de formation professionnelle* [10 août 1948] (p. 5674, 5675); le retire (ibid.); — du projet de loi portant statut des centres

d'apprentissage ; Art. 2 : *Amendement de M. Bardoux tendant à former des centres avec des maîtres artisans* [16 décembre 1948] (p. 7611); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7615, 7616); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses publiques et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Demande du Gouvernement de renvoi à la Commission)* [22 décembre 1948] (p. 7868); Art. 9 : *Augmentation du taux de la taxe à la production* [23 décembre 1948] (p. 7889, 7890, 7891, 7892). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Discussion du rapport sur l'entreprise Berliet*) [20 janvier 1949] (p. 57). — Dépose une demande d'interpellation sur la modernisation de l'agriculture grâce à la diminution du prix des machines agricoles, des engrais et des carburants [22 mars 1949] (p. 1726). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Résultats du vote sur la motion préjudicielle de M. P.-H. Teitgen au sujet de l'étendue des autorisations de poursuite*) [6 juillet 1949] (p. 4257). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique : *Discussion générale* [26 juillet 1949] (p. 5306, 5307); — du projet de loi portant statut de l'entreprise Berliet, en qualité de *Rapporteur* [15 novembre 1949] (p. 6105, 6106, 6107, 6108, 6109, 6114, 6116, 6117, 6118, 6119); *Discussion générale* (p. 6124, 6125, 6128); Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Airoldi tendant à dissoudre la société Berliet à la date du 5 septembre 1944* (p. 6134); *Contre-projet de M. Philip dissolvant la société Berliet à la date du 5 décembre 1944 et attribuant actif et passif à l'Etat* [29 novembre 1949] (p. 6444, 6446). — Rappel au règlement de M. André (*Absence du quorum pour le vote*) (p. 6447); *Contre-projet de M. Mallez tendant à reprendre le projet gouvernemental initial* [6 décembre 1949] (p. 6619); *Contre-projet de M. Delahoutre tendant à faire de l'entreprise une société anonyme à participation ouvrière* (p. 6623, 6626, 6627, 6628). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative au prix de l'essence; Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau créant une essence agricole à prix réduit* [20 décembre 1949] (p. 7026). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [10 janvier 1950] (p. 189). — Prend part à la discussion du projet de loi approuvant les rapports des États associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Discus-*

sion générale [28 janvier 1950] (p. 677, 678). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition et le programme du Gouvernement [13 juillet 1950] (p. 5400). — Prend part à la discussion des interpellations sur les événements d'Indochine : *Sa demande de vote par division de l'ordre du jour de confiance de M. Chevallier* [19 octobre 1950] (p. 7021). — Est nommé *Secrétaire d'âge* [9 janvier 1951] (p. 309). — S'excuse de son absence [24 juillet 1949] (p. 5139); [11 mai 1950] (p. 3538); [22 juin 1950] (p. 5130). — Obtient des congés [24 juillet 1949] (p. 5139; [11 mai 1950] (p. 3538); [22 juin 1950] (p. 5130).

DEPREUX (M. Edouard), *Député de la Seine* (4^e circonscription).

Ministre de l'Intérieur

(Cabinet BLUM)

(du 16 décembre 1946 au 22 janvier 1947);

Ministre de l'Intérieur

(Cabinet RAMADIER)

(du 22 janvier 1947 au 24 novembre 1947);

Ministre de l'Education nationale

(1^{er} Cabinet SCHUMAN)

(du 13 février 1948 au 25 juillet 1948).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de la législation [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la famille, de la santé publique et de la population [13 décembre 1949] (p. 6793); de la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés dans la déclaration du Président du Conseil du 17 janvier 1950 [31 janvier 1950] (p. 383). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute-Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 27 décembre 1946, un projet de loi abrogeant les textes sur le statut provisoire de l'Administration préfectorale, n^o 234. — Le

14 janvier 1947, un projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945, relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints, n° 244. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2400 du 18 octobre 1945 relative aux indemnités de fonctions des membres du Conseil général de la Seine, n° 246. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi modifiant et complétant l'article 49 de la loi de finances du 30 juillet 1913, relatif aux indemnités de déplacement et de séjour allouées aux conseillers généraux, n° 274. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi relatif aux syndicats de communes et aux syndicats mixtes, n° 277. — Le 24 janvier 1947, un projet de loi relatif au remplacement des conseillers de la République décédés, démissionnaires ou invalides, n° 298. — Le 14 janvier 1947, un projet de loi relatif à l'exploitation en régie par les communes d'entreprises industrielles et commerciales, n° 301. — Le 18 février 1947, un projet de loi tendant à valider les arrêtés préfectoraux portant majoration de 25 0/0 des salaires agricoles, n° 611. — Le 18 février 1947, un projet de loi tendant à constater la nullité de l'acte provisoire applicable dit « loi du 31 décembre 1941 » portant réquisition de main-d'œuvre pour les exploitations agricoles, n° 612. — Le 14 février 1947, un projet de loi fixant le montant des rentes dont le capital représentatif est obligatoirement versé aux titulaires d'une pension de mutilé du travail agricole, n° 635. — Le 25 février 1947, un projet de loi relatif à la reprise anticipée par l'Etat de la concession et des ouvrages du canal d'irrigation de Pierrelatte (Vaucluse et Drôme), n° 697. — Le 14 mars 1947, un projet de loi portant relèvement du montant des pensions allouées aux sapeurs-pompiers communaux volontaires, n° 885. — Le 16 mai 1947, un projet de loi modifiant les articles 9 et 14 de l'ordonnance n° 45-478 du 24 mars 1945, portant fixation du régime provisoire applicable aux élections du Conseil municipal de Paris et du Conseil général de la Seine, n° 1328. — Le 16 mai 1947, un projet de loi relatif à l'effectif des conseils municipaux des communes sinistrées, n° 1336. — Le 22 mai 1947, un projet de loi relatif à l'organisation départementale, n° 1391. — Le 22 mai 1947, un projet de loi instituant une taxe forfaitaire provisoire de 12,50 0/0 sur les stocks de rebut vendus par les autorités alliées en Algérie,

n° 1409. — Le 29 mai 1947, un projet de loi tendant à modifier, en ce qui concerne l'Algérie, l'ordonnance du 24 septembre 1945 relative à l'exercice et à l'organisation des professions de médecin, chirurgien-dentiste et sage-femme, n° 1467. — Le 29 mai 1947, un projet de loi portant statut organique de l'Algérie, n° 1479. — Le 3 juin 1947, un projet de loi tendant à étendre à l'année 1947 les dispositions de la loi du 24 août 1946 instituant le vote par correspondance des réfugiés pour les élections municipales, n° 1536. — Le 12 juin 1947, un projet de loi relatif au régime électoral applicable aux élections des conseils municipaux de Paris, des communes du département de la Seine et des villes de 50.000 habitants et plus, n° 1651. — Le 17 juin 1947, un projet de loi tendant à obliger les électeurs des communes de plus de 5.000 habitants à présenter, lors des élections aux Assemblées prévues par la Constitution et lors des élections municipales et cantonales, au président du bureau électoral un titre d'identité en même temps que la carte d'électeur, n° 1709. — Le 26 juin 1947, un projet de loi portant création de postes préfectoraux pour les départements d'outre-mer et ouverture de crédits correspondants, n° 1854. — Le 26 juin 1947, un projet de loi portant réglementation de la propagande électorale pour les élections municipales, n° 1856. — Le 30 juin 1947 un projet de loi modifiant le régime de perception des rémunérations accessoires par les fonctionnaires de la Sûreté nationale et des polices d'Etat, n° 1872. — Le 3 juillet 1947, un projet de loi tendant à suspendre les élections municipales complémentaires jusqu'aux élections municipales générales, n° 1894. — Le 1^{er} septembre 1947, un projet de loi sur l'organisation des territoires rattachés à la France en vertu du traité de paix avec l'Italie, n° 2528. — Le 28 octobre 1947, un projet de loi tendant à modifier les articles 3 et 4 de la loi du 9 février 1930 instituant l'ordre du Mérite maritime, n° 2586. — Le 13 novembre 1947, un projet de loi modifiant la loi n° 46-2385 du 27 octobre 1946 sur la composition et l'élection de l'Assemblée de l'Union française, n° 2623. — Le 3 février 1948, une proposition de loi tendant à abroger l'ordonnance n° 45-2493 du 24 octobre 1945 relative à la création d'un ensemble universitaire et scientifique dans la région parisienne, n° 3223. — Le 1^{er} juin 1948, un projet de loi relatif à l'exercice et à l'organisation de

la profession d'architecte, n° 4390. — Le 8 juin 1948, un projet de loi portant statut des centres d'apprentissage, n° 4482. — Le 15 juin 1948, un projet de loi relatif au transfert au Panthéon des cendres de Victor Schoelcher, n° 4561. — Le 30 juin 1948, un projet de loi portant ouverture de crédit au budget du Ministre de l'Education nationale au titre du chapitre 6093 « Préparation et participation aux jeux olympiques », n° 4782. — Le 30 mai 1950, une proposition de loi tendant à accorder un crédit de cent millions de francs au titre de premier secours aux sinistrés par l'orage de grêle qui a sévi dans la région parisienne le 20 mai 1950, n° 10079. — Le 23 janvier 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 84 de la loi du 5 décembre 1922 sur les habitations à loyers modérés, n° 11916.

Interventions :

Est nommé *Ministre de l'intérieur* (Cabinet Léon Blum) [16 décembre 1946] (*J. O.* du 17 décembre 1946, p. 10694).

En cette qualité :

Prend part à la discussion de la déclaration du Gouvernement (*Exécution de sept musulmans à Constantine*) [17 décembre 1946] (p. 114).

— Est nommé *Ministre de l'Intérieur* (Cabinet Ramadier [22 janvier 1947] (*J. O.* du 23 janvier 1947, p. 939).

En cette qualité :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi relatif aux indemnités de fonctions des membres du Conseil général de la Seine; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Jean-Paul Palewski tendant à relever les indemnités des conseillers généraux de Seine-et-Oise* [7 février 1947] (p. 226). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux indemnités de déplacement et de séjour allouées aux conseillers généraux (p. 227, 243, 244). — Est entendu sur le renvoi de la discussion du projet de loi relatif au remplacement des conseillers de la République décédés, démissionnaires ou invalidés (p. 228). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Paul Bastid tendant à limiter les possibilités de révision et de résiliation des contrats passés par les collectivités locales* [4 mars 1947] (p. 585, 586); *Amendement de M. Louvel tendant à préciser les causes d'intérêt public*

justifiant la résiliation des contrats (p. 588); *Amendement de M. Guy Petit tendant à préciser d'une façon plus juridique la manière dont les intérêts du personnel seront respectés* (p. 588); Art. 9 : *Amendement de M. Paul Bastid tendant à augmenter le taux des obligations remises au concessionnaire par la collectivité locale* (p. 596); Art. 15 : *Amendement de M. Serre relatif à l'application de la loi par décrets à la France d'outre-mer* (p. 602); *Ses observations sur l'ensemble* (p. 603). — Intervient dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, INTÉRIEUR : *Discussion générale (Casernes, réseau téléphonique, chemins ruraux et travaux d'adduction d'eau)* [7 mars 1947] (p. 765); Chap. 914 : *Amendement de M. Manceau tendant à réduire les crédits pour l'équipement en matériel de transmission du Ministère de l'Intérieur et de la direction générale de la Sûreté nationale* (p. 766). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi abrogeant les textes sur le statut provisoire de l'administration préfectorale [20 mars 1947] (p. 973, 974). — Répond à trois questions de M. Gilbert Berger relatives : 1° au remboursement des avances consenties par les trésoreries municipales pour l'augmentation de 25 0/0; 2° au remboursement des indemnités versées par les municipalités aux fonctionnaires et agents révoqués en exécution des décrets de 1939 et des lois de Vichy; 3° au paiement des subventions « d'équilibre » [20 juin 1947] (p. 2280, 2281). — Participe à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources : *Discussion générale (Réduction d'effectifs au Ministère de l'Intérieur)* [23 juin 1947] (p. 2337). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Interpellation sur le statut politique de l'Algérie*) [3 juillet 1947] (p. 2689, 2690); — dans la discussion du projet de loi portant fixation des crédits pour le budget ordinaire de 1947 (Dépenses civiles); Etat A, INTÉRIEUR : *Discussion générale (Réponse aux questions de M. Mayer sur la politique économique en Algérie et sur une réunion politique au Ministère de l'Intérieur)* [26 juin 1947] (p. 2513, 2514, 2516); *Nombre de fonctionnaires* (p. 2514, 2515); *Police spéciale pour les Nord-Africains* (p. 2517); Chap. 101 : *Amendements de M.M. Gaillard et Serre tendant à réduire les crédits* (p. 2521); Chap. 105 : *Indemnités forçai-*

taires pour heures supplémentaires (p. 2522); Chap. 121 : *Compagnies républicaines de sécurité* (p. 2523); Chap. 307-2 : *Amendement de M. Fievez tendant à réduire les crédits pour missions temporaires à l'étranger* (p. 2524); Chap. 309 : *Amendement de M. Albert Petit tendant à réduire les frais de déplacement de la Sûreté nationale* (p. 2524); Chap. 311 : *Compagnies républicaines de sécurité* (p. 2525); Chap. 315 : *Service des transmissions de la Sécurité nationale* (p. 2526); Chap. 329 : *Amendement de M. Gaillard tendant à réduire les crédits pour travaux neufs de la Sûreté nationale* (p. 2529); Chap. 500-505 : *Réduction de 7 0/0 des subventions attribuées aux collectivités locales* (p. 2530).

— Est entendu dans la discussion : du projet de loi concernant les élections municipales : *Discussion générale* [9 août 1947] (p. 4139, 4140, 4141, 4142, 4148); *Explications de vote sur la question de confiance au Gouvernement* [11 août 1947] (p. 4234); *Articles additionnels : Amendement de M. Péron tendant à accorder un délai d'un mois pour l'inscription sur les listes électorales* [12 août 1947] (p. 4321); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; *Art. 17 bis : Commissions chargées de la préparation matérielle du vote* [28 août 1947] (p. 4779); — du projet de loi instituant le vote par correspondance dans les élections municipales; *Art. 1^{er} : Contre-projet de M. Giacobbi tendant à proroger la loi du 24 août 1946 pour 1947* [12 août 1947] (p. 4323). — Participe à la discussion du projet de loi concernant les élections municipales de Paris et les élections au Conseil général de la Seine, amendé par le Conseil de la République; *Art. 1^{er} : Nombre et mode d'élection des conseillers municipaux de Paris et des conseillers généraux de la Seine* [28 août 1947] (p. 4780); *Art. 10 : Mode de répartition des sièges entre les listes* (p. 4782); *Art. 12 : Amendements de MM. Moisan et Albert Petit tendant à limiter dans les listes le nombre des remplacements à la suite de démissions* (p. 4782). — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Question préalable de M. le général Aumeran sur l'inconstitutionnalité du projet* [10 août 1947] (p. 4193, 4194); *Motion d'ajournement de M. Cudenet* (p. 4200, 4204); *Discussion générale* (p. 4218, 4219, 4222); *Renvoi de la discussion* [13 août 1947] (p. 4382, 4383); *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4459, 4460, 4464), [21 août 1947] (p. 4528, 4529,

4530, 4531, 4532, 4533, 4534, 4535); *Art. 1^{er} : Amendement de M. Rabier tendant à définir les départements d'Algérie comme départements d'outre-mer* [22 août 1947] (p. 4583); *Amendements de MM. Viard et Defferre tendant à définir les départements d'Algérie* (p. 4586); *Art. 2 : Amendement de Mme Sportisse tendant à accorder aux femmes musulmanes le droit de vote* [23 août 1947] (p. 4602); *Art. 5 : Amendements de MM. Rabier, Fayet et Augarde tendant à modifier la composition du Conseil du Gouvernement* (p. 4610); *Art. 11 : Amendement de M. Capitant tendant à donner à l'Assemblée algérienne le pouvoir de voter les lois algériennes* [25 août 1947] (p. 4635); *Amendement de M. Capitant tendant à donner à l'Assemblée algérienne le pouvoir de voter les règlements algériens* [26 août 1947] (p. 3640); *Amendement de M. Giacobbi tendant à inclure un article nouveau prévoyant la discussion et le vote par collège séparé à la demande du gouverneur ou de vingt députés* (p. 3641); *Art. 25 : Amendements de MM. Rabier, Fayet et Mayer concernant la composition et le mode d'élection de l'Assemblée algérienne* (p. 3645); *Art. 26 : Amendements de MM. Djemal et Rabier concernant les conditions d'éligibilité à l'Assemblée algérienne et les conditions d'incapacité et d'incompatibilité* (p. 4646); *Art. 27 : Amendements de MM. Rabier et Fayet tendant à insérer un article nouveau concernant l'immunité des membres de l'Assemblée algérienne* (p. 4649); *Art. 28 : Amendements de MM. Rabier et Fayet concernant les sessions ordinaires et extraordinaires de l'Assemblée algérienne* (p. 4660); *Art. 32 : Amendement de Mme Sportisse relatif au rôle du Conseil de gouvernement dans la convocation des commissions* (p. 4663); *Art. 36 : Amendement de M. Fayet tendant à ne pouvoir faire dissoudre l'Assemblée algérienne que par l'Assemblée nationale* (p. 4665); *Amendement de M. Giacobbi tendant à ne pas demander l'avis de l'Assemblée Nationale pour dissoudre l'Assemblée algérienne* (p. 4666); *Art. 37 : Amendements de MM. le général Aumeran, Viard et Viollette tendant à définir la compétence administrative du gouverneur général* (p. 4667, 4668); *Amendement de M. René Mayer tendant à supprimer les deux premières phrases du deuxième alinéa* (p. 4669); *Amendement de M. Djemal tendant à supprimer la première phrase du deuxième alinéa* (p. 4669); *Art. 40 : Amendement de M. Capitant tendant à suppri-*

mer les articles 40, 41 et 42 (p. 4671, 4672); Amendement de M. Viard tendant à ne laisser subsister que l'alinéa 3 concernant l'extension par décret de certaines lois à l'Algérie (p. 4672); Art. 41 : Amendement de M. Capitant tendant à supprimer l'article (p. 4673); Articles additionnels : Amendements de MM. Fayet et Rabier tendant à inclure quatre articles nouveaux relatifs à l'organisation des collectivités territoriales de l'Algérie (p. 4684); Sous-amendement de Mme Sportisse tendant à supprimer immédiatement les communes mixtes (p. 4684); Amendement de M. Temple tendant à assurer au culte musulman l'indépendance vis-à-vis de l'Etat (p. 4687); Amendements de MM. Rabier et Moktari tendant à rendre obligatoire l'enseignement de l'arabe en Algérie (p. 4690); Amendements de MM. Rabier et Moktari tendant à assurer l'égalité entre la presse française et la presse de langue arabe (p. 4691); Art. 6 réservé : Amendement de M. le général Aumeran tendant à ne comprendre dans le premier collège que les citoyens de droit civil français (p. 4696); Amendement de M. Serre tendant à ne comprendre dans le premier collège que les citoyens de droit civil français et les musulmans déjà inscrits sur les listes de ce collège (p. 4698); Art. 11 réservé : Amendements de MM. Baret et Giacobbi tendant à inclure un article nouveau prévoyant le vote par collège séparé [27 août 1947] (p. 4721); Art. 15 réservé : Amendements de MM. Fayet et Rabier tendant à faire disparaître les dispositions concernant le vote à la majorité des deux tiers (p. 4725); Art. 11 réservé : Amendement de M. Baret tendant à inclure un article nouveau nécessitant le vote à la majorité des deux tiers quand la majorité absolue n'est pas constatée dans chaque collège (p. 4726); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 5 : Amendement de M. Serre tendant à reprendre le deuxième alinéa du texte voté par l'Assemblée Nationale définissant la qualité des membres du Conseil de gouvernement [1^{er} septembre 1947] (p. 4808); Art. 54 (ex 43) : Amendement de M. Fayet tendant à reprendre au troisième alinéa le texte de l'Assemblée Nationale relatif au rôle de l'Assemblée financière (p. 4814, 4815) — Répond aux questions : de M. Demusois concernant la création d'une caisse de retraites pour les fonctionnaires des communes et des départements [22 août 1947] (p. 4567); — de M. Djemad-Chérif concernant le fonctionnement des offices

départementaux des anciens combattants en Algérie [22 août 1947] (p. 4568). — Donne sa démission de Ministre de l'Intérieur [22 octobre 1947] (J. O. du 23 octobre 1947, p. 10463). — Est nommé *Ministre de l'Intérieur* (1) [22 octobre 1947] (J. O. du 23 octobre 1947, p. 10463).

En cette qualité :

Est entendu : sur la fixation de la date de discussion des interpellations de MM. Cayol et Bergasse sur les incidents de Marseille du 12 novembre 1947 [13 novembre 1947] (p. 5000); — au cours du débat sur un rappel au règlement (*Retrait de l'ordre du jour d'un projet de loi modifiant la loi du 27 octobre 1946 sur l'Assemblée de l'Union française*) [18 novembre 1947] (p. 5054); — sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Bonte sur les opérations effectuées contre le camp de Beauregard [8 novembre 1947] (p. 5055, 5057). — Prend part à la discussion des interpellations de MM. Cayol, Bergasse et Cristofol sur les incidents de Marseille du 12 novembre 1947 [18 novembre 1947] (p. 5075, 5076, 5077). — Est nommé *Ministre de l'Education nationale* (1^{er} Cabinet Robert Schuman) [12 février 1948] (J. O. du 13 février 1948, p. 1562).

En cette qualité :

Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères : *Discussion générale* [13 mai 1948] (p. 2593, 2594); *Sur la prise en considération du projet gouvernemental* [14 mai 1948] (p. 2654); *Renvoi de la discussion* (p. 2659); *Reprise de son texte initial par la Commission* (p. 2655); Art. 1^{er} : *Explications de vote sur l'article premier* (p. 2669); *Amendement de M. Beugnot tendant à insérer un article relatif à l'intégration dans l'enseignement public des instituteurs de ces écoles* (p. 2670); Art. 2 : *Amendement de M. Deixonne tendant à ne plus faire supporter aux houillères l'entretien des écoles privées* (p. 2674); — de la proposition de loi de M. Thamiel relative aux unions d'associations familiales : *Ses observations sur la laïcité* [10 juin 1948] (p. 3404). — Répond à une question de M. Gallet relative à l'interdiction de l'accès des candidats mariés au concours de Rome [25 juin 1948] (p. 3986). — Donne sa démission de *Ministre de l'Education nationale* [19 juillet 1948] (p. 4859).

(1) A la suite du remaniement du Cabinet Ramadier.

En qualité de Député :

Est entendu : sur les propositions de la Conférence des présidents (*Ordre des travaux parlementaires*) [24 août 1948] (p. 6159); — au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*M. Queuille*) : *Sa réponse à M. Dreyfus-Schmidt sur la politique financière de M. Pineau* [10 septembre 1948] (p. 6479). — Pose à M. le Ministre des Finances : une question relative au dégrèvement des personnes qui ont loué en meublé une partie de leur habitation pour remédier à la crise du logement [8 avril 1949] (p. 2248); - une question relative au délai de publication du rapport annuel de la Cour des comptes [3 juin 1949] (p. 3129). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné [*M. Bidault*] (*Ses observations sur la campagne menée par l'Humanité contre lui*) [20 octobre 1949] (p. 5892). — Prend part à la conclusion d'un rapport sur l'enquête des faits relatés par M. le Président du Conseil (Affaire Revers-Mast) : *Discussion générale* [4 mai 1950] (p. 3259, 3279). — Pose : à M. le Ministre des Finances une question relative aux jetons de présence des administrateurs de sociétés anonymes [9 juin 1950] (p. 4574); — à M. le Ministre de la Reconstruction une question relative aux bonifications d'intérêts accordées par la loi du 8 mars 1949 [4 août 1950] (p. 6640). — Prend part à la discussion des conclusions d'un rapport sur l'enquête concernant les faits relatés par le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 (Affaire Revers-Mast) : *Discussion générale* [24 novembre 1950] (p. 8139, 8144, 8166, 8167, 8168, 8169, 8170). — Est entendu pour un incident (*Sa solidarité avec M. Jules Moch*) [29 novembre 1950] (p. 8281). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 (Jules Moch) : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée par l'adoption de l'ordre du jour de M. Chevallier* [1^{er} décembre 1950] (p. 8439). — Dépose une demande d'interpellation : sur les moyens envisagés pour assurer le fonctionnement de la R. A. T. P. [21 février 1951] (p. 1428); — sur les moyens envisagés pour assurer le fonctionnement de la R. A. T. P. [15 mars 1951] (p. 1987). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires : *Discussion générale* [17 avril 1951] (p. 3387). [28 avril 1951] (p. 4156). = S'excuse de son

absence [24 mars 1950] (p. 2361). = Obtient un congé [24 mars 1950] (p. 2361).

DERDOUR (M. Jamel), Député de Constantine (deuxième collège, 2^e circonscription).

Son élection est validée [20 décembre 1946] (p. 186). = Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [27 décembre 1946] (p. 370); de la Commission de l'éducation nationale [30 janvier 1948] (p. 329), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des territoires d'outre-mer [30 janvier 1948] (p. 329).

Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur les opérations électorales : du département d'Oran (2^e collège) [31 janvier 1947] (p. 116); du département d'Alger (2^e collège) [31 janvier 1947] (p. 123). — Participe à la discussion du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale* [20 août 1947] (p. 4458, 4459, 4460, 4461). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Ses observations sur l'attitude de M. Castellani au sujet des immunités parlementaires*) [9 juillet 1949] (p. 4451). — Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur les questions de confiance posées pour la reprise du texte voté en première lecture* [8 janvier 1951] (p. 286, 287). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la composition du 3^e Cabinet Queuille (*Relations franco-musulmanes*) [13 mars 1951] (p. 1831). = S'excuse de son absence [23 mai 1950] (p. 3774). — Obtient un congé [23 mai 1950] (p. 3774).

DESHORS (M. Jean), Député de la Haute-Loire.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de l'intérieur [27 décembre

1946] (p. 370). — Est élu vice-président de la Commission de la presse [*J. O.* du 20 décembre 1946] (p. 10784). — Est nommé secrétaire de la Commission de l'intérieur [*J. O.* du 23 janvier 1947] (p. 959). — Est élu membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 janvier 1948] (p. 194) ; de la Commission du ravitaillement [26 janvier 1948] (p. 195) ; de la Commission des moyens de communication et du tourisme [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [15 novembre 1949] (p. 6099), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 [14 novembre 1950] (p. 7662). — Est nommé juge suppléant à la Haute Cour de justice (application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), *session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 27 mars 1947, une proposition de loi tendant à l'amélioration de la qualité des produits du sol et du rendement à l'hectare par la création de fermes régionales types, n° 1083. — Le 31 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les cultivateurs, victimes de la grêle, dans tous les départements français, n° 2195. — Le 28 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide immédiate aux communes et aux particuliers sinistrés du département de la Haute-Loire, n° 4375. — Le 23 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder la liberté totale pour les pneus, n° 8008. — Le 23 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à intensifier l'exportation du bétail de boucherie et des bêtes d'élevage vers les pays européens et principalement vers la Suisse et l'Italie, n° 8009. — Le 8 novembre 1949, une proposition de loi tendant à amnistier les condamnations, à instituer un régime de libération anticipée, à supprimer l'indignité nationale pour faits de collaboration, délit visé par les ordonnances des 18 novembre, 28 no-

vembre et 26 décembre 1944, n° 8329. — Le 10 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prescrire aux banques d'appliquer dans un esprit plus libéral la décision du Conseil national du crédit en date du 29 septembre 1948, qui limitait les ouvertures de crédit et les soumettait à des justifications et autorisations préalables, n° 8363. — Le 10 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proposer, sans plus attendre, à l'approbation de l'Assemblée Nationale, un projet de loi renforçant les pénalités pour l'émission de chèques sans provision, n° 8364. — Le 10 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à proposer d'urgence à l'approbation de l'Assemblée Nationale, un projet de loi rendant l'assurance automobile obligatoire et imposant la création d'une Caisse de garantie, n° 8374. — Le 30 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à intensifier l'exportation du porc, du bétail de boucherie et des bêtes d'élevage des régions pauvres vers les pays européens, n° 8907. — Le 1^{er} février 1950, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 49-752 du 8 juin 1949 sur l'élection des conseils d'administration des organismes de la mutualité agricole, n° 9115. — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-809 du 13 mai 1948 portant aménagements fiscaux et principalement les articles 27 et 28 qui ordonnent la revision des bases du revenu matriciel des propriétés non bâties, n° 10996. — Le 4 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre en liberté le Maréchal Pétain, n° 12687.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi modifiant et complétant la législation économique ; Art. 3 : *Son amendement tendant à éviter aux producteurs agricoles les peines de la rétention de stocks* [14 février 1947] (p. 330). — Participe à la discussion : des interpellations relatives à la politique économique, au commerce et au ravitaillement [20 février 1947] (p. 395) ; — du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources ; Art. 15 : *Soutient l'amendement de M. Maurice Petsche tendant à supprimer cet article relatif à*

l'imposition additionnelle à la contribution foncière des propriétés non bâties [23 juin 1947] (p. 2372). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles : *Budget annexe des prestations familiales agricoles* ; Art. 7 : *Amendement de M. Delachenal tendant à accorder à tous les exploitants agricoles les prestations familiales quelle que soit la valeur du revenu cadastral* [31 juillet 1950] (p. 6271) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6282) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République ; TRAVAUX NEUFS : *Amendement tendant à dissocier l'article relatif aux subventions aux travaux d'adduction d'eau* [4 août 1950] (p. 6720, 6721) ; — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [24 octobre 1950] (p. 7111, 7112, 7113, 7114) ; [4 novembre 1950] (p. 7439, 7470, 7472, 7473) ; [7 novembre 1950] (p. 7509) ; *Contre-projet de M. Peron tendant à amnistier les combattants de la paix et résistants condamnés* [9 novembre 1950] (p. 7557) ; *Son contre-projet tendant à élargir le champ d'application de la loi* (p. 7568) ; Art. 4 : *Son amendement relatif aux contumaces qui formeraient opposition* [16 novembre 1950] (p. 7773) ; *Le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement en matière de salaires et notamment de blocage des orges [3 avril 1951] (p. 2596). — S'excuse de son absence [28 décembre 1947] (p. 6398) ; [2 janvier 1951] (p. 2) ; [1^{er} février 1951] (p. 607). — Obtient des congés [28 décembre 1947] (p. 6398) ; [2 janvier 1951] (p. 2) ; [1^{er} février 1951] (p. 607).

DESJARDINS (M. Charles), *Député de l'Aisne.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission des immunités parlementaires [7 juin 1949] (p. 3172), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé : membre suppléant de

la Commission de la réforme administrative [19 août 1947] (p. 4, 92) ; membre de la Commission des immunités parlementaires [17 janvier 1950] (p. 300). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à permettre la révision des décisions de justice prononcées pendant l'occupation allemande à l'encontre des justiciables qui, par suite de faits de guerre ou de résistance, ont été éloignés du lieu des juridictions qui ont prononcé ces décisions, n° 101. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à permettre aux sinistrés qui ont acquitté la moitié de l'impôt de péréquation auquel ils sont assujettis de s'acquitter du montant restant dû en produisant des factures des travaux de reconstitution de leurs immeubles endommagés par faits de guerre, n° 102. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à attribuer aux prisonniers de guerre évadés de la guerre 1939-1945 la médaille dite « des évadés », n° 103. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à remettre en vigueur la loi du 14 mars 1936 créant la médaille des prisonniers civils, otages et déportés de la grande guerre, n° 104. — Le 27 décembre 1946, une proposition de loi tendant à admettre la rescision des promesses de vente conclues avant le 1^{er} septembre 1939 en cas de lésion de plus des sept douzièmes, n° 225. — Le 6 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à délivrer, par priorité, des licences de voitures automobiles aux cultivateurs qui ont eu leurs véhicules détruits ou réquisitionnés par les Allemands ou l'autorité militaire, pendant la guerre, n° 446. — Le 13 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 24 de l'ordonnance du 17 octobre 1945 modifié par la loi du 13 avril 1946 sur le statut du fermage, n° 546. — Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à rendre valables les dispositions testamentaires et irrégulièrement rédigées par les prisonniers et déportés morts en captivité avant le mois de juin 1946, n° 597. — Le 27 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à uniformiser le prix du pain, et

à le fixer à un taux unique pour toute la France, n° 2509. — Le 1^{er} septembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder de longues permissions aux jeunes cultivateurs et ouvriers agricoles sous les drapeaux, n° 2527. — Le 5 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement de lutte contre l'inflation et à exonérer les artisans, commerçants et cultivateurs de tout prélèvement sur la fraction de leurs bénéfices représentant le minimum vital, n° 3268. — Le 10 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer du prélèvement de lutte contre l'inflation les cultivateurs qui ont contracté des emprunts aux caisses de crédit agricole pour la reconstitution de leur cheptel, n° 3312. — Le 22 avril 1948, une proposition de loi tendant à supprimer les Cours de justice et au renvoi des affaires en cours devant les tribunaux militaires, n° 3999. — Le 27 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer le projet de budget de l'année 1949 avant le 30 juin 1948, n° 4031. — Le 29 avril 1948, une proposition de loi tendant à faire procéder à une élection générale pour tous les Conseillers généraux, n° 4066. — Le 20 décembre 1948, une proposition de loi tendant à faire attribuer par priorité des bons de pneumatiques aux propriétaires de voitures automobiles qui ont vu leurs bandages réquisitionnés au cours de la guerre, n° 5861. — Le 11 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reporter au 31 mars 1949 la date à laquelle doivent être souscrites les déclarations relatives aux revenus encaissés au cours de l'année 1948, n° 6396. — Le 22 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour faire cesser le scandale du marché noir sur l'essence, n° 6829. — Le 23 mai 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'article 118 du Code des contributions directes afin de prolonger jusqu'à l'âge de 23 ans le bénéfice des dégrèvements fiscaux au profit des enfants qui poursuivent régulièrement leurs études, n° 7256. — Le 31 mai 1949, une proposition de loi tendant à rétablir, conformément à l'article 18 de l'ordonnance du 15 août 1945 instituant un impôt de solidarité nationale, au profit des enfants

nés entre le 18 septembre 1947 et le 18 février 1949, la qualité d'enfants à charge tant pour l'impôt principal que pour la majoration de 25 0/0, n° 7315. — Le 9 juin 1949, une proposition de loi tendant à adapter la législation des assurances sociales agricoles à la situation des cadres des professions agricoles et forestières, n° 7404. — Le 4 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'extrême urgence pour la fixation du prix de la betterave, n° 8304. — Le 29 novembre 1949, une proposition de loi tendant à accorder aux propriétaires prisonniers de guerre le bénéfice de l'ordonnance n° 45-1012 du 22 mai 1945 relative aux rapports entre bailleurs et preneurs de baux à ferme mobilisés, prisonniers de guerre et déportés, n° 8528. — Le 30 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à étendre aux transports routiers les réductions de tarifs accordées aux titulaires des familles nombreuses sur les réseaux de chemin de fer, n° 10498. — Le 20 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence toutes mesures utiles pour faciliter la vente, le transport, la transformation et l'exportation des pommes à cidre, n° 10752.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur la proposition de loi de M. Waldeck Rochet relative à l'interprétation de l'article 22 *bis* du statut des baux ruraux : *Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1253). — Pose : à M. le Ministre de la Production industrielle une question relative à la publication de l'avis de la Commission chargée d'examiner les comptes des Charbonnages de France [30 mai 1947] (p. 1850); — à M. le Ministre des Anciens combattants et Victimes de la guerre une question sur la mise en application de la loi du 26 octobre 1946 sur les emplois réservés [6 juin 1947] (p. 1971). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, AGRICULTURE; Chap. 104 : *Amendement de M. Delcos tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour l'Administration centrale (Allocations et indemnités diverses)* [12 juin 1947] (p. 2049, 2050); AFFAIRES ÉTRANGÈRES; Chap. 507 : *Allocations aux anciens souverains*

(*Evasion d'Ab-el-Krim*) [19 juin 1947] (p. 2237); RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale* [19 juillet 1947] (p. 3235, 3236). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant amnistie ; Art. 19 : *Son amendement tendant à amnistier les condamnés par cour de justice ou chambre civique* [30 juin 1947] (p. 2571, 2572) ; le retire (p. 2574) ; *Son amendement tendant à amnistier les condamnés à cinq ans ou moins d'indignité nationale* [7 juillet 1947] (p. 2780). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question concernant la pénurie de main-d'œuvre agricole à la suite du départ des prisonniers de guerre [18 juillet 1947] (p. 3181). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion du budget de la Reconstruction [18 juillet 1947] (p. 3184). — Participe à la discussion d'une proposition de loi de M. Triboulet concernant la représentation des sinistrés par des huissiers en vue de l'attribution des dommages de guerre : *Discussion générale* [22 août 1947] (p. 4575). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 30 octobre : *Ses observations sur le dépouillement et l'interprétation de son vote sur la question de confiance posée par le Gouvernement* [13 novembre 1947] (p. 4991, 4992). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à exempter les sinistrés* [22 décembre 1947] (p. 6096) ; — du projet de loi portant autorisation d'engagement et de paiement de dépenses au titre de la reconstruction et de la réparation des dommages de guerre en 1948 : *Demande d'ajournement présentée par M. Coudray* [29 décembre 1947] (p. 6483) ; — du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5 000 francs : *Demande de discussion d'urgence* [29 janvier 1948] (p. 267) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à rembourser immédiatement 50.000 francs par déposant* (p. 285, 286) ; — du projet de loi relatif aux sociétés coopératives et associations syndicales de reconstruction : *Discussion générale* [17 février 1948] (p. 786, 787, 788) ; Art. 2 : *Son amendement tendant à permettre d'adopter la forme d'association prévue par la loi du 15 août 1920* [17 mars 1948] (p. 1829, 1830) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas tenir compte de l'avis du délégué départemental de la reconstruction* (p. 1833) ; Art. 6 : *Son amendement relatif aux statuts des sociétés coopératives*

(p. 1836) ; le retire (ibid.) ; Art. 13 bis : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 1841) ; Art. 15 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 1842) ; Art. 18 : *Son amendement relatif aux sinistrés qui ont refusé d'adhérer à ces associations* (p. 1853) ; Art. 40 : *Son amendement relatif au quantum des subventions* (p. 1861) ; le retire (ibid.) ; Art. 41 : *Son amendement tendant à ce que l'ordre des travaux soit approuvé par l'assemblée générale* (p. 1862) ; Art. 47 : *Son amendement tendant à annexer un modèle de statuts* (p. 1864) ; le retire (ibid.) ; Art. 51 : *Son amendement relatif aux subventions aux sociétés coopératives* (p. 1865) ; le retire (ibid.) ; Art. 59 : *Son amendement relatif aux formalités de constitution et de dissolution des coopératives* (p. 1867) ; le retire (ibid.) ; Art. 61 : *Son amendement tendant à rétablir l'article relatif à la parution des décrets d'application* (p. 1867) ; — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 7 : *Son amendement tendant à exonérer les agriculteurs ayant fait des emprunts au crédit agricole* [7 mars 1948] (p. 1519, 1520) ; — du projet de loi relatif au dégagement de cadres : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre les conclusions de la Commission* [1^{er} juin 1948] (p. 3057). — Dépose une demande d'interpellation sur la répartition de l'essence et le marché clandestin actuel [3 juin 1948] (p. 3188). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réduction du nombre des cours de justice ; Art. 1^{er} : *Son contre-projet tendant à leur totale suppression et au renvoi des affaires aux tribunaux militaires* [8 juin 1948] (p. 3260, 3261, 3262., 3263, 3264, 3266, 3267). — Est entendu sur : la fixation de la date de discussion de son interpellation sur la répartition de l'essence [6 juillet 1948] (p. 4357, 4358, 4359) ; — les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion de son interpellation*) [15 juillet 1948] (p. 4607). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948 : SERVICE DES ESSENCES ; Chap. 300 : *Achats de carburants et de matériel : gâchis de l'essence par l'armée* [16 juillet 1948] (p. 4695, 4696) ; Chap. 171 : *Services des produits antibiotiques* (p. 4699, 4700, 4701). — Dépose une demande d'interpellation sur la répartition de l'essence et le scandaleux marché noir de l'essence

[27 juillet 1948] (p. 4936). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION; Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire de 5 millions les crédits pour l'Administration centrale* [29 juillet 1948] (p. 5044, 5045, 5046); *le retire* (p. 5046); — du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République; Art. 7 : *Son amendement tendant à fixer cette élection après celle des conseils généraux* [12 août 1948] (p. 5743); *le retire* (ibid.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Débat sur son interpellation*) [17 août 1948] (p. 5831). — Dépose une demande d'interpellation sur la répartition de l'essence et le marché noir des carburants [7 septembre 1948] (p. 6458), [14 septembre 1948] (p. 6529). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi modifiant le mode de calcul des fermages; Art. 2 : *Son amendement tendant à appliquer la loi aux baux de l'Etat et des collectivités publiques* [28 décembre 1948] (p. 8041); — d'une proposition de loi relative aux droits des commerçants locataires d'immeubles sinistrés; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ce que le droit au bail des commerçants persiste même si l'immeuble est reconstruit dans une autre commune* [28 décembre 1948] (p. 8070, 8071); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1949 (Dépenses civiles); Art. 1^{er}, AGRICULTURE : *Son amendement tendant à réduire de 2 millions les crédits (Ses observations sur la direction des affaires professionnelles et sociales)* [31 décembre 1948] (p. 8225); *le retire* (ibid.); INDUSTRIE ET COMMERCE : *Son amendement tendant à réduire de 10 millions les crédits (Ses observations sur la répartition de l'essence)* (p. 8230, 8231); *le retire* (p. 8231). — Dépose une demande d'interpellation sur les circonstances de l'explosion de la Centrale électrique de Bautor le 12 mars 1949 [15 mars 1949] (p. 1647). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Reconstruction et de l'Urbanisme : *Discussion générale* [23 mars 1949] (p. 1789, 1790); — d'une proposition de résolution relative à la répartition de l'essence : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1914, 1915); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale; Chap. 225 : *Son amendement tendant à réduire de*

1.000 francs les crédits pour les services de l'architecture [5 avril 1949] (p. 2057, 2058); *de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République*; Chap. 225 : *Son amendement tendant à reprendre l'abattement de 1.000 francs sur le personnel du service de l'architecture* [14 avril 1949] (p. 2484, 2485). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative à l'importation de farine pour combler le déficit de la récolte du blé [1^{er} juillet 1949] (p. 4025, 4026). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au contrôle des organismes de la Sécurité sociale; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Viatte tendant à fixer par une loi les sanctions éventuelles* [13 juillet 1949] (p. 4729); Article additionnel : *Amendement de M. Viatte tendant à créer de nouveaux conseillers et fonctionnaires de la Cour des comptes* (p. 4731, 4732). — Dépose une demande d'interpellation : sur la fixation du prix du blé [13 octobre 1949] (p. 5765); — sur la fixation du prix du blé [3 novembre 1949] (p. 5960); — sur le prix de la betterave [6 décembre 1949] (p. 6634); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [9 décembre 1949] (p. 6754, 6755, 6757). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question relative aux brimades dont sont l'objet les élèves de l'Ecole des beaux-arts [16 décembre 1949] (p. 6960). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur la politique agricole*) [20 janvier 1950] (p. 438). — Prend part à la discussion des interpellations sur les prix agricoles : *Développe son interpellation (Ses observations sur le problème des prix de la betterave, la situation difficile des betteraviers, la consommation de sucre et les exportations de blé)* [24 janvier 1950] (p. 465, 466, 467, 468); *Son ordre du jour demandant la garantie des prix agricoles et le maintien de la distillation de la betterave* [24 février 1950] (p. 1479). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Interruption des travaux parlementaires*) [2 février 1950] (p. 893, 894). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au recensement agricole mondial de 1950 : *Question préalable posée par M. Mallez* [21 mars 1950] (p. 2226, 2227); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE : *Discussion générale (Ses observations sur la politique betteravière du Gouvernement et l'exportation de sucre)*

[24 mai 1950] (p. 3865, 3866). = S'excuse de son absence [22 mai 1947] (p. 1710), [6 juin 1947] (p. 1952), [29 novembre 1947] (p. 5405), [16 juillet 1948] (p. 4709), [28 juillet 1949] (p. 5392), [13 octobre 1949] (p. 5764) [9 janvier 1951] (p. 309). = Obtient des congés [22 mai 1947] (p. 1710), [29 novembre 1947] (p. 5405), [16 juillet 1948] (p. 4709), [28 juillet 1949] (p. 5392), [13 octobre 1949] (p. 5764), [9 janvier 1951] (p. 309). = Son décès est annoncé à l'Assemblée [7 février 1951] (p. 861).

DESSON (M. Guy), Député des Ardennes.

Son élection est validée [3 décembre 1947] (p. 5452). = Est nommé membre : de la Commission de la presse [16 décembre 1947] (p. 5757), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [16 décembre 1947] (p. 5757), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est élu : secrétaire de la Commission de la presse [J. O. du 30 janvier 1948] (p. 1011), [J. O. du 20 janvier 1950] (p. 739); vice-président de cette Commission [J. O. du 21 janvier 1949] (p. 817), [J. O. du 27 janvier 1951] (p. 944). — Est nommé juré à la Haute-Cour de Justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [4 mai 1948] (p. 2484), 1^{er} juin 1948] (p. 3049).

Dépôts :

Le 2 juin 1948, une proposition de loi tendant à modifier en ce qui concerne la presse l'ordonnance du 28 novembre 1944, portant modification et codification des textes relatifs à la répression des faits de collaboration, n° 4405. — Le 8 décembre 1949, une proposition de loi tendant à accorder aux ouvriers mineurs le paiement de la journée chômée de la Sainte-Barbe, n° 8627. — Le 27 octobre 1950, une proposition de loi tendant à réglementer l'affichage, n° 11128. — Le 5 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la presse sur le projet de loi portant modification de la loi n° 46-994 du 11 mai 1946, n° 11505. — Le 19 décembre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la presse sur le

projet de loi (n° 10257) portant modification de la loi n° 46-994 du 11 mai 1946, n° 11695. — Le 2 janvier 1951, un 2^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de la presse sur le projet de loi (n° 10257) portant modification de la loi n° 46-994 du 11 mai 1946, n° 11835. — Le 26 janvier 1951, un 3^e rapport supplémentaire au nom de la Commission de la presse sur le projet de loi (n° 10257) portant modification de la loi n° 46-994 du 11 mai 1946, n° 11979. — Le 25 avril 1951, une proposition de loi tendant à instituer une enquête contradictoire facultative pour l'évaluation des dégâts que peuvent avoir causés des réfugiés dans les logements de refuge réquisitionnés à leur intention en application de la loi du 11 juillet 1938 portant organisation de l'Etat en temps de guerre, n° 12961 (rectifié).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 3 : *Son amendement tendant à exempter les agriculteurs déposés par la Wirtschaftsoberleitung* [22 décembre 1947] (p. 6134); — d'un nouveau projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation ; Art. 3 : *Son amendement tendant à exonérer les exploitants lésés par W. O. L. (Wirtschaftsoberleitung)* [3 janvier 1948] (p. 27); — de propositions de loi relatives à la lutte contre l'alcoolisme : *Proposition de M. Arthaud de renvoyer à la Commission la proposition de résolution* [19 mai 1948] (p. 2742); — du projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie cinématographique ; Art. 2 : *Son amendement tendant à reporter au 15 septembre l'application de la loi* [30 juillet 1948] (p. 5091); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République : *Discussion générale* [12 août 1948] (p. 5725, 5726); Art. 7 : *Son amendement tendant à fixer un intervalle de quatre semaines entre les élections des délégués et celles de conseillers* (p. 5743); Art. 8 : *Son amendement relatif à la désignation des délégués primaires par les conseils municipaux* (p. 5743); Art. 20 : *Son amendement tendant à interdire les retraits de candidature* (p. 5749); Art. 37 : *Son amendement tendant à augmenter le délai pour le dépôt de la déclaration du candidat* [13 août 1948] (p. 5783); Art. 8 : *Son amendement relatif au mode d'élection des*

délégués des conseils municipaux [17 août 1948] (p. 5846, 5847); Art. 1^{er}: *Son amendement tendant à fixer à 13 le nombre des conseillers désignés par l'Assemblée* (p. 5895); Art. 8: *Son amendement tendant à prendre pour base de la population les chiffres de 1936* [18 août 1948] (p. 5904); le retire (ibid.); Art. 53: *Son amendement tendant à prévoir outre-mer des élections partielles en cas de décès ou démission d'un conseiller* (p. 5927); Art. 60: *Son amendement tendant à faire élire par l'Assemblée sur présentation faite par des députés les conseillers représentant les Français de l'étranger* (p. 5932). — Dépose une demande d'interpellation sur la réorganisation de la Radiodiffusion française [2 mars 1949] (p. 1150). — Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements; Art. 2: *Amendement de M. Triboulet tendant à porter à 12 milliards les crédits pour les dommages mobiliers* [9 mars 1949] (p. 1426). — Ses rapports sur des pétitions [31 mai 1949] (p. 3011). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget annexe de la Radiodiffusion française: *Discussion générale* [19 juillet 1949] (p. 4789, 4790, 4791, 4792); Art. 2: *Son amendement tendant à augmenter la taxe radiophonique* (p. 4806); Art. 1^{er}: *Etat A, Chap. 107: Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les émissions artistiques* [21 juillet 1949] (p. 4938); le retire (p. 4939); *Chap. 108: Son amendement tendant à ouvrir un crédit de 49.350.000 francs aux émissions artistiques* (p. 4939); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Ses observations sur le prix Italia)* (p. 4940); *Chap. 111: Son amendement tendant à augmenter de 7.500.000 francs les crédits pour les émissions d'information* (p. 4941); *Chap. 301: Son amendement tendant à augmenter de 20 millions les crédits pour le matériel d'exploitation technique* (p. 4942); *Chap. 307: Son amendement tendant à diminuer de 17 millions les crédits pour droits d'auteur* (p. 4942); *Chap. 804: Son amendement tendant à augmenter de 18 millions 500 mille francs les crédits pour remboursement de services rendus à la Radiodiffusion française* (p. 4942); Art. 3: *Son amendement tendant à modifier les chiffres en vertu de ses amendements précédemment adoptés* (p. 4942). — Dépose une demande d'interpellation sur l'abandon de l'accusation,

lors du procès intenté devant la Cour de justice contre l'*Illustration* [15 décembre 1949] (p. 6097). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; *RADIODIFFUSION, en qualité de Rapporteur pour avis* [2 juin 1950] (p. 4183, 4184, 4185, 4186); *Chap. 6090: Son amendement tendant à supprimer les crédits pour le financement de travaux de reconstruction et d'équipement* [5 juin 1950] (p. 4232, 4233); le modifie (p. 4233); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse, en qualité de *Rapporteur* [4 janvier 1951] (p. 106, 107); *Question préalable posée par M. Badie* (p. 109); *Question préalable posée par Mme Péri* (p. 111); *Motion préjudicielle de M. Pierrard tendant à ajourner le débat* (p. 119); *Motion préjudicielle de M. Boulet tendant à ajourner le débat* (p. 120); Art. 1^{er}: *Amendement de M. Bétolaud tendant à ne pas appliquer le transfert aux ajournés qui n'ont pas été condamnés* (p. 143); *Amendement de M. Pierrard tendant à fixer les indemnités sur la base de la valeur en 1940 et non de la valeur en 1946* (p. 146, 147); *Amendement de M. Billat tendant à modifier la composition de la Commission chargée de fixer les indemnités en incluant des représentants de la presse et de l'industrie du livre* (p. 148); *Amendement de M. Billat tendant à inclure deux parlementaires dans la commission chargée de fixer les indemnités dues* [30 janvier 1951] (p. 512); *Amendement de M. Thuillier relatif à l'évaluation par les experts des indemnités dues* (p. 521); *Amendement de M. Bétolaud tendant à restituer aux entreprises les biens autres que ceux servant à la publication d'un journal* (p. 528); Art. 2: *Motion préjudicielle de M. Pierrard demandant de surseoir à la discussion* (p. 530). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Son rappel au règlement, sabotage des débats*) [2 février 1951] (p. 718). — Pose à M. le Secrétaire d'Etat aux affaires économiques, une question relative à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère frontalière [23 février 1951] (p. 1564, 1565, 1566). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1951; *DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION; Art. 4: Son amendement relatif au délai de mobilisation des titres remis aux sinistrés agricoles* [18 avril 1951] (p. 3498); le retire (ibid.).

DEVEMY (M. Roger), *Député de Saône-et-Loire.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39) = Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102) [26 janvier 1948] (p. 195). — Est élu vice-président de la Commission des pensions [*J. O.* du 20 décembre 1946] (p. 10784), [*J. O.* du 30 janvier 1948] (p. 1014), [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 782), [*J. O.* du 20 janvier 1950] (p. 739), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 913). — Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission des pensions en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein du comité d'administration de l'Office national et des offices départementaux des anciens combattants et victimes de la guerre [26 janvier 1947] (p. 1043). — Est nommé membre de la Commission consultative des pensions [*J. O.* du 28 mai 1947] (p. 4891), — Est nommé juré à la Haute cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945 [26 janvier 1948] (p. 195), [4 mai 1948] (p. 2484), 1^{er} juin 1948], (p. 3049).

Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à reconnaître les obligations de l'Etat pour la liquidation intégrale de la solde due aux officiers, sous-officiers et gradés à solde mensuelle prisonniers de guerre rapatriés en 1945, **n° 17**. — Le 20 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Morice et plusieurs de ses collègues tendant à obtenir en faveur des prisonniers et déportés le remboursement sur certaines bases des marks de camp en leur possession, **n° 1006**. — Le 25 juillet 1947, une proposition de loi tendant à établir définitivement, dans la détermination du droit à pension, la présomption d'origine lorsque les infirmités ont été constatées au cours du service après trois mois d'incorporation, **n° 2140**. — Le 2 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une

attribution spéciale d'essence à certains pensionnés de guerre, **n° 3633**. — Le 29 avril 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à étendre aux victimes civiles de la guerre, les dispositions de l'article 65 de la loi du 31 mars 1919 et de l'article 9 de la loi n° 46-1117 du 20 mai 1946 relatifs aux barèmes d'appréciation des invalidités, **n° 4074**. — Le 3 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Cordonnier et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les dispositions de l'article 36 de la loi du 31 mars 1919 en vue de réserver certaines audiences des tribunaux des pensions aux affaires concernant les victimes civiles de la guerre et de modifier, pour ces affaires, la composition de ces tribunaux, **n° 4442**. — Le 8 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Robert Prigent tendant à inviter le Gouvernement à modifier le décret du 16 juillet 1947 déterminant les modalités d'application de la loi du 16 octobre 1946 relative au transfert gratuit et à la restitution des corps des anciens combattants et victimes de la guerre, **n° 4923**. — Le 8 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Castellani et plusieurs de ses collègues portant amélioration et modification du régime des retraites des pensionnés assujettis au régime des pensions militaires et réputés non envoyés d'Europe aux termes des lois du 18 avril 1831 et du 5 août 1879, **n° 4924**. — Le 24 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Emile-Louis Lambert et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires afin de rembourser aux familles, dans certains cas, les frais de transfert des corps des militaires et marins morts pour la France, **n° 5042**. — Le 10 décembre 1948, un deuxième rapport au nom de la commission des pensions sur les propositions de loi : 1^o de M. Charles Lussy et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux déportés ayant appartenu à des mouvements de résistance, les mêmes avantages qu'aux déportés ayant été inscrits aux réseaux de la France combattante ; 2^o de M. Pierre Villon et plusieurs de ses collègues tendant à fixer le statut

et les droits des combattants volontaires de la Résistance ; 3° de M. Raulin-Laboureur et plusieurs de ses collègues ayant pour objet de modifier la loi n° 46-1056 du 15 mai 1946, tendant à fixer le statut et les droits des combattants volontaires de la Résistance, n° 5796. — Le 21 décembre 1948, une proposition de loi tendant à exonérer les associations de mutilés et anciens combattants émettrices de participations de la loterie nationale de la taxe sur le chiffre d'affaires et de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, n° 5881. — Le 30 décembre 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de MM. Médecin et Emile Hugues tendant à inviter le Gouvernement à déposer un projet de loi complétant la liste des bénéficiaires du statut des grands invalides de guerre, n° 5988. — Le 30 décembre 1948 un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi modifiant l'article 124 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, relatif aux anciens militaires internés pour aliénation mentale, n° 5989. — Le 25 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 48-1713 du 9 novembre 1948 et à déposer sur le bureau de l'Assemblée Nationale, avant la fin de mars 1949, un projet de loi qui établisse le rapport constant prévu par l'article 11 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948, entre les taux des pensions des victimes de la guerre et les taux des traitements des fonctionnaires, n° 6164. — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale relative au statut et aux droits des combattants volontaires de la Résistance, n° 6529. — Le 12 avril 1949, un avis au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi instituant en faveur de certains grands invalides et mutilés de guerre une indemnité spéciale extraordinaire, n° 7048. — Le 15 novembre 1949, une proposition de loi tendant à permettre à une certaine catégorie de militaires de carrière, en position de réforme définitive, de concourir pour l'obtention de la Légion d'honneur ou de la Médaille militaire, n° 8402. — Le 21 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la propo-

sition de résolution (n° 11419) de M. Hénault et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement : 1° à prévoir au budget de 1951 les crédits nécessaires permettant de poursuivre l'amélioration du sort des anciens combattants et victimes de guerre ; 2° à admettre que la loi des maxima ne sera pas opposée à leur budget, n° 11738. — Le 28 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre en considération les grades des agents civils de la défense passive pour le calcul des pensions acquises, au titre de victimes de guerre, par eux ou par leurs ayants droit, n° 11794. — Le 17 février 1951, une proposition de loi tendant à autoriser les veuves de guerre à cumuler l'allocation temporaire aux économiquement faibles avec leur pension, n° 12261. — Le 21 février 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur : 1° la résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française invitant l'Assemblée Nationale à étendre dans le plus bref délai possible, aux anciens combattants et victimes de la guerre des territoires d'outre-mer et territoires associés, qui ne possèdent pas le statut de droit civil français, le bénéfice de l'indemnité spéciale extraordinaire prévue en faveur des grands invalides par la loi n° 49-541 du 21 avril 1949, et à leur accorder la revalorisation de 15 0/0 décidée sur les pensions des anciens combattants et victimes de la guerre métropolitains ; 2° la résolution adoptée par l'Assemblée de l'Union française invitant l'Assemblée Nationale à faire bénéficier les anciens combattants des territoires et pays de l'Union française des mêmes avantages que ceux accordés aux anciens combattants métropolitains, sans diminution de taux, n° 12287. — Le 15 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Duveau et plusieurs de ses collègues (n° 9794) tendant à modifier l'article 36, paragraphe C de la loi du 14 avril 1924 relatif aux bénéficiaires de campagne accordés aux militaires et aux marins en service dans les départements et territoires d'outre-mer, n° 12514. — Le 12 avril 1951, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice des suppléments familiaux afférents aux pensions de la loi du 31 mars 1919, aux veuves de guerre titulaires d'une pension au titre de l'article 50 de la loi du 14 avril 1924, n° 12791.

Interventions :

Ses rapports au nom du 2^e Bureau sur les opérations électorales du territoire du Cameroun (2^e circonscription, Collège des Autochtones et Collège des citoyens de statut français) [19 décembre 1946] (p. 176). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (*Dépenses civiles*); Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale* [21 juillet 1947] (p. 3287, 3288, 3290, 3296); Chap. 104 : *Traitements du personnel contractuel et technique* (p. 3318); Chap. 500 : *Amendement de Mme Darras tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'Office national des combattants et victimes de guerre* (p. 3328); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 7 : *Son amendement tendant à déduire, pour le calcul du prélèvement, les impôts cédulaires payés en 1947* [22 décembre 1947] (p. 6149); — du projet de loi portant reconduction des crédits du budget 1947 à l'exercice 1948; Etat I, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 002 : *Amendement de Mme Darras relatif aux allocations provisoires d'attente aux anciens combattants* [26 décembre 1947] (p. 6284); — d'une proposition de loi relative aux allocations familiales et pensions des veuves de guerre en deuxième lecture : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6291); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale (création de la carte de combattant 1939-1945)* [5 février 1948] (p. 427); Art. 8 : *Son amendement concernant le taux de la pension aux veuves* [6 février 1948] (p. 522); — de propositions de loi portant statut des déportés et internés de la Résistance : *Demande de renvoi à la Commission* [4 mars 1948] (p. 1303); Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Roucaute tendant à étendre la définition de la Résistance* (p. 1306, 1307); Article additionnel : *Sous-amendement de M. Mouton concernant les droits de toutes les catégories de résistants* (p. 1309, 1310); Art. 4 : *Amendement de M. Terrenoire relatif aux travailleurs volontaires en Allemagne* (p. 1312); *Poursuite de la discussion* (p. 1314); *Ses observations sur l'ensemble de la loi* (p. 1320); 2^e partie : DÉPORTÉS ET INTERNÉS POLITIQUES; Art. 3 : *Son amendement tendant à ce que la peine infligée par les autorités*

régulières ne soit pas considérée comme un internement dû aux autorités allemandes [19 mars 1948] (p. 2007); *Son amendement tendant à préciser les conditions de l'internement pour que celui-ci donne droit au statut d'interné* (p. 2007); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : Art. 5 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux travailleurs français en Allemagne* [18 juillet 1948] (p. 4815, 4817); — du projet de loi portant statut provisoire de la S. N. E. C. M. A. : *Discussion générale (tracts communistes dans l'armée)* [23 juin 1948] (p. 3869). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion du statut des déportés et internés*) [17 juillet 1948] (p. 4754). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, RECONSTRUCTION, Chap. 6045 : *Vulgarisation et documentation* [18 juillet 1948] (p. 4791); ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 001 : *Retraite du combattant* [5 août 1948] (p. 5405, 5406); Chap. 002 : *Allocations provisoires d'attente* [6 août 1948] (p. 5422); Chap. 100 : *Amendement de M. Jean Duclos tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (revalorisation des pensions)* (p. 5426); Chap. 711 : *Amendement de Mme Duvernois tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour transferts de corps* (p. 5450); — de l'interpellation de M. Aubry relative aux anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [5 août 1948] (p. 5360 et suiv.). — Est entendu sur : le procès-verbal de la séance précédente (*Dépôt de propositions de loi sur le pécule*) [6 août 1948] (p. 5420); — la fixation de la date de discussion des interpellations sur les incidents du 11 novembre : *Ses explications de vote sur la demande de renvoi à la suite* [25 novembre 1948] (p. 7225). — Prend part à la discussion des propositions de loi fixant les statuts et les droits des combattants volontaires de la Résistance; Art. 1^{er} : *Son contre-projet et sa demande de renvoi à la Commission* [10 décembre 1948] (p. 7511, 7512); en qualité de Rapporteur [14 décembre 1948] (p. 7568); Art. 2 : *Amendement de M. Roucaute tendant à supprimer la clause « pendant 3 ans au moins »* (p. 7569, 7570); *Amendement de M. Roucaute tendant à inclure les formations affiliées au C. N. R.* (p. 7570, 7571); *Rectification d'une erreur matérielle* (ibid.); Art. 4 : *Amendement de M. Mouton tendant à modifier la composition*

des Commissions départementales statuant sur les demandes du titre de combattant volontaire de la Résistance (p. 7571); Amendement de M. Mouton tendant à afficher la liste des postulants au titre de combattant volontaire de la Résistance (p. 7572); Art. 10 : Amendement de M. Mouton tendant à inclure les formations affiliées au C. N. R. (p. 7573, 7574); Art. 13 : Amendement de M. Mouton tendant à préciser sur la carte de combattant la durée des services de chaque intéressé (p. 7574); Explications de vote sur l'ensemble (p. 7576). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour : Discussion du statut des combattants de la Résistance [10 décembre 1948] (p. 7524, 7553); — pour un fait personnel : Attitude de M. Boutavant en captivité [14 décembre 1948] (p. 7588); Son activité au sein de la Fédération des internés et déportés politiques [17 décembre 1948] (p. 7683, 7684). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi modifiant le statut définitif des déportés et internés de la Résistance : Demande de renvoi à la Commission [11 février 1949] (p. 533, 534). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des anciens combattants [22 mars 1949] (p. 1702). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant majoration des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre, en qualité de Rapporteur pour avis [12 avril 1949] (p. 2385, 2386); Rappel au règlement de M. Péron, application de l'article 17 de la Constitution, au contre-projet de M. Aubry (p. 2391); Art. 5 : Amendement de M. Hamani Diori tendant à étendre la loi aux invalides des territoires d'outre-mer (p. 2397); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des anciens combattants et victimes de la guerre : Discussion générale [12 avril 1949] (p. 2407, 2408, 2409, 2410, 2411); [18 mai 1949] (p. 2590); (Ses observations sur la carte du combattant) [19 mai 1949] (p. 2655, 2658); Chap. 001 : Amendement de M. Jean Duclos tendant à augmenter de 530 fr. l'abattement sur la retraite du combattant (p. 2666); Chap. 002 : Allocation provisoire d'attente (p. 2668, 2669). — Dépose une demande d'interpellation sur l'application des textes votés en faveur des anciens combattants et victimes de la guerre [28 juin 1949] (p. 3908) et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [5 juillet 1949]

(p. 4197, 4199). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (Ses observations sur le programme de M. Moch) [13 octobre 1949] (p. 5790). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la péréquation des retraites civiles et militaires : Ordre du jour de M. Grésa demandant la péréquation immédiate des pensions [29 novembre 1949] (p. 6423); — d'une proposition de loi portant revalorisation de la retraite du combattant : Discussion générale [8 décembre 1949] (p. 6678, 6679); Sa motion préjudicielle (p. 6689, 6690); la retire (p. 6694); Amendement de M. Darou tendant à prévoir la volonté du Gouvernement d'accorder la revalorisation de la retraite du combattant (p. 6693); Sa nouvelle motion préjudicielle invitant la Commission des finances et le Gouvernement à examiner le problème des anciens combattants (p. 6694). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative au remboursement des frais médicaux de certains pensionnés et mutilés [16 décembre 1949] (p. 6962). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : Discussion générale (Ses observations sur les pensions des anciens combattants et victimes de guerre) [22 décembre 1949] (p. 7180, 7181); Art. 2 : Son amendement tendant à augmenter de 10 milliards les crédits pour les anciens combattants et victimes de la guerre [26 décembre 1949] (p. 7265); Amendement de M. Darou tendant à réduire de 1.000 francs les crédits des anciens combattants pour les pensions des invalides de guerre (p. 7272); Son amendement tendant à maintenir en 1950 les crédits des anciens combattants au même chiffre qu'en 1949 (p. 7278); Art. 40 : Son amendement tendant à mettre à parité les traitements des fonctionnaires et les pensions des victimes de guerre [27 décembre 1949] (p. 7411, 7413). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et victimes de guerre [23 février 1950] (p. 1333); la développe [24 mars 1950] (p. 2374, 2375, 2376, 2377, 2378); Son ordre du jour demandant la revalorisation des pensions des victimes de guerre et la majoration de la retraite du combattant (p. 2409, 2410, 2411). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative au versement trimestriel supplémentaire à certains retraités : Contre-projet de M. Cherrier invitant le Gouvernement à accorder à tous les retraités deux versements trimestriels en atten-

dant la réalisation de la péréquation [14 mars 1950] (p. 1977); — d'une proposition de résolution relative aux pensions de certains orphelins de guerre : *Discussion générale* [17 mars 1950] (p. 2126); — d'une proposition de loi relative au statut des déportés du travail : *Urgence* [9 mai 1950] (p. 3364, 3365); *Demande de renvoi du débat, présentée par le Gouvernement* (p. 3365); *Discussion générale* [23 mai 1950] (p. 3784); *Son rappel au règlement (droits acquis par les déportés)* (p. 3787); — d'une proposition de loi relative au paiement des soldes mensuelles pendant la captivité : *Discussion générale* [9 mai 1950] (p. 3368); — d'une proposition de loi relative à l'affiliation à la sécurité sociale des invalides, veuves et orphelins de guerre; Art. 2 : *Amendement de M. Aubry tendant à placer cette loi dans le cadre de celle créant la sécurité sociale* [30 mai 1950] (p. 3994, 3995); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, en qualité de *Rapporteur pour avis (Ses observations sur le retard dans l'application des pensions, la situation des veuves de guerre, la parité des pensions et des traitements, la comparaison entre les rentes pour accidents du travail et les pensions, la manifestation de la place de l'Opéra)* [21 juin 1950] (p. 5088, 5089, 5090, 5091, 5092, 5093); — d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires; Article unique : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'application de l'article 1^{er} de la loi des maxima* [24 juin 1950] (p. 5262). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Statut des déportés*) [13 février 1951] (p. 1085). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des services de fonctionnement pour l'exercice 1951; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE : *Discussion générale* [15 mai 1951] (p. 5152, 5153); *Demande de renvoi à la Commission, des propositions intéressant les anciens combattants, présentée par M. Bouvier O' Cottereau* (p. 5156); Chap. 700 : *Retraite du combattant (pensions des invalides de guerre, sort des veuves de guerre, lenteur de la liquidation des pensions, relèvement de la retraite du combattant)* (p. 5165, 5166, 5167, 5168, 5169, 5171); Art. 2 : *Amendement de Mme Péri tendant à porter la pension des veuves de guerre à la moitié de la pension d'un invalide à 100 0/0*

(p. 5178); Chap. 701 : *Amendement de M. Maillocheau tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour l'allocation provisoire d'attente* (p. 5194); Chap. 5020 : *Abrogation de la conclusion* [17 mai 1951] (p. 5337); Chap. 6030 : *Droits pécuniaires des internés et déportés résistants* (p. 5340); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 5344).

DEVINAT (M. Paul), Député de Saône-et-Loire.

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

[1^{er} Cabinet QUEUILLE]

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949.

Secrétaire d'Etat à l'Éducation nationale

[2^e Cabinet QUEUILLE]

du 30 juin au 11 juillet 1950,

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des affaires étrangères [11 février 1947] (p. 275). — Est élu vice-président de la Commission des territoires d'outre-mer [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 965). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des affaires étrangères [*J. O.* du 17 août 1948] (p. 5821); de la Commission des moyens de communication et du tourisme [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer en vue de représenter l'Assemblée nationale au sein du Conseil de surveillance chargé de suivre la gestion de la caisse centrale de la France d'outre-mer [*J. O.* du 25 janvier 1947] (p. 1025). — Est nommé par la Commission des territoires d'outre-mer, membre du Conseil de surveillance de la caisse centrale de la France d'outre-mer [21 février 1951] (**F. n° 679**). — Est nommé membre, par la Commission de la défense nationale, de la sous-commission chargée de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des crédits affectés à la défense nationale [24 février 1951] (**F., n° 680**). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice

(application de l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

Dépôts :

Le 27 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'article 6 de l'arrêté du 7 novembre 1946 relatif à la fixation du prix du vin, n° 219. — Le 30 juin 1947, une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence d'une Assemblée de groupe dite « Grand conseil de l'Afrique occidentale française », n° 1858. — Le 2 juillet 1947, une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des conseils généraux des territoires de l'Afrique française (A. O. F., A. E. F., Cameroun, Togo), n° 1882. — Le 8 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi tendant à proroger jusqu'au 31 décembre 1947 la période d'application de l'article 2 de la loi du 19 mars 1946 tendant au classement comme départements français de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française, modifié par l'article 84 de la loi n° 46-2914 du 23 décembre 1946, n° 1927. — Le 12 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à admettre au bénéfice du dégageant des cadres les fonctionnaires pouvant justifier qu'ils pourront s'intégrer sans délai dans un secteur productif (application de l'article 10 de la loi du 7 janvier 1948), n° 3321. — Le 5 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à dispenser aux territoires d'outre-mer de la zone C.F.A., soit par une dotation directe, soit en leur accordant une plus grande autonomie commerciale, les devises étrangères et la monnaie matière qui leur sont nécessaires pour pallier le déséquilibre économique et financier que leur vaut la dévaluation et pour leur permettre de mener à bien leur programme d'équipement et de pourvoir à leurs besoins essentiels, n° 4865. — Le 3 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures nécessaires pour assurer la reconstruction, à Paris, du monument du général Mangin

détruit par les Allemands en juin 1940, n° 8938. — Le 26 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi tendant à approuver les actes définissant les rapports des Etats associés du Viet-nam, du Cambodge et du Laos avec la France, n° 9055. — Le 31 janvier 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la résolution transmise par le Conseil de la République tendant à demander à l'Assemblée Nationale une prolongation du délai constitutionnel imparti au Conseil de la République pour formuler son avis sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale après déclaration d'urgence, tendant à approuver les actes définissant les rapports des Etats associés du Viet-nam, du Cambodge et du Laos avec la France, n° 9105.

Interventions :

Demande à interpeller sur les mesures que compte prendre le Gouvernement devant l'aggravation de la situation en Indochine [20 décembre 1946] (p. 196). — Est entendu au cours d'une communication du Gouvernement sur la situation en Indochine [23 décembre 1946] (p. 322). — Déposé une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard du problème indochinois [13 février 1947] (p. 316); la développe [13 mars 1947] (p. 825 à 831). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les événements de Madagascar [9 mai 1947] (p. 1533 à 1536); — des interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement (Union française) [2 juillet 1947] (p. 2631, 2632). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi tendant au classement de la Guadeloupe, Martinique, Réunion et Guyane comme départements français : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2899). — Participe à la discussion : du projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des affaires étrangères* [14 novembre 1947] (p. 5025, 5026); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 7 bis : *Son amendement tendant à prévoir la réduction du nombre des fonctionnaires* [22 décembre 1947] (p. 6155, 6157); *le retire* (p. 6157). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour 1948 et relatif à

diverses dispositions financières; Art. 26 bis : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau instituant une taxe sur les cessions d'automobiles d'occasion* [30 décembre 1947] (p. 6607); *Sa demande de nouvelle délibération du projet* (p. 6615); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Dépenses civiles, budget 1948); Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER : *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1075); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, TERRITOIRES D'OUTRE-MER, Chap. 100 : *Ses observations sur l'effectif de l'Ecole coloniale* [9 juin 1948] (p. 3336); Chap. 111 : *Ecole nationale de la France d'outre-mer* (p. 3345); — du projet de loi relatif au fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer; Art. 4 : *Ouverture d'un crédit de 22.827 millions* [22 juin 1948] (p. 3789). — Dépose une demande d'interpellation : sur la politique du Gouvernement en Indochine [6 juillet 1948] (p. 4381); — sur la situation à la Guadeloupe et les conséquences des grèves actuelles de l'industrie sucrière [17 juillet 1948] (p. 4770); — sur la politique du Gouvernement en Indochine [29 juillet 1948] (p. 5075). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République, en qualité de *Rapporteur pour avis* [12 août 1948] (p. 5710, 5711); Art. 51 : *Sa demande de réserver les articles relatifs à l'élection des conseillers dans les territoires d'outre-mer* [13 août 1948] (p. 5785); Art. 55 : *Amendement de M. Pronteau tendant à supprimer l'article* (p. 5788). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de son interpellation sur la politique du Gouvernement en Indochine [19 août 1948] (p. 5990, 5991). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant retrait du privilège d'émission de la Banque d'Indochine (*Motion préjudicielle de M. Guillon*) [26 août 1948] (p. 6332); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Guillon tendant à fixer un délai aux décrets mettant fin au privilège d'émission* (p. 6335); Art. 2 : *Son amendement relatif à la désignation du Commissaire du Gouvernement auprès de la Banque* (p. 6336); — du projet de loi portant création de l'Institut d'émission de l'Indochine : *Question préalable posée par M. Pronteau* [26 août 1948] (p. 6350); Art 1^{er} : *Amendement de M. Pronteau tendant à n'accorder le privilège qu'à titre provisoire* (p. 6350,

6351); Art. 5 : *Amendement de M. Guillon tendant à fixer un délai pour le décret prévu* (p. 6351). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (1^{er} Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948, p. 9010).

En cette qualité :

Répond à une question : de M. Gros concernant l'acquittement d'une taxe de 127 francs par hectolitre (taxe de solidarité) par les viticulteurs de l'Hérault [26 novembre 1948] (p. 7263); — de M. Métayer relative au recouvrement des retenues de 6 0,0 pour pension dues par les fonctionnaires anciens prisonniers de guerre [26 novembre 1948] (p. 7264); — de M. Laurent relative à la titularisation d'agents auxiliaires du département du Nord en vertu du décret du 2 octobre 1945 fixant le statut des agents des cadres complémentaires [26 novembre 1948] (p. 7264); — de M. Poimboeuf relative à la compensation des pertes éprouvées par des Français possédant de l'or réquisitionné par le Gouvernement à 120.000 francs le kilogramme (p. 7264); — de M. Garet concernant les instructions données au trésorier-payeur général pour le remboursement des billets de 5.000 francs déposés après le 22 février 1948 [26 novembre 1948] (p. 7264); — de M. Genest concernant la permission aux artisans de produits laitiers de fournir, sans passer par les grossistes, leur clientèle de détaillants [10 décembre 1948] (p. 7532). — Prend part à la discussion du projet de loi, amendé par le Conseil de la République, portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Castellani tendant à reprendre le nombre de membres fixé par le Conseil de la République* [12 mars 1949] (p. 1609). — Répond à une question : de M. Theetten relative au ravitaillement en café de la France et plus particulièrement du Nord et du Pas-de-Calais [1^{er} avril 1949] (p. 1999); — de M. Lucien Lambert relative à la répartition parmi les agriculteurs du matériel et des pneus du camp de Vitrolles [1^{er} avril 1949] (p. 1999). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil : *Discussion générale (Ses observations sur l'attribution d'essence)* [7 avril 1949] (p. 2177, 2205); Chap. 111 : *Amendement de M. Gosset tendant à supprimer l'abattement sur la rémunération de collaborateurs extérieurs pour les services de documentation*

(*Ses observations sur le problème de l'essence*) (p. 2212); Etat A, Chap. 300 : *Matériel du Secrétariat général de la Présidence* [8 avril 1949] (p. 2224); Chap. 301 : *Frais de déplacement et de mission* (p. 2225); Chap. 303 : *Entretien du matériel automobile* (p. 2225); Etat C, Chap. 300 : *Matériel du groupement des contrôles radio-électriques* (p. 2228); Chap. 315 : *Dépenses de fonctionnement du service des études techniques* (p. 2229); — du projet de loi organisant un référendum dans la ville libre de Chandernagor : *Discussion générale* [25 mai 1949] (p. 2883, 2884, 2885). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* [13 octobre 1949] (p. 5764).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard de l'Allemagne : *Ordre du jour de M. Scherer demandant l'internationalisation de la Ruhr, excluant l'Allemagne du Pacte atlantique, admettant l'Allemagne au Conseil de l'Europe et faisant confiance au Gouvernement* [25 novembre 1949] (p. 6349, 6350); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 1^{er} [Art. 31 A du Code du travail] : *Son amendement tendant à prévoir un délai de quinze jours pour l'opposition du Ministre à des conventions collectives* [23 décembre 1949] (p. 7202); *le retire* (p. 7203); (Art. 31 J du Code du travail) : *Son amendement tendant à ne pas exiger l'extension obligatoire d'une convention collective à tous les employeurs et salariés dans le champ d'application de la convention* [3 janvier 1950] (p. 57, 58); (Art. 31 O) : *Son amendement tendant à accorder une plus grande liberté aux employeurs et salariés pour les accords ne concernant qu'un ou quelques établissements déterminés* [4 janvier 1950] (p. 83); *le retire* (ibid.); *Son amendement tendant à prévoir dans les conventions d'établissement d'autres clauses que celles précédemment mentionnées* (p. 83, 84); *le retire* (p. 84); (Art. 31 P) : *Amendement de M. Hughes tendant à fixer par décret les éléments de la rémunération du personnel* (p. 86, 87); (Art. 31 X) : *Son amendement tendant à introduire davantage de représentants du Gouvernement dans la Commission supérieure des conventions collectives* (p. 89, 90, 103, 104); Art. 4 : *Son amendement tendant à rendre la conciliation obligatoire en cas de conflits du*

travail (p. 110, 112); *le retire* (p. 114); Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 116); Art. 7 : *Son amendement tendant à reporter la discussion de l'article* (p. 141); Art. 20 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer la loi en Algérie* (p. 147); Art. 1^{er} (Art. 31 Y du Code du travail) : *Son amendement tendant à charger la Commission supérieure des conventions collectives d'étudier la composition d'un budget type* (p. 151, 152); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} (Art. 31 O du Code du travail) : *Amendement de M. Degoutte tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la conclusion d'accords particuliers à un ou plusieurs établissements et prévoyant des primes de productivité* [3 février 1950] (p. 989); (Art. 31 Q) : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au cas des organismes de sécurité sociale* [8 février 1950] (p. 1066); *le retire* (p. 1067) (Art. 31 X) : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République accordant une voix consultative aux trois représentants de l'Union des associations familiales* (p. 1068); Art. 2 bis : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau du Conseil de la République prévoyant la réglementation du droit de grève* (p. 1070, 1083); Art. 3 bis : *Amendement de M. André tendant à dissoudre l'article prévoyant la non-rupture du contrat de travail du fait d'une grève* (p. 1078); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1094); — du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France, en qualité de *Rapporteur* [27 janvier 1950] (p. 582, 583, 584, 585, 586); *Discussion générale* [28 janvier 1950] (p. 667); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Saravane Lambert tendant à prévoir la cessation des hostilités et une consultation des populations de l'Indochine* (p. 687); — d'une proposition de résolution accordant la prorogation d'un délai imparti au Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [31 janvier 1950] (p. 832). — Est nommé *Secrétaire d'Etat à l'Education nationale* (2^e Cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950) (p. 7134). — Sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des interpellations sur les événements d'Indochine (*Ses explications*

de cote sur l'ordre du jour de confiance au Gouvernement présenté par M. Pierre Chevallier [19 octobre 1950] (p. 7013); -- du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [22 février 1951] (p. 1511, 1512); -- d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires; Article additionnel : *Son amendement relatif au cas des propriétaires sinistrés cherchant à reprendre leur logement* [28 avril 1951] (p. 4466); -- du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 6 : *Son amendement tendant à annuler les suffrages allant au candidat s'étant présenté dans plusieurs circonscriptions* [28 avril 1951] (p. 4197); Art. 28 : *Son amendement tendant à supprimer le dernier alinéa annulant les bulletins ne portant pas mention des apparentements* (p. 4202). = S'excuse de son absence [18 novembre 1950] (p. 7914). = Obtient un congé [18 novembre 1950] (p. 7914).

DEZARNAULDS (M. Pierre), Député du Loiret.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des affaires étrangères [11 février 1947] (p. 275); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [16 décembre 1947] (p. 5757), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [26 janvier 1948] (p. 195), [23 novembre 1948] (p. 7150).

Dépôts :

Le 30 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide à diverses communes du département du Loiret, notamment à celles d'Ouzouer-sur-Trézée, Bonny-sur-Loire, Thou et Ousson,

victimes d'une calamité agricole, le 23 mai 1950, n° 10110. — Le 14 mars 1951, une proposition de loi tendant à accorder sous certaines conditions le droit à réparation des dommages de guerre aux étrangers naturalisés Français, n° 12477.

DHERS (M. Pierre), Député de la Drôme.

Son élection est validée [20 mai 1947] (p. 1678). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [6 mai 1947] (p. 1476), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276), [4 mai 1947] (p. 1459). — Est nommé juré de la Haute-Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée) [15 juillet 1947] (p. 3016), [23 novembre 1948] (p. 7150).

Dépôt :

Le 11 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer la réinstallation de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine dans les locaux et en un lieu appropriés à ses fins, n° 2825.

Interventions :

Son rapport au nom du 7^e bureau sur les opérations électorales du département des Hautes-Pyrénées [28 novembre 1946] (p. 26). — Est entendu au cours du débat sur les opérations électorales du département de la Drôme [11 février 1947] (p. 281, 284); — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), État A, RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 404 : *Indemnités de réquisition* [19 juillet 1947] (p. 3263). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux contribuables ayant trop souscrit à l'emprunt libératoire prévu par le prélèvement exceptionnel [14 mai 1948] (p. 2658).

DIALLO (M. Yacine), *Député du territoire de la Guinée.*

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [27 février 1947] (p. 484). = Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [28 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de l'éducation nationale [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des pensions [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [19 janvier 1950] (p. 361); de la Commission des immunités parlementaires [8 mars 1949] (p. 1328, 1329), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés par le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 [16 mai 1950] (p. 3674). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (Applic. de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [1^{er} juin 1948] (p. 3049).

Dépôts :

Le 27 mars 1947, une proposition de loi portant amnistie de certaines infractions en Guinée française à l'occasion des incidents des 16 et 17 octobre 1945, n° 1081. — Le 28 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi attribuant au Ministre de la France d'outre-mer un contingent exceptionnel de distinctions dans l'Ordre national de la Légion d'honneur et dans les ordres coloniaux à l'occasion des voyages du Président de la République dans les territoires de l'Union française, n° 1147. — Le 20 mai 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article 40 de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection en Afrique occidentale française, au Togo, en Afrique équatoriale française et au Cameroun des membres de l'Assemblée Nationale, n° 1356. — Le 17 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préciser le statut des chefs indigènes en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, n° 1711. — Le 10 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à envoyer en Afrique occidentale française une mission chargée de régler, sur place, la situation des anciens combattants et victimes de la guerre,

n° 3302. — Le 19 février 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Mamba Sano et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à aider aux frais d'installation, d'équipement et de lancement de la station du quinquina de Sérédou (Macenta), Guinée française, n° 3461. — Le 14 mai 1948, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Senghor et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à porter de 7 francs C.F.A. à 15 francs C.F.A. le prix d'achat des arachides aux producteurs sénégalais, n° 4215. — Le 8 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Malbrant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à rendre la liberté au marché de l'or dans les départements et territoires d'outre-mer, n° 6704. — Le 17 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Ninine et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux anciens combattants originaires des T.O.M. des avantages analogues à ceux accordés aux anciens combattants métropolitains (indemnité spéciale extraordinaire), n° 7505. — Le 8 juillet 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des immunités parlementaires sur : 1^o la proposition de résolution de M. André Denis et plusieurs de ses collègues tendant à préciser l'interprétation définitive que l'Assemblée Nationale donne à l'étendue des autorisations de poursuites consenties pour certains de ses membres ; 2^o sur la proposition de loi de M. André Philip et plusieurs de ses collègues tendant à fixer les conditions dans lesquelles l'immunité d'un parlementaire peut être levée par l'Assemblée Nationale, et 3^o sur la proposition de loi de M. Kriegel-Valrimont et plusieurs de ses collègues tendant à garantir les droits prévus à l'article 22 de la Constitution aux membres de l'Assemblée Nationale, du Conseil de la République et de l'Assemblée de l'Union française, n° 7799. — Le 21 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à fixer les conditions dans lesquelles peut

être levée l'immunité d'un député, d'un conseiller de la République ou d'un conseiller de l'Union française, n° 7976. — Le 24 novembre 1949, une proposition de loi portant dérogation aux dispositions de l'article 2 de la loi du 8 juillet 1933 complétant et modifiant la loi du 4 juillet 1931 sur la viticulture et le commerce des vins, n° 8485. — Le 16 novembre 1950, une proposition de loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de la Côte française des Somalis, n° 11309.

Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi portant amnistie; Art. 32 : *Son amendement tendant à étendre l'application de la loi aux territoires d'outre-mer* [7 juillet 1947] (p. 2791); — dans la discussion du projet de loi fixant l'organisation et la compétence des Assemblées de groupes en Afrique noire : *Discussion générale* [4 août 1947] (p. 3895). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République; Art. 51 : *Son amendement tendant à unifier les deux collèges d'électeurs* [18 août 1948] (p. 5924); *le retire* (p. 5925); — du projet de loi portant majoration des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [12 avril 1949] (p. 2395); — des interpellations sur la politique économique et financière dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale (Ses observations sur la mévente du miel de Guinée)* [21 juin 1949] (p. 3580); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 28 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux avances à la Caisse centrale de la France d'outre-mer* [7 juillet 1949] (p. 4375); — d'une proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuite contre des membres de l'Assemblée Nationale, en qualité de *Rapporteur* [8 juillet 1949] (p. 4417); *Discussion générale* (p. 4418); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [29 juillet 1949] (p. 5523, 5524, 5534). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur les immunités parlementaires*) [29 juillet 1949] (p. 5498). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réorganisation du régime

d'émission à Madagascar : *Discussion générale* [1^{er} décembre 1949] (p. 6477, 6478). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [40 janvier 1950] (p. 194). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux fonctionnaires retraités en zone C.F.A. : *Discussion générale* [15 juin 1950] (p. 4821); — du projet de loi relatif à l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis; Art. 2 : *Amendement de M.M. Silvandre et Juge tendant à prévoir 24 membres élus pour cinq ans pour un collège unique* [24 juillet 1950] (p. 5844, 5846). — Pose à M. le Ministre de la France d'outre-mer une question relative à la situation du journal *la Guinée française* au regard de la législation sur la presse [4 août 1950] (p. 6641, 6642). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la révision de la Constitution : *Discussion générale* [30 novembre 1950] (p. 8368); — d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [24 avril 1951] (p. 3843); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer; Art. 200 : *Rectification du vote du groupe socialiste* [29 avril 1951] (p. 4313); *Rectification du vote du groupe socialiste sur la conciliation des différends collectifs* [30 avril 1951] (p. 4370). = S'excuse de son absence [4 mars 1947] (p. 557). = Obtient un congé [4 mars 1947] (p. 557).

DIENESCH (Mlle Marie-Madeleine), Députée des Côtes-du-Nord.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommée membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). Est élue secrétaire de cette Commission [*J. O.* du 21 décembre 1946] (p. 10803), [*J. O.* du 30 janvier 1948] (p. 1011), [*J. O.* du 25 janvier 1951] (p. 882).

Dépôts :

Le 13 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à favoriser l'emploi de veuves de guerre dans les administrations publiques, n° 539. — Le 8 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission

de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Morice et plusieurs de ses collègues, tendant à inviter le Gouvernement à rajuster le montant de l'allocation versée aux titulaires de la médaille d'argent des instituteurs et des institutrices, n° 1928. — Le 18 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Viatte et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à instituer une Commission de la recherche scientifique auprès du Commissariat général au plan de modernisation et d'équipement, n° 2924. — Le 29 avril 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation de l'article 27 de la loi du 15 avril 1943 relative à l'application des lois sur la fréquentation scolaire pour les pupilles de l'Assistance publique, n° 4081. — Le 22 juin 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire entrer dans le calcul du complément provisoire du traitement le versement d'attente accordé par les décrets d'octobre 1946 au personnel enseignant, n° 4666. — Le 24 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Garaudy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à instituer une échelle unique des traitements du personnel enseignant du second degré, n° 4702. — Le 2 mars 1949, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi portant extension de la législation des assurances sociales aux écrivains non salariés, n° 6643. — Le 10 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer le décret du 12 janvier 1949 portant extension aux étudiants de certaines dispositions du régime de la sécurité sociale aux élèves infirmières et assistantes sociales, n° 6764. — Le 22 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir intégralement les versements mensuels d'attente dans le traitement du personnel de l'Université et de la Magistrature, n° 6832. — Le 30 juin 1949, un avis, au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de résolution : 1° de Mme Vaillant-Couturier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les subventions destinées au fonctionnement des colonies de vacances ; 2° de

Mme Ginolin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à mettre d'urgence à la disposition des colonies de vacances, les matériaux et articles textiles nécessaires à leur bon fonctionnement, n° 7698. — Le 2 décembre 1949, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de Mlle Dienesch et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer le décret du 12 janvier 1949 portant extension aux étudiants de certaines dispositions du régime de la sécurité sociale aux élèves infirmières et assistantes sociales, n° 8587. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Frédéric-Dupont (n° 11918) tendant à inviter le Gouvernement à s'associer à la célébration du 300^e anniversaire de Fénelon, n° 13192. — Le 10 mai 1951, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution (n° 4413) de Mme Vaillant-Couturier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les subventions destinées au fonctionnement des colonies de vacances, n° 13193.

Interventions :

Est entendue au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947, Etat A, ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 947 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits du Gouvernement pour subventionner les collectivités pour leurs travaux d'aménagement sportif* [7 mars 1947] (p. 738) ; Chap. 948 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits du Gouvernement pour les travaux d'équipement sportif des universités et des établissements d'enseignement* (p. 739) ; le retire (ibid.). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, ÉDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [22 juillet 1947] (p. 3360, 3364) ; Chap. 133 : *Traitements du personnel des lycées et collèges* (p. 3392) ; Chap. 136 : *Traitements du personnel des écoles normales primaires* (p. 3394) ; Chap. 303 : *Achat de matériel automobile* (p. 3404) ; Chap. 304 : *Entretien du matériel automobile* (p. 3405) ; Chap. 311 : *Matériel d'administration académique* (p. 3406) ; Chap. 332-1 : *Travaux d'aménagement de constructions*

scolaires de l'enseignement primaire (p. 3407); Chap. 544 : *Subventions en faveur de l'orientation professionnelle* (p. 3425); — du projet de loi portant reconduction, à l'exercice 1948, des crédits du budget 1947, Etat I, ÉDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6307); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (Budget 1948), Etat A, ÉDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1063); — du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères : *Prise en considération du projet gouvernemental* [14 mai 1948] (p. 2652); — d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à instituer un cadre unique des traitements du personnel enseignant du second degré, en qualité de *Rapporteur* [8 juillet 1948] (p. 4482); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A. SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION; Chap. 503 : *Ecoles d'infirmières et d'assistantes sociales* [29 juillet 1948] (p. 5065); ÉDUCATION NATIONALE; Chap. 100 : *Ses observations sur l'enseignement* [3 août 1948] (p. 5242, 5243); Chap. 133 : *Personnel titulaire des lycées et collèges* (p. 5263, 5266); Chap. 139 : *Personnel titulaire des écoles primaires* (p. 5273); — du projet de loi portant statut des centres d'apprentissage, en qualité de *Rapporteur pour avis* [14 décembre 1948] (p. 7579); Art. 9 : *Son amendement tendant à maintenir provisoirement le concours de l'enseignement technique* [16 décembre 1948] (p. 7614); — d'une proposition de loi relative à la titularisation d'instituteurs intérimaires : *Demande du Gouvernement de renvoi à la Commission* [16 décembre 1948] (p. 7620); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements; Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder au Centre national de la recherche scientifique, une subvention de 5 milliards* [9 mars 1949] (p. 1420, 1421); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Éducation nationale; Chap. 132 : *Traitements des professeurs des lycées et collèges* [1^{er} avril 1949] (p. 2013); Chap. 115 : *Traitements des élèves des écoles normales supérieures* [1^{er} avril 1949] (p. 2013); Chap. 134 : *Traitements du personnel des écoles normales primaires* [5 avril 1949] (p. 2029). — Pose, à M. le Secrétaire d'Etat à l'Enseignement technique, une question relative à l'institution de culture ou-

vière de Marly-le-Roi [17 février 1950] (p. 1223). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire : *Discussion générale* [16 mai 1950] (p. 3685); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950, ÉDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Ses observations sur la réforme de l'enseignement, l'enseignement technique, le certificat d'aptitude pédagogique, le statut du corps enseignant, l'agrégation et les écoles normales)* [21 juin 1950] (p. 5121, 5122, 5123, 5124); Chap. 1060 : *Inspection générale de l'enseignement* [23 juin 1950] (p. 5220); Chap. 1370 : *Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer les crédits pour le personnel des lycées et collèges (Cadre unique)* (p. 5229); Chap. 1420 : *Personnel des écoles primaires élémentaires (Situation des institutrices auxiliaires)* (p. 5240); Chap. 1430 : *Traitement des instituteurs des écoles primaires* [17 juillet 1950] (p. 5464); Chap. 1530 : *Établissements d'enseignement technique (Collèges techniques)* (p. 5470); Chap. 1560 : *Personnel des centres d'apprentissage* (p. 5478); Chap. 1670 : *Direction de la jeunesse et des sports (Culture populaire)* (p. 5482); Chap. 3410 : *Enseignement post-scolaire agricole* [18 juillet 1950] (p. 5519, 5520); Chap. 3470 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'examen des demandes d'exonération de la taxe d'apprentissage* (p. 5522); le retire (ibid.); Chap. 3480 : *Examens et concours de l'enseignement technique* (p. 5522, 5523); Chap. 4010 : *Bourses nationales* (p. 5542); Chap. 4110 : *Bourses de l'enseignement technique* (p. 5550); Chap. 6190 : *Comités et commissions techniques paritaires* [19 juillet 1950] (p. 5610, 5611); — d'une proposition de loi relative au cadre unique dans l'enseignement : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6567); — d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Éducation nationale, amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'article unique* [21 novembre 1950] (p. 7947); — d'une proposition de loi relative au statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire; Art. 2 : *Amendement de M. Deixonne relatif aux instituteurs restés à la disposition de leur académie* [20 décembre 1950] (p. 9361); *Son amendement tendant à communiquer les raisons du refus à un candidat évincé* (p. 9365).

DIXMIER (M. Joseph), Député du Puy-de-Dôme.

Son élection est validée [29 novembre 1948] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission du ravitaillement [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des affaires économiques [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des pensions [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est élu Secrétaire : de la Commission de la presse [*J. O.* du 20 janvier 1950] (p. 739); de la Commission des pensions [*J. O.* du 26 janvier 1951] (p. 913). — Est nommé membre de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [13 mai 1948] (p. 2564), [8 juin 1948] (p. 3276, 3277) [7 décembre 1948] (p. 7390).

Dépôts :

Le 21 mai 1948, une proposition de loi tendant à habiliter les fédérations départementales de pêche et de chasse à se porter parties civiles, n° 4284. — Le 11 mars 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder la franchise postale aux jeunes soldats accomplissant leur service militaire, n° 6797.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi modifiant et complétant la législation économique amendé par le Conseil de la République; Art. 11 : *Pouvoirs des agents du contrôle économique* [20 mars 1947] (p. 966, 967). — Prend part à la discussion des interpellations relatives au problème du blé [21 mars 1947] (p. 1009). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Interpellations relatives au problème du pain et aux événements de Ma-*

dagascar [29 avril 1947] (p. 1337). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande [16 mai 1947] (p. 1624, 1625, 1626); — de la proposition de loi de M. Castera relative à l'encouragement à la culture du blé; Art. 5 : *Amendement de M. Gérard Vée tendant à maintenir le système en vigueur pour la détermination du rendement moyen départemental* [6 juin 1947] (p. 1952, 1963); — du projet de loi portant amnistie; Art. 9, 2^e alinéa : *Son amendement tendant à ajouter les mots « de la guerre 1914-1918 » aux mots « de la guerre 1939-1945 »* [21 juin 1947] (p. 2305); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et communes; Art. 3 : *Son amendement tendant à supprimer l'article* [11 décembre 1947] (p. 5612); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [22 décembre 1947] (p. 6054, 6055, 6056, 6057); Art. 3 : *Ses explications de vote sur les amendements de MM. Wuldeck Rochet et Laurens tendant à exonérer les petits agriculteurs* (p. 6121); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 3 : *Son amendement tendant à exempter les petits exploitants agricoles* [3 janvier 1948] (p. 24, 25); *Son amendement tendant à exempter les agriculteurs ayant subi des calamités agricoles en 1946 ou 1947* (p. 31); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la prise en considération des amendements au paragraphe premier de l'article 3* [5 janvier 1948] (p. 79, 80); — du projet de loi portant réglementation du temps de travail dans l'agriculture, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [2 mars 1948] (p. 1254); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à augmenter la ration de pain et à en améliorer la qualité : *Discussion générale* [30 juillet 1948] (p. 5115); — de la proposition de loi tendant à encourager la culture du blé et du seigle : *Demande de discussion d'urgence* [13 août 1948] (p. 5792, 5793). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement et les mesures de coercition prises contre certains cultivateurs et commerçants [18 novembre 1948] (p. 7116). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagements fiscaux (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [22 juillet 1949] (p. 5057,

5058); — d'une proposition de loi relative au prix de l'essence; Art. 2 : *Amendement de M. Paul Coste-Floret tendant à liquider les stocks d'alcool existants sans augmentation du prix de l'essence* [20 décembre 1949] (p. 7025, 7026); — des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale* [25 janvier 1950] (p. 496, 506); *Ses observations sur les campagnes de presse et de radio contre les paysans et le départ des paysans pour les villes* [24 février 1950] (p. 1452, 1453); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Moussu* (p. 1495); — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [24 mars 1950] (p. 2396, 2397); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950, AGRICULTURE; Chap. 5120 : *Prophylaxie des maladies contagieuses* [25 mai 1950] (p. 3948); Chap. 5170 : *Encouragement aux exploitants agricoles* (p. 3954); — d'une proposition de loi relative à la fixation du prix du blé : *Discussion générale* [27 juillet 1950] (p. 6066, 6067); — d'une proposition de résolution relative au stockage des fromages de garde : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 545); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : *Discussion générale* [7 décembre 1950] (p. 8774). = S'excuse de son absence [11 mai 1950] (p. 3545).

DJEMAD (M. Abderrahmane), *Député de Constantine (Deuxième collège, 5^e circonscription)*.

Son élection est validée [20 décembre 1946] (p. 186). = Est nommé membre : de la Commission du règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de l'agriculture [13 mai 1948] (p. 2564); de la Commission de l'intérieur [8 février 1949] (p. 400), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des pensions [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951], (p. 348). — Est nommé membre de la Commission chargée de proposer des mesures de grâce amnistiantes en Algérie [4 février 1947] (p. 148).

Dépôts :

Le 25 février 1947, une proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission parlementaire chargée de procéder à une enquête sur les causes et les responsabilités des événements d'Algérie de mai 1945 et sur la façon dont la loi d'amnistie du 1^{er} mars 1946 a été appliquée, n^o 729. — Le 25 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réparer les torts matériels subis par les familles françaises et musulmanes lors des événements du 8 mai 1945 et les jours suivants en Algérie, n^o 731. — Le 13 mars 1947, une proposition de loi tendant à établir le statut organique de l'Algérie, territoire associé dans le cadre de l'Union française, n^o 923. — Le 29 mai 1947, une proposition de loi modifiant la loi n^o 46-2385 du 27 octobre 1946, en ce qui concerne l'élection des représentants de l'Algérie à l'Assemblée de l'Union française, n^o 1461. — Le 19 juin 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur les propositions de résolution : 1^o de M. Bentaieb tendant à la création d'une Commission chargée d'enquêter sur la situation générale de l'Algérie; 2^o de M. Djemad et plusieurs de ses collègues tendant à la nomination d'une Commission parlementaire chargée de procéder à une enquête sur les causes et les responsabilités des événements d'Algérie de mai 1945 et sur la façon dont la loi d'amnistie du 1^{er} mars 1946 a été appliquée, n^o 1746. — Le 27 avril 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à libérer immédiatement les emprisonnés politiques arrêtés lors des élections à l'Assemblée algérienne des 4 et 11 avril et à abroger le décret-loi du 30 mars 1935, n^o 4042. — Le 14 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention de cinq millions aux familles des victimes de la catastrophe de Kenadza (Oran) et à établir les responsabilités qui en sont à l'origine, n^o 4211. — Le 23 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à venir en aide d'urgence aux familles des victimes du grave accident survenu à Laghouat, n^o 5519. — Le 10 février 1949, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions, sur la proposition

de loi de M. Ahmed Boumendjel et plusieurs de ses collègues, sénateurs, tendant à appliquer à toutes les élections les prescriptions de l'article 15 de la loi du 5 septembre 1947 réglementant, pour la première fois, les conditions d'admission officielle des mandataires des candidats dans les bureaux de vote, **n° 6393**. — Le 24 février 1949, une proposition de loi tendant à fixer les dispositions particulières pour les élections aux Conseils généraux en Algérie, **n° 6563**. — Le 13 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Cadi Abdelkader tendant à accorder une amnistie aux délinquants forestiers pour pacage et labours illicites dans les forêts domaniales d'Algérie, **n° 7889**. — Le 1^{er} décembre 1949, une proposition de loi tendant à abroger l'article 6 du décret du 23 avril 1946 portant règlement de l'acquisition et de la détention des armes de chasse en Algérie, **n° 8545**. — Le 23 mars 1950, une proposition de loi tendant à étendre à l'Algérie les dispositions du décret du 2 août 1890 qui permettent de décharger de classe les directeurs des établissements du premier degré où l'effectif atteint et dépasse trois cents élèves, **n° 9608**. — Le 30 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de loi de M. Djemad et plusieurs de ses collègues tendant à abroger l'article 6 du décret du 23 avril 1946 portant règlement de l'acquisition et de la détention des armes de chasse en Algérie, **n° 9676** (rectifié). — Le 22 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à déposer devant l'Assemblée algérienne un projet de décision en vue de l'application en Algérie de l'article 56 de la loi n° 47-1859 du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie, **n° 11399**.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur les opérations électorales du département d'Alger (2^e collège) [31 janvier 1947] (p. 119). — Prend part à la discussion : des interpellations relatives à la politique française en Indochine (*Incidents de Fedj M'Zala*) [14 mars 1947] (p. 849); — des interpellations relatives aux événements de Madagascar [9 mai 1947] (p. 1558, 1559). — Ses rapports sur des péti-

tions [25 juin 1947] (p. 2467); [31 juillet 1947] (p. 3811). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947, INTÉRIEUR : *Distribution d'armes en Algérie* [26 juin 1947] (p. 2516); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 312 : *Soins médicaux gratuits* [21 juillet 1947] (p. 3326); Chap. 315 : *Appareillage des mutilés* (p. 3326); EDUCATION NATIONALE, Chap. 360 : *Coordination de l'enseignement dans la France d'outre-mer* [22 juillet 1947] (p. 3415, 3416); — du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : *Discussion générale (Tortures infligées par la police)* [20 août 1947] (p. 4460, 4494); Art. 1^{er} : *Son contre-projet tendant à inclure l'Algérie dans l'Union française* [22 août 1947] (p. 4569); *Son amendement tendant à définir l'Algérie comme une collectivité territoriale de l'Union française* (p. 4578, 4579, 4580); Art. 4 : *Son amendement tendant à remplacer les mots « auprès du Gouverneur général » par « en accord avec le Gouverneur général »* [23 août 1947] (p. 4607); Art. 26 : *Son amendement concernant les conditions d'éligibilité à l'Assemblée algérienne et les règles d'incapacité et d'incompatibilité* [26 août 1947] (p. 4646, 4647); Art. 29 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau relatif à la publicité des débats de l'Assemblée algérienne* (p. 4662); Art. 31 : *Son amendement tendant à laisser fixer par l'Assemblée algérienne son règlement intérieur* (p. 4663); Art. 34 : *Son amendement concernant l'étude et le vote des lois fiscales et budgétaires* (p. 4664); Art. 37 : *Son amendement tendant à supprimer la première phrase du deuxième alinéa* (p. 4669); Articles additionnels : *Amendements de MM. Fayet et Rabier tendant à inclure quatre articles nouveaux relatifs à l'organisation des collectivités territoriales en Algérie* (p. 4681, 4682, 4683); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [27 août 1947] (p. 4735, 4736); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [1^{er} septembre 1947] (p. 4815). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative au fonctionnement et à l'organisation des offices départementaux des Anciens combattants en Algérie [22 août 1947] (p. 4567). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des circonscriptions électorales en Algérie : *Discussion générale* [12 février

1948] (p. 645, 646, 647, 648); — de sa proposition de résolution invitant le Gouvernement à accorder une subvention aux victimes de la catastrophe de Kenadsa : *Discussion générale* [14 mai 1948] (p. 2664); — du projet de loi portant ratification de l'accord financier franco-libanais : *Discussion générale ; Ses observations sur le conflit palestinien* [3 juin 1948] (p. 3159, 3160); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 : **ÉTAT A. TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE**, Chap. 706 : *Formation professionnelle* [28 juillet 1948] (p. 4979, 4980); *Amendement de M. G. Paul tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre* (p. 4982); — du projet de loi relatif à l'élection des conseillers de la République : *Discussion générale* [12 août 1948] (p. 5723, 5724). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses observations sur le programme de M. Queuille* [10 septembre 1948] (p. 6483, 6484). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour l'installation des commandants en chef de l'Europe occidentale (*Ses explications de vote sur l'article unique*) [27 décembre 1948] (p. 8012). — Ses rapports sur des pétitions [25 janvier 1949] (p. 120); [24 février 1949] (p. 917, 918); [28 juin 1949] (p. 3915). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant le Code du travail : *Discussion générale* [18 février 1949] (p. 703); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [24 juin 1949] (p. 3757); — de la proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuite contre des membres de l'Assemblée nationale : *Discussion générale* [8 juillet 1949] (p. 4424, 4425); — du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique (*Ses explications de vote sur l'article unique*) [26 juillet 1949] (p. 5341, 5342). — Est entendu au cours du débat : sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Moch*) [13 octobre 1949] (p. 5797, 5798); — sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses explications de vote sur la motion d'investiture de M. René Mayer*) [20 octobre 1949] (p. 5902). — Son rapport sur une pétition [1^{er} décembre 1949] (p. 6539). — **Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative aux événements de Sidi Ali Bounab : Urgence**

[13 décembre 1949] (p. 6773, 6774); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur la situation en Algérie, la politique colonialiste du Gouvernement général, la situation matérielle pénible des ouvriers algériens en France)* [22 décembre 1949] (p. 7171, 7172, 7173). — Son rapport sur une pétition [3 janvier 1950] (p. 17). — Prend part à la discussion du projet de loi approuvant les rapports des États-Associés du Viet-nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Discussion générale* [27 janvier 1950] (p. 633, 634). — Ses rapports sur des pétitions [1^{er} février 1950] (p. 868). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'État ; Art. 1^{er} : *Sous-amendement de M. Lamps tendant à rejeter tout texte contraire aux droits inscrits dans la constitution* [3 mars 1950] (p. 1877). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Son droit à la parole*) [17 mars 1950] (p. 2122). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et des victimes de guerre : *Discussion générale* [24 mars 1950] (p. 2380, 2381, 2382); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Devemy* (p. 2413); — du projet de loi portant majoration familiale de la prime exceptionnelle sur les salaires ; Art. 3 : *Octroi de la majoration aux travailleurs des territoires d'outre-mer* [31 mai 1950] (p. 4046); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 ; **INTÉRIEUR : Discussion générale** [31 mai 1950] (p. 4051, 4052, 4053); **ÉDUCATION NATIONALE**, Chap. 1540 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les indemnités dans les établissements d'enseignement technique (Cadres algériens)* [17 juillet 1950] (p. 5474); Chap. 3600 : *Enseignement dans la France d'outre-mer (Éducation des Nords-Africains)* [18 juillet 1950] (p. 5527, 5528); **ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE**, Chap. 1000 : *Situation des Anciens combattants d'Algérie* [24 juillet 1950] (p. 5878, 5879, 5880); — des interpellations sur les événements d'Indochine : *Discussion générale (Ses observations sur les pertes subies par les Nord-Africains et la nécessité de traiter avec Ho Chi Minh)* [19 oc-

tobre 1950] (p. 6999, 7000, 7001); — du projet de loi relatif à l'incompatibilité des fonctions publiques avec le mandat parlementaire : *Discussion générale (Répression pratiquée par M. Naegelen contre les indigènes en Algérie)* [20 octobre 1950] (p. 7049); *Ses explications de vote sur l'article unique* (p. 7079); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif : *Discussion générale* [26 octobre 1950] (p. 7287, 7288, 7289); Art. 7 : *Amendement de M. Malleret-Joinville relatif à l'envoi des hommes du contingent dans les territoires d'outre-mer* [27 octobre 1950] (p. 7339); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 7343); — des interpellations sur la situation en Indochine : *Discussion générale* [22 novembre 1950] (p. 8028, 8029, 8030); — du projet de loi relatif aux loyers en Algérie; Art. 9 : *Son amendement tendant à ne pas permettre l'expulsion de logis insalubres sans relogement* [29 novembre 1950] (p. 8294); *Son amendement tendant à ne pas permettre l'expulsion des locaux de plaisance* (p. 8294); Art. 16 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux dorits des sous-locataires* (p. 8296); Art. 43 : *Son amendement tendant à supprimer les 2^e, 3^e et 4^e alinéas relatifs aux locations en meublés* (p. 8336); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [4 décembre 1950] (p. 8572, 8573); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 6030 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les frais de contentieux et de réparations civiles (activité de la police en Algérie)* [21 février 1951] (p. 1423, 1424, 1425). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Henri Queuille) : *Ses observations sur la politique colonialiste en Afrique du Nord* [9 mars 1951] (p. 1807). — Dépose une demande d'interpellation sur le refus opposé par l'administration algérienne à son désir de donner un compte-rendu de son mandat [21 mars 1951] (p. 2470). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour 1951; Etat B, INVESTISSEMENTS HORS MÉTROPOLÉ : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour prêts à l'Afrique du Nord (Retard de l'équipement de l'Algérie)* [6 mai 1951] (p. 4703).

DOMINJON (M. Pierre), Député de l'Ain.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu Président de cette Commission [J. O. du 20 décembre 1946] (p. 10784), [J. O. du 25 janvier 1951] (p. 882).

Est nommé Juré à la Haute-Cour de Justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945), [26 janvier 1948] (p. 195).

Dépôts :

Le 10 juillet 1947, une proposition de loi tendant à instituer l'allocation de logement et à modifier et compléter la loi n° 46-1835 du 22 août 1946 fixant le régime des prestations familiales, n° 1978. — Le 27 novembre 1947, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 2711. — Le 10 février 1948, une proposition de loi tendant à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients d'hôtels, pensions de famille et meublés, n° 3316. — Le 20 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi maintenant provisoirement en vigueur au delà du 1^{er} mars 1948 certaines dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre prorogées par la loi du 28 février 1947 et la loi du 30 août 1947, n° 3493. — Le 20 février 1948, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi tendant au dépistage des malades vénériens contagieux et à leur traitement, n° 3504. — Le 27 février 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Palewski tendant à la validation avec modifications de l'acte dit loi du 20 juillet 1944 et à la modification de la loi du 2 avril 1946 relatifs à la prolongation des brevets d'invention, n° 3616. — Le 23 juin 1948, une proposition de loi tendant à ordonner la transcription des actes de naissance des enfants nés dans les maternités, sur les registres de l'état civil du domi-

cile des parents, n° 4670. — Le 30 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi tendant à fixer pour une nouvelle période de cinq années, à dater du 1^{er} juin 1948, les contingents de décorations sans traitement attribués aux administrations publiques, n° 4781. — Le 15 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Grimaud et plusieurs de ses collègues tendant à permettre la révision du prix de certains baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial ou industriel, n° 4965. — Le 23 août 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à la validation avec modifications de l'acte dit loi du 20 juillet 1944 et à la modification de la loi du 2 avril 1946 relatifs à la prolongation des brevets d'invention, n° 5350. — Le 1^{er} septembre 1948, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Louis Rollin et plusieurs de ses collègues ayant pour objet d'accorder le bénéfice de l'amnistie à certaines catégories de personnes poursuivies ou condamnées pour faits de collaboration, notamment aux grands mutilés des deux guerres ; 2° de M. de Moro Giafferri et plusieurs de ses collègues tendant à accorder le bénéfice de l'amnistie à certaines catégories de personnes, n° 5437. — Le 20 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prévoir des mesures de compensation à l'augmentation des loyers pour certaines catégories de locataires et occupants et à modifier certains points de détail des décrets d'application de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948, n° 6118. — Le 21 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de résolution de M. Dominjon tendant à inviter le Gouvernement à prévoir

des mesures de compensation à l'augmentation des loyers pour certaines catégories de locataires et occupants et à modifier certains points de détail des décrets d'application de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948, n° 6613. — Le 29 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi relatif aux modifications du nom patronymique et du prénom (première partie : dispositions relatives à la francisation du nom patronymique et du prénom des étrangers), n° 6876. — Le 29 mars 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi modifiant les articles 9, 16 et 50 du Code d'instruction criminelle relatifs aux officiers de police judiciaire, n° 6877. — Le 29 mars 1949, un avis au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Landry, sénateur, concernant les alcooliques socialement dangereux, n° 6878. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier et à compléter la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement et prévoyant, à titre exceptionnel, des réductions de loyers, n° 7038. — Le 2 juin 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi relatif aux modifications du nom patronymique et du prénom (première partie : dispositions relatives à la francisation du nom patronymique et du prénom des étrangers), n° 7334. — Le 16 juin 1949, une proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 63 de la loi du 1^{er} septembre 1948 sur les loyers, n° 7461. — Le 16 juin 1949, une proposition de loi modifiant la législation relative à l'allocation-logement, n° 7484. — Le 30 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Dominjon modifiant la législation relative à l'allocation-logement, n° 7691. — Le 30 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Camphin et plusieurs de ses collègues tendant à accorder l'amnistie pleine et entière

pour les condamnations prononcées contre des travailleurs de la mine et similaires à l'occasion de l'exercice du droit de grève consacré par la Constitution de la République et à faire cesser toutes les poursuites judiciaires engagées à l'occasion des conflits sociaux dans les mines ; 2° de M. Camphin et plusieurs de ses collègues tendant à accorder l'amnistie pleine et entière pour les condamnations prononcées contre des travailleurs de la mine et d'autres corporations à l'occasion de l'exercice du droit de grève consacré par la Constitution de la République, à faire cesser toutes les poursuites judiciaires engagées à la suite des conflits sociaux et à ordonner la remise de toutes les amendes et dommages-intérêts qui ont frappé tous ces travailleurs, **n° 7697**. — Le 21 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de M. Georges Bidault et plusieurs de ses collègues tendant à rouvrir le délai fixé par l'article 18 de la loi du 16 août 1947 portant amnistie ; 2° de M. Yves Péron et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 16 août 1947 portant amnistie, **n° 7966**. — Le 26 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, après déclaration d'urgence, tendant à modifier la législation relative aux allocations de logement, **n° 8035**. — Le 15 mars 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Dominjon et plusieurs de ses collègues tendant à ordonner la transcription des actes de naissance des enfants nés dans les maternités sur les registres de l'état civil du domicile des parents, **n° 9494**. — Le 17 mars 1950, une proposition de loi tendant à rendre à l'habitation les pièces isolées louées accessoirement à un appartement et non habitées, **n° 9526**. — Le 23 mars 1950, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 49-458 du 2 avril 1949 accordant le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés, **n° 9568**. — Le 29 juin 1950, une proposition de loi tendant à modifier les articles 192, 639 et 640 du Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la prescription des contraventions de police connexes à un délit, **n° 10489**. — Le 18 juillet 1950, un avis supplémentaire au nom de la Commission de la

justice et de législation sur les propositions de loi : 1° de Mme Poinso-Chapuis et plusieurs de ses collègues relative au traitement et à la prophylaxie de l'alcoolisme chronique ; 2° de M. Laudry, sénateur, concernant les alcooliques socialement dangereux, **n° 10634**. — Le 26 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi de M. Fonlupt-Esperaber tendant à abroger le dernier alinéa, paragraphe 8, de l'article 90 du Code civil relatif à la déclaration judiciaire de décès, **n° 10761**. — Le 20 octobre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 31 octobre 1945 sur la lutte antituberculeuse, **n° 11092**. — Le 14 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des secours d'urgence et des indemnités aux familles et aux communes, sinistrées par les inondations, de la vallée de l'Ain, **n° 11269**. — Le 21 novembre 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 344 du Code civil sur l'adoption, **n° 11355**. — Le 28 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 10489) de M. Dominjon tendant à modifier les articles 192, 639 et 640 du Code d'instruction criminelle en ce qui concerne la prescription des contraventions de police connexes à un délit, **n° 11781**. — Le 28 décembre 1950, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur le projet de loi (n° 10219) modifiant l'article 4 de la loi du 2 juin 1891 modifié ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux, **n° 11782**. — Le 8 février 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur la proposition de loi (n° 9526) de M. Dominjon et plusieurs de ses collègues tendant à rendre à l'habitation les pièces isolées louées accessoirement à un appartement, et non habitées, **n° 12131**. — Le 8 février 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 126 du décret du 29 juillet 1939 relatif à la famille et à la natalité française, **n° 12140**. — Le 16 mai 1951, un rapport au nom de la Commission de la justice et de législation sur l'avis (n° 13201) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 10219) adopté par l'Assemblée Nationale modifiant l'article 4 de la loi du 2 juin 1891 ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux, **n° 13271**.

Interventions :

Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif au prix des baux à ferme, en qualité de *Président de la Commission de la justice et de la législation* : Amendement de M. Waldeck-Rochet sur l'équivalence de règlement en nature ou en espèces [20 décembre 1946] (p. 193) ; — sur le projet de loi relatif au Conseil supérieur de la magistrature, en qualité de *Président de la Commission de la justice* ; Art. 3 : Amendement de M. Chastellain tendant à rendre obligatoire la déclaration de candidature [30 janvier 1947] (p. 91) ; Amendement de M. Edgar Faure tendant à empêcher les membres sortants d'être rééligibles (ibid.). — Prend part à la discussion sur le Conseil supérieur de prud'hommes, en qualité de *Président de la Commission de la justice et de législation (Maintien de la compétence de la Commission du travail)* [7 février 1947] (p. 240). -- Est entendu au cours du débat sur : le projet de loi complétant et modifiant la législation économique, en qualité de *Président de la Commission de la justice et de la législation* ; Art. 5 : Amendement de M. Chaze tendant à réprimer les délits de négligence, d'incurie et de sabotage commis par des fonctionnaires chargés du ravitaillement ou de la conservation des stocks [14 février 1947] (p. 325) ; — le projet de loi maintenant en vigueur certaines dispositions prorogées par la loi du 10 mai 1946 portant fixation de la date légale de cessation des hostilités ; Art. 4 : *Dispositions transitoires applicables à la Guadeloupe, la Guyane, la Réunion et la Martinique* [25 février 1947] (p. 453) ; *Fin des prorogations* (p. 455) ; de ce projet de loi en deuxième lecture : *Ses observations sur l'avis non conforme émis par le Conseil de la République* [28 février 1947] (p. 533). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour, en qualité de *Président de la Commission de la justice et de législation (Vote du texte sur les loyers)* [25 mars 1947] (p. 1096). — Participe à la discussion : du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel, en qualité de *Président de la Commission de la justice et législation* : *Discussion générale* [26 mars 1947] (p. 1112, 1113, 1114) ; Art. 2 : Amendement de M. André Mercier tendant à ce que les locaux occupés par les syndicats ou unions de syndicats soient considérés comme locaux à usage professionnel (p. 1115) ;] Amen-

dement de M. Edgar Faure tendant à introduire un article additionnel relatif à la majoration des loyers (p. 1116, 1118) ; Art. 5 : *Maintien dans les lieux* (p. 1122, 1123) ; Art. 6 : Amendement de M. Guy Petit tendant à réduire la durée du préavis s'il existe déjà une décision de justice passée en force de chose jugée (p. 1124) ; — du projet de loi instituant une carte d'acheteur du commerce du bétail et de la viande, en qualité de *Président de la Commission de la justice et de législation* [28 mars 1947] (p. 1239) ; — de la proposition de loi de M. Waldeck-Rochet relative à l'interprétation de l'article 22 bis du statut des baux ruraux, en qualité de *Président de la Commission de la justice et de législation* : *Discussion générale* [28 mars 1947] (p. 1255) ; Art. 3 : *Demande de disjonction de cet article* (p. 1258) ; — de la proposition de loi relative à la nullité des actes de spoliation, en qualité de *Président de la Commission de la justice et de législation* ; Art. 3 : *Date à laquelle ne seront plus recevables les demandes en nullité* [29 mai 1947] (p. 1780). — Est entendu : sur une motion d'ordre tendant à ajourner la discussion des propositions de loi de MM. Mondon et Albert Schmitt, en qualité de *Président de la Commission de la justice et de législation* [29 mai 1947] (p. 1782) ; — sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion du projet de loi portant amnistie* [6 juin 1947] (p. 1965). — Intervient dans la discussion : sur l'urgence d'une proposition de loi relative à la grâce amnistiante pour certains condamnés du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, en qualité de *Président de la Commission de la justice et de législation* [18 juin 1947] (p. 2181) ; — sur le projet de loi portant amnistie [18 juin 1947] (p. 2194) ; Art. 1^{er}, 45^e alinéa : Amendement de M. Bentaïeb tendant à supprimer le 45^e alinéa et amnistier les infractions commises en Algérie entre le 16 janvier et le 15 juin 1947 (p. 2197) ; Art. 1^{er}, 46^e alinéa : Amendement de M. Jean Cayeux tendant à ne pas amnistier l'exercice illégal de la médecine (ibid.) ; *Ses observations sur l'ensemble de l'article 1^{er} (Question des quintuples droits et des distillateurs)* (p. 2198), [21 juin 1947] (p. 2300) ; Amendement de M. Bentaïeb relatif aux amnistiés en Algérie (p. 2301) ; Art. 6 : Amendement de M. Grimaud tendant à amnistier les fraudes commises dans les examens et concours (p. 2303) ; Art. 9 : Amendement de M. Minjot en vue d'étendre l'amnistie aux ayants cause de « militaires » (p. 2305) ; Art. 9,

7^e alinéa : Amendement de M. Valentino tendant à préciser que la définition du « résistant » n'est valable que pour l'application de la présente loi (p. 2307); Art. 9, § 5 : Amendement de M. de Raulin-Laboureur tendant à supprimer les « partis politiques » comme organismes servant de base à la définition du résistant (p. 2308); Art. 9, 9^e alinéa : Amendement de M. Badie tendant à amnistier les infractions à la législation économique et fiscale (p. 2310); Amendement de M. Catrice tendant à amnistier les infractions à la législation économique (p. 2313); Amendement de M. Guy Petit tendant à amnistier les infractions à la législation économique sanctionnées par une amende inférieure à 100.000 fr. et un emprisonnement inférieur à 3 mois (p. 2313); Renvoi à l'article 15 des amendements relatifs aux infractions économiques (ibid.); Art. 9, 10^e alinéa : Amendement de M. Chautard tendant à exclure du bénéfice de l'amnistie les personnes pratiquant l'avortement et la prostitution de mineurs (p. 2314); Art. 11 : Amendement de MM. Frédéric-Dupont et Courant tendant à amnistier toutes les infractions qui n'ont pas été sanctionnées par une amende (p. 2317); Amendement de M. André Mercier tendant à amnistier les personnes n'ayant pas été en mesure de présenter régulièrement leur défense (p. 2319); Renvoi de la discussion (ibid.); Art. 14 : Amendement de M. Mabrut tendant à ce que les demandes puissent être introduites après la clôture de l'information [30 juin 1947] (p. 2562); Art. 15 : Amendement de M. Grouès en faveur des récidivistes n'ayant pas commis de délit pendant vingt ans (p. 2567); Art. 16 : Modification des mesures prises à l'égard des mineurs acquittés (p. 2568); Art. 17 : Amendements de MM. Bardoux et Mutter tendant à amnistier de l'indignité nationale les mineurs de 21 ans (p. 2569); Art. 18 : Amendement de M. Minjot tendant à ajouter après le mot « grâce » le mot « amnistiante » (p. 2569, 2570); Art. 19 : Amendements de MM. Desjardins et Gau tendant à amnistier les condamnés par cours de justice et chambres civiques (p. 2572, 2573); Amendement de M. Serre tendant à admettre au bénéfice de la grâce amnistiante les personnes condamnées pour indignité nationale en Afrique du Nord [7 juillet 1947] (p. 2775); Amendement de M. Bentâeb tendant à amnistier les crimes et délits de collaboration des Musulmans [7 juillet 1947] (p. 2778); Amendement de M. Boisdon tendant à éviter toute sanction dis-

ciplinaire aux personnes qui ont rendu des services dans la Résistance (p. 2779); Amendement de M. Desjardins tendant à amnistier les condamnés à cinq ans d'indignité nationale ou moins (p. 2780); Art. 24 : Correction de la rédaction de l'article (p. 2781); Art. 30 : Amendement de M. Budie tendant à ne pas inscrire au casier judiciaire les condamnations ayant fait l'objet d'une réhabilitation (p. 2785); Art. 9-2 : Nouvelle rédaction de l'article (p. 2786); Art. 32 : Amendements de MM. Lamine Guèye, Martine, Diallo et Valentino tendant à étendre l'application de la loi aux territoires d'outre-mer (p. 2792, 2793); Nouvelle rédaction de l'article tenant compte des amendements de MM. Lamine Guèye, Martine, Diallo et Valentino [8 juillet 1947] (p. 2804); Art. 9-2 : Nouvelle rédaction de l'article (p. 2805); Art. 15 bis : Amnistie en Algérie (p. 2809); Art. 15 ter : Amendement de M. Serre tendant à étendre l'amnistie aux amendes et confiscations de profits illicites en Algérie (p. 2810). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : Discussion du projet de loi portant amnistie [18 juin 1947] (p. 2499). — Participe à la discussion : du projet de loi relatif au paiement des effets de commerce : Ses observations sur l'ensemble [25 juin 1947] (p. 2440); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République [30 juin 1947] (p. 2561). — Est entendu au cours du débat : sur une demande de discussion d'urgence de la proposition de loi de M. Albert Schmitt relative à la grâce amnistiante dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin, en qualité de Président de la Commission de la justice [30 juin 1947] (p. 2561); — sur la proposition de loi de M. Guérin concernant la composition du jury de la Haute Cour de justice; Article unique : Amendement de M. Guérin relatif à la nomination du greffier-chef [9 juillet 1947] (p. 2879); Sa demande de modification de la rédaction de cet amendement (ibid.). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (Renvoi de la discussion du projet de loi relatif à l'assainissement du commerce) [9 juillet 1947] (p. 2880); — dans la discussion du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires : Discussion générale (Renvoi de la discussion) [24 juillet 1947] (p. 3496, 3500); Art. 1^{er} : Dispositions concernant les loyers de la région parisienne, des grandes villes et localités sinistrées [28 juillet 1947] (p. 3627); Contre-projet de M. Faure concernant les loyers des localités de plus de 4.000 habitants (p. 3628); Date de la

suite de la discussion (p. 3633, 3634); — au cours du débat sur le renvoi pour avis au Conseil économique de la partie du projet de loi sur les loyers relative à l'allocation-logement [25 juillet 1947] (p. 3542) — sur le règlement de l'ordre du jour : *Renvoi de la discussion sur les loyers au mardi suivant* [26 juillet 1947] (p. 3613, 3614, 3615); — dans la discussion : d'une proposition de loi de M. Faure fixant certaines dispositions transitoires pour les loyers : *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [29 juillet 1947] (p. 3672, 3673); — du projet de loi relatif à l'assainissement des professions commerciales, industrielles et artisanales; Art. 1^{er} : *Liste des condamnations interdisant de créer un commerce ou une entreprise*; Alinéa 7^e : *Amendement de M. Montillot tendant à disjoindre l'alinéa* [7 août 1947] (p. 4062); Art. 5 bis : *Amendement de Mme Poinso-Chapuis tendant à exiger les mêmes conditions des élus aux tribunaux de commerce* (p. 4063); — des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre M. Mutter, membre de l'Assemblée Nationale, en qualité de *Rapporteur* [16 décembre 1947] (p. 5770, 5771, 5773). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi de M. de Moro-Giafferri relative à certaines dispositions transitoires en matière de loyers; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Gazier relatif au maintien dans les lieux des locataires dans les hôtels* [18 décembre 1947] (p. 5870); — d'une proposition de résolution de M. Péron invitant le Gouvernement à cesser les poursuites engagées à l'occasion des grèves : *Demande de discussion d'urgence*, en qualité de *Rapporteur* [19 décembre 1947] (p. 5933); — du projet de loi relatif aux loyers : Art. 2 bis : *Amendement de M. Mondon tendant à ne pas appliquer la loi aux immeubles en construction ou à construire* [10 février 1948] (p. 566, 567); Art. 3 : *Amendement de MM. Faure, Burlot et Courant tendant à supprimer le deuxième alinéa* (p. 568, 570); Art. 3 bis : *Amendement de M. Delachenal relatif aux bénéficiaires du maintien dans les lieux* (p. 576, 577); *Amendement de M. de Moro-Giafferri concernant les membres de la famille du bénéficiaire du maintien dans les lieux* (p. 577); Art. 6 : *Amendement de M. Auban tendant à considérer les personnes tuées à l'ennemi et assimilées comme vivant au foyer* [13 février 1948] (p. 711); *Amendement de M. Minjoz relatif aux per-*

sonnes qui peuvent exercer un droit de reprise (p. 712); *Son sous-amendement tendant à intercaler les mots « à leur charge »* (p. 713); Art. 8 bis : *Amendement de M. Minjoz tendant à obliger les propriétaires à prévenir les locataires en vue d'une réoccupation éventuelle par ceux-ci* [17 février 1948] (p. 760); Art. 32 : *Son amendement relatif à la juridiction des référés* [5 mars 1948] (p. 1377); Art. 33 : *Amendement de M. Citerne tendant à créer une commission cantonale de préconciliation* (p. 1379, 1380); Art. 47 : *Son amendement tendant à favoriser les locataires ayant les familles les plus nombreuses* [9 mars 1948] (p. 1603); Art. 49 : *Son amendement tendant à ne rembourser de ses frais d'aménagement que le locataire évincé* (p. 1607); en qualité de *Rapporteur intérimaire* [14 mai 1948] (p. 2468); Art. 37 : *Amendement de M. Citerne tendant à supprimer le dernier alinéa* (p. 2469); Art. 38 : *Nouvelle rédaction de l'article* (ibid.); Art. 39 : *Nouvelle rédaction de l'article* (p. 2470); Art. 40 : *Amendement de M. Citerne tendant à mettre à la disposition du locataire le local qu'on lui a refusé à cause du nombre de ses enfants* (p. 2470); *Nouvelle rédaction de l'article* (p. 2471); *Amendement de M. Chautard tendant à insérer un article nouveau punissant le « marché noir » du logement* (p. 2472); Art. 44 bis : *Amendement de M. Chautard relatif au délai de prescription des actions en nullité de bail* (p. 2473); Art. 62 bis : *Amendement de M. de Tinguy tendant à ce que les majorations de loyers n'entraînent pas de majorations d'impôts en 1948* (p. 2474, 2478, 2479); Art. 62 ter : *Exemption d'impôts pour les constructions nouvelles* (p. 2479); Art. 62 quater : *Amendement de M. de Tinguy tendant à supprimer l'article exonérant de droit de mutation les nouvelles constructions* (p. 2480); Art. 12 : *Amendement de M. de Chambrun tendant à ne pas faire de distinction entre Français et étrangers* [20 mai 1948] (p. 2801); *Amendement de M. Minjoz tendant à fixer le degré de confort et de salubrité des logements offerts en échange* (p. 2804); *Amendement de M. Mabrut tendant à limiter la reprise aux besoins familiaux du propriétaire* (p. 2837); Art. 13 bis : *Amendement de M. Minjoz relatif aux exemptions au droit de maintien dans les lieux* [27 mai 1948] (p. 2948); Art. 14 ter : *Amendement de M. de Chambrun tendant à assimiler propriétaires français et étrangers* [29 mai 1948] (p. 3018); *Amendement de M. Minjoz tendant*

à faire rembourser au locataire les améliorations apportées, en cas de reprise (p. 3020); Art. 15 : Son amendement tendant à supprimer au dernier alinéa l'obligation pour le propriétaire du bailleur d'accepter la cession de son appartement [3 juin 1948] (p. 3139 et suiv.); Sous-amendement de M. Masson tendant à accorder au locataire le local du bailleur qui fait la reprise sauf opposition du propriétaire (p. 3143); Art. 29 : Prix et conditions du maintien dans les lieux en hôtels [4 juin 1948] (p. 3210); Art. 31 : Amendement de M. Minjoz tendant à accorder le maintien dans les lieux aux clients d'hôtels (p. 3211); Art. 52 bis : Son amendement relatif aux conditions de l'affichage (p. 3217); Art. 53 bis : Son amendement tendant à simplifier la procédure pour un locataire récupérant un appartement réquisitionné (p. 3221); Art. 16 : Ses explications de vote sur l'amendement de M. Minjoz tendant à changer le système de majoration des loyers [11 juin 1948] (p. 3443, 3444); Art. 18 : Son amendement tendant à ajouter le mot « notamment » [15 juin 1948] (p. 3510); Art. 19 : Son amendement tendant à tenir compte le cas échéant de la localité où est situé le logement (p. 3512); Art. 20 : Amendement de M. Citerne tendant à étendre le rôle des commissions départementales des loyers [17 juin 1948] (p. 3618); Art. 21 : Amendement de M. Minjoz relatif à la fixation de la valeur locative des terrains et jardins (p. 3621, 3622); Art. 23 : Ses observations sur le remboursement au propriétaire des prestations (p. 3626); Amendement de M. Claudius Petit tendant à fixer un prix de base d'un local type par rapport au salaire moyen départemental [18 juin 1948] (p. 3675, 3676); Ses observations sur les baux de faveur, de bienfaisance (p. 3685, 3686); Art. 16 d : Son amendement relatif au caractère de la créance du bénéficiaire de l'allocation-logement [23 juin 1948] (p. 3831); Art. 16 g : Son amendement relatif au contrôle pour l'établissement des sommes dues pour l'allocation-logement (p. 3835); Art. 16 h : Modification de forme (p. 3836); Son amendement relatif aux justifications à fournir pour l'allocation-logement (p. 3836); Ses explications de vote sur l'ensemble [24 juin 1948] p. 3923, 3924; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 3 : Son amendement tendant à ne pas accorder le maintien dans les lieux aux bénéficiaires de réquisition [25 août 1948] (p. 6225); Art. 3 bis : Son amendement relatif

au droit de reprise par la concubine (p. 6227, 6228); Art. 6 : Son amendement analogue (p. 6230); Art. 13 bis : Amendement de M. Claudius Petit tendant à accorder le droit de reprise aux jeunes ménages (p. 6249); Amendement de M. Claudius Petit tendant à accorder le droit de reprise aux salariés mutés quand le logement est dans un rayon de 20 kilomètres de leur nouvelle résidence (p. 6251); Art. 14 quater : Son amendement tendant à supprimer l'article (p. 6258); Art. 151 : Amendement de M. Citerne relatif aux congés déjà donnés [26 août 1948] (p. 6280, 6281); Art. 24 A : Amendement de MM. Berger et Minjoz tendant à reprendre l'article réprimant les spéculations sur sous-locations (p. 6288); de ce projet de loi en seconde délibération : Discussion générale [31 août 1948] (p. 6419); Art. 69 : Rectification d'une erreur matérielle (p. 6420); — du projet de loi maintenant en vigueur certaines dispositions législatives du temps de guerre; en qualité de Rapporteur [26 février 1948] (p. 1144, 1148); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; en qualité de Rapporteur [27 février 1948] (p. 1215); — de propositions de loi tendant à modifier la Haute Cour de Justice; Art. 1^{er} : Amendement de M. Chautard tendant à compléter la liste des jurés à la représentation proportionnelle en cas de défaillance [9 mars 1948] (p. 1578); — de la proposition de résolution modifiant l'article 34 du Règlement de l'Assemblée; Art. 1^{er} : Amendement de M. Citerne tendant à permettre de parler à plusieurs députés de chaque parti [17 mars 1948] (p. 1802); Amendement de M. Citerne tendant à supprimer les mots « en fin de séance » (p. 1803); — du projet de loi relatif à l'organisation et à la procédure de la Cour de Cassation, en qualité de Rapporteur [19 mars 1948] (p. 2013); — ses rapports sur des pétitions [30 avril 1948] (p. 2449). [8 août 1948] (p. 5559). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la prolongation de la validité des brevets d'invention : en qualité de Rapporteur [25 mai 1948] (p. 2889); — de la proposition de loi tendant à surseoir à l'exécution de jugements d'expulsion; Article unique : Son amendement relatif aux locataires d'hôtels meublés et garnis [2 juin 1948] (p. 3106, 3107, 3108); le modifie (p. 3108); Sous-amendement de M. Citerne tendant à supprimer la référence au règlement des hôtels (p. 3109); — du projet de loi portant réduction des Cours de

justice; Art. 4 : *Son amendement tendant à modifier la date de mise en vigueur de la loi* [8 juin 1948] (p. 3269); — du projet de loi fixant la composition des tribunaux de première instance; Art. 2 : *Son amendement tendant à modifier la date de mise en application* [8 juin 1948] (p. 3270); — du projet de loi fixant les contingents de décorations, en qualité de *Rapporteur* [6 juillet 1948] (p. 4352); Art. 6 : *Amendement de M. Bétolaud tendant à rétablir l'article relatif aux contingents exceptionnels* (p. 4355); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [9 juillet 1948] (p. 4556); — d'une proposition de loi permettant la révision de baux de locaux à usage commercial ou industriel, en qualité de *Rapporteur* [6 août 1948] (p. 5467, 5468); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 6 : *Amendement de M. Grimaud relatif aux sanctions applicables* [9 août 1948] (p. 2622); — du projet de loi portant répression des crimes de guerre amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Amendement de M. A. Denis tendant à supprimer la preuve de l'incorporation forcée* [26 août 1948] (p. 6318); *Amendement de M. Wasmer tendant à ne nécessiter que l'une ou l'autre des preuves* (p. 6319); — d'une proposition de loi portant amnistie en matière de faits de collaboration, en qualité de *Rapporteur* [26 novembre 1948] (p. 7266, 7267); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Rollin tendant à amnistier les mutilés des deux guerres* (p. 7273); — d'une proposition de loi relative aux rentes viagères contractées entre particuliers; Art. 4 : *Son amendement tendant à prévoir la continuation du service de la rente en cas de litige* [17 décembre 1948] (p. 7726); — du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse, en qualité de *Rapporteur pour avis* [21 janvier 1949] (p. 93); Art. 2 : *Son amendement tendant à interdire toute publicité pour d'autres publications interdites* (p. 98); Art. 7 : *Son amendement tendant à prévoir l'interdiction temporaire de la publication condamnée* [27 janvier 1949] (p. 154); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à préciser les publications non soumises à la présente loi* [2 juillet 1949] (p. 4096); *le retire* (p. 4097); Art. 11 quater : *Amendement de M. Deixonne tendant à ne pas interdire l'exposition et la publicité de publications licencieuses destinées au*

public (p. 4099, 4100); *Amendement de M. Pierrard tendant à supprimer l'extension faite par le Conseil de la République à toute publication licencieuse* (p. 4100); *Amendement de M. Deixonne tendant à supprimer les troisième et quatrième alinéas* (p. 4101); — de propositions de loi relatives aux loyers, en qualité de *Rapporteur* [28 janvier 1949] (p. 227, 228); *Renvoi du débat* (p. 255); *Ses explications de vote sur le rejet de la proposition de M. Minjoz* [4 février 1949] (p. 375, 376); Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Palewski tendant à étendre l'allocation logement* [8 février 1949] (p. 395); *Sa demande de renvoi à la Commission* (p. 396); en qualité de *Rapporteur* [1^{er} mars 1949] (p. 1030); *Amendement de Mme Rabaté tendant à demander l'extension de l'allocation logement aux ménages disposant de moins de 16.000 francs par mois* (p. 1032, 1033); *Amendement de Mme Péri tendant à prévoir des mesures de compensation pour les veuves et ascendants de guerre* (p. 1035); *Amendement de M. Minjoz tendant à tenir compte des éléments de la surface corrigée* (p. 1038); *Amendement de M. Pierrard tendant à prévoir des mesures en faveur des sinistrés* (p. 1039); *Amendement de M. Palewski tendant à ne pas comprendre, dans les ressources d'un ménage, les allocations familiales de salaire unique* (p. 1039); en qualité de *Rapporteur de la proposition de loi* [8 mars 1949] (p. 1295); Art. 2 : *Cas de non-application des majorations prévues* (p. 1295, 1296); *Amendement de M. Péron relatif à la procédure en cas de désaccord entre locataires et propriétaires* (p. 1300); Art. 4 : *Amendement de M. Minjoz tendant à prévoir des arrêtés préfectoraux pour fixer les loyers des cours, jardins et garages* (p. 1306); Art. 1^{er} bis : *Amendement de M. Bourbon tendant à étendre partout le maintien dans les lieux* (p. 1308); Art. 1^{er} : *Nouvelle rédaction de l'article premier de la loi du 1^{er} septembre 1948* (p. 1309); Art. 5 : *Amendement de M. Péron tendant à prévoir un premier palier d'un an au lieu de six mois* (p. 1313); Art. 5 bis : *Amendement de M. Péron relatif aux majorations de loyers des meublés* (p. 1314); de ces propositions de loi amendées par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [14 avril 1949] (p. 2461); Art. 1^{er} : *Amendement de MM. Minjoz et Citerne tendant à maintenir l'article premier concernant les locataires d'immeubles achetés par un nouveau*

propriétaire (p. 2463) ; Art. 1^{er} bis : Amendement de M. Minjoz tendant à reprendre l'article du Conseil de la République relatif au maintien dans les lieux du locataire auquel le propriétaire a imposé un prix illicite (p. 2464) ; Art. 1^{er} bis A : Amendements de MM. Citerne et Minjoz tendant à reprendre l'article relatif aux droits des sinistrés (p. 2465) ; Art. 1^{er} bis B : Amendement de M. Minjoz tendant à reprendre l'article relatif aux conditions de résiliation du bail (p. 2466) ; Art. 6 bis : Amendement de M. Ramarony tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif à l'accord entre locataires et propriétaires sur le décompte de la surface corrigée (p. 2469). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur les loyers*) [3 février 1949] (p. 321, 322). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant prorogation des délais accordés aux locataires ; Article unique : Son amendement tendant à faire payer le loyer pratiqué le 31 décembre 1948 à titre d'acompte aux échéances normales [17 février 1949] (p. 628) ; — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux de locataires de garnis et chambres meublées (*Question préalable posée par M. Frédéric-Dupont*) [17 février 1949] (p. 631) ; — du projet de loi maintenant en vigueur certaines dispositions législatives et réglementaires du temps de guerre, en qualité de Rapporteur [24 février 1949] (p. 859, 860). — Dépose une demande d'interpellation sur l'incendie de l'usine électrique de Génissiat [10 mars 1949] (p. 1530). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative au maintien dans les lieux des locataires de garnis et de chambres d'hôtel ; Art. 1^{er} : Amendement de Mme Rabaté tendant à distinguer entre « locataires » et « clients » [29 mars 1949] (p. 1804) ; Art. 2 : Amendement de M. Martel tendant à compléter l'énumération des prestations secondaires (p. 1807) ; Art. 3 : Amendement de Mme Ginollin tendant à accorder aux locataires expulsés pour réparations un droit de priorité pour réoccuper (p. 1809) ; — d'une proposition de loi relative aux loyers ; Art. 1^{er} : Son amendement tendant à prévoir des décrets du Ministre de la Reconstruction [16 juin 1949] (p. 3389) ; Art. 2 : Son amendement tendant à augmenter le délai accordé aux locataires de locaux insuffisamment occupés pour sous-louer des pièces (p. 3390) ; Art. 6 : Son amendement relatif aux modalités d'application de la nouvelle loi et au maintien dans les lieux des loca-

taires de locaux insuffisamment occupés devant sous-louer une pièce (p. 3393, 3394) ; — d'une proposition de loi relative aux astreintes en matière d'expulsion ; Art. 1^{er} : Son amendement tendant à prévoir la révision et la liquidation des astreintes par le juge, une fois exécutées [30 juin 1949] (p. 3986) ; Art. 2 : Son amendement tendant à préciser le paiement de l'astreinte et le paiement de l'indemnité due (p. 3986) ; — du projet de loi portant suppression des cours de justice ; Article additionnel : Amendement de M. Chautard relatif aux affaires donnant lieu à réouverture à la suite de la découverte de charges nouvelles [6 juillet 1949] (p. 4273) ; Amendement de M. Chautard tendant à permettre à la Cour de justice de Paris de siéger jusqu'au 31 décembre 1949 (p. 4273) ; — d'une proposition de loi relative à l'allocation logement : Urgence [8 juillet 1949] (p. 4396) ; en qualité de Rapporteur (p. 4397, 4398) ; Art. 1^{er} : Amendement de M. Chautard tendant à financer l'allocation logement par le produit du prélèvement sur les loyers, prévu par la loi du 1^{er} septembre 1948 (p. 4399) ; Explications de vote sur l'ensemble (p. 4400, 4401) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [28 juillet 1949] (p. 5395, 5396). — Pose une question relative à l'installation, par les autorités militaires, d'une maison close au camp de Fréjus et à l'arrestation par la sécurité militaire de cinq des personnes qui s'étaient enfuies [8 juillet 1949] (p. 4415). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'amnistie en matière de condamnation pour faits de grève : Urgence [19 juillet 1949] (p. 4760) ; — d'une proposition de loi relative à l'amnistie : Urgence [29 juillet 1949] (p. 5480) ; — d'une proposition de loi relative à la détention préventive de résistants ; Art. 1^{er} : Son amendement tendant à prévoir comme preuve de la qualité de résistant un certificat émanant d'un organisme reconnu par le C. N. R. [29 juillet 1949] (p. 5482) ; Sous-amendement de M. Péron tendant à substituer la date du 31 juillet 1944 à celle du 6 juin 1944 (p. 5482) ; — d'une proposition de loi relative à la publicité des protêts, amendée par le Conseil de la République ; Art. 6 : Son amendement tendant à ajouter les mots : « sous peine de dommages-intérêts » [30 juillet 1949] (p. 5630) ; — d'une proposition de loi relative à la législation sur les jardins ouvriers, amendée par le Conseil de

la République ; Art. 2 : *Différence de statuts entre les jardins familiaux et les jardins attenants aux maisons d'habitation* [30 juillet 1949] (p. 5633) ; *Son amendement tendant à supprimer la fin de l'article* (p. 5633) ; — du projet de loi relatif au régime des réquisitions de logement ; Art. 3 : *Son amendement tendant à proroger d'un an la taxe sur les locaux insuffisamment occupés* [28 décembre 1949] (p. 7473) ; — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à punir de réclusion les coupables de malfaçons, destructions et sabotages* [3 mars 1950] (p. 1811, 1812, 1813) ; *le retire* (p. 1880) ; *Sous-amendement de M. Cot tendant à substituer « sera » à « ne sera pas » au paragraphe A de son amendement* (p. 1815) ; — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Rollin tendant à n'autoriser le droit de reprise que sur les appartements achetés dix ans avant l'exercice de ce droit* [24 mars 1950] (p. 2343) ; *Son amendement tendant à prévoir l'extension du droit de reprise pour les propriétaires évincés du local dont ils sont locataires* (p. 2344, 2345, 2346) ; Art. 3 : *Amendement de M. Chautard tendant à substituer « éviction » à « événement »* (p. 2349) ; Article additionnel : *Amendement de M. Minjoz tendant à exempter du droit de reprise les mutilés, invalides et vieillards de plus de 75 ans* [16 mai 1950] (p. 3697) ; — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Contre-projet de M. Deshors tendant à élargir le champ d'application de la loi* [9 novembre 1950] (p. 7570, 7571) ; Art. 3 : *Amendement de M. Tonjas tendant à tenir compte des grâces déjà intervenues* [14 novembre 1950] (p. 7670) ; Art. 7 : *Son amendement tendant à ne pas amnistier les contumaces* [16 novembre 1950] (p. 7794) ; Art. 9 : *Amendement de M. Joseph Hughes relatif aux condamnés mis en liberté conditionnelle* (p. 7829) ; *Amendement de M. Minjoz tendant à augmenter le nombre des cas où l'amnistie ne s'applique pas* (p. 7830) ; Art. 11 : *Amendement de M. Ribeyre tendant à supprimer l'article n'étendant pas le chapitre aux condamnés de la Haute cour de justice* [17 novembre 1950] (p. 7892, 7893) ; Art. 16 : *Possibilité pour les amnistiés de présenter des demandes de révision* [4 décembre 1950] (p. 8475) ; Chap. 4 : *Libérations anticipées* (p. 8479, 8480) ; Art. 18 :

Son amendement tendant à préciser les effets de la libération anticipée (p. 8497) ; Art. 20 : *Amendement de M. Chautard tendant à limiter à vingt ans la durée maxima de la dégradation nationale* (p. 8504) ; Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à amnistier les résistants condamnés pour détention arbitraire d'armes* (p. 8562) ; *Demande de disjonction, présentée par la Commission, de 21 amendements sans rapport avec la loi* (p. 8568) ; — du projet de loi relatif aux loyers en Algérie ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à faire fixer par le Gouvernement général la liste des communes où le maintien dans les lieux ne sera plus appliqué* [29 novembre 1950] (p. 8289) ; *le retire* (p. 8290) ; Art. 3 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer la loi aux immeubles construits depuis le 31 décembre 1947* (p. 8290) ; Art. 4 : *Amendement de M. Jacques Chevallier tendant à réputer locataires de bonne foi les occupants de locaux loués par l'armée* (p. 8291) ; Art. 7 : *Amendement de M. Rabier tendant à maintenir dans les lieux les personnes morales* (p. 8293) ; Art. 9 : *Son amendement tendant à exclure le cas de rupture de contrat de travail* (p. 8294, 8295) ; Art. 12 : *Son amendement tendant à reporter le droit au maintien dans les lieux sur les locaux reconstruits* (p. 8295, 8296) ; Art. 18 : *Son amendement tendant à ne pas interdire la reprise au bénéfice d'un parent lui-même locataire* (p. 8297) ; Art. 20 : *Amendement de M. Fayet tendant à supprimer l'article prévoyant la possibilité de reprise sans conditions pour certaines catégories* (p. 8299) ; Art. 23 : *Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa tendant à ne pas favoriser les plus anciens occupants* (p. 8300, 8301) ; Art. 24 : *Amendement de M. Viard tendant à limiter le droit de reprise aux immeubles achetés depuis deux ans au moins* (p. 8304) ; Art. 25 : *Son amendement tendant à supprimer l'article appliquant la loi à tous les occupants à la date de la promulgation* [30 novembre 1950] (p. 8327, 8328) ; Art. 26 : *Son amendement tendant à prévoir des majorations semestrielles égales au septième du loyer actuel* (p. 8329) ; *Son amendement tendant à ce que la majoration définitive ne dépasse pas 100 0 0 par rapport aux loyers payés en 1950* (p. 8330) ; Art. 60 : *Son amendement relatif à la nullité des baux conclus à un prix trop élevé* (p. 8338) ; Art. 64 : *Son amendement tendant à prévoir l'exception fixée à l'article 60* (p. 8339) ; Art. 71 : *Son amendement*

tendant à reprendre l'article traitant des échanges de logement (p. 8394); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République supprimant de la loi les paragraphes concernant les réquisitions [30 décembre 1950] (p. 9873); Art. 10 : Son amendement tendant à ne pas obliger le propriétaire qui démolit pour reconstruire à reloger les locataires expulsés (p. 9874); Art. 38 bis : Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au cas des économiquement faibles (p. 9876); Art. 60 : Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la nullité des contrats contraires à la loi (p. 9876, 9877); Art. 64 : Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif au prix limite (p. 9877); — du projet de loi portant prorogation de certains baux à usage commercial, industriel ou artisanal; Article additionnel : Amendement de M. Péron tendant à suspendre l'effet des clauses résolutoires de bail à défaut de paiement [30 décembre 1950] (p. 9867, 9868); — du projet de loi relatif au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, amendé par le Conseil de la République; Art. 11 : Amendement de M. Leenhardt tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la publicité en cas de vente des biens grevés [5 janvier 1951] (p. 167, 168); — d'une proposition de loi relative à la revision de certaines rentes et pensions : Demande de renvoi à la Commission, présentée par le Gouvernement [1^{er} février 1951] (p. 612, 615); Discussion générale [13 mars 1951] (p. 1853, 1854); Art. 4 : Pensions aux victimes d'accidents du travail (p. 1857); Art. 7 : Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à accorder aux associations de rentiers viagers le droit d'agir en justice [14 mars 1951] (p. 1893); Amendement de M. Frédéric-Dupont tendant à majorer le capital avec lequel le débirentier peut racheter le service de la rente (p. 1898); Amendement de M. Meck tendant à revaloriser les dépôts de garantie laissés par des salariés chez leur employeur (p. 1898); — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux, industriels et artisanaux; Art. 6 : Amendement de M. Hugonnier tendant à supprimer l'article énumérant les motifs pour lesquels le bailleur peut refuser le renouvellement du bail [6 février 1951] (p. 763); Art. 7 : Nouvelle rédaction du premier alinéa (p. 770, 771); — du projet de loi

portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; JUSTICE, Chap. 1100 : Suppression de justices de paix (expulsion de locataires) [15 février 1951] (p. 1215); — du projet de loi portant prorogation de certaines dispositions du temps de guerre; Art. 3 : Amendement de M. Toujas tendant à supprimer l'article appliquant la loi en Algérie [28 février 1951] (p. 1700); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires : Discussion générale [17 avril 1951] (p. 3382). — Est entendu pour une attribution de compétence (Proposition de loi relative au maintien dans les lieux des ouvriers agricoles) [28 avril 1951] (p. 4154). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; ETATS ASSOCIÉS, Art. 3 : Renouvellement de baux en vue de la cession [21 mai 1951] (p. 5589); — du projet de loi relatif aux établissements privés recevant des mineurs déficients, amendé par le Conseil de la République : Absence du Rapporteur pour avis [21 mai 1951] (p. 5622); en qualité de Rapporteur pour avis (p. 5624); Art. 2 : Amendement de Mme Lempereur tendant à supprimer l'interdiction absolue d'exercer dans ces établissements pour les condamnés de droit commun (p. 5625); Art. 13 : Son amendement tendant à considérer le personnel en fonction comme possédant les titres prévus (p. 5629); — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux et au prix des loyers dans les départements d'outre-mer, en qualité de Rapporteur [21 mai 1951] (p. 5625); — d'une proposition de loi relative à la compétence des juges de paix en matière de contrat de travail, amendée par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [22 mai 1951] (p. 5705); — du projet de loi relatif à l'honorariat des anciens magistrats consulaires, amendé par le Conseil de la République, en qualité de Rapporteur [22 mai 1951] (p. 5706).

DOUALA MANGA BELL (M. Alexandre),
Député du Cameroun (Collège des autochtones, 2^e circonscription).

Son élection est validée [20 décembre 1946] (p. 186). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102), [11 mars 1947] (p. 796), 18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission des pen-

sions [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissements : Art. 3 *ter* : *Amendement de M. Halbout tendant à réserver le paiement par titres pour les éléments d'exploitation (Dommages de guerre en Afrique)* [9 mars 1949] (p. 1451) ; — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Discussion générale* [10 mars 1949] (p. 1522) ; — des conclusions du rapport sur les opérations électorales de Haute-Volta : *Discussion générale* [22 mars 1949] (p. 1674) ; — d'une proposition de résolution relative aux droits du Cambodge dans le nouveau statut de la Cochinchine : *Discussion générale* [3 juin 1949] (p. 3140) ; — des interpellations sur la politique économique et financière dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [21 juin 1949] (p. 3582) ; — de la proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuite contre les membres de l'Assemblée Nationale : *Discussion générale* [8 juillet 1949] (p. 4424) ; — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer ; Art. 109 : *Son sous amendement tendant à prendre l'avis de l'Assemblée représentative locale* [17 mars 1951] (p. 2137).

DOUTEAU (Mme Isabelle), Député de la Vienne.

Son élection est validée [30 janvier 1947] (p. 89). = Est nommée membre : de la Commission du ravitaillement [4 février 1947] (p. 148), [26 janvier 1948] (p. 195) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommée juré à la Haute-Cour de Justice (loi du 27 décembre 1945) [25 novembre 1947] (p. 5131).

Dépôt :

Le 1^{er} juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à

rétablir les régimes de suralimentation en faveur des tuberculeux, n° 4806.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 : Etat I, PRÉSIDENTE DU CONSEIL : *Discussion générale* [27 décembre 1947] (p. 6357) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 359 : *Matériel d'hygiène scolaire* [4 août 1948] (p. 5313, 5314) ; Chap. 366-1 : *Frais de stage des écoles d'éducation physique* (p. 5316) ; Chap. 367 : *Matériel d'éducation physique* (p. 5316) ; — du projet de loi tendant au redressement économique et social ; Art. 3 : *Amendement de M. Arthaud tendant à supprimer le 5^e alinéa* [10 août 1948] (p. 5641, 5642) ; — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor ; Art. 1^{er} : *Attributions de lait par le ravitaillement* [15 février 1949] (p. 573) ; — d'une proposition de loi relative au minimum vital des aveugles et des grands infirmes ; Art. 4 : *Son amendement tendant à encourager par une prime les invalides qui travaillent* [19 juillet 1949] (p. 4766). — Dépose une demande d'interpellation sur le refus de rétablir le trafic voyageurs par autorail sur les lignes Etoile du Blanc [21 juillet 1949] (p. 4987). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagements fiscaux ; Art. 13 G : *Amendement de M. Garcia tendant à élargir la définition des personnes à charge* [23 juillet 1949] (p. 5183) ; — du projet de loi relatif à la fête des mères ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à solliciter le concours de toutes les associations familiales* [16 mai 1950] (p. 3694) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 1150 : *Personnel auxiliaire (révocation du cuisinier Chicau)* [12 juin 1950] (p. 4613) ; Chap. 3250 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour l'échange de personnel médical en vertu du traité de Bruxelles* (p. 4616, 4617) ; Chap. 4130 : *Assistance médicale gratuite* (p. 4622) ; Chap. 4230 : *Assistance pour femmes en couches* (p. 4630, 4631) ; — d'une proposition de loi relative à la liaison et à la coordination des services sociaux, amendée par le Conseil de la République (*Ses explications de vote sur l'ensemble*) [19 juillet

1950] (p. 5585). — Est entendue sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'aide à certaines catégories d'aveugles et de grands infirmes [26 juillet 1950] (p. 5994). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux crédits des services civils pour l'exercice 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 5070 : *Amendement de Mme Duvernois tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à la Caisse de compensation des combustibles minéraux solides (hausse du prix du gaz)* [8 décembre 1950] (p. 8872, 8873); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 4050 : *Amendement de M. Rigal tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la protection de la santé publique (hôpital de Poitiers)* [4 mai 1951] (p. 4552); Chap. 5260 : *Subventions aux œuvres (maisons pour enfants « Les petites ailes »)* [5 mai 1951] (p. 4601); Art. 2 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif à la subvention de l'Union nationale des associations familiales* (p. 4602).

DOTRELLOT (M. René-Pierre), Député de la Somme.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [21 décembre 1946] (p. 202); de la Commission de l'éducation nationale [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [13 décembre 1949] (p. 6793), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est nommé juré à la Haute-Cour de Justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [15 juin 1948] (p. 3522).

Dépôts :

Le 17 février 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le

Gouvernement à faciliter la construction et la reconstruction des établissements scolaires, n° 6487. — Le 8 février 1950, une proposition de loi tendant à instituer la double correction au baccalauréat, n° 9205. — Le 28 février 1950, une proposition de loi tendant à assurer aux étudiants un niveau de vie décent, n° 9356. — Le 22 novembre 1950, une proposition de loi tendant à revaloriser l'indemnité dite de « frais de bureau » des inspecteurs de l'Enseignement primaire, n° 11405.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 139 : *Traitements du personnel des écoles primaires* [22 juillet 1947] (p. 3395); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 143 : *Allocations aux médaillés de l'enseignement primaire* [3 août 1948] (p. 5275, 5276); Chap. 150 : *Personnel titulaire de l'enseignement technique* (p. 5276, 5277); Chap. 536 : *Camps et colonies de vacances* [4 août 1948] (p. 5347); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement, en qualité de *Rapporteur pour avis* [1^{er} mars 1949] (p. 1053, 1054); — de la proposition de résolution relative à la construction et à la reconstruction de bâtiments scolaires, en qualité de *Rapporteur* [3 mars 1949] (p. 1174, 1175, 1176, 1177); — d'une proposition de résolution relative au prix de la betterave : *Discussion générale* [10 novembre 1949] (p. 6056, 6057). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur le prix de la betterave [9 décembre 1949] (p. 6755, 6756). — Prend part à la discussion : du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale* [21 décembre 1949] (p. 7117); — d'une proposition de loi relative au maintien de l'indemnité pour difficultés exceptionnelles d'existence : *Discussion générale* [28 mars 1950] (p. 2442); — des interpellations sur la politique de l'alcool : *Ordre du jour de M. F. Chevallier demandant l'application du statut de l'alcool et la recherche de débouchés pour le sucre et l'alcool* [1^{er} avril 1950] (p. 2778); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; EDUCATION NATIONALE, Chap.

3340 : *Constructions scolaires de l'enseignement primaire* [17 juillet 1950] (p. 5303, 5304); Chap. 3680 : *Construction de collèges du second degré* [18 juillet 1950] (p. 5531, 5532); — d'une proposition de loi relative aux dommages causés par les calamités agricoles : *Son rappel au règlement* [20 juillet 1950] (p. 5653); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 4010 : *Amendement de M. Biscarlet tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les bourses nationales* [23 avril 1917] (p. 3809, 3810); Chap. 5140 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux services d'orientation scolaire* (p. 3816); Article additionnel : *Amendement de M. Thamier tendant à ne faire aucune réduction sur les crédits votés* (p. 3824); EDUCATION NATIONALE, amendé par le Conseil de la République; Chap. 4080 : *Amendement de Mme Herzog-Cuchin tendant à disjoindre le chapitre relatif aux restaurants universitaires* [22 mai 1951] (p. 5664); — d'une proposition de loi portant rémunération des étudiants et élèves de l'enseignement supérieur : *Discussion générale* [12 mai 1951] (p. 5129, 5130); — du projet de loi relatif à la réalisation d'un plan d'économies, amendé par le Conseil de la République; Art. 2, Etat B, INTÉRIEUR : *Amendement de M. Cordonnier tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour la reconstruction des îlots insalubres et l'urbanisme* [18 mai 1951] (p. 5486).

DOYEN (M. Eugène), *Député du Nord (2^e circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission des affaires économiques [5 janvier 1948] (p. 66), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de l'éducation nationale [18 janvier 1949] (p. 34).

Dépôts :

Le 27 février 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la

proposition de loi de M. Cogniot et plusieurs de ses collègues tendant à attribuer aux membres de l'enseignement déplacés par le Gouvernement de Vichy les indemnités de déménagement pour chaque déplacement, n° 763. — Le 5 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de Mme Lempereur et plusieurs de ses collègues, tendant à permettre la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires ayant quatre ans de service sans entraîner la nomination définitive à un poste, n° 832. — Le 6 mai 1947, une proposition de loi tendant à compléter les dispositions de l'ordonnance du 29 novembre 1944 sur la réintégration des fonctionnaires frappés par l'acte dit loi du 17 juillet 1940, n° 1249. — Le 11 juillet 1947, un avis au nom de la Commission de l'éducation nationale sur le projet de loi complétant l'article 25 de la loi du 30 octobre 1886, n° 2002. — Le 5 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de loi : 1° de M. Lecœur et plusieurs de ses collègues tendant à permettre aux ex-instituteurs des mines, devenus instituteurs publics par le fait des nationalisations des houillères, d'obtenir le virement de leurs versements à la Caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs au profit de la Caisse de retraite des fonctionnaires; 2° de M. Beugniez tendant : 1° à accorder à l'ex-personnel enseignant des mines, intégré dans l'enseignement public, la transposition de leur classement de base assuré par leurs conventions collectives; 2° à obtenir la valorisation de leurs services miniers par la Caisse de retraite des fonctionnaires et de valoriser à la Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs les dernières années du personnel inintégrable, n° 3676. — Le 5 mars 1948, une proposition de loi tendant à faire bénéficier tous les instituteurs publics des avantages de reclassement accordés, par l'arrêté du 3 mars 1948, aux instituteurs du Nord et du Pas-de-Calais, passés à l'enseignement public à la suite de l'ordonnance du 2 novembre 1945, n° 3695. — Le 17 juillet 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la ration de pain des jeunes de 5 à 20 ans, n° 4985. — Le 16 décembre 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de Mme Lempereur et plusieurs de ses

collègues tendant à permettre la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires ayant quatre ans de service, sans entraîner la nomination définitive à un poste, n° 5819. — Le 11 mars 1949, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée Nationale, n° 6804.

Interventions :

Son rapport au nom du 2^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Charente-Maritime [28 novembre 1946] (p. 14). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 140 : *Sa demande de disjonction du chapitre concernant les établissements de sourds-muets en Alsace-Lorraine* [17 juillet 1947] (p. 3132, 3133); *La retire* (ibid.); *Son amendement tendant à réduire les crédits du chapitre* (ibid.); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Etat I; EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6302, 6303). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères [20 avril 1948] (p. 2090). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions de ce retrait de l'ordre du jour et la situation des écoles privées des houillères [20 avril 1948] (p. 2090). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur son interpellation*) [27 avril 1948] (p. 2316). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères nationales : *Discussion générale* [13 mai 1948] (p. 2577 et suiv.); *Prise en considération du projet gouvernemental* [14 mai 1948] (p. 2650); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Beugniez tendant à insérer un article relatif à l'intégration dans l'enseignement public des instituteurs de ces écoles* (p. 2670); *Amendement de M. Beugniez tendant à insérer un article relatif au régime des retraites du personnel de ces écoles* (p. 2671); — de la proposition de loi relative aux unions d'associations familiales : *Demande de discussion d'urgence de M. Thamier : Sa réponse à M. Deixonne* [10 juin 1948] (p. 3049, 3410); — du projet de loi portant aménagement du

budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, EDUCATION NATIONALE : Chap. 139 : *Personnel titulaire des écoles primaires* [3 août 1948] (p. 5271, 5272); Chap. 256 : *Indemnités de résidence* [4 août 1948] (p. 5300, 5301); Chap. 332-1 : *Constructions scolaires (Enseignement primaire)* (p. 5309); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ne pas réformer les services de l'Education nationale* [9 août 1948] (p. 5595, 5596). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Statut des centres d'apprentissage*) [24 août 1948] (p. 6161). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut des centres d'apprentissage; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Masson* [14 décembre 1948] (p. 7580, 7584); *Son amendement tendant à qualifier plutôt qu'à définir les centres d'apprentissage* [16 décembre 1948] (p. 7607, 7608); Art. 3 : *Son amendement tendant à fixer la composition des conseils d'administration des centres d'apprentissage* (p. 7611); Art. 6 : *Son amendement relatif aux centres d'apprentissage privés* (p. 7613, 7614); Art. 9 : *Amendement de Mme Diensch tendant à maintenir provisoirement le concours de l'enseignement technique* (p. 7614, 7615); — d'une proposition de loi relative à la titularisation d'instituteurs intérimaires, en qualité de *Rapporteur* [16 décembre 1948] (p. 7617, 7618); *Demande du Gouvernement de renvoi à la Commission* (p. 7620). — Est entendu : sur le retrait de l'ordre du jour d'une proposition de loi fixant le statut du personnel auxiliaire de l'enseignement primaire [16 décembre 1948] (p. 7634); — sur une demande d'arbitrage sur l'urgence de la discussion d'une proposition de loi relative à la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires, en qualité de *Rapporteur* [25 janvier 1949] (p. 106, 107). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la titularisation des instituteurs et institutrices intérimaires; Art. 1^{er} : *Son contre-projet* [28 janvier 1949] (p. 218, 219, 220); Article additionnel : *Son amendement tendant à titulariser tous les intérimaires remplissant les conditions requises* (p. 223). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Rectification d'une erreur matérielle*) [1^{er} février 1949] (p. 266). — Donne sa démission de Député [12 avril 1949] (p. 2391).

DRAVENY (M. Lucien), *Député de la Marne.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission des affaires économiques [21 décembre 1946] (p. 201) ; de la Commission de comptabilité [28 janvier 1947] (p. 40), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300) [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission des boissons [23 janvier 1951] (p. 347) ; de la Commission consultative des pensions [*J. O.* du 28 mai 1947] (p. 4891) ; de la Commission des immunités parlementaires [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré de la Haute-Cour de Justice (loi du 27 décembre 1945) [25 novembre 1947] (p. 5131), [26 janvier 1948] (p. 195).

Dépôts :

Le 21 février 1947, une proposition de loi modifiant les articles 5, 6, 7 et 8 de l'ordonnance 45-2516 du 25 octobre 1945 portant majorations des pensions des lois des 31 mars 1919 et 24 juin 1919 et des allocations ou majorations s'y rapportant, **n° 678**. — Le 25 février 1947, une proposition de loi modifiant les articles 23 et 25 de la loi validée du 29 décembre 1942 relative à la révision des pensions abusives, **n° 699**. — Le 25 février 1947, une proposition de loi modifiant l'article 33 de la loi validée du 29 décembre 1942 relative à la révision des pensions abusives, **n° 700**. — Le 20 mars 1947, une proposition de loi relative au statut de l'artisanat, **n° 972**. — Le 24 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Aubry et plusieurs de ses collègues tendant à reculer le point de départ des délais de présomption d'origine en matière de pension en faveur des prisonniers de guerre évadés qui ont fait preuve de résistance et à rembourser aux évadés de guerre malades les frais médicaux qu'ils ont dû avancer, **n° 2120**. — Le 19 février 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions, sur la proposition de résolution de M. Métayer et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder certains avantages aux combattants démobilisés revenant d'Indo-

chine, **n° 3473**. — Le 9 juin 1948, une proposition de loi tendant à subordonner à l'autorisation préfectorale préalable l'achat de vignes et d'immeubles bâtis d'exploitation dans une partie de la Champagne viticole, **n° 4504**. — Le 5 août 1948, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de M. Dagain et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à appliquer à l'ensemble du territoire la loi du 12 juillet 1941 relative au paiement des pensions de l'Etat par mandat-carte postal ou par virement de compte, **n° 5186**. — Le 24 novembre 1949, une proposition de loi tendant à étendre les délais pendant lesquels les anciens militaires peuvent demander une pension d'invalidité, **n° 8455**. — Le 23 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1° de M. Darou et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article premier du décret du 20 janvier 1940 relatif aux pensions militaires en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (art. 29 du Code des pensions) ; 2° de M. Draveny et plusieurs de ses collègues tendant à étendre les délais pendant lesquels les anciens militaires peuvent demander une pension d'invalidité ; 3° de M. Loison, sénateur, tendant à modifier le décret du 20 janvier 1940 relatif aux pensions militaires, **n° 9587**. — Le 20 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser les victimes de l'orage de grêle qui a saccagé le 21 mai 1950 de nombreuses communes du département de la Marne, **n° 10361**. — Le 27 juillet 1950, une proposition de loi tendant à compléter la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948 relative à l'emprunt de lutte contre l'inflation en vue de permettre le remboursement anticipé de cet emprunt aux cultivateurs et viticulteurs victimes des calamités agricoles, **n° 10778**. — Le 9 novembre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur : I. Les propositions de loi : 1° de M. Darou et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article premier du décret du 20 janvier 1940 relatif aux pensions militaires en ce qui concerne les décès survenus, les blessures reçues et les maladies contractées ou aggravées en service (art. 29 du Code des pensions) ; 2° de M. Draveny et plusieurs de ses collègues tendant à étendre les délais pendant lesquels les anciens militaires peuvent demander une pension d'inva-

lidité ; 3° de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à proroger d'un an le délai accordé aux anciens prisonniers de guerre pour se pourvoir devant une commission de réforme ; 4° de M. Aubry et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le régime des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ; 5° de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à l'aménagement du décret du 20 janvier 1940 et de la loi du 9 septembre 1941 concernant la présomption d'origine en matière de pensions ; 6° de MM. Charles Schauffler, Temple et Lalle tendant à modifier les délais de forclusion prévus aux articles 21 et 29 du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ; 7° de M. Loison, sénateur, tendant à modifier le décret du 20 janvier 1940 relatif aux pensions militaires ; II. La proposition de résolution de M. Hénault et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à proroger d'un an le délai de cinq années accordé aux anciens prisonniers pour se pourvoir devant une commission de réforme, **n° 11206**. — Le 10 novembre 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article 184 du Code général des impôts relatif au régime fiscal des artisans, **n° 11231**. — Le 22 février 1951, un rapport, au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 10151) de MM. Jean Charlot et Gilles Gozard tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier du rappel de la retraite du combattant les anciens combattants du Maroc, **n° 12310**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et victimes de la guerre ; Chap. 304 : *Cimetières militaires* [19 mai 1949] (p. 2685) ; — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et victimes de guerre : *Discussion générale* [24 mars 1950] (p. 2395, 2396) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 704 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités aux tuberculeux pensionnés* [24 juillet 1950] (p. 5877, 5878) ; *le retire* (p. 5878) ; Chap. 1090 : *Amendement de M. Le Coutaller tendant à réduire de 1.000 fr.*

les crédits pour les commissions chargées des emplois réservés (p. 5892) ; Chap 4060 : *Soins médicaux gratuits (Grève du corps médical)* (p. 5897) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Article additionnel : *Son amendement tendant à abroger les articles relatifs à la présomption d'origine* [17 mai 1951] (p. 5342) ; *le retire* (ibid.).

DREYFUS-SCHMIDT (M. Pierre), Député de Belfort.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission du règlement et du suffrage universel [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 195) ; de la Commission de l'intérieur [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de la presse [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé : membre de la Commission de la réforme administrative [1^{er} août 1947] (p. 3837) ; Président de cette Commission [3 mars 1949] (**F. n° 384**). — Est désigné par la Commission de l'intérieur en vue de la représenter au sein de la Commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires [9 juin 1948] (**F. n° 252**). — Est nommé membre de la Commission des immunités parlementaires [8 mars 1949] (p. 1328, 1329).

Dépôts :

Le 6 mars 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions en vue de présenter à l'Assemblée Nationale les candidatures pour les sièges de la Haute Cour de justice à la nomination de l'Assemblée Nationale (Application de l'article 58 de la Constitution, des articles 2, 4 et 5 de la loi organique du 27 octobre 1946 sur la constitution et le fonctionnement de la Haute Cour de justice, de la résolution du 27 décembre 1946 et de l'article 16 du Règlement), **n° 847**. — Le 28 août 1947, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur l'avis donné par le

Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à modifier la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale, n° 2513. — Le 22 avril 1948, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 26 du Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 3986. — Le 27 mai 1948, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de loi de M. Martine tendant à compléter l'article 40 du titre VI de la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, n° 4344. — Le 27 mai 1948, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur la proposition de résolution de M. Dreyfus-Schmidt, tendant à modifier l'article 26 du Règlement de l'Assemblée Nationale, n° 4348. — Le 18 juin 1948, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. le projet de loi relatif à l'organisation départementale ; II. les propositions de loi : 1° de M. Auguet et plusieurs de ses collègues relative à l'organisation départementale ; 2° de M. de Tinguy et plusieurs de ses collègues tendant à réorganiser l'administration départementale dans le cadre de la réforme administrative, n° 4618. — Le 18 août 1948, un avis au nom de la Commission de l'intérieur sur le rapport fait par M. Viard au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions tendant à modifier et compléter le Règlement de l'Assemblée Nationale en vue de déterminer la procédure de consultation de l'Assemblée algérienne, n° 5304. — Le 20 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission de la réforme administrative sur le projet de loi relatif aux pouvoirs des préfets et à la déconcentration administrative, n° 6122. — Le 23 novembre 1950, une proposition de loi tendant à faire libérer la deuxième fraction de la classe 1949 avant les fêtes de Noël, n° 11408. — Le 21 mars 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur : I. les propositions de loi de M. Manceau et plusieurs de ses collègues (n° 1681) tendant à faire de la journée du 8 mai, date de la capitulation allemande, un jour férié au même titre que le 11 novembre ; de M. Jean Meunier et plusieurs de ses collègues (n° 11320) tendant à commémorer l'armistice du 8 mai 1945 dans les mêmes conditions que celui du 11 novembre 1918 ; II. la proposition de résolution de M. Theetten et plusieurs de ses collègues (n° 11925) tendant à

inviter le Gouvernement à ériger en « jour de fête nationale », le 8 mai, anniversaire de la capitulation allemande en 1945, n° 12618. — Le 16 mai 1951, une proposition de loi tendant à libérer avant le 14 juillet 1951 et, éventuellement, avant la date des élections les portions de classe appelées sous les drapeaux pendant le mois d'avril 1950, n° 13268.

Interventions :

Prend part à la discussion de la proposition de résolution tendant à déterminer le mode d'attribution des cinquante sièges au Conseil de la République ; Art. 3 [13 décembre 1949] (p. 94, 95). — Est entendu sur le dépôt d'un projet de loi portant réforme des finances locales [27 décembre 1946] (p. 376). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi relatif aux indemnités de déplacement et de séjour allouées aux conseillers généraux [7 février 1947] (p. 227) ; — sur le projet de loi abrogeant les textes sur le statut provisoire de l'administration préfectorale [20 mars 1947] (p. 974). — Son rapport sur : des pétitions [13 mai 1947] (p. 1604, 1605, 1606) ; — une pétition [13 juin 1947] (p. 2128). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion de la réforme des finances locales*) [18 juin 1947] (p. 2199). — Participe à la discussion du projet de loi portant amnistie ; Art. 9, 4^e alinéa : *Son amendement tendant à insérer les mots « 1914-1918 »* [21 juin 1947] (p. 2306) ; Art. 14 : *Son amendement tendant à modifier la rédaction du quatrième alinéa* [30 juin 1947] (p. 2563, 2564, 2565) ; Art. 27 : *Son amendement tendant à la réintégration des militaires quand les actes à eux reprochés ont été accomplis pour la Libération* [7 juillet 1947] (p. 2783) *le retire* [8 juillet 1947] (p. 2812). — Son rapport sur une pétition [25 juin 1947] (p. 2467) — Est entendu dans la discussion : du projet de loi portant fixation de crédits pour le budget de 1947 (Dépenses civiles), INTÉRIEUR : *Discussion générale (Nécessité de la réduction du nombre des fonctionnaires)* [26 juin 1947] (p. 2509, 2510, 2511, 2512) ; Chap. 101 : *Amendements de MM. Serre et Gaillard tendant à réduire les crédits* (p. 2520), Chap. 307-2 : *Soutient l'amendement de M. Fievez tendant à réduire les crédits pour missions temporaires à l'étranger* (p. 2524) ; Chap. 309 : *Amendement de M. Albert Petit tendant à réduire les crédits pour frais de dépla-*

cement de la Sûreté nationale (p. 2524); Chap. 311 : *Compagnies républicaines de sécurité* (p. 2525); Chap. 318 : *Soutient l'amendement de M. Fievez tendant à fondre les chapitres relatifs à l'entretien et à l'acquisition de matériel automobile* (p. 2527); *le retire* (p. 2527); Chap. 329 : *Soutient l'amendement de M. Fievez tendant à fondre les trois chapitres relatifs aux bâtiments de la Sûreté nationale* (p. 2527); Chap. 326 : *Soutient l'amendement de M. Albert Petit tendant à réduire les crédits d'équipement en matériel de la Sûreté nationale* (p. 2528); *le retire* (p. 2528); Chap. 328 : *Soutient l'amendement de M. Fievez tendant à réduire les crédits d'aménagement d'immeubles* (p. 2528); — d'une proposition de loi de M. Cayeux tendant à modifier la loi municipale du 5 août 1884, en qualité de *Rapporteur* [8 août 1947] (p. 4100); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [28 août 1947] (p. 4773). — Ses rapports sur des pétitions [31 juillet 1947] (p. 3808, 3809, 3810). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création de ressources nouvelles pour les départements et communes : *Discussion générale* [5 décembre 1947] (p. 5513); — du projet de loi portant réorganisation des compagnies républicaines de sécurité : *Discussion générale* [9 décembre 1947] (p. 5568, 5569, 5570, 5571); *Sa motion préjudicielle tendant à accorder à la Commission de l'intérieur les pouvoirs d'enquête* (p. 5575). — Dépose une demande d'interpellation sur le mépris systématique des grandes administrations à l'égard des volontés du Parlement et notamment le Ministère de l'Intérieur dans l'interprétation de la loi du 24 octobre 1947 [30 décembre 1947] (p. 6618). — Prend part à la discussion de propositions de loi tendant à faire du 8 mai un jour férié : *demande de discussion d'urgence en qualité de Rapporteur* [29 avril 1948] (p. 2370), [30 avril 1948] (p. 2432, 2433). — Est entendu sur la demande de retrait de l'ordre du jour du projet de loi relatif au dégageant de cadres [27 mai 1948] (p. 2958). — Prend part à la discussion de la proposition de résolution concernant la procédure de discussion d'urgence : *Contre l'urgence* [22 juin 1948] (p. 3806); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à prévoir la procédure ordinaire en cas de refus de prorogation du délai par l'Assemblée* (p. 3807). — Son rapport sur des pétitions [28 juin 1948] (p. 4102), [8 août 1948] (p. 5558). — Est entendu sur les propositions

de la Conférence des présidents (*Nécessité du contrôle budgétaire*) [15 juillet 1948] (p. 4607, 4608). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, INTÉRIEUR, en qualité de *Rapporteur pour avis* [19 juillet 1948] (p. 4828 et suiv.); Chap. 107 : *Tribunaux administratifs d'Alsace-Lorraine* (p. 4842, 4843); Chap. 117 : *Amendement de M. A. Petit tendant à réduire de 4.082.000 frncs les crédits pour l'inspection générale* [27 juillet 1948] (p. 4915, 4916); Chap. 121 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le personnel de la Sûreté nationale* (p. 4917, 4918, 4919); *le retire* (p. 4919); Chap. 125 : *Indemnités au personnel de la Sûreté nationale* (p. 4920); Chap. 128 : *Son amendement tendant à réduire de 8 millions les crédits pour le service Z (Masques à gaz)* (p. 4921); Chap. 309 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour frais de déplacement de la Sûreté nationale* (p. 4925); Chap. 318 : *Amendement de M. A. Petit tendant à réduire de 150 millions les crédits pour l'entretien du matériel automobile* (p. 4931); Chap. 324 : *Subventions pour les pistes transsahariennes* (p. 4932); Chap. 326 : *Amendement de M. A. Petit tendant à réduire de 100 millions les crédits pour le matériel de la Sûreté nationale* (p. 4933); Chap. 501 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour participation à la Commission internationale de police* (p. 4934); Chap. 502 : *Son amendement tendant à réduire de 1.344 millions les subventions à la police municipale de Paris* (p. 4935, 4936); Chap. 513 : *Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits pour le fonds de progrès social en Algérie* [28 juillet 1948] (p. 4965); *le retire* (ibid.). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture de M. A. Marie, *Président du Conseil désigné* : *Ses explications de vote sur la motion d'investiture présentée par M. Queuille* [24 juillet 1948] (p. 4893, 4894). — Prend part à la discussion de la proposition de loi relative aux élections cantonales : *Discussion générale* [24 août 1948] (p. 6164, 6165, 6166); Art. 1^{er} : *Son contre-projet tendant à établir un statut départemental* (p. 6166, 6168); Article additionnel : *Amendements de MM. de Menthon et Marin tendant à hâter le renouvellement des conseils généraux* [25 août 1948] (p. 6216). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses observations sur le programme de M. Queuille* [10 septembre 1948] (p. 6478, 6479,

6480, 6481). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution relative à la procédure de discussion d'urgence : *Discussion générale* [9 décembre 1948] (p. 7428, 7429); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à ne pas limiter le débat dans le cas d'opposition du Gouvernement à une demande de discussion d'urgence* (p. 7443, 7444); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et relatif à diverses dispositions d'ordre financier ; Art. 1^{er} : *Amendement de M. E. Rigal tendant à reporter au 1^{er} février 1949 l'application de la réforme fiscale* [29 décembre 1948] (p. 8094, 8095, 8096); — Ses rapports sur des pétitions [25 janvier 1949] (p. 120, 121). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux conditions budgétaires d'une saine réforme administrative : *Discussion générale* [10 février 1949] (p. 457); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à inclure les fondations subventionnées par l'Etat* (p. 457, 458); Art. 2 : *Amendement de M. Abelin tendant à reprendre l'article 2, ne permettant de dépenses nouvelles qu'en contrepartie de ressources nouvelles* (p. 459); — du projet de loi relatif aux pouvoirs des préfets et à la déconcentration administrative, en qualité de *Rapporteur* [17 février 1949] (p. 648, 649, 650, 651); *Passage à la discussion des articles* (p. 651); *Renvoi à la Commission* (p. 652); — du projet de loi relatif à l'organisation départementale, en qualité de *Rapporteur* [17 février 1949] (p. 652, 653); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Intérieur; Chap. 118 : *Inspection générale de l'Administration* [6 avril 1949] (p. 2142); Chap. 122 : *Personnel de la Sûreté nationale* (p. 2144); Chap. 129 : *Personnel du service « Z » et sapeurs-pompiers* (p. 2150, 2151); Chap. 300 : *Matériel de l'administration centrale, achat d'immeubles* (p. 2152, 2153); Chap. 500 : *Subventions de l'Etat à la préfecture de la Seine* (p. 2157); Chap. 515 : *Participation du Ministère de l'Intérieur aux dépenses de la gendarmerie* (p. 2164); — du projet de loi portant aménagement de la taxe locale : *Sa demande de renvoi à la Commission de l'intérieur* [20 mai 1949] (p. 2751); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 8 : *Institution d'un double secteur pour l'essence* [25 mai 1949] (p. 2891, 2892); — du projet de loi portant suppression des cours de justice; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Minjoz tendant à reporter au 31 décembre 1949 la suppression de*

ces cours [7 juin 1949] (p. 3199, 3200); [5 juillet 1949] (p. 4222); — du projet de loi relatif au découpage des circonscriptions électorales des départements d'outre-mer : *Urgence* [30 juin 1949] (p. 3949, 3950); — d'une proposition de résolution relative à l'étendue des autorisations de poursuites contre les membres de l'Assemblée Nationale : *Motion préjudicielle de M. P.-H. Teitgen tendant à ajourner le débat* [5 juillet 1949] (p. 4232, 4233). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique hostile du Gouvernement à l'égard des anciens prisonniers de guerre [13 octobre 1949] (p. 5766). — Prend part au débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Bidault*) [27 octobre 1949] (p. 5928, 5929). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut du personnel des communes : *Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par M. Truffaut* [8 novembre 1949] (p. 6006); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur l'importance des charges militaires, le rapport de M. Barangé pour le budget de 1949, la possibilité d'économie d'emprunts et d'impôts nouveaux)* [22 décembre 1949] (p. 7158, 7159, 7160); — du projet de loi relatif à la taxe additionnelle aux taxes sur le chiffre d'affaires : *Discussion générale* [29 décembre 1949] (p. 7528, 7529, 7530); Art. 3 : *Son amendement tendant à répartir les recettes garanties sur la base des taxes perçues en 1948* [30 décembre 1949] (p. 7580). — Dépose une demande d'interpellation : sur la circulaire émise par le Ministère de l'Éducation nationale portant « interdiction d'inspirer aux élèves l'horreur de la guerre atomique » [23 février 1950] (p. 1333); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [21 mars 1950] (p. 2217, 2218, 2219); — sur l'emploi inopportun de C. R. S. dans le Territoire de Belfort [23 mars 1950] (p. 2289). — Prend part à la discussion : des interpellations sur l'arrestation de deux députés (Mme Marie Lambert et M. Signor): *Son ordre du jour tendant à saisir la Commission des immunités parlementaires des poursuites engagées en cas de flagrant délit* [27 avril 1950] (p. 2995, 2996, 2997, 2998); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services publics en 1950; INTÉRIEUR, en qualité de *Rapporteur pour avis* [31 mai 1950] (p. 4033, 4034, 4035,

4036, 4037, 4038); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif: *Discussion générale* [26 octobre 1950] (p. 7282 et suiv.); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse: *Continuation du débat jusqu'à 2 heures du matin* [4 janvier 1951] (p. 149). — Dépose une demande d'interpellation: sur les perquisitions faites chez un avocat et la saisie de pièces confiées sous le sceau du secret professionnel [5 janvier 1951] (p. 488); — sur la saisie du journal *Libération* [31 janvier 1951] (p. 593). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale: *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour la prise en considération du projet gouvernemental* [27 février 1951] (p. 1663, 1664, 1665); Art. 6: *Son amendement tendant à ne prévoir d'appareillements que sur le plan national entre partis nationaux* [21 mars 1951] (p. 2325); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, en qualité de *Rapporteur pour avis* [3 avril 1951] (p. 2634); *Motion préjudicielle de M. Cayeux tendant à surseoir à la discussion jusqu'au dépôt d'une lettre rectificative* (p. 2636). — Est entendu: sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion de la proposition de loi faisant du 8 mai un jour férié*) [17 avril 1911] (p. 3404, 3405); — sur l'ajournement de la discussion de la proposition de loi relative à la commémoration de la journée du 8 mai [18 avril 1951] (p. 3440); — sur les explications de vote sur diverses questions de confiance posées pour l'ajournement des débats inscrits à l'ordre du jour (*Proposition faisant du 8 mai un jour férié*) [25 avril 1951] (p. 3994, 3995, 3996, 3997).

DUBOIS (M. René), Député de la Loire-Inférieure.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194). Est nommé Président de cette Commission [30 janvier 1947] (p. 1106), [29 janvier 1948] (p. 964). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (Ordon-

nance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945) [21 novembre 1947] (p. 5102).

Dépôts :

Le 6 février 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article 19 du Livre IV du Code du travail (secrétaires des conseils de prud'hommes), n° 455. — Le 25 mars 1947, une proposition de résolution invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à assurer aux laboratoires officiels de recherche médicale (facultés de médecine, laboratoires des hôpitaux, Collège de France, etc.), les subventions nécessaires à leur effectif entretien, n° 1054.

Interventions :

Prend part à la discussion: du projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel; Art. 4: *Son amendement tendant à faire disparaître les abus commis dans les stations touristiques* (p. 1124); — des interpellations sur les événements de Madagascar [9 mai 1947] (p. 1537 et suiv.); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, EDUCATION NATIONALE: *Discussion générale (Création d'une chaire de rhumatologie)* [22 juillet 1947] (p. 3373, 3374); Chap. 111: *Son amendement tendant à réduire de 60.000 francs les crédits pour le personnel des universités (Chaire de rhumatologie)* (p. 3390, 3391); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 20: *Son amendement tendant à taxer les bénéfices des médecins et dentistes perçus grâce à la sécurité sociale au taux des traitements et salaires* [23 avril 1948] (p. 2251, 2253); *le retire* (ibid.); — des propositions de loi relatives à la lutte contre l'alcoolisme: *Proposition de M. Arthaud tendant au renvoi à la Commission* [19 mai 1948] (p. 2742); — des propositions de loi relatives aux spécialités pharmaceutiques: *Demande de renvoi à la Commission présentée par le Gouvernement* [20 mai 1948] (p. 2766, 2768); Art. 2: *Amendement de M. Solinhac tendant à rembourser les élixirs* [25 mai 1948] (p. 2885); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 413: *Sub-*

ventions à la Ville de Paris [29 juillet 1948] (p. 5057); Chap. 514: *Institut national d'hygiène* (p. 5067, 5068); Chap. 526: *Amendement de M. Cordonnier tendant à réduire de 375 millions la subvention à l'entraide française* (p. 5073). = Donne sa démission de Député [24 novembre 1948] (p. 7189).

DUCLOS (M. Jacques), Député de la Seine (6^e circonscription).

Vice-Président de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); [23 janvier 1951] (p. 347). Est élu vice-président de cette commission [*J. O.* du 22 décembre 1946] (p. 40824), [*J. O.* du 27 janvier 1948] (p. 848) [*J. O.* du 19 janvier 1949] (p. 765). — Est nommé membre de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [13 juin 1950] (p. 4663), [23 janvier 1951] (p. 348),

Dépôts. :

Le 29 novembre 1946, une proposition de résolution relative à la composition du Bureau et des Commissions de l'Assemblée Nationale, n° 2. — Le 22 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre un décret relatif à l'ordre des préséances dans les départements métropolitains et d'outre-mer, n° 190. — Le 27 décembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à compléter les dispositions d'application de la loi du 30 janvier 1923 sur les emplois réservés, n° 222. — Le 4 mars 1947, une proposition de loi tendant à la réforme de la fiscalité française, n° 804. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles), Etat A, Affaires étrangères, n° 1556. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Com-

mission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles), Etat A, Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes, n° 1556. — Le 12 juin 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 100.000.000 francs pour secourir les sinistrés de Tunisie, n° 1640. — Le 9 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi approuvant une Convention passée avec la Banque de Syrie et du Liban, n° 1952. — Le 10 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser d'urgence un accord avec les travailleurs de la fonction publique, n° 1968. — Le 10 juillet 1947, une proposition de loi relative au régime électoral pour les élections municipales, n° 1971. — Le 11 juillet 1947, une proposition de loi sur la composition et l'élection du Conseil de la République, n° 2006. — Le 24 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits pour certaines dépenses résultant, pour le Gouvernement français, de l'application du traité de paix signé à Paris le 10 février 1947 entre les puissances alliées et associées, d'une part, et l'Italie, d'autre part, n° 2113. — Le 26 août 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant approbation de l'accord de paiement franco-polonais, n° 2490. — Le 1^{er} décembre 1947, une proposition de résolution tendant à décider que la séance de l'Assemblée Nationale du 1^{er} décembre figurera au *Journal officiel* comme ayant eu lieu effectivement le 1^{er} décembre, n° 2747. — Le 5 décembre 1947, une proposition de loi tendant à un allègement de l'impôt général sur le revenu dû au titre de 1957, n° 2786. — Le 12 décembre 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi, tendant à l'ouverture d'un crédit de 2.770.000 francs pour le fonctionnement de la nouvelle ambassade de Karachi et de la délégation française au Conseil de tutelle, n° 2851. — Le 3 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à publier d'urgence tous les textes relatifs aux accords franco-américains signés le 2 janvier 1948 à Paris, n° 3077. — Le 26 janvier 1948, une proposition de loi tendant à abroger les

lois n° 48-30 du 7 janvier 1948, instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et n° 48-31 du 7 janvier 1948, autorisant l'émission d'un emprunt, n° 3141. — Le 3 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prolonger les délais fixés pour le dépôt des billets de 5.000 francs et à prévoir un remboursement immédiat pour les petits déposants, n° 3214 (rectifié). — Le 4 mars 1948, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 48-31 du 9 janvier 1948 autorisant l'émission d'un emprunt, n° 3642. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédit en vue de la réalisation d'une première tranche du programme d'équipement et d'aménagement des locaux destinés à abriter la 3^e Assemblée générale des Nations unies, n° 3783. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), Affaires étrangères. — I. Service des Affaires étrangères, — II. Haut-Commissariat de la République française en Sarre, — Affaires allemandes et autrichiennes, — Affaires étrangères, — I. Service des Affaires étrangères (Rapport sur la lettre rectificative n° 48-44), — Affaires étrangères, — I. Service des Affaires étrangères (Rapport sur la lettre rectificative n° 48-56), n° 4046. — Le 4 mai 1948, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions de la loi n° 48-424 du 12 mars 1948 apportant certains aménagements aux lois n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et n° 48-31 du 7 janvier 1948 autorisant l'émission d'un emprunt, n° 4110. — Le 4 mai 1948, une proposition de loi tendant à modifier à l'article 13 de la loi n° 48-24 du 6 janvier 1948 relatif au paiement provisionnel des impôts, n° 4111. — Le 21 mai 1948, une proposition de loi visant à la suppression du travail de nuit dans la boulangerie et dans la pâtisserie, n° 4291. — Le 28 mai 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la

Convention financière franco-libanaise signée le 24 janvier 1948 par Son Excellence le Ministre des Affaires étrangères de la République française et Son Excellence le Ministre des Affaires étrangères de la République libanaise, n° 4372. — Le 9 juin 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits en vue de la préparation et de la tenue à Paris de la 3^e session de l'Organisation des Nations Unies, n° 4498. — Le 25 août 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi destiné à permettre le versement de 50 0/0 de la contribution française à l'Organisation internationale des réfugiés pour l'année 1^{er} juillet 1948-1^{er} juillet 1949, n° 5378. — Le 18 janvier 1949, une proposition de loi tendant à modifier le Titre II de la loi du 10 août 1871 relatif à la formation et à l'élection des Conseils généraux, n° 6072. — Le 20 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour la couverture de dépenses entraînées par la tenue à Paris de la 3^e session de l'Organisation des Nations Unies, n° 6113. — Le 1^{er} février 1949, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires pour la couverture des dépenses entraînées par la tenue à Paris de la 3^e session de l'Organisation des Nations Unies, n° 6251. — Le 15 février 1949, une proposition de loi tendant à frapper d'une taxe exceptionnelle les profits de spéculation réalisées à l'occasion de l'emprunt autorisé par le décret du 21 janvier 1949, n° 6444. — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget des Affaires étrangères par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 : I. Affaires étrangères. — II. Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes. — III. Haut-Commissariat de la République française, n° 6516. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget des Affaires étrangères par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948 : I. Affaires étrangères. — II. Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes. — III.

Haut Commissariat de la République française en Sarre, n° 7044. — Le 20 mai 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner une portée réelle au transfert au Panthéon des cendres de Victor Schœlcher et Félix Eboué en libérant les victimes de la répression colonialiste et en arrêtant la guerre au Viet-nam, n° 7235. — Le 4 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. d'Aragon et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir au Ministère des Affaires étrangères les emplois supprimés en application des lois des 17 août, 14 septembre et 31 décembre 1948, n° 7749. — Le 8 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 1 million de francs au budget du Ministère des Affaires étrangères pour le fonctionnement de la nouvelle légation de France à Tel-Aviv, n° 7814. — Le 8 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention financière franco-syrienne signée le 7 février 1949 par Son Excellence le Ministre des Finances de la République syrienne et le Ministre plénipotentiaire et Envoyé extraordinaire de la République française en Syrie, n° 7826. — Le 28 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant ouverture de crédits pour le fonctionnement de la 6^e session du Conseil des Ministres des Affaires étrangères, n° 8087. — Le 22 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rapporter la mesure de fermeture frappant le Centre d'apprentissage de Saint-Mandé, n° 8438. — Le 2 décembre 1949, une proposition de loi tendant à instituer un impôt exceptionnel sur les super bénéfices des sociétés, n° 8594. — Le 2 mai 1950, une proposition de résolution tendant à requérir la suspension des poursuites engagées contre Mme Marie Lambert et M. Alain Signor, députés du Finistère, n° 9817. — Le 2 mai 1950, une proposition de loi tendant à la dissolution des groupes armés du R. P. F., n° 9828. — Le 23 mai 1950, une proposition de loi tendant à l'établissement de la représentation proportionnelle intégrate pour l'élection des députés à l'Assemblée Nationale, n° 10005. — Le 17 juillet 1950, une proposition de loi tendant à abroger le décret du 10 mai 1947 por-

tant dissolution du Mouvement démocratique de rénovation Malgache, n° 10625. — Le 26 octobre 1950, une proposition de loi tendant à porter de 120.000 francs à 240.000 francs le taux d'exonération en ce qui concerne le calcul de la surtaxe progressive, n° 11122. — Le 4 décembre 1950, une proposition de loi tendant à supprimer les exemptions d'impôts sur les bénéfices qui sont accordées aux sociétés sous prétexte de dotations pour approvisionnements techniques et autres provisions, n° 11497. — Le 4 décembre 1950, une proposition de loi tendant à financer une politique de reconstruction et de progrès social par une taxation exceptionnelle des super-bénéfices des sociétés, n° 11501. — Le 4 décembre 1950, une proposition de loi tendant : 1^o à instituer un abattement à la base égal au minimum vital pour l'établissement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (taxe proportionnelle et surtaxe progressive); 2^o à atténuer pour les petits et moyens revenus, la progressivité de la surtaxe, n° 11502. — Le 12 janvier 1951, une proposition de loi tendant à accorder : 1^o l'amnistie à tous les démocrates d'outre-mer condamnés en raison de leur participation à la lutte anticolonialiste de leur peuple; 2^o la cessation des poursuites pour tous les démocrates d'outre-mer emprisonnés préventivement ou poursuivis pour les mêmes motifs, n° 11907. — Le 15 février 1951, une proposition de loi tendant à garantir et codifier la propriété foncière africaine en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, n° 12217. — Le 26 avril 1951, une proposition de loi tendant à ce que le deuxième tiers provisionnel ne puisse être exigé sur les impôts directs dus en 1951 avant le 30 juin 1951, et à supprimer la pénalité de 10 0/0 en cas de retard de paiement n° 12986 (rectifié).

Interventions :

Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [3 décembre 1946] (p. 47). — Préside la 2^e partie de la 3^e séance du 23 décembre 1946 (p. 350). — Est entendu au cours du débat sur l'élection du Président du Gouvernement provisoire de la République [4 décembre 1946] (p. 53, 55), [5 décembre 1946] (p. 60), [12 décembre 1946] (p. 74, 75, 76). — Prend part au débat sur la déclaration du Gouvernement [17 décembre 1946] (p. 106 et suiv.). — Est

entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le premier trimestre de l'exercice 1947 ; PRÉSIDENCE DU GOUVERNEMENT, en qualité de *Rapporteur des Affaires étrangères : Rattachement du budget de l'information à celui de la Présidence du Gouvernement* [19 décembre 1946] (p. 158) ; LOI DE FINANCES : *Discussion générale ; Son exposé sur : l'équilibre budgétaire, la hausse des prix, le stockage, la suppression de 50.000 fonctionnaires et la rationalisation du travail administratif, les subventions économiques, les tarifs de transports, les profits illicites, la simplification de la fiscalité, le casier fiscal, la pression fiscale* [21 décembre 1946] (p. 209 et suiv.) ; Art. 39 : *Son amendement tendant à accentuer la progressivité de l'impôt général sur le revenu* [22 décembre 1946] (p. 247) ; le retire (p. 248) ; Art. 44 : *Amendement de M. Joseph Denais tendant à ordonner l'affichage des listes des contribuables soumis à l'impôt sur les traitements et salaires* (p. 251). — Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'engagement de dépenses et ouverture de crédits provisionnels au titre des budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires) ; Art. 27 : *Transfert de crédits entre budgets de la Défense nationale* [23 décembre 1946] (p. 360). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1947] (p. 4). — Préside : les séances du : 21 janvier 1947 (p. 25) ; 31 janvier 1947 (p. 111) ; — la 2^e séance du 7 février 1947 (p. 239) ; — la 2^e partie de la 2^e séance du 7 mars 1947 (p. 748) ; — la 1^{re} séance du 28 mars 1947 (p. 1219) ; — la séance du 29 avril 1947 (p. 1331) ; — la séance du 20 mai 1947 (p. 1678) ; — la 1^{re} séance du 20 juin 1947 (p. 2263) ; — la 3^e partie de la séance du 23 juin 1947 (p. 2376) ; — la 2^e séance du 3 juillet 1947 (p. 2668) ; — la 3^e séance du 3 juillet 1947 (p. 2696) ; — la 2^e séance du 17 juillet 1947 (p. 3131) ; — la 3^e séance du 22 juillet 1947 (p. 3370) ; — la 1^{re} séance du 6 août 1947 (p. 3948) ; — la séance du 28 août 1947 (p. 4752) ; — la 1^{re} séance du 16 décembre 1947 (p. 5728) ; — la 1^{re} séance du 19 décembre 1947 (p. 5909) ; — la 2^e partie de la 3^e séance du 20 décembre 1947 (p. 5984) ; — la 3^e séance du 26 décembre 1947 (p. 6301) ; — la séance du 28 décembre 1947 (p. 6398) ; — la 1^{re} séance du 31 décembre 1947 (p. 6641). — Donne lecture d'un message de *M. le Président de la République* [21 janvier 1947] (p. 25) et de

la démission de *M. Vincent Auriol, Président de l'Assemblée Nationale et Député de la Haute-Garonne* (p. 26). — Est entendu au cours du débat sur la composition du Gouvernement : *Ses observations sur l'ordre du jour (Attitude de M. Capitant ; attribution du portefeuille de la Défense nationale à un communiste ; comparaison du radicalisme en 1873 au communisme en 1947)* [28 janvier 1947] (p. 52). — Participe à la discussion sur la nomination de conseillers de la République chargés de représenter les Français résidant à l'étranger [4 février 1947] (p. 162, 168). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions d'ordre financier ; Art. 24 : *Amendement de M. Maurice Viollette tendant à insérer un article nouveau en vue de protéger les tiers de bonne foi qui ont traité après le 1^{er} juin 1944 et avant le jugement de confiscation* [6 février 1947] (p. 191, 192). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 207). — Adresse à *M. Louis Marin, qui fête son 76^e anniversaire, les vœux de l'Assemblée* [7 février 1947] (p. 249). — Est entendu au cours du débat sur la proposition de résolution relative à l'équilibre du budget [18 février 1947] (p. 372). — Participe à la discussion des interpellations relatives à la politique économique, au commerce et au ravitaillement [20 février 1947] (p. 394, 395) ; *Ses observations sur l'ordre du jour motivé en conclusion du débat* (p. 405, 406). — Intervient dans la discussion du projet de loi modifiant l'ordonnance n° 45-2399 du 18 octobre 1945 relative aux frais de mission et aux indemnités de fonctions des maires et adjoints : *Ses observations sur l'ensemble* [25 février 1947] (p. 450). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Discussion de crédits pour l'équipement et la modernisation* [28 février 1947] (p. 540) ; *Interpellations sur la politique en Indochine* [13 mars 1947] (p. 838). — Prend part à la discussion : sur la nomination du Président de la Haute Cour de justice [18 mars 1947] (p. 868) ; — des interpellations relatives à la politique française en Indochine [18 mars 1947] (p. 900 à 904) ; — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget de l'exercice 1947 (Dépenses militaires) : *Discussion générale* [20 mars 1947] (p. 949 à 951) ; *Etat A, FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 450* (p. 952) ; Art. 4 (p. 956) ; *Vote sur la question de confiance* [22 mars 1947] (p. 1022, 1023, 1026) ; —

de la proposition de loi de M Robert Bichet relative à la distribution des journaux; Art 17: *Amendement de M. Fernand Grenier tendant à transférer aux sociétés coopératives de messageries les biens utiles à leur exploitation appartenant aux entreprises qui auront cessé de fonctionner en exécution de la loi* [27 mars 1947] (p. 1165). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Renvoi au lendemain de la discussion des projets financiers*) [28 mars 1947] (p. 1266). — Présente, au nom de l'Assemblée, ses vœux de prompt rétablissement à M. le Président Herriot momentanément souffrant [29 avril 1947] (p. 1332). — Donne lecture : d'une lettre de M. Jouhaux indiquant la composition du Conseil économique [29 avril 1947] (p. 1332); — d'une lettre de M. Marius Moutet, *Ministre de la France d'outre-mer* relative aux mandats d'arrêt decernés contre les députés Ravoahangny et Rabemananjara à la suite des événements de Madagascar [29 avril 1947] (p. 1332). — Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Charles Lussy sur le maintien de la politique des salaires et des prix telle qu'elle est énoncée dans la déclaration ministérielle du 23 janvier 1947 [2 mai 1947] (p. 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434); *Ses observations sur l'ordre du jour de confiance* [4 mai 1947] (p. 1460, 1461); — des interpellations sur les événements de Madagascar : *Son ordre du jour comportant l'institution d'une commission parlementaire d'enquête* [9 mai 1947] (p. 1560 à 1563); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour présenté par M. Gaston Defferre* (p. 1566); — des interpellations relatives aux problèmes du blé, du pain et de la viande : *Demande le vote par division de l'ordre du jour de confiance de M. Charles Lussy* [16 mai 1947] (p. 1659); — des opérations électorales de la Martinique [22 mai 1947] (p. 1717, 1722). — Est entendu au cours du débat : sur le projet de loi approuvant le contrat entre le Gouvernement français et la Banque internationale [23 mai 1947] (p. 1751, 1752, 1753, 1754, 1755); — sur le projet de loi relatif à diverses dispositions financières (Budget ordinaire, Services civils, exercice 1947); Art. 27 *ter* (nouveau) : *Amendement de M. Servin tendant à abroger l'article 10 de la loi du 15 février 1946 sur la prorogation accordée aux fonctionnaires* [29 mai 1947] (p. 1792); *Disjonction de l'article relatif aux cotisations dues à la C.A.R.C.O.* (p. 1803); Art. 129 : *Formation prémilitaire* (p. 1805);

Art. 45 *bis* (nouveau) : *Indemnité allouée aux actionnaires de la Banque de France* [3 juin 1947] (p. 1886); Dépenses civiles, Etat A, AFFAIRES ÉTRANGÈRES : *Discussion générale: Son exposé en qualité de Rapporteur* [19 juin 1947] (p. 2231, 2232); Chap. 106 : *Services à l'étranger : Rétribution de concours auxiliaires* (p. 2234); COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES : *Discussion générale, en qualité de Rapporteur* [18 juillet 1947] (p. 3163, 3164, 3165, 3166, 3167, 3170); AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur* : *Proposition d'ouverture de nouveaux crédits pour les chapitres 105 et 308* [18 juillet 1947] (p. 3173). — Est entendu dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du Budget général de l'exercice 1947 : *Discussion générale* [31 juillet 1947] (p. 3748, 3749, 3750, 3751); Art. 2 additionnel : *Son amendement tendant à instituer un dossier fiscal pour chaque contribuable* [1^{er} août 1947] (p. 3857); *Ses amendements tendant à modifier le taux et le calcul des impôts sur les traitements et salaires* (p. 3861, 3862). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), amendé par le Conseil de la République; Etat A, JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, INFORMATION, Chap. 100 : *Amendement de M. Triboulet tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour les traitements de l'Administration centrale* [7 août 1947] (p. 4045). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour : *Date des débats sur la levée de l'immunité parlementaire* [5 juin 1947] (p. 1939, 1940). — Est entendu au cours du débat : sur la communication de M. Ramadier, *Président du Conseil*, relative à la grève des cheminots [10 juin 1947] (p. 2015); *Indemnité parlementaire* (p. 2016); — sur le projet de loi portant approbation du traité de paix avec l'Italie [13 juin 1947] (p. 2124, 2125); — sur les interpellations relatives à la Conférence de Moscou (*Heure du débat*) [20 juin 1947] (p. 2291); — sur la demande d'interpellation de M. Gazier relative à la politique économique et financière du Gouvernement [23 juin 1947] (p. 2332). — Participe à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources : *Discussion générale (Primes à la production; Réduction du nombre des fonctionnaires; Crédits militaires; Baisse des prix; Profits capitalistes; Impôts sur les provisions;*

Impôts sur les sociétés) [23 juin 1947] (p. 2334 à 2344); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Pleven tendant à réduire de 50 milliards les dépenses que le Gouvernement doit assumer* (p. 2355); Art. 7 : *Son amendement tendant à instituer une taxe exceptionnelle sur les excédents de bénéfice des entreprises assujetties à l'impôt sur les B.I.C.* (p. 2367, 2368); *Son amendement tendant à appliquer aux personnes morales en matière d'impôts le même traitement qu'aux personnes physiques* (p. 2363); *Son amendement tendant à affranchir de l'impôt les primes au rendement et à la production ainsi que la part de salaire correspondant aux heures supplémentaires* (p. 2370); *Ses observations sur l'ensemble* (p. 2394, 2395). — Intervient dans la discussion du projet de loi tendant à élever la limite d'exonération en matière d'impôt sur les traitements, salaires et rentes viagères; Art. 1^{er} : *Son contre-projet tendant à ne pas assujettir à l'impôt les traitements au-dessous de 84.000 francs et à ne compter que pour moitié la fraction comprise entre 84.000 et 112.000 francs* [25 juin 1947] (p. 2428). — Est entendu au cours du débat sur les interpellations relatives à la politique économique et financière du Gouvernement : *Pressions extérieures sur le Gouvernement* [25 juin 1947] (p. 2849); *Demande de communication des ordres du jour aux présidents de groupe* [2 juillet 1947] (p. 2365); *Ses observations : sur l'ordre du jour* (ibid.); *sur l'ordre du jour de M. Lussy* [2 juillet 1947] (p. 2639); *Sur le renvoi des débats* (p. 2639, 2640); *Ordre du jour de confiance* (p. 2640, 2641, 2642, 2643); *Ordre du jour de confiance de M. Lussy (Explications de vote)* [4 juillet 1947] (p. 2750, 2751, 2752); *Sur le règlement de l'ordre du jour (Date de discussion de l'interpellation sur le statut politique de l'Algérie* [25 juin 1947] (p. 2462); — *Sur le règlement de l'ordre du jour* [8 juillet 1947] (p. 2831). — Dépose une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser un accord avec les fonctionnaires [10 juillet 1947] (p. 2911). — Est entendu au cours du débat : *sur la demande de discussion d'urgence de sa proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réaliser un accord avec les fonctionnaires* [10 juillet 1948] (p. 2928); — *sur la proposition de résolution de M. Dagain invitant le Gouvernement à accorder un acompte provisionnel aux fonctionnaires : Discussion générale* [16 juillet 1947] (p. 3065; 3066, 3067, 3071); *Sa motion préjudicielle invi-*

tant le Gouvernement à augmenter les crédits pour l'acompte provisionnel, à l'attribuer aussi aux fonctionnaires des collectivités locales et à diminuer les crédits de la Défense nationale (p. 3073-3074, 3075); *Ses explications de vote* (p. 3088, 3089). — Est entendu dans la discussion des interpellations concernant les résultats de la conférence de Moscou : *Ordre du jour de M. Scherer faisant confiance au Gouvernement pour établir un plan de reconstruction européen* [26 juillet 1947] (p. 3604, 3605); *Son amendement tendant à éliminer l'Allemagne de ce plan* (p. 3604, 3605, 3606, 3607, 3611); *Ses explications de vote* (p. 3612). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Clôture de la session*) [29 juillet 1947] (p. 3686, 3688). — Est entendu dans la discussion : *du projet de loi concernant les élections municipales : Renvoi de la discussion à une autre séance* [8 août 1947] (p. 4123, 4124); *Discussion générale* [9 août 1947] (p. 4139, 4142, 4144, 4148, 4164, 4171, 4174); *Question de confiance sur le projet gouvernemental posée par M. le Président du Conseil* (p. 4179, 4180, 4181); *Ses explications de vote sur la question de confiance* [11 août 1947] (p. 4233, 4234, 4237); *Renvoi du projet devant la Commission* (p. 4243, 4244); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [12 août 1947] (p. 4321, 4322); — *du projet de loi portant statut organique de l'Algérie : Discussion générale* [21 août 1947] (p. 4539); *Ses explications de vote sur la prise en considération du projet gouvernemental* (p. 4552, 4553); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [27 août 1947] (p. 4736, 4737). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Possibilité de discuter rapidement plusieurs projets*) [26 août 1947] (p. 4676). — Participe à la discussion du projet de loi approuvant la convention conclue entre le Ministre des Finances et le Gouverneur de la Banque de France : *Discussion générale* [1^{er} septembre 1947] (p. 4804, 4805); *Sa motion préjudicielle tendant à suspendre les débats jusqu'à l'audition de M. le Président du Conseil* (p. 4806); — *du projet de loi portant ouverture de crédits au Ministère du Commerce et de l'Industrie : Demande de discussion d'urgence* [2 septembre 1947] (p. 4838, 4842, 4843, 4844, 4846, 4847, 4849); *Son commentaire sur la question de confiance posée par le Gouvernement au sujet des subventions au charbon* (p. 4850). — Est entendu sur une motion d'ordre (*Renvoi de la discussion pour*

permettre au Gouvernement de délibérer) [2 septembre 1947] (p. 4839). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement [28 octobre 1947] (p. 4915). — Prend part à la discussion de son interpellation sur la politique générale du Gouvernement (*Politique anti-communiste du Gouvernement, résultats des élections, parallèles historiques entre Napoléon III, le général Boulanger et le général de Gaulle, pénétration américaine en France, influence des grèves, politique du R.P.F. et du général de Gaulle*) [28 octobre 1947] (p. 4915, 4916, 4917, 4918, 1919, 4920, 4921, 4922, 4923, 4925, 4926). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre; Art. 6 : *Création d'une Banque de rées-compte en Sarre (Problème des bénéfices de guerre)* [14 novembre 1947] (p. 5039). — Est entendu pour un rappel au Règlement (*Diffusion par M. le Président du Conseil d'un discours publié au Journal Officiel sans demande d'affichage*) [14 novembre 1947] (p. 5041, 5042). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles le Gouvernement a publié des extraits du *Journal Officiel* et les a diffusés [14 novembre 1947] (p. 5043). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Démission du Ministère Ramadier*) [20 novembre 1947] (p. 5094). — Est entendu au cours du débat : sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Léon Blum) (*Calcul de la majorité absolue de l'Assemblée*) [21 novembre 1947] (p. 5102); *Point de vue du Parti communiste sur le programme de M. Léon Blum* (p. 5105, 5106, 5107, 5108, 5109); — Sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Robert Schuman) : *Sa réponse au programme de M. Robert Schuman* [22 novembre 1947] (p. 5124, 5125, 5126, 5127). — Est entendu sur : la fixation de la date de discussion des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement [25 novembre 1947] (p. 5134, 5135, 5136); — au cours d'une communication de M. le Président de l'Assemblée Nationale (*Mensonges du Gouvernement présidé par M. Schuman, qualifié d'officier « boche »*) [29 novembre 1947] (p. 5248); — sur une motion d'ordre (*Demande de discussion d'urgence d'une proposition de modification du Règlement*) [29 novembre 1947] (p. 5260); — au cours du débat sur la discussion d'une proposition de résolution tendant à modifier l'article 83 du Règlement : *Sa demande de suspension de séance* [29 novem-

bre 1947] (p. 5263). — Participe à la discussion du projet de loi tendant à la défense de la République; Art. 1^{er} : *Motion préjudicielle de M. Moch tendant à rejeter en bloc tous les amendements* [29 novembre 1947] (p. 5284). — Est entendu pour un rappel au Règlement (*Mise à jour du calendrier qui, au 1^{er} décembre, porte toujours la date du 29 novembre*) [29 novembre 1947] (p. 5304). — Prend part à la discussion du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Motion préjudicielle de M. Dupuy* [29 novembre 1947] (p. 5323); *Discussion générale* (p. 5330, 5332, 5333); *Son rappel au Règlement* (p. 5396); Art. 2 : *Ses rappels de Jaurès et de Jules Guesde* (p. 5401 et suiv.); *Explications de vote de M. Moisan sur l'ensemble du projet* [3 décembre 1947] (p. 5479). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation de M. Croizat sur les déclarations de M. Daniel Mayer, *Ministre du Travail* [6 décembre 1947] (p. 5542, 5543); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion des interpellations d'ordre économique*) [11 décembre 1947] (p. 5639); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations relatives au renvoi de la Mission française de rapatriement en U.R.S.S. [12 décembre 1947] (p. 5692); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion des projets financiers de M. René Mayer*) [16 décembre 1947] (p. 5780); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Examen des projets financiers de M. René Mayer*) [19 décembre 1947] (p. 5932). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Pose la question préalable* [20 décembre 1947] (p. 5976, 5977, 5978, 5979, 5980, 5981); *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6010); *Ses explications de vote sur le passage à la discussion des articles* [22 décembre 1947] (p. 6080, 6081); Art 1^{er} : *Contre-projet de M. Denais tendant à substituer un emprunt au prélèvement* (p. 6090); *dix amendements tendant à exonérer les sinistrés* (p. 6099); *Amendement de M. Courant tendant à exempter les sinistrés en reportant le prélèvement sur les dommages dus par l'Etat* (p. 6102); Art 2 : *Amendement de M. Rigal tendant à exonérer la part de bénéfices allant de 1 à 32.000 francs* (p. 6106, 6107); *Son amendement tendant à modifier les pourcentages de prélèvement* (p. 6107); *Son amendement tendant à exempter les artisans* (p. 6107, 6108); Art. 4 :

Son amendement tendant à supprimer le 2^e alinéa (p. 6139); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Création d'un prélèvement exceptionnel et mesures en faveur des sinistrés* [31 décembre 1947] (p. 6668, 6669); Art. 2 : *Son amendement tendant à exonérer les contribuables dont les bénéfices forfaitaires n'ont pas dépassé 100.000 francs pour la tranche de 0 à 32.500 francs* (p. 6676); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6249, 6250, 6251, 6292, 6253); *Pose la question préalable* (p. 6253, 6254); Art. 1^{er}, Etat I : *Amendement de M. de Chambrun tendant à incorporer dans l'Etat I les chapitres concernant le Commissariat aux Affaires allemandes et autrichiennes* (p. 6262); Chap. 518 : *Amendement de M. Arthaud relatif aux recherches intéressant la viticulture* (p. 6280); *Ses explications de vote sur l'ensemble de la loi* [27 décembre 1947] (p. 6387). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Lenteur de la discussion sur la reconduction du budget*) [27 décembre 1947] (p. 6360). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réforme fiscale; Art. 88 : *Son amendement relatif au dossier patrimonial et fiscal* [29 décembre 1947] (p. 6463, 6464); Art. 10 : *Taux et base de l'impôt sur le revenu* [30 décembre 1947] (p. 6570, 6571, 6572, 6573, 6574); *Son amendement tendant à relever l'exonération à la base de 96.000 à 132.000 francs* (p. 5675, 5676) — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Discussion de la modification du Règlement* [30 décembre 1947] (p. 6543); — sur une motion d'ordre (*Renvoi de la discussion sur le prélèvement exceptionnel*) [31 décembre 1947] (p. 6679); — au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence d'un nouveau projet de loi autorisant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation [31 décembre 1947] (p. 6680, 6681). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Pose la question préalable* [3 janvier 1948] (p. 4, 5, 6, 7); *Passage à la discussion des articles* (p. 13, 14); Art. 2 : *Son amendement tendant à exonérer les artisans* (p. 16, 17, 18); *Son amendement tendant à substituer un abattement de 96.000 francs à celui de 10.000 francs* (p. 18); *Son amendement tendant à exonérer pour la tranche de 0 à 32.500 francs*

les contribuables dont les bénéfices forfaitaires taxés sont inférieurs à 100.000 francs (p. 18, 19); *Ses explications de vote sur la question de confiance contre la prise en considération des amendements à l'article 2* [5 janvier 1947] (p. 69). — Est entendu au cours du débat sur : la nomination du bureau de l'Assemblée Nationale : *Motion préjudicielle de M. Lecourt tendant à l'affichage de la liste établie* [14 janvier 1948] (p. 152, 153); *Son rappel au Règlement et sa proposition de surseoir à l'élection du reste du bureau* (p. 155, 156); *Son opposition à la liste des candidats établie par les Présidents de groupe* (p. 156); — la démission de plusieurs membres du bureau [15 janvier 1948] (p. 175). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Prochains débats financiers*) [15 janvier 1948] (p. 176). — Est entendu au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence d'un projet de loi relatif à la réglementation des changes : *Sa réponse à M. le Président du Conseil, ses observations sur la dévaluation et la création d'un marché libre des devises* [26 janvier 1948] (p. 198, 199, 200); *Contre l'urgence* [27 janvier 1948] (p. 223, 224); Art. 1^{er} : *Dépôt des valeurs étrangères et des devises et établissement d'une taxe sur ces dépôts* [30 janvier 1948] (p. 329, 330, 331, 332) — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1948] (p. 159). — Donne sa démission en cette qualité [15 janvier 1948] (p. 175). — Est entendu au cours du débat sur la demande de discussion d'urgence du projet de loi portant retrait de la circulation des billets de 5.000 fr. [29 janvier 1948] (p. 266, 267); *Pose la question préalable* (p. 268, 269, 270); Art. 2 : *Amendement de M. Ramadier tendant à ne faire ni prélèvement ni emprunt à l'occasion de ce retrait* (p. 284); *Son amendement tendant à insérer un nouvel alinéa tendant à rembourser 50.000 fr. aux déposants ayant un revenu imposable de moins de 50.000 francs* (p. 286, 287); Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à rendre public le nom des déposants de plus de 300.000 francs ne payant pas d'impôt sur le revenu* (p. 289). — Est entendu pour un rappel au Règlement (*Discussion immédiate de sa proposition de résolution relative au prolongement du délai de dépôt des billets de 5.000 francs* [3 février 1948] (p. 343). — Prend part à la discussion de sa proposition de résolution relative au dépôt et au remboursement des billets de 5.000 francs : *Discussion générale* [3 février 1948] (p. 358,

359, 360). — Est entendu sur : la demande de discussion d'urgence de sa proposition de loi abrogeant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Sur l'urgence* [4 février 1948] (p. 399, 400); — le règlement de l'ordre du jour (*Débat de politique étrangère*) [10 février 1948] (p. 601, 602); — le dépôt avec demande de discussion d'urgence de propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux [12 février 1948] (p. 673, 674); — le règlement de l'ordre du jour (*Débat de politique étrangère*) [13 février 1948] (p. 747); — les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat financier*) [17 février 1948] (p. 791, 793); — une demande de modification de l'ordre du jour (*Discussion de la proposition de loi de M. Petsche concernant le remboursement des billets de 5.000 francs*) [20 février 1948] (p. 977, 978, 979); *Sa réponse au Ministre du Travail* (p. 981); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre la discussion immédiate de cette proposition* [24 février 1948] (p. 1005, 1006, 1007, 1008); — les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur le prélèvement exceptionnel*) [2 mars 1948] (p. 1266, 1267, 1269, 1270, 1271, 1272); [4 mars 1948] (p. 1299, 1300, 1301). — Prend part à la discussion : de propositions de loi portant statut des déportés et internés de la Résistance : *Demande de renvoi à la Commission* [4 mars 1948] (p. 1303); — des propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [5 mars 1948] (p. 1420, 1421, 1422, 1423, 1424, 1425); **Art. 1^{er}** : *Son amendement tendant à fractionner l'emprunt en neuf tranches* [6 mars 1948] (p. 1458, 1459, 1460); *Rappel au Règlement de M. Bougrain (Modifications de vote pendant le pointage)* (p. 1461, 1462); *Son amendement relatif à la date de l'émission de l'emprunt* (p. 1462); *le retire (ibid.)*; **Art. 2** : *Son amendement tendant à modifier la date d'exigibilité de l'emprunt* (p. 1465); *le retire (ibid.)*; *Son rappel au Règlement (Injures à lui adressées)* [7 mars 1948] (p. 1505); **Art. 5** : *Option entre le bénéfice réel et le forfait* (p. 1510); *Son amendement tendant à ajouter un article relevant les abattements à la base* (p. 1511); **Art. 7** : *Demande de renvoi de l'article à la Commission* (p. 1521); *Son rappel au Règlement (Pointage en cas d'écart de moins de 25 voix)* (p. 1531); *Renvoi du débat (ibid.)*; **Art. 5** : *Sous-amendement de M. Lamps tendant à supprimer le dernier alinéa de l'amen-*

dement de M. de Tinguy [8 mars 1948] (p. 1544); *Son amendement tendant à diminuer le bénéfice imposable d'un abattement de 60.000 francs* (p. 1548); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1554, 1555). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Suite du débat sur le prélèvement*) [6 mars 1948] (p. 1482). — Prend part à la discussion des interpellations sur la politique étrangère du Gouvernement : *Ses observations sur l'ordre du jour de confiance de M. Scherer et l'attitude du Gouvernement* [11 mars 1948] (p. 1665, 1666, 1667). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur les rentiers-voyagers et le Règlement*) [16 mars 1948] (p. 1746, 1747, 1748). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives au statut des déportés et internés de la Résistance (2^e partie, *déportés politiques*); **Art. 3** : *Amendement de M. Mouton tendant à compléter l'article par un alinéa relatif aux internés condamnés en vertu de lois abrogées* [19 mars 1948] (p. 2008); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2010); — du projet de loi portant aménagements fiscaux : *Discussion générale* [20 avril 1948] (p. 2078); **Art. 14** : *Suppression de l'impôt pour les revenus inférieurs à 100.000 francs* [23 avril 1948] (p. 2230, 2231); *Son amendement tendant à porter cette somme à 155.000 fr. minimum vital* (p. 2231, 2232); — du projet de loi relatif à la journée du 1^{er} mai 1948 : *Discussion générale* [27 avril 1948] (p. 2290). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur le fermage* [27 avril 1948] (p. 2316); *Crise de la S. N. E. C. M. A.* [1^{er} juin 1948] (p. 3066). — Regrette l'absence des Ministres devant répondre aux questions orales [30 avril 1948] (p. 2431). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative à la stabilisation du prix des baux à ferme : *Sa demande de renvoi à la Commission* [30 avril 1948] (p. 2441, 2442); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Retrait de l'ordre du jour* [2 juillet 1948] (p. 4282). — Est entendu sur les propositions relatives à l'ordre du jour (*Débat sur la nationalisation des écoles des houillères*) [30 avril 1948] (p. 2442). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à autoriser le défilé de la jeunesse le 16 mai : *Demande de discussion d'urgence* [4 mai 1948] (p. 2509, 2510); — du projet de loi relatif au dégage-

ment des cadres : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre les conclusions de la Commission* [1^{er} juin 1948] (p. 3051, 3052); — du projet de loi portant ratification d'une convention financière franco-libanaise, en qualité de *Rapporteur* [3 juin 1948] (p. 3156); — des interpellations de MM. Lespès, Bergasse et Montel sur l'augmentation du prix de l'électricité : *Investissements américains en France* [4 juin 1948] (p. 3234). — Est entendu : sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Aubry sur la politique du Gouvernement envers les victimes de la guerre [8 juin 1948] (p. 3283, 3284); — sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur les accords de Londres sur l'Allemagne*) [8 juin 1948] (p. 3292, 3293). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires de l'exercice 1948; Art. 1^{er} : *Renvoi de la discussion* [17 juillet 1948] (p. 4743); *Amendements de MM. Capdeville, Montel, Anxionnaz et Monteil tendant à réduire l'ensemble des crédits* (p. 4751, 4752); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Question préalable posée par M. de Chambrun* [8 août 1948] (p. 5527, 5528, 5529); *Discussion générale* [9 août 1948] (p. 5571); Art. 1^{er} : *Amendements de MM. Triboulet et Frédéric-Dupont tendant à limiter au Gouvernement actuel les pouvoirs de cette loi* (p. 5587); *Amendement de M. Minjoz tendant à réserver au Parlement la réorganisation de l'armée* (p. 5593, 5594); *Reprend l'amendement de M. Minjoz tendant à ne pas réformer les services de l'Education nationale* (p. 5596); Art. 5 : *Réforme fiscale* [10 août 1948] (p. 5655, 5656, 5657, 5658, 5659, 5661); *Son amendement tendant à soumettre la réforme fiscale au Parlement avant le 1^{er} novembre 1946* (p. 5664, 5665); *Explications de vote sur l'ensemble* (p. 5682); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Amendements de MM. René Schmitt et Gresa tendant à éviter la transformation de sociétés nationales en sociétés d'économie mixte* [17 août 1948] (p. 5823); Art. 3 : *Amendement de M. Renard tendant à reprendre au troisième alinéa le texte du Conseil de la République* (p. 5824, 5825); Art. 5 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la soumission à l'Assemblée des décrets concernant les impôts* (p. 5826, 5827, 5828); *Ses explications de vote sur l'ensemble*

(p. 5830). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Date de la prochaine séance*) [17 août 1948] (p. 5832). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Pleven tendant à supprimer le premier alinéa relatif à la nomination de Conseillers par l'Assemblée* [17 août 1948] (p. 5841, 5842, 5843); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Demusois tendant à ne pas supprimer les députés élus par l'Assemblée (Position de son groupe sur les élections cantonales)* [20 septembre 1948] (p. 6737); *Ses explications de vote sur l'ensemble du projet (Problème des élections cantonales)* (p. 6749); — du projet de loi concernant la liquidation de biens et intérêts italiens en Tunisie, en qualité de *Rapporteur pour avis* [20 août 1948] (p. 6026); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour le Budget général de l'exercice 1948; Art. 7 : *Amendement de M. Denis tendant à disjoindre les articles 7 et 8* [20 août 1948] (p. 6052); — de la proposition de loi relative aux élections cantonales : *Question préalable posée par M. Barrachin* [24 août 1948] (p. 6143, 6144, 6147, 6148); *Discussion générale* (p. 6156); Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Dreyfus-Schmidt tendant à fixer l'organisation départementale* (p. 6167, 6168); *Amendement de M. de Raulin-Laboureur tendant à fixer le renouvellement des conseils généraux avant celui du Conseil de la République* (p. 6169, 6170); *Amendement de M. Cristofol tendant à tenir compte pour chaque canton de la densité de la population* (p. 6170, 6171); Art. 3 : *Demande de disjonction de l'article présentée par M. Bétolaud* [25 août 1948] (p. 6191); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Motion préjudicielle de M. Lussy tendant à fixer les élections en 1949* [22 septembre 1948] (p. 6835, 6836); Art. 2 : *Renouvellement du conseil général intégralement tous les six ans* (p. 6840, 6841); *Demande de M. Valentino de renvoi de la discussion* (p. 6842); *Demande de suspension de séance de M. de Moro-Giafferri* [23 septembre 1948] (p. 6854); *Renouvellement du conseil général intégralement tous les six ans* (p. 6857); *Ses explications de vote sur la demande de discussion d'urgence de la proposition de loi Cudenet-Lussy concernant la date des élections* (p. 6858, 6859, 6861, 6862); — du projet de loi portant modification des autori-

sations d'engagement de dépenses et de crédits pour 1948 (Investissements) : *Discussion générale* [26 août 1948] (p. 6357). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses observations sur le programme de M. Schuman* [31 août 1948] (p. 6407, 6408, 6409, 6410, 6411, 6412, 6414). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition du Gouvernement et sa politique [7 septembre 1948] (p. 6440); la développe (p. 6444, 6445, 6446, 6447); *Discussion générale* (p. 6451). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses observations sur le programme de M. Queuille* [10 septembre 1948] (p. 6474, 6475, 6476, 6477); *Sa réponse à M. Queuille* (p. 6480); *Ses explications de vote sur la motion d'investiture de M. Queuille* (p. 6489, 6490). — Est entendu sur ; la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Kriegel-Valrimont sur la politique et la composition du Gouvernement [14 septembre 1948] (p. 6510, 6511); — les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur les rentiers-viagers et les projets financiers*) [14 septembre 1948] (p. 6528). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur l'exercice 1948 ; Art. 1^{er} : *Ouverture d'un crédit de 3 milliards pour la prime uniforme et exceptionnelle* [16 septembre 1948] (p. 6566, 6567); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et augmentation d'impôts : *Discussion générale* [18 septembre 1948] (p. 6602); Art. 1^{er} : *Son contre-projet tendant à fixer les conditions de recouvrement des profits illicites et à augmenter les impôts sur les sociétés* (p. 6642, 6643, 6644, 6645, 6646, 6647, 6648); Art. 1^{er} A : *Son sous-amendement tendant à ne pas majorer l'impôt sur le revenu pour les revenus inférieurs à 162.000 francs* (p. 6660); *Son amendement tendant à hâter le recouvrement des profits illicites* (p. 6663); *Son amendement relatif aux sociétés n'ayant pas subi le prélèvement exceptionnel* (p. 6664); *Son amendement tendant à taxer les réserves des sociétés* (p. 6664); *Son amendement tendant à interdire une dévaluation nouvelle* (p. 6664, 6665); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} A : *Amendement de M. Garcia tendant à reprendre le texte du Conseil de la République concernant les majorations d'impôts directs* [24 septembre 1948] (p. 6891); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 6897); —

du projet de loi portant statut du personnel de la police : *Son rappel au règlement (art. 43 du règlement)* [20 septembre 1948] (p. 6757, 6758); — des interpellations sur les événements de Grenoble : *Son ordre du jour motivé invitant le Gouvernement à dissoudre le R. P. F.* [21 septembre 1948] (p. 6810); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Lussy* (p. 6810, 6811). — Est entendu sur la recevabilité d'une demande de discussion d'urgence (*Proportionnelle dans les élections cantonales*) [22 septembre 1948] (p. 6838). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les élections au Conseil de la République : *Discussion générale* [23 septembre 1948] (p. 6854); — de la proposition de loi de MM Cudenet et Lussy relative au renouvellement des conseils généraux : *Demande de discussion d'urgence* [23 septembre 1948] (p. 6864); *Discussion générale* (p. 6867); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à fixer la date du renouvellement en octobre 1948* [25 septembre 1948] (p. 6922); — des interpellations sur les révélations de M. le Ministre de l'Intérieur et les grèves des mineurs : *Ses observations sur l'anti-communisme du Ministre de l'Intérieur, les calomnies lancées contre le parti communiste dans le présent et dans le passé, la situation financière du parti communiste à la banque de l'Europe du Nord, la situation financière du parti socialiste, les subventions venant de l'étranger, les voyages de MM. Lallemand et Claessens en U. R. S. S., les bienfaits de l'alliance soviétique* [19 novembre 1948] (p. 7124 et suiv.); *Sa réponse au Ministre de l'Intérieur au sujet des instructions Idanov et des comptes bancaires communistes* (p. 7139, 7140); *Son ordre du jour prévoyant la création de commissions d'enquête pour vérifier les comptes et opérations bancaires du parti communiste français et du journal Le Populaire* (p. 7142); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre son ordre du jour, ses observations sur les dépenses de propagande du parti communiste* [23 novembre 1948] (p. 7158, 7159); *Son amendement à l'ordre du jour de M. Dusseaulx tendant à prévoir une enquête sur l'activité du R. P. F. et ses observations sur la lettre de demande de fonds de M. Macouin* [24 novembre 1948] (p. 7193 et suiv.); *Reprend l'ordre du jour de M. Terrenoire prévoyant la création d'une commission*

d'enquête (p. 7198); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Cudenet* (p. 7198, 7199); — du projet de loi relatif à la procédure de vote du budget de l'exercice 1949: *Question préalable posée par M. Lespès* [10 décembre 1948] (p. 7536); *Discussion générale: Ses observations sur la réforme fiscale, les méfaits du plan Marshall et le chômage imminent, les augmentations d'impôts exigées par les U. S. A., la politique belliqueuse du Gouvernement, la procédure exceptionnelle de vote en bloc du budget et l'opinion du Président Herriot à ce sujet en 1945* [10 décembre 1948] (p. 7537 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation sur les conditions dans lesquelles M. Houillier a été assassiné par un agent de police à Saint-Mandé le 12 décembre 1948 [14 décembre 1948] (p. 7566). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation: *Ses observations sur l'assassinat de M. Houillier par l'agent de police Nohan, les consignes anti-communistes du Ministre de l'Intérieur* [14 décembre 1948] (p. 7581 et suiv.). — Prend part à la discussion: du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949: *Discussion générale (Ses observations sur le vote trop rapide du budget, la marschallisation de la France et les plans d'investissement du Gouvernement, le chômage en Europe occidentale, les plans d'exportation des 19, l'augmentation de la dette française, la baisse du standard de vie, la réforme fiscale, l'exonération à la base de l'impôt général sur le revenu, les augmentations exagérées d'impôts, les amendes sur profits illicites, les affaires Gaertner et Boussac, la taxation des sociétés anonymes et la politique à suivre sur le plan extérieur* [21 décembre 1948] (p. 7819, 7820, 7821, 7822, 7823, 7824, 7825, 7826, 7827); *Demande de renvoi à la Commission présentée par le Gouvernement* [22 décembre 1948] (p. 7868); *Art 9: Amendement de M. Baylet tendant à majorer de 25 0/0 le taux de la taxe à la production et de 15 0/0 les autres impôts indirects* [23 décembre 1948] (p. 7893, 7894); *Art. 9 bis: Son amendement tendant à insérer un article nouveau frappant les sociétés anonymes ayant échappé au prélèvement Mayer* (p. 7909); *Son amendement tendant à insérer un article nouveau fixant au minimum vital l'exonération à la base pour l'impôt* (p. 7909, 7910); *Art 1^{er}: Son amendement tendant à réduire de 150 milliards les crédits pour les dépenses civiles en 1949*

(p. 7936); *Art. 2: Son amendement tendant à réduire de 150 milliards les crédits pour les dépenses militaires* (p. 7944); *Art. 9 bis: Son amendement tendant à créer une taxe exceptionnelle sur les sociétés ayant échappé au prélèvement Mayer* (p. 7955); *Son amendement tendant à fixer au minimum vital l'exonération à la base* (ibid.); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République: *Discussion générale* [31 décembre 1948] (p. 8252, 8253, 8254); — du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens pour 1949 et relatif à diverses dispositions d'ordre financier; *Art. 1^{er}: Amendement de M. E. Rigal tendant à reporter au 1^{er} février 1949 l'application de la réforme fiscale* [29 décembre 1948] (p. 8092, 8093, 8094, 8099); *Art. 39: Amendement de M. Touchard tendant à exonérer les associations d'anciens combattants de la taxe sur le chiffre d'affaires et de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux* (p. 8110); — d'une proposition de résolution relative aux gaspillages signalés par le rapport de la Cour des Comptes: *Discussion générale* [31 décembre 1948] (p. 8313, 8314, 8315). — Dépose une demande d'interpellation sur les gaspillages signalés dans le rapport de la Cour des Comptes [31 décembre 1948] (p. 8346). — Est élu *Vice-Président de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6). — En cette qualité: *Préside: la 1^{re} séance du 4 février 1949* (p. 337); — la 1^{re} séance du 11 février 1949 (p. 506); — la 1^{re} séance du 25 février 1949 (p. 929); — la 2^e partie de la 3^e séance du 25 février 1949 (p. 975); — la 1^{re} séance du 8 mars 1949 (p. 1294); — la 2^e séance du 10 mars 1949 (p. 1504); — la 1^{re} séance du 23 mars 1949 (p. 1746); — la 3^e séance du 31 mars 1949 (p. 1949); — la 2^e séance du 7 avril 1949 (p. 2181); — la 4^e partie de la 3^e séance du 12 avril 1949 (p. 2403); — la 1^{re} séance du 23 juin 1949 (p. 3664); la 5^e partie de la 2^e séance du 28 juin 1949 (p. 3896); — la 1^{re} séance du 30 juin 1949 (p. 3947); — la 2^e partie de la 1^{re} séance du 6 juillet 1949 (p. 4259); — la 3^e séance du 12 juillet 1949 (p. 4683); — la 1^{re} séance du 13 juillet 1949 (p. 4703); — la 2^e séance du 20 juillet 1949 (p. 4852); — la séance du 27 juillet 1949 (p. 5367); — la 2^e séance du 10 novembre 1949 (p. 6050); — la 1^{re} séance du 15 décembre 1949 (p. 6893); — la 2^e séance du 29 décembre 1949 (p. 7521); — la 2^e séance du 31 décembre 1949 (p. 7649); — la 2^e séance du 4 janvier 1950

(p. 102). — Prend part à la discussion : d'interpellations sur la mutation d'un magistrat et la répression de faits de collaboration avec l'ennemi (Attaque contre M. A. Marie) : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. d'Astier de la Vigerie demandant la nomination d'une Commission d'enquête* [8 février 1949] (p. 421, 422, 423); — d'une interpellation sur les déclarations du secrétaire général du parti communiste (M. Maurice Thorez) : *Discussion générale (Ses observations sur l'alliance franco-soviétique, la politique d'agression des Etats-Unis, l'aide accordée à l'Allemagne aux dépens de la France, la politique anti-soviétique faite par la France de 1935 à 1939)* [24 février 1949] (p. 889, 890, 891, 892); *Son ordre du jour invitant le Gouvernement à assurer la paix par l'alliance soviétique* (p. 899). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Nécessité de compléter le discours de M. Petsche, Ministre des Finances, par le bilan de la Banque de France*) [10 mars 1949] (p. 1520). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine : *Discussion générale* [11 mars 1949] (p. 1578, 1579); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Demande de M. Serre de renvoyer le débat à la suite* [11 mars 1949] (p. 1591). — Est entendu sur : la motion de censure déposée par M. Capitant : *Fixation de la date du débat* [11 mars 1949] (p. 1592); *Sa motion préjudicielle tendant à organiser le débat* [15 mars 1949] (p. 1623 et suiv.); *Ses explications de vote sur la motion de censure de M. Capitant* (p. 1636); *Dépose une motion de censure* (p. 1645); *Proposition de M. Schmitt de fixer le débat sur cette motion de censure au 9 novembre 1949* (p. 1645); — le procès-verbal de la séance précédente : *Renvoi de la discussion sur sa motion de censure* [22 mars 1949] (p. 1669, 1670); — une demande de modification de l'ordre du jour (*Débat sur le pacte atlantique*) [22 mars 1949] (p. 1703, 1704). — Dépose une demande d'interpellation sur la signature du pacte atlantique récemment décidée par le Gouvernement [22 mars 1949] (p. 1726). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des affaires étrangères, en qualité de *Rapporteur* [30 mars 1949] (p. 1889, 1890); Chap. 305 : *Demande du Gouvernement de rétablir l'abattement pour les frais de représentation* (p. 1893); Chap. 308 : *Dé-*

penses de matériel des services à l'étranger (p. 1893); Chap. 508 : *Amendement de M. Triboulet tendant à porter à 35 millions l'abattement sur la subvention à l'importation de céréales en Tunisie* (p. 1894); Commissariat aux affaires allemandes et autrichiennes, en qualité de *Rapporteur* (p. 1894, 1895). — Pose une question à M. le Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil relative : à la limite d'âge ne donnant plus droit aux prestations familiales pour un fonctionnaire né en 1886; la date de mise à la retraite de ce fonctionnaire en vertu des dernières lois en vigueur [20 mai 1949] (p. 2750). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur la demande en autorisation de poursuite contre M. Georges Morand : *Demande de M. Montel de renvoi du scrutin public* [10 juin 1949] (p. 3273, 3274); — des conclusions d'un rapport sur une demande en autorisation de poursuites contre M. Thorez : *Discussion générale* [22 juin 1949] (p. 3636, 3637, 3638, 3639, 3640, 3641); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor : *Discussion générale* [7 juillet 1949] (p. 4357, 4358, 4359, 4360); Art. 3 : *Son amendement tendant à confisquer les profits de changes faits par les sociétés, grâce à l'achat à terme de devises étrangères* (p. 4365, 4366); — du projet de loi portant ratification du pacte de l'Atlantique : *Suite du débat* [22 juillet 1949] (p. 5073); *Son rappel au règlement* [25 juillet 1949] (p. 5250, 5251); *Ses explications de vote sur l'article unique* [26 juillet 1949] (p. 5335, 5336, 5337, 5338, 5339, 5340). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les primes de vacances accordées au personnel de la sécurité sociale [29 juillet 1949] (p. 5521, 5522, 5523); — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures prises pour faciliter les investissements de capitaux étrangers en France [13 octobre 1949] (p. 5766); — sur la dévaluation du franc et ses conséquences pour les travailleurs [13 octobre 1949] (p. 5766). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme et la personnalité de M. René Mayer*) [20 octobre 1949] (p. 5889, 5890, 5891, 5892, 5893, 5894). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. Bidault, les salaires insuffisants, l'attitude de la France envers l'U.R.S.S., le recul de M. Daniel Mayer,*

un nouveau scandale du vin, le programme du C.N.R. et les engagements qu'aurait dû prendre M. Bidault) [27 octobre 1949] (p. 5923, 5924, 5925, 5926, 5927). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant statut du personnel des communes : *Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par M. Truffaut* [8 novembre 1949] (p. 6005); — des interpellations sur la politique à l'égard de l'Allemagne : *Discussion générale (Ses observations sur les Alsaciens-Lorrains en U.R.S.S.)* [25 novembre 1949] (p. 6343); — des interpellations sur la péréquation des retraites civiles et militaires : *Amendement de M. Grésa à l'ordre du jour de confiance de M. Le Coutaller tendant à « inviter » le Gouvernement au lieu de lui « faire confiance »* [29 novembre 1949] (p. 6424); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Sa demande de renvoi à la Commission des finances* [26 décembre 1949] (p. 7242; 7243), Art. 2 : *Amendement de M. Védrières tendant à augmenter de 1.370 millions les crédits pour la modernisation du réseau de télécommunication* (p. 7267); Art. 7 : *Motion de M. Denais tendant à surseoir à l'examen des propositions de recettes nouvelles* [27 décembre 1949] (p. 7353, 7354); Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir un impôt exceptionnel sur les super-bénéfices des personnes morales* (p. 7364, 7365, 7366); Art. 25 : *Amendement de M. Pronteau tendant à supprimer l'article majorant la taxe à la production* (p. 7393, 7394); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Pronteau tendant à supprimer l'article interdisant les dépenses au delà des maxima fixés* [28 décembre 1949] (p. 7494); *Organisation du vote sur la question de confiance posée contre les amendements à l'article 25 majorant la taxe à la production* [30 décembre 1949] (p. 7596); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'article 27 créant un impôt sur les bénéfices non distribués des sociétés* (p. 7607, 7608). — Dépose une demande d'interpellation sur les scandales de la guerre du Viet-Nam et l'affaire Revers-Mast [17 janvier 1950] (p. 284); la développe (p. 284, 285, 287, 288, 289); *Son ordre du jour demandant la création d'une Commission d'enquête* (p. 289). — Prend part à la discussion du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Sa motion préjudicielle tendant à surseoir à la ratification* [27 janvier 1950] (p. 604). — Est entendu sur une commu-

nication du Gouvernement (*Ses observations sur la démission des Ministres socialistes, la personnalité de Bao Dai, l'affaire Van Co, le colonialisme, les opinions de Jules Guesde et de Jaurès sur la guerre coloniale et le recul du gaullisme*) [7 février 1950] (p. 1019, 1020, 1021, 1022, 1023, 1024, 1025, 1026, 1027). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur la composition du Gouvernement : *Discussion générale (Ses observations sur les réponses de MM. Bastid et Ramadier aux accusations lancées contre eux)* [7 février 1950] (p. 1037, 1038, 1039). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique de réaction et de répression du Gouvernement [21 février 1950] (p. 1263). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [24 mars 1950] (p. 2361, 2362, 2363, 2364, 2365). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion de son interpellation*) [21 février 1950] (p. 1279). — Dépose une demande d'interpellation sur les déclarations de M. Villiers, Président du Conseil national du patronat français [2 mars 1950] (p. 1619). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat : *Discussion générale* [3 mars 1950] (p. 1732); Art. 1^{er} : *Application de la peine de réclusion pour les infractions prévues à l'alinéa 2 de l'article 76 du Code pénal* (p. 1726); *Amendement de M. Coffin tendant à humaniser les peines prévues par l'article 76 du Code pénal* (p. 1805, 1806, 1807); *Sous-amendement de M. Tourtaud tendant à ne pas punir toute aide aux ouvriers exerçant leur droit de grève* (p. 1825); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur l'adoption de l'amendement de M. de Menthon* [8 mars 1950] (p. 1936, 1937, 1938); — d'une proposition de résolution relative au versement trimestriel supplémentaire à certains retraités : *Discussion générale* [14 mars 1950] (p. 1972); — du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis; Article unique : *Ratification de l'accord franco-américain du 27 janvier 1950* (15 mars 1950) (p. 2088). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion de l'interpellation de M. Peyrat sur l'attentat contre le journal de Châteauroux *La Marseillaise (Ses observations sur les complots fascistes et gaullistes non réprimés par la police)* [21 mars 1950] (p. 2220,

2224). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'arrestation illégale de Mme Marie Lambert, *Député du Finistère*, sous prétexte de flagrant délit [25 avril 1950] (p. 2806); — sur l'arrestation illégale de M. A. Signor, *Député du Finistère*, et le crime commis sur l'ordre du Gouvernement à Brest [25 avril 1950] (p. 2806); *la développe* [27 avril 1950] (p. 2986, 2987, 2988, 2989) : *Discussion générale* (p. 2993, 2994); *Son ordre du jour niant le délit commis par les deux députés tendant à faire cesser les poursuites et à ouvrir une enquête sur les conditions de l'arrestation illégale* (p. 2294); *Ses explications de vote sur son ordre du jour* (p. 3005). — Prend part à la discussion : des interpellations sur les événements de Brest : *Discussion générale* [27 avril 1950] (p. 3014, 3015, 3016); *Son ordre du jour demandant la création d'une Commission d'enquête sur les incidents de Brest* (p. 3021); — d'une proposition de loi relative au reclassement des fonctionnaires; Article unique : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'application de l'article premier de la loi des maxima* [24 juin 1950] (p. 5263, 5264, 5265). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Queuille) (*Etablissement du minimum vital et guerre de Corée*) [30 juin 1950] (p. 5313, 5314, 5315, 5316, 5317, 5318, 5319, 5320). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition et la politique générale du Gouvernement [4 juillet 1950] (p. 5344). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [4 juillet 1950] (p. 5346, 5347, 5350). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Plevin) (*Ses observations sur le gaullisme de M. Plevin, le reclassement des fonctionnaires, les pensions des anciens combattants, l'établissement du minimum vital, l'indemnité de chômage, les investissements et la guerre de Corée*) [11 juillet 1950] (p. 5372, 5373, 5374, 5375, 5376, 5377, 5378, 5380, 5381). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition et la politique du Gouvernement [13 juillet 1950] (p. 5401); Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [13 juillet 1950] (p. 5403, 5404, 5405, 5406, 5407, 5416, 5417). — Prend part à la discussion du projet de loi approuvant une convention conclue avec la Banque de France : *Discussion générale* [2 août 1950] (p. 6524, 6525); Article unique : *Ratification*

de l'accord conclu au sujet de la réévaluation du stock d'or (p. 6526). — Dépose une demande d'interpellation : sur les attentats de caractère fasciste de Paris et de Nice [17 octobre 1950] (p. 6918); — sur la formation d'une garde territoriale qui constitue une milice fasciste [17 octobre 1950] (p. 6919). — Prend part à la discussion d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 (Accusations portées contre M. Jules Moch) : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Chevallier* [1^{er} décembre 1950] (p. 8435, 8436, 8437). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion de la réforme électorale*) [19 décembre 1950] (p. 9292, 9293); *Demande de M. Plevin d'organiser le débat* (p. 9293, 9294). — Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Son contre-projet tendant à fixer à 340 milliards le budget militaire* [28 décembre 1950] (p. 9738). — Dépose une demande d'interpellation sur la dissolution de la Fédération syndicale mondiale et des autres fédérations démocratiques internationales [30 janvier 1951] (p. 519); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [13 février 1951] (p. 1074, 1075, 1078). — Est entendu : sur les propositions de la Conférence des présidents (*Discussion des interpellations déposée par le groupe communiste*) [30 janvier 1951] (p. 530, 531); — sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les entretiens de Washington [7 février 1951] (p. 869, 870). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art 1^{er} : *Amendement de M. Delachenal tendant à ne prévoir qu'un seul tour de scrutin* [27 février 1951] (p. 1680). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique économique et financière du Gouvernement et la répercussion de la politique de préparation à la guerre [11 avril 1951] (p. 3169); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [12 avril 1951] (p. 3215, 3216, 3217); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3399, 3400, 3401, 3402). — Est entendu pour un incident (*Article de M. Perroy dans la « Revue socialiste »*) [12 avril 1951] (p. 3222). — Prend part à la discussion : **du projet de loi relatif à l'élection des membres**

de l'Assemblée Nationale, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur la motion préjudicielle de M. Cot (truquage des apparentements, attitude du général de Gaulle, la montée de Hitler au pouvoir, lettre de M. Thomas à un membre du R.P.F.)* [7 mai 1951] (p. 4779, 4780, 4781, 4782, 4783); — du projet de loi de finances pour 1951; Art. 6 : *Son amendement tendant à porter l'abattement à la base à 240.000 francs et à augmenter le taux pour les gros revenus* [18 mai 1951] (p. 5510).

DUCLOS (M. Jean), *Député de Seine-et-Oise* (2^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102). [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (application de l'article premier de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [26 janvier 1948] (p. 195), [4 mai 1948] (p. 2484).

Dépôts :

Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à l'aménagement du décret du 20 janvier 1940 et de la loi du 9 septembre 1941 concernant la présomption d'origine en matière de pensions, n° 320. — Le 28 janvier 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 25 octobre 1945 portant majoration des pensions des lois des 31 mars 1919 et 24 juin 1919 et des allocations ou majorations qui s'y ajoutent, n° 389. — Le 6 février 1948, une proposition de loi tendant à revaloriser la retraite du combattant au coefficient 5, n° 3298. — Le 20 janvier 1949, une proposition de loi tendant à protéger les anciens combattants et les victimes de guerre en matière d'expulsion de leur appartement, n° 6127. — Le 2 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à évincer des opérations de la « revision des pensions dites abusives », celles qui furent attribuées par décision de justice, n° 6639. — Le 1^{er} décembre

1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Touchard et plusieurs de ses collègues tendant à revaloriser la retraite du combattant, n° 8546. — Le 16 décembre 1950, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Touchard et plusieurs de ses collègues (n° 458) tendant à évincer des opérations de la « Revision des pensions dites abusives », celles qui furent attribuées par décision de justice, n° 11681.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 001 : *Retraite du combattant* [21 juillet 1947] (p. 3313, 3314, 3315); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Etat I, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 001 : *Retraite du combattant* [26 décembre 1947] (p. 6282, 6283); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [5 février 1948] (p. 436); Art. 7 : *Son amendement relatif au relèvement des pensions de guerre* [6 février 1948] (p. 519); *Amendement de M. Louvet tendant à étendre les avantages de la loi du 31 mars 1919 aux victimes civiles de la guerre* (p. 520); — de propositions de loi relatives au statut des déportés et internés de la Résistance : *Demande de renvoi à la Commission* [4 mars 1948] (p. 1303); Art. 4 : *Amendement de M. Terrenoire relatif aux travailleurs volontaires en Allemagne* (p. 1312); Art. 12 : *Son amendement tendant à créer une médaille des déportés* (p. 1317); le retire (ibid.); de ces propositions de loi amendées par le Conseil de la République : Art. 5 : *Amendements de MM. Deveny et Michelet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux travailleurs en Allemagne* [18 juillet 1948] (p. 4817, 4818); — de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : Art. 4 : *Amendement de Mme Nédelec tendant à exonérer les mutilés de guerre* [6 mars 1948] (p. 1480); — du projet de loi portant statut provisoire de la S.N.E.C.M.A. amendé par le Conseil de la République : Art. 2 : *Vote sur l'ensemble de l'article* [1^{er} juillet 1948] (p. 4267); — de l'in-

terpellation de M. Aubry relative aux anciens combattants et victimes de guerre : *Discussion générale* [5 août 1948] (p. 5384); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 400 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Revalorisation des pensions)* [6 août 1948] (p. 5425, 5426); Chap. 312 : *Soins médicaux gratuits* (p. 5429). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur les incidents du 11 novembre : *Ses observations sur la présence de la police* [25 novembre 1948] (p. 7221) — Prend part à la discussion de propositions de loi modifiant le statut des combattants volontaires de la Résistance : Art. 2 : *Amendement de M. Roucaute tendant à supprimer la clause : « Pendant trois mois au moins »* [14 décembre 1948] (p. 7570). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance (*Heure de levée de la séance*) [14 avril 1949] (p. 2460). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des anciens combattants et victimes de la guerre; Chap. 001 : *Son amendement tendant à augmenter de 530 fr. l'abattement sur la retraite du combattant* [19 mai 1949] (p. 2664, 2665, 2666); Chap. 311 : *Soins médicaux gratuits aux pensionnés de guerre* (p. 2686, 2687); — d'une proposition de loi portant revalorisation de la retraite du combattant : *Urgence* [8 décembre 1949] (p. 6677, 6678); — des interpellations sur la politique du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [24 mars 1950] (p. 2403); — d'une proposition de loi relative à l'affiliation à la Sécurité sociale des invalides, veuves et orphelins de guerre; Art. 2 : *Amendement de M. Aubry tendant à placer cette loi dans le cadre de la loi créant la Sécurité sociale* [30 mai 1950] (p. 3995); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Chap. 3110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les frais de déplacement du personnel et indemnités aux médecins civils (Centres de réforme)* [24 juillet 1950] (p. 5894); *le retire* (ibid.); Chap. 4060 : *Soins médicaux gratuits (Grève du corps médical)* (p. 5895, 5896, 5897, 5898). — Dépose une demande

d'interpellation sur le retard apporté au paiement de la retraite du combattant [20 octobre 1950] (p. 7063). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 10 : *Amendement de M. Rollin tendant à amnistier les condamnés cités ou décorés pour des faits postérieurs aux délits commis* [17 novembre 1950] (p. 7888, 7889); Art. 13 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant la réintégration dans l'ordre de la Légion d'honneur* [28 novembre 1950] (p. 8210); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 3080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de révision des pensions (Révision des pensions dites « abusives »)* [16 mai 1951] (p. 5280).

DUFOREST (M. Amand), Député de la Sarthe.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission des affaires économiques [17 décembre 1946] (p. 404), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de Justice (Application de l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

Dépôts :

Le 26 août 1947, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi approuvant un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande, concernant l'octroi de crédits destinés à financer les achats de laines et autres produits néo-zélandais, n° 2493. — Le 10 septembre 1948, un avis au nom de la Commission des affaires économiques, sur le projet de loi relatif au *Bulletin officiel du Registre du Commerce et du Registre des Métiers*, n° 5459. — Le 12 mars 1949, un avis au nom de la Commission des affaires économiques sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée

Nationale relatif au *Bulletin officiel du Registre du Commerce et du Registre des Métiers*, n° 6814.

— Le 13 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques, sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 1^{er} janvier 1949 précisant que les relations douanières entre l'A. E. F. et le Cameroun seront réglées par une convention approuvée par les Hauts-Commissaires de ces deux territoires, n° 7887. — Le 13 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques, sur le projet de loi tendant à ratifier le décret du 22 mars 1949 approuvant une délibération prise par le Conseil d'administration du Cameroun du 29 octobre 1948 demandant la modification des articles 43 et 44 du décret du 17 février 1921 relatif au fonctionnement du Service des douanes dans ce territoire, n° 7888.

— Le 24 novembre 1949, une proposition de loi modifiant les articles 8, 9 et 10 de la loi du 11 octobre 1940 sur la lutte contre le travail noir, n° 8488. — Le 15 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention franco-sarroise en matière de propriété industrielle du 15 décembre 1948, n° 8721.

— Le 30 décembre 1949, une proposition de loi modifiant l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945, relative aux prix et l'ordonnance n° 45-1484, relative à la constatation, la poursuite et la répression des infractions à la législation économique, n° 8911. — Le 25 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier la procédure des recouvrements fiscaux par prélèvement sur les comptes courants postaux, n° 10074. — Le 3 janvier 1951, une proposition de loi modifiant la loi du 11 octobre 1946 instituant les services médicaux du travail, n° 11844. — Le 21 février 1951, une proposition de loi portant organisation de l'artisanat, n° 12298.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre au sujet du scandale des importations irrégulières des textiles [16 novembre 1948] (p. 6990).
= S'excuse de son absence [2 juin 1949] (p. 3044).

DUFOUR (M. André), Député de l'Isère.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de comptabilité [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu secrétaire de cette Commission [J. O. du 21 décembre 1946] (p. 10804), [J. O. du 29 janvier 1948] (p. 965), [J. O. du 21 janvier 1949] (p. 817); — Est nommé membre de la Commission des moyens de communications et du tourisme [14 juin 1949] (p. 3347), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); — Est élu vice-président de la Commission de comptabilité [25 janvier 1950] (**F. n° 500**). [J. O. du 25 janvier 1951] (p. 883). — Est nommé juge suppléant à la Haute-Cour de justice (application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

Dépôts :

Le 29 mai 1947, une proposition de loi tendant à l'attribution d'une médaille aux prisonniers civils, déportés, otages et internés de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1939-1945, n° 1488. — Le 10 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Lenormand et plusieurs de ses collègues tendant à majorer l'allocation journalière d'attente accordée aux sinistrés et aux réfugiés nécessiteux, dont le taux actuel a été fixé par l'ordonnance n° 45-39 du 8 janvier 1945 ainsi qu'à relever le plafond des indemnités et ressources admises pour bénéficier de cette allocation, n° 1973. — Le 6 juillet 1948, une proposition de loi tendant à l'exonération et au remboursement du prélèvement exceptionnel institué par la loi du 7 janvier 1948, modifiée par la loi du 12 mars 1948 et de l'impôt sur les bénéficiaires agricoles, les agriculteurs victimes des récentes inondations de l'Isère ayant entraîné une perte de récolte, n° 4870. — Le 12 juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouverne-

ment à permettre aux travailleurs bénéficiaires des congés payés d'avoir accès à tous les trains de voyageurs quelle que soit la date de départ. **n° 7858.** — Le 8 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux tuberculeux en traitement dans les établissements de cure, à leurs familles et aux personnes désignées par les malades : 1° la réduction de 50 0/0 sur les tarifs de chemins de fer; 2° la franchise postale, **n° 8648.** — Le 8 décembre 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Mudry et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour favoriser la percée d'un tunnel routier sous le Fréjus afin d'assurer une liaison routière rapide France—Italie, **n° 8649.** — Le 16 décembre 1949 une proposition de résolution tendant à la renonciation par les membres de l'Assemblée Nationale à l'augmentation prévue, en application des dispositions sur le reclassement de la fonction publique, de l'indemnité parlementaire, à dater du 1^{er} janvier 1950, **n° 8751.** — Le 3 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le trafic des voyageurs et des messageries sur la ligne de chemin de fer de Saint-Georges-de-Commiers à La Mure (Isère), **n° 9170.** — Le 23 février 1950, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder à tous les tuberculeux la carte de priorité pour les transports, **n° 9329.** — Le 14 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à transformer l'école préparatoire de médecine de Grenoble en école de plein exercice, **n° 9482.** — Le 25 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Dufour et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir le trafic des voyageurs et des messageries sur la ligne de chemin de fer de Saint-Georges-de-Commiers à La Mure (Isère), **n° 10055.** — Le 15 juin 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de commu-

nication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à accorder aux tuberculeux en traitement dans les établissements de cure, à leurs familles et aux personnes désignées par les malades : 1° la réduction de 50 0/0 sur les tarifs de chemins de fer; 2° la franchise postale, **n° 10304.** — Le 3 avril 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures pour indemniser les ouvriers et leur employeurs victimes des dégâts occasionnés par l'avalanche qui est venue s'écraser à l'Alpe de Venosc (Isère) sur les ardoisières exploitées par un petit industriel réduisant au chômage et à la misère les ouvriers de l'entreprise et causant 10 millions de dégâts, **n° 12661.** — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution (n° 11982) de M. Billat et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à créer le service de cars Grenoble—Bourg desservant les régions de Morestel, Montalieu (Isère), Lagnieu (Ain) et réclamé par les assemblées départementales et locales de l'Isère et de l'Ain, **n° 12806.** — Le 26 avril 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi (n° 12710) de Mme Hélène Le Jeune et plusieurs de ses collègues tendant à accorder à tous les soldats, appelés ou rappelés de la métropole, des territoires occupés ou en garnison en Afrique, la franchise postale pour la correspondance, ainsi que pour les colis de vêtements et denrées alimentaires qui leur seront expédiés par leurs familles, **n° 12973.**

Interventions :

Son rapport au nom du 5^e bureau sur les opérations électorales du département de la Loire-Inférieure [28 novembre 1946] (p. 19) — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A. : ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE, Chap. 500 : *Amendement de Mme Darras tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'Office national des combattants et victimes de la guerre* [21 juillet 1947] (p. 3327, 3328, 3330); Chap.

700 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour le corps des assimilés spéciaux* (p. 3330, 3331); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Etat I, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE : *Discussion générale* [27 décembre 1947] (p. 6275). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente (*Secours aux victimes des inondations de l'Isère*) [24 juin 1948] (p. 3908, 3909) — Prend part à la discussion : des propositions de résolution tendant à apporter des secours aux victimes des inondations des Alpes : *Discussion générale* [24 juin 1948] (p. 3915); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour aider les victimes des calamités publiques : *Discussion générale* [7 juillet 1948] (p. 4448); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire de 10.000 francs les crédits pour l'administration centrale (Emplois réservés)* [6 août 1948] (p. 5424, 5425); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant statut du personnel de la police : *Discussion générale (Incidents de Grenoble)* [20 septembre 1948] (p. 6755, 6756, 6757). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents de Grenoble et l'activité des groupes armés du R. P. F. [20 septembre 1948] (p. 6759); *la développe* [21 septembre 1948] (p. 6793 et suiv.) — Est entendu sur les conclusions d'un rapport concernant les dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française : *Discussion générale (Relèvement de l'indemnité parlementaire)* [2 décembre 1948] (p. 7337). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des anciens combattants et victimes de la guerre; Chap. 100 : *Traitement du personnel (Application du statut des déportés et internés de la Résistance)* [19 mai 1949] (p. 2674); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail : *Discussion générale* [15 décembre 1949] (p. 6926); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 40 : *Son amendement tendant à réserver les crédits destinés à la majoration de l'indemnité parlementaire* [27 décembre 1949] (p. 7415); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils; P. T. T., Chap. 1230 : *Son amendement tendant à réduire*

de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Primes de chaussures et de bicyclettes) [3 mai 1950] (p. 3220, 3221); *le retire* (p. 3221); Chap. 1260 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les primes de rendement* (p. 3223); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 1100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les agents de bureaux des ponts et chaussées* [7 juin 1950] (p. 4399); Chap. 1240 : *Ouvriers du parc des ponts et chaussées* (p. 4403); — du projet de loi relatif au développement des dépenses civiles d'investissements pour l'exercice 1950; Travaux neufs, Art. 1^{er}, Etat A, TRAVAUX PUBLICS, Chap. 9079 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour le plan de régularisation de l'Isère* [20 juillet 1950] (p. 5676); — du projet de résolution relatif aux dépenses de l'Assemblée Nationale et de l'Assemblée de l'Union française pour l'exercice 1951; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'indemnité des députés* [12 décembre 1950] (p. 8922, 8923); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités diverses* (p. 8923, 8924); *Amendement de M. Deixonne tendant à n'attribuer qu'une seule indemnité à deux parlementaires mariés ou vivant en concubinage* (p. 8926); *Amendement de M. Triboulet tendant à interdire la délégation de l'indemnité parlementaire à un parti ou une association* (p. 8926, 8927); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5130 : *Indemnités à la S. N. C. F. pour compenser des réductions sur le tarif voyageurs* [9 décembre 1950] (p. 9303); Art. 2 : *Amendement de M. Poumadère tendant à ne supprimer aucun atelier de la S. N. C. F. et à ne licencier aucun cheminot* [22 décembre 1950] (p. 9480, 9481); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Chap. 1200 : *Amendement de Mme Reyraud tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel contractuel des bases aériennes* [14 mars 1951] (p. 1931); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, amendé par le Conseil de la République, Chap. 5040 : *Subvention à Air-France (Aviation américaine en France)* [25 avril 1951] (p. 3956, 3957); P. T. T., Chap. 1070 : *Son amendement*

tendant à rétablir les crédits pour le service des lignes (*Suppression d'emplois*) [2 mai 1951] (p. 4431); Chap. 1220 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités spéciales (Indemnités de chaussures et de bicyclettes)* (p. 4466); Article additionnel : *Amendement de M. Juge tendant à accorder la franchise postale aux soldats en garnison en Afrique du Nord* [4 mai 1951] (p. 4518); *Sous-amendement de M. Baylet tendant à prévoir un règlement d'administration publique* (p. 4519); — du projet de réalisation relatif au règlement définitif des comptes de l'Assemblée Nationale, de l'Assemblée de l'Union française et du Conseil Economique en 1949 : *Discussion générale (Cabinet de M. Jouhaux)* [11 mai 1951] (p. 5024).

DULIN (M. André), Sénateur.

Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil

(Cabinet QUEUILLE)

du 30 juin 1950 au 11 juillet 1950.

Est nommé *Secrétaire d'Etat à la Présidence du Conseil* (cabinet Queuille) [2 juillet 1950] (*J. O.* du 3 juillet 1950) (p. 7134). — Sa démission en cette qualité [11 juillet 1950] (p. 5368).

DUMAS (M. Joseph), Député de la Seine (6^e circonscription).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). = Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la justice et de législation [24 février 1948] (p. 998). — Est élu secrétaire de la Commission des territoires d'outre-mer [*J. O.* du 26 janvier 1951] (p. 913). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

Dépôts :

Le 27 mars 1947, une proposition de loi tendant à régler vis-à-vis du Gouvernement français la situation des fonctionnaires détachés de la Métropole et incorporés au cadre chérifien, n° 1078. — Le 22 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier d'urgence les règles de titularisation des auxiliaires âgés de plus de 60 ans, n° 1390. — Le 1^{er} août 1947, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de résolution de M. Yacine Diallo et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à préciser le statut des chefs indigènes en Afrique occidentale française, en Afrique équatoriale française, au Togo et au Cameroun, n° 2221. — Le 20 février 1948, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur les propositions de lois : 1° de M. Silvandre et plusieurs de ses collègues tendant à faire attribuer le siège de la Côte d'Ivoire, actuellement vacant, au territoire de la Haute-Volta, et à faire procéder à une élection partielle dans ce territoire; 2° de M. Guissou transmise par M. le Président du Conseil de la République tendant à faire procéder à une élection partielle pour l'Assemblée Nationale dans le territoire de la Haute-Volta, n° 3507. — Le 17 mars 1948, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions sur : 1° la proposition de loi de M. Lisette et plusieurs de ses collègues tendant à compléter la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946, relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale en ce qui concerne le territoire de la Haute-Volta; 2° la résolution de l'Assemblée de l'Union française tendant à inviter l'Assemblée Nationale à compléter la loi n° 46-2151 du 5 octobre 1946 relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale en ce qui concerne le territoire de la Haute-Volta, n° 3821. — Le 9 août 1948, une proposition de loi tendant à instituer un Code social pour les territoires d'outre-mer et les territoires associés dépendant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 4942. — Le 10 février 1949, une proposition de loi tendant à un retour de la liberté des salaires dans le cadre des conventions collectives, n° 6377. — Le 23 mars 1950, une proposition de loi tendant à favoriser l'intégration des travailleurs dans l'entreprise,

n° 9606. — Le 24 juin 1950, une proposition de loi étendant aux travailleurs marocains et tunisiens en France le bénéfice des allocations familiales pour leurs familles demeurées au Maroc et en Tunisie, **n° 10457.** — Le 4 août 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur : I. — le projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du Ministère de la France d'outre-mer ; II. — les propositions de loi : 1° de M. Aubame et plusieurs de ses collègues instituant un Code du travail pour les territoires français d'Afrique relevant du Ministère de la France d'outre-mer ; 2° de M. Joseph Dumas et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un Code social pour les territoires d'outre-mer et les territoires associés dépendant du Ministère de la France d'outre-mer ; 3° de MM. Castellani, René Malbrant et Bayrou portant organisation du régime du travail dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer ; 4° de M. Mamadou Konaté et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un Code du travail dans les territoires d'outre-mer ; 5° de M. Fodé Mamadou Touré, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à l'application du Code du travail métropolitain et de la législation française sur la sécurité sociale aux populations de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française ; 6° de M. Durand Reville, sénateur, portant organisation du régime du travail dans les territoires de l'Union française, **n° 10913.** — Le 17 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour préparer, à l'échelle internationale, un échange volontaire de travailleurs, **n° 11031.** — Le 9 novembre 1950, une proposition de loi sur la prévention et la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles dans les territoires et territoires associés relevant du Ministère de la France d'outre-mer, **n° 11216.** — Le 26 janvier 1951, une proposition de loi tendant à préciser les attributions de la Commission supérieure des Conventions collectives, **n° 11987.** — Le 15 février 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur : I. — le projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du Ministère de la France d'outre-mer ; II. — les propositions de loi : 1° de M. Aubame et plusieurs de

ses collègues instituant un Code du travail pour les territoires français d'Afrique relevant du Ministère de la France d'outre-mer ; 2° de M. Joseph Dumas et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un Code social pour les territoires d'outre-mer et les territoires associés dépendant du Ministère de la France d'outre-mer ; 3° de MM. Castellani, René Malbrant et Bayrou portant organisation du régime du travail dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer ; 4° de M. Mamadou Konaté et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un Code du travail dans les territoires d'outre-mer ; 5° de M. Fodé Mamadou Touré, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à l'application du Code du travail métropolitain et de la législation française sur la sécurité sociale aux populations de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française ; 6° de M. Durand-Reville, sénateur, portant organisation du régime du travail dans les territoires de l'Union française, **n° 12239.** — Le 28 avril 1951, un 2° rapport supplémentaire au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur : I. — le projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires et territoires associés relevant du Ministère de la France d'outre-mer ; II. — les propositions de loi : 1° de M. Aubame et plusieurs de ses collègues instituant un Code du travail pour les territoires français d'Afrique relevant du Ministère de la France d'outre-mer ; 2° de M. Joseph Dumas et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un Code social pour les territoires d'outre-mer et les territoires associés dépendant du Ministère de la France d'outre-mer ; 3° de MM. Castellani, René Malbrant et Bayrou portant organisation du régime du travail dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer ; 4° de M. Mamadou Konaté et plusieurs de ses collègues tendant à instituer un Code du travail dans les territoires d'outre-mer ; 5° de M. Fodé Mamadou Touré, sénateur, et plusieurs de ses collègues tendant à l'application du Code du travail métropolitain et de la législation française sur la sécurité sociale aux populations de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française ; 6° de M. Durand-Reville, sénateur, portant organisation du régime du travail dans les territoires de l'Union française, **n° 13024.**

Interventions :

Est entendu dans la discussion : d'une proposition de loi de M. Meck tendant à instituer la représentation proportionnelle dans l'élection des délégués dans les entreprises : *Discussion générale* [26 juin 1947] (p. 2488, 2489, 2493, 2494); *Ses observations sur l'ensemble de la loi (Attitude de la C. F. T. C.)* (p. 2500); — d'une proposition de résolution de M. Diallo invitant le Gouvernement à préciser le statut des chefs indigènes de l'Afrique noire, en qualité de *Rapporteur* [9 août 1947] (p. 4183, 4184). — Prend part à la discussion : des interpellations, sur la composition du Gouvernement et sa politique générale [27 novembre 1947] (p. 5168); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Article additionnel de M. d'Astier de la Vigerie, tendant à sanctionner les atteintes au droit de grève* [3 décembre 1947] (p. 5455). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1948] (p. 159). — Pose à M. le Ministre de la Justice une question relative aux mesures prises pour juger les trafiquants de faux tickets récemment inculpés [5 mars 1948] (p. 1389). — Prend part à la discussion de la proposition de loi de M. Lisette relative à la représentation du territoire de la Haute-Volta, en qualité de *Rapporteur* [18 mars 1948] (p. 1886, 1887). — Ses rapports sur des pétitions [30 avril 1948] (p. 2449), [8 août 1948] (p. 5559). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; **Etat A TERRITOIRES D'OUTRE-MER**; Chap. 100 : *Activité sociale en Afrique* [9 juin 1948] (p. 3319, 3320, 3321). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance (*Modification du vote final sur le projet portant aménagements fiscaux*) [10 juin 1948] (p. 3393). — Prend part à la discussion : du projet de loi fixant l'organisation et la composition du Haut Conseil de l'Union française : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [10 décembre 1948] (p. 7523); — d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à organiser une exposition de matériel et d'outillage pour les pays d'outre-mer, en qualité de *Rapporteur* [10 décembre 1948] (p. 7523). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6). — Dépose une demande d'interpellation sur les incidents lors de la vente aux enchères d'objets ayant appartenu au maréchal Pétain [21 mai 1949]

(p. 2797). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Son attitude en tant que Secrétaire, lors du vote sur la motion préjudicielle de P.-II. Teitgen sur l'étendue des autorisations de poursuite* [6 juillet 1949] (p. 4257). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ratification du Pacte de l'Atlantique; Article unique : *Ratification du Pacte de l'Atlantique* [26 juillet 1949] (p. 5333, 5334). — Est entendu sur le procès-verbal (*Ses observations sur le truquage du vote sur la proposition de loi relative aux immunités parlementaires*) [30 juillet 1949] (p. 5571). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux circonscriptions électorales des départements d'outre-mer amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République pour les cantons de Fort-de-France* [30 juillet 1949] (p. 5573); — du projet de loi portant réforme de l'auxiliarat; Art. 4 bis : *Son amendement tendant à prévoir des dispositions spéciales pour l'Alsace-Lorraine* [10 novembre 1949] (p. 6072); *le retire* (ibid.); — du projet de loi portant statut de l'entreprise Berliet; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Philip dissolvant la société Berliet à la date du 5 décembre 1944 et attribuant actif et passif à l'Etat* [29 novembre 1949] (p. 6445); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail : *Discussion générale* [15 décembre 1949] (p. 6928, 6929); Art. 1^{er} [Art. 31 A du Code du travail] : *Amendement de M. André tendant à permettre aux salariés non syndiqués de conclure des conventions collectives* [23 décembre 1949] (p. 7200); [Art. 31 F du Code du travail] : *Amendement de M. Lespes tendant à prévoir une demande d'établissement de conventions collectives par les représentants de tout ou partie de la catégorie de travailleurs intéressée* [31 décembre 1949] (p. 7642); [Art. 31 F] : *Sous-amendement de M. Theetten tendant à supprimer l'ancienneté parmi les éléments pour déterminer la représentativité des organismes syndicaux* [3 janvier 1950] (p. 27, 28); [Art. 31 G] : *Amendement de M. Degoutte tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives les conditions de liaison entre la rémunération et la productivité* (p. 40); [Art. 31 O] : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à supprimer la référence aux primes à la productivité* [4 janvier 1950] (p. 84, 85); *Ses explications de vote sur*

l'ensemble (p. 161); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art 1^{er} [Art. 31 F du Code du travail] : *Amendement de M. Bichet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la composition des commissions mixtes* [2 février 1950] (p. 932); [Art. 31 O] : *Amendement de M. Theetten tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux primes à la productivité* [3 février 1950] (p. 990); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [8 février 1950] (p. 1090); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution de la prime exceptionnelle aux salariés : *Discussion générale* [26 janvier 1950] (p. 524, 538, 539, 540); — du projet de loi approuvant les rapports des états associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Discussion générale* [28 janvier 1950] (p. 657); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art 1^{er} : *Son rappel au règlement (Pointage nécessaire du fait de l'absence communiste)* [3 mars 1950] (p. 1796). — Dépose une demande d'interpellation sur les commandes de matériel d'équipement destinées aux territoires d'outre-mer, faites à l'étranger [4 août 1950] (p. 6772). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 6 : *Amendement de M. Tourné tendant à supprimer l'article prévoyant des examens et épreuves de sélection* [27 octobre 1950] (p. 7338); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, en qualité de Rapporteur [18 novembre 1950] (p. 7917, 7918, 7919, 7920, 7921, 7922); *Discussion générale* [27 novembre 1950] (p. 8185, 8188); Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Castellani tendant à prévoir des décrets particuliers pour chaque territoire* [2 décembre 1950] (p. 8461, 8462); *Amendement de M. Senghor tendant à définir la notion de travailleur dans les territoires d'outre-mer* (p. 8463); Art. 2 : *Demande de suspension du débat présentée par M. Castellani* (p. 8464, 8465); *Amendement de M. Malbrant tendant à prévoir un certain nombre de cas où le travail forcé est maintenu* (p. 8466); Art 1^{er} : *Amendement de M. Senghor relatif à la définition du travailleur et de l'employeur dans les territoires d'outre-mer* [9 décembre 1950] (p. 8894, 8895); *Sous-amendement de M. Castellani tendant à supprimer « moyennant rémunération »* (p. 8898);

Article additionnel ; Amendement de M. Malbrant tendant à faire communiquer au procureur de la République le bilan des syndicats (p. 8902, 8903); suite du débat (p. 8905); Art. 16 : *Amendement de M. Castellani tendant à autoriser les syndicats à créer ou diriger des coopératives* [16 décembre 1950] (p. 9199); *Amendement de M. Castellani tendant à limiter aux membres des syndicats et à leur famille la clientèle de ces coopératives* (p. 9199); Art. 17 : *Amendement de M. Castellani relatif au statut des travailleurs étrangers* (p. 9200); Art. 18 : *Amendement de M. Castellani tendant à supprimer le troisième alinéa relatif aux activités gratuites des syndicats* (p. 9202); Art. 21 : *Amendement de M. Castellani relatif à la constitution de caisses de secours par les syndicats* (p. 9203, 9204); *Amendement de M. Martine tendant à soumettre les caisses de secours aux dispositions réglementaires en vigueur* (p. 9204); Art. 23 : *Amendement de M. Castellani tendant à prévoir un délai de huit ans d'appartenance pour qu'un ex-membre de syndicat puisse encore être membre de sociétés de secours mutuel* (p. 9206); Art. 24 : *Amendement de M. Castellani tendant à permettre une union si les syndicats comprennent au moins 200 membres* (p. 9207); Art. 27 : *Amendement de M. Martine tendant à prévoir la mise à la disposition de locaux par les gouverneurs au profit des syndicats* (p. 9210); *Rappel au règlement de M. Castellani (Nouveau texte de la commission)* [20 décembre 1950] (p. 9334); Art. 31 : *Amendement de M. Duveau tendant à prévoir des contrats de quatre ans à Madagascar* (p. 9338); Art 33 : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à mettre le rapatriement à la charge de l'employeur* (p. 9340); Art. 36 : *Amendes infligées aux salariés* (p. 9342); Art 37 : *Amendement de M. Castellani relatif aux clauses interdisant aux travailleurs d'accepter un travail analogue dans la même région* (p. 9343, 9344); Art. 38 : *Sous-amendement de M. Castellani tendant à ne pas exiger de l'employeur un certificat dans tous les cas de congédiement* (p. 9345); Art. 39 : *Amendement de M. Castellani tendant à accorder un jour par semaine aux travailleurs congédiés sans spécifier heure par heure ou globalement* (p. 9347); Art. 42 : *Amendement de M. Solinhac tendant à définir les licenciements abusifs* (p. 9348); Art. 46 : *Amendement de M. Benoist relatif au cas de suspension de rupture de con-*

trat [3 février 1951] (p. 727); *Sous-amendement de M. Castellani relatif à la durée du préavis en cas de rupture du contrat* (p. 728); *Nouveau texte de la Commission* (ibid); *Sous-amendement de M. Duveau relatif au cas de maladie prolongée* (p. 729); Art. 54 : *Logement des apprentis mineurs* (p. 731); Art. 55 : *Amendement de M. Castellani tendant à appliquer l'article aux employeurs amnistiés* (p. 732); Art. 57 : *Amendement de M. Castellani tendant à prévoir le cas de conventions spéciales entre l'employeur et la famille de l'apprenti* (p. 733); Art. 59 : *Amendement de M. Ninine tendant à prolonger le contrat d'apprentissage en cas d'absence de l'apprenti pendant plus de quinze jours* (p. 735); Art. 60 : *Amendement de M. Ninine tendant à faire contrôler les conditions de travail des tâcherons par la Commission consultative du travail* (p. 737); Art. 61 : *Amendement de M. Castellani relatif à la responsabilité de l'entrepreneur en cas d'insolvabilité du tâcheron* (p. 738); Art. 62 : *Amendement de M. Castellani relatif aux déclarations à remplir par le tâcheron* (p. 739); Art. 64 : *Extension des conventions collectives du travail aux territoires d'outre-mer* [10 février 1951] (p. 1026, 1027); *Amendement de M. Castellani tendant à limiter le champ d'application des conventions collectives au domaine territorial et professionnel* (p. 1029); Art. 65 : *Amendement de M. Castellani tendant à ne tenir compte que de l'avis des deux tiers des adhérents* (p. 1030); Art. 67 : *Amendement de M. Malbrant tendant à appliquer les conventions après notification de l'approbation du Ministre des territoires d'outre-mer ou dans un délai de trois mois après la publication des arrêtés* (p. 1034); Art. 69 : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à interdire à l'Administration de prendre connaissance des livres des syndicats* (p. 1036); Art. 46 : *Amendement de M. Duveau relatif à l'indemnité due à l'employeur en cas de rupture de contrat* [17 février 1951] (p. 1307); *Sa demande de renvoi à la Commission de l'article 46 et de l'article 46 bis* (p. 1307, 1308); Art. 57 : *Amendement de Mme Lefebvre tendant à prévoir « la liberté » en plus du temps libre* (p. 1308); Art. 70 : *Amendement de M. Castellani tendant à ne pas payer les heures de nuit à un tarif spécial* (p. 1309); *Amendement de M. Malbrant tendant à prévoir pour le travail de nuit des conditions aussi favorables que pour le travail de jour* (p. 1310); *Amendement de M. Ninine*

relatif à la désignation des délégués du personnel (p. 1310); *Amendement de M. Ninine tendant à permettre aux travailleurs de se faire assister d'un conseiller de leur choix* (p. 1311); *Amendement de M. Castellani tendant à prévoir l'attribution de logements, la cession de vires et des avantages en nature* (p. 1312); *Amendement de M. Castellani tendant à accorder des pouvoirs aux chefs des territoires pour insérer des dispositions nouvelles* (p. 1314); Art. 71 : *Amendement de M. Castellani tendant à limiter la loi au plan territorial et professionnel* (p. 1315); Art. 72 : *Détermination des organisations syndicales les plus représentatives* (p. 1316); Art. 73 : *Amendement de M. Ninine tendant à supprimer le deuxième alinéa donnant aux chefs de territoire le droit de suspendre une convention collective* (p. 1317); *Amendement de M. Castellani tendant à placer l'article 75 avant l'article 74* (p. 1318); Art. 74 : *Amendement de M. Castellani tendant à supprimer l'article* (p. 1318, 1319); Art. 76 : *Erreur typographique dans la rédaction* (p. 1319); Art. 84 : *Amendement de M. Castellani tendant à ne pas obliger les caisses d'épargne d'outre-mer à délivrer un deuxième livret* (p. 1321); Art. 87 : *Amendement de M. Castellani tendant à prévoir une indemnité spéciale d'expatriation pour les travailleurs recrutés dans la métropole* (p. 1323); *Renvoi du débat* (p. 1324); Art. 90 : *Amendement de M. Lisette tendant à prévoir le principe d'une indemnité pour tout travailleur employé hors de son territoire d'origine* [24 février 1951] (p. 1606, 1607); *Amendement de M. Malbrant tendant à tenir compte des conditions ethniques* (p. 1607); *Amendement de M. Malbrant tendant à rattacher au salaire la prime d'éloignement* (p. 1608); *Amendement de M. Castellani tendant à accorder la prime d'éloignement aux salariés de toutes catégories* (p. 1608); *Amendement de M. Lisette tendant à accorder l'indemnité à tout travailleur déplacé du centre où il réside* (p. 1609); *Amendement de M. Castellani tendant à fixer par arrêté des chefs de territoire le taux minimum de cette indemnité* (p. 1610); Art. 91 : *Amendement de M. Benoist tendant à supprimer le septième alinéa relatif aux conditions de rendement* (p. 1610, 1611, 1619); *Demande de renvoi à la commission, présentée par M. Castellani* (1612); *Amendement de M. Ninine tendant à prévoir les indemnités par catégories professionnelles* (p. 1612, 1613); *Amendement de M. Benoist tendant à prévoir que les arrêtés*

cesseront d'être appliqués après la conclusion de conventions collectives (p. 1621); Amendement de M. Castellani tendant à supprimer « par catégories professionnelles » (p. 1621, 1622); Amendement de M. Castellani tendant à ne pas prévoir de tarif distinct pour le travail de nuit (p. 1622); Amendement de M. Benoist tendant à supprimer les deuxième et troisième alinéas relatifs au cas d'attribution d'indemnité (p. 1623); Amendement de M. Malbrant tendant à tenir compte de l'avis de la commission consultative du travail du Ministère des territoires d'outre-mer (p. 1624); Amendement de M. Castellani relatif au remboursement de la valeur du logement (p. 1625); Art. 92 : Amendement de M. Benoist tendant à supprimer l'article définissant les travailleurs adultes (p. 1627); Art. 94 : Amendement de M. Malbrant tendant à ne pas imposer l'affichage des taux de salaires (p. 1628); Art. 95 : Amendement de M. Castellani tendant à supprimer l'article relatif au calcul de la rémunération des employés pendant leur congé (p. 1629); Art. 97 : Amendement de M. Castellani tendant à payer le salaire dans les huit jours suivant la fin du mois où il est dû (p. 1631); Amendement de M. Ninine tendant à effectuer les paiements le dernier jour ouvrable du mois (p. 1632); Amendement de M. Castellani tendant à payer les commissions dues dans les six mois après la fin du trimestre (p. 1632); Amendement de M. Castellani tendant à prévoir un an pour le paiement d'un employé qui a droit à une part sur les bénéfices (p. 1633); Art. 98 : Amendement de M. Castellani tendant à faire signer le délégué du personnel sur l'état de paiement quand le salarié est illettré [17 mars 1951] (p. 2101); Amendement de M. Ninine tendant à ne pas mettre le service social sous la dépendance de l'inspecteur du travail (p. 2102, 2103, 2104); Amendement de M. Malbrant tendant à supprimer le deuxième alinéa relatif à la délivrance d'un bulletin individuel de paye (p. 2106); Amendement de Mme Lefebvre tendant à ne pas tenir compte de la mention : « pour solde de tout compte » (p. 2108); Art. 104 : Amendement de M. Castellani tendant à préciser les cas exceptionnels où les retenues peuvent être faites sur les salaires (p. 2111); Amendement de M. Castellani tendant à ne pas considérer comme avances les acomptes inférieurs à deux mois de salaire (p. 2122); Amendement de M. Ninine tendant à ce que les retenues ne puissent dépasser un dixième du salaire (p. 2122, 2123); Art. 105 :

Sa demande de réserver l'article (p. 2124); Art. 107 : Economats de vente (p. 2125); Amendement de M. Castellani tendant à prévoir un amortissement pour marchandises avariées (p. 2126); Amendement de M. Castellani tendant à ne prévoir que deux membres dans la commission de surveillance (p. 2127); Art. 108 : Amendement de M. Ninine tendant à rendre obligatoire un économat dans une entreprise employant plus de 100 salariés (p. 2129); Amendement de M. Castellani tendant à prévoir le contrôle des économats par le chef de la circonscription administrative (p. 2131); Art. 109 : Amendement de M. André Noël relatif à la fixation de la durée du travail par arrêté du chef du territoire (p. 2136); Art. 112 : Amendement de M. Malbrant tendant à inclure les travailleurs non adultes [7 avril 1951] (p. 2912); Art. 113 : Amendement de M. Castellani tendant à réduire les congés de maternité (p. 2913); Amendement de M. Benoist tendant à supprimer le cas de force majeure pour les congés de maternité (p. 2913); Amendement de M. Castellani tendant à substituer l'Etat à l'employeur pendant le congé de maternité (p. 2915); Amendement de M. Castellani relatif au maintien des prestations en nature (p. 2915, 2916); Art. 114 : Amendement de M. Castellani tendant à n'accorder des repos d'allaitement que pendant un an (p. 2916); Art. 115 : Amendement de M. Malbrant relatif aux travaux interdits aux enfants (p. 2917); Art. 116 : Amendement de M. Castellani tendant à licencier les femmes et enfants inaptes au travail (p. 2918, 2919); Art. 120 : Amendement de M. Castellani tendant à inclure les délais de transport dans la durée du congé payé (p. 2920); Art. 121 : Indemnité de congé payé (p. 2920); Amendement de M. Castellani tendant à prévoir un correctif de change pour les salaires des employés du territoire du Pacifique (p. 2921, 2922); Amendement de M. Malbrant tendant à tenir compte des moyens de transport utilisés (p. 2922); Art. 122 : Frais de voyage de la famille du salarié à la charge de l'employeur (p. 2923, 2924); Art. 127 : Amendement de M. Castellani relatif au délai pendant lequel un ancien employé peut faire valoir ses droits à un congé (p. 2926); Art. 133 : Amendement de M. Castellani tendant à substituer le délai d'un mois à celui de quatre jours [14 avril 1951] (p. 3311, 3312); Art. 142 : Inspecteurs du travail (p. 3316, 3317, 3318, 3319); Proposition de M. Benoist de réserver le chapitre

(p. 3321); Amendement de M. Guisson tendant à assurer l'indépendance des inspecteurs du travail (p. 3321); Art. 144 : Amendement de M. Malbrant tendant à intercaler « en même temps » (p. 3323); Art. 145 : Amendement de M. Guisson tendant à ne pas mentionner que les arrêtés seront pris sur proposition de l'inspecteur général du travail (p. 3324); Art. 144 : Nouveau texte de l'article [29 avril 1951] (p. 4264); Art. 145 : Amendement de M. Burlot relatif à la solde et aux indemnités des inspecteurs du travail (p. 4265); Art. 148 : Amendement de M. Castellani tendant à supprimer le dernier alinéa relatif au secret professionnel à observer par les inspecteurs du travail (p. 4268); Art. 149 : Amendement de M. Castellani tendant à prévoir la remise de la copie du procès-verbal à l'employeur (p. 4269); Art. 150 : Amendement de M. Castellani tendant à supprimer le troisième alinéa relatif au pouvoir des inspecteurs du travail (p. 4269); Amendement de M. Malbrant tendant à prévoir la notification par l'inspecteur de sa visite à l'employeur (p. 4269); Art. 154 : Amendement de M. Martine relatif au rôle du suppléant légal (p. 4271); Art. 155 bis : Amendement de M. Malbrant tendant à modifier la composition des commissions consultatives du travail (p. 4273); Art. 91 : Amendement de M. Castellani relatif aux normes de travail (p. 4274); Amendement de M. Duveau tendant à ne pas faire de différence entre les diverses catégories de travailleurs (p. 4275); Art. 118 : Amendement de M. Castellani tendant à prévoir des droits à congé variables suivant les territoires (p. 4276); Art. 158 : Amendement de M. Castellani tendant à énumérer les décisions que peut prendre par arrêté le chef du territoire (p. 4279); Art. 160 : Amendement de Mme Lefebvre tendant à réintégrer les délégués licenciés irrégulièrement (p. 4281); Art. 163 : Amendement de M. Malbrant tendant à supprimer le sixième alinéa prévoyant des exemptions de déclaration (p. 4281); Art. 105 : Amendement de M. Benoist tendant à supprimer l'article instituant un dossier du travail (p. 4282); Art. 172 : Amendement de M. Castellani tendant à supprimer l'article interdisant des bureaux d'embauche privés (p. 4286); Article additionnel : Amendement de M. Castellani tendant à prévoir la compétence des tribunaux métropolitains quand le contrat est signé dans la métropole (p. 4287, 4288); Art. 188 : Amendement de M. Castellani tendant à supprimer l'article relatif à la séance

de conciliation (p. 4298); Art. 189 : Amendement de M. Duveau tendant à prévoir le cas de conciliation partielle (p. 4299); Art. 200 : Demande de disjonction de l'article relatif à l'arbitrage en cas de grève, présentée par M. Benoist (p. 4307); Article nouveau : Amendement de M. Duveau tendant à punir d'amende l'assesseur défaillant au tribunal du travail (p. 4309); Art. 46 bis : Amendement de M. Malbrant tendant à suspendre le contrat de travail pendant la durée légale du service militaire [30 avril 1951] (p. 4366); Sa demande de seconde délibération du projet (p. 4367); Art. 3 : Fonctions des syndicats professionnels (p. 4367); Art. 5 bis : Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à la surveillance des syndicats par les magistrats (p. 4368); Art. 202 bis : Amendement de M. Duveau relatif au rôle de l'expert d'arbitrage (p. 4372); Ses explications de vote sur l'ensemble (Nécessité de la loi) (p. 4374); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale: Motion préjudicielle de M. Bétolaud demandant un scrutin majoritaire à deux iours [21 décembre 1950] (p. 9456). — Pose à M. le Ministre de la France d'outre-mer une question relative aux actes de discrimination raciale dans les territoires d'outre-mer [22 décembre 1950] (p. 9499). — Prend part à la discussion d'une proposition de résolution modifiant l'article 74 du règlement relatif au quorum : Son rappel au règlement (Absence du quorum) [21 février 1951] (p. 1419). — Pose à M. le Ministre de l'Education Nationale une question relative au paiement des traitements du personnel des collèges de la Seine [23 février 1951] (p. 1562). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (Suite du débat sur le Code du travail dans les territoires d'outre-mer) [13 mars 1951] (p. 1835); Discussion du Code du travail dans les territoires d'outre-mer [3 avril 1951] (p. 2613). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 : FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1000 : Amendement de M. Benoist tendant à réduire de 1 million les crédits pour le Ministre (Vote du Code du travail dans les territoires d'outre-mer) [4 avril 1951] (p. 2687). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795), [29 novembre 1947] (p. 5302, 5347) — Obtient un congé [29 novembre 1947] (p. 5302, 5347).

DUMÉT (M. Jean-Louis), Député de la Creuse.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre de la Commission d'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du ravitaillement [21 janvier 1947] (p. 27), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300). [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission spéciale d'enquête chargée de vérifier la gestion et les comptes de la Société des éleveurs du Bourbonnais et, en particulier, de l'abattoir de Villefranche-d'Allier (Allier) [8 juin 1948] (p. 3276). — Est nommé juré de la Haute-Cour de justice (loi du 27 décembre 1945) [25 novembre 1947] (p. 5131).

Dépôts :

Le 22 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à lever toutes amendes infligées à certains paysans échangistes amenés à transporter irrégulièrement du blé ou de la farine, par suite des quantités insuffisantes qui leur sont tolérées, alors que, pratiquement, la vente du pain est libre, **n° 6537** — Le 27 octobre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer une permission agricole exceptionnelle de quinze jours à tous les jeunes agriculteurs maintenus sous les drapeaux par suite du décret n° 50-1098, du 11 septembre 1950, **n° 11130**.

Interventions :

Ses rapports sur des pétitions [30 avril 1948] (p. 2449), [10 septembre 1948] (p. 6492). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A. RAVITAILEMENT, Chap. 301 : *Son amendement tendant à réduire d'un million les crédits pour loyers et réquisitions* [2 août 1948] (p. 5217); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif à l'élection des Conseillers de la République; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à faire nommer 15 Conseillers par l'Assemblée* [18 août 1948] (p. 5872); *le retire* (p. 5895). — Son rapport sur une péti-

tion [16 novembre 1948] (p. 7013), [14 décembre 1948] (p. 7592). — Ses rapports sur des pétitions [25 janvier 1949] (p. 121), [24 février 1949] (p. 918), [28 juin 1949] (p. 3914, 3915). — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'agriculture; Chap. 346 : *Entretien des établissements de l'enseignement agricole* [12 avril 1949] (p. 2355). — Ses rapports sur des pétitions [1^{er} décembre 1949] (p. 6539), [2 janvier 1950] (p. 17), [1^{er} février 1950] (p. 868), [21 juillet 1950] (p. 5778), [4 novembre 1950] (p. 7482), [12 décembre 1950] (p. 8986). — Prend part à la discussion de du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE Chap. 1670 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour la direction générale du génie rural* [24 mai 1950] (p. 3897); JUSTICE, Chap. 1020 : *Amendement de M. Tourné tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le Conseil supérieur de la magistrature* [1^{er} juin 1950] (p. 4125, 4126); Chap. 1060 : *Amendement de M. Cherrier tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les Cours d'appel (Suppression de trois Cours d'appel)* (p. 4127); — d'une proposition de loi relative au statut du fermage et du métayage; Art. 6 : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa prévoyant l'intervention de tribunaux paritaires en cas de désaccord* [14 février 1951] (p. 1136). — Son rapport sur une pétition [20 février 1951] (p. 1397). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 14 : *Son amendement tendant à permettre aux électeurs d'utiliser des bulletins ne faisant pas état des apparentements* [21 mars 1951] (p. 2338).

DUPRAT (M. Gérard), Député du Lot-et-Garonne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du ravitaillement [4 février 1947] (p. 148), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [5 janvier 1948] (p. 66), [26 janvier 1948]

(p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [30 mai 1950] (p. 3983), [23 janvier 1951] (p. 348) ; suppléant de la Commission d'instruction de la Haute-Cour de justice (application de l'article 3 de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la dite Haute Cour [26 janvier 1948] (p. 195), [4 mai 1948] (p. 2484).

Dépôts :

Le 6 février 1947, une proposition de loi tendant à rendre obligatoire la déclaration des cas de tuberculose au service médical départemental, par les médecins traitants ou consultants, n° 459. — Le 4 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des attributions de tabac militaire à tarif réduit aux vieillards bénéficiant de l'allocation aux vieux travailleurs salariés, de l'allocation temporaire et de la loi de juillet 1905 n° 3666. — Le 4 mai 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accélérer le fonctionnement des commissions paritaires relatives à l'étude du problème des zones de salaires et à prendre une mesure immédiate ramenant l'abattement de ces zones à des taux allant de 0 à 15 0/0 au lieu de 0 à 25 0/0, n° 4129. — Le 27 mai 1948, une proposition de loi tendant à hâter les travaux des commissions paritaires relatives à la révision des zones de salaires et à prendre une mesure provisoire diminuant de 40 0/0 les abattements pratiqués jusqu'à ce jour de façon à réduire de 25 0/0 à 15 0/0 l'abattement maximum en vigueur, n° 4328. — Le 10 juin 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues tendant à hâter les travaux des commissions paritaires relatives à la révision des zones de salaires et à prendre une mesure provisoire diminuant de 40 0/0 les abattements pratiqués jusqu'à ce jour de façon à réduire de 25 0/0 à 15 0/0 l'abattement maximum en vigueur, n° 4511. — Le 1^{er} septembre 1948, une proposition de loi visant à la suppression de l'abattement à la base sur les salaires des jeunes ouvriers et employés ayant la même qualification et faisant le même travail qu'un adulte, n° 5435. — Le 26 novembre 1948, une proposition de loi tendant à supprimer les abattements de

zones de salaires, n° 5665. — Le 27 janvier 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues tendant à supprimer les abattements de zones de salaires, n° 6191. — Le 27 janvier 1949, une proposition de loi tendant à assurer aux vieux travailleurs une représentation au sein des commissions cantonales d'assistance, n° 6203. — Le 15 février 1949, une proposition de loi tendant à diminuer de 40 0/0 les abattements de zones de salaires, n° 6435. — Le 9 mars 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Moisan et plusieurs de ses collègues tendant à modifier les abattements de zones de salaires ; 2° de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues tendant à diminuer de 40 0/0 les abattements de zones de salaires, n° 6747. — Le 10 mars 1949, une proposition de loi tendant au retour à la semaine de 40 heures et à la modification du mode de calcul du minimum vital, n° 6767. — Le 30 mars 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Caillavet tendant à considérer que pour une durée de trois années la semaine légale du travail sera de 48 heures, n° 6893. — Le 25 mai 1949, une proposition de loi tendant à compléter ou à modifier les articles 5, 6, 10, 11, 13, 15, 16, 20, 21 et 22 de l'ordonnance du 4 octobre 1945 et l'article 25 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 sur la sécurité sociale, n° 7293. — Le 24 juin 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 4 octobre 1945, concernant le contrôle et le contentieux de la sécurité sociale, n° 7628. — Le 24 juin 1949, une proposition de loi tendant à modifier le taux de la taxe proportionnelle due par les médecins, chirurgiens, auxiliaires médicaux, pharmaciens et dentistes, n° 7639. — Le 11 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues visant à la suppression de l'abattement à la base sur les salaires des jeunes ouvriers et employés ayant la même qualification et faisant le même travail qu'un adulte ; 2° de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues portant fixation des salaires applicables aux jeunes travailleurs, n° 7851. — Le 20 juillet 1949, une proposition de loi tendant : 1° à

instituer le retour à l'application intégrale de la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de 40 heures ; 2° à garantir pour 40 heures le même salaire que pour 48 heures, n° 7920. — Le 27 octobre 1949, une proposition de loi tendant à remettre en vigueur la loi du 13 septembre 1946 afin de reconduire l'allocation temporaire aux vieux pour le 4^e trimestre 1949 et pour le 1^{er} trimestre 1950, à porter le taux annuel de ladite allocation à 36.000 francs et à élever le plafond des ressources à 100.000 francs pour une personne seule et à 130.000 francs pour un ménage, n° 8270. — Le 10 novembre 1949, une proposition de loi tendant à accorder l'allocation vieillesse aux anciens bénéficiaires de l'allocation temporaire n'entrant pas dans le cadre de la loi du 13 juillet 1949, n° 8372. — Le 15 novembre 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 30 octobre 1946 sur les accidents du travail et maladies professionnelles, ainsi que celle du 2 août 1949 majorant les indemnités au titre de ladite législation, n° 8406. — Le 2 février 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à aider au développement de la culture du tabac dans les communes forestières du Sud-Ouest, n° 9133. — Le 3 février 1950, une proposition de loi relative aux élections et à la composition des conseils d'administration des organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales, n° 9171. — Le 2 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à maintenir au niveau de l'année écoulée la production française de la graine de betterave sucrière, n° 9409. — Le 2 juin 1950, une proposition de loi tendant à majorer l'indemnité de congé payé prévue par les articles 54 J et 54 K du livre II du Code du travail, n° 10163. — Le 22 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'urgence aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue le 16 juin 1950 dans la région de Sainte-Livrade (Lot-et-Garonne), n° 10388. — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à accorder une réduction du prix du fermage aux preneurs de baux ruraux sinistrés, n° 10970. — Le 17 octobre 1950, une proposition de loi tendant à modifier le décret du 23 août 1950 portant fixation du salaire national minimum interprofessionnel garanti pour le rendre conforme à la législation sur les conventions collectives, n° 11051. — Le 7 novembre 1950, une propo-

sition de loi tendant à modifier le Code général des impôts afin d'empêcher le rétablissement de l'ancien impôt cédulaire sur les salaires et traitements, n° 11186. — Le 25 janvier 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 41054) de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le décret du 23 août 1950 portant fixation du salaire national minimum interprofessionnel garanti pour le rendre conforme à la législation sur les conventions collectives, n° 11965. — Le 15 février 1951, une proposition de loi tendant à supprimer les abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux travailleurs salariés, n° 12218. — Le 22 février 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1° de M. Gérard Duprat et plusieurs de ses collègues (n° 12248) tendant à supprimer les abattements de zones en matière de salaires, d'allocations familiales et d'allocations aux vieux travailleurs salariés ; 2° de M. d'Astier de la Vigerie et plusieurs de ses collègues (n° 12300) tendant à supprimer les abattements de zones, n° 12316. — Le 15 mars 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 12307) de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à reconduire l'allocation temporaire aux personnes non salariées des professions agricoles, dont le revenu cadastral ne dépasse pas 500 francs, n° 12509. — Le 21 mars 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur l'avis (n° 12641) émis par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 12307) adoptée par l'Assemblée Nationale portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, n° 12645. — Le 3 avril 1951, une proposition de loi tendant à porter l'allocation aux vieux à 48.000 francs par an, n° 12669.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin aux manifestations scandaleuses auxquelles se livrent fréquemment les miliciens et autres collaborateurs détenus à la Centrale d'Eysses [13 juin 1947] (p. 2126). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947

(Dépenses civiles); JUSTICE : *Discussion générale (Manifestations des prisonniers politiques d'Eysses)* [15 juillet 1947] (p. 3021, 3022). — Dépose une demande d'interpellation : sur la carence du Gouvernement en matière d'administration pénitentiaire [28 octobre 1947] (p. 4915); — sur les mesures que le Gouvernement compte prendre en faveur des vieux travailleurs salariés et des économiquement faibles [27 novembre 1941] (p. 5194). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics et des Transports une question relative aux réductions à accorder par la S. N. C. F. aux tuberculeux et à leurs familles [19 décembre 1947] (p. 5921, 5922). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Art. 1^{er} : *Reconduction du budget* [26 décembre 1947] (p. 6258, 6259); — du projet de loi portant autorisation de dépenses en 1948 et majoration de droits; Art. 2 : *Son amendement tendant à porter à 1.500 francs l'allocation temporaire aux vieux* [18 mars 1948] (p. 1914); — du projet de loi relatif à la lutte contre les maladies vénériennes; Art. 2 : *Son amendement tendant à augmenter le nombre des dispensaires* [19 mai 1948] (p. 2716). — Est entendu : sur le procès-verbal de la séance (*Débat sur la revision des zones de salaires*) [15 juin 1948] (p. 3503); — sur une motion d'ordre (*Débat sur la revision des zones de salaires*) [15 juin 1948] (p. 3516); — sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur la revision des zones de salaires*) [15 juin 1948] (p. 3540); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Débat sur la revision des zones de salaires*) [23 juin 1948] (p. 3881). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant revision des zones de salaires, en qualité de *Rapporteur* [28 juin 1948] (p. 4060 et suiv.); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et aménagement d'impôts; Art. 15 : *Son amendement tendant à augmenter l'allocation aux vieux travailleurs* [18 septembre 1948] (p. 6692). — Dépose une demande d'interpellation sur le fonctionnement des commissions cantonales d'assistance [20 janvier 1949] (p. 63). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi tendant à relever le taux de l'allocation aux vieux travailleurs; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à fixer le taux unique de l'allocation à 37.000 francs* [4 février 1949] (p. 351); — du projet de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux :

Discussion générale [10 mars 1949] (p. 1488, 1489, 1490, 1491, 1492); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à porter l'allocation à 2.500 fr. par mois* (p. 1493). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Abattements des zones de salaire*) [5 avril 1949] (p. 2067). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour résoudre la crise de l'industrie des conserves dans le Lot-et-Garonne [7 avril 1949] (p. 2215). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget du travail et de la sécurité sociale, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [14 avril 1949] (p. 2475, 2476); — d'une proposition de loi tendant à créer la carte sociale des économiquement faibles; Art. 3 : *Son amendement tendant à accorder aux économiquement faibles des réductions sur le prix du gaz et de l'électricité et des voyages gratuits* [31 mai 1949] (p. 2942, 2943). — Dépose une demande d'interpellation sur l'amélioration du fonctionnement de la sécurité sociale [3 juin 1949] (p. 3153); la développe [10 juillet 1949] (p. 4533, 4534, 4535, 4536, 4537). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 1^{er} bis : *Amendement de M. Thamiér tendant à assimiler la culture du tabac aux cultures non spécialisées* [20 juillet 1949] (p. 4871, 4872); — d'une proposition de loi relative à une indemnité exceptionnelle de congés payés : *Contre l'urgence* [21 juillet 1949] (p. 4911). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur la prime de vacances* [26 juillet 1949] (p. 5291). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour permettre aux travailleurs de profiter de leurs congés payés [27 juillet 1949] (p. 5384); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [29 juillet 1949] (p. 5516, 5517). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant majoration des indemnités pour accidents du travail, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [30 juillet 1949] (p. 5658, 5659). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation des économiquement faibles devant la carence gouvernementale et la lenteur d'élaboration des textes d'application de la loi créant la carte spéciale des économiquement faibles [25 novembre 1949] (p. 6357); est entendu sur la fixation de la date

de discussion de cette interpellation [29 novembre 1949] (p. 6427, 6428); la développe [14 décembre 1949] (p. 6878, 6879, 6880, 6881, 6882). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 29 novembre 1949 (*Date de la discussion des interpellations sur les économiquement faibles*) [29 novembre 1949] (p. 6439). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi reconduisant l'allocation temporaire aux économiquement faibles : *Discussion générale* [14 décembre 1949] (p. 6957, 6958, 6959); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à porter l'allocation temporaire à 3.000 francs par mois* (p. 6868); *Son amendement tendant à porter à 3.000 francs par mois l'allocation temporaire seulement à dater du 1^{er} janvier 1950* (p. 6869, 6870, 6871); — des interpellations sur les incendies de forêt des Landes : *Discussion générale* [19 janvier 1950] (p. 362, 363, 364, 365, 366); — du projet de loi relatif à l'élection des organismes de la sécurité sociale et des allocations familiales : *Discussion générale* [17 février 1950] (p. 1188, 1189, 1190); Art. 1^{er} : *Son contre-projet tendant à reprendre le texte de sa proposition de loi* (p. 1190); Art. 2 : *Son amendement tendant à insérer un article supprimant la représentation patronale dans les conseils d'administration des organismes de la sécurité sociale* (p. 1191, 1192, 1193); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 1224); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 8 : *Conditions d'inéligibilité et cumuls interdits aux administrateurs de ces conseils* [3 mars 1950] (p. 1670, 1671, 1672); Art. 10 : *Modalités des élections des membres des conseils d'administration* (p. 1676, 1677, 1678). — Est entendu pour un incident (*Violation du règlement à son égard, décision du bureau de prononcer contre lui la censure avec exclusion temporaire, donne lecture des comptes de Van Co*) [3 mars 1950] (p. 1694, 1695, 1696, 1697, 1698, 1699, 1700, 1701, 1702, 1703). — La censure avec exclusion temporaire est prononcée contre lui par application de l'article 10 du règlement [3 mars 1950] (p. 1703). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à la reconduction de l'allocation temporaire aux vieux; Art. 2 : *Son amendement tendant à porter à 2.500 francs l'allocation temporaire et à réaliser la parité avec les vieux travailleurs salariés* [23 juin 1950] (p. 5195, 5196); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; LOI DES CRÉDITS, Art. 75^{ter} :

Son amendement tendant à supprimer l'article alignant les traitements des employés de la sécurité sociale sur ceux des fonctionnaires [2 août 1950] (p. 6484); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles; Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder une réduction du prix du fermage aux fermiers sinistrés* [4 août 1950] (p. 6625); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950, amendé par le Conseil de la République; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 5080 : *Subventions à la caisse de compensation des combustibles minéraux solides* [4 août 1950] (p. 6706, 6707). — Dépose une demande d'interpellation sur le décret du 23 août 1950 portant fixation du salaire national minimum interprofessionnel garanti [19 octobre 1950] (p. 6988). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux prestations familiales : *Discussion générale* [16 décembre 1950] (p. 9224, 9225, 9226, 9227); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 9245, 9246); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [30 décembre 1950] (p. 9879, 9880); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Retrait de l'ordre du jour proposé par la Conférence des Présidents* [25 janvier 1951] (p. 364, 365); *Proposition de M. Frédéric-Dupont de renvoyer le débat au 13 février* (p. 366); *Discussion générale* (p. 368, 369, 370, 371); — du projet de loi relatif aux prestations familiales : *Discussion générale* [8 février 1951] (p. 810, 811, 812); Art. 1^{er} : *Majoration de 20 0/0 des allocations familiales des salariés* (p. 924); *Son amendement tendant à majorer les allocations prénatales de 20 0/0* (p. 928); Article additionnel : *Son amendement tendant à accorder la parité avec les travailleurs salariés aux travailleurs indépendants* (p. 945); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 946). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion des interpellations déposées par le groupe communiste : Hausse des prix, accidents du travail, zone de salaires, statut du personnel communal*) [20 février 1951] (p. 1368, 1369). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 1.000 : *Ses observations sur la suppression des zones de*

salaires [16 mars 1951] (p. 2063, 2064, 2065, 2066); Chap. 1.000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de l'Administration centrale (Suppression des zones de salaires)* [20 mars 1951] (p. 2188); Article additionnel : *Amendement de M. Huriaux tendant à ne pas considérer comme revenu professionnel les allocations de chômage, pensions de guerre et d'invalidité* [21 mars 1951] (p. 2264); FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES : *Son rappel au règlement (Reconduction de l'allocation temporaire aux vieux)* (p. 2265). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur la suppression des zones de salaires*) [20 mars 1951] (p. 2221). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi portant reconduction de l'allocation temporaire aux vieux, en qualité de *Rapporteur* [21 mars 1951] (p. 2282, 2283); Art. 3 : *Non-prise en considération de la situation des descendants* (p. 2286); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [21 mars 1951] (p. 2438); Art. 3 : *Demande de rétablissement du texte du Conseil de la République tenant compte de la situation des descendants, présentée par le Gouvernement* (p. 2441). — Est entendu : sur l'ajournement de la discussion d'une proposition de loi relative aux abattements de zones de salaires (*Question de confiance posée par le Gouvernement*) [23 avril 1951] (p. 3765, 3766); — sur les explications de vote sur diverses questions de confiance posées pour l'ajournement des débats inscrits à l'ordre du jour (*Suppression des abattements de zones de salaires*) [25 avril 1951] (p. 4000, 4001). — Prend part à la discussion du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales; Art. 1^{er} : *Demande de prise en considération du texte gouvernemental majorant de 20 0/0 seulement les allocations familiales présentée par le Gouvernement* [28 avril 1951] (p. 4147); *Contre-projet de Mme Poinso-Chapuis* [30 avril 1951] (p. 4333); *Nouveau texte de la Commission* (p. 4334); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer les abattements de zone* (p. 4337, 4338). — Est entendu : sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion des majorations des prestations familiales*) [28 avril 1951] (p. 4148); — sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur la majoration des allocations familiales et le Code du travail dans les territoires d'outre-mer*) [28 avril 1951] (p. 4152). — Prend

part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour mai 1951; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à exclure les régimes d'assistance et de sécurité sociale* [30 avril 1951] (p. 4357); — d'une proposition de loi portant suppression des zones de salaires, en qualité de *Rapporteur* [11 mai 1951] (p. 5049, 5050, 5051, 5052); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales : *Demande de renvoi à la Commission des finances, présentée par le Gouvernement* [12 mai 1951] (p. 5106, 5117); *Sa motion de censure demandant l'application de la loi du 22 août 1946 avec suppression des abattements de zones* (p. 5118, 5121). — Pose à M. le Ministre de l'Agriculture une question relative aux coupes abusives de pins verts [18 mai 1951] (p. 5440). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795).

DUPRAZ (M. Pierre-Joannès), Député de l'Indre-et-Loire.

Sous-Secrétaire d'Etat à l'Armement

(Cabinet RAMADIER)

du 31 octobre au 24 novembre 1947.

Sous-Secrétaire d'Etat aux Forces armées

(Cabinet SCHUMAN)

Du 24 novembre 1947 au 25 juillet 1948.

Secrétaire d'Etat aux Forces armées

(Cabinet MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948.

Secrétaire d'Etat aux Forces armées

(2^e Cabinet SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948.

Secrétaire d'Etat aux Forces armées

(Cabinet QUEUILLE)

du 11 septembre 1948 au 28 octobre 1949.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [25 juillet 1950] (p. 5914), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du suffrage universel, du règlement et des pétitions [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné par les Commissions de la presse,

des affaires étrangères, de la défense nationale, et des finances pour faire partie de la commission chargée d'étudier l'ensemble du problème des émissions de la radiodiffusion vers l'étranger [19 mars 1951] (**F. n° 695**). — Est nommé juré à la Haute-Cour de Justice [15 juillet 1947] (p. 3016).

Dépôts :

Le 5 mars 1947, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi approuvant les comptes définitifs du budget local de la Réunion, exercice 1943 et 1944, **n° 827**. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles) : état A, France d'outre-mer, **n° 1556**. — Le 31 mai 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions des articles 1447 à 1493 du Code général des impôts directs, relatives à la contribution de la patente, **n° 10124**. — Le 16 mars 1951, un rapport, au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11049) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Radiodiffusion française), **n° 12530**. — Le 9 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 13009) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11049) adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Radiodiffusion française), **n° 13137**.

Interventions :

Prend part à la discussion : de la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales; Art. 15 : *Son amendement visant le maintien des contrats passés sous le régime de l'autorité de fait* [4 mars 1947] (p. 600); — du projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947 : *Discussion générale* [6 mars 1947] (p. 662); Art. 27 : *Amendement de M. Abelin tendant à ce que le Parlement participe le plus possible à la fixation des travaux* (p. 678); Art. 28 : *Amendement de M. Siefridt tendant à*

ce que les autorisations de dépenses et les crédits de l'Etat F soient débloqués en totalité et par priorité [7 mars 1947] (p. 758); Etat A : FRANCE D'OUTRE-MER ; *Discussion générale : (Son exposé en qualité de Rapporteur spécial)* (p. 768); Chap. 900 : *Subvention au fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer* (p. 769); Chap. 904 : *Travaux d'aménagement du Cap Vert* (p. 770) ; *Son exposé sur l'ensemble du projet de loi* (p. 782, 783). — Est entendu sur le procès-verbal de la précédente séance ; *Insertion de sa question à M. Waldeck Rochet* [6 juin 1947] (p. 1952). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 ; *Dépenses civiles* ; Etat A : FRANCE D'OUTRE-MER, en qualité de *Rapporteur* [19 juin 1947] (p. 2216); Chap. 100 : *Inspection générale des chasses* (p. 2219); Chap. 103 : *Traitements des gouverneurs et résidents en position d'expectative* (p. 2221); Chap. 107 : *Traitements des fonctionnaires de l'agence économique des colonies* (p. 2222); Chap. 301 : *Commission des Caraïbes et des mers du Sud* (p. 2225); Chap. 304 : *Publications du service des statistiques* (p. 2226, 2227); Chap. 312 : *Jurisclasseur colonial* (p. 2227); Chap. 318 : *Services coloniaux de Marseille et de Bordeaux* (p. 2228); — du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), amendé par le Conseil de la République; Etat A, MINISTÈRES D'ETAT, Chap. 302 : *Entretien et fonctionnement du matériel automobile* [7 août 1947] (p. 4040); FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 107 : *Agence économique des colonies* (p. 4051); Chap. 310 : *Matériel de l'agence économique des colonies* (p. 4051). — Est entendu : dans la discussion du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens du budget général de l'exercice 1947; Art. 2 *quinquies* : *Application de l'article 48 du règlement au sujet de l'amendement de M. Dupuy* [31 juillet 1947] (p. 3779); — sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion des projets financiers du Gouvernement*) [19 juin 1947] (p. 2230). — Participe à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources (*Heure de reprise de la discussion*) [23 juin 1947] (p. 2329). — Est entendu sur la demande d'interpellation de M. Gazier relative à la politique économique et financière du Gouvernement [23 juin 1947] (p. 2332). — Est

entendu au cours du débat : sur la discussion d'urgence de la proposition de loi concernant l'élection des délégués du personnel dans les entreprises (*Renvoi de la discussion*) [3 juillet 1947] (p. 2677); — sur l'absence des ministres devant répondre à des questions orales [18 juillet 1947] (p. 3177); — sur le projet de loi portant ouverture de crédits au budget du Ministère du Commerce et de l'Industrie : *Demande de discussion d'urgence* [2 septembre 1947] (p. 4849). — Est nommé : *Secrétaire d'Etat à l'Armement* [Cabinet Ramadier] [31 octobre 1947] (*J. O.* du 1^{er} novembre 1947 p. 10862); Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat à l'Armement* [20 novembre 1947] (p. 5093). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux forces armées (Marine)* (Cabinet R. Schuman) [24 novembre 1947] (*J. O.* du 24 novembre 1947), p. 11630).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires en 1948 : *Discussion générale (Livraison de navires par l'Italie)* [30 juin 1948] (p. 4198); (*Circulaire interdisant aux marins la diffusion de journaux*) [1^{er} juillet 1948] (p. 4264); Etat A : Chap. 1013 : *Amendement de M. Monteil tendant à rétablir un crédit de 2.525.000 fr. pour les services de l'administration centrale de la marine* [8 juillet 1948] (p. 4437); Chap. 1023 : *Traitements du personnel civil de l'administration centrale de la marine* (p. 4442); Chap. 3141 : *Amendement de M. Villon tendant à réduire les crédits pour frais de déplacement du personnel des services sociaux* (p. 4466); MARINE : *Sa réponse aux rapporteurs et ses observations sur l'ensemble du budget* [9 juillet 1948] (p. 4546, 4547, 4548, 4549); Etat A : Chap. 120 : *Amendement de M. Manceau tendant à réduire de 150 millions les crédits pour la solde des officiers* (p. 4550); *Sa demande de rétablissement partiel des crédits* (ibid.); Chap. 122 : *Amendement de M. Manceau tendant à réduire d'un million les crédits pour la solde des quartiers-maîtres et marins* (p. 4551); *Amendement de M. Montel tendant à rétablir les crédits prévus pour ce chapitre* (p. 4551, 4552); Chap. 127 : *Amendement de M. Monteil tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel civil des travaux maritimes* (p. 4552); Chap. 128-351 : *Son acceptation des réductions opérées par la commission* (p. 4553); Chap. 904 : *Acquisition du transport « l'Alphe »* (p. 4562); Chap. 905 :

Amendements de MM. Montel et Serre tendant à rétablir les crédits prévus pour les travaux maritimes (p. 4563, 4564); Chap. 909 : *Amendement de M. Serre tendant à réduire de 7 millions les crédits pour achat de terrain* (p. 4564); Etat C ; Chap. 380 : *Amendements de MM. Serre et Bouvier O' Cottereau tendant à réduire les crédits pour frais d'exploitation des chantiers navals* (p. 4565); Chap. 982 : *Amendement de M. Bouvier-O' Cottereau tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour achats immobiliers* (p. 4566); Etat D : Chap. 982 : *Amendement de M. Montel tendant à réduire de 9 millions les crédits pour achats immobiliers* (p. 4566); Art. 37 : *Sa demande de rétablir l'article relatif au produit de la vente de cartes marines* [6 août 1948] (p. 5458). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux forces armées (Marine)* [20 juillet 1948] (p. 4863). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux forces armées* (Cabinet A. Marie) [26 juillet 1948] (*J. O.* du 27 juillet 1948, p. 7363); Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux forces armées* [31 août 1948] (p. 6404). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux forces armées* (2^e Cabinet R. Schuman) [5 septembre 1948] (*J. O.* du 5 septembre 1948, p. 8786); Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux forces armées* (10 septembre 1948) (p. 6471). — Est nommé *Secrétaire d'Etat aux forces armées* (Cabinet Queuille) [11 septembre 1948] (*J. O.* du 12 septembre 1948, p. 9010).

En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949 : *Organisation du débat* [3 mars 1949] (p. 1199); *Discussion générale* (p. 1216, 1217); Art. 2 : Etat A, DEFENSE NATIONALE : *Amendement de M. Michelet tendant à poursuivre les travaux sur le cuirassé Jean Bart et le porte-avions Clemenceau* (p. 1227). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux forces armées (Marine)* [13 octobre 1949] (p. 5764).

En qualité de Député :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement : *Discussion générale* [27 décembre 1950] (p. 9696, 9697, 9698, 9699); Art. 1^{er} : Etat A, MARINE : *Amendement de M. Bouvier-O' Cottereau tendant à rétablir les crédits demandés pour les travaux maritimes (Base de Mers-El-Kébir)* [29 décembre 1950] (p. 9800). — du **projet de loi relatif au développement des cré-**

dits de fonctionnement des services civils en 1951; **RADIODIFFUSION**, Chap. 3100: *Frais de déplacement et de mission* [10 avril 1951] (p. 3029); Chap. 6080: *Amendement de M. Thuillier tendant à supprimer les crédits du chapitre (Maison de la radio)* (p. 3034). — S'excuse de son absence [3 janvier 1951] (p. 86); [30 janvier 1951] (p. 505); [17 mai 1951] (p. 5336). — Obtient des congés [3 janvier 1951] (p. 87); [30 janvier 1951] (p. 505); [17 mai 1951] (p. 5336).

DUPUIS (Mlle José), *Député de la Seine* (2^e circonscription).

Secrétaire de l'Assemblée Nationale.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommée membre de la Commission de l'Education nationale [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [18 janvier 1949] (p. 34). — Est élue : Secrétaire de la Commission du ravitaillement [*J. O.* du 20 décembre 1946] (p. 10784), Vice-Président de cette Commission [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 965); [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 783). — Est nommée membre : de la Commission de la défense nationale [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des Affaires économiques [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des Pétitions [17 janvier 1950] (p. 299); [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission chargée d'enquêter sur les problèmes du vin [20 mai 1947] (p. 1678). — Est nommée juré à la Haute Cour de Justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945), [26 janvier 1948] (p. 195), [4 mai 1948], (p. 2484), [1^{er} juin 1948] (p. 3049), [30 novembre 1948] (p. 7302). *Session du 14 juin 1949* : [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 27 décembre 1946, une proposition de loi tendant à la création, par le département de la Seine, d'un cadre unique de professeurs spéciaux d'enseignement primaire, dans lequel seront intégrés les professeurs communaux en

exercice, et habilitant le département de la Seine à inscrire à son budget les dépenses du Service des Enseignements spéciaux ainsi créé, **n° 227**.

— Le 27 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions prévues par la loi n° 46-1990 du 13 septembre 1946 instituant l'allocation temporaire aux vieux et relative à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles, **n° 1104**. — Le 13 novembre 1947, une proposition de loi tendant à assimiler les professeurs d'enseignements spéciaux aux « membres de l'enseignement public » au sens de l'article 1384 du Code civil, **n° 2627**. — Le 24 février 1948, un avis au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 47-1498 du 11 août 1947 portant dérogation à titre exceptionnel et provisoire au décret du 15 avril 1912 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, **n° 3540**. — Le 17 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la Défense nationale sur la proposition de résolution de M. le Général Joinville (Alfred Malleret) et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à assurer l'incorporation avec leur classe des jeunes gens omis de la classe 1948, **n° 3818**. — Le 7 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur le projet de loi relatif à la suppression du Haut-Commissariat au Ravitaillement, **n° 7785**. — Le 28 mars 1950, une proposition de résolution tendant à susciter une enquête sur les diverses tentatives faites pour intégrer les travailleurs à l'entreprise et sur les résultats obtenus, **n° 9649**. — Le 10 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi relatif à la suppression des cartes de rationnement, **n° 9908**. — Le 9 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à éviter la crise qui menace les moyennes et petites entreprises du bâtiment, **n° 12443**. — Le 22 mai 1951, une proposition de loi ayant pour objet d'accorder à toute veuve un secours immédiat à la mort de son mari, de lui donner une formation professionnelle et de l'exempter de certains arriérés d'impôts, **n° 13337**.

Interventions :

Son rapport au nom du 7^e bureau sur les élections : du département du Pas-de-Calais [21 janvier 1947] (p. 36); — du département du Puy-de-Dôme [11 mars 1947] (p. 814). — Pose à M. le Ministre de la Guerre une question relative à l'homologation de grade des F. F. I. [13 juin 1947] (p. 2107). — Est entendue au cours du débat sur : les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement [1^{er} juillet 1947] (p. 2583, 2584); — le projet de loi tendant à la réalisation du plan de congélation de la viande; Art. 3 : *Son amendement tendant à imposer aux acheteurs l'obligation de réserver une part de leurs achats à la congélation* [8 juillet 1947] (p. 2829, 2830); *le retire* (ibid.); Art. 4 : *Son amendement tendant à donner aux préfets des pouvoirs spéciaux pour dérouter le bétail* (p. 2830); *le retire* (ibid.); Art. 6 nouveau : *Amendement de M. Halbout tendant à modifier la formule d'engagements de livraison de viande pour les centres urbains* [25 juillet 1947] (p. 3526, 3527); — le projet de loi relatif à la clôture et à la liquidation du compte spécial « ravitaillement général de la nation en temps de guerre » : *Discussion générale* [17 août 1947] (p. 4012, 4013). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement (*Grève des instituteurs*) [27 novembre 1947] (p. 5179, 5180); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 4 bis : *Son amendement tendant à réduire le taux de l'impôt sur les bénéfices investis dans l'exploitation* [22 avril 1948] (p. 2178); — de la proposition de résolution de Mme Vermeersch relative à l'attribution de suppléments de pain aux familles nombreuses : *Ses explications de vote* [27 avril 1948] (p. 2314); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires (Exercice 1948); Etat A : Chap. 1101 : *Services sociaux de l'air (Application de la Sécurité sociale)* [8 juillet 1948] (p. 4447, 4448); — du projet de loi portant prorogation du compte spécial du ravitaillement : en qualité de *Rapporteur pour avis* [18 juillet 1948] (p. 4792); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à augmenter la ration de pain et à en améliorer la qualité : *Son amendement tendant à demander cette augmentation dans le plus bref délai* [30 juillet 1948] (p. 5117); — du projet de loi

portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, RAVITAILLEMENT, Chap. 100 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour les agents temporaires de l'administration centrale* [2 août 1948] (p. 5214, 5215); Chap. 300 : *Amendement de Mlle Prévert tendant à rétablir les crédits prévus pour le matériel roulant* (p. 5216); EDUCATION NATIONALE, Chap. 330 : *Frais de déplacement (Enseignement du premier degré)* (p. 5306); — du projet de loi relatif à la répartition des matières premières et produits industriels, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [30 juillet 1949] (p. 5613); — d'une proposition de loi relative à la détention préventive des résistants, amendée par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer « ou avoir fait acte reconnu de résistance »* [30 juillet 1949] (p. 5632); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950; Art. 24 : *Son amendement tendant à limiter à 200 le nombre des fonctionnaires du ravitaillement maintenus en fonction* [31 décembre 1949] (p. 7663). — Est élue *Secrétaire* de l'Assemblée Nationale [10 janvier 1950] (p. 194). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur la Commission d'enquête sur le vin (*Ses explications de vote sur la proposition de résolution présentée par la Commission d'enquête*) [29 mars 1950] (p. 2623, 2624); — d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Education nationale; Article unique : *Pas de réduction de crédits en 1950* [15 juin 1950] (p. 4830); — d'une proposition de résolution relative au stockage des fromages de garde : *Son amendement tendant à ne pas cesser toutes importations de produits laitiers* [3 août 1950] (p. 6549); *le retire* (p. 6550); — du projet de loi relatif aux élections consulaires et portant suppression des Chambres consultatives des arts et manufactures, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [4 août 1950] (p. 6756); — du projet de loi relatif au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à fixer par décret les catégories d'outillage et de matériel régis par la loi* [5 janvier 1951] (p. 164). — Est élue *Secrétaire* de l'Assemblée Nationale [11 janvier 1951] (p. 326). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des ser-

vices civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1360 : *Etudiants des lycées* [21 avril 1951] (p. 3706); Chap. 1410 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Situation des directeurs des écoles normales primaires)* (p. 3730, 3731); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (Service du ravitaillement)* [25 avril 1951] (p. 3960); Chap. 1090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les contrôleurs de l'Etat (Réduction du corps des contrôleurs)* (p. 3964).

DUPUY (M. Marc), Député de la Gironde.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des finances [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des territoires d'outre-mer [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [23 janvier 1951] (p. 347).

Dépôts :

Le 7 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à retarder la date des élections à l'Assemblée de l'Union française jusqu'après la fixation par la loi du statut des Assemblées instituées par la Constitution dans les divers territoires et groupes de territoires d'outre-mer, n° 856. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles), Etat A, Santé publique, n° 1556. — Le 15 juillet 1947, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif à l'organisation et au fonctionnement de la lutte contre les maladies vénériennes, n° 2020. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet portant ouverture sur l'exercice 1948 d'un crédit affecté à la lutte contre le paludisme en Corse, n° 3750. — Le 29 avril 1948, un

extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), Santé publique et population, n° 4046. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), Santé publique et population (Rapport sur la lettre rectificative n° 48-47), n° 4046. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils et des budgets annexes (dépenses ordinaires), Santé publique et population (Rapport sur la lettre rectificative n° 48-54), n° 4046. — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de la Santé publique et de la Population par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6509. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de la Santé publique et de la population par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 7045. — Le 20 juillet 1949, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à instituer un laboratoire national du Ministère de la Santé publique et de la Population et de l'Académie de médecine groupant en un laboratoire unique, le laboratoire de contrôle des médicaments antivénéériens et l'Institut supérieur de vaccine, n° 7935. — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionne-

ment des services civils pour l'exercice 1950, n° 8426 (annexe n° 25). Le 20 décembre 1949, un avis au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale tendant à instituer un laboratoire national du Ministère de la Santé publique et de la population groupant en laboratoire unique le laboratoire central du Ministère de la Santé publique et de la population, le laboratoire de contrôle des médicaments antivénéreux et l'Institut supérieur de vaccine, n° 8791. — Le 8 février 1950, une proposition de loi tendant à compléter l'article premier de la loi du 21 juin 1865, pour permettre à des associations syndicales d'organiser la défense contre la grêle, n° 9212. — Le 6 juin 1950, une proposition de loi tendant à relever de 10 francs à 25 francs la base d'imposition des attractions foraines et à exonérer de la taxe sur les spectacles certains divertissements forains, n° 10190. — Le 29 juin 1950, une proposition de loi tendant à l'ouverture d'un crédit provisionnel de 5 milliards de francs en vue de l'indemnisation et de la réparation des dommages causés par les calamités agricoles, n° 10474. — Le 26 avril 1951, une proposition de loi tendant à ce que le deuxième tiers provisionnel ne puisse être exigé sur les impôts directs dus en 1951, avant le 15 juillet 1951, n° 12986. — Le 30 avril 1951, une proposition de loi tendant à ce que les produits des exploitations ostréicoles achetés aux pêcheurs et revendus bénéficient de l'article 63 du Code général des impôts lorsque les huitres ont séjourné plus de deux mois dans les viviers de ces exploitations ostréicoles, n° 13040.

Interventions :

Son rapport au nom du 1^{er} bureau sur les opérations électorales du département de l'Allier [28 novembre 1946] (p. 8). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1947 en vue de l'attribution d'allocations provisionnelles aux personnels de l'Etat en activité et en retraite (*Situation des cheminots*) [31 janvier 1947] (p. 131). — Répond à la communication de M. le Président du Conseil relative à la grève des cheminots [10 juin 1947] (p. 2012, 2013). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de

l'exercice 1947 (Dépenses civiles); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION : *Discussion générale*, en qualité de *Rapporteur* [17 juillet 1947] (p. 3112, 3113); Chap. 100 : *Traitements du ministre et de l'administration centrale* (p. 3125); Chap. 526 : *Subventions à l'Entr'aide française* [18 juillet 1947] (p. 3162). — Est entendu dans la discussion du projet de loi portant fixation du budget extraordinaire de l'exercice 1947 (Dépenses militaires) : *Discussion générale* [5 août 1947] (p. 3932). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition du Gouvernement et sa politique générale [27 novembre 1947] (p. 5149); la développe (p. 5174, 5175, 5176); *Discussion générale* (p. 5186). — Dépose une demande d'interpellation : sur le refus fait au journal *La Gironde populaire* de lui accorder du papier en raison de son tirage [11 décembre 1947] (p. 5649); — sur les causes et responsabilités des accidents de chemin de fer de Montluçon et Riom [16 décembre 1947] (p. 5781). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique; Art. 7 : *Ses amendements relatifs aux allocations aux grands invalides* [6 février 1948] (p. 520); — de la proposition de résolution relative au maintien et au développement des orchestres et postes régionaux : *Discussion générale* [12 février 1948] (p. 670); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et le rééquipement (Budget 1948, dépenses civiles); Art. 9 : *Amendements de MM. Louvel et Lousteau relatifs à l'équipement de l'Electricité de France et des Houillères nationales* [25 février 1948] (p. 1108); Art. 10 : *Ouverture de crédits à la S. N. C. F. pour le premier semestre 1948* (p. 1111, 1112); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 12 bis : *Son amendement tendant à élever à 60.000 francs l'abattement à la base pour les ostréiculteurs* [23 avril 1948] (p. 2227); Art. 52 : *Tarifs des impôts indirects* [27 avril 1948] (p. 2285); *Amendement de M. Guyon tendant à fixer à 240 francs par hectolitre les droits de circulation des vins à appellation contrôlée* (p. 2287); — de la proposition de loi créant un Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux : *Discussion générale* [14 mai 1948] (p. 2631); Art. 7 : *Amendement de M. Audeguil relatif à la perception des recettes du Conseil* (p. 2634); *Son amendement relatif aux recettes du Conseil* (p. 2635); le retire (*ibid.*); *Ses explications de vote sur l'en-*

semble (p. 2636); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, en qualité de *Rapporteur* [29 juillet 1948] (p. 5037); Chap. 502 : *Hygiène et prophylaxie dentaire* (p. 5064); Chap. 514 : *Institut national d'hygiène* (p. 5068); Chap. 519-2 : *Subventions à la Croix Rouge* (p. 5069); Chap. 526 : *Amendement de M. Cordonnier tendant à réduire de 375 millions les subventions à l'Entr'aide française* (p. 5072, 5073); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier; Art. 7 : *Amendement de M. Burel tendant à retirer de la compétence des pouvoirs réglementaires la limite d'âge des fonctionnaires* [10 août 1948] (p. 5672, 5673); *Son amendement relatif à la réforme des régimes de la Sécurité sociale* (p. 5676); — du projet de loi consentant des avances aux Houillères nationales : *Discussion générale* [30 décembre 1948] (p. 8134); — des interpellations sur la politique du Gouvernement en Indochine : *Demande de M. Serre de renvoi à la suite* [11 mars 1949] (p. 1590); — du projet de loi portant création d'une assemblée représentative élue en Cochinchine, amendé par le Conseil de la République : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [12 mars 1949] (p. 1614); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Santé publique et de la population, en qualité de *Rapporteur* [23 mars 1949] (p. 1773, 1774). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique de transports ferroviaires suivie par le Gouvernement et la réorganisation de la S. N. C. F. [20 mai 1949] (p. 2753); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de son interpellation [31 mai 1949] (p. 2952). — Prend part à la discussion : du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine : *Discussion générale* [21 mai 1949] (p. 2774, 2775, 2776); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (Ses observations sur les transports ferroviaires et la situation des cheminots)* [23 mai 1949] (p. 2837, 2838, 2839); Art. 1^{er} : *Ouverture d'un crédit de 21 milliards 500 millions pour couvrir le déficit de la S. N. C. F.* [31 mai 1949] (p. 2954, 2955); *Amendement de M. Bergeret tendant à n'accorder à la S. N. C. F. que des avances de trésorerie* (p. 2969); Art. 5 : *Son amendement tendant à supprimer l'article prévoyant 15 milliards d'économies réalisées par la S. N. C. F. sur les travaux en cours* (p. 2992,

2993); Art. 7 : *Avenants modifiant la convention du 31 août 1937 entre l'Etat et la S. N. C. F.* (p. 3003); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Dispositions générales; Art. 7 : *Son amendement tendant à disjointer l'article* [1^{er} juillet 1949] (p. 4045); — du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques; Art. 1^{er} ter : *Son amendement tendant à conserver les usines de Bordeaux du groupe de la S. N. C. A. S. O.* [28 juin 1949] (p. 3845, 3846); — d'une proposition de loi relative au minimum vital des aveugles et grands infirmes : *Urgence* [7 juillet 1949] (p. 4321); en qualité de *Rapporteur pour avis* (p. 4322); [19 juillet 1949] (p. 4762, 4763); Article additionnel : *Son amendement tendant à fournir les moyens de financement de ce projet* (p. 4770). — Dépose une demande d'interpellation : sur les incendies des Landes en août 1949 et l'insuffisance des moyens de protection [24 novembre 1949] (p. 6261); et est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [6 décembre 1949] (p. 6635); — sur les mesures que le Gouvernement compte prendre à l'égard de la S. N. C. F., notamment des licenciements massifs et des hausses de tarif [9 décembre 1949] (p. 6736). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au contrôle des organismes de la Sécurité sociale par la Cour des Comptes, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer cinq emplois d'auditeurs de 1^{re} classe* [22 décembre 1949] (p. 7136); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950 : *Discussion générale (Ses observations sur la réforme de la S. N. C. F., les itinéraires trans-européens et les licenciements de cheminots)* [22 décembre 1949] (p. 7167, 7168); — des interpellations sur les incendies de forêts des Landes et développe son interpellation y relative [13 janvier 1950] (p. 240, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249); *Discussion générale* [19 janvier 1950] (p. 351); *Son ordre du jour établissant la responsabilité du Gouvernement et demandant la satisfaction des réclamations des sinistrés* [20 janvier 1950] (p. 396); *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Lamarque-Cando* (p. 402). — Dépose une demande d'interpellation : sur le lock-out de 900 ouvriers des usines de pétrole à Ambès [17 janvier 1950] (p. 278); — sur les sabotages commis sur les voies ferrées et les mesures prises pour assurer la sécurité des voyageurs

[20 janvier 1950] (p. 417). — Prend part à la discussion du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République; Art. 4 : *Son amendement tendant à majorer de 4 milliards les investissements de la S. N. C. F.* [31 janvier 1950] (p. 777, 778). — Dépose une demande d'interpellation sur le scandale des rhums « Mamita » de Bordeaux [23 février 1950] (p. 1333). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Investissements pour la S. N. C. F.* [26 avril 1950] (p. 2898). — Dépose une demande d'interpellation sur les irrégularités commises par le tribunal militaire de Bordeaux pendant le procès de Mme Raymonde Dien [6 juin 1950] (p. 4329). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, en qualité de *Rapporteur* [9 juin 1950] (p. 4559, 4560); Chap. 1000 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'administration centrale, présentée par le Gouvernement* [12 juin 1950] (p. 4612); Chap. 4190 : *Demande de rétablissement des crédits pour les dépenses d'immigration en France, présentée par le Gouvernement* (p. 4630); Chap. 5080 : *Amendement de M. Dutard tendant à rétablir les crédits pour prophylaxie du cancer* (p. 4635); — d'une proposition de résolution relative aux dommages causés par les calamités agricoles : *Ses explications de vote* [20 juillet 1950] (p. 5654, 5655). — Dépose une demande d'interpellation sur l'arrestation et la condamnation du jeune patriote Claude Thomas à Bordeaux [25 juillet 1950] (p. 5931). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6575). — Dépose une demande d'interpellation sur la mise à la disposition des forces américaines des ports de Bordeaux et de La Pallice [10 novembre 1950] (p. 7628). — Pose à M. le Président du Conseil une question relative à l'accord franco-américain concernant les ports de Bordeaux et de La Pallice [17 novembre 1950] (p. 7874, 7875). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 5140 : *Couverture du déficit de la S. N. C. F.* [19 décembre 1950] (p. 9306, 9307); —

du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement; Art. 11 *quater* : *Son amendement tendant à disjoindre l'article prévoyant un plan d'économies et de réformes* [29 décembre 1950] (p. 9830); — d'un projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier et février 1951; Art. 23 : *Sa demande de disjonction de l'article relatif au financement des dépenses d'intérêt militaire (bases américaines en France)* [30 décembre 1950] (p. 9887, 9888); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer l'alinéa exemptant d'impôts les indemnités prévues* [30 janvier 1951] (p. 522, 523); *Son amendement tendant à soumettre les indemnités aux taxes de mutation* (p. 525); — des interpellations sur le prix du tabac à la production : *Sa demande de clôture de la discussion générale* [20 février 1951] (p. 1388); — du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires pour le mois d'avril 1951; Art. 1^{er} : *Sa demande de disjonction de l'article relatif aux régimes d'assistance et de sécurité sociale* [21 mars 1951] (p. 2314). — Dépose une demande d'interpellation : sur l'installation de forces américaines au port de Bordeaux [21 mars 1951] (p. 2469); — sur les revendications des travailleurs des tramways de Bordeaux [7 avril 1951] (p. 2908). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION, Chap. 3100 : *Contrôle des sérums et vaccins* [4 mai 1951] (p. 4530, 4531); Chap. 3490 : *Echange de personnel médical en vertu du traité de Bruxelles* (p. 4548); Chap. 4080 : *Protection infantile* (p. 4570, 4571).

DUPUY (M. Marceau), Député de la Gironde.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de l'éducation nationale [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3014),

[17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des finances [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission chargée d'enquêter sur les problèmes du vin [28 juin 1948] (p. 4060). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [26 janvier 1948] (p. 195), [1^{er} juin 1948] (p. 3049), [23 novembre 1948] (p. 7150).

Dépôt :

Le 1^{er} février 1951, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi (n° 9879) de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à l'organisation du service de santé scolaire, n° 12034.

Interventions :

Est entendu dans la discussion : du projet de loi fixant l'évaluation des voies et moyens de l'exercice 1947 (Budget général); Art. 2 *quinzième* : *Son amendement tendant à réduire la taxe spéciale sur les vins d'appellation contrôlée* [31 juillet 1947] (p. 3772, 3774, 3775, 3776); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Sa motion préjudicielle* [29 novembre 1947] (p. 5322 et suiv.); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et relatif à diverses dispositions budgétaires; Art. 17 : *Amendement de M. Masson relatif aux droits sur les rhums* [30 décembre 1947] (p. 6598). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget 1948); Etat A, EDUCATION NATIONALE; Chap. 947 : *Travaux d'aménagement sportif* [25 février 1948] (p. 1068); — d'une proposition de loi créant un Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux; Art. 7 : *Amendement de M. Audeguil relatif à la perception des recettes du Conseil* [14 mai 1948] (p. 2634); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2638); — de la proposition de résolution relative à l'enseignement de l'éducation physique : *Discussion générale* [20 mai 1948] (p. 2806); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION; Chap. 404 : *Dispensaires antituberculeux* [29 juillet 1948] (p. 5052); EDUCATION NATIONALE; Chap. 161 : *Services extérieurs de la*

jeunesse et des sports [4 août 1948] (p. 5295, 5296); — du projet de loi portant création de ressources nouvelles et majoration d'impôts, amendé par le Conseil de la République; Art. 12 : *Son amendement tendant à substituer la date du 1^{er} janvier 1940 à celle du 1^{er} janvier 1936* [24 septembre 1948] (p. 6896). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à l'attribution de bons d'achats d'automobiles aux sinistrés dont les voitures ont été réquisitionnées par les Allemands [26 novembre 1948] (p. 7265). — Prend part à la discussion : d'une proposition de résolution relative à la répartition de l'essence : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1918); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Education nationale : *Discussion générale* [1^{er} avril 1949] (p. 2001, 2002, 2003, 2008); — du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits pour le budget des P. T. T.; Etat A, Chap. 125 : *Contribution à la constitution des pensions de retraite* [12 avril 1949] (p. 2304); — des interpellations sur les incendies de forêts des Landes : *Discussion générale* [19 janvier 1950] (p. 377); — des interpellations sur les prix agricoles : *Discussion générale (Ses observations sur la motorisation de l'agriculture)* [25 janvier 1950] (p. 495); — d'une proposition de loi relative au Conseil interprofessionnel du vin de Bordeaux; Art. 1^{er} : *Amendement de Mme Reyraud tendant à limiter les cotisations à 8 francs par hectolitre* [30 mars 1950] (p. 2674); *Amendement de Mme Reyraud tendant à ne pas rendre obligatoires les cotisations* (ibid.); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; P. T. T., Chap. 0010 : *Ses observations sur le reclassement des agents des P. T. T.* [3 mai 1950] (p. 3198); EDUCATION NATIONALE : *Discussion générale (Ses observations sur l'éducation physique, le carnet de santé, les clubs sportifs)* [22 juin 1950] (p. 5165, 5166, 5167, 5168); Chap. 3590 : *Matériel de l'hygiène scolaire* [18 juillet 1950] (p. 5527). — Est entendu sur une attribution de compétence pour l'examen d'une proposition de loi relative à l'organisation du service de santé scolaire [22 juin 1950] (p. 5132). — Dépose une demande d'interpellation sur l'indemnisation des victimes des récentes calamités agricoles (*Orages de grêle en Gironde*) [24 juin 1950] (p. 5257). — Prend part à la discussion

du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale ; Art. 3 : *Son amendement tendant à sectionner les départements de plus de 850.000 habitants* [21 mars 1951] (p. 2328) ; *Son amendement tendant à sectionner le département de la Gironde* (p. 2328, 2329) ; Art. 12 bis : *Son amendement relatif aux modalités de sectionnement de la Gironde* (p. 2333) ; Art. 3 : *Découpage de la Gironde* (p. 2447).

DUQUESNE (M. Jules), Député du Nord
(2^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de comptabilité [14 décembre 1948] (p. 7566, 7567) ; de la Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3011), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (Application de l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370), [30 novembre 1948] (p. 7302) ; *Session du 1^{er} juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant au reclassement du personnel des Caisses d'assurances sociales et des Compagnies d'accidents du travail, recruté après le 1^{er} juin 1945, dans les nouveaux organismes de la sécurité sociale, n^o 27. — Le 25 février 1947, une proposition de loi tendant à compléter l'article 9 de la loi du 22 août 1946 relatif aux bénéficiaires des allocations familiales, n^o 723. — Le 5 mars 1947, une proposition de loi tendant au reclassement : 1^o du personnel des Caisses d'assurances sociales et des Compagnies d'accidents du travail, recruté après le 1^{er} juin 1945, dans les nouveaux organismes de la Sécurité sociale ; 2^o du personnel des Caisses d'assurances sociales vieillesse et décès et vieillesse-invalidité et décès dans les caisses régionales d'assurance-vieillesse instituées par la loi n^o 46-1146 du

22 mai 1946, n^o 823. — Le 11 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi complétant les articles 174 et 176 du livre II du Code du travail, n^o 1998. — Le 11 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 5 de la loi du 22 août 1946 sur les prestations familiales, n^o 2000. — Le 16 décembre 1947, un avis au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le projet de loi relatif aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel ; II. les propositions de loi : 1^o de M. Jean Cayeux et plusieurs de ses collègues tendant à modifier en faveur des jeunes ménages n'ayant pu cohabiter, du fait de la guerre, les modalités de la procédure de logement d'office ; 2^o de M. Lecourt et plusieurs de ses collègues tendant à : a) porter prorogation jusqu'au 1^{er} juin 1947 de l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel ; b) permettre à certaines personnes l'exercice du droit de reprise de locaux d'habitation ; c) fixer l'étendue de la prorogation résultant de la loi du 28 mars 1946 ; d) protéger les locataires contre les spéculations des ventes d'immeubles par appartements ; e) renforcer la lutte contre les abus de certaines sous-locations ; 3^o de M. Minjot et plusieurs de ses collègues tendant à compléter et à modifier l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation et à usage professionnel ; 4^o de M. Guiguen et plusieurs de ses collègues tendant à modifier la loi du 28 mars 1946 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel ; 5^o de M. Frédéric-Dupont tendant à compléter la loi du 28 mai 1943 relative à l'application aux étrangers des lois en matière de baux à loyer et de baux à ferme ; 6^o de M. Joseph Denais tendant à réglementer les conditions dans lesquelles peuvent être expulsés des locataires de bonne foi ; 7^o de MM. Courant et René Coty tendant à exonérer les propriétaires sinistrés de la contribution prévue par l'ordonnance du 28 juin 1945 sur le Fonds national d'amélioration de l'habitat ; 8^o de M. André Mercier (Oise) et plusieurs de ses collègues tendant à proroger jusqu'au 1^{er} octobre 1947 la législation actuellement en vigueur sur les loyers à usage d'habitation et profession-

nel; 9^o de M. Edgar Faure et plusieurs de ses collègues relative aux rapports entre bailleurs et locataires de locaux d'habitation ou à usage professionnel; 10^o de M. Edgar Faure et plusieurs de ses collègues relative au prix des loyers; 11^o de M. Edgar Faure étendant le bénéfice du maintien dans les lieux aux personnes morales exerçant une activité désintéressée; III. la proposition de résolution de MM. Joseph Denais, Xavier Bouvier et Pierre Montel tendant à inviter le Gouvernement à réglementer la vente des immeubles par appartements, n^o 2869. — Le 20 février 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre rapidement les mesures nécessaires en vue d'accorder aux vieillards des hospices une somme mensuelle de trois cents francs à titre d'argent de poche, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent depuis le début de leur hospitalisation, n^o 3483. — Le 19 février 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de résolution de M. Delahoutre et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir l'autonomie de la Caisse de retraite et de prévoyance des clercs de notaires, n^o 3477. — Le 27 février 1948, un rapport supplémentaire au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 5 de la loi du 22 août 1946 sur les prestations familiales, n^o 3608. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à compléter l'alinéa 2 de l'article 2 de la loi du 22 août 1946 relatif à la situation des étrangers au regard des prestations familiales, n^o 3759. — Le 23 avril 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Mont et plusieurs de ses collègues tendant à modifier le paiement de l'allocation de maternité, n^o 4012. — Le 28 mai 1948, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi instituant une Caisse de compensation des charges exceptionnelles résultant de l'emploi de travailleurs frontaliers domiciliés en Belgique et au Luxembourg, n^o 4354. — Le

30 juin 1948, une proposition de loi tendant à l'attribution d'un contingent de croix de la Légion d'honneur pour les travailleurs ayant au moins cinquante ans de présence dans le même établissement, n^o 4791. — Le 12 août 1948, un rapport, au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : 1^o le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la sécurité sociale intervenus le 9 juin 1948 entre la France et la Pologne; 2^o le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention générale entre la France et l'Italie tendant à coordonner l'application aux ressortissants des deux pays de la législation française sur la sécurité sociale et de la législation italienne sur les assurances sociales et les prestations familiales conclue le 31 mars 1948; 3^o le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la Sécurité sociale intervenus le 17 janvier 1948 entre la France et la Belgique; 4^o le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention générale entre la France et le Royaume-Uni sur la sécurité sociale conclue le 11 juin 1948, n^o 5256. — Le 10 février 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier deux avenants à la Convention générale entre la France et la Belgique du 17 janvier 1948 sur la Sécurité sociale, n^o 6383. — Le 10 mars 1949, une proposition de loi tendant à compléter l'article 23 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif à la détermination des ayants droit aux prestations d'assurances maladies, n^o 6761. — Le 10 mars 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'article 10 de la loi du 22 août 1946 relatif à la détermination en matière des prestations familiales des enfants à charge, n^o 6763. — Le 16 juin 1949, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur les propositions de loi : 1^o de M. Viatte et plusieurs de ses collègues relative au règlement définitif des opérations de reclassement du personnel des organismes de sécurité sociale et allocations familiales; 2^o de M. Alfred Costes et plusieurs de ses collègues tendant au règlement définitif des opérations de reclassement du personnel des organismes de sécurité sociale, n^o 7482. — Le 1^{er} juillet 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à instituer

une indemnité complémentaire exceptionnelle de congés payés en faveur des salariés des professions industrielles, commerciales et agricoles, n° 7705. — Le 5 juillet 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 19 août 1946 relativement à l'indemnisation des congés payés pour les soldats libérés et pour les jeunes travailleurs, n° 7751. — Le 7 février 1950, une proposition de loi tendant à préciser certains termes du chapitre III de la loi du 22 août 1946 relative au salaire unique, n° 9189. — Le 28 février 1950, une proposition de loi tendant à préciser les conditions de représentation et d'assistance des assurés devant les commissions techniques d'invalidité, n° 9371. — Le 26 avril 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention entre la France et l'Organisation européenne de coopération économique sur la situation au regard des législations françaises de sécurité sociale, du personnel français et du personnel étranger employés par ladite organisation, n° 9786. — Le 26 avril 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention générale entre la France et la République de Saint-Marin tendant à coordonner l'application aux ressortissants des deux pays de la législation française sur la sécurité sociale et de la législation saumarinaise sur les assurances sociales et les prestations familiales conclue le 12 juillet 1949, n° 9787. — Le 26 avril 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention tendant à étendre et à coordonner l'application des législations de sécurité sociale aux ressortissants des parties contractantes du Traité de Bruxelles, n° 9788. — Le 27 avril 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier les accords relatifs à la Sécurité sociale intervenus le 12 novembre 1949 entre la France et le Grand-Duché de Luxembourg, n° 9789. — Le 24 mai 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à la ratification de la

convention n° 81 concernant l'Inspection du travail dans l'industrie et le commerce, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa trentième session tenue à Genève du 19 juin au 11 juillet 1947, n° 10047. — Le 24 mai 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention entre la France et la Suisse sur l'assurance vieillesse et survivants, n° 10048. — Le 24 mai 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République française à ratifier la Convention d'assistance sociale et médicale signée le 7 novembre 1949 entre les cinq pays co-signataires du Traité de Bruxelles, n° 10049. — Le 8 juin 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi de M. Duquesne et plusieurs de ses collègues tendant à préciser certains termes du chapitre III de la loi du 22 août 1946 relative au salaire unique, n° 10230. — Le 8 juin 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la convention internationale du Travail n° 62 concernant les prescriptions de sécurité dans l'industrie du bâtiment, n° 10232. — Le 9 novembre 1950, une proposition de loi tendant à l'interdiction de l'emploi entre 20 heures et 7 heures, des mineurs de 18 ans et des femmes enceintes, n° 11219. — Le 9 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention générale entre la France et la Yougoslavie sur la sécurité sociale intervenue le 9 janvier 1950, n° 11226. — Le 17 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi tendant à modifier les articles 64 et 64 a) du Livre II du Code du travail, pour mettre ces textes en harmonie avec les dispositions de l'ordonnance du 2 novembre 1945, relative aux conditions d'entrée et de séjour en France des étrangers, n° 11340. — Le 22 novembre 1950, une proposition de loi tendant à la modification de la loi du 19 octobre 1919 et constatant la nullité des procédures engagées en vertu de l'acte dit loi du 12 juillet 1941, n° 11404. —

Le 28 décembre 1950, une proposition de loi prorogeant le délai d'application de l'article 6 de la loi du 23 août 1948 tendant à adapter les législations de sécurité sociale à la situation des cadres, n° 11802. — Le 4 janvier 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier l'arrêté du 3 mars 1949 portant fixation du minimum de la rémunération susceptible d'ouvrir droit à l'allocation aux vieux travailleurs salariés, n° 11855. — Le 4 janvier 1951, une proposition de loi tendant à modifier l'article 2 de l'ordonnance n° 45-170 du 2 février 1945, complétée par la loi du 3 février 1950, relatif aux périodes de salariat pour l'obtention de l'allocation aux vieux travailleurs, n° 11856. — Le 15 février 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 6134) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 63 concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa 24^e session tenue à Genève du 2 au 22 juin 1938, n° 12205. — Le 15 février 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 11025) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier la Convention entre la France et la Suisse relative à l'exercice des professions d'expert-comptable et de comptable agréé signée à Lugano le 27 avril 1948, n° 12206. — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 9374) de M. Duquesne et plusieurs de ses collègues tendant à préciser les conditions de représentation et d'assistance des assurés devant les commissions techniques d'invalidité, n° 12795. — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur la proposition de loi (n° 6761) de MM. Duquesne et Barrot tendant à compléter l'article 23 de l'ordonnance du 19 octobre 1945 relatif à la détermination des ayants droit aux prestations d'assurance maladie, n° 12796. — Le 12 avril 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 11387) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 87 concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, n° 12797. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Com-

mission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 11388) autorisant le Président de la République à ratifier la Convention n° 98 concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa 32^e session tenue à Genève du 8 juin au 2 juillet 1949, n° 13167. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 11928) tendant à autoriser le Président de la République française à ratifier la Convention concernant les travailleurs frontaliers, signée le 17 avril 1950 entre les cinq pays co-signataires du Traité de Bruxelles, n° 13168. — Le 10 mai 1951, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur le projet de loi (n° 11725) autorisant le Président de la République à ratifier la convention générale, le protocole général et les accords complémentaires relatifs à la Sécurité sociale intervenus le 10 juillet 1950 à Paris entre la France et la République fédérale d'Allemagne, n° 13169.

Interventions :

Son rapport au nom du 3^e bureau sur les opérations électorales du département de la Haute-Garonne [28 novembre 1946] (p. 15). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi de M. Bouxom relative aux prestations familiales, en qualité de *Rapporteur* [3 juin 1948] (p. 3185) ; Article unique : *Amendement de Mme Bastide tendant à modifier les délais d'obtention de l'allocation de maternité* (p. 3185) ; de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [24 juin 1948] (p. 3929) ; — du projet de loi relatif aux loyers ; Titre II, allocations logements, en qualité de *Rapporteur pour avis* [18 juin 1948] (p. 3709) ; Art. 64 : *Son amendement tendant à accorder l'allocation logement aux économiquement faibles* [23 juin 1948] (p. 3828) ; *Son amendement tendant à tenir compte du nombre de personnes à charge pour l'allocation logement* (p. 3629) ; *le retire* (ibid.) ; Art. 16 f : *Son amendement relatif aux primes d'emménagement et de déménagement* (p. 3831) ; *le retire* (p. 3832) ; Art. 16 h : *Son amendement tendant à ne pas tenir compte des caractéristiques de peuplement* (p. 3835) ; *Son amende-*

ment relatif à la mise en application de l'allocation logement (p. 3837); Art. 66 : *Son amendement relatif aux modalités de paiement de l'allocation logement* (p. 3842); Art. 68 : *Son amendement tendant à étendre les dispositions de l'article aux primes d'emménagement et de déménagement* (p. 3842); — du projet de loi instituant une caisse de compensation des charges résultant de l'emploi de travailleurs frontaliers, en qualité de *Rapporteur* [30 juin 1948] (p. 4172); Art. 7 : *Amendement de M. Ramette prévoyant un intérêt de 3 0/0 pour les avances de l'Etat* (p. 4178); Art. 8 : *Amendement de M. Ramette tendant à déduire les cotisations versées des revenus imposables des employeurs* (p. 4178). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative à l'application du décret du 24 août 1946 prévoyant l'octroi d'une indemnité forfaitaire d'un franc par kilogramme de charbon pour compenser les majorations de prix du charbon à usage domestique résultant de l'arrêté du 1^{er} mars 1947 [17 décembre 1948] (p. 7695). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la propagande électorale pour les élections cantonales; Art. 8 bis : *Son amendement relatif à la rédaction des bulletins de vote* [18 février 1949] (p. 677); — du projet de loi fixant la date des élections aux chambres des métiers, en qualité de *Rapporteur* [25 février 1949] (p. 930); — du projet de loi concernant l'appel des jeunes gens sous les drapeaux; Art. 6 : *Cas de dispenses du service actif* [31 mars 1949] (p. 1932); — du projet de loi relatif aux conventions collectives et au règlement des conflits du travail; Art. 1^{er} (Art. 31 G du Code du travail) : *Amendement de Mlle Prevert tendant à faire figurer dans les dispositions des conventions collectives les conditions de travail des femmes et des jeunes* [3 janvier 1950] (p. 38); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés; Art. 5 : *Son amendement tendant à assimiler aux périodes de salariat la durée des services militaires, de résistance, de déportation* [20 janvier 1950] (p. 436); — d'une proposition de résolution relative à l'attribution de la prime exceptionnelle aux salariés : *Discussion générale* [26 janvier 1950] (p. 528, 529); — du projet de loi concernant l'appel sous les drapeaux en 1950; Art. 7 : *Cas de dispense pour les fils d'invalides* [2 mars 1950] (p. 1636); — d'une

proposition de loi relative à l'imposition des tisseurs à domicile; Article additionnel : *Son amendement tendant à annuler les impositions substituant la taxe proportionnelle aux retenues à la source sur les salaires* [30 mai 1950] (p. 3988); *le retire* (p. 3989); — du projet de loi relatif à l'allocation vieillesse des personnes non salariées; Art. 35 : *Son amendement relatif à la transmission des dossiers des bénéficiaires de l'allocation temporaire* [13 décembre 1950] (p. 9033); — du projet de loi relatif aux prestations familiales : *Discussion générale* [8 février 1951] (p. 902); Art. 2 : *Allocations de salaire unique* (p. 937); — d'une proposition de loi relative à l'allocation aux vieux travailleurs salariés : *Discussion générale* [9 février 1951] (p. 990, 991); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à tenir compte des années de guerre en territoire occupé comme années de travail réel* [9 février 1951] (p. 1000); *Son amendement tendant à supprimer les conditions de rémunération minima pour ouvrir droit à l'allocation* (p. 1000); *le retire* (p. 1001); Art. 9 : *Son amendement tendant à tenir compte des périodes de chômage involontaire* (p. 1004); — d'une proposition de loi relative aux prestations familiales : *Discussion générale (Ses observations sur l'application de la loi du 22 août 1946)* [12 mai 1951] (p. 5116). = *S'excuse de son absence* [11 mars 1947] (p. 795).

DURROUX (M. Jean), Député de l'Ariège.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). = Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la production industrielle [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des pensions [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du travail et de la sécurité sociale [25 juillet 1950] (p. 5914), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute-Cour de justice (application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370).

Dépôts :

Le 11 mars 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (rectifiée) de M. Rincant et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à réaliser immédiatement la péréquation des pensions décidée par la loi n° 48-1450 du 20 septembre 1948 et à verser de toute urgence les acomptes fixés par les décrets n° 48-1575 du 9 octobre 1948 et 49-45 du 12 janvier 1949, n° 6810. — Le 27 octobre 1949, une proposition de loi tendant à créer un tribunal départemental de commerce dans les départements où le petit nombre des affaires ne permet point de créer un tribunal de commerce par arrondissement, n° 8284. — Le 17 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de Mme Duvernois et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à restituer aux familles dans les plus brefs délais et aux frais de l'Etat les corps des soldats morts en Indochine, n° 9539. — Le 25 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi de M. Aubry et plusieurs de ses collègues tendant à instituer au Ministère des Anciens combattants une promotion spéciale dans l'Ordre de la Légion d'honneur en faveur des « Aveugles de la Résistance », n° 10058. — Le 21 mars 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 9418) de M. Aubry et plusieurs de ses collègues tendant à instituer au Ministère des Anciens combattants une promotion spéciale dans l'Ordre de la Légion d'honneur en faveur des « Aveugles de la Résistance », n° 12587.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail; Art. 1^{er} : *Ses observations sur les vives surdoniques* [29 novembre 1947] (p. 5388); — de la proposition de résolution relative à la procédure de discussion d'urgence; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Péron tendant à prévoir un débat public si une majorité de 11 députés au moins, en Commission, s'est prononcée pour la discussion d'urgence* [9 décembre 1948] (p. 7446); — d'une proposition de loi relative aux rentes et

allocations des mutilés du travail, en qualité de *Rapporteur pour avis* [20 mai 1949] (p. 2730); Art. 15 : *Amendement de M. Bas tendant à prévoir des avances du Trésor au fonds agricole de majoration des rentes* (p. 2734, 2735); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 1 bis : *Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à ce que le total des impôts agricoles pour 1949 ne soit pas supérieur au total de 1948 pour les petits exploitants* [21 juillet 1949] (p. 4975); — des interpellations sur les prix agricoles (*Ses explications de vote sur l'ordre du jour de confiance de M. Moussu*) [24 février 1950] (p. 1493, 1494); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils pour 1950; AGRICULTURE, Chap. 1820 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les sinistres agricoles* [25 mai 1950] (p. 3912); *le retire* (ibid.); Chap. 5130 : *Encouragement à l'industrie chevaline* (p. 3951); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMÉS DE LA GUERRE; Chap. 703 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations spéciales aux aveugles de la résistance* [24 juillet 1950] (p. 5877); *le retire* (ibid.); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à accorder des prêts pour la construction de bâtiments agricoles* [3 août 1950] (p. 6588); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de résolution modifiant l'article 74 du règlement relatif au quorum : *Contre-projet de M. Legendre tendant à faire constater au début de chaque séance la présence de la majorité absolue des députés* [21 février 1951] (p. 1456).

DUSSEAULX (M. Roger), Député de la Seine-Inférieure (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946]. (p. 40). — Est nommé : membre de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347); Secrétaire de cette Commission [4 août 1950] (F. n° 612), [25 janvier 1951] (F. n° 659). — Est désigné par la Commission des finances pour représenter l'Assemblée nationale au sein de la Commission de

contrôle du Fonds d'encouragement à la production textile [21 décembre 1949] (F. n° 483). — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée), [15 juillet 1947] (p. 3016).

Dépôts :

Le 14 février 1947, une proposition de loi tendant à faciliter la reconstruction des localités sinistrées par l'application aux matériaux préfabriqués d'un taux réduit de la taxe à la production, n° 592. — Le 4 février 1948, une proposition de loi tendant à modifier le deuxième alinéa de l'article 2 de la loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n° 3249. — Le 4 février 1948, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation dans son article 6 relatif aux sinistrés, n° 3250. — Le 4 février 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reviser les dispositions du décret du 14 janvier 1948 portant fixation des coefficients prévus par l'article 2 de la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n° 3251. — Le 4 février 1948, une proposition de loi tendant à compléter l'article 9 de la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n° 3252. — Le 4 février 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation, n° 3253. — Le 21 mai 1948, une proposition de loi tendant à l'érection d'un monument commémoratif au général Leclerc et instituant une souscription nationale à cet effet, n° 4295. — Le 24 juin 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article premier de la loi n° 48-424 du 12 mars 1948 apportant certains aménagements à la loi n° 48-30 du 7 janvier 1948 instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et à la loi n° 48-31 du 7 janvier 1948 autorisant l'émission d'un emprunt, n° 4698. — Le 10 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accroître le contingent de carburant alloué aux artisans, n° 5802. — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition de l'abattement global opéré sur le budget

de la Présidence du Conseil par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6507. — Le 24 juin 1949, une proposition de loi tendant à modifier l'assiette des droits de patente en ce qui concerne la fourniture et la distribution de l'eau, n° 7635. — Le 4 novembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à revaloriser le traitement annuel de la médaille militaire, n° 8316. — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950, n° 8426 (annexes nos 1, 2 et 3). — Le 29 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à admettre l'Ecole de médecine de Rouen dans la liste des écoles de plein exercice, n° 8890. — Le 29 décembre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à suspendre pour l'année scolaire 1949-1950 l'application de l'arrêté du 16 avril 1949 faisant obligation aux étudiants des écoles préparatoires de médecine de 4° et de 5° année d'accomplir dans les écoles de plein exercice leur stage obligatoire, n° 8891. — Le 26 avril 1950, une proposition de loi tendant à majorer la part des subventions d'équipement rural versées en capital, n° 9774. — Le 24 juin 1950, une proposition de loi tendant à ouvrir un crédit de 30 millions comme secours aux sinistrés par la grêle qui s'est abattue le mardi 20 juin 1950 dans la région de Dancourt (Seine-Inférieure), n° 10455. — Le 29 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence une subvention compensatrice aux sinistrés du département de Seine-Inférieure, à la suite des dégâts occasionnés en 1950 par les orages et par la grêle, et à leur venir en aide, n° 10477. — Le 4 juillet 1950, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 50-401 du 3 avril 1950, afin que les industriels forains soient exonérés du droit de timbre exceptionnel sur les véhicules automobiles, n° 10534. — Le 18 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Rivet tendant à ouvrir un crédit d'un million comme secours aux sinistrés de la ville de Cuzco, n° 10636. — Le 26 juillet 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République

sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Affaires étrangères — I. Services des Affaires étrangères), n° 10757. — Le 1^{er} août 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1950 (Affaires étrangères. — II. Commissariat général aux affaires allemandes et autrichiennes), n° 10840. Le 2 août 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur la proposition de loi de M. Louis Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à accorder à l'Alliance française, association reconnue d'utilité publique, la garantie de l'Etat pour un emprunt de 150 millions de francs, n° 10868. — Le 3 août 1950, un rapport au nom de la Commission des finances, sur le projet de loi tendant à l'ouverture d'un crédit de 3.890.000 francs pour le fonctionnement de la délégation française auprès du Conseil des suppléants du Pacte Atlantique, n° 10878. — Le 28 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 : Affaires étrangères. — I. Service des Affaires étrangères, n° 11428. — Le 29 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Affaires étrangères). Dispositions concernant la section III. Haut-Commissariat de la République française en Sarre, n° 11453. — Le 5 janvier 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 11745) donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi (n° 9838) adoptée par l'Assemblée Nationale tendant à accorder à l'Alliance française, association reconnue d'utilité publique, la garantie de l'Etat pour un emprunt de 150 millions de francs, n° 11877. — Le 1^{er} février 1951, une proposition de loi tendant à reconnaître la qualité de combattants volontaires avec droit au port de la Croix de combattant volontaire aux militaires ou marins des classes 1905 et plus jeunes du service auxi-

liaire qui sont partis, sur leur demande écrite, au front dans une unité combattante, n° 12018.

— Le 1^{er} mars 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 11034) relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Affaires étrangères). Dispositions concernant la section II : Services des Affaires allemandes et autrichiennes, n° 12390. — Le 9 mars 1951, une proposition de loi tendant à modifier et à compléter certaines dispositions concernant le régime des prestations familiales, n° 12431. — Le 15 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis (n° 12012) donné par le Conseil de la République sur le projet de loi (n° 11034), adopté par l'Assemblée Nationale, relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'exercice 1951 (Affaires étrangères. — I. Service des Affaires étrangères), n° 12512. — Le 27 avril 1951, une proposition de loi tendant à permettre aux veuves ou orphelins des fonctionnaires morts pour la France d'exercer une option entre la pension civile et la pension militaire, n° 12996. — Le 21 mai 1951, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi (n° 13141) portant ouverture d'une première tranche de crédits en vue de la préparation de la 6^e session de l'Assemblée générale de l'organisation des Nations Unies, n° 13318.

Interventions :

Son rapport au nom du 6^e bureau sur les opérations électorales du département du Morbihan [28 novembre 1946] (p. 22). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils); LOI DE FINANCES; Art. 31 : *Impôt sur les bénéficiaires agricoles* [22 décembre 1946] (p. 245); Art. 63 : *Taxe sur les voitures automobiles de tourisme* (p. 254); Art. 8 : *Assurances sociales agricoles* (p. 268); — de la proposition de loi de M. Godin tendant à repousser la mise en application de la prise en charge par les caisses de sécurité sociale des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles : *Ses explications de vote* [23 décembre 1946] (p. 337). — Est entendu au cours du débat sur un projet de loi relatif à

diverses dispositions d'ordre financier; Art. 1^{er} : *Exploitation des forêts domaniales en France* [4 février 1947] (p. 152); *Amendement de M. René Mayer tendant à modifier la date limite de liquidation du compte spécial d'approvisionnement en bois* (p. 154, 156); Art. 56 bis : *Son amendement relatif aux provisions à déduire des profits illicites à confisquer* [6 février 1947] (p. 205); le retire (ibid.). — Son rapport au nom du 6^e bureau sur les opérations électorales du territoire des Etablissements français de l'Océanie [11 février 1947] (p. 290). — Est entendu au cours du débat : sur la proposition de loi relative aux contrats passés par les collectivités locales; Art. 15 : *Son amendement tendant à prévoir le cas où le concessionnaire a été victime de dommages de guerre* [4 mars 1947] (p. 601); — sur le projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947 : *Discussion générale* [5 mars 1947] (p. 645); Art. 3 : *Amendement de M. Joseph Laniel tendant à placer au premier rang de l'urgence, l'œuvre de reconstruction* [6 mars 1947] (p. 676); Etat A, AGRICULTURE : *Discussion générale (Recherche agronomique)* (p. 692); Chap. 923 : *Institut national de la recherche agronomique* [7 mars 1947] (p. 714, 715); RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Discussion générale* (p. 754). — Prend part à la discussion : des interpellations sur le problème du blé [21 mars 1947] (p. 1005, 1006, 1008); — du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles), Etat A, HAUT-COMMISSARIAT A LA DISTRIBUTION; Chap. 701 : *Amendement de M. Thamier tendant à réduire de 50 millions la charge du Trésor résultant du prix de vente du pain* [12 juin 1947] (p. 2042); AGRICULTURE; Chap. 319 : *Amendement de M. Gérard Vée tendant à reprendre les crédits prévus par le Gouvernement pour les enquêtes statistiques* (p. 2056); Chap. 342 : *Compte spécial d'approvisionnement en bois et en produits forestiers* (p. 2058, 2059, 2060); Chap. 362 : *Contribution de l'Etat aux dépenses entraînées par les conseils agricoles départementaux* (p. 2065); Chap. 100 : *Traitements du ministre et du personnel de l'administration centrale* (p. 2073); FRANCE D'OUTRE-MER; Chap. 304 : *Publications du service des statistiques* [19 juin 1947] (p. 2220); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS; Chap. 505 : *Organismes de tourisme* (p. 2251); ÉCONOMIE NA-

TIONALE : *Date de la discussion* [3 juillet 1947] (p. 2659); Chap. 606 : *Rétablissement des crédits pour l'institut de sciences économiques appliquées* (p. 2687); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS; Chap. 318 : *Frais de déplacement et de mission* [4 juillet 1947] (p. 2721); Chap. 340 : *Frais de correspondance* (p. 2724); Chap. 342 : *Acquisitions et entretien d'automobiles* (p. 2724, 2725). — Intervient dans la discussion du projet de loi relatif à certaines dispositions d'ordre financier en deuxième lecture (Budget ordinaire, exercice 1947, dépenses civiles); Art. 49 : *Droit de timbre sur les cartes d'entrée dans les salles de jeu* [31 juillet 1947] (p. 3740). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Malleret tendant à réduire à 150 milliards les crédits militaires* [23 juin 1947] (p. 2359); Art. 5 : « *Cinquième quart* » de l'impôt de solidarité (p. 2363). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 6 : *Son amendement tendant à insérer un article nouveau permettant de s'acquitter du prélèvement en souscrivant aux emprunts locaux* [3 janvier 1948] (p. 49, 50); — du projet de loi relatif aux sociétés coopératives et associations syndicales de reconstruction : *Discussion générale* [17 février 1948] (p. 789); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la reconstruction et l'équipement (Budget de 1948, dépenses civiles); Etat A, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Section III, Chap. 915 : *Matériel aéronautique* [25 février 1948] (p. 1100); Art. 8 bis : *Amendement de M. Louvel tendant à interdire un emprunt sans contrôle aux sociétés nationalisées* (p. 1105, 1106); Art. 9 : *Amendements de MM. Louvel et Lousteau relatifs à l'équipement de l'Electricité de France et des Houillères nationales* (p. 1108, 1109). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur le prélèvement exceptionnel*) [2 mars 1948] (p. 1271). — Prend part à la discussion de propositions de loi relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 1^{er} : *Amendements de MM. Duclos et Violette relatifs au fractionnement de l'emprunt* [6 mars 1948] (p. 1460, 1461); *Son amendement relatif à la date d'émission de l'emprunt* (p. 1462); le retire (ibid.); Art. 2 : *Son amendement tendant à modifier les dates de*

payement (p. 1465); le retire (ibid.); Art. 2 : Son amendement tendant à permettre aux sinistrés ayant fait rebâtir d'imputer le prélèvement sur les sommes dues par l'Etat (p. 1466, 1467); Art. 3 : Institution d'une commission départementale du prélèvement (p. 1468); Art. 9 bis : Son amendement prévoyant l'envoï d'un accusé de réception aux assujettis (p. 1477); le retire (ibid.); Art. 4 : Son amendement relatif aux sinistrés depuis 1939 [7 mars 1948] (p. 1500, 1501); le retire (ibid.); Son amendement tendant à exonérer les agriculteurs installés en 1945 (p. 1503); le retire (ibid.); Art. 7 : Son amendement tendant à réduire le taux du prélèvement pour les agriculteurs (p. 1514); Son amendement tendant à exonérer les agriculteurs ayant subi des calamités agricoles (p. 1517, 1519); Art. 5 : Son sous-amendement tendant à augmenter de 50 0/0 le chiffre d'affaires pris en considération [8 mars 1948] (p. 1545); Ses explications de vote sur l'ensemble (p. 1560). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance du 8 mars 1948 (*Rectifications de votes*) [11 mars 1948] (p. 1652). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 1^{er} : Son amendement tendant à insérer un article nouveau relatif aux conditions de emploi par les entreprises [22 avril 1948] (p. 2173); le retire (ibid.); Art. 15 : Son amendement tendant à modifier le taux progressif de l'impôt sur le revenu [23 avril 1948] (p. 2247); — du projet de loi portant suspension de l'application de la taxe de 4 0/0 sur la viande fraîche; Article unique : Amendement de Mme Degrand et de M. Arthaud tendant à appliquer partout cette suspension [30 avril 1948] (p. 2427); — de la proposition de loi portant revision des zones de salaires : Sur l'urgence [28 juin 1948] (p. 4073); Ses explications de vote sur l'urgence (p. 4079); — de la proposition de loi modifiant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation et l'emprunt libérateur : Discussion générale [30 juin 1948] (p. 4209); — des projets de loi ratifiant trois accords internationaux (coopération économique) : Discussion générale [5 juillet 1948] (p. 4333 et suiv.); — du projet de loi fixant le statut juridique des centres techniques industriels amendé par le Conseil de la République; Art. 10 : Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République [9 juillet 1948] (p. 4517, 4518); le retire (ibid.). — des interpellations sur les révélations de M. le Ministre

de l'Intérieur et les grèves des mineurs : Son ordre du jour prévoyant la création d'une Commission d'enquête sur l'activité du parti communiste [24 novembre 1948] (p. 7193); le retire (p. 7197); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : Discussion générale (Ses observations sur les critiques de pure forme présentées par les députés de la majorité) [21 décembre 1948] (p. 7831); Ses observations sur la création de 125 milliards d'impôts nouveaux [23 décembre 1948] (p. 7883); Art. 10 : Amendement de MM. Crouzier, Lenormand et Nisse tendant à supprimer l'article relatif au paiement des dommages de guerre (p. 7913); Art. 14 : Amendement de M. Mauroux tendant à supprimer l'article (p. 7926); — d'une proposition de loi relative aux conditions budgétaires d'une saine réforme administrative; Art. 2 : Amendement de M. Abelin tendant à reprendre l'article, ne permettant de dépenses nouvelles qu'en contrepartie de ressources nouvelles [10 février 1949] (p. 460); — des interpellations sur la politique agricole du Gouvernement : Discussion générale [25 février 1949] (p. 973); — du projet de loi portant autorisation de dépenses d'investissement : Discussion générale [1^{er} mars 1949] (p. 1058, 1059, 1061); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1^{er}, état A : Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République affectant 2.500 millions à l'industrie de l'azote [8 avril 1949] (p. 2266, 2267); Art. 1^{er} ter : Demande de disjonction de l'article prévoyant 20 milliards de bons de consommation émis par l'Electricité de France (p. 2269); Art. 3^{ter} : Amendement de M. Temple tendant à prévoir le remboursement en espèces des dommages immobiliers agricoles (p. 2272, 2273); — d'une proposition de loi relative à l'impôt sur les bénéfices agricoles : Discussion générale [3 mars 1949] (p. 1164); Art. 1^{er} : Contre-projet de M. de Tinguy tendant à prévoir une procédure de conciliation pour l'évaluation des bénéfices agricoles (p. 1169, 1170); Article unique : Son amendement tendant à faire ratifier par le Parlement le décret du 9 décembre 1948 relatif à la fiscalité agricole [8 mars 1949] (p. 1333). — Est entendu sur une communication du Gouvernement concernant les résultats de l'emprunt : Demande d'affichage de M. de Menthon, du discours de M. Petsche [10 mars 1949] (p. 1506). — Prend

part à la discussion : du projet de loi modifiant le prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 5 : *Sous-amendement de M. Tournaud tendant à établir une taxe de 2 0/0 sur les réserves des sociétés* [6 avril 1949] (p. 2132); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la Présidence du Conseil; COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU PLAN, en qualité de *Rapporteur* [7 avril 1949] (p. 2179, 2180); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur spécial* [14 avril 1949] (p. 2488); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'agriculture; Chap. 174 : *Amendement de M. Jean Masson tendant à réduire de 20 millions la contribution de l'Etat aux dépenses des Conseils agricoles départementaux* [12 avril 1949] (p. 2345); Chap. 301 : *Amendement de M. Leenhardt tendant à supprimer l'abattement sur les crédits du matériel de l'administration centrale* (p. 2348); Chap. 323 : *Matériel des écoles nationales vétérinaires* (p. 2351); Chap. 500 : *Subventions à l'institut national de la recherche agronomique* (p. 2359); Chap. 522 : *Subventions aux associations de migration rurale* (p. 2372); Art. 2 : *Ouverture d'un crédit de 3.750.000 francs pour couverture du déficit résultant de l'importation de produits pour alimenter le bétail* (p. 2375); — du projet de loi portant majoration des pensions des anciens combattants et victimes de la guerre : *Contre-projet de M. Aubry tendant à relever ces pensions* [12 avril 1949] (p. 2388); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières : *Discussion générale (Ses observations sur le déficit budgétaire, le déficit de la S.N.C.F., les dépenses de la guerre d'Indochine, les économies nécessaires, la suppression de l'O.C.R.P.I., les répercussions de la hausse du prix de l'essence)* [23 mai 1949] (p. 2833, 2834, 2835, 2836, 2837); Art. 2 : *16 milliards 700 millions d'économies sur le budget des dépenses civiles* [31 mai 1949] (p. 2971, 2972); *Son amendement tendant à ne pas réduire les crédits pour l'équipement rural* (p. 2979); *le retire* (ibid.); Art. 3 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article prévoyant 18 milliards 900 millions d'économies sur le budget des dépenses militaires* (p. 2987, 2988, 2990); Art. 5 bis : *Son amendement tendant à interdire le développement de l'activité routière de la S.N.C.F.* (p. 2994); Art. 6 : *Amendement de M. Schmidt tendant à reprendre l'article*

relatif à la coordination des transports (p. 2996, 2997); Art. 14 : *Amendement de M. Paumier tendant à réduire les taux des taxes sur les alcools* [2 juin 1949] (p. 3058); Art. 19 : *Dispositions tendant au développement du commerce extérieur* (p. 3062, 3063); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Dispositions générales; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à réduire de 1 million les subventions à la S.N.C.F.* [1^{er} juillet 1949] (p. 4035); *le retire* (ibid.); Art. 5 bis : *Interdiction faite à la S.N.C.F. d'accroître ses participations financières* (p. 4036); Art. 6 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article relatif à la coordination des transports* (p. 4043); Art. 12 : *Son amendement tendant à porter du 1^{er} au 15 novembre 1949 la date limite des incorporations de réserve au capital prévues par la loi du 30 janvier 1949* (p. 4058); Art. 23 bis : *Amendement de M. Bardoux tendant à reprendre l'article du Conseil de la République facilitant l'exportation des produits français* (p. 4060); Art. 25 bis : *Amendement de M. Bardoux tendant à reprendre l'article du Conseil de la République détaxant les produits français exportés* (p. 4060); Art. 34 bis : *Admission des titres de l'emprunt obligatoire aux emprunts des collectivités locales pour l'équipement rural* (p. 4066). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Inutilité d'une séance de nuit*) [31 mai 1949] (p. 2962). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A, MARINE, Chap. 904 : *Refontes et gros travaux pour la flotte* [21 juin 1949] (p. 3533); — du projet de loi relatif à la réorganisation des sociétés nationales de constructions aéronautiques : *Discussion générale* [28 juin 1949] (p. 3832). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Débat sur les aménagements fiscaux* [28 juin 1949] (p. 3834). — Prend part à la discussion : du projet de loi ratifiant l'accord international sur le blé : *Discussion générale* [30 juin 1949] (p. 3974, 3975); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1^{er} : Etat A, ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 9029 : *Amendement de M. Dutard tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour la cité sanitaire de Clairviore* [4 juillet 1949] (p. 4153); ÉDUCATION NATIONALE, Chap. 8009 : *Reconstruction des établissements scolaires du*

second degré (p. 4153); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 2: *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. l'ouverture de crédit (Ses observations sur la taxe d'encouragement à la production textile)* [7 juillet 1949] (p. 4363); *le retire* (ibid.); — d'une proposition de loi relative au pipe-line Le Havre—Paris; Art. 1^{er} *Constitution d'une société d'économie mixte* [12 juillet 1949] (p. 4644); — du projet de loi portant aménagements fiscaux: *Discussion générale* [20 juillet 1949] (p. 4857, 4858); Art. A: *Amendement de M. Jean Masson tendant à supprimer l'article relatif à l'impôt foncier sur les propriétés non bâties* [21 juillet 1949] (p. 4970); Art. 2: *Sous-amendement de M. de Sesmaisons tendant à défalquer du bénéfice le montant des améliorations ou réparations* (p. 4979); Art. 10 bis: *Amendement de M. Jean Masson relatif au calcul des charges de l'exploitation* (p. 4981, 4982); Art. 10 septièmes: *Exonération des taxes sur le chiffre d'affaires pour les ventes de paille et de fourrage* (p. 4982, 4983); Art. 42: *Son amendement tendant à appliquer l'article à partir du 1^{er} janvier 1950* [24 juillet 1949] (p. 5151, 5152); *Discussion générale* (p. 5165) Art. 13 E: *Son amendement tendant à modifier le taux de l'impôt sur les bénéfices des artisans et des professions non commerciales* (p. 5180, 5181); *Son amendement tendant à réduire le taux de l'impôt sur les bénéfices des charges et offices* (p. 5182); Art. 13 H: *Son amendement tendant à étaler les tranches de l'impôt sur le revenu* (p. 5185, 5186); Art. 17: *Son amendement tendant à maintenir comme dettes sociales les impositions comprises dans les rôles au nom des gérants* (p. 5187, 5188); Art. 31: *Son amendement tendant à abroger l'article 212 du décret portant réforme fiscale* (p. 5194); *le retire* (ibid.); Art. 39 E: *Amendement de M. Auguet tendant à supprimer l'article 291 du décret portant réforme fiscale* (p. 5197); *Demande de disjonction de l'article présentée par le Gouvernement* (p. 5198); *de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République*; Art. 5: *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée nationale relatif au calcul de la surtaxe sur le revenu* [30 juillet 1949] (p. 5645); Art. 7 bis: *Son amendement tendant à reprendre l'article accordant aux contribuables un délai plus long pour opter* (p. 5645); *le retire* (p. 5646); Art. 12: *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée nationale relatif à la procédure de*

conciliation pour l'évaluation du montant des successions (p. 5647); — du projet de loi relatif à la répartition des matières premières et produits industriels; Art. 6: *Demande de seconde délibération de l'article présentée par M. Louvel* [28 juillet 1949] (p. 5438); — d'une proposition de loi relative aux prix du blé; Art. 1^{er}: *Contre-projet de M. Waldeck Rochet tendant à prévoir un prix différentiel du blé* [28 juillet 1949] (p. 5462); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950: *Discussion générale (Ses observations sur l'organisation du débat, la présentation tardive du budget, la réorganisation de la S.N.C.F., l'augmentation des dépenses et des impôts, les impôts sur les bénéfices non distribués, la taxe sur les transactions et les comptes spéciaux du trésor)* [21 décembre 1949] (p. 7076, 7077, 7078, 7079, 7080); Art. 2: *Son amendement tendant à affecter 5 milliards aux anciens combattants* [26 décembre 1949] (p. 7254); Art. 4: *Motion de M. Nisse tendant à discuter l'article 4 après l'article 5* [27 décembre 1949] (p. 7335); Article additionnel: *Amendement de M. Bergeret tendant à prévoir un impôt spécial sur les salariés recevant plus d'un million de francs par an* (p. 7371); *Son amendement tendant à prévoir la discussion complète de la réforme fiscale* (p. 7372); *Son amendement relatif au calcul de la surtaxe progressive* (p. 7373); *le retire* (ibid.); *Son amendement relatif au régime des provisions pour renouvellement de stocks* (p. 7373); *le retire* (ibid.); *Son amendement relatif aux dépenses des sociétés pour modernisation d'équipement* (p. 7374); *le retire* (ibid.); Art. 9: *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à la taxe sur les transports* (p. 7382); *le retire* (ibid.); Art. 27: *Amendement de M. Guillaud tendant à supprimer l'article relatif à l'impôt sur les bénéfices non distribués* (p. 7394); Art. 29: *Utilisation de la contre-valeur de l'aide Marshall* (p. 7398); Art. 37: *Amendement de M. Lecourt tendant à exiger du Gouvernement un projet de budget avant le 1^{er} mars 1950* (p. 7403); Art. 40 bis: *Amendement de M. Gaillard tendant à soumettre au contrôle de la Commission nationale d'économie, les organismes professionnels* (p. 7419); Art. 44: *Son amendement tendant à supprimer l'article* (p. 7423); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950; Art. 23: *Amendement de M. Mallez tendant à recruter les nouveaux fonctionnaires parmi ceux licenciés par*

les autres administrations [31 décembre 1949] (p. 7662); — des interpellations sur les incendies de forêts des Landes : *Discussion générale* [19 janvier 1950] (p. 376, 377); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950, amendé par le Conseil de la République : *Propositions du Gouvernement de statuer sur les recettes avant de voter les dépenses* [29 janvier 1950] (p. 750); Art. 7 A : *Maintien du principal fictif de la contribution des patentes au montant de 1948* (p. 752); Art. 27 : *Amendement de M. Gaillard tendant à disjoindre l'article créant un impôt de 10 0/0 sur les bénéfices non distribués des sociétés* (p. 762); Art. 28 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République* (p. 764); Art. 2 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux crédits pour les dépenses civiles* (p. 767); Art. 4 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République pour les crédits destinés aux dommages de guerre et investissements* (p. 775, 777); Art. 5 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République réduisant de 33 milliards les crédits d'investissements* (p. 779); Art. 39 : *Son amendement tendant à permettre aux commissions du Conseil de la République d'être saisies comme les commissions intéressées de l'Assemblée nationale* (p. 783); Art. 41 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au contrôle par l'Etat des organismes professionnels dont les dépenses sont couvertes par des taxes obligatoires* (p. 784); Art. 42 A : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République, accélérant le licenciement des fonctionnaires* (p. 784); Art. 42 D : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République supprimant certaines directions régionales* (p. 786); Art. 43 A : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif à la gestion des entreprises nationales* (p. 786); Art. 43 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif au contrôle des prêts du Fonds de modernisation et d'équipement* (p. 788); *le retire* (ibid); Art. 48 : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux emprunts contractés par la Caisse autonome de la Reconstruction et la S. N. C. F.* (p. 790); Art. 2 : *Demande de priorité* présentée par le Gouvernement pour l'amendement de M. Abelin tendant à substituer

le chiffre de 140.999 millions à celui de 131 milliards fixé par la Commission [31 janvier 1950] (p. 832, 833); — du projet de loi relatif à la répartition provisoire des crédits ouverts sur l'exercice 1950; Art. 8 : *Son amendement relatif à la fixation de la patente pour les droits ad valorem* [1^{er} février 1950] (p. 863); — d'une proposition de résolution relative aux stages des étudiants en médecine : *Discussion générale* [16 février 1950] (p. 1109); — du projet de loi relatif à la répression de certaines atteintes à la sûreté extérieure de l'Etat; Art. 1^{er} : *Sous-amendement de M. Tournaud tendant à ne pas punir toute aide aux ouvriers exerçant leur droit de grève* [3 mars 1950] (p. 1826); — d'une proposition de loi créant un droit de timbre exceptionnel pour les récépissés de déclarations automobiles : *Discussion générale* [17 mars 1950] (p. 2153); Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à exonérer les tracteurs des exploitations forestières* (p. 2154, 2155); *Son amendement tendant à exonérer les véhicules ayant une charge utile égale à une tonne* (p. 2157); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Crédits prévus pour les investissements privés* [26 avril 1950] (p. 2900, 2901); *Transfert de crédits à l'agriculture* (p. 2906, 2907); Art. 7 : *Son amendement tendant à prévoir le financement des travaux de voirie, d'adduction d'eau et d'électrification* [28 avril 1950] (p. 3081, 3082); *le retire* (p. 3082); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 5 : *Crédits prévus pour l'équipement rural* [19 juillet 1950] (p. 5623); Art. 7 : *Amendement de M. P. Chevallier tendant à ne pas accorder de primes de construction pour les logements de fonction* (p. 5624, 5625, 5626). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation des importations de charbon et les accords projetés entre la France et l'Allemagne [14 juin 1950] (p. 4752). — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de Rapporteur [20 juin 1950] (p. 5042, 5043, 5044, 5052, 5053); Chap. 1060 : *Demande de rétablissement des crédits pour les frais de représentation des services à l'étranger*, présentée par le Gouvernement (p. 5067); Chap. 3000 : *Demande de rétablissement des crédits pour l'entretien des bâtiments*, présentée par le Gouvernement (p. 5068); Chap. 3090 : *Matériel des services à l'étranger* (p. 5068); Chap. 3140 :

Demande de rétablissement des crédits pour les frais de voyage, présentée par le Gouvernement (p. 5069); Chap. 5010 : *Demande de rétablissement des crédits pour les œuvres françaises à l'étranger, présentée par le Gouvernement* (p. 5070, 5071); Chap. 5060 : *Demande de rétablissement des crédits pour la subvention à l'Office des biens et intérêts privés* (p. 5071); COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, en qualité de *Rapporteur* [25 juillet 1950] (p. 5914, 5915); Chap. 1000 : *Personnel de l'administration centrale (Réduction de l'effectif de l'administration française en Allemagne)* [26 juillet 1950] (p. 5990); *Amendement de M. Rosenblatt tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Politique de dénazification)* (p. 5996); Chap. 1070 : *Traitement des Hauts Commissaires* (p. 5996, 5997); HAUT COMMISSARIAT EN SARRE, en qualité de *Rapporteur* [26 juillet 1950] (p. 5999, 6000); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur* [1^{er} août 1950] (p. 6361); Chap. 3150 : *Amendement de M. Pourtalet tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour participation à des conférences internationales (Conseil de l'Europe à Strasbourg)* (p. 6362); — du projet de loi portant majoration du pourcentage des crédits de fonctionnement pour 1950 : *Ses explications de vote sur l'article unique* [29 juin 1950] (p. 5281, 5282); — d'une proposition de loi relative aux dommages causés par les calamités agricoles : *Urgence* [20 juillet 1950] (p. 5651); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre : *Suite du débat* [21 juillet 1950] (p. 5754); — du projet de loi relatif aux prestations familiales agricoles : *Discussion générale* [29 juillet 1950] (p. 6209, 6210); proposition de loi modifiant le régime des allocations familiales agricoles; Art. 4 : *Amendement de M. Castera tendant à prévoir une subvention de l'Etat à échéances régulières* (p. 6220); projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles; Art. 2 : *Amendement de M. Lucas tendant à ne maintenir que la taxe prévue au profit du budget annexe des prestations familiales agricoles sur les ventes faites par les coopératives agricoles* [21 juillet 1950] (p. 6251); Art. 4 : *Amendement de M. Charpentier tendant à rétablir la taxe de 40/0 sur les céréales* (p. 6252); Art. 1^{er} : *Ouverture d'un crédit de*

54.300 millions pour le budget annexe des prestations (Ses observations sur les taxes sur les bois) (p. 6279); — du projet de loi approuvant une convention conclue avec la Banque de France : *Discussion générale (Réévaluation du stock d'or)* [2 août 1950] (p. 6526); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes de calamités agricoles : *Discussion générale* [3 août 1950] (p. 6576); — du projet de loi relatif à l'aide à la construction; Art. 3 : *Amendement de M. Guiguen tendant à exonérer de taxe les matériaux utilisés pour la construction d'habitations à loyer modéré par les sociétés coopératives ou les particuliers* [4 août 1950] (p. 6660); — du projet de loi relatif au développement des crédits des services civils pour l'exercice 1951; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, en qualité de *Rapporteur* [12 décembre 1951] (p. 8929, 8930); Chap. 5070 : *Subvention à l'office de protection des réfugiés* [13 décembre 1950] (p. 9005); HAUT COMMISSARIAT EN SARRE, en qualité de *Rapporteur* [14 décembre 1950] (p. 9104); RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Question préalable posée par M. Nisse* [14 décembre 1950] (p. 9106); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour la délégation française auprès du Conseil des suppléants du Pacte Atlantique, en qualité de *Rapporteur* [14 décembre 1950] (p. 9098); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement; Art. 1^{er} : *Ouverture d'un crédit de 740 milliards pour le budget militaire* [29 décembre 1950] (p. 9777, 9778); *Sa demande de disjonction de l'article 1^{er}* (p. 9818); *la retire* (p. 9821); Art. 5 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article relatif à l'énumération des ressources du fonds de Défense nationale* (p. 9824); *le retire* (ibid.); *Amendement de M. Grésa tendant à supprimer cet article* (p. 9825); Art. 7 : *Son amendement tendant à disjoindre l'article incorporant les décimes supplémentaires aux impôts nouveaux* (p. 9829); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, en qualité de *Rapporteur* [5 avril 1951] (p. 2732); BUDGET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [5 avril 1951] (p. 2757). = S'excuse de son absence [20 mai 1947] (p. 1678), [20 mai 1948] (p. 2764), [20 octobre 1949] (p. 5883), [10 janvier 1950] (p. 189). = Obtient des

congés [20 octobre 1949] (p. 5883), [10 janvier 1950] (p. 189).

DUTARD (M. Lucien), Député de la Dordogne.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre de la Commission de la presse [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [15 juillet 1947] (p. 3016); de la Commission des moyens de communication [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission du ravitaillement [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute cour de justice (application de l'article premier de la loi du 27 décembre 1946 [27 décembre 1946] (p. 370), [26 janvier 1948] p. 195), [4 mai 1948] (p. 2484).

Dépôts :

Le 3 juillet 1947, un rapport au nom de la Commission de la presse sur la proposition de résolution de M. Rosenblatt et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour augmenter la puissance et le rayonnement du poste émetteur de Radio-Strasbourg, n° 1896. — Le 17 juin 1948, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de Mlle Rumeau et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à maintenir aux tuberculeux en convalescence dans leur foyer, la ration de pain à 450 grammes par jour, n° 4602. — Le 6 juillet 1948, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de Mme Hélène Lejeune et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la ration de café et à maintenir son prix actuel, n° 4867. — Le 8 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur les lignes de chemin de fer dites lignes secondaires les plus utiles et notamment les lignes Angoulême — Brive et Ribérac—Parcoul, n° 6290. — Le

3 mars 1949, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Airoidi et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour étendre le bénéfice du billet collectif à 50 0/0 aux organisations de plein air et de jeunesse, n° 6660. — Le 2 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Poumadère et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger les dispositions du décret loi du 30 octobre 1935 en ce qui concerne la retenue faite sur les salaires mensuels des cantonniers de l'Etat pour frais de mandats-cartes, n° 7325. — Le 16 juin 1949, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur les propositions de résolution : 1° de M. Airoidi et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour étendre le bénéfice du billet collectif à 50 0/0 aux organisations de plein air et de jeunesse; 2° de M. Philippe Farine et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour rétablir le bénéfice du billet collectif à 50 0/0 au profit des organisations de jeunesse et de plein air, n° 7477. — Le 22 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de résolution de M. Mora et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux tuberculeux en traitement dans les établissements de cure et à leurs familles: 1° la réduction de 50 0/0 sur les tarifs de chemins de fer; 2° la franchise postale, n° 7583 (rectifié). — Le 3 février 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'arrêté du 3 février 1949 et à abroger l'arrêté du 26 juillet 1949 en vue de permettre aux sages-femmes diplômées d'Etat de pratiquer des soins infirmiers, n° 9167. — Le 23 février 1950, une proposition de loi tendant à étendre le bénéfice de la retraite prévue par la loi du 22 juillet 1922, aux agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises, n° 9282. — Le 23 février 1950, un avis au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Savard et plusieurs de ses collègues tendant à modifier l'article 12 de la loi du 2 août 1949 ayant pour objet de venir en aide à certaines catégories

d'aveugles et de grands infirmes, n° 9328. — Le 28 février 1950, une proposition de loi tendant à faire verser aux agents des travaux et conducteurs de chantiers des Ponts et chaussées, les diverses indemnités et le supplément familial de salaire, non payés depuis plusieurs mois dans de nombreux départements, n° 9351. — Le 2 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de loi de M. Dutard et plusieurs de ses collègues tendant à étendre le bénéfice de la retraite prévue par la loi du 22 juillet 1922 aux agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises, n° 9407. — Le 23 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur la proposition de résolution de M. Penoy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à présenter de toute urgence le projet de loi tendant à ouvrir les crédits supplémentaires indispensables au paiement d'indemnités diverses et du supplément familial de salaire dus sur l'exercice 1949 aux agents de travaux et de conducteurs de chantiers des Ponts et chaussées, n° 9580. — Le 16 mai 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 31 de la loi de finances du 31 janvier 1950, en vue d'interdire toute réduction de crédits sur le budget des Ponts et chaussées, n° 9956. — Le 2 août 1950, un rapport au nom de la Commission des moyens de communication et du tourisme sur l'avis donné par le Conseil de la République sur la proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale, tendant à étendre le bénéfice de la retraite prévue par la loi du 22 juillet 1922 aux agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises, n° 10869. — Le 11 mai 1951, une proposition de loi tendant au maintien en fonction des lignes ou tronçon de lignes de chemin de fer Périgueux — Parcoui — Médillac, Angoulême — Mussidan, Ruffec — Roumazières, Marthon — Thiviers, n° 13217.

Interventions :

Son rapport au nom du 6^e bureau : sur les opérations électorales du département du Nord (2^e circonscription) [28 novembre 1946] (p. 23); — sur les élections du territoire du Moyen-Congo [28 janvier 1947] (p. 64). — Prend part à la discussion : de la proposition de loi de

M. Robert Bichet relative à la distribution des journaux; Art. 11 : *Son amendement tendant à ce que 25 0/0 des excédents distribuables soient versés au comité d'entreprise* [27 mars 1947] (p. 1162); — du projet de loi concernant les élections municipales; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à modifier le nombre d'habitants au-dessus duquel les conseillers municipaux sont élus au scrutin de liste à un tour* [12 août 1947] (p. 4308); *le retire* (ibid.). — Son rapport sur une pétition [20 novembre 1947] (p. 5096). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant la compagnie Air-France; Art. 18 : *Amendement de M. Benoist tendant à exproprier sans indemnité les actionnaires ayant voté la mise à la disposition de la Lufthansa* [29 avril 1948] (p. 2377); — du nouveau projet de loi instituant la compagnie Air France; Art. 10 : *Son amendement tendant à prévoir l'utilisation de matériel français* [4 mai 1948] (p. 2517, 2518); Art. 18 : *Son amendement tendant à exproprier sans indemnité les actionnaires ayant voté la cession à la Lufthansa* (p. 2519); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2521); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 6 : *Amendement de M. Regaudie relatif au choix du directeur général* [2 juin 1948] (p. 3100); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3103); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, P. T. T.; Chap. 117 : *Son amendement tendant à réduire les crédits pour indemnités de bicyclette aux facteurs* [21 juin 1948] (p. 3748); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS; Chap. 346 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour l'entretien des routes et des ponts* (p. 3762); *le retire* (p. 3763); Chap. 505 : *Subventions aux organismes de tourisme* (p. 3766); RAVITAILLEMENT; Chap. 100 : *Ses observations sur la politique agricole* [2 août 1948] (p. 5207); ÉDUCATION NATIONALE; Chap. 369 : *Son amendement tendant à réduire de 100 francs les crédits pour examens et concours d'éducation physique* [4 août 1948] (p. 5316, 5317); *le retire* (ibid.); du projet de loi portant fixation du budget général 1949 (Dépenses civiles); Art. 1^{er}, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits (Ses observations sur l'entretien des routes)* [31 décembre 1948] (p. 8237); *le retire* (p. 8238); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'éducation na-

tionale; Chap. 137 : *Traitements du personnel des écoles primaires* [5 avril 1949] (p. 2034); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières, amendé par le Conseil de la République; Dispositions générales; Art. 6 : *Demande de disjonction de l'article relatif à la coordination des transports, présentée par M. Poumadère* [1^{er} juillet 1949] (p. 4038); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement en 1949; Art. 1^{er}, Etat A, AGRICULTURE; Chap. 9019 : *Travaux d'équipement rural* [4 juillet 1949] (p. 4150); ANCIENS COMBATTANTS; Chap. 9029 : *Son amendement tendant à reprendre les crédits demandés par le Gouvernement pour la cité sanitaire de Clairviore* (p. 4152, 4153); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION; Chap. 8009 : *Reconstruction d'hôpitaux nationaux* [5 juillet 1949] (p. 4207); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS; Chap. 901 : *Reconstruction et entretien des routes nationales* (p. 4211); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 8 : *Son amendement tendant à affecter à l'entretien des routes le produit du timbre sur les contrats de transports* (p. 7381); *le retire* (p. 7382); — d'une proposition de loi relative à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises : *urgence* [17 mars 1950] (p. 2129); en qualité de *Rapporteur* (p. 2130, 2132), [23 mars 1950] (p. 2273, 2274); de cette proposition de loi amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [4 août 1950] (p. 6739, 6740); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; P. T. T.; Chap. 1060 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel titulaire du service intérieur des bureaux (Surclassement des receveurs)* [3 mai 1950] (p. 3203); Chap. 1080 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le service des lignes (Payement des heures supplémentaires)* (p. 3217); AGRICULTURE; Chap. 1170 : *Limitation des plantations de tabac* [24 mai 1950] (p. 3889); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS; Chap. 1030 : *Demande de rétablissement des crédits pour les contractuels de l'administration centrale, présentée par le Gouvernement* [7 juin 1950] (p. 4394, 4395); Chap. 1260 : *Amendement de Mme Chevrin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour indemnités aux conducteurs de chantiers des*

ponts et chaussées (p. 4404); Chap. 3300 : *Entretien des routes et ponts (Route de Lyon)* (p. 4411); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION; Chap. 5080 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour la prophylaxie du cancer* [12 juin 1950] (p. 4634); AVIATION CIVILE; Chap. 5000 : *Amendement de M. Lavergne tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions diverses (Aéro-club du Périgord)* [20 juin 1950] (p. 5049); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS; Chap. 5150 : *Reconstruction des voies ferrées de la S. N. C. F. (Accident de Saint-Amour)* [1^{er} août 1950] (p. 6375, 6376); — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles; Art. 3 : *Indemnité aux planteurs de tabac sinistrés* [3 août 1950] (p. 6595). — Dépose une demande d'interpellation sur la non-parution du règlement d'administration publique fixant les modalités d'application de la loi étendant le bénéfice de la retraite prévue le 22 juillet 1922 aux agents des services publics routiers [16 novembre 1950] (p. 7783). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS; Chap. 1390 : *Supplément familial de traitement* [19 décembre 1950] (p. 9269); Chap. 3260 : *Entretien des routes et ponts* (p. 9272, 9273); Chap. 5100 : *Subventions aux entreprises de tramways et de chemins de fer locaux* (p. 9301); Chap. 5020 : *Postes de secours sur routes* (p. 9284); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE; Chap. 6060 : *Culture du tabac* [26 janvier 1951] (p. 478); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE; Chap. 5040 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention du déficit d'Air-France (Réquisition de main-d'œuvre en Indochine)* [14 mars 1951] (p. 1954); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, amendé par le Conseil de la République; Chap. 5100 : *Subventions aux chemins de fer locaux et tramways (Statut des travailleurs des transports routiers)* [5 avril 1951] (p. 2762, 2763); P. T. T.; Chap. 1130 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services techniques (Inspecteurs du réseau des câbles téléphoniques)* [2 mai 1951] (p. 4436); Chap. 1230 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr.*

les crédits pour indemnités éventuelles (Indemnités de guichet) (p. 4469, 4470); SANTÉ PUBLIQUE ET POPULATION; Chap. 4060 : *Dispensaires anti-tuberculeux* [4 mai 1951] (p. 4568, 4569); Chap. 6080 : *Lutte contre la tuberculose* [5 mai 1951] (p. 4599). — Dépose une demande d'interpellation : sur la non-parution du décret fixant les modalités d'application de la loi du 19 août 1950 relatif aux agents des services publics routiers [21 mars 1951] (p. 2469); — sur la fermeture, le 1^{er} juillet 1951, des lignes de chemin de fer Angoulême—Brive et Ribérac—Parcoult [8 mai 1951] (p. 4831).

DUVEAU (M. Roger), *Député de Madagascar.*

(*Collège des citoyens de statut français,
2^e circonscription*).

Son élection est validée [20 décembre 1946] (p. 187). — Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [19 janvier 1950] (p. 361), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la justice et de législation [4 février 1947] (p. 148); de la Commission de la marine marchande et des pêches [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [23 janvier 1951] (p. 348); — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer en vue de représenter l'Assemblée Nationale au sein du Conseil de surveillance chargé de suivre la gestion de la Caisse centrale de la France d'outre-mer [11 juillet 1949] (**F. n° 440**); — Est nommé par la Commission des territoires d'outre-mer membre du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer [21 février 1951] (**F. n° 679**); — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur les faits relatés dans la déclaration du Président du Conseil du 17 janvier 1950 [31 janvier 1950] (p. 383); Est élu vice-président de cette Commission [17 mai 1950] (**F. n° 552**); — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (application de l'art. 1^{er} de la loi du 27 décembre 1945) [11 février 1947]

(p. 276); — Est nommé juge titulaire à la Haute-Cour de justice (application de l'art. 58 de la Constitution et de la loi organique du 27 octobre 1946) [11 mars 1947] (p. 796).

Dépôts :

Le 10 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'extrême urgence les mesures nécessaires pour que les dommages causés aux personnes et aux biens des victimes de l'insurrection malgache soient réparés et qu'à cet effet un crédit soit mis à la disposition du Gouvernement général de Madagascar, **n° 1975**. — Le 11 juillet 1947, une proposition de loi tendant à décider que les dommages causés aux personnes et aux biens des victimes de l'insurrection malgache seront à la charge de la Nation, et qu'un premier crédit de cent millions de francs C. F. A. soit mis immédiatement à la disposition du Gouvernement général de Madagascar, **n° 2008**. — Le 27 novembre 1947, une proposition de loi tendant à réparer les dommages causés aux personnes et aux biens des victimes de la rébellion malgache, **n° 2705**. — Le 18 décembre 1947, une proposition de loi tendant à rendre applicables aux titulaires de contrats de rente viagère ou d'assurance-vie domiciliés à Madagascar et ayant souscrit leur contrat antérieurement au 26 décembre 1945, les dispositions du troisième alinéa de l'article 3 du Titre premier du décret du 26 décembre 1945 aux termes duquel les pensionnés de l'Etat en résidence au 26 décembre 1945 dans un territoire d'outre-mer percevront leurs arrérages en monnaie de ce territoire aussi longtemps qu'ils y conserveront leur domicile, **n° 2882**. — Le 29 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reconsidérer d'urgence, pour le territoire de Madagascar, le taux de change du franc C. F. A. et à suspendre, dans ce territoire, l'application des mesures de dévaluation concernant cette monnaie, **n° 3187**. — Le 10 décembre 1948, une proposition de loi tendant à déterminer les modalités de règlement des pensions de toute nature, dues par l'Etat aux personnes ayant leur résidence dans un territoire d'outre-mer, **n° 5781**. — Le 5 avril 1949, une proposition de loi tendant à définir l'origine des fonctionnaires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, pour la détermination des droits à

congé administratif et à perception des indemnités dites de dépaysement ou d'éloignement, **n° 6932**. — Le 12 avril 1949, une proposition de loi tendant à ouvrir un deuxième crédit de 850 millions de francs en vue de compléter les secours accordés à titre d'avances sur dommages aux victimes de l'insurrection malgache, **n° 7015**. — Le 21 mai 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine dans l'Union française, **n° 7223**. — Le 2 juin 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi, adopté par l'Assemblée Nationale, modifiant le statut de la Cochinchine dans l'Union française, **n° 7323**. — Le 22 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur la proposition de loi de M. Duveau tendant à définir l'origine des fonctionnaires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, pour la détermination des droits à congé administratif et à perception des indemnités dites de dépaysement ou d'éloignement, **n° 7982**. — Le 24 janvier 1950, une proposition de résolution tendant à modifier l'article 18 du Règlement, **n° 9031**. — Le 2 février 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi tendant à valider les actes réglementaires régulièrement promulgués par le Gouvernement provisoire de la République de Cochinchine, ultérieurement dénommé Gouvernement du Sud Viet-Nam, **n° 9125**. — Le 29 mars 1950, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur : 1^o le projet de loi relatif à la réparation des dommages causés aux biens et aux personnes à la suite des troubles survenus à Madagascar ; 2^o la proposition de loi de M. Duveau et plusieurs de ses collègues tendant à réparer les dommages causés aux personnes et aux biens des victimes de la rébellion malgache, **n° 9667**. — Le 25 avril 1950, une proposition de loi tendant à assurer la protection dans le commerce de la dénomination « vanille », **n° 9714**. — Le 25 avril 1950, une proposition de loi tendant à déterminer le mode de fixation de la parité du franc C. F. A. (franc des colonies françaises d'Afrique), **n° 9715**. — Le 27 avril 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 36, paragraphe C de la loi du 14 avril 1924 relatif aux bénéfices de campagne accordés aux militaires et aux marins en service dans les départements

et territoires d'outre-mer, **n° 9794**. — Le 28 avril 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire bénéficier les fonctionnaires retraités ayant conservé leur résidence dans les territoires de la zone C.F.A. d'un indice de correction équivalent à celui dont bénéficient les fonctionnaires en activité de service dans les mêmes territoires, **n° 9802**. — Le 7 novembre 1950, une proposition de loi tendant à introduire l'enseignement officiel de la chiropractie dans les facultés de médecine, **n° 11182**. — Le 30 décembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à attribuer un secours d'extrême urgence aux victimes du cyclone survenu dans l'archipel des Comores le 22 décembre 1950, **n° 11815**. — Le 2 février 1951, un rapport au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 7540) tendant à la modification des dispositions relatives à l'organisation transitoire de la justice à Madagascar et dépendances et aux Comores, **n° 12059**. — Le 8 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à apporter ravitaillement et aide financière au territoire de Madagascar dont l'extrême sud vient d'être ravagé par un violent cyclone qui fit de nombreuses victimes et causa des pertes matérielles considérables, **n° 12110**. — Le 2 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une subvention de 200 millions de francs C. F. A. à titre de secours d'urgence aux sinistrés de la région de Fort-Dauphin qui vient d'être dévastée par un violent cyclone, **n° 12414**. — Le 24 avril 1951, un rapport supplémentaire au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur : I. Le projet de loi (n° 5882) relatif à la réparation des dommages causés aux biens et aux personnes à la suite des troubles survenus à Madagascar ; II. La proposition de loi de M. Duveau et plusieurs de ses collègues (n° 2705) tendant à réparer les dommages causés aux personnes et aux biens des victimes de la rébellion malgache, **n° 12947**.

Interventions :

Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de Justice [11 février 1947] (p. 276). — Dépose une demande d'interpellation : sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour faire cesser les massacres des

populations de Madagascar et rétablir au plus vite dans l'île, l'ordre et la sécurité [29 avril 1947] (p. 1341); la développe [8 mai 1947] (p. 1507 à 1511), [9 mai 1947] (p. 1545); — sur les conditions dans lesquelles le Ministère de la France d'outre-mer a été supprimé et remplacé par un Sous-Secrétariat d'Etat [13 novembre 1947] (p. 5000). — Prend part à la discussion de sa proposition de loi tendant à accorder des secours aux victimes de l'insurrection malgache, en seconde lecture : *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6275); Art. 1^{er} : *Amendement de M. Simonnet tendant à considérer ces victimes comme des victimes de guerre* (p. 6276). — Pose à M. le Ministre des Finances une question sur le sort des pensionnés et rentiers domiciliés dans les territoires d'outre-mer et à Madagascar notamment [6 février 1948] (p. 482). — Prend part à la discussion : de propositions de résolution relatives à la dévaluation des francs coloniaux : *Discussion générale* [10 février 1948] (p. 597, 598, 599); — du projet de loi relatif à l'application des accords de coopération économique franco-américain, en qualité de *Rapporteur pour avis* [19 août 1948] (p. 5999, 6000); — du projet de loi portant retrait du privilège d'émission de la Banque d'Indochine; Art. 2 : *Son amendement tendant à approuver la convention du 10 juillet 1947 avec la Banque d'Indochine, sous réserve, avec un prix différent de rachat des actions* [26 août 1948] (p. 6336); — du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949; Art. 3 : *Ouverture d'un crédit de 615 milliards pour les comptes spéciaux d'investissement* [23 décembre 1948] (p. 7947, 7948). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux importations de chiendents en provenance du Mexique alors qu'il existe à Madagascar un produit de remplacement : piassava [4 février 1949] (p. 368). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant création d'une Assemblée représentative élue en Cochinchine; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à augmenter la représentation des Français dans cette Assemblée* [11 mars 1949] (p. 1583); Art. 3 : *Son amendement relatif à la composition du collège électoral de Saïgon—Cholon* (p. 1587); — du projet de loi portant répartition de l'abattement sur le budget de la France d'outre-mer : *Discussion générale* [31 mars 1949] (p. 1950, 1951, 1952). — Pose à M. le Ministre de la France d'outre-

mer une question relative au rapatriement des instituteurs des services de l'enseignement à Madagascar au terme de leur séjour normal [1^{er} avril 1949] (p. 1998). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine, en qualité de *Rapporteur* [21 mai 1949] (p. 2763, 2764, 2765); Article additionnel : *Amendement de M. Temple tendant à prévoir une nouvelle délibération en cas de changement de statut du Viet-nam* (p. 2792); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [3 juin 1949] (p. 3141, 3142). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique financière suivie dans les territoires africains et le maintien de la parité du franc C. F. A. [31 mai 1949] (p. 3008); la développe (*Ses observations sur le marché du riz et du sucre à Madagascar, les trafics sur le ravitaillement malgache, la création du franc Djibouti*) [21 juin 1949] (p. 3570, 3571, 3572). — Pose à M. le Ministre de la Défense nationale une question relative au bénéfice des campagnes à accorder aux militaires créoles servant en France [8 juillet 1949] (p. 4415). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux conditions de la levée d'immunité parlementaire, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [29 juillet 1949] (p. 5525, 5526, 5527, 5528). — Dépose une demande d'interpellation sur la carence des autorités de Madagascar qui n'ont pas encore rétabli, depuis cinq mois, la circulation ferroviaire entre Tamatave et Tananarive [13 octobre 1949] (p. 5765). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant réorganisation du régime de l'émission à Madagascar : *Discussion générale* [1^{er} décembre 1949] (p. 6472, 6473, 6474); Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Defferre tendant à confier l'émission de la monnaie à un institut d'émission* [2 décembre 1949] (p. 6557); *Son amendement tendant à maintenir les règles d'émission fixées par la loi du 22 décembre 1925* (p. 6558); le retire (ibid.); *Son amendement tendant à limiter à vingt ans le renouvellement du privilège d'émission* (p. 6558, 6559); Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer les mots « de la Banque de Madagascar »* (p. 6561); le retire (ibid.); *Son amendement tendant à maintenir la participation de l'Etat à 51 0/0* (p. 6561); Art. 3 : *Sous-amendement de M. Citerne tendant à prévoir des crédits à court terme pour les artisans et petits producteurs* (p. 6563); *Son amendement*

tendant à ouvrir des crédits sans intérêt au Crédit agricole (p. 6564); le retire (p. 6565); Son amendement tendant à prévoir des conventions annuelles pour fixer les avances aux Caisses de crédit agricole (p. 6565); Art. 4: Son amendement tendant à inclure dans le Conseil d'administration un membre de la Caisse centrale de la France d'outre-mer (p. 6581); Amendement de M. Burlot tendant à inclure dans ce conseil d'administration six membres élus par les Assemblées représentatives locales (p. 6582); Son amendement tendant à inclure dans ce conseil d'administration quatre membres nommés sur proposition des Assemblées représentatives et des Chambres de commerce (p. 6582); Amendement de M. Arthaud tendant à substituer « désignation » à « proposition » (p. 6583); Son amendement tendant à porter de cinq à six le nombre des administrateurs privés de la société (p. 6584); Son amendement tendant à spécifier que les six administrateurs seront « privés » (p. 6584); le retire (ibid.); Amendement de M. Apithy tendant à prévoir le transfert du siège social à Tananarive (p. 6584); Art. 7: Son amendement tendant à dispenser les conventions prévues des droits de timbre et d'enregistrement (p. 6586); — du projet de loi approuvant les rapports des états du Viet-nam, du Cambodge et du Laos avec la France: Discussion générale (Ses observations sur les négociations avec le Viet-nam et la sauvegarde des investissements français) [28 janvier 1950] (p. 658, 659); — d'une proposition de loi relative à la situation des fonctionnaires civils et militaires des territoires d'outre-mer: Discussion générale [21 février 1950] (p. 1255, 1256, 1257); Art. 1^{er}: Son amendement tendant à tenir compte du lieu de résidence [23 février 1950] (p. 1335); Art. 2: Son amendement tendant à prévoir une réglementation uniforme pour les prestations familiales (p. 1338, 1339, 1340); — du projet de loi portant validation des actes réglementaires provisoires du Gouvernement de Cochinchine, en qualité de Rapporteur [21 mars 1950] (p. 2228, 2229, 2230). — Pose à M. le Ministre de la France d'outre-mer une question relative à l'indemnité de cherté de vie des pensionnés d'outre-mer [31 mars 1950] (p. 2718). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif à l'Assemblée représentative de la Côte française des Somalis; Art. 37: Son amendement tendant à supprimer le deuxième alinéa

relatif à la compétence de l'Assemblée [24 juillet 1950] (p. 5851, 5852); Art. 40: Son amendement tendant à inclure parmi les dépenses obligatoires celles pour le service des douanes (p. 5852); Art. 50: Son amendement relatif au délai de présentation du rapport annuel par le chef du territoire (p. 5854); Art. 5: Son amendement tendant à prévoir 12 conseillers au lieu de 13 dans le premier collège [26 juillet 1950] (p. 6030); Son amendement tendant à supprimer la représentation des tirailleurs sénégalais (p. 6030, 6031); Son amendement tendant à faire voter les tirailleurs par correspondance dans leur pays d'origine (p. 6032); Son amendement tendant à prévoir 12 conseillers au lieu de 13 dans le premier collège (p. 6035); le retire (p. 6036); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 amendé par le Conseil de la République; FRANCE D'OUTRE-MER, Chap. 1270: Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour rétablir dans leurs droits des fonctionnaires épurés dont la révocation a été annulée [4 août 1950] (p. 6758). — Dépose une demande d'interpellation sur les commandes de matériel d'équipement destinées aux territoires d'outre-mer faites en France et à l'étranger [4 août 1950] (p. 6772). — Prend part à la discussion: d'un rapport sur l'enquête concernant les faits relatés par le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 (Affaire Revers-Mast): Discussion générale [24 novembre 1950] (p. 8149, 8150, 8151); Sa proposition approuvant les conclusions du rapport et faisant confiance au Gouvernement (p. 8170); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer: Discussion générale [27 novembre 1950] (p. 8184, 8185, 8186); Art. 29: Son amendement tendant à permettre aux chefs de territoire de contrôler les embauchages [20 décembre 1950] (p. 9335); Art. 30: Son amendement relatif à l'établissement de la preuve de l'existence du contrat de travail (p. 9335); Art. 31: Son amendement tendant à prévoir des contrats de quatre ans à Madagascar (p. 9338, 9339); Art. 32: Son amendement tendant à supprimer « circonscription » (p. 9339); Son amendement de forme (p. 9340); Son amendement relatif au rapatriement des travailleurs sous contrat (p. 9340); Art. 46: Son sous-amendement relatif au cas de maladie prolongée [3 février 1951] (p. 729);

Art. 55 : *Son amendement tendant à appliquer l'article aux employeurs amnistiés* (p. 732); Art. 57 : *Son amendement tendant à accorder vingt heures de liberté par semaine à l'apprenti* (p. 734); Art. 60 : *Amendement de M. Castellani relatif à la définition du tâcheron* (p. 736); Art. 61 : *Amendement de M. Castellani relatif à la responsabilité de l'entrepreneur en cas d'insolvabilité du tâcheron* (p. 738); Art. 46 : *Son amendement relatif à l'indemnité due à l'employeur en cas de rupture de contrat* [17 février 1951] (p. 1307); Art. 70 : *Amendement de M. Castellani tendant à accorder des pouvoirs aux chefs des territoires pour insérer des dispositions nouvelles* (p. 1313, 1314); Art. 90 : *Renvoi du débat* (p. 1324); Art. 90 : *Indemnités spéciales pour les travailleurs venant d'autres territoires (Grève dans l'arsenal de Diégo-Suarez)* [24 février 1951] (p. 1603, 1604); Art. 97 : *Amendement de M. Castellani tendant à supprimer le sixième alinéa relatif à la compétence des tribunaux du travail* (p. 1633); *Sous-amendement de M. Ninine relatif au dépôt de l'indemnité de préavis* (p. 1634); Art. 108 : *Son amendement relatif au contrôle du fonctionnement des économats* [17 mars 1951] (p. 2129); Art. 149 : *Son amendement relatif à la notification des procès-verbaux rédigés par les inspecteurs du travail* [29 avril 1951] (p. 4268); Art. 91 : *Son amendement tendant à ne pas faire de différence entre les diverses catégories de travailleurs* (p. 4274); Art. 158 : *Son amendement relatif aux modalités d'élection des délégués du personnel* (p. 4280); le retire (ibid.); Art. 166 : *Son amendement tendant à rétablir l'article instituant une carte du travail remise aux salariés* (p. 4283); Art. 174 : *Son amendement relatif à la compétence des tribunaux du travail* (p. 4287); Article additionnel : *Amendement de M. Castellani tendant à prévoir la compétence des tribunaux métropolitains quand le contrat est signé dans la métropole* (p. 4288); Art. 189 : *Son amendement tendant à prévoir le cas de conciliation partielle* (p. 4299); Article additionnel : *Son amendement relatif au droit d'appel attribué au chef du service judiciaire* (p. 4303); Art. 209 : *Son amendement tendant à spécifier « monnaie métropolitaine »* (p. 4309); Article nouveau : *Son amendement tendant à punir d'amende l'assesseur défaillant au tribunal du travail* (p. 4309); Art. 210 : *Son amendement tendant à punir d'amende les contrevenants* (p. 4309, 4310); Art. 211 : *Son amendement*

relatif au taux des amendes prévues (p. 4310); *Son amendement de forme* (p. 4310); Art. 212 : *Son amendement relatif au taux des amendes prévues* (p. 4310); Art. 213 : *Son amendement tendant à renvoyer à l'article 72* (p. 4311); *Son amendement relatif au taux des amendes* (p. 4311); Art. 214 : *Son amendement relatif au taux des amendes* (p. 4311); Art. 215 : *Son amendement relatif au taux des amendes* (p. 4311); Art. 217 : *Son amendement tendant à prévoir des peines correctionnelles* (p. 4312, 4313); Art. 219 : *Son amendement tendant à modifier le taux des amendes* [30 avril 1951] (p. 4364); Art. 220 : *Son amendement tendant à modifier le taux des amendes* (p. 4364); Art. 221 : *Son amendement relatif au cas d'homicide et blessure involontaires* (p. 4365); Article additionnel : *Son amendement tendant à punir le détournement du cautionnement par l'employeur* (p. 4365); Art. 222 : *Son amendement tendant à préciser les infractions relevant de la correctionnelle* (p. 4365); Art. 225 : *Son amendement relatif à l'application de la convention internationale ratifiée le 11 juin 1937* (p. 4365); le retire (p. 4366); Art. 46 bis : *Son amendement relatif à l'indemnité versée pendant la suspension du contrat* (p. 4367); *Son amendement tendant à scinder l'article en deux* (p. 4367); Art. 202 bis : *Son amendement relatif au rôle de l'expert d'arbitrage* (p. 4372). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique du Gouvernement au sujet du programme d'équipement des territoires d'outre-mer [2 décembre 1950] (p. 8457). — Pose : à M. le Ministre des Finances une question relative à l'application dans les territoires d'outre-mer de la loi du 20 septembre 1948 relative à la péréquation des pensions [15 décembre 1950] (p. 9156, 9157); — à M. le Secrétaire d'Etat aux Forces armées (Marine) une question relative au statut des ouvriers de Diégo-Suarez [22 décembre 1950] (p. 9497). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (M. Henri Queuille) : *Ses observations sur les investissements dans les territoires d'outre-mer* [9 mars 1951] (p. 1800, 1801). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative au régime des retraites dans la zone C. F. A. [20 avril 1951] (p. 3648). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative à l'élection des députés dans les territoires d'outre-mer : *Discussion générale* [24 avril 1951] (p. 3847, 3848); — du projet de loi portant réalisation d'un plan d'éco-

nomies, en qualité de *Rapporteur pour avis* (*Investissements dans les territoires d'outre-mer*) [5 mai 1951] (p. 4610, 4611); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour l'exercice 1951; Art. 2 : *Insuffisance des crédits accordés au F.I.D.E.S.* [6 mai 1951] (p. 4675, 4676, 4677). — Pose à M. le Ministre de la France d'outre-mer : une question sur les pensionnés et retraités en résidence dans les territoires d'outre-mer [18 mai 1951] (p. 5438); — une question relative à l'origine des fonctionnaires à Madagascar [18 mai 1951] (p. 5438). = S'excuse de son absence [11 mars 1947] (p. 795), [14 juin 1949] (p. 3328), [14 novembre 1950] (p. 7724). — Obtient des congés [14 juin 1949] (p. 3328), [14 novembre 1950] (p. 7724).

DUVERNOIS (Mme Eugénie), *Député de Seine-et-Oise (2^e circonscription)*.

Son élection est validée [29 novembre 1946]. (p. 40). = Est nommée membre : de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 402); de la Commission des finances [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la production industrielle [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission chargée d'enquêter sur la production du vin, la livraison de ce vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires [18 février 1947] (p. 357).

Dépôts :

Le 27 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à débloquer des points de laine pour l'ensemble de la population, n° 1110. — Le 12 août 1947, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de Mme Darras et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des dispositions pour amener dans un délai rapide le café en stock qui se trouve à la Côte d'Ivoire et dans les territoires d'outre-mer, n° 2401. — Le 12 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réserver sur l'importante quantité d'agrumes disponible, une partie satisfaisant

les rations des enfants des villes et des campagnes et à distribuer le surplus gratuitement aux enfants des grévistes, n° 2841. — Le 15 mars 1949, une proposition de loi tendant à permettre en cas de lock-out la réquisition de certaines entreprises, n° 6828. — Le 16 juin 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser la compensation entre les dettes fiscales des contribuables et les créances de ceux-ci sur le Trésor public, n° 7470. — Le 18 octobre 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à restituer aux familles dans les plus brefs délais et aux frais de l'Etat les corps des soldats morts en Indochine, n° 8222. — Le 6 décembre 1950, une proposition de loi tendant à interdire la perception de redevances pour la location et l'entretien des compteurs, des branchements et des colonnes montantes de gaz et d'électricité, n° 11525. — Le 5 janvier 1951, une proposition de loi tendant à surseoir à toute augmentation du prix du gaz, n° 11870.

Interventions :

Est entendue au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'exercice 1947; Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 932 : *Centre national de la recherche scientifique* [7 mars 1947] (p. 729, 730). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Chap. 528 : *Jardins ouvriers* [12 juin 1947] (p. 2071); PRODUCTION INDUSTRIELLE, Chap. 317 : *Loyers et indemnités de réquisition* [11 juillet 1947] (p. 3008). — Pose à M. le Président du Conseil une question concernant l'attribution de la carte de travailleur de force aux mères de famille travaillant au dehors [18 juillet 1947] (p. 3175). — Prend part à la discussion : de l'interpellation de M. Michel sur les sanglants incidents de Valence le 4 décembre 1947 [5 décembre 1947] (p. 5520); — du projet de loi portant reconduction du budget 1947 à l'exercice 1948; Etat I, PRÉSIDENT DU CONSEIL : *Discussion générale* [27 décembre 1947] (p. 6356, 6357); — de la proposition de loi fixant le statut des déportés et internés de la Résistance, amendée par le Conseil de la République; Art. 5 : *Amendements de MM. Deveny et Michelet tendant à rétablir le texte du Conseil de la République relatif aux travailleurs français*

en Allemagne [18 juillet 1948] (p. 4815, 4816); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, ANCIENS COMBATTANTS, Chap. 711 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour transfert de corps* [6 août 1948] (p. 5449, 5450); *le retire* (ibid.) — Est entendue sur le procès-verbal de la séance précédente (*Statut des déportés*) [20 août 1948] (p. 6046, 6047). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux loyers, amendé par le Conseil de la République; Art. 20 bis : *Augmentation des loyers d'après le prix de base au mètre carré* [26 août 1948] (p. 6284); — du projet de loi portant retrait du privilège d'émission de la Banque d'Indochine : *Discussion générale* [26 août 1948] (p. 6334, 6335). — Dépose une demande d'interpellation sur le lock-out des ouvriers de l'entreprise Brinon à Pussay [2 mars 1949] (p. 1612). — Est entendue sur le procès-verbal de la séance précédente (*Licenciement d'ouvriers aux ateliers de Pussay*) [23 mars 1949] (p. 1746) — Prend part à la discussion du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de la santé publique et de la population; Chap. 531 : *Subventions à l'Entr'aide française* [23 mars 1949] (p. 1787); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'Intérieur; Chap. 601 : *Secours d'extrême urgence aux victimes de calamités publiques* [6 avril 1949] (p. 2162, 2163); — du projet de loi modifiant le statut de la Cochinchine : *Discussion générale* [21 mai 1949] (p. 2783). — Dépose une demande d'interpellation sur la découverte d'un charnier à Dachau et l'utilisation des ossements découverts à des fins industrielles [22 novembre 1949] (p. 6186); la développe [13 décembre 1949] (p. 6803, 6810); *Son amendement à l'ordre du jour de M. Serre demandant le contrôle des organisations de déportés* (p. 6811). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au prix de l'essence; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à fixer un prix de vente uniforme* [9 décembre 1949] (p. 6730, 6731); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; INTÉRIEUR, Chap. 6010 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les victimes des calamités publiques (Victimes de l'incendie de Rueil)* [1^{er} juin 1950] (p. 4102); COMMERCE ET INDUSTRIE, Chap. 5090 : *Son amendement ten-*

dant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention au Gaz de France (Prix du gaz) [13 juin 1950] (p. 4680, 4681). — Dépose une demande d'interpellation sur l'augmentation du prix du pain en Seine-et-Oise [17 octobre 1950] (p. 8498, 8499, 8500). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 19 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer les dispositions du chapitre aux condamnés pour meurtres, tortures, délations et trahisons* [4 décembre 1950] (p. 6919); — du projet de loi relatif aux crédits des services civils pour l'exercice 1951; INDUSTRIE ET COMMERCE, Chap. 5000 : *Participation de la France aux dépenses de bureaux internationaux (Exposition internationale 1955)* [5 décembre 1950] (p. 8642); Chap. 5000 : *Subvention au Gaz* (p. 8644); Chap. 5070 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour la subvention à la Caisse de compensation des combustibles minéraux solides (Hausse du prix du gaz)* [8 décembre 1950] (p. 8872, 8873, 8874, 8875); — du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 6030 : *Frais de contentieux et de réparations civiles (Brutalités policières envers les manifestants déportés de la place de l'Opéra)* [21 février 1951] (p. 1422, 1423); TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 1110 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les directions régionales de la Sécurité sociale (Pensionnaires des hospices)* [20 mars 1951] (p. 2192) — du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement pour les services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 9029 : *Ilôts insalubres et constructions publiques* [11 avril 1951] (p. 3099); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Chap. 903 : *Réparation des ponts des routes nationales (Pont de Villeneuve-Saint-Georges)* (p. 3116); — du projet de loi relatif aux comptes spéciaux du Trésor; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à supprimer les chapitres relatifs à la Défense nationale* [19 avril 1951] (p. 3553); Art. 2 : *Ses explications de vote sur l'article (Installation d'Américains à Marnes-la-Coquette)* (p. 3592); — du projet de loi relatif aux investissements économiques et sociaux pour 1951; Etat B, ENERGIE : *Sa demande de disjonction des prêts au Gaz de France* [6 mai 1951] (p. 4684, 4685).

E

ÉLAIN (M. Pierre), Député de la Mayenne.

Son élection est validée [1^{er} juin 1948] (p. 3049). = Est nommé membre : de la Commission des pensions [4 mai 1948] (p. 2483) ; de la Commission de la production industrielle [4 mai 1948] (p. 2483), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). — Est nommé juré à la Haute Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [4 mai 1948] (p. 2484), [1^{er} juin 1948] (p. 3049).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE ; Chap. 401 : *Fonds national de chômage* [28 juillet 1948] (p. 4975) ; — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires des mois de mars et avril 1949 ; Art. 3 : *Budgets annexes (Ses observations sur le chômage des usines de la S. C. A. de Bourges)* (p. 1230) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; Art. 4 : *Ses observations sur le Cormoran* [10 mars 1949] (p. 1499). — Dépose une demande d'interpellation sur l'arrêt de la fabrication du *Cormoran* [8 mars 1949] (p. 1370). — Prend part à la discussion : du projet de loi

financières ; Art. 6 : *Son sous-amendement tendant à fixer la date d'application de la coordination des transports* [31 mai 1949] (p. 3000, 3001) ; *le retire* (p. 3001) ; — d'une proposition de loi relative au pipe-line Le Havre—Paris ; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à définir l'activité de cette nouvelle société d'économie mixte* [12 juillet 1949] (p. 4644) ; Art. 6 : *Son amendement tendant à prévoir des embranchements pour desservir tous les dépôts* (p. 4670, 4671) ; *le retire* (p. 4671) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 4080 : *Demande de rétablissement des crédits pour les services du logement, présentée par le Gouvernement* [13 juin 1950] (p. 4714) ; — du projet de loi relatif aux rengagements spéciaux pour l'Indochine [3 janvier 1951] (p. 89).

ERRECART (M. Jean), Député des Basses-Pyrénées.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission des finances et du contrôle budgétaire [4 décembre 1946] (p. 51) ; de la Commission de l'intérieur [1^{er} août 1947] (p. 3837) ; de la Commission de la production industrielle [6 décembre 1947] (p. 5536) ; de la Commission des affaires économiques [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299) ; de la Commission de l'agriculture [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951]

(p. 347). — Est nommé membre suppléant de la Commission de la réforme administrative [23 mai 1949] (p. 2816). — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (application de l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée) [15 juillet 1947] (p. 3016), [4 mai 1948] (p. 2484), [1^{er} juin 1948] (p. 3049).

Dépôts :

Le 21 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi tendant à la ratification de la convention n° 10 fixant l'âge d'admission des enfants au travail dans l'agriculture, adoptée par la Conférence internationale du travail dans sa troisième session tenue à Genève du 25 octobre au 19 novembre 1921, n° 11347. — Le 28 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir un plan général d'électrification rurale et à instituer un fonds autonome d'équipement rural, pour le financement de ces travaux, n° 11436.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des maxima des dépenses et voies et moyens pour 1949 : *Discussion générale (Ses observations sur la politique d'équipement agricole, les programmes d'investissements, la nécessité d'augmenter la production agricole, l'électrification des campagnes* [23 décembre 1948] (p. 7879, 7880, 7881); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget de l'agriculture; Art. 2 : *Ouverture d'un crédit de 3.750.000 francs pour couverture du déficit résultant de l'importation de produits pour alimenter le bétail* [12 avril 1949] (p. 2374, 2375); *Amendement de M. Garcia tendant à supprimer l'article* (p. 2376); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 3210 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour l'apprentissage agricole et horticole* [23 décembre 1950] (p. 9562); — du projet de loi relatif au

développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; AGRICULTURE, Chap. 5240 : *Subventions au maïs importé* [26 janvier 1951] (p. 473, 474). = S'excuse de son absence [9 mai 1947] (p. 1533), [11 janvier 1949] (p. 1), [17 février 1949] (p. 625), [13 octobre 1949] (p. 5764). = Obtient des congés [11 janvier 1949] (p. 1), [17 février 1949] (p. 625), [13 octobre 1949] (p. 5764).

EVRARD (M. Just), Député du Pas-de-Calais (2^e circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [21 décembre 1946] (p. 201); de la Commission des moyens de communication (p. 202); de la Commission de la défense nationale [29 mai 1947] (p. 1783), [29 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 347). — Est désigné pour figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de justice (Application de la loi du 27 décembre 1945) [3 décembre 1947] (p. 5152), [26 janvier 1948] (p. 195), [7 décembre 1948] (p. 7390); *Session du 14 juin 1949* [7 juin 1949] (p. 3172).

Interventions :

Prend part à la discussion de projets de loi ratifiant trois actes internationaux (*Coopération économique*) : *Ses observations adressées à M. Lecœur* [5 juillet 1948] (p. 4312). — Pose à M. le Ministre de la Santé publique une question relative aux honoraires attribués dans les hôpitaux publics aux médecins accoucheurs et aux sages-femmes [11 février 1949] (p. 533). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses militaires en 1950; Art. 1^{er} : Etat A, GUERRE, Chap. 1045 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel civil de l'intendance* [11 mai 1950] (p. 3547).

Imprimerie de l'Assemblée Nationale.

